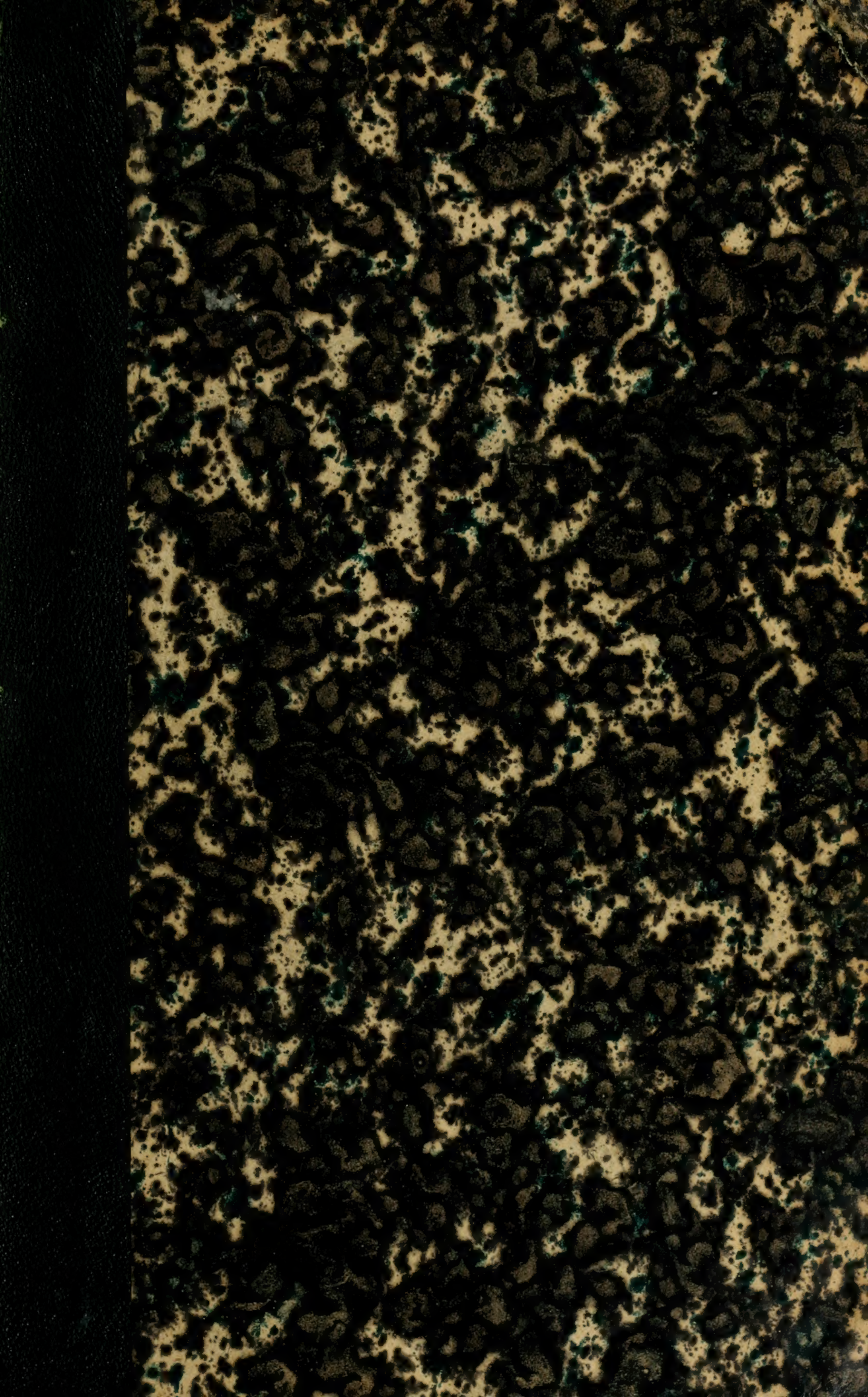
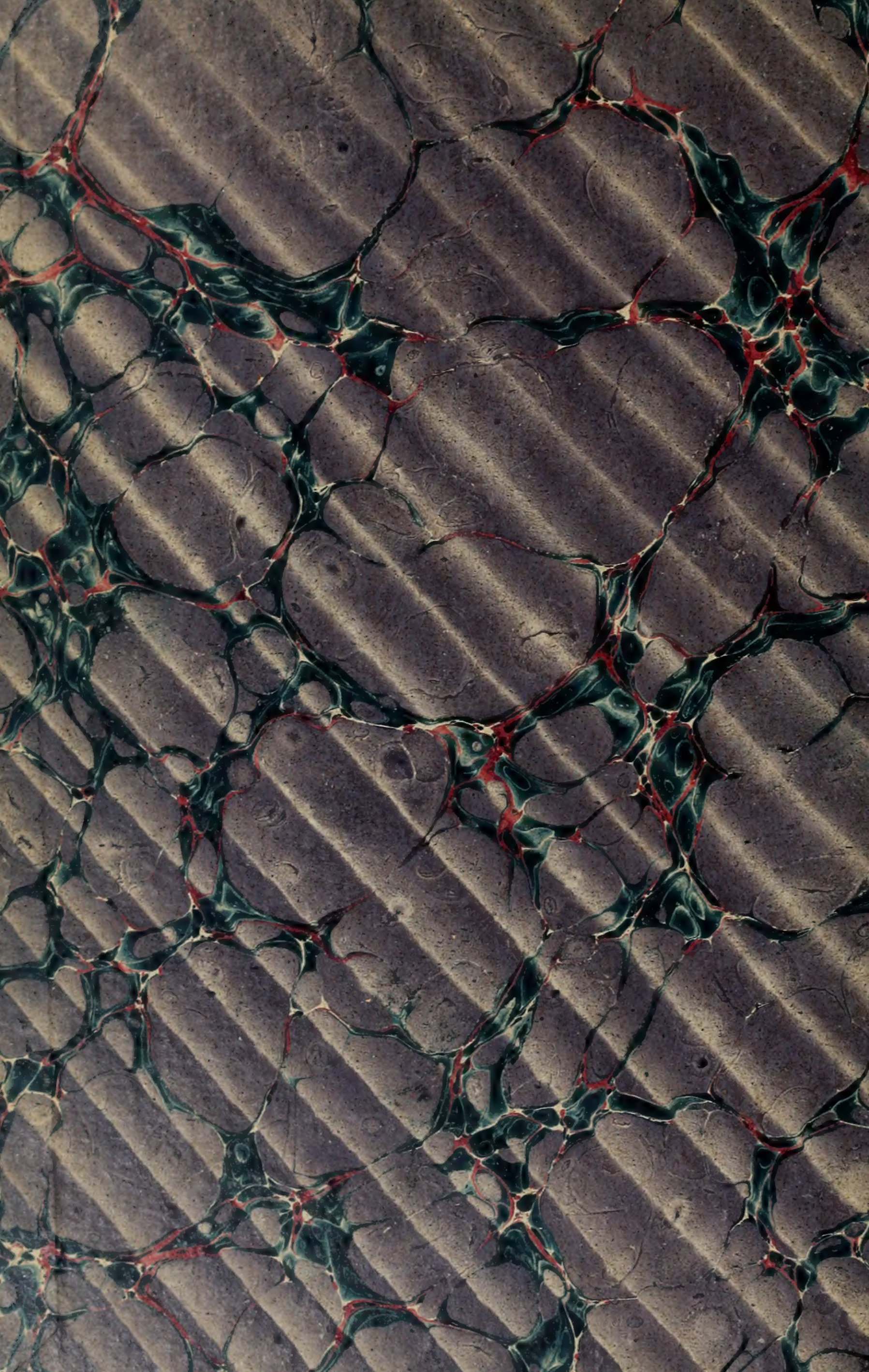
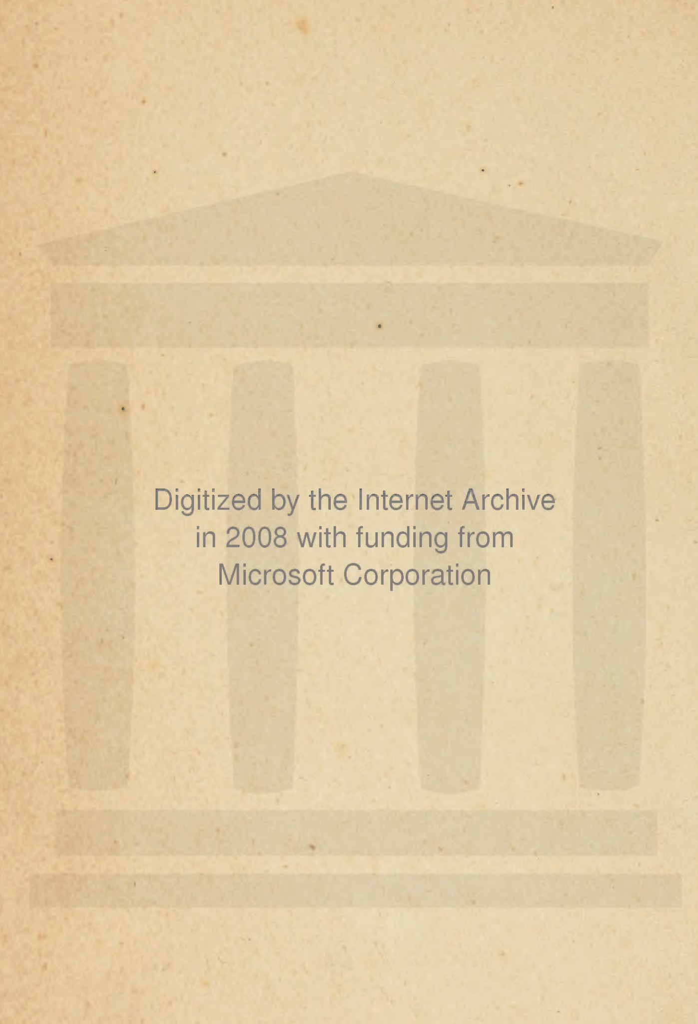











# REVUE

DES

# DEUX MONDES

---

QUATRIEME SÉRIE

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET C^IE,
RUE DE SEINE, 14 BIS.

# REVUE

DES

# DEUX MONDES

## TOME VINGT-TROISIÈME

QUATRIÈME SÉRIE

PARIS

AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DES BEAUX-ARTS, 10

1840

# COLOMBA.

Povera, orfana, zitella,
Senza cugini carnali! —
Mà per far la to vindetta,
Sta siguru, vasta anche ella.

(*Complainte funèbre du* NIOLO.)

## I.

Dans les premiers jours du mois d'octobre 181., le colonel sir Thomas Nevil, Irlandais, officier distingué de l'armée anglaise, descendit avec sa fille à l'hôtel Beauveau, à Marseille, de retour d'un voyage en Italie. L'admiration continue des voyageurs enthousiastes a produit une réaction, et, pour se singulariser, beaucoup de *touristes* aujourd'hui prennent pour devise le *nil admirari* d'Horace. C'est à cette classe de voyageurs mécontens qu'appartenait miss Lydia, fille unique du colonel. *La Transfiguration* lui avait paru médiocre, le Vésuve en éruption à peine supérieur aux cheminées des usines de Birmingham. En somme, sa grande objection contre l'Italie était que ce pays manquait de couleur locale, de caractère. Explique qui pourra le sens de ces mots que je comprenais fort bien il y a quelques années, et que je n'entends plus aujourd'hui. D'abord miss Lydia s'était flattée de trouver au-delà des Alpes des choses que personne n'aurait vues avant elle, et dont elle pourrait parler « *avec les*

*honnêtes gens*, » comme dit M. Jourdain. Mais bientôt, partout devancée par ses compatriotes, et désespérant de rencontrer rien d'inconnu, elle se jeta dans le parti de l'opposition. Il est bien désagréable, en effet, de ne pouvoir parler des merveilles de l'Italie sans que quelqu'un ne vous dise : « Vous connaissez sans doute ce Raphaël du palais ***, à ***? C'est ce qu'il y a de plus beau en Italie. » Et c'est justement ce qu'on a négligé de voir. Comme il est trop long de tout voir, le plus simple c'est de tout condamner de parti pris.

A l'hôtel Beauveau, miss Lydia eut un amer désappointement. Elle rapportait un joli croquis de la porte pélasgique ou cyclopéenne de Segni, qu'elle croyait oubliée par les dessinateurs. Or, lady Frances Fenwick, la rencontrant à Marseille, lui montra son album, où, entre un sonnet et une fleur desséchée, figurait la porte en question, enluminée à grand renfort de terre de Sienne. Miss Lydia donna la porte de Segni à sa femme de chambre, et perdit toute estime pour les constructions pélasgiques.

Ces tristes dispositions étaient partagées par le colonel Nevil, qui, depuis la mort de sa femme, ne voyait les choses que par les yeux de miss Lydia. Pour lui, l'Italie avait le tort immense d'avoir ennuyé sa fille, et par conséquent c'était le plus ennuyeux pays du monde. Il n'avait rien à dire, il est vrai, contre les tableaux et les statues; mais ce qu'il pouvait assurer, c'est que la chasse était misérable dans ce pays-là, et qu'il fallait faire dix lieues au grand soleil dans la campagne de Rome pour tuer quelques méchantes perdrix rouges.

Le lendemain de son arrivée à Marseille, il invita à dîner le capitaine Ellis, son ancien adjudant, qui venait de passer six semaines en Corse. Le capitaine raconta fort bien à miss Lydia une histoire de bandits qui avait le mérite de ne ressembler nullement aux histoires de voleurs dont on l'avait si souvent entretenue sur la route de Rome à Naples. Au dessert, les deux hommes, restés seuls avec des bouteilles de vin de Bordeaux, parlèrent chasse, et le colonel apprit qu'il n'y a pas de pays où elle soit plus belle qu'en Corse, plus variée, plus abondante. — On y voit force sangliers, disait le capitaine Ellis, qu'il faut apprendre à distinguer des cochons domestiques, qui leur ressemblent d'une manière étonnante; car, en tuant un cochon, l'on se fait une mauvaise affaire avec leurs gardiens. Ils sortent d'un taillis qu'ils nomment *mâquis*, armés jusqu'aux dents, se font payer leurs bêtes et se moquent de vous. Vous avez encore le mouflon, fort étrange animal qu'on ne trouve pas ailleurs, fameux gibier, mais difficile. Cerfs, daims, faisans, perdreaux, jamais on ne pourrait nom-

brer toutes les espèces de gibier qui fourmillent en Corse. Si vous aimez à tirer, allez en Corse, colonel; là, comme disait un de mes hôtes, vous pourrez tirer sur tous les gibiers possibles, depuis la grive jusqu'à l'homme.

Au thé, le capitaine charma de nouveau miss Lydia par une histoire de vendette *transversale* (1), encore plus bizarre que la première, et il acheva de l'enthousiasmer pour la Corse en lui décrivant l'aspect sauvage du pays, qui ne ressemble à aucun autre; le caractère original de ses habitans, leur hospitalité et leurs mœurs primitives. Enfin il mit à ses pieds un joli petit stylet, moins remarquable par sa forme et sa monture en cuivre que par son origine. Un fameux bandit l'avait cédé au capitaine Ellis, garanti pour s'être enfoncé dans quatre corps humains. Miss Lydia le passa dans sa ceinture, le mit sur sa table de nuit, et le tira deux fois de son fourreau avant de s'endormir. De son côté, le colonel rêva qu'il tuait un mouflon et que le propriétaire lui en faisait payer le prix, à quoi il consentait volontiers; car c'était un animal très curieux, qui ressemblait à un sanglier, avec des cornes de cerf et une queue de faisan.

— Ellis conte qu'il y a une chasse admirable en Corse, dit le colonel, déjeunant tête-à-tête avec sa fille; si ce n'était pas si loin, j'aimerais à y passer une quinzaine.

— Eh bien! répondit miss Lydia, pourquoi n'irions-nous pas en Corse? Pendant que vous chasseriez, je dessinerais; je serais charmée d'avoir dans mon album la grotte dont parlait le capitaine Ellis, où Bonaparte allait étudier quand il était enfant.

C'était peut-être la première fois qu'un désir manifesté par le colonel eût obtenu l'approbation de sa fille. Enchanté de cette rencontre inattendue, il eut pourtant le bon sens de faire quelques objections pour irriter l'heureux caprice de miss Lydia. En vain il parla de la sauvagerie du pays et de la difficulté pour une femme d'y voyager : elle ne craignait rien; elle aimait par-dessus tout à voyager à cheval; elle se faisait une fête de coucher au bivouac; elle menaçait d'aller en Asie-Mineure. Bref, elle avait réponse à tout, car jamais Anglaise n'avait été en Corse, donc elle devait y aller. Et quel bonheur, de retour dans Saint-James's-Place, de montrer son album! — Pourquoi donc, ma chère, passez-vous ce charmant dessin? — Oh! ce n'est rien. C'est un croquis que j'ai fait d'après un fameux

(1) C'est la vengeance que l'on fait tomber sur un parent plus ou moins éloigné de l'auteur de l'offense.

bandit corse qui nous a servi de guide. — Comment! vous avez été en Corse?...

Les bateaux à vapeur n'existant point encore entre la France et la Corse, on s'enquit d'un navire en partance pour l'île que miss Lydia se proposait de découvrir. Dès le jour même, le colonel écrivit à Paris pour décommander l'appartement qui devait le recevoir, et fit marché avec le patron d'une goëlette corse qui allait faire voile pour Ajaccio. Il y avait deux chambres telles quelles. On embarqua des provisions; le patron jura qu'un vieux sien matelot était un cuisinier estimable et n'avait pas son pareil pour la bouille-abaisse; il promit que mademoiselle serait convenablement, qu'elle aurait bon vent, belle mer. En outre, d'après les volontés de sa fille, le colonel stipula que le capitaine ne prendrait aucun passager, et qu'il s'arrangerait pour raser les côtes de l'île de façon qu'on pût jouir de la vue des montagnes.

## II.

Au jour fixé pour le départ, tout était emballé, embarqué dès le matin : la goëlette devait partir avec la brise du soir. En attendant, le colonel se promenait avec sa fille dans la Canebière, lorsque le patron l'aborda pour lui demander la permission de prendre à son bord un de ses parens, c'est-à-dire le petit cousin du parrain de son fils aîné, lequel retournant en Corse, son pays natal, pour affaires pressantes, ne pouvait trouver de navire pour le passer. — C'est un charmant garçon, ajouta le capitaine Matei, militaire, officier aux chasseurs à pied de la garde, et qui serait déjà colonel si l'autre était encore empereur.

— Puisque c'est un militaire, dit le colonel... il allait ajouter : Je consens volontiers à ce qu'il vienne avec nous. Mais miss Lydia s'écria en anglais :

— Un officier d'infanterie! (son père ayant servi dans la cavalerie, elle avait du mépris pour toute autre arme,) un homme sans éducation peut-être, qui aura le mal de mer, et qui nous gâtera tout le plaisir de la traversée!

Le patron n'entendait pas un mot d'anglais, mais il parut comprendre ce que disait miss Lydia à la petite moue de sa jolie bouche, et il commença un éloge en trois points de son parent, qu'il termina en assurant que c'était un homme très comme il faut, d'une famille de *caporaux*, et qu'il ne gênerait en rien M. le colonel, car lui,

patron, se chargeait de le loger dans un coin où l'on ne s'apercevrait pas de sa présence.

Le colonel et miss Nevil trouvèrent singulier qu'il y eût en Corse des familles où l'on fût ainsi caporal de père en fils; mais comme ils pensaient pieusement qu'il s'agissait d'un caporal d'infanterie, ils conclurent que c'était quelque pauvre diable que le patron voulait emmener par charité. S'il se fût agi d'un officier, on eût été obligé de lui parler, de vivre avec lui; mais, avec un caporal, il n'y a pas à se gêner, et c'est un être sans conséquence lorsque son escouade n'est pas là, baïonnette au bout du fusil, pour vous mener où vous n'avez pas envie d'aller.

— Votre parent a-t-il le mal de mer? demanda miss Nevil d'un ton sec.

— Jamais, mademoiselle. Le cœur ferme comme un roc, sur mer comme sur terre.

— Eh bien! vous pouvez l'emmener, dit-elle.

— Vous pouvez l'emmener, répéta le colonel, et ils continuèrent leur promenade.

Vers cinq heures du soir, le capitaine Matei vint les chercher pour monter à bord de la goëlette. Sur le port, près de la yole du capitaine, ils trouvèrent un grand jeune homme vêtu d'une redingote bleue boutonnée jusqu'au menton, le teint basané, les yeux noirs, vifs, bien fendus, l'air franc et spirituel. A la manière dont il effaçait les épaules, à sa petite moustache frisée, on reconnaissait facilement un militaire; car à cette époque les moustaches ne couraient pas les rues, et la garde nationale n'avait pas encore introduit dans toutes les familles la tenue avec les habitudes de corps-de-garde.

Le jeune homme ôta sa casquette en voyant le colonel, et le remercia sans embarras et en bons termes du service qu'il lui rendait.

— Charmé de vous être utile, mon garçon, dit le colonel en lui faisant un signe de tête amical; et il entra dans la yole.

— Il est sans gêne, votre Anglais, dit tout bas en italien le jeune homme au patron.

Celui-ci plaça son index sous son œil gauche et abaissa les deux coins de sa bouche. Pour qui comprend le langage des signes, cela voulait dire que l'Anglais entendait l'italien et que c'était un homme bizarre. Le jeune homme sourit légèrement, toucha son front en réponse au signe de Matei, comme pour lui dire que tous les Anglais avaient quelque chose de travers dans la tête, puis il s'assit auprès

du patron, et considéra avec beaucoup d'attention, mais sans impertinence, sa jolie compagne de voyage.

— Ils ont bonne tournure, ces soldats français, dit le colonel à sa fille en anglais; aussi en fait-on facilement des officiers.

Puis, s'adressant en français au jeune homme :

— Dites-moi, mon brave, dans quel régiment avez-vous servi?

Celui-ci donna un léger coup de coude au père du filleul de son petit cousin, et, comprimant un sourire ironique, répondit qu'il avait été dans les chasseurs à pied de la garde, et que présentement il sortait du 7[me] léger.

— Est-ce que vous avez été à Waterloo? Vous êtes bien jeune.

— Pardon, mon colonel; c'est ma seule campagne.

— Elle compte double, dit le colonel.

Le jeune Corse se mordit les lèvres.

— Papa, dit miss Lydia en anglais, demandez-lui donc si les Corses aiment beaucoup leur Bonaparte.

Avant que le colonel eût traduit la question en français, le jeune homme répondit en assez bon anglais, quoique avec un accent prononcé :

— Vous savez, mademoiselle, que nul n'est prophète en son pays. Nous autres compatriotes de Napoléon, nous l'aimons peut-être moins que les Français. Quant à moi, bien que ma famille ait été autrefois l'ennemie de la sienne, je l'aime et l'admire.

— Vous parlez anglais! s'écria le colonel.

— Fort mal, comme vous pouvez vous en apercevoir.

Bien qu'un peu choquée de son ton dégagé, miss Lydia ne put s'empêcher de rire en pensant à une inimitié personnelle entre un caporal et un empereur. Ce lui fut comme un avant-goût des singularités de la Corse, et elle se promit de noter le trait sur son journal.

— Peut-être avez-vous été prisonnier en Angleterre? demanda le colonel.

— Non, mon colonel. J'ai appris l'anglais en France, tout jeune, d'un prisonnier de votre nation.

Puis, s'adressant à miss Nevil :

— Matei m'a dit que vous reveniez d'Italie. Vous parlez sans doute le pur toscan, mademoiselle; vous serez un peu embarrassée, je le crains, pour comprendre notre patois.

— Ma fille entend tous les patois italiens, répondit le colonel; elle a le don des langues. Ce n'est pas comme moi.

— Mademoiselle comprendrait-elle, par exemple, ces vers d'une de nos chansons corses? C'est un berger qui dit à une bergère :

> S' entrassi 'ndru Paradisu, santu, santu,
> E nun truvassi a tía, mi n' esciria (1).

Miss Lydia comprit, et trouvant la citation audacieuse, et plus encore le regard qui l'accompagnait, elle répondit en rougissant : *Capisco.*

— Et vous retournez dans votre pays en semestre? demanda le colonel.

— Non, mon colonel. Ils m'ont mis en demi-solde, probablement parce que j'ai été à Waterloo et que je suis compatriote de Napoléon. Je retourne chez moi, léger d'espoir, léger d'argent, comme dit la chanson.

Et il soupira en regardant le ciel.

Le colonel mit la main à sa poche, et retournant entre ses doigts une pièce d'or, il cherchait une phrase pour la glisser poliment dans la main de son ennemi malheureux.

— Et moi aussi, dit-il d'un ton de bonne humeur, on m'a mis en demi-solde; mais... Avec votre demi-solde, vous n'avez pas de quoi vous acheter du tabac. Tenez, caporal.

Et il essaya de faire entrer la pièce d'or dans la main fermée que le jeune homme appuyait sur le bord de la yole.

Le jeune Corse rougit, se redressa, se mordit les lèvres, et paraissait disposé à répondre avec emportement, quand tout à coup, changeant d'expression, il éclata de rire. Le colonel, la pièce à la main, demeurait tout ébahi.

— Colonel, dit le jeune homme reprenant son sérieux, permettez-moi de vous donner deux avis. Le premier, c'est de ne jamais offrir de l'argent à un Corse, car il y a de mes compatriotes assez impolis pour vous le jeter à la tête; le second, c'est de ne pas donner aux gens des titres qu'ils ne réclament point. Vous m'appelez caporal, et je suis lieutenant. Sans doute, la différence n'est pas bien grande, mais.....

— Lieutenant! s'écria sir Thomas, lieutenant! mais le patron m'a dit que vous étiez caporal, ainsi que votre père et tous les hommes de votre famille.

A ces mots le jeune homme, se laissant aller à la renverse, se mit

(1) « Si j'entrais dans le paradis saint, saint, et si je ne t'y trouvais pas, j'en sortirais. » ( *Serenata di Zicavo.* )

à rire de plus belle, et de si bonne grace que le patron et ses deux matelots éclatèrent en chœur.

— Pardon, colonel, dit enfin le jeune homme; mais le quiproquo est admirable, je ne l'ai compris qu'à l'instant. En effet, ma famille se glorifie de compter des caporaux parmi ses ancêtres; mais nos caporaux corses n'ont jamais eu de galons sur leurs habits. Vers l'an de grace 1100, quelques communes, s'étant révoltées contre la tyrannie des seigneurs montagnards, se choisirent des chefs qu'elles nommèrent caporaux. Dans notre île, nous tenons à honneur de descendre de ces espèces de tribuns.

— Pardon, monsieur, s'écria le colonel, mille fois pardon. Puisque vous comprenez la cause de ma méprise, j'espère que vous voudrez bien l'excuser.

Et il lui tendit la main.

— C'est la juste punition de mon petit orgueil, colonel, dit le jeune homme riant toujours et serrant cordialement la main de l'Anglais; je ne vous en veux pas le moins du monde. Puisque mon ami Matei m'a si mal présenté, permettez-moi de me présenter moi-même; je m'appelle Orso della Rebbia, lieutenant en demi-solde, et si, comme je le présume en voyant ces deux beaux chiens, vous venez en Corse pour chasser, je serai très flatté de vous faire les honneurs de nos mâquis et de nos montagnes... si toutefois je ne les ai pas oubliés, ajouta-t-il en soupirant.

En ce moment la yole touchait la goëlette. Le lieutenant offrit la main à miss Lydia, puis aida le colonel à se guinder sur le pont. Là, sir Thomas, toujours fort penaud de sa méprise, et ne sachant comment faire oublier son impertinence à un homme qui datait de l'an 1100, sans attendre l'assentiment de sa fille, le pria à souper en lui renouvelant ses excuses et ses poignées de main. Miss Lydia fronçait bien un peu le sourcil, mais, après tout, elle n'était pas fâchée de savoir ce que c'était qu'un caporal; son hôte ne lui avait pas déplu, elle commençait même à lui trouver un certain je ne sais quoi aristocratique; seulement il avait l'air trop franc et trop gai pour un héros de roman.

— Lieutenant della Rebbia, dit le colonel en le saluant à la manière anglaise, un verre de vin de Madère à la main, j'ai vu en Espagne beaucoup de vos compatriotes : c'était de la fameuse infanterie en tirailleurs.

— Oui, beaucoup sont restés en Espagne, dit le jeune lieutenant d'un air sérieux.

— Je n'oublierai jamais la conduite d'un bataillon corse à la bataille de Vitoria, poursuivit le colonel. Il doit m'en souvenir, ajouta-t-il en se frottant la poitrine. Toute la journée ils avaient été en tirailleurs dans les jardins, derrière les haies, et nous avaient tué je ne sais combien d'hommes et de chevaux. La retraite décidée, ils se rallièrent et se mirent à filer grand train. En plaine, nous espérions prendre notre revanche, mais mes drôles — excusez, lieutenant, — ces braves gens s'étaient formés en carré, et il n'y avait pas moyen de les rompre. Au milieu du carré, je crois le voir encore, il y avait un officier monté sur un petit cheval noir; il se tenait à côté de l'aigle, fumant son cigare comme s'il eût été au café. Parfois, comme pour nous braver, leur musique nous jouait des fanfares... Je lance sur eux mes deux premiers escadrons... Bah! au lieu de mordre sur le front du carré, voilà mes dragons qui passent à côté, puis font demi-tour, et reviennent fort en désordre et plus d'un cheval sans maître... et toujours la diable de musique! Quand la fumée qui enveloppait le bataillon se dissipa, je revis l'officier à côté de l'aigle, fumant encore son cigare. Enragé, je me mis moi-même à la tête d'une dernière charge. Leurs fusils, crassés à force de tirer, ne partaient plus, mais les soldats étaient formés sur six rangs, la baïonnette au nez des chevaux; on eût dit un mur. Je criais, j'exhortais mes dragons, je serrais la botte pour faire avancer mon cheval, quand l'officier dont je vous parlais, ôtant enfin son cigare, me montra de la main à un de ses hommes. J'entendis quelque chose comme : *Al capello bianco!* J'avais un plumet blanc. Je n'en entendis pas davantage, car une balle me traversa la poitrine. — C'était un beau bataillon, monsieur della Rebbia, le premier du 18e léger, tous Corses, à ce qu'on me dit depuis.

— Oui, dit Orso dont les yeux brillaient pendant ce récit, ils soutinrent la retraite et rapportèrent leur aigle; mais les deux tiers de ces braves gens dorment aujourd'hui dans la plaine de Vitoria.

— Et par hasard! sauriez-vous le nom de l'officier qui les commandait?

— C'était mon père. Il était alors major au 18e, et fut fait colonel pour sa conduite dans cette triste journée.

— Votre père! Par ma foi, c'était un brave! J'aurais du plaisir à le revoir, et je le reconnaîtrais j'en suis sûr. Vit-il encore?

— Non colonel, dit le jeune homme pâlissant légèrement.

— Était-il à Waterloo?

— Oui, colonel, mais il n'a pas eu le bonheur de tomber sur un champ de bataille... Il est mort en Corse... il y a deux ans... Mon

Dieu! que cette mer est belle! Il y a dix ans que je n'ai vu la Méditerranée. — Ne trouvez-vous pas la Méditerranée plus belle que l'Océan, mademoiselle?

— Je la trouve trop bleue... et les vagues manquent de grandeur.

— Vous aimez la beauté sauvage, mademoiselle? A ce compte je crois que la Corse vous plaira.

— Ma fille, dit le colonel, aime tout ce qui est extraordinaire; c'est pourquoi l'Italie ne lui a guère plu.

— Je ne connais de l'Italie, dit Orso, que Pise, où j'ai passé quelque temps au collége; mais je ne puis penser sans admiration au Campo-Santo, au Dôme, à la Tour penchée, au Campo-Santo surtout. Vous vous rappelez la Mort d'Orgagna... Je crois que je pourrais la dessiner, tant elle est restée gravée dans ma mémoire.

Miss Lydia craignit que M. le lieutenant ne s'engageât dans une tirade d'enthousiasme.

— C'est très joli, dit-elle en bâillant. Pardon, mon père, j'ai un peu mal à la tête, je vais descendre dans ma chambre.

Elle baisa son père sur le front, fit un signe de tête majestueux à Orso et disparut. Les deux hommes causèrent alors chasse et guerre. Ils apprirent qu'à Waterloo ils étaient en face l'un de l'autre, et qu'ils avaient dû échanger bien des balles. Leur bonne intelligence en redoubla. Tour à tour ils critiquèrent Napoléon, Wellington et Blücher, puis ils chassèrent ensemble le daim, le sanglier et le mouflon. Enfin la nuit étant déjà très avancée, et la dernière bouteille de bordeaux finie, le colonel serra de nouveau la main du lieutenant et lui souhaita le bonsoir, en exprimant l'espoir de cultiver une connaissance commencée d'une façon si ridicule. Ils se séparèrent, et chacun fut se coucher.

## III.

La nuit était belle, la lune se jouait sur les flots, le navire voguait doucement au gré d'une brise légère. Miss Lydia n'avait point envie de dormir, et ce n'était que la présence d'un profane qui l'avait empêchée de goûter ces émotions qu'en mer, et par un clair de lune, tout être humain éprouve quand il a deux grains de poésie dans le cœur. Lorsqu'elle jugea que le jeune lieutenant dormait sur les deux oreilles, comme un être prosaïque qu'il était, elle se leva, prit une pelisse, éveilla sa femme de chambre et monta sur le pont. Il n'y avait personne qu'un matelot au gouvernail, lequel chantait une espèce de

complainte dans le dialecte corse, sur un air sauvage et monotone. Dans le calme de la nuit, cette musique étrange avait son charme. Malheureusement miss Lydia ne comprenait pas entièrement ce que chantait le matelot. Au milieu de beaucoup de lieux communs, un vers énergique excitait vivement sa curiosité; mais bientôt, au plus beau moment, arrivaient quelques mots de patois dont le sens lui échappait. Elle comprit pourtant qu'il était question d'un meurtre. Les imprécations contre les assassins, les menaces de vengeance, l'éloge du mort, tout cela était confondu pêle-mêle. Elle retint quelques vers que je vais essayer de traduire.

« .... Ni les canons, ni les baïonnettes — n'ont fait pâlir son front, — serein sur un champ de bataille — comme un ciel d'été. — Il était le faucon ami de l'aigle, — miel des sables pour ses amis, — pour ses ennemis la mer en courroux. — Plus haut que le soleil, — plus doux que la lune. — Lui que les ennemis de la France — n'attendirent jamais, — des assassins de son pays — l'ont frappé par derrière, — comme Vittolo tua Sampiero Corso (1). — Jamais ils n'eussent osé le regarder en face. — ... Placez sur la muraille devant mon lit, — ma croix d'honneur bien gagnée. — Rouge en est le ruban. — Plus rouge ma chemise. — A mon fils, mon fils en lointain pays, — gardez ma croix et ma chemise sanglante. — Il y verra deux trous. — Pour chaque trou, un trou dans une autre chemise. — Mais la vengeance sera-t-elle faite alors? — Il me faut la main qui a tiré, — l'œil qui a visé, — le cœur qui a pensé... »

Le matelot s'arrêta tout à coup.—Pourquoi ne continuez-vous pas, mon ami? demanda miss Nevil.

Le matelot, d'un mouvement de tête, lui montra une figure qui sortait du grand panneau de la goëlette. C'était Orso qui venait jouir du clair de lune.

— Achevez donc votre complainte, dit miss Lydia. Elle me faisait grand plaisir.

Le matelot se pencha vers elle et dit fort bas : Je ne donne le *Rimbeccu* à personne.

— Comment? le ....?

Le matelot, sans répondre, se mit à siffler.

— Je vous prends à admirer notre Méditerranée, miss Nevil, dit Orso, s'avançant auprès d'elle. Convenez qu'on ne voit point ailleurs cette lune-ci.

(1) V. Filippini, livre XI. — Le nom de Vittolo est encore en exécration parmi les Corses. C'est aujourd'hui un synonyme de traître.

— Je ne la regardais pas. J'étais toute occupée à étudier le corse. Ce matelot, qui chantait une complainte des plus tragiques, s'est arrêté au plus beau moment.

Le matelot se baissa comme pour mieux lire sur la boussole, et tira rudement la pelisse de miss Nevil. Il était évident que sa complainte ne pouvait pas être chantée devant le lieutenant Orso.

— Que chantais-tu là, Paolo Francè, dit Orso; est-ce une *ballata?* un *vocero* (1)? Mademoiselle te comprend et voudrait entendre la fin.

— Je l'ai oubliée, Ors' Anton', dit le matelot. Et sur-le-champ il se mit à entonner à tue-tête un cantique à la Vierge.

Miss Lydia écouta le cantique avec distraction, et ne pressa pas davantage le chanteur, se promettant bien toutefois de savoir plus tard le mot de l'énigme. Mais sa femme de chambre, qui, étant de Florence, ne comprenait pas mieux que sa maîtresse le dialecte corse, était aussi curieuse de s'instruire, et s'adressant à Orso avant que celle-ci pût l'avertir par un coup de coude : Monsieur le capitaine, dit-elle, que veut dire donner le rimbecco?

— Le rimbecco! dit Orso, mais c'est faire la plus mortelle injure à un Corse : c'est lui reprocher de ne pas s'être vengé. Qui vous a parlé de rimbecco (2)?

— C'est hier, à Marseille, répondit miss Lydia avec empressement, que le patron de la goëlette s'est servi de ce mot.

— Et de qui parlait-il? demanda Orso avec vivacité.

— Oh! il nous contait une vieille histoire... du temps de... oui, je crois que c'était à propos de Vannina d'Ornano.

— La mort de Vannina, je le suppose, mademoiselle, ne vous a pas fait beaucoup aimer notre héros, le brave Sampiero?

(1) Lorsque un homme est mort, particulièrement lorsqu'il a été assassiné, on place son corps sur une table, et les femmes de sa famille, à leur défaut, des amies ou même des femmes étrangères connues par leur talent poétique, improvisent devant un auditoire nombreux des complaintes en vers dans le dialecte du pays. On nomme ces femmes *voceratrici*, ou, suivant la prononciation corse, *buceratrici*, et la complainte s'appelle *vocero*, *buceru*, *buceratu*, sur la côte orientale, *ballata* sur la côté opposée. Le mot *vocero*, ainsi que ses dérivés *vocerar*, *voceratrice*, vient du latin *vociferare*. Quelquefois plusieurs femmes improvisent tour à tour, et fréquemment la femme ou la fille du mort chante elle-même la complainte funèbre.

(2) *Rimbeccare* en italien signifie renvoyer, riposter, rejeter. Dans le dialecte corse, cela veut dire : adresser un reproche offensant et public. — On donne le *rimbeccu* au fils d'un homme assassiné en lui disant que son père n'est pas vengé. Le *rimbeccu* est une espèce de mise en demeure pour l'homme qui n'a pas encore lavé une injure dans le sang. La loi génoise punissait très sévèrement l'auteur d'un *rimbecco*.

— Mais trouvez-vous que ce soit bien héroïque?

— Son crime a pour excuse les mœurs sauvages du temps. Et puis Sampiero faisait une guerre à mort aux Génois; quelle confiance auraient pu avoir en lui ses compatriotes, s'il n'avait pas puni celle qui cherchait à traiter avec Gênes?

— Vannina, dit le matelot, était partie sans la permission de son mari : Sampiero a bien fait de lui tordre le cou.

— Mais, dit miss Lydia, c'était pour sauver son mari, par amour pour lui, qu'elle allait demander sa grace aux Génois.

— Demander sa grace, c'était l'avilir, s'écria Orso.

— Et la tuer lui-même! poursuivit miss Nevil. Quel monstre ce devait être!

— Vous savez qu'elle lui demanda comme une faveur de périr de sa main. Othello, mademoiselle, le regardez-vous aussi comme un monstre?

— Quelle différence! il était jaloux; Sampiero n'avait que de la vanité.

— Et la jalousie, n'est-ce pas aussi de la vanité? C'est la vanité de l'amour, et vous l'excusez peut-être en faveur du motif?

Miss Lydia lui jeta un regard plein de dignité, et s'adressant au matelot, lui demanda quand la goëlette arriverait au port.

— Après-demain, dit-il, si le vent continue.

— Je voudrais déjà voir Ajaccio, car ce navire m'excède.

Elle se leva, prit le bras de sa femme de chambre, et fit quelques pas sur le tillac; Orso demeura immobile auprès du gouvernail, ne sachant s'il devait se promener avec elle ou bien cesser une conversation qui paraissait l'importuner.

— Belle fille, par le sang de la madone! dit le matelot; si toutes les puces de mon lit lui ressemblaient, je ne me plaindrais pas d'en être mordu!

Miss Lydia entendit peut-être cet éloge naïf de sa beauté et s'en effaroucha, car elle descendit presque aussitôt dans sa chambre. Bientôt après, Orso se retira de son côté. Dès qu'il eut quitté le tillac, la femme de chambre remonta, et après avoir fait subir un interrogatoire au matelot, rapporta les renseignemens suivans à sa maîtresse : La ballata interrompue par la présence d'Orso avait été composée à l'occasion de la mort du colonel della Rebbia, père du susdit, assassiné il y avait deux ans. Le matelot ne doutait pas qu'Orso ne revînt en Corse *pour faire la vengeance*, c'était son expression, et affirmait qu'avant peu on verrait de la viande fraîche dans le village de Pietra-

nera. Traduction faite de ce terme national, il résultait que le seigneur Orso se proposait d'assassiner deux ou trois personnes soupçonnées d'avoir assassiné son père, lesquelles, à la vérité, avaient été recherchées en justice pour ce fait, mais s'étaient trouvées blanches comme neige, attendu qu'elles avaient dans leur manche juges, avocats, préfet et gendarmes. — Il n'y a pas de justice en Corse, ajoutait le matelot, et je fais plus de cas d'un bon fusil que d'un conseiller à la cour royale. Quand on a un ennemi, il faut choisir entre les trois S (1).

Ces renseignemens intéressans changèrent d'une façon notable les manières et les dispositions de miss Lydia à l'égard du lieutenant della Rebbia. Dès ce moment il était devenu un personnage aux yeux de la romanesque Anglaise. Maintenant, cet air d'insouciance, ce ton de franchise et de bonne humeur qui d'abord l'avaient prévenue défavorablement, devenaient pour elle un mérite de plus, car c'était la profonde dissimulation d'une ame énergique qui ne laisse percer à l'extérieur aucun des sentimens qu'elle renferme. Orso lui parut une espèce de Fiesque, cachant de vastes desseins sous une apparence de légèreté; et quoiqu'il soit moins beau de tuer quelques coquins que de délivrer sa patrie, cependant une belle vengeance est belle; et d'ailleurs les femmes aiment assez qu'un héros ne soit pas homme politique. Alors seulement miss Nevil remarqua que le jeune lieutenant avait de fort grands yeux, des dents blanches, une taille élégante, de l'éducation et quelque usage du monde. Elle lui parla souvent dans la journée suivante, et sa conversation l'intéressa. Il fut longuement questionné sur son pays, et il en parlait bien. La Corse, qu'il avait quittée fort jeune, d'abord pour aller au collége, puis à l'École militaire, était restée dans son esprit parée de couleurs poétiques. Il s'animait en parlant de ses montagnes, de ses forêts, des coutumes originales de ses habitans. Comme on peut le penser, le mot de vengeance se présenta plus d'une fois dans ses récits, car il est impossible de parler des Corses sans attaquer ou sans justifier leur passion proverbiale. Orso surprit un peu miss Nevil en condamnant d'une manière générale les haines interminables de ses compatriotes. Chez les paysans toutefois, il cherchait à les excuser, et disait que la vendette est le duel des pauvres. Cela est si vrai, disait-il, qu'on ne s'assassine qu'après un défi en règle. « Garde-toi, je me garde, » telles sont les paroles sacramentelles qu'échangent deux

(1) Expression nationale, c'est-à-dire *schiopetto, stiletto, strada*, fusil, stylet, fuite.

ennemis avant de se tendre des embuscades l'un à l'autre. Il y a plus d'assassinats chez nous, ajouta-t-il, que partout ailleurs; mais jamais vous ne trouverez une cause ignoble à ces crimes. Nous avons, il est vrai, beaucoup de meurtriers, mais pas un voleur.

Lorsqu'il prononçait les mots de vengeance et de meurtre, miss Lydia le regardait attentivement, mais sans découvrir sur ses traits la moindre trace d'émotion. Comme elle avait décidé qu'il avait la force d'ame nécessaire pour se rendre impénétrable à tous les yeux, les siens exceptés, bien entendu, elle continua de croire fermement que les manes du colonel della Rebbia n'attendraient pas long-temps la satisfaction qu'elles réclamaient.

Déjà la goëlette était en vue de la Corse. Le patron nommait les points principaux de la côte, et, bien qu'ils fussent tous parfaitement inconnus à miss Lydia, elle trouvait quelque plaisir à savoir leurs noms. Rien de plus ennuyeux qu'un paysage anonyme. Parfois le télescope du colonel faisait apercevoir quelque insulaire, vêtu de drap brun, armé d'un long fusil, monté sur un petit cheval, et galopant sur des pentes rapides. Miss Lydia, dans chacun, croyait voir un bandit, ou bien un fils allant venger la mort de son père; mais Orso assurait que c'était quelque paisible habitant du bourg voisin voyageant pour ses affaires; qu'il portait un fusil moins par nécessité que par *galanterie*, par mode, de même qu'un dandy ne sort qu'avec une canne élégante. Bien qu'un fusil soit une arme moins noble et moins poétique qu'un stylet, miss Lydia trouvait que, pour un homme, cela était plus galant qu'une canne, et elle se rappelait que tous les héros de lord Byron meurent d'une balle et non d'un classique poignard.

Après trois jours de navigation, on se trouva devant les Sanguinaires, et le magnifique panorama du golfe d'Ajaccio se développa aux yeux de nos voyageurs. C'est avec raison qu'on le compare à la vue de la baie de Naples; et au moment où la goëlette entrait dans le port, un mâquis en feu, couvrant de fumée la punta di Girato, rappelait le Vésuve, et ajoutait à la ressemblance. Pour qu'elle fût complète, il faudrait qu'une armée d'Attila vînt s'abattre sur les environs de Naples; car tout est mort et désert autour d'Ajaccio. Au lieu de ces élégantes fabriques qu'on découvre de tous côtés depuis Castellamare jusqu'au cap Misène, on ne voit, autour du golfe d'Ajaccio, que de sombres mâquis et derrière des montagnes pelées. Pas une villa, pas une habitation. Seulement, çà et là, sur les hauteurs autour de la ville, quelques constructions blanches se détachent isolées sur un

fond de verdure; ce sont des chapelles funéraires, des tombeaux de famille. Tout, dans ce paysage, est d'une beauté grave et triste.

L'aspect de la ville, surtout à cette époque, augmentait encore l'impression causée par la solitude de ses alentours. Nul mouvement dans les rues, où l'on ne rencontre qu'un petit nombre de figures oisives et toujours les mêmes. Point de femmes, sinon quelques paysannes qui viennent vendre leurs denrées. On n'entend point parler haut, rire, chanter, comme dans les villes italiennes. Quelquefois, à l'ombre d'un arbre de la promenade, une douzaine de paysans armés jouent aux cartes ou regardent jouer. Ils ne crient pas, ne se disputent jamais; si le jeu s'anime, on entend alors des coups de pistolet, qui toujours précèdent la menace. Le Corse est naturellement grave et silencieux. Le soir, quelques figures paraissent pour jouir de la fraîcheur, mais les promeneurs du cours sont presque tous des étrangers. Les insulaires restent devant leurs portes; chacun semble aux aguets comme un faucon sur son nid.

## IV.

Après avoir visité la maison où Napoléon est né, après s'être procuré par des moyens plus ou moins catholiques un peu du papier de la tenture, miss Lydia, le second jour de son arrivée en Corse, se sentit saisir d'une tristesse profonde, comme il doit arriver à tout étranger qui se trouve dans un pays dont les habitudes insociables semblent le condamner à un isolement complet. Elle regretta son coup de tête; mais partir sur-le-champ, c'eût été compromettre sa réputation de voyageuse intrépide; miss Lydia se résigna donc à prendre patience et à tuer le temps de son mieux. Dans cette généreuse résolution, elle prépara crayons et couleurs, esquissa des vues du golfe, et fit le portrait d'un paysan basané, qui vendait des melons comme un maraîcher du continent, mais qui avait une barbe blanche et l'air du plus féroce coquin qui se pût voir. Tout cela ne suffisant point à l'amuser, elle résolut de faire tourner la tête au descendant des caporaux, et la chose n'était pas difficile, car, loin de se presser pour revoir son village, Orso semblait se plaire fort à Ajaccio, bien qu'il n'y vît personne. D'ailleurs miss Lydia s'était proposé une noble tâche, celle de civiliser cet ours des montagnes et de le faire renoncer aux sinistres desseins qui le ramenaient dans son île. Depuis qu'elle avait pris la peine de l'étudier, elle s'était dit qu'il serait dommage de

laisser ce jeune homme courir à sa perte, et que pour elle il serait glorieux de convertir un Corse.

Les journées, pour nos voyageurs, se passaient comme il suit : le matin, le colonel et Orso allaient à la chasse; miss Lydia dessinait ou écrivait à ses amies, afin de pouvoir dater ses lettres d'Ajaccio. Vers six heures, les hommes revenaient, chargés de gibier; on dînait, miss Lydia chantait, le colonel s'endormait, et les jeunes gens demeuraient fort tard à causer.

Je ne sais quelle formalité de passeport avait obligé le colonel Nevil à faire une visite au préfet; celui-ci, qui s'ennuyait fort ainsi que la plupart de ses collègues, avait été ravi d'apprendre l'arrivée d'un Anglais, riche, homme du monde et père d'une jolie fille. Aussi, il l'avait parfaitement reçu, et accablé d'offres de services; de plus, fort peu de jours après, il fut lui rendre sa visite. Le colonel, qui venait de sortir de table, était confortablement étendu sur un sofa, tout près de s'endormir; sa fille chantait devant un piano délabré, Orso tournait les feuillets de son cahier de musique, et regardait les épaules et les cheveux blonds de la virtuose. On annonça M. le préfet; le piano se tut, le colonel se leva, se frotta les yeux, et présenta le préfet à sa fille : — Je ne vous présente pas M. della Rebbia, dit-il, car vous le connaissez sans doute?

— Monsieur est le fils du colonel della Rebbia? demanda le préfet d'un air légèrement embarrassé.

— Oui, monsieur, répondit Orso.

— J'ai eu l'honneur de connaître monsieur votre père.

Les lieux communs de conversation s'épuisèrent bientôt. Malgré lui, le colonel bâillait assez fréquemment; en sa qualité de libéral, Orso ne voulait point parler à un satellite du pouvoir; miss Lydia soutenait seule la conversation. De son côté, le préfet ne la laissait pas languir, et il était évident qu'il avait un vif plaisir à parler de Paris et du monde à une femme qui connaissait toutes les notabilités de la société européenne. De temps en temps, et tout en parlant, il observait Orso avec une curiosité singulière.

— C'est sur le continent que vous avez connu M. della Rebbia? demanda-t-il à miss Lydia.

Miss Lydia répondit avec quelque embarras, qu'elle avait fait sa connaissance sur le navire qui les avait amenés en Corse.

— C'est un jeune homme très comme il faut, dit le préfet à demi-voix. Et vous a-t-il dit, continua-t-il encore plus bas, dans quelle intention il revient en Corse?

Miss Lydia prit son air majestueux : — Je ne le lui ai point demandé, dit-elle, vous pouvez l'interroger.

Le préfet garda le silence; mais, un moment après, entendant Orso adresser au colonel quelques mots en anglais : — Vous avez beaucoup voyagé, monsieur, dit-il, à ce qu'il paraît. Vous devez avoir oublié la Corse... et ses coutumes.

— Il est vrai, j'étais bien jeune quand je l'ai quittée.

— Vous appartenez toujours à l'armée?

— Je suis en demi-solde, monsieur.

— Vous avez été trop long-temps dans l'armée française, pour ne pas devenir tout-à-fait Français, je n'en doute pas, monsieur.

Il prononça ces derniers mots avec une emphase marquée.

Ce n'est pas flatter prodigieusement les Corses, que de leur rappeler qu'ils appartiennent à la grande nation. Ils veulent être un peuple à part, et cette prétention, ils la justifient assez bien pour qu'on la leur accorde. Orso, un peu piqué, répliqua : — Pensez-vous, monsieur le préfet, qu'un Corse, pour être homme d'honneur, ait besoin de servir dans l'armée française?

— Non, certes, dit le préfet, ce n'est nullement ma pensée; je parle seulement de certaines *coutumes* de ce pays-ci, dont quelques-unes ne sont pas telles qu'un administrateur voudrait les voir. — Il appuya sur ce mot de *coutumes*, et prit l'expression la plus grave que sa figure comportait. Bientôt après, il se leva et sortit, emportant la promesse que miss Lydia irait voir sa femme à la préfecture.

Quand il fut parti : — Il fallait, dit miss Lydia, que j'allasse en Corse, pour apprendre ce que c'est qu'un préfet. Celui-ci me paraît assez aimable.

— Pour moi, dit Orso, je n'en saurais dire autant, et je le trouve bien singulier avec son air emphatique et mystérieux.

Le colonel était plus qu'assoupi; miss Lydia jeta un coup d'œil de son côté, et, baissant la voix : — Et moi, je trouve, dit-elle, qu'il n'est pas si mystérieux que vous le prétendez, car je crois l'avoir compris.

— Vous êtes, assurément, bien perspicace, miss Nevil; et, si vous voyez quelque esprit dans ce qu'il vient de dire, il faut assurément que vous l'y ayez mis.

— C'est une phrase de marquis de Mascarille, monsieur della Rebbia, je crois; mais..., voulez-vous que je vous donne une preuve de ma pénétration? Je suis un peu sorcière, et je sais ce que pensent les gens que j'ai vus deux fois.

— Mon Dieu! vous m'effrayez. Si vous saviez lire dans la pensée, je ne sais si je devrais en être content ou affligé...

— Monsieur della Rebbia, continua miss Lydia en rougissant, nous ne nous connaissons que depuis quelques jours; mais en mer, et dans les pays barbares, — vous m'excuserez, je l'espère... — dans les pays barbares, on devient ami plus tôt que dans le monde... Ainsi, ne vous étonnez pas, si je vous parle en amie, de choses un peu bien intimes, et dont peut-être un étranger ne devrait pas se mêler.

— Oh! ne dites pas ce mot-là, miss Nevil; l'autre me plaisait bien mieux.

— Eh bien! monsieur, je dois vous dire que, sans avoir cherché à savoir vos secrets, je me trouve les avoir appris en partie, et il y en a qui m'affligent. Je sais, monsieur, le malheur qui a frappé votre famille; on m'a beaucoup parlé du caractère vindicatif de vos compatriotes et de leur manière de se venger... N'est-ce pas à cela que le préfet faisait allusion?

— Miss Lydia peut-elle penser!.... Et Orso devint pâle comme la mort.

— Non, monsieur della Rebbia, dit-elle en l'interrompant; je sais que vous êtes un gentleman plein d'honneur. Vous m'avez dit vous-même qu'il n'y avait plus dans votre pays que les gens du peuple qui connussent la *vendette*..... qu'il vous plaît d'appeler une forme du duel...

— Me croiriez-vous donc capable de devenir jamais un assassin?

— Puisque je vous parle de cela, monsieur Orso, vous devez bien voir que je ne doute pas de vous, et si je vous ai parlé, poursuivit-elle en baissant les yeux, c'est que j'ai compris que, de retour dans votre pays, entouré peut-être de préjugés barbares, vous seriez bien aise de savoir qu'il y a quelqu'un qui vous estime pour votre courage à leur résister. — Allons, dit-elle en se levant, ne parlons plus de ces vilaines choses-là; elles me font mal à la tête, et d'ailleurs il est bien tard. Vous ne m'en voulez pas? Bonsoir, à l'anglaise. Et elle lui tendit la main.

Orto la pressa d'un air grave et pénétré.

— Mademoiselle, dit-il, savez-vous qu'il y a des momens où l'instinct du pays se réveille en moi. Quelquefois, lorsque je songe à mon pauvre père... alors d'affreuses idées m'obsèdent. Grace à vous, j'en suis à jamais délivré. Merci, merci.

Il allait poursuivre; mais miss Lydia fit tomber une cuiller à thé, et le bruit réveilla le colonel.

— Della Rebbia, demain à cinq heures en chasse. Soyez exact.

— Oui, mon colonel.

## V.

Le lendemain, un peu avant le retour des chasseurs, miss Nevil, qui avait été se promener au bord de la mer avec sa femme de chambre, regagnait l'auberge, lorsqu'elle remarqua une jeune femme vêtue de noir, montée sur un cheval de petite taille, mais vigoureux, qui entrait dans la ville, suivie d'une espèce de paysan à cheval aussi, en veste de drap brun trouée aux coudes, une gourde en bandoulière, un pistolet pendant à la ceinture; à la main, un fusil, dont la crosse reposait dans une poche de cuir attachée à l'arçon de la selle; bref, en costume complet de brigand de mélodrame ou de bourgeois corse en voyage. La beauté remarquable de la femme attira d'abord l'attention de miss Nevil. Elle paraissait avoir une vingtaine d'années. Elle était grande, blanche, les yeux bleu foncé, la bouche rose, les dents comme de l'émail. Dans son expression on lisait à la fois l'orgueil, l'inquiétude et la tristesse. Sur la tête, elle portait ce voile de soie noire nommé *mezzaro*, que les Génois ont introduit en Corse, et qui sied si bien aux femmes. De longues nattes de cheveux châtains lui formaient comme un turban autour de la tête. Son costume était propre, mais de la plus grande simplicité.

Miss Nevil eut tout le temps de la considérer, car la dame au *mezzaro* s'était arrêtée dans la rue à questionner quelqu'un avec beaucoup d'intérêt, comme il semblait à l'expression de ses yeux; puis, sur la réponse qui lui fut faite, elle donna un coup de houssine à sa monture, et, prenant le grand trot, ne s'arrêta qu'à la porte de l'hôtel où logeaient sir Thomas Nevil et Orso. Là, après avoir échangé quelques mots avec l'hôte, la jeune femme sauta lestement à bas de son cheval, et s'assit sur un banc de pierre à côté de la porte d'entrée, tandis que son écuyer conduisait les chevaux à l'écurie. Miss Lydia passa avec son costume parisien devant l'étrangère sans qu'elle levât les yeux. Un quart d'heure après, ouvrant sa fenêtre, elle vit encore la dame au mezzaro assise à la même place et dans la même attitude. Bientôt parurent le colonel et Orso, revenant de la chasse. Alors l'hôte dit quelques mots à la demoiselle en deuil, et lui désigna du doigt le jeune della Rebbia. Celle-ci rougit, se leva avec vivacité, fit quelques pas en avant, puis s'arrêta immobile et comme interdite. Orso était tout près d'elle, la considérant avec curiosité.

— Vous êtes, dit-elle d'une voix émue, Orso Antonio della Rebbia? Moi, je suis Colomba.

— Colomba! s'écria Orso.

Et la prenant dans ses bras, il l'embrassa tendrement, ce qui étonna un peu le colonel et sa fille, car, en Angleterre, on ne s'embrasse pas dans la rue.

— Mon frère, dit Colomba, vous me pardonnerez si je suis venue sans votre ordre; mais j'ai appris par nos amis que vous étiez arrivé, et c'était pour moi une si grande consolation de vous voir...

Orso l'embrassa encore; puis, se tournant vers le colonel :

— C'est ma sœur, dit-il, que je n'aurais jamais reconnue si elle ne s'était nommée. — Colomba, le colonel sir Thomas Nevil. — Colonel, vous voudrez bien m'excuser, mais je ne pourrai avoir l'honneur de dîner avec vous aujourd'hui... Ma sœur...

— Eh! où diable voulez-vous dîner, mon cher? s'écria le colonel; vous savez bien qu'il n'y a qu'un dîner dans cette maudite auberge, et il est pour nous. Mademoiselle fera grand plaisir à ma fille de se joindre à nous.

Colomba regarda son frère, qui ne se fit pas trop prier, et tous ensemble entrèrent dans la plus grande pièce de l'auberge, qui servait au colonel de salon et de salle à manger. M^lle della Rebbia, présentée à miss Nevil, lui fit une profonde révérence, mais ne dit pas une parole. On voyait qu'elle était très effarouchée, et que pour la première fois de sa vie peut-être elle se trouvait en présence d'étrangers gens du monde. Cependant dans ses manières il n'y avait rien qui sentît la province : chez elle, l'étrangeté sauvait la gaucherie. Elle plut à miss Nevil par cela même, et comme il n'y avait pas de chambre disponible dans l'hôtel que le colonel et sa suite avaient envahi, miss Lydia poussa la condescendance ou la curiosité jusqu'à offrir à M^lle della Rebbia de lui faire dresser un lit dans sa propre chambre.

Colomba balbutia quelques mots de remerciement et s'empressa de suivre la femme de chambre de miss Nevil pour faire à sa toilette les petits arrangemens que rend nécessaires un voyage à cheval par la poussière et le soleil.

En rentrant dans le salon, elle s'arrêta devant les fusils du colonel que les chasseurs venaient de déposer dans un coin : — Les belles armes! dit-elle. Sont-elles à vous, mon frère?

— Non, ce sont des fusils anglais au colonel. Ils sont aussi bons qu'ils sont beaux.

— Je voudrais bien, dit Colomba, que vous en eussiez un semblable.

— Il y en a certainement un, dans ces trois-là, qui appartient à della Rebbia, s'écria le colonel. Il s'en sert trop bien. Aujourd'hui quatorze coups de fusil, quatorze pièces!

Aussitôt s'établit un combat de générosité, dans lequel Orso fut vaincu à la grande satisfaction de sa sœur, comme il était facile de s'en apercevoir à l'expression de joie enfantine qui brilla tout d'un coup sur son visage tout à l'heure si sérieux. — Choisissez, mon cher, disait le colonel. Orso refusait. — Eh bien! mademoiselle votre sœur choisira pour vous. — Colomba ne se le fit pas dire deux fois, elle prit le moins orné des fusils, mais c'était un excellent Manton de gros calibre : — Celui-ci, dit-elle, doit bien porter la balle.

Son frère s'embarrassait dans ses remerciemens, lorsque le dîner parut fort à propos pour le tirer d'affaire. Miss Lydia fut charmée de voir que Colomba, qui avait fait quelque résistance pour se mettre à table, et qui n'avait cédé que sur un regard de son frère, faisait en bonne catholique le signe de la croix avant de manger : — Bon, se dit-elle, voilà qui est primitif; et elle se promit de faire plus d'une observation intéressante sur ce jeune représentant des vieilles mœurs de la Corse. Pour Orso, il était évidemment un peu mal à son aise, par la crainte sans doute que sa sœur ne dît ou ne fît quelque chose qui sentît trop son village. Mais Colomba l'observait sans cesse, et réglait tous ses mouvemens sur ceux de son frère. Quelquefois elle le considérait fixement avec une étrange expression de tristesse, et alors, si les yeux d'Orso rencontraient les siens, il était le premier à détourner ses regards, comme s'il eût voulu se soustraire à une question que sa sœur lui adressait mentalement et qu'il comprenait trop bien. On parlait français, car le colonel s'exprimait fort mal en italien. Colomba entendait le français et prononçait même assez bien le peu de mots qu'elle était forcée d'échanger avec ses hôtes.

Après le dîner, le colonel, qui avait remarqué l'espèce de contrainte qui régnait entre le frère et la sœur, demanda avec sa franchise ordinaire à Orso s'il ne désirait point causer seul avec M[lle] Colomba, offrant dans ce cas de passer avec sa fille dans la pièce voisine. Mais Orso se hâta de le remercier et de dire qu'ils auraient bien le temps de causer à Pietranera. C'était le nom du village où il devait faire sa résidence.

Le colonel prit donc sa place accoutumée sur le sofa, et miss Nevil,

après avoir essayé plusieurs sujets de conversation, désespérant de faire parler la belle Colomba, pria Orso de lui lire un chant du Dante; c'était son poète favori. Orso choisit le chant de l'enfer où se trouve l'épisode de Francesca da Rimini, et se mit à lire, accentuant de son mieux ces sublimes tercets, qui expriment si bien le danger de lire à deux un livre d'amour. A mesure qu'il lisait, Colomba se rapprochait de la table, relevait la tête qu'elle avait tenue baissée; ses prunelles dilatées brillaient d'un feu extraordinaire; elle rougissait et pâlissait tour à tour, elle s'agitait convulsivement sur sa chaise. Admirable organisation italienne qui, pour comprendre la poésie, n'a pas besoin qu'un pédant lui en démontre les beautés.

Quand la lecture fut terminée : — Que cela est beau! s'écria-t-elle. Qui a fait cela, mon frère?

Orso fut un peu déconcerté, et miss Lydia répondit en souriant que c'était un poète florentin mort depuis plusieurs siècles.

— Je te ferai lire le Dante, dit Orso, quand nous serons à Pietranera.

— Mon Dieu, que cela est beau! répétait Colomba, et elle dit trois ou quatre tercets qu'elle avait retenus, d'abord à voix basse, puis, s'animant, elle les déclama tout haut avec plus d'expression que son frère n'en avait mis à les lire.

Miss Lydia très étonnée : — Vous paraissez aimer beaucoup la poésie, dit-elle. Que je vous envie le bonheur que vous aurez à lire le Dante comme un livre nouveau!

— Vous voyez, miss Nevil, disait Orso, quel pouvoir ont les vers du Dante, pour émouvoir ainsi une petite sauvagesse qui ne sait que son Pater... Mais, je me trompe. Je me rappelle que Colomba est du métier. Tout enfant, elle s'escrimait à faire des vers, et mon père m'écrivait qu'elle était la plus grande *voceratrice* de Pietranera et de deux lieues à la ronde.

Colomba jeta un coup d'œil suppliant à son frère. Miss Nevil avait ouï parler des improvisatrices corses et mourait d'envie d'en entendre une. Aussi elle s'empressa de prier Colomba de lui donner un échantillon de son talent. Orso s'interposa alors, fort contrarié de s'être si bien rappelé les dispositions poétiques de sa sœur. Il eut beau jurer que rien n'était plus plat qu'une ballata corse, protester qu'écouter des vers corses après ceux du Dante, c'était trahir son pays, il ne fit qu'irriter le caprice de miss Nevil, et se vit obligé, à la fin, de dire à sa sœur : Eh bien! improvise quelque chose, mais que cela soit court.

Colomba poussa un soupir, regarda attentivement pendant une

minute le tapis de la table, puis les poutres du plafond, enfin, mettant la main sur ses yeux, comme ces oiseaux qui se rassurent et croient n'être point vus quand ils ne voient point eux-mêmes, chanta, ou plutôt déclama, d'une voix mal assurée, la serenata qu'on va lire :

## LA JEUNE FILLE ET LA PALOMBE.

« Dans la vallée bien loin derrière les montagnes,— le soleil n'y vient qu'une heure tous les jours. — Il y a dans la vallée une maison sombre — et l'herbe y croît sur le seuil. — Portes, fenêtres sont toujours fermées. — Nulle fumée ne s'échappe du toit. — Mais à midi, lorsque vient le soleil, — une fenêtre s'ouvre alors — et l'orpheline s'assied, filant à son rouet. — Elle file et chante en travaillant — un chant de tristesse. — Mais nul autre chant ne répond au sien. — Un jour, un jour de printemps, — une palombe se posa sur un arbre voisin, — et entendit le chant de la jeune fille. — Jeune fille, dit-elle, tu ne pleures pas seule. — Un cruel épervier m'a ravi ma compagne. — Palombe, montre-moi l'épervier ravisseur; — fût-il aussi haut que les nuages, — je l'aurai bientôt abattu en terre. — Mais moi, pauvre fille, qui me rendra mon frère, — mon frère maintenant en lointain pays? — Jeune fille, dis-moi où est ton frère — et mes ailes me porteront près de lui. »

— Voilà une palombe bien élevée, s'écria Orso en embrassant sa sœur avec une émotion qui contrastait avec le ton de plaisanterie qu'il affectait.

— Votre chanson est charmante, dit miss Lydia, je veux que vous me l'écriviez dans mon album. Je la traduirai en anglais et je la ferai mettre en musique.

Le brave colonel, qui n'avait pas compris un mot, joignit ses complimens à ceux de sa fille. Puis il ajouta : — Cette palombe dont vous parlez, mademoiselle, c'est cet oiseau que nous avons mangé aujourd'hui à la crapaudine?

Miss Nevil apporta son album et ne fut pas peu surprise de voir l'improvisatrice écrire sa chanson en ménageant le papier d'une façon singulière. Au lieu d'être en vedette, les vers se suivaient sur la même ligne, tant que la largeur de la feuille le permettait, en sorte qu'ils ne convenaient plus à la définition connue des compositions poétiques : De petites lignes, d'inégale longueur, avec une marge de chaque côté. » Il y avait bien encore quelques observations à faire sur l'orthographe un peu capricieuse de M^lle^ Colomba, qui, plus d'une

fois, fit sourire miss Nevil, tandis que la vanité fraternelle d'Orso était au supplice.

L'heure de dormir étant arrivée, les deux jeunes filles se retirèrent dans leur chambre. Là, tandis que miss Lydia détachait collier, boucles, bracelets, elle observa sa compagne qui retirait de sa robe quelque chose de long comme un busc, mais de forme bien différente pourtant. Colomba mit cela avec soin et presque furtivement sous son mezzaro déposé sur une table; puis elle s'agenouilla et fit dévotement sa prière. Deux minutes après elle était dans son lit. Très curieuse de son naturel et lente comme une Anglaise à se déshabiller, miss Lydia s'approcha de la table, et feignant de chercher une épingle, souleva le mezzaro et aperçut un stylet assez long, curieusement monté en nacre et en argent; le travail en était remarquable et c'était une arme ancienne et de grand prix pour un amateur.

— Est-ce l'usage ici, dit miss Nevil en souriant, que les demoiselles portent ce petit instrument dans leur corset?

— Il le faut bien, répondit Colomba en soupirant. Il y a tant de méchantes gens!

— Et auriez-vous vraiment le courage d'en donner un coup comme cela?

Et miss Nevil, le stylet à la main, faisait le geste de frapper, comme on frappe au théâtre, de haut en bas.

— Oui, si cela était nécessaire, dit Colomba de sa voix douce et musicale, pour me défendre ou défendre mes amis... Mais ce n'est pas comme cela qu'il faut le tenir; vous pourriez vous blesser, si la personne que vous voulez frapper se retirait. — Et se levant sur son séant : — Tenez, c'est ainsi, en remontant le coup. Comme cela il est mortel, dit-on. Heureux les gens qui n'ont pas besoin de telles armes!

Elle soupira, abandonna sa tête sur l'oreiller et ferma les yeux. On n'aurait pu voir une tête plus belle, plus noble, plus virginale. Phidias, pour sculpter sa Minerve, n'aurait pas désiré un autre modèle.

## VI.

C'est pour me conformer au précepte d'Horace, que je me suis lancé d'abord *in medias res*. Maintenant que tout dort, et la belle Colomba, et le colonel et sa fille, je saisirai ce moment pour instruire mon lecteur de certaines particularités qu'il ne doit pas ignorer, s'il veut

pénétrer davantage dans cette véridique histoire. Il sait déjà que le colonel della Rebbia, père d'Orso, était mort assassiné. Or, on n'est pas assassiné en Corse, comme on l'est en France, par le premier échappé des galères, qui ne trouve pas de meilleur moyen pour vous voler votre argenterie: on est assassiné par ses ennemis; mais le motif pour lequel on a des ennemis, il est souvent fort difficile de le dire. Bien des familles se haïssent par vieille habitude, et la tradition de la cause originelle de leur haine s'est perdue complètement.

La famille à laquelle appartenait le colonel della Rebbia, haïssait plusieurs autres familles, mais singulièrement celle des Barricini; quelques-uns disaient que, dans le XVI^e^ siècle, un della Rebbia avait séduit une Barricini, et avait été poignardé ensuite par un parent de la demoiselle outragée. A la vérité, d'autres racontaient l'affaire différemment, prétendant que c'était une della Rebbia qui avait été séduite, et un Barricini poignardé. Tant il y a que, pour me servir d'une expression consacrée, il y avait du sang entre les deux maisons. Toutefois, contre l'usage, ce meurtre n'en avait pas produit d'autres; c'est que les della Rebbia et les Barricini avaient été également persécutés par le gouvernement génois, et les jeunes gens s'étant expatriés, les deux familles furent privées, pendant plusieurs générations, de leurs représentans énergiques. A la fin du siècle dernier, un della Rebbia, officier au service de Naples, se trouvant dans un tripot, eut une querelle avec des militaires, qui, entre autres injures, l'appelèrent chevrier corse; il mit l'épée à la main, mais, seul contre trois, il eût mal passé son temps, si un étranger, qui jouait dans le même lieu, ne se fût écrié: Je suis Corse aussi! et n'eût pris sa défense. Cet étranger était un Barricini, qui d'ailleurs ne connaissait pas son compatriote. Lorsqu'on s'expliqua, de part et d'autre ce furent de grandes politesses et des sermens d'amitié éternelle, car, sur le continent, les Corses se lient facilement; c'est tout le contraire dans leur île. On le vit bien dans cette circonstance: della Rebbia et Barricini furent amis intimes tant qu'ils demeurèrent en Italie, mais, de retour en Corse, ils ne se virent plus que rarement, bien que habitant tous les deux le même village, et, quand ils moururent, on disait qu'il y avait bien cinq ou six ans qu'ils ne s'étaient salués. Leurs fils vécurent de même *en étiquette*, comme on dit dans l'île. L'un, Ghilfuccio, le père d'Orso, fut militaire; l'autre, Giudice Barricini, fut avocat. Devenus l'un et l'autre chefs de famille, et séparés par leur profession, ils n'eurent presque aucune occasion de se voir ou d'entendre parler l'un de l'autre.

Cependant, un jour, vers 1809, Giudice lisant à Bastia, dans un journal, que le capitaine Ghilfuccio venait d'être décoré, dit, devant témoins, qu'il n'en était pas surpris, attendu que le général *** protégeait sa famille. Ce mot fut rapporté à Ghilfuccio à Vienne, lequel dit à un compatriote qu'à son retour en Corse il trouverait Giudice bien riche, parce qu'il tirait plus d'argent de ses causes perdues que de celles qu'il gagnait. On n'a jamais su s'il insinuait par là que l'avocat trahissait ses cliens, ou s'il se bornait à émettre cette vérité triviale, qu'une mauvaise affaire rapporte plus à un homme de loi qu'une bonne cause. Quoi qu'il en soit, l'avocat Barricini eut connaissance de l'épigramme, et ne l'oublia pas. En 1812, il demandait à être nommé maire de sa commune et avait tout espoir de le devenir, lorsque le général *** écrivit au préfet, pour lui recommander un parent de la femme de Ghilfuccio; le préfet s'empressa de se conformer aux désirs du général, et Barricini ne douta point qu'il ne dût sa déconvenue aux intrigues de Ghilfuccio. A la chute de l'empereur, en 1814, le protégé du général fut dénoncé comme bonapartiste, et remplacé par Barricini. A son tour, ce dernier fut destitué dans les cent jours, mais, après cette tempête, il reprit en grande pompe possession du cachet de la mairie et des registres de l'état-civil.

De ce moment, son étoile devint plus brillante que jamais. Le colonel della Rebbia, mis en demi-solde, et retiré à Pietranera, eut à soutenir contre lui une guerre sourde de chicanes sans cesse renouvelées; tantôt il était assigné en réparation de dommages commis par son cheval dans les clôtures de M. le maire; tantôt celui-ci, sous prétexte de réparer le pavé de l'église, faisait enlever une dalle brisée qui portait les armes des della Rebbia, et qui couvrait le tombeau d'un membre de cette famille. Si les chèvres mangeaient les jeunes plants du colonel, les propriétaires de ces animaux trouvaient protection auprès du maire; successivement, l'épicier qui tenait le bureau de poste de Pietranera, et le garde-champêtre, vieux soldat mutilé, tous les deux cliens des della Rebbia, furent destitués et remplacés par des créatures des Barricini.

La femme du colonel mourut, exprimant le désir d'être enterrée au milieu d'un petit bois où elle aimait à se promener; aussitôt le maire déclara qu'elle serait inhumée dans le cimetière de la commune, attendu qu'il n'avait pas reçu d'autorisation pour permettre une sépulture isolée. Le colonel furieux déclara qu'en attendant cette autorisation, sa femme serait enterrée au lieu qu'elle avait choisi, et il y fit creuser une fosse. De son côté, le maire en fit faire une dans le cime-

tière, et manda la gendarmerie, afin, disait-il, que force restât à la loi. Le jour de l'enterrement, les deux partis se trouvèrent en présence, et l'on put craindre un moment qu'un combat ne s'engageât pour la possession des restes de Mme della Rebbia. Une quarantaine de paysans bien armés, amenés par les parens de la défunte, obligèrent le curé, en sortant de l'église, à prendre le chemin du bois; d'autre part, le maire, ses deux fils, ses cliens et les gendarmes se présentèrent pour faire opposition. Lorsqu'il parut et somma le convoi de rétrograder, il fut accueilli par des huées et des menaces; l'avantage du nombre était pour ses adversaires, et ils semblaient déterminés. A sa vue, plusieurs fusils furent armés, on dit même qu'un berger le coucha en joue, mais le colonel releva le fusil en disant: Que personne ne tire sans mon ordre! Le maire « craignait les coups naturellement » comme Panurge; et, refusant la bataille, il se retira avec son escorte: alors la procession funèbre se mit en marche, en ayant soin de prendre le plus long, afin de passer devant la mairie. En défilant, un idiot, qui s'était joint au cortége, s'avisa de crier vive l'empereur! Deux ou trois voix lui répondirent, et les rebbianistes, s'animant de plus en plus, proposèrent de tuer un bœuf du maire, qui, d'aventure, leur barrait le chemin. Heureusement, le colonel empêcha cette violence.

On pense bien qu'un procès-verbal fut dressé, et que le maire fit au préfet un rapport de son style le plus sublime, dans lequel il peignait les lois divines et humaines foulées aux pieds, — la majesté de lui, maire, celle du curé, méconnues et insultées, — le colonel della Rebbia se mettant à la tête d'un complot buonapartiste pour changer l'ordre de successibilité au trône, et exciter les citoyens à s'armer les uns contre les autres, crimes prévus par les articles 86 et 91 du code pénal.

L'exagération de cette plainte nuisit à son effet. Le colonel écrivit au préfet, au procureur du roi: un parent de sa femme était allié à un des députés de l'île, un autre, cousin du président de la cour royale. Grace à ces protections, le complot s'évanouit, Mme della Rebbia resta dans le bois, et l'idiot seul fut condamné à quinze jours de prison.

L'avocat Barricini, mal satisfait du résultat de cette affaire, tourna ses batteries d'un autre côté. Il exhuma un vieux titre, d'après lequel il entreprit de contester au colonel la propriété d'un certain cours d'eau qui faisait tourner un moulin. Un procès s'engagea qui dura long-temps. Au bout d'une année, la cour allait rendre son arrêt, et suivant toute apparence en faveur du colonel, lorsque M. Barricini

déposa entre les mains du procureur du roi une lettre signée par un certain Agostini, bandit célèbre, qui le menaçait, lui maire, d'incendie et de mort s'il ne se désistait de ses prétentions. On sait qu'en Corse la protection d'un bandit est très recherchée, et que pour obliger leurs amis ils interviennent fréquemment dans les querelles particulières. Le maire tirait parti de cette lettre, lorsqu'un nouvel incident vint compliquer l'affaire. Le bandit Agostini écrivit au procureur du roi pour se plaindre qu'on eût contrefait son écriture, et jeté des doutes sur son caractère, en le faisant passer pour un homme qui trafiquait de son influence : « Si je découvre le faussaire, disait-il en terminant sa lettre, je le punirai exemplairement. »

Il était clair qu'Agostini n'avait point écrit la lettre menaçante au maire; mais les della Rebbia en accusaient les Barricini, et *vice versâ*. De part et d'autre on éclatait en menaces, et la justice ne savait de quel côté trouver les coupables.

Sur ces entrefaites, le colonel Ghilfuccio fut assassiné. Voici les faits tels qu'ils furent établis en justice : Le 2 août 18..., le jour tombant déjà, une femme qui portait du grain à Pietranera entendit deux coups de feu très rapprochés, tirés, comme il lui semblait, dans un chemin creux menant au village, à environ cent cinquante pas de l'endroit où elle se trouvait. Presque aussitôt elle vit un homme qui courait en se baissant dans un sentier des vignes, et se dirigeait vers le village. Cet homme s'arrêta un instant et se retourna; mais la distance empêcha la femme Pietri de distinguer ses traits, et d'ailleurs il avait à la bouche une feuille de vigne qui lui cachait presque tout le visage. Il fit de la main un signe à un camarade que le témoin ne vit pas, puis disparut dans les vignes.

La femme Pietri ayant laissé son fardeau, monta le sentier en courant, et trouva le colonel della Rebbia baigné dans son sang, percé de deux coups de feu, mais respirant encore. Près de lui était son fusil chargé et armé, comme s'il s'était mis en défense contre une personne qui l'attaquait en face au moment où une autre le frappait par derrière. Il râlait et se débattait contre la mort, mais ne pouvait prononcer une parole, ce que les médecins expliquèrent par la nature de ses blessures, qui avaient traversé le poumon. Le sang l'étouffait; il coulait lentement et comme une mousse rouge. En vain la femme Pietri le souleva et lui adressa quelques questions. Elle voyait bien qu'il voulait parler, mais il ne pouvait se faire comprendre. Ayant remarqué qu'il essayait de porter la main à sa poche, elle s'empressa d'en retirer un petit portefeuille qu'elle lui présenta ouvert.

Le blessé prit le crayon du portefeuille et chercha à écrire. De fait, le témoin le vit former avec peine plusieurs caractères; mais ne sachant pas lire, elle ne put en comprendre le sens. Épuisé par cet effort, le colonel laissa le portefeuille dans la main de la femme Pietri, qu'il serra avec force, en la regardant d'un air singulier, comme s'il voulait lui dire, ce sont les paroles du témoin : « C'est important, c'est le nom de mon assassin! »

La femme Pietri montait au village lorsqu'elle rencontra M. le maire Barricini avec son fils Vincentello. Alors il était presque nuit. Elle conta ce qu'elle avait vu. Le maire prit le portefeuille, et courut à la mairie ceindre son écharpe et appeler son secrétaire et la gendarmerie. Restée seule avec le jeune Vincentello, Madeleine Pietri lui proposa d'aller porter secours au colonel dans le cas où il serait encore vivant; mais Vincentello répondit que s'il approchait d'un homme qui avait été l'ennemi acharné de sa famille, on ne manquerait pas de l'accuser de l'avoir tué. Peu après le maire arriva, trouva le colonel mort, fit enlever le cadavre, et dressa procès-verbal.

Malgré son trouble, naturel dans cette occasion, M. Barricini s'était empressé de mettre sous les scellés le portefeuille du colonel, et de faire toutes les recherches en son pouvoir; mais aucune n'amena de découverte importante. Lorsque vint le juge d'instruction, on ouvrit le portefeuille, et sur une page souillée de sang on vit quelques lettres tracées par une main défaillante, bien lisibles pourtant. Il y avait écrit: *Agosti....*, et le juge ne douta pas que le colonel n'eût voulu désigner Agostini comme son assassin. Cependant Colomba della Rebbia, appelée par le juge, demanda à examiner le portefeuille. Après l'avoir long-temps feuilleté, elle étendit la main vers le maire et s'écria : Voilà l'assassin! Alors, avec une précision et une clarté surprenante dans le transport de douleur où elle était plongée, elle raconta que son père ayant reçu peu de jours auparavant une lettre de son fils, l'avait brûlée, mais qu'avant de le faire, il avait écrit au crayon, sur son portefeuille, l'adresse d'Orso, qui venait de changer de garnison. Or, cette adresse ne se trouvait plus dans le portefeuille, et Colomba concluait que le maire avait arraché le feuillet où elle était écrite, qui aurait été le même que celui sur lequel son père avait tracé le nom de son meurtrier; et à ce nom le maire, au dire de Colomba, aurait substitué celui d'Agostini. Le juge vit en effet qu'un feuillet manquait au cahier de papier sur lequel le nom était écrit; mais bientôt il remarqua que des feuillets manquaient également dans les autres cahiers du même portefeuille, et des témoins déclarèrent que

le colonel avait l'habitude de déchirer ainsi des pages de son portefeuille lorsqu'il voulait allumer son cigare; rien de plus probable donc qu'il eût brûlé par mégarde l'adresse qu'il avait copiée. En outre, on constata que le maire, après avoir reçu le portefeuille de la femme Pietri, n'aurait pu lire à cause de l'obscurité; il fut prouvé qu'il ne s'était pas arrêté un instant avant d'entrer à la mairie, que le brigadier de gendarmerie l'y avait accompagné, l'avait vu allumer une lampe, mettre le portefeuille dans une enveloppe et la cacheter sous ses yeux.

Lorsque le brigadier eut terminé sa déposition, Colomba, hors d'elle-même, se jeta à ses genoux et le supplia, par tout ce qu'il avait de plus sacré, de déclarer s'il n'avait pas laissé le maire seul un instant. Le brigadier, après quelque hésitation, visiblement ému par l'exaltation de la jeune fille, avoua qu'il avait été chercher dans une pièce voisine une feuille de grand papier, mais qu'il n'était pas resté une minute, et que le maire lui avait toujours parlé tandis qu'il cherchait à tâtons ce papier dans un tiroir. Au reste, il attestait qu'à son retour le portefeuille sanglant était à la même place sur la table où le maire l'avait jeté en entrant.

M. Barricini déposa avec le plus grand calme. Il excusait, disait-il, l'emportement de M^lle^ della Rebbia, et voulait bien condescendre à se justifier. Il prouva qu'il était resté toute la soirée au village; que son fils Vincentello était avec lui devant la mairie au moment du crime; enfin, que son fils Orlanduccio, pris de la fièvre ce jour-là même, n'avait pas bougé de son lit. Il produisit tous les fusils de sa maison, dont aucun n'avait fait feu récemment. Il ajouta qu'à l'égard du portefeuille il en avait tout de suite compris l'importance; qu'il l'avait mis sous le scellé et l'avait déposé entre les mains de son adjoint, prévoyant qu'en raison de son inimitié avec le colonel il pourrait être soupçonné. Enfin il rappela qu'Agostini avait menacé de mort celui qui avait écrit une lettre en son nom, et insinua que ce misérable ayant probablement soupçonné le colonel, l'avait assassiné. Dans les mœurs des bandits, une pareille vengeance pour un motif analogue n'est pas sans exemple.

Cinq jours après la mort du colonel della Rebbia, Agostini, surpris par un détachement de voltigeurs, fut tué en se battant en désespéré. On trouva sur lui une lettre de Colomba qui l'adjurait de déclarer s'il était ou non coupable du meurtre qu'on lui imputait. Le bandit n'ayant point fait de réponse, on en conclut assez généralement qu'il n'avait pas eu le courage de dire à une fille qu'il avait tué

son père. Toutefois, les personnes qui prétendaient connaître bien le caractère d'Agostini, disaient tout bas que, s'il eût tué le colonel, il s'en serait vanté. Un autre bandit, connu sous le nom de Brandolaccio, remit à Colomba une déclaration dans laquelle il attestait *sur l'honneur* l'innocence de son camarade; mais la seule preuve qu'il alléguait, c'était qu'Agostini ne lui avait jamais dit qu'il soupçonnât le colonel.

Conclusion, les Barricini ne furent pas inquiétés; le juge d'instruction combla le maire d'éloges, et celui-ci couronna sa belle conduite en se désistant de toutes ses prétentions sur le ruisseau pour lequel il était en procès avec le colonel della Rebbia.

Colomba improvisa, suivant l'usage du pays, une *ballata* devant le cadavre de son père, en présence de ses amis assemblés. Elle y exhala toute sa haine contre les Barricini et les accusa formellement de l'assassinat, les menaçant aussi de la vengeance de son frère. C'était cette *ballata*, devenue très populaire, que le matelot chantait devant miss Lydia. En apprenant la mort de son père, Orso, alors dans le nord de la France, demanda un congé, mais ne put l'obtenir. D'abord, sur une lettre de sa sœur, il avait cru les Barricini coupables, mais bientôt il reçut copie de toutes les pièces de l'instruction, et une lettre particulière du juge lui donna à peu près la conviction que le bandit Agostini était le seul coupable. Une fois tous les trois mois Colomba lui écrivait pour lui répéter ses soupçons qu'elle appelait des preuves. Malgré lui, ces accusations faisaient bouillonner son sang corse, et parfois il n'était pas éloigné de partager les préjugés de sa sœur. Cependant, toutes les fois qu'il lui écrivait, il lui répétait que ses allégations n'avaient aucun fondement solide et ne méritaient nulle créance. Il lui défendait même, mais toujours en vain, de lui en parler davantage. Deux années se passèrent de la sorte, au bout desquelles il fut mis en demi-solde, et alors il pensa à revoir son pays, non point pour se venger sur des gens qu'il croyait innocens, mais pour marier sa sœur et vendre ses petites propriétés, si elles avaient assez de valeur pour lui permettre de vivre sur le continent.

## VII.

Soit que l'arrivée de sa sœur eût rappelé à Orso avec plus de force le souvenir du toit paternel, soit qu'il souffrît un peu devant ses amis civilisés du costume et des manières sauvages de Colomba, il annonça

dès le lendemain le projet de quitter Ajaccio et de retourner à Pietranera. Mais cependant il fit promettre au colonel de venir prendre un gîte dans son humble manoir, lorsqu'il se rendrait à Bastia, et en revanche il s'engagea à lui faire tirer daims, faisans, sangliers et le reste.

La veille de son départ, au lieu d'aller à la chasse, Orso proposa une promenade au bord du golfe. Donnant le bras à miss Lydia, il pouvait causer en toute liberté, car Colomba était restée à la ville pour faire ses emplettes, et le colonel les quittait à chaque instant pour tirer des goelands et des fous, à la grande surprise des passans qui ne comprenaient pas qu'on perdît sa poudre pour un pareil gibier.

Ils suivaient le chemin qui mène à la chapelle des Grecs, d'où l'on a la plus belle vue de la baie; mais ils n'y faisaient aucune attention.

— Miss Lydia... dit Orso après un silence assez long pour être devenu embarrassant; franchement, que pensez-vous de ma sœur?

— Elle me plaît beaucoup, répondit miss Nevil. Plus que vous, ajouta-t-elle en souriant, car elle est vraiment Corse, et vous êtes un sauvage trop civilisé.

— Trop civilisé!... Eh bien! malgré moi, je me sens redevenir sauvage depuis que j'ai mis le pied dans cette île. Mille affreuses pensées m'agitent, me tourmentent... et j'avais besoin de causer un peu avec vous avant de m'enfoncer dans mon désert.

— Il faut avoir du courage, monsieur; voyez la résignation de votre sœur, elle vous donne l'exemple.

— Ah! détrompez-vous. Ne croyez pas à sa résignation. Elle ne m'a pas dit un seul mot encore, mais dans chacun de ses regards j'ai lu ce qu'elle attend de moi.

— Que veut-elle de vous enfin?

— Oh! rien... seulement que j'essaie si le fusil de monsieur votre père est aussi bon pour l'homme que pour la perdrix!

— Quelle idée! Et vous pouvez supposer cela! quand vous venez d'avouer qu'elle ne vous avait encore rien dit. Mais c'est affreux de votre part.

— Si elle ne pensait pas à la vengeance, elle m'aurait tout d'abord parlé de notre père; elle n'en a rien fait. Elle aurait prononcé le nom de ceux qu'elle regarde... à tort, je le sais, comme ses meurtriers. Eh bien! non, pas un mot. C'est que, voyez-vous, nous autres Corses, nous sommes une race rusée. Elle comprend qu'elle ne me tient pas complètement en sa puissance, et ne veut pas m'effrayer lors-

que je puis m'échapper encore. Une fois qu'elle m'aura conduit au bord du précipice, lorsque la tête me tournera, elle me poussera dans l'abîme. — Alors Orso donna à miss Nevil quelques détails sur la mort de son père, et rapporta les principales preuves qui se réunissaient pour lui faire regarder Agostini comme le meurtrier. — Rien, ajouta-t-il, n'a pu convaincre Colomba. Je l'ai vu par sa dernière lettre. Elle a juré la mort des Barricini; et... miss Nevil, voyez quelle confiance j'ai en vous... peut-être ne seraient-ils plus de ce monde, si, par un de ces préjugés qu'excuse son éducation sauvage, elle ne se persuadait que l'exécution de la vengeance m'appartient en ma qualité de chef de famille, et que mon honneur y est engagé.

— En vérité, monsieur della Rebbia, dit miss Nevil, vous calomniez votre sœur.

— Non, vous l'avez dit vous-même... elle est Corse... elle pense ce qu'ils pensent tous... Savez-vous pourquoi j'étais si triste hier?

— Non, mais depuis quelque temps vous êtes sujet à ces accès d'humeur noire.... Vous étiez plus aimable aux premiers jours de notre connaissance.

— Hier, au contraire, j'étais plus gai, plus heureux qu'à l'ordinaire. Je vous avais vue si bonne, si indulgente pour ma sœur!... Nous revenions, le colonel et moi, en bateau. Savez-vous ce que me dit un des bateliers dans son infernal patois : « Vous avez tué bien du gibier, Ors' Anton' mais vous trouverez Orlanduccio Barricini plus grand chasseur que vous. »

— Eh bien! quoi de si terrible dans ces paroles? Avez-vous donc tant de prétentions à être adroit chasseur?

— Mais vous ne voyez pas que ce misérable disait que je n'aurais pas le courage de tuer Orlanduccio?

— Savez-vous, monsieur della Rebbia, que vous me faites peur. Il paraît que l'air de votre île ne donne pas seulement la fièvre, mais qu'il rend fou. Heureusement que nous allons bientôt la quitter.

— Pas avant d'avoir été à Pietranera. Vous l'avez promis à ma sœur.

— Et si nous manquions à cette promesse, nous devrions sans doute nous attendre à quelque atroce vengeance?

— Vous rappelez-vous ce que nous contait l'autre jour monsieur votre père de ces Indiens qui menacent les gouverneurs de la Compagnie de se laisser mourir de faim s'ils ne font droit à leurs requêtes?

— C'est-à-dire que vous vous laisseriez mourir de faim? J'en doute. Vous resteriez un jour sans manger, et puis M$^{lle}$ Colomba vous pré-

senterait un *bruccio* (1) si appétissant, que vous renonceriez à votre projet.

— Vous êtes cruelle dans vos railleries, miss Nevil ; vous devriez me ménager. Voyez, je suis seul ici. Je n'avais que vous pour m'empêcher de devenir fou, comme vous dites. Vous étiez mon ange gardien, et maintenant....

— Maintenant, dit miss Lydia d'un ton sérieux, vous avez pour soutenir cette raison si facile à ébranler, votre honneur d'homme et de militaire, et.... poursuivit-elle en se détournant pour cueillir une fleur, si cela peut quelque chose sur vous, le souvenir de votre ange gardien.

— Ah ! miss Nevil, si je pouvais penser que vous prenez réellement quelque intérêt....

— Écoutez, monsieur della Rebbia, dit miss Nevil un peu émue, puisque vous êtes un enfant, je vous traiterai en enfant. Lorsque j'étais petite fille, ma mère me donna un beau collier que je désirais ardemment ; mais elle me dit : — Chaque fois que tu mettras ce collier, souviens-toi que tu ne sais pas encore le français. — Le collier perdit à mes yeux un peu de son mérite. Il était devenu pour moi comme un remords, mais je le portai et je sus le français. Voyez-vous cette bague ? C'est un scarabée égyptien trouvé, s'il vous plaît, dans une pyramide. Cette figure bizarre que vous prenez peut-être pour une bouteille, cela veut dire *la vie humaine*. Il y a dans mon pays des gens qui trouveraient l'hiéroglyphe très bien approprié. Celui-ci qui vient après, c'est un bouclier avec un bras tenant une lance. Cela veut dire *combat*, *bataille*. Donc la réunion des deux caractères forme cette devise, que je trouve assez belle : *La vie est un combat*. Ne vous avisez pas de croire que je traduis les hiéroglyphes couramment ; c'est un savant en *us* qui m'a expliqué ceux-là. Tenez, je vous donne mon scarabée. Quand vous aurez quelque mauvaise pensée corse, regardez mon talisman et dites-vous qu'il faut sortir vainqueur de la bataille que nous livrent les mauvaises passions. — Mais, en vérité, je ne prêche pas mal.

— Je penserai à vous, miss Nevil, et je me dirai....

— Dites-vous que vous avez une amie qui serait désolée.... de.... vous savoir pendu. Cela ferait d'ailleurs trop de peine à messieurs les caporaux vos ancêtres. — A ces mots elle quitta en riant le bras d'Orso, et courant vers son père : Papa, dit-elle, laissez là ces pau-

(1) Espèce de fromage à la crème, cuit. C'est un mets national en Corse.

vres oiseaux, et venez avec nous faire de la poésie dans la grotte de Napoléon.

## VIII.

Il y a toujours quelque chose de solennel dans un départ, même quand on se quitte pour peu de temps. Orso devait partir avec sa sœur de très bon matin, et la veille au soir il avait pris congé de miss Lydia, car il n'espérait pas qu'en sa faveur elle fît exception à ses habitudes de paresse. Leurs adieux avaient été froids et graves. Depuis leur conversation au bord de la mer, miss Lydia craignait d'avoir montré à Orso un intérêt peut-être trop vif, et Orso, de son côté, avait sur le cœur ses railleries, et surtout son ton de légèreté. Un moment il avait cru démêler dans les manières de la jeune Anglaise un sentiment d'affection naissante; maintenant, déconcerté par ses plaisanteries, il se disait qu'il n'était à ses yeux qu'une simple connaissance, qui bientôt serait oubliée. Grande fut donc sa surprise, lorsque le matin, assis à prendre du café avec le colonel, il vit entrer miss Lydia suivie de sa sœur. Elle s'était levée à cinq heures, et, pour une Anglaise, pour miss Nevil surtout, l'effort était assez grand pour qu'il en tirât quelque vanité.

— Je suis désolé que vous vous soyez dérangée si matin, dit Orso. C'est ma sœur, sans doute, qui vous aura réveillée malgré mes recommandations, et vous devez bien nous maudire. Vous me souhaitez déjà *pendu* peut-être?

— Non, dit miss Lydia fort bas et en italien, évidemment pour que son père ne l'entendît pas. Mais vous m'avez boudée hier pour mes innocentes plaisanteries, et je ne voulais pas vous laisser emporter un souvenir mauvais de votre servante. Quelles terribles gens vous êtes, vous autres Corses! Adieu donc; à bientôt, j'espère. — Et elle lui tendit la main.

Orso ne trouva qu'un soupir pour réponse. Colomba s'approcha de lui, le mena dans l'embrasure d'une fenêtre, et, en lui montrant quelque chose qu'elle tenait sous son mezzaro, lui parla un moment à voix basse.

— Ma sœur, dit Orso à miss Nevil, veut vous faire un singulier cadeau, mademoiselle; mais, nous autres Corses, nous n'avons pas grand'chose à donner... excepté notre affection... que le temps n'efface pas. Ma sœur me dit que vous avez regardé avec curiosité ce stylet. C'est une antiquité dans la famille. Probablement il pendait

autrefois à la ceinture d'un de ces caporaux à qui je dois l'honneur de votre connaissance. Colomba le croit si précieux, qu'elle m'a demandé ma permission pour vous le donner, et moi je ne sais trop si je dois l'accorder, car j'ai peur que vous ne vous moquiez de nous.

— Ce stylet est charmant, dit miss Lydia, mais c'est une arme de famille, et je ne puis l'accepter.

— Ce n'est pas le stylet de mon père, s'écria vivement Colomba. Il a été donné à un des grands parens de ma mère par le roi Théodore. Si mademoiselle l'accepte, elle nous fera bien plaisir.

— Voyez, miss Lydia, dit Orso, ne dédaignez pas le stylet d'un roi.

Pour un amateur, les reliques du roi Théodore sont infiniment plus précieuses que celles du plus puissant monarque. La tentation était forte, et miss Lydia voyait déjà l'effet que produirait cette arme posée sur une table en laque dans son appartement de Saint-James's-Place. Mais, dit-elle, en prenant le stylet avec l'hésitation de quelqu'un qui veut accepter, et adressant le plus aimable de ses sourires à Colomba : — Chère mademoiselle Colomba... je ne puis... je n'oserais vous laisser ainsi partir désarmée.

— Mon frère est avec moi, dit Colomba d'un ton fier, et nous avons le bon fusil que votre père nous a donné. — Orso, vous l'avez chargé à balle?

Miss Nevil garda le stylet, et Colomba, pour conjurer le danger qu'on court à *donner* des armes coupantes ou perçantes à ses amis, exigea un sou en paiement.

Il fallut partir enfin. Orso serra encore une fois la main de miss Nevil, Colomba l'embrassa, puis après vint offrir ses lèvres de rose au colonel tout émerveillé de la politesse corse. De la fenêtre du salon, miss Lydia vit le frère et la sœur monter à cheval. Les yeux de Colomba brillaient d'une joie maligne qu'elle n'y avait point encore remarquée. Cette grande et forte femme, fanatique de ses idées d'honneur barbare, l'orgueil sur le front, les lèvres courbées par un sourire sardonique, emmenant ce jeune homme armé comme pour une expédition sinistre, lui rappela les craintes d'Orso, et elle crut voir son mauvais génie l'entraînant à sa perte. Orso, déjà à cheval, leva la tête et l'aperçut. Soit qu'il eût deviné sa pensée, soit pour lui dire un dernier adieu, il prit l'anneau égyptien qu'il avait suspendu à un cordon, et le porta à ses lèvres. Miss Lydia quitta la fenêtre en rougissant, puis s'y remettant presque aussitôt, elle vit les deux Corses s'éloigner rapidement au galop de leurs petits poneys, se dirigeant vers les montagnes. Une demi-heure après, le colonel, au

moyen de sa lunette, les lui montra longeant le fond du golfe, et elle vit qu'Orso tournait fréquemment la tête vers la ville. Il disparut enfin derrière les marécages remplacés aujourd'hui par une belle pépinière.

Miss Lydia, en se regardant dans sa glace, se trouva pâle.

— Que doit penser de moi ce jeune homme? dit-elle, et moi, que pensé-je de lui? et pourquoi y pensé-je?.. Une connaissance de voyage?... Que suis-je venue faire en Corse?... Oh! je ne l'aime point... Non, non, d'ailleurs cela est impossible... Et Colomba... Moi la belle-sœur d'une voceratrice! qui porte un grand stylet! Et elle s'aperçut qu'elle tenait à la main celui du roi Théodore. Elle le jeta sur sa toilette.—Colomba à Londres, dansant à Almack's!... Quel *lion* (1), grand Dieu, à montrer... C'est qu'elle ferait fureur peut-être.... Il m'aime, j'en suis sûre... C'est un héros de roman dont j'ai interrompu la carrière aventureuse... Mais avait-il réellement envie de venger son père à la corse?.... C'était quelque chose entre un Conrad et un dandy..... J'en ai fait un pur dandy, et un dandy qui a un tailleur corse!...

Elle se jeta sur son lit et voulut dormir, mais cela lui fut impossible, et je n'entreprendrai pas de continuer son long monologue, dans lequel elle se dit plus de cent fois que M. della Rebbia n'avait été, n'était et ne serait jamais rien pour elle.

## IX.

Cependant Orso cheminait avec sa sœur. Le mouvement rapide de leurs chevaux les empêcha d'abord de se parler; mais lorsque les montées trop rudes les obligeaient d'aller au pas, ils échangeaient quelques mots sur les amis qu'ils venaient de quitter. Colomba parlait avec enthousiasme de la beauté de miss Nevil, de ses blonds cheveux, de ses gracieuses manières. Puis elle demandait si le colonel était aussi riche qu'il le paraissait, si M[lle] Lydia était fille unique. Ce doit être un bon parti, disait-elle. Son père a, comme il semble, beaucoup d'amitié pour vous... Et comme Orso ne répondait rien, elle continuait : Notre famille a été riche autrefois, elle est encore des plus considérées de l'île; tous ces *signori* (2) sont des bâtards. Il n'y a plus

(1) A cette époque, on donnait ce nom en Angleterre aux personnes qui se faisaient remarquer par quelque chose d'extraordinaire.

(2) On appelle *signori* les descendans des seigneurs féodaux de la Corse. Entre les familles des *signori* et celles des *caporali* rivalité pour la noblesse.

de noblesse que dans les familles caporales, et vous savez, Orso, que vous descendez des premiers caporaux de l'île. Vous savez que notre famille est originaire d'au-delà des monts (1), et ce sont les guerres civiles qui nous ont obligés à passer de ce côté-ci. Si j'étais à votre place, Orso, je n'hésiterais pas, je demanderais miss Nevil à son père... (Orso levait les épaules.) De sa dot, j'achèterais les bois de la Falsetta et les vignes en bas de chez nous; je bâtirais une belle maison en pierres de taille, et j'élèverais d'un étage la vieille tour où Sambucuccio a tué tant de Maures au temps du comte Henri le *bel Missere* (2).

—Colomba, tu es une folle, répondait Orso en galopant.

—Vous êtes homme, Ors' Anton', et vous savez sans doute mieux qu'une femme ce que vous avez à faire. Mais je voudrais bien savoir ce que cet Anglais pourrait objecter contre notre alliance. Y a-t-il des caporaux en Angleterre?..

Après une assez longue traite, devisant de la sorte, le frère et la sœur arrivèrent à un petit village non loin de Bocognano, où ils s'arrêtèrent pour dîner et passer la nuit chez un ami de leur famille. Ils y furent reçus avec cette hospitalité corse qu'on ne peut apprécier que lorsqu'on l'a connue. Le lendemain, leur hôte, qui avait été compère de Mme della Rebbia, les accompagna jusqu'à une lieue de sa demeure.

— Voyez-vous ces bois et ces mâquis, dit-il à Orso au moment de se séparer; un homme qui aurait *fait un malheur* y vivrait dix ans en paix sans que gendarmes ou voltigeurs vinssent le chercher. Ces bois touchent à la forêt de Vizzavona, et lorsqu'on a des amis à Bocognano ou aux environs, on n'y manque de rien. Vous avez là un beau fusil; il doit porter loin. Sang de la Madone! quel calibre! On peut tuer avec cela mieux que des sangliers.

Orso répondit froidement que son fusil était anglais, et portait *le plomb* très loin. On s'embrassa, et chacun continua sa route.

Déjà nos voyageurs n'étaient plus qu'à une petite distance de

(1) C'est-à-dire de la côte orientale. Cette expression très usitée, *di là dei monti*, change de sens suivant la position de celui qui l'emploie. — La Corse est divisée du nord au sud par une chaîne de montagnes.

(2) V. Filippini, lib. II. — Le comte *Arrigo bel Missere* mourut vers l'an 1000; on dit qu'à sa mort une voix s'entendit dans l'air, qui chantait ces paroles prophétiques :

*E morto il conte Arrigo bel Missere,*
*E Corsica sarà di male in peggio.*

Pietranera, lorsqu'à l'entrée d'une gorge qu'il fallait traverser, ils découvrirent sept à huit hommes armés de fusils, les uns assis sur des pierres, les autres couchés sur l'herbe, quelques-uns debout et semblant faire le guet. Leurs chevaux paissaient à peu de distance. Colomba les examina un instant avec une lunette d'approche, qu'elle tira des grandes poches de cuir que tous les Corses portent en voyage.

— Ce sont nos gens, s'écria-t-elle d'un air joyeux. Pieruccio a bien fait sa commission.

— Quelles gens? demanda Orso.

— Nos bergers, répondit-elle. Avant-hier soir, j'ai fait partir Pieruccio, afin qu'il réunît ces braves gens pour vous accompagner à votre maison. Il ne convient pas que vous entriez à Pietranera sans escorte, et vous devez savoir d'ailleurs que les Barricini sont capables de tout.

— Colomba, dit Orso d'un ton sévère, je t'avais priée bien des fois de ne plus me parler des Barricini et de tes soupçons sans fondement. Je ne me donnerai certainement pas le ridicule de rentrer chez moi avec cette troupe de fainéans, et je suis très mécontent que tu les aies rassemblés sans m'en prévenir.

— Mon frère, vous avez oublié votre pays. C'est à moi qu'il appartient de vous garder lorsque votre imprudence vous expose. J'ai dû faire ce que j'ai fait.

En ce moment, les bergers les ayant aperçus, coururent à leurs chevaux et descendirent au galop à leur rencontre.

— Evviva Ors' Anton'! s'écria un vieillard robuste à barbe blanche, couvert, malgré la chaleur, d'une casaque à capuchon de drap corse, plus épais que la toison de ses chèvres. C'est le vrai portrait de son père; seulement plus grand et plus fort. Quel beau fusil! On en parlera de ce fusil, Ors' Anton'.

— Evviva Ors' Anton'! répétèrent en chœur tous les bergers. Nous savions bien qu'il reviendrait à la fin!

— Ah! Ors' Anton', disait un grand gaillard au teint couleur de brique, que votre père aurait de joie s'il était ici pour vous recevoir! Le cher homme! vous le verriez s'il avait voulu me croire, s'il m'avait laissé faire l'affaire de Giudice... Le brave homme! il ne m'a pas cru; il sait bien maintenant que j'avais raison.

— Bon! reprit le vieillard, Giudice ne perdra rien pour attendre.

— Evviva Ors' Anton'! Et une douzaine de coups de fusil accompagnèrent cette acclamation.

Orso, de très mauvaise humeur au centre de ce groupe d'hommes

à cheval parlant tous ensemble et se pressant pour lui donner la main, demeura quelque temps sans pouvoir se faire entendre. Enfin, prenant l'air qu'il avait en tête de son peloton lorsqu'il lui distribuait les réprimandes et les jours de salle de police :

— Mes amis, dit-il, je vous remercie de l'affection que vous me montrez, de celle que vous portiez à mon père; mais j'entends, je veux que personne ne me donne des conseils. Je sais ce que j'ai à faire.

— Il a raison, il a raison, s'écrièrent les bergers. Vous savez bien que vous pouvez compter sur nous.

— Oui, j'y compte; mais je n'ai besoin de personne maintenant, et nul danger ne menace ma maison. Commencez par faire demi-tour, et allez-vous-en à vos chèvres. Je sais le chemin de Pietranera, et n'ai pas besoin de guides.

— N'ayez peur de rien, Ors' Anton', dit le vieillard; *ils* n'oseraient se montrer aujourd'hui. La souris rentre en son trou lorsque revient le matou.

— Matou toi-même, vieille barbe blanche! dit Orso. Comment t'appelles-tu?

— Eh quoi! vous ne me connaissez pas, Ors' Anton', moi qui vous ai porté en croupe si souvent sur mon mulet qui mord? Vous ne connaissez pas Polo Griffo? Brave homme, voyez-vous, qui est aux della Rebbia corps et ame. Dites un mot, et quand votre gros fusil parlera, ce vieux mousquet, vieux comme son maître, ne se taira pas. Comptez-y, Ors' Anton'.

— Bien, bien; mais, par tous les diables! allez-vous-en et laissez-nous continuer notre route.

Les bergers s'éloignèrent enfin, se dirigeant au grand trot vers le village; mais de temps en temps ils s'arrêtaient sur tous les points élevés de la route, comme pour examiner s'il n'y avait point quelque embuscade cachée, et toujours ils se tenaient assez rapprochés d'Orso et de sa sœur pour être en mesure de leur porter secours au besoin. Et le vieux Polo Griffo disait à ses compagnons : Je le comprends, je le comprends. Il ne dit pas ce qu'il veut faire, mais il le fait. C'est le vrai portrait de son père. Bien! dis que tu n'en veux à personne! tu as fait un vœu à sainte Nega (1). Bravo! Moi je ne donnerais pas une figue de la peau du maire. Avant un mois, on n'en pourra pas faire une outre.

(1) Cette sainte ne se trouve pas dans le calendrier. Se vouer à sainte Nega, c'est nier tout de parti pris.

Ainsi précédé par cette troupe d'éclaireurs, le descendant des della Rebbia entra dans son village et gagna le vieux manoir des caporaux ses aïeux. Les rebbianistes, long-temps privés de chef, s'étaient portés en masse à sa rencontre, et les habitans du village qui observaient la neutralité, étaient tous sur le pas de leurs portes pour le voir passer. Les barricinistes se tenaient dans leurs maisons et regardaient par les fentes de leurs volets.

Le bourg de Pietranera est très irrégulièrement bâti, comme tous les villages de la Corse, car, pour voir une rue, il faut aller à Cargese, bâti par M. de Marbœuf. Les maisons, dispersées au hasard et sans le moindre alignement, occupent le sommet d'un petit plateau, ou plutôt d'un palier de la montagne. Vers le milieu du bourg s'élève un grand chêne vert, et auprès on voit une auge en granit où un tuyau en bois apporte l'eau d'une source voisine. Ce monument d'utilité publique fut construit à frais communs par les della Rebbia et les Barricini; mais on se tromperait fort si l'on y cherchait un indice de l'ancienne concorde des deux familles. Au contraire, c'est une œuvre de leur jalousie. Autrefois, le colonel della Rebbia, ayant envoyé au conseil municipal de sa commune une petite somme pour contribuer à l'érection d'une fontaine, l'avocat Barricini se hâta d'offrir un don semblable, et c'est à ce combat de générosité que Pietranera doit son eau. Autour du chêne vert et de la fontaine, il y a un espace vide qu'on appelle la place, et où les oisifs se rassemblent le soir. Quelquefois on y joue aux cartes, et une fois l'an, dans le carnaval, on y danse. Aux deux extrémités de la place s'élèvent des bâtimens plus hauts que larges, construits en granit et en schiste. Ce sont *les tours* ennemies des della Rebbia et des Barricini. Leur architecture est uniforme, leur hauteur est la même, et l'on voit que la rivalité des deux familles s'est toujours maintenue sans que la fortune décidât entre elles.

Il est peut-être à propos d'expliquer ce qu'il faut entendre par ce mot de *tour*. C'est un bâtiment carré d'environ quarante pieds de haut, qu'en un autre pays on nommerait tout bonnement un colombier. La porte, étroite, s'ouvre à huit pieds du sol, et l'on y accède par un escalier fort raide. Au-dessus de la porte est une fenêtre avec une espèce de balcon percé en dessous comme un machicoulis, qui permet d'assommer sans risque un visiteur indiscret. Entre la fenêtre et la porte, on voit deux écussons grossièrement sculptés. L'un portait autrefois la croix de Gênes; mais, tout martelé aujourd'hui, il n'est plus intelligible que pour les antiquaires. Sur l'autre écusson sont sculptées les armoiries de la famille qui possède la tour. Ajoutez, pour

compléter la décoration, quelques traces de balles sur les écussons et les chambranles de la fenêtre, et vous pouvez vous faire une idée d'un manoir du moyen-âge en Corse. J'oubliais de dire que les bâtimens d'habitation touchent à la tour et souvent s'y rattachent par une communication intérieure.

La tour et la maison des della Rebbia occupent le côté nord de la place de Pietranera; la tour et la maison des Barricini, le côté sud. De la tour du nord jusqu'à la fontaine, c'est la promenade des della Rebbia, celle des Barricini est du côté opposé. Depuis l'enterrement de la femme du colonel, on n'avait jamais vu un membre de l'une de ces deux familles paraître sur un autre côté de la place que celui qui lui était assigné par une espèce de convention tacite. Pour éviter un détour, Orso allait passer devant la maison du maire, lorsque sa sœur l'avertit et l'engagea à prendre une ruelle qui les conduirait à leur maison sans traverser la place.

— Pourquoi se déranger? dit Orso; la place n'est-elle pas à tout le monde? — Et il poussa son cheval.

— Brave cœur! dit tout bas Colomba... Mon père, tu seras vengé.

En arrivant sur la place, Colomba se plaça entre la maison des Barricini et son frère, et toujours elle eut l'œil fixé sur les fenêtres de ses ennemis. Elle remarqua qu'elles étaient barricadées depuis peu, et qu'on y avait pratiqué des *archere*. On appelle *archere* d'étroites ouvertures en forme de meurtrières, ménagées entre de grosses bûches avec lesquelles on bouche la partie inférieure d'une fenêtre. Lorsqu'on craint quelque attaque, on se barricade de la sorte et l'on peut, à l'abri des bûches, tirer à couvert sur les assaillans.

— Les lâches! dit Colomba. Voyez, mon frère, déjà ils commencent à se garder. Ils se barricadent! mais il faudra bien sortir un jour!

La présence d'Orso sur le côté sud de la place produisit une grande sensation à Pietranera, et fut considérée comme une preuve d'audace approchant de la témérité. Pour les neutres rassemblés le soir autour du chêne vert, ce fut le texte de commentaires sans fin. — Il est heureux, disait-on, que les fils Barricini ne soient pas encore revenus, car ils sont moins endurans que l'avocat, et peut-être n'eussent-ils point laissé passer leur ennemi sur leur terrain sans lui faire payer la bravade. — Souvenez-vous de ce que je vais vous dire, voisin, ajouta un vieillard qui était l'oracle du bourg. J'ai observé la figure de la Colomba aujourd'hui. Elle a quelque chose dans la tête. Je sens de la poudre en l'air. Avant peu, il y aura de la viande de boucherie à bon marché dans Pietranera.

## X.

Séparé fort jeune de son père, Orso n'avait guère eu le temps de le connaître. Il avait quitté Pietranera à quinze ans pour étudier à Pise, et de là était entré à l'École militaire, pendant que Ghilfuccio promenait en Europe les aigles impériales. Sur le continent, Orso l'avait vu à de rares intervalles, et en 1815 seulement il s'était trouvé dans le régiment que son père commandait. Mais le colonel, inflexible sur la discipline, traitait son fils comme tous les autres jeunes lieutenans, c'est-à-dire avec beaucoup de sévérité. Les souvenirs qu'Orso en avait conservés étaient de deux sortes. Il se le rappelait à Pietranera, lui confiant son sabre, lui laissant décharger son fusil quand il revenait de la chasse, ou le faisant asseoir pour la première fois, lui bambin, à la table de famille. Puis il se représentait le colonel della Rebbia l'envoyant aux arrêts pour quelque étourderie, et ne l'appelant jamais que « lieutenant della Rebbia. » — Lieutenant della Rebbia, vous n'êtes pas à votre place de bataille, trois jours d'arrêts. — Vos tirailleurs sont à cinq mètres trop loin de la réserve, cinq jours d'arrêts. — Vous êtes en bonnet de police à midi cinq minutes, huit jours d'arrêts. Une seule fois, aux Quatre-Bras, il lui avait dit : Très bien, Orso, mais de la prudence. Au reste, ces derniers souvenirs n'étaient point ceux que lui rappelait Pietranera. La vue des lieux familiers à son enfance, les meubles dont se servait sa mère, qu'il avait tendrement aimée, excitaient en son ame une foule d'émotions douces et pénibles ; puis, l'avenir sombre qui se préparait pour lui, l'inquiétude vague que sa sœur lui inspirait, et par-dessus tout l'idée que miss Nevil allait venir dans sa maison, qui lui paraissait aujourd'hui si petite, si pauvre, si peu convenable pour une personne habituée au luxe, le mépris qu'elle en concevrait peut-être, toutes ces pensées formaient un chaos dans sa tête et lui inspiraient un profond découragement.

Il s'assit, pour souper, dans un grand fauteuil de chêne noirci où son père présidait les repas de famille, et sourit en voyant Colomba hésiter à se mettre à table avec lui. Il lui sut bon gré d'ailleurs du silence qu'elle observa pendant le souper et de la prompte retraite qu'elle fit ensuite, car il se sentait encore trop ému pour résister aux attaques qu'elle lui préparait sans doute; mais Colomba le ménageait et voulait lui laisser le temps de se reconnaître. La tête appuyée sur

sa main, il demeura long-temps immobile, repassant dans son esprit les scènes des quinze derniers jours qu'il avait vécus. Il voyait avec effroi cette attente où chacun semblait être de sa conduite à l'égard des Barricini. Déjà il s'apercevait que l'opinion de Pietranera commençait à être pour lui celle du monde. Il devait se venger sous peine de passer pour un lâche. Mais sur qui se venger? Il ne pouvait croire les Barricini coupables de meurtre. A la vérité ils étaient les ennemis de sa famille, mais il fallait les préjugés grossiers de ses compatriotes pour leur attribuer un assassinat. Quelquefois il considérait le talisman de miss Nevil, et en répétait tout bas la devise : « La vie est un combat! » Enfin il se dit d'un ton ferme : « J'en sortirai vainqueur! » Sur cette bonne pensée, il se leva, et prenant la lampe, il allait monter dans sa chambre, lorsqu'on frappa à la porte de la maison. L'heure était indue pour recevoir une visite. Colomba parut aussitôt, suivie de la femme qui les servait. — Ce n'est rien, dit-elle en courant à la porte. Cependant, avant d'ouvrir, elle demanda qui frappait. — Une voix douce répondit : C'est moi. Aussitôt la barre de bois placée en travers de la porte fut enlevée, et Colomba reparut dans la salle à manger suivie d'une petite fille de dix ans à peu près, pieds nus, en haillons, la tête couverte d'un mauvais mouchoir, de dessous lequel s'échappaient de longues mèches de cheveux noirs comme l'aile d'un corbeau. L'enfant était maigre, pâle, la peau brûlée par le soleil; mais dans ses yeux brillait le feu de l'intelligence. En voyant Orso, elle s'arrêta timidement et lui fit une révérence à la paysanne, puis elle parla bas à Colomba et lui mit entre les mains un faisan nouvellement tué.

— Merci, Chili, dit Colomba. Remercie ton oncle. Il se porte bien?

— Fort bien, mademoiselle, à vous servir. Je n'ai pu venir plus tôt parce qu'il a bien tardé. Je suis restée trois heures dans le mâquis à l'attendre.

— Et tu n'as pas soupé?

— Dame! non, mademoiselle; je n'ai pas eu le temps.

— On va te donner à souper. Ton oncle a-t-il du pain encore?

— Peu, mademoiselle; mais c'est de la poudre surtout qui lui manque. Voilà les châtaignes venues, et maintenant il n'a plus besoin que de poudre.

— Je vais te donner un pain pour lui, et de la poudre. Dis-lui qu'il la ménage; elle est chère.

— Colomba, dit Orso en français, à qui donc fais-tu ainsi la charité?

— A un pauvre bandit de ce village, répondit Colomba dans la même langue. Cette petite est sa nièce.

— Il me semble que tu pourrais mieux placer tes dons. Pourquoi envoyer de la poudre à un coquin qui s'en servira pour commettre des crimes? Sans cette déplorable faiblesse que tout le monde paraît avoir ici pour les bandits, il y a long-temps qu'ils auraient disparu de la Corse.

— Les plus méchans de notre pays ne sont pas ceux qui sont à la campagne (1).

— Donne-leur du pain si tu veux ; on n'en doit refuser à personne, mais je n'entends pas qu'on leur fournisse des munitions.

— Mon frère, dit Colomba d'un ton grave, vous êtes le maître ici, et tout vous appartient dans cette maison ; mais, je vous en préviens, je donnerai mon mezzaro à cette petite fille pour qu'elle le vende, plutôt que de refuser de la poudre à un bandit. Lui refuser de la poudre! mais autant vaut le livrer aux gendarmes. Quelle protection a-t-il contre eux, sinon ses cartouches?

La petite fille cependant dévorait avec avidité un morceau de pain, et regardait attentivement tour à tour Colomba et son frère, cherchant à comprendre dans leurs yeux le sens de ce qu'ils disaient.

— Et qu'a-t-il fait enfin, ton bandit? Pour quel crime s'est-il jeté dans le mâquis?

— Brandolaccio n'a point commis de crimes, s'écria Colomba. Il a tué Giovan' Opizzo, qui avait assassiné son père pendant que lui était à l'armée.

Orso détourna la tête, prit la lampe, et, sans répondre, monta dans sa chambre. Alors Colomba donna poudre et provisions à l'enfant, et la reconduisit jusqu'à la porte, en lui répétant : « Surtout que ton oncle veille bien sur Orso! »

## XI.

Orso fut long-temps à s'endormir, et par conséquent s'éveilla fort tard, du moins pour un Corse. A peine levé, le premier objet qui frappa ses yeux, ce fut la maison de ses ennemis et les *archere* qu'ils

(1) Être *alla campagna*, c'est-à-dire être bandit. Bandit n'est point un terme odieux, il se prend dans le sens de banni ; c'est l'*outlaw* des ballades anglaises.

venaient d'y établir. Il descendit et demanda sa sœur. — Elle est à la cuisine qui fond des balles, lui répondit la servante Saveria. Ainsi, il ne pouvait faire un pas sans être poursuivi par l'image de la guerre.

Il trouva Colomba assise sur un escabeau entourée de balles nouvellement fondues, coupant les jets de plomb.

— Que diable fais-tu là? lui demanda son frère.

— Vous n'aviez point de balles pour le fusil du colonel, répondit-elle de sa voix douce, j'ai trouvé un moule de calibre, et vous aurez aujourd'hui vingt-quatre cartouches, mon frère.

— Je n'en ai pas besoin, Dieu merci!

— Il ne faut pas être pris au dépourvu, Ors' Anton'. Vous avez oublié votre pays, et les gens qui vous entourent.

— Je l'aurais oublié que tu me le rappellerais bien vite. Dis-moi, n'est-il pas arrivé une grosse malle, il y a quelques jours?

— Oui, mon frère. Voulez-vous que je la monte dans votre chambre?

— Toi, la monter; mais tu n'aurais jamais la force de la soulever... N'y a-t-il pas ici quelque homme pour le faire?

— Je ne suis pas si faible que vous le pensez, dit Colomba en retroussant ses manches, et découvrant un bras blanc et rond parfaitement formé, mais qui annonçait une force peu commune. Allons, Saveria, dit-elle à la servante, aide-moi. Déjà elle enlevait seule la lourde malle, quand Orso s'empressa de l'aider.

— Il y a dans cette malle, ma chère Colomba, dit-il, quelque chose pour toi. Tu m'excuseras si je te fais de si pauvres cadeaux, mais la bourse d'un lieutenant en demi-solde n'est pas trop bien garnie. — En parlant, il ouvrait la malle et en retirait quelques robes, un châle et d'autres objets à l'usage d'une jeune personne.

— Que de belles choses! s'écria Colomba. Je vais bien vite les serrer de peur qu'elles ne se gâtent. Je les garderai pour ma noce, ajouta-t-elle avec un sourire triste, car maintenant je suis en deuil. — Et elle baisa la main de son frère.

— Il y a de l'affectation, ma sœur, à garder le deuil si long-temps.

— Je l'ai juré, dit Colomba d'un ton ferme. Je ne quitterai le deuil... et elle regardait par la fenêtre la maison des Barricini.

— Que le jour où tu te marieras! dit Orso cherchant à éviter la fin de la phrase.

— Je ne me marierai, dit Colomba, qu'à un homme qui aura fait trois choses... Et elle contemplait toujours d'un air sinistre la maison ennemie.

— Jolie comme tu es, Colomba, je m'étonne que tu ne sois pas

4.

déjà mariée. Allons, tu me diras qui te fait la cour. D'ailleurs j'entendrai bien les sérénades. Il faut qu'elles soient belles pour plaire à une grande voceratrice comme toi.

— Qui voudrait d'une pauvre orpheline?... Et puis l'homme qui me fera quitter mes habits de deuil fera prendre le deuil aux femmes de là-bas.

— Cela deviet de la folie, se dit Orso. Mais il ne répondit rien , pour éviter toute discussion.

— Mon frère, dit Colomba d'un ton de câlinerie, j'ai aussi quelque chose à vous offrir. Les habits que vous avez là sont trop beaux pour ce pays-ci. Votre jolie redingote serait en pièces au bout de deux jours, si vous la portiez dans le mâquis. Il faut la garder pour quand viendra miss Nevil. — Puis, ouvrant une armoire, elle en tira un costume complet de chasseur. — Je vous ai fait une veste en velours, et voici un bonnet comme en portent nos élégans; je l'ai brodé pour vous il y a bien long-temps. Voulez-vous essayer cela?

Et elle lui faisait endosser une large veste de velours vert ayant dans le dos une énorme poche. Elle lui mettait sur la tête un bonnet pointu de velours noir brodé en jais et en soie de la même couleur, et terminé par une espèce de houppe.

— Voici la cartouchère (1) de notre père, dit-elle; son stylet est dans la poche de votre veste. Je vais vous chercher le pistolet.

— J'ai l'air d'un vrai brigand de l'Ambigu-Comique, disait Orso en se regardant dans un petit miroir que lui présentait Saveria.

— C'est que vous avez tout-à-fait bonne façon comme cela, Ors' Anton', disait la vieille servante, et le plus beau *pointu* (2) de Bocognano ou de Bastelica n'est pas plus brave!

Orso déjeuna dans son nouveau costume, et pendant le repas il dit à sa sœur que sa malle contenait un certain nombre de livres; que son intention était d'en faire venir de France et d'Italie, et de la faire travailler beaucoup.—Car il est honteux, Colomba, ajouta-t-il, qu'une grande fille comme toi ne sache pas encore des choses que, sur le continent, les enfans apprennent en sortant de nourrice.

— Vous avez raison, mon frère, disait Colomba; je sais bien ce qui me manque, et je ne demande pas mieux que d'étudier, surtout si vous voulez bien me donner des leçons.

Quelques jours se passèrent sans que Colomba prononçât le nom

(1) *Carchera*, ceinture où l'on met des cartouches. On y attache un pistolet à gauche.

(2) *Pinsuto*. On appelle ainsi ceux qui portent encore le bonnet pointu, *barreta pinsuta*.

des Barricini. Elle était toujours aux petits soins pour son frère et lui parlait souvent de miss Nevil. Orso lui faisait lire des ouvrages français et italiens, et il était surpris tantôt de la justesse et du bon sens de ses observations, tantôt de son ignorance profonde des choses les plus vulgaires.

Un matin après déjeuner, Colomba sortit un instant, et au lieu de revenir avec un livre et du papier, parut avec son mezzaro sur la tête. Son air était plus sérieux encore que de coutume. — Mon frère, dit-elle, je vous prierai de sortir avec moi.

— Où veux-tu que je t'accompagne? dit Orso en lui offrant son bras.

— Je n'ai pas besoin de votre bras, mon frère, mais prenez votre fusil et votre boîte à cartouches. Un homme ne doit jamais sortir sans ses armes.

— A la bonne heure! Il faut se conformer à la mode. Où allons-nous?

Colomba, sans répondre, serra le mezzaro autour de sa tête, appela le chien de garde et sortit suivie de son frère. S'éloignant à grands pas du village, elle prit un chemin creux qui serpentait dans les vignes, après avoir envoyé devant elle le chien à qui elle fit un signe qu'il semblait bien connaître, car aussitôt il se mit à courir en zig zag, passant dans les vignes, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, toujours à cinquante pas de sa maîtresse, et quelquefois s'arrêtant au milieu du chemin pour la regarder en remuant la queue. Il paraissait s'acquitter parfaitement de ses fonctions d'éclaireur.

— Si Muscheto aboie, dit Colomba, armez votre fusil, mon frère, et tenez-vous immobile.

A un demi-mille du village, après bien des détours, Colomba s'arrêta tout à coup dans un endroit où le chemin faisait un coude. Là s'élevait une petite pyramide de branchages, les uns verts, les autres desséchés, amoncelés à la hauteur de trois pieds environ. Du sommet, on voyait percer l'extrémité d'une croix de bois peinte en noir. Dans plusieurs cantons de la Corse, surtout dans les montagnes, un usage, extrêmement ancien et qui se rattache peut-être à des superstitions du paganisme, oblige les passans à jeter une pierre ou un rameau d'arbre sur le lieu où un homme a péri de mort violente. Pendant de longues années, aussi long-temps que le souvenir de sa fin tragique demeure dans la mémoire des hommes, cette offrande singulière s'accumule ainsi de jour en jour. On appelle cela l'*amas*, le *mucchio* d'un tel.

Colomba s'arrêta devant ce tas de feuillage, et arrachant une

branche d'arbousier, l'ajouta à la pyramide. — Orso, dit-elle, c'est ici que notre père est mort. Prions pour son ame, mon frère! — Et elle se mit à genoux. Orso l'imita aussitôt. En ce moment la cloche du village tinta lentement, car un homme était mort dans la nuit. Orso fondit en larmes.

Au bout de quelques minutes, Colomba se leva, l'œil sec, mais la figure animée; elle fit du pouce, à la hâte, le signe de croix familier à ses compatriotes et qui accompagne d'ordinaire leurs sermens solennels; puis, entraînant son frère, elle reprit le chemin du village. Ils rentrèrent en silence dans leur maison. Orso monta dans sa chambre. Un instant après Colomba l'y suivit, portant une petite cassette qu'elle posa sur la table. Elle l'ouvrit, et en tira une chemise couverte de larges taches de sang. — Voici la chemise de votre père, Orso. — Et elle la jeta sur ses genoux. — Voici le plomb qui l'a frappé. — Et elle posa sur la chemise deux balles oxidées. — Orso, mon frère! cria-t-elle en se précipitant dans ses bras et l'étreignant avec force; Orso! tu le vengeras! — Elle l'embrassa avec une espèce de fureur, baisa les balles et la chemise, et sortit de la chambre, laissant son frère comme pétrifié sur sa chaise.

Orso resta quelque temps immobile, n'osant éloigner de lui ces épouvantables reliques. Enfin, faisant un effort, il les remit dans la cassette, et courut à l'autre bout de la chambre se jeter sur son lit, la tête tournée vers la muraille, enfoncée dans l'oreiller, comme s'il eût voulu se dérober à la vue d'un spectre. Les dernières paroles de sa sœur retentissaient sans cesse dans ses oreilles, et il lui semblait entendre un oracle fatal, inévitable, qui lui demandait du sang et du sang innocent. Je n'essaierai pas de rendre les sensations du malheureux jeune homme, aussi confuses que celles qui bouleversent la tête d'un fou. Long-temps il demeura dans la même position, sans oser détourner la tête. Enfin, il se leva, ferma la cassette et sortit précipitamment de sa maison, courant la campagne et marchant devant lui sans savoir où il allait.

Peu à peu le grand air le soulagea; il devint plus calme et examina avec quelque sang-froid sa position et les moyens d'en sortir. Il ne soupçonnait point les Barricini de meurtre, on le sait déjà, mais il les accusait d'avoir supposé la lettre du bandit Agostini; et cette lettre, il le croyait du moins, avait causé la mort de son père. Les poursuivre comme faussaires, il sentait que cela était impossible. Parfois, si les préjugés ou les instincts de son pays revenaient l'assaillir et lui montraient une vengeance facile au détour d'un sentier, il les écartait avec

horreur, en pensant à ses camarades de régiment, aux salons de Paris, surtout à miss Nevil. Puis il songeait aux reproches de sa sœur, et ce qui restait de corse dans son caractère justifiait ces reproches et les rendait plus poignans. Un seul espoir lui restait dans ce combat entre sa conscience et ses préjugés, c'était d'entamer sous un prétexte quelconque une querelle avec un des fils de l'avocat et de se battre en duel avec lui. Le tuer d'une balle ou d'un coup d'épée conciliait ses idées corses et ses idées françaises. L'expédient accepté, et méditant les moyens d'exécution, il se sentait déjà soulagé d'un grand poids, lorsque d'autres pensées plus douces contribuèrent encore à calmer son agitation fébrile. Cicéron, désespéré de la mort de sa fille Tullia, oublia sa douleur en repassant dans son esprit toutes les belles choses qu'il pourrait dire à ce sujet. En discourant de la sorte, M. Shandy se consola de la perte de son fils; Orso se rafraîchit le sang en pensant qu'il pourrait faire à miss Nevil un tableau de l'état de son ame, tableau qui ne pourrait manquer d'intéresser puissamment cette belle personne.

Il se rapprochait du village, dont il s'était fort éloigné sans s'en apercevoir, lorsqu'il entendit la voix d'une petite fille qui chantait, se croyant seule sans doute, dans un sentier au bord du mâquis. C'était cet air lent et monotone consacré aux lamentations funèbres, et l'enfant chantait : « A mon fils, mon fils, en lointain pays — gardez ma croix et ma chemise sanglante.... »

— Que chantes-tu là, petite? dit Orso d'un ton de colère, paraissant tout à coup.

— C'est vous, Ors' Anton', s'écria l'enfant un peu effrayée... C'est une chanson de M^lle^ Colomba...

— Je te défends de la chanter, dit Orso d'une voix terrible.

L'enfant, tournant la tête à droite et à gauche, semblait chercher de quel côté elle pourrait se sauver, et sans doute elle se serait enfuie si elle n'eût été retenue par le soin de conserver un assez gros paquet qu'on voyait sur l'herbe à ses pieds.

Orso eut honte de sa violence.

— Que portes-tu là, ma petite? lui demanda-t-il le plus doucement qu'il put.

Et comme Chilina hésitait à répondre, il souleva le linge qui enveloppait le paquet, et vit qu'il contenait un pain et d'autres provisions.

— A qui portes-tu ce pain, ma mignonne? lui demanda-t-il.

— Vous le savez bien, monsieur, à mon oncle.

— Et ton oncle n'est-il pas bandit?

— Pour vous servir, monsieur Ors' Anton'.

— Si les gendarmes te rencontraient, ils te demanderaient où tu vas....

— Je leur dirais, répondit l'enfant sans hésiter, que je porte à manger aux Lucquois qui coupent le mâquis.

— Et si tu trouvais quelque chasseur affamé qui voulût dîner à tes dépens et te prendre tes provisions?...

— On n'oserait. Je dirais que c'est pour mon oncle.

— En effet, il n'est point homme à se laisser prendre son dîner.... Il t'aime bien, ton oncle?

— Oh! oui, Ors' Anton'. Depuis que mon papa est mort, il a soin de la famille, de ma mère, de moi et de ma petite sœur. Avant que maman fût malade, il la recommandait aux riches pour qu'on lui donnât de l'ouvrage. Le maire me donne une robe tous les ans, et le curé me montre le catéchisme et à lire depuis que mon oncle leur a parlé. Mais c'est votre sœur surtout qui est bonne pour nous.

En ce moment un chien parut dans le sentier. La petite fille, portant deux doigts à sa bouche, fit entendre un sifflement aigu; aussitôt le chien vint à elle et la caressa, puis s'enfonça brusquement dans le mâquis. Bientôt deux hommes mal vêtus, mais bien armés, se levèrent derrière une cépée, à quelques pas d'Orso. On eût dit qu'ils s'étaient avancés en rampant comme des couleuvres au milieu du fourré de cistes et de myrtes qui couvrait le terrain.

— Oh! Ors' Anton'!... soyez le bienvenu, dit le plus âgé de ces deux hommes. Eh quoi! vous ne me reconnaissez pas?

— Non, dit Orso le regardant fixement.

— C'est drôle comme une barbe et un bonnet pointu vous changent un homme! Allons, mon lieutenant, regardez bien. Vous avez donc oublié les anciens de Waterloo? Vous ne vous souvenez plus de Brando Savelli, qui a déchiré plus d'une cartouche à côté de vous dans ce jour de malheur?

— Quoi! c'est toi? dit Orso. Et tu as déserté en 1816?

— Comme vous dites, mon lieutenant. Dame, le service ennuie, et puis j'avais un compte à régler dans ce pays-ci. Ha ha! Chili, tu es une brave fille. Sers-nous vite, car nous avons faim. Vous n'avez pas d'idée, mon lieutenant, comme on a d'appétit dans le mâquis. Qu'est-ce qui nous envoie cela, M^lle Colomba ou le maire?

— Non, mon oncle, c'est la meunière qui m'a donné cela pour vous, et une couverture pour maman.

— Qu'est-ce qu'elle me veut?

— Elle dit que ses Lucquois qu'elle a pris pour défricher, lui demandent maintenant 35 sous et les châtaignes à cause de la fièvre qui est dans le bas de Pietranera.

— Les fainéans! Je verrai. — Sans façon, mon lieutenant, voulez-vous partager notre dîner? Nous avons fait de plus mauvais repas ensemble du temps de notre pauvre compatriote qu'on a réformé.

— Grand merci. — On m'a réformé aussi, moi.

— Oui, je l'ai entendu dire, mais vous n'en avez pas été bien fâché, je gage. Histoire de régler votre compte à vous. — Allons, curé, dit le bandit à son camarade, à table. Monsieur Orso, je vous présente monsieur le curé, c'est-à-dire je ne sais trop s'il est curé, mais il en a la science.

— Un pauvre étudiant en théologie, monsieur, dit le second bandit, qu'on a empêché de suivre sa vocation. Qui sait? J'aurais pu être pape, Brandolaccio.

— Quelle cause a donc privé l'église de vos lumières? demanda Orso.

— Un rien. Un compte à régler, comme dit mon ami Brandolaccio; une sœur à moi qui avait fait des folies pendant que je dévorais les bouquins à l'université de Pise. Il me fallut retourner au pays pour la marier; mais le futur, trop pressé, meurt de la fièvre trois jours avant mon arrivée. Je m'adresse alors, comme vous eussiez fait à ma ma place, au frère du défunt. On me dit qu'il était marié. Que faire?

— En effet, cela était embarrassant. Que fîtes-vous?

— Ce sont de ces cas où il faut en venir à la pierre à fusil (1).

— C'est-à-dire que...

— Je lui mis une balle dans la tête, dit froidement le bandit.

Orso fit un mouvement d'horreur. Cependant la curiosité, et peut-être aussi le désir de retarder le moment où il faudrait rentrer chez lui le fit rester à sa place et continuer la conversation avec ces deux hommes dont chacun avait au moins un assassinat sur la conscience.

Pendant que son camarade parlait, Brandolaccio mettait devant lui du pain et de la viande; il se servit ensuite lui-même, puis il fit la part de son chien qu'il présenta à Orso sous le nom de Brusco, comme doué du merveilleux instinct de reconnaître un voltigeur sous quelque déguisement que ce fût. Enfin, il coupa un morceau de pain et une tranche de jambon crû qu'il donna à sa nièce.

— La belle vie que celle de bandit! s'écria l'étudiant en théologie

(1) *La scaglia*, expression très usitée.

après avoir mangé quelques bouchées. Vous en tâterez peut-être un jour, monsieur della Rebbia, et vous verrez combien il est doux de ne connaître d'autre maître que son caprice. Jusque-là le bandit s'était exprimé en italien, il poursuivit en français : La Corse n'est pas un pays bien amusant pour un jeune homme; mais pour un bandit, quelle différence! Les femmes sont folles de nous. Tel que vous me voyez, j'ai trois maîtresses, dans trois cantons différens. Je suis partout chez moi. Et il y en a une qui est la femme d'un gendarme.

— Vous savez bien des langues, monsieur, dit Orso d'un ton grave.

— Si je parle français, c'est que voyez-vous : « *Maxima debetur pueris reverentia.* » Nous entendons, Brandolaccio et moi, que la petite tourne bien et marche droit.

— Quand viendront ses quinze ans, dit l'oncle de Chilina, je la marierai bien. J'ai déjà un parti en vue.

— C'est toi qui feras la demande? dit Orso.

— Sans doute. Croyez-vous que si je dis à un richard du pays, moi Brando Savelli, je verrais avec plaisir que votre fils épousât Michelina Savelli, croyez-vous qu'il se ferait tirer les oreilles?

— Je ne le lui conseillerais pas, dit l'autre bandit. Le camarade a la main un peu lourde, il sait se faire obéir.

— Si j'étais un coquin, poursuivit Brandolaccio, une canaille, un supposé, je n'aurais qu'à ouvrir ma besace, les pièces de cent sous y pleuvraient.

— Il y a donc dans ta besace, dit Orso, quelque chose qui les attire?

— Rien, mais si j'écrivais, comme il y en a qui l'ont fait, à un riche : J'ai besoin de cent francs, il se dépêcherait de me les envoyer. Mais je suis un homme d'honneur, mon lieutenant.

— Savez-vous, monsieur della Rebbia, dit le bandit que son camarade appelait le curé; savez-vous que dans ce pays à mœurs simples, il y a pourtant quelques misérables qui profitent de l'estime que nous inspirons au moyen de nos passeports (il montrait son fusil), pour tirer des lettres de change en contrefaisant notre écriture?

— Je le sais, dit Orso d'un ton brusque; mais quelles lettres de change?

— Il y a six mois, continua le bandit, que je me promenais du côté d'Orezza, quand vient à moi un manant qui de loin m'ôte son bonnet et me dit : — Ah! monsieur le curé, — ils m'appellent toujours ainsi, — excusez-moi; donnez-moi du temps; je n'ai pu trouver que 55 francs, mais, vrai, c'est tout ce que j'ai pu amasser. Moi, tout surpris : —

Qu'est-ce à dire, maroufle! 55 francs? lui dis-je. — Je veux dire 65, me répond-il, mais pour 100 que vous me demandez, c'est impossible. — Comment, drôle! je te demande 100 francs? Je ne te connais pas. — Alors il me remet une lettre ou plutôt un chiffon tout sale par lequel on l'invitait à déposer 100 francs dans un lieu qu'on indiquait, sous peine de voir sa maison brûlée et ses vaches tuées par Giocanto Castriconi, c'est mon nom. Et l'on avait eu l'infamie de contrefaire ma signature! Ce qui me piqua le plus, c'est que la lettre était écrite en patois, pleine de fautes d'orthographe; moi, faire des fautes d'orthographe, moi, qui avais tous les prix à l'université! Je commence par donner à mon vilain un soufflet qui le fait tourner deux fois sur lui-même. — Ah! tu me prends pour un voleur, coquin que tu es, lui dis-je, et je lui donne un bon coup de pied où vous savez. Un peu soulagé, je lui dis : Quand dois-tu porter cet argent au lieu désigné? — Aujourd'hui même. — Bien! va le porter. — C'était au pied d'un pin, et le lieu était parfaitement indiqué. Il porte l'argent, l'enterre au pied de l'arbre et revient me trouver. Je m'étais embusqué aux environs. Je demeurai là avec mon homme six mortelles heures. Monsieur della Rebbia, je serais resté trois jours s'il eût fallu. Au bout de six heures, paraît un *Bastiaccio* (1), un infame usurier. Il se baisse pour prendre l'argent, je fais feu, et je l'avais si bien ajusté, que sa tête porta en tombant sur les écus qu'il déterrait. — Maintenant, drôle! dis-je au paysan, reprends ton argent, et ne t'avise plus de soupçonner d'une bassesse Giocanto Castriconi. — Le pauvre diable tout tremblant ramassa ses 65 francs sans prendre la peine de les essuyer; il me dit merci, je lui allonge un bon coup de pied d'adieu, et il court encore.

— Ah! curé, dit Brandolaccio, je t'envie ce coup de fusil-là. Tu as dû bien rire?

— J'avais attrapé le *Bastiaccio* à la tempe, continua le bandit, et cela me rappela ces vers de Virgile :

> . . . . . . . Liquefacto tempora plumbo
> Diffidit, ac multâ porrectum extendit arenâ.

*Liquefacto?* Croyez-vous, monsieur Orso, qu'une balle de plomb se fonde par la rapidité de son trajet dans l'air? Vous qui avez étudié la ballistique, vous devriez bien me dire si c'est une erreur ou une vérité?

Orso aimait mieux discuter cette question de physique, que d'ar-

(1) Les Corses montagnards détestent les habitans de Bastia, qu'ils ne regardent pas comme des compatriotes. Jamais ils ne disent *Bastiese*, mais *Bastiaccio* : on sait que la terminaison en *accio* se prend quelquefois dans un sens de mépris.

gumenter avec le licencié sur la moralité de son action. Brandolaccio, que cette dissertation scientifique n'amusait guère, l'interrompit pour remarquer que le soleil allait se coucher : — Puisque vous n'avez pas voulu dîner avec nous, Ors' Anton', lui dit-il, je vous conseille de ne pas faire attendre plus long-temps M^lle Colomba. Et puis, il ne fait pas toujours bon à courir les chemins, quand le soleil est couché. Pourquoi donc sortez-vous sans fusil? Il y a de mauvaises gens dans ces environs; prenez-y garde. Aujourd'hui, vous n'avez rien à craindre; les Barricini amènent le préfet chez eux; ils l'ont rencontré sur la route, et il s'arrête un jour à Pietranera, avant d'aller poser à Corte une première pierre, comme on dit..., une bêtise! il couche ce soir chez les Barricini; mais demain, ils seront libres. Il y a Vincentello qui est un mauvais garnement, et Orlanduccio qui ne vaut guère mieux... Tâchez de les trouver séparés, aujourd'hui l'un, demain l'autre; mais méfiez-vous, je ne vous dis que cela.

— Merci du conseil, dit Orso; mais nous n'avons rien à démêler ensemble; jusqu'à ce qu'ils viennent me chercher, je n'ai rien à leur dire.

Le bandit tira la langue de côté, et la fit claquer contre sa joue d'un air ironique, mais il ne répondit rien. Orso se levait pour partir : — A propos, dit Brandolaccio, je ne vous ai pas remercié de votre poudre; elle m'est venue bien à propos. Maintenant, rien ne me manque..., c'est-à-dire il me manque encore des souliers..., mais je m'en ferai de la peau d'un mouflon, un de ces jours.

Orso glissa deux pièces de cinq francs dans la main du bandit.

— C'est Colomba qui t'envoyait la poudre, voici pour t'acheter des souliers.

— Pas de bêtises! mon lieutenant, s'écria Brandolaccio en lui rendant les deux pièces. Est-ce que vous me prenez pour un mendiant? J'accepte le pain et la poudre, mais je ne veux rien autre chose.

— Entre vieux soldats, j'ai cru qu'on pouvait s'aider. Allons, adieu!

Mais, avant de partir, il avait mis l'argent dans la besace du bandit, sans qu'il s'en fût aperçu.

— Adieu, Ors' Anton'! dit le théologien. Nous nous retrouverons peut-être au mâquis un de ces jours, et nous continuerons nos études sur Virgile.

Orso avait quitté ses honnêtes compagnons depuis un quart d'heure, lorsqu'il entendit un homme qui courait derrière lui de toutes ses forces. C'était Brandolaccio :

— C'est un peu fort! mon lieutenant, s'écria-t-il hors d'haleine; un peu trop fort! voilà vos dix francs. De la part d'un autre, je ne passerais pas l'espiéglerie. Bien des choses de ma part à M[lle] Colomba. Vous m'avez tout essouflé! Bonsoir.

## XII.

Orso trouva Colomba un peu alarmée de sa longue absence; mais, en le voyant, elle reprit cet air de sérénité triste qui était son expression habituelle. Pendant le repas du soir, ils ne parlèrent que de choses indifférentes, et Orso, enhardi par l'air calme de sa sœur, lui raconta sa rencontre avec les bandits, et hasarda même quelques plaisanteries sur l'éducation morale, religieuse, que recevait la petite Chilina par les soins de son oncle et de son honorable collègue, le sieur Castriconi.

— Brandolaccio est un honnête homme, dit Colomba; mais, pour Castriconi, j'ai entendu dire que c'était un homme sans principes.

— Je crois, dit Orso, qu'il vaut tout autant que Brandolaccio, et Brandolaccio autant que lui. L'un et l'autre sont en guerre ouverte avec la société. Un premier crime les entraîne chaque jour à d'autres crimes; et pourtant, ils ne sont peut-être pas aussi coupables que bien des gens qui n'habitent pas le mâquis.

Un éclair de joie brilla sur le front de sa sœur.

— Oui, poursuivit Orso; ces misérables ont de l'honneur à leur manière. C'est un préjugé cruel et non une basse cupidité qui les a jetés dans la vie qu'ils mènent.

Il y eut un moment de silence.

— Mon frère, dit Colomba en lui versant du café, vous savez peut-être que Charles-Baptiste Pietri est mort la nuit passée? Oui, il est mort de la fièvre des marais.

— Qui est ce Pietri?

— C'est un homme de ce bourg, mari de Madeleine, qui a reçu le portefeuille de notre père mourant. Sa veuve est venue me prier de paraître à sa veillée et d'y chanter quelque chose. Il convient que vous veniez aussi. Ce sont nos voisins, et c'est une politesse qu'on ne peut refuser dans un petit endroit comme le nôtre.

— Au diable ta veillée, Colomba! Je n'aime point à voir ma sœur se donner ainsi en spectacle au public.

— Orso, répondit Colomba, chacun honore ses morts à sa manière.

La *ballata* nous vient de nos aïeux, et nous devons la respecter comme un usage antique. Madeleine n'a pas le don, et la vieille Fiordispina, qui est la meilleure voceratrice du pays, est malade. Il faut bien quelqu'un pour la ballata.

— Crois-tu que Charles-Baptiste ne trouvera pas son chemin dans l'autre monde, si l'on ne chante de mauvais vers sur sa bière? Va à la veillée si tu veux, Colomba; j'irai avec toi, si tu crois que je le doive, mais n'improvise pas; cela est inconvenant à ton âge, et je t'en prie, ma sœur.

— Mon frère, j'ai promis. C'est la coutume ici, vous le savez, et je vous le répète, il n'y a que moi pour improviser.

— Sotte coutume!

— Je souffre beaucoup de chanter ainsi. Cela me rappelle tous nos malheurs. Demain, j'en serai malade; mais il le faut. Permettez-le-moi, mon frère. Souvenez-vous qu'à Ajaccio vous m'avez dit d'improviser pour amuser cette demoiselle anglaise qui se moque de nos vieux usages. Ne pourrai-je donc improviser aujourd'hui pour de pauvres gens qui m'en sauront gré, et que cela aidera à supporter leur chagrin?

— Allons! fais comme tu voudras. Je gage que tu as déjà composé ta ballata, et tu ne veux pas la perdre.

— Non, je ne pourrais pas composer cela d'avance, mon frère. Je me mets devant le mort, et je pense à ceux qui restent. Les larmes me viennent aux yeux, et alors je chante ce qui me vient à l'esprit.

Tout cela était dit avec une simplicité telle, qu'il était impossible de supposer le moindre amour-propre poétique à la signora Colomba. Orso se laissa fléchir et se rendit avec sa sœur à la maison de Pietri. Le mort était couché sur une table, la figure découverte, dans la plus grande pièce de la maison. Portes et fenêtres étaient ouvertes, et plusieurs cierges brûlaient autour de la table. A la tête du mort se tenait sa veuve, et derrière elle, un grand nombre de femmes occupaient tout un côté de la chambre; de l'autre étaient rangés les hommes, debout, tête nue, l'œil fixé sur le cadavre, observant un profond silence. Chaque nouveau visiteur s'approchait de la table, embrassait le mort (1), faisait un signe de tête à sa veuve et à son fils, puis prenait place dans le cercle sans proférer une parole. De temps en temps, néanmoins, un des assistans rompait le silence solennel pour adresser quelques mots au défunt. — Pourquoi as-tu quitté ta

(1) Cet usage subsiste encore à Bocognano.

bonne femme? disait une commère. N'avait-elle pas bien soin de toi? Que te manquait-il? Pourquoi ne pas attendre un mois encore, ta bru t'aurait donné un fils?

Un grand jeune homme, fils de Pietri, serrant la main froide de son père, s'écria : Oh! pourquoi n'es-tu pas mort de la *male mort* (1)? Nous t'aurions vengé!

Ce furent les premières paroles qu'Orso entendit en entrant. A sa vue, le cercle s'ouvrit, et un faible murmure de curiosité annonça l'attente de l'assemblée excitée par la présence de la voceratrice. Colomba embrassa la veuve, prit une de ses mains et demeura quelques minutes recueillie et les yeux baissés. Puis elle rejeta son mezzaro en arrière, regarda fixement le mort, et, penchée sur ce cadavre, presque aussi pâle que lui, elle commença de la sorte :

« Charles-Baptiste! le Christ reçoive ton ame! — Vivre, c'est souffrir. Tu vas dans un lieu — où il n'y a ni soleil ni froidure. — Tu n'as plus besoin de ta serpe, — ni ne ta lourde pioche. — Plus de travail pour toi. — Désormais tous tes jours sont des dimanches. — Charles-Baptiste, le Christ ait ton ame! — Ton fils gouverne ta maison. — J'ai vu tomber le chêne — desséché par le Libeccio. — J'ai cru qu'il était mort. — Je suis repassé, et sa racine — avait poussé un rejeton. — Le rejeton est devenu un chêne — au vaste ombrage.— Sous ses fortes branches, Maddelè, repose-toi — et pense au chêne qui n'est plus. »

Ici Madeleine commença à sangloter tout haut, et deux ou trois hommes, qui dans l'occasion auraient tiré sur des chrétiens avec autant de sang-froid que sur des perdrix, se mirent à essuyer de grosses larmes sur leurs joues basanées.

Colomba continua de la sorte pendant quelque temps, s'adressant tantôt au défunt, tantôt à sa famille, quelquefois par une prosopopée fréquente dans les *ballate*, faisant parler le mort lui-même pour consoler ses amis ou leur donner des conseils. A mesure qu'elle improvisait, sa figure prenait une expression sublime; son teint se colorait d'un rose transparent qui faisait ressortir davantage l'éclat de ses dents et le feu de ses prunelles dilatées. C'était la pythonisse sur son trépied. Sauf quelques soupirs, quelques sanglots étouffés, on n'eût pas entendu le plus léger murmure dans la foule qui se pressait autour d'elle. Bien que moins accessible qu'un autre à cette poésie sauvage, Orso se sentit bientôt atteint par l'émotion générale. Retiré dans un coin obscur de la salle, il pleura comme pleurait le fils de Pietri.

(1) *La male morte*, la mort violente.

Tout à coup un léger mouvement se fit dans l'auditoire; le cercle s'ouvrit, et plusieurs étrangers entrèrent. Au respect qu'on leur montra, à l'empressement qu'on mit à leur faire place, il était évident que c'étaient des gens d'importance dont la visite honorait singulièrement la maison. Cependant, par respect pour la ballata, personne ne leur adressa la parole. Celui qui était entré le premier paraissait avoir une quarantaine d'années. Son habit noir, son ruban rouge à rosette, l'air d'autorité et de confiance qu'il portait sur sa figure, faisaient d'abord deviner le préfet. Derrière lui venait un vieillard voûté, au teint bilieux, cachant mal sous des lunettes vertes un regard timide et inquiet. Il avait un habit noir trop large pour lui, et qui, bien que tout neuf encore, avait été évidemment fait plusieurs années auparavant. Toujours à côté du préfet, on eût dit qu'il voulait se cacher dans son ombre. Enfin, après lui, entrèrent deux jeunes gens de haute taille, le teint brûlé par le soleil, les joues enterrées sous d'épais favoris, l'œil fier, arrogant, montrant une impertinente curiosité. Orso avait eu le temps d'oublier les physionomies des gens de son village; mais la vue du vieillard en lunettes vertes réveilla sur-le-champ en son esprit de vieux souvenirs. Sa présence à la suite du préfet suffisait d'ailleurs pour le faire reconnaître. C'était l'avocat Barricini, le maire de Pietranera, qui venait avec ses deux fils donner au préfet la représentation d'une ballata. Il serait difficile de définir ce qui se passa en ce moment dans l'ame d'Orso; mais la présence de l'ennemi de son père lui causa une espèce d'horreur, et plus que jamais il se sentit accessible aux soupçons qu'il avait longtemps combattus.

Pour Colomba, à la vue de l'homme à qui elle avait voué une haine mortelle, sa physionomie mobile prit aussitôt une expression sinistre. Elle pâlit; sa voix devint rauque, le vers commencé expira sur ses lèvres... Mais bientôt, reprenant sa ballata, elle poursuivit avec une nouvelle véhémence :

« Quand l'épervier se lamente — devant son nid vide, — les étourneaux voltigent à l'entour, — insultant à sa douleur. (Ici on entendit un rire étouffé; c'étaient les deux jeunes gens nouvellement arrivés qui trouvaient sans doute la métaphore trop hardie.) — L'épervier se réveillera, — il déploiera ses ailes, — il lavera son bec dans le sang! — Et toi, Charles-Baptiste, que tes amis — t'adressent leur dernier adieu. — Leurs larmes ont assez coulé. — La pauvre orpheline seule ne pleurera pas. — Pourquoi te pleurerait-elle? — Tu t'es endormi plein de jours — au milieu de ta famille, — préparé à comparaître — devant le Tout-Puissant. — L'orpheline pleure son père, — surpris par de

lâches assassins, — frappé par derrière; — son père dont le sang est rouge — sous l'amas de feuilles vertes. — Mais elle a recueilli son sang, — ce sang noble et innocent; — elle l'a répandu sur Pietranera, — pour qu'il devînt un poison mortel. — Et Pietranera restera marquée — jusqu'à ce qu'un sang coupable — ait effacé la trace du sang innocent. »

En achevant ces mots, Colomba se laissa tomber sur une chaise, elle rabattit son mezzaro sur sa figure, et on l'entendit sangloter. Les femmes en pleurs s'empressaient autour de l'improvisatrice; plusieurs hommes jetaient des regards farouches sur le maire et ses fils; quelques vieillards murmuraient contre le scandale qu'ils avaient occasionné par leur présence. Le fils du défunt fendit la presse et se disposait à prier le maire de vider la place au plus vite, mais celui-ci n'avait pas attendu cette invitation. Il gagnait la porte, et déjà ses deux fils étaient dans la rue. Le préfet adressa quelques complimens de condoléance au jeune Pietri, et les suivit presque aussitôt. Pour Orso, il s'approcha de sa sœur, lui prit le bras et l'entraîna hors de la salle. — Accompagnez-les, dit le jeune Pietri à quelques-uns de ses amis. Ayez soin que rien ne leur arrive! Deux ou trois jeunes gens mirent précipitamment leur stylet dans la manche gauche de leur veste, et escortèrent Orso et sa sœur jusqu'à la porte de leur maison.

## XIII.

Colomba, haletante, épuisée, était hors d'état de prononcer une parole. Sa tête était appuyée sur l'épaule de son frère, et elle tenait une de ses mains serrée entre les siennes. Bien qu'il lui sût intérieurement assez mauvais gré de sa péroraison, Orso était trop alarmé pour lui adresser le moindre reproche. Il attendait en silence la fin de la crise nerveuse à laquelle elle semblait en proie, lorsqu'on frappa à la porte, et Saveria entra tout effarée, annonçant : M. le préfet! A ce nom, Colomba se releva comme honteuse de sa faiblesse, et se tint debout, s'appuyant sur une chaise qui tremblait visiblement sous sa main.

Le préfet débuta par quelques excuses banales sur l'heure indue de sa visite, plaignit M^lle^ Colomba, parla du danger des émotions fortes, blâma la coutume des lamentations funèbres que le talent même de la voceratrice rendait encore plus pénibles pour les assistans; il glissa avec adresse un léger reproche sur la tendance de la dernière impro-

visation. Puis, changeant de ton : — Monsieur della Rebbia, dit-il, je suis chargé de bien des complimens pour vous par vos amis anglais. Miss Nevil fait mille amitiés à mademoiselle votre sœur. J'ai pour vous une lettre d'elle à vous remettre.

— Une lettre de miss Nevil? s'écria Orso.

— Malheureusement je ne l'ai pas sur moi, mais vous l'aurez dans cinq minutes. Son père a été souffrant. Nous avons craint un moment qu'il n'eût gagné nos terribles fièvres. Heureusement, le voilà hors d'affaire, et vous en jugerez par vous-même, car vous le verrez bientôt, j'imagine.

— Miss Nevil a dû être bien inquiète?

— Par bonheur, elle n'a connu le danger que lorsqu'il était déjà loin. Monsieur della Rebbia, miss Nevil m'a beaucoup parlé de vous et de mademoiselle votre sœur. — Orso s'inclina. — Elle a beaucoup d'amitié pour vous deux. Sous un extérieur plein de grace, sous une apparence de légèreté, elle cache une raison parfaite.

— C'est une charmante personne, dit Orso.

— C'est presque à sa prière que je viens ici, monsieur. Personne ne connaît mieux que moi une fatale histoire que je voudrais bien n'être pas obligé de vous rappeler. Puisque M. Barricini est encore maire de Pietranera, et moi, préfet de ce département, je n'ai pas besoin de vous dire le cas que je fais de certains soupçons, dont, si je suis bien informé, quelques personnes imprudentes vous ont fait part, et que vous avez repoussés, je le sais, avec l'indignation qu'on devait attendre de votre position et de votre caractère.

— Colomba, dit Orso s'agitant sur sa chaise, tu es bien fatiguée. Tu devrais aller te coucher.

Colomba fit un signe de tête négatif. Elle avait repris son calme habituel et fixait des yeux ardens sur le préfet.

— M. Barricini, continua le préfet, désirerait vivement voir cesser cette espèce d'inimitié... c'est-à-dire cet état d'incertitude où vous vous trouvez l'un vis-à-vis de l'autre... Pour ma part, je serais enchanté de vous voir établir avec lui les rapports que doivent avoir ensemble des gens faits pour s'estimer...

— Monsieur, interrompit Orso d'une voix émue, je n'ai jamais accusé l'avocat Barricini d'avoir assassiné mon père, mais il a fait une action qui m'empêchera toujours d'avoir aucune relation avec lui. Il a supposé une lettre menaçante, au nom d'un certain bandit; du moins, il l'a sourdement attribuée à mon père. Cette lettre, enfin, monsieur, a probablement été la cause indirecte de sa mort.

Le préfet se recueillit un instant. — Que monsieur votre père l'ait cru, lorsque, emporté par la vivacité de son caractère, il plaidait contre M. Barricini, la chose est excusable; mais, de votre part, un semblable aveuglement n'est plus permis. Réfléchissez donc que Barricini n'avait point intérêt à supposer cette lettre... Je ne vous parle pas de son caractère... vous ne le connaissez point, vous êtes prévenu contre lui... mais vous ne supposez pas qu'un homme connaissant bien les lois...

— Mais, monsieur, dit Orso en se levant, veuillez songer que me dire que cette lettre n'est pas l'ouvrage de M. Barricini, c'est l'attribuer à mon père. Son honneur, monsieur, est le mien.

— Personne plus que moi, monsieur, poursuivit le préfet, n'est convaincu de l'honneur du colonel della Rebbia... mais... l'auteur de cette lettre est connu maintenant...

— Qui? s'écria Colomba s'avançant vers le préfet.

— Un misérable, coupable de plusieurs crimes..., de ces crimes que vous ne pardonnez pas, vous autres Corses, un voleur, un certain Tomaso Bianchi, à présent détenu dans les prisons de Bastia, a révélé qu'il était l'auteur de cette fatale lettre.

— Je ne connais pas cet homme, dit Orso. Quel aurait pu être son but?

— C'est un homme de ce pays, dit Colomba, frère d'un ancien meunier à nous. C'est un méchant et un menteur indigne qu'on le croie.

— Vous allez voir, continua le préfet, l'intérêt qu'il avait dans l'affaire. Le meunier dont parle mademoiselle votre sœur, il se nommait, je crois, Théodore, tenait à loyer du colonel un moulin sur le cours d'eau dont M. Barricini contestait la possession à monsieur votre père. Le colonel, généreux à son habitude, ne tirait presque aucun profit de son moulin. Or, Tomaso a cru que si M. Barricini obtenait le cours d'eau, il aurait un loyer considérable à lui payer, car on sait que M. Barricini aime assez l'argent. Bref, pour obliger son frère, Tomaso a contrefait la lettre du bandit, et voilà toute l'histoire. Vous savez que les liens de famille sont si puissans en Corse, qu'ils entraînent quelquefois au crime... Veuillez prendre connaissance de cette lettre que m'écrit le substitut du procureur-général, elle vous confirmera ce que je viens de vous dire.

Orso parcourut la lettre qui relatait en détail les aveux de Tomaso, et Colomba lisait en même temps par-dessus l'épaule de son frère.

Lorsqu'elle eut fini, elle s'écria : Orlanduccio Barricini est allé à

Bastia il y a un mois, lorsqu'on a su que mon frère allait revenir. Il aura vu Tomaso et lui aura acheté ce mensonge.

— Mademoiselle, dit le préfet avec impatience, vous expliquez tout par des suppositions odieuses; est-ce le moyen de savoir la vérité? Vous, monsieur, vous êtes de sang-froid; dites-moi, que pensez-vous maintenant? Croyez-vous, comme mademoiselle, qu'un homme qui n'a à redouter qu'une condamnation assez légère se charge de gaieté de cœur d'un crime de faux pour obliger quelqu'un qu'il ne connaît pas?

Orso relut la lettre du substitut, pesant chaque mot avec une attention extraordinaire, car, depuis qu'il avait vu l'avocat Barricini, il se sentait plus difficile à convaincre qu'il ne l'eût été quelques jours auparavant. Enfin, il se vit contraint d'avouer que l'explication lui paraissait satisfaisante; — mais Colomba s'écria avec force :

— Tomaso Bianchi est un fourbe. Il ne sera pas condamné ou il s'échappera de prison, j'en suis sûre.

Le préfet haussa les épaules.

— Je vous ai fait part, monsieur, dit-il, des renseignemens que j'ai reçus. Je me retire, et je vous abandonne à vos réflexions. J'attendrai que votre raison vous ait éclairé, et j'espère qu'elle sera plus puissante que les..... suppositions de votre sœur.

Orso, après quelques paroles pour excuser Colomba, répéta qu'il croyait maintenant que Tomaso était le seul coupable.

Le préfet s'était levé pour sortir.

— S'il n'était pas si tard, dit-il, je vous proposerais de venir avec moi prendre la lettre de miss Nevil... Par la même occasion, vous pourriez dire à M. Barricini ce que vous venez de me dire, et tout serait fini.

— Jamais Orso della Rebbia n'entrera chez un Barricini, s'écria Colomba avec impétuosité.

— Mademoiselle est le *tintinajo* (1) de la famille à ce qu'il paraît, dit le préfet d'un air de raillerie.

— Monsieur, dit Colomba d'une voix ferme, on vous trompe. Vous ne connaissez pas l'avocat. C'est le plus rusé, le plus fourbe des hommes. Je vous en conjure, ne faites pas faire à Orso une action qui le couvrirait de honte.

— Colomba! s'écria Orso, la passion te fait déraisonner.

(1) On appelle ainsi le bélier porteur d'une sonnette qui conduit le troupeau, et par métaphore on donne le même nom au membre d'une famille qui la dirige dans toutes les affaires importantes.

— Orso! Orso! par la cassette que je vous ai remise, je vous en supplie, écoutez-moi. Entre vous et les Barricini il y a du sang; vous n'irez pas chez eux.

— Ma sœur!

— Non, mon frère, vous n'irez point, ou je quitterai cette maison, et vous ne me reverrez plus... Orso, ayez pitié de moi!

Et elle tomba à genoux.

— Je suis désolé, dit le préfet, de voir mademoiselle della Rebbia si peu raisonnable. Vous la convaincrez, j'en suis sûr. Il entr'ouvrit la porte et s'arrêta, paraissant attendre qu'Orso le suivît.

— Je ne puis la quitter maintenant, dit Orso... Demain, si...

— Je pars de bonne heure dit le préfet.

— Au moins, mon frère, s'écria Colomba les mains jointes, attendez jusqu'à demain matin. Laissez-moi revoir les papiers de mon père... Vous ne pouvez me refuser cela.

— Eh bien! tu les verras ce soir, mais au moins tu ne me tourmenteras plus ensuite avec cette haine extravagante... Mille pardons, monsieur le préfet... Je me sens moi-même si mal à mon aise... Il vaut mieux que ce soit demain.

— La nuit porte conseil, dit le préfet en se retirant, j'espère que demain toutes vos irrésolutions auront cessé.

— Saveria, s'écria Colomba, prends la lanterne et accompagne monsieur le préfet. Il te remettra une lettre pour mon frère.

Elle ajouta quelques mots que Saveria seule entendit.

— Colomba, dit Orso lorsque le préfet fut parti, tu m'as fait bien de la peine. Te refuseras-tu donc toujours à l'évidence?

—Vous m'avez donné jusqu'à demain, répondit-elle. J'ai bien peu de temps, mais j'espère encore.

Puis elle prit un trousseau de clés et courut dans une chambre de l'étage supérieur. Là on l'entendit ouvrir précipitamment des tiroirs et fouiller dans un secrétaire où le colonel della Rebbia enfermait autrefois ses papiers importans.

## XIV.

Saveria fut long-temps absente, et l'impatience d'Orso était à son comble lorsqu'elle reparut enfin tenant une lettre, et suivie de la petite Chilina qui se frottait les yeux, car elle avait été réveillée de son premier somme.

— Enfant, dit Orso, que viens-tu faire ici à cette heure?

— Mademoiselle me demande, répondit Chilina.

— Que diable lui veut-elle? pensa Orso, mais il se hâta de décacheter la lettre de miss Lydia, et pendant qu'il lisait, Chilina montait auprès de sa sœur.

« Mon père a été un peu malade, monsieur, disait miss Nevil, et il est d'ailleurs si paresseux pour écrire, que je suis obligée de lui servir de secrétaire. L'autre jour, vous savez qu'il s'est mouillé les pieds sur le bord de la mer, au lieu d'admirer le paysage avec nous, et il n'en faut pas davantage pour donner la fièvre, dans votre charmante île. Je vois d'ici la mine que vous faites; vous cherchez sans doute votre stylet, mais j'espère que vous n'en avez plus. Donc, mon père a eu un peu de fièvre, et moi beaucoup de frayeur; le préfet, que je persiste à trouver très aimable, nous a donné un médecin fort aimable aussi, qui, en deux jours, nous a tirés de peine; l'accès n'a pas reparu, et mon père veut retourner à la chasse, mais je la lui défends encore. — Comment avez-vous trouvé votre château des montagnes? Votre tour du nord est-elle toujours à la même place? Y a-t-il bien des fantômes? Je vous demande tout cela, parce que mon père se souvient que vous lui avez promis daims, sangliers, mouflons... Est-ce bien là le nom de cette bête étrange? En allant nous embarquer à Bastia, nous comptons vous demander l'hospitalité, et j'espère que le château della Rebbia, que vous dites si vieux et si délabré, ne s'écroulera pas sur nos têtes. Quoique le préfet soit si aimable, qu'avec lui on ne manque jamais de sujet de conversation (*by the bye*, je me flatte de lui avoir fait tourner la tête), nous avons parlé de votre seigneurie. Les gens de loi de Bastia lui ont envoyé certaines révélations d'un coquin qu'ils tiennent sous les verroux, et qui sont de nature à détruire vos derniers soupçons; votre *inimitié*, qui parfois m'inquiétait, doit cesser dès-lors. Vous n'avez pas d'idée comme cela m'a fait plaisir. Quand vous êtes parti avec la belle voceratrice, votre fusil à la main, et le regard sombre, vous m'avez paru plus Corse qu'à l'ordinaire..., trop Corse même. *Basta!* je vous en écris si long, parce que je m'ennuie. Le préfet va partir, hélas! nous vous enverrons un messager, lorsque nous nous mettrons en route pour vos montagnes, et je prendrai la liberté d'écrire à M^lle^ Colomba, pour lui demander un bruccio, *ma solenne*. En attendant, dites-lui mille tendresses. Je fais grand usage de son stylet, j'en coupe les feuillets d'un roman que j'ai apporté; mais ce fer terrible s'indigne de cet usage, et me déchire mon livre d'une façon pitoyable.

Adieu, monsieur; mon père vous envoie *his best love.* Écoutez le préfet, il est homme de bon conseil, et se détourne de sa route, je crois, à cause de vous; il va poser un première pierre à Corte; je m'imagine que ce doit être une cérémonie bien imposante, et je regrette fort de n'y pas assister. Un monsieur en habit brodé, bas de soie, écharpe blanche, tenant une truelle!... et un discours; la cérémonie se terminera par les cris mille fois répétés de vive le roi! — Vous allez être bien fat de m'avoir fait remplir les quatre pages, mais je m'ennuie, monsieur, je vous le répète, et, par cette raison, je vous permets de m'écrire très longuement. A propos, je trouve extraordinaire que vous ne m'ayez pas encore mandé votre heureuse arrivée dans Pietranera Castle.

LYDIA.

« *P. S.* Je vous demande d'écouter le préfet, et de faire ce qu'il vous dira. Nous avons arrêté ensemble que vous deviez en agir ainsi, et cela me fera plaisir. »

Orso lut trois ou quatre fois cette lettre, accompagnant chaque lecture de commentaires sans nombre; puis il y fit une longue réponse, qu'il chargea Saveria de porter à un homme du village, qui partait la nuit même pour Ajaccio. Déjà il ne pensait guère à discuter avec sa sœur les griefs vrais ou faux des Barricini; la lettre de miss Lydia lui faisait tout voir en couleur de rose; il n'avait plus ni soupçon ni haine. Après avoir attendu quelque temps, que sa sœur redescendît, et ne la voyant pas reparaître, il alla se coucher, le cœur plus léger qu'il ne se l'était senti depuis long-temps. Chilina ayant été congédiée avec des instructions secrètes, Colomba passa la plus grande partie de la nuit à lire de vieilles paperasses. Un peu avant le jour, quelques petits cailloux furent lancés contre sa fenêtre; à ce signal, elle descendit au jardin, ouvrit une porte dérobée, et introduisit dans sa maison deux hommes de fort mauvaise mine; son premier soin fut de les mener à la cuisine et de leur donner à manger. Ce qu'étaient ces hommes, on le saura tout à l'heure.

## XV.

Le matin, vers six heures, un domestique du préfet frappait à la maison d'Orso. Reçu par Colomba, il lui dit que le préfet allait partir, et qu'il attendait son frère. Colomba répondit sans hésiter que son

frère venait de tomber dans l'escalier, et de se fouler le pied; qu'étant hors d'état de faire un pas, il suppliait M. le préfet de l'excuser, et serait très reconnaissant s'il daignait prendre la peine de passer chez lui. Peu après ce message, Orso descendit et demanda à sa sœur si le préfet ne l'avait pas envoyé chercher. — Il vous prie de l'attendre ici, répondit-elle avec la plus grande assurance. Une demi-heure s'écoula sans qu'on aperçût le moindre mouvement du côté de la maison des Barricini; cependant Orso demandait à Colomba si elle avait fait quelque découverte; elle répondait qu'elle s'expliquerait devant le préfet. Elle affectait un grand calme, mais son teint et ses yeux annonçaient une agitation fébrile.

Enfin, on vit s'ouvrir la porte de la maison Barricini; le préfet, en habit de voyage, sortit le premier suivi du maire et de ses deux fils. Quelle fut la stupéfaction des habitans de Pietranera, aux aguets depuis le lever du soleil, pour assister au départ du premier magistrat du département, lorsqu'ils le virent, accompagné des trois Barricini, traverser la place en droite ligne, et entrer dans la maison della Rebbia. — Ils font la paix! s'écrièrent les politiques du village.

— Je vous le disais bien, ajouta un vieillard, Ors' Anton' a trop vécu sur le continent pour faire les choses comme un homme de cœur.

— Pourtant, répondit un rebbianiste, remarquez que ce sont les Barricini qui viennent le trouver. Ils demandent grace.

— C'est le préfet qui les a tous embobelinés, répliqua le vieillard; on n'a plus de courage aujourd'hui, et les jeunes gens se soucient du sang de leur père comme s'ils étaient tous des bâtards.

Le préfet ne fut pas médiocrement surpris de trouver Orso debout et marchant sans peine. En deux mots Colomba s'accusa de son mensonge et lui en demanda pardon : — Si vous aviez demeuré ailleurs, monsieur le préfet, dit-elle, mon frère serait allé dès hier vous présenter ses respects.

Orso se confondait en excuses, protestant qu'il n'était pour rien dans cette ruse ridicule, dont il était profondément mortifié. Le préfet et le vieux Barricini parurent croire à la sincérité de ses regrets, justifiés d'ailleurs par sa confusion et les reproches qu'il adressait à sa sœur; mais les fils du maire ne parurent pas satisfaits : — On se moque de nous, dit Orlanduccio, assez haut pour être entendu.

— Si ma sœur me jouait de ces tours, dit Vincentello, je lui ôterais bien vite l'envie de recommencer.

Ces paroles, et le ton dont elles furent prononcées, déplurent à Orso et lui firent perdre un peu de sa bonne volonté. Il échangea avec les jeunes Barricini des regards où ne se peignait nulle bienveillance.

Cependant tout le monde étant assis, à l'exception de Colomba, qui se tenait debout près de la porte de la cuisine, le préfet prit la parole, et après quelques lieux communs sur les préjugés du pays, rappela que la plupart des inimitiés les plus invétérées n'avaient pour cause que des malentendus. Puis, s'adressant au maire, il lui dit que M. della Rebbia n'avait jamais cru que la famille Barricini eût pris une part directe ou indirecte dans l'évènement déplorable qui l'avait privé de son père; qu'à la vérité il avait conservé quelques doutes relatifs à une particularité du procès qui avait existé entre les deux familles, que ce doute s'excusait par la longue absence de M. Orso, et la nature des renseignemens qu'il avait reçus; qu'éclairé maintenant par des révélations récentes, il se tenait pour complètement satisfait, et désirait établir avec M. Barricini et sa famille des relations d'amitié et de bon voisinage.

Orso s'inclina d'un air contraint; M. Barricini balbutia quelques mots que personne n'entendit; ses fils regardèrent les poutres du plafond. Le préfet, continuant sa harangue, allait adresser à Orso la contre-partie de ce qu'il venait de débiter à M. Barricini, lorsque Colomba, tirant de dessous son fichu quelques papiers, s'avança gravement entre les parties contractantes :

— Ce sera avec un bien vif plaisir, dit-elle, que je verrai finir la guerre entre nos deux familles; mais pour que la réconciliation soit sincère, il faut s'expliquer et ne rien laisser dans le doute. — Monsieur le préfet, la déclaration de Tomaso Bianchi m'était à bon droit suspecte, venant d'un homme aussi mal famé. — J'ai dit que vos fils peut-être avaient vu cet homme dans la prison de Bastia.....

— Cela est faux, interrompit Orlanduccio, je ne l'ai point vu.

Colomba lui jeta un regard de mépris et poursuivit avec beaucoup de calme en apparence.

— Vous avez expliqué l'intérêt que pouvait avoir Tomaso à menacer M. Barricini au nom d'un bandit redoutable, par le désir qu'il avait de conserver à son frère Théodore le moulin que mon père lui louait à bas prix.

— Cela est évident, dit le préfet.

— De la part d'un misérable comme paraît être ce Bianchi, tout s'explique, dit Orso, trompé par l'air de modération de sa sœur.

— La lettre contrefaite, continua Colomba, dont les yeux commencèrent à briller d'un éclat plus vif, est datée du 11 juillet. Tomaso était alors chez son frère, au moulin.

— Oui, dit le maire un peu inquiet.

— Quel intérêt avait donc Tomaso Bianchi? s'écria Colomba d'un ton de triomphe. Le bail de son frère était expiré; mon père lui avait donné congé le 1er juillet. Voici le registre de mon père, la minute du congé, la lettre d'un homme d'affaires d'Ajaccio qui nous proposait un nouveau meunier.

En parlant ainsi, elle remit au préfet les papiers qu'elle tenait à la main.

Il y eut un moment d'étonnement général. Le maire pâlit visiblement; Orso, fronçant le sourcil, s'avança pour prendre connaissance des papiers que le préfet lisait avec beaucoup d'attention.

— On se moque de nous! s'écria de nouveau Orlanduccio en se levant avec colère. Allons-nous-en, mon père, nous n'aurions jamais dû venir ici!

Un instant suffit à M. Barricini pour reprendre son sang-froid. Il demanda à examiner les papiers; le préfet les lui remit sans dire un mot. Alors, relevant ses lunettes vertes sur son front, il les parcourut d'un air assez indifférent, pendant que Colomba l'observait avec les yeux d'une tigresse qui voit un daim s'approcher de la tanière de ses petits.

— Mais, dit M. Barricini, rabaissant ses lunettes et rendant les papiers au préfet, connaissant la bonté de feu M. le colonel... Tomaso a pensé... il a dû penser... que M. le colonel reviendrait sur sa résolution de lui donner congé... De fait, il est resté en possession du moulin, donc...

— C'est moi, dit Colomba d'un ton de mépris, qui le lui ai conservé. Mon père était mort, et dans ma position je devais ménager les cliens de ma famille.

— Pourtant, dit le préfet, ce Tomaso reconnaît qu'il a écrit la lettre... cela est clair.

— Ce qui est clair pour moi, interrompit Orso, c'est qu'il y a de grandes infamies cachées dans toute cette affaire.

— J'ai encore à contredire une assertion de ces messieurs, dit Colomba. — Elle ouvrit la porte de la cuisine, et aussitôt entrèrent dans la salle Brandolaccio, le licencié en théologie et le chien Brusco. Les deux bandits étaient sans armes, au moins apparentes; ils avaient la cartouchère à la ceinture, mais point le pistolet qui en fait le com-

plément obligé. En entrant dans la salle, ils ôtèrent respectueusement leurs bonnets.

On peut concevoir l'effet que produisit leur subite apparition. Le maire pensa tomber à la renverse; ses fils se jetèrent bravement devant lui, la main dans la poche de leur habit, cherchant leur stylet. Le préfet fit un mouvement vers la porte, tandis qu'Orso, saisissant Brandolaccio au collet, lui cria : Que viens-tu faire ici, misérable?

— C'est un guet-apens! s'écria le maire essayant d'ouvrir la porte; mais Saveria l'avait fermée en dehors à double tour, d'après l'ordre des bandits, comme on le sut ensuite.

— Bonnes gens! dit Brandolaccio, n'ayez pas peur de moi; je ne suis pas si diable que je suis noir. Nous n'avons nulle mauvaise intention. Monsieur le préfet, je suis bien votre serviteur. — Mon lieutenant, de la douceur, vous m'étranglez. — Nous venons ici comme témoins. Allons, parle, toi, curé, tu as la langue bien pendue.

— Monsieur le préfet, dit le licencié, je n'ai pas l'honneur d'être connu de vous. Je m'appelle Giocanto Castriconi, plus connu sous le nom du curé... Ah! vous me remettez? Mademoiselle, que je n'avais pas l'avantage de connaître non plus, m'a fait prier de lui donner des renseignemens sur un nommé Tomaso Bianchi, avec lequel j'étais détenu, il y a trois semaines, dans les prisons de Bastia. Voici ce que j'ai à vous dire.....

— Ne prenez point cette peine, dit le préfet; je n'ai rien à entendre d'un homme comme vous... Monsieur della Rebbia, j'aime à croire encore que vous n'êtes pour rien dans cet odieux complot. Mais êtes-vous maître chez vous? Faites ouvrir cette porte. Votre sœur aura peut-être à rendre compte des étranges relations qu'elle entretient avec des bandits.

— Monsieur le préfet, s'écria Colomba, daignez entendre ce que va dire cet homme. Vous êtes ici pour rendre justice à tous, et votre devoir est de rechercher la vérité. Parlez, Giocanto Castriconi.

— Ne l'écoutez pas! s'écrièrent en chœur les trois Barricini.

— Si tout le monde parle à la fois, dit le bandit en souriant, ce n'est pas le moyen de s'entendre. Dans la prison donc, j'avais pour compagnon, non pour ami, ce Tomaso en question. Il recevait de fréquentes visites de M. Orlanduccio...

— C'est faux, s'écrièrent à la fois les deux frères.

— Deux négations valent une affirmation, observa froidement Castriconi. Tomaso avait de l'argent; il mangeait et buvait du meilleur. J'ai toujours aimé la bonne chère (c'est là mon moindre défaut), et,

malgré ma répugnance à frayer avec ce drôle, je me laissai aller à dîner plusieurs fois avec lui. Par reconnaissance, je lui proposai de s'évader avec moi... Une petite... pour qui j'avais eu des bontés, m'en avait fourni les moyens... Je ne veux compromettre personne. Tomaso refusa, me dit qu'il était sûr de son affaire, que l'avocat Barricini l'avait recommandé à tous les juges, qu'il sortirait de là blanc comme neige et avec de l'argent dans la poche. Quant à moi, je crus devoir prendre l'air. *Dixi.*

— Tout ce que dit cet homme est un tas de mensonges, répéta résolument Orlanduccio. Si nous étions en rase campagne, chacun avec notre fusil, il ne parlerait pas de la sorte.

— En voilà une de bêtise! s'écria Brandolaccio. Ne vous brouillez pas avec le curé, Orlanduccio.

— Me laisserez-vous sortir enfin, monsieur della Rebbia? dit le préfet frappant du pied d'impatience.

— Saveria! Saveria! criait Orso; ouvrez la porte, de par le diable!

— Un instant, dit Brandolaccio. Nous avons d'abord à filer, nous, de notre côté. Monsieur le préfet, il est d'usage, quand on se rencontre chez des amis communs, de se donner une demi-heure de trève en se quittant,

Le préfet lui lança un regard de mépris.

— Serviteur à toute la compagnie, dit Brandolaccio. Puis étendant le bras horizontalement : Allons, Brusco, dit-il à son chien, saute pour M. le préfet.

Le chien sauta, les bandits reprirent à la hâte leurs armes dans la cuisine, s'enfuirent par le jardin, et à un coup de sifflet aigu la porte de la salle s'ouvrit comme par enchantement.

— Monsieur Barricini, dit Orso avec une fureur concentrée, je vous tiens pour un faussaire. Dès aujourd'hui j'enverrai ma plainte contre vous au procureur du roi, pour faux et pour complicité avec Bianchi. Peut-être aurai-je encore une plainte plus terrible à porter contre vous.

— Et moi, monsieur della Rebbia, dit le maire, je porterai ma plainte contre vous, pour guet-apens et pour complicité avec des bandits. En attendant, M. le préfet vous recommandera à la gendarmerie.

— Le préfet fera son devoir, dit celui-ci d'un ton sévère. Il veillera à ce que l'ordre ne soit pas troublé à Pietranera; il prendra soin que justice soit faite. Je parle à vous tous, messieurs!

Le maire et Vincentello étaient déjà hors de la salle, et Orlanduccio

les suivait à reculons, lorsque Orso lui dit à voix basse : — Votre père est un vieillard que j'écraserais d'un soufflet. C'est à vous que j'en destine, à vous et à votre frère.

Pour réponse, Orlanduccio tira son stylet et se jeta sur Orso comme un furieux; mais, avant qu'il pût faire usage de son arme, Colomba lui saisit le bras qu'elle tordit avec force pendant qu'Orso, le frappant du poing au visage, le fit reculer quelques pas et heurter rudement contre le chambranle de la porte. Le stylet échappa de la main d'Orlanduccio, mais Vincentello avait le sien et rentrait dans la chambre, lorsque Colomba, sautant sur un fusil, lui prouva que la partie n'était pas égale. En même temps le préfet se jeta entre les combattans. — A bientôt, Ors' Anton'! cria Orlanduccio. Et tirant violemment la porte de la salle, il la ferma à clé pour se donner le temps de faire retraite.

Orso et le préfet demeurèrent un quart d'heure sans parler, chacun à un bout de la salle. Colomba, l'orgueil du triomphe sur le front, les considérait tour à tour, appuyée sur le fusil qui avait décidé la victoire.

— Quel pays! quel pays! s'écria enfin le préfet en se levant impétueusement. Monsieur della Rebbia, vous avez eu tort. Je vous demande votre parole d'honneur de vous abstenir de toute violence, et d'attendre que la justice décide dans cette maudite affaire.

— Oui, monsieur le préfet, j'ai eu tort de frapper ce misérable; mais enfin je l'ai frappé, et je ne puis lui refuser la satisfaction qu'il m'a demandée.

— Eh! non, il ne veut pas se battre avec vous!... Mais s'il vous assassine... vous avez bien fait tout ce qu'il fallait pour cela.

— Nous nous garderons, dit Colomba.

— Orlanduccio, dit Orso, me paraît un garçon de courage, et j'augure mieux de lui, monsieur le préfet. Il a été prompt à tirer son stylet, mais à sa place j'en aurais peut-être agi de même, et je suis heureux que ma sœur n'ait pas un poignet de petite maîtresse.

— Vous ne vous battrez pas! s'écria le préfet; je vous le défends!

— Permettez-moi de vous dire, monsieur, qu'en matière d'honneur je ne reconnais d'autre autorité que celle de ma conscience.

— Je vous dis que vous ne vous battrez pas.

— Vous pouvez me faire arrêter, monsieur... c'est-à-dire si je me laisse prendre. Mais, si cela arrivait, vous ne feriez que différer une affaire maintenant inévitable. Vous êtes homme d'honneur, monsieur le préfet, et vous savez bien qu'il n'en peut être autrement.

— Si vous faisiez arrêter mon frère, ajouta Colomba, la moitié du village prendrait son parti, et nous verrions une belle fusillade.

— Je vous préviens, monsieur, dit Orso, et je vous supplie de ne pas croire que je fais une bravade; je vous préviens que si M. Barricini abuse de son autorité de maire pour me faire arrêter, je me défendrai.

— Dès aujourd'hui, dit le préfet, M. Barricini est suspendu de ses fonctions... Il se justifiera, je l'espère... Tenez, monsieur, vous m'intéressez. Ce que je vous demande est bien peu de chose : restez chez vous tranquille jusqu'à mon retour de Corte; je ne serai que trois jours absent; je reviendrai avec le procureur du roi, et nous débrouillerons alors complètement cette triste affaire. Me promettez-vous de vous abstenir jusque-là de toute hostilité?

— Je ne puis le promettre, monsieur, si, comme je le pense, Orlanduccio me demande une rencontre.

— Comment! monsieur della Rebbia, vous, militaire français, vous voulez vous battre avec un homme que vous soupçonnez d'un faux?

— Je l'ai frappé, monsieur.

— Mais si vous aviez frappé votre domestique, et qu'il vous en demandât raison, vous vous battriez donc avec lui? Allons, monsieur Orso! Eh bien! je vous demande encore moins : ne cherchez pas Orlanduccio... je vous permets de vous battre s'il vous demande un rendez-vous.

— Il m'en demandera, je n'en doute point; mais je vous promets de ne pas lui donner d'autres soufflets pour l'engager à se battre.

— Quel pays! répétait le préfet en se promenant à grands pas; quand donc reviendrai-je en France?

— Monsieur le préfet, dit Colomba de sa voix la plus douce, il se fait tard; nous feriez-vous l'honneur de déjeuner ici?

Le préfet ne put s'empêcher de rire : — Je suis demeuré déjà trop long-temps ici... cela ressemble à de la partialité... Et cette maudite pierre... Il faut que je parte... Mademoiselle della Rebbia... que de malheurs vous avez préparés peut-être aujourd'hui!

— Au moins, monsieur le préfet, vous rendrez à ma sœur la justice de croire que ses convictions sont profondes, et, j'en suis sûr, vous les croyez vous-même bien établies.

— Adieu, monsieur, dit le préfet en lui faisant un signe de la main. Je vous préviens que je vais donner l'ordre au brigadier de gendarmerie de suivre toutes vos démarches.

Lorsque le préfet fut sorti : — Orso, dit Colomba, vous n'êtes point ici sur le continent. Orlanduccio n'entend rien à vos duels, et d'ail-

leurs ce n'est pas de la mort d'un brave que ce misérable doit mourir.

— Colomba, ma bonne, tu es la femme forte. Je t'ai de grandes obligations pour m'avoir sauvé un bon coup de couteau. Donne-moi ta petite main que je la baise; mais, vois-tu, laisse-moi faire. Il y a certaines choses que tu n'entends pas. Donne-moi à déjeuner, et, aussitôt que le préfet se sera mis en route, fais-moi venir la petite Chilina, qui paraît s'acquitter à merveille des commissions qu'on lui donne. J'aurai besoin d'elle pour porter une lettre.

Pendant que Colomba surveillait les apprêts du déjeuner, Orso monta dans sa chambre, et écrivit le billet suivant :

« Vous devez être pressé de me rencontrer; je ne le suis pas moins. Demain matin, nous pourrons nous trouver à six heures dans la vallée d'Acquaviva. Je suis très adroit au pistolet et je ne vous propose pas cette arme. On dit que vous tirez bien le fusil : prenons chacun un fusil à deux coups. Je viendrai accompagné d'un homme de ce village. Si votre frère veut vous accompagner, prenez un second témoin et prévenez-moi. Dans ce cas seulement, j'aurai deux témoins.

« Orso-Antonio della Rebbia. »

Le préfet, après être resté une heure chez l'adjoint du maire, après être entré pour quelques minutes chez les Barricini, partit pour Corte, escorté d'un seul gendarme. Un quart d'heure après, Chilina porta la lettre qu'on vient de lire, et la remit à Orlanduccio en propres mains.

La réponse se fit attendre et ne vint que dans la soirée. Elle était signée de M. Barricini père, et il annonçait à Orso qu'il déférait au procureur du roi la lettre de menaces adressée à son fils. —Fort de ma conscience, ajoutait-il en terminant, j'attends que la justice ait prononcé sur vos calomnies.

Cependant cinq ou six bergers mandés par Colomba arrivèrent pour garnisonner la tour des della Rebbia. Malgré les protestations d'Orso, on pratiqua des *archere* aux fenêtres donnant sur la place, et toute la soirée il reçut des offres de service de différentes personnes du bourg. Une lettre arriva même du théologien bandit, qui promettait, en son nom et en celui de Brandolaccio, d'intervenir si le maire se faisait assister de la gendarmerie. Il finissait par ce *post-scriptum :* « Oserai-je vous demander ce que pense monsieur le préfet de l'excellente éducation que mon ami donne au chien Brusco? Après Chilina, je ne connais pas d'élève plus docile et qui montre de plus heureuses dispositions. »

## XVI.

Le lendemain se passa sans hostilités. De part et d'autre on se tenait sur la défensive. Orso ne sortit pas de sa maison, et la porte des Barricini resta constamment fermée. On voyait les cinq gendarmes laissés en garnison à Pietranera se promener sur la place ou aux environs du village, assistés du garde-champêtre, seul représentant de la milice urbaine. L'adjoint ne quittait pas son écharpe; mais sauf les *archere* aux fenêtres des deux maisons ennemies, rien n'indiquait la guerre. Un Corse seul aurait remarqué que sur la place, autour du chêne vert, on ne voyait que des femmes.

A l'heure du souper, Colomba montra d'un air joyeux à son frère la lettre suivante qu'elle venait de recevoir de miss Nevil :

« Ma chère mademoiselle Colomba, j'apprends avec bien du plaisir, par une lettre de votre frère, que vos inimitiés sont finies. Recevez-en mes complimens. Mon père ne peut plus souffrir Ajaccio depuis que votre frère n'est plus là pour parler guerre et chasser avec lui. Nous partons aujourd'hui, et nous irons coucher chez votre parente pour laquelle nous avons une lettre. Après demain, vers onze heures, je viendrai vous demander à goûter de ce bruccio des montagnes si supérieur, dites-vous, à celui de la ville.

« Adieu, chère mademoiselle Colomba. — Votre amie,

« LYDIA NEVIL. »

— Elle n'a donc pas reçu ma seconde lettre? s'écria Orso.

— Vous voyez, par la date de la sienne, que M<sup>lle</sup> Lydia devait être en route quand votre lettre est arrivée à Ajaccio. Vous lui disiez donc de ne pas venir?

— Je lui disais que nous étions en état de siége. Ce n'est pas, ce me semble, une situation à recevoir du monde.

— Bah ! ces Anglais sont des gens singuliers. Elle me disait, la dernière nuit que j'ai passée dans sa chambre, qu'elle serait fâchée de quitter la Corse sans avoir vu une belle vendette. Si vous le vouliez, Orso, on pourrait lui donner le spectacle d'un assaut contre la maison de nos ennemis?

— Sais-tu, dit Orso, que la nature a eu tort de faire de toi une femme, Colomba? Tu aurais été un excellent militaire.

— Peut-être. En tout cas je vais faire mon bruccio.

— C'est inutile. Il faut leur envoyer quelqu'un pour les prévenir et les arrêter avant qu'ils se mettent en route.

— Oui? vous voulez envoyer un messager par le temps qu'il fait, pour qu'un torrent l'emporte avec votre lettre. Que je plains les pauvres bandits par cet orage! Heureusement ils ont de bons piloni (1). Savez-vous ce qu'il faut faire, Orso. Si l'orage cesse, partez demain de très bonne heure, et arrivez chez notre parente avant que vos amis se soient mis en route. Cela vous sera facile, miss Lydia se lève toujours tard. Vous leur conterez ce qui s'est passé chez nous, et s'ils persistent à venir, nous aurons grand plaisir à les recevoir.

Orso se hâta de donner son assentiment à ce projet, et Colomba, après quelques momens de silence :

—Vous croyez peut-être, Orso, reprit-elle, que je plaisantais lorsque je vous parlais d'un assaut contre la maison Barricini? Savez-vous que nous sommes en force, deux contre un au moins. Depuis que le préfet a suspendu le maire, tous les hommes d'ici sont pour nous. Nous pourrions les hacher. Il serait facile d'entamer l'affaire. Si vous le vouliez, j'irais à la fontaine, je me moquerais de leurs femmes; ils sortiraient..... Peut-être..... car ils sont si lâches, peut-être ils tireraient sur moi par leurs *archere;* ils me manqueraient. Tout est dit alors. Ce sont eux qui attaquent. Tant pis pour les vaincus. Dans une bagarre où trouver ceux qui ont fait un coup? Croyez-en votre sœur, Orso. Les robes noires qui vont venir saliront du papier, diront bien des mots inutiles. Il n'en résultera rien. Le vieux renard trouverait moyen de leur faire voir des étoiles en plein midi. Ah! si le préfet ne s'était pas mis devant Vincentello, il y en avait un de moins.

Tout cela était dit avec le même sang-froid qu'elle mettait l'instant d'avant à parler des préparatifs du bruccio.

Orso, stupéfait, regardait sa sœur avec une admiration mêlée de crainte.

—Ma douce Colomba, dit-il en se levant de table, tu es, je le crains, le diable en personne; mais sois tranquille. Si je ne parviens à faire pendre les Barricini, je trouverai moyen d'en venir à bout d'une autre manière. Balle chaude ou fer froid! Tu vois que je n'ai pas oublié le corse.

— Le plus tôt serait le mieux, dit Colomba en soupirant. Quel cheval monterez-vous demain, Ors' Anton'?

—Le noir. Pourquoi me demandes-tu cela?

(1) Manteau de drap très épais garni d'un capuchon.

— Pour lui faire donner de l'orge.

Orso s'étant retiré dans sa chambre, Colomba envoya coucher Saveria et les bergers, et demeura seule dans la cuisine où se préparait le bruccio. De temps en temps elle prêtait l'oreille et paraissait attendre impatiemment que son frère se fût couché. Lorsqu'elle le crut enfin endormi, elle prit un couteau, s'assura qu'il était tranchant, mit ses petits pieds dans de gros souliers, et, sans faire le moindre bruit, elle entra dans le jardin.

Le jardin, fermé de murs, touchait à un terrain assez vaste enclos de haies où l'on mettait les chevaux, car les chevaux corses ne connaissent guère l'écurie. En général, on les lâche dans un champ et l'on s'en rapporte à leur intelligence pour trouver à se nourrir et s'abriter contre le froid et la pluie.

Colomba ouvrit la porte du jardin avec la même précaution, entra dans l'enclos, et en sifflant doucement, elle attira près d'elle les chevaux à qui elle portait souvent du pain et du sel. Dès que le cheval noir fut à sa portée, elle le saisit fortement par la crinière et lui fendit l'oreille avec son couteau. Le cheval fit un bond terrible et s'enfuit en faisant entendre ce cri aigu qu'une vive douleur arrache quelquefois aux animaux de son espèce. Satisfaite alors, Colomba rentrait dans le jardin, lorsqu'Orso ouvrit sa fenêtre et cria : Qui va là? En même temps elle entendit qu'il armait son fusil. Heureusement pour elle, la porte du jardin était dans une obscurité complète, et un grand figuier la couvrait en partie. Bientôt, aux lueurs intermittentes qu'elle vit briller dans la chambre de son frère, elle conclut qu'il cherchait à rallumer sa lampe. Elle s'empressa alors de fermer la porte du jardin, et se glissant le long des murs, de façon que son costume noir se confondît avec le feuillage sombre des espaliers, elle parvint à rentrer dans la cuisine quelques momens avant qu'Orso ne parût.

— Qu'y a-t-il? lui demanda-t-elle.

— Il m'a semblé, dit Orso, qu'on ouvrait la porte du jardin.

— Impossible. Le chien aurait aboyé. Au reste, allons voir.

Orso fit le tour du jardin, et après avoir constaté que la porte extérieure était bien fermée, un peu honteux de cette fausse alerte, il se disposa à regagner sa chambre.

— J'aime à voir, mon frère, dit Colomba, que vous devenez prudent, comme on doit l'être dans votre position.

— Tu me formes, répondit Orso. Bonsoir.

Le matin avec l'aube Orso était levé, prêt à partir. Son costume annonçait à la fois la prétention à l'élégance d'un homme qui va se

présenter devant une femme à qui il veut plaire, et la prudence d'un Corse en vendette. Par-dessus une redingote bien serrée à la taille, il portait en bandoulière une petite boîte de fer-blanc contenant des cartouches, suspendue à un cordon de soie verte; son stylet était placé dans une poche de côté, et il tenait à la main le beau fusil de Manton chargé à balles. Pendant qu'il prenait à la hâte une tasse de café versée par Colomba, un berger était sorti pour seller et brider le cheval. Orso et sa sœur le suivirent de près et entrèrent dans l'enclos. Le berger s'était emparé du cheval, mais il avait laissé tomber selle et bride, et paraissait saisi d'horreur, pendant que le cheval, qui se souvenait de la blessure de la nuit précédente et qui craignait pour son autre oreille, se cabrait, ruait, hennissait, faisait le diable à quatre.

—Allons, dépêche-toi, lui cria Orso.

—Ha! Ors' Anton'! ha! Ors' Anton'! s'écriait le berger, sang de la Madone! etc. C'étaient des imprécations sans nombre et sans fin, dont la plupart ne pourraient se traduire.

—Qu'est-il donc arrivé? demanda Colomba.

Tout le monde s'approcha du cheval, et le voyant sanglant et l'oreille fendue, ce fut une exclamation générale de surprise et d'indignation. Il faut savoir que mutiler le cheval de son ennemi est, pour les Corses, à la fois une vengeance, un défi et une menace de mort. « Rien qu'un coup de fusil n'est capable d'expier ce forfait. » Bien qu'Orso, qui avait long-temps vécu sur le continent, sentît moins qu'un autre l'énormité de l'outrage; cependant, si dans ce moment quelque barriciniste se fût présenté à lui, il est probable qu'il lui eût fait immédiatement expier une insulte qu'il leur attribuait. — Les lâches coquins, s'écria-t-il, se venger sur une pauvre bête, lorsqu'ils n'osent me rencontrer en face.

—Qu'attendons-nous? s'écria Colomba impétueusement. Ils viennent nous provoquer, mutiler nos chevaux, et nous ne leur répondrions pas! Êtes-vous hommes?

—Vengeance! répondirent les bergers. Promenons le cheval dans le village, et donnons l'assaut à leur maison.

— Il y a une grange couverte de paille qui touche à leur tour, dit le vieux Polo Griffo, en un tour de main je la ferai flamber. — Un autre proposait d'aller chercher les échelles du clocher de l'église, un troisième, d'enfoncer les portes de la maison Barricini au moyen d'une poutre déposée sur la place et destinée à quelque bâtiment en construction. Au milieu de toutes ces voix furieuses, on entendait

celle de Colomba annonçant à ses satellites qu'avant de se mettre à l'œuvre, chacun allait recevoir d'elle un grand verre d'anisette.

Malheureusement, ou plutôt heureusement, l'effet qu'elle s'était promis de sa cruauté envers le pauvre cheval était perdu en grande partie pour Orso. Il ne doutait pas que cette mutilation sauvage ne fût l'œuvre de l'un de ses ennemis, et c'était Orlanduccio qu'il soupçonnait particulièrement; mais il ne croyait pas que ce jeune homme, provoqué et frappé par lui eût effacé sa honte en fendant l'oreille à un cheval. Au contraire, cette basse et ridicule vengeance augmentait son mépris pour ses adversaires, et il pensait maintenant avec le préfet que de pareilles gens ne méritaient pas de se mesurer avec lui. Aussitôt qu'il put se faire entendre, il déclara à ses partisans confondus qu'ils eussent à renoncer à leurs intentions belliqueuses, et que la justice, qui allait venir, vengerait fort bien l'oreille de son cheval. — Je suis le maître ici, ajouta-t-il d'un ton sévère, et j'entends qu'on m'obéisse. Le premier qui s'avisera de parler encore de tuer ou de brûler, je pourrai bien le brûler à son tour. Allons! qu'on me selle le cheval gris.

— Comment, Orso, dit Colomba en le tirant à l'écart, vous souffrez qu'on nous insulte de la sorte! Du vivant de notre père, jamais les Barricini n'eussent osé mutiler une bête à nous.

— Je te promets qu'ils auront lieu de s'en repentir; mais c'est aux gendarmes et aux geôliers à punir des misérables qui n'ont de courage que contre des animaux. Je te l'ai dit, la justice me vengera d'eux.... ou sinon..... tu n'auras pas besoin de me rappeler de qui je suis fils.

— Patience! dit Colomba en soupirant.

— Souviens-toi bien, ma sœur, poursuivit Orso, que si à mon retour je trouve qu'on a fait quelque démonstration contre les Barricini, jamais je ne te le pardonnerai. — Puis, d'un ton plus doux : — Il est fort possible, fort probable même, ajouta-t-il, que je reviendrai ici avec le colonel et sa fille; fais en sorte que leurs chambres soient en ordre, que le déjeuner soit bon, enfin que nos hôtes soient le moins mal possible. C'est très bien, Colomba d'avoir du courage, mais il faut encore qu'une femme sache tenir une maison. Allons, embrasse-moi, sois sage; voilà le cheval gris sellé.

— Orso, dit Colomba, vous ne partirez point seul.

— Je n'ai besoin de personne, dit Orso, et je te réponds que je ne me laisserai pas couper l'oreille.

— Oh! jamais je ne vous laisserai partir seul en temps de guerre.

Ho! Polo Griffo! Gian' Francè! Memmo! prenez vos fusils; vous allez accompagner mon frère.

Après une discussion assez vive, Orso dut se résigner à se faire suivre d'une escorte. Il prit parmi ses bergers les plus animés, ceux qui avaient conseillé le plus haut de commencer la guerre; puis, après avoir renouvelé ses injonctions à sa sœur et aux bergers restans, il se mit en route, prenant cette fois un détour pour éviter la maison Barricini.

Déjà ils étaient loin de Pietranera et marchaient de grande hâte, lorsqu'au passage d'un petit ruisseau qui se perdait dans un marécage le vieux Polo Griffo aperçut plusieurs cochons confortablement couchés dans la boue, jouissant à la fois du soleil et de la fraîcheur de l'eau. Aussitôt, ajustant le plus gros, il lui tira un coup de fusil dans la tête et le tua sur la place. Les camarades du mort se levèrent et s'enfuirent avec une légèreté surprenante, et bien que l'autre berger fît feu à son tour, ils gagnèrent sains et saufs un fourré où ils disparurent.

— Imbéciles! s'écria Orso; vous prenez des cochons pour des sangliers.

— Non pas, Ors' Anton', répondit Polo Griffo, mais ce troupeau appartient à l'avocat, et c'est pour lui apprendre à mutiler nos chevaux.

— Comment, coquins! s'écria Orso transporté de fureur, vous imitez les infamies de nos ennemis. Quittez-moi, misérables. Je n'ai pas besoin de vous. Vous n'êtes bons qu'à vous battre contre des cochons. Je jure Dieu que si vous osez me suivre, je vous casse la tête!

Les deux bergers s'entreregardèrent interdits. Orso donna des éperons à son cheval et disparut au galop.

— Eh bien! dit Polo Griffo, en voilà d'une bonne! Aimez donc les gens pour qu'ils vous traitent comme cela. Le colonel, son père, t'en a voulu parce que tu as une fois couché en joue l'avocat... Grande bête, de ne pas tirer!.. Et le fils... tu vois ce que j'ai fait pour lui... Il parle de me casser la tête, comme on fait d'une gourde qui ne tient plus le vin. Voilà ce qu'on apprend sur le continent, Memmo!

— Oui, et si l'on sait que tu as tué ce cochon, on te fera un procès, et Ors' Anton' ne voudra pas parler aux juges, ni payer l'avocat. Heureusement personne ne t'a vu, et sainte Nega est là pour te tirer d'affaire.

Après une courte délibération, les deux bergers conclurent que le plus prudent était de jeter le porc dans une fondrière, projet qu'ils

mirent à exécution, bien entendu après avoir pris chacun quelques grillades sur l'innocente victime de la haine des della Rebbia et des Barricini.

## XVII.

Débarrassé de son escorte indisciplinée, Orso continuait sa route, plus préoccupé du plaisir de revoir miss Nevil, que de la crainte de rencontrer ses ennemis. —Le procès que je vais avoir avec ces misérables Barricini, se disait-il, va m'obliger d'aller à Bastia. Pourquoi n'accompagnerais-je pas miss Nevil? Pourquoi, de Bastia, n'irions-nous pas ensemble aux eaux d'Orezza? Tout à coup des souvenirs d'enfance lui rappelèrent nettement ce site pittoresque. Il se crut transporté sur une verte pelouse au pied de châtaigniers séculaires. Sur un gazon d'une herbe lustrée, parsemé de fleurs bleues ressemblant à des yeux qui lui souriaient, il voyait miss Lydia assise auprès de lui. Elle avait ôté son chapeau, et ses cheveux blonds, plus fins et plus doux que la soie, brillaient comme de l'or au soleil, qui pénétrait au travers du feuillage. Ses yeux d'un bleu si pur lui paraissaient plus bleus que le firmament. La joue appuyée sur une main, elle écoutait toute pensive les paroles d'amour qu'il lui adressait en tremblant. Elle avait cette robe de mousseline qu'elle portait le dernier jour qu'il l'avait vue à Ajaccio. Sous les plis de cette robe s'échappait un petit pied dans un soulier de satin noir. Orso se disait qu'il serait bien heureux de baiser ce pied, mais une des mains de miss Lydia n'était pas gantée, et elle tenait une paquerette. Orso lui prenait cette paquerette, et la main de Lydia serrait la sienne, et il baisait la paquerette, et puis la main, et on ne se fâchait pas... Et toutes ces pensées l'empêchaient de faire attention à la route qu'il suivait, et cependant il trottait toujours. Il allait pour la seconde fois baiser en imagination la blanche main de miss Nevil, quand il pensa baiser en réalité la tête de son cheval qui s'arrêta tout à coup. C'est que la petite Chilina lui barrait le chemin et lui saisissait la bride.

— Où allez-vous ainsi, Ors' Anton'? disait-elle. Ne savez-vous pas que votre ennemi est près d'ici.

— Mon ennemi! s'écria Orso, furieux de se voir interrompu dans un moment aussi intéressant. Où est-il?

— Orlanduccio est près d'ici. Il vous attend. Retournez, retournez.

— Ah! il m'attend? Tu l'as vu?

— Oui, Ors' Anton', j'étais couchée dans la fougère quand il a passé. Il regardait de tous les côtés avec sa lunette.

— De quel côté allait-il?

— Il descendait par là, du côté où vous allez.

— Merci.

— Ors' Anton', ne feriez-vous pas bien d'attendre mon oncle? Il ne peut tarder, et avec lui vous seriez en sûreté.

— N'aie pas peur, Chilì, je n'ai pas besoin de ton oncle.

— Si vous vouliez, j'irais devant vous?

— Merci, merci.

Et Orso, poussant son cheval, se dirigea rapidement du côté que la petite fille lui avait indiqué.

Son premier mouvement avait été un aveugle transport de fureur, et il s'était dit que la fortune lui offrait une excellente occasion de corriger ce lâche qui mutilait un cheval pour se venger d'un soufflet. Puis, tout en avançant, l'espèce de promesse qu'il avait faite au préfet, et surtout la crainte de manquer la visite de miss Nevil, changeaient ses dispositions et lui faisaient presque désirer de ne pas rencontrer Orlanduccio. Bientôt le souvenir de son père, l'insulte faite à son cheval, les menaces de ses ennemis rallumaient sa colère, et l'excitaient à chercher son ennemi pour le provoquer et l'obliger à se battre. Ainsi agité par des résolutions contraires, il continuait de marcher en avant, mais maintenant avec précaution, examinant les buissons et les haies, et quelquefois même s'arrêtant pour écouter les bruits vagues qu'on entend dans la campagne. Dix minutes après avoir quitté la petite Chilina (il était alors environ neuf heures du matin), il se trouva au bord d'un coteau extrêmement rapide. Le chemin, ou plutôt le sentier à peine tracé qu'il suivait, traversait un mâquis récemment brûlé. En ce lieu la terre était chargée de cendres blanchâtres, et çà et là des arbrisseaux et quelques gros arbres noircis par le feu et entièrement dépouillés de leurs feuilles se tenaient debout, bien qu'ils eussent cessé de vivre. En voyant un mâquis brûlé, on se croit transporté dans un site du Nord au milieu de l'hiver, et le contraste de l'aridité des lieux que la flamme a parcourus avec la végétation luxuriante d'alentour, les fait paraître encore plus tristes et désolés. Mais dans ce paysage Orso ne voyait en ce moment qu'une chose, importante, il est vrai, dans sa position; la terre, étant nue, ne pouvait cacher une embuscade, et celui qui peut craindre à chaque instant de voir sortir d'un fourré un canon de fusil dirigé contre sa poitrine regarde comme une espèce d'oasis un terrain uni où rien

n'arrête la vue. Au mâquis brûlé succédaient plusieurs champs en culture, enclos, selon l'usage du pays, de murs de pierres sèches à hauteur d'appui. Le sentier passait entre ces enclos, où d'énormes châtaigniers, plantés confusément, présentaient de loin l'apparence d'un bois touffu.

Obligé par la raideur de la pente à mettre pied à terre, Orso, qui avait laissé la bride sur le cou de son cheval, descendait rapidement en glissant sur la cendre, et il n'était guère qu'à vingt-cinq pas d'un de ces enclos en pierres à droite du chemin, lorsqu'il aperçut précisément en face de lui, d'abord un canon de fusil, puis une tête dépassant la crête du mur. Le fusil s'abaissa, et il reconnut Orlanduccio prêt à faire feu. Orso fut prompt à se mettre en défense, et tous les deux, se couchant en joue, se regardèrent quelques secondes avec cette émotion poignante que le plus brave éprouve au moment de donner ou de recevoir la mort.

— Misérable lâche! s'écria Orso.... Il parlait encore quand il vit la flamme du fusil d'Orlanduccio, et presque en même temps un second coup partit à sa gauche de l'autre côté du sentier, tiré par un homme qu'il n'avait point aperçu, et qui l'ajustait posté derrière un autre mur. Les deux balles l'atteignirent; l'une, celle d'Orlanduccio, lui traversa le bras gauche, qu'il lui présentait en le couchant en joue; l'autre le frappa à la poitrine, déchira son habit, mais rencontrant heureusement la lame de son stylet, s'aplatit dessus et ne lui fit qu'une contusion légère. Le bras gauche d'Orso tomba immobile le long de sa cuisse, et le canon de son fusil s'abaissa un instant; mais il le releva aussitôt, et dirigeant son arme de sa seule main droite, il fit feu sur Orlanduccio. Le visage de son ennemi, dont il découvrait à peine les yeux, disparut derrière le mur; Orso, se tournant à sa gauche, lâcha son second coup sur un homme entouré de fumée, qu'il apercevait à peine. A son tour, cette figure disparut. Les quatre coups de fusil s'étaient succédés avec une rapidité incroyable, et jamais soldats exercés ne mirent moins d'intervalle dans un feu de file. Après le dernier coup d'Orso, tout rentra dans le silence. La fumée sortie de son arme montait lentement vers le ciel; aucun mouvement derrière le mur, pas le plus léger bruit. Sans la douleur qu'il ressentait au bras, il aurait pu croire que ces hommes, sur qui il venait de tirer, étaient des fantômes de son imagination.

S'attendant à une seconde décharge, Orso fit quelques pas pour se placer derrière un des arbres brûlés restés debout dans le mâquis. Derrière cet abri, il plaça son fusil entre ses genoux, et le rechargea

à la hâte. Cependant son bras gauche le faisait cruellement souffrir, et il lui semblait qu'il soutenait un poids énorme. Qu'étaient devenus ses adversaires? il ne pouvait le comprendre; s'ils s'étaient enfuis, s'ils avaient été blessés, il aurait assurément entendu quelque bruit, quelque mouvement dans le feuillage. Étaient-ils donc morts? ou bien plutôt, n'attendaient-ils pas, à l'abri de leur mur, l'occasion de tirer de nouveau sur lui? Dans cette incertitude, et sentant ses forces diminuer, il mit en terre le genou droit, appuya sur l'autre son bras blessé, et se servit d'une branche qui partait du tronc de l'arbre brûlé, pour soutenir son fusil. Le doigt sur la détente, l'œil fixé sur le mur, l'oreille attentive au moindre bruit, il demeura immobile pendant quelques minutes qui lui parurent un siècle. Enfin, bien loin derrière lui, un cri éloigné se fit entendre, et bientôt un chien, descendant le coteau avec la rapidité d'une flèche, s'arrêta auprès de lui en remuant la queue; c'était Brusco, le disciple et le compagnon des bandits, annonçant sans doute l'arrivée de son maître, et jamais honnête homme ne fut plus impatiemment attendu. Le chien, le museau en l'air, tourné du côté de l'enclos le plus proche, flairait avec inquiétude; tout à coup il fit entendre un grognement sourd, franchit le mur d'un bond, et presque aussitôt remonta sur la crête, d'où il regarda fixement Orso, exprimant dans ses yeux la surprise aussi clairement que chien le peut faire; puis il se remit le nez au vent, cette fois, dans la direction de l'autre enclos, dont il sauta encore le mur. Au bout d'une seconde, il reparaissait sur la crête, montrant le même air d'étonnement et d'inquiétude; puis il sauta dans le mâquis, la queue entre les jambes, regardant toujours Orso, et s'éloignant de lui à pas lents, par une marche de côté, jusqu'à ce qu'il s'en trouvât à quelque distance. Alors, reprenant sa course, il remonta le coteau presque aussi vite qu'il l'avait descendu, à la rencontre d'un homme qui s'avançait rapidement malgré la raideur de la pente.

— A moi! Brando, s'écria Orso dès qu'il le crut à portée de la voix.

— Ho! Ors' Anton'! vous êtes blessé? lui demanda Brandolaccio accourant tout essoufflé. Dans le corps, ou dans les membres?...

— Au bras.

— Au bras! ce n'est rien; et l'autre?

— Je crois l'avoir touché.

Brandolaccio, suivant son chien, courut à l'enclos le plus proche, et se pencha pour regarder de l'autre côté du mur. Là, ôtant son bonnet:

— Salut au seigneur Orlanduccio, dit-il. Puis, se tournant du côté d'Orso, il le salua à son tour d'un air grave: — Voilà, dit-il, ce que j'appelle un homme proprement accommodé.

— Vit-il encore? demanda Orso respirant avec peine.

— Oh! il s'en garderait, il a trop de chagrin de la balle que vous lui avez mise dans l'œil. Sang de la Madone, quel trou! Bon fusil, ma foi; quel calibre! ça vous écarbouille une cervelle! Dites donc, Ors' Anton'; quand j'ai entendu d'abord : pif! pif! je me suis dit : sacrebleu! ils escofient mon lieutenant. Puis j'entends : boum! boum! Ah! je dis, voilà le fusil anglais qui parle; il riposte... Mais, Brusco, qu'est-ce que tu me veux donc?

Le chien le mena à l'autre enclos : — Excusez! s'écria Brandolaccio stupéfait; coup double! rien que cela? Peste! on voit bien que la poudre est chère, car vous l'économisez.

— Qu'y a-t-il, au nom de Dieu? demanda Orso.

— Allons! ne faites donc pas le farceur, mon lieutenant! vous jetez le gibier par terre, et vous voulez qu'on vous le ramasse... En voilà un qui va en avoir un drôle de dessert, aujourd'hui! c'est l'avocat Barricini. De la viande de boucherie, en veux-tu, en voilà! Maintenant, qui diable héritera?

— Quoi! Vincentello! mort aussi.

— Très mort. Bonne santé à nous autres (1)! Ce qu'il y a de bon avec vous, c'est que vous ne les faites pas souffrir. Venez donc voir Vincentello. Il est encore à genoux la tête appuyée contre le mur. Il a l'air de dormir. C'est là le cas de dire sommeil de plomb. Pauvre diable!

Orso détourna la tête avec horreur. — Es-tu sûr qu'il soit mort?

—Vous êtes comme Sampiero Corso, qui ne donnait jamais qu'un coup. Voyez-vous, là... dans la poitrine, à gauche; tenez, comme Vincileone fut attrapé à Waterloo. Je parierais bien que la balle n'est pas loin du cœur. Coup double!... Ah! je ne me mêle plus de tirer. Deux en deux coups!... A balle... les deux frères... S'il avait eu un troisième coup, il aurait tué le papa... On fera mieux une autre fois... Quel coup! Ors' Anton'!... Et dire que cela n'arrivera jamais à un brave garçon comme moi de faire coup double sur des gendarmes!

Tout en parlant, le bandit examinait le bras d'Orso et fendait sa manche avec son stylet.

—Ce n'est rien, dit-il. Voilà une redingote qui donnera de l'ouvrage à mademoiselle Colomba... Hein, qu'est-ce que je vois? Cet accroc sur la poitrine?... Rien n'est entré par là? Non, vous ne seriez pas si gaillard. Voyons, essayez de remuer les doigts... Sentez-vous mes dents quand je vous mords le petit doigt?... Pas trop?... C'est égal,

(1) *Salute à noi!* Exclamation ordinaire quand on a prononcé le mot de mort.

ce ne sera rien. Laissez-moi prendre votre mouchoir et votre cravate... Voilà votre redingote perdue... Pourquoi diable vous faire si beau? Alliez-vous à la noce?... Là, buvez une goutte de vin... Pourquoi donc ne portez-vous pas de gourde? Est-ce qu'un Corse sort jamais sans gourde? — Puis, au milieu du pansement, il s'interrompait pour s'écrier : Coup double! Tous les deux roides morts!..... C'est le curé qui va rire... Coup double! Ah! voici enfin cette petite tortue de Chilina.

Orso ne répondait pas. Il était pâle comme un mort et tremblait de tous ses membres.

— Chilì, cria Brandolaccio, va regarder derrière ce mur. Hein? L'enfant, s'aidant des pieds et des mains, grimpa sur le mur, et aussitôt qu'elle eut aperçu le cadavre d'Orlanduccio, elle fit le signe de la croix.

— Ce n'est rien, continua le bandit, va voir plus loin; là-bas.

L'enfant fit un nouveau signe de croix.

— Est-ce vous, mon oncle? demanda-t-elle timidement.

— Moi! est-ce que je ne suis pas devenu un vieux bon à rien? Chilì, c'est de l'ouvrage de monsieur. Fais-lui ton compliment.

— Mademoiselle en aura bien de la joie, dit Chilina, et elle sera bien fâchée de vous savoir blessé, Ors' Anton'.

— Allons! Ors' Anton' dit le bandit qui avait achevé le pansement, voilà Chilina qui a rattrapé votre cheval. Montez et venez avec moi au mâquis de la Stazzona. Bien avisé qui vous y trouverait. Nous vous y traiterons de notre mieux. Quand nous serons à la croix de Sainte-Christine, il faudra mettre pied à terre. Vous donnerez votre cheval à Chilina, qui s'en ira prévenir mademoiselle, et chemin faisant vous la chargerez de vos commissions. Vous pouvez tout dire à la petite, Ors' Anton'. Elle se ferait plutôt hacher que de trahir ses amis. — Et d'un ton de tendresse : — Va coquine, disait-il, sois excommuniée, sois maudite, friponne! car Brandolaccio, superstitieux comme beaucoup de bandits, craignait de fasciner les enfans en leur adressant des bénédictions ou des éloges; on sait que les puissances mystérieuses qui président à l'*anocchiatura* (1) ont la mauvaise habitude d'exécuter le contraire de nos souhaits.

— Où veux-tu que j'aille, Brando? dit Orso d'une voix éteinte.

— Parbleu! vous avez à choisir : en prison ou bien au mâquis. Mais un della Rebbia ne connaît pas le chemin de la prison. Au mâquis, Ors' Anton'!

(1) Fascination involontaire qui s'exerce soit par les yeux soit par la parole.

— Adieu donc toutes mes espérances! s'écria douloureusement le blessé.

— Vos espérances? Diantre! espériez-vous faire mieux avec un fusil à deux coups?... Ah çà! comment diable vous ont-ils touché? Il faut que ces gaillards aient la vie plus dure que les chats.

— Ils ont tiré les premiers, dit Orso.

— C'est vrai, j'oubliais... Pif! pif! boum! boum!... coup double d'une main (1)!... Quand on fera mieux, je m'irai pendre!..... Allons, vous voilà monté... avant de partir, regardez donc un peu votre ouvrage. Il n'est pas poli de quitter ainsi la compagnie sans lui dire adieu.

Orso donna des éperons à son cheval; pour rien au monde, il n'eût voulu voir les malheureux à qui il venait de donner la mort.

— Tenez, Ors' Anton', dit le bandit s'emparant de la bride du cheval, voulez-vous que je vous parle franchement? Eh bien! sans vous offenser, ces deux pauvres jeunes gens me font de la peine. Je vous prie de m'excuser... Si beaux... si forts... si jeunes!... Orlanduccio avec qui j'ai chassé tant de fois... Il m'a donné, il y a quatre jours, un paquet de cigarres... Vincentello, qui était toujours de si belle humeur!... C'est vrai que vous avez fait ce que vous deviez faire... et d'ailleurs le coup est trop beau pour qu'on le regrette... Mais moi je n'étais pas dans votre vengeance... Je sais que vous avez raison, quand on a un ennemi, il faut s'en défaire. Mais les Barricini, c'était une vieille famille... En voilà encore une qui fausse compagnie... et par un coup double! c'est piquant!

Faisant ainsi l'oraison funèbre des Barricini, Brandolaccio conduisait en hâte Orso, Chilina et le chien Brusco vers le mâquis de la Stazzona.

## XVIII.

Cependant Colomba, peu après le départ d'Orso, avait appris par ses espions que les Barricini tenaient la campagne, et, dès ce moment, elle fut en proie à une vive inquiétude. On la voyait parcourir la maison en tous sens, allant de la cuisine aux chambres préparées pour ses hôtes, ne faisant rien, et toujours occupée, s'arrêtant sans cesse pour regarder si elle n'apercevait pas, dans le village, un mouvement inusité.

(1) Si quelque chasseur incrédule me contestait le coup double de M. della Rebbia, je l'engagerais à aller à Sartène, et à se faire raconter comment l'un des habitans les plus distingués et les plus aimables de cette ville se tira seul, et le bras gauche cassé, d'une position au moins aussi périlleuse.

Vers onze heures, une cavalcade assez nombreuse entra dans Pietranera; c'étaient le colonel, sa fille, leurs domestiques et leur guide. En les recevant, le premier mot de Colomba fut : — Avez-vous vu mon frère? — Puis elle demanda au guide quel chemin ils avaient pris, à quelle heure ils étaient partis; et, sur ses réponses, elle ne pouvait comprendre qu'ils ne se fussent pas rencontrés.

— Peut-être que votre frère aura pris par le haut, dit le guide; nous, nous sommes venus par le bas.

Mais Colomba secoua la tête et renouvela ses questions. Malgré sa fermeté naturelle, augmentée encore par l'orgueil de cacher toute faiblesse devant des étrangers, il lui était impossible de dissimuler ses inquiétudes, et bientôt elle les fit partager au colonel et surtout à miss Lydia, lorsqu'elle les eut mis au fait de la tentative de réconciliation qui avait eu une si malheureuse issue. Miss Nevil s'agitait, voulait qu'on envoyât des messagers dans toutes les directions, et son père offrait de remonter à cheval et d'aller avec le guide à la recherche d'Orso. Les craintes de ses hôtes rappelèrent à Colomba ses devoirs de maîtresse de maison. Elle s'efforça de sourire, pressa le colonel de se mettre à table, et trouva, pour expliquer le retard de son frère, vingt motifs plausibles qu'au bout d'un instant elle détruisait elle-même. Croyant qu'il était de son devoir d'homme de chercher à rassurer des femmes, le colonel proposa son explication aussi.

— Je gage, dit-il, que della Rebbia aura rencontré du gibier; il n'a pu résister à la tentation, et nous allons le voir revenir sa carnassière toute pleine. Parbleu! ajouta-t-il, nous avons entendu sur la route quatre coups de fusil. Il y en avait deux plus forts que les autres, et j'ai dit à ma fille : Je parie que c'est della Rebbia qui chasse. Ce ne peut être que mon fusil qui fait tant de bruit.

Colomba pâlit, et Lydia, qui l'observait avec attention, devina sans peine quels soupçons la conjecture du colonel venait de lui suggérer. Après un silence de quelques minutes, Colomba demanda vivement si les deux fortes détonnations avaient précédé ou suivi les autres? Mais ni le colonel, ni sa fille, ni le guide n'avaient fait attention à ce point capital.

Vers une heure, aucun des messagers envoyés par Colomba n'étant encore revenu, elle rassembla tout son courage et força ses hôtes à se mettre à table; mais, sauf le colonel, personne ne put manger. Au moindre bruit sur la place, Colomba courait à la fenêtre, puis revenait s'asseoir tristement, et plus tristement encore s'efforçait de continuer avec ses amis une conversation insignifiante à laquelle per-

sonne ne prêtait la moindre attention et qu'interrompaient de longs intervalles de silence.

Tout d'un coup, on entendit le galop d'un cheval. — Ah! cette fois, c'est mon frère, dit Colomba en se levant. Mais à la vue de Chilina, montée à califourchon sur le cheval d'Orso : Mon frère est mort! s'écria-t-elle d'une voix déchirante.

Le colonel laissa tomber son verre, miss Nevil poussa un cri, tous coururent à la porte de la maison. Avant que Chilina pût sauter à bas de sa monture, elle était enlevée comme une plume par Colomba qui la serrait à l'étouffer. L'enfant comprit son terrible regard, et sa première parole fut celle du chœur d'Otello : *Il vit!* Colomba cessa de l'étreindre, et Chilina tomba à terre aussi lestement qu'une jeune chatte.

— Les autres? demanda Colomba d'une voix rauque.

Chilina fit le signe de la croix avec l'index et le doigt du milieu. Aussitôt une vive rougeur succéda, sur la figure de Colomba, à sa pâleur mortelle. Elle jeta un regard ardent sur la maison des Barricini, et dit en souriant à ses hôtes : — Rentrons prendre le café.

L'Iris des bandits en avait long à raconter. Son patois, traduit par Colomba en italien tel quel, puis en anglais pas miss Nevil, arracha plus d'une imprécation au colonel, plus d'un soupir à miss Lydia; mais Colomba écoutait d'un air impassible; seulement, elle tordait sa serviette damassée de façon à la mettre en pièces. Elle interrompit l'enfant cinq ou six fois pour se faire répéter que Brandolaccio disait que la blessure n'était pas dangereuse et qu'il en avait vu bien d'autres. En terminant, Chilina rapporta qu'Orso demandait avec instance du papier pour écrire, et qu'il chargeait sa sœur de supplier une dame, qui peut-être se trouverait dans sa maison, de n'en point partir avant d'avoir reçu une lettre de lui. C'est, ajouta l'enfant, ce qui le tourmentait le plus, et j'étais déjà en route quand il m'a rappelée pour me recommander cette commission. C'était pourtant la troisième fois qu'il me la répétait. A cette injonction de son frère, Colomba sourit légèrement et serra fortement la main de l'Anglaise, qui fondit en larmes et ne jugea pas à propos de traduire à son père cette partie de la narration.

— Oui, vous resterez avec moi, ma chère amie, s'écria Colomba en embrassant miss Nevil, et vous nous aiderez.

Puis, tirant d'une armoire quantité de vieux linge, elle se mit à le couper pour faire des bandes et de la charpie. En voyant ses yeux étincelans, son teint animé, cette alternative de préoccupation et de

sang-froid, il eût été difficile de dire si elle était plus touchée de la blessure de son frère qu'enchantée de la mort de ses ennemis. Tantôt elle versait du café au colonel et lui vantait son talent à le préparer; tantôt, distribuant de l'ouvrage à miss Nevil et à Chilina, elle les exhortait à coudre les bandes et à les rouler; elle demandait pour la vingtième fois si la blessure d'Orso le faisait beaucoup souffrir. Continuellement elle s'interrompait au milieu de son travail pour dire au colonel : Deux hommes si adroits! si terribles!.... Lui seul, blessé, n'ayant qu'un bras... il les a abattus tous les deux. Quel courage, colonel. N'est-ce pas un héros? Ah! miss Nevil, qu'on est heureux de vivre dans un pays tranquille comme le vôtre!... Je suis sûre que vous ne connaissiez pas encore mon frère!... Je l'avais dit : l'épervier déploiera ses ailes!... Vous vous trompiez à son air si doux.... C'est qu'auprès de vous, miss Nevil.... Ah! s'il vous voyait travailler pour lui... Pauvre Orso!

Miss Lydia ne travaillait guère et ne trouvait pas une parole. Son père demandait pourquoi l'on ne se hâtait pas de porter plainte devant un magistrat. Il parlait de l'enquête du *Coroner* et de bien d'autres choses également inconnues en Corse. Enfin il voulait savoir si la maison de campagne de ce bon M. Brandolaccio, qui avait donné des secours au blessé, était fort éloignée de Pietranera, et s'il ne pourrait pas aller lui-même voir son ami.

Et Colomba répondait avec son calme accoutumé qu'Orso était dans le mâquis; qu'il avait un bandit pour le soigner, qu'il courrait grand risque s'il se montrait avant qu'on se fût assuré des dispositions du préfet et des juges; enfin qu'elle ferait en sorte qu'un chirurgien habile se rendît en secret auprès de lui. Surtout, monsieur le colonel, souvenez-vous bien, disait-elle, que vous avez entendu les quatre coups de fusil, et que vous m'avez dit qu'Orso avait tiré le second. Le colonel ne comprenait rien à l'affaire, et sa fille ne faisait que soupirer et s'essuyer les yeux.

Le jour était déjà fort avancé lorsqu'une triste procession entra dans le village. On rapportait à l'avocat Barricini les cadavres de ses enfans, chacun couché en travers d'une mule que conduisait un paysan. Une foule de cliens et d'oisifs suivait le lugubre cortége. Avec eux on voyait les gendarmes, qui arrivent toujours trop tard, et l'adjoint, qui levait les bras au ciel, répétant sans cesse : Que dira M. le préfet! — Quelques femmes, entre autres une nourrice d'Orlanduccio, s'arrachaient les cheveux et poussaient des hurlemens sauvages. Mais leur douleur bruyante produisait moins d'impression

que le désespoir muet d'un personnage qui attirait tous les regards. C'était le malheureux père, qui, allant d'un cadavre à l'autre, soulevait leurs têtes souillées de terre, baisait leurs lèvres violettes, soutenait leurs membres déjà raidis, comme pour leur éviter les cahots de la route. Parfois on le voyait ouvrir la bouche pour parler, mais il n'en sortait pas un cri, pas une parole. Toujours les yeux fixés sur les cadavres, il se heurtait contre les pierres, contre les arbres, contre tous les obstacles qu'il rencontrait.

Les lamentations des femmes, les imprécations des hommes redoublèrent lorsqu'on se trouva en vue de la maison d'Orso. Quelques bergers rebbianistes ayant osé faire entendre une acclamation de triomphe, l'indignation de leurs adversaires ne put se contenir. — Vengeance! vengeance! crièrent quelques voix. On lança des pierres, et deux coups de fusil dirigés contre les fenêtres de la salle où se trouvaient Colomba et ses hôtes percèrent les contrevents et firent voler des éclats de bois jusque sur la table près de laquelle les deux femmes étaient assises. Miss Lydia poussa des cris affreux, le colonel saisit un fusil, et Colomba, avant qu'il pût la retenir, s'élança vers la porte de la maison et l'ouvrit avec impétuosité. Là, debout sur le seuil élevé, les deux mains étendues pour maudire ses ennemis :

— Lâches! s'écria-t-elle, vous tirez sur des femmes, sur des étrangers! Êtes-vous Corses? êtes-vous hommes? misérables qui ne savez qu'assassiner par derrière. Avancez; je vous défie. Je suis seule; mon frère est loin. Tuez-moi, tuez mes hôtes; cela est digne de vous..... Vous n'osez, lâches que vous êtes; vous savez que nous nous vengeons. Allez, allez pleurer comme des femmes, et remerciez-nous de ne pas vous demander plus de sang.

Il y avait dans la voix et dans l'attitude de Colomba quelque chose d'imposant et de terrible; à sa vue, la foule recula épouvantée, comme à l'apparition de ces fées malfaisantes dont on raconte en Corse plus d'une histoire effrayante dans les veillées d'hiver. L'adjoint, les gendarmes et un certain nombre de femmes profitèrent de ce mouvement pour se jeter entre les deux partis; car les bergers rebbianistes préparaient déjà leurs armes, et l'on put craindre un moment qu'une lutte générale ne s'engageât sur la place. Mais les deux factions étaient privées de leurs chefs, et les Corses, disciplinés dans leurs fureurs, en viennent rarement aux mains dans l'absence des principaux auteurs de leurs guerres intestines. D'ailleurs Colomba, rendue prudente par le succès, contint sa petite garnison : — Laissez pleurer ces pauvres gens, disait-elle; laissez ce vieillard emporter sa

chair. A quoi bon tuer ce vieux renard, qui n'a plus de dents pour mordre? — Giudice Barricini! souviens-toi du 2 août! Souviens-toi du portefeuille sanglant où tu as écrit de ta main de faussaire! Mon père y avait inscrit ta dette; tes fils l'ont payée. Je te donne quittance, vieux Barricini!

Colomba, les bras croisés, le sourire du mépris sur les lèvres, vit porter les cadavres dans la maison de ses ennemis, puis la foule se dissiper lentement. Elle referma sa porte, et, rentrant dans la salle à manger, dit au colonel :

— Je vous demande bien pardon pour mes compatriotes, monsieur. Je n'aurais jamais cru que des Corses tirassent sur une maison où il y a des étrangers, et j'en suis honteuse pour mon pays.

Le soir, miss Lydia s'étant retirée dans sa chambre, le colonel l'y suivit et lui demanda s'ils ne feraient pas bien de quitter dès le lendemain un village où l'on était exposé à chaque instant à recevoir une balle dans la tête, et le plus tôt possible un pays où l'on ne voyait que meurtres et trahisons.

Miss Nevil fut quelque temps sans répondre, et il était évident que la proposition de son père ne lui causait pas un médiocre embarras. Enfin elle dit :

— Comment pourrions-nous quitter cette malheureuse jeune personne, dans un moment où elle a tant besoin de consolations? Ne trouvez-vous pas, mon père, que cela serait cruel à nous?

— C'est pour vous que je parle, ma fille, dit le colonel; et si je vous savais en sûreté dans l'hôtel d'Ajaccio, je vous assure que je serais fâché de quitter cette île maudite sans avoir serré la main à ce brave della Rebbia.

— Eh bien! mon père, attendons encore, et, avant de partir, assurons-nous bien que nous ne pouvons leur rendre aucun service.

— Bon cœur! dit le colonel en baisant sa fille au front. J'aime à te voir ainsi te sacrifier pour adoucir le malheur des autres. Restons; on ne se repent jamais d'avoir fait une bonne action.

Miss Lydia s'agitait dans son lit sans pouvoir dormir. Tantôt les bruits vagues qu'elle entendait lui paraissaient les préparatifs d'une attaque contre la maison; tantôt, rassurée pour elle-même, elle pensait au pauvre blessé, étendu probablement à cette heure sur la terre froide, sans autres secours que ceux qu'il pouvait attendre de la charité d'un bandit. Elle se le représentait couvert de sang, se débattant dans des souffrances horribles, et ce qu'il y a de singulier, c'est que, toutes les fois que l'image d'Orso se présentait à son esprit, il

lui apparaissait toujours tel qu'elle l'avait vu au moment de son départ, pressant sur ses lèvres le talisman qu'elle lui avait donné... Puis elle songeait à sa bravoure. Elle se disait que le danger terrible auquel il venait d'échapper, c'était à cause d'elle, pour la voir un peu plus tôt, qu'il s'y était exposé. Peu s'en fallait qu'elle ne se persuadât que c'était pour la défendre qu'Orso s'était fait casser le bras. Elle se reprochait sa blessure, mais elle l'en admirait davantage; et si le fameux coup double n'avait pas, à ses yeux, autant de mérite qu'à ceux de Brandolaccio et de Colomba, elle trouvait cependant que peu de héros de roman avaient montré autant d'intrépidité, autant de sang-froid, dans un aussi grand péril.

La chambre qu'elle occupait était celle de Colomba. Au-dessus d'une espèce de prie-dieu en chêne, à côté d'une palme bénite, était suspendu à la muraille un portrait en miniature d'Orso en uniforme de sous-lieutenant. Miss Nevil détacha ce portrait, le considéra longtemps, et le posa enfin auprès de son lit, au lieu de le remettre à sa place. Elle ne s'endormit qu'à la pointe du jour, et le soleil était déjà fort élevé au-dessus de l'horizon lorsqu'elle s'éveilla. Devant son lit, elle aperçut Colomba, qui attendait immobile le moment où elle ouvrirait les yeux.

— Eh bien! mademoiselle, n'êtes-vous pas bien mal dans notre pauvre maison? lui dit Colomba. Je crains que vous n'ayez guère dormi.

— Avez-vous de ses nouvelles, ma chère amie? dit miss Nevil en se levant sur son séant.

Elle aperçut le portrait d'Orso, et se hâta de jeter un mouchoir pour le cacher.

— Oui, j'ai de ses nouvelles, dit Colomba en souriant.

Et, prenant le portrait :

— Le trouvez-vous ressemblant? Il est mieux que cela.

— Mon Dieu!... dit miss Nevil toute honteuse, j'ai détaché... par distraction... ce portrait... J'ai le défaut de toucher à tout... et de ne ranger rien... Comment est votre frère?

— Assez bien. Giocanto est venu ici ce matin avant quatre heures. Il m'apportait une lettre, pour vous, miss Lydia; Orso ne m'a pas écrit, à moi. Il y a bien sur l'adresse : à Colomba; mais, plus bas : pour miss N..... Les sœurs ne sont point jalouses. Giocanto dit qu'il a bien souffert pour écrire. Giocanto, qui a une main superbe, lui avait offert d'écrire sous sa dictée. Il n'a pas voulu. Il écrivait avec un crayon, couché sur le dos. Brandolaccio tenait le papier. A chaque

instant, mon frère voulait se lever, et alors, au moindre mouvement, c'étaient dans son bras des douleurs atroces. C'était pitié, disait Giocanto. Voici sa lettre.

Miss Nevil lut la lettre, qui était écrite en anglais, sans doute par surcroît de précaution. Voici ce qu'elle contenait :

« Mademoiselle,

« Une malheureuse fatalité m'a poussé; j'ignore ce que diront mes ennemis, quelles calomnies ils inventeront. Peu m'importe si vous, mademoiselle, vous n'y donnez point créance. Depuis que je vous ai vue, je m'étais bercé de rêves insensés. Il a fallu cette catastrophe pour me montrer ma folie; je suis raisonnable maintenant. Je sais quel est l'avenir qui m'attend, et il me trouvera résigné. Cette bague que vous m'avez donnée et que je croyais un talisman de bonheur, je n'ose la garder. Je crains, miss Nevil, que vous n'ayez du regret d'avoir si mal placé vos dons, ou plutôt je crains qu'elle ne me rappelle le temps où j'étais fou. Colomba vous la remettra. Adieu, mademoiselle, vous allez quitter la Corse, et je ne vous verrai plus; mais dites à ma sœur que j'ai encore votre estime, et, je le dis avec assurance, je la mérite toujours. » « O. D. R. »

Miss Lydia s'était détournée pour lire cette lettre, et Colomba, qui l'observait attentivement, lui remit la bague égyptienne, en lui demandant du regard ce que cela signifiait. Mais miss Lydia n'osait lever la tête, et elle considérait tristement la bague qu'elle mettait à son doigt et qu'elle retirait alternativement.

— Chère miss Nevil, dit Colomba, ne puis-je savoir ce que vous dit mon frère? Vous parle-t-il de son état?

— Mais... dit miss Lydia en rougissant, il n'en parle pas... Sa lettre est en anglais... Il me charge de dire à mon père... il espère que le préfet pourra arranger...

Colomba, souriant avec malice, s'assit sur le lit, prit les deux mains de miss Nevil, et la regardant avec ses yeux pénétrans : — Serez-vous bonne? lui dit-elle. N'est-ce pas que vous répondrez à mon frère? Vous lui ferez tant de bien. Un moment l'idée m'est venue de vous réveiller lorsque sa lettre est venue, et puis je n'ai pas osé.

— Vous avez eu bien tort, dit miss Nevil, si un mot de moi pouvait le...

— Maintenant je ne puis lui envoyer de lettres. Le préfet est arrivé, et Pietranera est pleine de ses estaffiers. Plus tard nous verrons. Ah! si vous connaissiez mon frère, miss Nevil, vous l'aimeriez comme je

l'aime... Il est si bon! si brave! Songez donc à ce qu'il a fait! Seul contre deux et blessé!

Le préfet était de retour. Instruit par un exprès de l'adjoint, il était venu accompagné de gendarmes et de voltigeurs, amenant de plus procureur du roi, greffier et le reste pour instruire sur la nouvelle et terrible catastrophe qui compliquait, ou si l'on veut qui terminait les inimitiés des familles rivales de Pietranera. Peu après son arrivée, il vit le colonel Nevil et sa fille, et ne leur cacha pas qu'il craignait que l'affaire ne prît une mauvaise tournure. — Vous savez, dit-il, que le combat n'a pas eu de témoins, et la réputation d'adresse et de courage de ces deux malheureux jeunes gens était si bien établie, que tout le monde se refuse à croire que M. della Rebbia ait pu les tuer sans l'assistance des bandits auprès desquels on le dit réfugié.

— C'est impossible, s'écria le colonel; Orso della Rebbia est un garçon plein d'honneur; je réponds de lui.

— Je le crois, dit le préfet, mais le procureur du roi (ces messieurs soupçonnent toujours) ne me paraît pas très favorablement disposé. Il a entre les mains une pièce fâcheuse pour votre ami. C'est une lettre menaçante adressée à Orlanduccio, dans laquelle il lui donne un rendez-vous... et ce rendez-vous lui paraît une embuscade.

— Cet Orlanduccio, dit le colonel, a refusé de se battre comme un galant homme.

— Ce n'est pas l'usage ici. On s'embusque, on se tue par derrière, c'est la façon du pays. Il y a bien une déposition favorable; c'est celle d'un enfant qui affirme avoir entendu quatre détonations, dont les deux dernières, plus fortes que les autres, provenaient d'une arme de gros calibre comme le fusil de M. della Rebbia. Malheureusement cette enfant est la nièce de l'un des bandits que l'on soupçonne de complicité, et elle a sa leçon faite.

— Monsieur, interrompit miss Lydia rougissant jusqu'au blanc des yeux, nous étions sur la route quand les coups de fusil ont été tirés, et nous avons entendu la même chose.

— En vérité? Voilà qui est important. Et vous, colonel, vous avez sans doute fait la même remarque?

— Oui, reprit vivement miss Nevil; c'est mon père, qui a l'habitude des armes, qui a dit: Voilà M. della Rebbia qui tire avec mon fusil.

— Et ces coups de fusil que vous avez reconnus, c'étaient bien les derniers?

— Les deux derniers, n'est-ce pas, mon père?

Le colonel n'avait pas très bonne mémoire; mais en toute occasion il n'avait garde de contredire sa fille.

— Il faut sur-le-champ parler de cela au procureur du roi, colonel. Au reste, nous attendons ce soir un chirurgien qui examinera les cadavres et vérifiera si les blessures ont été faites avec l'arme en question.

— C'est moi qui l'ai donnée à Orso, dit le colonel, et je voudrais la savoir au fond de la mer... C'est-à-dire... le brave garçon! je suis bien aise qu'il l'ait eue entre les mains; car, sans mon Manton, je ne sais trop comment il s'en serait tiré.

## XIX.

Le chirurgien arriva un peu tard. Il avait eu son aventure sur la route. Rencontré par Giocanto Castriconi, il avait été sommé avec la plus grande politesse de venir donner ses soins à un homme blessé; on l'avait conduit auprès d'Orso, et il avait mis le premier appareil à sa blessure. Ensuite le bandit l'avait reconduit assez loin et l'avait fort édifié en lui parlant des plus fameux professeurs de Pise, qui, disait-il, étaient ses intimes amis.

— Docteur, dit le théologien en le quittant, vous m'avez inspiré trop d'estime pour que je croie nécessaire de vous rappeler qu'un médecin doit être aussi discret qu'un confesseur. — Et il faisait jouer la batterie de son fusil. — Vous avez oublié le lieu où nous avons eu l'honneur de vous voir. Adieu, enchanté d'avoir fait votre connaissance.

Colomba supplia le colonel d'assister à l'autopsie des cadavres.

— Vous connaissez mieux que personne le fusil de mon frère, dit-elle, et votre présence sera fort utile. D'ailleurs il y a tant de méchantes gens ici, que nous courrions de grands risques si nous n'avions personne pour défendre nos intérêts.

Restée seule avec miss Lydia, elle se plaignit d'un grand mal de tête, et lui proposa une promenade à quelques pas du village. « Le grand air me fera du bien, disait-elle; il y a si long-temps que je ne l'ai respiré. » Tout en marchant, elle lui parlait de son frère, et miss Lydia, que ce sujet intéressait assez vivement, ne s'apercevait pas qu'elle s'éloignait beaucoup de Pietranera. Le soleil se couchait quand elle en fit l'observation, et engagea Colomba à rentrer. Colomba connaissait une traverse qui, disait-elle, abrégeait beaucoup le retour, et quittant le sentier qu'elle suivait, elle en prit un autre en

apparence beaucoup moins fréquenté. Bientôt elle se mit à gravir un côteau tellement escarpé, qu'elle était obligée continuellement, pour se soutenir, de s'accrocher d'une main à des branches d'arbres pendant que de l'autre elle tirait sa compagne après elle. Au bout d'un grand quart d'heure de cette pénible ascension, elles se trouvèrent sur un petit plateau couvert de myrtes et d'arbousiers, mêlé de grandes masses de granit qui perçaient le sol de tous côtés. Miss Lydia était très fatiguée, le village ne paraissait pas, et il faisait presque nuit.

— Savez-vous, ma chère Colomba, dit-elle, que je crains que nous ne soyons égarées?

— N'ayez pas peur, répondit Colomba; marchons toujours, suivez-moi.

— Mais je vous assure que vous vous trompez, le village ne peut pas être de ce côté-là. Je parierais que nous lui tournons le dos. Tenez, ces lumières que nous voyons si loin, certainement c'est là qu'est Pietranera.

— Ma chère amie, dit Colomba d'un air agité, vous avez raison; mais à deux cents pas d'ici... dans ce mâquis...

— Eh bien?

— Mon frère y est; je pourrais le voir et l'embrasser si vous vouliez.

Miss Nevil fit un mouvement de surprise.

— Je suis sortie de Pietranera, poursuivit Colomba, sans être remarquée, parce que j'étais avec vous... autrement on m'aurait suivie... Être si près de lui, et ne pas le voir?... Pourquoi ne viendriez-vous pas avec moi voir mon pauvre frère? Vous lui feriez tant de plaisir!

— Mais, Colomba... ce ne serait pas convenable de ma part.

— Je comprends. Vous autres femmes des villes, vous vous inquiétez toujours de ce qui est convenable; nous autres femmes de village, nous ne pensons qu'à ce qui est bien.

— Mais il est si tard!... Et votre frère, que pensera-t-il de moi?

— Il pensera qu'il n'est point abandonné par ses amis, et cela lui donnera du courage pour souffrir.

— Et mon père, il sera inquiet...

— Il vous sait avec moi... Eh bien! décidez-vous... Vous regardiez son portrait ce matin, ajouta-t-elle avec un sourire de malice.

— Non... vraiment, Colomba, je n'ose... ces bandits qui sont là....

— Eh bien! ces bandits ne vous connaissent pas, qu'importe? Vous désiriez en voir?....

— Mon Dieu!...

— Voyez, mademoiselle, prenez un parti. Vous laisser seule ici, je ne puis pas. On ne sait pas ce qui pourrait arriver. Allons voir Orso, ou bien retournons ensemble au village... Je verrai mon frère... Dieu sait quand... peut-être jamais...

— Que dites-vous, Colomba?... Eh bien, allons! mais pour une minute seulement, et nous reviendrons aussitôt.

Colomba lui serra la main, et sans répondre elle se mit à marcher avec une telle rapidité, que miss Lydia avait peine à la suivre. Heureusement Colomba s'arrêta bientôt en disant à sa compagne : « N'avançons pas davantage avant de les avoir prévenus; nous pourrions peut-être attraper un coup de fusil. » Elle se mit alors à siffler entre ses doigts, et bientôt après on entendit un chien aboyer, et la sentinelle avancée des bandits ne tarda pas à paraître. C'était notre vieille connaissance le chien Brusco, qui reconnut aussitôt Colomba, et se chargea de lui servir de guide. Après maints détours dans les sentiers étroits du mâquis, deux hommes armés jusqu'aux dents se présentèrent à leur rencontre.

— Est-ce vous, Brandolaccio? demanda Colomba. Où est mon frère?

— Là bas! répondit le bandit. Mais avancez doucement: il dort, et c'est la première fois que cela lui arrive depuis son accident. Vive Dieu! on voit bien que par où passe le diable, une femme passe bien aussi.

Les deux femmes s'approchèrent avec précaution, et auprès d'un feu dont on avait prudemment masqué l'éclat en construisant autour un petit mur en pierres sèches, elles aperçurent Orso couché sur un tas de fougère et couvert d'un pilone. Il était fort pâle, et l'on entendait sa respiration oppressée. Colomba s'assit auprès de lui, et le contemplait en silence les mains jointes, comme si elle priait mentalement. Miss Lydia, se couvrant le visage de son mouchoir, se serra contre elle; mais de temps en temps elle levait la tête pour voir le blessé par-dessus l'épaule de Colomba. Un quart d'heure se passa sans que personne ouvrît la bouche. Sur un signe du théologien, Brandolaccio s'était enfoncé avec lui dans le mâquis, au grand contentement de miss Lydia, qui, pour la première fois, trouvait que les grandes barbes et l'équipement des bandits avaient trop de couleur locale.

Enfin Orso fit un mouvement. Aussitôt Colomba se pencha sur lui et l'embrassa à plusieurs reprises, l'accablant de questions sur sa blessure, ses souffrances, ses besoins. Après avoir répondu qu'il était aussi bien que possible, Orso lui demanda à son tour si miss Nevil

était encore à Pietranera, et si elle lui avait écrit? Colomba, courbée sur son frère, lui cachait complètement sa compagne, que l'obscurité, d'ailleurs, lui aurait difficilement permis de reconnaître. Elle tenait une main de miss Nevil, et de l'autre elle soulevait légèrement la tête du blessé.

— Non, mon frère, elle ne m'a pas donné de lettre pour vous... mais vous pensez toujours à miss Nevil, vous l'aimez donc bien?

— Si je l'aime, Colomba!.. Mais, elle... elle me méprise peut-être à présent.

En ce moment, miss Nevil fit un effort pour retirer sa main, mais il n'était pas facile de faire lâcher prise à Colomba, et quoique petite et bien formée, sa main possédait une force dont on a vu quelques preuves.

— Vous mépriser! s'écria Colomba; après ce que vous avez fait... Au contraire, elle dit du bien de vous... Ah! Orso, j'aurais bien des choses d'elle à vous conter.

La main voulait toujours s'échapper, mais Colomba l'attirait toujours plus près d'Orso.

— Mais enfin, dit le blessé, pourquoi ne pas me répondre... une seule ligne, et j'aurais été content.

A force de tirer la main de miss Nevil, Colomba finit par la mettre dans celle de son frère; alors, s'écartant tout à coup en éclatant de rire : — Orso, s'écria-t-elle, prenez garde de dire du mal de miss Lydia, car elle entend très bien le corse.

Miss Lydia retira aussitôt sa main et balbutia quelques mots inintelligibles. Orso croyait rêver.

— Vous ici, miss Nevil! Mon Dieu, comment avez-vous osé! Ah! que vous me rendez heureux! — Et se soulevant avec peine, il essaya de se rapprocher d'elle.

— J'ai accompagné votre sœur, dit miss Lydia... pour qu'on ne pût soupçonner où elle allait... et puis, je voulais aussi... m'assurer... Hélas! que vous êtes mal ici!

Colomba s'était assise derrière Orso. Elle le souleva avec précaution et de manière à lui soutenir la tête sur ses genoux. Elle lui passa les bras autour du cou, et fit signe à miss Lydia de s'approcher. — Plus près, plus près! disait-elle. Il ne faut pas qu'un malade élève trop la voix. — Et comme miss Lydia hésitait, elle lui reprit la main et la força de s'asseoir tellement près que sa robe touchait Orso, et que sa main qu'elle tenait toujours reposait sur l'épaule du blessé.

— Il est très bien comme cela, dit Colomba d'un air gai. N'est-ce

pas, Orso, qu'on est bien dans le mâquis, au bivouac, par une belle nuit comme celle-ci?

—Oh oui! la belle nuit, dit Orso. Je ne l'oublierai jamais!

—Que vous devez souffrir! dit miss Nevil.

—Je ne souffre plus, dit Orso, et je voudrais mourir ici.—Et sa main droite se rapprochait de celle de miss Lydia que Colomba tenait toujours emprisonnée.

—Il faut absolument qu'on vous transporte quelque part où l'on pourra vous donner des soins, monsieur della Rebbia, dit miss Nevil. Je ne pourrai plus dormir, maintenant que je vous ai vu si mal couché... en plein air....

—Si je n'eusse craint de vous rencontrer, miss Nevil, j'aurais essayé de retourner à Pietranera, et je me serais constitué prisonnier...

—Eh! pourquoi craigniez-vous de la rencontrer, Orso? demanda Colomba.

—Je vous avais désobéi, miss Nevil... et je n'aurais pas osé vous voir en ce moment.

—Savez-vous, miss Lydia, que vous faites faire à mon frère tout ce que vous voulez, dit Colomba en riant. Je vous empêcherai de le voir.

—J'espère, dit miss Nevil, que cette malheureuse affaire va s'éclaircir, et que bientôt vous n'aurez plus rien à craindre... Je serai bien contente si, lorsque nous partirons, je sais qu'on vous a rendu justice et qu'on a reconnu votre loyauté comme votre bravoure.

—Vous partez, miss Nevil! Ne dites pas encore ce mot-là.

— Que voulez-vous... mon père ne peut pas chasser toujours... Il veut partir.

Orso laissa retomber sa main qui touchait celle de miss Lydia, et il y eut un moment de silence.

—Bah! reprit Colomba, nous ne vous laisserons pas encore partir. Nous avons encore bien des choses à vous montrer à Pietranera..... D'ailleurs, vous m'avez promis de me faire mon portrait, et vous n'avez pas encore commencé... Et puis, je vous ai promis de vous faire une *serenata* en soixante-quinze couplets... Et puis... Mais qu'a donc Brusco à grogner?... Voilà Brandolaccio qui court après lui... Voyons ce que c'est.

Aussitôt elle se leva, et posant sans cérémonie la tête d'Orso sur les genoux de miss Nevil, elle courut auprès des bandits.

Un peu étonnée de se trouver ainsi soutenant un beau jeune homme, en tête-à-tête au milieu d'un mâquis, miss Nevil ne savait trop que faire,

car, en se retirant brusquement, elle craignait de faire mal au blessé. Mais Orso quitta lui-même le doux appui que sa sœur venait de lui donner, et, se soulevant sur son bras droit : Ainsi, vous partez bientôt, miss Lydia? je n'avais jamais pensé que vous dussiez prolonger votre séjour dans ce malheureux pays..., et pourtant..., depuis que vous êtes venue ici, je souffre cent fois plus en songeant qu'il faut vous dire adieu... Je suis un pauvre lieutenant..., sans avenir..., proscrit maintenant... Quel moment, miss Lydia, pour vous dire que je vous aime..., mais c'est sans doute la seule fois que je pourrai vous le dire, et il me semble que je suis moins malheureux, maintenant que j'ai soulagé mon cœur.

Miss Lydia détourna la tête, comme si l'obscurité ne suffisait pas pour cacher sa rougeur : — Monsieur della Rebbia, dit-elle d'une voix tremblante, serais-je venue en ce lieu, si..., et, tout en parlant, elle mettait dans la main d'Orso le talisman égyptien. Puis, faisant un effort violent pour reprendre le ton de plaisanterie qui lui était habituel : — C'est bien mal à vous, monsieur Orso, de parler ainsi... Au milieu du mâquis, entourée de vos bandits, vous savez bien que je n'oserais jamais me fâcher contre vous.

Orso fit un mouvement pour baiser la main qui lui rendait le talisman; et, comme miss Lydia la retirait un peu vite, il perdit l'équilibre et tomba sur son bras blessé. Il ne put retenir un gémissement douloureux.

— Vous vous êtes fait mal, mon ami? s'écria-t-elle en le soulevant; c'est ma faute! pardonnez-moi... Ils se parlèrent encore quelque temps à voix basse, et fort rapprochés l'un de l'autre. Colomba, qui accourait précipitamment, les trouva précisément dans la position où elle les avait laissés :

— Les voltigeurs! s'écria-t-elle. Orso, essayez de vous lever et de marcher, je vous aiderai.

— Laissez-moi, dit Orso. Dis aux bandits de se sauver..., qu'on me prenne, peu m'importe; mais emmène miss Lydia : au nom de Dieu, qu'on ne la voie pas ici.

— Je ne vous laisserai pas, dit Brandolaccio, qui suivait Colomba. Le sergent des voltigeurs est un filleul de l'avocat; au lieu de vous arrêter, il vous tuera, et puis il dira qu'il ne l'a pas fait exprès.

Orso essaya de se lever, il fit même quelques pas; mais, s'arrêtant bientôt : Je ne puis marcher, dit-il. Fuyez, vous autres. Adieu, miss Nevil; donnez-moi la main, et adieu!

— Nous ne vous quitterons pas! s'écrièrent les deux femmes.

— Si vous ne pouvez marcher, dit Brandolaccio, il faudra que je vous porte? Allons, mon lieutenant, un peu de courage; nous aurons le temps de décamper par le ravin, là derrière. M. le curé va leur donner de l'occupation.

— Non, laissez-moi, dit Orso en se couchant à terre. Au nom de Dieu, Colomba, emmène miss Nevil!

— Vous êtes forte, mademoiselle Colomba, dit Brandolaccio; empoignez-le par les épaules, moi, je tiens les pieds; bon! en avant, marche!

Ils commencèrent à le porter rapidement, malgré ses protestations; miss Lydia les suivait, horriblement effrayée, lorsqu'un coup de fusil se fit entendre, auquel cinq ou six autres répondirent aussitôt. Miss Lydia poussa un cri, Brandolaccio une imprécation, mais il redoubla de vitesse, et Colomba, à son exemple, courait au travers du mâquis, sans faire attention aux branches qui lui fouettaient la figure, ou qui déchiraient sa robe : — Baissez-vous, baissez-vous, ma chère, disait-elle à sa compagne, une balle peut vous attraper. On marcha ou plutôt l'on courut environ cinq cents pas de la sorte, lorsque Brandolaccio déclara qu'il n'en pouvait plus, et se laissa tomber à terre, malgré les exhortations et les reproches de Colomba.

— Où est miss Nevil? demandait Orso.

Miss Nevil, effrayée par les coups de fusil, arrêtée à chaque instant par l'épaisseur du mâquis, avait bientôt perdu la trace des fugitifs, et était demeurée seule, en proie aux plus vives angoisses.

— Elle est restée en arrière, dit Brandolaccio; mais elle n'est pas perdue; les femmes se retrouvent toujours. Écoutez donc, Ors' Anton', comme le curé fait du tapage, avec votre fusil. Malheureusement, on n'y voit goutte, et l'on ne se fait pas grand mal, à se tirailler de nuit.

— Chut! s'écria Colomba; j'entends un cheval, nous sommes sauvés.

En effet, un cheval qui passait dans le mâquis, effrayé par le bruit de la fusillade, s'approchait de leur côté.

— Nous sommes sauvés! répéta Brandolaccio. Courir au cheval, le saisir par les crins, lui passer dans la bouche un nœud de corde, en guise de bride, fut pour le bandit, aidé de Colomba, l'affaire d'un moment : Prévenons maintenant le curé, dit-il. — Il siffla deux fois; un sifflet éloigné répondit à ce signal, et le fusil de Manton cessa de faire entendre sa grosse voix. Alors Brandolaccio sauta sur le cheval, Colomba plaça son frère devant le bandit, qui d'une main le serra fortement, tandis que de l'autre il dirigeait sa monture. Malgré sa double

charge, le cheval, excité par deux bons coups de pied dans le ventre, partit lestement et descendit au galop un coteau escarpé où tout autre qu'un cheval corse se serait tué cent fois.

Colomba revint alors sur ses pas, appelant miss Nevil de toutes ses forces, mais aucune voix ne répondait à la sienne.... Après avoir marché quelque temps à l'aventure, cherchant à retrouver le chemin qu'elle avait suivi, elle rencontra dans un sentier deux voltigeurs qui lui crièrent qui vive?

— Eh bien! messieurs, dit Colomba d'un ton railleur, voilà bien du tapage. Combien de morts?

— Vous étiez avec les bandits, dit un des soldats, vous allez venir avec nous.

— Très volontiers, répondit-elle, mais j'ai une amie ici, et il faut que nous la trouvions d'abord.

— Votre amie est déjà prise, et vous irez avec elle, coucher en prison.

— En prison? c'est ce qu'il faudra voir; mais en attendant menez-moi auprès d'elle.

Les voltigeurs la conduisirent alors dans le campement des bandits où ils rassemblaient les trophées de leur expédition, c'est-à-dire le pilone qui couvrait Orso, une vieille marmite et une cruche pleine d'eau. Dans le même lieu se trouvait miss Nevil, qui, rencontrée par les soldats à demi morte de peur, répondait par des larmes à toutes leurs questions sur le nombre des bandits et la direction qu'ils avaient prise.

Colomba se jeta dans ses bras et lui dit à l'oreille : Ils sont sauvés. Puis s'adressant au sergent des voltigeurs : Monsieur, lui dit-elle, vous voyez bien que mademoiselle ne sait rien de ce que vous lui demandez. Laissez-nous revenir au village, où l'on nous attend avec impatience.

— On vous y mènera, et plus tôt que vous ne le désirez, ma mignonne, dit le sergent, et vous aurez à expliquer ce que vous faisiez dans le mâquis à cette heure avec les brigands qui viennent de s'enfuir. Je ne sais quel sortilége emploient ces coquins, mais ils fascinent sûrement les filles, car partout où il y a des bandits, on est sûr d'en trouver de jolies.

— Vous êtes galant, monsieur le sergent, dit Colomba, mais vous ne ferez pas mal de faire attention à vos paroles. Cette demoiselle est une parente du préfet, et il ne faut pas badiner avec elle.

— Parente du préfet! murmura un voltigeur à son chef; en effet, elle a un chapeau.

— Le chapeau n'y fait rien, dit le sergent. Elles étaient toutes les deux avec le curé, qui est le plus grand enjôleur du pays, et mon devoir est de les emmener. Aussi bien, n'avons-nous plus rien à faire ici. Sans ce maudit caporal Taupin… l'ivrogne de Français s'est montré avant que je n'eusse cerné le mâquis… sans lui, nous les prenions comme dans un filet.

— Vous êtes sept? demanda Colomba. Savez-vous, messieurs, que si par hasard les frères Gambini, Sarocchi et Théodore Poli se trouvaient à la croix de Sainte-Christine avec Brandolaccio et le curé, ils pourraient vous donner bien des affaires. Si vous devez avoir une conversation avec le *commandant de la campagne* (1) je ne me soucierais pas de m'y trouver. Les balles ne connaissent personne la nuit.

La possibilité d'une rencontre avec les redoutables bandits que Colomba venait de nommer parut faire impression sur les voltigeurs. Toujours pestant contre le caporal Taupin, le chien de Français, le sergent donna l'ordre de la retraite, et sa petite troupe prit le chemin de Pietranera, emportant le pilone et la marmite. Quant à la cruche, un coup de pied en fit justice. Un voltigeur voulut prendre le bras de miss Lydia, mais Colomba le repoussant aussitôt: — Que personne ne la touche, dit-elle. Croyez-vous que nous ayons envie de nous enfuir? — Allons, Lydia, ma chère, appuyez-vous sur moi, et ne pleurez pas comme un enfant. Voilà une aventure, mais elle ne finira pas mal, dans une demi-heure nous serons à souper. Pour ma part, j'en meurs d'envie.

— Que pensera-t-on de moi? disait tout bas miss Nevil.

— On pensera que vous vous êtes égarée dans le mâquis, voilà tout.

— Que dira le préfet… que dira mon père surtout?

— Le préfet?… vous lui répondrez qu'il se mêle de sa préfecture. Votre père?… A la manière dont vous causiez avec Orso, j'aurais cru que vous aviez quelque chose à dire à votre père?

Miss Nevil lui serra le bras sans répondre.

— N'est-ce pas, murmura Colomba dans son oreille, que mon frère mérite qu'on l'aime?… Ne l'aimez-vous pas un peu?

— Ah! Colomba, répondit miss Nevil souriant malgré sa confusion, vous m'avez trahie, moi qui avais tant de confiance en vous!

Colomba lui passa un bras autour de la taille, et l'embrassant sur le front : Ma petite sœur, dit-elle bien bas, me pardonnez-vous?

— Il le faut bien, ma terrible sœur, répondit Lydia en lui rendant son baiser.

(1) C'était le titre que prenait Théodore Poli.

Le préfet et le procureur du roi logeaient chez l'adjoint de Pietranera, et le colonel, fort inquiet de sa fille, venait pour la vingtième fois leur en demander des nouvelles, lorsqu'un voltigeur, détaché en courrier par le sergent, leur fit le récit du terrible combat livré contre les brigands, combat dans lequel il n'y avait eu, il est vrai, ni morts ni blessés, mais où l'on avait pris une marmite, un pilone, et deux filles qui étaient, disait-il, les maîtresses ou les espionnes des bandits. Ainsi annoncées comparurent les deux prisonnières au milieu de leur escorte armée. On devine la contenance radieuse de Colomba, la honte de sa compagne, la surprise du préfet, la joie et l'étonnement du colonel. Le procureur du roi se donna le malin plaisir de faire subir à la pauvre Lydia une espèce d'interrogatoire qui ne se termina que lorsqu'il lui eut fait perdre toute contenance.

— Il me semble, dit le préfet, que nous pouvons mettre tout le monde en liberté. Ces demoiselles ont été se promener, rien de plus naturel par un beau temps; elles ont rencontré par hasard un aimable jeune homme blessé, rien de plus naturel encore. Puis, prenant à part Colomba : — Mademoiselle, dit-il, vous pouvez mander à votre frère que son affaire tourne mieux que je ne l'espérais. L'examen des cadavres, la déposition du colonel, démontrent qu'il n'a fait que riposter, et qu'il était seul au moment du combat. Tout s'arrangera, mais il faut qu'il quitte le mâquis au plus vite et qu'il se constitue prisonnier.

Il était près de onze heures lorsque le colonel, sa fille et Colomba se mirent à table devant un souper refroidi. Colomba mangeait de bon appétit, se moquant du préfet, du procureur du roi et des voltigeurs. Le colonel mangeait mais ne disait mot, regardant toujours sa fille, qui ne levait pas les yeux de dessus son assiette. Enfin d'une voix douce, mais grave :

— Lydia, lui dit-il en anglais, vous êtes donc engagée avec della Rebbia?

— Oui, mon père, depuis aujourd'hui, répondit-elle en rougissant, mais d'une voix ferme.

Puis elle leva les yeux, et, n'apercevant sur la physionomie de son père aucun signe de courroux, elle se jeta dans ses bras et l'embrassa comme les demoiselles bien élevées font en pareille occasion.

— A la bonne heure, dit le colonel, c'est un brave garçon; mais par Dieu! nous ne demeurerons pas dans son diable de pays! ou je refuse mon consentement.

— Je ne sais pas l'anglais, dit Colomba, qui les regardait avec une extrême curiosité; mais je parie que j'ai deviné ce que vous dites.

— Nous disons, répondit le colonel, que nous vous mènerons faire un voyage en Irlande.

— Oui, volontiers, et je serai la *surella Colomba*. Est-ce fait, colonel? Nous frappons-nous dans la main?

— On s'embrasse dans ce cas-là, dit le colonel.

## XX.

Quelques mois après le coup double qui plongea la commune de Pietranera dans la consternation (style de journaux), un jeune homme, le bras gauche en écharpe, sortit à cheval de Bastia dans l'après-midi, et se dirigea vers le village de Cardo, célèbre par sa fontaine, qui, en été, fournit aux gens délicats de la ville une eau délicieuse. Une jeune femme, d'une taille élevée et d'une beauté remarquable, l'accompagnait montée sur un petit cheval noir dont un connaisseur eût admiré la force et l'élégance, mais qui malheureusement avait une oreille déchiquetée par un accident bizarre. Dans le village, la jeune femme sauta lestement à terre, et, après avoir aidé son compagnon à descendre de sa monture, détacha d'assez lourdes sacoches attachées à l'arçon de sa selle. Les chevaux furent remis à la garde d'un paysan, et la femme chargée des sacoches qu'elle cachait sous son mezzaro, le jeune homme portant un fusil double, prirent le chemin de la montagne, en suivant un sentier fort raide et qui ne semblait conduire à aucune habitation voisine. Arrivés à un des gradins élevés du mont Quercio, ils s'arrêtèrent, et tous les deux s'assirent sur l'herbe. Ils paraissaient attendre quelqu'un, car ils tournaient sans cesse les yeux vers la montagne, et la jeune femme consultait souvent une jolie montre d'or, peut-être autant pour contempler un bijou qu'elle semblait posséder depuis peu de temps, que pour savoir si l'heure d'un rendez-vous était arrivée. Leur attente ne fut pas longue. Un chien sortit du mâquis, et au nom de Brusco prononcé par la jeune femme, il s'empressa de venir les caresser. Peu après parurent deux hommes barbus, le fusil sous le bras, la cartouchère à la ceinture, le pistolet au côté. Leurs habits déchirés et couverts de pièces contrastaient avec leurs armes brillantes et d'une fabrique renommée du continent. Malgré l'inégalité apparente de leur position, les quatre personnages de cette scène s'abordèrent familièrement et comme de vieux amis.

— Eh bien! Ors' Anton', dit le plus âgé des bandits au jeune homme, voilà votre affaire finie. Ordonnance de non lieu. Mes complimens. Je suis fâché que l'avocat ne soit plus dans l'île, pour le voir enrager. Et votre bras?...

— Dans quinze jours, répondit le jeune homme, on me dit que je pourrai quitter mon écharpe. — Brando, mon brave, je vais partir demain pour l'Italie, et j'ai voulu te dire adieu, ainsi qu'à M. le curé. C'est pourquoi je vous ai priés de venir.

— Vous êtes bien pressé, dit Brandolaccio; vous êtes acquitté d'hier et vous partez demain.

— On a des affaires, dit gaiement la jeune femme. Messieurs, je vous ai apporté à souper; mangez, et n'oubliez pas mon ami Brusco.

— Vous gâtez Brusco, mademoiselle Colomba, mais il est reconnaissant. Vous allez voir. Allons, Brusco, dit-il, étendant son fusil horizontalement, saute pour les Barricini! Le chien demeura immobile, se lèchant le museau et regardant son maître. — Saute pour les della Rebbia! et il sauta deux pieds plus haut qu'il n'était nécessaire.

— Écoutez, mes amis, dit Orso, vous faites un vilain métier; et s'il ne vous arrive pas de terminer votre carrière sur cette place que nous voyons là-bas (1), le mieux qui vous puisse advenir, c'est de tomber dans un mâquis sous la balle d'un gendarme.

— Eh bien! dit Castriconi, c'est une mort comme une autre, et qui vaut mieux que la fièvre qui vous tue dans un lit, au milieu dés larmoiemens plus ou moins sincères de vos héritiers. Quand on a, comme nous, l'habitude du grand air, il n'y a rien de tel que de mourir dans ses souliers, comme disent nos gens de village.

— Je voudrais, poursuivit Orso, vous voir quitter ce pays... et mener une vie plus tranquille. Par exemple, pourquoi n'iriez-vous pas vous établir en Sardaigne, ainsi qu'ont fait plusieurs de vos camarades? Je pourrais vous en faciliter les moyens.

— En Sardaigne! s'écria Brandolaccio. *Istos Sardos*, que le diable les emporte avec leur patois. C'est trop mauvaise compagnie pour nous.

— Il n'y a pas de ressources en Sardaigne, ajouta le théologien. Pour moi, je méprise les Sardes. Pour donner la chasse aux bandits, ils ont une milice à cheval; cela fait la critique à la fois des bandits et du pays (2). Fi! de la Sardaigne. C'est une chose qui m'étonne,

(1) La place où se font les exécutions à Bastia.

(2) Je dois cette observation critique sur la Sardaigne à un ex-bandit de mes amis, et c'est à lui seul qu'en appartient la responsabilité.

monsieur della Rebbia, que vous, qui êtes un homme de goût et de savoir, vous n'ayez pas adopté notre vie du mâquis, en ayant goûté comme vous avez fait.

— Mais, dit Orso en souriant, lorsque j'avais l'avantage d'être votre commensal, je n'étais pas trop en état d'apprécier les charmes de votre position, et les côtes me font mal encore, quand je me rappelle la course que je fis une belle nuit, mis en travers comme un paquet sur un cheval sans selle que conduisait mon ami Brandolaccio.

— Et le plaisir d'échapper à la poursuite, reprit Castriconi, le comptez-vous pour rien? Comment pouvez-vous être insensible au charme d'une liberté absolue sous un beau climat comme le nôtre? Avec ce porte-respect (il montrait son fusil), on est roi partout, aussi loin qu'il peut porter la balle. On commande, on redresse les torts... C'est un divertissement très moral, monsieur, et très agréable, que nous ne nous refusons point. Quelle plus belle vie que celle de chevalier errant, quand on est mieux armé et plus sensé que don Quichotte? Tenez, l'autre jour, j'ai su que l'oncle de la petite Lilla Luigi, le vieux ladre qu'il est, ne voulait pas lui donner une dot; je lui ai écrit, sans menaces, ce n'est pas ma manière; eh bien! voilà un homme à l'instant convaincu : il l'a mariée. J'ai fait le bonheur de deux personnes. Croyez-moi, monsieur Orso, rien n'est comparable à la vie de bandit; bah!... vous deviendriez peut-être des nôtres, sans une certaine Anglaise que je n'ai fait qu'entrevoir, mais dont ils parlent tous, à Bastia, avec admiration.

— Ma belle-sœur future n'aime pas le mâquis, dit Colomba en riant, elle y a eu trop peur.

— Enfin, dit Orso, vous voulez rester ici? Soit. Dites-moi si je puis faire quelque chose pour vous?

— Rien, dit Brandolaccio, que de nous conserver un petit souvenir. Vous nous avez comblés. Voilà Chilina qui a une dot, et qui, pour bien s'établir, n'aura pas besoin que mon ami le curé écrive des lettres sans menaces. Nous savons que votre fermier nous donnera du pain et de la poudre, en nos nécessités; ainsi, adieu. J'espère vous revoir en Corse un de ces jours.

— Dans un moment pressant, dit Orso, quelques pièces d'or font grand bien. Maintenant que nous sommes de vieilles connaissances, vous ne me refuserez pas cette petite cartouche qui peut vous servir à vous en procurer d'autres.

— Pas d'argent entre nous, lieutenant, dit Brandolaccio d'un ton résolu.

— L'argent fait tout dans le monde, dit Castriconi; mais dans le mâquis on ne fait cas que d'un cœur brave et d'un fusil qui ne rate pas.

— Je ne voudrais pas vous quitter, reprit Orso, sans vous laisser quelque souvenir. Voyons, que puis-je te laisser, Brando?

Le bandit se gratta la tête, et, jetant sur le fusil d'Orso un regard oblique :

— Dame! mon lieutenant... si j'osais... mais non, vous y tenez trop.

— Qu'est-ce que tu veux?

— Rien.... la chose n'est rien.... Il faut encore la manière de s'en servir. Je pense toujours à ce diable de coup double et d'une seule main... Oh! cela ne se fait pas deux fois.

— C'est ce fusil que tu veux?... Je te l'apportais; mais sers-t'en le moins que tu pourras.

— Oh! je ne vous promets pas de m'en servir comme vous; mais soyez tranquille, quand un autre l'aura, vous pourrez bien dire que Brando Savelli a passé l'arme à gauche.

— Et vous, Castriconi, que vous donnerai-je?

— Puisque vous voulez absolument me laisser un souvenir matériel de vous, je vous demanderai sans façon de m'envoyer un Horace du plus petit format possible. Cela me distraira et m'empêchera d'oublier mon latin. Il y a une petite qui vend des cigares à Bastia sur le port; donnez-le-lui, et elle me le remettra.

— Vous aurez un Elzevir, monsieur le savant; il y en a précisément un parmi les livres que je voulais emporter. — Eh bien! mes amis, il faut nous séparer. Une poignée de main. Si vous pensez un jour à la Sardaigue, écrivez-moi; l'avocat N. vous donnera mon adresse sur le continent.

— Mon lieutenant, dit Brando, demain, quand vous serez hors du port, regardez sur la montagne à cette place; nous y serons, et nous vous ferons signe avec nos mouchoirs.

Ils se séparèrent alors; Orso et sa sœur prirent le chemin de Cardo, et les bandits celui de la montagne.

## XXI.

Par une belle matinée d'avril, le colonel sir Thomas Nevil, sa fille, mariée depuis peu de jours, Orso et Colomba, sortirent de Pise en calèche pour aller visiter un hypogée étrusque, nouvellement découvert, que tous les étrangers allaient voir. Descendus dans l'intérieur

du monument, Orso et sa femme tirèrent des crayons et se mirent en devoir d'en dessiner les peintures; mais le colonel et Colomba, l'un et l'autre assez indifférens pour l'archéologie, les laissèrent seuls et se promenèrent aux environs.

— Ma chère Colomba, dit le colonel, nous ne reviendrons jamais à Pise à temps pour notre *luncheon*. Est-ce que vous n'avez pas faim? Voilà Orso et sa femme dans les antiquités; quand ils se mettent à dessiner ensemble, ils n'en finissent pas.

— Oui, dit Colomba, et pourtant ils ne rapportent pas un bout de dessin.

— Mon avis serait, continua le colonel, que nous allassions à cette petite ferme là-bas. Nous trouverons du pain, et peut-être de l'Aleatico, qui sait? même de la crème et des fraises, et nous attendrons patiemment nos dessinateurs.

— Vous avez raison, colonel. Vous et moi, qui sommes les gens raisonnables de la maison, nous aurions bien tort de nous faire les martyrs de ces amoureux qui ne vivent que de poésie. Donnez-moi le bras. N'est-ce pas que je me forme? Je prends le bras, je mets des chapeaux, des robes à la mode, j'ai des bijoux; j'apprends je ne sais combien de belles choses; je ne suis plus du tout une sauvagesse. Voyez un peu la grace que j'ai à porter ce châle..... Ce blondin, cet officier de votre régiment qui était au mariage..... mon Dieu! je ne puis pas retenir son nom;... un grand frisé, que je jetterais par terre d'un coup de poing....

— Chatworth? dit le colonel.

— A la bonne heure! mais je ne le prononcerai jamais. Eh bien! il est amoureux fou de moi.

— Ah! Colomba, vous devenez bien coquette... Nous aurons dans peu un autre mariage.

— Moi! me marier? Et qui donc élèverait mon neveu... quand Orso m'en aura donné un? qui donc lui apprendrait à parler corse?... Oui, il parlera corse, et je lui ferai un bonnet pointu pour vous faire enrager.

— Attendons d'abord que vous ayez un neveu, et puis vous lui apprendrez à jouer du stylet, si bon vous semble.

— Adieu les stylets, dit gaiement Colomba; maintenant j'ai un éventail, pour vous en donner sur les doigts quand vous direz du mal de mon pays.

Causant ainsi, ils entrèrent dans la ferme, où ils trouvèrent vin, fraises et crème. Colomba aida la fermière à cueillir des fraises pendant que le colonel buvait de l'Aleatico. Au détour d'une allée, Colomba

aperçut un vieillard assis au soleil sur une chaise de paille, malade, comme il semblait, car il avait les joues creuses, les yeux enfoncés; il était d'une maigreur extrême, et son immobilité, sa pâleur, son regard fixe, le faisaient ressembler à un cadavre plutôt qu'à un être vivant. Pendant plusieurs minutes, Colomba le contempla avec tant de curiosité, qu'elle attira l'attention de la fermière. — Ce pauvre vieillard, dit-elle, c'est un de vos compatriotes, car je connais bien à votre parler que vous êtes de la Corse, mademoiselle. Il a eu des malheurs dans son pays; ses enfans sont morts d'une façon terrible. On dit, je vous demande pardon, mademoiselle, que vos compatriotes ne sont pas tendres dans leurs inimitiés. Pour lors, ce pauvre monsieur, resté seul, s'en est venu à Pise, chez une parente éloignée, qui est la propriétaire de cette ferme. Le brave homme est un peu timbré; c'est le malheur et le chagrin..... C'était gênant pour madame, qui reçoit beaucoup de monde; elle l'a donc envoyé ici. Il est bien doux, pas gênant; il ne dit pas trois paroles dans un jour. Par exemple, la tête a déménagé. Le médecin vient toutes les semaines, et il dit qu'il n'en a pas pour long-temps.

— Ah! il est condamné? dit Colomba. Dans sa position, c'est un bonheur d'en finir.

— Vous devriez, mademoiselle, lui parler un peu corse; cela le ragaillardirait peut-être, d'entendre le langage de son pays.

— Il faut voir, dit Colomba avec un sourire ironique; et elle s'approcha du vieillard jusqu'à ce que son ombre vînt lui ôter le soleil. Alors le pauvre idiot leva la tête et regarda fixement Colomba, qui le regardait de même, souriant toujours. Au bout d'un instant, le vieillard passa la main sur son front et ferma les yeux comme pour échapper au regard de Colomba. Puis il les rouvrit, mais démesurément; ses lèvres tremblaient, il voulait étendre la main; mais, fasciné par Colomba, il demeurait cloué sur sa chaise, hors d'état de parler ou de se mouvoir. Enfin de grosses larmes coulèrent de ses yeux, et quelques sanglots s'échappèrent de sa poitrine.

— Voilà la première fois que je le vois ainsi, dit la jardinière. — Mademoiselle est une demoiselle de votre pays; elle est venue pour vous voir, dit-elle au vieillard.

— Grace! s'écria celui-ci d'une voix rauque; grace! N'es-tu pas satisfaite? Cette feuille... que j'avais brûlée... comment as-tu fait pour la lire?... Mais pourquoi tous les deux?... Orlanduccio, tu n'as rien pu lire contre lui... Il fallait m'en laisser un... un seul... Orlanduccio... tu n'as pas lu son nom...

— Il me les fallait tous les deux, lui dit Colomba à voix basse et dans le dialecte corse. Les rameaux sont coupés, et si la souche n'était pas pourrie, je l'eusse arrachée. Va, ne te plains pas; tu n'as pas long-temps à souffrir. Moi, j'ai souffert deux ans!

Le vieillard poussa un cri, et sa tête tomba sur sa poitrine. Colomba lui tourna le dos et revint à pas lents vers la maison en chantant quelques mots incompréhensibles d'une ballata : « Il me faut la main qui a tiré, l'œil qui a visé, le cœur qui a pensé.... »

Pendant que la jardinière s'empressait à secourir le vieillard, Colomba, le teint animé, l'œil en feu, se mettait à table devant le colonel.

— Qu'avez-vous donc? disait-il, je vous trouve l'air que vous aviez à Pietranera ce jour où, pendant notre dîner, on nous envoya des balles?

— Ce sont des souvenirs de la Corse qui me sont revenus en tête. Mais voilà qui est fini. Je serai marraine, n'est-ce pas? Oh! quels beaux noms je lui donnerai : Ghilfuccio-Tomaso-Orso-Leone.

La jardinière rentrait en ce moment. — Eh bien! demanda Colomba du plus grand sang-froid, est-il mort ou évanoui seulement?

— Ce n'était rien, mademoiselle; mais c'est singulier comme votre vue lui a fait de l'effet.

— Et le médecin dit qu'il n'en a pas pour long-temps?

— Pas pour deux mois, peut-être.

— Ce ne sera pas une grande perte, observa Colomba.

— De qui diable parlez-vous? demanda le colonel.

— D'un idiot de mon pays, dit Colomba d'un air d'indifférence, qui est en pension ici. J'enverrai savoir de temps en temps de ses nouvelles. Mais, colonel Nevil, laissez donc des fraises pour mon frère et pour Lydia.

Lorsque Colomba sortit de la ferme pour remonter dans la calèche, la fermière la suivit des yeux quelque temps : — Tu vois bien cette demoiselle si jolie, dit-elle à sa fille, eh bien! je suis sûre qu'elle a le mauvais œil.

Pr. Mérimée.

# BROUSSAIS.[1]

Lorsque l'Académie des Sciences morales et politiques fut rétablie en 1832, M. Broussais était depuis long-temps célèbre par la hardiesse de ses systèmes, le nombre et la valeur de ses écrits, l'accomplissement même d'une grande réforme médicale. Il essayait alors d'étendre jusqu'à la philosophie la révolution qu'il avait opérée en médecine. Cet observateur habile, ce réformateur original, cet écrivain abondant et chaleureux, cet homme supérieur qui, pendant plus de quinze années, avait rempli la France et l'Europe de ses travaux et de sa renommée, n'appartenait pas encore à l'Institut. La nouvelle Académie s'empressa de recueillir ce grand nom. Ouverte à toutes les idées, n'excluant aucun point de départ pour arriver à ces vérités premières que l'homme cherche toujours et que Dieu ne lui livrera peut-être jamais, elle admit M. Broussais dans sa section de philosophie où il fut le représentant le plus extrême d'une doctrine qui semblait être déjà parvenue, avant lui, jusqu'à ses dernières limites.

C'est donc comme philosophe que j'ai surtout à faire connaître M. Broussais. Mais je remplirais mal ma tâche et je donnerais de lui

(1) Cette remarquable étude sur Broussais a été lue le 27 juin, par M. Mignet, à la séance annuelle de l'Académie des Sciences morales et politiques. Elle complétera dignement, quoique partant d'un point de vue opposé, une appréciation des travaux scientifiques de Broussais qui avait été remarquée dans notre livraison du 1er mai 1839, mais qui était restée inachevée. (*N. du D.*)

une idée bien imparfaite, si je me bornais à le présenter sous cet aspect. M. Broussais n'a été philosophe que par occasion et, en quelque sorte, par déduction. En lui, le physiologiste a précédé, inspiré, subjugué le penseur. Il faut, dès-lors, chercher ses principes philosophiques dans ses théories médicales. C'est là que se trouvent son originalité et ses principaux titres à la gloire. C'est là qu'on peut saisir la marche de cet esprit vigoureux, exposer ses découvertes dès leur origine, et les suivre dans tout leur développement systématique. C'est là aussi que l'homme se montre tout entier, convaincu, impérieux, passionné, avec son impétueux courage, sa verve entraînante, se plaisant à combattre les systèmes contemporains pour le moins autant qu'à établir le sien, et transportant la lutte jusque dans l'histoire, afin d'y renverser toutes les vieilles autorités et de dominer seul. En un mot, c'est là que M. Broussais occupe une place, dans la glorieuse compagnie des maîtres de la science, qui lui doit d'incontestables progrès.

François-Joseph-Victor Broussais naquit à Saint-Malo, le 17 décembre 1772. Il appartenait à une famille vouée depuis plusieurs générations à l'art de guérir. Son bisaïeul avait été médecin et son grand-père pharmacien. Son père, qui exerçait aussi la médecine, s'était établi à Pleurtuit, village situé non loin de Saint-Malo sur le bord de la mer. Là s'écoulèrent les douze premières années de Broussais. A part les soins éclairés d'une mère tendre et forte qu'il aimait extrêmement, et les faibles enseignemens de son curé, qui le forma surtout à servir la messe et à chanter au lutrin, l'éducation de son enfance fut fort négligée. Mais il n'y a pas de temps perdu pour les hommes d'une organisation supérieure. Ce que l'éducation ne fait pas pour eux, la nature se charge de le faire, et, en attendant que leur esprit se cultive, leur caractère se forme.

C'est ce qui arriva au jeune Broussais dont les sentimens se développèrent avec d'autant plus de force qu'ils ne furent pas gênés par les idées. Il apprit surtout de bonne heure à ne rien craindre. Son père l'envoyait de nuit porter, dans les campagnes, les remèdes qu'il avait prescrits à ses malades. Souvent il ignorait la route qu'il devait parcourir, et il se laissait alors guider, jusqu'à la chaumière inconnue, par le cheval qui y avait conduit son père pendant le jour. Le jeune et intrépide enfant traversait ainsi, sans hésitation et sans trouble, des bruyères désertes, silencieuses et mal famées s'aguerrissant, dans ces courses nocturnes, contre les craintes vagues, qui n'eurent pas plus de prise sur lui que les dangers réels. Il donna, dès son

jeune âge, des preuves de l'énergie audacieuse qu'il porta plus tard dans la conduite de la vie et les luttes de la science.

Lorsqu'il eut douze ans, sa mère, dont la tendresse clairvoyante avait aperçu ses heureuses dispositions, voulut qu'elles fussent développées par une éducation libérale. Elle consentit à se séparer de lui, et il fut envoyé au collége de Dinan. Il y fit ses études classiques avec succès. Il avait une intelligence vive, une mémoire heureuse et tenace, une réflexion précoce, car l'activité de son esprit n'ayant pas été jusque-là employée à apprendre, s'était tournée à observer. Il n'avait pas encore terminé ses études lorsque la révolution éclata. Sa famille en embrassa la cause, qui enflamma de ses ardeurs l'ame du bouillant écolier. Aussi, en 1792, les Prussiens s'étant avancés jusqu'à Verdun, et le cri d'alarme qui appelait les hommes de bonne et de patriotique volonté à la défense de la révolution menacée ayant retenti de Paris jusqu'au fond des provinces, Broussais, qui avait alors vingt ans et qui était en philosophie, s'enrôla avec plusieurs de ses camarades, qui formèrent une compagnie franche à Dinan. Parti comme soldat, il se serait promptement distingué dans cette carrière, où le commandement et la gloire allaient appartenir sans contestation et sans lenteur aux braves, aux intelligens, aux ambitieux. Rien de cela ne lui manquait pour arriver bientôt au premier rang.

Dans une de ces rencontres auxquelles il assista contre les chouans, il eut occasion de montrer à la fois sa force et son généreux courage. La compagnie franche de Dinan fut surprise et battue. Dans la fuite, un des camarades de Broussais, atteint d'un coup de feu, tomba à côté de lui. La guerre était sans quartier, et l'ennemi se trouvait à quelques pas. Broussais, au risque d'être pris lui-même, s'arrêta, chargea sur ses épaules son compagnon blessé et continua sa retraite un peu ralentie par son dangereux fardeau. Les chouans tirèrent sur lui; il reçut une balle dans son chapeau et parvint à leur échapper. Arrivé en lieu de sûreté, il déposa son camarade, mais il le trouva mort. Il n'avait sauvé qu'un cadavre. Son dévouement n'en avait pas moins été fort beau, car de telles actions s'estiment d'après le sentiment qui les inspire et le danger qu'il faut braver pour les accomplir.

Broussais ne servit pas long-temps dans la compagnie franche de Dinan, où il avait été nommé sergent. Étant tombé gravement malade, il revint près de ses parens, dont il était le fils unique, et qui, déjà âgés, le conjurèrent d'embrasser la profession héréditaire dans sa famille. Il s'y décida et fut admis successivement à l'hôpital de Saint-Malo et à celui de Brest. Ses progrès furent rapides, et il ob-

tint bientôt une commission de chirurgien sur la frégate *la Renommée*. Il était en rade prêt à partir, lorsqu'on lui remit une lettre du maire de Saint-Malo qui commençait par ces emphatiques, mais effrayantes paroles : *Frémis en recevant cette lettre*. Elle lui annonçait en effet un affreux malheur. La demeure de ses vieux parens à Pleurtuit avait été envahie par les chouans. Son père avait vainement essayé de s'y défendre. Il y avait été égorgé ainsi que sa femme par les chouans, qui avaient ensuite mutilé leur corps et dévasté leur maison. En apprenant cette horrible nouvelle, Broussais fut saisi de la plus profonde douleur et de la plus violente indignation. Son émotion fut si forte, que lorsque, après quarante ans, cet ineffaçable souvenir se représentait à lui, on le voyait pâlir et trembler comme au jour de la catastrophe.

La cause de la révolution à laquelle on venait d'immoler ses parens était déjà celle de ses convictions, elle devint alors celle de son ressentiment filial. Il lui demeura fidèle toute sa vie. Il la servit à cette époque dans la guerre contre les Anglais. Tour à tour officier de santé de deuxième classe et chirurgien-major sur la corvette *l'Hirondelle* et le corsaire *le Bougainville*, il fit avec succès plusieurs campagnes de mer. Mais il ne pouvait pas rester toujours chirurgien de marine. Aussi, après quelques années, quitta-t-il son pays natal, où il s'était marié, pour aller compléter à Paris ses études médicales et y prendre le grade de docteur.

Il y arriva en 1799. C'était une brillante époque pour l'esprit scientifique en France. L'école de Bacon, de Locke et de Condillac gouvernait exclusivement les intelligences. L'analyse était plus que son instrument, elle était devenue en quelque sorte sa religion. Il en était résulté un fanatisme de décomposition qu'inspirait le désir de tout savoir, l'espérance de tout refaire, et qui, accumulant des ruines dans l'ordre moral, avait créé des sciences dans l'ordre physique. Les merveilleux progrès de l'histoire naturelle, de la chimie, de la géologie, des hautes mathématiques, étaient son œuvre. La médecine avait participé à ces progrès. L'école de Paris, jusque-là circonspecte dans sa marche, un peu routinière dans ses idées, et n'ayant produit aucun des génies inventifs et des grands théoriciens qui, depuis trois siècles, avaient opéré des révolutions dans la médecine, prenait un essor inconnu. Elle était à son tour illustrée par de mémorables travaux et des hommes supérieurs. Chaussier, l'un de ses réorganisateurs, publiait ses *Tables physiologiques;* Pinel, dans sa célèbre *Nosographie philosophique,* promulguait la charte de la médecine française, qui

devait être observée jusqu'à la réforme de M. Broussais; Cabanis, écrivain élégant et disciple un peu outré de Condillac, appliquait le système de son maître aux rapports du physique et du moral de l'homme, et il exposait, dans les curieux mémoires lus sur cet important sujet à votre classe même, une sorte de psychologie matérielle; Bichat étonnait le monde savant en lui donnant coup sur coup son *Traité des Membranes*, ses *Recherches physiologiques sur la vie et la mort*, son *Anatomie générale appliquée à la Physiologie et à la Médecine*, admirables ouvrages que cet immortel jeune homme, plein d'ardeur et de génie, publiait en quelques années, pressé de découvrir et de produire, comme s'il eût pressenti qu'à l'âge de trente-un ans il serait enlevé à la science. Tels furent les maîtres de Broussais.

Il devint l'ami de Bichat, dont les travaux exercèrent plus tard une influence décisive sur ses propres idées, et il adopta, non sans ardeur, les doctrines de Pinel, qui régnait alors souverainement en médecine. Après quatre ans de fortes études, il fut reçu docteur. Il prit pour sujet de sa thèse la *fièvre hectique*. Comme il ne pouvait rien être faiblement, il se montra imitateur prononcé de Pinel. Dans sa *Nosographie philosophique*, Pinel, fidèle à la méthode des naturalistes, avait classé les maladies par genres, espèces, variétés, comme des animaux ou des plantes, bien plus d'après leurs symptômes que d'après leur nature. Tout en cherchant à localiser les fièvres, ainsi que le démontrent les dénominations mêmes qu'il leur a données, il admettait pourtant, à l'exemple de la plupart des grands médecins qui l'avaient devancé, des troubles généraux de l'économie vivante, qu'il considérait comme des fièvres primitives ou essentielles. Ces fièvres étaient au nombre de six dans la classification de Pinel. M. Broussais, qui plus tard n'en admit aucune, proposa alors d'y en ajouter une septième, la *fièvre hectique*, qu'il attribua à un désordre d'action dans les divers appareils, et non à un vice ou à une décomposition des organes.

Ce qui mérite d'être remarqué dans ce premier ouvrage de M. Broussais, quand on le compare à ceux qu'il publia ensuite, ce n'est pas la contradiction des doctrines, mais l'identité de l'homme avec lui-même. Il ne faut pas y voir les maladies essentielles soutenues dans leur réalité et augmentées dans leur nombre par celui-là même qui se prononcera exclusivement plus tard pour les maladies locales; il faut y apercevoir déjà l'esprit pénétrant et hardi qui a besoin d'inventer tout en imitant et de généraliser tout en ignorant. Le sujet même qu'il a choisi en se demandant quelle est cette fièvre mysté-

rieuse qui conduit par une consomption lente, mais irrémédiable, ses tristes victimes à la mort, annonce l'instinct supérieur d'un homme qui sait déjà choisir les vrais problèmes, s'il ne sait pas encore les résoudre. Celui-ci était fondamental et devait le mettre sur la voie de ses découvertes et de sa réforme.

En effet, après avoir essayé pendant deux années de pratiquer la médecine à Paris, où il n'était pas assez connu pour réussir tout d'abord et pas assez riche pour y attendre le succès long-temps, il tourna ses vues d'un autre côté. L'armée lui offrait une clientelle toute formée et ouvrait une vaste perspective à son talent d'observateur médical. M. Broussais obtint, par l'influence de Pinel et de son ami M. Desgenettes, d'être nommé médecin aide-major dans l'armée des côtes de l'Océan. Il partit en 1805 pour le camp de Boulogne, dont il suivit les glorieux soldats à Ulm, à Austerlitz et dans leurs courses victorieuses à travers l'Europe. Il était éminemment propre à être médecin militaire. Robuste, infatigable, il avait une ame forte, un caractère décidé et un courage au-dessus des privations, des dangers et des épidémies, souvent plus meurtrières dans les armées que les batailles. Aussi montra-t-il, dans son noble et périlleux métier, ce zèle de l'aptitude et de la passion qui l'emporte, s'il se peut, sur le sentiment même du devoir, dont le principe est plus méritoire, mais dont les impulsions sont quelquefois moins actives et les résultats moins féconds. Il prodiguait aux soldats des soins persévérans et les témoignages de l'humanité la plus compatissante, car il ne s'est jamais accoutumé à voir souffrir indifféremment, et il a conservé jusqu'à la fin de sa vie cet heureux privilége d'une bonne nature que le spectacle continuel de la douleur et de la mort n'avait pas endurcie.

Mais ce qu'il y eut peut-être en lui de plus remarquable, ce fut l'esprit scientifique qu'il porta dans les camps. Le problème qui l'avait déjà occupé, et qu'il ne croyait pas avoir bien résolu, se représenta à lui. « Tous les médecins qui suivent les hôpitaux savent, dit-il, qu'on y voit une foule de malades, pâles, maigres, perdant chaque jour de leurs forces et s'avançant à pas lents vers le tombeau avec une fièvre hectique plus ou moins caractérisée et quelquefois sans aucune agitation fébrile appréciable. Les méditations qu'exigea la composition de mon ouvrage sur la fièvre hectique avaient fixé mon attention sur ces malheureux trop long-temps négligés; et sitôt que je me vis placé sur le théâtre des hôpitaux militaires, je pris la résolution d'étudier les maladies chroniques d'une manière toute particulière. Lorsque je voulus chercher un guide parmi les auteurs les plus illustres et aux-

quels la médecine confesse devoir ses plus grands progrès, je ne trouvai que confusion; tout n'était pour ainsi dire que conjectures. »

Il se livra dès-lors à l'examen le plus attentif de ces maladies peu connues. Transporté tantôt en Hollande, tantôt en Autriche, tantôt en Italie, passant des brumes du nord sous les chaleurs du midi, il observa les effets de ces divers climats sur des hommes de toutes les constitutions introduits dans les ambulances ou les hôpitaux, et il suivit leurs maladies depuis le début jusqu'au terme, les rapportant à leurs causes, décrivant leurs rechutes et en complétant l'histoire par des autopsies exactes et concluantes. C'est ainsi qu'en trois ans il amassa un trésor de faits inconnus et de vues originales sur les grands troubles de l'appareil respiratoire et de l'appareil digestif; il obtint un congé en 1808 et vint à Paris publier ses recherches sous le titre d'*Histoire des phlegmasies* ou inflammations *chroniques*.

Cet ouvrage impérissable perpétuera la gloire de M. Broussais aussi long-temps que la saine observation et la vraie science seront en honneur. M. Broussais y annonça que la plupart des maladies chroniques étaient le résultat d'une inflammation aiguë mal guérie. L'inflammation devint pour lui le point de départ de la maladie. Il décrivit savamment la marche de cette stimulation excessive, qui appelait le sang en trop grande abondance dans les organes atteints, y changeait les conditions de la vie, et, après avoir introduit et entretenu le trouble dans leurs fonctions, désorganisait leur tissu même et produisait la mort. Il montra, contre le système de Brown, que la faiblesse générale se combinait souvent dans les phlegmasies chroniques avec une excitation locale, et qu'il fallait alors hardiment attaquer celle-ci sans se laisser préoccuper par la crainte de celle-là, qui n'était qu'apparente.

Ses travaux sur les inflammations du poumon furent très remarquables. Il s'attacha à établir que les maladies des diverses parties de cet appareil se liaient entre elles, se transformaient à chaque instant les unes dans les autres, produisaient en dernier résultat des tubercules, et, en devenant chroniques, aboutissaient toutes à la phthisie. Mais ses recherches sur les inflammations gastro-intestinales furent beaucoup plus originales et le conduisirent à de précieuses découvertes. Il porta la lumière sur cet obscur et délicat appareil par lequel s'opère la réparation des forces, s'élaborent les élémens matériels de la vie, et dont les désordres avaient été jusque-là incomplètement observés. M. Broussais fit voir qu'il était le siége de beaucoup de maladies dont on plaçait le théâtre ailleurs, ou que l'on considérait

comme générales. Il remplit une lacune dans la médecine, et il le fit avec tant de sûreté et de mesure, qu'en lisant ce bel ouvrage, on ne sait ce qu'il faut admirer le plus, de l'observateur pénétrant ou du théoricien circonspect. La doctrine de l'irritation était déjà comprise, quoique sans excès, dans celle de l'inflammation, d'où M. Broussais la dégagea sept ans plus tard.

L'*Histoire des phlegmasies chroniques* n'eut pas tout le succès qu'elle méritait. A cette époque, les travaux de l'esprit obtenaient peu de gloire, et un seul homme faisait du bruit. M. Broussais se considéra comme heureux de vendre 800 francs ses deux volumes, qui ne trouvèrent que de rares appréciateurs, parmi lesquels il faut compter Chaussier et Pinel. Nommé médecin principal d'un corps d'armée en Espagne, il partit pour la Péninsule à pied, gaiement rempli du sentiment de sa force, et décidé peut-être à produire un système saillant et complet dès la première occasion.

Cette occasion se présenta à la paix de 1814. Jusque-là M. Broussais avait continué assez silencieusement ses travaux (1), qui l'avaient engagé de plus en plus dans des voies nouvelles. Cessant alors de suivre les armées, et nommé bientôt second professeur à l'hôpital militaire du Val-de-Grace, sur l'indication et par le crédit de M. Desgenettes (2), il n'hésita plus à se faire réformateur. Le respect qu'il avait eu pour l'autorité de Pinel, et qui l'avait empêché, comme il l'avoua plus tard, de dire toute sa pensée dans l'*Histoire des phlegmasies chroniques*, cessa de l'arrêter. Il tira hardiment les conséquences du principe de l'inflammation, et il émit sa fameuse doctrine de la médecine physiologique, à la formation de laquelle un incident personnel n'avait certainement pas été étranger. Cette anecdote est trop caractéristique pour que je ne la raconte point.

Pendant que M. Broussais était à Nimègue, il avait été saisi par une fièvre grave et d'un mauvais caractère. Il reçut la visite et les conseils de deux médecins de ses amis, dont l'un recommanda les cordiaux et le quinquina pour échapper à une fièvre adynamique, et dont l'autre pensa qu'il fallait recourir aux purgatifs pour combattre une fièvre putride. Embarrassé entre ces deux avis et ces deux trai-

(1) Le seul travail important qu'il publia entre 1808 et 1814, fut un *Mémoire sur la circulation capillaire, tendant à faire mieux connaître les fonctions du foie, de la rate et des glandes lymphatiques,* imprimé dans les Mémoires de la Société médicale d'émulation; Paris, 1811, tom. VII, pag. 1 et suiv.

(2) Qu'il remplaça plus tard comme premier professeur, lorsque M. Desgenettes quitta le Val-de-Grace pour être inspecteur-général du service de santé des armées.

temens contradictoires, M. Broussais n'en suivit aucun. Se croyant en danger, il quitta son lit avec une fièvre brûlante, et s'assit, presque nu, devant son secrétaire pour mettre ordre à ses papiers. C'était au mois de janvier, et les rues de la ville étaient couvertes de glace. Pendant que M. Broussais se livrait à ce périlleux arrangement de ses affaires, les ardeurs de la fièvre s'apaisaient, un sentiment de fraîcheur et de bien-être pénétrait dans tout son corps. Frappé d'un résultat si imprévu, M. Broussais, pour qui tout était objet de réflexion, changea son imprudence en expérience. Devenu téméraire par esprit d'observation, il ouvrit la fenêtre et respira long-temps l'air froid du dehors. Il s'en trouva mieux, et il conclut qu'une boisson rafraîchissante serait aussi salutaire à son estomac brûlant que l'air glacé l'avait été à sa poitrine embrasée, et il s'inonda de limonade. En moins de quarante-huit heures, il était guéri. Ce fait le frappa beaucoup, et resta dans son esprit comme le germe de sa grande réforme.

Dans quel état M. Broussais trouva-t-il la science médicale lorsqu'il entreprit de la réformer? Cette science avait fait des progrès successifs en vertu de son propre développement, et sous des influences étrangères. Dans les temps anciens, on n'avait presque rien saisi au-delà de la marche générale et extérieure des maladies qui ne pouvaient pas être rattachées à des organes dont on ignorait la véritable structure, les fonctions et les rapports. On connaissait peu ou mal le corps humain, ce chef-d'œuvre de la création divine, cette matière organisée, vivante, sensible, intelligente, qui, sous un si petit espace et avec un tissu en apparence si fragile, lutte victorieusement contre les puissantes forces de la nature physique, se les assimile, et ne tombe sous leur empire destructeur que lorsque le principe qui l'anime fléchit ou succombe; ce vaste ensemble d'appareils si divers qui pourvoient à la conservation de l'homme et le mettent en relation avec l'univers entier; cette admirable architecture osseuse si bien combinée pour les soutenir ou les protéger; ces muscles si ingénieusement appropriés, par leur position et par leur forme, aux mouvemens qu'ils sont destinés à accomplir en vertu d'une mécanique mystérieuse; ces nerfs doués d'une sensibilité si variée, qui transmettent la connaissance des objets extérieurs à l'intelligence et les impulsions de la volonté ou des instincts conservateurs aux muscles; ces vaisseaux qui portent la substance réparatrice dans toutes les parties du corps, où, par l'entremise de mille forces diverses, elle subit les transformations les plus merveilleuses et les plus différentes; ces grands viscères dont l'un fait le sang par une chimie compliquée et

qui sera peut-être éternellement insaisissable, dont l'autre le pousse par un mouvement régulier partout où il doit entretenir la vie, et dont le troisième le régénère en lui apportant dans ses cellules, qui se remplissent et se vident sans cesse, l'air destiné à lui rendre les qualités qu'il a perdues dans sa course et par ses distributions à travers le corps; tous ces organes enfin qui, dans des limites précises et avec une harmonie admirable, voient, entendent, sentent, se meuvent, respirent, analysent, composent, sécrètent sous la direction de la volonté, ou sous l'impulsion d'une puissance instinctive plus habile encore que si elle était raisonnée, car elle a l'intelligence qui lui vient de son créateur; et, au-dessus de tous les autres, cet organe supérieur qui semble les dominer par sa place comme par ses fonctions, qui est le siége et le moyen de manifestation de la pensée à l'aide de laquelle l'homme ne prolonge pas seulement la vie, dont il connaît mieux les conditions, mais s'élève au-dessus d'elle pour contempler les lois de l'univers et remonter jusqu'à son auteur.

La science du corps humain, de ses fonctions et de ses maladies, fut dès-lors très lente à se former. Elle fut long-temps arrêtée dans ses progrès par les mystères qu'elle avait à dévoiler, et souvent détournée de sa véritable route par l'intervention des autres sciences, qui l'aidèrent à conjecturer et à se tromper. Ainsi, dans l'antiquité, elle s'égara à travers les fausses notions d'une mauvaise physique, et les diverses doctrines philosophiques qui servirent de fondement à un grand nombre de systèmes médicaux. Lorsqu'elle recommença ses efforts originaux à la fin du moyen-âge, elle se laissa de nouveau entraîner dans des voies étrangères. Elle subit l'influence des idées dominantes et des sciences en progrès. Astrologique sous Paracelse, moitié chimique et moitié mystique sous Van Helmont, tout-à-fait chimique sous Sylvius (de la Boë), qui transforma le corps humain en laboratoire, mécanique sous Borelli et Boerhaave, qui n'y aperçurent qu'une machine hydraulique, spiritualiste sous Stahl, qui subordonna toutes les fonctions des organes à un principe psychologique, la science de l'organisation animée fut enfin soumise par Frédéric Hoffmann à l'empire d'une force plus appropriée à sa nature, et qui conduisit bientôt Bordeu et Barthès à leur force vitale. En effet, par une logique naturelle, on fut alors porté à reconnaître dans le corps un principe, qui n'étant ni matière, ni ame, présidait à la formation, à l'entretien, aux opérations des organes en vertu d'une puissance propre, d'une chimie particulière, d'une mécanique spéciale, et qu'on appela le principe de la vie, lui donnant ainsi le nom du grand acte qu'il accomplissait.

Arrivée à ce principe vital, la science ne chercha plus à le surprendre dans son essence cachée, mais à l'étudier dans ses effets visibles. Elle fut favorisée dans cette étude par les découvertes successives qu'avaient amenées les fausses théories elles-mêmes, soit pour se prouver, soit pour se détruire entre elles, et par celles qui furent le produit de l'observation et de l'analyse. La connaissance des divers appareils et de leur usage, la découverte de la circulation du sang par Harvey, et de l'irritabilité musculaire par Haller; l'anatomie des organes malades, par Morgagni; l'appréciation des tissus solides, de leur nature et de leur vitalité, par Bordeu et Bichat, permirent de mieux saisir les actes réguliers et les troubles de la vie. La médecine avait long-temps attribué les maladies au défaut d'harmonie ou à la dégénération des parties liquides du corps, ce qui avait fondé l'humorisme avec ses nombreuses variétés; mais, prenant alors pour point de départ de l'action vitale les parties solides dont dépendaient la circulation du sang et les sécrétions des humeurs, elle plaça en elles seules les causes des maladies, et créa la théorie du solidisme moderne.

La doctrine de l'Écossais Brown, qui eut une si grande fortune à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, en fut une conséquence. D'après Brown, la santé consistait dans la quantité régulière de la force vitale; la maladie, dans l'excès ou le défaut de cette force. Aussi, ne reconnaissait-il que deux ordres de maladies: les maladies *sthéniques* ou par excitation, et les maladies *asthéniques* ou par affaiblissement, et n'employait-il que deux genres de remèdes, les débilitans et les stimulans. Sa théorie était aussi simple à saisir que facile à appliquer, puisque le symptôme du mal en indiquait à la fois la cause et le traitement. Elle eut un succès d'abord fort étendu; mais l'expérience ayant bientôt montré l'exagération de ce système, il fut modifié en France par Pinel, qui établit une sorte d'éclectisme médical, en Italie par Rasori et Tommasini, qui opposèrent au stimulisme de Brown la doctrine du contro-stimulisme. Obéissant à une tendance régulière, la science, qui d'humoriste était devenue solidiste, passa du solidisme général au solidisme local; elle étudia l'action vitale et ses désordres non plus dans l'ensemble du corps, mais dans chacun de ses organes, y cherchant le siége particulier des maladies. Les travaux des grands physiologistes, des habiles médecins du temps, avaient conduit à ce résultat; et, lorsque M. Broussais se fit réformateur, il trouva la doctrine de Brown entièrement ébranlée, l'autorité de Pinel établie, l'anatomie pathologique en progrès, et la localisation des maladies commencée de toutes parts sans être encore caractérisée. Il devint

le représentant de cet effort nouveau et logique de la science; et, comme il était entreprenant et absolu, il changea une tendance encore vague en révolution décidée, et des idées un peu confuses en système régulier.

Quel fut ce système de M. Broussais? le voici : Haller avait fait ressortir la propriété qu'a la fibre musculaire de s'irriter et de se contracter. Cette irritabilité, qui selon M. Broussais était restée stérile dans la science, devint le point de départ de sa doctrine, le phénomène fondamental au moyen duquel il fit accomplir toutes les fonctions organiques, et il expliqua tous leurs désordres. Il établit donc sur ce phénomène sa physiologie, sa pathologie, sa thérapeutique, et même sa philosophie.

Il reconnut une force vitale qui présidait à la formation primitive des tissus du corps. Les tissus une fois formés, cette force pourvoyait à leur entretien par une chimie vivante. Celle-ci s'exécutait par l'entremise de l'irritabilité que les agens extérieurs tels que l'air, la lumière, le calorique, les alimens, mettaient en exercice, et qui provoquait de la part des organes l'accomplissement de leurs fonctions. Partout de même nature, mais inégalement répartie entre les divers tissus animés, cette irritabilité consistait dans un mouvement de contraction qui appelait les liquides humains sur le point excité où s'opéraient la nutrition et les actes de l'organe. Tant que sa distribution proportionnelle et son exercice régulier se conservaient, les phénomènes de la vie s'exécutaient avec une perfection et une harmonie qui constituaient la santé.

Mais si la stimulation des agens naturels devenait excessive ou défectueuse, si le poumon était trop excité par l'air, l'estomac par les alimens, le cerveau par les impressions des sens ou ses impulsions propres, si la quantité de calorique nécessaire au corps était dépassée, ou n'était pas atteinte, ou était inégalement distribuée, l'afflux des liquides surabondait dans les organes surexcités, leurs tissus s'engorgeaient et s'enflammaient, leur nutrition s'opérait mal, leurs fonctions étaient troublées, et la maladie succédait en eux à la santé. Cette excitation maladive ne différait pas de l'excitation régulière par sa nature, mais par sa quantité. Elle était en plus ou en moins. Lorsqu'elle était en plus, elle s'appelait, selon ses degrés, irritation, surirritation, inflammation; lorsqu'elle était en moins, ce qui avait lieu rarement, d'après M. Broussais, elle se nommait ab-irritation. L'excès et la durée de l'irritation produisaient l'altération progressive des tissus de l'organe, et par cette altération prolongée, la mort.

Toute maladie provenant d'une excitation accrue ou mal équilibrée, commençait par un organe, et pouvait s'étendre aux autres sympathiquement. Lorsque cette sympathie atteignait le cœur et multipliait ses contractions, elle accélérait la circulation du sang et provoquait la fièvre, qui était non la cause, mais l'effet d'une maladie. L'organe le plus exposé par la nature de ses fonctions à des troubles nombreux et graves était le viscère digestif, que M. Broussais considérait comme le siége des principales irritations. Aussi la gastroentérite était la maladie fondamentale et génératrice de la plupart des autres.

D'après ce système, la maladie n'étant que l'excès ou le manque d'irritabilité vitale dans un organe, la méthode curative devait consister à la diminuer là où elle était trop considérable, à l'augmenter là où elle était trop faible. Les débilitans et les stimulans étaient les seuls moyens thérapeutiques à l'usage du médecin. Comme les maladies par irritation étaient incomparablement plus nombreuses que les maladies par défaut de stimulation, les débilitans se recommandaient dans presque tous les cas. On agissait sur l'irritation de plusieurs manières : directement, par des substances ayant une propriété spéciale sédative; indirectement, par la diète qui diminuait l'excitation, par des saignées locales qui dégorgeaient la partie enflammée, enfin par l'emploi des révulsifs, qui transportaient l'irritation sur une partie du corps moins importante que la partie attaquée, et plus propre à la recevoir sans danger. Tout s'enchaînait dans ce système : la physiologie se fondait sur l'irritabilité des organes et son action régulière, la pathologie sur la stimulation désordonnée de cette irritabilité, enfin la thérapeutique sur sa diminution ou son accroissement pour en rétablir l'équilibre. M. Broussais construisait toute la science de l'organisation vivante et malade avec un seul phénomène, l'irritabilité, comme Condillac avait fondé sur une faculté unique, la sensation, toute la science de l'entendement humain.

Ce système si bien arrangé pour l'esprit, si facile à apprendre, si commode à appliquer, dans lequel les troubles des organes étaient rattachés à leurs fonctions et la maladie avait la même origine que la santé, M. Broussais, qui connaissait la puissance des mots, lui donna le nom de médecine physiologique. Il fallait l'établir après l'avoir conçu. Il fallait passer de la théorie à l'action et devenir tout-à-fait révolutionnaire. M. Broussais était propre à remplir ce rôle. Sans préjugé comme sans déférence, il ne se laissait arrêter par aucune idée reçue et ne fléchissait pas devant les autorités les plus

respectées. Il croyait, chaque fois, ardemment à ce qu'il pensait. S'être trompé précédemment avec enthousiasme ne l'empêchait pas de se contredire avec résolution, sans qu'il supposât que l'aveu de son erreur passée pût ébranler la confiance dans son assertion présente. Rompre avec ses maîtres et se donner envers eux l'apparence de l'ingratitude ne l'embarrassait pas non plus. Il craignait encore moins d'encourir de nombreuses, d'ardentes inimitiés. Il ne pensait pas que la vérité dût se laisser entraver par la reconnaissance et s'établir sans lutte. Il aimait d'ailleurs le combat, et la satisfaction de dominer aurait sans doute été moins grande pour lui, si elle n'avait pas été accompagnée du plaisir de vaincre.

C'est avec ces dispositions qu'il se mit à l'œuvre. Il exposa d'abord son système dans un petit amphithéâtre de la rue du Foin qu'avaient illustré les leçons de Bichat. Il s'éleva en même temps contre la pratique incendiaire de Brown et les idées indécises de Pinel. L'un était à ses yeux un meurtrier qui, s'étant hardiment trompé sur le caractère des maladies, avait appris à tuer avec résolution; l'autre était un *ontologiste* qui avait pris des symptômes pour des maladies, et qui, incertain dans sa pratique ainsi que dans sa doctrine, se contentait le plus souvent de laisser mourir. Comme la domination de Pinel était établie et devait être renversée pour que M. Broussais pût y substituer la sienne, il s'attacha surtout à la ruiner. « Je sais, disait-il, qu'en attaquant ce colosse de la médecine antique, l'école et l'académie me seront fermées; mais je ne me rendrai pas indigne de moi-même par le lâche chagrin de voir mes cadets y parvenir à mon préjudice. » Dans cette lutte, qui fut ardente de sa part, par quel sentiment était-il dirigé? Écoutons-le encore : « Je ne suis point possédé de la chimère de l'immortalité; je désire rendre des services à l'humanité autant que mes moyens me le permettront. Mon but est de former des médecins d'une pratique plus heureuse que ne peut l'être celle des systématiques à la mode. J'y parviendrai, j'en suis sûr, parce que depuis douze ans j'ai coutume d'y parvenir, parce qu'aucun de ceux qui m'ont entendu ou vu pratiquer n'a résisté à la force de la vérité : j'ose espérer d'en élever un assez bon nombre pour susciter à l'erreur des ennemis qui finiront un jour par la détruire. »

Ne reconnaît-on pas le réformateur à ces fières et confiantes paroles? N'aperçoit-on pas en lui la conviction passionnée qui est un signe anticipé du triomphe? Aussi la nouveauté de ses vues, l'enchaînement de ses déductions, la hardiesse même de ses attaques, firent grand bruit et attirèrent à son cours un auditoire nombreux et en-

9.

thousiasmé. Son enseignement était si original, sa parole si vive, si colorée, si saisissante; il réfutait ses adversaires avec tant de véhémence et d'esprit, que l'amphithéâtre de la rue du Foin ne put bientôt plus contenir tous ceux qui accouraient pour l'entendre. Il transporta son cours dans l'amphithéâtre plus vaste de la rue des Grès, et put bientôt le poursuivre d'une manière officielle à l'hôpital même du Val-de-Grâce. M. Broussais renouvela à cette époque les merveilleux succès des plus célèbres professeurs du moyen-âge. La puissante parole du maître entraînait la persuasion exaltée des disciples. L'irritation était devenue un article de foi médicale ayant ses fanatiques et au besoin ses martyrs, et l'on vit assez fréquemment la gastro-entérite provoquer des duels de la part de ceux qui en trouvaient les signes dans toutes les ouvertures de cadavres, et voulaient qu'on y crût sous peine de mort.

Mais il ne se borna point à cette propagation orale de ses idées. Il eut recours à une publicité plus étendue, et fit paraître son célèbre *Examen des doctrines médicales,* qui acheva la révolution commencée par ses cours. Ce livre, qui a acquis des développemens successifs, était à la fois un code de règles impérativement énoncées en forme d'articles, et une histoire critique des divers systèmes qui avaient précédé le sien. Législateur de la science nouvelle et juge de la science passée, M. Broussais citait à son tribunal tous ses grands prédécesseurs depuis Hippocrate jusqu'à Pinel, et faisait le procès à leurs idées d'après la loi qu'il venait de promulguer. Il n'eut pas de peine à les convaincre d'erreur, puisqu'il se donnait à la fois comme l'inventeur et l'arbitre de la vérité médicale. Condamnant tour à tour les galénistes, les humoristes, les chimistes, les mécaniciens, les animistes, les pinélistes, les éclectiques et les empiriques des divers temps, il montra les vices particuliers aux systèmes qu'ils avaient suivis en médecine. Son ouvrage produisit l'effet qu'il en attendait. Il fut lu avidement, car il était écrit avec verve, d'un style inégal, mais simple, énergique, riche, animé. Il frappa par une science vaste malgré son point de vue exclusif et par un air de justice que lui donnait l'histoire dont il avait emprunté la forme et l'autorité. La confrontation successive de la doctrine physiologique avec toutes les autres, et les passions que M. Broussais ne pouvait pas s'empêcher de mêler à ses idées, y répandaient un intérêt en quelque sorte dramatique. Aussi, quoique le novateur y eût exposé les théories de ses devanciers avec la partialité naturelle à un adversaire, quoiqu'il eût entrepris de renfermer l'observation et la clairvoyance humaines dans

l'horizon nécessairement borné d'un système, il eut un plein succès, et bientôt, à l'aide de ses journaux comme de ses livres (1), de sa clinique au lit des malades comme de ses leçons, il renversa tout ce qui le gênait et domina seul.

En effet, au bout de quelques années, les partisans de l'ancienne médecine, attaqués, surpris, déconcertés, se turent. Pinel, qui avait toujours été timide et dont la théorie était restée indécise, assailli par son disciple, maintenant son antagoniste, devenu vieux lui-même et incapable de résister à une pareille fougue et à une aussi pressante conviction, refusa de combattre. Il descendit silencieusement et avec dignité du trône médical qu'il occupait depuis vingt années et où M. Broussais monta hardiment, décidé à mieux s'y défendre et croyant pouvoir toujours y rester. Une jeunesse ardente, enthousiaste, se pressa autour de lui. Elle se passionna pour ses idées, dont la simplicité était surtout séduisante pour elle, et les transporta des bancs de l'école dans la pratique médicale sur tous les points de la France. Il y eut un moment où M. Broussais fit secte.

Mais la pratique est l'épreuve des systèmes, en médecine surtout. Pour durer, il ne faut pas seulement qu'ils satisfassent les esprits; il faut qu'ils guérissent les malades. La doctrine de M. Broussais avait besoin de ce dernier succès afin de se consolider entièrement. Malheureusement pour elle, depuis qu'elle était adoptée, on ne mourait pas moins, et de méchans esprits prétendaient même qu'on mourait davantage. On la jugea à son tour. Tandis que des partisans peu mesurés la compromettaient en l'exagérant, des adversaires habiles s'élevèrent contre elle et non sans succès dans un pays où l'on sait toujours mieux attaquer que se défendre.

Sans lui refuser une part de vérité et sans nier les services qu'elle avait rendus sous certains rapports à l'art de guérir, on contesta la certitude de son principe et l'universalité de son application. On

(1) Outre les ouvrages déjà cités, il publia pour la propagation ou la défense de son système :

Les *Annales de la médecine physiologique* depuis 1822 jusqu'en 1834, formant 26 volumes;

Un *Traité de Physiologie* appliquée à la pathologie, 1822, 2 vol. in-8°;

Un *Catéchisme de la médecine physiologique, ou Dialogue entre un savant et un jeune médecin*, 1824, 1 vol. in-8°;

Des *Commentaires des propositions de pathologie consignées dans l'Examen des doctrines médicales*, 1829, 2 vol. in-8°;

Et un grand nombre de discours, de réponses, de traités, publiés à part ou dans des journaux.

prétendit que l'irritation n'était pas l'origine de tous les troubles organiques; on soutint avec Bichat que l'état maladif, loin d'être l'exagération de l'état sain, avait pour cause des phénomènes d'une nature opposée à celle des phénomènes réguliers, qui différaient d'eux non par la quantité, comme le voulait M. Broussais, mais par la qualité; on ne s'expliqua point comment l'irritation, qui resserrait la fibre en la contractant, pouvait provoquer dans son tissu, sous un espace devenu plus étroit, une plus grande masse de liquides et faire produire à la contraction les effets de la dilatation; on ne comprit pas mieux comment la fibre irritée, tantôt conservait ces liquides accumulés pour les livrer à la décomposition inflammatoire, tantôt leur ouvrait passage par l'hémorragie, ayant ainsi la propriété contradictoire de les retenir et de les expulser. On fut encore plus éloigné de reconnaître que l'irritabilité visible et mécanique de la fibre musculaire pût être confondue, ainsi que le faisait M. Broussais, avec la sensibilité des nerfs dont le tissu était immobile, et dont les opérations plus délicates et en quelque sorte spirituelles s'exécutaient en vertu de lois d'un ordre moins matériel et moins facile encore à saisir. Si l'irritation maladive d'un organe était transportée sur un autre par l'influence des sympathies nerveuses, ainsi que l'enseignait M. Broussais, on se demanda pourquoi, dans le traitement par la révulsion, les nerfs n'augmentaient pas l'irritation dans la partie déjà enflammée, au lieu de l'affaiblir.

Enfin, tout en reconnaissant que M. Broussais avait saisi l'une des causes les plus générales des maladies, l'inflammation dont il avait signalé la marche dans les divers tissus; qu'il avait rattaché les maladies chroniques aux maladies aiguës, et plus fortement ramené que personne les maladies aiguës aux organes qui en étaient le siége; qu'en les localisant ainsi, il avait rendu leur diagnostic plus sûr et leur traitement plus régulier; qu'il avait appelé l'attention sur l'importance et les troubles de l'appareil digestif, avant lui mal exploré et peu ménagé; qu'il avait introduit plus de tempérance dans les habitudes et, sous ce rapport, perfectionné l'hygiène publique; qu'enfin il avait enrichi de quelques vérités utiles la pratique générale qui s'avance toujours, grossie de ce qu'il y a de fondé dans les divers systèmes; on crut néanmoins que la nature était plus compliquée dans ses procédés et dans ses désordres que ne l'avait imaginé M. Broussais, et qu'il n'y avait ni une seule opération organique, ni un seul genre de maladies, ni un seul mode de traitement.

M. Broussais avait été un peu trop exclusif. Mais s'il s'était trompé en

substituant quelquefois les conjectures aux observations et l'argumentation à la certitude, il l'avait fait à la manière des grands novateurs, dont les erreurs ne sont jamais que l'exagération d'une vérité. Malheur, du reste, aux siècles, aux nations, aux hommes qui ne se trompent pas ainsi ! Ils sont frappés de stérilité, et ils manquent d'idées de peur d'avoir des systèmes. Le genre humain ne vit que de systèmes. Il croit toujours plus qu'il ne sait, et il n'avance qu'en consentant à s'égarer. S'il ne cherchait pas la vérité avec hardiesse, s'il ne croyait pas l'avoir atteinte toutes les fois qu'il l'a entrevue, s'il ne s'efforçait pas de l'enfermer dans ces classifications imparfaites que nous appelons sciences, s'il ne soumettait pas les procédés et les créations de la nature à des formes qu'il est de temps en temps obligé d'élargir et de refaire, il ne trouverait que confusion dans l'univers où l'esprit incertain et accablé se perdrait au milieu d'une immensité de faits sans ordre et d'opérations sans loi.

M. Broussais fut conduit, par la marche de ses travaux, à rattacher l'homme moral à l'homme physique. De médecin, il devint philosophe. Il appliqua sa théorie physiologique aux actes intellectuels, et publia son ouvrage *de l'Irritation et de la Folie*. Son but avoué en composant cet écrit, qui excita beaucoup d'émotion parmi les philosophes et les médecins, et sembla destiné à les mettre aux prises, fut de rendre la philosophie dépendante de la physiologie. Il parut comme un conquérant et en armes sur les paisibles domaines de l'intelligence, qui changeaient souvent de maîtres, et dont les possesseurs n'étaient plus les disciples de Locke et de Condillac. Ceux-ci auraient pu trouver grace devant M. Broussais. Il y avait entre eux et lui d'assez grandes conformités d'opinion sur l'entendement humain, qu'aucun d'eux ne séparait des sens, et que plusieurs plaçaient dans la matière même. D'ailleurs M. Broussais restait fidèle à leur école, qui avait rendu de si grands services aux sciences naturelles en leur recommandant l'observation des faits, l'emploi d'une analyse sévère, et l'adoption d'une langue exacte. Mais ils avaient été remplacés dans la direction des esprits par les savans et brillans introducteurs des théories psychologiques et idéalistes récemment professées en Écosse et en Allemagne. M. Broussais regardait ces derniers, auxquels il donnait le nom de kanto-platoniciens, comme des usurpateurs étrangers. Ils avaient fondé en France une école décidément spiritualiste, dont il repoussait la doctrine, et dont il n'aimait pas le succès. Cette école, moins dogmatique qu'historique, douée de plus de discernement que d'invention, proclamait son éclectisme, et met-

tait l'originalité de ses opinions dans le choix qu'elle savait en faire. Elle puisait ses croyances philosophiques partout où le travail des siècles et la vérification du sens commun lui en désignaient d'éprouvées. M. Broussais s'éleva contre elle avec toute la véhémence de son talent. Il attaqua ses chefs, qui attiraient autour d'eux la jeunesse par la beauté de leur parole et le cosmopolitisme même de leur système, les peignit se retirant dans leur *moi* pour connaître le monde, se fermant les yeux pour observer, donnant les rêves de leur pensée pour les lois des choses, méprisant leurs devanciers, inintelligibles, intolérans, superbes. Il leur reprocha de mettre inutilement une ame dans le cerveau, comme on placerait, c'est son expression, *un joueur de clavecin à son instrument*, et de créer une idolâtrie philosophique en relevant, écrivait-il avec son fier coloris, *le panthéon de l'ontologie, devant lequel il ne fléchirait pas le genou.*

Il se présenta comme le restaurateur de l'école expérimentale et analytique de Bacon, de Locke, de Condillac, de Tracy, et comme le continuateur des travaux de Cabanis. Engagé dans ces voies, il s'y avança plus loin que tout le monde. A ses yeux, l'homme physique est l'homme tout entier. M. Broussais ne reconnaît pas en lui un principe spirituel distinct de l'élément matériel. C'est par ses nerfs qu'il sent, c'est dans ses viscères que se forment ses instincts et ses passions, c'est dans son cerveau que s'élabore sa pensée, c'est dans son organisme que réside sa personnalité. Mais ces appareils matériels ne sont pas seulement le siége de ces phénomènes, ils en sont la cause. Ainsi la sensibilité est un produit nerveux, la passion est un acte viscéral, l'intelligence est une sécrétion cérébrale, et le moi est une propriété générale de la matière vivante. Voici comment M. Broussais fut conduit à son système.

Observant les faits intellectuels et moraux dans leur manifestation extérieure, et n'allant point au-delà de ce qu'il apercevait, il crut que leur mode de production indiquait leur nature même, et, les trouvant associés à la matière, il pensa qu'ils étaient identiques avec elle. Ce qui le fortifia surtout dans cette opinion, ce fut de voir la sensibilité et l'intelligence naître, croître, décliner et disparaître avec le corps. Nulles dans l'embryon, ébauchées dans le fœtus, débiles chez l'enfant, progressives chez l'adolescent, parvenues à toute leur force chez l'adulte, elles diminuent chez le vieillard, sont suspendues chez l'homme endormi, annulées dans l'idiot, perverties dans le fou, et s'anéantissent entièrement lorsqu'arrive le terme où sont usés les ressorts nerveux de la machine merveilleuse, mais péris-

sable, qui les produit. M. Broussais, en suivant l'étroite et incontestable dépendance où la sensibilité et l'intelligence se trouvent à l'égard des organes, en conclut non pas que les organes sont les instrumens ici-bas nécessaires de la sensibilité et de l'intelligence, mais que la sensibilité et l'intelligence sont les effets passagers de ces organes.

Comment s'accomplissait d'après lui ce mécanisme matériel qui produisait des résultats moraux? Par l'entremise physiologique de l'excitation. On se rappelle la théorie de l'irritabilité en vertu de laquelle les agens externes ou internes, appelés modificateurs, contractant les tissus, provoquent une réaction des organes, et les sollicitent à remplir leurs fonctions. Cette théorie suffit à tout dans son unité féconde. Elle rend compte des phénomènes intellectuels qui sont, d'après M. Broussais, un mode particulier d'excitation nerveuse. Ce mode d'excitation a lieu dans le cerveau. Il est produit par deux courans nerveux, l'un externe qui vient des sens et qui le met en communication avec le monde, l'autre interne qui vient des viscères et qui le met en communication avec lui-même. Le premier lui apporte l'impression des objets, le second le cri des instincts. Provoqué par cette double excitation, le cerveau réagit en vertu de son innervation propre et change l'impression des objets en idées, la sollicitation des instincts en actes de la volonté. L'opération qu'il accomplit est analogue à celle de l'estomac qui, excité par les alimens, les transforme en chyle.

Le fondateur de la doctrine physiologique ne reconnaît dans les actes les plus sublimes de l'homme que des produits physiques de son cerveau. Cette créature si richement douée sent, pense, se souvient, imagine, veut, aime, se dévoue, par suite de modifications plus ou moins fortes de sa pulpe cérébrale. Le développement du cerveau et les degrés divers de son excitation causent les différences de ces phénomènes, qui sont les effets échelonnés d'une opération unique. Les plus faibles produisent les instincts, qui sont les débuts de l'intelligence. Les plus considérables donnent le génie, qui est le maximum de l'excitation normale. S'ils sont excessifs, il y a délire, et si cet excès d'excitation dure, il y a folie. L'imbécillité n'est que le défaut d'action de l'organe intellectuel, et la manie n'est que son irritation maladive. Quant à la liberté des déterminations humaines, elle doit être mise au rang des chimères, et il faut savoir reconnaître dans l'apparence de la volonté l'accomplissement fatal d'une excitation dominante qui, dans le conflit des impressions arrivées de toutes parts au cerveau, l'emporte sur les autres.

Tel est ce système dans ses traits principaux. Il est simple : est-il aussi vrai? La force et la hardiesse d'esprit déployées pour le construire ou pour le soutenir doivent-elles nous faire illusion sur la fragilité de ses fondemens? M. Broussais a-t-il raison contre le sentiment unanime du genre humain et contre l'opinion à peu près générale des philosophes, qui place dans le corps un principe spirituel distinct, quoique dépendant de lui sous beaucoup de rapports, pendant leur union passagère? Est-il possible d'admettre qu'un instrument matériel produise seul des effets qui ne le sont pas, que la pensée à laquelle M. Broussais n'accorde pas plus que personne les attributs de la matière, puisqu'il convient qu'elle ne peut ni se voir, ni se toucher, ni se décomposer, soit le résultat direct d'un organe qui se voit, se touche, se décompose? Avec quelle apparence ce qui est un peut-il être confondu avec ce qui est complexe, ce qui est spontané et actif avec ce qui est passif et dépendant, ce qui peut être partout à la fois, dans l'espace et dans le temps, sans être soumis aux conditions de l'étendue et de la durée, avec ce qui ne saurait se trouver qu'en un seul lieu, dans un seul moment?

Pourquoi ne pas reconnaître que des phénomènes spirituels sont les actes d'un principe de même nature qu'eux, et que, accomplis, il est vrai, à l'aide des sens et du cerveau, ils ne peuvent être perçus, voulus, jugés, conservés que dans un centre indivisible et dès-lors immatériel? Comment ne pas convenir que ce principe auquel on donne le nom de *moi*, si on le considère sous le rapport de sa personnalité; celui de conscience, si on le considère sous le rapport de son action réfléchie; celui d'ame, si on le considère sous le rapport de son existence abstraite, conserve seul l'identité de l'être humain à travers les phases de la vie, les changemens du corps, le renouvellement successif et total des organes incapables par-là même de rester dépositaires d'impressions et d'idées appelées à survivre à la portion de matière qui les aurait produites? Enfin, comment contester que l'étude de ce principe, de ses facultés, de ses lois, de ses actes, forme une science à part, justement appelée psychologie et différente de la physiologie ou science du corps, pour le compte de laquelle M. Broussais se montre trop exigeant par une habitude de métier fortifiée de toute la puissance d'un système.

Le premier consul demandait un jour à un illustre géomètre pourquoi il n'avait pas parlé de Dieu dans son système du monde. « C'est, répondit-il, parce que je pouvais me passer de cette hypothèse. » M. Broussais a cru pouvoir, en traitant de l'homme, se passer à son

tour de l'hypothèse de l'ame. Lui qui reconnaît un souverain auteur à l'univers, lui qui a dit : *Je sens qu'une intelligence a tout coordonné*, n'aurait-il pas dû apercevoir qu'il est aussi difficile de rejeter l'ame du corps que d'exclure Dieu du monde; que le corps ne peut pas plus se passer que le monde d'un ordonnateur spirituel qui possède et qui dirige ces nobles facultés à l'aide desquelles nous comprenons les lois des choses et des êtres, nous aimons la justice, nous faisons volontairement le bien, et nous nous élevons jusqu'au sacrifice réfléchi de nous-mêmes?

L'ouvrage sur l'*irritation et la folie*, qui engagea M. Broussais dans une polémique mémorable avec les psychologistes, parmi lesquels il rencontra d'habiles adversaires et de redoutables argumentateurs, fut la conséquence la plus extrême et la plus logique du sensualisme; mais il ne marqua point le terme des travaux de M. Broussais. Cet homme infatigable et hardi ne pouvait ni s'astreindre au repos, ni s'enfermer dans les opinions reçues. Aussi, après avoir épuisé ses propres idées, lui était-il réservé de prendre en main la défense d'une doctrine qui lui était étrangère, à laquelle même il n'avait pas été jusque-là favorable, mais qui avait sans doute à ses yeux le double mérite d'être originale et contestée.

Pendant que M. Broussais concevait, propageait, développait sa doctrine de l'irritation, il s'était formé un système à beaucoup d'égards différent du sien sur le mécanisme et la philosophie du cerveau. Le célèbre et ingénieux docteur Gall ne s'était pas borné à faire de cet organe le siége, l'instrument ou même la cause de la pensée. Doué d'un rare esprit d'observation, il avait cru remarquer que les penchans et les facultés des êtres correspondaient à un certain développement de leur crâne. Il avait pensé que les instincts conservateurs, que les sentimens affectifs, que les besoins moraux et religieux, que les dispositions de l'intelligence résidaient dans des régions particulières du cerveau qui leur étaient respectivement affectées. Procédant à cette distribution graphico-morale du crâne, il avait attaché chacune des facultés qu'il avait observées à un organe spécial, et avait assigné à cet organe une place déterminée par le relief qu'il projetait sur la boîte osseuse dont la forme, suivant lui, était modelée d'après celle du cerveau. Le nombre de ces facultés qui s'est accru depuis, s'élevait d'abord à vingt-huit. Comme pour les saisir dans leurs saillies extérieures, Gall les avait remarquées chez les individus qui les possédaient avec excès; il avait été amené à leur donner des noms qui

étaient quelquefois ceux de nos qualités et aussi souvent ceux de nos vices.

Son ami, son disciple, son continuateur, Spurzheim, rectifiant en cela sa nomenclature, n'avait vu dans les organes du cerveau que des forces pures, qu'il dépendait de l'homme de rendre utiles par une application régulière et intelligente, dangereuses par un emploi déraisonnable et exagéré. Il les avait désignées par le nom abstrait de leur destination générale, au lieu de leur appliquer le nom de l'usage, et souvent même celui de l'abus qui était fait d'elles et que Gall leur avait d'abord imposé. Ainsi, pour en offrir un exemple, il avait appelé dans son langage un peu barbare, organe de l'*acquisivité*, celui que Gall avait appelé organe du vol, et organe de la *destructivité*, celui que Gall avait appelé organe du meurtre. Cette science qui avait peut-être quelque réalité dans ses grandes divisions du cerveau, si elle avait été fondée dans tous ses détails, aurait eu une véritable commodité pour les observateurs et pour les honnêtes gens. Elle leur aurait montré le cerveau des hommes comme un livre ouvert et prophétique où des yeux clairvoyans auraient pu lire les destinées écrites d'avance dans les organes.

M. Broussais avait été d'abord contraire à la phrénologie. Il l'avait repoussée, parce que les proéminences osseuses ne correspondaient pas constamment, d'après lui et d'après beaucoup de physiologistes, aux circonvolutions cérébrales qui, de leur côté, n'indiquaient pas toujours les aptitudes dominantes, parce que l'action du cerveau mettait plus de différence entre les hommes que la quantité de sa masse; parce qu'en réduisant à vingt-huit ou à trente le nombre des organes, on les circonscrivait trop en comparaison des penchans de notre instinct et des facultés variées de notre intelligence; parce qu'il fallait alors recourir à des subtilités continuelles pour expliquer par des combinaisons d'organes les penchans et les facultés qui n'avaient pas d'organes propres; parce qu'enfin tout le concours de l'appareil cérébral n'existait plus pour l'accomplissement de chaque phénomène forcément isolé, et qu'on ne reconnaissait aucun organe régulateur dans le cerveau qui ne restât livré à la plus confuse anarchie.

Malgré la valeur et le souvenir de ces objections, M. Broussais devint partisan de la phrénologie à la fin de sa vie. Après la révolution de 1830, une justice tardive avait été rendue à son mérite comme à sa renommée. Le gouvernement nouveau avait créé pour lui une chaire de pathologie et de thérapeutique générales à la Faculté de Médecine

de Paris (1), et l'Académie des Sciences morales et politiques, dès son rétablissement, l'avait appelé dans sa section de philosophie. Ce fut vers cette époque que M. Broussais se fit le chef de l'école phrénologique, privée de ses deux fondateurs. Au fond, il y avait beaucoup de rapport entre la localisation des facultés humaines dans le cerveau et la localisation des maladies dans les organes. Ces deux systèmes étaient le résultat de la même tendance et signalaient dans la science une sorte d'anarchie; le premier, en établissant dans le corps une république d'organes sans unité; le second, en plaçant dans le cerveau une république de facultés soustraite au gouvernement supérieur de l'ame.

Cette analogie ne fut peut-être pas sans influence sur la nouvelle conviction de M. Broussais. Quoi qu'il en soit, il trouva la division du cerveau en organes distincts plus adaptée à la variété de ses actes et à leur nature, selon lui, matérielle. Il renonça donc à l'indivisibilité de l'action cérébrale, et consentit à transporter, dans la partie postérieure et à la base du cerveau, les instincts qu'il avait jusque-là placés dans les viscères. Mais, en refusant désormais à ceux-ci la faculté de produire les passions, il leur accordait toujours le droit de les exciter. Après avoir adopté la doctrine phrénologique, M. Broussais mit à son service le talent, l'ardeur, la verve, l'activité qu'il conservait encore. Introduite dans ses mémoires académiques, propagée par lui dans un journal, professée dans des cours où il retrouva l'animation de parole, l'affluence d'auditeurs, et les succès éclatans de ses plus célèbres années, cette doctrine obtint les derniers efforts de son esprit fatigué et de sa vie défaillante. Il s'en fit le représentant et le défenseur dans notre Académie. Assidu à nos séances, facile dans son commerce, attentif aux idées d'autrui tout en étant fort arrêté dans les siennes, il prit part à nos travaux tant que ses forces le lui permirent. C'était un excellent confrère que nous devions avoir la douleur de perdre trop tôt.

Il était depuis long-temps en proie à une lente et cruelle maladie, sous laquelle son corps s'affaissait chaque jour sans que sa mâle vigueur fléchît un instant. Moins d'un mois avant sa mort, nous l'avons vu, pâle, exténué par la souffrance, mais soutenu par l'énergie de la volonté, venir une dernière fois au milieu de nous exposer et défendre, avec une parole aussi ferme que son ame, les convictions qui

(1) M. Broussais fut nommé plus tard inspecteur-général du service de santé des armées, et commandeur de la Légion-d'Honneur.

lui étaient chères. La maladie qui le détruisait sourdement avait fait alors d'irrémédiables progrès. Il en connaissait toute la gravité et en suivait la marche sur lui-même avec plus de sagacité et de sang-froid qu'il n'en eût mis à l'étudier sur un autre. Il en tenait un journal. Dans ce registre où il consignait sans surprise et sans plainte des accidens dangereux, des souffrances vives, des opérations cruelles, des prévisions alarmantes, le médecin, s'élevant au-dessus de l'homme, se montrait plus occupé de la science que de sa douleur.

C'est ainsi qu'il s'observa jusqu'à la fin, ne laissant échapper aucune parole d'illusion ou de crainte. Il alla passer les trois derniers jours de sa vie à la campagne, près de Paris. Malgré son extrême affaiblissement, il ne cessa pas de travailler. Il dictait encore un mémoire quelques heures avant d'expirer. Mais il fut bientôt saisi par les violentes et terribles angoisses de la mort. Une organisation aussi forte que la sienne, quoique usée par le mal, ne pouvait pas se briser doucement. Il ressentit tout d'un coup comme un déchirement intérieur de la vie, se leva à moitié sur son lit en poussant un grand cri, avec des gestes et un air éperdus, puis il retomba. Le moment suprême était arrivé; il le sentit, fit un dernier mouvement, et d'une main presque inanimée il abaissa lui-même ses paupières sur ses yeux, qui se fermèrent pour jamais.

Ainsi finit, le 17 novembre 1838, à l'âge de soixante-six ans, cet homme d'une force peu commune qui poursuivait ses recherches sur lui-même à travers les atteintes d'une maladie mortelle, et dont l'activité scientifique ne s'arrêta qu'à l'heure du repos éternel. De sincères regrets et d'universels hommages s'élevèrent de toutes parts. M. Broussais les méritait également. Il n'était pas seulement supérieur par ses découvertes et par ses ouvrages, il était bon, simple, cordial, attachant. Ce réformateur si intraitable, cet athlète si impétueux, cet adversaire si violent et si altier, était, dans les habitudes ordinaires de la vie, le plus bienveillant et le plus facile des hommes. La nature, qui lui avait donné une grande vigueur de corps, une rare puissance d'esprit, une énergie indomptable de caractère, avait ajouté à ces fortes qualités des dispositions aimables et douces. Elle lui avait départi beaucoup de bonhomie, un fonds inaltérable de gaieté, une générosité compatissante. Il ne pouvait ni faire ni voir souffrir. S'il a souvent attaqué, il n'a jamais haï. Il ne détestait, dans ses adversaires, que leurs théories. Ses colères comme son orgueil se renfermaient, à ce qu'il croyait du moins, dans la science, et tenaient surtout à l'amour qu'il portait à ses idées et à l'ardeur même de ses convictions.

Entraîné par la partie la plus noble et la plus élevée de la science, il en avait négligé l'application et dédaigné les profits; il avait surtout exercé dans les camps, au milieu des ravages de la guerre et des épidémies, n'ayant eu de la pratique médicale que les dangers et l'héroïsme. Aussi, le médecin qui couvrait la France de ses disciples, et remplissait l'Europe de son nom, après trente ans d'exercice et de gloire, est mort pauvre; cette passion pour la vérité lui faisait cependant porter trop de fougue dans sa recherche, et le rendait moins difficile qu'il ne l'aurait fallu sur ses preuves. Son esprit, qui était vif, pénétrant, ferme, créateur, n'avait pas des procédés assez rigoureux; il ne se posait pas toujours bien les problèmes, et il se contentait souvent de solutions imparfaites, parce qu'il observait bien et qu'il concluait trop. Chercher et croire, affirmer et combattre, tels étaient ses besoins; il ne savait ni douter, ni hésiter. De là venaient à la fois ses imperfections, son talent, sa puissance, ses succès; il y puisait un style aux allures animées et libres, coloré, abondant, inégal, énergique; il y trouvait l'inspiration de ces livres qui intéressaient non-seulement par l'exposition de ses idées, mais par l'émotion de ses sentimens, car il y mettait à la fois ses systèmes et sa personne.

M. Broussais a eu un génie inventif; il appartenait à cette génération vigoureuse et créatrice qui s'occupait un peu moins que la nôtre de ce qu'on avait pensé dans les siècles précédens, et qui découvrait un peu plus. Aussi, le nom de Broussais demeurera inscrit à côté des grands noms dans la science qu'il a cultivée, honorée et perfectionnée.

MIGNET.

# DES

# POÈTES ÉPIQUES.

## IV.

### DE L'ÉPOPÉE INDIENNE.[1]

C'est une des conditions vitales de la société de découvrir les unes après les autres les richesses du passé, à mesure qu'elle a besoin de prendre un essor nouveau. Le même siècle n'a pas vu reparaître à la fois toutes les splendeurs de l'antiquité. Ces flambeaux ne se sont rallumés que successivement, et les uns par les autres. Dès que le moment arrive où le moyen-âge doit sortir de sa nuit, Virgile commence à renaître avec le génie latin. Il devient l'instituteur de l'Italie moderne, et le conducteur de Dante rouvre le premier les portes de l'avenir. Plus tard, quand cette force s'arrête, que le siècle assoupi a besoin d'une seconde impulsion, c'est Homère qui, dans Constantinople, sort de l'oubli. Entouré du cortége des orateurs, des poètes

(1) Voyez, dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 mai 1836, *Épopée grecque;* — 15 août 1836, *Épopée romaine;* — 1er janvier 1837, *Épopée française*, etc.

grecs, il dissipe, à son souffle, le moyen-âge, et crée la renaissance. Quelquefois ce sont des modernes qui, le lendemain de leur apparition, retombent dans l'obscurité et sont comme s'ils n'avaient jamais été. Mais leur action, un moment suspendue, n'en est bientôt que plus puissante. Tel fut Shakspeare. S'il est oublié par le XVIII^e siècle, il revit de nos jours, et cette résurrection a provoqué en partie celle de l'Allemagne : en sorte que ces hommes peuvent être regardés comme d'ardens messagers qui, de loin à loin, viennent marquer l'aurore des grandes journées du monde intellectuel. Aujourd'hui, l'Europe est lasse; elle l'avoue elle-même. Parcourez l'Angleterre, l'Allemagne, la France; partout, avec des visages divers, vous trouverez, haletant et vivant d'une même ombre de vie, les hommes attachés, non au présent, mais à l'attente d'une chose qu'ils ne savent comment nommer. Virgile, Homère, Dante, Shakspeare, ne suffisent plus à repaître ces esprits magnifiques. Il faudrait, disent-ils, de nouvelles sources d'eau vive pour nous assouvir dans notre désert moral. Et voilà qu'en effet soudainement jaillit du rocher un flot d'inspiration qu'aucune génération n'a encore détourné à son profit; voilà que des noms jusqu'ici ignorés sont prononcés, des langues, des religions perdues sont découvertes, des dieux retrouvés. Une poésie inconnue, la poésie indienne, commence à se révéler. Par-delà l'Homère grec, un Homère indien se montre à l'extrémité des temps, puisque les critiques les plus modérés placent sa naissance mille ans avant le Christ. Hâtons-nous donc de nous tourner de ce côté; voyons ce que peuvent être une Odyssée, une Iliade au bord du Gange. Qu'avons-nous de commun avec ce génie que le temps et l'espace ont mis si loin de nous? Que faut-il en espérer pour l'avenir? Quel bon ou mauvais augure en tirer? Virgile et Homère ont prêté quelque chose de leur vie aux siècles de Léon X et de Louis XIV. Quel siècle naîtra au souffle de cet Homère du golfe de Golconde?

L'Inde, comme la Grèce, a deux épopées principales. Sous les titres du Ramayana et du Mahabaratha, elle a son Iliade et son Odyssée. Si l'étendue des œuvres faisait seule leur importance, cette littérature serait, sans contestation, la première de toutes, puisque le moindre de ces poèmes renferme au moins quarante mille vers. Le tiers du Ramayana a été publié dès 1800 à Sérampore; mais, dans le trajet des Indes en Europe, le vaisseau qui portait une partie de cette cargaison fit naufrage. Le premier et le troisième volume parvinrent seuls en Angleterre; il y a quelques années seulement, William

Schlegel, persuadé, sans doute, que la question littéraire de notre temps est celle de la renaissance orientale, a entrepris une édition complète des deux épopées. Cette publication n'est point terminée, en sorte que, dans l'état actuel de la critique, ces grandes masses de poésie sont encore, en partie, inconnues. Colosses de Thèbes, ensevelis jusqu'au front dans les sables, on n'aperçoit que leurs diadèmes. Cependant les fragmens mis à découvert suffisent pour déterminer le genre et le caractère de l'ensemble, de même que, sur une partie d'un animal perdu, les naturalistes recomposent le tout vivant dont elle a été détachée.

La forme de ces compositions exclut l'idée d'une analyse littérale. S'il fallait ici marquer le caractère du poème d'Arioste, vainement voudrait-on suivre un à un tous les pas de ce génie capricieux. A peine entré dans le labyrinthe enchanté, on perdrait le fil qui échappe souvent au poète lui-même. Or, le sentier vagabond d'Arioste est une voie droite et classique auprès de celle du poète indien. Pénétrerons-nous donc, au hasard, dans cette immense forêt vierge, et suivrons-nous tous les sentiers que nos yeux rencontreront? Bientôt nous serions égarés sans espoir, s'il est vrai que l'on ne peut mieux expliquer l'exubérance de ces poèmes qu'en la comparant à celle de cet arbre indien dont les branches, en retombant à terre, s'y attachent, s'y divisent, s'enracinent, poussent des rejetons qui deviennent eux-mêmes des arbres, lesquels se ramifient de nouveau, et, germant, se reproduisant, se multipliant ainsi en chaque endroit, forment une forêt qui n'est, pour ainsi dire, qu'une seule plante d'où s'exhalent toutes les harmonies d'un même continent, parfums vivans, murmures, bourdonnemens de la nature des tropiques. Où est le germe, où sont les branches, où est le tronc de cet arbre infini? De même, dans ces épopées, chaque incident tend à devenir un poème. Que ferons-nous pour ne pas nous perdre dans cette immensité? Nous imiterons les Européens, quand ils veulent s'établir au sein des forêts vierges des grandes Indes. Ils se hâtent d'y tracer de longues voies droites qui aboutissent à des points déjà connus. J'établirai ainsi plusieurs divisions dans l'examen de ces épopées, encore immaculées comme les savanes et les forêts où le condor et le boa ont seuls jusqu'à présent fait leur séjour. Je rechercherai les rapports de cette poésie avec son auteur, avec la religion nationale, avec la nature asiatique, avec les institutions civiles et l'histoire des Indes en général.

D'abord je veux savoir quelle a été la condition du poète lui-même.

Son nom est Valmiki, et notre siècle ne passera pas sans que ce nom ne soit inscrit à côté de ceux d'Homère, de Dante et de Shakspeare, car Valmiki est de la famille de ceux qui résument toute une civilisation. Comment a-t-il vécu? comment a-t-il composé son ouvrage? Ces questions sont résolues par le fait, dès le début du Ramayana. Cette épopée, comme celle de Dante, met d'abord en scène la personne du poète. Retiré sous les ombrages d'une forêt sacrée, dès les premiers vers il se prépare par une longue purification à l'inspiration divine. Tout annonce en lui un homme de la caste des prêtres, qui épure son esprit pour le rendre digne de produire le poème national des Indes. Son sanctuaire est dans le fond des vallées. Il fait ses ablutions dans les eaux divines du Tomosa. Ses disciples lui apportent au bord du fleuve ses vêtemens religieux, et, quand il sort des flots, son esprit sans tache est prêt à reproduire fidèlement les images impérissables que les dieux voudront y imprimer. Qui ne voit le sens profond caché dans ce début? Où est l'homme qui, avant d'accomplir sa tâche, n'a besoin d'une ablution intérieure? Où est celui qui ne s'est baigné dans le flot des douleurs humaines avant de recevoir, selon l'expression orientale, la seconde vie, c'est-à-dire celle de l'inspiration? Où est le philosophe, l'artiste, qui n'a une fois, au moins, lavé la poussière de ses rêves au bord des lacs immaculés et rafraîchi son front dans l'abîme insondable? Tout poète, avant de commencer son œuvre, ne se recueille-t-il pas dans le secret des forêts ou dans le secret de son cœur: Byron dans la mer des Cyclades, loin des bruits de l'Angleterre; M. de Châteaubriand dans les forêts de l'Amérique du Nord; avant eux, Camoëns, dans la solitude de l'Océan; Milton, dans la solitude des ténèbres; Dante, dans la solitude plus aveugle de l'exil? Les peintres du moyen-âge, plus poètes encore que peintres, s'agenouillaient avant de prendre leurs pinceaux, et ils commençaient par adorer en eux-mêmes l'image qu'ils allaient représenter. C'est-à-dire que nul n'entre dans le royaume de la poésie, de la philosophie, de la raison, sans passer par une épreuve quelconque, et cette idée est inscrite en traits ineffaçables au seuil même de l'épopée indienne.

La scène suivante achève de donner à ce début toute sa valeur. A peine le poète indien s'est-il préparé par la prière et la macération, à peine est-il parvenu à l'état de sainteté, que le dieu suprême Brahma descend des hauteurs du ciel et vient le visiter dans sa hutte de feuillage. Valmiki le reconnaît à travers ses traits mortels. Il se prosterne pour l'adorer; puis, lui présentant un siége fait de bois de

sandal, après lui avoir lavé les pieds, il l'invoque par le salut éternel. Le dieu lui ordonne alors de chanter Rama, le héros de la caste guerrière : « Achève, lui dit-il, le poème divin de Rama. Aussi longtemps que les monts s'appuieront sur leurs bases, et que les fleuves poursuivront leurs cours, le Ramayana sera répété par la bouche des hommes, et, tant que le Ramayana durera, mes mondes infinis te serviront d'asile. »

Que peut être une œuvre ainsi imposée par la religion, si ce n'est un acte du culte, une épopée sacerdotale? Tel sera, en effet, le caractère de cet ouvrage. Mélange du prophète et du guerrier, il tiendra du Coran et de l'Iliade. Ce qui manque aux civilisations grecque, romaine, moderne, se découvre dans la seule civilisation indienne, un poème épique né de l'inspiration de la caste des prêtres. Dans l'Iliade, qui est voisine de cette antiquité, combien le principe de l'inspiration n'est-il pas différent! Homère est entièrement affranchi du génie du sacerdoce. C'est un vieillard qui va librement de ville en ville, non un prêtre attaché à un sanctuaire. « Chante, déesse, la colère d'Achille, » voilà ses premiers mots. C'est lui qui commande et s'impose à son dieu; c'est lui qui l'aiguillonne. Il règne dans son œuvre, et, par ce début, on sent déjà que l'art grec a conquis une pleine indépendance. Il dispose à son gré des évènemens et des traditions; il les change comme il lui plaît. Les cieux même lui sont soumis, car il les orne à sa fantaisie; et toujours orthodoxe, pourvu qu'elle soit belle, sa croyance renferme déjà un scepticisme prématuré. Dans l'épopée indienne, au contraire, le poète est soumis en esclave au dieu qui le visite et lui prescrit son œuvre, comme un rituel liturgique. Il se prosterne la face contre terre au seuil de son poème; le caractère du génie oriental est ainsi représenté dans ce premier dialogue de Valmiki et de Brahma, du poète et du dieu; ou plutôt il n'y a ici ni poète, ni artiste, ni poème, mais un dieu, un prêtre, un sanctuaire, une cérémonie solennelle, l'offrande de la parole harmonieuse; car ces épopées sont placées au rang des livres sacrés : elles sont pour les Indiens ce que le Coran est pour les mahométans, l'Évangile pour les chrétiens. C'est sur ces livres ouverts que se prêtent les sermens dans les actes de la vie civile et politique; et ce caractère sacré peut-il être exprimé avec plus de force que dans les vers suivans : « Celui qui lira le récit des actions de Rama sera délivré de tous ses péchés; il sera exempt de tout malheur dans la personne de son fils, de son petit-fils. Heureux qui, écoutant le Ramayana, l'a compris jusqu'à la fin! heureux qui seulement l'a lu jus-

qu'à la moitié! Il donne la sagesse au prêtre, au noble une noblesse nouvelle, la richesse au commerçant, et si, par hasard, un esclave l'écoute, il est lui-même anobli (1). »

Après que Valmiki a reçu ainsi l'ordre du ciel, ne pensez pas qu'il se jette soudainement au milieu des évènemens de son poème. Le génie de l'Orient ne procède pas avec cette impatience. Avant que l'action commence, il faut encore assister à l'une des scènes qui peignent le mieux la nature contemplative de l'Homère indien. Troublé par l'inspiration qui s'approche, accablé du fardeau de sa pensée, le poète s'assied au pied d'un arbre séculaire. Là il rêve aux vertus, à la noblesse, à la beauté de son héros, et cette méditation est le sujet de son premier chant. Vous voyez ainsi, par avance, le plan entier de son poème se dérouler au fond de sa pensée. Il aperçoit, dit-il, dans son esprit tout le sujet de l'histoire de Rama, aussi distinctement qu'un fruit du dattier dans le creux de sa main. Il mesure lentement dans son intelligence l'étendue de ce poème, *océan merveilleux rempli de toutes les perles des Védas*. Cette scène, qui suit de près celle de l'apparition du dieu, donne au début du Ramayana un caractère de contemplation et d'extase qui répond à tout ce que nous savons de la religion et des habitudes d'esprit du peuple indien. Le poète voit des yeux de sa pensée son œuvre plus parfaite assurément qu'il ne la fera jamais : n'est-ce pas le moment le plus beau de tout ouvrage humain? Combien Homère est loin encore de cette idée! Il est aussi impatient que le génie de l'Occident. Dès les premiers mots, il se précipite sur son sujet, comme un aigle de l'Olympe qui s'abat sur un troupeau, tandis que Valmiki plane d'abord dans la plus haute nue avant de descendre à la réalisation de son dessein. Long-temps il contemple l'idéal des évènemens et des choses qu'il décrira plus tard; création intérieure de figures que personne ne verra, d'harmonies que nulle oreille mortelle n'entendra; genèse des formes impalpables, beautés, sommets inaccessibles, parfums non respirés, lumière, strophes, voix dont le poème ne sera que l'écho ou l'ombre atténuée! Nous-mêmes, nous admirons dans les œuvres des poètes et des sculpteurs les personnages et les figures qu'ils ont créés. Que serait-ce donc si nous pouvions entrevoir ces images, ces êtres moraux, non point tels qu'ils ont été imparfaitement réalisés par des instrumens incomplets, le

(1) On retrouve une promesse semblable dans le poème tout chrétien du Titurel. *Revue des Deux Mondes*, 1er janvier 1837, *Épopée française*.

ciseau, le pinceau, les langues humaines, mais tels qu'ils ont apparu, dans leur nudité idéale, à l'esprit de leurs auteurs! Il n'est point d'artiste qui n'éprouve une douleur sincère en comparant à l'œuvre qu'il a rêvée celle qu'il a exécutée, et c'est la différence de ce modèle intérieur et du plan réalisé qui sert de préambule au Ramayana. Qui ne serait frappé de la grandeur de ces idées, rangées ainsi qu'une avenue de sphinx intelligens à l'entrée du monument?

Admis dans l'intimité du poète du Gange, nous avons vu naître ses pensées, fantômes divins à peine revêtus de la parole. Reste à savoir comment, du fond de cette solitude, son œuvre, en ces temps reculés, a pu être répandue et conservée dans la mémoire des hommes. J'ai montré ailleurs (1) de quelle manière une question semblable a renouvelé de nos jours la critique à l'égard d'Homère. Qui croirait que la plus grande lumière sur cette question nous vienne des bords du Gange? C'est pourtant ce dont il est facile de se convaincre. Pour achever sa confession, Valmiki raconte en effet de quelle manière son ouvrage a été porté de bouche en bouche, et l'on est étonné d'apprendre, dans ce récit, que des institutions poétiques, parfaitement analogues à celles de la Grèce héroïque et de l'Europe féodale, se retrouvent dans la double presqu'île en-deçà et au-delà du Gange : des rhapsodes qui chantent les fragmens du poème national, des ménestrels qui sont eux-mêmes récompensés par les auditeurs, comme ceux du moyen-âge. Il faut citer ici textuellement cette partie du Ramayana qui fournit des points de comparaison si évidens entre des sociétés que tout, d'ailleurs, semblait séparer.

« Le poème du Ramayana étant achevé, Valmiki se demanda : Qui le fera connaître au monde? En ce moment, deux disciples se jetèrent aux pieds du sage, tous deux illustres, à la voix mélodieuse, tous deux habitant un ermitage. Ayant regardé ces jeunes hommes ingénus, il leur dit après avoir baisé leurs fronts : — Apprenez le poème révélé; il donne la vertu et la richesse : plein de douceur, lorsqu'il est adapté aux trois mesures du temps, plus doux s'il est marié au son des instrumens, ou s'il est chanté sur les sept cordes de la voix. L'oreille ravie, il excite l'amour, le courage, l'angoisse, la terreur. — Après avoir ainsi parlé, le sage enseigna aux deux jeunes hommes tout le poème de Rama. Dès qu'il l'eut confié à leur mémoire, il leur dit encore : — Que cette histoire soit chantée par vous dans l'assemblée des sages, au milieu du concours des princes et dans la réunion des

(1) *Revue des Deux Mondes*, mai 1836, *Épopée grecque*.

bons. — Ces deux jeunes hommes, l'exacte ressemblance du héros, l'image réfléchie de ses perfections, éminens dans les livres sacrés, dans les mystères de la musique, chantèrent le poème en présence des sages, et les dieux descendus de l'empyrée, et les génies et les princes des serpens, furent ravis d'étonnement et de joie. A des temps marqués, les deux princes bien-aimés recommençaient leurs chants, et les sages se réunissaient par milliers pour les écouter, les yeux immobiles de plaisir et d'admiration. Et ils s'écriaient : O le grand poème! l'image fidèle de la vérité! D'anciens évènemens nous sont montrés comme s'ils se passaient sous nos yeux. Ceux qui chantent ce poème dans cette langue de miel sont deux princes d'une origine divine. Oh! que ce chant est pur! les mots justement réglés sont unis entre eux par un art inoui. Ainsi réjouis par leurs chants, un sage leur présenta un vase rempli d'eau consacrée, un autre des fruits de la forêt, un troisième de riches vêtemens, ou un vase de sacrifice, ou un siége fait de bois de sandal. D'autres leur souhaitaient une prospérité sans mélange, ou appelaient sur eux une longue vie. »

Voilà donc, sur les bords du Gange, les rhapsodes d'Ionie et les ménestrels du moyen-âge. Il faut ajouter que le caractère de la théocratie est encore empreint dans cette institution. Ces rhapsodes indiens ne vont pas réjouir de lieux en lieux le festin de leurs hôtes, à la manière des Grecs. Ils seraient plutôt semblables à ceux du moyen-âge qui ne chantaient guère l'épopée carlovingienne que dans les châteaux de la féodalité. C'est dans une assemblée choisie que se répète le poème de Valmiki. Composé par un prêtre, c'est surtout par des prêtres qu'il doit être entendu. Les classes inférieures, les *soudras*, ne jouiront pas du bienfait de cette poésie. Il sont exclus du monde idéal comme ils le sont, en quelque manière, du monde politique et civil.

Le Mahabaratha ne commence pas sur un ton moins pieux, car il s'ouvre par une conversation de religieux, dans un monastère consacré au dieu Brahma. Les solitaires prient un de leurs compagnons de raconter son histoire. Celui-ci cède à leurs instances; il répète toute une épopée dans les intervalles des sacrifices, et l'Iliade orientale est chantée dans une cellule d'ermite.

Au reste, le sujet de l'un et de l'autre de ces poèmes est une guerre religieuse. Dans l'un et dans l'autre, le héros va secourir les ermites, les prêtres, les solitaires dont les autels et les monastères sont menacés par une race ennemie. Souvenir des luttes de deux peuples, de

deux religions, c'est de ce chaos social qu'est sortie l'organisation des castes de la Haute-Asie : en sorte que l'épopée est ici le commentaire de la législation et que la tradition poétique tient la place de l'histoire. A ce fond du sujet se rattachent, comme autant de rameaux au tronc, plusieurs scènes qui peignent, sous ses aspects divers, la société asiatique, le roi dans son palais, le brahmane dans son ermitage, le héros sur sa litière embaumée, les cérémonies du culte, les bûchers des funérailles, les prêtres errans sur des chars doux comme la pensée, les armées précédées de troupeaux d'éléphans enivrés, les bayadères, les forêts retentissantes de l'écho des hymnes et des prières liturgiques, les cités semblables à des lacs féconds en perles, les solitudes, les fleuves, les mers, tout le tableau de la nature des Grandes-Indes, tel qu'il est encore malgré les révolutions des temps. Il est surtout impossible de ne pas remarquer d'étranges ressemblances entre le principe de cette civilisation et celui de la civilisation catholique, un principe commun, l'ascétisme une sorte de chevalerie, des chartreuses païennes, des anachorètes plongés dans la macération, des pèlerinages, et dans le dogme une trinité divine. Ne semble-t-il pas que cette société soit l'image anticipée de la société féodale, représentée dans les poèmes de chevalerie d'*Arthus* et de *la Table-Ronde?* L'analogie serait complète, si l'on oubliait cette unique différence : d'une part, en Orient, le panthéisme, le dieu confondu avec la création; de l'autre, en Occident, la personnalité de Dieu distincte de l'univers. Voilà par quel abîme ces deux mondes sont séparés. Cet abîme est plus profond que l'océan qui les divise.

Après cet aperçu général, je cherche les rapports de l'épopée indienne avec la religion, et je ne tarde pas à découvrir un fait si extraordinaire, qu'aucune autre littérature n'en présente de semblable. N'est-il pas étrange de penser que tous les héros de ces poèmes sont des dieux incarnés, qui ont consenti à revêtir les formes et les douleurs de l'humanité? Rien pourtant n'est plus vrai. Encore faut-il ajouter que ce ne sont point, comme dans Homère, des dieux qui, n'empruntant de l'homme rien que sa beauté et sa sensualité, gardent, au sein de ce changement, la félicité inaliénable de l'Olympe. Non; la figure humaine n'est pas seulement un masque pour les divinités des Grandes-Indes, c'est une incarnation dans le sens le plus réel, et, pour tout dire, le plus chrétien. Pour relever l'univers de sa chute, le dieu fait homme souffre, gémit, pleure, combat, accepte toutes les conditions de la vie humaine, jusqu'à la mort même; aussi Rama n'est-il rien que le dieu Wischnou, qui a

consenti à devenir le fils d'un ancien roi et à parcourir toutes les chances de la vie terrestre. Mais ce qui est manifeste dans le héros principal du poème, ne laisse pas d'être vrai à l'égard des autres personnages. Si vous les pressez et les poussez à bout, vous finissez toujours par reconnaître en eux quelque divinité ou quelque verbe fait homme, au degré le plus élevé comme au plus abaissé de l'échelle sociale. Chez ces rois qui règnent vingt mille ans, chez ces ascètes qui passent dans l'abstinence et la componction des siècles de siècles, il n'est pas difficile de soulever le masque et de retrouver l'Être suprême incarné dans le prêtre, le guerrier, le monarque. Mais si même vous voyez passer un mendiant porteur d'un parasol et d'une urne à demi brisée pour solliciter les aumônes des soudras, malgré cet abaissement, ne vous fiez pas trop à l'apparence; sous la figure de ce mendiant est caché le dieu Siva, qui vient expier ainsi je ne sais quelle faute commise à l'origine de l'éternité. Le dieu étant ainsi caché sous chaque personnage, cette épopée mériterait bien mieux que celle de Dante le titre de *Divine Comédie*.

En même temps que les dieux sont cachés sous la figure des héros, ils ne laissent pas de se montrer dans les cieux. Ils se retirent dans leurs domaines particuliers, ou ils se rassemblent sur le sommet du mont Mérou. C'est sur cet olympe indien que se retrouvent, image anticipée de la Grèce et de l'Égypte, les ancêtres des divinités occidentales, Maya, la reine de l'illusion, couverte du voile qui s'étendra plus tard sur l'Isis du Nil; Chrishna, le dieu du soleil entraîné par les chevaux que doit régir Apollon; Siva, qui brandit le trident qu'il doit léguer à Neptune; l'Aurore avec son char traîné par des perroquets; la déesse de la terre, Prithivi, entourée des panthères qu'apprivoisera Cybèle; et au-dessus d'eux tous, Brahma, qui, pour collier, porte à son cou la chaîne des êtres que recueillera Jupiter. Il y a loin de ces émanations de l'Himalaya aux formes de l'art de Phidias.

« Du feu du sacrifice surgit un être surnaturel, d'une splendeur incomparable, puissant, héroïque, marqué du signe des augures, couvert d'ornemens divins, égal en hauteur au sommet des montagnes, redoutable comme le tigre, aux épaules et aux flancs de lion, étincelant comme la flamme du soleil, les mains couvertes d'anneaux, le cou entouré d'un collier de vingt-sept perles, les dents semblables au roi des astres; il tenait embrassé comme une épouse bien-aimée un large vase d'or, incrusté d'argent et rempli de la boisson ambroisienne des dieux. Il dit : Je suis une émanation de Brahma descendu sur la terre. Puis il devint invisible. En ce moment

les appartemens des femmes rayonnèrent de joie, comme lorsque l'air brille des rayons de la lune automnale. »

Ce qui résulte des réflexions précédentes, c'est que le dieu, étant partout et immédiatement présent, s'incarne à la fois dans plusieurs héros, dans une famille, dans toute une race d'hommes. Il converse avec lui-même, il se cherche, se poursuit, s'interroge, se répond, sans laisser presque aucune place à l'humanité pour agir et se développer. Les dieux se font hommes; les saints, les ascètes, les héros, de vertus en vertus, deviennent dieux. Nul ne reste dans une condition, une forme précise. Tout s'agite au sein d'une même personne infinie, de l'Être éternel, qui éternellement se transforme dans chaque créature, dans le brin d'herbe, la vague du fleuve, le prince des serpens, le roi des hommes; de telle sorte que le héros de l'épopée n'est que le héros du panthéisme. Dans la poésie homérique, les dieux et les hommes se partagent l'action; leurs fortunes sont distinctes; vous ne risquez pas de les confondre. Le ciel et la terre se font, pour ainsi dire, équilibre, et c'est une des causes d'où naît la sérénité de la poésie grecque. A l'autre extrémité de l'antiquité, chez les Romains, les dieux ont presque disparu; du moins, ils n'ont conservé que le masque. Dans Virgile, des combinaisons purement humaines ont pris la place de la foi et de la religion; c'est le défaut opposé à la poésie indienne qui, pour ainsi dire, enivrée d'elle-même, est un acte de foi plutôt qu'une œuvre d'art. L'Inde est la poésie; la Grèce est le poète.

D'ailleurs, ces monumens ne retracent pas seulement l'histoire des croyances, ils peignent aussi au vif la nature physique et le climat de la Haute-Asie. A mesure que le héros voyage dans les forêts primitives, il interroge son guide sur l'histoire et la naissance des montagnes, des fleuves; les images du berceau des choses occupent autant de place que le récit des actions. C'est là qu'il faut chercher ces images colossales et naïves qui tiennent tout ensemble de l'enfant et du géant, et qui furent la première géologie de l'humanité : les quatre éléphans monstrueux qui supportent le monde aux quatre points cardinaux; l'île de Ceylan appuyée au fond de la mer, sur la carapace d'une tortue immobile; le serpent qui, s'enlaçant autour des flancs des montagnes, les arrache de leurs fondemens. Chaque forêt, pour mieux dire, chaque fleur a son histoire. A la généalogie des tribus et des peuples s'ajoute celle des diamans, des perles, des lis; car la création n'est point dépeinte comme achevée; elle continue de vers en vers, et ses époques successives font elles-mêmes une partie des

scènes du Ramayana. De nouvelles organisations terrestres fournissent, en surgissant, de nouveaux épisodes; le monde physique semble éclore incessamment au souffle du poète, et, jusqu'au dénouement, il grandit comme un héros, en même temps que le monde idéal. C'est ainsi que la naissance du Gange sert de sujet à l'un des plus fameux fragmens de l'œuvre de Valmiki :

« En ce temps-là, la terre était parée de tourterelles et d'oiseaux célestes; les sages virent la chute du Gange, de la hauteur de l'Éther jusque dans le fond des vallées. Pleins de surprise, les dieux eux-mêmes vinrent sur des chars traînés par des chevaux et des éléphans, pour assister à l'arrivée merveilleuse du Gange. Illuminé par leur présence et par la splendeur de leurs ornemens, l'air brilla de l'éclat de cent soleils, pendant que les écailles des serpens d'eau et des crocodiles étincelaient au jour. A travers la blanche vapeur des eaux brisées dans mille chocs, la lumière parut voilée sous des brumes automnales, comme sous les ailes d'un troupeau de cygnes tournoyans dans l'abîme; ici l'eau se précipitait par torrens, là elle s'assoupissait majestueusement dans son lit; plus loin, elle débordait de toutes parts, ou elle s'engouffrait dans les cavernes, et recommençait à jaillir en mugissant. Tombée d'abord sur le front du dieu, et de sa chevelure de neige ruisselant sur la terre, cette onde se prodiguait sans s'épuiser. Et les sages qui habitaient ses bords, pensant en eux-mêmes : C'est la rosée du front du dieu, s'y plongèrent aussitôt; et toutes les créatures virent avec joie l'approche de l'eau céleste, et toutes furent purifiées dans l'eau du Gange.

« Et le roi des hommes, montrant le chemin aux flots, s'élança sur son char resplendissant, pendant que le Gange se précipitait sur ses pas; les dieux, les sages, les génies avec le prince des serpens, avec le roi des aigles et celui des vautours, suivant les roues de son char, atteignirent le Gange, le souverain des fleuves, le purificateur de toute souillure. »

Ici le génie oriental déborde aussi bien que le fleuve. Ce roi qui, sur son char d'or, montre le chemin aux flots sacrés; ces créatures qui l'entourent et représentent l'univers appelé à ce spectacle; cette assemblée de serpens, de crocodiles, cette multitude de dieux traînés par des éléphans, voilà l'Homère indien dans sa pompe accoutumée. Je remarque, à cet égard, que dans la poésie grecque, lorsqu'une puissance de la nature se mêle à l'action, c'est presque toujours sous des traits humains et sous une forme d'art. Au lieu du fleuve, vous eussiez vu ici un vieillard pencher son urne d'or, d'où se seraient

écoulés des flots intarissables. Chez les Indiens, l'homme n'a point encore imposé sa figure à tous les objets qu'il divinise. Le Gange, pour être fils des montagnes, ne laisse pas de conserver sa forme naturelle; il a déjà une pensée, une volonté; il a une ame, et n'a point encore de visage.

Enfin, les rapports des héros avec tout le règne animal sont un des traits les plus originaux de l'épopée indienne. Non-seulement les chevaux de Rama pleurent comme les chevaux d'Achille, mais l'homme en général fait alliance intime avec la société des animaux. Le sage roi des vautours, le hardi chef des singes, le prudent roi des serpens, se lient par des traités avec le roi des hommes; l'humanité ne semble point encore commander d'une manière absolue à la nature asservie. C'est le moment qui est indiqué par la Bible, alors que les hommes conversaient familièrement avec les animaux. Deux personnages surtout, Sigravo et Hanumann, les princes des hommes des bois, les rois de la création animale, à la voix de tonnerre, égaux en hauteur à la plus haute montagne, se liguent avec le héros Rama; ils stipulent une sorte de contrat au nom de toutes les créatures inférieures: « Ils s'approchèrent, dit le poète, du bord des flots, et creusèrent l'Océan de la pointe de leurs javelots, montrant par là que l'Océan tout entier est esclave de Rama. » Acte de vassalité de l'univers physique, premier hommage lige de la nature muette envers l'humanité, sa suzeraine.

En général, lorsque dans ces poèmes on voit surgir devant soi ces formes colossales de la création animale, il semble que tout ce monde perdu ait quelque analogie avec le monde retrouvé de nos jours par Cuvier, et que la scène se passe au milieu des mammouths, des palœthériums, des mégathériums et des autres créatures gigantesques dont la science rassemble de nouveau les ossemens. En même temps que les empreintes de la végétation du monde naissant ont été conservées dans les feuilles des schistes, ainsi que dans un livre clos par le créateur lui-même, on dirait qu'elles ont été éternisées sous une autre forme dans les images et les peintures de ces compositions épiques, en sorte que l'effet de cette poésie est de rejeter votre imagination par-delà tous les temps connus, dans les époques dont la géologie peut seule refaire l'histoire; tant il est vrai que la plus haute poésie et la plus haute science, loin de s'exclure, se recherchent, s'expliquent, s'alimentent et se confirment l'une l'autre.

De l'examen de la religion et de la nature, si l'on veut passer au tableau de la vie civile et domestique, il faut entrer dans la cité par

excellence, Uyodhya, fondée par Munoo, le roi des hommes. Une description que j'abrège ici, ouvre le seuil de cette ville anté-diluvienne, où semblent entassées l'une sur l'autre Ninive, Gomorrhe et Babylone:

« Sur les bords du fleuve était l'illustre cité bâtie par le roi des hommes, une vaste cité, dont le circuit est de douze journées de voyage; ses maisons s'élevaient jusqu'aux nues. Arrosée par des eaux jaillissantes, ornée de bosquets et de jardins, elle était entourée d'une muraille infranchissable; les accords des instrumens de musique et le frémissement des armes s'y faisaient entendre tour à tour; elle était remplie de bayadères, parcourue dans tous les sens par des éléphans et des chevaux, visitée par des marchands et des messagers de toutes les contrées, et sans cesse retentissante du bruit du char des dieux. Pareils à une mine de diamans, ses murs d'enceinte, formés de diverses sortes de pierreries, l'entouraient comme un collier, et les toits résonnaient des sons du cistre, de la flûte et de la harpe. Personne dans cette cité ne vivait moins de mille ans. Aux échos répétés des prières sacrées, elle était remplie de banquets et d'assemblées d'hommes heureux. Parfumée d'encens, de guirlandes, de fleurs et d'objets de sacrifice, dont le cœur s'enivrait, elle était gardée par des héros égaux en force aux éléphans qui portent l'univers comme une tour, par des guerriers qui la protégent, comme les serpens à trois têtes protégent les sources du Gange. Le feu des sacrifices y était entretenu par un peuple de prêtres qui tenaient éternellement leurs esprits et leurs désirs sous un joug volontaire. »

Telle est la Troie indienne. Le chant pieux des Védas y couvre le retentissement des armes. Mélange de volupté et d'ascétisme, c'est un temple pour les dieux, plutôt qu'une cité pour les hommes; et par là elle est conforme au génie de l'épopée qui se meut autour de ses murailles. J'ai vu Mycènes, Argos, Tyrinthe, la ville d'Hercule; je puis affirmer que ces cités divines ne furent jamais que des bourgades en comparaison de la demeure réelle ou imaginaire de l'Hercule indien.

Dans ce séjour d'ascétisme se succèdent lentement d'étranges dynasties de rois dont chacun vit des siècles de siècles; ils remplissent par des austérités inexorables cette vide éternité. A genoux, immobiles, les mains tendues vers le ciel, on dirait qu'ils figurent des siècles de prières et de contemplations, règnes d'extase qui passent comme un songe. Chaque peuple résume ainsi ses souvenirs dans la personne de chefs imaginaires faits à sa propre image. Chez les Hébreux, les

patriarches sont des émirs doués d'une sorte d'immortalité terrestre. En Italie, l'histoire de Rome est ouverte comme un large sillon, par Évandre, laboureur et pasteur; dans l'Inde, les premiers rois sont des figures ascétiques qui, après avoir évoqué, du fond des forêts, par une contemplation muette, les premières formes de la société civile, conservent leurs empires par la puissance seule de la méditation; et c'est une des grandeurs de cette poésie de faire dépendre ainsi du recueillement d'un esprit les révolutions du monde. Cependant, après ces extases séculaires, ne vous étonnez pas s'il reste peu de place pour l'action, et n'allez pas chercher la fougue de l'Iliade dans ces épopées de la solitude.

Au-dessus du roi est le prêtre. Il vit retiré, tantôt, comme un anachorète, dans un ermitage au fond d'un bois sacré, tantôt dans la cellule d'un monastère semblable à ceux du catholicisme; à chaque occasion importante, le roi va le visiter, se prosterne à ses pieds et lui demande conseil. Au souffle de ses lèvres, les mers sont agitées, les vents s'arrêtent, les extrémités de l'univers tombent dans la confusion; le soleil est éclipsé par la splendeur de son esprit. La nature tout entière s'effraie de ses austérités. Les dieux eux-mêmes ont peur du prêtre qui s'élève au-dessus d'eux par la vertu. Les créatures s'écrient : O Brahma, si ce sage continue ses macérations, rien ne peut empêcher que l'humanité ne devienne athée. Jamais, dans ses légendes les plus hardies, le christianisme n'a attribué tant de puissance à ses ermites que l'Inde à ses brahmanes. Ils traversent le monde en achevant leur prière. Le feu de leur colère ressemble à celui des sacrifices, et ils règnent en souverains dans le poème aussi bien que dans la nature et la cité.

Le héros surtout leur est aveuglément soumis. Instruit par le prêtre dans les livres sacrés, il est son élève, son instrument. Il rappelle le pieux Énée, non pas l'Achille grec, car il tient moins de la caste guerrière que de la caste sacerdotale. Il a les épaules du lion, les yeux couleur de la fleur du lotus. Par sa pâleur il ressemble au lis des eaux, et son haleine est embaumée comme l'haleine de la nymphæa. Avant de commencer le combat, il accomplit ses dévotions matinales. Il se prépare aux batailles par l'abstinence, et, revenu de la mêlée, il rafraîchit encore son ame par la puissance des saintes austérités. Souvent il se couvre du cilice des religieux. Douceur, componction, obéissance, scrupule, ce sont là les vertus de ce héros sacerdotal. Au milieu des guerriers, il ressemble à un feu de sacrifice entouré par les prêtres. Tous ses devoirs sont résumés dans ces paroles que Rama

reçoit de son père au moment où il va le quitter pour la première fois :

« O mon fils, sois humble et courtois. Obéis aux brahmanes dévoués à l'étude des Védas ; reçois leur instruction comme le breuvage de l'immortalité. Les brahmanes sont grands ; ils possèdent la source de la prospérité et du bonheur. Pour assurer l'existence du monde, ils ont été envoyés parmi les hommes comme des dieux terrestres. Ils sont les gardiens des Védas et des lois immuables de la vertu ; ils possèdent aussi la science importante des archers. Sois constamment à cheval, ou sur un char, ou sur un éléphant. Instruis-toi dans les arts policés ; envoie-moi de sages messagers. Ayant parlé ainsi, le roi des hommes dit encore : Va, mon fils. Et ses yeux se remplirent de larmes, et sa parole fut brisée par ses sanglots. »

Cherchez un idéal semblable dans le héros, où le trouverez-vous ? Ce n'est pas sous la tente d'Achille ni d'Ajax. Il faut traverser toute l'antiquité classique et pénétrer au cœur du christianisme. Les relations du guerrier et du prêtre indien sont précisément celles du preux chevalier et de l'ermite dans les romans de la Table-Ronde. Parceval-le-Gallois, Lancelot du Lac, Tristan, ont le même genre de vie que Rama, Bharata, et les autres héros de race indienne. Comme ces derniers, ils poursuivent un idéal de perfection morale sous le symbole du Saint-Graal. Une éternelle macération est infligée aux uns comme aux autres. Seulement le chevalier errant dans la triste forêt des Ardennes s'arme contre les séductions de son cœur plutôt que contre les enchantemens de la nature extérieure. Qui eût pensé que l'épopée de la féodalité chrétienne avait son analogue dans la vallée du Gange, et qui eût cherché, dans le golfe du Bengale, la chevalerie rêveuse de la Bretagne enchantée par Merlin ? Cette ressemblance entre les personnages se retrouve dans l'action du poème. Un même genre de vie devait produire des épopées analogues.

Dès le commencement, le roi, dans sa ville gigantesque, supplie les dieux de lui accorder une postérité. La Divinité suprême descend sur la terre et s'incarne dans la personne de quatre fils du monarque. Ces héros-dieux grandissent avant la fin du premier livre. Bientôt instruits dans les Védas, le chef des prêtres vient demander leur secours contre le roi des infidèles. Le père hésite d'abord à livrer ses fils aux dangers de la guerre : il veut partir à leur place. Cependant, dominé par l'autorité du sacerdoce, il exécute ses ordres. Rama et son frère reçoivent des armes enchantées ; parmi ces armes se trouve un arc que les rois et les dieux sont incapables de bander. On l'apporte

en présence des jeunes princes et d'une grande assemblée de peuple. Il est important de voir comment cette situation tout homérique a été traitée par le poète indien.

« Le vertueux brahmane, s'adressant alors avec joie à Rama, lui dit : O toi dont le bras est puissant, prends cet arc divin, incomparable, essaie ta force naissante. A ces paroles du sage, Rama répondit : Je banderai cet arc céleste, et, lançant la flèche au but, je montrerai ma force.— C'est bien, reprirent le roi et le prêtre. Alors Rama banda rapidement l'arc d'une seule main. Cependant la multitude assemblée le regardait; puis, en souriant, il se prépara à décocher un trait. Mais, par la force de Rama, l'arc bandé se brisa au milieu. Le son sourd ressembla à l'écroulement d'une montagne, ou au rugissement du boa sur les sommets des monts de Sukra. Ébranlés par le bruit, tous furent renversés contre terre, hormis le prêtre, le roi et les deux descendans de la race des Rughous. »

Il est impossible de ne pas penser ici à l'arc d'Ulysse. Sauf l'hyperbole de la fin, on dirait une page d'Homère tombée sur l'Indus de la cassette embaumée d'Alexandre.

Après une suite de combats, dans lesquels le sacerdoce intervient toujours, le glorieux Rama est exilé dans le fond d'une forêt par l'ordre de son père qu'ont abusé de faux soupçons; ce vieux roi ne tarde pas à se repentir de son injustice, et c'est une des parties les plus belles de ce poème que l'épisode où le monarque, à la barbe séculaire, se livre à une douleur sans bornes. Cette figure, jusque-là insensible et muette, s'éveille ainsi au sentiment de la vie réelle par celui du désespoir. Ce roi, qui devait se croire immortel, se sent faillir à la première atteinte de la douleur. Cette scène est trop grande pour que je n'en cite pas quelques traits. Le poète montre d'abord le changement survenu dans cette même ville qu'il avait dépeinte comme le séjour de la félicité permanente; depuis qu'elle est privée de son héros, elle est semblable à la mer qui retombe dans le silence quand les vents ont cessé de souffler, ou à un autel dépouillé quand le sacrifice est achevé; puis il porte la scène dans l'intérieur du palais :

« Obligé d'entendre la plainte de la mère de Rama, le roi fut rempli d'angoisse. A la fin, transpercé par l'aiguillon des regrets et fermant ses yeux, il s'évanouit sur sa couche. Après quelque temps, ayant recouvré ses sens, puis voyant la reine près de lui, il lui adressa ces paroles : O reine, je demande l'oubli à mains jointes; par l'amour de ton fils, n'ajoute pas le poison à mes blessures brûlantes. Mon cœur est ulcéré, et tes paroles sont pour moi aussi terribles que les

éclats du tonnerre. Tu connais les passions de l'homme; je te conjure dans mon agonie; ne m'achève pas, moi, qui suis déjà blessé et terrassé par les dieux. En entendant ces paroles gémissantes, la reine fit taire sa douleur, et les mains jointes, la tête prosternée aux pieds du roi, elle répondit : O roi des hommes, pardonne-moi; privée de réflexion dans l'excès de mon malheur, j'ai dit ce qui ne devait point être prononcé. Celle qui est suppliée, les mains jointes, par son époux semblable aux dieux, est perdue dans cette vie et dans l'autre, si elle repousse ses prières. Qu'ai-je dit dans ma détresse? La souffrance détruit l'intelligence; la douleur détruit la mémoire, la douleur détruit la patience; il n'est point d'ennemi plus destructeur que la douleur. La blessure causée par un tison ardent ou par une arme meurtrière peut être guérie; mais, ô roi, la détresse qui vient de l'ame est sans remède. Les sages même, ceux qui étaient doux, patiens, instruits dans les habitudes de la vertu, sont tombés au-dessous du ver de terre, quand ils ont été atteints dans leur cœur par le désespoir. Ces jours écoulés depuis le départ de mon fils sont pour moi comme des siècles. Ma douleur s'est accrue comme les eaux du Gange, quand la froide saison est passée. — Pendant que la reine achevait ces paroles, le jour déclina et le soleil se coucha.

« Mais le roi, épuisé de douleur, répondit : Heureux ceux qui reverront le visage de Rama semblable à la pâle lune d'automne, ou au nénuphar épanoui! heureux ceux qui le verront revenir des forêts, lui, semblable à l'étoile dans sa course céleste! Mais pour moi, ô reine, mon cœur se brise; la douleur a consumé mon souffle, et ma vie est semblable au rivage emporté par les ondes d'un fleuve. »

Voilà enfin que cette poésie fait éclater des douleurs humaines. Les systèmes, les abstractions du culte sont oubliés; à travers la différence des temps et des lieux, nous retrouvons l'homme semblable à nous. Cette plainte va se joindre aux plaintes immortelles de la poésie occidentale, et ce vieux roi, sorti de l'oubli, va grossir le chœur lamentable des vieillards consacrés par le deuil, Priam, Ossian, le père du Cid, le roi Lear. Le monarque indien manquait à cette assemblée funèbre.

Après la mort du roi, Bharata rassemble une armée pour aller à la recherche de son frère et lui offrir l'empire. Cette armée est composée d'un million d'hommes de pied, de cent mille cavaliers, de neuf mille éléphans caparaçonnés. Il entre avec cette multitude dans le fond des forêts. Il traverse le Gange, et va demander conseil à un brahmane retiré dans la solitude. Ce brahmane, dans sa hutte de

feuilles, abrite et nourrit par miracle cette immense réunion d'hommes. A sa parole, des palais s'élèvent dans le désert. Cette incantation de l'univers par la prière du prêtre est pleine de solennité. Pendant qu'il reste plongé dans la méditation, tous les êtres célestes descendent des hauts lieux. Un concert s'élève d'instrumens invisibles. Les arbres de toute espèce se changent en nains, en bayadères; ils viennent eux-mêmes présenter leurs fruits. Des fleuves d'ambroisie coulent dans la vallée; les rivages sont faits de sables d'émeraude et de saphir. Toute l'armée s'écrie : C'est ici qu'est le ciel. Mais, à un signe du brahmane, ces merveilles disparaissent comme un rêve. Cette féerie, où se déploie dans toute sa liberté l'imagination orientale, semble être le modèle des incantations de Merlin. La nature et l'humanité sont là comme enivrées l'une par l'autre.

Cependant que faisait Rama, le héros du poème? Plongé dans la contemplation des forêts, des montagnes, des fleuves, ses jours se passaient dans un vague enchantement. On ne voit pas dans les poèmes d'Homère les hommes s'arrêter pour remarquer les beautés de l'univers. Ils sont, pour cela, trop avides d'action, de mouvement; ils sont trop remplis d'émotions guerrières. Personne ne conteste aujourd'hui que cet attendrissement qui saisit l'homme en présence de la nature ne soit un sentiment tout moderne, et plusieurs croient en trouver les premières traces, en France, dans les œuvres de J.-J. Rousseau et de Bernardin de Saint-Pierre. Or, voici dans un poème de la Haute-Asie, vieux de trois mille ans peut-être, un héros dont les impressions, les rêveries, le langage même, sont tout semblables à ceux de Saint-Preux sur les rochers de Meilleraie, de Rousseau dans l'île de Bienne, de Werther dans les forêts de l'Allemagne, de Paul et Virginie dans l'Ile de France. Je ne sais même si, dans les écrivains que je viens de nommer, l'intimité de l'homme et de la nature a jamais été exprimée par des traits aussi vifs que dans le passage suivant du Ramayana :

Après avoir long-temps habité les forêts, Dusha-Rutha semblable aux dieux, séduit par la grace de ces collines, montrait en ce moment à son épouse bien aimée les sommets lointains, et il lui parlait ainsi : « O ma bien-aimée, ni la perte de mon royaume, ni la séparation de mes amis ne m'affligent, quand je contemple le front sublime de ces montagnes. Vois ce sommet que visitent les oiseaux et où les métaux abondent; ses pics s'élèvent jusqu'aux cieux. Les flancs de ce roi des montagnes ressemblent à des veines d'argent; d'autres fois ils

paraissent resplendissans de l'éclat des diamans, ou couverts des fleurs de l'asclépias gigantesque; et ceux-ci, chargés de scolopendres odorantes, sont taillés en cristaux. Le bananier, le baobah, le dattier, y répandent leur ombre. Des couples d'oiseaux se poursuivent sur le bord des rochers. Vois ces retraites embaumées où s'abritent les petits de la tourterelle. La montagne avec ses cascades, ses fontaines jaillissantes, ses murmures, ses tressaillemens, ressemble à un éléphant enivré de fruits sauvages (1). Où est celui qui resterait insensible à ces tièdes haleines qui s'élèvent par bouffées du fond des vallons, toutes chargées de parfums? Dussé-je passer ici avec toi ma vie entière, le regret ne m'atteindrait pas. Au milieu de ces fleurs et de ces fruits, je sens se réveiller en moi tous mes rêves. Les sages qui m'ont précédé ont avoué que la solitude, dans le fond des forêts, est, pour les rois, aussi douce que l'ambroisie. Vois les plantes fleuries de la reine des vallées briller dans la nuit comme la flamme d'une offrande. Vois çà et là ces berceaux de délices formés par les tiges du lotus et recouverts des feuilles du blanc nénuphar!... » Ayant parlé ainsi, Rama descendit du haut des rochers, puis il montra à son épouse Mithilé le doux fleuve du Gange; et le prince aux yeux de lotus, s'adressant de nouveau à la fille du roi, qui ressemblait à la lune émergée de l'ombre des forêts, lui dit : « Vois ce fleuve amoureux avec ses îles que fréquentent les cygnes; ses bords ombragés ressemblent à la grotte du dieu des richesses. C'est ici que les solitaires, se laissant glisser sur des lianes, se baignent dans la saison sacrée; et les mains levées, ils font retentir des hymnes au soleil. Alors les arbres et leurs rameaux agités par les vents secouent leurs fleurs et leurs feuilles de chaque côté du fleuve, et la montagne semble frémir et tressaillir jusqu'en ses fondemens. Vois, ô ma bien-aimée, les têtes des fleurs s'incliner sous la brise; écoute, écoute les notes cadencées du rossignol caché dans l'ombre, et répète ses accens prolongés. Oui, j'aime mieux contempler avec toi ces sommets bleuâtres, que résider en un palais. — C'est ainsi que Rama, le chef de la race des Rughous, conversait avec son épouse au bord du fleuve; et, traversant la montagne, il apparaissait à ses yeux comme s'il eût été embelli par un enchantement. »

On pourrait comparer ce passage au tableau des amours d'Adam et

(1) On se souvient *des ours enivrés de raisins*, que la critique a tant blâmés dans *Atala*; Valmiki confirme ici avec éclat M. de Châteaubriand, qui, en 1796, ne pouvait connaître le ***Ramayana***.

d'Ève dans *le Paradis perdu*, ou encore aux rêveries de Tristan et d'Yseult dans les vieux poètes féodaux, surtout dans la rédaction allemande de Gottfried de Strasbourg. Il y a même des expressions qui semblent empruntées toutes vives de *Werther*, d'*Atala* et du *Génie du Christianisme*. Une seule chose distingue cette antique poésie asiatique de la poésie moderne de l'Occident, c'est que l'amour humain y est comme enseveli dans l'amour de la nature. Au sein de la solitude, Mithilé, la compagne du héros, n'est qu'un des ornemens du spectacle de la création. Ce n'est pas elle qui y donne seule l'ame et la vie, car elle n'est pas comme Julie, Atala, Virginie, la pensée, le parfum caché en toutes choses; elle n'est qu'une fleur de plus dans la forêt sacrée. D'ailleurs, au moment même où le héros se livre à l'impression de la nature, il la combat par ses austérités; le Werther indien vit sous le cilice. Mais c'est précisément cette volupté mêlée d'ascétisme, sous le ciel des tropiques, qui fait de Rama le représentant fidèle du génie des races hindostanes. Rama, vêtu de l'habit de pèlerin, refuse l'empire. Il se retire en quelque sorte du poème, pour vivre de la contemplation inarticulée des flots, des bois, des monts. De la même manière le peuple indien s'est retiré de l'histoire et du monde réel, afin de vivre plongé dans le ravissement de la nature. Lui aussi a refusé l'empire de l'Asie, qui lui offrait son diadème. Au lieu de s'abandonner au génie de l'action et des conquêtes, ainsi que tous les peuples voisins, il a mieux aimé, au fond de ses forêts immaculées, s'enivrer d'extases, de parfums, de silence. Plus d'une fois, et toujours vainement, l'histoire l'a provoqué à sortir de sa vallée. Il a continué de vivre avec l'enchanteresse, sans vouloir quitter ses ombrages pacifiques; le monde entier a passé devant lui, et toutes les races humaines l'ont visité à leur tour, sans que rien ait jamais pu l'arracher à son extase.

L'ascétisme a été le principe de la poésie de l'Inde et de l'Occident au moyen-âge, parce qu'il a été dans ces deux sociétés un principe de civilisation. L'humanité, à sa naissance, enlacée de toutes parts dans les liens de la nature extérieure, ne peut lui échapper qu'en la niant. C'est là un effort nécessaire de la liberté morale pour résister à la tyrannie de l'univers tout entier. Aussi les héros de la Haute-Asie au milieu de leurs vallées enchantées et de toutes les amorces des sens, sont des ascètes qui combattent intérieurement contre le despotisme des choses extérieures. C'est dans leur ame que l'épopée place avec raison ses plus merveilleuses batailles. Ce sont eux qui fondent réellement, avec le règne intime de l'ame et de la liberté

morale, celui du genre humain. Comme les pères de la Thébaïde, au temps des séductions de l'empire romain, ils ferment leurs yeux et leurs oreilles à tout l'éclat, à tous les bruits du monde sensible; ils entretiennent, conservent, alimentent en eux-mêmes la conscience de l'humanité, menacée d'être étouffée, en naissant, sous les ravissemens d'une sensualité exubérante. Les macérations prodigieuses de ce peuple de prêtres dans le jardin de l'Asie, qu'est-ce autre chose qu'une protestation de la pensée pour rétablir l'équilibre entre la matière et l'esprit? C'est le premier combat duquel dépendront tous les autres. L'homme sera-t-il le maître ou l'esclave de la nature? Telle est la question posée à l'origine de toute société, et plus la nature est puissante, plus la réaction des hommes doit l'être; ce qui explique l'ascétisme des brahmanes dans leur contrée enchantée, des pythagoriciens dans la Grande-Grèce, de l'Italie et de l'Espagne au moyen-âge. Les saints qui, à l'origine de la civilisation chrétienne, combattirent, comme l'Hydre ou le Python renaissans, les instincts de la nature païenne, voilà les Hercule et les Thésée de l'humanité moderne.

De nos jours, tout est changé. L'ascétisme a cessé d'être un principe dominant de civilisation et de poésie. Pourquoi cela? Parce que l'humanité a acquis des forces par la lutte, que son indépendance est désormais conquise sur l'univers, que, loin d'avoir à redouter la tyrannie du monde extérieur, chaque jour elle le dompte et le plie à ses nombreux caprices, que la pensée détourne les fleuves, comble les vallées, que la matière s'enfuit et disparaît devant le joug de l'esprit, que l'homme n'est plus enseigné par la sagesse du serpent ni par l'oiseau des aruspices, qu'enfin il ne craint plus d'être vaincu et retenu captif par la nature. Ce grand duel s'est terminé à son honneur. Qu'a-t-il besoin de nier la nature? il l'enchaîne à son char.

Il semble, au reste, que la société indienne n'ait jamais su être jeune, tant il entre de réflexions, de combinaisons, de calculs philosophiques dans son premier poème, où se mêlent d'ailleurs des sentimens qui ont dû naître à des époques très éloignées les unes des autres. L'Iliade et l'Odyssée, avec tous les caractères d'un peuple naissant, simplicité, naïveté, ignorance des choses métaphysiques, doivent avoir jailli, l'une et l'autre, presque spontanément et tout armées, du front de la société grecque, tandis que l'épopée de Valmiki résume déjà le génie d'un peuple qui a traversé toutes les phases, épuisé toutes les doctrines de la vie sociale : cosmogonie, genèse, traditions de l'enfance du monde qui attestent surtout l'enfance de

l'intelligence humaine; souvenirs d'une lutte de deux races primitives, monumens de la formation du peuple indien, sentimens de mélancolie, d'attendrissement, rêveries d'une société déjà rassasiée d'elle-même, écoles de philosophie, scepticisme, ironie, sectes métaphysiques, royauté des logiciens, marques d'une religion et d'une civilisation au déclin; tout cela rassemblé, mêlé, ordonné dans une même œuvre, comme les productions des diverses époques de la nature sont superposées dans les flancs d'une même montagne, depuis la roche primitive et la végétation antédiluvienne, conservée loin du jour, dans les feuilles de l'ardoise, jusqu'à la fleur nouvelle que vient de ronger dans la rosée l'insecte né du matin. Aussi, appliquant à ces poèmes la théorie que j'ai réfutée pour Homère, croirais-je volontiers qu'ils sont l'ouvrage, non d'un homme, mais de diverses générations qui ont accumulé leur pensées les unes sur les autres. Vous passez brusquement de l'époque du chaos à celle de la métaphysique, des hommes des bois à l'école des sophistes. Dans le berceau de ce peuple est le livre de sa vieillesse, et vous diriez que sans enfance il est né dans l'éternité.

Veut-on savoir ce que peut être le scepticisme antédiluvien dont je viens de parler? On sera étonné de voir combien il ressemble à celui de notre temps :

« Le roi des logiciens s'adressa ainsi à Rama pour l'éprouver : O Rama, que l'intelligence d'un ascète tel que toi ne descende pas au niveau des imaginations vulgaires! Les livres sacrés ont été composés par des hommes adroits afin de tromper les autres et de les induire à faire des donations. Toute leur doctrine, la voici : Offrez des sacrifices, consumez-vous dans les austérités religieuses, le jeûne, la macération. Faites des dons au sacerdoce... O roi, ne seras-tu donc jamais sage? Ce qui se laisse toucher et goûter par les sens est seul digne de tes désirs. Tous les rois tes prédécesseurs sont tombés sous la main d'airain de la mort. Nul ne sait ce qu'ils sont devenus ni où ils sont allés; on croit les voir partout où l'on désire qu'ils soient; cependant l'univers est plongé dans l'incertitude. Il n'y a dans ce monde rien d'assuré, et ce monde même, où est-il?

« En entendant ces sentimens athées, Rama, semblable à un éléphant furieux, répondit : Je ne me soustrairai pas plus aux commandemens de mon père qu'un cheval dompté n'abandonne le char, ou qu'une épouse obéissante ne délaisse son époux. Je ne serai pas plus ébranlé par tes paroles qu'une montagne ne peut l'être par le choc de l'ouragan. »

Sous les lianes des tropiques, le scepticisme ne parle-t-il pas ici la langue de Voltaire? L'étonnement, la colère de ce jeune éléphant furieux, blessé par l'éternel serpent, c'est le seul trait qui nous rejette dans une société antique. La société indienne n'est point encore familiarisée avec le doute. Elle regimbe violemment contre l'aiguillon. Mais, quoi qu'elle fasse, le venin est entré au cœur de sa poésie; il n'en sortira plus. Étrange début pour un peuple, que le blasphème mêlé à l'hymne encore vibrant de la création et le scepticisme au sortir du chaos! Cet épisode est le livre de Job de la Bible indienne.

S'il est vrai cependant que la force virile consiste à se contenir, se limiter, se maîtriser soi-même, une secrète faiblesse est cachée sous la puissance monstrueuse des poètes du Gange, et c'est là pour eux le signe de l'enfance. Comme ces jeunes éléphans enivrés dont l'image leur est si familière, ils traversent en se jouant, dans leurs sujets, les forêts impénétrables, la création tout entière, et souvent une liane suffit pour les embarrasser et les arrêter. Ils sont possédés de leur sujet bien plus qu'ils ne le possèdent; errant à travers l'immensité, toujours un épisode peut s'ajouter à l'épisode qui précède; il n'est aucune raison tirée de la nature des choses pour poser un terme à leurs compositions. Le dénouement n'en est vraiment possible que dans l'éternité. A l'égard de leur style, il est ce que l'action est elle-même, aussi riche en rubis, en topazes, en pierreries, aussi plantureux que les flancs sacrés de l'Himalaya, par où ils diffèrent surtout de nos poèmes catholiques du moyen-âge, dans lesquels l'expression indigente ne suit l'action qu'à grand'peine, ainsi qu'un serf suivait à pied son seigneur emporté par un cheval caparaçonné. Accoutumés au demi-jour de nos contrées, nous sommes facilement éblouis de ces trésors prodigués de la parole orientale. S'il était vrai pourtant que l'art dût être seulement une imitation de la nature, ce style remplirait toutes les conditions de la perfection, puisqu'il est évidemment le reflet du luxe de la création sous le ciel de la Haute-Asie. Que peut-il donc y manquer? Un choix fait par l'homme entre les objets qu'il rencontre. Il n'est pas rare de trouver dans ces poèmes, pour un seul objet, jusqu'à cinquante comparaisons accumulées qui écrasent la vie sous le fardeau de l'image. L'homme est comme détrôné par la nature, et sa pensée tarie ou éclipsée par les rayons de ce soleil trop puissant, œil de Brahma, qui dévore ce qu'il contemple. L'expression, cependant, est quelquefois simple, nue, soudaine. Ce contraste vous saisit; vous erriez depuis plusieurs jours au hasard dans une forêt inhabitée; ses profondeurs ne réson-

naient que des murmures de la nature vivante; des fantômes sans voix, des reptiles ailés se dressaient confusément à travers les rameaux frissonnans; l'horreur croissait. Soudain vous découvrez des pas dans cette solitude; un cri s'élève près de là, le cri d'un homme semblable à vous!

Ici se retrouve la question posée en commençant : Quelle place occupera la poésie indienne dans l'histoire de l'art? Éclipsera-t-elle dans les esprits la poésie homérique? la remplacera-t-elle jamais? Nul monument, nul brin d'herbe pensant ne peut tenir lieu d'un autre, et ce serait une critique bien futile de se hâter de déprécier la Grèce par l'Asie, ou l'Asie par la Grèce. Il y a place, Dieu merci, dans la nature et dans l'intelligence de l'homme pour tous les poèmes du passé comme pour tous ceux de l'avenir. Seulement la perspective dans l'histoire est changée. Le génie hellénique se rapproche de nous à mesure que dans l'éloignement nous apercevons le génie indien se lever au bout de l'horizon. Loin de détrôner le vieil Homère, ces monumens nouvellement révélés feront éclater encore par leur richesse même son art, sa simplicité, son habileté instinctive. L'Inde fera ressortir la Grèce; l'Himalaya encadrera l'Olympe. Dans l'opinion du dernier siècle, l'auteur de l'Iliade passait pour un disciple aveugle de la nature seule. Peu s'en fallait qu'on ne le tînt pour oriental. Depuis qu'on peut le comparer à son frère du Gange, la précision de son dessin, la fermeté de ses formes, deviendront plus manifestes pour tous. Il rentrera plus étroitement dans la famille des génies de l'Occident, ou du moins il apparaîtra comme le médiateur souverain entre l'Occident et l'Orient; colosse de Rhodes qui s'appuie sur les deux rives.

Si l'on demande, en outre, quelle sera l'influence directe de cette renaissance orientale, il est évident qu'elle entrera pour quelque chose dans les conceptions de l'avenir, puisqu'une société tout entière ne sort pas du tombeau sans agir d'une manière quelconque sur les imaginations humaines. Il est vrai que le génie indien ne sera dans aucun cas pris pour modèle, son caractère étant de n'avoir ni règle fixe, ni loi irrévocable. Mais, sans devenir un code littéraire, il grossit la tradition universelle. Toutes les fois que les modernes s'emparent d'une donnée grecque pour la traiter à leur tour, ils ont à lutter contre une œuvre parfaite, laquelle ne laisse presque rien à ajouter ni à retrancher. Où est la main qui peut refaire le marbre sculpté dans Athènes? Tout au contraire, la poésie de l'Inde est une mine de Golconde, où l'or. les métaux précieux, les pierreries sont

souvent mêlés avec des élémens encore bruts. De ces masses confuses, l'Occident pourra dégager (et il l'a fait déjà), non des formes, mais des couleurs, des traditions, des images qu'il animera de sa vie, un métal nouveau pour remplir le moule de sa pensée.

Car l'esprit de l'homme est aujourd'hui présent partout sur la terre; son berceau de la Troade et du Latium ne suffit plus à ses rêves, et, pour exprimer sa pensée telle que le christianisme l'a agrandie, ce n'est pas trop de toutes les formes, voix, accords, parfums que ce globe peut produire en chacun de ses climats. Le temps est passé où, l'industrie s'isolant dans les frontières de chaque état, le commerce des choses se bornait à un échange difficile dans le sein d'un même royaume. Les productions de toutes les contrées sont rassemblées dans le grand festin de la société moderne; et lorsque la matière est ainsi transportée, échangée d'une zône à une autre, qui voudrait que la pensée restât seule stagnante dans un point de l'espace, et que chaque poésie vécût et mourût sans contact sur la glèbe où elle a pris naissance? Il n'y a plus de serf de la glèbe dans la vie réelle; il ne peut plus y en avoir dans le monde idéal; et c'est justice, quand le corps est affranchi, que l'esprit le soit à sa manière, habitant de toute la terre, contemporain de tout le passé.

Non, non, ne craignons pas de paraître trop infatués en nous attribuant pour patrie ce globe en son entier, et osons fièrement embrasser sans partage, du levant au couchant et d'un pôle à l'autre pôle, tout ce grain de sable dans l'infini. Il semblait illimité dans l'antiquité, parce qu'il était inconnu. Depuis qu'il a été mesuré, tout son prix est tombé. Que faut-il désormais pour le franchir en un moment? Il n'est plus besoin pour cela d'être un habitant de l'Olympe. Dans la vie la plus obscure, le cœur le plus enchaîné, emporté par l'aile du christianisme, le traverse plus vite que ne faisaient autrefois les dieux d'Homère.

EDGAR QUINET.

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 juin 1840.

La session touche à son terme. Il ne reste devant la chambre des pairs que cinq affaires importantes : le budget, les chemins de fer, les paquebots transatlantiques, la création d'une faculté des sciences à Rennes, et la réforme du tribunal de la Seine.

La chambre des pairs se trouve dans une situation qui n'est pas nouvelle, mais qui donne lieu cette année à des débats plus vifs et plus amers que par le passé. Nous ne sommes pas surpris de ce redoublement de plaintes et de reproches.

D'un côté, la situation, par cela seul qu'elle se prolonge et qu'elle paraît vouloir s'établir comme une règle, devient insupportable à la chambre dont elle compromet la dignité et l'importance politique.

De l'autre côté, le ministère ne compte pas dans la chambre un grand nombre d'amis. Si l'on ne songe pas à le renverser, on n'est pas non plus disposé à lui donner des preuves de sympathie.

Quant au fond de la question, voici l'exacte vérité. D'abord la situation dont la chambre des pairs a droit de se plaindre, ne saurait être avec justice imputée au ministère. Ce n'est pas lui qui a distribué le travail de la session. Arrivé aux affaires dans le mois de mars, il n'était pas en son pouvoir de modifier le cours des choses, comme il n'est au pouvoir de personne de retenir à Paris les députés après le vote de la loi de finances.

Une fois le ministère mis hors de cause, reste la question tout entière. Comment faire cesser un abus qui trouble profondément l'équilibre des pouvoirs, un abus auquel la chambre ne pourrait se résigner sans anéantir, au préjudice du pays et de la couronne, une des principales garanties de notre système politique?

Si la pairie se résigne, la constitution est faussée. La chambre des pairs, on l'a dit mille fois, ne serait plus qu'un bureau d'enregistrement. Si elle résiste

en amendant le budget, seul moyen qu'elle aurait de contraindre la chambre des députés à reprendre ses séances, elle fait naître entre deux grands pouvoirs de l'état une de ces luttes qui ne se justifient que par une nécessité extrême.

Sans doute c'est là le *summum jus,* et la chambre des pairs ne devrait pas hésiter à l'appliquer le jour où il lui serait démontré que c'est là le seul moyen de rétablir l'équilibre. Il serait alors par trop indigne de la chambre de borner son ressentiment à des complaintes annuelles, complaintes que leur retour périodique et toujours inefficace ne tarderait pas à rendre complètement ridicules.

Heureusement il est plus d'un moyen que le ministère peut employer pour rendre aux travaux des deux chambres leur cours simultané et régulier, et il n'est pas douteux pour nous que le cabinet ne cherche sérieusement, dès la session prochaine, à résoudre la difficulté.

On peut facilement distribuer le travail entre les deux chambres d'une manière plus égale.

Il y a lieu d'examiner si l'on ne pourrait pas changer l'année financière de manière que les chambres pussent au besoin ne délibérer définitivement sur le budget présenté dans le cours de la session qu'au commencement de la session suivante.

Il y a aussi lieu d'examiner s'il est indispensable de persévérer dans l'usage de présenter les budgets de tous les ministères dans une seule et même loi.

Nous ne voulons rien affirmer. Ces expédiens exigeraient dans nos rouages administratifs, et peut-être aussi dans les règlemens des chambres, des modifications qu'il serait par trop présomptueux d'indiquer ici; elles ne peuvent être que le résultat de sérieuses méditations, d'études approfondies.

Ajoutons seulement que, sur la distribution du travail, il a été énoncé dans les discussions de la chambre des pairs une opinion qui nous paraît excessive.

On a dit que l'article de la charte portant que toute loi d'impôt doit être d'abord votée par la chambre des députés, ne s'appliquait qu'aux lois dont le but direct est l'établissement d'un impôt; qu'ainsi on aurait pu présenter d'abord à la chambre des pairs la loi sur les paquebots transatlantiques, ou toute autre loi prescrivant une dépense. A l'aide de cette interprétation, on pourrait aller jusqu'à soutenir que la loi capitale du budget, la loi des dépenses, peut être portée directement à la chambre des pairs.

L'interprétation nous paraît forcée. L'état n'a pas chez nous deux moyens de subvenir à ses dépenses. Qui dit dépense dit impôt, impôt qu'on établit, qu'on augmente ou qu'on ne diminue pas. — D'un autre côté, il est également vrai que ce serait donner à l'article de la charte un sens trop large que de l'appliquer indistinctement à tout projet de loi pouvant impliquer une dépense. La chambre des pairs a plus d'une fois voté la première des lois de ce genre, et nul n'a révoqué en doute la légalité de son vote. Il y a là une juste ligne de démarcation à tracer.

Mais sans entrer ici dans le fond de la question, sans vouloir scruter la

lettre et rechercher l'esprit ainsi que les origines de l'article de la charte, disons seulement que nul ne songe à enlever à la chambre élective ce qu'elle regarde, sur le fondement d'une pratique de vingt-cinq ans, comme un de ses droits, comme sa prérogative la plus importante. C'est une voie où la chambre des pairs ne voudrait pas, et avec raison, s'engager; c'est s'affaiblir que d'user ses forces à saisir des droits contestables. La chambre des pairs veut maintenir, avec la vigueur et la dignité qui lui appartiennent, ses prérogatives reconnues, ses droits incontestés.

L'état des partis ne s'est pas modifié dans la quinzaine qui vient de s'écouler. Les députés rentrant dans leurs foyers, commence maintenant ce travail local, cette communication intime entre le député et ses électeurs, dont il est toujours difficile, même aux plus habiles, de prévoir toutes les conséquences avec quelque exactitude. Les députés qui ont interrompu leurs longues habitudes ministérielles, comme les députés de la vieille opposition qui prêtent aujourd'hui leur appui au ministère, auront à s'expliquer avec leurs commettans. Ici le député convaincra les électeurs de la sagesse de sa conduite; ailleurs les électeurs réagiront peut-être sur le député.

Au surplus, les députés qui ont soutenu le ministère pourront parler avec quelque orgueil des résultats de la session. Des lois importantes vont donner une nouvelle impulsion à la prospérité matérielle du pays. La navigation intérieure perfectionnée, l'exploitation du sel ramenée partout au droit commun, les chemins de fer en voie d'exécution soutenus, et de nouvelles entreprises autorisées, aidées, encouragées; la question des sucres terminée d'une manière équitable; le grand établissement de la Banque de France mis à même, par la certitude de son avenir, de rendre au commerce des services de plus en plus importans; enfin nos relations commerciales avec le Nouveau-Monde secondées et étendues par plusieurs lignes de paquebots transatlantiques: ce sont là des faits importans qui honorent cette session et témoignent de l'active habileté du cabinet qui a pu, dans le peu de temps que lui ont laissé les discussions politiques et les difficultés de tout début, imprimer aux affaires une si puissante impulsion.

Nous sommes convaincus que la chambre des pairs n'hésitera pas à donner son suffrage aux projets que le ministère lui a présentés en dernier lieu.

En rejetant le remboursement de la rente, malgré le vote réitéré de l'autre chambre et les efforts du ministère, comme en confirmant à une très grande majorité le privilége de la Banque, malgré l'opposition presque unanime de la presse, la chambre a suffisamment prouvé que rien ne peut la détourner de ce qui lui paraît bon, utile, équitable. Nous nous plaisons à rendre hommage à son indépendance, quelle que soit d'ailleurs notre opinion sur la question de la rente.

Le même sentiment d'indépendance lui fera adopter des lois que le pays attend avec une juste impatience. On aura beau lui dire que le départ des députés lui ôte toute liberté, qu'on a voulu la placer sous le joug de la nécessité. La chambre sait qu'il n'en est rien, qu'il serait parfaitement libre à elle

de rejeter toutes ces lois. Sans doute elle aurait à rendre compte de son vote à l'opinion publique et à sa propre conscience; mais la marche régulière du gouvernement, le cours des services publics ne seraient point paralysés par le rejet de ces lois : ce rejet n'aurait point les conséquences que pourrait avoir le rejet du budget ou d'une mesure quelconque indispensable au salut de l'état.

Il n'y a donc pas cette contrainte, cette nécessité artificielle et impérieuse dont la chambre pourrait se blesser, cette nécessité, disons-le, qui la domine pour le budget, qu'elle ne pourrait refuser sans compromettre la régularité des services publics.

En adoptant les autres lois, la chambre, qui pourrait les rejeter, aura agi avec liberté et indépendance; elle aura prouvé que les motifs de l'adoption l'emportaient dans son esprit sur les objections qu'opposent les adversaires de ces projets.

La chambre, il est vrai, ne pourrait amender ces projets; tout amendement produirait, dans les circonstances actuelles, les mêmes conséquences que le rejet, et retarderait d'une année toutes ces utiles entreprises. Dans ces limites, les plaintes sont fondées; mais tout a été dit sur ce point lors des débats sur la loi de la navigation intérieure.

Trop insister sur les mêmes plaintes (nous ne disons pas les mêmes reproches, le ministère a prouvé qu'il n'en méritait pas), ce serait les affaiblir, ce serait donner au langage de la chambre un ton lamentable et peu digne d'un grand pouvoir de l'état. La chambre a fait connaître sa pensée: il ne lui reste plus d'autre moyen, le même inconvénient se renouvelant, que la résistance, lorsqu'elle aura devant elle un ministère qui aura préparé et distribué le travail de la session.

L'amendement, c'est-à-dire le rejet d'un de ces projets de loi, sur qui retomberait-il? sur les compagnies, sur les villes maritimes, sur le commerce, sur l'industrie, sur le public, qui certes ne sont pas responsables de la marche des travaux au sein des deux chambres. Le rejet ébranlerait-il le cabinet? nullement: le cabinet a trouvé à son avénement l'état de choses dont on se plaint; il ne pouvait plus le changer. Le rejet ferait-il revenir à Paris un seul député? encore moins; les députés ne seraient ramenés sur leurs siéges que par un amendement au budget. La chambre ne veut pas sans doute en venir cette année à ce moyen extrême; elle voudra encore moins témoigner de son mécontentement par une résolution qui ne frapperait que ces intérêts nationaux, que la chambre est jalouse de seconder et de protéger.

Il est sur la loi des chemins de fer une autre observation qui s'applique également aux débats de l'une et de l'autre chambre. Nous voulons parler de la réunion dans une seule et même loi de plusieurs projets tout-à-fait différens, indépendans l'un de l'autre; ainsi le chemin de fer d'Orléans et celui de Strasbourg à Bâle, et plusieurs autres, se trouvent compris dans le même projet de loi. Il faut, en conséquence, tout adopter ou tout rejeter; ces projets se présenteront aux suffrages de la chambre, pour ainsi dire l'un portant l'autre. Encore si le même principe, si le même système de secours était appliqué à

tous ces projets. Loin de là : la même loi embrasse six projets et quatre systèmes différens; nous ne voulons pas dire opposés; il se peut en effet que ces systèmes divers, contraires mêmes, soient avec raison applicables à des entreprises différentes. Toujours est-il que la sincérité des débats législatifs reçoit une atteinte lorsqu'une assemblée est forcée de voter *in globo* des projets différens, nullement connexes, et pouvant parfaitement exister l'un sans l'autre.

Mais ce n'est pas là un expédient inventé par le ministère du 1er mars; c'est un usage sur lequel il importe seulement d'attirer l'attention du gouvernement pour les projets futurs.

La mort de M. Daunou laisse vacante aux archives du royaume une place importante. Le bruit public a désigné plusieurs candidats. Si nous sommes bien informés, ceux sur qui l'attention paraît se fixer d'une manière particulière sont M. de Gasparin, l'ancien ministre, et M. Fauriel. M. de Gasparin est un administrateur habile, M. Fauriel, un historien dont les travaux se distinguent, entre autres, par l'exactitude et la profondeur des recherches. Selon le point de vue auquel on se place, le choix de l'un ou de l'autre ne mériterait que des éloges.

M. Vincent passe dans le conseil d'état du service extraordinaire au service ordinaire. Rien de plus naturel que de voir un administrateur aussi éclairé et d'une si grande expérience se vouer entièrement aux travaux du conseil d'état. Nous espérons qu'il sera dignement remplacé dans ses importantes fonctions au ministère du commerce.

Le public est fort préoccupé dans ce moment des nouvelles d'Alger. En admettant qu'il y ait quelque exagération, peut-être aussi un peu d'animosité dans les nouvelles qui circulent, toujours est-il que notre campagne en Afrique est longue, difficile et sans résultats décisifs qui compensent les sacrifices en hommes et en argent qu'elle exige. Il serait plus que superflu de rechercher aujourd'hui à qui l'on pourrait imputer la guerre que nous avons sur les bras, les difficultés que nous rencontrons en Afrique. Ce n'est pas le moment de discuter, mais d'agir, d'agir avec résolution et d'une manière digne de la France. Quelles qu'en soient les causes, c'est là désormais une guerre à mort avec les populations indigènes, avec les Arabes africains. C'est le mahométisme, la barbarie et le génie nomade qui veulent expulser d'Afrique la religion, la civilisation, la puissance françaises. Dans le commencement, il aurait été légitime et sensé de poser la question de savoir s'il convenait à la France, à sa politique, à son influence d'entrer dans cette voie, de jeter hors de l'Europe une partie notable de ses revenus et de ses forces, si les avantages militaires, maritimes, commerciaux qu'elle pouvait en espérer, étaient de nature à compenser ses sacrifices, si le moment était arrivé d'implanter par la force des armes, par la conquête la civilisation française sur le sol aride et malsain, sous le ciel brûlant de l'Algérie.

Aujourd'hui, empressons-nous de le reconnaître, la question ne peut être posée dans ces termes. Le drapeau français a été solennellement planté sur le sol africain. La France a dit qu'il y resterait : Abd-el-Kader veut l'en arracher de

force. La France peut-elle le supporter? non, à aucun prix. C'est là une réponse qui est au fond de tous les cœurs, de toutes les pensées, de tous les systèmes. Les adversaires les plus décidés de notre établissement en Afrique, ceux-là même qui n'auraient pas hésité à évacuer l'Algérie, lorsque nous y étions en paix avec tout le monde, ne voudraient pas aujourd'hui abandonner un pouce de terrain. C'est que toutes les opinions, comme tous les systèmes, se rencontrent sur un point commun; c'est qu'il n'y a plus de dissentiment possible lorsqu'il s'agit de la dignité de la France, de l'honneur national.

D'un autre côté, tenons-nous en garde contre l'esprit de notre temps; préservons-nous des atermoiemens, des demi-mesures. L'affaire d'Afrique, conduite mollement, serait interminable; elle pourrait renouveler pour nous cette longue et funeste guerre d'Espagne, lorsque nous n'étions jamais maîtres que du terrain qu'occupaient les semelles de nos soldats, lorsque, vainqueurs dans tous les combats, nous n'avions cependant jamais pu vaincre le pays et le plier à nos lois.

Ce fut une erreur de Napoléon que de se persuader que l'affaire d'Espagne n'exigeait pas de grands efforts, qu'on pouvait la combiner avec d'autres expéditions, qu'elle finirait d'elle-même, de guerre lasse; que les populations, fatiguées, vaincues, appauvries, rentreraient paisiblement dans leurs foyers. Les guerres nationales des peuples fanatiques et barbares sont régies par d'autres lois générales que celles qui gouvernent les guerres des nations riches et civilisées. Nos soldats avaient l'instinct de cette différence, lorsque, en Espagne, ils regrettaient si gaiement cette Italie, cette Allemagne si bonnes à conquérir, si faciles à garder.

Le cabinet s'occupe très sérieusement de l'affaire d'Afrique. Nous ignorons ses idées, ses projets. Ce que nous demandons avant tout, ce sont des mesures décisives et un plan bien arrêté. Un système médiocrement bon, qu'on maintiendrait avec suite, avec énergie, avec persévérance, vaudrait mieux que les idées les plus heureuses, les plus lumineuses, mises en pratique avec hésitation, par voie de tâtonnement et d'essai.

Jusqu'ici on n'a jamais su au juste ni ce qu'on voulait faire en Afrique, ni ce qu'on voulait faire de l'Afrique. Qu'Abd-el-Kader nous rende du moins le service de nous contraindre à prendre un parti, à résoudre les deux questions.

On parle beaucoup du projet du général Rogniat, de *l'obstacle continu* au moyen d'un mur et d'un fossé qui mettrait une partie de nos possessions, la plaine de la Mitidja, à l'abri des incursions des Arabes. Le projet est ingénieux; la dépense ne serait pas excessive; le résultat paraît certain; un faible corps suffirait pour garder l'enceinte contre des hordes barbares. Nous sommes moins rassurés sur les effets morbides d'un grand remuement de terre dans un pays si exposé aux influences typhoïdes, aux ravages de la fièvre et de la dyssenterie.

Les affaires d'Espagne prennent tous les jours une tournure plus favorable à la cause constitutionnelle. Le général Ségarra fait sa soumission, et il exhorte les insurgés à se rallier au parti national. Balmaseda a été battu. La

reine est accueillie en Catalogne par les flots d'une population remplie d'enthousiasme. Le peuple espagnol est toujours profondément monarchique. Nul doute que le voisinage de la cour ne contribue à rallier les partis, à ramener un grand nombre d'hommes égarés. Après beaucoup de conjectures, on paraît croire aujourd'hui que le voyage des deux reines n'a eu réellement d'autre but que le rétablissement de la santé de la reine Isabelle. Quoi qu'il en soit, on se ferait illusion si on croyait qu'une fois Cabrera vaincu et le parti carliste entièrement dissous, les difficultés de l'Espagne s'évanouiront complètement. Loin de là. Le peuple est monarchique et religieux, voire même superstitieux. Il n'est pas moins vrai qu'une partie considérable des classes moyennes, dans les grandes villes surtout, est imbue de nos idées, de nos principes; et précisément parce que ces idées et ces principes sont trop avancés pour l'Espagne et ne sont pas en harmonie avec l'état général du pays, la minorité qui professe cette politique d'emprunt, impatiente de réaliser ses idées, est toujours tentée de devenir violente et factieuse. On n'est ni impatient ni violent lorsqu'on sait qu'on a le pays derrière soi, lorsqu'on ne doute pas d'un prochain succès. Sous la restauration, Casimir Périer disait aux trois cents de M. de Villèle : « Nous sommes quinze ici, mais nous avons le pays derrière nous; » aussi Casimir Périer et ses amis ne conspiraient pas; ils attendaient, et n'attendirent pas long-temps.

Après la dispersion complète de l'insurrection carliste, le parti radical en Espagne deviendra probablement plus exigeant et de plus en plus violent. Le gouvernement aura besoin de fermeté, d'habileté, de mesure. Qu'il se garde surtout de mépriser ses adversaires. Les minorités ont si souvent bouleversé et gouverné le monde!

M. Cousin poursuit le cours de ses paisibles réformes dans le domaine de l'enseignement.

Une ordonnance royale vient de créer à la Faculté de Droit de Paris une chaire d'introduction générale à l'étude du droit. C'était une lacune qu'il importait de combler. Ainsi que l'a dit le ministre dans son rapport au roi, ce cours préliminaire aura pour objet d'orienter, en quelque sorte, les jeunes étudians dans le labyrinthe de la jurisprudence.

Il a été aussi décidé qu'à l'avenir, soit dans les examens, soit dans les concours devant les facultés de droit, il n'y aura plus ni argumentations ni leçons latines. Nous félicitons M. le ministre de l'instruction publique d'avoir mis fin à un usage qui n'était qu'un moyen de dissimuler l'ignorance et de paralyser le savoir.

---

Le drame de *la Maréchale d'Ancre,* représenté il y a neuf ans à l'Odéon, vient d'être repris par la Comédie-Française. On a pu remarquer dans cette œuvre, dont la mise en scène révèle un zèle louable, toutes les hautes et rares qualités qui distinguent le talent de M. Alfred de Vigny. Bien qu'une tendance instinctive semble entraîner l'auteur d'*Eloa* vers la contemplation et l'élégie, c'est avec une supériorité réelle, il faut le reconnaître, qu'il a essayé,

dans *la Maréchale d'Ancre*, l'interprétation dramatique de l'histoire. Tout en avouant nos préférences pour les œuvres du poète qui relèvent uniquement de l'inspiration élégiaque ou contemplative, nous croyons que ce drame d'une pensée si haute, d'une exécution si sévère, doit prendre rang parmi les plus importantes créations de M. Alfred de Vigny. Il nous suffira, pour appuyer cette opinion, de rappeler rapidement quels matériaux fournissait l'histoire et quel parti l'auteur en a su tirer.

Assurément le récit des historiens, dans sa nudité austère, ne lui offrait que d'insuffisantes ressources. Il s'agissait de la chute d'un favori, d'un ambitieux vulgaire; il semblait qu'aucune émotion élevée ne pût jaillir du spectacle de ces intrigues mesquines, terminées par un assassinat. Pourtant M. de Vigny a su introduire dans son drame un noble et grave enseignement. Dans ce meurtre de Concini, qui termine la minorité de Louis XIII, il a vu l'expiation du crime de Ravaillac, qui avait amené le nouveau règne et fondé la puissance passagère du favori. Cette donnée philosophique peut s'appuyer sur des preuves. Dans une des notes qui accompagnent son drame, M. de Vigny cite quelques passages trouvés dans les pièces relatives au procès de la Galigaï, et d'après lesquels il est permis de regarder l'ambitieux Italien comme le complice de Ravaillac. Quoi qu'il en soit de l'exactitude historique de cette accusation portée par les contemporains contre Concini, on doit reconnaître que le souvenir du crime de Ravaillac, habilement amené par le poète, produit un effet saisissant. Cette pensée de l'expiation une fois admise, il reste à voir comment le poète l'a développée. C'est autour de la figure mélancolique et hautaine de Leonora Galigaï qu'il a groupé ses nombreux personnages. Si on la dégage de certains détails que l'auteur a cru nécessaires pour compléter son tableau historique, l'action est fort simple. La chute de la maréchale est le véritable et unique sujet du drame. L'expiation n'atteint pas seulement Concini, elle frappe à côté du lâche ambitieux une femme d'un noble et ferme caractère; dès-lors l'intérêt s'éveille, et le drame devient possible. L'action s'engage et se dénoue en deux jours. Cette rapidité de l'action est le seul rapport qu'offre la pièce avec les créations du théâtre classique. L'auteur n'a aucunement cherché à réduire les proportions de l'immense tableau que lui offrait l'histoire. Il a transporté dans son drame tout le mouvement, toute la variété que réclame la scène moderne. Peut-être a-t-il trop multiplié les détails, peut-être la simplicité du sujet disparaît-elle un peu sous l'abondance des caractères et des incidens. M. de Vigny n'a fait en ceci, nous le savons, que suivre l'exemple des tragiques étrangers; mais cet exemple ne saurait infirmer notre objection, qui reste entièrement fondée au point de vue de la scène française.

M. de Vigny avait à envisager trois faces diverses dans le personnage de Leonora Galigaï : l'Italienne dissimulée, l'amante et la mère. Il a su accorder avec discernement, à chacun des aspects de ce caractère, l'attention qu'il méritait. Il s'est attaché surtout à faire ressortir avec vigueur la fermeté mâle et courageuse de l'épouse de Concini. Il a indiqué, avec une rare délicatesse, ce qui restait de la faiblesse et des superstitions de la femme dans ce caractère presque viril. A côté de la maréchale, Borgia et Concini se placent comme pour éclairer cette imposante figure, l'un par son amour, l'autre par son ambition. C'est au Corse passionné qu'appartient le cœur tendre et ardent de l'Italienne; c'est à l'ambitieux Florentin qu'elle consacre l'énergie de son intelligence et de sa volonté. Ces trois personnages forment le groupe principal du

tableau. Derrière la maréchale, Borgia, Concini, se rangent les personnages secondaires. La jalousie fougueuse d'Isabella Monti, la femme de Borgia; l'avarice et l'humilité du juif Montalto, l'impassible et hautaine ambition de M. de Luynes, l'hypocrisie du magistrat Déageant, la brusque probité du bourgeois Picard, la pétulance et la légèreté de Fiesque, toutes ces nuances, tous ces types si divers ont été rendus par M. de Vigny avec une rare finesse et une parfaite vérité. On retrouve, dans les plus petits détails de ces figures, les traces d'une exécution sérieuse et patiente.

Nous croyons inutile de raconter la lutte qui s'établit entre ces divers personnages. L'arrestation du prince de Condé, la révolte des mécontens, le procès de la maréchale, son supplice, suffisent largement à l'intérêt de toutes les parties du drame. On sait quelle terreur éveille la scène du duel, quelle émotion accueille la douleur sombre et résignée de la maréchale rencontrant sur le chemin du bûcher les cadavres de son mari et de son amant. Ce sont là des effets qu'il est superflu de louer. C'est sur le mérite de la forme que nous croyons surtout devoir appeler l'attention du public, trop habitué peut-être aujourd'hui à n'estimer que le mouvement et l'action. Le soin qui a présidé à la conception, à l'arrangement des personnages, se retrouve en effet dans le style. Grace, vigueur, coquetterie, la forme de *la Maréchale d'Ancre* offre toutes les qualités qui distinguent les plus durables créations du poète.

Il nous reste à parler de l'interprétation des acteurs. M^me^ Dorval avait une tâche difficile : dans le caractère de la maréchale d'Ancre, il n'y a pas seulement la tendresse et la résignation d'une femme, il y a l'énergie et la dignité qu'exige une haute position politique. M^me^ Dorval, touchante comme toujours dans la partie passionnée de son rôle, a moins parfaitement rendu la partie calme et sérieuse. Ligier, chargé du rôle de Borgia, n'a point eu de peine à rendre la brusquerie sauvage du montagnard corse; mais il n'a réussi qu'imparfaitement à faire ressortir la passion ardente et profonde qui subsiste sous cette rude enveloppe. Beauvallet n'a été à l'aise que dans les parties du rôle de Concini où la dissimulation fait place à la colère. Malgré ces imperfections, rachetées par beaucoup de zèle et d'intelligens efforts, le public a pu étudier avec intérêt l'œuvre qui était soumise une seconde fois à son jugement, et le beau drame de M. Alfred de Vigny a été écouté dans tous ses développemens avec une attention et une curiosité soutenues.

— La bibliothèque Charpentier s'enrichit de trois charmans volumes, qui offrent, réunies, toutes les œuvres de M. Alfred de Musset : 1° *La Confession d'un Enfant du Siècle*, revue et corrigée avec le goût que l'auteur apporte désormais à tout ce qu'il écrit; 2° les Comédies et Proverbes en prose; 3° les Poésies complètes. Ce dernier volume surtout, par ce qu'il reproduit de si agréablement connu, et par ce qu'il ajoute d'inédit, est un vrai cadeau pour le public. De tous les poètes qui se rattachent au mouvement littéraire de 1828, M. Alfred de Musset fut le plus jeune, le plus hardi et le plus fringant dès l'abord; il entra dans le sanctuaire lyrique tout éperonné et par la fenêtre, je le crois bien. Il chantait, comme Chérubin, quelque espiegle chanson, son *Andalouse* ou sa *Marquise ;* il avait fait enrager le guet avec sa lune *comme un point sur un i*. Le lyrisme de cette époque était un peu solennel, volontiers religieux, pompeux comme un *Te Deum*, ou sentimental. M. de Musset lui fit d'emblée quelque déchirure : il osa avoir de l'esprit, même avec un brin de

scandale. Depuis Voltaire, on a trop oublié l'esprit en poésie; M. de Musset lui refit une large part; avec cela, il eut encore ce qu'ont si peu nos poètes modernes, la passion. De la passion et de l'esprit, voilà donc son double lot dans ses charmans contes, dans ses petits drames pétillans et colorés. Il est sûr de vivre par là entre tous les poètes ses contemporains ou quelque peu ses aînés. Sa *Nuit de Mai* restera un des plus touchans et des plus sublimes cris d'un jeune cœur qui déborde, un des plus beaux témoignages de la moderne muse. *Le Lac, Moïse, Ce qu'on entend sur la montagne, la Nuit de Mai,* voilà comme de loin, j'imagine, la postérité, ce grand pasteur au regard sommaire, et qui ne voit que les cimes, énumérera les princes des poètes de ce temps. Après ce qu'il a fait, M. de Musset est resté modeste; il ne s'exagère point la grandeur de son œuvre, il s'en dissimule trop peut-être le côté délicieux et captivant; peu soucieux de l'avenir, il dit pour toute préface *au lecteur :*

Ce livre est toute ma jeunesse;
Je l'ai fait sans presque y songer.
Il y paraît, je le confesse,
Et j'aurais pu le corriger.

Mais quand l'homme change sans cesse,
Au passé pourquoi rien changer?
Va-t'en, pauvre oiseau passager,
Que Dieu te mène à ton adresse!

Qui que tu sois, qui me liras,
Lis-en le plus que tu pourras,
Et ne me condamne qu'en somme.

Mes premiers vers sont d'un enfant,
Les seconds d'un adolescent,
Les derniers à peine d'un homme.

Ce naturel-là, qui est un charme, ne doit pas aller pourtant jusqu'au découragement intérieur et à la négligence de si beaux dons. Au moment où les fruits sont le plus parfaits et le plus savoureux, il ne faut pas que l'arbre se dégoûte d'en produire. L'idéal suprême, à l'instant où on le découvre, fait tomber le ciseau des mains de l'artiste, mais il le reprend bientôt, et poursuit plus lent et plus sûr, ne perdant plus de l'œil la grande beauté. M. de Musset fera ainsi; les trésors d'observation et de larmes qui se sont amassés dans cette ame jeune encore en sortiront. Voici, en attendant, et comme signe de bien gracieuse espérance, deux pièces inédites que nous empruntons au dernier recueil, l'une plus tendre, l'autre plus légère, et toutes deux sensibles.

Pâle étoile du soir, messagère lointaine,
Dont le front sort brillant des voiles du couchant;
De ton palais d'azur, au sein du firmament,
    Que regardes-tu dans la plaine?
La tempête s'éloigne, et les vents sont calmés.
La forêt, qui frémit, pleure sur la bruyère;
Le phalène doré, dans sa course légère,
    Traverse les prés embaumés.
  Que cherches-tu sur la terre endormie?

Mais déjà vers les monts je te vois t'abaisser,
Tu fuis en souriant, mélancolique amie,
Et ton tremblant regard est près de s'effacer.

Étoile qui descends sur la verte colline,
Triste larme d'argent du manteau de la nuit,
Toi que regarde au loin le pâtre qui chemine,
Tandis que pas à pas son long troupeau le suit;
Étoile, où t'en vas-tu dans cette nuit immense?
Cherches-tu sur la rive un lit dans les roseaux?
Ou t'en vas-tu si belle, à l'heure du silence,
Tomber comme une perle au sein profond des eaux?
Ah! si tu dois mourir, bel astre, et si ta tête
Va dans la vaste mer plonger ses blonds cheveux,
Avant de nous quitter, un seul instant arrête;
Étoile de l'amour, ne descends pas des cieux!

## CHANSON.

J'ai dit à mon cœur, à mon faible cœur :
N'est-ce point assez d'aimer sa maîtresse?
Et ne vois-tu pas que changer sans cesse,
C'est perdre en désirs le temps du bonheur?

Il m'a répondu : Ce n'est point assez,
Ce n'est point assez d'aimer sa maîtresse;
Et ne vois-tu pas que changer sans cesse
Nous rend doux et chers les plaisirs passés?

J'ai dit à mon cœur, à mon faible cœur :
N'est-ce point assez de tant de tristesse?
Et ne vois-tu pas que changer sans cesse,
C'est à chaque pas trouver la douleur?

Il m'a répondu : Ce n'est point assez,
Ce n'est point assez de tant de tristesse;
Et ne vois-tu pas que changer sans cesse
Nous rend doux et chers les chagrins passés?

Dans l'article de M. Sainte-Beuve sur *Loyson, Polonius et De Loy,* inséré au dernier nº, la phrase qui commence le paragraphe, vers le milieu de la page 1035, doit être rétablie ainsi : « Il serait injuste d'environner d'un trop grand appareil de critique l'œuvre posthume et véritablement aimable d'un poète mort sans rien d'amer et qui a vécu si malheureux. »

V. DE MARS.

# CABRERA.

De tous les hommes que la guerre civile espagnole a mis en lumière, il n'en est pas qui ait donné lieu à des jugemens plus contradictoires que Cabrera. Pour les uns, c'est un héros; pour les autres, ce n'est qu'un misérable malfaiteur. Des deux côtés, il y a eu exagération et esprit de parti : Cabrera n'est réellement ni un Napoléon ni un Mandrin. Il a commencé, il est vrai, comme un voleur de grand chemin; mais il aurait fini comme un grand homme, si la cause de don Carlos avait triomphé. Son nom a eu beaucoup d'éclat, mais sa véritable histoire est peu connue; les détails positifs ont toujours manqué sur celle de ses actions qui ont fait le plus de bruit. On sait que les évènemens se présentent souvent en Espagne, faute d'informations précises, sous une forme confuse, mystérieuse, et comme des énigmes dont le temps peut donner le mot. Le caractère de Cabrera est encore un de ces mystères; ce qui passe le plus pour certain sur ce sujet est faux ou du moins fort exagéré. Maintenant que sa carrière politique est finie et que le jour de la vérité est venu pour lui, nous avons cru qu'il ne serait pas sans intérêt de tracer, sur des renseignemens authentiques et inédits, une esquisse fidèle de sa vie.

Don Ramon Cabrera est né à Tortose, en 1809; il a maintenant trente-un ans. Ses parens étaient de pauvres marins. Son éducation fut d'abord celle de tous les enfans de sa classe en Espagne. Il passa ses premières années à jouer au bord de l'Èbre et dans les rues de Tortose, avec la liberté illimitée d'un jeune sauvage. Quand il fut un

peu plus grand, on le destina à l'état ecclésiastique, et on le plaça comme clerc ou *famulo* chez un chanoine de la cathédrale, nommé don Vicente Presivia. Il n'y a point d'université à Tortose; ceux qui veulent étudier pour entrer dans les ordres se placent ainsi chez des prêtres, qu'ils servent à peu près en domestiques, et qui leur enseignent en revanche le latin, la théologie et la philosophie d'Aristote.

Le caractère indépendant et dissipé du jeune Cabrera ne s'accommodait pas de cette vie studieuse et docile. Le bon chanoine épuisa en vain tous ses sermons pour le décider à garder quelque retenue; de tous les écoliers de Tortose, c'était bien le plus licencieux comme le plus déguenillé. Son goût passionné pour les femmes le jetait à tout moment dans toute sorte de mauvaises aventures; parlait-on de quelque maison escaladée, de quelque alguasil battu, c'était sur lui que retombait toujours la responsabilité du méfait. Il était paresseux, débauché, querelleur, effronté, enfin un franc *tronero* (vaurien), si bien que, quand vint pour lui le moment de solliciter le sous-diaconat, l'évêque don Victor Saez le lui refusa.

Le voilà donc sur le pavé à vingt-quatre ans, sans état, sans argent, avec une réputation détestable, ne sachant que devenir. Alors arriva à Tortose la nouvelle de la mort de Ferdinand VII. C'était un grand bonheur pour l'écolier désappointé, qui s'empressa de profiter de l'occasion. Sept à huit jours après, vers la mi-octobre 1833, une conspiration fut découverte contre l'autorité de la reine Isabelle II; Cabrera en était. Le général Berton, gouverneur de la ville, ordonna des poursuites; le vicaire-général don Matéo Sanpons informa contre lui. Il parvint à s'évader et se sauva dans les montagnes, refuge habituel de tous ceux qui ont affaire à la justice dans les villes. Là il apprit que la forteresse de Morella était tombée au pouvoir d'une insurrection carliste, et il s'y rendit aussitôt pour s'enrôler.

Cette ville de Morella joue un grand rôle dans la vie de Cabrera; elle a été successivement le berceau, le siége et le tombeau de sa fortune. C'est la capitale d'un petit pays nommé le Maestrazgo, parce que son territoire était autrefois une grande maîtrise d'un ordre de chevalerie. Le Maestrazgo est admirablement fortifié par la nature, et tout semble le désigner pour l'établissement d'une seigneurie féodale ou d'une république indépendante. Il fait partie de la haute sierra qui sépare les royaumes d'Aragon et de Valence; des montagnes escarpées et presque toujours couvertes de neige y enferment de longs défilés et des vallées étroites. C'est dans une de ces vallées qu'est bâti Morella, sur un rocher qui se détache de la chaîne; le

château occupe la pointe de ce rocher, qui s'élève de plus de trois cents pieds au-dessus du sol. Deux percées donnent entrée dans la vallée, l'une par Monroyo, vers l'Aragon, l'autre par Villabona, vers le royaume de Valence. Cinq provinces confinent au Maestrazgo, comme des rayons autour d'un centre, l'Aragon, la Catalogne, le royaume de Valence, la Castille nouvelle et la Manche.

L'importance de ce point est très connue dans le pays; c'est sur lui que durent naturellement se porter les premiers efforts de la révolte. Le baron de Herbès, ancien corrégidor de Valence, et l'alcade de Villaréal, don Joaquin Llorens, n'eurent pas plus tôt appris la mort de Ferdinand VII, que, se plaçant à la tête de quelques bataillons de volontaires royalistes, ils arborèrent l'étendard de Charles V, et se dirigèrent sur le Maestrazgo. Ces deux chefs, renommés par leur noble naissance et leur position sociale, exerçaient une très grande influence dans ces contrées; leur prestige attira beaucoup de monde dans les rangs des rebelles. Le colonel don Victoria Sea, gouverneur de Morella, soit par sympathie d'opinions, soit qu'il ne se crût pas en état de se défendre, leur ouvrit les portes de la place, et ils y établirent le quartier-général de l'insurrection en faveur du prétendant.

Ce fut alors que Cabrera se présenta. On était dans les premiers jours de septembre 1833. Il arriva dans cette ville, où il devait régner un jour, en mauvais costume d'écolier, des alpargates aux pieds, et un bâton à la main. Comme il annonça qu'il savait écrire, on le fit caporal, et les armes manquant, on lui donna un fusil de chasse. Les bandes carlistes furent bientôt attaquées par le général Berton, à la Pedrera, en face de Morella. Le jeune recrue montra une véritable bravoure dans cette première affaire, et reçut pour récompense le grade de sergent. On avance vite au commencement des insurrections, et les premiers venus, en courant les plus grands dangers, ont aussi les plus belles chances.

Cependant le général Berton, à la tête d'une poignée de soldats, continuait à menacer Morella. Les engagemens se succédaient de jour en jour. La faction sortit de la place et alla au-devant des troupes de la reine; elle fut battue une première fois par le général Berton, battue de nouveau et dispersée quelques jours après à Calanda, par une brigade que commandait le général Linares. Morella fut repris; le baron de Herbès fut fusillé; l'ancien gouverneur de la place, don Victoria Sea, eut le même sort; les autres chefs et soldats se dispersèrent en diverses bandes. Cabrera, qui était déjà sous-lieutenant, se mit à la tête de douze ou vingt hommes de Tortose, sa ville natale,

et se jeta dans les montagnes du Bas-Aragon, pour y tenir la campagne pour son propre compte.

On sait quel est le goût des Espagnols pour la guerre de partisans, la *guerilla*. Cabrera avait tout ce qu'il fallait pour réussir dans ce genre de guerre; il était jeune, robuste, entreprenant et peu scrupuleux; pauvre et proscrit, il n'avait rien à perdre; c'était un guerillero parfait. Le Bas-Aragon est, d'ailleurs, le pays de l'Espagne où les bandes errantes se recrutent le plus aisément; les habitans de ces montagnes sont presque tous contrebandiers; les *ladrones*, les échappés des présides, viennent de toutes parts chercher un refuge au milieu d'eux. Une pareille population est naturellement vouée au brigandage, et quand elle rencontre un chef qui lui convient, elle se presse avec joie autour de lui, pour se livrer avec plus d'ensemble à la rapine. C'est ce qui a fait le premier succès de Cabrera.

Il importe de bien distinguer entre elles les trois grandes fractions de l'insurrection carliste en Espagne. En Navarre et dans les provinces basques, la cause de don Carlos s'identifiait, comme on l'a dit souvent, avec celle des libertés locales; en Catalogne, cette cause était celle du fanatisme religieux, de l'esprit monacal; en Aragon, le nom de don Carlos servait de cri de ralliement à ceux qui cherchaient un prétexte pour mener la vie hasardeuse du bandit. Ces trois tendances se sont manifestées par les chefs qu'a eus la faction pour ses trois armées : en Navarre, des hommes notables du pays; en Catalogne, des prêtres; en Aragon, un aventurier. Cette distinction explique bien des choses, et ne doit pas être perdue de vue par quiconque veut se faire des idées justes sur la guerre civile espagnole.

Ce qui a caractérisé de tout temps Cabrera, c'est l'horreur de l'obéissance et l'ambition d'être le maître partout où il est. Quelques jours après son arrivée à Morella, il avait déjà essayé de s'emparer du commandement, en suscitant une insurrection militaire. La fermeté du baron de Herbès avait fait avorter l'entreprise, et si Cabrera n'avait pas été fusillé, ainsi que son complice Valdès, c'était à l'indulgence de ce chef qu'il le devait. Quand il fut à la tête de sa guerilla, après la dispersion de la première armée carliste, il se donna, de son autorité privée, le titre de colonel. Puis il courut le pays dans tous les sens, pendant deux années, pillant, saccageant, menant joyeuse vie, et appelant à lui quiconque voulait le suivre. Il parvint ainsi à se former une petite bande, mais ce n'était pas encore assez pour lui, et il rêvait de plus hautes destinées.

Il y avait, quoi qu'il fît, un homme qui exerçait sur les monta-

gnards du Bas-Aragon une bien plus grande influence que lui; c'était le fameux Carnicer. Cabrera était jaloux de l'autorité et de la réputation de ce cabecilla; il souffrait impatiemment de se voir dominé par lui. Un jour, Carnicer reçut du prétendant l'ordre de se rendre dans les provinces basques; il partit en effet, mais au passage du pont de Aranda, il fut pris par un détachement des troupes de la reine et fusillé. Les bruits les plus graves ont couru à ce sujet contre Cabrera; les uns ont dit qu'il avait provoqué l'ordre de rappel, pour se défaire d'un supérieur qui le gênait; d'autres affirment que l'ordre était faux, et que Cabrera, après avoir ainsi attiré Carnicer au pont de Aranda, avait fait prévenir les christinos du moment de son passage. Il est encore bien difficile de se prononcer sur ce que cette accusation peut avoir de fondé; tout ce qu'on en peut dire, c'est qu'elle est très répandue en Aragon, et qu'on en parlait jusque dans l'armée de Cabrera, au plus fort de sa fortune.

Quoi qu'il en soit, la mort de Carnicer donna à don Ramon le premier rang parmi les chefs de bandes qui battaient le pays. Il alla bientôt après, vers la fin de 1835, faire un voyage en Navarre, auprès de don Carlos, et il en revint avec un brevet régulier de colonel. C'est alors que son nom commença de prendre du retentissement. Il eut dans le royaume de Valence quelques engagemens heureux avec les généraux de la reine, et se fit ainsi une renommée de hardi *guerillero*. Un millier d'hommes environ servait sous ses ordres. Sa puissance croissante lui donnant de plus en plus les moyens de satisfaire ses goûts d'écolier, il se livrait au plaisir avec emportement au milieu des hasards de cette guerre. Partout où il était, et il a conservé cette habitude jusqu'au dernier moment, il y avait festin et bal. Il donnait à ses officiers l'exemple de bien boire et de danser gaiement. Il avait aussi trois ou quatre femmes dans chacun de ses cantonnemens, et ce qu'on raconte de ses débauches est vraiment incroyable.

Une des qualités les plus nécessaires d'un cabecilla, c'est le mépris du sang humain. Cabrera n'avait pas plus cette qualité que beaucoup d'autres, mais il l'avait autant que qui que ce soit. Le bandit espagnol n'estime son chef qu'autant qu'il le voit ne faire aucun cas de la vie d'autrui; c'est dans le sang-froid à donner la mort qu'il place la dignité du commandement. Aussi cette vie si voluptueuse était-elle mêlée d'affreux épisodes qui mettaient Cabrera à une haute place dans l'estime de ses soldats. Nul ne fumait plus froidement le cigarito en donnant l'ordre de fusiller des prisonniers; nul ne les regardait passer d'un œil plus sec et plus indifférent pendant qu'ils allaient à la

mort. Cette cruauté de Cabrera, qui est devenue depuis proverbiale, était déjà bien connue, bien établie, à l'époque dont nous parlons, quand un tragique évènement, survenu à la fin de février 1836, vint, sinon la justifier, du moins lui servir d'excuse.

La vieille mère de Cabrera vivait très retirée à Tortose. Le brigadier Nogueras, commandant-général du Bas-Aragon, la fit enlever, et demanda au général Mina, qui était alors capitaine-général de la Catalogne, l'autorisation de la faire exécuter comme prévenue de conspiration. Mina donna l'ordre, et la pauvre femme fut tout uniment fusillée, sans autre forme de procès, en représailles, disait-on, des horreurs que son fils commettait tous les jours. Interrogé plus tard dans les cortès sur cet acte de barbarie sauvage, Mina a voulu soutenir qu'il y avait eu conseil de guerre, procès régulier, jugement, et que la conspiration avait été démontrée; mais il lui fut impossible de le prouver, et la responsabilité du fait retombe tout entière sur Nogueras et sur lui.

Quoique brouillé depuis long-temps avec sa mère, Cabrera avait conservé pour elle cette affection reconnaissante que les mauvais sujets ont toujours pour la seule personne qui leur ait montré de l'indulgence dans leurs égaremens. Transporté de fureur à la nouvelle du crime qui venait d'être commis, il ordonna, dans un ordre du jour terrible, que trente-quatre femmes d'officiers christinos, qui étaient alors entre ses mains, fussent immédiatement fusillées. Il annonça en même temps que tous ceux qu'il prendrait à l'avenir les armes à la main seraient fusillés, et qu'il vengerait sans rémission le meurtre de sa mère sur les familles des chefs christinos. Cette épouvantable menace fut remplie à la lettre, surtout dans les premiers temps qui suivirent l'attentat de Nogueras, et l'ascendant de Cabrera s'accrut de tout le prestige que donne en Espagne une mission de vengeance religieusement exécutée.

Pendant les six premiers mois de 1836, il ne cessa pas de battre la campagne dans le royaume de Valence, où il se rencontra plusieurs fois avec le général Palarea. Au mois de juillet de la même année, il fut élevé par don Carlos au grade de maréchal-de-camp. Ses ennemis ont prétendu que, pour s'assurer de l'avancement, il avait placé une de ses anciennes maîtresses en qualité de servante chez le comte de Villemur, alors ministre de la guerre de don Carlos, et qu'il avait soin de lui faire passer de l'argent de temps en temps par un muletier pour qu'elle corrompît à son profit les conseillers du prétendant. Mais cette histoire pourrait bien n'être qu'une de ces suppositions

habituellement inventées par l'esprit de parti pour expliquer une fortune dont on ne veut pas reconnaître les véritables causes.

La fin de 1836 fut remplie, comme on sait, par la fameuse expédition de Gomez au travers de l'Espagne. Cabrera s'y joignit avec sa bande, ainsi qu'un autre guerillero du pays, nommé Serrador, lorsque Gomez passa près de leurs montagnes. On ne sait pas bien ce qui se passa ensuite entre eux ; il paraît seulement certain qu'à son passage à Caceres, Gomez signifia à Cabrera et à Serrador qu'ils eussent à quitter son armée dans les vingt-quatre heures, ce qu'ils firent en effet. On a dit que les déprédations commises par les hordes indisciplinées qui les accompagnaient, avaient motivé cette brusque rupture de la part de Gomez. Peut-être est-il plus naturel de l'attribuer à cette jalousie de commandement qui a toujours divisé les chefs carlistes. A son retour, Cabrera fit emprisonner Serrador, et devint définitivement le seul cabecilla de Valence et de Murcie.

Il ne tarda pas à être nommé commandant-général de ces deux provinces. Quand eut lieu, en mai 1837, la grande tentative de don Carlos sur Madrid, l'armée expéditionnaire, ayant à sa tête le prétendant lui-même, sortit de Navarre et traversa l'Aragon et la Catalogne dans une direction parallèle aux Pyrénées, pour aller faire sa jonction avec Cabrera. Le jeune commandant-général, dont cette marche attestait l'importance, attendit don Carlos avec ses troupes à Flix, sur la rive droite de l'Èbre; l'armée royale passa le fleuve, et toutes les forces de l'Espagne carliste furent réunies. Le bonheur habituel de Cabrera voulut que le seul rival qui pût lui être encore opposé dans l'est de l'Espagne, le brave Quilez, commandant-général carliste de l'Aragon, fût tué en combattant courageusement dans l'affaire qui eut lieu, le 24 septembre, à Herrera, entre le général Buerens et l'armée expéditionnaire. Quelques jours après cette brillante affaire, l'armée était devant Madrid.

Cabrera, qui marchait à l'avant-garde, montra une grande intrépidité. Il s'avança jusqu'à une des portes de la ville, la porte d'Atocha, et couronna de ses tirailleurs les hauteurs qui la dominent. De son quartier-général, on put reconnaître avec une lunette l'infante Luisa Carlotta, qui regardait l'armée royaliste du balcon du palais. Chacun sait ce qui arriva dans cette circonstance décisive. Au moment où l'armée s'attendait à recevoir l'ordre d'entrer dans Madrid, le 15 août, don Carlos donna au contraire l'ordre de la retraite. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner ce qui amena cette résolution si singulière et si inattendue. Il doit nous suffire de dire qu'elle excita au plus haut

degré le mécontentement d'une grande partie de l'armée, et particulièrement de Cabrera. « A l'avenir, s'écria-t-il devant tous ses officiers en recevant l'ordre du prince, je n'en ferai qu'à ma tête : *Yo haré a mi cabeza.* » Et il a tenu sa promesse.

Dès que le mouvement de retraite fut commencé, il repartit avec ses divisions vers le royaume de Valence, laissant don Carlos s'en retourner dans les provinces comme il pourrait. Sa réputation militaire s'était accrue dans cette campagne de toute l'irritation qu'avait causée l'insuffisance du prétendant. Chacun disait que si le général Cabrera avait commandé l'armée, on serait entré dans Madrid, et c'était à qui raconterait le plus de faits d'armes de ce jeune héros. Depuis ce jour, il a toujours occupé la scène. L'année 1838 a été funeste aux armes de don Carlos. Elle a été très favorable au contraire à Cabrera, qui semblait s'élever à mesure que la cause carliste s'abaissait en Navarre. Chaque pas fait en avant par l'armée d'Espartero était compensé par un succès de l'heureux partisan, et les regards s'habituaient peu à peu à se porter sur lui.

Depuis long-temps, il convoitait la place de Morella, pour en faire sa place d'armes. On apprit tout à coup, au mois de février 1838, qu'il venait de s'en rendre maître. Voici des détails authentiques sur ce coup de main, dont les circonstances ont été complètement inconnues jusqu'ici.

Un artilleur, nommé Pedro, avait déserté des troupes de la reine Christine, et avait pris du service sous Cabrera. Un jour, cet homme, qui avait fait partie de la garnison de Morella, se plaça sur le chemin de don Ramon; et, portant la main à son berret : *Général*, dit-il, *je m'engage à prendre Morella avec la moitié d'une compagnie, si votre excellence veut la mettre à ma disposition.* — *Tu l'as*, répondit le général frappé de son air résolu ; *quand ce ne serait que pour récompenser ta bonne volonté.* Peu d'instans après, Pedro partait pour Morella avec sa petite troupe, qui se composait de quarante hommes d'infanterie, commandés par un lieutenant. Il était environ sept heures du soir, et la nuit était close quand il arriva au pied du rocher que surmonte la citadelle.

Il s'occupa aussitôt de chercher dans les ténèbres le point par où il avait souvent escaladé ou descendu le rocher, pendant qu'il était à Morella. La nuit était froide, les vivres étaient rares; le lieutenant et ses soldats commençaient à murmurer, quand ils virent Pedro suspendu à plusieurs pieds de hauteur au-dessus de leurs têtes, et grimpant comme un singe le long du pic. En moins de trois quarts

d'heure, il était arrivé au pied du rempart, qu'il escalada comme le reste. Les sentinelles s'étaient blotties dans leurs guérites, contre la rigueur de la saison; Pedro rampe jusqu'à la première guérite, décharge son mousquet à bout portant dans la poitrine du factionnaire, et s'empare de son fusil. A cette détonation, le poste accourt; mais l'audacieux Pedro ne s'effraie pas: il fait feu sur le premier qui se présente, et l'étend raide mort en criant de toutes ses forces : Vive Charles V! Les autres, croyant le château au pouvoir des carlistes, prennent la fuite en jetant leurs armes; l'alarme se répand d'étage en étage dans le château, et ce cri retentit de toutes parts : Les carlistes! les carlistes!

Cependant Pedro ne perdait pas de temps; il fermait avec soin toutes les issues de la terrasse dont il s'était si heureusement emparé. Après s'être barricadé du mieux qu'il avait pu, il aidait le lieutenant à s'élever avec des cordes jusque sur le rempart, puis le sergent, puis la plupart des hommes qui les accompagnaient; les autres étaient partis à la hâte pour aller porter à Cabrera la nouvelle de la miraculeuse ascension de leur chef. La petite troupe passa la nuit sur la terrasse, s'étonnant de n'être pas attaquée, et attendant l'arrivée de forces supérieures; elle ne savait pas jusqu'à quel point sa victoire était complète. Le gouverneur de la place, gagné par la panique qui avait saisi la garnison, avait fait ouvrir les portes de la ville à deux heures du matin, et avait évacué Morella avec tout son monde, laissant le château désert.

Au point du jour, les habitans de Morella, qui étaient presque tous carlistes, et qui savaient le départ de la garnison, se répandirent dans les rues, en criant : *Viva Carlos quinto! viva la religion! viva la Virgen! viva Cabrera!* Mais le prudent Pedro se gardait bien de descendre de sa forteresse, et les habitans ne savaient à quoi attribuer le silence extraordinaire que gardaient les maîtres du château, quand arriva aux portes de la ville un groupe de cavaliers au galop : c'était Cabrera qui était accouru avec son état-major dès la première nouvelle du succès. Tout fut bientôt expliqué; les prisonniers de la citadelle furent délivrés et portés en triomphe, et le drapeau de Charles V flotta victorieusement sur Morella. Pedro devint capitaine et chevalier de Saint-Ferdinand; mais dans le retentissement qu'eut au loin la prise de la place, sa gloire disparut dans celle de son général.

Il est vrai que, si Cabrera avait pris par lui-même peu de part à cette prise, il en eut davantage à l'organisation qui suivit. Dès qu'il fut en possession de ces murs si désirés, il entreprit d'y fonder le siége

d'un véritable gouvernement et d'une véritable armée. De tous côtés affluaient vers lui Espagnols et étrangers; peu instruit des choses militaires et administratives, il eut du moins le bon sens de suivre les conseils de ceux qui avaient l'expérience de ces matières. Des officiers instruits, Français pour la plupart, furent préposés par lui à l'instruction de ses troupes. Il fit établir à Cantavieja une fonderie de canons, sous la direction d'un nommé Etchevaster, qui lui avait été envoyé par don Carlos; on y fondait les canons à la manière des cloches, et on obtenait ainsi de fort bonnes pièces. Des fabriques de poudre et d'armes furent montées à Mirambel, à Morella même, et dans la plupart des villages du Maestrazgo. Des fortifications furent ajoutées à celles qui existaient déjà dans tout le pays.

Les christinos voyaient avec impatience ces travaux d'organisation, et ne songeaient qu'à reconquérir la position qu'ils avaient perdue par une surprise. Leur tentative ne fut que l'occasion d'un nouveau succès pour Cabrera.

Ce fut vers la fin du mois de juillet 1838 que le général Oraa, à la tête de l'armée constitutionnelle du centre, se mit en marche sur Morella. Ses forces étaient d'environ vingt mille hommes, divisés en trois corps. Le premier, que commandait Aspiroz, aborda les montagnes du Maestrazgo au nord par Alcaniz; le second, sous les ordres de Van Halen, se réunit à Téruel vers l'ouest; le troisième, que conduisait le brave général Pardiñas, prit position au sud-est, à Castellon de la Plana.

Ces trois colonnes, qui occupaient les trois pointes d'un triangle dont Morella était le centre, reçurent l'ordre de se porter en même temps sur Morella et les forteresses voisines. Ce mouvement s'exécuta avec précision, mais avec une extrême lenteur. Quand une des colonnes était arrêtée dans sa marche par les travaux que Cabrera avait fait construire en avant des villages qu'elle rencontrait, les deux autres en étaient aussitôt instruites avec ordre de ralentir leur mouvement, tant on mettait de soin et de crainte à bien entourer dans son fort cet ennemi si redouté. On perdit ainsi beaucoup de temps à s'attendre les uns les autres, et les munitions rassemblées à grands frais diminuèrent d'autant.

De son côté, lorsqu'on lui annonça l'approche d'Oraa, Cabrera avait laissé dans la place ses meilleurs soldats pour la défendre, et en était sorti avec un corps de trois mille hommes pour tenir la campagne. Il occupa avec cette troupe les hauteurs qui entourent Morella, et quand les christinos y pénétrèrent, il les harcela de toute sorte, en se jetant

à l'improviste sur leurs derrières et en tiraillant le long des colonnes en marche, à la manière des Arabes. Aucune règle de tactique ne présidait à cette guerre de surprises; seulement, des signaux convenus étaient échangés entre les assiégés et leurs défenseurs du dehors, par le moyen de fusées de diverses couleurs, et servaient à donner quelque ensemble à leurs opérations.

Cabrera s'était d'ailleurs réservé un moyen plus simple encore de communiquer avec l'intérieur de la place. Presque tous les soirs, pendant la durée du siége, un jeune homme se détachait des avant-postes des carlistes campés sur les hauteurs, et se glissait dans l'ombre jusque sous les murs de la ville. On lui jetait du haut des murs une corde à nœuds, et il se hissait ainsi dans Morella. Ce jeune homme, c'était Cabrera lui-même, si l'on en croit les récits des carlistes enthousiastes de cette audace de leur chef; il s'assurait ainsi de l'état de la garnison à qui il apportait les nouvelles du dehors, et retournant par le même chemin au milieu des ténèbres, il se retrouvait le lendemain au milieu de sa petite armée pour donner quelque alerte à l'ennemi.

Arrivé devant la place, Oraa attendit encore huit jours son artillerie qu'il avait laissée à Alcaniz. Il passa ce temps à pousser des reconnaissances dans tous les sens, et à se retrancher dans ses positions. Enfin, le huitième jour, il ouvrit le feu, et trois jours après la brèche était praticable; mais au lieu de donner l'assaut immédiatement, les christinos attendirent encore, et dans l'intervalle les assiégés s'avisèrent d'un singulier moyen de défense, qui montre bien la nature de cette guerre.

La place de Morella était pleine d'une immense quantité de bois qui provenait des charpentes de plus de cent maisons appartenant à des constitutionnels et détruites par les carlistes. On entassa ce bois sur la brèche et on y mit le feu. Des tourbillons de flammes s'élevèrent à une hauteur prodigieuse et illuminèrent de leurs reflets la ville et la citadelle. En quelques heures, la brèche devint un vaste brasier qui projetait autour de lui une chaleur ardente et qui aurait dévoré quiconque se serait hasardé à le franchir.

Cependant les soldats de Cabrera, qui rôdaient sans cesse autour des avant-postes, criaient ironiquement aux assiégeans : *Voyons si vous ne monterez pas à l'assaut cette nuit, on a pris la peine de vous éclairer!* L'assaut eut lieu en effet, mais sans succès; plus de deux cents hommes furent mis hors de combat tant par les balles que par le feu de la brèche, et les soldats brûlés criaient en fuyant devant cet horrible incendie : Cabrera est un démon et Morella un enfer! — *Cabrera es un demonio y Morella un infierno.*

Les carlistes avaient soin d'entretenir nuit et jour leur feu; un second assaut fut tenté, qui échoua comme le premier. La disette se mit dans l'armée d'Oraa; quand les provisions furent épuisées, on mangea les chevaux. La démoralisation amena l'indiscipline. Oraa ordonna un assaut général; mais cette tentative désespérée fut encore repoussée. Enfin, les christinos, laissant un grand nombre de morts sous les murs de la place, parmi lesquels l'ancien gouverneur de Morella, qui s'était laissé enlever le château si sottement, levèrent le siége le 18 août; la brèche brûlait toujours.

Elle s'éteignit pour laisser rentrer Cabrera. L'heureux général revint en triomphateur dans sa ville délivrée. Jamais roi d'Espagne n'avait été reçu avec de tels transports d'enthousiasme. Toutes les cloches sonnaient à grandes volées. Des fanatiques se jetaient à genoux sur son passage. Un journal qui s'imprimait à Morella, sous le titre de *Periodico de Aragon, Valencia y Murcia,* et dont le rédacteur, qui était un vieux prêtre, allait prendre tous les soirs les ordres de Cabrera, fit une relation pompeuse du siége, et termina son article par ces mots : *Nous tous, vaillans soldats de l'armée et habitans de cette héroïque et fidèle cité, nous pensons que le roi ne saurait mieux faire que de décerner, après une si grande victoire, à l'immortel Cabrera, le titre de comte de Morella.*

Le titre ainsi demandé fut accordé avec le grade de lieutenant-général, par décret daté d'Oñate, 2 septembre 1838. Don Carlos n'avait rien à refuser au vainqueur de l'armée du centre. Ramon, l'écolier Ramon, put signer de ce nom sonore : *El conde de Morella.*

Don Carlos lui écrivit en outre, pour le féliciter de cette victoire, une lettre autographe dont voici la traduction :

« MON CHER CABRERA,

« Grande a été la satisfaction que j'ai eue pour la très glorieuse victoire que tu viens de remporter et pour la complète déroute des ennemis de la vraie félicité de notre chère Espagne, de mes droits légitimes et de Dieu même; grande aussi a été ma joie d'avoir ce nouveau motif de récompenser tes services non interrompus, ta fidélité constante, ton amour, ton zèle et ton désintéressement. Je dois de grandes graces à Dieu, qui m'a donné un brave serviteur comme toi et qui l'a revêtu d'une valeur, d'une constance et d'une fidélité si grande, d'une telle application à la fin principale de notre entreprise. Soutiens-toi toujours constant et chaque fois plus ferme dans nos solides principes; sois le couteau (*el cuchillo*) des impies et des des-

tructeurs des royaumes et des trônes, et tu me donneras la satisfaction de te récompenser comme je le désire. J'ai appris que tu as été sur le point de me donner un grand chagrin et de te perdre; je t'ordonne de ne point t'exposer témérairement; car s'il t'arrivait quelque malheur, outre la douleur que j'en aurais, ce serait une grande perte pour moi et pour une cause qui n'est rien moins que celle de la religion. Que Dieu continue à t'accorder des victoires comme par le passé, que la très sainte Vierge des douleurs, notre généralissime, te couvre de sa mante, te protége, te dirige, te défende, et nous donne de nous voir bientôt tranquilles à Madrid, après avoir vaincu tous nos ennemis. Adieu; je t'estime et je t'aime. « CARLOS. »

Le bruit de la levée du siége de Morella se répandit promptement dans toute l'Espagne. C'était le plus grand succès et le plus inattendu que les carlistes eussent obtenu depuis long-temps; Cabrera devint plus que jamais le héros de son parti. On a vu comment cette grande renommée lui était venue, et ce qu'il avait fait pour la gagner. Les lenteurs d'Oraa avaient la plus grande part dans ce qui était arrivé. Quant à Cabrera, il n'avait eu d'autre mérite que d'attaquer l'ennemi à tort et à travers, sans plan et sans ordre, comme un brave guerillero qu'il était.

Il ne songea même pas, après son succès, à poursuivre l'armée d'Oraa. Cette armée se retirait dans le plus grand désordre en se débandant; elle ne se rallia qu'à Alcaniz. Si les carlistes, profitant de leurs avantages, avaient suivi les christinos l'épée dans les reins, il en serait sorti bien peu des défilés étroits qu'ils avaient à traverser; mais ce n'est pas ainsi qu'on fait la guerre en Espagne, et Cabrera avait d'autres affaires.

Le lendemain de sa rentrée dans Morella, il rassembla toutes ses forces, laissa la ville sans défense, et partit du côté opposé à celui par où fuyait Oraa; un seul bataillon fut mis à la poursuite des assiégeans. Si l'armée constitutionnelle, avertie de ce départ, était revenue sur ses pas, elle serait infailliblement entrée dans la ville sans coup férir, d'autant plus que la brèche était toujours ouverte; mais Oraa n'aurait eu garde d'en concevoir seulement la pensée. Ses soldats dispersés ne songeaient qu'à dévaster le pays qu'ils traversaient, et qui garda, long-temps après leur passage, l'aspect d'une solitude désolée. Le bataillon qui les suivait leur tua ce qu'il voulut, et leur fit deux cents prisonniers, qui furent fusillés *pour avoir osé marcher contre Morella*. Quant à Cabrera, où allait-il? C'est ce qu'on va voir.

Quelques jours après la levée du siége, des dames de Valence se baignaient dans la mer, le long de la belle côte qui est à quelque distance de la ville. Comme on ne sait jamais rien à temps en Espagne, la plus parfaite confiance régnait dans la ville et dans les environs. Le journal constitutionnel de Valence contenait les plus beaux récits sur la valeur (*bizarria*) que les christinos déployaient au siége de Morella, et un feu d'artifice avait été préparé par les habitans pour célébrer la prise de cette place redoutée. On assurait déjà que Cabrera avait été tué, et on s'en réjouissait. Les portes de la ville étaient ouvertes; tout respirait la joie et la paix sous ce ciel si doux et si pur, qu'il suffit de voir la lumière et de respirer l'air pour être heureux.

Tout à coup des cris s'élèvent et s'approchent, et les baigneuses effrayées voient d'affreux cavaliers soulever en courant, du bout de leurs lances, les mantilles qu'elles avaient laissées sur le rivage. *Los facciosos! los facciosos!* A ce cri terrible, tout fuit; les portes de la ville se referment. C'était en effet un escadron de Cabrera qui précédait le reste de son armée. On dit que le chef de cette troupe, don Ramon Moralès, ancien garde-du-corps, eut pitié des pauvres femmes qui avaient été ainsi surprises. Pendant qu'elles se cachaient de leur mieux derrière les rochers, il ordonna à ses soldats de se retirer et leur assura galamment qu'elles n'avaient rien à craindre. — Ah! quel dommage, disaient-elles en sortant du bain et en regagnant la ville au plus vite, qu'un tel cavalier soit un factieux : *que lastima que tal caballero sea un faccioso!*

Cependant Cabrera mettait à feu et à sang cette magnifique huerta de Valence, qui est si célèbre par sa richesse. De tous les points de l'horizon s'élevait la fumée des villages incendiés. Le bruit des cloches et le son des tambours appelèrent bien les Valenciens à la défendre, mais nul ne se hasarda contre l'ennemi. Pendant deux jours entiers, les carlistes pillèrent à leur aise; puis ils repartirent pour Morella aussi vite qu'ils étaient venus, poussant devant eux de longues files de chevaux et de mulets qui portaient leur butin. D'immenses quantités de blé furent déposées à la citadelle; de grands troupeaux de bœufs et de moutons furent parqués dans les montagnes voisines; quant à l'argent, il fut partagé entre les soldats et les chefs. On comprend maintenant qu'une pareille expédition avait dû être plus goûtée des *barateros* qui composaient la plus grande partie de l'armée de Cabrera, que la poursuite et la destruction d'un corps d'armée.

La terreur que cette sanglante apparition a laissée derrière elle ne s'est pas encore aujourd'hui effacée à Valence. Une aventure qui a eu

lieu long-temps après le passage de Cabrera, et que tout le monde raconte en Espagne, en donnera une idée. Un négociant de Valence attendait un navire chargé de contrebande; du bord de la mer, il voyait ce navire louvoyer à distance, mais sans oser aborder, parce que les douaniers couvraient le rivage. Il imagina alors de courir à toutes jambes vers la ville, en criant à tue-tête : Cabrera! Cabrera! A ce nom, bientôt répété de tous côtés par la population épouvantée, les douaniers se sauvent et courent à leur tour vers la ville; une panique générale se répand; de tous les points de la huerta, chacun accourt avec ce qu'il peut emporter de plus précieux. Les portes de Valence demeurèrent fermées pendant trois jours à la suite de cette alerte. Un énorme encombrement d'hommes, de femmes, de mulets, se forma sous les murs; il en sortait des cris de désespoir et de prière, mais les habitans refusaient d'ouvrir, craignant d'introduire avec les fugitifs le terrible dévastateur. A la faveur de ce désordre, le navire débarqua ses marchandises, et les Valenciens en furent quittes cette fois pour la peur.

Nous avons laissé Cabrera à Morella. Nous le retrouvons, à quelques jours de là, près de Falset. Falset est une petite ville fortifiée au-delà de l'Èbre, à vingt lieues environ au nord de Morella, comme Valence en est à trente lieues vers le sud. La promptitude dans les mouvemens est le premier mérite d'un chef de bande, en ce qu'elle lui permet de se porter inopinément sur les points où il est le moins attendu; Cabrera a eu long-temps ce mérite au plus haut degré, et cela suffit pour expliquer sa réputation militaire auprès des Espagnols.

Il marchait donc sur Falset, dans l'espoir de mettre à sac cette place et d'y faire encore du butin, quand il dut au hasard une nouvelle victoire qu'il ne cherchait certainement pas. Le général Pardiñas, qui commandait la troisième division de l'armée du centre, n'avait pu voir sans indignation la retraite de l'armée devant une bicoque défendue par quelques milliers de bandits; il nourrissait dans son ame le désir violent de prendre sa revanche, et quand il apprit que le nouveau comte de Morella était près de lui, il s'empressa de marcher à sa rencontre. Cabrera avait trois mille hommes; Pardiñas en amena six mille, ne doutant pas qu'avec de pareilles forces il ne culbutât l'ennemi.

Cabrera ne présentait jamais la bataille en pleine campagne, mais il la refusait rarement. Dès qu'il apprit l'arrivée de Pardiñas, il alla au-devant de lui. Les deux armées se rencontrèrent le 1er octobre 1838, entre Flix et Maella. Pardiñas déploya sa division sur une seule ligne;

Cabrera en fit autant. De part et d'autre, cette disposition était une faute; mais le tort était grand surtout du côté de Cabrera, qui, ayant moins de forces que son adversaire, s'exposait à être débordé à droite et à gauche, et attaqué sur les deux flancs en même temps que de front. Selon toutes les apparences, sa division devait être détruite; ce fut celle de Pardiñas qui le fut entièrement.

Le combat s'engagea avec acharnement. Les soldats christinos se battaient avec l'énergie que donne le désir de venger un échec, les carlistes avec cette confiance qui naît de l'habitude de la victoire. Au bout de deux heures de feu, les troupes de Cabrera durent céder devant des forces supérieures; l'aile gauche commença à plier, et le mouvement de retraite ne tarda pas à se propager sur toute la ligne. Cabrera furieux s'élance en avant. « Lâches! s'écrie-t-il, vous m'abandonnez; eh bien! je saurai mourir seul au milieu de l'ennemi. — Non pas seul, mon général, lui répond le colonel d'un escadron aragonais qui soutenait la retraite, mais avec vos Aragonais! » A ces mots, le colonel fait volte-face, et son escadron se précipite avec tant de rage sur l'aile gauche de l'ennemi, qu'il la disperse en un clin d'œil.

Le brave Pardiñas, voyant le désordre se mettre dans cette partie de ses troupes, se porte aussitôt sur le lieu du danger, à la tête de son état-major. En le voyant venir, le colonel aragonais court à lui et lui porte à la gorge un coup de lance qui le renverse mort. En même temps, l'état-major, assailli par la cavalerie carliste, tourne bride. Cabrera, qui était parvenu à rallier les fuyards, arrive avec toutes ses forces, mais sa présence n'était déjà plus nécessaire. En apprenant la mort de leur malheureux général, les soldats de Pardiñas s'étaient assis par terre, levant leurs fusils la crosse en l'air, et criant qu'ils se rendaient. On les fit tous prisonniers; ils étaient cinq mille, le reste avait été tué. De cette belle division, il ne se sauva en tout qu'une quarantaine de cavaliers.

Ainsi s'est passée cette fameuse affaire de Maella, la plus désastreuse pour les christinos de toutes celles qui ont eu lieu pendant cette guerre. Le général Pardiñas, qui y périt, était un des meilleurs officiers de l'armée constitutionnelle; issu d'une des plus nobles familles de Galice, il avait embrassé par goût l'état militaire; nommé député aux cortès de 1837, il avait volontairement quitté les bancs de la chambre pour les rudes travaux de l'armée. Il était âgé de trente-cinq ans quand il mourut. Cette action a été racontée autrement dans le temps par les journaux espagnols; mais ce que nous venons de dire est la vérité, telle qu'elle nous a été attestée par des témoins ocu-

laires. Ce n'est point par le nombre, comme on l'a dit, que Pardiñas a été accablé, puisqu'il avait plus de monde que son ennemi; c'est par un de ces malheureux hasards de la guerre qui tournent quelquefois contre les plus braves.

Cette bataille qu'il avait gagnée presque sans le savoir, mit le comble à la renommée de Cabrera. L'épouvante se répandit jusque dans Sarragosse. A tout moment, on s'attendait à le voir arriver sous les murs de cette ville, dont la population prit les armes. Il ne parut pas. Après quelques tentatives isolées sur Caspe et d'autres petites villes sans importance, il avait repris tranquillement le chemin de ses montagnes, sans s'inquiéter des suites qu'aurait pu avoir sa victoire. Nul doute que s'il s'était présenté après un tel succès sur les derrières de l'armée d'Espartero, il n'eût opéré une diversion puissante; mais ce n'était pas sa manière. Son unique soin fut de se défaire en détail des prisonniers qu'il avait faits. Les habitans de Sarragosse ayant manifesté leur crainte et leur colère, selon leur habitude, par l'exécution de quelques carlistes enfermés dans le château, Cabrera ordonna par représailles qu'il serait fusillé dix christinos pour un carliste, et les deux partis s'arrangèrent si bien, que, de représailles en représailles, les cinq mille y passèrent presque tous.

Ce moment est l'époque la plus brillante de la vie de Cabrera. De son royaume de Morella, il occupait et tenait en respect un bon tiers de l'Espagne; son armée était devenue forte de quinze mille hommes de troupes à peu près régulières, dont huit cents chevaux. Il avait quarante pièces de canon, plusieurs forteresses et trois braves lieutenans, Forcadell, Llangostera et Polo. Tout obéissait et tremblait autour de lui. Il ne reconnaissait aucune autorité, pas même celle du roi. Son nom était invoqué avec respect d'un bout de l'Espagne à l'autre, par toute la population carliste; enfin, il était comte, ce qui devait l'étonner beaucoup lui-même. Cinq ans avaient suffi pour porter à ce haut point de grandeur le pauvre écolier de Tortose.

Jusque-là la fortune avait semblé conduire par la main le jeune aventurier, mais le moment était venu où elle devait renverser cet échafaudage de pouvoir et de renommée encore plus rapidement qu'elle ne l'avait élevé. Quand on vit en présence l'un de l'autre les deux plus grands champions des deux causes qui divisaient l'Espagne, on s'attendit généralement à un choc redoutable. Le duc de la Victoire était commandant général des troupes de la reine; don Carlos, par un décret daté de Bourges, le 9 janvier 1840, réunit le commandement de l'armée de Catalogne à celui de l'armée d'Aragon, de

Valence et de Murcie, dont était depuis long-temps investi le comte de Morella. L'effectif de ces deux armées réunies était d'environ 30,000 hommes; on pouvait donc compter sur une résistance sérieuse de la part de Cabrera, et le parti carliste fondait de grandes espérances sur son chef favori. Tout à coup une fatale nouvelle vint frapper ce parti comme un coup de foudre : Cabrera n'était plus que l'ombre de lui-même, il était malade, il était mourant.

On ne sait pas précisément à quelle époque remonte cette maladie de Cabrera. On croit cependant que c'est dans les premiers jours de novembre 1839 qu'il en ressentit les premières atteintes. Le bruit a couru qu'il avait été empoisonné, d'autres ont dit qu'il avait eu le typhus. Il a eu autour de lui jusqu'à quatorze médecins à la fois, médecins espagnols, il est vrai, et dont le plus habile était un chanoine de Valence, nommé Sevilla, sans qu'aucun ait pu assigner le véritable caractère de son mal. Ce mal, c'était l'épuisement. Nous avons dit qu'il avait gardé dans son élévation les joyeuses habitudes de sa première jeunesse; les excès auxquels il se livrait tous les jours, unis aux fatigues de la guerre et aux nombreuses blessures qu'il avait reçues par tout le corps, avaient ruiné à la longue sa constitution. Il résista à une première crise, mais un plus grand danger l'attendait à sa convalescence. Habitué à satisfaire tous ses caprices, il reprit trop tôt son genre de vie; le vin, les femmes et les danses ardentes de l'Espagne qu'il aime avec passion, achevèrent d'user ses forces, et amenèrent de nombreuses rechutes.

Dans cet état, il commandait encore. Ceux qui l'entouraient cachaient de leur mieux son abattement à la population et à l'armée. Plusieurs fois on fit sonner les cloches dans tout le Maestrazgo, pour célébrer sa guérison imaginaire. Pour mieux donner le change, un de ses lieutenans prenait ses habits, montait son cheval, et passait au galop dans les villages qui lui étaient soumis. Quand cette ruse ne fut plus possible, il se montra lui-même de temps en temps dans une litière, et tel était le culte qu'on lui portait, que ces apparitions relevaient un peu le courage de tous. Mais le plus souvent, il vivait retiré et invisible comme un despote d'Orient, et la démoralisation gagnait en son absence ceux qui étaient habitués à compter sur lui comme sur un dieu.

Les formidables préparatifs d'Espartero n'en continuaient pas moins, et il devenait évident pour tous qu'il serait bien difficile à Cabrera, même en lui supposant toute son énergie, de résister à des forces si considérables. Cabrera le voyait aussi bien qu'un autre, malgré son

état maladif; et, se tournant alors du côté de don Carlos, il lui envoya à Bourges messages sur messages, dans les mois de janvier et de février, pour lui faire connaître sa position et l'inviter à venir à son secours d'une manière ou d'une autre. Don Carlos lui écrivit plusieurs lettres en l'appelant *son cher Ramonet*, du petit nom d'amitié qu'il lui donnait dans des temps plus heureux, et en l'invitant à se bien garder de toute *marotade;* il créa de plus une décoration particulière pour les troupes de Catalogne, d'Aragon, de Valence et de Murcie. Mais ce fut là le seul appui que le prétendant put donner à sa dernière armée; les puissances du Nord s'étaient définitivement retirées de lui, et il fut impossible de rien obtenir d'elles, malgré de très grands efforts.

Enfin, dans les derniers jours de mars, une grande diversion dans les provinces du nord fut résolue pour dégager Cabrera. Il était trop tard. La paix avait jeté de trop fortes racines dans ces provinces pour qu'elle pût être ébranlée. Les officiers espagnols carlistes, réfugiés en France à la suite de don Carlos, s'évadèrent en foule des dépôts qui leur avaient été assignés; mais, arrivés sur la frontière, ils ne trouvèrent aucune sympathie dans ces populations jadis si ardentes pour la guerre. Le gouvernement français fit arrêter les chefs désignés, entre autres le général Elio, qu'il fit enfermer dans la citadelle de Lille; un nouvel émissaire de Cabrera, le colonel Gaeta, fut arrêté aussi et enfermé dans la citadelle de Brest. Une tentative d'insurrection eut lieu dans les provinces; les chefs, les armes et l'argent manquèrent : elle avorta misérablement.

Cependant le temps marchait, et la belle saison était revenue. Au mois d'avril, Espartero s'est mis en mouvement, mai; l'attente générale a été déçue, et il n'a rencontré nulle part l'ennemi qu'il cherchait. Il a assiégé et emporté successivement Castellote, Segura, Cantavieja; Cabrera n'y était pas. Il a mis le siége devant Morella, cette ville chérie du guerillero, cette capitale de sa comté féodale, cette forteresse où il avait aimé si long-temps à se croire inexpugnable; Cabrera n'y était pas. Morella, démantelé par une artillerie terrible, s'est rendu à discrétion le 31 mai; tout le Maestrazgo a été occupé presque sans coup férir par les troupes de la reine; Cabrera n'y était pas. Jamais déchéance plus complète n'avait succédé à de plus fastueux antécédens; on aurait dit une illusion qui s'effaçait au premier choc de la réalité.

L'armée de Cabrera, emmenant son général, a passé l'Èbre au commencement de juin, et s'est repliée sur la Catalogne. Quand le

général O'Donnell l'a attaquée à la Cenia, Cabrera est sorti de son lit pour reparaître encore une fois sur le champ de bataille; il s'est comporté bravement, et a eu son cheval tué sous lui. Ce n'était là qu'un adieu : cette action, où périt le frère d'O'Donnell, a été la dernière. Depuis long-temps, Cabrera voyait qu'il ne pouvait plus tenir; il n'a plus songé dès-lors qu'à se réfugier en France. Il a passé près de trois semaines à Berga, où il a fait commencer, sans le finir, le procès des assassins du comte d'Espagne; puis, quand l'armée d'Espartero s'est approchée de ce dernier rempart de la faction en Espagne, il s'est remis en marche pour la frontière.

Il a commencé par envoyer devant lui ses deux sœurs, qu'il paraît aimer beaucoup. Ces deux jeunes femmes, dont l'une a dix-sept ans et l'autre quinze, sont entrées en France à la fin de juin, accompagnées de la femme de l'intendant militaire carliste Labandero; on les a trouvées nanties d'une somme de cinquante mille francs en or. L'une est la femme de Polo, l'autre devait épouser un autre aide-de-camp de Cabrera, nommé Arnau. Le gouvernement leur a assigné pour résidence la ville de Bourg, département de l'Ain, où elles s'occupent, dit-on, à cultiver des fleurs.

Un nouvel adversaire est venu enfin consommer le désastre de Cabrera, en y assistant: ce dernier vainqueur n'est rien moins que la reine Isabelle elle-même. Partie de sa capitale, pour venir prendre les eaux à Barcelone, elle a traversé hardiment les contrées qui tremblaient naguère devant le comte de Morella. L'ascendant de la royauté est si grand en Espagne, que la présence de cette jeune fille faible et maladive a plus fait qu'une armée pour la pacification du pays. Les troupes factieuses qui ont voulu s'opposer à son passage, ont été écrasées; les cris d'enthousiasme et d'amour qui l'ont accueillie dans les villes, ont retenti dans les campagnes en armes, et ses plus terribles ennemis ont disparu devant la poussière que soulevait la roue rapide de sa voiture. Le 30 juin, elle est entrée à Barcelone au milieu des fêtes; quatre jours après, le 4 juillet, Berga était pris par Espartero, et le 6, à cinq heures du matin, Cabrera se réfugiait en France, avec 10,000 hommes.

Il n'y avait sur la frontière que deux cents soldats français, quand toute cette armée s'est présentée. Les christinos ne la suivaient pas, et on ne tirait pas un coup de fusil. Une dernière discussion s'est engagée sur le territoire français entre ceux qui voulaient entrer et ceux qui ne le voulaient pas. Les gendarmes s'étant saisis de Cabrera, au milieu même de ses troupes, son beau-frère Polo lui a offert de

le délivrer et de rentrer en Espagne avec lui : il s'y est obstinément refusé. Il a dit lui-même que, s'il avait voulu, il aurait pu tenir encore six à sept ans dans les montagnes, mais qu'il avait reculé devant l'idée de sacrifier inutilement ses troupes. D'ailleurs, après avoir formé une armée, il lui répugnait de *faire la guerre en partisan*. Son armée est entrée en France par colonnes et dans le plus grand ordre; ces dix mille Aragonais, dont la plupart frémissaient de se rendre ainsi sans combattre, pleins de respect encore pour les derniers ordres de leur chef, se sont laissés désarmer sans résistance par une poignée d'hommes.

Le moment où Cabrera s'est éloigné de la frontière, prisonnier volontaire du gouvernement français, a présenté une scène touchante; ses soldats couraient en foule au-devant de lui pour le voir encore un moment de plus, agitant leurs bonnets en l'air et criant *vive Cabrera!* et ces rudes visages, qui n'avaient jamais pâli dans les plus horribles épisodes de cette guerre, étaient couverts de larmes. Lui-même pleurait en se séparant pour jamais des compagnons de sa puissance. Ainsi a fini la guerre civile espagnole. Avec Cabrera sont entrés Forcadell, Llangostera, Polo, Palillos, Burjo, tous les chefs aragonais. Les Catalans ont essayé de tenir quelque temps encore, et n'ont pas voulu abandonner la partie sans brûler du moins leur dernière amorce; mais, après quelques jours de lutte, ils ont été forcés de passer la frontière à leur tour. A part quelques bandes éparses, l'est de l'Espagne est maintenant libre de factieux, comme les provinces du nord.

L'étonnement a été grand en France quand on a vu Cabrera. Petit et maigre, avec une barbe très peu fournie, il a l'air d'un jeune homme doux et faible. Ses cheveux sont très noirs et son teint très brun. On dit qu'avant sa maladie, son regard avait un éclat singulier; aujourd'hui, cet éclat semble s'être affaibli. Il regarde rarement en face son interlocuteur, et jette souvent les yeux autour de lui avec une sorte d'inquiétude. Sa physionomie est intelligente, sans être précisément remarquable; quand il sourit, son visage prend une expression de finesse naïve qui n'est pas sans grâce. Il est extrêmement simple dans ses manières, même un peu embarrassé. Il paraît souffrant, et n'a plus cette extrême mobilité qui le portait autrefois, dit-on, à changer sans cesse de place. Son attitude, légèrement courbée, semble indiquer que sa poitrine est altérée.

Tel est l'homme à qui le hasard des évènemens a fait une si grande place dans l'histoire de ces dernières années. Nous allons compléter ce portrait par quelques détails sur son caractère.

Cabrera n'a jamais eu aucune opinion politique. Il a embrassé la cause de don Carlos, parce que c'était celle qui pouvait le mener à la fortune; il aurait suivi tout autre parti qui lui aurait donné plus de chances de succès; il l'a bien prouvé en ne tenant aucun compte des ordres qu'il recevait du prétendant. On dit qu'il lui est quelquefois arrivé d'écrire de sa main au bas d'un ordre qu'il recevait de don Carlos : *Recibido pero non ejecutado todo por el servicir de vuestra magestad* (reçu, mais non exécuté, le tout pour le service de votre majesté), et de le renvoyer ainsi à son auteur.

Il a toujours détesté les prêtres et les moines, ce qui est étrange pour un prétendu défenseur de la religion. Tout ignorant qu'il était, il connaissait assez d'histoire pour savoir que les prêtres avaient toujours voulu dominer en Espagne, et il était trop jaloux de son autorité pour s'accommoder de ces prétentions. Peut-être aussi se souvenait-il qu'il n'avait pas pu entrer dans les ordres, et conservait-il quelque rancune contre ceux qui portaient l'habit ecclésiastique. Quelques anecdotes feront connaître sa façon d'agir avec eux.

Un jour il s'aperçut qu'un prêtre qu'il employait dans la perception des impôts, avait fait payer deux fois la même somme à un paysan; il le fit fusiller. L'évêque de Mondoñedo, président de la junte carliste d'Aragon, écrivit à don Carlos pour se plaindre de cette violation inouie des priviléges du clergé. — Des prêtres, disait-il, ne pouvaient être exécutés que sur un ordre exprès du roi, et après avoir été condamnés par les juges ecclésiastiques. — Don Carlos écrivit lui-même à son général, pour lui recommander plus d'égards envers les ministres de l'église. — L'évêque de Mondoñedo en a imposé à votre majesté, répondit Cabrera; je n'ai pas fait fusiller un prêtre, mais bien un mauvais larron. Autrefois les mauvais larrons étaient crucifiés; aujourd'hui je les fais fusiller; *los tiempos cambian las costumbres*, les temps changent les mœurs.

Lorsque l'armée du centre marchait sur Morella, il fit engager tous les habitans qui se croiraient inutiles à évacuer la place : *Je donnerai des armes*, dit-il, *à tous ceux qui resteront*. Tout le monde resta, excepté les femmes, les enfans et environ cinquante moines franciscains. Quelques jours après que le siége fut levé, les moines revinrent et reprirent possession de leur couvent. Cabrera leur fit donner l'ordre de se rassembler sur la place d'armes; il s'y rendit lui-même, et leur dit brusquement : *Vous devez vous rappeler que vous vous êtes vous-mêmes jugés inutiles; ainsi repartez; il n'y a ici que des braves*. Les moines savaient qu'il n'y avait rien à répliquer : ils défilèrent sans mot dire. Cabrera les suivit jusqu'à la porte de la

ville, et leur cria pendant qu'ils sortaient : *Gardez-vous de revenir, car vous ne sortiriez pas si aisément.*

L'évêque de Mondoñedo réclama encore auprès de don Carlos; don Carlos écrivit de nouveau, et Cabrera répondit : — Il est possible, *bien que je ne le comprenne pas,* que les moines soient utiles au service de votre majesté lorsqu'elle sera à Madrid; mais je puis l'assurer qu'ici ils ne me servent à rien, si ce n'est à consommer des rations que j'aime autant garder pour ceux qui se battent journellement pour la bonne cause. — Quelques jours après, il destitua l'évêque de ses fonctions de président de la junte, et en nomma un autre.

Nous avons déjà parlé de la cruauté de Cabrera. Nous avons dit qu'il fallait faire la part, pour le bien juger sous ce rapport, des préjugés et des mœurs de son pays. On a voulu faire de lui un être féroce toujours altéré de sang humain; c'est aller trop loin. Ceux qui le connaissent bien disent qu'il n'a jamais versé de sang sans motif. Il est insensible, mais il n'est pas cruel pour le plaisir de l'être. Il y a un mot qui a fait bien du mal à l'Espagne; c'est le terrible mot de *représailles.* Ce mot explique tous les meurtres de Cabrera. Les constitutionnels traitaient les révoltés comme des brigands et les égorgeaient sans pitié; à leur tour, les révoltés le leur rendaient. Les têtes se montent aisément en Espagne; chaque parti croit et raconte des horreurs de son ennemi, et s'excite, par ces récits souvent imaginaires, à en faire autant. On va loin ainsi de part et d'autre. Il est vrai pourtant de dire que Cabrera, surtout quand il était irrité, pouvait compter parmi les plus sanguinaires.

Naturellement gai, il se mettait en colère avec une extrême facilité, et il était alors tout-à-fait hors de lui. Ses officiers l'excitaient d'ailleurs dans ses emportemens, au lieu de le retenir. On raconte que, quelques jours avant l'arrivée d'Oraa devant Morella, il avait réuni dans un dîner tout son état-major. Dès le commencement du repas, la conversation tomba sur ce qu'on ferait des prisonniers après les engagemens qui allaient avoir lieu. Il fut convenu d'abord que les chefs seraient fusillés sans pitié; puis, le dîner s'avançant et les imaginations s'échauffant par le vin, des chefs on passa aux officiers, puis aux sous-officiers; à la fin du repas, il était décidé qu'on ne ferait aucun quartier, même aux simples soldats. Cabrera prenait part à ces orgies et s'enivrait comme les autres; il se croyait ensuite lié par sa parole, et exécutait par fanfaronnade ce qu'il avait juré dans un moment de transport.

Quant à ses talens militaires, on a vu aussi ce qu'il faut en penser.

En Espagne, où la chouannerie est nationale, on conçoit qu'il ait passé pour un habile général; partout ailleurs, il serait considéré comme n'ayant aucune connaisance de la guerre. Il eut du bonheur sans doute, beaucoup de bonheur; mais le hasard ne suffit pas pour expliquer un succès comme le sien. Il faut encore qu'il ait eu les qualités qui font réussir dans son pays. Il a été, dans l'origine de son élévation, d'une activité presque fabuleuse; il excellait surtout dans l'art précieux pour un partisan de prendre vite les résolutions les plus imprévues. Les malentendus, les surprises, les terreurs paniques, ont joué un grand rôle dans l'échafaudage de sa fortune; mais il en est de même pour tout guerillero, et les plus célèbres faits d'armes de Mina n'avaient pas d'autre caractère.

Ce qui a été réellement remarquable chez lui, c'est son instinct organisateur. Quelque informe qu'ait été sa création du Maestrazgo, elle atteste des facultés rares chez un écolier devenu général. Il n'est pas, sous ce rapport, sans quelque ressemblance avec Abd-el-Kader. La préférence obstinée qu'il a montrée dans les derniers temps pour un séjour prolongé à Morella, tandis qu'il avait paru répugner précédemment à coucher deux nuits de suite dans le même lieu, fait voir qu'il avait pris goût aux soins d'un établissement durable. Il est permis de croire qu'il aurait fondé quelque chose, s'il avait eu plus de temps, s'il n'avait pas été arrêté par la maladie, et si l'on n'avait pas déployé contre lui toutes les forces d'une nation organisée. Bien des principautés se sont fondées au moyen-âge qui n'avaient pas jeté d'aussi fortes bases en si peu d'années.

Sa manière de recruter était fort simple. Quand les enrôlemens volontaires ne suffisaient pas, il envoyait un fort détachement dans un village quelconque soumis au gouvernement de la reine, et faisait afficher le *bando* suivant : *Los mozos de este pueblo que no se presenten en el termino de las 24 horas, seran arcabuseados por detras como traidores* (les jeunes gens de ce village qui ne se présenteront pas dans les 24 heures seront fusillés par derrière comme traîtres). Les soldats obtenus par ce moyen étaient appelés *minones*. Il agissait avec non moins de cérémonie quand il avait besoin d'argent : il tombait à l'improviste sur un bourg du pays ennemi et frappait impartialement d'une contribution égale carlistes et christinos. Un jour, à Caspe, quelques personnes notables, connues par leur adhésion au prétendant, vinrent réclamer auprès de lui contre cette égalité : « Je ne reconnais pour amis, répondit-il, que ceux qui me suivent le fusil sur l'épaule, et si je fais une différence entre ceux qui ne me suivent

pas, ce n'est pas en faveur de ceux qui se disent mes partisans, et qui ne veulent pas se priver pour moi. »

Il était généralement très aimé de la population de ses domaines. Autant il était cruel et exacteur pour tout le pays qui ne reconnaissait pas son autorité, autant il était protecteur et bienveillant pour celui qui lui était soumis. Souvent brusque et hautain avec ses officiers, il se montrait toujours affable, prévenant même, envers les paysans. Il laissait carte blanche à ses troupes pour piller à leur gré hors de ses frontières; mais dans le sein de son petit royaume, nul n'était admis à frapper la moindre contribution sans son ordre. Complètement étranger à tout système régulier de police et d'administration, il était pourtant parvenu, par la terreur, à établir autour de lui une administration assez honnête et une police assez sévère. Il livrait les diverses directions aux hommes les plus habiles et les plus spéciaux qu'il avait pu rencontrer, puis il les faisait surveiller avec soin, et à la première prévarication, il les mettait à mort sans miséricorde.

Il n'y a jamais eu autant d'argent dans le Maestrazgo que pendant sa domination. Tout ce qu'il en recueillait dans ses excursions ou dans celles de ses lieutenans, au travers des provinces environnantes, il le dépensait dans le pays. On a dit qu'il avait amassé des sommes énormes pour son propre compte; s'il l'a fait réellement, ce ne peut être que depuis bien peu de temps, car il était naturellement prodigue et peu occupé de l'avenir.

Quand le premier effroi qui avait suivi le désastre de Pardiñas fut passé, la cause carliste recommença à décroître en Navarre. Les troupes constitutionnelles cernaient de plus en plus le quartier royal, et l'armée qui entourait le prétendant ne comptait plus les jours que par des défaites. Des divisions mortelles éclatèrent alors dans son sein; un fort parti se forma sourdement pour la paix; le général en chef Maroto se mit lui-même à la tête des désabusés. Cabrera entretenait, dit-on, une correspondance secrète avec Arias Tejeiro, ministre de don Carlos : il dut souvent être averti de ce qui se passait dans les provinces. Il persista pourtant à ne tenter aucun effort pour dégager le prétendant, et passa dans cette inaction l'année 1839 tout entière. Il était évident qu'il ne songeait désormais qu'à se fortifier à part, pour jouir en paix de sa merveilleuse fortune et se maintenir indépendant, quoi qu'il arrivât.

Mais ses intérêts étaient loin d'être aussi distincts de ceux de don Carlos qu'il voulait bien le croire. Il s'en aperçut quand arriva à Morella, à la fin du mois de septembre 1839, la nouvelle de la convention de Bergara et de l'entrée de don Carlos en France. Plusieurs

chefs de son armée, ayant reçu des lettres des chefs navarrais, qui les engageaient à suivre l'exemple donné par les provinces, parurent hésiter et prêter l'oreille aux idées d'accommodement. Cabrera en fut promptement informé, car il avait organisé dans son camp un vaste système d'espionnage, et il craignit de voir s'écrouler sa puissance, qui ne reposait que sur la guerre. Voici comment il s'y prit pour couper court à toute tentative de ce genre.

Il fit inviter un jour tous ses officiers à se rendre auprès de lui. Quand ils furent réunis, il prit la parole, et leur demanda du ton le plus naturel quel était leur avis sur des propositions de transaction qui lui étaient faites, et s'il ne leur paraissait pas à propos de les accepter. Forcadell, le plus bouillant d'entre eux, s'écria, dès les premiers mots, qu'il aimerait mieux sortir sur-le-champ que d'entendre parler de traiter. « Eh bien ! sors, » lui répondit Cabrera avec emportement, en lui montrant la porte. Forcadell se leva en effet, et sortit. Il fut suivi par Llangostera. Cabrera alla fermer la porte sur eux, et revint s'asseoir à sa place, en disant : « Nous n'avons pas besoin de fous ici. » Puis il recommença à exprimer des doutes et à consulter les assistans sur ce qu'il y avait à faire. Chacun se crut alors autorisé à donner son avis, et quelques-uns exprimèrent des désirs de conciliation.

Dès que le conseil fut levé, Cabrera fit fusiller tous ceux qui avaient paru incliner vers un accommodement. Dans le nombre se trouvait le gouverneur de Cantavieja. Puis il publia un ordre du jour portant que quiconque dans l'armée prononcerait seulement le mot de transaction, serait immédiatement puni de mort.

Il ne borna pas là ses précautions. Il ordonna qu'en dehors d'une ligne tracée autour de ses positions, il y aurait une lieue de solitude absolue. Tous ceux qui habitaient cet espace reçurent l'ordre d'en partir sur-le-champ, et il fut interdit à qui que ce fût d'y mettre le pied sous peine de mort. Des patrouilles parcouraient sans relâche l'intervalle condamné; tous ceux qui y étaient trouvés, carlistes ou christinos, étaient fusillés sans rémission.

Toute communication fut coupée par ce moyen énergique entre Cabrera et le reste de l'Espagne, si bien qu'on fut long-temps sans savoir même ce qu'il était devenu. Les uns le disaient mort, les autres en fuite, tandis qu'il se tenait renfermé sous la protection de ce formidable cordon sanitaire, comme si le monde entier eût été pestiféré. On pouvait bien partir pour Morella, mais rien n'en revenait, pas un seul homme, pas le moindre bruit. Ainsi se passa le mois d'octobre 1839 et une partie du mois de novembre.

Quand Cabrera sortit de ce silence effrayant, il était sûr de son

armée. La terreur avait raffermi les résolutions chancelantes. Aidé des conseils du baron de Raden, ancien lieutenant-colonel d'artillerie au service de Hollande, qui avait défendu Anvers contre les Français, il avait ajouté encore aux fortifications qui devaient rendre ses positions imprenables. Chaque défilé, chaque pointe de rocher était couvert de retranchemens. Un demi-cercle de châteaux-forts, dont les plus redoutables étaient Morella et Cantavieja, hérissait les montagnes. Dernier débris de l'armée de Navarre, le général Balmaseda était venu le rejoindre avec cinq cents chevaux. La mort tragique du comte d'Espagne, immolé sur un premier soupçon de transaction, avait achevé de lui donner confiance et sécurité, en lui assurant l'appui de l'armée carliste de Catalogne.

De son côté, Espartero, vainqueur de don Carlos et pacificateur des provinces du nord, s'avançait avec soixante-dix mille hommes et soixante-dix pièces de canon. Il avait amené avec lui l'ancien chef carliste aragonais Cabanero, qui venait d'embrasser la cause de la reine, et qui adressa une proclamation à ses compatriotes pour les engager à l'imiter. Mais cette proclamation n'eut aucun écho, Cabrera y avait mis bon ordre d'avance. L'hiver survint alors, les montagnes du Maestrazgo se couvrirent de neige, les défilés devinrent impraticables. Par un dernier hommage à la réputation militaire de Cabrera, Espartero s'arrêta. Il plaça son quartier-général à Las-Matas, au centre du demi-cercle que formaient les châteaux fortifiés de l'ennemi, à une lieue seulement de l'un d'eux, Castellote. Là, il se fortifia à son tour, fit ouvrir des routes pour ses convois, établit des hôpitaux pour ses malades, des magasins pour ses munitions, et attendit patiemment le retour du beau temps.

La conduite de Cabrera dans les derniers momens qui ont précédé sa chute sera fort diversement jugée. Lui-même attribue sa prompte défaite à sa maladie; d'autres diront qu'amolli par deux ans de pouvoir, il a manqué d'énergie; d'autres enfin, qu'il a toujours été au-dessous de sa fortune, et que sa faiblesse a paru dès qu'il n'a plus été protégé par le hasard. Ces trois explications sont sans doute également vraies. Sa maladie n'a été que le signe de son affaissement sous l'excès de sa prospérité, et il y a eu dans son mal quelque chose de celui de Mazaniello. On a peine à comprendre, en le voyant, que la destinée ait pu le choisir, lui si jeune et si chétif en apparence, pour le mettre à la tête d'une des plus terribles insurrections de *lazzaroni* que l'histoire ait jamais vues, et pour soumettre à ses moindres volontés ces forts Aragonais que rien n'avait pu encore subjuguer.

Quelques jours avant l'entrée de Cabrera en France, le 25 juin, une autre troupe et un autre général passaient aussi la frontière, du côté de Bayonne. Cette fois, ce n'était plus le chef qui entraînait ses soldats sur le territoire étranger; c'étaient les soldats qui avaient forcé leur chef à y chercher un asile. Poursuivis l'épée dans les reins par les généraux de la reine, accueillis à coups de fusil par les habitans des campagnes, ils avaient fait cent lieues en dix jours, sans pain, sans habits, sans chaussures, presque sans munitions, mais non sans avoir souvent fait face à l'ennemi, quoiqu'ils ne fussent en tout que quinze cents. Ces hommes de fer, qui ont effrayé la ville de Bayonne de leur aspect farouche et sauvage, avaient brisé leurs armes à la frontière plutôt que de les livrer à l'étranger. Ils avaient pour général l'indomptable Balmaseda.

Balmaseda est l'homme vraiment fort de cette guerre. C'est lui qui a le premier deviné Maroto, lui qui est seul resté debout dans la débâcle de l'armée de Navarre. Né en Castille d'une famille distinguée, il était lieutenant-colonel à la mort de Ferdinand VII. Il prit aussitôt les armes pour don Carlos, et ne les a quittées qu'au dernier moment. Doué d'une haute taille et d'une force herculéenne, il a toujours fait la guerre en partisan, à la tête d'un corps de cavalerie qui répandait partout la terreur. On a vu qu'il avait été rejoindre Cabrera après la convention de Bergara; mais ils ne purent pas s'entendre, et il le quitta bientôt. Il revint le trouver vers le milieu de l'hiver, pour l'inviter à l'aider à faire pendre Segarra, qui commandait l'armée de Catalogue, et qu'on soupçonnait déjà de la défection qu'il a réalisée plus tard. Cabrera ne voulut pas l'écouter. Alors, las de ne trouver dans les généraux carlistes que des *traîtres* ou des *danseurs*, — c'est ainsi qu'il les appelle, — il essaya de s'établir à part à Beteta; mais il n'y put réussir, et c'est de là qu'il a été récemment contraint de partir pour se jeter en France à marches forcées.

Cabrera a eu sur Balmaseda l'avantage de se donner de bonne heure un centre d'opérations où il revenait toujours; mais si Balmaseda avait été moins inquiet, moins nomade, et que le sort l'eût appelé, au lieu de l'élève du chanoine don Vicente, à être le chef de 30,000 hommes, il est probable qu'il aurait fait une autre fin. Aussi parle-t-il avec dédain du comte de Morella : « Il se trouvera bien en France, dit-il amèrement; il pourra y faire de la musique à son aise; qu'on lui donne une guitare, et il ira chanter par les chemins. »

****

# L'EUROPE ET LA CHINE.

## L'OCCIDENT ET L'ORIENT.

### I. — COMPARAISON DE LA CIVILISATION EUROPÉENNE AVEC LA CIVILISATION CHINOISE.

Au bout de l'Orient est un empire qui n'a pas son pareil au monde, sous le rapport de la population, car à lui seul il renferme trois cent soixante millions d'hommes. C'est au moins cent millions en sus de l'Europe entière, c'est plus du tiers des habitans de la planète. Sous le rapport de la richesse créée par le travail de l'homme, il paraît non moins remarquable. Policé long-temps avant l'Europe, il est encore pour elle une terre inconnue; jusqu'à présent il lui a été hermétiquement fermé. Jusqu'à ce jour aussi, quelque guerroyante que soit l'humeur européenne, on l'avait laissé en paix. Il était trop loin pour tenter l'ambition conquérante de nos nations occidentales. Notre esprit d'aventure se contentait de quelques échanges opérés par le seul port de Canton. Aujourd'hui, cependant, un grand changement semble se préparer. Le commerce, qui, le plus souvent, sert de lien pacifique entre les peuples, a amené une collision grave entre la Grande-Bretagne et les autorités de ce vaste et populeux empire. Les distances ont tellement été amoindries par les progrès de la science

et des arts et par les empiétemens successifs de l'Europe sur l'Asie, qu'une expédition contre la Chine, dont l'idée eût été traitée de folie il y a un demi-siècle, a été organisée par le gouvernement anglais comme une entreprise toute simple, tout élémentaire. Elle est en route, et probablement à l'œuvre maintenant. Qu'en adviendra-t-il? Il serait téméraire d'essayer de le prévoir avec quelque précision. Mais il n'y a pas de témérité à dire que cet acte d'un peuple aussi envahissant, aussi fort et aussi habile à conserver ce qu'il a pris que l'est le peuple anglais, est un évènement considérable, et l'on est en droit de le regarder comme le prélude d'une ère nouvelle dans les relations de la Chine avec l'Europe.

On a beaucoup discuté sur les mérites comparatifs des populations chinoises et de celles de l'Europe. Naturellement, avec cette modestie qui nous distingue, nous nous sommes adjugé l'avantage. Je ne prétends pas que ce soit à tort. Le procès, cependant, n'est pas jugé sans appel. Les Chinois sont de beaucoup en retard sur nous dans le domaine des sciences et des beaux-arts, et non moins dans celui des arts utiles. Ils avaient devancé l'Europe pour toutes les inventions les plus précieuses, telles que l'imprimerie, la poudre à canon, la boussole, et, dans un ordre moins relevé, le sondage; mais ils n'en ont tiré parti qu'à moitié, parce qu'ils paraissent dépourvus de cet esprit infatigable de perfectionnement qui caractérise l'Europe, et il a fallu que leurs découvertes fussent transplantées chez nous pour porter tous leurs fruits. Leur industrie est particulièrement arriérée en ce qu'ils n'ont pas su se créer aussi bien que nous, dans le monde matériel, des organes supplémentaires de ceux dont la nature a formé le corps humain. Leurs machines et leurs bêtes de somme sont peu nombreuses et peu perfectionnées. Chez eux, les muscles de l'homme doivent subvenir à tout labeur, fréquemment même au transport à grandes distances des objets les plus lourds. Ils manquent de cette faculté dominatrice qui nous a permis de ployer à notre usage et de faire travailler pour nous, sur la plus grande échelle, les élémens et les animaux, et de remodeler, pour ainsi dire, le globe terrestre, afin que nos voies de communication pussent s'y développer plus à l'aise. Il y a peut-être plus de machines et autant de grandes routes en chaussée et de canaux de navigation dans cette toute petite île qui se qualifie de *Grande*-Bretagne, que dans tout l'empire chinois. Il s'y fabrique et s'y consomme plus de fer.

Sous le point de vue religieux, on ne peut guère signaler, comme une preuve de l'infériorité de la Chine, le fétichisme idolâtre des sec-

tateurs de Fo, car l'Europe catholique en offre le pendant par les superstitions et les pratiques des basses classes demeurées croyantes, par leur dévotion aux reliques, et par leur foi aux miracles journaliers des saints. A l'égard des rapports de l'homme avec la Divinité, les classes éclairées sont en Chine à peu près au même point que dans notre Occident : elles professent un déisme d'une charité extrêmement étendue; je dirais universelle, si, par une omission que nous n'avons pas le droit de leur reprocher, tout énorme qu'elle est, puisque, relativement à eux, nous avons le même péché sur la conscience, les lettrés chinois n'avaient oublié de compter les populations nombreuses et puissantes de notre civilisation occidentale (1).

Du point de vue moral, en ce qui concerne les rapports de l'homme avec l'homme, les Chinois sont, dans la forme au moins, plus avancés que nous, car ils sont plus bienveillans. Les rixes et les emportemens sont peu communs parmi eux. Ils ont cherché et trouvé dans le cérémonial un excellent procédé pour refouler les instincts grossiers, violens ou hautains. En général, le Chinois, s'il sait moins maîtriser la nature physique, sait mieux se maîtriser lui-même. Domination pour domination, l'une assurément vaut l'autre. Moralement, cependant, la Chine présente une imperfection énorme. La polygamie y subsiste, ou plutôt le concubinage y est admis et beaucoup pratiqué par les riches, qui, à côté de leur Sara, ont très souvent une Agar. La femme n'y est pas tout-à-fait la compagne de l'homme; elle est plutôt l'instrument de ses plaisirs. Plus généralement, chose bizarre, dans les classes cultivées que chez le vulgaire, elle porte sur son corps l'empreinte, la *marque* de la servitude. Elle est estropiée (2). Cet usage

(1) Voici un rapprochement remarquable que je trouve dans une note de la relation de l'ambassade de lord Macartney en Chine, par sir George Staunton :

« ..... Leur religion (des Chinois), celle que leur gouvernement conserve encore, est la religion que le grand Newton appelle la plus ancienne de la terre, et qu'il peint d'une manière si noble et si touchante : — « Croire fermement que Dieu a « créé le monde par son pouvoir et le gouverne par sa providence; craindre pieuse- « ment, chérir, adorer cet être suprême; respecter ceux dont on tient la vie et les « personnes avancées en âge; avoir une affection fraternelle pour tous les hommes, « et même de la sensibilité, de la pitié pour la partie brute de la création. »

(*Traduction de M. J. Castéra*, 1804, tome I, p. 22.)

(2) On peut faire remarquer, comme une circonstance atténuante en faveur des Chinois, que cette mode entraîne comme conséquence l'exemption, pour la femme, de tout travail pénible, forme d'affranchissement que la femme est encore à attendre en Europe et dans tout l'Occident, particulièrement en dehors du territoire occupé par la race anglaise.

Il est digne d'attention que les Tartares conquérans de la Chine, qui ont adopté

barbare de la mutilation des pieds, dont les dames chinoises se font maintenant un point d'honneur, et que les classes pauvres imitent, autant qu'elles le peuvent, par vanité et par coquetterie, est évidemment un reste de l'asservissement brutal qui a pesé sur la femme comme sur tous les êtres faibles, au début de toute civilisation. C'est l'oppression jalouse du maître sur l'esclave. C'est une précaution semblable à celle du chat-huant de La Fontaine à l'égard de ses souris :

Les premières qu'il prit du logis échappées,
Pour y remédier le drôle estropia
Tout ce qu'il prit ensuite, et leurs jambes coupées
Firent qu'il les mangeait à sa commodité.

Mais, politiquement et socialement, la Chine peut invoquer de beaux titres à la supériorité. Les Chinois ont résolu des problèmes bien difficiles. Ils ont réussi à faire vivre sous une même loi, pendant une suite indéfinie de siècles, des myriades de myriades d'hommes. Chez nous, on a vu échouer, l'une après l'autre, toutes les tentatives ayant pour but de fonder l'unité européenne (par nous qualifiée, avec notre modestie accoutumée, d'empire universel), qui, toute vanité nationale à part, serait plus favorable au bonheur des populations, que le morcellement entre des gouvernemens ennemis ou seulement rivaux. Elles n'ont même jamais été hautement avouées depuis les Romains, car Charlemagne, Charles-Quint et Napoléon aspiraient à la suprématie dans un conseil de rois et non à trôner seuls. Les Chinois ont érigé un empire qui dure sans interruption depuis l'origine des temps historiques, qui durerait peut-être éternellement, si la vapeur, secondant notre soif de conquêtes, ne le mettait actuellement à notre portée; les conditions de l'équilibre y sont si admirablement remplies, que rien n'a pu le renverser, et que les invasions et les conquêtes qui, à plusieurs reprises, dans notre Occident, ont tout balayé et ont entassé ruines sur ruines, au lieu de l'abattre ou de l'ébranler, l'ont consolidé, raffermi, étendu.

C'est que l'organisation sociale et politique de la Chine est fondée sur une notion plus exacte et plus complète de la nature humaine que ne l'a été dans le passé, et que ne l'est dans les temps modernes celle d'aucune des parties de notre Occident.

Dans un ouvrage récent et trop peu remarqué (1), par l'unique

toutes les coutumes des Chinois, se sont refusés à suivre cette mode de la mutilation des pieds.

(1) *Du Parti Social.*

motif que l'auteur avait *des yeux de province*, un écrivain toulousain, M. L. Brothier, par une analyse que j'oserai dire supérieure à celle de Montesquieu, distingue dans la société trois élémens primordiaux : les intérêts individuels, les intérêts de famille, les intérêts généraux, et part de là pour tracer un plan de gouvernement. Cette classification prise pour base de la destination, de la combinaison et de la répartition des pouvoirs, est, je ne crains pas de le répéter, plus profonde et plus vraie que la double trinité monarchique, aristocratique et démocratique, ou exécutive, législative et judiciaire de l'illustre théoricien de la Brède.

Cela posé, le gouvernement doit reproduire fidèlement l'image de tous les grands élémens de la société. Tous les grands principes sur lesquels la société repose doivent avoir au sein du gouvernement une institution qui en soit l'incarnation et la figure; autrement le titre de gouvernement représentatif serait une enseigne menteuse, et tout gouvernement doit être représentatif (je ne dis pas parlementaire), sous peine de périr. Les pouvoirs publics doivent-ils, peuvent-ils être autre chose que la personnification des forces sociales? Or, chez nous, je parle en Européen, les publicistes modernes, dans leurs conceptions politiques, font abstraction pure et simple de la famille, comme si le sentiment de famille n'était pas l'un des liens sociaux les plus forts, comme s'il n'était pas l'un des plus puissans ressorts de la société. Faut-il s'étonner de ce que leurs œuvres sont si périssables, de ce que nous changions de constitution à peu près comme un fashionable de cheval, et de ce que la vie moyenne des dynasties est maintenant en France du tiers ou du quart de la vie moyenne de l'homme, dans les classes où la misère et la souffrance l'abrègent le plus, nous qui, en quatorze siècles, n'avions eu que trois dynasties?

Toute constitution politique qui ne tient pas compte de l'esprit de famille, qui ne lui fait pas une place suffisante, est radicalement incapable de rien constituer, exactement comme si elle faisait abstraction des intérêts individuels, ou comme si elle passait sous silence les intérêts collectifs de l'état. Négligeant une force de premier ordre, celle qui produit la stabilité, par cela seul elle manque de stabilité elle-même. Elle est bâtie sur le sable mouvant des révolutions, ou suspendue en l'air dans l'atmosphère agitée des orages populaires. Malheureusement, dans notre Occident, le principe de la famille se présente comme incompatible avec un autre principe non moins sacré désormais, cher à l'intérêt individuel dont il est le

palladium, et auquel le droit de cité est irrévocablement acquis, celui de l'égalité, consécration de l'unité nationale sans distinction de races et d'origine, de vainqueurs et de vaincus, de conquérans et de conquis ou de vassaux. Le principe d'égalité s'étant heureusement fait jour depuis un demi-siècle dans le monde politique, malgré l'opposition des héritiers de la conquête et des légataires de la féodalité, nous n'avons su lui faire sa part qu'en rognant de plus en plus celle du principe de famille, dont ceux-ci se réclamaient, et qu'en nous appliquant à déraciner le sentiment de famille de la vie publique et même de la vie privée. Nous avons ainsi admirablement réussi à mettre à néant les prétentions des féodaux; mais, contre notre intention, nous avons désorganisé la société. Sur ce point, d'ailleurs, les défenseurs de la famille n'ont aucun reproche à adresser aux amis de l'égalité (je parle de l'égalité véritable, et non du nivellement, que trop de gens encore, et même des esprits distingués, des libéraux, confondent avec elle, quoique ce soit l'inégalité la plus tyrannique et la plus monstrueuse). Les uns et les autres se trouvent fatalement d'accord sur ce point, que les deux principes se repoussent et s'excluent. C'est une opinion reçue, qui semble indélébile dans nos cervelles: c'est devenu un article de foi qu'on ne conteste plus. On est pour l'égalité ou pour la consécration politique du sentiment de la famille, on n'est pas pour les deux à la fois; et, comme la société ne saurait à l'avenir se passer de l'égalité non plus que de la famille, il résulte de ces prétentions exclusives une bascule interminable, une suite de combats sans issue. Nous tournons dans un cercle vicieux, allant de Charybde en Scylla et de Scylla en Charybde, chassés d'anarchie en absolutisme et d'absolutisme en anarchie, de révolution en révolution. On dirait que cette idée de l'incompatibilité absolue de l'esprit de famille et de l'égalité a été jetée par un génie malfaisant au milieu des Occidentaux, comme une semence d'éternelle discorde, afin qu'ils s'entredétruisent; et on serait tenté de croire qu'elle atteindra ce but infernal, si l'on ne songeait que cette croyance est une nouvelle venue sur la terre, qu'elle ne date que d'un demi-siècle, et que, accréditée seulement à la faveur des passions d'une lutte terrible, elle doit, si ces passions s'apaisent, se réformer par degrés, et disparaître de même que se sont évanouis tant d'autres préjugés considérés dans leur temps comme des panacées suprêmes ou comme d'incurables maladies de l'esprit humain.

Les Chinois, au contraire, ont su concilier les deux principes, non par une transaction bâtarde et boiteuse, mais par une conciliation

parfaite; et, fait curieux, qui montre à quel point leur nature et leur histoire diffèrent de la nôtre, cette conciliation a eu lieu naturellement, sans combats, sans efforts.

Le principe d'égalité est installé chez eux sans réserve. Leur constitution ne reconnaît d'autre titre que le mérite personnel, et elle met tout en œuvre pour que le mérite surgisse et prenne son rang dans l'état. Tout y est au plus digne, tout, à l'exception de la couronne; encore n'est-ce pas la loi de primogéniture qui règle l'ordre de succession : l'empereur choisit parmi ses fils celui qui doit le remplacer. C'est l'organisation démocratique la plus réelle qu'il y ait sur la terre. Avec un peu de bonne volonté, on pourrait dire qu'elle est la seule dont la valeur ait été parfaitement constatée et sanctionnée par l'expérience; car les anciennes démocraties occidentales n'ont été, à vrai dire, que des oligarchies ou des aristocraties. Les opinions qui se propagent aujourd'hui chez nous sous le nom de démocratiques sont des idées non d'égalité, mais de nivellement odieux et de promiscuité brutale, non populaires, mais populacières. Et la démocratie américaine, à qui l'on peut à bon droit adresser ces reproches de promiscuité et de populacerie, n'est encore qu'à l'état d'essai; ce serait un jugement précipité que de lui décerner dès à présent les honneurs dus à un système établi, solidement assis, ayant pignon sur rue. Elle a clos à peine son premier demi-siècle, et déjà elle a cessé d'offrir, dans le jeu de ses mécanismes, cette régularité simple et majestueuse qui la rendait l'envie des nations de l'Europe et l'effroi des têtes couronnées.

De même la famille est le pivot de leur société. L'unité sociale qui chez nous, aujourd'hui, est l'individu, est chez eux la famille. Ils vivent de la vie de famille, groupés par nombreux ménages, frères avec frères, parens et enfans réunis, ce qui renforce et resserre les liens du sang, élargit l'existence et lui donne du charme, et présente tous les avantages économiques qu'amène avec elle l'association. En Chine, le sentiment de famille est le régulateur suprême des actes publics ou privés de chacun, la base des peines et des récompenses. Il joue le plus grand rôle dans la politique comme dans la vie intime, par l'assimilation complète et parfaite de l'état à une famille. Cette assimilation n'est pas une fiction admise seulement dans les livres, et n'ayant d'existence que sur le papier; c'est la religion politique du pays, religion qui n'a pas de dissidens; ce n'est pas une vaine formule, une convention sans conséquence, c'est un fait positif; car qu'y a-t-il de plus positif et de plus réel qu'un sentiment gravé dans tous

les cœurs et dirigeant à chaque instant la pensée et les actes de tous les hommes? Le sentiment de famille a la plus substantielle incarnation dans le gouvernement de la Chine, du moment où depuis quelques milliers de siècles la Chine entière est convaincue que l'état est une famille, et que, dans les idées comme dans le dictionnaire des Chinois, il n'y a pas de différence entre le prince et le père. Les Chinois ont même résolu avec bonheur un problème qui nous semble insoluble, celui d'associer harmonieusement les distinctions héréditaires avec l'esprit d'égalité, en substituant l'hérédité ascendante à l'hérédité descendante, en anoblissant les ancêtres à cause des services du fils, au lieu d'accorder des priviléges au fils à cause des faits et gestes du père.

Cela est fort surprenant, mais cela est. Avec ce dédain que nous affichons pour tout ce qui ne nous ressemble pas, nous pouvons traiter cela d'étrange et de bizarre, et en rire comme d'un préjugé grossier; mais, avant de taxer le système chinois d'étrangeté et de bizarrerie, demandons-nous si nos systèmes politiques ne méritent pas des qualifications plus sévères. Nos théories érigent en principe la méfiance contre le gouvernement; elles légitiment contre lui les plus injurieux soupçons, les accusations les plus déshonorantes; elles dépeignent comme citoyen modèle celui qui passe sa vie à l'entraver, à le défier, à l'insulter. Celles des Chinois sont diamétralement en sens inverse. Tout préjugé révolutionnaire à part, n'est-ce pas plus conforme aux règles du bon sens, du bon ordre et de la saine justice distributive? La main sur le cœur, lequel est le plus honorable, le plus beau, le plus digne d'hommes intelligens, libres et courageux, de respecter et de chérir à l'égal d'un père le prince, en qui se personnifie l'unité nationale, ou de lui prodiguer, avec la certitude de l'impunité, des outrages que le Spartiate le plus arrogant n'eût pas adressés à l'ilote qu'il tenait sous ses pieds, de le poursuivre dans ses plus chères affections, dans ses fils que tous les rois lui envient, et dont seraient jaloux l'orgueil de tous les pères, la tendresse de toutes les mères? Sommes-nous en droit de nous prévaloir de l'excellence de nos conceptions politiques, nous chez qui l'ordre public, la forme du gouvernement, l'indépendance nationale, sont à la merci du premier évènement? Avant de rire de ces peuples éloignés, tâtons-nous le pouls, et examinons de sang-froid si nous devons exciter le sourire ou la compassion, nous dont tous les essais avortent misérablement après quelques années d'expérience, nous qui ne savons rien fonder, nous dont nul ne saurait dire avec quelque con-

fiance ce que sera la patrie, ce qu'il sera lui-même dans un délai de dix ans, de dix mois peut-être?

Autrefois nous avions à pleines mains des illusions à la chinoise; mais nous nous en sommes guéris, nous sommes devenus des esprits forts. Malheureusement, nous pouvons le dire, car c'est entre nous, il n'y a pas de Chinois qui écoute à la porte, nous n'en sommes devenus jusqu'à présent ni meilleurs ni plus heureux. Puis, sommes-nous bien sûrs de nous être dépouillés de toute illusion et de tout mysticisme? L'amour de nos rois, qui se confondait jadis avec l'amour de la patrie, c'était un préjugé, soit; et il ne nous en reste plus un atôme. Mais, si nous ne nous inclinons plus avec un respect filial (j'allais dire chinois) devant le trône de nos princes, en retour nous nous sommes mis à adorer profondément des abstractions métaphysiques. Y eut-il jamais au monde mystère qui fût plus mystifiant que le dogme parlementaire de la pondération des pouvoirs, lequel donne pour symbole à la perfection des gouvernemens ce quadrige sculpté sur la façade du Louvre, que deux vigoureux attelages tirent de toutes leurs forces en deux sens opposés sans le faire bouger? En fait de mystère, pour des gens de progrès, nous pouvions plus heureusement choisir.

Des esprits éminens, et en dernier lieu Benjamin Constant, ont pensé et dit que, politiquement et socialement, l'Europe marchait vers le système de la Chine! Était-ce de leur part du pessimisme ou de l'optimisme, un regret ou un espoir?

### II. — DE LA TENDANCE DE L'OCCIDENT A SE RAPPROCHER DE L'EXTRÊME ORIENT.

Dans les temps d'instabilité extrême où nous vivons, les hommes qui tiennent les rênes de l'état chez la plupart des nations européennes et particulièrement en France, ne prennent aucun souci de ce qui se passe dans cet Orient reculé : ils ne s'inquiètent pas de la convenance qu'il peut y avoir à préparer des relations avec lui, et l'on serait mal venu, probablement, à signaler ce sujet à leur attention. Cela ne prouve point que le sujet doive être relégué parmi ceux dont se bercent les visionnaires, et qu'il soit indigne d'un homme positif de s'en préoccuper. Cela pourrait bien attester seulement ce qui malheureusement n'est plus à démontrer, que les intérêts de l'avenir n'ont plus de place dans la pensée des gouvernans. Ministres dirigeans ou ministres subalternes, les hommes politiques sont absorbés

par les nécessités de leur existence éphémère. Comment auraient-ils le loisir et la faculté de plonger dans l'avenir? L'homme songe à l'avenir de son pays quand il s'en croit un à lui-même. Les gouvernans, pour s'inquiéter de ce qui importe aux races futures, ont besoin de voir un futur quelconque devant eux. L'avenir maintenant, c'est la séance de demain ou de ce soir. Il faut avoir un coup d'œil d'aigle pour étendre son regard jusqu'à la session prochaine. Les ministres de notre temps savent qu'aucun orateur incommode ne les interpellera sur le céleste empire, qu'aucun journal de mauvaise humeur ne les sommera de s'expliquer sur le Japon. Dès-lors ces nations lointaines doivent être pour eux comme si elles n'existaient pas. Nés de petites causes, cernés de petites rivalités et de petites intrigues, destinés à mourir d'un incident gros ou microscopique, à l'improviste, *entre deux portes*, pour me servir d'un mot posthume d'un des plus spirituels de ces défunts, ils ne sauraient se livrer à de grandes pensées, quelque talent qu'ils aient, et certes nous avons eu aux affaires des hommes qui en étaient richement pourvus; car en un pays où l'on a vu presque toujours depuis dix ans au ministère, séparément ou deux à deux, des hommes de la trempe de MM. Molé, Guizot et Thiers, on ne saurait prétendre que le royaume de la politique est aux pauvres d'esprit. Obligés, pour veiller à leur conservation, d'avoir l'œil fixé sur un étroit rayon autour d'eux, ils ne peuvent en conscience braquer leur lunette sur ce qui se passe au loin; *primò vivere*. Ainsi de l'indifférence plus ou moins dédaigneuse que rencontrerait sur le terrain de la politique, si on l'y jetait, la pensée de relations nouvelles entre l'Europe et l'Orient le plus reculé, il ne faut point conclure que la question soit inopportune ou oiseuse. Il n'y a de conclusion à tirer que contre la politique actuelle, ou plutôt contre la fausse direction depuis long-temps imprimée aux intelligences. Quelles que soient à cet égard les dispositions des hommes politiques, il n'en est pas moins vrai que l'établissement de rapports réguliers, étroits et animés entre l'Europe et l'extrémité orientale du vieux continent serait un évènement d'une portée incalculable, immense; il n'en demeure pas moins certain qu'en ce moment les Anglais rompent la glace et hâtent l'époque où ces deux puissans foyers de civilisation, de lumière et de richesses, situés aux deux bouts de l'ancien monde, se renverront mutuellement leurs rayons, redoubleront d'éclat et de fécondité l'un par l'autre, l'un pour l'autre. Si aujourd'hui la politique fait fi de la question et la laisse au coin de la borne, il convient qu'elle soit relevée par d'autres

mains. Puisse-t-elle exciter la sollicitude des penseurs amis de l'humanité, qui ne diffèrent de l'homme d'état digne de ce nom qu'en ce que, leur montre avançant sur la sienne, au lieu de le suivre, ils lui ouvrent le chemin !

Remarquons cependant que la politique moderne, là même où elle est désordonnée, vacillante, à courte vue, rend un éclatant hommage, sans précisément en bien avoir conscience, à cet Orient lointain. C'est un legs des âges passés qui bon gré mal gré s'impose à elle, une irrésistible tradition, un courant qu'elle n'est pas la maîtresse de ne pas suivre, parce que c'est le courant des siècles. Le grand débat des cabinets, de ceux qui durent comme de ceux qui se succèdent à la façon des étoiles filantes, de ceux qui déroulent graduellement des plans tracés de longue main et qui ont des idées fixes comme de ceux qui manquent d'idée et de plan; ce qui, plus que toute autre cause, bien plus que la crainte de la propagande, maintient l'Europe à l'état d'observation armée, c'est la question du Levant. Or, ce qui donne tant de prix aux dépouilles de l'islamisme, c'est qu'il avait planté ses tentes entre l'Europe et l'Orient reculé. Ce qui faisait et fait plus que jamais le prix du Bosphore et de l'Égypte, ce qui détermina Alexandre à marquer de son sceau, de son nom, l'isthme de Suez, Constantin à transporter dans Byzance les pénates de l'empire romain, quand la ville de Romulus ne leur offrit plus un sûr asile, les califes à établir à Bagdad la capitale de leurs domaines, les Turcs à redoubler d'efforts jusqu'à ce que le croissant fût arboré sur Sainte-Sophie; ce qui inspira au génie de Leibnitz son mémoire à Louis XIV sur la conquête de l'Égypte; ce qui attira le général Bonaparte sur la terre des Pharaons; la cause pour laquelle, de nos jours, Alexandrie et Constantinople allument la convoitise, disons mieux, l'ambition avouée et hautement avouable de l'Angleterre et de la Russie; ce qui explique pourquoi les Russes sacrifient tant d'hommes et d'argent dans des expéditions, stériles en apparence, contre Khiva ou contre des tribus de pauvres Tcherkesses; pourquoi l'Angleterre promène sans relâche ses habiles agents, ses intrépides officiers, ses citadelles flottantes, ses intrigues et son or, du golfe Arabique au golfe Persique, du Nil à l'Euphrate, d'Aden à Bender-Bushir; ce qui, au fond, motive (je ne dis pas légitime) l'opposition tenace de chacune de ces puissances aux projets de l'autre, et de la France aux vœux de toutes deux, ce n'est pas le site enchanté où se déploie Constantinople, ce n'est point la fertilité de la vallée du Nil, ou le charme de celle de l'Euphrate; ce sont encore moins les plages, arides ou

noyées, qui bordent la mer Rouge ou qui longent le golfe Persique, ou les quelques millions de populations misérables qui ont vécu ou qui végètent dans les diverses dépendances du ci-devant empire ottoman : c'est que le Bosphore et les rives de la mer Noire et de la Caspienne, — l'isthme de Suez, la mer Rouge et Aden, — l'Euphrate, Bagdad, le golfe Persique et Bender-Bushir, — sont les trois grands chemins entre l'Europe et la vieille Asie; c'est que le Levant est le vestibule de l'Asie lointaine, de l'Inde et de

*La Chine,* puisqu'il faut l'appeler par son nom.

Deux forces puissantes poussent les peuples de l'Europe à atteindre ceux de l'extrême Orient. L'une, mystérieuse, instinctive, irrésistible, semble être due à l'action de la Providence elle-même qui nous mène par la main à notre insu; l'autre résulte du tempérament actif, ambitieux, remuant, insatiable, qui a été transmis aux nations européennes par les peuples anciens dont elles sont les héritières.

Depuis l'origine des siècles, depuis que Prométhée, dérobant aux dieux le feu sacré, eut embrasé l'ame de nos premiers pères, jusqu'alors engourdis et passifs, la civilisation à laquelle nous appartenons s'est mise en mouvement d'Orient en Occident, d'un pas mesuré et par stations successives, depuis le plateau qui domine l'Indus et le Gange. Se régénérant à chaque station par l'infusion d'un sang nouveau, elle s'est avancée par un majestueux pélerinage, coupant tour à tour les déserts, les fleuves, les montagnes, les détroits et les bras de la Méditerranée, qui était pour elle alors une mer gigantesque, *mare ingens,* jusqu'à ce qu'elle se trouvât en ligne sur le littoral de l'Atlantique, du fond de la Péninsule espagnole jusqu'à la pointe des îles britanniques et de la presqu'île scandinave. Alors, après une pause nouvelle où elle a excité ses forces en exerçant ses enfans les uns contre les autres, elle a traversé l'Océan, dont le nom jadis était un sujet d'effroi; elle a envahi le Nouveau-Monde, l'a franchi d'un bond audacieux, et bientôt, du sommet de la Cordilière, du cap Horn au mont Saint-Élie, elle a pu, comme d'un observatoire de deux mille cinq cents lieues de long, contempler le dernier espace qui la séparait du versant oriental de l'ancien continent.

Une autre civilisation, marchant au rebours de la nôtre, a cheminé d'Occident en Orient, en partant du même foyer. C'est celle de l'Orient extrême, de l'Orient véritable, du grand Orient, qui avant peu sera l'Orient unique, car l'Europe absorbe et s'assimile les régions et les peuples qui jusqu'ici ont formé ce que nous appelions l'Orient

par excellence, parce qu'il était le plus proche, le seul proche, et qu'il nous révélait son existence en luttant hardiment contre nous. Mais cette seconde civilisation, moins remuante, moins audacieuse que la nôtre, s'est arrêtée en Chine, et, après avoir envoyé une garde avancée au Japon, elle s'est fixée à demeure sur la terre ferme, craignant d'affronter la terrible mer. C'est à peine si, exaltés par le mysticisme religieux, quelques-uns de ses fils ont pu s'aventurer sur la surface redoutée de l'Océan, comme dans l'expédition qui, deux siècles avant notre ère, parcourut la mer de l'est « pour chercher un remède qui procure l'immortalité de l'ame. »

En même temps que, par un mouvement général et providentiel semblable aux révolutions planétaires, et dont elle ne se rendait pas compte, notre civilisation, ainsi entraînée de l'est à l'ouest, s'avançait, en faisant le tour du globe, vers sa sœur de l'Orient, elle la recherchait par une autre voie, sous l'influence d'un autre mobile essentiellement humain. Cédant à la soif des richesses et des conquêtes, aux instincts du sensualisme et de l'ambition, elle se retournait en arrière, dans sa marche régulière vers l'ouest, tantôt pour combattre, tantôt pour trafiquer. De là les Argonautes, non moins avides qu'ils ne furent vaillans; de là les luttes de Troie et les campagnes d'Alexandre; de là les croisades, de là les comptoirs des Lombards, des Génois, des Vénitiens; de là les héroïques entreprises des Albuquerque et des Vasco de Gama; de là les tentatives un moment heureuses des Français sous Louis XIV; de là enfin la compagnie des Indes et l'empire des Anglais en Asie.

De tout temps les peuples de l'Europe ont été persuadés que l'Orient le plus reculé renfermait des richesses inouies. Toujours l'homme a supposé que les régions lointaines recélaient des merveilles et des trésors. Suivant les premiers poètes et les philosophes de l'école ionienne, Thalès et Anaximène, la terre était un disque que l'Océan entourait comme une ceinture, et l'on plaçait vers ses bords l'Élysée, les îles des Bien-Heureux, les Hyperboréens et le peuple juste des Éthiopiens. La fertilité du sol, la douceur du climat, la force physique des hommes, l'innocence des mœurs, tous les biens appartenaient aux extrémités du disque terrestre. Plus tard, lorsque la cosmographie chrétienne, effaçant l'idée de la rotondité de la terre, eut de nouveau converti notre planète en une surface plane, non en forme de disque comme au temps de Thalès, mais en parallélogramme, on enseigna qu'au-delà de l'Océan, des quatre côtés du continent intérieur qui représente l'*area* du tabernacle de

Moïse, est placée une autre terre renfermant le paradis, et que les hommes ont habitée jusqu'à l'époque du déluge (1). » Hérodote, fidèle interprète de la science et des préjugés de son temps, pose en principe que les extrémités du monde ont obtenu dans le partage des biens de la terre les plus belles productions. Cette opinion, comme le fait remarquer M. de Humboldt, n'exprimait pas uniquement l'idée mélancolique et naturelle à l'homme que le bonheur est loin de nous; elle se fondait aussi sur l'éloignement des lieux d'où les Hellènes recevaient l'électrum et l'étain, l'or et les aromates. Là, selon les premiers historiens, et selon Ptolémée, la Chersonnèse d'or développait ses rivages allongés; là était l'Ophir de Salomon. La croyance que l'extrême Orient est un dorado se retrouve chez les nations sémitiques. Les géographes arabes Édrisi et Bakoui indiquent, aux limites orientales du monde connu, l'île aux sables d'argent, Sahabet, et les îles aurifères Ouac-Ouac et Saïla, dont les chiens et les singes portent, disent-ils, des colliers d'or.

### III. — LE DÉSIR D'ATTEINDRE L'EXTRÉMITÉ DE L'ORIENT A ÉTÉ LA CAUSE DE LA DÉCOUVERTE DE L'AMÉRIQUE. — CHRISTOPHE COLOMB.

La passion des Occidentaux pour la richesse ou pour la domination, politique et religieuse, qui les précipitait vers les terres d'Orient, sanctionnant ainsi un mystérieux décret de la Providence, a produit les plus grands évènemens sur l'espace que notre civilisation occupe; car où en serions-nous sans l'expédition d'Alexandre et sans les croisades par exemple?

C'est pareillement au désir d'atteindre l'Orient qu'est dû un fait qui a changé la face du monde, la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. L'historiographe du grand navigateur, M. Irving, et plus encore l'homme à qui l'on doit pour ainsi dire une seconde découverte du nouveau continent, M. de Humboldt (2), puisant l'un et

(1) *Christianorum opinio de Mundo* (ou topographie chrétienne), ouvrage attribué à un marchand d'Alexandrie, Cosmas, qui se fit moine sous l'empereur Justinien.

(2) Voyez l'*Histoire de la Géographie du nouveau continent.* C'est dans ce livre que nous avons puisé la plupart des faits consignés ici au sujet de Colomb. Nous lui avons même fait quelques emprunts tout littéraires. Ce n'est pas notre faute si M. de Humboldt écrit le français aussi purement et avec autant d'aisance que si c'était sa langue naturelle; ne pouvant dire autrement aussi bien, nous lui avons, en désespoir de cause, dérobé quelquefois ses propres expressions.

l'autre dans les archives espagnoles, ou se servant des nombreux documens publiés par deux savans historiens espagnols, MM. Navarrete et Muños, ont démontré que le but de l'amiral était d'atteindre, en cherchant le levant par le couchant (*el levante por el poniente*) les régions de l'Asie, fertiles en épiceries, riches en diamans et en métaux précieux.

Au XVe siècle, les intelligences étaient travaillées du besoin de se rapprocher de l'Asie. Les progrès du luxe et de la civilisation dans le midi de l'Europe y faisaient avidement rechercher les productions de l'Inde; mais ces appétits de la *bête*, comme dit Xavier de Maistre, n'étaient, si vivaces qu'ils fussent, qu'au second rang parmi les causes qui poussaient les esprits vers le monde oriental. Dès le XIIIe siècle, les expéditions et les conquêtes des Mongols sous Gengis-Khan et ses fils, près desquelles celles d'Alexandre, le maître des conquérans occidentaux, sont des échauffourées, avaient attiré sur l'Orient extrême l'attention des chefs des peuples européens. Ces mêmes Mongols qui atteignaient la mer Jaune, à l'est de la Chine, étaient venus à l'ouest régner sur la mer Noire et sur la Baltique, et faire boire leurs chevaux au centre de l'Allemagne, jusque dans les fleuves de la Silésie. Le nom du grand Khan rendait soucieux les monarques de l'Europe, et leur supérieur, le souverain pontife. On lui avait adressé des ambassades, et il avait daigné en envoyer à son tour. Les savans grecs qui s'étaient enfuis de Constantinople après la destruction de l'empire bysantin, avaient semé en Europe des notions sur l'Asie, et avaient appris à la considérer comme une terre moins excentrique, plus prochaine. La religion conspirait avec la politique et le commerce pour nouer des rapports entre l'Orient et l'Occident. Des voyages provoqués ou encouragés par la ferveur catholique avaient étendu l'horizon géographique et inspiré le désir de l'agrandir encore. Les têtes avaient été échauffées par les récits de simples moines pleins de résolution, tels que Rubruquis, Plan Carpin, Simon de Saint-Quentin, Ascelin et Bartholomée de Florence, qui avaient déployé le courage et la persévérance justement admirés par l'Europe moderne dans Burnes, leur successeur, et la sagacité qu'un autre de leurs continuateurs, l'infortuné Jacquemont, alliait avec une philosophie si charmante et un esprit si fin. Les rapports de voyageurs laïcs, tels que Mandeville et surtout Marco Polo, redoublaient, au lieu de les satisfaire, la curiosité qui s'attachait au grand Orient et le besoin qu'on éprouvait de s'en rapprocher. Le prosélytisme, excité par les triomphes des Espagnols sur les Maures, ré-

clamait un nouvel aliment. Un ébranlement intellectuel, prélude de la réforme, tenait les cerveaux en émoi. Novateurs inspirés, les grands hommes de l'Italie répandaient autour d'eux des flots d'une lumière éblouissante qui était accueillie avec transport. La science se dégageait de l'enveloppe de la scolastique et des erreurs du moyen-âge; elle restituait à l'esprit humain les trésors de l'antiquité. Indiquant des issues inconnues jusqu'alors, elle les montrait sous cette forme vague qui fascine les imaginations ardentes et qui les féconde, et elle fournissait des moyens de réalisation que le passé n'avait pas possédés.

En réhabilitant l'opinion de la rotondité de la terre, parfaitement admise et démontrée par les pythagoriciens et par Aristote, par l'école des philosophes d'Alexandrie, par Strabon, et avérée chez les Romains, elle faisait naître la pensée d'entreprises infinies en nombre et grandioses de proportion. Chez les anciens, cette croyance était restée stérile à cause de l'imperfection extrême de la navigation. Au xv$^e$ siècle, l'art nautique, grossier encore, avait cependant fait assez de progrès pour qu'il fût enfin possible à des hommes doués d'un corps de fer et d'une ame de bronze d'explorer et de sillonner notre planète arrondie. L'usage plus fréquent et mieux entendu de la boussole, que l'Europe avait reçue des Arabes, qui la tenaient de la Chine par l'Inde, impliquait toute une révolution maritime. Se joignant à la boussole, l'invention de l'astrolabe et du quart de cercle, et le calcul des hauteurs du soleil, au moyen de tables telles que celles de Regiomontanus, achevaient de dépouiller l'Océan du titre que lui donnaient les géographes, de mer *ténébreuse*, et en promettaient l'empire à l'homme.

Buvant à la coupe qu'on leur présentait, les peuples s'initiaient à des désirs sans limites et à des espérances sans fin. La vue des hommes s'allongeait, les poitrines se dilataient; on eût dit que tous les sens redoublaient de vivacité et d'énergie. L'intellect s'épanouissait, les appétits grandissaient, une vie nouvelle entrait par tous les pores, avec ses chances tant mauvaises que bonnes, avec son surcroît de sensations douces et pénibles, ses nouveaux besoins, ses tumultueuses exigences, son nouveau faix de responsabilité et de soucis, et débordait comme un torrent. Les chefs des peuples devaient se dire ces paroles inquiètes des disciples au Christ : Comment, avec trois pains et deux poissons, rassasierons-nous cette multitude?

C'était une situation pareille à celle qui se déroule sous nos yeux.

Ainsi tout faisait à l'Europe chrétienne une loi de trouver quelque

source nouvelle de satisfactions matérielles, intellectuelles et morales, de grandes sensations religieuses et politiques; tout en elle était mûr pour l'ouverture de la campagne où elle devait gagner la domination du monde : car c'est seulement depuis le XVe siècle que nos nations se sont assuré la suprématie. Jusque-là l'islamisme leur tenait tête en Europe, et leur nom était ignoré dans l'Asie lointaine (1).

L'Europe donc se sentait attirée vers l'Asie reculée; les rois espéraient y trouver des trésors, des tributaires et des alliés; les hommes religieux comptaient y recueillir une abondante moisson d'ames; les commerçans enfin pensaient y amasser des fortunes qui fissent pâlir l'opulence des Gênois et des Vénitiens.

Pendant la jeunesse de Colomb, le Portugal était à la tête de ce projet de croisade asiatique, dans la personne du prince Henri. Malgré l'autorité d'Hipparque et de Ptolémée, qui représentaient l'Afrique comme un continent étendu indéfiniment vers le pôle austral, et rejoignant l'Asie au-delà du Gange en cernant la mer des Indes, transformée ainsi par eux en une autre Méditerranée, ce prince, homme lettré et érudit,

(1) « L'influence, dit M. de Humboldt, que ces peuples (de l'Europe occidentale) exercent sur tous les points du globe où leur présence se fait sentir simultanément, la prépondérance universelle qui en est la suite, ne datent que de la découverte de l'Amérique et du voyage de Gama. Les évènemens qui appartiennent à un petit groupe de six années (Colomb s'est embarqué à Palos, le 3 août 1492, et a vu la terre le 11 octobre de la même année; Vasco de Gama est parti le 8 juillet 1497, a doublé le cap de Bonne-Espérance le 20 novembre, et est arrivé à Calecut le 20 mai 1498), ont déterminé pour ainsi dire le partage du pouvoir sur la terre. Dès-lors le pouvoir de l'intelligence, géographiquement limité, restreint dans des bornes étroites, a pu prendre un libre essor; il a trouvé un moyen rapide d'étendre, d'entretenir, de perpétuer son action. Les migrations des peuples, les expéditions guerrières dans l'intérieur d'un continent, les communications par caravanes sur des routes invariablement suivies depuis des siècles, n'avaient produit que des effets partiels et généralement moins durables. Les expéditions les plus lointaines avaient été dévastatrices, et l'impulsion avait été donnée par ceux qui n'avaient rien à ajouter aux trésors de l'intelligence déjà accumulés. Au contraire, les évènemens de la fin du XVe siècle, qui ne sont séparés que par un intervalle de six ans, ont été longuement préparés dans le moyen-âge, qui, à son tour, avait été fécondé par les idées des siècles antérieurs, excité par les dogmes et les rêveries de la géographie systématique des Hellènes. C'est seulement depuis l'époque que nous venons de signaler que l'unité homérique de l'Océan s'est fait sentir dans son heureuse influence sur la civilisation du genre humain. L'élément mobile qui baigne toutes les côtes en est devenu le lien moral et politique, et les peuples de l'Occident, dont l'intelligence active a créé ce lien, et qui ont compris son importance, se sont élevés à une universalité d'action qui détermine la prépondérance du pouvoir sur le globe. » (*Histoire de la Géographie du nouveau continent*, tom. IV, pag. 21.)

frappé de la tradition d'une expédition carthaginoise autour de la péninsule africaine, soutenait que la mer des Indes n'était pas close, qu'un navire pouvait tourner autour de l'Afrique depuis Gibraltar jusqu'à la mer Rouge, et par conséquent qu'il était possible à des marins de se rendre de Lisbonne au pays des épices, quelque terreur qu'inspirât alors le cap Non, situé à moins de cent cinquante lieues du détroit de Gibraltar, et que les plus habiles navigateurs considéraient comme l'extrémité du monde. Cette pensée du prince Henri, poursuivie par lui avec dévouement et intelligence, donna lieu après sa mort au voyage de Vasco de Gama, à la découverte du cap de Bonne-Espérance, et au déploiement d'héroïsme dont le Portugal a conservé, comme un souvenir, Macao et Goa. Colomb, qui vécut long-temps en Portugal, savoura ce projet, puis, novateur audacieux, lui donna une autre forme. Malgré son profond respect pour l'autorité religieuse, il était convaincu de la rotondité de la terre. Il en concluait naturellement qu'on pouvait se rendre d'Europe au fond de l'Asie, en cheminant de l'est à l'ouest, aussi bien qu'en allant de l'ouest à l'est comme on l'avait fait jusqu'alors. Entre ces deux routes opposées conduisant au même but, de bienheureuses erreurs dont nous allons dire un mot, et qui étaient sanctionnées par la science la plus avancée de l'époque, le déterminaient à donner le choix à celle qui se dirige de l'est à l'ouest. C'était au surplus une idée exprimée autrefois, comme une possibilité seulement et non comme un conseil, par l'antique Eratosthène, et recueillie par Strabon. Il est même curieux que, dans cet exposé spéculatif, Eratosthène eût expressément désigné pour point de départ la péninsule ibérique.

Du cap Saint-Vincent, qui termine cette péninsule au sud-ouest et lui sert de tête de pont sur l'Océan, jusqu'aux côtes de la Chine, la distance, dans la direction de l'est à l'ouest, que préférait Colomb, est de 230° de longitude (le tour de la terre étant de 360°), c'est-à-dire des deux tiers de la circonférence. Par un remarquable hasard, le plus ancien des observateurs, Eratosthène, estimant juste à 10° près, avait évalué l'intervalle à 240°. Cette opinion avait été reproduite par le célèbre géographe d'Amasée, Strabon, dont Colomb connaissait quelques fragmens par intermédiaire, et qu'il appelait Extrabon. Mais plus tard, un autre géographe dont Colomb avait pareillement lu des extraits dans le traité du cardinal Pierre d'Ailly, Marin de Tyr, par d'assez mauvaises raisons, et dans l'ignorance des travaux des navigateurs phéniciens, diminua l'espace à franchir au travers de l'Atlantique; il le réduisit, des îles Canaries à la Chine, à 135°. Il se

trompait de 86°, et plaçait ainsi la Chine aux îles Sandwich. Ptolémée, venant après Marin de Tyr, rectifia son calcul, mais il se méprit encore de 41°. Il mettait le littoral des Sères, ou Chinois, dans les parages des Carolines orientales. Colomb, par aventure, ou plutôt par une de ces inspirations que Dieu envoie à ses élus, se persuada que, de toutes ces évaluations, celle de Marin de Tyr, la plus inexacte précisément, était la plus vraie. A force de conjectures, il rétrécit encore l'intervalle maritime des deux extrémités du continent, et supputa que des îles du Cap-Vert au Cathay, comme on appelait alors la Chine septentrionale, il ne devait y avoir que 120°, ou le tiers du tour de la terre. Ce n'est pas tout : dans l'opinion accréditée alors parmi les hommes les mieux informés, par suite des récits de Marco Polo, bien avant le Cathay, du côté de l'Europe, sur le chemin de l'Espagne à la Chine par la direction de l'est à l'ouest, se trouvait, au milieu d'un archipel innombrable, une île grande et florissante où l'or et les pierreries abondaient, celle de Zipango ou Cipango (c'est l'île japonaise de Niphon). La présence de cette île ramenait la traversée, dans la pensée de Colomb, à des proportions presque ordinaires, car il résulte du journal de son premier voyage qu'il avait compté la rencontrer à sept cent cinquante lieues des Canaries.

Deux autres erreurs inspiraient à Colomb une grande confiance dans la réussite d'une expédition maritime dirigée droit à l'ouest. Sur la foi ou plutôt sur une mauvaise interprétation d'un livre apocryphe, appelé jadis dans l'église grecque l'Apocalypse d'Esdras, il admettait que les continens et les îles occupaient sur la surface de la terre un bien plus grand espace que celui qui leur appartient. Il était persuadé que six parties de la surface du globe étaient à sec, et que seulement la septième était couverte d'eau. De cette incorrecte notion de géographie physique, il concluait que, dans quelque direction qu'on s'aventurât, l'on devait trouver des terres après un assez court voyage. La méprise était forte, car le rapport réel de la superficie des terres à celle des eaux est de 1 à 2 7/10, au lieu de 6 à 1, c'est-à-dire seize fois moindre. Enfin l'amiral supposait notre planète moindre qu'elle n'est. Sur l'autorité de l'auteur arabe Alfragan, il pensait dès l'origine et il a répété plusieurs fois, dans ses rapports à Ferdinand et à Isabelle, que le monde était peu étendu (*el mondo es poco*). Confondant les auteurs anciens entre eux, il a dit, dans une lettre écrite d'Haïti à Isabelle : « Aristote nous apprend que le monde est petit et que facilement on peut aller de l'Espagne dans l'Inde. Ceci se trouve confirmé par Avenruiz (Aver-

roès) et par le cardinal Pedro de Alliaco (Pierre d'Ailly), qui se fonde sur l'autorité de Sénèque, tout en disant qu'Aristote pouvait savoir beaucoup de secrets par Alexandre, et Sénèque par César Néron. » Il y a effectivement dans les *Questions Naturelles* de Sénèque ces mots, fort nets en apparence, qu'on pourrait aller en peu de jours, avec un vent favorable, de l'Espagne dans l'Inde. C'est tout simplement que Sénèque, avec ce dédain pour les choses de ce monde qui caractérisait l'école stoïque, après avoir contemplé l'immensité des orbes planétaires, juge fort exigu par comparaison le domicile de l'humanité. Pierre d'Ailly et Colomb avaient pris au sérieux, comme une supputation mathématique, cette figure de la rhétorique stoïcienne.

Colomb avait été encouragé à considérer comme facile la traversée d'Espagne en Chine, en se dirigeant de l'est à l'ouest, par la correspondance qu'il entretenait avec un des hommes les plus éclairés de l'Europe, l'astronome Paul Toscanelli, de Florence. Toscanelli, dans son cabinet, poursuivait les mêmes rêves d'Orient long-temps avant que Colomb mît à la voile, et il serait difficile de décider qui, du Génois ou du Florentin, eut le premier l'idée d'un voyage par mer dans la direction de l'est à l'ouest. Plusieurs années avant d'avoir des rapports avec Colomb, il écrivait au chanoine portugais Fernando Martinez, qui l'avait consulté, au nom du roi de Portugal, sur la meilleure route de l'Inde, qu'il fallait passer par l'ouest, que c'était le plus court chemin (*brevissimo camino*) pour arriver à ces régions si fertiles et si abondantes en épiceries et en pierres précieuses. Il entra en relation avec Colomb à ce sujet dès 1474, c'est-à-dire dix-huit ans avant le départ de l'amiral. En lui envoyant copie de sa lettre à Martinez, et de la carte qu'il avait dressée pour le roi de Portugal, il lui dit : « Votre voyage sera moins long qu'on ne le pense. » Toscanelli, plein des récits de Marco Polo, citait à Colomb les merveilles qui s'offriraient à lui en Asie et lui traçait un itinéraire d'où il résultait que l'île de Cipango était dans les parages où l'amiral trouva Haïti.

L'idée de son voyage vint à Colomb en 1470, selon M. Navarrete. Il mit à la voile le 3 août 1492. Il ne saurait y avoir d'incertitude sur l'objet qu'il se proposait, car il l'a consigné en tête de son journal, qui a été conservé, et dans plusieurs lettres dont l'original lui a survécu : c'était de passer, par la voie de l'Occident, à la terre où naissent les épiceries (*pasar a donde nacen las especerias navegando al occidente*). Mais dans sa noble imagination, dans son cœur brûlant, dans

son ame chrétienne, il ne s'agissait pas seulement d'une exploration géographique ou d'une tentative mercantile; il s'était fait un programme de la plus magnifique grandeur, dont les amis de l'humanité et de la chrétienté devaient s'applaudir. Il allait « trouver le grand Khan, le roi des rois (l'empereur chinois qui descendait de Gengis-Khan), dont les peuples étaient plongés dans l'idolâtrie et dont les prédécesseurs avaient envoyé maintes fois à Rome pour demander des docteurs de notre sainte foi qui pussent les instruire des vérités de l'Évangile. » Il avait des lettres de leurs majestés catholiques pour le grand Khan. Il était chargé d'étudier le pays et les habitans, d'examiner la nature et le caractère de tous, ainsi que les moyens à prendre pour leur conversion. Enfin l'Inde, où tout était d'or et de diamans, devait fournir des ressources au trésor castillan, épuisé par la guerre, afin de délivrer Jérusalem et d'affranchir le tombeau du Christ de la domination des infidèles.

Dans la conviction profonde qu'il chemine vers l'Asie, une fois embarqué il compare ce qu'il observe aux renseignemens que lui a donnés son savant ami Toscanelli. Dans une conférence avec son lieutenant, Martin Alonzo Pinzon, commandant d'un de ses trois navires, *la Pinta*, qui le pressait d'obliquer vers le sud, Colomb persiste à aller droit à l'ouest par le motif qu'il convient « d'aller d'abord à la terre ferme d'Asie pour revenir ensuite vers les îles, parmi lesquelles se trouve Cipango. » A la distance de sept cent cinquante lieues des Canaries, il s'étonne cependant de ne pas avoir rencontré ce Cipango tant célébré, car ses calculs hypothétiques, auxquels il croyait d'une foi profonde, lui avaient dit qu'il le trouverait à cette distance. Supposant alors qu'il se sera trompé dans l'estimation quotidienne des latitudes, il fait à Pinzon la concession de dévier un peu vers le midi et de tourner le cap du navire à l'ouest sud-ouest. C'était le 7 octobre. Dans la soirée du 11, l'expédition aperçut l'île de Guanahani.

L'idée qu'il allait aux Indes par l'ouest n'a pas quitté Colomb quand la découverte a été accomplie. Les hommes qu'il rencontre, il les appelle des Indiens, et ce nom est resté aux indigènes du nouveau continent, tant dans l'Amérique anglaise que dans l'Amérique espagnole. Quand il s'approche de l'île Isabelle (aujourd'hui Exumeta), il croit remarquer dans l'air cette odeur d'épices qu'on disait s'exhaler des îles de la mer des Indes. L'esprit plein des termes de Marco Polo que lui a transmis Toscanelli, il cherche les villes et les provinces du voyageur vénitien. Après avoir touché successivement à Guanahani, à

la Conception, à l'île Fernandina et à Isabelle, tenant pour certain qu'il était dans l'archipel infini qu'on croyait exister en avant de la Chine, il entend parler d'une grande île : il ne doute pas que ce ne soit le Cipango de Marco Polo, et il fait voile pour s'y rendre, afin « de se diriger ensuite, dit-il dans son journal, vers la terre ferme et la ville de Guisay (Quinsaï ou Hangtcheoufou, que Marco Polo avait beaucoup vantée), et donner les lettres de vos altesses au grand Khan, lui demander réponse et la rapporter tout de suite. » Le Cipango, vers lequel il faisait voile, c'était l'île de Cuba, appelée Colba par les naturels. « A minuit, dit-il, je levai l'ancre pour chercher l'île de Cuba, où il y a de l'or, des épices et de grands navires propres à en être chargés. » En chemin, ayant stationné à un mouillage qu'il nomma le Puerto de San-Salvador (port de Nipe selon M. Navarrete), il s'imagine entendre de la bouche des indigènes que les *vaisseaux du grand Khan* venaient y commercer.

Quand il part pour son second voyage (en 1493), l'Espagne entière partage sa croyance. Des hidalgos de haut rang, de nobles cavaliers d'Andalousie, des officiers de la maison royale, briguent l'honneur d'un poste dans l'expédition. Ils se représentaient des îles étendues, produisant en quantité indéfinie des épices et des parfums, aux montagnes pleines de filons d'or, aux côtes semées de perles. Là ils devaient, après des prouesses dignes du siége de Grenade, planter l'étendard de la croix sur les murs d'opulentes cités qui deviendraient leurs fiefs. De là ils n'auraient plus qu'une traversée de quelques jours pour atteindre les provinces chinoises de Mangi et de Cathay, convertir ou soumettre le grand Khan, faire abondante provision de gloire et de richesses. Colomb, d'un enthousiasme moins intéressé et plus religieux, mais non moins exalté, songeait à la délivrance du saint sépulcre. Il promettait au roi et à la reine « d'entretenir, pour cette sainte entreprise (du produit de ses découvertes), pendant sept ans, cinquante mille fantassins et cinq mille cavaliers, et le même nombre pendant cinq autres années. » S'il s'occupe de l'or qu'on devait ramasser par boisseaux dans ces terres de promission, si dans une lettre à Isabelle il dit que l'or est une chose excellente (*el oro es excelentissimo*), c'est un peu parce qu'avec cet or on tire, dit-il, les ames du purgatoire; c'est surtout parce que l'accomplissement de son projet politico-religieux d'affranchir la Terre-Sainte dépend des trésors qu'il rapportera.

Dans cette seconde expédition, l'aspect des lieux et des hommes ne détrompe ni l'amiral ni ses compagnons. Cette fois, ayant touché la côte allongée de Cuba en un point où elle se dirige à peu près du

nord au sud, il est persuadé qu'il a mis le pied sur le continent asiatique, dans la *Chersonèse d'Or*, parce que, dans ses idées de géographie, le littoral de cette Chersonèse a la même direction ; et le 12 juin 1494 il fait prêter serment à chacun des hommes de l'escadrille qu'ils ont découvert la terre ferme d'Asie (1). Bien plus, dans son imperturbable confiance, il regrette (c'est son fils don Fernando et son ami intime Bernaldez, curé de los Palacios, qui nous l'apprennent) de ne pas avoir assez de vivres pour retourner en Espagne par l'Orient, c'est-à-dire en achevant le tour du globe, tant il tient pour certain qu'il est au cœur de la mer des Indes. « Il aurait, dit Bernaldez, doublé la *Chersonesus Aurea*, traversé le golfe du Gange et cherché une nouvelle route, soit autour de l'Afrique, soit en allant par terre à Joppé (Jaffa) et à Jérusalem. »

Cette croyance n'a jamais été ébranlée en lui. Avec une naïve crédulité, Colomb retrouve constamment dans le Nouveau-Monde tout ce que sa mémoire lui rappelle de l'Asie orientale. Semblable à quelques voyageurs modernes dont les prétendues observations ne sont dues qu'à la réminiscence des lectures par lesquelles ils se sont préparés en quittant le sol natal, il recueille avec avidité les noms qui ressemblent à ceux qu'il a puisés dans les lettres de Toscanelli, ou dans le récit de Mandeville. Ainsi le nom de la province chinoise de Mango (Mangi) le frappe plusieurs fois; il croit tantôt qu'il y a pris terre, tantôt qu'il est au moment d'y aborder. Une fois, pendant un mouillage, un matelot, revenant de la chasse, rapporte qu'il a rencontré des hommes vêtus de blanc, semblables à des religieux de la Merci. Ces longues figures, au nombre de trente, étaient, disait-il, armées de lances. Selon toute apparence, c'étaient, comme l'a pensé M. Irving, une bande de grues et de hérons des tropiques, hauts sur jambes comme le flamant. Aujourd'hui ces oiseaux sont appelés *soldados* par les colons espagnols, parce que, vus contre le ciel, ils ressemblent à des hommes postés en sentinelle. La poétique imagination de l'amiral

(1) Dans cette pièce, la direction de la côte est citée quatorze fois comme une preuve décisive. — Voici quelques détails que donne M. de Humboldt sur cet acte de l'amiral : « Fernand Perez de Luna, *escribano publico* de la ville d'Isabella (d'Haïti), reçut l'ordre de l'amiral, le 12 juin 1494, de se transporter à bord des trois caravelles, pour demander à chaque homme de l'équipage, devant témoins, s'il leur restait le moindre doute que cette terre (Cuba) ne *fût la terre ferme au commencement des Indes et à la fin, d'où l'on pouvait venir d'Espagne par terre.* L'*escribano* déclarait de plus que, si quelque incertitude restait à l'équipage, on s'engageait à *dissiper les doutes et à faire voir qu'il était certain que c'était la terre ferme.* »

prit le récit du matelot pour une preuve qu'on était dans le voisinage du *Prêtre-Jean*, pontife-roi dont Plan Carpin avait entretenu les Occidentaux, et sur lequel on avait répandu en Europe beaucoup de contes.

Rempli de souvenirs bibliques et de fragmens de Ptolémée que le cardinal d'Ailly lui avait appris, il fait intervenir sans cesse dans ses lettres l'île d'Ophir (qu'il qualifie de mont Sopora), et l'*Aurea* ou Chersonèse d'Or, tantôt les confondant et tantôt les distinguant l'une de l'autre. Dans son quatrième et dernier voyage, il affirme que la terre de Veragua (au N.-O. de l'isthme de Panama) est cette *Aurea* des Indes. Toujours l'Asie. M. Navarrete a trouvé dans les archives du duc de Veragua, descendant et héritier de Colomb, la copie de la main de don Fernando, fils de l'amiral, d'une lettre de son père à Alexandre VI, écrite quatre ans avant sa mort; il y est dit : « Je découvris et pris possession de quatorze cents îles (1) et de trois cent trente lieues de la terre ferme d'Asie. » Plus tard, lorsque rebuté par le roi Ferdinand, prince sans cœur, ce grand homme réduit à la misère, et nourrissant encore, malgré son âge avancé, le projet de travaux dignes de ses hauts faits antérieurs, se plaint de ce que les terres par lui découvertes « sont inabordables pour celui qui les avait refusées à la France, à l'Angleterre et au Portugal, » il les nomme les Indes. A la fin de la dernière expédition, le 7 juin 1503, écrivant de la Jamaïque, il répétait la même idée que dans son second voyage il avait fait certifier par le serment de ses compagnons: que l'île de Cuba était une terre ferme du commencement des Indes, et que de là on pouvait retourner en Espagne *par terre*. Un an après, vingt-deux mois avant sa mort, il parlait comme un homme qui revient de la Chine. « J'arrivai le 13 mai dans la province de Mago (pour Mango ou Mangi, nom donné par Marco-Polo à la Chine méridionale), qui est limitrophe de celle de Catayo (pour Cathay ou Kathaï, Chine septentrionale). De Ciguare, dans la terre de Veragua, il n'y a que dix journées de chemin à la rivière du Gange. » Il est donc mort, comme l'a dit M. de Humboldt, dans la persuasion qu'il avait noué le lien entre l'Europe et le vaste empire de la vieille Asie.

(1) Dans la *hoja suelta*, qui existe de la main de l'amiral, et qui a été écrite à la fin de l'année 1500, lorsqu'il rentra à Cadix chargé de fers, ces 1,400 îles sont portées à 1,700. « C'est, dit M. de Humboldt, une vague évaluation de l'*Archipel du roi et de la reine*, au sud de Cuba, évaluation qu'on pourrait croire tenir à un souvenir des 1,368 îles que Ptolémée place près de Taprobane, et que, dans la première expédition, le 14 novembre 1492, l'amiral crut déjà voir vis-à-vis de la côte septentrionale du Cuba, *en fin del oriente*. »

Loin de moi la pensée sacrilége de rabaisser Colomb en insistant sur les détails qui montrent que son but avait été d'aller en Asie, et qu'il resta persuadé jusqu'à la fin de ses jours qu'en effet il avait atteint le revers oriental de l'ancien continent. Dieu me garde de faire de l'analyse historique à la façon de ces esprits jaloux, flétris par M. W. Irving, qui, sous le prétexte de savantes recherches, vont furetant l'histoire pour ronger ses monumens et marquer d'une souillure pareille à la trace que laissent après eux des insectes impurs, les plus beaux trophées du génie de l'homme.

En se plaçant sur le terrain de la science moderne et de l'art nautique tel qu'il est aujourd'hui, on pourrait dire que le voyage de Colomb n'avait rien de miraculeux; que c'était une exploration semblable à celles qui, de nos jours, ont été entreprises par MM. Parry, Ross, Franklin et Beechey, et même moins périlleuse; qu'il essayait un passage aux Indes par l'ouest tout comme ces braves officiers ont tenté des passages par le nord-ouest. Mais l'astronomie et la navigation du temps de Colomb ne ressemblaient pas à celles de nos jours; elles n'ont atteint leur perfection actuelle que par suite de la découverte du glorieux Génois. Avant Colomb, la rotondité de la terre avait été écrite dans des livres, enseignée par des philosophes, mais c'était une vérité toute de théorie, qui n'était pas passée dans la pratique. Princes et peuples, savans et ignorans, braves et poltrons, gens cloués sur la terre ferme et navigateurs, le genre humain tout entier sans exception était de fait comme s'il n'y croyait pas, car nul encore n'avait agi comme s'il y croyait. Colomb le premier fit ce solennel acte de foi. Lui, chrétien fervent, il préféra sur ce point l'autorité de Ptolémée à celle de Chrysostôme, les conseils de Toscanelli aux réprimandes d'un synode d'évêques et aux admonestations des docteurs de Salamanque. Colomb a pratiquement découvert la rotondité de la planète.

Son départ ne fut pas un coup de tête, ce fut toute une création, préparée par de longues études, mûrie par la méditation.

Colomb ne fut pas seulement un homme au génie créateur et inventif; il fut plus grand encore à exécuter son œuvre qu'à la concevoir ou à la préparer. Il se montra alors aussi prudent qu'il avait été hardi dans ses projets. Quoique à un âge où les autres hommes songent au repos (il avait près de cinquante ans lors de son premier voyage), à bord on le voyait toujours sur pied, toujours alerte. Il prenait sa part des fatigues plus qu'un simple matelot. Il passait les nuits sur le pont, attentif aux signes du ciel et des flots, veillant pour

tous sur ce navire qui portait une plus imposante fortune que celle de César. Et c'est ainsi qu'il vit le premier la terre, et gagna, outre la vice-royauté et l'amiralat, la pension de trente couronnes (1) promise par les souverains à celui qui l'apercevrait.

Il se croyait guidé par la main de la Providence; mais ce n'était point de cette foi aveugle, sœur d'un fatalisme hébété qui s'en remet à Dieu pour toute chose et croit hors de propos de prévoir. Il avait songé à tout, il savait parer à tout, et il montra dans l'affaire de l'éclipse à quel point il était fécond en expédiens et comment il savait les manier.

Colomb était nourri d'une théologie scolastique, et cependant très apte au maniement des affaires. Il était instruit autant qu'on pouvait l'être alors, quoique, en géométrie, il associât volontiers la vérité et l'erreur. On le regardait en Espagne comme « *gran teorico y mirabilmente platico.* » M. de Humboldt, à qui personne ne contestera le droit de prononcer des arrêts pour tout ce qui est du domaine des sciences naturelles, admire « la pénétration et la finesse extrêmes avec lesquelles il saisissait les phénomènes du monde extérieur. » « Colomb, ajoute-t-il, est aussi remarquable comme observateur de la nature, que comme intrépide navigateur. » Suivant cette autorité illustre, la découverte importante de la déclinaison magnétique et celle plus difficile encore des variations que subit cette déclinaison quand on passe d'un lieu à un autre, lui appartiennent (2) *à n'en pas douter*, et il en tira des déductions hardies d'une grande portée et d'une exactitude parfaite. Il connaissait avant Pigafetta le moyen de trouver la longitude par les différences d'ascension droite des astres (3).

(1) Ou 39 piastres d'or, équivalant à 117 piastres (624 francs) de nos jours.

(2) Colomb fut au moins le premier *Européen* qui s'aperçut de cette déclinaison, la constata et l'étudia; car, comme renseignement sur la Chine à l'appui de ce que nous avons dit, il n'est peut-être pas inopportun de rappeler ici que, quatre siècles au moins avant Colomb, les Chinois avaient découvert de leur côté la déclinaison de l'aiguille aimantée, c'est-à-dire sa déviation de la direction du pôle terrestre. Les belles recherches que M. Klaproth a faites à la demande de M. de Humboldt ont parfaitement établi ce point de l'histoire des sciences. Les termes de l'auteur chinois, cité par M. Klaproth, indiquent même la connaissance des variations de cette déclinaison.

(3) Voici un extrait de l'*Histoire de la Géographie du nouveau continent*, qui donnera une idée des titres scientifiques de Colomb :

« Arrivé sous un nouveau ciel et dans un monde nouveau, ainsi qu'il l'écrit à la nourrice de l'infant don Juan, la configuration des terres, l'aspect de la végétation, les mœurs des animaux, la distribution de la chaleur, selon l'influence de la longi-

En même temps, il était habile à lire dans le livre le plus difficile à déchiffrer, dans les replis du cœur humain, comme dans la marche des corps célestes et dans les phénomènes de la nature terrestre.

Plein à la fois d'enthousiasme et de réserve (l'historien Oviedo fait remarquer qu'il était *cauto*), d'ardeur et de patience, calme dans le succès, courageux et tranquille dans l'adversité, il porta avec une égale noblesse les fers dont l'infame Bobadilla chargea ses mains augustes, et les insignes de grand-amiral ou la pompe des vice-rois. Il est beau à contempler, le 12 octobre 1492, lorsqu'il descend dans sa chaloupe, revêtu d'un riche costume écarlate, et que, tenant l'étendard royal, ayant à ses côtés les deux frères Pinzon, il va baiser la terre de Guanahani et recevoir sur ce domaine le serment d'obéissance de ses compagnons. Mais je l'admire plus encore lorsqu'en 1484, à son arrivée du Portugal en Espagne, allant pauvrement à pied et tenant par la main un jeune garçon, il s'arrête à la

tude, les courans pélagiques, les variations du magnétisme terrestre, rien n'échappait à sa sagacité. Recherchant avec ardeur les épiceries de l'Inde et la rhubarbe, rendue célèbre par les médecins arabes, par Rubruquis et les voyageurs italiens, il examine minutieusement les fruits et le feuillage des plantes. Dans les conifères, il distingue les vrais pins, semblables à ceux d'Espagne, et les pins à fruit monocarpe: c'est reconnaître avant L'Héritier le genre Podocarpus.

« Colomb ne se borne pas à recueillir des faits isolés; il les combine, il cherche leur rapport mutuel, il s'élève quelquefois avec hardiesse à la découverte des lois générales qui régissent le monde physique. Cette tendance à généraliser les faits d'observation est d'autant plus digne d'attention, qu'avant la fin du XV^e^ siècle, je dirais presque avant le père Acosta, nous n'en voyons pas d'autre essai. Dans ses raisonnemens de géographie physique, dont je vais offrir ici un fragment très remarquable, le grand navigateur, contre sa coutume, ne se laisse pas guider par des réminiscences de la philosophie scolastique; il lie par des théories qui lui sont propres ce qu'il vient d'observer. La simultanéité des phénomènes lui paraît prouver qu'ils ont une même cause. Pour éviter le soupçon de substituer des idées de la physique moderne aux aperçus de Colomb, je vais traduire bien littéralement un passage de la lettre du mois d'octobre 1498, datée d'Haïti : « « Chaque fois que je « naviguai d'Espagne aux Indes, je trouvai, dès que j'étais arrivé à cent lieues à « l'ouest des îles Açores, un changement extraordinaire dans le ciel (dans les mou- « vemens célestes) et dans les étoiles, dans la température de l'air et dans les eaux « de la mer. Ces changemens, je les ai observés avec un soin particulier; je remar- « quai que les boussoles, qui jusque-là variaient au nord-est, se dirigeaient un quart « de vent (probablement le quart des huit vents de la boussole ou 11° 1/4) au nord- « ouest, et traversant cette bande comme une côte (le penchant d'une chaîne de « montagnes, *como quien traspone una cuesta*), je trouvai la mer tellement cou- « verte d'une herbe qui ressemblait à de petites branches de pin chargées de fruits « de pistachier, que nous pensions, à cause de l'épaisseur de l'algue, que nous étions « sur un bas-fond, et que les navires allaient toucher par manque d'eau. Cepen-

porte du couvent de Santa-Maria de Rabida, avec le calme et la tranquillité de l'homme supérieur à sa fortune, qui ne doute jamais de sa haute mission, et qu'il demande au portier un peu de pain et d'eau pour son enfant, lui qui apportait un monde au souverain de Castille, et qui venait expressément pour l'offrir.

Son attitude était empreinte de la majesté à laquelle le poète dit qu'on reconnaît les habitans de l'Olympe. Sa physionomie offrait cette sérénité qui signale leurs chefs aux simples mortels. Né pour le commandement, il avait dans l'esprit les ressources qui le rendent léger à qui l'exerce, dans le cœur cette crainte de Dieu et cet amour des hommes qui le font chérir de ceux sur qui il est exercé. Il y a de lui un mot qu'oublièrent trop souvent les *conquistadores*, que l'héroïque Isabelle eut constamment présent, dont les *leyes de las Indias* ont porté profondément l'empreinte, malgré ce qu'ont pu dire les détracteurs de l'Espagne : il recommandait qu'on ménageât les indigènes, parce que, disait-il, « c'est la richesse de l'Inde. »

« dant, avant d'atteindre la bande (*raya*) que je viens d'indiquer, nous ne renconu« trâmes pas une tige d'herbe. A cette même limite (cent lieues à l'ouest des Açores), « la mer devint unie et calme, puisqu'aucun vent de quelque force ne l'agite. — « Quand je vins (dans mon troisième voyage) d'Espagne à l'île de Madère, et de là « aux Canaries, et des Canaries aux îles du Cap-Vert, je me dirigeai vers le sud « jusqu'à la ligne équinoxiale (le fils de Colomb dit qu'on n'avança que jusqu'au 5° de « latitude boréale). Me trouvant sous le parallèle qui passe par la *Sierra-Leoa* (sans « doute *Sierra-Leone*), j'eus à souffrir une si horrible chaleur, que le vaisseau parais« sait brûlant; mais ayant franchi vers l'ouest la bande que j'ai indiquée, on changea « de climat; l'air devint tempéré, et cette fraîcheur augmenta à mesure que nous « allions en avant. »

« Ce long passage, dans lequel j'ai conservé le caractère du style franc et simple, mais diffus, de Colomb, renferme le germe de grandes vues sur la géographie physique. En y ajoutant ce qui est indiqué dans d'autres écrits du même navigateur, ces vues embrassent : 1° l'influence qu'exerce la longitude sur la déclinaison de l'aiguille; 2° l'inflexion qu'éprouvent les lignes isothermes en poursuivant le tracé des courbes depuis les côtes occidentales d'Europe jusqu'aux côtes orientales d'Amérique; 3° la position du grand banc de Sargasso dans le bassin de l'Océan atlantique, et les rapports qu'offre cette position avec le climat de la portion de l'atmosphère qui repose sur l'Océan; 4° la direction du courant général des mers tropicales; 5° la configuration des îles et les causes géologiques qui paraissent avoir influé sur cette configuration dans la mer des Antilles.

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

« Mais l'amiral n'eut pas seulement le mérite de trouver *la ligne sans variation* dans l'Atlantique, il fit dès-lors aussi la remarque ingénieuse que la déclinaison magnétique pouvait servir à obtenir (entre de certaines limites) la longitude du vaisseau, etc. » (*Histoire de la Géographie du nouveau continent*, tome III, *passim*, de la page 21 à la page 39.)

C'était un grand esprit, une belle ame, un cœur généreux et bon. Colomb est une de ces figures rares dans l'histoire, à l'aspect radieux et noble, qu'on aime autant qu'on les admire, qui consolent et rassurent autant qu'elles inspirent le respect et qu'elles frappent par la grandeur de leurs proportions; une de celles qui sont le plus particulièrement dignes du culte des peuples modernes. Partagés entre leur antipathie contre le passé et la terreur d'autres cataclysmes, préoccupés de l'attente d'immenses évènemens dont les signes sont dans l'air, agités d'infaillibles instincts qui leur annoncent un *novus ordo*, mais lassés de perturbations et repoussant la violence, qu'on leur avait recommandée et qu'ils avaient acceptée comme le plus sûr moyen de hâter la venue de cet ordre nouveau qu'ils désirent, dégoûtés d'une philosophie qui enseigne la haine et sème la défiance et la guerre, les peuples maintenant ont besoin de reposer leurs regards sur des types à la fois puissans et bons, réparateurs et rénovateurs.

Comme l'a très bien senti l'historien de Colomb, M. W. Irving, c'est diminuer l'expression d'un éloge que de l'exagérer. Disons-le donc sans détour, Colomb réflétait en lui les bizarreries du moyen-âge avec tout ce que cette époque avait de plus beau et de plus pur. Son imagination était parfois déréglée, mais c'est à cette imagination qu'il dut sa force. L'imagination donne la foi, et Colomb en eut besoin dans son œuvre colossale. C'est elle qui fait éclore les grandes pensées et les grandes actions. Au service d'une ame vulgaire ou d'un cœur pusillanime, l'imagination est un don funeste à celui qui l'a reçue, plus fatal encore à ceux qui l'entourent. Unie à une intelligence élevée et clairvoyante, à un cœur magnanime, elle enfante les plus nobles passions, et il n'y a que des hommes passionnés qui fassent du sublime; la faculté de souffler autour d'eux l'enthousiasme et la conviction a été réservée pour eux seuls. L'imagination est l'attribut le plus distinctif de cette race privilégiée que le peuple prédestiné appelait prophètes, que le peuple-roi qualifiait de *vates*, c'est-à-dire de poètes par excellence. Elle perçoit dans les objets de la création, dans les phénomènes du monde physique et dans les évènemens de l'histoire, dans l'esprit et dans la matière, des rapports trop déliés pour être perçus par un autre sens. Elle devine l'homme et la nature; elle montre des chemins au bout desquels sont de brillantes découvertes dont elle-même n'a qu'à demi le secret, parce qu'elle les a seulement entrevues à la lueur d'un fugitif éclair que Dieu a lancé dans l'atmosphère pour elle seule. L'imagination, a dit un habile

critique (1), « est la colonne demi-obscure et demi-lumineuse qui guide la caravane humaine dans les déserts de l'intelligence; » nous ajouterons : et dans les défilés escarpés et tortueux de la civilisation. C'est en vain que médisent de l'imagination ceux qui n'en ont que pour nouer d'égoïstes intrigues. De tous les trésors dont dispose la Providence, c'est le plus précieux peut-être et le plus éclatant à coup sûr; mais aussi c'est le plus lourd à porter, celui qui fait trébucher le plus infailliblement les mandataires à qui Dieu avait fait la grace de le confier, s'ils cessent d'être sur leurs gardes, si leur esprit s'endort, si leurs généreuses sympathies s'amollissent. C'est celui qui attire les traits les plus acérés de l'envie, qui lui fait distiller ses poisons les plus subtils. C'est celui que par instans la foule se plaît le plus à outrager. Nul autre n'a produit pour le genre humain, par l'intermédiaire des hommes d'élite qui l'ont eu en partage, autant de gloire et de bonheur, et pour eux-mêmes autant de souffrances et d'angoisses; car cette flamme qu'ils ont au front et dont le vulgaire ne peut leur pardonner l'éclat, ne la leur enviez pas : elle est l'indice d'un feu intérieur qui les dévore!

Si Colomb fût parti pour découvrir un nouveau continent dont aucun indice ne révélait l'existence aux peuples chez lesquels il avait passé sa laborieuse vie (2), il n'eût été qu'un heureux aventurier. Colomb poursuivait, avec une persévérance qu'on ne saurait trop admirer, une confiance qui émeut, une vigueur qui, dans l'antiquité, l'aurait fait classer parmi les demi-dieux, une pensée qui lui apparais-

(1) M. Magnin, *Revue des Deux Mondes* du 1er juin 1840, pag. 737.

(2) Il est incontestable aujourd'hui que d'autres Européens avaient vu et touché l'Amérique avant Colomb. Dès le xe siècle, des aventuriers scandinaves avaient été poussés par les vents, par l'amour du péril, par l'esprit de conquête, dans le Groënland, qui appartient au nouveau continent, et que M. de Humboldt appelle la Scandinavie insulaire de l'Amérique. La distance du Groënland au nord de l'Écosse n'est que de 269 lieues marines de 15 au degré; par un vent frais de nord-ouest, ce serait un voyage de quatre jours. Les expéditions des missionnaires se joignant à celles des guerriers, plusieurs établissemens furent fondés dans le Groënland; l'Islande servait de station intermédiaire pour s'y rendre. De là, en 985, l'Islandais Biarn Herjolfson, qui allait dans le Groënland rejoindre son père, fut chassé, par un vent violent de nord-est, sur le continent américain. De retour chez son père, Biarn exécuta avec quelques compagnons une expédition lointaine, dans laquelle ils touchèrent, l'an 1001 ou 1005, successivement dans diverses parties de l'Amérique du Nord, qu'ils appelèrent Hallyland, Markland et Vinland. Ce dernier pays fut ainsi nommé à cause de l'abondance des raisins sauvages qui s'y trouvèrent. En examinant attentivement les indications de la

sait justement comme devant exercer l'influence la plus bienfaisante et la plus étendue sur les destinées du genre humain, celle de la jonction, de l'association, de la fusion, sous une même loi et une même foi, des deux massifs de la famille humaine, qui, alors comme de nos jours, siégeaient, en se tournant le dos, aux deux extrémités de l'ancien continent, séparés par un immense espace, par des déserts, par des peuples barbares, et dont l'un occupe de plus aujourd'hui un nouveau monde que Colomb lui a donné. Cette pensée était si vaste, si difficile à réaliser, que, trois siècles et demi après lui, elle reste encore à accomplir, et qu'elle n'est même pas tout-à-fait sortie du domaine de la politique purement contemplative. En supposant que jamais elle se réalise pleinement et sans réserve, jusque-là elle suffira encore à la gloire de plus d'une pléiade de grands hommes. Elle est de notre temps, et sera, bien après que nous tous, qui vivons maintenant, serons oubliés, la plus gigantesque qui puisse être caressée par les rêves d'un homme d'état comme par l'ambition d'un conquérant, par l'ame de l'homme religieux comme par la pensée du philosophe, par l'esprit du savant comme par les calculs de l'industriel, par les espérances du novateur le plus audacieux comme par la sollicitude prudente et conservatrice des amis de l'ordre universel.

La mesure la plus exacte de l'importance des évènemens humains est celle que donnent le nombre et la valeur des hommes dont ils embrassent l'existence. De ce point de vue, l'association de la civilisation occidentale avec l'Orient extrême serait le plus grand fait qui se fût jamais passé sur la terre.

longueur du jour dans les différentes sagas, on en a conclu que les contrées visitées alors par les Normands étaient situées entre les parallèles de 41° et 50°, ce qui correspond à la côte qui s'étend de New-York à Terre-Neuve, côte sur laquelle vivent plus de sept espèces de vigne. Il paraît même que ces vaillans hommes du Nord s'avancèrent beaucoup plus loin au midi. Quelques postes, quelques villages peut-être furent construits par eux, au moins dans le Vinland. On a retrouvé récemment des inscriptions runiques qui constatent leur passage et leur séjour sur divers points du continent américain. Mais vers le milieu du XII[e] siècle, tout souvenir du Vinland disparaît de l'histoire; plus tard, les établissemens du Groënland eux-mêmes furent ruinés et abandonnés. Quoique Colomb eût navigué au nord, dans les parages de l'Islande, rien ne porte à croire qu'il y ait recueilli des données propres à le guider ou à l'encourager dans son entreprise. Il y a lieu de penser que, grace aux efforts des savans du Danemark, notre époque est infiniment mieux informée sur cette découverte anticipée du Nouveau-Monde qu'on ne l'était du temps de Colomb, non-seulement dans la péninsule ibérique, où l'on n'en savait pas un mot, mais même dans la presqu'île scandinave et ses dépendances, où il paraît que dès-lors elle était oubliée.

### IV. — COMMENT LA MÊME PENSÉE SE PRÉSENTE AUJOURD'HUI AVEC DE PUISSANS MOYENS D'EXÉCUTION.

La pensée qui animait Colomb revient aujourd'hui s'offrir de nouveau à l'Europe : je devrais dire s'imposer.

Si l'on compare l'Europe moderne à celle d'il y a trois cent cinquante ans, on reconnaîtra sans peine que l'état de crise est aujourd'hui plus caractérisé encore; que nous sommes, plus que les contemporains de Colomb, en pleine eau de rénovation; que le travail moral, intellectuel et matériel auquel la société est en proie, est plus violent, plus actif, plus général qu'alors. L'espace sur lequel ce travail s'opère est plus vaste, car l'Europe entière y participe, et l'Amérique en est tourmentée d'un pôle à l'autre. Au sein de chaque pays isolément, la quantité de mouvement, pour me servir de l'expression consacrée par la mécanique rationnelle, est beaucoup plus considérable; il n'y a pas une molécule sociale qui n'y ajoute son *moment*, parce que l'évolution est éminemment démocratique, et elle ne l'était pas il y a trois siècles. Chez chaque individu, l'agitation, les passions, les espérances, les appétits, sont ce qu'ils étaient alors chez quelques-uns seulement. Si, pour offrir aux peuples une occupation digne d'eux et proportionnée à leur élan, à leur énergie, il fallut alors leur livrer un nouveau monde où, à vrai dire, il n'y avait rien à vaincre qu'une nature inanimée, rien à transformer que le monde physique, sera-ce trop, sera-ce assez pour l'Europe moderne qu'une arène où son activité pourra s'exercer sur des populations plus nombreuses que les siennes propres? Un nouveau continent presque désert suffit (1) à absorber la vie débordante de nos pères. Il faut plus aux peuples modernes; si le but tant souhaité par eux, l'extrême Orient venait à nous échoir, nous y trouverions non-seulement de nouvelles terres (car de quels archipels l'ancien continent n'est-il pas entouré du côté de l'est?) mais une nouvelle humanité, c'est-à-dire tout ce qu'il y a de plus délicat à manier et de plus difficile à pétrir, quand on répudie les traditions brutales avec lesquelles en effet l'Europe a définitivement rompu; tout ce qu'il y a de plus glorieux à perfectionner, tout ce qui paie avec le plus d'usure les soins qu'on y donne.

(1) Il serait peut-être plus exact de dire qu'il n'y suffit pas complètement, puisque cette découverte ne fit pas cesser les guerres en Europe.

En vérité, on ne voit pas quel autre objet répondrait complètement à l'attente de grands évènemens qui tient les têtes en ébullition, à l'étendue des forces qui sont là, frémissant de l'impatience d'être mises en œuvre.

Cela peut être traité d'utopie et de rêve. Rêve, soit. Tout songe est un mensonge, mais tout rêve n'est pas songe, et celui-ci n'est pas bâti en l'air, dans les nuages; il repose sur les traditions du genre humain, sur ses tendances révélées par l'histoire, sur ses besoins présens.

L'Europe ne manquera pas de donneurs d'avis parfaitement intentionnés, pleins de philanthropie et de lumières, qui seront empressés à lui représenter qu'elle a mieux à faire de son temps, de sa peine ainsi que de son sang, car on n'abaissera pas sans un choc sanglant les barrières qui nous séparent des peuples de l'Orient extrême. Ils lui peindront les douceurs d'une vie paisible, honnête et rangée, le calme du mouvement social et les jouissances du bonheur domestique, chez une nation régulièrement ordonnée qui renonce à courir les aventures et à poursuivre au loin des projets ambitieux, pour se vouer au soin de se perfectionner et de se polir. « Chacun chez soi, diront-ils; concentrons nos efforts sur nous-mêmes; n'avons-nous pas carrière suffisante entre nos frontières? quelle ample moisson de bien-être, d'opulence, de gloire peu flamboyante peut-être, mais solide et durable, s'offre sur notre sol, à nos pieds! Il n'y a qu'à se baisser pour la cueillir : hors de là tout est fumée et déception. » Ils conseilleront aux gouvernemens de se vouer exclusivement à favoriser les entreprises matérielles, à multiplier les travaux publics, à instituer ici des banques, là des écoles; à encourager l'industrie sous sa triple forme, agricole, manufacturière et commerciale, à organiser le travail afin de donner de la sécurité aux travailleurs et de leur inspirer de la dignité. Ils remontreront qu'à ce prix l'exaltation des populations se tempérerait, l'ordre de plus en plus ébranlé irait se raffermissant, la moralité publique de plus en plus compromise se restaurerait, et que bientôt on verrait se dissiper les nuages qui assombrissent l'horizon européen.

Il y a sur ce thème de bons et utiles enseignemens à adresser à l'Europe; on ne les lui épargnera pas : elle les trouvera parfaitement judicieux, elle y applaudira; mais si elle les suit, et j'espère bien qu'elle ne les dédaignera point, ce ne sera qu'à demi. Lorsque Cynéas, beau diseur, profond philosophe et ami sincère, exhorta Pyrrhus à mettre fin à ses courses téméraires et à savourer sans plus de

délai le repos dont il se proposait de jouir au terme de ses conquêtes, le roi trouva, j'en suis convaincu, que son conseiller s'exprimait en homme du plus grand sens; mais il le laissa dire et fit comme devant. L'Europe est moins inaccessible aux sages avis. Elle réalisera donc chez elle plusieurs des améliorations qui lui seront recommandées, lorsque la convenance et l'efficacité lui en auront été prouvées; mais elle ne saurait consentir à s'enclore dans son territoire. Nous ne sommes pas gens à bâtir autour de nous des murailles de la Chine; loin de là, nous ne voulons pas permettre que les autres en bâtissent, et nous prétendons démolir celles qu'ils auraient érigées. Se mêler des affaires d'autrui, intervenir chez le prochain, régenter le monde par la parole et par la force, tantôt par des actes individuels, tantôt par des démonstrations des gouvernemens, ici par des négociations diplomatiques, ailleurs à coups de canon, c'est pour la nature européenne un besoin impérieux auquel elle n'est pas libre de ne pas céder, car les peuples comme les individus luttent en vain contre leur tempérament. Peut-être serions-nous plus heureux si nous étions autres : cela peut se soutenir par de bonnes raisons. L'homme qui sait le mieux se contenir est aussi celui qui sait le mieux se contenter. Celui dont les pensées et les désirs ne connaissent pas de limites a aussi des passions sans frein; il est livré aux mêmes labeurs, aux mêmes soucis que le navigateur qui doit gouverner un frêle navire sur une mer où les courans se croisent impétueux, où les vents se heurtent avec violence. Mais telles sont les nations européennes, tels furent les peuples anciens dont nous dérivons et dont nous continuons la tâche sur la terre, tels nous devons être long-temps; car, sans méconnaître la bonté suprême de la Providence, on peut penser que c'est son aiguillon qui nous pousse en avant, et qu'il ne cessera de nous mener haletans d'escalade en escalade, de précipice en précipice, de climats en climats, de continent en continent, que lorsque nous serons au bout de l'œuvre qui nous a été assignée, celle de dérouler et de sceller tout autour de la planète, à travers les plus formidables obstacles, les anneaux d'un cercle d'harmonie et de fraternité universelle, et de souder à jamais l'un à l'autre les deux extrêmes, l'alpha et l'oméga, l'Orient et l'Occident.

On ne décidera pas l'Européen à se clore dans le foyer domestique, ou même dans le foyer de la patrie. Il lui faut une vie publique autant qu'une vie privée; il doit se sentir acteur, père noble, jeune premier, ou comparse, dans un drame, et il faut que dans ce drame soient en jeu les destinées de la patrie, du genre humain. Et

qu'est-ce donc, sinon la preuve que l'Europe est la dépositaire des destins de l'humanité?

Je ne veux certes point décrier ce que ma faible voix a vanté autant qu'il lui était possible. Je ne veux point médire des chemins de fer, des canaux et autres travaux publics, des améliorations matérielles et positives en général : ce que j'ai adoré, je ne le brûle pas, je l'adore encore. Chez nous, le gouvernement de 1830 a fait de ces perfectionnemens beaucoup plus que ceux qui l'avaient précédé. Il n'en a point fait assez cependant. Il ne leur a pas imprimé ce cachet de généralité et de grandeur que le Français affectionne. Il n'a pas su les coordonner, les conduire avec unité et ensemble. En somme, à cet égard, son entreprise dirigée à bâtons rompus par des ministères constamment menacés de mort, sous les auspices de chambres trop disposées à confondre l'épargne avec l'économie, à travers mille soucis, mille exigences des partis, a été incomplète et quelquefois mesquine. Cependant elle n'a été sans fruit ni pour le pays ni pour le prince. Elle a augmenté la prospérité nationale, elle a valu au gouvernement les suffrages et l'adhésion sincère des classes commerçantes et industrielles. Continuée sur des proportions plus larges et avec plus de perfection, unie à un vaste plan d'organisation du travail et des travailleurs de tous les ordres, elle procurera au pouvoir un peu de cette stabilité qu'il cherche avec anxiété et qu'il ne trouve pas. La politique des intérêts matériels assurera aux classes pauvres le bien-être qu'elles désirent, qu'elles méritent, qu'elles se savent fondées à revendiquer en échange de leurs sueurs qu'elles prodiguent. Elle seule fermera la bouche aux adversaires du régime monarchique, qui promettent aux masses populaires des satisfactions devenues chères à tous, et qui, à l'appui du système républicain, tracent le brillant tableau de l'aisance dont jouissent l'ouvrier et le paysan dans les états de l'Union américaine. Chez nous, qui avons une dynastie nouvelle, assise sur un trône dressé par le bras populaire, elle est plus qu'ailleurs une nécessité et un devoir.

Ceci est donc bien entendu, tout Européen doit vouloir les améliorations positives. C'est de la politique telle qu'il est indispensable d'en faire, de celle à laquelle doivent prêter leur concours dévoué tous ceux qui aiment l'humanité, tous ceux qui veulent que le sentiment de fraternité gravé lentement dans les cœurs par le christianisme, et maintenant en train de s'introduire partout dans les lois sous le titre d'égalité, devienne un gage de bonheur privé et de prospérité publique, et non le provocateur de bouleversemens affreux.

Ne nous exagérons pourtant pas la portée de la politique des intérêts positifs, à l'égard de la crise qui tourmente et ébranle jusque dans ses fondemens la société européenne en général et particulièrement la France. L'élément passionnel (qu'on me passe ce barbarisme) est extrêmement développé en Europe. A ces passions il faut un aliment; or, jamais vous ne passionnerez l'Europe pour les travaux publics, celle de toutes les améliorations positives qui est le plus en évidence et qui frappe le plus le sens vulgaire, ni pour l'industrie en général. Jamais, en Europe, la tendance industrielle ne deviendra, pour un long intervalle au moins, enthousiaste et fébrile. Et cependant il faut à l'Europe, à la France spécialement, de l'enthousiasme; elle ne saurait s'en passer non plus que du pain quotidien. Il lui faut même, en vérité, quelques accès de fièvre.

C'est un mal, dira-t-on. — Cela se peut, quoique, fièvre à part, je croie le contraire; mais c'est un fait que vous ne changerez pas et qu'il faut accepter. Vous ne sauriez faire que l'amour du bien-être matériel suffise à la tête et au cœur des nations de l'Europe. Elles sont d'une trop noble essence pour que l'acquisition de la richesse ou l'épicuréisme, fût-il relevé par l'éclat des arts, excite en elles de longs ravissemens, leur inspire de vives sympathies autrement que pour un instant passager. Elles font cas des améliorations matérielles, parce que, voulant le progrès de la civilisation, elles en doivent vouloir le matériel, sans lequel ce progrès serait une fiction, une ombre sans substance; mais le souci de ce matériel ne saurait absorber leurs facultés, si ce n'est pendant des entr'actes. Les classes auxquelles la matière fait le plus défaut, les pauvres, entendent moins que les autres peut-être y consacrer leur existence entière. Le culte absolu de la matière, l'apothéose exclusive de l'industrie, auraient pour les peuples de l'Europe mille dangers. Malheur aux natures puissantes qui sont réduites à une tâche trop au-dessous de leurs forces, et à une pensée qui ne saurait s'étendre sur tous les lobes de leur cerveau! Au bras d'un vigoureux athlète donnez un disque pesant, sinon le disque, au lieu de frapper le but, ira s'égarer et se perdre au loin. Si l'on réussissait à emprisonner les peuples de l'Europe dans le cercle des intérêts positifs, s'ils essayaient d'en faire l'objet unique de leur forte intelligence et de leurs énergiques passions, vous les verriez convertir le bien-être en d'immenses orgies et les affaires en un colossal agiotage, se vautrer dans le bourbier d'un sensualisme effréné, se dégrader par une cupidité monstrueuse. On sait ce qui arriva aux Romains lorsqu'ils eurent fermé sur eux les portes de l'empire.

Sans doute, la politique industrielle, quoique elle mette la matière en jeu, ne saurait, sans injustice, être absolument taxée de matérialisme, car elle se lie étroitement aux intérêts moraux du genre humain. Dans l'industrie organisée, comme elle tend à l'être en se dérobant aux habitudes anarchiques qu'elle a dû momentanément subir sous le régime de la concurrence illimitée, le travail doit être éminemment propre à moraliser l'homme, et c'est, en vérité, le seul agent de moralisation auquel il semble possible de s'adresser avec quelque chance de succès dans le moment présent. Pour les classes les plus nombreuses, auxquelles il serait insensé de ne pas faire une large part désormais dans tous les programmes de gouvernement, le bien-être que l'industrie procure est la sanction nécessaire de la liberté. Tant que les ouvriers des champs et des villes seront enchaînés à la misère, leur émancipation sonnera creux; la souveraineté dont on les affuble sera une dérision amère. Au sein de chaque pays, le perfectionnement moral et intellectuel de l'immense majorité des hommes, aussi bien que l'adoucissement de leur condition physique, exige absolument le progrès de l'industrie agricole, manufacturière et commerciale. Un peuple qui se clorait chez lui, pour n'être point dérangé dans ses entreprises d'améliorations positives, se trouverait donc, lui aussi, servir la cause de l'intelligence et de la moralité humaine, et celle de la liberté. Ce n'est pourtant pas une raison pour que l'Europe demeure chez elle; car, si elle essayait de s'y tenir, elle n'y serait ni satisfaite ni tranquille. Pour elle, il n'y a désormais de tranquillité intérieure ni de satisfaction possible qu'à la condition de répandre au dehors les flots qui grondent entre ses frontières.

Les Européens, peuples et individus, vivent au moins à moitié en dehors. Leur *moi*, répétons-le, ne peut se replier sur lui-même. Il ne saurait se dispenser d'une action sur le *non-moi*, et cette action a presque toujours pour accompagnement ou pour mobile un sentiment de lutte ou de rivalité, qui, dans le passé, s'est révélé quelquefois sous la forme d'émulation, qui, dans l'avenir, il faut l'espérer, aura le plus souvent ce caractère, mais qui, depuis l'origine des temps jusqu'à nous, s'est presque toujours manifesté sous l'aspect d'une haine violente et sanguinaire. Le besoin d'agir sur le *non-moi* et celui de joûter jouent le plus grand rôle dans leur organisme et dans leur existence, et sont parmi les traits principaux de leur physionomie et de leur tempérament. C'est leur faible, comme diraient des moralistes timorés. C'est leur fort, diraient d'autres plus osés, plus intelligens de la nature humaine, plus confians dans la sagesse divine. C'est

par là que la Providence les saisit pour les pousser en avant et pour brasser ensemble toutes les fractions de l'humanité, préparant ainsi, par les mains de l'homme, l'unité harmonieuse de la civilisation. C'est par là que leurs chefs les mènent. Souvent c'est, avant tout, pour assurer leur suprématie au dehors, pour atteindre et dépasser leurs rivaux, ou pour frapper un coup décisif sur l'étranger, qu'ils réalisent des améliorations dans leur sein. Ils vivent tant d'une vie extérieure, que quelquefois c'est simplement le désir de gagner les applaudissemens du dehors qui règle leurs actes de politique intérieure et d'administration intime, car nous sommes bien de la même souche qu'Alexandre qui, au plus fort de ses victoires, s'écriait : Que ne fait-on pas, ô Athéniens, pour mériter vos éloges! Nous, Français, nous n'avons réalisé nos plus beaux perfectionnemens administratifs que lorsque nous nous sommes sentis stimulés par l'aiguillon de la guerre. C'est à un sentiment guerrier que nous devons notre centralisation, par exemple. Ces jours-ci, les chambres ont voté deux lois importantes, l'une en faveur des chemins de fer, l'autre pour la création de paquebots à vapeur transatlantiques. Quel a été l'argument le plus décisif, celui qui a fait tomber dans l'urne les boules blanches? Dans un cas, le développement qu'ont acquis les chemins de fer chez les peuples voisins et la crainte d'être montrés au doigt comme une nation arriérée; dans l'autre, la volonté de faire concurrence à l'Angleterre sur les plages du Nouveau-Monde, et, en cas de guerre maritime, de lui montrer qu'elle se dit en vain la maîtresse des mers.

L'industrie est un combat contre la matière brute, combat toujours honorable pour l'espèce humaine, audacieux et imposant quelquefois. Par elle, l'homme triomphe du monde physique, asservit la nature et la ploie à son usage comme un docile esclave, instrument de son bien-être. Mais ce ne serait point assez pour satisfaire le besoin de lutter qui est dans le cœur des Européens, pour assouvir leur soif de domination. Il leur faut un adversaire, un obstacle, un sujet d'activité qui se présente sous la forme humaine. S'il était vrai des nations européennes que désormais l'industrie pût capter tout leur bien-être, et si en conséquence elles se bornaient au soin du chez soi, c'est que la primauté passerait à d'autres, et qu'elles-mêmes, déposant le mandat qui leur avait été confié, donneraient leur démission; c'est qu'elles auraient dégénéré. La civilisation à laquelle nous appartenons est tenue à s'épandre et à agir autour d'elle. Ses coryphées ne sauraient s'arrêter pour se consacrer à parer leur demeure et pour faire leur lit. Le mot d'ordre, marche! marche! a été dit pour eux.

Nous donnons dans l'Algérie une preuve péremptoire de la nécessité absolue de fournir de l'aliment, tant bien que mal, au besoin d'action extérieure qui nous tourmente de même que les autres nations de l'Europe. On ne peut raisonnablement s'expliquer que par là notre persévérance à retenir Alger au prix de tant d'argent et de tant de sang. Ce serait la plus insigne des folies que d'avoir consacré à l'Algérie de pareilles sommes et un sang si précieux, s'il ne s'agissait que de nous approprier et de mettre en culture la lisière, de valeur assez douteuse, au dire de bons juges, qui est comprise entre le pied de l'Atlas et la mer. Nous avons dans notre Corse trop oubliée, dans les Landes, dans la Sologne, dans la presqu'île de la Camargue, et sur d'autres points de l'antique sol français, de vastes espaces qui, à dix fois moins de frais, eussent rendu des produits plus beaux que tout ce que paraît devoir de long-temps rapporter la ci-devant Régence. Comme affaire d'intérêt matériel, du point de vue du doit et avoir, notre entreprise au nord de l'Afrique est insoutenable. Considérée comme ayant pour but d'accorder une certaine satisfaction à un sentiment très vif dans le pays, celui de révéler extérieurement notre existence dans le monde, elle se conçoit, elle se motive, elle se justifie.

Le besoin d'action extérieure qui anime chacun des peuples de l'Europe s'est témoigné par de vastes entreprises lointaines : telle fut l'éruption des croisades qui dura deux siècles, tel a été l'envahissement de l'Amérique; mais le plus souvent il s'est déployé dans des déchiremens européens. Aujourd'hui un heureux changement s'opère; une révolution éminemment favorable à la paix intérieure est en train de s'accomplir dans la politique européenne. La communauté des idées et des sentimens, la solidarité des intérêts, la facilité croissante des relations d'un bout de l'Europe à l'autre, ont fait des nations qui l'habitent une grande famille. Peut-être serons-nous encore témoins, en Europe, de quelque choc affreux; mais certainement, si la guerre éclatait, elle serait de très courte durée. Elle pourrait être sanglante, grave dans ses conséquences; mais elle passerait avec rapidité. Les rapports des gouvernemens entre eux laissent beaucoup à désirer encore; ils ne sont pas en harmonie avec les instincts des populations à beaucoup près, mais ils y seront bientôt, parce que la réaction des gouvernans sur les gouvernés, cette véritable souveraineté populaire, n'a jamais été aussi puissante. Après le maintien de la paix, en 1830, qui pourrait douter de la prépondérance des intérêts pacifiques dans la politique européenne?

Ainsi, sauf la chance de quelques collisions qui pourraient être cruelles, mais qui au moins, par le bref intervalle de temps qu'elles occuperaient, ressembleraient à de simples accidens, on peut regarder la cause de la paix européenne comme définitivement gagnée. Et comme il faut être juste envers tout le monde, même envers les rois, disons hautement ici que ce triomphe de la paix au sein de l'Europe est dû à la sagesse du roi Louis-Philippe. C'est à lui qu'appartient l'initiative de cette belle et salutaire pensée qui devrait former la devise de la dynastie d'Orléans, et qui lui portera bonheur. Si d'autres princes, à commencer par le vieux monarque qui vient d'être ravi à la vénération de la Prusse, et des hommes d'état tels que M. de Metternich, lord Wellington et lord Grey, peuvent revendiquer une part dans l'honneur du succès, c'est encore au roi des Français qu'en revient le principal mérite; car lorsque la tempête allait éclater, lorsque le Nord et le Midi déchaînés semblaient au moment de se précipiter l'un contre l'autre, il a eu à contenir et il a contenu le plus fougueux des autans.

C'est précisément pour consolider cette paix européenne qu'il faudra qu'on permette aux peuples européens de se répandre au dehors. L'Europe, je le redis encore, a le tempérament belliqueux, lutteur, jouteur; elle aime à brandir son épée, et malgré la prophétie d'Isaïe, malgré l'adoucissement des mœurs, elle n'est pas au moment de convertir les fers des lances en socs de charrue. Mais les glaives que dirigeaient autrefois l'amour du pillage, l'esprit d'oppression, des haines féroces ou de hideuses jalousies, se mettront et se mettent déjà au service des principes civilisateurs. Au nom du ciel, que la civilisation accepte!

On s'y est pourtant refusé jusqu'à présent. L'esprit guerrier, à qui on demandait des concessions sans retour, n'a donc pas cédé sans une vive résistance le terrain qu'il a perdu depuis 1830. L'hostilité a été bannie du monde des faits, en ce sens que l'on n'a pas promené les bataillons à travers champs, ou que du moins on ne les a pas poussés les uns contre les autres; mais elle est restée dans les sentimens. On ne s'est pas égorgé, mais on ne s'est pas moins cordialement détesté. Les congrès et les conférences ont pris la place des batailles, conquête immense du génie de la paix européenne! Mais, pendant qu'on imposait silence au canon, que de fois les dagues ont été tirées sous la table! On a juré la paix en se prodiguant les uns aux autres les démonstrations d'une antipathie tracassière, brutale même entre adversaires, d'une méfiance insultante, d'une envie sans dignité

entre amis et alliés. Les crocs-en-jambes diplomatiques ont joué avec une activité égale à celle de la meilleure artillerie. On a vu se dérouler les incertitudes, les anxiétés, les inconséquences, les contradictions, les embarras, les bévues, parlons franchement, les manques de foi et les lâchetés qui sont inséparables des transitions mal ménagées ou non ménagées et des positions fausses.

Du moment où l'on reconnaissait qu'on ne devait plus guerroyer en Europe, il convenait de rechercher les bases d'un accord durable entre les puissances. Puisque la guerre européenne était proscrite, il était tout simple de détruire en Europe les causes de guerre en donnant satisfaction à tous les grands intérêts européens, par l'organisation d'une association des puissances qui permît à chacune de se développer suivant ses tendances naturelles. Au nom de la paix, de l'harmonie et du progrès, on s'est cramponné à une politique hargneuse, envieuse, immobile, qui ne profite à personne et qui nuit à tous, qui torture tous les peuples en les refoulant sur eux-mêmes. Ainsi que l'a dit un illustre orateur dans l'un de ses plus admirables discours, à l'occasion de la question du Levant, « on s'est attaché à une politique d'exclusion et on a chicané là où il fallait une politique de magnanimité et de compensation (1). » On a nié la guerre, mais on n'a pas constitué la paix. On a voulu la bonne harmonie de l'Europe, on en a repoussé les moyens, quoiqu'ils fussent parfaitement honorables, éminemment propices aux tendances évidentes de l'humanité, au resserrement des liens de la grande famille humaine.

Nous-mêmes, Français, qui avons l'habitude de nous distinguer par les généreux penchans de notre politique extérieure, nous qui étions les plus intéressés à la paix et qui la voulions le plus fermement, tout comme les autres nous avons fait et nous faisons de l'exclusion et de la jalousie. Nous nous sommes mis en travers des tendances les plus naturelles de notre prochain. Celle des Russes est de prédominer à Constantinople, celle des Anglais à Suez et en Syrie. Nous nous opposons aux Anglais en Syrie et à Suez, aux Russes à Constantinople. Par là nous travaillons, sans nous en apercevoir, à ce qu'au lieu d'une prédominance dont les uns et les autres se seraient contentés, ils aient une domination, au lieu d'une tutelle et d'un protectorat, la maîtrise.

Mais, je le répète, ces fausses manœuvres sont de celles qui accompagnent nécessairement les transitions brusques. L'Europe ne pouvait

(1) Discours de M. de Lamartine du 11 janvier 1840.

faire en un clin d'œil le grand changement de front de la guerre à la paix européenne, de l'hostilité à l'association, sans qu'il y eût du désordre. L'intérêt bien entendu de toutes les puissances est qu'elles se rendent à la raison, et elles s'y rendront. Ce doit en être fait de la politique des temps passés, inspirée par le misérable instinct qui porte les hommes à abaisser leurs semblables à tout prix, même en faisant le sacrifice de leur élévation propre. Les hommes éminens qui gouvernent l'Europe sentent entre leurs poignets les rudes vibrations d'un ressort qui causerait des bouleversemens si l'on continuait à le presser sur lui-même. Ils savent le parti qu'on en pourrait tirer si on lui permettait de se détendre au dehors sous l'influence d'une pensée civilisatrice. Par crainte des perturbations, ou plutôt par amour de leur patrie et de l'humanité, ils s'accorderont à ouvrir une carrière à ces générations dont l'ardeur fermente. Ils voudront que notre Europe, ce petit coin du globe où est concentrée une masse extraordinaire de lumières et d'énergie, où les hommes s'entassent, où les imaginations s'échauffent, où les ambitions individuelles et collectives, les peuples et les rois, les intérêts et les idées se froissent et se heurtent, verse à l'extérieur sa force vitale en excès, qu'ils ont tant de peine à retenir. Ils le voudront bientôt, on doit le croire. S'ils ne le voulaient pas, elle déborderait malgré eux. Tout fait une loi de cette nouvelle ère d'expansion; tout est prêt pour elle: le matériel de la campagne est déjà réuni. Et quel pourrait en être, je ne dis pas l'unique but, mais le but principal, le but le plus glorieux, le plus digne d'exciter l'ambition des grandes ames et des ames remuantes, le plus attrayant pour l'humeur envahissante et dominatrice de l'Europe, sinon l'extrémité orientale du continent d'Asie? Un violent instinct ne pousse-t-il pas déjà l'Europe vers ces parages? Qu'est-ce donc qu'y vont faire en ce moment les Anglais?

Le grand pas que fit la civilisation occidentale vers le terme de son pèlerinage autour du globe, en portant ses avant-postes de l'autre côté de l'Atlantique dans le nouveau continent, avait été précédé, comme on l'a vu, de perfectionnemens signalés dans l'art de la navigation. De même, de nos jours, elle a acquis des moyens puissans de viabilité qui réellement autorisent à répéter, en le prenant cette fois au sérieux et à la lettre, le mot de Colomb à Isabelle : *El mondo es poco*. Voici venir la vapeur, qui, de nos jours, paraît devoir exercer sur les destinées du genre humain une influence comparable à celle qu'eut, il y a trois ou quatre siècles, la découverte de l'imprimerie. Des véhicules inconnus de nos pères, inespérés de nous-mêmes au

commencement du siècle, anéantissent maintenant l'espace sur les continens comme sur la mer. C'est la vapeur qui les anime. Avec les chemins de fer et les bateaux à vapeur, le fond de l'Asie cesse d'être une terre lointaine. Paris et Londres ne sont déjà plus qu'à deux mois de Canton. Dans quelques années, lorsque la navigation maritime à vapeur, encore au berceau, se sera développée, et que des centres complètement européens auront été constitués sous les auspices du pacha et du sultan qui essaient de s'européaniser, ou sous ceux de l'Angleterre et de la Russie ou de tierces puissances, à Smyrne, à Alexandrie, à Constantinople, quelle ne sera pas la proximité des deux civilisations orientale et occidentale!

Ainsi, lors même que l'Europe resterait à sa place, ou au moins ne s'écarterait pas du bassin de la Méditerranée, le grand Orient cesserait d'être inaccessible pour elle, et elle serait en mesure de voisiner avec lui de gré ou de force. Mais cette Europe est aujourd'hui partout. En même temps qu'elle a amoindri les distances par la rapidité qu'elle met à les franchir, elle a supprimé sur la carte les trois quarts de l'intervalle qui la séparait de l'empire chinois. Elle s'est installée littéralement sur sa frontière. La plus grande partie de l'Asie est aujourd'hui la propriété de l'Europe. L'Angleterre compte dans l'Inde actuellement quatre-vingt-trois millions de sujets et cinquante millions de vassaux et de tributaires. Pendant que les Anglais cernent le céleste empire du côté du midi, les Russes le pressent du côté du nord. La Russie occupe tout le revers septentrional de l'ancien continent, jusqu'au Kamchatka, jusqu'à la mer de Bering. Elle gagne du terrain tant qu'elle peut de ce côté comme du nôtre. Elle capte ou assujétit chaque jour de nouvelles steppes et d'autres tribus. Ses possessions limitrophes de la Chine vont jusqu'à 50°, et même jusqu'à 45° de latitude. Par conséquent, c'est un pays tout-à-fait habitable, quoiqu'il s'appelle la Sibérie, et il est facile de s'y préparer des ressources, d'y réunir des approvisionnemens et une armée.

Bien plus, l'armée y est déjà, et c'est une armée qui sait par tradition comment on conquiert le céleste empire. Cette région qui s'organise par les soins des czars est celle qui depuis l'origine des temps a été la demeure des peuples nomades et belliqueux, sortes de Centaures, qui ont joué un rôle de premier ordre dans l'histoire, en apparaissant d'espace en espace, tantôt à l'Orient, tantôt à l'Occident, comme des fléaux de Dieu, guidés par l'ange exterminateur des nationalités et des empires (1).

(1) L'un des plus grands mystères des annales du genre humain, c'est que ces

La Russie accomplit dans cette contrée une œuvre dont les Européens, occupés de ses agrandissemens en Europe, n'ont pas soigneusement mesuré la portée. Elle fait passer les tribus tartares de la vie nomade à la vie stationnaire. Mais tout en les initiant à la civilisation, elle développe en eux les instincts belliqueux plutôt qu'elle ne les amortit. Elle les enrégimente, elle les discipline, elle les accoutume à manier avec dextérité les machines de guerre qu'a perfectionnées la science occidentale. Ainsi, parmi cette race d'hommes dont le nom est *invasion*, tout comme celui du démon dépossédé par le Sauveur était *légion*, elle se crée un instrument qui pourrait devenir dangereux pour l'Europe, mais déjà redoutable pour l'empire chinois.

Par mer, la Chine est observée aussi, menacée, harcelée par les contrebandiers qui sont les avant-coureurs des conquérans ou au moins du commerce régulier. Les navires anglais partis de l'Inde assaillent son long littoral. Déjà les intrépides marins des États-Unis se joignent à eux; que sera-ce lorsque les pionniers de l'Union américaine auront pullulé sur le versant occidental des Montagnes-Rocheuses dans le district de l'Orégon, ou lorsque les redoutables carabines de

populations sans lien d'attache avec le sol, sans religion ou vouées à un culte grossier et rudimentaire, sans littérature et sans science, sans monumens d'art, sans industrie, faibles de nombre, aient pu peser d'un aussi grand poids dans la balance de ses destinées. Dans cette masse pour ainsi dire fluide, les ébranlemens se communiquaient de proche en proche, tout comme une vague va sans se lasser d'une extrémité à l'autre de l'horizon. Il suffisait qu'un de ces flots tumultueux de nomades fût poussé par un autre flot pour que, les tribus se refoulant les unes les autres, une effroyable invasion vînt porter la dévastation et le carnage à des distances infinies chez les peuples civilisés. Les tempêtes survenues dans ces arides espaces de l'Asie moyenne, se propageant ainsi au loin, ont causé les grandes révolutions qui ont eu pour théâtre, à l'Occident notre Europe, à l'Orient la Chine et les pays qui l'avoisinent. C'est de là que sont sortis, comme des ouragans furieux, les Celtes et les Pélasges, les Germains et les Scythes, les Alains, les Avares et les Huns, tous les barbares enfin, les Slaves et les Turcs. De là sont pareillement venus les Mongols de Gengis-Khan, conquérans de la Chine; avant les Mongols, les Hioung-Nou, qui comme eux s'étaient portés à l'Orient, et même, au dire de quelques écrivains, auraient pénétré dans l'Amérique du Nord, chassant devant eux des essaims de peaux-rouges; après les Mongols, les Mandchoux, qui de même se sont emparés de l'empire chinois, où ils règnent aujourd'hui.

Un des plus curieux livres d'histoire qui aient été publiés depuis quelques années, est certainement celui de M. A. Jardot sur les ***Révolutions des peuples de l'Asie moyenne.*** L'auteur a clairement montré quelle avait été l'influence des migrations de ces peuples sur l'état social et politique de l'Europe, et même de l'Orient. Il a jeté ainsi beaucoup de lumières sur les causes premières des grandes transformations que l'Europe a subies.

la vallée du Mississipi auront poussé jusqu'en Californie (1) la conquête vaillamment commencée au Texas? Que sera-ce lorsque les nombreux archipels de la Polynésie, qui s'échelonnent des Philippines aux îles Sandwich, et de celles-ci à la Nouvelle-Hollande, fécondés par le bateau à vapeur maritime qui semble avoir été créé pour leur usage, auront été un peu plus complètement colonisés par les entreprenans essaims que la race anglaise expédie partout du fond de la Grande-Bretagne ou des rivages de l'Amérique du Nord?

On se préoccupe beaucoup de l'imminence d'une collision au cœur de l'Asie, entre l'Angleterre et la Russie. L'esprit de lutte qui anime les Européens pourra occasionner en effet un choc entre ces deux puissances; mais je ne puis croire qu'elles s'acharnent l'une après l'autre et se déchirent long-temps. Je dirais qu'elles doivent s'entendre en Asie par la raison qui fait que les larrons s'entendent, si l'on pouvait qualifier de larcin les empiétemens qui servent la cause de la civilisation. Il y a place au soleil de l'Asie pour toutes les deux; il y a une suffisante proie pour les rassasier, pour les gorger l'une et l'autre. N'est-il pas probable, au contraire, qu'après s'être observées, mesurées un instant peut-être, au lieu de s'entredétruire, elles se réconcilieront en faisant payer à l'empereur du *Milieu* (1) les frais du traité de paix?

On sait quelle sensation a excitée chez les cabinets de l'Europe occidentale la mission de M. de Brunow, tendant à raccommoder Londres avec Pétersbourg, en coupant en deux, comme la tunique d'un mort, le ci-devant empire ottoman, et en allouant aux deux nations rivales Alexandrie et Constantinople, qui en effet leur siéraient bien. Il y a beaucoup de motifs pour que cette transaction soit déplaisante à d'autres nations de l'Europe, et notamment à la France et à l'Autriche; de ce jour-là en effet, si les autres puissances n'obtenaient pas chacune un lot semblable, quelque habile que soit le cabinet de Vienne, quelque vaillans soldats que soient les Français, il n'y aurait plus en Europe que deux puissances; la France serait l'humble suivante et servante de la Grande-Bretagne; l'Autriche serait la vassale des Moscovites. Mais le pacte doit être tout-à-fait du goût des deux hautes parties contractantes, quoiqu'on assure que l'Angleterre n'en veuille

(1) On assure qu'il y a déjà en Californie des villages peuplés par des émigrans venus des États-Unis, par l'état de Missouri ou celui d'Arkansas. Des caravanes régulières font le commerce entre les provinces septentrionales du Mexique et l'Union américaine.

(1) *L'empire du Milieu* est l'un des noms de l'empire chinois.

pas entendre parler. Bien des conditions sont requises pour qu'il ne soit pas signé et mis à exécution l'un de ces jours, à la barbe des tiers, sans que ceux-ci s'agrandissent d'un pouce, dans le cas où, se renfermant dans la politique négative ou exclusive, ils ne proclameraient pas la politique de compensation et d'expansion, et ne la feraient pas prévaloir à leur profit comme à celui des deux géans de la terre ferme et de la mer. Premièrement, il faut que l'Autriche et la France se tiennent bien serrées l'une contre l'autre, nonobstant l'Italie, qui fait plus que les séparer, car elle les divise et doit continuer à les diviser tant qu'elles s'en tiendront à la politique d'exclusion; secondement, que la France soit bien unie, bien ordonnée et bien calme chez elle; troisièmement, que la haute prudence de l'Autriche s'accommode d'une attitude guerrière et de la possibilité d'une conflagration européenne; quatrièmement, que l'islamisme soit de force à jouer le rôle d'intermédiaire obligé entre l'Asie et l'Europe, en dépit de la présence des Anglais dans l'Inde, des Russes tout autour de la mer Noire, des uns et des autres sur le plateau central de l'Asie et autour de la Perse, et qu'il ne meure pas de sa belle mort, en tant qu'empire, entre les bras de ceux qui prétendent l'opposer à deux colosses semblables à la Russie et à l'Angleterre. Le programme de ces conditions, toutes pourtant *sine qua non*, n'est pas aisé à remplir. Il y a donc de fortes chances pour que la proposition Brunow, après avoir été repoussée une fois, deux fois, dix fois, soit reproduite une onzième et acceptée, puis réalisée, et pour que nous assistions ainsi à une seconde représentation d'une Pologne mise en pièces, au profit de la Russie et de l'Angleterre.

Or, ce qui peut se faire en Europe aux dépens de la Turquie peut s'effectuer aussi bien en Asie aux dépens de la Chine. Le céleste empire, malgré son innombrable population, paraît médiocrement capable de tenir tête à la tactique européenne, et il n'a pas près de lui des tiers en mesure de l'aider, comme en Europe l'Autriche et la France pourraient servir de puissans auxiliaires au sultan et à Méhémet-Ali. Les Tartares connaissent le chemin de Pékin: ils peuvent y revenir avec le drapeau russe, tout comme ils y sont allés avec l'étendard mongol ou mandchou; il n'y aurait de changé que le nom de la horde et son degré de culture, ainsi que la perfection de ses moyens militaires. Les flottes anglaises prendraient Canton entre un lever et un coucher du soleil. Considérée comme objet d'une conquête ou d'une tutelle intéressée, la moitié de la Chine vaut infiniment mieux que tous les domaines des Osmanlis ensemble. Conçoit-on l'incomparable

clientelle que formeraient pour les manufactures de Manchester, de Leeds, de Sheffield et de Birmingham, 360 millions d'hommes industrieux, amateurs du bien-être et même du luxe? Je laisse au lecteur le soin de décider si ce n'est pas une de ces tentations auxquelles ne peuvent résister long-temps les Anglais, eux qui en sont maintenant à chercher des débouchés pour leurs fabriques jusqu'aux sources du Niger.

La prévision du rapprochement étroit des deux civilisations ou de leur fusion en une seule inspire cependant un souci profond. On ne voit pas le rôle qu'y pourra directement jouer notre patrie. Dans ce drame qui s'accomplira plus ou moins tard, plus ou moins tôt, mais qui ne peut beaucoup être ajourné, car le prologue est commencé déjà; dans cette épopée qui effacera par ses proportions tout ce qui s'est opéré sur la terre, et qui sera plus extraordinaire encore par l'échelle de ses bienfaisans résultats, il y aura une place sur le premier plan pour une puissance continentale; mais sera-ce pour nous? Il fut un temps où l'on pouvait croire que la Méditerranée allait devenir un lac français. L'homme qui lui avait donné ce nom, après avoir, de ses mains ou de celles de ses lieutenans, planté le drapeau tricolore à Malte, à Corfou, à Alexandrie, conçut l'audacieuse pensée d'attaquer l'empire ottoman au cœur; et, il a eu raison de le dire, si on ne lui avait barré le chemin à Saint-Jean-d'Acre, il ne se fût arrêté qu'à Stamboul; l'empire franc fondé par les croisés sur les rives du Bosphore eût été ressuscité. Maîtresse d'Alexandrie, de Constantinople et du golfe Persique, la France, du fond de l'Occident, aurait tenu les trois clés de l'Orient le plus reculé. Elle eût été non-seulement la reine de la Méditerranée, mais celle du monde. Ces clés ont toutes échappé à nos mains. Notre étoile a pâli, et une autre s'est levée. Le prince puissant dont l'un des bras est au fond de la Baltique, l'autre aux portes de Constantinople, à qui appartiennent la mer Noire et la mer Caspienne, et dont l'étendard flotte d'une extrémité à l'autre de l'Asie septentrionale, celui-là semble être le seul homme continental qui ait à dire un mot décisif dans cette suprême question du grand Orient. Astre brillant de la France, pourquoi es-tu tombé du ciel, et comment pourrais-tu y remonter?

MICHEL CHEVALIER.

# LA PEINTURE
# ET LA SCULPTURE
# EN ITALIE.

De curieux calculs ont établi que, depuis les premiers temps de la renaissance, l'Italie avait dépensé à bâtir et à décorer ses églises une somme égale à celle que produirait la vente de sa superficie tout entière. Il n'est donc pas surprenant que, pendant près de trois siècles, ce pays ait été le sol classique des beaux-arts. Les germes qu'une latitude heureuse y avait déposés s'y trouvaient fécondés par la superstition des peuples et l'intelligent despotisme de souverains viagers qui ne voulaient pas mourir tout entiers; la piété des uns, la politique des autres, la vanité du plus grand nombre, contribuèrent à la fois au rapide développement de l'art, qui leur dut bientôt une splendeur sans égale.

Les deux tiers des richesses d'un pays se trouvent d'ordinaire entre les mains des vieillards. En Italie, à Rome surtout, ces riches vieillards formaient l'aristocratie de la nation. Beaucoup étaient dans les ordres; la plupart croyaient sincèrement. Habitans d'un pays où l'homme est naturellement passionné, et vivant à une époque de

relâchement singulier, tous avaient beaucoup péché dans leur jeunesse, et avaient, sinon des crimes, du moins des fautes à se faire pardonner. Ils bâtissaient donc des chapelles et des églises qu'ils ornaient magnifiquement. Ces fondations remplaçaient chez les chrétiens les sacrifices expiatoires du paganisme. Les gens riches de la bourgeoisie imitèrent l'exemple des patriciens et des dignitaires de l'église. Au lieu d'immoler cent bœufs noirs sur l'autel des dieux infernaux, ils commandaient de belles statues ou de précieux tableaux qu'ils plaçaient dans l'église nouvellement bâtie. Les motifs et le but étaient semblables, le résultat fut différent. Le crime et ses expiations profitèrent surtout à l'art, et de ces sacrifices d'un nouveau genre il resta autre chose que la cendre des bûchers et les ossemens des victimes.

Les profanes et les incrédules, car il y en eut de tout temps, secondaient d'une autre manière ce mouvement de fécondation. Chez eux, la vanité remplaçait la foi. Un banquier qui avait fait fortune élevait un palais qu'il décorait avec une magnificence royale. C'est à cette époque qu'Agostino Chigi fait construire le joli *casin* de la Farnésine et choisit Raphaël pour le décorer. Ainsi le vaniteux caprice d'un banquier nous a légué les charmantes fresques de *Psyché* et de la *Galathée*.

De nos jours, il y a peut-être autant de bons croyans en Italie que du temps de Raphaël; mais la plupart de ceux qui croient sont pauvres, et les riches n'ont pas trop de leur superflu pour empêcher les autres de mourir de faim. L'époque est aussi plus *raisonnable*. On l'a dit depuis long-temps, Luther a tué les arts en tuant les abus. On ne fait plus que de rares folies : les classes supérieures de la société s'observent, sont rangées, et au lieu des crimes et des gros péchés d'autrefois, elles n'ont que des peccadilles à expier. Il n'y a plus en effet que les pauvres diables qui empoisonnent ou qui tuent; le crime a perdu sa grandeur, a dérogé et s'est fait peuple.

D'un autre côté, si la vanité a toujours son empire, elle est impuissante à créer les mêmes prodiges. Il y a bien encore dans Rome quelque riche Agostino Chigi qui bâtit des palais et dépense fort libéralement son immense fortune; mais le faste, plutôt qu'un goût délicat, préside à la décoration de ces édifices. Est-ce la faute du fondateur? Ne serait-ce pas plutôt une triste nécessité de l'époque? Où trouver un Raphaël pour les orner de ses chefs-d'œuvre?

La peinture, en effet, est à peu près morte en Italie; Camuccini à Rome, Benvenuti à Florence, Appiani, Bossi et Sabatelli à Milan,

sont les derniers peintres de ce pays qui aient obtenu une certaine vogue. L'Europe a entendu prononcer leur nom; les Italiens les regardent comme de grands artistes. Benvenuti et Camuccini ont fait école, et comme ils étaient à peu près seuls, ils ont facilement trouvé moyen de s'enrichir; mais leur réputation et leur fortune ne prouvent qu'une seule chose : la décadence de l'art et le mauvais goût du public. Appiani et Bossi, le copiste du Cénacle de Léonard de Vinci, ne se sont pas non plus élevés au-dessus du médiocre; Sabatelli, mort il y a quelques années, est le seul des trois Milanais chez qui on ait remarqué des éclairs de génie.

Quant aux peintres que l'on appelle en Italie de second ordre, nous ne savons vraiment à quel rang les classer; ils occupent ces espaces ternes qui s'étendent du médiocre au pire. A Milan, le nombre de ces peintres est considérable, et la plupart en sont encore à copier David et Girodet. MM. Hayez, Carlo Arrienti, Luigi Bisi et Fermini se sont cependant séparés du gros de la troupe, et depuis quelques années imitent la nouvelle école française. MM. Hayez et Carlo Arrienti peignent l'histoire et le genre, MM. Bisi et Fermini le paysage et l'architecture. MM. Hayez et Arrienti, que leurs nombreux admirateurs placent en tête d'une nouvelle école lombarde et proclament les restaurateurs de la peinture milanaise, ne sont que de pâles imitateurs de la manière de MM. Scheffer, Delaroche et autres. Ils peignent comme eux des sujets dramatiques empruntés à l'histoire du moyen-âge, mais ils sont loin d'avoir le même talent d'exécution. Les *deux Foscari* de M. Hayez et l'*Azzo* et la *Parisina* de M. Carlo Arrienti ont eu cette année les honneurs du musée Bréra; ces tableaux, exposés au Louvre, se seraient perdus dans la foule et n'auraient valu à leurs auteurs ni un éloge ni une critique. MM. Hesse, Scheffer et Devéria sont de beaucoup supérieurs à ces peintres du moyen-âge à Milan; ils ont en outre le mérite d'être venus les premiers. Ce que nous venons de dire des peintres d'histoire et de genre peut s'appliquer aux paysagistes et aux peintres d'architecture; si les premiers ont oublié Léonard de Vinci, Luini et Corrège, ces derniers se souviennent peu du Mantègna et de Canaletto, et certainement, au lieu de se traîner à la remorque de l'école française moderne et d'en suivre les capricieuses évolutions, ils eussent mieux fait d'imiter ces chefs de la vieille et magnifique école lombarde.

Bologne a ses peintres comme Milan. M. Pietro Farucelli est le plus renommé de ces artistes. C'est un homme d'une merveilleuse facilité qui peint dans la manière de Tiépolo; disons-le, c'est plutôt

un grand décorateur qu'un véritable peintre d'histoire. Bologne a de plus un grand nombre d'ouvriers de talent, car nous ne pouvons pas donner le nom d'artistes à ces peintres que M. Guizardi, l'étonnant pasticheur, a enrôlés sous sa bannière. L'art, pour eux, n'est pas même une honnête industrie; c'est un métier de faussaire, où le plus habile est celui qui trompe le mieux. Non contens de pasticher les vieux maîtres, ils copient littéralement leurs compositions ignorées sur des toiles en lambeaux ou des panneaux vermoulus; puis, quand ils ont soigneusement sali leur ouvrage, ils profitent de l'ignorance des connaisseurs de passage, russes ou anglais, pour vendre ces copies comme de précieux originaux. Beaucoup de ces étrangers sont dupes, mais beaucoup aussi ne sont trompés que parce qu'ils veulent bien l'être. N'est-ce pas une véritable bonne fortune que de pouvoir enrichir sa galerie de Saint-Pétersbourg ou de Londres de tableaux du Corrège, de Raphaël ou du Garofalo, qu'on a eus pour rien?

A Florence, du moins, le culte de l'art est plus pur, et il n'y a de procès à faire qu'à la médiocrité des artistes. Benvenuti, le lourd et triste décorateur de la coupole de Médicis à San-Lorenzo, a été enseveli dans son triomphe; il se repose sur ses lauriers et fait bien. Bezzuoli a d'abord timidement imité Gérard; maintenant il cherche la manière précise, ornée, mais un peu vulgaire, de M. Delaroche, auquel il semble avoir dérobé ses derniers tableaux, mais surtout sa *Mort de Strozzi*. MM. Benvenuti et Bezzuoli sont tous deux à la mode depuis un quart de siècle; leurs admirateurs et leurs élèves sont nombreux, mais l'espoir de la peinture n'est pas là, et si Florence est peut-être la seule ville de l'Italie où cet art semble appelé à de nouvelles destinées, ce sera moins à ces artistes qu'à cette jeune école de dessinateurs qui remontent sévèrement aux grands et éternels principes de l'art, et qui s'inspirent à la fois de Masaccio, de Fra Angelico et de la nature, qu'elle devra sa résurrection. L'amour de la nouveauté les ramène au simple et au vrai, et déjà, parmi ces jeunes gens, on compte de grands dessinateurs, en tête desquels nous placerons M. Carlo della Porta. Qu'ils deviennent aussi habiles coloristes qu'ils sont bons dessinateurs, et l'école florentine n'aura pas déchu.

Ces jeunes artistes, un peu intolérans comme la plupart des novateurs qui débutent, poussent sans doute le rigorisme trop loin. Il en est parmi eux qui regardent un voyage à Rome comme la plus périlleuse des épreuves, cette ville passant à Florence pour la corruptrice du goût. « Nous nous y perdrions, » disent-ils naïvement. Si le Bernin et son école, qui, dans le courant du dernier siècle, ont gâté la plu-

part des monumens de Rome, motivaient seuls ces craintes, nous les regarderions comme fondées; mais il est tels de ces messieurs qui font remonter la décadence à Raphaël et à Michel-Ange, et qui redoutent jusqu'à l'influence des ouvrages de ces sublimes corrupteurs du goût, de ces chefs de l'école *matérialiste,* comme ils disent. Libre à eux de spiritualiser l'art; souhaitons néanmoins qu'ils le tiennent toujours à la portée des sens, car nous croyons fermement que la peinture, tout en plaisant à l'esprit, doit, avant tout, satisfaire les yeux; souhaitons aussi que des artistes d'un vrai talent renoncent à ce fatal système d'exclusion qui rendrait inféconds de beaux germes que le souffle vivifiant de la liberté peut seul développer : qu'ils songent bien qu'ils tiennent entre leurs mains l'avenir de la peinture en Italie, et qu'ils se hâtent de se départir d'un rigorisme mesquin qui, au lieu des restaurateurs de l'art, ne ferait d'eux que les *cruscante* de la peinture.

Les novateurs florentins se sont donc éloignés de Rome avec le même empressement que d'autres mettent à s'en rapprocher; la dégradation qui afflige l'art de la peinture dans cette ville, où jadis il était si florissant, pourrait seule leur servir d'excuse. Cette dégradation est inimaginable, et l'on ne peut s'en former une juste idée qu'en parcourant les salles nouvelles du Vatican, en voyant à quels hommes il a été donné de continuer l'œuvre de Raphaël. Les salles de la bibliothèque sont le monument le plus curieux de ce genre.

Ces salles sont décorées d'arabesques, et de peintures à fresque représentant les principaux évènemens qui ont signalé la vie si agitée du pape Pie VII. Le sujet, comme on voit, ne manquait ni d'intérêt ni de grandeur; l'artiste chargé de ce travail n'a trouvé là qu'une occasion de couvrir les murailles d'une suite de ridicules compositions bonnes tout au plus à servir d'enseignes au spectacle de Cassandrino. Ordonnance, dessin, coloris, tout est à l'avenant, et les allures de ces petits personnages d'un pied ou deux de haut sont tellement comiques, qu'il est impossible de ne pas éclater de rire devant les scènes les plus sérieuses d'un drame où un pape joue le premier rôle. Le très faible plafond de Raphaël Mengs, qui orne une de ces salles, gagne tellement à ce voisinage, qu'on le prendrait pour un chef-d'œuvre.

Les fréquentes expositions de peintures modernes qui ont eu lieu dans cette métropole des arts offrent un spectacle d'un autre genre, mais non moins singulier. L'hiver dernier, par exemple, nous vîmes à la porte du Peuple l'une de ces expositions payantes, au profit

des indigens de la ville. Russes, Saxons, Suédois, Anglais, Suisses, Prussiens, Hongrois, Italiens, s'étaient empressés d'y envoyer leurs ouvrages, et, disons-le en passant, parmi ces tableaux venus en quelque sorte des quatre coins de l'Europe, il eût fallu chercher long-temps pour trouver, je ne dirais pas un chef-d'œuvre, mais une œuvre supportable. Quant aux Romains, on ne se figurerait jamais par qui ils étaient représentés dans ce congrès de tous les peuples : par deux ou trois mauvais peintres de paysage et d'intérieur, et par trois femmes qui font des copies sur porcelaine, d'après Raphaël et le Corrège (1). MM. Camuccini et Agricola ne laisseront donc pas d'héritiers.

M. Camuccini jouit toujours à Rome de la même célébrité que M. Benvenuti à Florence; c'est le Raphaël du siècle, disent ses concitoyens; nous le nommerions, nous, le David de l'Italie. M. Camuccini n'a été en effet que la doublure affaiblie du peintre de *Brutus* et des *Horaces*, dont il a naturalisé l'école par-delà les Alpes. En France, il se serait placé naturellement à la suite des Guérin, des Lethiere, des Meynier et des Menjaud; à Rome, par ce temps de décadence et de pauvretés, il s'est trouvé au premier rang. M. Camuccini n'est, à proprement parler, qu'un artiste habile qui travaille raisonnablement ses ouvrages et vivement ses succès, et qui a eu autant de savoir-faire dans ses salons que dans son atelier. M. Camuccini est l'analogue de notre Gérard; homme de goût avant tout, si son talent a paru contestable, les graces de son esprit et le charme de ses manières l'ont fait ranger au nombre des plus aimables Romains. Un homme d'esprit, doué d'une certaine dose de talent, passe passe aisément auprès du vulgaire pour un homme de génie; il n'est

(1) Voici la curieuse statistique de cette exposition: quinze ou vingt Allemands, Saxons, Suédois, Prussiens, Suisses ou Hongrois, parmi lesquels le portraitiste suédois Sodermali, l'aquarelliste Mayer et l'Allemand Schubert, auteur du *Bon Riche*, méritent seuls une mention particulière; trois Anglais; un Français inconnu, les artistes français de quelque valeur qui habitent Rome s'étant abstenus; une vingtaine d'Italiens des provinces, Piémontais, Padouans, Toscans, Bolonais, Génois et Napolitains, imitant les peintres de genre Léopold Robert et Horace Vernet, les peintres de portrait Kinson ou Dubufe, les peintres de paysage Gaspard Poussin ou Claude Lorrain, le plus grand nombre dénués de toute valeur et n'imitant personne; enfin, les Romains Facetti et Castelli, qui en sont encore à pasticher Michallon; Porcelli, qui voudrait imiter Granet, et Mmes Clelia Valeri, Bianca Festa et Enrichetti Narducci, qui toutes trois font des copies sur porcelaine. Je demandai pourquoi les peintres d'histoire romains n'avaient rien envoyé à cette exposition. — « Par une raison bien simple, me répondit-on; c'est qu'il n'y a pas de peintres d'histoire à Rome. Landi et Camuccini ont enterré la synagogue. »

donc pas surprenant que les nombreux amis de M. Camuccini l'aient proclamé le premier des peintres de l'époque. A notre avis, cette réputation est quelque peu usurpée.

M. Camuccini, praticien exercé, dessinateur précis, et qui entend à merveille la partie matérielle de l'art, a débuté par faire d'excellentes copies des grands maîtres de l'école romaine. On cite de lui, dans ce genre, un véritable tour de force. La fameuse *Déposition de croix* de Michel-Ange de Caravage était au nombre des tableaux que la victoire avait mis entre les mains des Français et allait être envoyée à Paris. M. Camuccini en fit la copie en vingt-sept jours, et cette copie, d'une fort belle exécution, rappelait d'une manière frappante l'énergique grandeur et l'expression passionnée de l'original. M. Camuccini reproduisit avec un égal bonheur plusieurs des tableaux les plus renommés de Raphaël; mais lorsqu'il puisa dans son propre fonds, il fut moins heureux, et ses grandes compositions, si vantées, sont de très médiocres ouvrages. *La Mort de César, la Mort de Virginie, Cornélie, mère des Gracques, le Banquet des dieux* au palais Torlonia, et sept ou huit autres *grandes pages* de plusieurs centaines de pieds carrés, nous reportent, pour la manière et le choix des sujets, aux beaux temps de l'école de David. *La Mort de César* est le meilleur de ces tableaux, que *le Brutus condamnant ses fils*, de Lethiere, semble avoir tous inspirés. L'exactitude historique est à peu près le seul mérite de cette composition dont l'ordonnance est trop compassée. Rien de plus froid en effet que ce groupe des conjurés à l'œuvre; rien de moins naturel que cette figure de César qui tombe en étendant les bras. Ce sont des acteurs qui répètent leur rôle derrière la rampe d'un théâtre, et l'on s'attend à ce que tout à l'heure de pompeux alexandrins sortiront de leur bouche. Le seul de ces personnages qui laisse un souvenir, c'est le faible Cicéron, ce type de l'irrésolution politique; tandis qu'on frappe le dictateur, il reste assis dans sa chaise curule, n'osant s'opposer ni du geste ni de la voix à un assassinat qu'il déplore et dont il calcule déjà toutes les conséquences, mais surtout les conséquences qui peuvent le toucher.

*La Mort de Virginie, Cornélie, mère des Gracques, la Continence de Scipion, le Banquet des Dieux*, sont de ces œuvres d'une médiocrité transcendante dans lesquelles on trouve peu à reprendre et encore moins à louer. Ce sont des scènes des tragédies de Campistron ou de La Harpe transportées sur la toile. L'ordonnance est convenable, le dessin correct, l'exécution irréprochable; il n'y manque qu'une seule chose : la vie que le génie seul peut donner.

M. Agricola, l'un des élèves de ce vieux et fantasque Battoni, qui donnait des leçons de goût au cardinal de Bernis, et qui fit tant de bruit à Rome vers la fin du dernier siècle, a été le modeste rival de M. Camuccini. M. Agricola a commencé, comme son maître, par peindre des portraits, puis il se mit sagement à la suite de Raphaël et d'André del Sarto, et se fit le peintre des madonnes du XIX^e siècle. Ces vierges, de M. Agricola, sont beaucoup trop mondaines; ce sont de terrestres et coquettes beautés dans lesquelles il n'est pas possible de retrouver la mère d'un Dieu fait homme. M. Agricola est à Raphaël, peintre des madonnes de Foligno et du Baldaquin, ce que M. Camuccini est à Raphaël, peintre du châtiment d'Héliodore, d'Attila, ou de la bataille de Constantin contre Maxence. C'est un écho faible et détourné qui ne répète qu'un mot d'un discours.

A Milan, à Venise, à Florence et à Rome, j'ai consulté beaucoup d'hommes de goût au sujet de cette profonde décadence de l'art. Les Milanais me répondaient : Comment voulez-vous que, sous le gouvernement de proconsuls avares, méthodiques et froids, les arts fassent aucun progrès? Les gens qui lésinent sur tout, qui font venir de Vienne leurs épingles et leurs boutons d'habits, n'ont guère de florins à dépenser pour acheter des tableaux. — La peinture, c'est du superflu, me disait un Vénitien, et c'est tout au plus si nos familles nobles ont le nécessaire. La grande affaire pour elles, c'est de ne pas mourir de faim, d'empêcher leurs palais de s'écrouler dans les canaux; les maçons et les boulangers emportent la meilleure partie de leurs revenus. — Rendez-nous la liberté et les passions fortes, et nous aurons encore de grands artistes, vous disent les Bolonais. — Que nos grands seigneurs et nos banquiers soient moins avares, et nos académiciens moins intolérans; qu'ils fassent un plus noble usage de leur amour-propre et de leur science; que les uns préfèrent les jouissances de l'esprit et du goût à la satisfaction de *paraître;* que les autres ouvrent la porte un peu plus grande à l'intelligence, et vous verrez renaître une nouvelle génération de peintres de génie, vous répètent les Florentins. Les Romains accusent leur gouvernement égoïste et leur pauvreté; les Napolitains, le matérialisme des gens riches et la trop grande vivacité intellectuelle de leurs artistes, qui exclut la patience, vertu sans laquelle le génie ne peut prendre son entier développement. A toutes ces causes de misère et de stérilité, il faut en ajouter d'autres qui les dominent et qui ne sont pas moins réelles, l'espèce de décadence morale des divers peuples italiens, leur prostration chaque jour croissant, et la

perte de leur liberté. — Si nous n'avons plus de grands peintres, disent tristement quelques amateurs fatalistes, c'est que ce n'est plus la *saison*. — Ce mot résume tout, et en le prononçant, on voit qu'ils comptent sur l'avenir, et qu'ils espèrent que la *saison* reviendra.

Les artistes qu'un amour-propre ridicule n'aveugle pas, et qui, pour avoir couvert quelques pieds carrés de toile, ne se croient pas des Michel-Ange ou des Raphaël, sont presque tous du même avis; ils avouent franchement leur infériorité, et ils l'attribuent tout naturellement au manque d'emploi de leur talent. — On n'aime plus la peinture, disent-ils; faut-il faire tant d'efforts pour contenter des indifférens? — La désespérante supériorité de ceux qui les ont précédés dans la carrière, la comparaison écrasante des chefs-d'œuvre consacrés qui remplissent leurs galeries, les jettent aussi dans une sorte de découragement atonique qui tend encore à accroître cette paresse naturelle aux peuples méridionaux. L'entraînement du climat, la trop grande facilité de la vie, qui ne leur permet pas de connaître le prix du temps, le manque absolu d'émulation, le défaut d'amour pour leur art, qui pour eux n'est plus qu'un misérable gagne-pain, condamnent bientôt à la médiocrité ceux qu'un premier succès, un accident heureux avait un moment fait sortir de ligne; ils songent moins à se satisfaire qu'à plaire à la foule, dont ils étudient les caprices et les grossiers instincts. Si chaque jour l'art de la peinture dégénère et se corrompt, si l'indifférence des gens riches et puissans, si le mépris des gens de goût ont pris la place des encouragemens et des éloges d'autrefois, les artistes doivent s'en prendre plutôt à eux-mêmes qu'au système de gouvernement et au plus ou moins de libéralité et de goût de leurs patrons. Leur art, qu'ils n'aiment pas, les trahit; le public, qu'ils méprisent, les abandonne.

Ce qui vient à l'appui de ces considérations, c'est que l'Italie, qui n'a plus de peintres, a encore des architectes et des statuaires; ceux-ci ont pris leur art au sérieux et l'ont aimé avec passion; l'art a répondu à leurs avances et leur a été fidèle. Ces architectes et ces statuaires sont de beaucoup supérieurs aux peintres, et parmi les statuaires il est des hommes d'un rare talent, nous dirions presque des hommes de génie.

Si nous nous occupons d'abord des architectes, nous conviendrons que les hommes qui ont bâti les théâtres de Gênes et de Naples, qui ont achevé le dôme de Milan, restauré la cathédrale de Pise, et qui à Rome relèvent de ses ruines l'église de Saint-Paul-hors-des-Murs, satisfont à certaines conditions de l'art. Ils ne manquent ni de fécon-

dité, ni de science; la connaissance approfondie des ressources et des secrets du métier leur a été transmise traditionnellement, et cependant ce sont plutôt des ouvriers savans que des génies supérieurs. S'ils plaisent, c'est moins à la sublimité de leurs conceptions qu'à d'ingénieuses combinaisons et à d'heureux tours d'adresse qu'il faut attribuer leur succès.

Prenons pour exemple la restauration ou plutôt la reconstruction de Saint-Paul-hors-des-Murs: c'est l'ouvrage capital du moment.

On sait que cette vieille basilique, dont Constantin avait jeté les fondemens et qu'Honorius avait achevée, fut détruite par un incendie, le 25 juillet 1823, la veille de la mort du pape Pie VII. Cent trente-deux colonnes soutenaient, non pas la voûte, mais la charpente de cèdre qui portait le toit de l'église. Quatre rangées de vingt colonnes chacune divisaient la basilique en cinq nefs; les quarante colonnes de la nef centrale étaient les plus précieuses. Vingt-quatre de ces colonnes provenaient du mausolée d'Adrien, aujourd'hui château Saint-Ange; chacune d'elles était formée d'un seul bloc de marbre violet d'Afrique. Le malheur a voulu que la charpente enflammée de la toiture, en s'abîmant, ait justement rempli cette nef du milieu et une partie des nefs latérales. L'ardeur d'un pareil foyer calcina et fit éclater ces belles colonnes. Celles qui décoraient les nefs latérales souffrirent également; la plupart, quoique fendues du haut en bas, étaient restées debout comme par miracle; l'église ne présentait plus qu'une masse de ruines, mais l'ensemble de ces ruines était des plus imposans. On eût pu déblayer l'édifice des cendres et des débris de charpente qui l'encombraient, laisser debout ces colonnes à demi rompues à travers lesquelles on entrevoyait des pans de murs démantelés et toute la tribune revêtue de mosaïques gigantesques que l'incendie avait respectées. On aurait eu ainsi une ruine chrétienne de l'effet le plus sévère et le plus grandiose, une digne rivale des ruines païennes de la vieille Rome; on a mieux aimé tout abattre pour tout reconstruire, la tribune seule est restée dans son état primitif. Cette réédification d'une église tout-à-fait inutile et située dans une plaine empestée par le mauvais air n'est pas heureuse (1). Les vénérables mosaïques de la tribune (elles dataient de 440), légèrement altérées par la flamme, ont été remises entièrement à neuf, et ont pris une fraîcheur et une

(1) Pendant l'été, on n'y laisse qu'un seul moine pour gardien; cet homme communie et se confesse comme un condamné à mort. Rarement il passe la saison.

sorte de vernis moderne qui suffiraient seuls pour détruire l'ancienne harmonie de l'édifice et pour lui ôter cette physionomie austère et chrétienne qui le distinguait. Les cent trente-deux colonnes de marbre antique sont remplacées par autant de colonnes de granit de Lombardie. Cinquante ou soixante de ces colonnes sont déjà debout, entre autres les colonnes maîtresses à chapiteaux doriques de la nef centrale. Ces colonnes occupent, il est vrai, la place des belles colonnes de l'ancienne basilique, mais elles ne les remplacent pas. Le fût, d'un gris bleuâtre et poli de la veille, les chapiteaux en marbre blanc, d'un travail un peu sec, n'auront ni l'élégance, ni la légèreté, ni le fini des marbres antiques; nous doutons même que leurs proportions soient parfaitement semblables, et pourtant chacune de ces colonnes coûte des sommes énormes. Les voûtes en plein cintre qu'elles supportent sont construites de grands blocs de marbre blanc, comme dans l'ancien édifice. Ces voûtes, courant de chapiteaux en chapiteaux, étaient une innovation dans les premiers temps du christianisme où cette basilique fut construite, et sans doute une innovation religieuse. L'arc remplaçait la ligne droite de l'entablement des temples grecs; c'était un premier acheminement vers l'ogive. Lorsque l'on débattit devant le pape Léon XII le projet de reconstruction de la basilique, il fut question de remplacer ces arcs par un entablement fort simple, qui eût été moins dispendieux; mais les architectes tinrent bon, et ils eurent raison.

Pourquoi n'ont-ils pas montré une égale fermeté lorsqu'on a résolu de recouvrir, par des plafonds ornés de rosaces et de dorures, les cinq nefs de la basilique? Si l'on voulait absolument masquer la nudité des énormes poutres qui supportaient la toiture, et qui donnaient à l'ancien édifice quelque chose de si austère et de si religieusement sombre, pourquoi n'ont-ils pas insisté pour que ces plafonds fussent voûtés? Ces lambris tout plats, ornés de rosaces et de caissons dorés, diminueront singulièrement la grandeur de l'édifice et lui donneront l'aspect coquet et mondain des églises des Jésuites et de Sainte-Marie-Majeure; on peut déjà juger de cet effet par le plafond de la tribune, qui est achevé. Cette faute est capitale, un architecte de génie ne l'eût pas commise; un architecte de génie n'eût pas, du reste, voulu copier un monument; il en eût construit un autre d'après ses plans.

Il n'est pas moins vrai que cette église moitié ruine, moitié neuve, est aujourd'hui l'un des monumens les plus curieux de l'Italie. Comme on travaille ici de tradition, et que la partie technique de

l'art, que ses *moyens*, en un mot, sont les mêmes qu'il y a trois siècles, on peut se figurer qu'on assiste à la construction de quelqu'une de ces magnifiques églises de Rome, de Saint-Pierre, d'Ara-Cœli, ou de Saint-Jean-de-Latran. Voici de ce côté les ateliers des charpentiers et des menuisiers où l'on travaille les énormes poutres de sapin qui doivent soutenir la toiture et les bois sculptés des plafonds; sous ces hangards, les mouleurs et les marbriers sont à l'ouvrage; dans l'un, on scie les marbres et les granits échappés au feu, on sépare les parties calcinées et cariées des parties saines qui serviront à lambrisser les autels ou à orner les murailles de pilastres et de colonnettes; dans un autre, on polit les marbres sciés ou les colonnes nouvellement débarquées : ces colonnes de granit d'un seul morceau sont extraites des carrières de Baveno sur le lac Majeur, non loin des îles Borromées. Du lac, elles passent sur le Naviglio-Grande, et du Naviglio-Grande dans l'Adriatique; elles font ensuite le tour de l'Italie méridionale, et remontent le Tibre, sur les rives duquel on les débarque à deux cents pas de l'église en construction. Ces colonnes, revêtues de cordes pour éviter les avaries et transportées sur des rouleaux, remplissent des hangards où l'on s'occupe à les polir. Il faut près de trois mois pour polir une seule colonne, et malheureusement, comme nous l'avons dit tout à l'heure, le ton de ces granits est d'un gris-bleu un peu cru que le vernis du temps pourra seul adoucir.

L'atelier des sculpteurs n'est pas le moins curieux ; on y termine plusieurs colosses en marbre blanc de vingt-cinq à trente pieds de haut, et qui n'ont guère que le mérite de la masse. Là nous avons été témoins d'un spectacle tout-à-fait propre à l'Italie : des galériens travaillaient le marbre sous la direction d'un maître sculpteur, et le travaillaient avec talent; mais néanmoins ce n'était là que de la sculpture de décoration. Le gouvernement romain ne peut entreprendre de si grands travaux qu'en embrigadant un grand nombre de ces forçats avec les autres ouvriers, qui les accueillent sans répugnance. Grace à ce concours, le prix de la main-d'œuvre devient presque nul. Lors de ma visite à Saint-Paul-hors-des-Murs, il y a quelques mois, trois cents ouvriers environ y étaient employés, et cependant cette restauration, commencée il y a quinze ans, marche fort lentement; avant d'être achevée, cette église aura vu passer bien des papes.

Quelqu'imparfaits que soient ces travaux, ils ne sont possibles qu'en Italie, et peut-être à Rome seulement, parce qu'à Rome seulement ils peuvent être en quelque sorte exécutés gratuitement. Ces

colonnes, en effet, sont données par un souverain (1), ces marbres par un autre. Ceux qui ne peuvent faire don de matériaux si précieux contribuent par des envois d'argent, de sorte que cet édifice, qui, achevé, représentera peut-être une valeur de près de trente millions, n'en aura pas coûté cinq au gouvernement romain, et ces cinq millions, il aura mis cinquante ans à les dépenser. Ajoutons encore qu'on ne trouve qu'à Rome des forçats qui sachent travailler le marbre, et des sculpteurs et des architectes qui veuillent bien employer ces forçats, et vivre en quelque sorte fraternellement avec eux. Remarquons enfin que par-delà les Alpes seulement on est encore assez artiste pour faire une splendide folie de ce genre, et préférer les plaisirs du goût au *raisonnable* et à *l'utile*.

En Italie, on est architecte par tradition, et c'est aussi d'après certaines règles traditionnelles qu'on y taille le marbre. Comparés aux chapiteaux des colonnes antiques, les chapiteaux des modernes colonnes de Saint-Paul-hors-des-Murs paraissent secs; les arêtes en sont aigres et dures, et l'ensemble des ornemens manque de moelleux et de largeur. Comparés aux ouvrages de nos marbriers, ces chapiteaux seraient des chefs-d'œuvre, et l'exécution en paraîtrait savante et irréprochable. Plus heureux que les peintres qui paraissent avoir oublié jusqu'aux procédés matériels de l'art, et dont la touche est aussi pauvre et le coloris aussi terne que l'imagination est stérile et la conception misérable, les statuaires et les sculpteurs italiens ont du moins gardé *la main;* ils modèlent le marbre comme d'autres la cire et l'argile.

Cette habileté pratique, cette adresse à tailler le marbre a trompé beaucoup d'ouvriers de talent qui, du moment qu'ils savaient copier une statue, se croyaient statuaires. Ces copistes, fussent-ils excellens, eussent-ils même égalé l'original, n'ont droit qu'à une place tout-à-fait secondaire.— Tout homme qui en suit un autre ne peut passer devant, disait Michel-Ange à Baccio Bandinelli, ce présomptueux copiste du Laocoon, qui se posait comme son rival.

Michel-Ange, esprit supérieur et caustique, s'amusa plus d'une fois des prétentions de ces habiles tailleurs de marbre. Un jour,

(1) Il n'est pas jusqu'à Méhémet-Ali, pacha d'Égypte, qui n'ait voulu contribuer pour sa part à la réédification de la basilique chrétienne; les dernières nouvelles de Rome nous apprennent que le pacha vient de faire présent au pape de quatre belles colonnes de marbre blanc égyptien, destinées à l'un des autels de Saint-Paul-hors-des-Murs.

tandis qu'il travaillait au tombeau du pape Jules II, il entendit ses ouvriers qui se moquaient d'un de leurs compagnons. Celui-ci, en achevant d'équarrir un bloc de marbre et tout satisfait de la facilité avec laquelle il en faisait voler les éclats, prétendait qu'avec un peu de patience il serait tout aussi grand sculpteur qu'un autre, que le seigneur Buonarotti peut-être. Quelques-uns de ses camarades riaient de ses prétentions, d'autres s'en indignaient, regardant ses paroles comme autant de blasphèmes.

« Cet homme a raison, dit Michel-Ange d'un air fort grave, en s'approchant de l'ouvrier : je reconnais à sa manière de tailler le marbre, qu'il peut être aussi habile statuaire que moi; il a besoin seulement de quelques conseils, et je vais les lui donner. »

En effet, tout en remontant sur ses échafauds et en se remettant à l'ouvrage, il crie à l'ouvrier d'enlever tel morceau du bloc de marbre qu'il a entre les mains, de pousser de ce côté le ciseau à telle profondeur, d'arrondir et de creuser telle partie, de laisser telle autre saillante. L'ouvrier fut conseillé ainsi tout le jour, et le soir, il arriva que notre manœuvre avait achevé une très belle ébauche.

« Eh bien! vous voyez que cet homme avait raison, dit Michel-Ange à ses ouvriers émerveillés : quelques indications ont suffi pour développer son talent naturel; maintenant, il peut faire son chemin. » L'ouvrier se jeta aux pieds du maître, en s'écriant : « Quelles obligations ne vous ai-je pas! me voilà donc sculpteur! » Le lendemain, il essaya de travailler seul, et il fut bien surpris de voir qu'il était resté tailleur de pierre comme auparavant.

En Italie, de nos jours, beaucoup de ces tailleurs de marbre qui se croient de grands sculpteurs, n'ont pas même reçu les conseils d'un homme de génie; ceux qui sortent de ligne et qui, à tort ou à raison, paraissent plus sûrs de leur fait, ont étudié sous Thorwaldsen ou Canova, qui, l'un et l'autre, ont fait école, mais qui, en général, n'ont laissé que de médiocres élèves. L'école de Canova cherche le gracieux, celle de Thorwaldsen l'énergie. Pompeo Marchesi à Milan, Bartolini à Florence et Tenerani à Rome, sont les héritiers les plus directs du talent de ces deux premiers sculpteurs de l'époque. Finelli, l'auteur d'un fort joli groupe de l'*Amour et de Psyché,* et d'une statue de l'*Archange Gabriel,* le Florentin Ricci et Baruzzi, de Bologne, le gracieux sculpteur de *Salmacis,* ne viennent qu'après eux.

Pompeo Marchesi, le contemporain et l'imitateur de Canova, vit aujourd'hui sur son passé. Accablé d'honneurs, de commissions et de travaux de toute espèce, il en prend fort à son aise, ne travaille

qu'à ses heures et paraît plus glorieux de ses élèves que de ses ouvrages. Fraccaroli, de Vérone, et Ferrari, de Venise, sont les plus distingués de ces jeunes sculpteurs; ce sont eux qui chaque année peuplent les salles du musée Bréra. Fraccaroli, l'auteur d'*Achille blessé*, de *Clytie*, de *Cyparisse* et d'une fort belle statue d'*Ève*, promet de devenir un statuaire fort remarquable, et, tout jeune qu'il est, se montre peut-être supérieur au vieux Pompeo. En lui et en son émule Ferrari repose l'espoir de la sculpture en Italie, c'est du moins ce que répètent tous ceux qui s'occupent d'art de Venise à Milan.

Bartolini est de cette vieille race de sculpteurs italiens dont le ciseau fécond a créé des armées de statues. Il se distingue en cela des sculpteurs de l'école florentine, toujours si sobre et si sévère, Jean de Bologne excepté. Son atelier est un véritable musée; les projets de monumens, les bas-reliefs, les groupes et les statues à l'état d'ébauches, les bas-reliefs, les groupes et les statues achevés y sont en grand nombre, et les bustes s'y comptent par centaines. Toutes les célébrités européennes de l'époque semblent s'y être donné rendez-vous; l'Allemagne, l'Angleterre, la Russie et la France y ont d'illustres représentans. Lors de la visite que nous lui fîmes, Bartolini terminait en marbre les bustes du maréchal Maison, de la princesse Mathilde, fille du roi Jérôme, de M^me^ Thiers, du duc de Sutherland et de plusieurs autres personnages de l'aristocratie anglaise, et il achevait les ébauches de Liszt et de M^me^ d'Agout, déjà frappantes de ressemblance.

Bartolini excelle à représenter des affections morales; il fait surtout vivre ses personnages par la pensée. Il s'attache aux moindres particularités qui peuvent lui faire connaître à fond le caractère de l'homme qui va poser devant lui, et il ne se met à l'ouvrage que lorsqu'il a achevé cette première étude morale qu'il regarde comme indispensable. Je l'ai vu entrer à ce sujet dans des détails singuliers, en apparence fort minutieux, et dont lui seul pouvait comprendre l'importance. L'exécution des bustes de Bartolini est large, facile et parfaitement vraie. Il sait faire la chair, ce que Pampaloni, son rival de Florence dans la sculpture des bustes, paraît absolument ignorer. Il y a cent palmes de différence entre Bartolini et Benvenuti, et c'est en comparant leurs productions que l'on voit sur-le-champ de combien la sculpture l'emporte en Italie sur la peinture. La jeune école pourra seule remettre les choses sur le pied d'égalité quand elle aura produit et se sera fait accepter.

Quelques-unes des nombreuses statues de Bartolini sont devenues

populaires. L'une d'elles, *l'Espérance en Dieu*, a été copiée mille fois en marbre et en bronze, et, reproduite par le moule, on la rencontre dans toute l'Europe. *L'Espérance en Dieu* de Bartolini est figurée par une jeune fille à genoux, les mains jointes et les yeux levés au ciel. L'idée, comme on voit, n'a rien que de fort ordinaire; mais l'artiste a rendu avec un singulier bonheur, dans chacune des parties de cette jolie statue, le passage de l'enfance à l'adolescence. La pose d'ailleurs a un grand charme dans sa parfaite simplicité, et l'expression du visage est tout-à-fait angélique; on dirait une statue de Canova, mais les formes en sont moins rondes et en même temps moins grêles.

On peut voir à Paris, dans la charmante collection de M. Portalès, une autre statue de Bartolini, qui serait la meilleure et la plus gracieuse de ses productions, si les jambes étaient plus correctes : c'est la statue d'un jeune vendangeur. Bartolini a bien senti les défauts de cette statue, car il en achève une copie dans laquelle il s'est efforcé de les corriger. « Je donnerais tout au monde pour que celle-là fût plus parfaite que celle de Paris, nous dit-il. — Et pourquoi? — Pour faire niche à M. Portalès, dont je ne suis pas content. » Qui a pu causer ce mécontentement de l'artiste? Bartolini nous l'a laissé ignorer.

Sa statue de la *Junon*, destinée à servir de pendant à cette adorable statue de *la princesse Pauline*, « faite par un temps chaud, » comme le disait ingénuement l'aimable princesse quand on s'étonnait de sa complète nudité, est une œuvre à peu près manquée. Cette statue est couchée sur l'un des côtés, comme celle de Canova; mais l'ensemble en est médiocre et prétentieux : le bras levé est détestable, le ventre est pauvre, flasque et d'une vérité par trop vulgaire; c'est une femme qu'une couche a maigrie et déformée, et qui semble avoir fait le pari de tenir le plus long-temps possible le bras levé, le reste du corps étant couché.

Les biographes du Barroche nous racontent que ce peintre ne manquait jamais de demander au modèle qui posait devant lui s'il se trouvait bien à son aise, l'aisance lui paraissant inséparable de la grace. Je doute fort que Bartolini ait jamais fait pareille question au modèle de la *Junon*, qui n'aurait pas manqué de lui répondre : « Cette hanche sur laquelle tout le corps pose me fait un mal horrible, et, s'il faut que je tienne une minute de plus mon bras levé et tendu de cette façon, je vais m'évanouir. »

Bartolini terminait, en même temps que la *Junon*, un grand tom-

beau dont le bas-relief nous a paru compliqué et peu frappant. Cependant la tête de l'enfant souffrant, aux lèvres duquel une femme présentait une coupe, sans doute la coupe de la santé, est à elle seule un petit chef-d'œuvre. Bartolini excelle dans ces détails expressifs. Son exécution est puissante, sa pensée énergique, et cependant nous ne voyons pas qu'il ait rien produit d'un style bien relevé.

La statue colossale de Napoléon pourrait faire exception parmi les œuvres de l'artiste; mais ce n'est là qu'un projet : Bartolini attendait la décision des autorités de la ville d'Ajaccio pour savoir s'il le mettrait à exécution. Si cette décision est favorable, qu'il n'oublie pas d'étudier d'une manière plus sévère les draperies et de dégrossir les extrémités inférieures de cette statue, beaucoup trop *carrée par la base,* pour nous servir de l'une des expressions favorites du héros.

Le style de Bartolini est à la fois gracieux et sévère, mais peut-être un peu lourd. L'artiste a trop souvent oublié cette belle loi des deux forces que les grands sculpteurs grecs ont si heureusement appliquée à l'ensemble du corps humain et à chacune de ses parties : la loi de la force active, en vertu de laquelle ces parties agissent et se meuvent, et la loi de solidité, qu'aujourd'hui nous appellerions de gravité, en vertu de laquelle ces parties posent et sont soutenues. La première de ces lois conduit à l'élégance et à la légèreté, la seconde à la force et à la grandeur. Bartolini, quoique cherchant la grace, ne semble guère préoccupé que de la loi de solidité; il l'exagère trop souvent et arrive à la lourdeur, comme dans son *Napoléon,* dans sa *Junon* et même dans son *Jeune vendangeur,* dont les jambes paraissent trop fortes, et dont l'attitude n'a pas cette légèreté pétulante et joyeuse qui accompagne le commencement de l'ivresse. Plusieurs de ses bustes nous ont aussi paru taillés trop en force; celui de la princesse Mathilde, fille du roi Jérôme, par exemple. L'ampleur et la liberté du travail nuisent à la parfaite correction des formes un peu vulgarisées, et qui ne rappellent que d'une manière fort éloignée la gracieuse élégance du modèle. *L'Espérance en Dieu* est peut-être la seule statue de Bartolini qui nous paraisse irréprochable; néanmoins ce n'est pas encore là du grand style (1).

On a dit que les artistes se peignaient dans leurs ouvrages; appliquée à Bartolini, cette remarque ne manquerait pas de justesse.

(1) La réduction du tombeau de M. N. de Demidoff, que Bartolini a envoyée cette année à l'exposition du Louvre, est un ouvrage d'une exécution précieuse, mais qui ne donne qu'une idée fort imparfaite du talent et de la manière du statuaire florentin.

Bartolini est un gros petit homme d'une nature forte et trapue; ses cheveux rudes commencent à grisonner, et il doit avoir dépassé la cinquantaine. Sa physionomie, comme tout l'ensemble de sa personne, a plus d'expression que de distinction. Son œil est vif et plein de feu, ses gestes sont brusques et énergiques, et sa tenue nous a paru singulièrement négligée. A voir dans son atelier ce petit homme en blouse bleue, le marteau et le ciseau à la main, s'escrimant contre un bloc de marbre dont il détache de larges éclats, et cela tout en causant avec une certaine bonhomie brusque et parfois mordante, se plaignant de l'avarice de l'un, de l'insolence de l'autre, de la sottise du plus grand nombre, vous diriez un ouvrier spirituel, et vraiment le sculpteur florentin n'est souvent pas autre chose. Deux ou trois fois cependant il a été un statuaire de génie.

Tenerani, l'élève le plus distingué de Thorwaldsen, a égalé son maître s'il ne l'a pas surpassé. Le style de ses faciles et gracieuses productions se rapproche plutôt de la manière de Canova que de celle du sculpteur suédois. C'est un artiste sans *furie;* mais s'il n'a pas la fougue de Bartolini, il en a l'abondance et la merveilleuse adresse. Tenerani n'a pas non plus les rudes dehors du Florentin. C'est un homme d'une cinquantaine d'années, d'une taille élevée, de manières douces, timides même, et à la tenue virgilienne. Il y a du reste, dans ses compositions, quelque chose du feu contenu et de la sage abondance qui distinguent les ouvrages de ce prince des poètes romains. Ses conceptions sont ingénieuses et variées, ses personnages noblement et naturellement dessinés; leurs attitudes se distinguent par la vérité et l'animation; les draperies qui les recouvrent sont d'un grand style et bien jetées. L'été dernier, lorsque nous visitâmes ses ateliers de la place Barberini, Tenerani achevait un charmant bas-relief d'Eudore et de Cymodocée, commandé par M. de Châteaubriand lors de sa prospérité, et dont l'illustre écrivain se proposait, je crois, de faire hommage à Mme Récamier. Le sculpteur a choisi le moment où les deux victimes amenées dans l'arène vont être livrées aux lions. Leur pose est pleine d'abandon, de résignation sainte et d'exaltation sans emphase. Tout en s'élevant à la haute et virginale pureté de son sujet, l'artiste a su donner humainement et avec un rare bonheur, par l'angélique suavité des formes, par l'étreinte ardente et dernière de ces victimes purifiées, par l'entrelacement quelque peu profane de leurs beaux corps à demi nus, une sorte de sublime avant-goût des voluptés célestes auxquelles ces amans martyrs sont réservés. Dans l'un des angles du bas-relief, un bourreau

lève la grille de la cage dans laquelle rugissent des lions prêts à s'élancer sur les victimes. Le torse de ce bourreau eût fait honneur à Canova.

Puisque nous venons de prononcer encore une fois le nom de ce roi des statuaires modernes, nous nous permettrons de dire ici que son influence se fait beaucoup trop sentir chez tous les sculpteurs italiens de l'époque actuelle, même chez ceux qui se placent au premier rang. Bartolini et Tenerani ont tous deux un talent prodigieux, tous deux paraissent avoir fait connaissance avec la nature; mais ce n'est pas toujours chez elle, c'est plutôt en visite dans l'atelier de Canova, qu'ils semblent l'avoir rencontrée.

On nous a montré, dans l'une des salles du musée de sculpture de la villa Médicis, un admirable torse, provenant du fronton du Parthénon et attribué à Phidias, que M. Ingres a fait mouler. La chair de ce torse est palpitante; les muscles, modelés par grands méplats, paraissent mobiles et se relient aux attaches avec une grandeur et une souplesse infinies. Près de ce fragment, nous avons vu la statue à demi drapée d'une femme couchée, moulée comme ce torse sur le marbre enlevé au même fronton. Quelle *morbidesse* singulière dans ces chairs souples et ondoyantes! quelle admirable vérité dans ce sein qui se rassied! quelle précision et en même temps quelle largeur dans ces plis de la robe si achevés et qui cependant ne devaient être vus que d'une distance de cinquante pieds! Ce sont ces précieux morceaux et les marbres grecs, statues et bas-reliefs, de la villa Albani que l'école sculpturale moderne devrait surtout étudier. M. Bartolini et Tenerani sortent de ligne, il est vrai, mais ils ne paraissent pas cependant s'être assez pénétrés de ces chefs-d'œuvre, d'une bien autre excellence que les productions de la statuaire moderne. Les succès récens et la gloire encore présente de Canova ont trop d'influence sur leur manière de sentir et d'exprimer, trop d'empire sur leur volonté. C'est un joug qu'ils auront peut-être peine à secouer, car, pour l'un et l'autre, il est déjà un peu tard.

Ces réflexions sont surtout applicables aux grands ouvrages de Tenerani. Le *Saint Jean* colossal qu'il achève pour une église de Naples (1) n'est-il pas d'un style trop calme? Et quoique l'ensemble de la statue ne manque pas de noblesse, cette majesté n'est-elle pas

(1) L'église de Saint-François-de-Paule, cette misérable imitation de Saint-Pierre de Rome, que le feu roi a fait construire sur la place du palais. C'est là, dit-on, que sont placées les meilleures statues napolitaines modernes, et cet échantillon donne

un peu bourgeoise et par trop débonnaire? Le *Vulcain* est plus énergique : c'est une statue sentie, et cependant l'artiste a peut-être été encore trop préoccupé de la grace; à force de caresser son marbre et d'en abattre les angles, il a enlevé à son œuvre quelque chose de cette rudesse qui convient au dieu boiteux des forgerons. En revanche, sa grande *Descente de Croix* est un morceau de premier ordre et le plus énergique peut-être qui soit sorti de son atelier. On dirait un groupe de Jean de Bologne, mais étudié, sévère et touchant.

Cette horreur que l'école de Canova, et en général l'école moderne, montre pour les angles, part d'un principe raisonnable; mais, poussée à l'extrême, elle conduit aux formes rondes, gracieusement affectées, et à la mollesse.

Canova a été un statuaire du premier ordre, arrivant surtout à la suite de la détestable école du Bernin. Sa *Vénus* du palais Pitti, son *Persée*, ses *Lutteurs* et son *Lychas* sont d'admirables morceaux. L'idée du Lychas est ingénieuse : le malheureux envoyé de Déjanire s'attache au marbre de l'autel, mais il est dans les bras d'Hercule, et ces bras offrent un si prodigieux développement de vigueur, et l'infortuné qu'ils étreignent est d'une beauté si frêle, qu'on le voit déjà tourbillonner sur l'abîme. *Thésée vainqueur du centaure* est le chef-d'œuvre du statuaire vénitien (1). Ce chef-d'œuvre n'est cependant pas complet. La figure du Thésée manque de puissance et d'énergie; on a peine à comprendre que ce combattant vulgaire triomphe d'un si terrible adversaire. En revanche, le centaure est superbe. Il est à demi renversé, son ventre touche la terre, sa tête tombe en arrière, ses pieds s'agitent convulsivement, et le poison de la douleur court dans chacun des muscles et dans chacun des nerfs de sa croupe frémissante. C'est le centaure vaincu d'André Chénier :

> L'insolent quadrupède en vain s'écrie, il tombe,
> Et son pied bat le sol qui doit être sa tombe.

On assure que Canova, voulant exprimer toutes les nuances et les dégradations de l'agonie et prendre sur le fait ce passage de la vie à la mort, fit expirer lentement sous ses yeux un beau cheval. La perfection de cette magnifique et singulière statue rend cette anecdote

une bien triste idée du reste. La statue de saint Augustin tenant en main son traité *de la Cité de Dieu* et disputant contre les *donatistes*, de M. Tommaso Arnaud fait seule exception.

(1) Ce groupe est placé aujourd'hui dans le *Jardin du Peuple*, à Vienne.

vraisemblable. Ce centaure est bien supérieur aux lions si vantés du tombeau de Clément XIII (Rezzonico.)

Canova, dans ces compositions si diverses, brille surtout comme poète, comme homme de délicate et puissante imagination; mais, considéré sous un autre point de vue et comme réformateur, Canova, malgré son immense talent, n'a peut-être pas mérité toute l'importance qu'on a voulu lui donner. Il a pu, il est vrai, accomplir dans la sculpture cette révolution que Raphaël Mengs, beaucoup trop décrié aujourd'hui, avait tentée dans la peinture. Il a refait l'antique, mais sans grandeur et beaucoup trop joli; aussi, nous l'avouerons, nous avons peine à distinguer ses Vénus, ses Nymphes, ses Génies et ses Graces mignonnes, des froides et coquettes divinités du Parnasse de Mengs.

Bartolini et Tenerani sont de l'école de Canova, en ce sens qu'ils ont suivi tous deux l'exemple de ce maître, qu'ils se sont rapprochés de l'antique, et qu'ils ont fait l'un et l'autre une étude particulière des formes nues. On peut dire que ces deux premiers statuaires de l'Italie moderne ont déshabillé les statues que l'Algarde, le Rossi et le Bernin avaient couvertes de draperies écrasantes, de lourds vêtemens d'airain contourné ou de marbre volant. Ils ont aussi simplifié l'attitude et rejeté ces poses forcées que désavoue la nature, et que le génie seul de Michel-Ange a pu faire absoudre. Ils ont, de plus, renoncé généralement à faire du bas-relief un tableau avec clair-obscur, perspective fuyante, saillie exagérée et agrandissement calculé de certaines parties destinées à accroître ce qu'on appelle l'effet. En un mot, ils sont sagement rentrés dans les limites de la sculpture, qui a pour objet de reproduire les belles formes de la nature en les simplifiant pour les idéaliser, et non pas d'imiter seulement l'aspect des objets, ce qui est surtout du domaine de la peinture (1); le peintre, en effet, ne peut représenter que l'apparence de la forme, tandis que le sculpteur reproduit la forme elle-même. Enfin, Bartolini et Tenerani sont tous deux revenus à la simplicité des moyens, ce grand art des statuaires antiques.

(1) Un sculpteur qui veut rendre la couleur et l'effet commet le même contre-sens que ce peintre (Giorgione) qui voulait rendre la forme sous tous les aspects possibles à l'aide d'un seul personnage.

Il peignit un homme nu, vu de dos; une nappe d'eau limpide s'étendait devant lui et refléchissait le devant de la figure; une cuirasse d'acier poli en faisait voir le côté gauche, et un miroir le côté droit.

« Très belle imagination, s'écrie Vasari, et qui prouve que la peinture a plus de

Leurs ouvrages, cependant, ne sont pas toujours dégagés de certaines recherches dont Canova ne leur avait jamais donné l'exemple, et qu'on pourrait regarder comme des tentatives de retour vers l'école du siècle précédent; ces tentatives, que nous ne regardons toutefois que comme des caprices, sont surtout sensibles dans leur façon de faire serpenter la ligne et flamboyer le contour. Il est tel de leurs bas-reliefs qui n'est pas non plus exempt de ce goût prétentieux, et l'on y retrouve quelquefois de ces recherches d'effet et de perspective que nous condamnions tout à l'heure. Nous nous rappelons particulièrement de grandes fabriques, vues d'angle, que Tenerani a placées dans l'une de ses compositions les plus considérables (non pas le bas-relief d'*Eudore*, qui, sous ce rapport, est irréprochable). Les lignes de ces fabriques qui fuient sont, sans nul doute, habilement dégradées, et cependant elles ne s'enfoncent pas au centre de la composition comme l'auteur l'aurait voulu. La dégradation des couleurs peut seule exprimer parfaitement cet effet, et c'est dans ces parties de l'art que la peinture a le pas sur la sculpture. Cette remarque confirme ce que nous avons dit plus haut, et prouve que toute recherche d'effet, de perspective ou de clair-obscur, sur une surface plane et de même couleur, ne peut aboutir qu'à des résultats incomplets. La perspective aérienne ne venant point en aide à la perspective linéaire comme dans la peinture, l'artiste se trouve avoir fait tout au plus une démonstration de perspective et nullement avoir fait de la perspective. Il faut donc laisser la sculpture du bas-relief en perspective au Bernin et à son école, qui essaya même de l'architecture en perspective, comme on peut le voir dans les singulières fenêtres de l'escalier du Vatican.

MM. Bartolini et Tenerani ont tous deux un assez beau talent pour avoir fait école; nous avons vu un grand nombre d'ouvrages sortis de l'atelier de leurs élèves, mais, il faut le dire, la plupart de ces ouvrages nous ont paru d'une rare et désespérante médiocrité, et, ce qui est pis, d'une médiocrité léchée. On pourrait répéter à ces messieurs ce que Michel-Ange disait à Jean de Bologne : — Avant de

moyens que la sculpture pour montrer tous les aspects de la nature dans une seule vue! » (Vasari, *Vie de Giorgione.*)

Très ridicule imagination, dirons-nous, et qui ne peut avoir pour résultat qu'un très désagréable tableau. Le peintre, d'ailleurs, n'avait nullement atteint son but, car il ne nous avait montré que quatre des aspects de la nature, et non pas tous ses aspects. Un tableau ne peut avoir qu'un seul point de vue, une statue a autant de points de vue qu'il y a de points dans l'espace.

chercher à finir, apprends à ébaucher.— La réplique du grand artiste à Vasari, qui se vantait, en lui montrant un de ses tableaux, d'y avoir mis peu de temps, s'appliquerait avec un égal à propos, aux prétentions de quelques-uns de ces ouvriers faciles. — Cela se voit! pourrions-nous dire comme lui; en effet, cela se voit beaucoup trop.

En France, la décadence de la statuaire s'annonce, comme chez les Romains et les Grecs, par l'invasion du grotesque; l'apparition d'une armée de statuettes, où l'incorrection le dispute au ridicule et au mauvais goût, a perverti l'art en le popularisant. En Italie, cette décadence est amenée par l'abus de la facilité gracieuse et par le lâché habile. On adopte certaines formes de beauté conventionnelle, et pour simplifier les lentes études du modelé, on met de côté la nature, et l'on donne à toutes les formes quelque chose de souple et d'arrondi qui séduit le vulgaire, mais qui s'éloigne autant de l'idéal que de la vérité. Enfin on néglige absolument les détails, qui sont *laissés* et non cherchés, et qui, selon que l'artiste veut être gracieux ou énergique, semblent faits au moule ou à l'emporte-pièce.

Apelles disait qu'il avait un grand avantage sur Protogène, celui de savoir le moment où il fallait quitter son ouvrage. Les statuaires italiens, qui travaillent le marbre avec une si merveilleuse facilité, ne nous paraissent, eux, préoccupés que d'une seule idée : c'est de quitter leur ouvrage non pas quand il le faudrait, mais le plus vite qu'ils peuvent.

FRÉDÉRIC MERCEY.

# WALTER RALEIGH.

Il estimait la gloire plus que sa conscience.

BEN-JONSON.

Si vous parcourez la magnifique collection de portraits de Lodge, vous y trouverez, parmi les têtes du XVI<sup>e</sup> siècle, une physionomie qu'il est impossible d'oublier : elle efface toutes les autres par la singularité, l'énergie rusée et la violence de l'expression. Le nez est fin et recourbé, le front étroit et démesurément haut, l'œil ardent, sagace, conquérant et inquiet, la bouche dédaigneuse, impétueuse, mais non sensuelle. L'attitude du personnage répond à l'originalité de ses traits; cet homme semble provoquer le monde, et vous diriez qu'il méprise d'avance ce qu'il a fait et ce qu'il va faire.

C'est en effet l'image corporelle et le type extérieur de l'ame la plus excessive dont les annales modernes aient conservé la trace. Walter Raleigh a tout osé, tout envahi, tout manqué. Les trente biographes qui se sont emparés de cette matière brûlante ont voulu la réduire aux proportions ordinaires, effort inutile : la bizarre création de Dieu leur échappe; une vie de contradictions gigantesques, lutte de Titan contre le possible et l'impossible, désaccord entre la force humaine et la force des choses; Campbell, Tytler, Birch, Cayley, Shirley, Naunton, même le docteur Southey, sans compter Prince, Fuller, Wood, Aubery, et l'allemand Totze, n'ont point fait com-

prendre Raleigh; eux-mêmes ne l'avaient pas compris. Un article récent de la *Revue d'Édimbourg*, dont l'auteur a discuté avec la conscience d'un juge plusieurs circonstances relatives à la vie de Raleigh, ne nous satisfait pas davantage. C'est donc un sujet neuf, plein de fécondité, que l'étude de cet homme. Il renferme tout un siècle. Chez lui, les penchans de ce siècle bouillonnent, s'exagèrent, s'extravasent et débordent, sans jamais se régler ou s'accorder. *Ame confuse*, comme l'a très bien dit Hume, et confusément grande.

Nous ne répéterons rien de ce que les biographes antérieurs ont avancé sur Walter Raleigh, et nous contredirons souvent le plus habile de ces biographes, l'écrivain de la *Revue d'Edimbourg*. Walter Raleigh a tant voyagé, écrit, agi, convoité, combattu, intrigué, conspiré, il a cherché la gloire par tant de voies, demandé la puissance et la domination à tant d'entreprises, tenté la fortune par tant de diverses trames, que tout peut se dire sur son compte. Tytler le montre martyr, Totze le fait escroc, Southey le prétend fou. Le résultat de nos recherches nous a fourni cent soixante-cinq volumes, une bibliothèque, absorbée par la seule discussion des actes et des écrits de Raleigh, en y comprenant ses propres ouvrages et les livres hollandais et italiens consacrés à ses entreprises maritimes. Nous essaierons, les premiers après tant d'analystes, de contempler dans sa source et dans l'intimité de son propre fonds cette grandiose inquiétude d'un cœur qui bondit au-delà des bornes possibles, et d'un esprit qui s'élance vers mille conquêtes à la fois.

Les passions du XVI^e^ siècle sont marquées vivement chez Raleigh. C'est ce qui le rend si intéressant pour nous. Il réunit l'esprit d'aventure, le génie de l'intrigue, le courage guerrier, la liberté du style, la ferveur protestante, l'animosité politique, le luxe italien, l'avidité britannique, et la violence comme l'audace gasconnes; ame singulière, au sein de laquelle luttent les vices et les grandeurs nés de ces sources diverses, mensonge, fierté, bassesse, magnanimité, cruauté, fourberie, héroïsme. L'antithèse des rhéteurs est impuissante à dire les contrastes d'une telle vie : elle a pour caractère l'excès dans toutes les directions; sublimité dans le péril, avilissement dans le succès; rien de modéré, rien d'égal; aujourd'hui le rôle d'un martyr et demain celui d'un laquais. On ne peut l'expliquer que par la logique des passions, non par celle de la raison.

L'histoire moderne, qui s'occupe beaucoup des évènemens et quelquefois des intérêts, laisse de côté les passions. Elles ont cependant

leur histoire. Elles changent, elles ont leurs causes, elles entraînent les faits. Cette erreur, dont les anciens étaient si éloignés, a desséché et réduit à rien les annales des peuples européens. Elle nous empêche de comprendre les caractères qui s'y jouent et de démêler les mobiles qui leur ont servi de ressort. Qu'est-ce que la Saint-Barthélemy, si vous ignorez la fièvre catholique et municipale, léguée par le moyen-âge à la bourgeoisie parisienne? Vous retrouvez à peine et demi-effacée, chez Auguste de Thou, la trace des émotions qui animaient et embrasaient tout son siècle. Voltaire ne s'en doute plus. Elles apparaissent vivantes chez les sermonaires et les libellistes, dans les pamphlets et les caricatures, chez les poètes et les satiriques, surtout dans les écrits laissés par les hommes d'action. Il faut lire attentivement les poèmes de Théodore Agrippa d'Aubigné pour comprendre les émotions religieuses de cette époque, et voir, de 1520 à 1600, les deux armées du catholicisme et du protestantisme se grouper à travers l'Europe. Plus de Français, d'Anglais, d'Italiens. Quiconque préfère la Bible à Rome a pour ennemi mortel quiconque préfère Rome à la Bible. Les *Tragiques* de d'Aubigné, œuvre hors de ligne, sont plus historiques que son histoire. Ce poème, à peine écrit en français, brise sans cesse l'idiome, qui, battu et tenaillé comme un fer chaud, s'élève au-dessus, s'élance au-delà, retombe au-dessous de ses limites naturelles. Pas de production moderne où les convenances et les nécessités de notre langue se soient assouplies plus violemment, contraintes et domptées par l'énergie et la fureur de la pensée. Dans le chant intitulé *les Feux*, on voit tous les martyrs protestans de l'Europe, sanglantes ombres, défiler devant le poète qui les convoque, et former une seule nation. Raleigh fut un des chefs les plus ardens de cette nation.

Avant tout, nous le trouverons donc, comme l'Angleterre du XVIe siècle, protestant et ennemi de l'Espagne. Mais nous verrons aussi combien de passions subsidiaires vinrent se joindre à celle-là, de quelles imperturbables ruses il s'arma pour dominer les esprits, combien de succès sans estime et de triomphes diffamés il arracha péniblement à la fortune; enfin, ce que coûta dans le présent et dans l'avenir au grand homme aventurier *la gloire, estimée au-dessus de la conscience*.

### I. — RALEIGH A LA COUR D'ÉLISABETH.

L'éducation de Raleigh, cette éducation de l'ame et de la volonté qui décide de la vie, qui commence à seize ans, qui finit à vingt-

quatre, eut lieu en France. C'était un pandemonium quand il y vint.

Quel pays! Un poète de son temps l'a dit avant moi, non pas un des poètes pédantesques, gens qui ne reproduisent que les émotions greco-latines de la rue du Fouarre et de Montaigu; mais un de ces poètes bien plus précieux, qui disent en vers ce que leur siècle a senti. Il montre, dans une de ses pièces, le diable demandant à Dieu permission de venir brouiller la France, et d'y lâcher son escadron de démons secondaires. Voilà ce que Raleigh y vit, lorsqu'à vingt ans, soldat de fortune, il quitta le promontoire battu des flots marins qu'habitait sa famille, et vint guerroyer en France et en Flandre pour les protestans. Il était né en 1552, à Hayes, en face de l'Océan.

Les étendards de Coligny, de Henri IV et de Nassau flottèrent sur cette jeune tête. Il se mêla en aventurier à tous les aventuriers gascons, si fiers, si braves, si hardis, si spirituels, dont Henri de Navarre résuma les meilleures qualités, laissant de côté les plus mauvaises. Un caractère de gasconnade aventureuse, transporté sur le sol demi-saxon, demi-normand de la nationalité anglaise, fit de lui désormais un être douteux et redoutable, objet d'étonnement et d'antipathie pour ses concitoyens.

Élevé à cette école, il adora le succès, et apprit à l'enlever violemment plutôt qu'à le mériter. Souvent il joignit le charlatanisme à la gloire. Ce qui était saillie légère et caprice facétieux chez nos braves enfans du Midi, devint un grave calcul chez le fils des Saxons. Ces vives et pétulantes boutades qui étincèlent dans la causerie, qui donnent tant de relief à la guerre et à l'amour, et qui, dans la mêlée sanglante, apparaissent comme les lueurs des glaives qui se heurtent, ont besoin, pour être aimées ou pardonnées, d'une légèreté presque enfantine et d'une grace insouciante. Raleigh prit au sérieux l'humeur gasconne; il en fit le poème épique de sa vie. Dans les grandes entreprises, dans les sombres conjurations, dans les longues traversées et les colonisations périlleuses, il fut Mascarille ou Scapin. Bariolant de traits sublimes ce charlatanisme gigantesque, nul homme (quoi qu'en ait dit la *Revue d'Édimbourg*) n'a mieux menti, n'a plus souvent, n'a plus témérairement menti.

La France offrait alors une mauvaise discipline et un fatal exemple. Trois grandes qualités lui restaient, l'audace, le courage et l'adresse. Mais, du reste, jamais esprits infernaux ne se sont déchaînés avec plus de folie, et n'ont mêlé plus de sang à plus de débauche. Le

jeune homme était à Paris lorsque la cloche de la Saint-Barthélemy sonna; il vit face à face celui que les protestans nommaient

. . . . . . . Notre Sardanapale,
Braquant sur ses sujets l'arquebuse infernale.

Il parvint à se soustraire au massacre, lorsque

Les prisons, les palais, les châteaux, les logis,
Les cabinets sacrés, les chambres et les lits
Furent marqués du sceau de la tuerie extrême;...

Il entendit ce qu'un catholique de la même époque nomme

. . . . . . . *les sons piteux de la grand' boucherie.*

Aussi ne faut-il pas s'étonner si de retour en Angleterre en 1579, et devenu capitaine des troupes anglaises envoyées contre les Irlandais, sous lord Grey, il débuta par l'imitation de ces beaux exemples. Sa première action, c'est le massacre, exécuté de sang-froid, d'une garnison catholique qui s'était rendue à merci. Spencer, le grand poète, affirme que « l'on ne pouvait se débarrasser autrement de ces misérables. » Tout ce que l'on peut dire en faveur de Spencer, de Grey, du jeune Raleigh, des autres capitaines qui ont trempé dans ce meurtre, c'est que l'Europe entière avait la fièvre et la rage; que Raleigh venait de France, où il avait vu les protestans poursuivis et traqués comme des bêtes fauves; c'est que, dans les dernières solitudes du Nouveau-Monde, les arbres des forêts vierges portaient alors, en guise de fruits, des cadavres, avec ces inscriptions : *Pendu comme hérétique, non comme Anglais;* et la réponse : *Pendu comme catholique, non comme Espagnol;* enfin, c'est que le vaste mouvement et la guerre de deux siècles entre la critique et la foi, entre la liberté et l'autorité, s'annonçait avec une violence digne de son avenir.

L'aventurier avait vingt-deux ans. Il voulait arriver; les moyens lui importaient peu; il souffrait beaucoup dans cette Irlande, que l'une de ses lettres appelle énergiquement la *communauté de commune misère* (*the common wealth of common woe*). Le seul désir d'être remarqué un jour lui faisait subir les ennuis d'une situation inférieure et d'un grade obscur, dans une guerre de barbares. « J'aimerais mieux garder le bétail, » écrit-il à Leicester; il avait déjà su se mettre en relation avec le favori. Mais comment briser le talisman de sa première obscurité? Une occasion se prépare, ou plutôt il la fait éclore.

Grey, son chef militaire, le réprimande, on ne sait sur quel sujet; il en écrit à Leicester. Une fois brouillé avec son capitaine, il sait que la chose ira plus loin et plus haut, et que la reine voudra être juge du différend. Il ne se trompait pas. Le cabinet royal s'ouvrit à lui et à son antagoniste. Le moment était décisif. Il avait médité sa défense, qui ménageait avec habileté l'homme même qu'il attaquait, et flattait démesurément l'orgueil de la reine vieillissante. Sa fortune fut faite.

La scène, dont les contemporains ont seulement indiqué l'esquisse, et laissé les matériaux épars, dut être pleine d'intérêt. Elle se passait au conseil d'état, devant cette souveraine à l'œil perçant et au nez crochu, proclamée Vénus par les courtisans et les poètes, vierge d'après ses propres médailles, bien qu'à la connaissance de l'Europe entière elle eût changé d'amans avec une facilité et une rapidité excessives, et dont le progrès de l'âge ne faisait qu'augmenter la licence. Devant cette femme déjà ridée, couverte de perles et de diamans, le cou environné d'une immense fraise empesée, les joues sillonnées de rides et de fard, voici le jeune homme debout, le front singulièrement haut, l'œil vif et fier, d'une taille supérieure à la taille commune, robuste, développant, avec une éloquence fleurie mêlée d'éloges pour la souveraine, ses observations militaires sur l'Irlande bien plutôt que ses griefs contre son chef. « La reine fut séduite, » dit Naunton; *the queen's ear was taken.*

Une seconde phase de sa vie commence ici. Le soldat de fortune, déployant devant le conseil privé sa bonne grace et sa faconde, reste à la cour comme amant de la reine; titre qu'il partage d'ailleurs avec sir Charles Blount et le comte d'Essex. Il est difficile de se laisser convaincre par la confiance philosophique de la *Revue d'Édimbourg*, qui transforme doucement en platonisme éthéré les passions de *Queen-Bess*, de la reine Élisabeth. Je sais que la vénération protestante la couvre et la protége encore aujourd'hui d'une faveur apologétique; mais l'histoire est plus sévère. Vraie fille de Henri VIII, pape et sultan à la fois, *la vierge des îles occidentales*, comme elle se nommait elle-même, prouve qu'un souverain se fait tout pardonner, s'il favorise les ambitions de son peuple. Élisabeth ressemblait fort à Catherine-la-Grande. Les rapports des ambassadeurs étrangers auprès de sa cour sont loin d'attester cette virginale réserve, à laquelle la postérité protestante fait semblant d'ajouter foi. Ils parlent fort librement, dans leur correspondance particulière, de ses faiblesses, que le complaisant chancelier Bacon appelait *her softnesses* (ses attendrissemens),

des querelles, des raccommodemens, des douleurs, des fureurs, des violences, des coups, des larmes, auxquels ces émotions orageuses donnaient lieu ; de la chambre à coucher voisine de la sienne, qu'elle assigna, pour la santé de Dudley, à ce jeune homme délicat, et de son extraordinaire irritation toutes les fois qu'une de ses demoiselles d'honneur marchait sur ses brisées et lui enlevait un favori. L'ambassadeur espagnol raconte qu'elle le conduisit un jour à la chambre occupée par Dudley, « lui faisant remarquer qu'il était d'une santé faible, qu'il avait besoin d'être soigné ; que d'ailleurs cet appartement se trouvait au rez-de-chaussée et n'avait aucune communication avec le sien. » L'ambassadeur ajoute que huit jours ne furent pas écoulés avant que ce jeune homme d'une santé faible prît possession de la chambre la plus voisine de celle qu'habitait la reine. Tous ces détails de vie privée, ces médisances contre la chasteté prétendue d'Élisabeth, que la maligne Marie Stuart communiquait *à sa bonne sœur,* dans une lettre perfide, ont été récemment appuyés par les recherches curieuses de Raumer, de Tytler et de plusieurs autres.

Quoi qu'il en soit des *softnesses* de la reine Élisabeth, le jeune homme admis à sa cour y fit une fortune rapide, qui était justifiée par l'éclat de sa conversation, l'élégance de ses manières et de celle son costume. On le voyait tous les jours, dit Aubery, son contemporain, en pourpoint de satin blanc brodé de perles, et portant au cou une chaîne de perles de la plus belle eau et de la première grosseur. Nul chroniqueur n'a mis en oubli l'anecdote de ce manteau pourpre brodé d'or, que Raleigh étendit sous les pas de la reine au moment où elle devait traverser à pied un endroit trempé de pluie. Toutes les cours du monde ont été témoins de quelque trait analogue à celui de Raleigh, et l'on doit s'étonner que la plupart des historiens anglais aient voulu dater de cette époque et de ce manteau la faveur de Raleigh. Depuis plusieurs mois il se trouvait en pied à la cour; Élisabeth l'avait distingué; l'œuvre de sa fortune remonte plus haut; il l'avait fixée dès le premier jour, lorsque, devant le conseil d'état et la reine, il avait fait briller avec tant d'adresse les ressources de son esprit, son audace, sa bonne mine, sa grande taille et son beau langage.

Walter Raleigh comprit sa position et la conserva. Au lieu de perdre son temps, comme Essex, Nottingham et Blount, en rivalités inutiles et en prétentions exclusives; au lieu de vouloir dominer seul le cœur d'une reine que ces querelles amusaient sans la vaincre, l'aventurier se contenta des marques de faveur qu'elle lui donnait

et qui bientôt le placèrent au premier rang. Il fut nommé chevalier, sénéchal du comté de Cornouailles, grand-écuyer et capitaine des gardes. Ses attentions ne se relâchaient pas; il éclipsait par la splendeur de ses habits et la grace de sa tournure tous les courtisans qui l'environnaient, et passait pour le plus complet gentilhomme, *the compleatest gentleman*, dit Hakluyt, de cette époque brillante. Les regards du peuple s'arrêtaient émerveillés sur sa cuirasse d'argent ciselé, sur ses brassards et ses cuissards d'argent damasquinés, qui étincelaient auprès de la reine, lorsqu'il l'escortait en qualité de capitaine des gardes. Il était pauvre. Élisabeth lui donna douze mille acres de terre confisquées sur les ducs de Nesmond, et le monopole des vins; c'était l'élever à l'opulence.

Toutes les carrières de l'ambition étaient ouvertes à Raleigh, et, par une rare coïncidence, il avait la capacité comme l'ardeur des succès les plus divers. Nous venons de voir jusqu'où l'avait conduit cette témérité persévérante qui marqua le cours de sa vie. Il peut devenir homme d'état, guerrier, marin, orateur. Il sera tout cela.

Il sera plus encore. Fonder un empire, trouver un monde, ne serait-ce pas mieux? Éclipser Christophe Colomb, l'emporter sur Fernand Cortez et Pizarre, à la cour augmenter sa faveur, auprès du peuple accroître son crédit, redire ses prouesses à la postérité, à l'exemple de César, quelle perspective! Tous les jours on entendait parler de Drake, de Cavendish, de Forbisher. Les navires déployaient chaque jour leurs voiles, et revenaient chargés de trésors ou riches de découvertes. C'était le moment, toujours magnifique dans la vie des nations, où le sang bouillant de l'adolescence gonfle leurs veines, où le penchant de leur grandeur spéciale se révèle par une sorte d'ivresse, et annonce leur destinée. Élisabeth, que nous avons montrée tout à l'heure aussi faible que la dernière de ses sujettes, et à laquelle nous avons arraché son masque historique, fut un roi de génie qui sympathisa hautement, noblement, activement, avec ce mouvement civilisateur, père de trois cents ans de gloire.

Ainsi que Cromwell, elle le précipita par tous les actes de son règne. Elle attachait de sa main l'or et les perles à la poitrine de ses marins; elle les comblait de titres, d'honneurs, de richesses, d'éloges. Elle donnait même, elle si avare, un peu d'argent de sa bourse royale pour les encourager à ces entreprises. Aussi l'élan maritime de cette époque a-t-il quelque chose de romanesque, de poétique et d'idéal qui séduit et entraîne la pensée. Un seul vaisseau anglais attaque huit vaisseaux ennemis. Une petite troupe de deux

cents hommes va ruiner et réduire en cendres une ville de douze mille ames. Un vaisseau anglais, ayant fait une riche capture, regagne le port voiles déployées, et ces voiles sont de soie pourpre, les cordages de fil d'argent, les menus agrès de fil d'or. Un frère utérin de Raleigh, Humphrey Gilbert, avait depuis long-temps rêvé l'une des plus belles entreprises que l'on pût alors concevoir, la colonisation de la Virginie, qui ne portait pas alors ce nom. Idée à la fois grande, praticable et féconde, qui nous a donné la pomme de terre et le tabac; elle appartient à ce frère utérin, comme l'avouent et M. Tytler et la *Revue d'Édimbourg,* si ardens toutefois à faire passer sur la tête de Walter Raleigh l'honneur des entreprises contemporaines. Ce qui est certain, c'est que, faute de ressources, le premier plan de sir Humphrey avait échoué, qu'il voulut mettre à profit la faveur nouvelle et inattendue de son frère Walter, et que ce dernier, non content de lui prêter secours, s'empara du crédit et de la renommée dus à Humphrey Gilbert. Ajoutons qu'il resta paisible à la cour pendant que son frère, armé d'une patente de la reine, concédée à sir Walter, courait les mers, essayait de transplanter dans les savanes de l'Amérique une colonie rebelle, et luttait à la fois contre les sauvages indigènes et contre son propre équipage. Ce brave homme mourut à la peine. Son frère Walter vendit sa patente à une compagnie de négocians, qui laissa languir pendant le reste du règne d'Élisabeth la colonisation virginienne.

La *Revue d'Édimbourg* prouve que Raleigh essaya de secourir et de sauver les débris de ces malheureux colons, jetés cruellement par leurs concitoyens au milieu des anthropophages, et qui finirent par être massacrés. Mais ce n'était point assez de leur prêter secours. Raleigh, colonisateur, devait un autre genre de sacrifice à la gloire qu'il affectait. L'abandon violent du projet, auquel tenait la vie des colons, prouvait une légèreté féroce et égoïste, dont la *Revue d'Édimbourg* essaie en vain de faire un héroïsme éclatant. Quoi! Walter Raleigh commence par dérober à son frère, victime de l'expédition, l'honneur de ce projet; il ne court aucun risque lui-même; il excite Gilbert à l'accomplissement d'un exploit difficile, dont lui, homme de cour, va recueillir les fruits les plus lucratifs; il passe dans le monde et dans l'avenir pour le créateur de l'entreprise; il se contente d'obtenir de la reine sa maîtresse « une petite ancre d'or » pour son frère Gilbert; il lui donne cette petite ancre d'or, que le pauvre Gilbert suspend à son cou, et lorsque Gilbert est mort, dévoré par la tempête, lorsqu'on lui apprend que deux

ou trois cents Anglais vont mourir de faim ou sous le tomahawk à cause de son frère et de lui, il vend sa patente et ne s'en occupe plus! A quoi est bonne l'histoire, si elle protége et propage tous les escamotages de la gloire? Où l'honnêteté des victimes trouvera-t-elle un refuge contre l'habileté des faiseurs de dupes?

La *Revue d'Edimbourg* dit que Raleigh fut toujours peu estimé. L'ingénieux et savant biographe ne doit pas chercher ailleurs les causes du discrédit qui plana sur lui jusqu'à sa mort; le peuple, plus sagace que la cour et la reine, avait deviné le charlatan dans le héros. Soit qu'on le vît resplendir sous son armure d'argent ou publier les incroyables récits des richesses réservées aux colons qui voudraient le suivre, on lui témoignait une juste méfiance. Cette méfiance ne cessa plus tard que devant deux preuves de véritable grandeur que le sort lui offrit et dont il sut profiter, l'emploi des heures de sa prison et sa mort. Son livre et sa mort ont balancé les mensonges de sa vie par une réalité de talent et de courage qui ont forcé l'admiration.

La capacité déployée par Walter Raleigh, jusqu'à son emprisonnement, est celle qui exploite le talent d'autrui et réussit à sa place. Veut-on lui compter comme une grande action la présentation du poète Spencer à la cour? Spencer était le premier poète épique et élégiaque de l'Angleterre et de l'époque; il avait été secrétaire particulier du vice-roi d'Irlande, on possède encore de lui un essai de la plus haute portée et du plus beau style sur la situation du pays. Walter Raleigh, au lieu de présenter fastueusement Spencer à la reine, eût mieux fait de mettre à l'abri du malheur le poète qui n'avait pas de quoi vivre. Rien de plus facile, si Walter l'avait voulu. Mais quand les hommes du pouvoir ont souri à l'homme de talent, ils croient lui avoir fait une magnifique aumône; et, tout occupé de ses travaux, le talent se venge rarement. Je regrette, au nom de la justice et de la vengeance historiques, que Cervantes n'ait pas dit au monde ce qu'était le duc de Lerme; Spencer, ce que valait Walter Raleigh; et Milton, ce qu'il faut penser de Fairfax. Walter recueillait tous les jours le fruit splendide des expéditions navales qu'il dirigeait comme armateur contre les possessions espagnoles, et dont il disputait les dépouilles à sa souveraine amante, ainsi que le prouvent les comptes qui se trouvent au Musée britannique. Il était riche; une seule prise lui avait rapporté plus de cinquante mille livres sterling. Tout en vendant sa patente sur la Virginie, il s'était attribué le cinquième des gains éventuels de la colonie. Habitué à se réserver ainsi la part

du lion, il usurpa le nouveau titre d'ami de Spencer et l'honneur factice de se montrer son protecteur. Spencer mourut sans avoir de pain.

Sa vieille haine contre l'Espagne trouva moyen de se satisfaire, lorsque la reine lui confia un poste éminent dans l'expédition anglaise qui soutenait les droits du prieur de Crato au trône de Portugal. Il était brave et donna dans cette occasion plus d'une preuve de son courage. Son esprit, son adresse et son éloquence brillèrent à la fois au parlement, dont il se fit nommer membre, et dans le premier des livres qu'il publia. Pour la première fois, la prose anglaise rejetait les entraves de scientifique pédantisme et de citation bavarde dont l'avaient chargée les écoles et le moyen-âge. C'était un récit grave, animé, tragique dans sa nudité mâle, du combat soutenu par l'amiral Grenville, ou plutôt Greenville, monté sur son unique navire, contre cinquante-cinq vaisseaux espagnols. Deux cents hommes avaient lutté contre dix mille, un seul vaisseau contre cinquante-cinq. Enfermé dans un cercle de voiles ennemies, l'amiral du vaisseau désemparé, couvert de sang et de blessures, entouré de morts, n'ayant plus de munitions, ordonne au maître canonnier de faire sauter le navire, « pour ne laisser à l'Espagnol, dit Raleigh, pas même un débris de gloire, et pas un fragment de triomphe. » Le reste de l'équipage s'oppose à cette résolution; et Greenville, mutilé, est porté à bord du vaisseau amiral espagnol; il y meurt trois jours après. On ne trouve dans le récit que Raleigh a consacré à cet exploit aucune trace d'affectation, d'exagération et de fausse poésie. D'un bout à l'autre, c'est une simplicité merveilleuse, une émotion virile, un mépris magnifique de l'épithète et de la métaphore, une puissance de style que Philippe Sidney compare au retentissement du clairon. A la même époque, sir Édouard Coke, voulant faire de l'éloquence, citait Ovide, Plutarque, le Talmud et Boccace, dans une seule phrase, à propos d'un procès dont il soutenait l'accusation. Quand on étudie l'histoire littéraire, il faut soigneusement distinguer ceux qui vivent pour ainsi dire au cœur de leur siècle, qui se nourrissent du sang des veines populaires, qui ont pour inspiration la flamme émanée des idées les plus fortes et les plus fécondes, de ceux qui restent en dehors du mouvement vital, occupés d'allier des mots et de broder des épithètes. C'est la distinction du pédant et du penseur, à laquelle nos ancêtres attachaient avec raison tant d'importance. Quand la fiévreuse activité de Raleigh lui permettait de prendre la plume, et lorsqu'il ne mentait pas, ce qui était rare, il atteignait tout à coup cette

grandeur de *l'action écrite,* cette force et cette fermeté de style qui ont signalé César, Machiavel, Bonaparte, Calvin. Belle place dans l'histoire littéraire d'un pays. Bacon lui-même, si brillant de poésie et de finesse, n'a pas repoussé avec autant de sévérité que Walter Raleigh la broderie frivole et lourde dont le style savant et académique était alors surchargé. Bacon a ses pédantismes, ses afféteries, ses *quaintnesses;* Raleigh y est étranger. Il veut, dit-il, *rendre ses pensées lisibles :* « I wish to make my thought legible. » On n'a pas donné de plus naïve, de plus complète et de plus grande définition du style. Mais nous reviendrons plus tard sur ce mérite et cette gloire de Raleigh. Il faut le suivre à travers une vie bien plus mêlée que son style et toute chargée des prétentions, des vices et des mensonges que sa plume virile a rejetés.

## II. — RALEIGH EN DISGRACE.

C'était l'homme le plus brillant de toute la cour; et, bien qu'il eût pour rivaux Dudley, Hatton, Oxford, Blount, Essex, sans compter Simier et le duc d'Anjou, il conservait sa position de favori avec d'autant plus de certitude et d'adresse, qu'il ne prétendait point en étendre les droits et les rendre exclusifs. Peut-être imagina-t-il que cette facilité lui assurait la même tolérance de la part d'Élisabeth : c'était une erreur. Le sang de Henri VIII coulait dans les veines de la reine, despotique dans le sérail de ses amours comme l'avait été son père. Quand elle apprit que la jeune et jolie Élisabeth Throckmorton, l'une de ses filles d'honneur, passait pour être sensible aux assiduités de Raleigh, elle entra dans une de ces colères qui trahissaient à tous les yeux les déportemens de la vierge-reine. Elle envoya le coupable à la Tour de Londres, et partit pour la tournée solennelle que les souverains anglais nommaient le *progress.* Sir George Carew était chargé de la garde et de la surveillance de Raleigh. Le prisonnier, qui voyait son avenir compromis par cette faute de conduite, se mit alors à jouer la comédie, talent qu'il possédait au plus haut degré, et que nous le verrons déployer avec une souplesse et une désinvolture digne des plus célèbres acteurs. De sa chambre dans la Tour il entendit le bruit des clairons qui annonçaient le départ de la reine; il la vit monter dans la barque royale. A cet aspect, le délire sembla le prendre. Il voulait se jeter de la fenêtre dans la Tamise, se noyer, disait-il, ou revoir la maîtresse de son cœur, Élisabeth, envers laquelle il s'était

montré si coupable; il voulait du moins périr à ses yeux. Élisabeth avait à cette époque un peu plus de soixante ans, et, selon le voyageur Hentzner, on n'apercevait dans sa figure qu'un bec crochu au milieu de quelques rides rougeâtres. Carew fut dupe de cette étrange comédie. Il se précipita sur Raleigh, qu'il empêcha de se jeter à l'eau. « Laissez-moi (lui criait le capitaine des gardes)! Je la vois; j'éprouve le supplice de Tantale! » Mais Carew s'obstinait à garder son prisonnier; on se prit au corps et aux cheveux. Les deux perruques tombèrent dans la Tamise, et déjà les poignards étaient tirés lorsque des subalternes mirent fin à ce combat, dont le sujet ridicule est un trait caractéristique de l'audace gasconne à laquelle Raleigh a dû tant de succès misérables. La reine était partie sans écouter l'infidèle. Il continua sa comédie. Renfermé plus étroitement dans une chambre de la Tour, il écrivit à Robert Cecil, ministre de la reine, une lettre qui ne pouvait manquer de lui être montrée et de produire son effet. En voici des fragmens qui démontreront jusqu'à l'évidence la justesse de nos observations sur le caractère moral de Raleigh : « O mon ami! jamais mon cœur n'éprouva tant d'angoisses qu'aujourd'hui! J'apprends que la reine va s'éloigner, elle qui, pendant un si grand nombre d'années, a été l'objet de mon ardent amour; elle, cause de ma vive affliction, et qui maintenant me laisse seul dans l'obscurité d'une prison! Lorsqu'elle était plus rapprochée, et que tous les deux ou trois jours j'entendais parler d'elle, mon chagrin était plus supportable; mais maintenant mon cœur se serre, oppressé par les regrets. Moi, qui avais l'habitude de la voir à cheval, comme Alexandre, ou chassant comme Diane, ou déployant dans sa démarche les graces de Vénus, lorsque le souffle de l'ouest faisait voltiger ses cheveux sur ses joues, fraîches comme celles d'une nymphe, ou assise sous la feuillée ombreuse, semblable à une déesse, et chantant comme un ange en modulant comme Orphée!... Faut-il, hélas! qu'une seule faute m'ait ravi tant de bonheur! Oh! félicité magnifique, que l'on ne comprend que dans l'adversité, qu'es-tu devenue? Toutes les plaies se cicatrisent, la blessure du cœur saigne toujours. Toutes les passions s'affaiblissent, mais ce que l'on a ressenti pour une telle femme ne s'efface jamais. Où trouver une épreuve de l'affection aussi certaine que le malheur? Quelle plus belle occasion d'exercer la clémence que l'offense? A quoi bon la divinité, si elle n'exerçait pas la miséricorde? car la vengeance est le propre des mortels. Tant d'heures douloureuses et de tendres soupirs ne peuvent-ils pas balancer un seul moment d'erreur? Une seule goutte

d'amertume ne peut-elle disparaître parmi tant de douceurs? Faut-il donc faire cette triste réflexion : *Spes et fortuna valete?* Elle est partie, elle est partie, celle en qui j'espérais, et pas une pensée ne me rappelle à son souvenir, plus un seul coup-d'œil sur le passé. Eh bien! qu'il m'arrive ce qu'il voudra, je suis las de la vie! D'autres attendent ma mort avec impatience. Si j'avais pu mourir pour elle, qui maintenant me fait mourir, mon bonheur eût été parfait! »

C'est ainsi que parlait d'une reine jalouse cet homme, coupable d'avoir offert ses hommages à une jeune fille dont il était épris, et puni pour cette seule action par Élisabeth. L'écrivain d'Édimbourg, habile à toujours atténuer les bassesses de son héros, prétend que tout le monde s'exprimait ainsi sur le compte de la reine, et l'excuse par l'exemple de Henri IV, auquel le portrait d'Élisabeth arracha, dit-on, des exclamations de tendresse et d'admiration. Mais ce dernier fait n'a pas d'autre garant que la seule véracité d'un ambassadeur, intéressé à la flatter par un récit de ce genre. Quant à nous, que les historiens instruisent des nombreuses fraudes pratiquées par les flatteurs de la reine, nous n'hésitons pas à le rejeter comme un conte, tandis que la lettre absurde de Raleigh subsiste toute entière, exposée au mépris et au sarcasme de la postérité.

La lettre porta coup. Élisabeth lui fit rendre la liberté, sans lui permettre de revenir à la cour et de revoir « ces belles joues, ces beaux cheveux, ce port de nymphe, » et ces attraits supposés qui valaient au jeune gentilhomme sa grace tant désirée. Il redoubla d'efforts pour reconquérir ce qu'il avait perdu. Au parlement, dont il était membre, on le vit appuyer avec ardeur l'autorité absolue de sa maîtresse et les demandes de subsides qu'elle réclamait sans cesse. Le domaine et le château de Sherborne, ancienne et magnifique propriété ecclésiastique, furent aliénés par la reine, qui les lui donna, sans doute comme récompense de ses efforts et de ses travaux parlementaires. Tant de flexibilité dans une catastrophe qui devait le perdre et qui le laissait reparaître sur la scène publique avec un éclat menaçant, si peu de scrupules et tant d'audace, n'échappaient point à l'opinion publique : il était un de ces hommes que l'on redoute en les méprisant. Un contemporain, cité par Birch dans ses Mémoires d'Elisabeth, s'exprime ainsi sur son compte : « Les gens honnêtes tremblent que sir Walter Raleigh ne rentre incessamment en faveur. On s'y oppose beaucoup. Puisse cette opposition réussir et le mettre à la place qu'il mérite! » Que ce soient les paroles d'un ennemi, nous sommes loin de le nier; mais si l'on compare à la mauvaise réputation

de Raleigh les diverses actions que nous avons rapportées plus haut, sans partialité comme sans exagération, l'on avouera que cette méfiance publique était tout au plus sévère.

Il comprenait d'ailleurs que son mariage avec Élisabeth Throckmorton tarissait la principale source de sa faveur auprès d'Élisabeth, et que cette nouvelle récompense, le don de la terre et du manoir de Sherborne, pourrait bien être le dernier fleuron de sa couronne politique. Il fallait se relever tout à coup par une entreprise tellement hardie et par une si éclatante prouesse, que le monde entier fixât les yeux sur lui. Continuer les plans utiles et faisables de colonisation virginienne auxquels son frère utérin s'était sacrifié, entreprise trop modeste pour lui plaire! Il savait par expérience quels sont les résultats des exploits honnêtes, auxquels le mensonge a peu de part. La grandeur, la vérité, l'utilité de cette première entreprise, n'avaient point réussi; l'audace d'une flatterie sans honte venait de lui rendre la faveur. Cette leçon ne fut point perdue pour Raleigh. Il inventa l'Eldorado, promit à ses contemporains la conquête du paradis dans l'Amérique méridionale, et les entraîna sur ses pas.

### III. — L'ELDORADO.

C'est ici que les défenseurs de Raleigh, et surtout le rédacteur de la *Revue d'Edimbourg,* ont accumulé les preuves de l'érudition la plus ingénieuse pour excuser aux yeux de l'histoire cette immense *hâblerie.* Fonder une colonie sur un sol vierge et inexploré, aspirer à la double gloire de Colomb et de Pizarre, devenir monarque en restant homme de cour, enrichir son pays et le monde d'une civilisation nouvelle, c'était un beau projet, que sir Humphrey Gilbert avait conçu; mais courir follement à la découverte d'une ville d'or, y croire et y faire croire son siècle, sacrifier des milliers de vies humaines, des trésors et des efforts sans nombre à cette entreprise insensée; consacrer ou plutôt perdre ainsi une éloquence, une habileté et une persévérance inouies : telle fut l'ambition, tels furent les résultats de Raleigh. Sans doute l'*Eldorado,* le pays de l'or et des diamans, avait trouvé, parmi les Espagnols, plus d'un esprit crédule; et jusque dans ces derniers temps les imaginations ardentes et avides ont été sinon séduites, du moins émues, par cette fable populaire. Il a fallu que le voyageur Humboldt en expliquât la chimère, par la nature même du sol et des rochers qui entourent ou parsèment le lac Pa-

rima, entre le Rio Essequibo et le Rio Branco. « Ce sont, dit ce grand voyageur, des roches d'ardoise micacée et de talc étincelant, qui resplendissent au milieu d'une nappe d'eau miroitante sous les feux du soleil des tropiques. » La poésie de la cupidité s'en empara, et les dômes d'or massif et les obélisques d'argent s'élevèrent au sein d'une cité composée de métaux précieux. Ce fantôme doré troubla toute la vie de Raleigh; n'est-ce pas déjà une faute grave qu'une telle hallucination? Son plus habile défenseur avoue qu'au moment où il mit à la voile pour découvrir cette terre chargée d'or, une grande clameur d'incrédulité s'éleva contre lui. On ne croyait pas à ses promesses, on se défiait de ses exagérations, on craignait les résultats d'une expédition dirigée par un esprit aussi hasardeux et d'une moralité si équivoque. Ses ennemis avaient raison contre lui; les plus sages de ses contemporains ne partageaient pas son illusion ou ne croyaient pas à ses paroles.

Il donna une année aux préparatifs de l'expédition. Après avoir dépêché le capitaine Whiddon vers l'embouchure de l'Orénoque, et n'avoir reçu de ce marin habile et fidèle que des renseignemens incomplets et défavorables à l'entreprise, Raleigh partit de Plymouth le 9 février 1595, commandant une petite flotte de cinq vaisseaux et cent soldats, sans compter les marins, les officiers et les volontaires. Il entraînait cette colonie à la recherche de son fantôme. Le 9, la flotte se trouvait à la hauteur des côtes d'Espagne; le 17, il arriva à Fuerta-Ventura, une des îles Canaries, où l'on prit du bois, de l'eau fraîche, des vivres, et où l'on s'arrêta quatre jours; de là on se dirigea vers la grande île de Canarie et l'île de Ténériffe. Le capitaine Brereton et son navire devaient se réunir à sir Walter. Ce dernier, ayant inutilement attendu pendant huit jours, se vit forcé de partir seul pour la Trinité. Une frégate, partie avec lui de Plymouth, avait donné contre un écueil et s'était brisée. Le 23, ils étaient arrivés à la Trinité, et ancraient à la pointe Curiapan (Punta da Callo), où ils restèrent quatre à cinq jours. Raleigh descendit seul à terre.

Il continua sa route dans la direction nord-ouest vers Curiapan, pour gagner la hauteur de la Puerta de los Hispanioles. Il visita ensuite Puzico, Piche, jeta l'ancre près d'Anna Perima, et se rendit à Rio-Carone. Les Espagnols qui gardaient la côte invitèrent les Anglais à s'approcher. Le capitaine Whiddon leur fut dépêché. « Les Espagnols, ignorant les forces des nouveaux venus, ne jugèrent pas (dit Raleigh) le moment favorable pour engager le combat. Deux Indiens qui vinrent à bord sur de petites chaloupes donnèrent aux Anglais

des renseignemens sur l'état de la Trinidad et sur le principal établissement des Espagnols, Saint-Joseph. Plusieurs marchands de la ville vinrent également, sous le prétexte de négocier; leur but était de compter le nombre des Anglais. Raleigh, qui soupçonna leur intention, et qui désirait obtenir des renseignemens, leur fit distribuer du vin, dont ils n'avaient pas bu depuis long-temps, et qui les enivra. Ils lui donnèrent toutes les explications qu'il désirait sur le sol et les ressources de la Guiane. Il leur cacha le but de son voyage. »

Cependant il tramait un complot dont Berreo, gouverneur de l'île, devait être victime. L'année précédente, Berreo avait enlevé huit hommes à Whiddon. Un cacique des parties septentrionales de la Trinité avertit Raleigh que le gouverneur venait de faire une levée de troupes à Margarita et à Cumana, pour détruire d'un seul coup les Anglais nouveaux venus. Raleigh, voulant rester maître de ce secret, défendit aux Indiens, sous peine de mort, d'avoir aucune relation avec ses ennemis. Il emprisonna les caciques dont il se défiait, et fit égorger ceux qu'on lui signala comme dévoués à l'Espagne. Le récit des tortures subies par ces malheureux indigènes fait frémir d'horreur : on versait dans leurs blessures de l'huile bouillante et du plomb fondu. Pendant la nuit, on donna l'assaut à la petite ville de Saint-Joseph, et Berreo, prisonnier, fut placé à bord du vaisseau de Raleigh. Tel fut le premier acte de ce drame singulier, auquel la perfidie et la cruauté servaient d'introduction, et dont le dénouement fut la perte de Raleigh.

Berreo, si facilement dupe, était un homme faible et crédule, qui ne doutait pas de l'existence du pays d'or que l'aventurier anglais venait conquérir. Il acheva d'enflammer par ses récits et par la sympathie de sa crédulité l'avidité de Raleigh. Empressé de réaliser sa conquête, Raleigh envoya son sous-amiral Giffort et son capitaine Calfied, avec un certain nombre d'hommes, pour examiner l'embouchure du Capuri. Giffort et Calfied trouvèrent que l'eau avait cinq pieds de profondeur après le reflux. Raleigh fit fabriquer des rames. On reconnut que quatre entrées commodes permettraient aux embarcations de pénétrer dans la baie de Capuri. Une grosse galère avec trois chaloupes fut préparée et pourvue de vivres pour un mois. Raleigh s'embarqua lui-même avec une centaine d'hommes. Il avait pour guide un Indien qui s'engagea à conduire les Anglais dans l'Orénoque; mais le nombre infini de petits fleuves et de lacs qui se croisent à cette embouchure leur offrait un labyrinthe inextricable. Raleigh, s'y engageant, rencontra mille petites îles couvertes d'ar-

bres nombreux et de feuillages touffus. Il donna à l'une de ces pointes le nom de *Red-Cross* (Croix-Rouge), et rencontra bientôt un canot chargé d'indigènes, qui essayèrent vainement de fuir. Leurs compatriotes de la rive, ayant remarqué que les Anglais ne faisaient pas de mal à leurs frères, approchèrent avec confiance, et commencèrent à faire des échanges. Un seul cacique ne partageait pas ces sentimens hospitaliers. Furieux contre celui de ses compatriotes qui avait amené les Anglais, il voulait le tuer; il le regardait avec raison comme ayant apporté le malheur dans son pays. Ici nous emploierons le récit de Raleigh lui-même :

« J'entrai, dit-il, dans le grand bassin de l'Orénoque, que je me proposai de remonter. J'échouai, vers le soir, dans un endroit fort dangereux. Soixante personnes, occupées à jeter le lest de la galère, avaient failli périr victimes de leurs efforts; après être parvenu heureusement à me remettre à flot, je continuai pendant trois jours mes recherches sans aucun accident. J'entrai alors dans le fleuve Amana, qu'on ne put remonter qu'à force de rames; ces travaux affaiblirent extrêmement mon équipage : à cela, il faut ajouter encore le manque de vivres. J'eus besoin d'employer toute mon autorité pour que l'équipage ne s'abandonnât pas au désespoir. Je représentai à mes gens qu'il était plus dangereux de retourner que d'avancer, et que l'on pourrait partout se procurer sur les rives du fleuve ce qui viendrait à manquer : en effet, on apercevait sur le rivage des fruits, des oiseaux, des animaux, même des fleurs et des plantes dans les champs. Le vieux cacique de la Trinité partageait cette opinion. Plusieurs Indiens, qui voyaient mon inquiétude secrète, me conseillaient d'envoyer des chaloupes dans une petite rivière à droite, me donnant à entendre que j'atteindrais bientôt des habitations où l'on pourrait se procurer des vivres, de manière à revenir le soir à la galère mise à l'ancre. On avait déjà ramé pendant trois heures sans voir d'habitations; les Anglais commençaient à se défier de leurs compagnons les Indiens, pensant qu'ils étaient trahis; déjà même ils se préparaient à se venger. Je parvins à leur faire sentir qu'ils avaient tort, et que, dans le cas même où il en serait ainsi, cette vengeance ne rendrait point leur position meilleure. Vers minuit enfin, on aperçut du feu, et nous vîmes une seule hutte où nous trouvâmes quelques sauvages. Le cacique était parti pour se rendre vers l'embouchure de l'Orénoque, et avait emmené avec lui la plupart des habitans. Nous chargeâmes nos barques de vivres. A notre retour, nous fûmes surpris de la beauté et de l'aspect florissant du rivage. Devant nous

s'ouvrait une magnifique vallée d'environ vingt milles de longueur, pleine de fruits, de plantes et d'animaux de toute espèce. Des serpens d'une taille monstrueuse nous effrayèrent d'autant plus qu'un nègre, qui voulut nager vers le rivage, fut tout à coup englouti par un de ces reptiles.

« Le lendemain, quatre canots descendaient devant nous le même fleuve que nous remontions. J'ordonnai que l'on approchât d'eux : alors deux de ces canots se dirigèrent vers la rive, et les autres descendirent le fleuve avec une telle rapidité, qu'il fut impossible de les atteindre. On s'empara des deux canots laissés au rivage et l'on y trouva diverses provisions. Plusieurs des indigènes qui avaient pris la fuite furent atteints. C'étaient des Aracu, et l'on apprit qu'ils avaient servi de guides aux Espagnols qui étaient allés à la recherche des mines d'or; en vain essaya-t-on de retrouver les Espagnols. Je gardai un de ces Aracu : sous sa conduite, nous continuâmes notre route sans autre danger que celui de donner sur des bancs de sable. Treize jours après, nous nous trouvâmes à l'est du pays de Carapana, occupé par les Espagnols. Nous rencontrâmes trois canots d'indigènes. Après qu'à l'aide de l'interprète on leur eut persuadé que les étrangers n'étaient point des Espagnols, ils s'approchèrent et promirent de revenir le lendemain avec leur cacique. En effet, le jour suivant, le cacique parut avec à peu près quarante de ses gens. Ils m'apportaient une grande quantité de vivres. Je demandai au cacique le chemin le plus sûr et le plus court pour aller à la Guyane. Celui-ci me promit de m'aider de son mieux, et il invita les Anglais à visiter son village, où il leur procurerait un secours qu'un heureux hasard leur avait réservé tout exprès. On nous présenta d'abord une boisson, faite avec du poivre et un grand nombre d'herbes aromatiques, que l'on préparait dans de grands vases. Les Anglais ne tardèrent pas à s'enivrer. Quant au secours plus réel qu'il avait promis, il consistait en un vieux Indien qui connaissait fort bien ces parages, le cours de l'Orénoque, ses bancs de sable et ses rochers.

« Cet homme me conseilla de me servir du vent d'est, qui éviterait à mes gens la peine de ramer. En effet, l'Orénoque, à partir de son embouchure, a presque toujours une direction de l'est vers l'ouest. Je jetai l'ancre près de Putéma et de Putapayma. L'équipage s'amusa à recueillir des œufs de tortue. Le jour suivant, on se dirigea vers l'ouest, et l'on éprouva moins de difficultés à remonter le fleuve. Le pays était plat sur les deux côtés, et une couleur pourpre très brillante en dessinait les rives. Les hommes qui furent envoyés

n'aperçurent aucune montagne. On apprit par les indigènes que ce beau pays s'appelait Saymas, et qu'il s'étendait jusqu'à Cumana. Quatre peuples puissans et braves habitaient ce pays.

« Le troisième jour de mon nouveau voyage, je jetai l'ancre sur la rive gauche du fleuve, entre deux montagnes nommées Avami et Orio; j'y restai jusqu'à minuit. Je passai alors devant une grande île, Mauripano, d'où partit, vers ma flottille, un canot pour m'inviter à venir m'y reposer. Le cinquième jour, on se trouva dans la province d'Arromaja; le sixième, dans le port Mosquito, où je restai assez long-temps pour m'approvisionner de nouveau. Un vieux cacique de cent dix ans (dit Raleigh), qui cependant pouvait faire encore dix milles par jour à pied, vint nous visiter; il apporta un grand nombre de vivres et de rafraîchissemens; j'eus avec lui une conversation très intéressante. »

Raleigh, qui semble avoir rempli jusqu'ici le rôle d'un narrateur fidèle, place dans la bouche de son cacique de cent dix ans les incroyables récits au moyen desquels il dupa son époque. Aux descriptions les plus vives des beautés naturelles de l'Orénoque et de ses bords, il joint l'éclat lointain des pierres précieuses, et des mines dont ces régions sont semées. « Là, dit-il, point d'hiver; un sol sec et fertile; du gibier et des oiseaux de toute espèce en abondance; ces oiseaux remplissaient l'air de chants inconnus: c'était pour nous un véritable concert. Mon capitaine, envoyé à la recherche des mines, aperçut des veines d'or et d'argent; *mais, comme il n'avait que son épée pour instrument, il ne put détacher ces métaux pour les examiner en détail;* il en emporta cependant plusieurs morceaux, qu'il se réservait d'examiner plus tard. Un Espagnol de Caracas appela cette mine *madre del oro* (la mère de l'or). On pensera peut-être qu'une fausse et trompeuse illusion m'a joué; mais pourquoi aurais-je entrepris un voyage aussi pénible, si je n'avais pas eu la conviction que, sur toute la terre, il n'y avait pas un pays plus riche en or que la Guyane? Whiddon et Milechappe, notre chirurgien, rapportèrent plusieurs pierres qui ressemblaient beaucoup aux saphirs. Je montrai ces pierres à plusieurs habitans de l'Orénoque, qui m'ont assuré qu'il existait une montagne construite de ces pierres. »

Raleigh entre ensuite dans de grands détails sur les peuples voisins; il se livre à toute la verve de son invention; il parle d'indigènes trois fois aussi grands qu'un homme ordinaire, de cyclopes qui avaient les yeux sur l'épaule, la bouche sur la poitrine, et la chevelure au milieu du dos. Moyens d'exciter et d'attirer l'attention contemporaine

dont personne jamais n'a usé avec une témérité aussi extravagante. Ce *puff* gigantesque, dont la *Revue d'Édimbourg* a essayé l'apologie, éclipse et réduit à l'insignifiance toutes les créations du charlatanisme moderne.

La crue des eaux de l'Orénoque annonçait la prochaine inondation; l'équipage manifesta le désir de reprendre la direction de l'est. Raleigh, satisfait (à fort bon compte) des résultats obtenus, et espérant en tirer profit dans un second voyage, donna l'ordre du retour. Après avoir quitté l'embouchure de ce fleuve, il s'arrêta encore une fois dans le port de Mosquito. Là, seul avec son vieil Indien, il reçut des renseignemens nouveaux de ce cacique, nommé Topiauri. L'objet de leur conversation fut la grande ville d'or, but du voyage. « Le vieux cacique, dit-il, me vanta la puissance formidable de l'empereur de Manoa, et me prouva que nos forces étaient insuffisantes. Il me dépeignit ces peuples comme très civilisés, portant des habits, possédant de grandes richesses, notamment en plaques d'or, comme on en voit déja chez les Indiens qui habitent le rivage. Ces plaques d'or sont fabriquées à Maccureguary. Plus loin, vers l'intérieur, ces travaux se perfectionnent, et l'on trouve des idoles et des temples en or pur. Le cacique m'assura que si je revenais avec plus de troupes, je pouvais compter sur le secours des indigènes. Il me proposa de laisser, en attendant, un certain nombre d'hommes de mon équipage, me promettant d'avoir le plus grand soin d'eux. Gifford, Calfied et plusieurs autres se montraient disposés à rester; cependant la crainte de l'avenir l'emporta. Je ne voulais pas me priver de poudre et de munitions de guerre. D'un autre côté, il était impossible de déterminer le cacique à employer ses Indiens dans une expédition dont le succès lui paraissait douteux, et qui le menaçait, après le départ des Anglais, de vengeances sanglantes. »

Qui ne voit, dans cet habile récit, l'intention de Raleigh, espérant enflammer, chez ses concitoyens, la cupidité et l'ambition? Qui n'admirerait, en les blâmant, cette disposition de faits et cet enchaînement d'espérances, ces narrations fabuleuses et magiques, prêtées aux chefs indigènes, dont Raleigh ne comprenait pas l'idiome, et qui, s'ils avaient menti, le plaçaient lui-même à l'abri de tout reproche? Il voulut, dit-il, approcher du moins de cette montagne d'or pur, dont le cacique lui avait parlé. Malheureusement elle était à demi submergée. « Elle avait la forme d'une tour, et me parut plutôt blanche que jaune. Un torrent qui s'en précipitait, encore gonflé par les pluies, faisait un bruit formidable qu'on entendait de plusieurs

lieues et qui assourdissait notre monde. Je me rappelai la description que Berreo avait faite de l'éclat du diamant et des autres pierres précieuses disséminées dans les différentes parties du pays. J'avais bien quelque doute sur la valeur de ces pierres; cependant leur blancheur extraordinaire me surprit. Après un moment de repos sur les bords du Vinicapara, et une visite au village du cacique, ce dernier me promit de me conduire au pied de la montagne par un détour; mais, à la vue des nombreuses difficultés qui se présentaient, je préférai retourner à l'embouchure du Cumana, où les caciques des environs venaient d'apporter divers présens consistant en productions rares du pays. »

N'est-ce pas chose misérable dans l'histoire de l'esprit humain que cette belle navigation, cette entreprise soutenue avec tant d'audace et d'habileté, n'ayant pour résultat et pour fruit qu'un grand conte de fée, et la création fantastique de cette cité de Manoa et de cette montagne d'or et de perles? A son retour, Raleigh publia sa relation, remplie d'amazones, d'hommes sans tête, et d'autres inventions, exposées dans ce style simple, énergique, facile et grandiose, dont il avait le secret. Nous pensons, avec la *Revue d'Édimbourg*, qu'il croyait à l'existence des mines d'or qu'il cherchait; nous regardons la chimérique poésie dont il a recouvert sans scrupule cette création miraculeuse, comme un appât livré aux imaginations de ses contemporains et à leur cupidité. Il va jusqu'à inventer une prophétie qui promet, dit-il, aux Anglais la possession de la Guyane; et, pour mettre dans ses intérêts la reine dont il connaît les faiblesses, il raconte, à l'instar de l'ambassadeur que nous avons cité, l'extase admirative d'un cacique auquel le portrait d'Élisabeth « arracha, dit-il, des cris d'enthousiasme et d'amour. »

La seule conquête réelle que cette expédition ait value à Walter Raleigh fut littéraire. Son récit, mêlé de fables, n'est pas seulement élégant, comme le dit Camden, il est éloquent et persuasif. Toujours plus attentif à convaincre et à entraîner, comme chef d'entreprise, qu'à briller comme écrivain, il continuait à pousser, dans cette belle route de simplicité nerveuse et de facilité énergique, la prose anglaise qui n'a pas eu de plus grand artiste que lui. La gloire ne lui manquait pas; Shakspeare reproduisait dans ses vers quelques-unes des merveilles dont Raleigh avait entretenu le public; il était, à tous les yeux, un homme extraordinaire; mais la confiance et l'estime le fuyaient; Élisabeth, qui n'avait d'extravagance que dans ses passions, pesant dans la balance du bon sens et de l'expérience les dé-

couvertes et les prouesses de son chevalier, refusait de leur prêter de nouveau son appui.

Elle jugeait sainement une entreprise qui finissait par une déception, après avoir commencé par une lâche barbarie, le sac de la ville de Saint-Joseph. « J'aurais été un âne (*very much of the ass*), dit Raleigh pour s'excuser, si j'avais laissé derrière moi une garnison espagnole. » Pour ne pas être un âne, il assassina traîtreusement cette garnison pacifique. Le même procédé de séduction et d'adresse a dicté sa relation, publiée après son retour, sous ce titre pompeux : *Découverte du vaste, riche et bel empire de la Guyane et de la grande ville d'or de Manoa*, etc. « Que mes concitoyens m'écoutent, dit-il dans cet ouvrage. Le soldat, au lieu d'aller se battre pour une pièce de cuivre, garnira sa poche d'or massif; il se paiera lui-même avec des plaques d'or d'un demi-pied de diamètre. Les commandans et capitaines, avides d'honneur et de luxe, trouveront des cités plus riches et plus belles, plus de temples aux idoles d'or, plus de tombeaux remplis de trésors que Fernand Cortez n'en découvrit au Mexique ou Pizarre au Pérou ! »

Les esprits faibles lui donnèrent croyance; Élisabeth resta sourde. Il ne se rebuta pas. Après avoir été marin, amiral, écrivain, homme de plume, il redevint guerrier.

## IV. — ESSEX, CECIL ET RALEIGH.

Nommé amiral de l'arrière-garde sous les ordres du comte d'Essex, en 1596 et en 1597, il balança, souvent même il éclipsa son rival et son chef. Cadix pris, la flotte espagnole détruite, Fayal mis en cendres, appartiennent à Raleigh plus encore qu'à Essex. Comme homme de guerre, Raleigh, s'il se fût livré exclusivement à ce métier, aurait trouvé peu de rivaux. Cette intrépidité, cet élan, cette férocité et cet acharnement au succès, ce coup d'œil prompt et vif et cette résolution soudaine que l'on a vus briller dans tous ses actes, emportaient la victoire d'assaut. Ne tentons pas d'enlever à cet homme étonnant la réalité des talens et des vertus qui sont à lui.

La scène sur laquelle Raleigh va paraître change au moment où nous sommes, en 1597, après la prise de Fayal; lui-même change de costume et de conduite. Élisabeth lui a rendu son titre de capitaine des gardes : « il entre dans le boudoir, dit un contemporain, aussi hardiment qu'autrefois. » Mais il a quarante-cinq ans; il ne peut

espérer reconquérir l'amour de la vieille reine, toute entière à sa tendresse pour Essex. Alors, cet homme qui vient du bout du monde, et qui a espéré l'Eldorado, se plonge sans réserve dans les intrigues dont la reine est environnée. Ligué avec Cobham et Cecil, Raleigh ourdit lentement la chute du favori, dont l'imprudence et l'ardeur juvénile l'exposaient sans cesse à leurs coups. La *Revue d'Édimbourg* atténue encore ici les machinations odieuses de Raleigh. Malheureusement, comme il écrivait admirablement bien, il les a toutes écrites et développées; elles existent, consignées dans une lettre de sir Walter à son confédéré Cecil, lettre que Murdin a publiée. C'est là qu'il faut lire les conseils machiavéliques de Raleigh, sur le danger de souffrir à la cour un adversaire jeune, entreprenant et aimé, sur les moyens de diminuer son crédit et de miner sa faveur, sur les piéges qu'on peut lui tendre, en le livrant à ses propres défauts, et sur l'excellence d'un plan qui ruine l'ennemi par l'excès de sa faveur même, et le ruine à jamais. La jalousie que le jeune Essex avait inspirée à Walter Raleigh, datait de loin. « Moi, dit-il en parlant de la prise de Cadix, à laquelle Essex et lui avaient pris part, je n'y ai gagné qu'une blessure et une jambe paralysée. D'autres ont recueilli tous les avantages de la journée; je venais trop tard, la moisson était faite, et je n'eus pour moi que la pauvreté et les douleurs. » Il faut avouer qu'Essex, dans son arrogance et sa violence, se montra plus généreux que Raleigh: « Je pourrais l'accuser devant un conseil de guerre (disait Essex), pour m'avoir désobéi et avoir pris Fayal sans mon ordre; mais il est mon ennemi déclaré, je ne le ferai pas. »

La mort d'Essex, décapité sur l'échafaud, fut le triomphe de Raleigh; et le peuple, en voyant, le jour de l'exécution, auprès du jeune comte et du bourreau, la cuirasse d'argent du capitaine des gardes, son ennemi mortel, fit retentir un si menaçant murmure de haine contre ce dernier, et de pitié pour la victime, que Raleigh, averti par le cri populaire, descendit de cheval, prit un bateau, et se retira. Le batelier le ramenait à sa demeure, pendant que lui, couché dans le bateau, méditait sur cette tête de favori qui tombait, sur l'autre favori Cecil qui vivait, et sur sa position auprès de Cecil, naguère son allié, maintenant son seul rival. « Une pensée, dit Osborne, rapide comme l'éclair, le frappa. Cecil, devenu tout-puisant, pouvait le perdre. » Cecil le perdit.

Il méritait de tomber à son tour, quels que fussent la supériorité de son intelligence, son talent d'écrivain et sa juste gloire d'homme de guerre. Essex mort, il s'occupa de vendre aux partisans d'Essex son

crédit auprès de la reine, et tira bon parti de ce commerce. Le véritable *Eldorado* se trouvait pour lui dans le cadavre du jeune homme imprudent, immolé par ses intrigues. Son intercession fut chèrement payée par sir Edward Baynham, auquel il sauva la vie à prix d'argent. Littleton, son ami, lui écrivit une lettre touchante et digne, que Birch a conservée, et que l'évêque Hurd a raison de citer comme un modèle de nobles sentimens et de hautes pensées. Sir Walter consentit à solliciter le pardon de son ami, moyennant dix mille livres sterling. Que de bassesses dans cette fière vie! que d'ignobles actions dans cette carrière d'orgueil! que de honte dans cette gloire! En vain l'écrivain d'Édimbourg rapproche-t-il de ces lâches transactions, qu'il essaie de pallier, d'autres faits contemporains; il voudrait faire penser que telle était la coutume. Il cite spécialement une bourse d'or, reçue par notre Sully, pendant le sac d'une ville, des mains d'un homme qu'il protégeait contre le glaive du soldat. Il ne s'agit point ici d'une mêlée sanglante et d'un pillage de guerre, mais d'une boutique ouverte en pleine paix, pour trafiquer de la vie et du sang; il s'agit du premier personnage de l'état, altéré de gloire et d'honneur, vendant la vie à ces mêmes hommes qui avaient conspiré contre l'état, et qu'il devait abandonner à leur destinée, si la condamnation portée contre Essex était juste, et si Raleigh, en poursuivant cette condamnation, avait réellement servi la reine. Il est vrai que la rapacité de Walter Raleigh n'avait point de bornes, et que, sachant concilier l'économie de sa maîtresse avec son propre désir d'acquérir, il lui demandait sans cesse de nouveaux priviléges et de nouveaux monopoles, qui ne coûtaient rien à cette dernière, et qu'elle lui accordait.

Le guerrier, l'aventurier, le colonisateur, l'amant de la reine, l'écrivain admirable, le navigateur hardi, va se métamorphoser encore une fois, et ce ne sera pas la dernière. Élisabeth, qui se servait de tout, avait su employer Raleigh. Elle l'avait soutenu et protégé contre celui qu'elle aimait, contre Essex; elle l'avait comblé de richesses, sans céder à ses instances et sans tomber dans les piéges de ses merveilleux mensonges. La grande intelligence de cette femme n'avait fait de Raleigh ni un ministre d'état, ni un mécontent; elle avait échappé à ce double danger. Elle meurt, et un homme ridicule, plus femme par ses faiblesses qu'elle n'avait été homme par sa volonté, lui succède. Cecil, qui veut régner sous Jacques I^er^, ou plutôt sur Jacques I^er^, s'empresse de détruire le crédit futur de ce rival, autrefois son allié. Jacques craignait les braves; la hardiesse de la pensée ne

lui était pas moins odieuse que la valeur guerrière. Cecil eut peu de peine à ruiner d'avance un favori dont les qualités et les vices étaient antipathiques au monarque nouveau. Du règne de Jacques Ier date la disgrace de Raleigh, de cette disgrace son complot, et de ce complot sa perte, mais aussi sa gloire, le déploiement libre de son talent dans une prison d'état et la grandeur héroïque de sa mort.

Avant de toucher à cet échafaud sublime, nous avons à traverser cent mensonges et cent bassesses. Dans cette vie, comme sur un manteau de mauvais théâtre, il n'y a que de l'or et des taches. Avant même que Jacques Ier soit arrivé d'Écosse, on trouve le prévoyant Raleigh à la tête des opposans. Aubery, chroniqueur contemporain, fort crédule, il est vrai, le montre, au milieu d'une assemblée des seigneurs réunis à Whitehall, attaquant non-seulement Jacques Ier, mais le trône même : « Gardons pour nous le sceptre, et ne laissons pas une nation de mendians affamés (les Écossais) dominer l'Angleterre. » Telles sont les paroles qu'Aubery lui attribue; il ajoute que l'intention de Raleigh était de profiter de la circonstance et de fonder une république; *to set up a commonwealth*. On a vu jusqu'où pouvait aller la chimérique hardiesse de Walter Raleigh et la témérité de ses plans; au moment où le fils de la catholique Marie Stuart, détesté comme Écossais, méprisé comme homme, allait s'emparer du diadème, une telle idée pouvait bien venir au chercheur de l'Eldorado. Mais si l'on repousse, avec l'écrivain d'Édimbourg, ce fait, allégué par Aubery, le témoignage de tous les historiens est là pour attester que Raleigh, d'accord avec beaucoup de seigneurs et de citoyens, voulait opposer dès-lors une barrière à ce que l'on appelait l'envahissement des Écossais. Sully, qui le voyait beaucoup à Londres, le place au premier rang des mécontens prêts à conspirer contre un monarque qu'ils dédaignaient plus encore qu'ils ne le redoutaient. Dans ce moment même, Walter Raleigh prodiguait au roi pédant les mêmes flatteries qu'il avait administrées à la reine Élisabeth, et qui l'avaient toujours soutenu contre l'animadversion générale. Peu de temps après l'arrivée de Jacques, il lui écrit : « Combien je désirais voir enfin votre majesté! sachant qu'il y a toujours quelque chose de bon à apprendre d'elle, et avide d'augmenter et d'améliorer mes connaissances par votre discours! » Malgré cette adulation qui avait changé de note et qui s'adressait, non plus à la beauté d'une femme décrépite, mais à la faiblesse spéciale du monarque, un des premiers actes de Jacques fut de destituer Raleigh. Le capitaine des gardes céda sa place à un Écossais. Raleigh protesta inutilement, dans un mémoire

particulier, « de son attachement au roi, de son cœur fidèle, auquel sa majesté ne peut arracher d'aucune manière l'amour de sa royale personne; » il prit, sans succès, « le grand Dieu de la terre et du ciel à témoin qu'il n'était point mécontent (*the reverse of discontented*). » On le laissa mentir à sa conscience, sans alléger sa disgrace; aucune voix ne s'éleva en sa faveur.

Il était détesté. Tout le monde se réjouissait de sa chute. Ses défenseurs les plus ardens confessent cette joie et la profonde impopularité dans laquelle il était tombé. Ils s'en étonnent, mais à tort. L'ambassadeur français, De Beaumont rapporte que ce motif détermina la volonté incertaine de Jacques I^er^. « On applaudira, disait Cecil, à la chute d'un homme universellement haï. » Northumberland, son ami, dans une lettre que miss Aikin a conservée, avoue que sa réputation a beaucoup souffert d'une trop longue et trop intime liaison avec Raleigh. Comment cela n'aurait-il pas été? Pouvait-on oublier les degrés toujours rapides, souvent ignobles de cette fortune aventurière? Pouvait-on fermer les yeux sur cet assemblage extraordinaire de violence, de fourbe, de cruauté, de flatterie, de déception, d'intrigue et de mensonge? La mort d'Essex, qui lui était attribuée, achevait de révolter le sentiment public; la conquête chimérique de l'Eldorado avait laissé de vives traces. Enfin, Ben-Jonson, observateur profond, né pour être historien et qui se fit dramaturge, résumait, en une phrase admirable, les causes de cette haine : « c'est que *Raleigh estimait la gloire plus que sa conscience.* »

## V. — RALEIGH CONSPIRATEUR.

A-t-il conspiré contre Jacques I^er^? Des volumes ont été écrits sur cette question. La *Revue d'Édimbourg* se tire d'embarras en affirmant qu'il ne fut ni tout-à-fait innocent, ni tout-à-fait coupable. L'ambassadeur Beaumont, la plus puissante autorité en cette matière, mande à son maître que le crime moral est réel, mais que les preuves matérielles manquent. Selon l'évêque Goodman et Aubery, il avait tramé le complot pour le dénoncer au roi, perdre Cobham et rentrer en faveur. Tytler prétend que cette trame chimérique, inventée par Cecil, n'avait pour but que la ruine de Raleigh. Southey est d'avis que Raleigh a réellement conspiré. Hume et Lingard sont de la même opinion. Tous les historiens accusent Raleigh, tous ses biographes le défendent. Si nous comparons et que nous pesions avec

soin les détails nombreux allégués par ces autorités si diverses, et que nous les rapprochions des circonstances, du temps, du caractère, de la position et des désirs de Raleigh, il ne sera pas difficile de parvenir à la connaissance de la vérité. De nombreux complots enveloppaient le trône de Jacques, les uns tramés par des catholiques obscurs, les autres par des agens espagnols, un enfin par des seigneurs mécontens. Raleigh, dont le caractère a plus d'un rapport avec celui du célèbre lord Shaftesbury, connut, de ces complots, deux seulement, celui que tramaient les Espagnols, et celui dont lord Cobham, son ami, avait pris la direction. Qu'il ait conspiré avec les Espagnols en faveur de l'Espagne, objet de sa haine constante, c'est ce que l'on ne peut admettre; qu'il ait été instruit des projets de Cobham, lui-même l'avoue : « Je suis perdu, dit-il, pour avoir écouté un homme léger (*I listened to a vain man.*) » Malheureusement cet homme léger lui proposait une forte pension de l'Espagne, et le fait fut prouvé au procès. Sans confiance dans la capacité de Cobham, mais désirant, comme on ne peut en douter, la réussite des plans qui le délivreraient de Jacques Ier et de Cecil, il ne semble pas avoir trempé activement et personnellement dans le complot, mais s'être réservé un rôle plus habile, conseillé par sa ruse et par sa vengeance, celui d'instigateur et de moteur secret, attendant l'évènement pour recueillir plus tard les fruits d'une conspiration aux dangers de laquelle il échappait. Voilà ce qu'espérait le prudent Raleigh. Il se fiait si bien à sa ruse, qu'il se porta lui-même dénonciateur de Cobham, lorsque Cecil, averti de la conjuration, les fit arrêter l'un et l'autre. Cobham, furieux de cette dénonciation, rejeta aussitôt le poids de la conjuration sur Raleigh; puis, se souvenant qu'il n'avait aucune preuve matérielle contre ce dernier, dont la participation avait été indirecte et oblique, il se rétracta lâchement, revint sur sa rétractation, la renouvela, l'anéantit, et finit, sur l'échafaud même, par déclarer Walter Raleigh son complice. On dirait que Cobham, d'une intelligence aussi bornée que confuse, guidé dans ces voies périlleuses par un génie plus fort et plus habile, ignorait lui-même s'il lui était permis d'accuser Raleigh, et si l'assentiment tacite de ce dernier, son instigation sourde et cachée, pouvaient être allégués comme preuves. C'était l'habitude de Raleigh de mener à son but ceux qui l'environnaient. « Il prétend, dit son ami Northumberland, dominer et faire mouvoir toutes les pensées et toutes les conduites. » Cette domination *des pensées et des conduites*, qui se représentait vivement au faible cerveau de Cobham, lui arrachant tour à tour des inculpations

amères et des excuses pour Raleigh, nous semble la véritable clé de l'énigme. A couvert sous l'abri de sa prudence, Raleigh n'avait rien écrit, rien livré, rien donné au hasard; il n'avait point vu l'ambassadeur étranger, il n'avait point reçu chez lui les conspirateurs; il laissait Cobham marcher seul, et ce dernier, tout enflammé de vagues discours et de provocations indirectes, pouvait se perdre sans ruiner son ami. Raleigh le croyait; il comptait sur ses habiles précautions. Arrêté, il espéra se tirer d'affaire en dénonçant Cobham. Lâcheté audacieuse qui le perdit. Elle leva les scrupules de Cobham, qui s'écria : « Traître! infame! monstre! » et le chargea à son tour.

La moralité d'une telle conduite est d'une appréciation facile. Elle imprime à ce nom fameux une flétrissure plus profonde que le crime ou le malheur d'un complot avéré, dont Raleigh eût espéré les bénéfices et couru les chances. Ainsi jugeaient les contemporains et le public. Les Anglais, qui avaient eu tant de pitié d'Essex, ne trouvaient que mépris et haine pour Raleigh. Il pouvait entendre, de sa chambre dans la Tour, les malédictions populaires. Désespéré, il tenta de se suicider, « car je ne pourrais (dit-il dans une magnifique lettre à sa femme) subir les amères railleries de mes ennemis, leur attente féroce, les cruelles paroles des avocats et des juges, les infames sarcasmes du vulgaire, tout ce qui fait de moi un spectacle et un jouet d'horreur. » Son ennemi Cecil, qui poursuivait sa mort avec une persévérance froide, vint l'examiner après le suicide; il le trouva « incapable de soutenir son malheur, protestant de son innocence, insouciant de la vie. » La blessure fut guérie, et on le transféra de la Tour de Londres à Winchester, où il fut jugé. Le carrosse de Raleigh, que l'on avait confié à la garde de sir Robert Mansel, sortait de Londres au milieu des imprécations universelles. « Il est extraordinaire, dit un contemporain, nommé Hicks, dans sa lettre à Shrewsbury, combien cet homme est détesté; sur toute la route, les passans vomissaient contre lui les paroles les plus amères. J'avoue que s'il me fallait affronter une haine aussi générale, j'aimerais mieux mourir. Pour lui, il disait : *C'est de la canaille; je la méprise et n'y pense pas.* »

Voici venir pour Raleigh une nouvelle époque. La marque particulière de cette vie, c'est une parfaite lâcheté dans la bonne fortune et une sublimité inattendue dans l'extrême péril. Ame excessive, qui avait besoin d'une catastrophe pour s'y déployer et y apparaître; sur les bords de l'Orénoque, à Fayal, à Cadix, dans la poudre et la mêlée, dans le naufrage et la tempête, au milieu de peuples sau-

vages et de marins rebelles, il y a un grand homme, qui se nomme Raleigh. Auprès de l'échafaud d'Essex et de la coquette Élisabeth, entre l'imbécile Cobham et les acheteurs de graces, vous ne trouvez plus qu'un courtisan vénal, inventeur de mensonges lucratifs et fabricant de noires intrigues. L'Angleterre le voyait sous ce dernier aspect, lorsque ses ennemis se réunirent pour le juger, c'est-à-dire pour l'accabler. « J'aurais fait, dit un contemporain, cent milles à pied pour le voir pendre! » — « L'extrême haine qu'on lui portait, dit un autre, faisait de son procès criminel et de sa mort espérée une allégresse universelle. »

En une demi-journée tout changea. Raleigh retrouva en lui le grand homme, usa de son éloquence, ménagea ses ressources, déploya son sang-froid, et se montra si grand, que la sympathie, l'admiration et l'enthousiasme entourèrent le condamné. « L'extrême pitié, dit le même contemporain, vint tout à coup remplacer l'excès de la haine. » « C'est le plus heureux jour de Raleigh, dit sir Dudley Carleton, tant cet homme, dont la mort est décidée, a fait preuve d'esprit, de modération, de savoir, de courage et de force. » Le messager que Jacques I^er^ avait chargé de venir lui rendre compte des résultats du procès s'exprima ainsi : « Jamais, dans le passé, nul ne fut aussi éloquent; nul ne le sera jamais autant. J'aurais fait hier cent milles pour le voir pendre; j'en ferais aujourd'hui mille pour le sauver. » Cook et Popham, l'avocat-général et le grand-juge, l'avaient interrompu par des invectives; Cecil, présent au procès, l'avait insulté par sa commisération hypocrite. Il ne s'était pas démenti un instant, calme, simple, froid, répondant à tout, repoussant les insultes par la dignité, les accusations par la logique, opposant la fermeté à la colère et le sourire à l'invective. « Vous êtes un infame! disait Cook. — Vos phrases ne sont pas des preuves, disait Raleigh. — Traître! vipère! monstre infernal! criait l'accusateur. — Ce sont des mots! — Je manque d'expressions pour dire ce que vous êtes! — Il paraît que les expressions vous manquent; vous vous répétez beaucoup! — Votre instigation a tout fait, homme abominable, serpent d'enfer! — Ces paroles ne conviennent pas à un homme de votre qualité et de votre mérite. Mais je m'en console; vous n'avez contre moi que ces argumens. — Ah! vous êtes en colère! — Je n'ai point de motif de colère. — Vous êtes un homme adroit. — Toutes les preuves qui militent contre moi sont-elles de l'adresse? toutes les accusations portées contre moi sont-elles probables? » Déclaré coupable par le jury, quoique les preuves manquassent, et que le témoignage unique de Cobham ne

fût pas suffisant selon la loi anglaise, il conserva jusqu'au bout sa dignité dénuée d'orgueil et cette simplicité héroïque, admirée de ses nombreux ennemis. Jacques I^er^, aussi bizarre dans ses bonnes actions que dans ses mauvaises, fit monter sur l'échafaud tous les conspirateurs, excepté Raleigh, qui contemplait ce spectacle d'une fenêtre et qui riait, dit l'ambassadeur de Beaumont. Le shériff, au moment où Cobham, Grey et Markham allaient être décapités par le bourreau, annonça au peuple et aux condamnés que le roi faisait grace aux coupables. Raleigh continuait à rire; ce qui prouve, dit Beaumont, qu'il était instruit de la singulière comédie que Jacques I^er^ avait inventée. Quant à lui, pendant treize années entières, il fut détenu dans l'intérieur de la Tour de Londres, conservant la liberté de ses actions, se livrant à son goût pour les expériences de chimie et de physique, recevant ses amis, communiquant ses observations aux gens de lettres et aux savans de l'époque, et s'occupant à rendre, comme il le dit avec tant d'énergie, *sa pensée visible.*

C'était chose curieuse de voir le brillant gentilhomme, le courtisan, le soldat, revêtir le tablier du pharmacien, transformer en laboratoire un poulailler du jardin de la Tour, et « passer, comme le dit sir William Wade, gouverneur de cette prison (dans une lettre à Cecil), toute la journée au milieu des alambics. » Mais, s'il n'avait été que distillateur et inventeur d'un nouveau *cordial*, cet amusement aurait médiocrement protégé sa gloire. Il occupa mieux son temps. Que la retraite et la méditation aient réformé, ainsi que le prétend l'évêque Hall, les défauts originels de sa nature, nous ne le pensons pas, et le reste de sa vie prouvera bientôt que l'expérience, en le frappant de coups redoutables, ne l'avait point corrigé. Si son caractère resta le même, sa pensée, agrandie par la méditation et la retraite, refoulée et concentrée sur elle-même, loin des intrigues du palais et du bruit de la mêlée, sentit pour la première fois son empire et sa puissance. Combien de souvenirs impérieux et de réflexions fécondes durent se presser dans le cerveau de ce captif, qui pouvait dire comme notre poète :

..... Dieu, le grand Dieu, me jetant sur la mer,
Plusieurs fois m'abysma, sans du tout m'abysmer.
J'ai veu des creux enfers la caverne profonde;
J'ai esté balancé des orages du monde.
Aux tourbillons venteux des guerres et des cours
Insolent, j'ai usé ma jeunesse et mes jours.
Je me suis pleu au fer. . . . . . . . .

. . . . . . . . Et l'ame toujours vive,
J'ai guerroyé! . . . . . . . . . . (1).

Jamais la création littéraire ne fut sollicitée par des aiguillons aussi poignans. Il avait couru les mers, les champs de bataille et les deux mondes, exploré des régions nouvelles, vu les cours, les prisons et la mort présente. Tout ce qu'il savait, tout ce qu'il avait souffert, tout ce qu'il avait pensé demandait une expression et un déploiement. Si cet homme eût écrit avec quelque véracité les mémoires de sa vie, le livre eût pris rang à la tête des monumens historiques de tous les âges; mais cette vie avait été si équivoque, si peu vraie, si souvent odieuse dans sa gloire, si étrangement confuse, si bizarrement remplie de lumières et d'ombres, de mensonge et de grandeur, qu'il n'osait sans doute la regarder en face. D'ailleurs il espérait la liberté, et c'était un danger et une imprudence pour lui de toucher au règne de Jacques, à celui d'Élisabeth, aux intrigues d'une époque dont il avait parcouru tous les souterrains. Il résolut, selon sa dextérité habituelle, d'échapper à ce péril, et d'écrire l'*Histoire du monde*. Appelant à lui le secours des hommes lettrés, de Ben-Jonson et de plusieurs autres, s'appuyant sur leur érudition, disposant les matériaux qu'on lui apportait, il trouva moyen de mêler à ce récit ses propres résultats sous forme de digressions et de réflexions accessoires; ces fragmens de méditation, d'expérience et de philosophie politique dont sa pensée était surchargée, composent la partie capitale de l'œuvre. C'est le procédé de Montesquieu, de Machiavel, de Montaigne et de Vico. Tous les esprits puissans qui préfèrent le fonds à la forme et le poids de l'or à l'habileté de la dorure ont cédé à cette prédilection pour la pensée. Eut-il des collaborateurs? La *Revue d'Édimbourg* repousse avec indignation une telle hypothèse. Mais Ben-Jonson affirme que « les meilleurs esprits de l'Angleterre lui apportèrent leur secours. » Algernon Sidney répète cette assertion. Lingard, Hume et Southey la confirment. Elle nous semble vraie sous un seul rapport. Les faits, la chronologie, les citations, l'érudition, la partie faible et pédantesque de l'œuvre, appartiennent, nous n'en doutons pas, aux savans collaborateurs qui donnèrent à Raleigh tout ce que le siècle pouvait fournir, tout ce que lui-même n'avait pu acquérir, tout ce que la postérité voit sans estime, un savoir mal digéré, dénué de critique et rempli d'er-

(1) Théodore Agrippa d'Aubigné, *les Vengeances*.

reurs. Mais ce qu'il ne faut attribuer qu'à lui, c'est le coup-d'œil qu'il a jeté avant Bossuet sur la marche providentielle des empires, cette mâle et poétique unité du développement historique, cette liberté d'observations, cette simplicité de ton, cette richesse de résultats pratiques, ces images simples et nerveuses, cette originalité qui rappelle Montaigne, et cette fermeté grandiose qui n'est pas sans rapport avec l'aigle de Meaux. Voilà sa gloire. Il est pour la prose anglaise ce que Calvin est pour notre prose. Il occupe un trône dans la littérature anglaise. Plus pur et plus net que Bacon, il échappe au défaut des écrivains contemporains et antérieurs, au pédantisme. Comme Cervantes, qui était aussi un homme d'action, Raleigh a le premier introduit en Angleterre l'éloquence des choses et celle des idées. Se débarrassant de la citation et de la métaphore, il a employé la phrase nue, sortant, comme Minerve, franche et forte du sein de la pensée.

Quand Cecil et Somerset, l'un son ennemi, l'autre enrichi par la confiscation de ses biens, eurent quitté la scène, l'un enlevé par la mort, l'autre par la disgrace, Raleigh, qui avait reconquis l'estime par la fermeté de sa conduite pendant les débats de son procès, et la gloire par la publication de son livre, acheta sa liberté de la famille Buckingham, qui reçut quinze cents livres sterling du prisonnier et obtint sa grace. Cette gloire et cette estime, il va se hâter de les perdre.

## VI. — DERNIÈRES SCÈNES.

Libre, il promit au roi une mine d'or, à ceux qui voudraient l'accompagner l'*Eldorado*. Jacques, toujours timide, averti par l'ambassadeur espagnol que les intentions de Raleigh sont d'aller faire la guerre aux possessions espagnoles, ne signe point de lettres de grace, n'accorde pas à Raleigh son pardon, « le laisse traîner après lui, comme dit éloquemment Raleigh, la chaîne de son supplice, » et insère dans la patente qu'il lui accorde une clause expresse portant défense d'attaquer les Espagnols. Il part. Son premier acte est de mettre à feu et à sang la ville espagnole de Saint-Thomas. Son équipage, qu'il veut engager à courir les mers, comme *pirates*, s'y refuse, se révolte, et le ramène à Plymouth. Là commence un nouveau drame que nous laisserons à un chroniqueur contemporain le soin de raconter. Ce récit, dénué d'élégance et même de clarté, a du moins l'avantage d'une exactitude minutieuse.

« Peu de temps, dit-il, après le débarquement de Raleigh à Plymouth, sir Lewis Stuckley, son parent, amiral du comté de Devon, reçut l'ordre de s'emparer de sir Walter, et de le transporter à petites journées, à cause de la faiblesse de sa santé, à Londres. Sir Stuckley, proche parent du chevalier, se hâta d'obéir. Raleigh, déjà en négociation avec le patron d'une barque française pour passer en France, s'était mis en route pour aller rejoindre la barque, mais quelques réflexions tardives le firent hésiter, et il attendit. Stuckley eut donc le temps de s'assurer de sa personne. Il se dit malade, et gagna le médecin Manouri, Français de naissance; ce Manouri, par des vésicatoires, des potions et des préparations chimiques, fit naître une foule de cloches et de pustules sur le front, les joues, la poitrine, les bras, les jambes de Raleigh. Alors il contrefit l'insensé, frappant la terre des pieds et des mains, s'arrachant les cheveux, jurant et criant continuellement : « Merveille de Dieu! est-il possible que le malheur me retombe ainsi sur la tête? » Le médecin rapporta tout cela à M. Stuckley, qui eut pitié de l'état du prisonnier........ »

Raleigh contrefait l'aveugle et l'insensé, se traîne à quatre pattes dans sa chambre, prend des vomitifs, et semble se réjouir beaucoup de cette farce digne d'Arlequin,

« ..... Lorsque Manouri, sur la prière du domestique, entra seul dans le cabinet, il trouva le chevalier au lit; et, lui ayant demandé ce qui lui manquait, Raleigh répondit : « Il ne me manque rien; j'ai fait cela pour m'amuser. » Raleigh demanda alors le vomitif promis. Sir Stuckley étant entré, Raleigh recommença sa comédie; il simula des convulsions et des attaques de nerfs; il contracta ses bras et ses jambes; l'amiral et la personne qui l'accompagnait eurent toutes les peines du monde à le mettre en repos. Sir Lewis lui fit frotter tout le corps avec des linges chauds, jusqu'à ce qu'il fût en sueur. Raleigh avait grand'peine à ne pas rire. Seul avec Manouri, il lui disait : « C'est un grand médecin que Stuckley. »

« Les pustules causées par les vésicatoires étaient devenues si nombreuses et si horribles, que Stuckley et les conseillers royaux, chargés d'interroger le chevalier, ne pouvaient vaincre leur répugnance. Manouri, à qui l'amiral avait demandé conseil, ne lui donnait que des renseignemens superficiels et peu satisfaisans; l'amiral se mit à réfléchir et fit part de la circonstance à l'évêque d'Ély. Celui-ci conseilla d'appeler encore deux autres médecins. Ces médecins, en examinant le patient, ne surent que penser. Il défendirent de l'exposer

à l'air, ce qui, dirent-ils, pourrait lui coûter la vie. Ils écrivirent leur déclaration, que Manouri signa avec eux.....

« ..... Un jour, Raleigh, se trouvant seul dans son cabinet avec Manouri et se promenant en chemise de long en large, se mit à se regarder dans la glace, et lui dit tout bas : « Comme nous rirons un jour de nous être si bien moqués du roi, du conseil, des docteurs et des Espagnols! »

« Le 1er août, le roi arriva à Salisbury. Raleigh, qui s'attendait à être bientôt conduit à Londres, avait de son lit, par l'intermédiaire de Manouri, écrit différentes lettres et pris des mesures pour sa fuite. Comme il pensait que son chirurgien lui était dévoué, il n'hésita pas de se découvrir entièrement à lui, et lui fit de nouvelles promesses, s'il voulait continuer à le servir. Manouri, qui craignait les suites de la fuite du chevalier, feignit d'entrer dans ses vues. Celui-ci lui confia alors les détails de ses préparatifs. Le capitaine King était chargé de tenir à sa disposition, près de Gravesend, une barque louée, et de venir le chercher dans un petit bateau. Pour cela, il était nécessaire que Raleigh changeât de logement; il désirait être transféré dans sa propre maison. De là, il pensait pouvoir facilement échapper par une porte secrète à la vigilance de Stuckley. Manouri promit de le seconder. Il ajouta qu'il pensait que l'apologie que le chevalier avait envoyée au roi et au parlement suffirait pour le mettre à l'abri des poursuites. A cela, sir Walter répliqua : « Ne m'en parlez pas; un homme qui tremble pour sa vie n'est jamais tranquille. »

« La demande de Raleigh, qui désirait se faire soigner dans sa propre maison, lui fut accordée, à la sollicitation de quelques amis. Manouri, en l'apprenant, chercha à le tranquilliser, et lui dit : « Le « roi, qui vous a fait cette grace, a clairement montré par-là qu'il ne « veut pas votre ruine. » Mais le chevalier, secouant la tête, répondit : « Je n'ai pas de confiance. On a tout employé pour attirer le duc « de Biron à la cour, et une fois là, sa tête est tombée. Je suis certain « qu'ils sont convenus qu'il serait plus utile pour l'intérêt de l'état « de faire mourir un seul homme que de détruire les rapports com- « merciaux et les traités avec l'Espagne, rompus par cet homme. Le « sang d'un homme ferait marcher le commerce..... »

L'audace de Raleigh, ses ruses, ses menaces, commencèrent à effrayer Manouri. Quand Raleigh vit son confident ébranlé, il résolut de se fier à Stuckley. Ce dernier fit semblant de se laisser corrompre, et Raleigh fut perdu.

« ..... On partit pour Londres, et sir Walter fut transporté dans sa maison. A peine son arrivée fut-elle connue, que M. de La Chesnay, agent de Leclerc, ambassadeur de France, se présenta chez lui, de la part de son maître, désirant l'entretenir de choses importantes et qui concernaient le chevalier lui-même. M. de La Chesnay lui offrit une barque française et des lettres de recommandation pour le gouverneur de Calais; il lui dit qu'un seigneur était parti pour aller l'attendre dans cette dernière ville, chargé de tout préparer pour la continuation du voyage. Raleigh refusa la barque (parce qu'il avait plus de confiance dans la barque anglaise déjà louée), mais il accepta avec reconnaissance les lettres de recommandation, tous les amis qu'il avait en France étant morts. Le désir ardent de retrouver sa liberté peut seul expliquer l'imprudence avec laquelle le chevalier se fia à un étranger qu'il n'avait jamais vu, comme il le dit lui-même. Cette prétendue protection française n'était qu'un piége dans lequel ses ennemis, toujours vigilans, voulaient le faire tomber. Ils laissèrent la chose mûrir. Stuckley avait voulu se rendre maître d'une preuve positive de la liaison de Raleigh avec la France; chaque jour il envoyait au conseil intime le rapport de ce qui s'était passé chez le prisonnier, et de ce qu'il avait pu entendre dire par lui-même et sur lui. Le troisième jour après son arrivée à Londres, Raleigh quitta secrètement sa maison; accompagné de King, de Stuckley et de son fils, il monta dans la barque dont nous avons parlé pour descendre la rivière vers Gravesend. Un petit bateau qui les suivait de près donna de l'inquiétude au chevalier. Comme le flux n'arrivait pas, ils furent obligés de mettre pied à terre près de Greenwich. Là, Stuckley, changeant tout à coup de ton, s'empara de King, pendant que les personnes qui étaient dans l'autre bateau, et qui n'étaient que des agens de police, débarquaient également. Raleigh fut transporté dans une auberge, et le lendemain enfermé dans la Tour. »

Tel est le récit du contemporain. On voit, dans ces misérables tentatives, apparaître le délit originel de Raleigh, ce malheur dont il n'a jamais pu se défaire, et qui s'est mêlé à ses qualités, à ses triomphes, comme à ses catastrophes; c'est la préférence absolue donnée au succès, le besoin de réussir par tous les moyens possibles. Il avait reçu cette triste leçon au milieu des guerres civiles de la France. Une race dont la vivacité va droit au fait, dont le génie est pratique, dont la pensée rapide aperçoit toujours le résultat d'une action sans s'arrêter dans les lenteurs de la théorie et dans les nuages du rêve, a

prononcé la première ce mot terrible : *Væ victis!* malheur aux vaincus! C'est la prédominance du fait sur le droit, l'action absorbant la moralité. Un peuple ainsi convaincu se donne à lui-même une impulsion irrésistible; mais il se soumet aussi à des conséquences dangereuses : il admet le règne de l'apparence et fait trôner l'illusion. S'il suffit d'être vaincu pour sembler coupable, on est coupable dès qu'on paraît vaincu, victorieux et dominateur dès que l'on s'attribue les semblans du succès; on succombe à la chimère et l'on triomphe par elle. Cette confusion des réalités et des apparences, des vérités et des mensonges, favorisant le règne de la fraude, de la violence et de l'iniquité, entraîne dans les temps de troubles des crimes effroyables. Elle encourage les dupeurs d'ames et plaît aux escrocs de la gloire. Voilà ce que disait, du temps de Walter Raleigh, un homme de l'esprit le plus pénétrant et le plus hardi, celui que j'ai souvent cité, parce qu'il offre sous son aspect généreux et honorable la contre-partie du caractère mêlé de Raleigh, d'*Aubigné,* qui enveloppait son attaque d'une allégorie ingénieuse, de peur sans doute de blesser au vif ses contemporains. Le baron de *Fœneste* (1) n'est autre chose que le *baron de l'Apparence*. Raleigh, élevé à l'école des Guise et de leurs adversaires, disait lui-même au grand-chancelier : « Le succès n'admet pas de critique. On n'est point pirate quand on prend des millions. » C'est le fonds de la moralité de Raleigh.

J'ai dit la dernière scène honteuse du grand drame de Raleigh; j'ai laissé un chroniqueur vous exposer ce douloureux spectacle, le conquérant de Fayal, le héros de Cadix, descendant à de ridicules farces pour sauver quelques jours d'une vie souvent et noblement exposée. Livré au bourreau par Jacques I[er], qui avait laissé peser sur lui la sentence de mort, et que l'ambassadeur d'Espagne sollicitait avec instance, il se releva tout à coup. Ses derniers jours furent dignes de celui qui avait écrit le vers cornélien :

*Who oft doth think, must needs die well.*

L'homme qui sait penser ne peut que bien mourir.

Du moment où il se vit captif, il se vit mort, et toute sa *fortitude*

(1) Roman comique de Th.-Agrippa d'Aubigné, dont la pensée philosophique n'a pas été complétement appréciée. *Fœneste*, c'est l'homme qui paraît, *phaïnestai.* D'Aubigné, érudit et homme d'esprit, a emprunté au grec, selon l'habitude du XVI[e] siècle, le nom satirique de son héros. Il oppose au *baron de l'Apparence* (*Fœneste*) l'homme des *réalités,* M. Éné ( *einai* ), celui qui est véritablement courageux, noble et fort.

se déploya de nouveau. Ses juges le traitèrent avec un respect qui touchait à l'étonnement. « Allez, lui dit le grand-juge, homme plein de calamités, je n'ajouterai pas des afflictions nouvelles à vos afflictions. Vous qui avez été général, grand capitaine et d'un mâle courage, jetez-vous dans la mort, comme vous vous jetiez dans la mêlée. *Mors me expectat et ego mortem expectabo.* »

Il remercia le grand-juge de sa bonne opinion, et passa la nuit à mettre ordre à ses affaires. Sa dernière lettre à Élizabeth Throckmorton, sa femme, qui l'avait tendrement aimé, est à la fois un beau fragment dans l'histoire du cœur humain et un exemple mémorable de cette éloquence nerveuse qui n'a pas d'autre ornement que sa force; nous avons un double intérêt à la citer.

« Vous recevrez, ma chère femme, mes paroles suprêmes dans ces dernières lignes. Mon amour, je vous l'envoie pour que vous en gardiez la souvenance après ma mort; et mes conseils, pour vous diriger quand je ne serai plus. Je ne veux point vous dire mes peines, chère Élizabeth; qu'elles descendent au sépulcre avec moi, et qu'elles s'ensevelissent sous ma cendre. Puisque la volonté de Dieu n'est pas que je vous revoie, soutenez ma perte patiemment et avec un cœur digne de vous.

« Recevez tous les remerciemens que peut concevoir une ame, que des paroles peuvent exprimer, pour les soins et les fatigues que je vous ai causés. S'ils n'ont pas eu le succès que vous désiriez, ma dette n'est pas moindre; mais l'acquitter dans ce monde est impossible.

« Je vous supplie, au nom de l'amour que vous m'avez porté vivant, de ne pas vous condamner à une longue retraite, mais de réparer, autant que possible, ma fortune détruite et celle de votre pauvre enfant. Votre deuil ne peut m'être utile, à moi qui ne suis que cendre.

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

« J'espère que mon sang éteindra le mauvais vouloir de ceux qui désiraient ma ruine, et qu'ils ne voudront pas tuer vous et les vôtres par l'excès de la misère. A quel ami vous adresserais-je? Je ne sais; tous les miens m'ont abandonné au moment de l'épreuve. Je suis bien affligé de ne pas vous laisser un patrimoine plus considérable, étant ainsi surpris par la mort; et Dieu, le grand Dieu qui fait tout, ayant prévenu mes desseins. Si vous pouvez vivre exempte de besoins, ne désirez pas davantage. Le reste n'est que vanité. Aimez Dieu; vous trouverez en lui la grande et durable consolation.... Apprenez à votre

fils à l'aimer de bonne heure; Dieu sera pour vous un époux, pour lui un père... époux et père qu'on ne vous enlèvera pas.

« ..... Quand je serai mort, sans nul doute vous serez fort recherchée, car le monde pense que j'étais fort riche. Prenez garde aux faux-semblans. Nul plus grand malheur ne peut vous arriver, que de devenir la proie du monde et d'être ensuite méprisée de lui. Je ne parle pas ainsi (Dieu le sait!) pour vous déconseiller le mariage; c'est le parti le meilleur pour vous, devant Dieu et devant le monde. Quant à moi, je ne suis plus vôtre, vous n'êtes plus mienne. Dieu nous a séparés. Dieu m'a retranché du monde et m'a séparé de vous. Souvenez-vous de votre pauvre enfant, pour l'amour de son père, qui vous aima dans sa meilleure fortune. Si j'ai désiré vivre, Dieu sait que je l'ai désiré pour vous et votre enfant : mais sachez, chère femme, que votre fils est le fils d'un homme digne du nom d'homme, qui méprise, quant à lui, la mort sous ses plus odieuses formes. Je ne puis en écrire bien long. Dieu sait que je n'ai pas beaucoup de loisir, et que j'ai peine à dérober quelques heures de la nuit, pendant que tout le monde dort : il est aussi temps que je détache mes pensées de la terre. Réclamez mon corps et déposez-le, ce corps que l'on n'a pas voulu vous rendre vivant, près de mon père et de ma mère. Je ne puis en dire davantage. Le temps et la mort m'appellent......

« Celui qui fut à vous et qui n'est plus à lui,

« WALTER RALEIGH. »

Après avoir écrit la nuit, dans son cachot, cette naïve et forte épître, dans laquelle respire tant de grandeur, il s'aperçut que la lumière qui l'éclairait avait besoin d'être mouchée, et se rappelant son ancien métier d'homme d'esprit, il improvisa des vers dont voici la traduction exacte :

A quoi bon conserver cette mèche obscurcie,
Un reste de lumière, un lumignon fumeux?
Le lâche craint la mort; l'homme brave aime mieux
Éteindre d'un seul coup sa splendeur et sa vie.

Puis il éteignit la lumière et se coucha.

Nous laissons le même contemporain raconter ses derniers momens :

« Transon (doyen de Westminster, plus tard évêque de Salisbury), dit que Raleigh fut grand, résolu et ferme, quoique humble

et religieux. « Lorsque je commençai à le préparer à la mort, dit ce prêtre, il se montra si tranquille sur ce point, que j'en fus étonné. Lui ayant dit que des serviteurs de Dieu, dans une meilleure cause, avaient tremblé, il m'avoua que, lui aussi, mourait avec répugnance, mais que, Dieu merci, il ne craignait pas la mort; car, ajoutait-il, cela ne dépend que de l'imagination. J'aime mieux mourir comme cela que d'une fièvre chaude. »

Cette résignation, Raleigh la conserva jusqu'au dernier moment. Le peuple, devenu son ami, l'accueillit avec des applaudissemens; ses aventures, ses travaux, ses ouvrages se représentèrent vivement à la pensée de la foule. La beauté de sa tournure, que l'âge n'avait point effacée, sa démarche fière et assurée, ses yeux vifs, brillans et perçans, dont les malheurs avaient à peine affaibli le feu, excitaient sur son passage la pitié et l'admiration; il invita un grand nombre de hauts personnages à assister à son exécution, et écrivit lui-même les lettres, comme s'il les eût priés de venir prendre part à une fête; tous s'empressèrent de s'y rendre. Le 29 octobre 1618, cet acte sanglant eut lieu dans le vieux palais de Westminster, en face de la salle du parlement; sir Walter était conduit par les juges du comté de Middlesex. Il parut sur le théâtre de la mort avec le même calme qu'il avait montré depuis le prononcé du jugement. Il salua ses amis à droite et à gauche. Il portait un pourpoint de satin brun, un gilet de soie noir broché d'argent, des bas de soie gris-perle, et un manteau de velours noir broché d'argent. Son ancienne élégance reparaissait dans la sévérité même de ce funèbre costume. Quand le shérif eut crié silence, il dit, s'adressant au public :

« Je désire que l'on m'écoute, quoique je parle très bas: j'ai la fièvre tierce, et c'est aujourd'hui le jour et l'heure de ma maladie; si je montre quelque faiblesse, qu'elle soit attribuée à ma maladie! »

Apercevant lord Arundel et lord Doncaster à une fenêtre :

« Je remercie Dieu, dit-il en les regardant, de ce qu'il me permet de mourir, non dans les ténèbres, mais en présence de cette assemblée de gens honorables... Je hausserai la voix, gentilshommes, dans l'espoir d'être entendu de vos seigneuries! »

— Nous descendrons sur l'échafaud, interrompit Arundel.

« En effet, les gentilshommes descendirent, remontèrent la petite échelle de la charpente et l'entourèrent. Il leur serra la main, continua, et s'excusa noblement des imputations qui lui étaient faites,

prenant Arundel à témoin de la promesse qu'il lui avait donnée de revenir en Angleterre, quelle que fût l'issue de son entreprise. Ce fait fut solennellement attesté par le comte, qui se trouvait près de lui. Il parut péniblement affecté du reproche qui lui avait été souvent adressé, d'avoir ri pendant l'exécution du comte d'Essex; « au contraire, dit-il, j'ai versé des larmes amères en voyant l'échafaud du comte, cela m'a fait prévoir mon propre sort. Tous ceux qui m'avaient aimé du vivant d'Essex se sont détournés de moi après sa mort. » Il avoua que sa maladie était une feinte, qu'il avait trompé ainsi ses gardiens, et que son but avait été d'exciter la commisération, et de gagner du temps pour se sauver. Il reconnut que cette ruse était une faute, et il en demanda pardon; mais il s'écria d'une voix ferme que sa mort était l'ouvrage de l'Espagne.

« De là, il passa à des considérations plus sévères; il pria avec ferveur, puis déclara à tous les assistans que ses péchés étaient grands et nombreux. « J'ai marché dans la route de l'orgueil, ayant été suc-
« cessivement, et souvent à la fois, homme de cour, soldat, capitaine,
« amiral, général et marin, tous états où les vices abondent.

Il finit par ces mots: « Je prends congé de vous, faisant ma paix avec Dieu. » Puis, il saisit la hache, en examina le tranchant, et dit: « Le remède est sévère, mais il guérit tous les maux. » Et alors il salua amicalement le bourreau, lui pardonna, et le pria de frapper, à un signal donné, *vite* et *juste*.

« Après avoir levé une dernière fois vers le ciel un regard humble, mais serein, il pria de nouveau, ce qui émut au dernier point les spectateurs, et recommanda son ame à Dieu. Comme il avait déjà posé le cou sur le billot, un des assistans demanda qu'on plaçât son corps de manière à ce qu'il regardât l'est. Raleigh, que même dans ce moment son humeur gasconne n'avait pas abandonné, releva la tête et dit à cet homme : « Mon ami, mon ame fera le voyage, que mon corps soit placé vers l'est ou vers l'ouest. » Cependant il se conforma à ce désir. Lorsque la tête fut tombée, le bourreau la montra au peuple, en se taisant contre les usages, et sans dire : « Dieu conserve le roi! » — Le bourreau était muet. —

Tel fut le dénouement de cette vie extraordinaire qui a embarrassé les biographes. Raleigh a été aussi loin dans la route de la grandeur humaine, que l'audace, la souplesse et le génie peuvent porter un homme qui préfère la gloire aux principes.

Il était né dans un temps qui fomentait l'ardeur vague de l'ambition, laissant tout espérer à la témérité, et enivrant de magnifiques promesses les ames violentes. Nous savons aujourd'hui, fils du XIX^e^ siècle, ce qu'une époque peut contenir de désirs immodérés, d'espérances sans terme et de désirs insatiables. Raleigh désira être et fut tout; plus d'une fois il atteignit le succès, et sa renommée incomplète demeura comme suspendue entre tous ces genres de gloire. On l'a vu tout commencer, ne rien accomplir; de succès en succès n'aboutir qu'à des avortemens, et devoir son véritable triomphe à sa prison, lorsque cette ardeur fixée se concentra dans des pensées sévères, et valut à Raleigh la gloire littéraire, celle qui protége encore avec le plus de certitude et de magnificence une renommée équivoque.

A cette leçon curieuse rien ne manque, ni les incidens romanesques d'un drame lointain, ni les péripéties sanglantes ou fatales, ni les bigarrures de la comédie. Si magnanime de temps à autre que certains ne veulent pas croire à ses faiblesses, si dédaigneux de la vérité et de la morale que certains ne veulent pas croire à son héroïsme; sans arrêt, sans repos, sans scrupule; ame qui désire tout, ambition qui prétend à tout, générosité qui veut tout donner, avidité qui veut tout prendre, ardeur d'admiration qui embrasse mille espèces de grandeur; enthousiasme qui ne s'arrête à rien, et qui cherche les objets de la convoitise la plus diverse; intrigant, vénal, sans pitié; puis sublime; — devant une dépense si vaste de qualités annulées ou perdues, l'historien reste comme épouvanté. La vie de Raleigh ne seraitelle pas un enseignement énergique, digne de fixer l'attention des temps nouveaux?

PHILARÈTE CHASLES.

# THÉATRE ESPAGNOL.

## LE DRAME RELIGIEUX.[1]

Le fanatisme religieux, l'un des traits distinctifs des temps d'ignorance et de barbarie, s'affaiblit d'ordinaire à l'approche de la civilisation et disparaît tout-à-fait au milieu de l'éclat qu'elle répand lorsqu'elle a achevé de se développer. En cela, comme en bien d'autres choses, l'Espagne a fait exception aux lois générales de l'humanité. Pendant le moyen-âge, lorsque l'Europe entière était livrée aux ténèbres d'une superstition cruelle et grossière, un esprit de tolérance au moins relative régnait dans la Péninsule. Les chrétiens, placés en présence des Maures contre lesquels ils luttaient depuis des siècles avec des succès divers pour reconquérir leur indépendance et leur territoire, avaient sans doute puisé dans cette lutte prolongée le principe d'un attachement vif et ardent pour des croyances devenues le symbole de leur nationalité; mais d'un autre côté ils se trouvaient en contact continuel avec une population dans laquelle ils ne pouvaient méconnaître, malgré la différence de sa foi, des lumières supérieures, le goût des arts, une riche imagination, un caractère chevaleresque et même une grande douceur de mœurs. Ce contact était évidemment incompatible avec les préjugés absurdes, avec les haines furieuses qui partout ailleurs, chez les nations chrétiennes, s'associaient à l'idée de la

(1) Voyez les livraisons du 15 mars et 1er mai.

moindre dissidence religieuse. Les vicissitudes de la guerre, en faisant successivement dans chaque province, dans chaque ville, passer les chrétiens sous le pouvoir des mahométans et ces derniers sous le pouvoir des chrétiens, en renouvelant même à plusieurs reprises ces alternatives, avaient habitué les esprits à comprendre la nécessité d'user avec modération des faveurs de la fortune pour ne pas s'exposer à de cruelles représailles. Il était, d'ailleurs, dans la nature d'une lutte soutenue avec des forces à peu près égales de donner lieu fréquemment à des transactions qui faisaient de ces ménagemens un devoir absolu. Le plus souvent, les villes assiégées ne se rendaient au vainqueur qu'à la condition de conserver la liberté et même la publicité de leur culte. La diversité des religions était donc un fait patent, reconnu ; c'était en vertu d'un droit formel qu'elles existaient à côté l'une de l'autre. On s'exagérerait beaucoup pourtant cette situation si l'on voulait en conclure que la liberté de conscience existait alors en Espagne. Il était permis, il est vrai, d'y professer la croyance mahométane lorsqu'on l'avait héritée de ses pères, on pouvait y rester fidèle à la loi de Moïse qui n'interdisait même pas toujours l'accès des emplois publics et des dignités; mais, dans le sein de la société chrétienne, l'apostasie, l'hérésie, le schisme le plus léger, étaient dès-lors frappés de peines terribles. Néanmoins, il est facile de comprendre qu'une intolérance ainsi circonscrite, devenue en quelque sorte conventionnelle et soumise aux nécessités politiques comme aux lois de l'état, ne pouvait avoir, même dans le cercle où elle s'exerçait, l'âpreté, l'énergie cruelle qu'elle eût puisées dans le sentiment d'un droit absolu et illimité.

Cet état de choses explique la vive résistance qui se manifesta dans la nation espagnole, lorsque, vers la fin du XV[e] siècle, Ferdinand-le-Catholique, cédant plutôt à des considérations politiques qu'aux inspirations d'une piété exagérée, se détermina à créer le tribunal permanent de l'inquisition. Bien que ce tribunal ne fût pas encore à beaucoup près ce qu'il devint plus tard, le nom seul souleva dès-lors une répugnance qui alla sur quelques points jusqu'à la révolte ouverte. Il est vrai que la persévérance du roi et l'indomptable fermeté de son ministre Ximenez eurent bientôt triomphé de ces obstacles, et que le saint-office ne tarda pas à dépasser toutes les espérances de ses fondateurs. C'est sous le règne de Philippe II que cette effroyable institution atteignit son apogée. Il n'y avait pas encore un siècle qu'elle existait, et dans ce court intervalle elle avait fait disparaître de la Péninsule les derniers vestiges du mahométisme et du judaïsme, elle avait étouffé les germes nombreux que le protestantisme naissant y avait déjà jetés. En présence de l'Europe livrée aux discordes religieuses, l'Espagne seule présentait le spectacle d'une complète unité de foi, d'abord plus apparente que réelle sans aucun doute, qui n'était que la manifestation de la terreur produite par tant de supplices, mais qui avec le temps devait devenir sincère et se maintenir pendant des siècles.

Un tel succès constituerait un déplorable argument à l'appui de l'efficacité des moyens de terreur pour faire triompher un système ou une idée, et il fournirait à tous les genres de fanatisme l'arme dangereuse d'une spécieuse

logique, si, pour réfuter les conséquences qu'on en peut tirer, il ne suffisait de rappeler ce qu'il a coûté à la malheureuse Espagne. Pour quiconque étudiera sérieusement l'histoire de ce pays pendant les trois derniers siècles, pour quiconque recherchera, avec un désir sincère de trouver la vérité, les causes qui ont fait succéder tant de faiblesse, de misère et de ténèbres si profondes, à la force, à la puissance, au génie dont l'Espagne brillait il y a moins de trois cents ans, il sera démontré que l'inquisition est, sinon l'unique, du moins la grande, la principale cause de cette décadence, celle à laquelle toutes les autres se rattachent plus ou moins étroitement.

C'est en effet à l'inquisition, c'est à la terrible compression qu'elle exerça sur les esprits, aux barrières absolues qu'elle éleva entre l'Espagne et le reste de l'Europe, qu'il faut attribuer l'état stationnaire, et bientôt la marche rétrograde dont le résultat fut de laisser si loin en arrière de tous les autres peuples celui qui naguère avait marché à leur tête. C'est par l'effet des détestables maximes sur lesquelles reposait l'établissement du saint-office, que la religion, complètement et profondément dénaturée, devint en quelque sorte l'adversaire systématique de la civilisation et de la morale.

Le mal fut à son comble lorsque le pays même qui en était victime en eut perdu le sentiment, lorsqu'il se fut assez habitué au joug qu'on lui avait imposé pour s'en glorifier et pour repousser avec horreur la pensée de l'alléger, lorsqu'enfin l'isolement moral auquel on l'avait condamné, par un effet analogue à celui que la solitude prolongée produit trop souvent sur les individus, lui eut inspiré un opiniâtre et invincible attachement pour des idées étranges, bizarres, contraires à toute vérité comme à toute sociabilité.

Ce serait une belle histoire que celle qui exposerait en détail le principe, les progrès de cette transformation et les inévitables conséquences qui ne tardèrent pas à en découler. Malheureusement cette histoire n'a pas été écrite, et les matériaux d'après lesquels elle pourrait l'être, ne sont rien moins que faciles à réunir. A défaut de mémoires contemporains où l'on puisse chercher l'expression naïve et spontanée des sentimens, des opinions qui animaient alors les esprits, c'est seulement par l'étude intelligente et approfondie de la littérature espagnole de cette époque qu'il est possible d'arriver à s'en former une juste idée. Il est vrai que cette littérature, par son éclat, son abondance et son originalité, offre pour une semblable étude de bien précieuses ressources; il est vrai encore que les compositions dramatiques qui constituent sa richesse principale sont précisément, de toutes les branches de la poésie, celle qui reproduit le mieux le mouvement moral des peuples et qui permet d'apprécier avec le plus de justesse les tendances auxquelles ils obéissent à des époques déterminées.

Nous ne pouvons avoir la prétention de nous livrer ici à un semblable travail dans toute l'étendue qu'il comporte. Notre seul but est de faire entrevoir tout ce qu'un historien philosophe, cherchant à se rendre compte des révolutions intellectuelles qui ont amené l'Espagne au point où elle en est aujourd'hui, trouverait de secours et de lumières dans l'immense répertoire du théâtre espagnol.

C'est particulièrement sur les drames religieux qu'il devrait concentrer son attention, non pas qu'ils soient, malgré les incontestables beautés qu'offrent quelques-uns d'entre eux, les plus remarquables sous le rapport de l'art, mais parce qu'il n'en est pas de plus caractéristiques, de plus complètement originaux, parce que leur nature même rentre spécialement dans le point de vue où il faut se placer, comme nous le disions tout à l'heure, pour se rendre compte des véritables causes de la décadence de l'Espagne.

Ces drames sont très nombreux. L'Ancien Testament en fournit parfois le sujet. Plus habituellement, ils retracent des circonstances tirées de la vie des saints, particulièrement des saints espagnols, des fondateurs d'ordres religieux, et reproduisent sous la forme du dialogue les détails transmis par la tradition, en y ajoutant les développemens nécessaires pour donner à la légende la forme et la consistance de la comédie.

Il est une observation que suggèrent d'abord ces compositions singulières et dont on ne peut manquer d'être frappé en les lisant. Évidemment, le public devant lequel on les représentait avait une connaissance intime de l'histoire ecclésiastique. Tout ce qui se rapporte aux ordres monastiques, à leurs règles, au but de leur institution, à l'intérieur même de la vie des couvens, lui était familier, et loin d'être choqué de la bizarrerie des habitudes monacales, il y trouvait le principe d'un surcroît d'admiration et de respect pour les institutions dont elles étaient à ses yeux le symbole. S'il en eût été autrement, si les poètes eussent pu craindre que le tableau exact et naïf de la réalité ne jetât sur les saints personnages dont ils voulaient célèbrer la gloire une teinte de ridicule, ils eussent certainement essayé d'écarter un tel danger en idéalisant cette réalité et en remplaçant par des traits généraux l'exactitude un peu triviale de certains détails. C'est ce qu'on ne voit pas qu'ils aient jamais fait. Tout au contraire, il semble en les lisant que dans ce siècle d'ardentes croyances le froc et ses accessoires donnassent un caractère de noblesse et de grandeur à toutes les idées qu'on y rattachait, et ces tableaux de la vie religieuse étaient si loin d'exciter dans les esprits une impression analogue à celle qu'ils éveilleraient aujourd'hui, ils étaient si loin de prêter à la dérision, que les auteurs de ces drames, composés dans une intention évidente de piété, ne craignaient pas d'y mêler, suivant le goût du temps, des scènes de bouffonnerie dont nul alors n'était scandalisé; personne, en effet, ne supposait qu'on pût voir, dans l'ensemble du tableau au milieu duquel ces scènes étaient jetées, autre chose qu'un objet de respectueuse admiration.

Ces œuvres étranges où la superstition s'exprime souvent d'une manière si naïve, disons mieux, si grossière et si burlesque, qu'on les croirait datées du moyen-âge, avaient pourtant les mêmes auteurs, étaient représentées sur les mêmes théâtres, devant le même public, avec le même succès que tant d'autres drames, véritables chefs-d'œuvre de génie, de goût, d'esprit fin et exquis. C'était Lope, c'était Moreto, c'était Calderon lui-même, bien que dans une forme ordinairement plus poétique, qui offraient ces incroyables spectacles à la cour brillante et raffinée de Philippe IV. Une telle anomalie est certes une

des plus frappantes que présente l'histoire de l'Espagne, et elle suffirait pour imprimer à cette époque le caractère d'une incontestable originalité.

Il est, d'ailleurs, un contraste bien plus surprenant encore : c'est celui que présente, avec la haute civilisation du siècle où parurent ces comédies religieuses, l'absurde et odieuse morale qui en fait la base. Ne perdons pas de vue que, malgré les scènes bouffonnes dont elles sont semées, elles étaient composées dans une pensée d'édification, et qu'à l'accent de bonne foi, de conviction profonde qui y règne constamment, il est impossible de ne pas reconnaître qu'elles exprimaient les opinions généralement admises alors. C'est par ce côté qu'elles méritent surtout de fixer l'attention de l'observateur; c'est sous ce point de vue, nous l'avons déjà dit, que nous nous proposons de les examiner.

L'idée qui se trouve le plus souvent reproduite dans ces drames étranges, c'est celle de la toute puissance de la foi. Sur un pareil terrain, l'imagination peut s'ouvrir une large carrière. C'est une belle et grande pensée, inséparable d'ailleurs de toute religion positive, que celle qui fait, de la plénitude de la croyance religieuse, sinon le principe de toutes les vertus, du moins le complément nécessaire pour les épurer, pour les rendre complètement méritoires aux yeux de la Divinité, et l'unique appui dans lequel l'homme puisse trouver la force suffisante, soit pour résister à l'entraînement des passions, soit pour s'arracher à leur joug lorsqu'il a eu le malheur de le subir. Il y a certes dans un pareil thème une source d'inspirations d'autant plus puissantes qu'elles peuvent se concilier avec une haute raison. L'exaltation passionnée des poètes espagnols, d'accord avec l'esprit de leur temps, n'a pas su se renfermer dans ces limites. On dirait qu'en se bornant à nous présenter l'admirable alliance de la piété et de la vertu s'appuyant et se fortifiant l'une par l'autre, ils auraient craint de ne pas rendre à la foi un hommage suffisant. Pour nous la faire voir dans toute sa gloire, ils nous la montrent complètement isolée et brillante de sa seule beauté. Par une abstraction impossible, absurde, contradictoire jusque dans ses termes, ils la supposent associée aux vices les plus monstrueux, tolérant pendant toute la durée de l'existence humaine les erreurs des passions les plus criminelles, et au dernier moment opérant dans l'ame du coupable, par l'effet d'une grace miraculeuse, une conversion qui suffit pour assurer son salut. Quelquefois même, leur imagination ne s'arrête pas là : éludant hardiment, pour la plus grande gloire de la religion, un de ses dogmes fondamentaux, ils arrachent aux châtimens éternels le pécheur surpris par la mort au milieu du crime. S'ils n'osent pas dire précisément que la foi, à elle seule, suffit pour mériter au criminel non repentant l'éternité bien heureuse, ils arrivent par une voie détournée au même résultat; ils font intervenir la toute-puissance divine qui, bouleversant toutes les lois de la nature, ressuscite le croyant mort dans l'impénitence pour lui donner la possibilité de mériter cette éternité.

Dans le développement de ces conceptions monstrueuses, une seule crainte paraît préoccuper les poètes, celle de ne pas donner une idée assez complète de la puissance de la foi en ne peignant pas sous d'assez noires couleurs la

scélératesse de l'homme à qui elle ouvre les portes du ciel. Il semblerait qu'à leur gré ils ne l'ont jamais rendu assez odieux, assez effroyable. Ils mettent dans sa bouche, avec une naïveté qui rappelle l'enfance de l'art, l'aveu emphatique de ses forfaits et de sa perversité mêlé à la proclamation de ses sentimens religieux. Tout cela compose un ensemble tellement extraordinaire, qu'il serait impossible d'en donner l'idée au moyen de simples indications. Nous y réussirons mieux par l'analyse détaillée d'une comédie de Calderon, qui, assez médiocre en elle-même, mérite pourtant d'être signalée comme le type le plus complet peut-être de ces prodigieuses extravagances Nous voulons parler du *Purgatoire de saint Patrice,* dont la fable est empruntée à une des légendes les plus bizarres qu'ait inventées la crédulité du moyen-âge.

Deux hommes sont jetés par la tempête sur la côte d'Irlande. Le roi, qui se trouve là pour les recevoir, leur demande qui ils sont et quel motif les amène dans son pays. Il les avertit, en même temps, pour qu'ils sachent à qui ils ont à faire, que son nom est Égérius, qu'il est le souverain de l'île, que s'il est vêtu de peaux d'animaux, c'est parce qu'il se glorifie d'être un barbare et qu'il voudrait ressembler à une bête sauvage; enfin, qu'il n'adore aucun dieu, et qu'il ne connaît que la naissance et la mort. — A ce discours étrange, l'un des deux naufragés, Patrice, répond qu'il est chrétien, et qu'il s'est consacré dès son enfance aux études et aux pratiques du christianisme; il raconte plusieurs miracles que Dieu a déjà opérés en sa faveur, et qui semblent prouver qu'il est destiné à de grandes choses; il annonce d'un ton prophétique qu'il va prêcher à l'Irlande la doctrine sacrée de l'Évangile, et que la famille même du roi sera bientôt convertie. L'autre naufragé prend ensuite la parole. Son langage est assez curieux pour que nous le reproduisions textuellement :

« Grand Égérius, je suis Ludovic Ennius, chrétien aussi, c'est le seul trait de ressemblance que j'aie avec Patrice; encore, différons-nous, même en cela, de toute la distance qu'il y a d'un bon à un mauvais chrétien. Et cependant, pour la défense de ma foi, pour ce Dieu que j'adore et en qui je crois, je donnerais, s'il le fallait, mille et mille vies, tant cette croyance m'est précieuse. Je n'ai point, d'ailleurs, comme Patrice, à te raconter des actes de piété ou des miracles du ciel opérés en ma faveur, mais des vols, des meurtres, des sacriléges, des trahisons, des perfidies de toute espèce. C'est là ce dont je tire gloire. Je suis né dans une des îles de l'Irlande, et je pense que toutes les planètes ont combiné leurs plus funestes influences pour en composer ma destinée. La lune m'a donné l'inconstance, Mercure l'esprit de ruse et de tromperie, Vénus le goût effréné des plaisirs, Mars la cruauté (que peut-on attendre autre chose de Mars et de Vénus!); le soleil m'a inspiré des sentimens généreux, mais n'ayant pas les moyens de les satisfaire, j'ai recours, pour y suppléer, au larcin et au brigandage; Jupiter m'a rendu altier et superbe, Saturne irritable, emporté et enclin à la trahison. Mes actes ont répondu à de telles dispositions... J'avais suivi à Perpignan, en Espagne, mon père, exilé de sa patrie pour des motifs que je m'abstiendrai de rappeler. Resté orphelin dès ma plus tendre jeunesse, l'amour des femmes et le jeu ont été les mobiles constans de ma

conduite... Il serait trop long de te raconter toute ma vie, je me bornerai à t'en tracer une légère esquisse. Pour enlever une jeune fille, j'ai égorgé son père, un noble vieillard; j'ai tué dans son lit un honnête gentilhomme dont j'ai ensuite déshonoré la femme... Dieu veuille avoir l'ame de ces deux martyrs de l'honneur! Forcé de me réfugier en France pour échapper au châtiment de ce double meurtre, j'ai pris part aux guerres que le roi Étienne soutenait alors contre les Anglais, et je lui ai rendu, dans un combat, d'assez grands services, pour qu'il ait cru devoir m'accorder en récompense le commandement d'une compagnie. Je ne te dirai pas comment je lui ai prouvé ma reconnaissance. Qu'il te suffise de savoir que bientôt après, de retour à Perpignan, jouant avec des soldats dans un corps de garde, je me suis pris de querelle avec eux, j'ai donné un soufflet à un sergent, tué un capitaine et blessé trois ou quatre de leurs camarades. La justice ayant voulu m'arrêter au moment où je me réfugiais dans une église, j'ai frappé à mort un des alguazils qui me poursuivaient, seul acte méritoire au milieu de tant de crimes! Une de mes parentes, religieuse dans un couvent du voisinage, eut la bonté de m'y donner asile, et de sauver ainsi ma vie. Pour prix de son bienfait, j'ai osé (j'ai à peine la force de le dire, ce crime est si affreux, que je crois vraiment me repentir de l'avoir commis), j'ai osé, pendant l'obscurité de la nuit, pénétrer avec deux de mes amis jusque dans sa cellule. En m'apercevant, la terreur l'a fait tomber évanouie, et lorsqu'elle est revenue à elle, je l'avais emportée dans un lieu inhabité, où sans doute il n'a pas plu au ciel de venir à son secours. Les femmes pardonnent facilement les excès qu'elles peuvent attribuer à l'amour. Bientôt je suis parvenu à sécher ses larmes; inceste, adultère, sacrilége, elle a tout oublié. Montés sur deux chevaux rapides, nous sommes promptement arrivés à Valence, où je l'ai fait passer pour ma femme, et où nous avons vécu pendant quelque temps assez tranquillement. Mais lorsque le peu d'argent que j'avais emporté a été dissipé, me trouvant sans amis, sans ressource, j'ai voulu trafiquer de la beauté de ma prétendue femme. Si je pouvais avoir honte de quelque chose, ce serait sans doute d'une telle infamie. J'ai eu l'impudeur de lui en faire la proposition, elle a feint prudemment d'y consentir; mais à peine m'étais-je éloigné, qu'elle s'est réfugiée dans un monastère, où un saint religieux l'a réconciliée avec Dieu. Elle y est morte après avoir égalé sa faute par sa pénitence. Dieu veuille avoir son ame! C'est alors que, trouvant que le monde devenait trop étroit pour mes crimes, je me suis décidé à revenir dans ma patrie, où je pensais être plus en sûreté contre mes ennemis... Tu sais le reste de mon histoire... Maintenant, je ne demande pas la vie, je ne te demande aucune pitié; fais-moi mourir, au contraire, mets fin à l'existence d'un homme tellement pervers, qu'il ne lui est guère possible de revenir à la vertu. »

Sur ce bel exposé, le roi, charmé de trouver dans Ludovic une ame aussi féroce et aussi sauvage que la sienne, lui déclare qu'il lui pardonne d'être chrétien, qu'il veut l'avoir pour ami et qu'il le traitera désormais comme son plus cher favori. Patrice, au contraire, est accablé d'outrages, réduit en escla-

vage et condamné à garder les troupeaux. « Nous verrons, lui dit le roi, si ton Dieu saura te délivrer pour que tu ailles prêcher sa loi. » Avant de s'éloigner, Patrice, qui ne peut se défendre d'une inexplicable tendresse pour Ludovic, le conjure de ne pas oublier sa foi. Il obtient de lui la promesse que, *vivans ou morts,* ils se reverront encore dans ce monde.

A peine Patrice est-il arrivé au lieu de son exil, qu'un ange descend du ciel pour le délivrer; il le transporte successivement en France, où saint Germain lui donne l'habit religieux, et à Rome, où le pape Célestin le sacre évêque d'Irlande pour qu'il puisse travailler à la conversion des Irlandais.

Cependant Ludovic, par un digne retour des faveurs insensées dont il a été l'objet, vient de se livrer à de nouvelles violences. Il a tué plusieurs soldats chargés de l'arrêter. Le roi furieux le condamne à mort, en ajoutant, il est vrai, que c'est moins comme meurtrier que comme chrétien. Ludovic, dans sa prison, attendant son supplice, se réjouit à l'idée de mourir en martyr. Un moment, il est vrai, le condamné pense à se dérober à la main du bourreau en se frappant lui-même, mais il se rappelle qu'il est chrétien, il repousse une idée qu'il regarde comme une tentation de l'enfer, il ne veut ni perdre son ame, ni déshonorer par cet acte de désespoir la religion qu'il professe au milieu d'un peuple qui ne la connaît pas encore.

Ces saintes pensées ne se soutiennent pas long-temps. Une des filles du roi, dont il a su gagner le cœur, la princesse Polonia, réussit à corrompre les gardes de la prison; il est libre. Elle lui propose de l'accompagner. A peine arrivés dans un bois écarté, il la dépouille de ses diamans et la tue pour qu'elle ne retarde pas sa fuite. Ne pouvant plus retrouver son chemin, il entre la nuit dans la cabane d'un paysan et le force, le poignard sur la gorge, à lui servir de guide, se promettant bien de se débarrasser aussi de ce malheureux dès qu'il aura cessé de lui être utile. Il passe enfin la mer et continue le cours de ses voyages.

Sur ces entrefaites, Patrice est revenu en Irlande, où il a commencé l'exercice de sa mission épiscopale, parcourant le pays, appelant les habitans à la pénitence, accumulant miracles sur miracles et multipliant les conversions. Égérius, furieux de ses succès, engage avec lui une discussion théologique d'autant plus étrange qu'elle s'ouvre en présence du cadavre de sa malheureuse fille, dans le bois où Ludovic l'a égorgée et où l'on vient de la retrouver.

Le roi. — Qui te porte à troubler ainsi mes états par de trompeuses innovations? Je te l'ai déjà dit, nous ne connaissons ici que la naissance et la mort. C'est la seule doctrine que nos pères nous aient transmise. Quel est ce Dieu que tu nous enseignes, qui, après la vie temporelle, donne, dis-tu, la vie éternelle? L'ame peut-elle donc exister séparée du corps et éprouver de la souffrance et du bonheur?

Patrice. — L'esprit, en se dégageant de cette enveloppe terrestre qui n'est qu'un peu de boue, peut s'élever à une sphère supérieure qui est pour lui le

lieu de repos, s'il meurt dans la grace après avoir reçu le baptême et la pénitence.

Le roi. — Ainsi cette beauté, que nous voyons baignée dans son sang, existe encore là-haut?

Patrice. — Elle existe.

Le roi. — Prouve-moi que tu dis vrai.

A la prière de Patrice, un miracle s'opère, Polonia ressuscite. Saisie d'effroi au souvenir de tout ce qu'elle a vu dans l'autre monde, elle demande à grands cris le baptême. Tous les spectateurs s'écrient que le Christ est le vrai Dieu. La colère du roi ne fait que s'accroître.

Le roi. — Ce n'est qu'un tour de sorcellerie. Peuple insensé, est-il possible que tu ne t'aperçoives pas qu'on t'abuse par de vaines apparences! Pour moi, je ne croirai que si Patrice vient à bout de convaincre ma raison par ses argumens. Écoutez tous, notre dispute va commencer. Si l'ame était immortelle, elle ne pourrait cesser un seul moment d'être active.

Patrice. — Cela est vrai, et nos songes le prouvent, puisque les images qu'ils nous présentent ne sont autre chose que les conceptions qu'elle enfante alors qu'elle veille pendant le repos du corps, conceptions imparfaites, confuses, désordonnées, parce que dans ces momens l'action des sens est incomplète.

Le roi. — Soit. Mais ma fille était morte ou ne l'était pas. Si elle avait seulement perdu connaissance, où est le miracle? Si elle était morte, cette ame dont tu parles était nécessairement dans le ciel ou dans l'enfer, c'est toi qui le dis. Si elle était dans le ciel, la bonté divine n'aurait pas permis qu'une fois entrée dans ce lieu de grace et de repos, elle en sortît pour revenir, au milieu des dangers du monde, s'exposer à encourir une éternelle damnation. Était-elle au contraire dans l'enfer? Mais la justice n'admet pas ceux qui ont été damnés à concourir de nouveau pour mériter la grace divine, et la justice, en Dieu, est inséparable de la bonté, c'est la même chose. Où était donc cette ame?

Patrice. — Voici ma réponse : en supposant que pour une ame purifiée par le baptême, il ne fût après la mort d'autre destinée que la gloire du ciel ou les souffrances de l'enfer, je reconnais qu'en vertu des lois ordinaires de la Providence, une fois entrée dans une de ces demeures dernières, elle ne pourrait plus en sortir, bien qu'en parlant d'une manière absolue, Dieu eût toujours la puissance de la tirer de l'enfer; mais ce n'est pas là la question. L'ame n'est admise dans l'une ou l'autre de ces demeures que lorsque, par la volonté céleste, elle a pris congé du corps pour ne plus se réunir à lui. Si au contraire elle doit plus tard être jointe au corps de nouveau, elle reste comme en voyage, suspendue dans l'univers dont elle fait partie, sans y occuper une place déterminée. La puissance suprême, qui d'un seul coup d'œil embrasse tout l'avenir, au moment où elle a réalisé l'idée de ce monde conçue en elle de toute éternité, avait prévu ce qui vient d'arriver; certaine de la résurrection de ta fille, elle avait décidé que son ame resterait ainsi suspendue tout à la

fois dans l'espace et hors de l'espace... Apprends d'ailleurs que ces séjours de gloire et de souffrance ne sont pas les seuls, comme tu le crois; il en est encore un autre, c'est le purgatoire, où les ames de ceux qui sont morts dans la grace expient les fautes commises dans ce monde, car nul ne peut entrer au ciel, nul ne peut se présenter devant la Divinité qu'après avoir été complètement purifié.

Le roi demande encore à Patrice de lui prouver par un miracle la vérité de ses paroles. Patrice se met en prière. Un ange vient lui révéler qu'il existe, en Irlande même, dans un lieu qu'il lui désigne, une caverne obscure et profonde où Dieu permet aux coupables repentans de chercher, pendant qu'ils vivent encore, l'expiation de leurs péchés. Il faut pour cela qu'avant d'y pénétrer ils les aient confessés avec une entière contrition et qu'ils n'y soient conduits par aucune pensée mondaine; à cette condition, il leur sera permis d'y faire ainsi d'avance leur purgatoire; ils y verront les supplices des malheureux livrés aux flammes éternelles, ils y verront aussi la gloire des élus. Mais si une vaine curiosité les conduisait seule dans ce lieu d'épreuve, malheur à eux! Ils y resteraient à jamais, condamnés aux tourmens de l'enfer.

Patrice s'empresse de faire connaître au roi la révélation divine qu'il vient de recevoir; le roi veut à l'instant même descendre dans la caverne. Vainement Patrice s'efforce de l'arrêter en lui signalant le danger auquel il s'expose. Égérius pénètre dans l'abîme en s'écriant qu'il ne redoute ni le Dieu des chrétiens, ni les enchantemens par lesquels on essaie de l'épouvanter. A l'instant même, la foudre éclate, et il est englouti dans le feu éternel aux yeux de ses sujets épouvantés.

Des années s'écoulent, Patrice est mort après avoir achevé la conversion de l'Irlande. Avant de mourir, un envoyé céleste lui a appris que ce Ludovic qu'il aime toujours malgré ses crimes trouvera grace devant Dieu. Ludovic revient enfin de ses longs voyages. Ni le temps, ni le malheur n'ont pu le dompter. La pensée qui le ramène en Irlande, c'est celle de se venger d'un homme qui l'a autrefois offensé. Trois jours de suite, il l'attend, la nuit, pour lui donner la mort; mais toujours, au moment où il va le joindre, un inconnu, enveloppé dans un large manteau, se présente à l'improviste, et s'interposant entre eux, l'empêche d'accomplir sa vengeance. Il veut se débarrasser de cet obstacle, il se précipite l'épée à la main sur l'importun qui semble se plaire à lasser sa patience. Ses coups se perdent dans l'air, l'inconnu jette son manteau, et Ludovic ne voit plus qu'un squelette. Il recule épouvanté.— As-tu peur de toi-même? lui dit une voix; ne te reconnais-tu pas? Je suis ton propre portrait, je suis Ludovic Ennius.

A cette apparition terrible, Ludovic tombe évanoui. Lorsqu'il reprend ses sens, son ame, encore sous le poids de l'image effrayante qu'il a eue devant les yeux et des paroles qu'il vient d'entendre, est entièrement transformée. Il n'a plus qu'un désir, c'est d'aller chercher dans le purgatoire de Patrice l'expiation anticipée de ses forfaits. Il se jette aux pieds de l'évêque, successeur

de Patrice, qui, après avoir entendu sa confession, l'autorise à tenter l'épreuve qu'il sollicite avec tant d'ardeur et lui remet une lettre par laquelle il le recommande au prieur d'un chapitre de chanoines réguliers, préposés en quelque sorte à la garde du purgatoire. Le bon religieux, loin de céder aux premières demandes de Ludovic, le supplie de ne rien précipiter, de réfléchir mûrement à ce qu'il se propose, de ne pas s'exposer témérairement aux supplices de l'enfer; il lui dit que de tous ceux qui sont entrés jusqu'à présent dans la caverne fatale, on n'en a vu sortir qu'un bien petit nombre. Ludovic persiste, et le prieur, cédant enfin, lui fait ouvrir la porte du gouffre qui se referme aussitôt sur lui.

Au jour fixé pour le terme de cette redoutable épreuve et où, par conséquent, il doit revoir la lumière s'il est destiné à la revoir jamais, les chanoines, qui n'ont cessé d'invoquer le ciel en sa faveur, l'attendent à l'entrée du purgatoire. La reine, fille d'Égérius, le roi, son époux, celui même à qui Ludovic voulait naguère donner la mort, la malheureuse Polonia qu'il a jadis traitée avec tant de cruauté, l'attendent aussi. Le prieur ouvre solennellement la porte de la caverne, et Ludovic se présente à leurs yeux. Après avoir remercié le ciel de sa délivrance, il leur fait un long récit des prodiges dont il vient d'être témoin, récit assez semblable à celui de don Quichotte sortant de l'antre de Montesinos, ou à une scène de réception maçonique. A peine entré dans la caverne, il s'est vu assailli par des êtres monstrueux qui, moitié par leurs menaces, moitié par leurs mauvais traitemens, ont essayé de l'effrayer et de le décider à retourner sur ses pas, sans pousser plus loin l'aventure. Il les a mis en fuite en invoquant le nom de Jésus. Il a entendu les gémissemens et les blasphèmes des damnés, il les a vus, au milieu des flammes, les uns percés de flèches ardentes, les autres attachés à la terre par des clous de feu, d'autres encore dont des serpens de feu dévoraient les entrailles. Plus loin, des démons pansaient leurs plaies en y versant du plomb et de la résine bouillante. On lui a montré le *bain des délices*, où les femmes, livrées pendant leur vie aux recherches de la volupté, étaient plongées dans un lac de glace; des couleuvres cachées dans l'eau les déchiraient. Non loin de là, d'autres malheureux sortaient continuellement du sein d'un volcan enflammé, et à l'instant on les y replongeait comme pour raviver leurs tortures. Passant de l'enfer dans le purgatoire, il y a vu des souffrances non moins grandes, supportées avec courage et même avec cette espèce de joie qui s'attache à l'espérance; là, au lieu de chercher à l'épouvanter, on lui a prodigué des paroles d'encouragement et de consolation. Un fleuve de soufre, dont les rives étaient ornées de fleurs de feu, s'est ensuite offert à sa vue. Des hydres et des serpens en couvraient les flots. Sur ce fleuve s'élevait un pont tellement étroit, que ceux qui essayaient de le traverser ne pouvaient s'y soutenir et tombaient l'un après l'autre au milieu des monstres qui les mettaient en pièces. Forcé lui-même de tenter cette terrible entreprise, c'est encore à l'aide du nom de Jésus qu'il est parvenu à l'achever. Arrivé sur l'autre rive, il y a trouvé les délicieux jardins du paradis, des bois de cèdres et de lauriers, la terre couverte de fleurs bril-

lantes, le chant harmonieux des oiseaux mêlé au murmure de mille ruisseaux limpides, et, au milieu de tout cela, une ville étincelante de lumière, d'or, de pierres précieuses, où le glorieux saint Patrice, entouré d'une immense multitude d'anges et de saints, l'a félicité de son courage et lui a ordonné de retourner sur la terre pour y mériter d'être un jour admis dans la cité céleste. En terminant ce récit, Ludovic demande aux religieux de le recevoir dans leur communauté.

Ainsi finit cet étrange ouvrage. Si nous nous y sommes arrêté aussi longuement, c'est parce qu'à défaut d'un grand mérite littéraire, il a une valeur historique très réelle. L'époque où de tels spectacles pouvaient être avec succès offerts au public et où l'on croyait honorer la religion en la présentant comme une vaine abstraction compatible avec tous les écarts de la perversité et de la cruauté, cette époque est suffisamment caractérisée.

Ce n'est pas d'ailleurs le seul drame où Calderon ait développé cette monstrueuse doctrine. Elle fait encore le fonds de sa célèbre comédie *la Dévotion de la Croix,* dans laquelle il y a incontestablement plus d'art et de poésie que dans *le Purgatoire de saint Patrice,* mais qui cependant, à notre avis, a été beaucoup trop exaltée par Guillaume Schlegel. Le héros est un chef de brigands, non pas, comme les brigands de Schiller, un brigand philosophique, un systématique adversaire de la tyrannie légale, mais un véritable bandit qui, retiré dans des montagnes presque inaccessibles, répand la désolation et la terreur dans les campagnes voisines. Cependant, au milieu de ses innombrables forfaits, il a conservé un sentiment profond de respect pour les signes extérieurs de la piété. Après avoir blessé mortellement un de ses ennemis, il le porte lui-même jusqu'à l'entrée d'un couvent, pour qu'il puisse y recevoir les secours religieux. Sur la terre dont il recouvre les cadavres de ses nombreuses victimes, jamais il ne manque d'élever une croix. Au moment d'outrager une jeune religieuse qu'il est allé enlever jusque dans sa cellule, il s'enfuit épouvanté à l'aspect de la croix dont l'empreinte est marquée sur sa poitrine. Un vieux prêtre, qu'il rencontre sur un grand chemin et qu'il veut d'abord égorger, devient l'objet des égards les plus empressés, dès que son caractère est reconnu. Tant d'actes méritoires ne restent pas sans récompense. Le brigand finit par succomber dans une rencontre avec les paysans soulevés contre lui; mais la puissance divine le ressuscite pendant quelques instans pour qu'il puisse confesser ses péchés et gagner ainsi le ciel.

Nous pourrions citer une multitude d'autres drames, tant de Calderon que de ses émules, où se trouve reproduite l'idée fondamentale des deux compositions que nous venons d'analyser. Dans *l'Animal prophète* de Lope de Vega, Jésus-Christ descend du ciel pour sauver un croyant qui a tué son père et sa mère et projeté l'assassinat de sa femme. Dans *le Damné par faute de foi* de Tirso de Molina, un brigand, un meurtrier, mort repentant sur l'échafaud, est porté au ciel par les anges, tandis qu'un saint ermite, après une longue vie de sacrifices et de piété, est précipité, pour un seul instant de doute, dans le crime, et de là dans les flammes infernales. C'est toujours le même principe:

la foi seule est essentielle, la vertu n'en est qu'un accessoire dépourvu par lui-même de toute efficacité, et dont un rayon de repentir peut largement compenser l'absence. Il serait plus que superflu de faire ressortir quelle funeste influence une pareille doctrine devait exercer sur la morale publique.

Un autre principe non moins universellement admis à cette époque et dont le théâtre espagnol porte également témoignage, principe qui, au surplus, est en quelque sorte le corollaire obligé du précédent, c'est que l'hérésie est le plus grand des crimes; c'est qu'il n'est pas de châtiment trop sévère pour la punir, pas de précaution trop rigoureuse pour la prévenir ou l'étouffer à sa naissance; c'est qu'en vue d'un but aussi salutaire, aussi sacré, toute autre considération doit s'effacer; que les hérétiques, les ennemis de la croyance catholique, sont placés en dehors des lois de l'humanité; que tout est permis, soit pour les ramener à la foi, soit, s'ils s'y refusent, pour les anéantir, et que les promesses de tolérance ou d'indulgence qu'on leur aurait faites sont nulles de droit comme contraires à la loi de Dieu.

Ces maximes révoltantes étant, en réalité, celles qui servaient de base à l'inquisition, qui dirigeaient tous ses procédés et pouvaient seules les justifier, il n'y a pas lieu de s'étonner de les trouver citées dans les ouvrages des poètes espagnols du XVII^e siècle, comme autant d'axiomes incontestables ou plutôt comme des idées parfaitement naturelles, comme des lieux communs dont la négation constituerait un inacceptable paradoxe. On voit parfaitement, aux locutions proverbiales qu'emploient ces poètes, aux plaisanteries même qu'ils placent à tout propos dans la bouche de leurs bouffons, que la qualification d'hérétique constituait alors la plus grossière et la plus cruelle injure, que la pensée de l'hérésie éveillait immédiatement et inévitablement dans les esprits celle du feu et du bûcher; que le meurtre des mécréans passait pour un acte aussi glorieux que méritoire, et qu'on croyait fermement pouvoir tout se permettre à leur égard, la perfidie comme la cruauté.

Ici encore, en parcourant le théâtre espagnol pour y chercher des exemples à l'appui de cette assertion, nous n'avons que l'embarras du choix. Nous pourrions citer *la Vierge du Sanctuaire,* où Calderon nous montre la mère de Dieu glorifiant la violation des engagemens pris par un traité formel avec les Maures de Tolède, pour les maintenir dans la possession de leur grande mosquée, et venant tout exprès proclamer qu'il n'est pas de plus grand péché que de garder la parole donnée aux infidèles. Nous nous arrêterons de préférence à un autre drame assez peu connu du même auteur, *le Schisme d'Angleterre,* dont la conception nous paraît offrir un caractère d'originalité tout-à-fait particulier.

Calderon y a embrassé un bien vaste sujet, la lutte d'Henri VIII contre le protestantisme, puis ses amours avec Anne Boulen, son divorce, sa rupture avec l'église de Rome qui en fut la conséquence, la disgrace du cardinal Wolsey, premier auteur de cette révolution, la mort sanglante de la malheureuse Anne, et enfin, après tous ces évènemens historiques plus ou moins défigurés, un fait purement imaginaire, le repentir de Henri VIII et son

retour, assez vaguement indiqué d'ailleurs, au catholicisme. Une telle série de faits, dont un seul a fourni à Shakespeare les élémens d'un de ses plus beaux drames, ne pouvait évidemment être développée d'une manière satisfaisante dans les limites étroites que comporte une représentation dramatique. Aussi, Calderon n'en a-t-il tiré qu'une ébauche assez grossière et remarquable seulement sous le rapport historique, parce qu'elle donne une idée de l'opinion qu'on se formait à Madrid sur la révolution encore bien récente qui avait changé la religion de l'Angleterre. Ce qui est vraiment curieux, c'est que Calderon, en rejetant sur l'ambition et l'orgueil de Wolsey et d'Anne Boulen tout l'odieux de cette révolution, fait de Henri VIII un assez bon homme, un peu vif, un peu crédule, mais prompt à revenir, facile au repentir, et dont un conseiller perfide ne réussit qu'à grand'peine à vaincre un moment la profonde vénération pour le pape, qu'il appelle un vice-Dieu, un Dieu même, doué sur la terre de la toute-puissance.

L'intérêt de cette pièce se concentre sur la reine Catherine, douce, tendre, résignée, généreuse, et particulierement sur sa fille, celle qui épousa depuis Philippe II, qui porta sur le trône un zèle si outré pour le catholicisme, et que les Anglais ont flétrie du nom de la sanglante Marie. Un tel personnage devait plaire à Calderon. Le caractère qu'il lui prête est d'une bizarrerie bien caractéristique, et amène un dénouement aussi singulier qu'inattendu.

Le roi a ordonné la mort d'Anne Boulen, qu'il a surprise dans un entretien secret avec un ancien amant. L'illusion passionnée qui l'a entraîné à commettre tant d'erreurs est complètement dissipée, et il est sur le point de rappeler auprès de lui la reine Catherine, lorsque la princesse Marie, vêtue de deuil, vient lui annoncer que sa malheureuse mère a succombé à ses chagrins. En apprenant cette douloureuse nouvelle, Henri s'abandonne à l'expression de ses remords et de ses regrets; il prie celle dont il a causé les souffrances et la mort d'intercéder pour lui auprès de la Divinité; il témoigne le désir de réparer le mal qu'il a fait à la religion. Dès ce moment même, afin d'assurer à la fille de Catherine la succession au trône, il veut que le parlement soit convoqué pour la reconnaître en qualité d'héritière et lui prêter serment. Vainement Marie le conjure de laisser quelques instans à sa douleur. Il faut que la volonté du roi s'accomplisse sans délai.

Le parlement est réuni Le roi et la princesse sont assis sur un trône, et à leurs pieds est le cadavre d'Anne Boulen, recouvert d'un voile, que le roi fait enlever en présence du public. Ici commence une scène étrange.

Marie. — Votre majesté m'a dignement vengée, puisqu'elle a mis à mes pieds celle qui voulait s'élever au-dessus de ma tête. Cet heureux commencement m'annonce, j'ose l'espérer, un avenir aussi glorieux que fortuné.

Un capitaine des gardes. — Le très chrétien Henri, ce monarque si grand, que la couronne d'Angleterre, malgré l'éclat dont elle brille, est au-dessous de son mérite, pour dissiper l'erreur du vulgaire ignorant qui pourrait croire que la reine Catherine n'était pas sa légitime épouse, veut que son

unique fille, la princesse Marie, soit proclamée héritière du trône, et que, comme telle, on lui jure fidélité. C'est pour cela qu'il a convoqué à Londres tous les grands d'Angleterre. En vertu de sa toute-puissance, il leur ordonne de prêter le serment. Sont-ils prêts à obéir?

Tous. — Nous sommes prêts.

Le capitaine. — Son altesse jurera à son tour d'accomplir les engagemens que je vais énumérer. Elle consacrera tous ses soins, toutes ses forces, elle ne reculera devant aucun sacrifice pour maintenir ses sujets en paix : c'est le premier devoir des rois. Elle ne contraindra personne à renoncer aux innovations religieuses qui se sont introduites dans ce pays. Pour éviter de fâcheuses querelles, elle persistera dans la politique suivie par son père à l'égard du pontife romain. Elle n'enlèvera pas aux laïques les revenus ecclésiastiques qui leur ont été distribués, et elle ne verra pas un vol dans ce changement de destination. Si votre altesse prête ce serment, toute la noblesse va la reconnaître pour héritière.

Marie. — Je ne veux pas l'être à ce prix. Est-il possible, sire, que votre majesté m'ordonne de prêter ce serment?

Le Roi. — Le parlement l'exige, et ce n'est pas une innovation qu'il demande.

Marie. — Si le parlement croit que je m'y soumettrai, il se trompe; la promesse de mille couronnes ne me l'arracherait pas. Puisque votre majesté connaît la vérité, je la conjure de ne pas permettre que, pour un intérêt mondain, la loi de Dieu soit foulée aux pieds. Le prince qui a écrit sur les sept sacremens ce livre rempli d'une doctrine si merveilleuse, que les plus savans théologiens en parlent avec respect, qui a condamné la désobéissance au pape par des argumens tellemens concluans, qu'ils imposent silence à l'hérétique le plus opiniâtre, qui a réfuté si victorieusement tous les sophismes de Luther, ce monstre de l'Allemagne, peut-il se contredire à ce point?

Le Roi. — Tu dis vrai; mais il faut ménager mon honneur. Infortuné Henri, que de malheurs t'attendent! Marie, vous êtes jeune, vous êtes femme; c'est votre peu d'expérience qui vous fait parler ainsi. Vous reconnaîtrez bientôt qu'il vous importe de faire ce qu'on vous demande.

Marie. — Ce qui importe, c'est que nous rendions à l'église une humble obéissance; pour moi, je me prosterne devant elle, je me soumets à ses decrets, et je renonce à toutes les promesses du monde plutôt que de renier la loi divine.

Le Roi. — On ne vous demande pas de renier cette loi, mais de laisser dormir quelques-unes de ses dispositions.

Marie. — Manquer à une seule, c'est les violer toutes.

Un ministre. — Sire, veuillez engager la princesse à ne pas résister davantage. A moins qu'elle ne cède, le parlement refusera de lui jurer fidélité.

Marie. — Et il fera très bien, car je ne veux pas qu'il ignore que si, moi régnant, qui que ce soit osait enfreindre les préceptes de ma religion, je le ferais brûler vif. Le plus prompt repentir pourrait seul l'en sauver.

LE ROI. — C'est sa jeunesse qui la fait parler ainsi; mais elle a trop d'intelligence pour ne pas se modérer avec le temps. Le parlement peut lui prêter serment. Si, devenue reine, elle ne gouverne pas au gré de la nation, la nation la déposera. (A voix basse.) Dissimulez et taisez-vous, Marie; un jour viendra où vous pourrez sans danger vous livrer à l'ardeur de votre zèle, et où cette étincelle produira un incendie.

LE CAPITAINE DES GARDES. — Le parlement veut-il prêter le serment?

TOUS. — Oui, puisque le roi l'ordonne.

LE MINISTRE. — Avec les conditions exprimées.

MARIE, à part. — Je n'accepte pas ces conditions.

Cette scène, qui exprime bien évidemment la pensée de Calderon et de son siècle, vaut toute une dissertation historique. On ne peut pas être surpris qu'un pays où l'on concevait ainsi la religion, la morale et la politique, soit tombé dans la situation déplorable où on devait le voir bientôt après, et vers laquelle il marchait dès-lors à grands pas. Cette appréciation serait pourtant incomplète, et par conséquent inexacte, si nous n'ajoutions qu'à ce qu'il y avait dans un pareil ordre d'idées d'absurde, de révoltant, de cruel, se mêlait une certaine grandeur, qui, à quelques égards, en tempérait les déplorables effets. Nulle part, sans doute, l'exaltation religieuse n'a pris plus qu'en Espagne le caractère d'une exagération poussée parfois jusqu'à la déraison la plus absolue, jusqu'à la férocité; mais, dans d'autres pays, elle a dégénéré en superstitions ridicules et puériles qui ont énervé et dégradé complètement le caractère national. En Espagne, il n'en a pas été ainsi. Quelque chose de fier, d'ardent, de passionné, y a constamment plané sur les démonstrations extérieures de la piété. Tandis qu'ailleurs la religion tout entière s'absorbait dans d'étroites et mesquines pratiques de dévotion, elle prenait en Espagne le caractère d'une inspiration puissante et élevée jusque dans ses écarts. Le fanatisme, où il entre toujours une certaine dose d'énergie, y dominait la superstition, principe infaillible d'affaiblissement, et c'est sans doute une des causes auxquelles le peuple espagnol doit d'avoir conservé, jusque dans la profonde décadence de son gouvernement, de ses institutions, de ses classes supérieures, le germe d'une force morale qui, sommeillant en quelque sorte dans les temps ordinaires, devait, lorsque de grandes circonstances viendraient la stimuler, se réveiller avec éclat, au profond étonnement de l'Europe, pour faire bientôt place, il est vrai, à un nouvel engourdissement.

Ce côté favorable de l'exagération du principe religieux, qui pendant les trois derniers siècles a régné au-delà des Pyrénées, se retrouve jusque dans les drames dont nous avons signalé les innombrables extravagances. Il ressort bien mieux encore dans quelques autres, grace à la nature plus heureuse du sujet. Calderon surtout, celui de tous les poètes espagnols qui a porté le plus de grandeur et de noblesse dans cette branche de l'art dramatique, a montré plus d'une fois tout le parti qu'un génie tel que le sien pouvait tirer de pareilles idées. Dans *le Martyr de Portugal,* dans *le Magicien prodi-*

*gieux* et dans quelques autres ouvrages encore, il a su exprimer admirablement la puissance du sentiment de la foi. Il y a d'ailleurs dans tout ce qu'il a produit, surtout en ce genre, une verve de poésie fantastique qui lui est particulière et qu'on ne retrouve au même degré dans aucun de ses contemporains. On risquerait donc de se tromper si l'on voulait chercher en lui l'exacte mesure de son siècle. La comédie si célèbre en Espagne du *Diable prédicateur,* œuvre d'un génie moins éminent, quoique bien remarquable encore, peut être considérée comme un écho plus exact des impressions religieuses du temps dans ce qu'elles avaient d'élevé, de puissant, de vraiment original.

*Le Diable prédicateur* appartient à la classe des drames anonymes, si nombreux dans le répertoire espagnol; les opinions qui l'attribuent soit à Louis de Belmonte, soit à tel autre poète du règne de Philippe IV, ont en effet trop peu de consistance pour qu'on puisse s'y arrêter avec quelque apparence de certitude.

Pour bien apprécier ce singulier ouvrage, il faut d'abord constater l'esprit dans lequel il a été composé. Le but de l'auteur était de glorifier l'ordre religieux des franciscains, d'exciter en sa faveur la dévotion et la munificence des fidèles, et ce but, il paraît qu'il l'avait complètement atteint. Pendant bien long-temps, en effet, lorsque ces moines, si populaires en Espagne, croyaient s'apercevoir d'un relâchement dans l'espèce de culte dont ils étaient l'objet, d'une diminution dans la somme des aumônes qu'on leur prodiguait, ils demandaient qu'on remît sur la scène *le Diable prédicateur :* cet expédient bizarre était, dit-on, d'un effet assuré. On comprend ce qu'offre de curieux, pour l'étude de l'histoire et de l'esprit humain, l'examen du drame qui agissait ainsi sur les imaginations.

L'action se passe à Lucques. Le prince de l'abîme, Lucifer, monté sur un dragon ailé, fait en ce moment un voyage autour du monde pour s'assurer par lui-même de l'étendue de sa puissance. Il appelle Asmodée, à qui il a laissé en son absence le gouvernement de l'empire infernal. Il lui raconte ce qu'il a vu et les projets nouveaux que lui ont suggérés ses observations. Il a trouvé les neuf dixièmes de la terre soumis à son obéissance, plongés dans les ténèbres de l'islamisme ou adorant de fausses divinités. A peine quelques contrées de l'Europe reconnaissent-elles la loi du vrai Dieu. Parmi les ordres religieux qui y sont établis, et qui, par leurs prières, désarment la colère du ciel, irrité de tant de profanations et de crimes, il en est un qui a surtout frappé l'attention de Lucifer, et dont il ne parle qu'avec un douloureux emportement, parce qu'il y voit le principal instrument du salut des ames, le principal obstacle au succès de ses efforts : c'est l'ordre des franciscains. Le poète place ici dans la bouche du démon un résumé des légendes et des traditions qui ont popularisé dans la Péninsule la mémoire de saint François; il rappelle, par des allusions rapides qui prouvent combien ces traditions étaient alors universellement connues, les similitudes que la faveur céleste avait voulu établir entre la vie du sauveur des hommes et celle du fondateur des

moines mendians, l'un et l'autre nés dans une étable, l'un et l'autre assistés dans leurs travaux par douze disciples, tous deux flagellés jusqu'au sang, tous deux percés de cinq glorieuses blessures. A cette comparaison, que nous ne suivrons pas dans ses détails minutieux, succède un magnifique éloge du zèle et de la piété des religieux franciscains, *dont les efforts conduisent au ciel plus d'ames que tous les hérésiarques réunis n'en ont jamais précipité dans les enfers et que l'Océan ne contient de grains de sable.* Lucifer voit en eux ses plus redoutables ennemis. Son orgueil s'en irrite autant que son ambition : « Il ne faut pas te le dissimuler, Asmodée, dit-il à son confident; si je ne me hâte d'y pourvoir, il n'y aura bientôt plus un seul lieu où ces mendians déguenillés n'aient arboré la bannière de celui qui, par son héroïque humilité, a mérité d'être appelé le grand lieutenant du Christ et d'occuper la place que m'a fait perdre jadis ma téméraire présomption. Voici l'entreprise où je t'appelle; certes elle n'est pas aisée; mon audace n'en a pas tenté de plus difficile depuis celle que j'osai diriger contre le trône céleste. La règle que suivent ces hommes, c'est, tu ne l'ignores pas, la vie apostolique. Cette règle n'a pas été établie par une simple inspiration d'en haut; c'est Dieu lui-même qui, de sa propre bouche, l'a dictée à François, et lorsque François, ému de pitié pour ses successeurs, lui demanda où des êtres soumis aux faiblesses humaines puiseraient la force nécessaire pour observer les vingt-cinq préceptes dont elle se compose, préceptes si rigoureux qu'aucun ne peut être enfreint sans péché mortel : Ne t'en inquiète pas, lui répondit le Seigneur, je me charge de susciter ceux qui les garderont. — Mais il n'a pas dit que tous sans exception y seraient fidèles; s'il l'eût dit, tous nos efforts seraient vains. Pars donc pour l'Espagne, dirige-toi sur Tolède qui en est aujourd'hui la principale cité, jettes-y les germes de l'impiété parmi les hommes d'une condition moyenne et dans le corps des marchands, auxquels ces moines doivent principalement les aumônes qui les font vivre; empêche que la dévotion ne prenne racine dans leurs cœurs, car les Espagnols tiennent fortement aux impressions qu'ils ont une fois reçues. Quant aux riches, ne t'inquiète pas d'eux, leurs désirs immodérés agiront plus efficacement sur leur ame que toutes tes insinuations. Eussent-ils sous les yeux des milliers de pauvres, ils n'y feront aucune attention. Comme ils n'ont jamais vu de près le besoin, ils ne le comprennent pas : je parle du plus grand nombre; on trouve partout des exceptions. Pour moi, je reste dans cette ville de Lucques où je travaille, par mes artifices, à empêcher ces moines de conserver un couvent qu'ils y ont fondé. Je m'efforce d'engager les habitans à changer en mauvais traitemens et en injures les aumônes qu'ils leur accordaient. Déja je les ai presque amenés à croire qu'il est plus méritoire de venir au secours de ceux qui vivent dans la misère avec une famille qu'ils ont peine à soutenir, que de ces religieux mendians qui ne rendent aucun service à l'état... Pars donc pour l'Espagne. Ces malheureux ont beau implorer la protection divine : je ferai si bien que ce nouveau vaisseau de l'église échouera contre les écueils impies et les cœurs rebelles. Se voyant refuser le strict nécessaire, ils auront peine à se défendre

des entraînemens de la faiblesse humaine. Leur confiance sera pour le moins ébranlée, et le navire qui les porte, s'il ne se perd pas tout-à-fait, sera au moins maltraité par la tempête; il s'égarera dans les bas-fonds, s'il ne se brise complètement. »

Asmodée, obéissant aux ordres de son souverain, s'éloigne à l'instant. Depuis ce moment, il n'est plus question de lui ni de sa mission. Toute l'action du drame se concentre dans l'attaque que Lucifer lui-même dirige contre les religieux de Lucques. Le plan qu'il vient d'annoncer s'exécute de point en point. Les bourgeois, cédant aux suggestions secrètes du démon, deviennent sourds aux prières des malheureux religieux, les aumônes cessent complètement. Un certain Ludovic, le plus riche, mais aussi le plus impie des habitans de Lucques, se distingue surtout par la brutalité de ses refus. Vainement le père gardien s'efforce de ranimer par ses exhortations la ferveur des fidèles. Son insistance ne fait qu'irriter des esprits prévenus. Poursuivi, menacé, il se voit forcé de rentrer dans son couvent, dont les portes, se refermant à l'instant sur lui, peuvent à peine le soustraire, lui et ses moines, aux outrages de la foule. Le gouverneur lui-même, s'associant à la haine populaire, essaie d'abord d'engager les religieux à quitter une ville où on ne veut plus les supporter, et bientôt il prétend les y obliger. Privés de toutes ressources, épuisés par la faim qui les presse, le courage des religieux faiblit. Déjà on parle de vendre les vases sacrés, d'aller chercher ailleurs une terre plus hospitalière. Le père gardien, dont la pieuse et noble fermeté a jusqu'à ce moment résisté aux instances de ses frères, commence à chanceler. Lucifer triomphe. Il se croit au moment d'atteindre le but qu'il s'était proposé, mais sa joie est de courte durée. Tout à coup une clarté éclatante vient l'éblouir. L'Enfant-Jésus lui apparaît, le visage couvert d'un voile. Auprès de lui est saint Michel, qui apostrophe ainsi l'ange déchu.

SAINT MICHEL. — Serpent infernal, j'humilierai ton orgueil.

LUCIFER. — Michel!

SAINT MICHEL. — Comment, connaissant la promesse que le Créateur a faite à François, comment as-tu pu croire que tes fourberies enlèveraient à ces religieux leurs moyens d'existence?

LUCIFER. — Nul ne sait mieux que moi que l'immense parole de Dieu ne peut manquer d'être accomplie, mais la confiance qu'on place en elle peut faillir, et déjà il est bien sûr que, si ce sentiment n'est pas tout-à-fait détruit chez ces moines, il est au moins fort ébranlé. Il n'est pas indispensable, pour que je triomphe, qu'ils soient privés de ce qui leur est nécessaire; il suffit que j'aie décidé le peuple à le leur refuser.

SAINT MICHEL. — Eh bien! tu déferas toi-même ton ouvrage. Pour punir ta faute, tu es chargé d'amener Ludovic à se repentir, à se soumettre à la loi sainte.

LUCIFER. — Moi! lutter contre moi-même, malheureux que je suis!

SAINT MICHEL. — Ce n'est pas tout, il faut encore que tu construises un autre couvent où en dépit de toi François comptera d'autres disciples.

Lucifer. — Comment?

Saint Michel. — Ne réplique pas. Il faut que tu fasses ce que ferait François. Entre dans son couvent. Reproche à ses moines d'avoir pu penser un instant à l'abandonner. C'est à toi qu'il appartient désormais d'assurer leur subsistance et en outre de leur fournir des moyens de secourir un certain nombre de pauvres, comme le prescrit la règle que Dieu leur a dictée. Va donc, et jusqu'à ce que tu reçoives de nouveaux ordres, exécute scrupuleusement ceux que je viens de te donner. Tu apprendras ainsi à ne plus t'attaquer à François dans ses moines.

Lucifer reste accablé. Son désespoir s'exhale en plaintes douloureuses contre la partialité du Très-Haut, qui, non content d'avoir donné aux hommes tant de moyens de résister à ses attaques, le force ainsi à se combattre lui-même. Cependant il faut obéir. Revêtu d'un froc de franciscain, il se présente à l'improviste au milieu des religieux qui déjà se préparent à quitter leur retraite et à s'éloigner.

Lucifer. — *Deo gratias,* mes frères. (A part.) Quel supplice!

Le père gardien. — Dieu me soit en aide! Qui êtes-vous, mon père? Comment êtes-vous entré ici?

Frère Nicolas. — Il n'a pu entrer par la porte, je l'avais fermée.

Lucifer. — Aucune porte n'est fermée pour la puissance divine. C'est elle qui, sans que je pusse m'y refuser, m'a amené ici d'un pays tellement éloigné, que le soleil lui-même ignore son existence ou dédaigne de le visiter.

Le père gardien. — Votre nom?

Lucifer. — Je m'appelle frère *Obéissant forcé.* On me nommait jadis Chérubin.

Le frère Antolin (le gracioso.) — C'est sans doute un Basque.

Le père gardien. — Mon père, dites-nous ce qui vous amène. Vos paroles, le prodige de votre entrée dans ce couvent, malgré la clôture des portes, nous remplissent de trouble et d'inquiétude. Je crains quelque piége de notre grand ennemi.

Lucifer. — Ne craignez rien. C'est par l'ordre de Dieu que je viens, c'est lui qui m'a chargé de vous reprocher votre peu de foi. Les soldats enrôlés sous la bannière du grand lieutenant du Christ doivent-ils abandonner ainsi lâchement la place qu'il leur a confiée? Il n'y a pas encore deux jours que l'ennemi vous tient assiégés, et déjà votre force, votre espérance, se sont évanouies! Ceux qui devaient résister comme des rocs aux attaques de l'impiété, en qui la moindre hésitation sera déjà coupable, reculent ainsi à la simple menace du danger! Sachant que Dieu a promis à notre père que le nécessaire ne manquerait jamais à ses enfans, ils ont pu se rendre coupables au point de douter de l'accomplissement d'une promesse divine! (A part.) Est-il bien possible que ce soit moi qui parle ainsi! Je me sens tout brûlant de colère. (Haut.) Croyez qu'alors même que dans l'univers entier les êtres raisonnables fermeraient,

sans exception, leur cœur à la pitié, les anges vous apporteraient la nourriture qui vous a été promise, le démon lui-même s'en chargerait au besoin.

LE FRÈRE ANTOLIN. — Il parle avec tant de chaleur, que la flamme sort par ses yeux.

LE PÈRE GARDIEN. — Mon père, je vois bien que vous êtes un envoyé de Dieu; je le reconnais à l'empire que vos paroles exercent sur nous. Je sens que maintenant j'expirerais de faim mille fois plutôt que d'abandonner la maison de mon père saint François.

LE FRÈRE PIERRE. — Il n'est pas un de ses vrais enfans qui ne soit prêt à donner sa vie pour Dieu.

LE FRÈRE NICOLAS. — Et ils se repentent tous, mon père, d'avoir pu un seul instant penser à tourner le dos au danger.

LUCIFER, à part. — Ainsi donc, la peur naturelle à laquelle ils ont un moment cédé devient pour eux une occasion de s'acquérir de nouveaux titres à la faveur du ciel! Ceux que Dieu protége rentrent bien vite dans la bonne voie... (Haut.) Mes frères, apaisez par des sacrifices le juste mécontentement du Créateur, qui vous porte tant de tendresse. Pour moi, je me charge de pourvoir à votre subsistance; je serai votre aumônier.

LE FRÈRE ANTOLIN. — Vous espérez trouver des aumônes dans cette ville? Vous me faites rire.

LUCIFER. — Vous serez bientôt détrompé... Père gardien, ne craignez rien, faites ouvrir ces portes.

LE PÈRE GARDIEN. — C'est un ange, il faut lui obéir... Mais le ciel m'éclaire. Dieu me soit en aide... Cachons ce prodige à mes religieux.

LUCIFER. — Allez tous au chœur, et cessez de craindre. Tant que je vous assisterai, le bercail de François sera à l'abri des attaques des loups.

LE PÈRE GARDIEN. — Oui, puisque Dieu a changé le poison en contre-poison.

Lucifer se met à l'œuvre, et tout a bientôt changé de face. Les aumônes arrivent de toutes parts au couvent, les moyens ordinaires ne suffisent plus pour les y transporter. Du surplus des produits de la charité publique, un autre monastère s'élève avec rapidité. Le prétendu moine se multiplie. On le voit partout à la fois, parcourant la ville pour stimuler la générosité des fidèles, dirigeant la construction du nouvel édifice, pressant les ouvriers, faisant preuve en tous lieux d'une activité, d'une adresse, d'une force miraculeuse. Les religieux, frappés de ces qualités extraordinaires auxquelles se mêle dans l'inconnu quelque chose d'étrange et de mystérieux, se demandent qui il peut être. L'un croit voir en lui un être étranger à l'humanité; l'autre, à son ton d'autorité et à une certaine âpreté de langage, le prend pour le prophète Élie. Le père gardien, qu'une révélation divine a instruit de la vérité, conseille à ses frères de ne pas chercher à pénétrer les secrets du ciel, et de se contenter

d'obéir aux ordres de celui en qui ils ne peuvent méconnaître un envoyé de Dieu.

Le rôle du père gardien est d'une grande beauté. La simplicité, l'abnégation du moine se réunissent en lui à la fermeté calme et prudente sans laquelle il n'est pas possible de diriger utilement d'autres hommes. Il y a entre lui et Lucifer une scène remarquable.

Le père gardien. — Père Obéissant, le couvent que vous construisez est-il bien avancé?

Lucifer. — Il est achevé.

Le père gardien. Entièrement?

Lucifer. — Il ne reste plus qu'à le blanchir.

Le père gardien. — La rapidité de cette construction me surprend, je l'avoue.

Lucifer. — Il y a pourtant cinq mois qu'on en a posé la première pierre, et ces cinq mois m'ont paru cent années. Je n'y ai contribué que par ma présence assidue aux travaux, en cherchant l'argent nécessaire et en traçant le plan de l'édifice; mais, si le Créateur me l'eût permis, j'eusse fait en cinq jours et en moins peut-être plus que cent hommes n'ont fait en cinq mois.

Le père gardien, à part. — Il vaut mieux ne pas paraître comprendre. (Haut.) Je vous crois; mais Dieu ne fait pas de miracles sans nécessité.

Lucifer. — Ce miracle, je l'aurais fait à moi seul; je suis assez puissant pour cela, si Dieu ne m'en eût empêché.

Le père gardien. — Je sais qui vous êtes. Vous n'avez pas besoin de me le faire entendre.

Lucifer. — Je ne l'ignore pas.

Le père gardien. — Et je sais aussi que votre puissance n'égale pas celle de mon père saint François.

Lucifer. — Père gardien, la faveur dont votre père jouit auprès du roi du ciel fait toute sa force, et, sous ce rapport, elle est grande, je l'avoue; mais ce n'est pas une puissance véritable que celle qui a besoin de recourir à la prière.

Le père gardien. — Quelle est donc la puissance qui ne procède pas de Dieu?

Lucifer. — N'argumentons pas, soyez humble; auprès de moi, le plus savant en sait bien peu.

Le père gardien. — Je n'en ai jamais douté; mais il n'est pas moins vrai qu'avec toute sa puissance, avec toute sa science, celui qui me parle n'a pu atteindre l'objet de ses vœux les plus ardens.

Lucifer. — Non? Eh bien! mon père, pourquoi pensez-vous donc que Dieu me punit?

Le père gardien. — Pour votre intention.

Lucifer. — Père gardien, vous êtes un bon religieux, mais votre intelli-

gence est faible. Lorsque je suis venu vous trouver, vous et vos moines, n'étiez-vous pas résolus à abandonner lâchement le couvent? En ce qui vous concerne, j'avais donc atteint mon but, puisque le Créateur ne s'est interposé que lorsqu'il vous a vus vaincus. Rendez-lui donc grace de sa miraculeuse intervention; mais croyez que, si vous aviez eu plus de courage, mon châtiment serait moindre.

Le père gardien. — C'est en toute justice que vous m'avez humilié.

Lucifer. — Je suis condamné à faire ce que ferait François, s'il vivait encore. Jugez s'il était possible de m'imposer une mortification plus douloureuse, sans compter l'ignominie d'être contraint à me couvrir de sa bure.

Le père gardien. — Jamais vous n'avez été plus honoré depuis que vous êtes tombé du ciel.

Lucifer. — L'orgueil vous aveugle et vous fait perdre la mémoire. Oubliez-vous donc votre origine? ignorez-vous que vous êtes sorti de la boue et de la poussière?

Le père gardien. — Je ne l'oublie pas : je sais que Dieu a formé le premier homme de ses propres mains, avec un peu de terre; mais la création de l'ange lui a coûté moins encore, puisque d'une seule parole...

Lucifer. — Laissons cela; de telles matières ne peuvent être traitées entre nous : vous les ignorez, et il ne m'est pas permis de vous répondre. Quand voulez-vous que nous commencions la fondation nouvelle?

Le père gardien. — Sur-le-champ, si vous le trouvez bon.

Lucifer. — C'est ce que je désire. Quels sont ceux des frères qui y travailleront?

Le père gardien. — Je ne puis les désigner; c'est à vous qu'il appartient de les choisir et d'en fixer le nombre. Mon devoir est seulement d'exécuter tout ce que vous aurez ordonné.

Lucifer. — Quelle hypocrite humilité! Mais le temps viendra bientôt où on le verra passer d'un extrême à l'autre.

Le père gardien. — Dieu permettra que vos artifices nous fournissent de nouvelles occasions de mériter sa grace.

Lucifer. — Si Dieu y intervient, cela sera facile sans doute. Autrement, je sais par expérience comment vous combattez.

Le père gardien. — J'avoue que je ne suis que poussière.

Lucifer. — Allez, allez faire paître vos brebis. Je les vois qui attendent leur pasteur. Prenez garde qu'il ne s'en égare quelqu'une, elle pourrait se perdre.

Le père gardien. — Ce soin serait superflu de ma part. C'est à vous de les garder s'il survient quelque danger, puisque Dieu ne vous a envoyé parmi nous que pour être le chien de garde de son troupeau. (Il sort.)

Lucifer. — Il le faut bien, hélas! puisqu'il ne m'est permis de mordre aucune de ces brebis. Mais un jour viendra où, le berger et moi, nous nous verrons d'une autre façon.

Il y a, ce me semble, quelque chose d'éminemment dramatique dans cet étrange dialogue, où le ciel et l'enfer, forcés, pour ainsi dire, d'exister un moment à côté l'un de l'autre, de suspendre leurs hostilités, de concourir au même but, se dédommagent d'une aussi pénible contrainte par un assaut d'ironie amère si profondément empreint de leur insurmontable antipathie. C'est une très belle idée, imparfaitement esquissée, il est vrai, par l'auteur espagnol, que de montrer la simplicité d'une ame ferme, pure et religieuse, luttant contre toutes les ressources du génie infernal et le déconcertant même quelquefois par la seule force de la vertu et de la vérité. Ce qui, dans le texte, ajoute encore à l'effet de cette scène, mais ce que nous n'avons pu transporter dans la traduction, c'est que les deux interlocuteurs ne se parlent qu'à la troisième personne. Cette forme, autorisée par le génie de la langue espagnole, donne à leur entretien une teinte vague et mystérieuse parfaitement appropriée au sujet.

Cependant Lucifer, en raffermissant le courage des religieux, en leur élevant un nouveau couvent, en réchauffant la ferveur du peuple de Lucques, n'a accompli qu'une partie de sa tâche. Nous avons vu que saint Michel lui a aussi prescrit de travailler à convertir le mauvais riche Ludovic. Mais ici tous ses efforts échouent contre l'avarice de cet homme pervers, contre son impiété, et surtout contre la haine particulière qu'il porte à l'ordre de saint François. L'éloquence du démon réussit bien à le troubler, à l'effrayer, à le remplir d'une sorte de respect dont il ne sait comment se rendre compte; mais rien ne peut le déterminer à se départir de la moindre parcelle de son immense fortune.

Ludovic vient de se marier. Sa jeune femme Octavie, douce, charmante, pieuse, forme avec lui le contraste le plus parfait. Avant d'épouser Ludovic, elle avait donné son cœur à un homme plus digne d'elle. Forcée de renoncer à son amant, elle se consacre désormais tout entière à l'indigne époux que ses parens l'ont forcée d'accepter; elle ne se permet ni un regret ni un souvenir. Néanmoins, la jalousie de Ludovic ne tarde pas à s'éveiller, et dans son emportement il se résout à donner la mort à la malheureuse Octavie. Avertie par plusieurs indices du sort qu'il lui prépare, elle se refuse à fuir, elle croirait se rendre coupable. Le scélérat l'attire dans un lieu écarté où il espère pouvoir cacher son crime. Il la frappe d'un coup de poignard; elle tombe en invoquant le nom de la Vierge. Lucifer, qui avait ordre de la sauver, mais qui n'a pu y parvenir, est auprès d'elle; il reconnaît bientôt qu'un prodige va s'opérer. « Elle est morte, et cependant, dit-il, son ame n'est ni montée au ciel ni descendue dans l'enfer, et elle n'est pas non plus entrée dans le purgatoire. » Tout à coup, au son d'une musique céleste, la Vierge apparaît au milieu d'un chœur d'anges. Elle s'approche d'Octavie et la touche de ses mains. Le seul Lucifer a aperçu la reine des cieux, invisible pour les yeux mortels. A l'aspect de sa plus puissante ennemie, de celle qui a brisé son empire, de douloureux souvenirs s'agitent en lui, il sent plus vivement les angoisses du désespoir éternel,

et pourtant, subjugué par une puissance surnaturelle, il se prosterne, il gémit de ne pouvoir s'associer au culte que l'univers rend à la mère de Dieu, il célèbre comme involontairement ses perfections infinies, sa puissance illimitée, les récompenses qu'elle accorde à ceux qui lui ont voué une dévotion particulière. Ses transports, le tremblement qui l'agite, le feu qui sort de ses yeux, les paroles entrecoupées qui s'échappent de sa bouche, étonnent et épouvantent un moine présent à cette scène, mais pour qui l'apparition céleste est restée non avenue. Le miracle est enfin accompli, la Vierge s'éloigne, et Octavie ressuscite.

Irrité, mais non persuadé par ce miracle, Ludovic persiste dans son impiété. Vainement Lucifer tente un dernier effort pour le convertir, vainement il lui annonce la mort qui le menace, la damnation qui doit la suivre et qu'une aumône faite à saint François peut détourner. Ludovic, averti qu'il n'a plus qu'un moment pour se repentir, brave encore la puissance divine. Au signal enfin donné par saint Michel, Lucifer s'empare de sa proie, et Ludovic disparaît au milieu des flammes. Le démon croit avoir accompli toute sa mission, déjà il vient rejeter le froc qui pèse tant à son orgueil; mais saint Michel lui déclare qu'il lui reste encore à faire restituer aux pauvres tout ce que leur a dérobé le scélérat qui vient de périr. Pour exécuter ce nouvel ordre, Lucifer appelle Astaroth, un de ses lieutenans. Ce dernier prend la figure de Ludovic, fait convoquer tous ceux qui ont à se plaindre de ses spoliations et leur partage ses richesses. Lorsque cette œuvre de réparation est terminée, Lucifer, dépouillant enfin le costume monacal, raconte en peu de mots, au peuple accouru de toutes parts sur le bruit de la prétendue conversion de Ludovic, les étranges évènemens qui viennent de se passer. « Demain, dit-il, le père gardien, qui a tout vu, à qui Dieu a tout révélé, vous donnera, dans un sermon, des explications plus complètes. Et maintenant, François, la trève est expirée entre tes enfans et moi. Je redeviens ton plus grand ennemi. Veille sur eux. Puisqu'il ne m'est pas permis de les priver de leur subsistance, c'est en attaquant leur vertu que je satisferai ma haine. »

Ainsi se termine *le Diable prédicateur*. Nous ne donnerions pas de cette comédie une idée complète si nous n'ajoutions que l'auteur, fidèle à la mode de son temps, a mis au nombre des personnages un *gracioso* qui occupe même dans la pièce une place très considérable. C'est un frère lai, poltron, menteur et surtout gourmand, que Lucifer s'amuse à tourmenter dans ses momens de loisir. La grossière et joviale sensualité du frère Antolin, son ignorance, l'impossibilité où il est de s'élever à aucun sentiment exalté, à aucune pensée de dévouement et de sacrifice, forment avec la nature du sujet un contraste qui n'est pas dépourvu d'art, et qui d'ailleurs produit des effets d'un très bon comique.

En faisant la part des idées religieuses du temps, reproduites par le poète avec une force de vérité qui nous transporte en quelque sorte au milieu de son siècle, il est impossible de ne pas reconnaître dans l'ensemble de cette

composition un caractère de grandeur et d'originalité qui en explique le long succès. C'est incontestablement une conception neuve et forte que la position de Lucifer, condamné à travailler contre lui-même, à faire usage pour sauver les hommes des puissantes facultés qu'il emploie d'ordinaire à les perdre, gémissant de ses propres succès et y trouvant la plus cruelle de ses tortures. Nous avons déjà dit ce que nous trouvions d'imposant dans le rôle du père gardien. La pureté vraiment céleste de la malheureuse épouse de Ludovic, l'angélique douceur de sa piété, jettent au milieu de ces sévères créations un charme tout particulier et d'une nature assez rare sur la scène espagnole.

Rien, peut-être, ne prouve mieux le changement qui, quoi qu'on ait pu dire, s'est depuis long-temps déjà effectué dans la manière de penser des Espagnols, que ce qui est arrivé au *Diable prédicateur*. Cette pièce qui, au XVIIe siècle, et pendant une grande partie du XVIIIe, était pour les fidèles une œuvre d'édification, un moyen de ranimer leur dévotion, qui, lorsqu'on la remettait à la scène, tenait lieu, pour ainsi dire, d'un sermon en faveur de l'ordre des franciscains et d'un panégyrique de leur saint fondateur, avait fini par affecter les esprits d'une tout autre façon. L'autorité, s'apercevant qu'elle jetait du ridicule sur les ordres religieux, en avait défendu la représentation, au moins dans la capitale. Lorsque la révolution de 1820 vint briser l'autorité de la censure et proclamer la liberté absolue du théâtre, je me trouvais à Madrid; je vis représenter *le Diable prédicateur* en présence d'un public nombreux, dont les démonstrations n'étaient pas très différentes de ce qu'eussent été celles d'un parterre parisien du second ou du troisième ordre. Évidemment il ne saisissait pas le côté vraiment dramatique de ce qu'il avait sous les yeux, il ne voyait que la bizarrerie des préjugés et des habitudes de la vie monacale, il en riait; le véritable héros de cette comédie, c'était pour lui le frère Antolin, et elle se résumait presque à ses yeux dans la guerre burlesque déclarée par le démon à la gourmandise de ce facétieux personnage. Nous aimons mieux, à tout prendre, le public qui dans un autre temps s'associait à l'enthousiasme du poète en faveur de saint François et de ses disciples, sympathisait avec le père gardien, s'indignait contre la dureté de cœur de l'impie Ludovic, et sortait du théâtre l'ame remplie d'une pieuse terreur. Il pouvait n'être pas plus éclairé que le public d'aujourd'hui, mais il y avait certainement en lui plus d'imagination, plus d'aptitude aux émotions fortes et élevées.

Il est presque superflu d'ajouter que le discrédit qui avait ainsi frappé, dès le siècle dernier, *le Diable prédicateur*, avait atteint plus complètement encore, et d'ailleurs à plus juste titre, cette multitude de drames religieux dans lesquels des extravagances bien autrement choquantes n'étaient pas toujours compensées par d'aussi heureuses inspirations. Lors même que l'affaiblissement du fanatisme, ou, si l'on veut, les premières lueurs de l'esprit philosophique, n'eussent pas banni de la scène ces productions jadis si admirées, le changement qui s'était opéré dans le goût littéraire de la nation eût suffi pour

les en exclure. Elles ne pouvaient manquer de tomber dans l'obscurité où disparurent indistinctement toutes celles des anciennes comédies qui, jugées par la nouvelle école d'après la rigueur des règles classiques, ne furent pas trouvées conformes à un système que leurs auteurs n'avaient pas connu ou n'avaient pas voulu suivre. Sur ce point plus que sur tous les autres, la réaction fut rigoureuse jusqu'à l'injustice, parce que les Espagnols, en proscrivant ces objets de la pieuse admiration de leurs ancêtres, ne croyaient pas seulement faire preuve d'un goût plus pur, mais aussi d'un esprit plus éclairé, d'une raison dégagée enfin des préjugés superstitieux du moyen-âge. Pour être en mesure d'apprécier avec équité ce qu'il y a de beau, de noble, de partiellement vrai dans certaines erreurs, pour avoir la force de rendre hommage aux bons côtés d'un système justement condamné dans son ensemble, il faut avoir si complètement dissipé ces erreurs, si radicalement renversé ce système, que le retour n'en soit plus possible; il faut même que depuis la victoire il se soit écoulé assez de temps pour calmer l'irritation de la lutte et pour rendre aux esprits la sécurité et le calme, indispensables conditions de l'impartialité. Les Espagnols de la fin du dernier siècle n'en étaient pas encore là, à beaucoup près, en ce qui se rapporte aux principes d'exagération et d'intolérance religieuses. Aujourd'hui même, malgré les pas immenses que la Péninsule a faits depuis trente années, les souvenirs de l'inquisition ne sont pas assez affaiblis pour que les hommes qui, il y a vingt ans, tremblaient encore, sinon devant ses bûchers, du moins devant ses cachots, puissent entendre, sans une irritation à laquelle se mêle peut-être un reste d'effroi, la reproduction même la plus brillante et la plus poétique de ses odieuses maximes. L'éclectisme moderne, qui consiste à chercher dans le mal le peu de bien qui s'y trouve mêlé, et à l'en dégager en l'exagérant outre mesure, cette qualité ou cette maladie des intelligences blasées, dont l'Europe presque entière est aujourd'hui plus ou moins affectée, n'est pas encore, on le comprend sans peine, à la portée de l'Espagne. Les passions et les souffrances y sont trop vives pour se prêter à de pareils jeux. Nous ne nous étendrons pas plus longuement sur une idée dont les développemens nous entraîneraient trop loin. Il nous suffira, pour la rattacher au sujet qui nous occupe, de faire remarquer qu'elle explique ce qu'il y a d'excessif dans la défaveur où sont tombés, en Espagne, ces mêmes drames religieux dont la méditative et paisible Allemagne se plaît à exalter la sublimité parfois imaginaire.

LOUIS DE VIEL-CASTEL.

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 juillet 1840.

Nos prévisions se sont réalisées. La chambre des pairs a adopté à d'imposantes majorités tous les projets de loi d'intérêt matériel que le gouvernement lui avait présentés. Qu'on ne dise pas que la chambre a cédé à une sorte de contrainte; la discussion du projet de loi sur l'organisation du tribunal de la Seine répond à tout, et rend témoignage de l'indépendance de la pairie et de sa juste confiance dans ses forces et dans son droit. A une époque si avancée de la session, la chambre, composée en grande partie d'hommes que leurs fonctions, leurs occupations, leurs habitudes ou leurs goûts appelaient hors de Paris, la chambre, dis-je, a discuté ce projet de loi comme elle aurait pu le faire les premiers jours de l'année. Elle a mis trois séances à faire ce qu'une chambre impatiente et ennuyée aurait accepté ou rejeté au bout d'une heure. Cette belle et forte discussion n'a pas, malgré quelques répétitions et quelques longueurs inévitables, été troublée un instant par des marques d'impatience et d'inattention. Cependant la question était une de ces questions qu'on appelle *spéciales*, un débat de magistrats et de publicistes. Disons-le : il est impossible de ne pas être saisi de respect en voyant ces soldats, ces marins, ces hommes illustres, accoutumés aux grandes choses, à une vie d'action, à des résolutions rapides, décisives, se livrer pendant trois jours, au milieu de l'été, avec une attention religieuse, à l'examen de cette question : Y aura-t-il un noviciat auprès du tribunal de la Seine? La chambre a rejeté et le projet de la commission et celui du gouvernement, un seul article excepté. On se tromperait si l'on cherchait à voir dans ce rejet un vote politique. La question était grave, compliquée, difficile. La chambre a pensé que la mesure n'était pas urgente, et que la question méritait d'être remise à l'étude et mieux élaborée.

Le vote de la loi sur les paquebots transatlantiques a été remarquable par l'absence complète de boules noires dans l'urne du scrutin. Il n'y avait pas même les quatre ou cinq boules noires qui paraissent l'accompagnement obligé

de toute résolution législative. Il ne s'est pas trouvé dans la chambre, dans aucune des nuances politiques qui s'y dessinent, un membre qui ait pu imaginer de s'opposer à cette grande mesure. C'est qu'il y avait au fond de ce vote une question de puissance et d'avenir pour le pays. C'est qu'en établissant sur une grande échelle des relations régulières avec le Nouveau-Monde, au moyen de la vapeur, la France prouvait qu'elle aussi voulait être une puissance maritime et commerciale de premier ordre, convaincue que dorénavant, à mesure que les communications maritimes rapprocheront d'une manière de plus en plus prodigieuse les diverses parties du globe, toute nation qui ne pourrait pas partager l'empire des mers et participer par les richesses de son sol et les produits de son industrie au développement de l'échange international, tomberait infailliblement au second rang.

Aujourd'hui, l'impulsion est donnée sur tous les points, dans nos ports comme dans nos ateliers, pour notre commerce intérieur comme pour nos relations étrangères. Tandis que dans nos chantiers se préparent à la hâte ces vaisseaux que la vapeur transportera rapidement aux parages transatlantiques, nos chemins de fer s'étendront sur des lignes considérables; ils ne s'associeront plus seulement aux délassemens et aux plaisirs des habitans de la capitale et de la banlieue; ils s'associeront au commerce national, et ils en développeront la puissance.

Le chemin de Paris à Orléans commence à tisser ce grand lien qui doit rapprocher de plus en plus le midi et le nord de la France, les pénétrer, pour ainsi dire, l'un de l'autre. Lorsque nous pourrons atteindre Bordeaux dans vingt heures, et Bayonne dans trente, les cimes des Pyrénées s'abaisseront devant notre commerce et notre politique plus qu'elles ne l'ont fait devant le génie de Louis XIV et les armes de Napoléon.

Les lois votées ne sont que le commencement d'un grand travail national; elles seraient la cause d'une dépense hors de proportion avec le résultat, si elles n'étaient pas suivies d'autres projets et d'entreprises nouvelles. Le chemin d'Orléans serait comme la culée d'un pont non achevé, et ceux de Rouen, de Lille, de Strasbourg, pourraient, s'ils n'étaient promptement rattachés à nos ports de l'Océan, devenir funestes à notre commerce maritime au profit des ports de l'Escaut et de la Hollande.

Le Hâvre et Dunkerque attendent avec une juste impatience les projets que le gouvernement doit élaborer pour compléter le système de nos communications à vapeur, système où ces ports doivent figurer comme des points culminans, ou, à mieux dire, comme des planètes principales, ralliées au point central qui est Paris.

Le moment est d'autant plus opportun que les capitaux anglais, frappés des avantages que nos chemins de fer peuvent offrir, se montrent disposés à franchir la Manche et à venir en aide aux capitalistes français. Ce concours nous mettra à même d'entreprendre de grandes choses sans détourner une portion de notre capital des emplois qu'il a déjà obtenus, sans rien enlever en particulier à l'agriculture, qui est loin d'avoir trouvé toutes les ressources dont elle

aurait besoin. Ce n'est pas un des moindres services qu'aura rendus à son pays M. Guizot dans la haute position qu'il occupe à Londres, que d'avoir puissamment contribué à décider le concours des capitalistes anglais dans nos entreprises de chemins de fer.

Nul doute pour nous que le ministère va mettre à profit l'intervalle des sessions pour achever l'étude de ces grandes questions d'intérêt matériel et préparer les projets que les chambres devront discuter à la prochaine session. Lorsqu'on songe à tout ce qu'il a fait depuis son entrée aux affaires, il y aurait parti pris et mauvaise grace à vouloir douter de l'activité et de la résolution du cabinet pour tous les projets que réclame encore l'intérêt national.

D'ailleurs, la présentation de ces projets est la meilleure réponse qu'il puisse faire à toutes les attaques dont il est l'objet. Les petites passions, qui ne cessent de s'agiter, se calmeront en présence du pays satisfait et des chambres promptement saisies et tout occupées de questions si importantes pour la prospérité générale et la grandeur de la France.

Au fond il n'y a aujourd'hui, chez les hommes qui n'appartiennent point aux opinions extrêmes, ni colères sérieuses ni antipathies profondes. Tels qui se détestaient hier s'embrassent aujourd'hui, le contraire arrivera peut-être demain. Il est des natures élevées qui s'affligent de ces liaisons comme de ces inimitiés improvisées. La vérité est que toutes les opinions qui sont ou qui aspirent sérieusement aux affaires sont les mêmes au fond; il serait difficile de signaler, nous ne disons pas les différences, mais les nuances qui les séparent. On change d'amis ou d'adversaires politiques précisément parce que ces changemens n'impliquent ni changement d'opinion ni changement de parti. Un 221 se rapproche du 1er mars sans rien abandonnerer de ses idées, et le 15 avril pourrait toucher la main au 12 mai sans lui imposer d'abjuration. C'est que tous veulent, et veulent franchement, la monarchie, la dynastie, la charte; c'est que nul ne veut des réformes précipitées, exagérées, révolutionnaires; c'est que nul n'entend mettre un *veto* absolu aux améliorations prudentes, successives, proportionnées à l'état réel du pays; c'est, en un mot, que si l'on peut différer sur quelque moyen, on ne diffère point sur le but; c'est que tout se réduit, en dernière analyse, à une question d'habileté, de bonne fortune, de situation politique, et nullement à une question de principes.

Les questions de principes donnent seules naissance à des partis opposés. Tant que des hommes politiques n'ont pas une formule à eux, un *credo* propre, clair, explicite, ils ne forment pas un parti séparé : ils ne sont qu'une fraction, une nuance d'un autre parti; quelles que soient leurs querelles personnelles, ils ne peuvent se détacher définitivement du tout auquel ils appartiennent. Le 13 mars, le 11 octobre, c'est là un drapeau qu'on n'abandonne pas, quelle que soit la main qui l'élève. Seulement le nombre de ceux qui le suivent doit grossir, aujourd'hui que d'heureuses circonstances, que l'affermissement comme la modération de notre monarchie constitutionnelle permettent de faire de ce drapeau un signe de réconciliation et de paix, plutôt qu'un étendart de combats, aujourd'hui que même les amis ombrageux de la liberté

garantie par la charte sont convaincus que nul ne songe à lui contester ses droits, et que les mots de transaction, de conciliation, de conciliation équitable, honorable, n'expriment pas des faits impossibles.

Deux évènemens ont signalé cette quinzaine. L'un est accompli, l'autre ne tardera pas à l'être. Nous voulons parler de l'arrangement conclu, sous la médiation de la France, entre l'Angleterre et Naples, et de la pacification de l'Espagne.

Notre intervention dans la querelle de l'Angleterre avec Naples est un évènement notable. Non-seulement il témoigne de l'intimité de nos liaisons politiques avec l'Angleterre, et de l'importance que notre allié y attache, mais il fait sentir l'influence française, et honore le nom de la France dans la péninsule italienne. Il doit produire des effets plus durables que la prise d'Ancône, coup de main hardi, mais dont les conséquences politiques s'affaiblissaient nécessairement de jour en jour. Dans la situation politique que les traités de 1815 avaient faite à l'Europe, la médiation entre l'Angleterre et Naples aurait été dévolue à l'Autriche, qui évidemment avait voulu se réserver la haute-main sur toutes les parties de l'Italie qu'elle n'avait pas réunies à ses états, à l'Autriche, qui à deux reprises n'avait pas hésité à envahir ceux des états italiens qui avaient tenté de se reconstituer selon les idées modernes. Notre royauté de juillet a su, sans se départir de son système, sans altérer ses relations amicales avec les autres puissances, reprendre en Italie le rôle qui lui appartient, et en prévenant une lutte entre Naples et l'Angleterre, une lutte qui pouvait avoir de singulières conséquences, elle a montré à l'Europe qu'elle sait concilier ce qu'elle doit à la dignité, à la grandeur et aux intérêts de la France, avec le respect des traités et le maintien de la paix européenne. Tout en faisant cesser son grave différend avec l'Angleterre, le royaume de Naples établira des relations commerciales plus régulières et plus intimes avec la France. La navigation à vapeur rapprochera de plus en plus le golfe de Naples du golfe de Lyon, et un commerce, que le monopole n'entravera plus, resserrera les liens qui unissent les deux pays. Naples, par ses institutions, ses lois, son administration, est l'image vivante, si ce n'est de la France d'aujourd'hui, du moins de la France impériale.

Mais si les résultats de la médiation sont à la fois utiles et également honorables pour l'Angleterre, pour le royaume de Naples, pour la France, toujours est-il que ces résultats n'étaient pas faciles à obtenir. Il n'est pas facile d'être médiateur impartial, équitable, entre deux puissances si inégales, entre le fort et le faible, lorsque le premier se croit profondément blessé dans ses droits, lorsque le second a le juste sentiment que sa faiblesse elle-même doit le rendre d'autant plus délicat sur la question d'honneur et de dignité, que sa condescendance pourrait être interprétée comme un acte de soumission.

M. Thiers a prouvé qu'il n'est pas moins habile dans le cabinet qu'à la tribune. Tous les intérêts légitimes ont été conciliés, toutes les convenances ont été respectées dans le *conclusum* accepté par les plénipotentiaires anglais et napolitain.

Sans entrer dans la question délicate et irritante de savoir si, par l'établissement du monopole des soufres, un traité avait été violé, on a pu reconnaître sans inconvénient pour personne que le monopole n'avait été employé par la cour de Naples que comme un moyen d'imposer les soufres et d'en soumettre l'exploitation à certains règlemens de police. C'est là un but que le gouvernement de Naples, comme toute puissance indépendante et souveraine, a le droit d'atteindre. Mais le monopole n'est ni le seul, ni le meilleur moyen qu'on puisse employer à cet effet. Ainsi le gouvernement de Naples peut résilier le contrat passé avec la compagnie Taix sans diminuer ses droits d'état souverain, et l'Angleterre, satisfaite de la suppression du monopole et de l'assurance qu'il ne sera pas rétabli sous d'autres formes et d'autres noms, n'avait plus d'intérêt à voir qualifier d'une manière quelconque le fait du gouvernement napolitain.

Restait une question non moins délicate et fort grave d'ailleurs au point de vue des intérêts matériels : c'était la question des réclamations élevées par ceux des sujets anglais qui prétendaient avoir éprouvé des dommages par suite du monopole.

Il y avait là une double difficulté. Quel serait le juge de ces réclamations? Sur quelles bases établirait-il son jugement? Il est facile de comprendre que si l'équité la plus éclairée et la plus ferme n'eût pas présidé à la solution de ces deux questions, le gouvernement napolitain eût pu se trouver exposé à des demandes exorbitantes, à des réclamations sans fin.

L'intervention de la France a coupé court à ces difficultés. Le médiateur a proposé un arrangement que ne pouvait refuser l'équité bienveillante du roi de Naples envers les personnes qui avaient souffert du monopole. L'Angleterre s'est empressée d'adhérer aux propositions de la France.

Il n'y aura lieu à indemnité que pour ceux des sujets anglais qui prouveraient qu'ayant passé des marchés à livrer avant l'établissement du monopole, ils ont été mis hors d'état de tenir leurs engagemens, pour ceux qui, étant propriétaires et fermiers de mines, n'auraient pu extraire ou exporter les soufres que le montant de leur capital d'exploitatien leur permettait d'obtenir; enfin, pour ceux qui prouveraient avoir souffert des pertes appréciables et certaines pour n'avoir pu exporter, ou pour ne l'avoir pu qu'à des conditions plus onéreuses, les soufres qu'ils avaient achetés avant le monopole.

Ces trois catégories de réclamations seront jugées et liquidées par une commission *ad hoc,* siégeant à Naples. Elle sera composée de deux commissaires anglais, de deux commissaires napolitains, et d'un commissaire français, faisant fonctions de surarbitre et désigné d'avance par le gouvernement français.

Il serait difficile d'imaginer un accommodement plus équitable et qui pût davantage rassurer le gouvernement napolitain contre toute demande exagérée.

L'insurrection carliste en Espagne est aux abois. Privée de ses chefs, du comte d'Espagne, de Segarra, de Balmaseda, de Cabrera, réduite à quelques bandes de Catalogne, elle dégénérera bientôt en un brigandage local qu'aucune

pensée politique ne relèvera, et dont la répression n'appartiendra plus qu'à la maréchaussée et aux tribunaux.

Notre gouvernement n'a pas hésité un instant sur le sort des chefs carlistes qui ont cherché un asile sur le territoire français. Quelles que soient les atrocités qu'on leur reproche, le gouvernement ne devait pas livrer des hommes que la politique avait égarés, mais il ne pouvait pas non plus leur laisser une liberté dont, par leurs antécédens, ils n'auraient pas tardé à abuser, en recommençant la guerre civile. La France doit leur être un lieu d'asile, mais non un abri pour se reformer impunément et se préparer à de nouvelles et sanglantes attaques contre les institutions de leur pays, la sûreté de notre allié, les intérêts de notre commerce et de notre politique.

Nous devons les regarder comme des prisonniers de guerre que nous ne consentirons à relâcher que le jour où une paix bien affermie leur aura enlevé toute chance probable d'agiter l'Espagne et de nous exposer à de nouvelles pertes et à de nouvelles dépenses.

Le motif de la révocation de l'amiral Baudin, que le gouvernement n'a prononcée qu'avec un grand sentiment de peine, est complètement étranger à l'expédition de la Plata. Tout ce qu'on a dit à cet égard est inexact.

L'expédition reste ce qu'elle devait être, quant à son but et quant à ses moyens. Rien n'est changé; nous l'affirmons. C'est avec le ministre de la marine, avec le président du conseil et avec l'amiral Baudin que tous les détails de l'expédition ont été réglés; ils ont été ensuite présentés au conseil et approuvés.

Il avait été résolu que l'amiral commandant réunirait les pouvoirs diplomatiques et militaires, que la force en matelots serait près du double de celle qu'avait eue l'amiral Leblanc, que le matériel serait considérablement accru, que des bâtimens à vapeur seraient ajoutés aux nombreux bâtimens à voile dont se compose la flotte française; qu'en un mot, on mettrait le nouveau chef en mesure d'appuyer les négociations par une force imposante. Si les négociations ne réussissaient pas, si une expédition maritime appuyant nos alliés américains était reconnue insuffisante, l'amiral devait s'en expliquer et faire connaître ses vues au gouvernement.

On prétend que l'amiral Baudin a demandé des troupes de débarquement qui lui ont été refusées : c'est là une erreur.

Un moment il a été question de remplacer quinze cents matelots qui étaient nécessaires pour compléter l'armement de la Plata par quinze cents soldats de l'infanterie de marine. C'est le ministre de la marine qui avait spontanément proposé cela, parce que les quinze cents soldats, étant tout organisés, devaient être plus tôt prêts que les quinze cents matelots. Depuis on a trouvé le moyen de prendre ces quinze cents matelots dans l'escadre de réserve, où ils seront remplacés sous deux mois par l'inscription maritime, et l'armement est resté ce qu'il devait être.

M. Baudin avait accepté tout cela. Il était parti pour Cherbourg; il avait arboré son pavillon à bord de la frégate *la Gloire*.

Voici ce qui s'est passé depuis, et ce que nous racontons à regret. M. l'amiral Baudin avait demandé le déplacement d'un consul et la nomination à sa place d'un autre consul, tous deux résidant dans les mers du Mexique, et par conséquent fort étrangers aux affaires de la Plata. Le président du conseil avait refusé tout ce qui pouvait ressembler à des conditions imposées au gouvernement; mais, après examen des faits, il avait reconnu que, dans l'intérêt du service, et en exécution du budget que les chambres viennent de voter, des nominations et des mutations dans le personnel consulaire pouvaient et devaient être faites. Il attendait, pour exécuter ces mouvemens, le vote du budget, lorsqu'il a reçu de Cherbourg, de l'amiral Baudin, la déclaration que si, sous trois jours, tel consul n'était pas nommé, tel autre révoqué, l'amiral donnerait sa démission. C'est à cette singulière sommation que le gouvernement a répondu en retirant à l'amiral son commandement. Il faut ajouter qu'avant cette mesure de rigueur il avait été écrit à M. Baudin des lettres pour lui faire sentir son erreur et le rappeler à la subordination de laquelle un officier ne doit jamais sortir.

Nous racontons ces faits uniquement pour réfuter les erreurs répandues par quelques journaux. L'amiral Baudin est un brave officier dont les services sont regrettables. Il s'est trompé, il le reconnaîtra lui-même. Mais il ne faut pas que le tort d'un officier soit une occasion d'accusations injustes contre le gouvernement.

L'amiral Makau, qui remplace l'amiral Baudin, est un officier plein de capacité et d'énergie qui a fait ses preuves en plus d'une occasion. Il est digne en tout point du commandement qui lui est confié.

— L'Académie des Sciences a tenu le 13 juillet sa séance annuelle, et, cette fois, nous aimons à en faire la remarque, cette solennité a eu lieu à l'époque fixée par l'usage et les règlemens. Le public a écouté avec un intérêt soutenu et une curiosité particulière une notice sur M. Frédéric Cuvier, lue par M. Flourens. Cet éloge est le premier que le secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences ait eu occasion de prononcer depuis son élection à l'Académie Française. C'était donc comme un premier et piquant essai de son prochain discours de réception. Pour être juste envers le savant naturaliste, nous devons dire que ce morceau, bien composé, est écrit dans un ton et dans des proportions parfaitement convenables. La clarté, la précision, la finesse du style, qui sont les véritables qualités du genre, attestent un écrivain délicat et exercé. Plusieurs morceaux ingénieusement pensés et écrits, un, entre autres, sur les limites de l'instinct et de l'intelligence dans les animaux, ont captivé à un haut degré l'attention de l'auditoire. M. Becquerel avait commencé la séance par la lecture d'un mémoire sur plusieurs applications nouvelles de l'électricité aux arts et à l'industrie, particulièrement sur la substitution de l'électricité aux procédés anciens dans l'exploitation des mines et la séparation des métaux. M. Becquerel a su mettre avec beaucoup d'art ces importans résultats de la science, dont quelques-uns lui appartiennent, à la portée des auditeurs. En

somme, cette séance, grave et fort courte, ce qui est aussi un éloge, soit dit sans épigramme, nous a paru répondre à ce qu'on est en droit d'attendre d'un corps savant, dans les rares occasions où il se met en communication familière avec le public.

Une autre section de l'Institut, l'Académie des inscriptions et belles-lettres, privée, par la mort de M. Daunou, de son illustre et bien regrettable secrétaire perpétuel, travaille, dit-on, en ce moment, à lui donner un successeur. Nous ne sommes, ni ne voulons être initiés aux secrets du conclave. Toutefois, nous entendons dire que l'enfantement est laborieux. Nous le comprenons : ce n'est pas chose facile que de trouver une main capable de tenir la plume si exercée, si sage et si sûre, qui traçait naguère l'éloge du grand orientaliste Sylvestre de Sacy, près de soixante ans après avoir écrit l'éloge de Boileau. L'Académie des inscriptions, en désignant un de ses membres pour lui servir d'organe habituel auprès du public, n'oubliera pas, sans doute, qu'au dehors on ne juge guère les sociétés savantes que sur le mérite de leur principal interprète. Les diverses classes de l'Institut l'ont bien senti. Les sciences mathématiques et physiques, les beaux-arts, la littérature, les sciences morales, se sont fait représenter par les hommes les plus éminens qu'ils pussent choisir, par MM. Villemain, Mignet, Raoul-Rochette, Arago, Flourens. Il est naturel que l'Académie des Inscriptions tâche de ne pas rester en arrière de tels choix, et veuille se personnifier dans ce qu'il y a de plus habile au milieu d'elle. Nous souhaitons particulièrement que, puisqu'il s'agit surtout d'écrire, elle songe qu'il pourrait être bon de faire choix d'un écrivain.

— La *Revue des deux Mondes* a été, depuis quelque temps, l'objet d'assez grossières attaques, auxquelles nous ne voulons pas donner, en y répondant, une importance qu'elles n'ont pas. On nous accuse, d'une part, de nier les talens reconnus, et, d'autre part, d'étouffer les talens naissans. Ce serait presque odieux si c'était moins ridicule. Ceux qui nous accusent savent très bien ce qui en est, et combien il serait facile de leur donner, sans se fâcher, une leçon sévère qu'ils méritent; mais ils savent aussi qu'une réponse amène une réplique, et cela s'appellerait, pour eux, une polémique de journaux. On a donc compté sur notre silence, et l'on ne s'est pas trompé tout-à-fait. Il est aisé de calculer jusqu'à quel point l'impunité prévue peut inspirer une certaine audace. Cependant, comme ces attaques, d'abord obscures, ont été répétées par une feuille quotidienne, il est juste que ceux de nos lecteurs à qui cette feuille aura pu tomber sous la main, sachent quel est le motif de ces accusations, et le cas qu'ils en doivent faire.

« Vouloir être imprimé dans la *Revue*, et ne pas l'être. » *To be or not be*, comme dit Hamlet, voilà toute la question. De là, les récriminations, colères, injures, etc.

C'est une chose assez triste à dire, et un homme de bon sens aura peine à croire qu'une pareille folie puisse être réelle; elle existe pourtant, et les reproches qu'on nous fait n'ont pas d'autre cause. Ils nous sont adressés par des

gens qui voudraient acquérir un nom à tout prix, et qui nous posent, pour ainsi dire, le pistolet sur la gorge, en nous disant : la bourse, la gloire, ou la vie! Aujourd'hui que la presse a de si nombreux organes, et que les moyens de publication sont si répandus, il semblerait qu'on ne fît pas grand tort à un auteur en lui rendant poliment son œuvre et en lui conseillant d'aller chez le voisin; mais il n'en est rien. La *Revue des deux Mondes* a été baptisée du nom d'*arche sainte*, et, bon gré mal gré, on veut y entrer. L'ancien cénacle, tant envié, a été attaqué avec plus de force, mais avec moins de violence. Il y aurait de quoi nous rendre fiers, si les assiégeans étaient plus redoutables, et si tel d'entre nous ne se souvenait pas que le gardien de la citadelle, au moment même où il venait de fermer sa porte à un visiteur presque illustre, frappait à celle d'un poète presque inconnu, qui, en quatre ans, avait fait six mille vers et gagné 500 francs.

Quoi qu'il en soit, nous espérons que le public, en lisant les articles de nos récens adversaires, comprendra facilement les raisons qui nous empêchent d'insérer tout ce qu'on nous présente. Nous espérons aussi que cette colère maladive s'apaisera; peut-être cette triste chose est-elle plus à plaindre encore qu'à blâmer, car elle naît ou de la pauvreté, qui est respectable, ou de l'ambition, qui veut l'être. On cherche un peu de fortune ou un peu de bruit; on voudrait bien faire, et l'on ne sait que faire. L'encre et le papier sont les moins coûteux de tous les outils; on se fait littérateur aujourd'hui comme autrefois abbé ou chevalier, à sa guise; on écrit et on veut être lu, et, pour être lu, être imprimé : tout cela n'a rien que de naturel, mais il ne faut pas aller trop loin.

— Sous le titre d'*Études sur les Réformateurs contemporains, ou Socialistes modernes*, M. Louis Reybaud vient de publier l'ensemble de ses travaux sur *Saint-Simon*, *Charles Fourier* et *Robert Owen*, travaux dont les lecteurs de la *Revue* ont pu apprécier l'intérêt et la portée. Des conclusions toutes nouvelles et des aperçus érudits sur les origines et la filiation de ces utopies complètent le livre et lui donnent un bel intérêt d'ensemble. Dans un moment où ces doctrines aventureuses cherchent à attirer sur elles l'attention du public, il est utile de savoir comment elles ont été appréciées par une critique sage et judicieuse. Nous reviendrons sur cet ouvrage, qui au mérite de l'exécution unit le mérite des tendances.

---

V. de Mars.




# FRÉDÉRIC-GUILLAUME III.

Frédéric-Guillaume II, en se mettant à la tête de la ligue de Pilnitz, avait abjuré tous les principes de sa maison, qui n'avait cessé jusqu'alors de regarder la France comme un appui naturel qu'il fallait ménager, et l'Autriche comme une rivale qu'il fallait contenir. La politique des intérêts d'équilibre et de territoire n'était entrée pour rien dans les mobiles qui l'avaient jeté dans la coalition. La haine de la révolution, l'orgueil de devenir le libérateur de Louis XVI et le vengeur des trônes, le mépris de nos forces et une foi aveugle dans le succès l'avaient seuls dirigé. Mais ses alliés n'avaient pas apporté dans la ligue les mêmes dispositions. L'égoïsme et la tiédeur des uns, les vues intéressées des autres jetèrent l'incertitude et le désaccord dans la coalition et firent échouer ses plans. Cette guerre tourna à la confusion de la Prusse : elle y compromit ses finances, sa considération militaire et ses possessions sur la rive gauche du Rhin. Tandis que ses armées et celles de l'Autriche étaient battues par les conscrits de la révolution, Catherine II, qui avait promis à ses alliés le concours de ses forces contre la France, s'en servait pour consommer la ruine de la Pologne. Cette œuvre de destruction une fois accomplie, elle fit sa part, et abusant des embarras dans lesquels la lutte avec la France plaçait l'Autriche et la Prusse, elle les força de devenir ses complices, comme elles l'avaient été dans le premier partage, en leur jetant quelques lambeaux de sa proie.

Découragé par ses défaites et par la conduite de ses alliés, forcé d'appliquer son attention et ses forces à soumettre et pacifier les provinces polonaises qui venaient de lui échoir en partage, sollicité enfin par ses ministres, par ses maîtresses, par l'affaissement de sa santé à se débarrasser des soucis d'une guerre dans laquelle il semblait se battre plutôt pour les intérêts de l'Autriche que pour les siens, Frédéric-Guillaume II fit sa paix avec la république par le traité qui fut signé à Bâle le 5 avril 1795, et embrassa un système d'impartiale neutralité.

Cette grande défection rompit le faisceau de la coalition. Tous les états qui y étaient entrés à contre-cœur s'empressèrent d'en sortir. Ceux qui étaient placés dans la sphère d'influence de la Prusse demandèrent à partager les bénéfices de son système. Un traité signé entre cette puissance et la France garantit la neutralité du nord de l'Allemagne et en détermina les limites. A dater de ce moment, le cabinet de Berlin rentra dans ses anciens erremens. Non-seulement on cessa d'être en guerre avec la France, mais on lui témoigna les plus grands égards : on prit vis-à-vis d'elle une attitude amicale; on s'attacha à lui faire oublier les torts des dernières années et à la convaincre qu'on faisait des vœux ardens pour l'affermissement de son pouvoir en Europe et pour l'affaiblissement de l'Autriche. On fit plus : on sollicita ses faveurs; on lui demanda de favoriser et de garantir l'extension de la puissance prussienne dans le nord de l'Allemagne; on alla jusqu'à se montrer jaloux des avantages que nous pourrions faire à l'Autriche. La paix de Bâle n'avait fait que mettre un terme à la guerre entre les deux états. En vertu d'une convention signée le 5 août 1796, la Prusse reconnut le principe des sécularisations ecclésiastiques, et la France prit l'engagement formel de n'assurer à l'Autriche aucune extension de territoire en Allemagne ou en Italie, sans en assurer l'équivalent à la Prusse. Les communications les plus intimes et les plus secrètes s'établirent entre les deux états; ils disposèrent éventuellement des dépouilles du clergé allemand. Invité par le directoire à préciser ses vœux, le cabinet prussien désigna les évêchés de Munster et de Paderborn comme formant le lot le plus convenable pour l'indemniser de ses duchés de Clèves et de Juliers. Lorsqu'il eut connaissance du traité de Campo-Formio, il ne nous cacha point son dépit de l'abandon des territoires considérables que nous avions cédés à l'Autriche, et il dit avec aigreur que les défaites de cette couronne lui étaient plus avantageuses que la victoire à d'autres.

De son côté, le directoire se montra généreux et habile à l'égard de la Prusse : il oublia tous ses torts et lui exprima sa volonté d'élever le parti protestant, dont elle est le chef, sur les ruines du parti catholique, soutien de la puissance de l'Autriche en Allemagne. Mais pour prix de cette grandeur qu'il lui offrait en partage, il lui demanda de concourir loyalement avec la France à la pacification de l'Europe.

Frédéric-Guillaume II était alors mourant, son ministère divisé, ses finances délabrées. Les haines qu'avait soulevées la révolution étaient vivaces encore dans l'esprit de ce prince. En abandonnant la cause de la coalition, il n'avait eu qu'une pensée, c'était d'abriter sa faiblesse sous la garantie d'une neutralité habile et circonspecte, et il ne s'était pas retiré du champ de bataille pour y rentrer sous les drapeaux de la révolution. Tous les efforts du directoire pour l'entraîner furent inutiles. Telles étaient les relations de la Prusse avec la France, lorsque Frédéric-Guillaume II mourut et laissa le trône à son fils.

Frédéric-Guillaume III avait vingt-sept ans lorsque les droits de sa naissance l'appelèrent au gouvernement de la monarchie prussienne. Dans l'état où se trouvaient les affaires générales de l'Europe et celles de la Prusse en particulier, le caractère et les idées du nouveau roi devaient nécessairement exercer une action décisive sur la politique de son cabinet et sur les destinées de l'Europe.

Ce jeune prince avait eu une éducation négligée. Son père, jaloux de son autorité, et plus occupé de ses maîtresses que de mettre son fils en état d'occuper dignement le trône, n'avait pris aucun soin de le former aux affaires. Livré à son indolence naturelle, Frédéric-Guillaume III avait un esprit peu cultivé. Ses connaissances étaient superficielles, son aptitude au travail médiocre; mais il suppléait à ce que l'étude ne lui avait point donné par un bon sens remarquable. Son jugement droit et sûr le trompait rarement, et ses fautes ne furent jamais des erreurs de son esprit, mais de son caractère. Aucun prince ne porta sur le trône et dans les affaires une ame plus sincèrement éprise du bonheur du peuple, une conscience plus délicate, une bonne foi plus scrupuleuse. Il a prouvé, principalement dans la journée d'Auërstaedt, qu'il savait, sur un champ de bataille, affronter le danger comme le dernier de ses soldats; mais dans le gouvernement de l'état, il manquait de nerf et de décision. Dans les occasions graves qui réclamaient des résolutions promptes et vigoureuses, il ne savait presque jamais saisir le moment où il fallait passer de l'immobilité à l'action : non toutefois qu'il manquât précisément de fermeté, mais

c'était une fermeté négative qui s'épuisait surtout à combattre les conseils audacieux et à faire triompher les idées de prudence et de modération.

Il n'avait point été élevé dans les camps : né dans une époque de paix, il était convaincu que la meilleure politique pour son pays était de conserver intact l'héritage du grand Frédéric en évitant toute conflagration qui pourrait le compromettre. C'était avant tout un homme de mœurs douces et pacifiques qui n'ambitionnait rien de ce que donne la guerre, peut-être parce que, ne sachant pas la faire, il craignait de dépendre de ses généraux. Sa passion était de rester neutre au milieu des petits états groupés autour de lui, et si, dans l'innocent exercice de ce protectorat, il pouvait réussir à gagner quelque chose par des opérations de cabinet, sans bruit et sans mouvement, il était bien décidé à n'en pas laisser échapper l'occasion. Hors de là, tout l'effrayait. Les traditions du cabinet lui avaient appris à regarder la France comme la puissance sur laquelle il devait particulièrement s'appuyer. La révolution qui s'était faite dans ce pays n'avait soulevé ni ses haines ni ses craintes. Il la jugeait froidement, sans préjugés, avec la modération et l'impartialité de jugement qu'il portait en toutes choses, gémissant sur ses excès, flétrissant les crimes commis en son nom, mais approuvant une grande partie des améliorations qu'elle avait introduites dans l'état civil des Français, et disposé à en faire lui-même l'application à la Prusse. « Vous n'avez contre vous que les nobles, disait avec un peu d'exagération et de flatterie un de ses ministres au représentant de la république française, M. Otto, peu de mois après son avénement au trône; le roi et le peuple sont ouvertement pour la France. La révolution que vous avez faite de bas en haut se fera lentement en Prusse de haut en bas. Le roi est démocrate à sa manière : il travaille sans relâche à réduire les priviléges de la noblesse. Il suivra à cet égard le plan de Joseph II, mais par des moyens lents. Sous peu d'années, il n'y aura plus de priviléges féodaux en Prusse. »

S'il entrait dans ses principes de vivre en bonne harmonie avec la France, sans former toutefois avec elle des liaisons trop intimes, il n'avait pas moins à cœur d'éviter tout ce qui pouvait blesser la Russie. La Prusse, monarchie pour ainsi dire toute neuve, n'a pas encore eu le temps de pourvoir, sur toute sa ligne de frontières, à la sécurité de son territoire. Ses places fortes font presque toutes face à l'Autriche. Son système de défense n'a pas été poussé plus loin sous le grand Frédéric, parce que le plan de ce prince était de s'étendre sur la Vis-

tule. Mais lorsque la monarchie eut reçu de ce côté l'accroissement auquel visait son ambition et qu'il lui fallut défendre toute sa nouvelle ligne avec la seule forteresse de Graudentz, elle se trouva trop vulnérable de ce côté pour ne pas ménager jusqu'à l'extrême indulgence le formidable voisin qu'elle s'est donné; juste punition qu'elle partage avec l'Autriche de sa coupable coopération à la ruine de la Pologne. Elles ont cru qu'elles seraient plus puissantes après s'être partagé ce royaume, et, dans la réalité, elles se sont affaiblies, car elles ont perdu la franchise et l'indépendance de leurs allures. A Berlin comme à Vienne, on tremble devant la Russie, on craint de l'irriter. Avant de prendre un parti, on l'observe, on la consulte. Frédéric-Guillaume subissait les conséquences de cette situation, et la peur de déplaire à la cour de Saint-Pétersbourg était encore plus forte chez lui que le désir d'être agréable à la France.

Ce prince était donc, par ses qualités comme par ses défauts, l'expression vivante de cette politique à la fois passive et ambitieuse que son père avait adoptée après la paix de Bâle. Aussi s'y attacha-t-il avec force et conviction, comme au seul système qui convenait alors à son pays. La nouvelle coalition qui se forma contre la France, en 1799, le trouva inébranlable dans ce système. Il résista à toutes les influences qui tendaient à l'en arracher, aux impulsions violentes de Paul I$^{er}$ et à l'appât des subsides anglais, aussi bien qu'aux instances du directoire. Nos revers en Italie et l'imminence d'une invasion de nos provinces de l'est et du midi n'allumèrent point en lui le désir d'abuser de notre détresse pour nous accabler. Dans cette occasion, il sut triompher des tendances cupides du comte d'Haugwitz, qui, nous croyant perdus, et craignant que notre ruine n'entraînât, pour la Prusse, la perte, sans compensation, de ses duchés de Clèves et de Juliers, voulait nous en déposséder et les occuper de vive force. « L'Autriche a repris le Milanais, disait ce ministre à M. Otto; il est juste que nous reprenions ce qui nous appartient. Nous ne pouvons consentir à laisser nos provinces exposées aux ravages d'une armée russe. » — « La république n'y consentira pas non plus, » répondit le représentant du directoire. « Eh! le peut-elle? s'écria alors le comte d'Haugwitz. Je suis fâché de vous le dire, mais vous n'avez plus de ressources; vous n'avez ni troupes, ni argent, ni esprit public. Croyez-moi, la Hollande ne tiendra pas un mois, la Belgique sera bientôt envahie, et le roi doit à ses anciens sujets de les mettre à l'abri d'une invasion. » Masséna et Brune firent mentir le ministre prussien; ils se partagèrent la gloire de sauver la France, l'un à

Zurich, l'autre dans la Nord-Hollande. Le coup d'état du 18 brumaire, qui substitua à l'anarchie et à la corruption du directoire la dictature du premier consul; la défection de Paul I[er], qui ruina la coalition; enfin la bataille de Marengo, qui ramena la victoire sous nos drapeaux et l'Italie sous notre domination, et celle de Hohenlinden, qui réduisit l'Autriche au désespoir et l'obligea à signer le traité de Lunéville, tous ces faits, dus, les uns à la fortune, les autres à l'habileté de nos généraux et surtout au génie de l'homme que la France venait de placer à sa tête, n'éveillèrent dans l'ame de Frédéric-Guillaume que des sentimens de satisfaction, mêlés cependant de quelque crainte sur l'abus que nous serions tentés de faire de notre nouvelle grandeur.

Aussitôt après s'être emparé des affaires, Bonaparte avait envoyé à Berlin son aide-de-camp et son ami le colonel Duroc. Le but de cette mission était d'établir des rapports de confiance, et, s'il était possible, d'intimité entre le nouveau gouvernement de la France et la Prusse. Le roi fit l'accueil le plus amical à l'envoyé du premier consul. Il subissait, comme tous les hommes que n'aveuglaient ni la passion ni les préjugés, le prestige attaché au génie et à la gloire de Bonaparte, et il lui témoigna tout d'abord une sympathie qui ne fit que s'accroître sous l'influence de ses nouvelles victoires en Italie. Mais il demeura immuablement attaché à son système de neutralité, et résista aux avances du premier consul comme à celles du directoire. Cependant les circonstances le forcèrent bientôt à sortir de son immobilité.

Paul I[er] ne savait jamais se brouiller ni se dévouer à demi; son humeur inconstante et fougueuse avait besoin d'aimer ou de haïr. Il ne s'était placé à la tête de la seconde coalition que pour relever toutes les légitimités détrônées, pour rétablir la maison de Savoie à Turin, l'ordre de Saint-Jean à Malte, l'oligarchie vénitienne dans son ancienne indépendance, la maison de Bourbon en France. Bientôt il s'était convaincu que ses alliés ne portaient point dans la ligue le même désintéressement, que l'Autriche ne voulait se dessaisir ni de Venise, ni de Milan, ni du Piémont; que peut-être les Anglais ne pressaient si vivement le siége de Malte que pour s'en emparer et la conserver; qu'enfin la guerre, pour eux, était devenue un moyen, non d'abattre la révolution, mais d'anéantir le commerce de tous les neutres, et d'usurper sur la mer une dictature sans contrôle. Des querelles de généraux accrurent son mécontentement. Enfin, la désastreuse expédition du duc d'York dans la Nord-Hollande acheva

de l'exaspérer et le décida à sortir d'une coalition où il ne tenait plus, disait-il, le rang qui convenait à sa puissance. Au moment où Bonaparte prit possession du fauteuil consulaire, le czar était dans un tel état d'exaspération contre ses alliés, qu'il était disposé, pour peu que les circonstances l'y poussassent, à tirer l'épée contre eux. De graves démêlés maritimes venaient de s'élever entre l'Angleterre et les cours de Stockholm et de Copenhague : la première voulait obliger les deux autres à lui prostituer l'indépendance de leur pavillon. La Suède et le Danemark luttaient noblement, malgré leur faiblesse, contre les prétentions dictatoriales de la Grande-Bretagne, et lui opposaient les principes de la liberté des mers, proclamés dans l'acte de neutralité armée du Nord de 1780. Elles implorèrent l'appui de l'empereur Paul, et ne l'implorèrent pas en vain. Ce prince s'empara de leurs griefs et en fit les siens propres; il embrassa leur cause avec cette ardeur chevaleresque qu'il portait dans toutes ses amitiés, et leur proposa de former une neutralité maritime d'après les principes de la neutralité armée fondée par sa mère, Catherine II.

Tandis qu'il prenait ainsi sous sa protection l'honneur et l'indépendance du pavillon neutre, le premier consul proclamait les mêmes principes, et y ramenait les États-Unis d'Amérique, qui avaient eu le tort impardonnable de les avoir un moment répudiés. Ainsi, tous les élémens d'une union intime entre le czar et le chef de la France existaient dans le fond même de leur situation. Bonaparte, en humiliant l'Autriche à Marengo, flattait les passions vindicatives de Paul, qui désirait de la voir chassée de l'Italie. Bonaparte, proclamant dans un traité solennel avec les États-Unis le principe que le pavillon couvre la marchandise, devenait de fait l'allié de la Russie, aussi bien que de la Suède et du Danemark. La nature avait donné à l'empereur Paul une imagination forte et mobile qu'impressionnait tout ce qui était noble et grand. La gloire militaire du premier consul, l'habileté profonde avec laquelle il avait retrempé le pouvoir en France, enchaîné les factions, rapproché les esprits, rendu aux lois et à la religion la majesté qu'elles avaient perdue, le caractère épique de la dernière campagne d'Italie, toutes ces merveilles, accomplies en si peu de temps, avaient excité dans l'ame de l'empereur un irrésistible attrait pour ce jeune homme, sur lequel se portaient les yeux et l'admiration du monde. Bonaparte à son tour, attentif à tous les mouvemens de ce prince, sentit de quelle importance il était de s'emparer de lui au moment où il échappait aux ennemis de la France. Il s'attacha à lui plaire, et, par un ensemble de procédés délicats, il réussit

facilement à le captiver. La prise de Malte par les Anglais et leur refus de la remettre au czar comme grand-maître de l'ordre portèrent ce prince aux résolutions les plus violentes. Il mit en œuvre tous ses moyens d'influence et de force pour faire partager ses ressentimens à Stockholm, à Copenhague et à Berlin, et entraîner ces cours dans une lutte ouverte contre l'Angleterre.

La passion de Frédéric-Guillaume était d'empêcher la guerre de pénétrer par quelque issue dans sa sphère d'action ; sa seule ambition était d'étendre son influence dans l'ombre et le silence de sa neutralité et de se faire l'intermédiaire officieux et comme le régulateur des communications entre les cours de Paris et de Saint-Pétersbourg. Il entrait dans sa politique expectante et timide de se rendre nécessaire à l'une et à l'autre et d'empêcher qu'il ne se formât entre elles une trop vive intimité; mais Paul et Bonaparte, en s'éprenant mutuellement d'une amitié chaleureuse, avaient dérangé tout d'abord les combinaisons méticuleuses de la Prusse. Unis ensemble de pensées comme d'actions, ils pesaient sur elle de tout le poids de leur puissance et la forçaient de dévier de sa neutralité. Il fallut qu'elle entrât comme partie active dans l'alliance du Nord qui fut signée à Saint-Pétersbourg, les 16 et 18 décembre 1800, entre cette puissance, la Russie, la Suède et le Danemark. Pour que le plan conçu par la Russie contre l'Angleterre eût un plein succès, il fallait préluder par lui fermer les embouchures de l'Elbe et du Weser. Or, c'était au Danemark et à la Prusse qu'appartenait l'exécution de cette partie du plan. La cour de Copenhague ne recula point devant la gravité de la mesure; mais Frédéric-Guillaume eut peur, à la seule pensée de s'emparer du Hanovre : non qu'il se souciât peu de cette acquisition, il la désirait au contraire passionnément; mais il n'osait s'en saisir, dans la crainte de se mettre en guerre avec l'Angleterre. Il eût voulu concilier, ce qui était impossible, ses ménagemens pour cette redoutable puissance, sa cupidité qui l'appelait dans le Hanovre, et son rôle d'ami de la Russie et de la France. Le czar n'était pas d'humeur à se contenter d'un faux semblant d'alliance. La Prusse était entrée dans la ligue maritime; il fallait qu'elle y prît sa part de périls comme d'avantages. Il la somma de s'emparer du Hanovre, la menaçant, si elle hésitait, de le faire occuper par ses propres troupes. Il fallut bien que le roi se résignât à frapper le grand coup : il fit entrer, le 3 avril 1800, un corps d'armée dans l'électorat, après avoir pris soin de faire comprendre à Londres qu'il ne prenait cette possession qu'en dépôt et pour empêcher les Russes et les Français d'y entrer. Cette condes-

cendance du roi aux volontés des deux grands états qui le pressaient au nord et au midi lui devint funeste; elle leur livra le secret de sa faiblesse, secret fatal dont bientôt ils abusèrent tour à tour.

La mort de Paul I[er] entraîna la dissolution de la ligue du Nord, et la Prusse, dégagée de la pression qu'exerçaient sur elle la Russie et la France, rentra avec délices dans sa neutralité. Enfin, la conclusion du traité d'Amiens lui rendit la sécurité qu'elle ne pouvait trouver que dans la paix maritime et continentale.

La France, en exigeant à Léoben et à Lunéville la barrière du Rhin, ne voulait point attenter à l'indépendance des autres états, mais garantir la sienne. La Russie, l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre s'étaient prodigieusement agrandies, les trois premières, par le démembrement de la Pologne, la dernière par ses conquêtes dans l'Inde. Tout équilibre était rompu entre les forces relatives de ces puissances et celles de la vieille France. En se partageant la Pologne, les grandes cours du Nord avaient répudié les principes du droit des gens et pris pour règles de conduite les convenances de la force et leur cupidité. La France, qui avait vaincu tous ses ennemis, était dans son droit en ne déposant les armes qu'après avoir obtenu les agrandissemens qui lui étaient indispensables pour remonter au même rang que les grandes monarchies. Ces agrandissemens ne pouvaient être que la Belgique et la rive gauche du Rhin. Mais un grand nombre de princes laïcs possédaient des domaines sur cette rive, et il répugnait à la France de les dépouiller sans les indemniser. Elle exigea donc, par les traités de Campo-Formio et de Lunéville, que les domaines ecclésiastiques situés en Allemagne fussent sécularisés pour indemniser les princes laïcs dépossédés par l'extension de son territoire. Une telle opération était incontestablement une des plus épineuses et des plus graves, par leurs conséquences, que pût entreprendre la politique.

Le protecteur naturel et légal des princes dépossédés était l'empereur d'Allemagne; mais, dans cette grande question des indemnités, il avait deux intérêts fort distincts et même opposés, les intérêts de sa maison et ceux de son autorité impériale. Ses intérêts de famille devaient le porter à assurer promptement au grand-duc de Toscane et au duc de Modène les indemnités qu'ils devaient recevoir en Allemagne, en vertu du traité de Lunéville, pour la perte de leurs duchés italiens. D'un autre côté, l'opération des indemnités, ne pouvant se faire qu'en retranchant du corps germanique les princes ecclésiastiques, devait avoir pour inévitable résultat de le dépouiller de toute l'influence que lui assurait dans la confédération son rôle de

protecteur du parti apostolique. C'étaient les votes ecclésiastiques qui, depuis deux siècles, assuraient à sa maison une majorité constante dans le sein de la diète. Livrer les dépouilles du clergé aux princes laïcs, c'était ruiner de ses propres mains son parti en Allemagne et exposer sa maison à la honte de voir la couronne impériale passer un jour dans celle de Brandebourg et orner le front d'un hérétique. L'Autriche ne pouvait donc se résoudre à consommer des changemens qui devaient porter un coup si terrible à sa suprématie. Après la paix de Lunéville, elle n'eut qu'une pensée, celle de se soustraire à l'exécution de ses engagemens et de gagner du temps. Elle se conduisit comme après la paix de Campo-Formio; elle chercha à entraver, par mille obstacles, les travaux de la diète, ne se jetant dans le dédale des prétentions des princes dépossédés que pour embrouiller les fils qui devaient aider à en sortir. Ce système de lenteurs et d'ajournemens était bien funeste à l'Allemagne. Il laissait planer sur toute la confédération une incertitude qui augmentait les craintes des uns, autorisait les prétentions illimitées des autres, ouvrait un champ sans bornes aux intrigues de tous, et hâtait la décomposition du corps germanique. Mais l'état d'angoisses où se trouvait l'empire entrait dans les calculs de la cour de Vienne. Elle se flattait que, le désespoir armant toute l'Allemagne, les états qui l'avaient momentanément abandonnée viendraient se grouper de nouveau autour d'elle, pour nous chasser de ce pays. En raisonnant ainsi, elle faisait un faux calcul. Comme elle semblait abdiquer sa prééminence dans l'opération du partage, les princes dépossédés se trouvèrent livrés à toutes les impulsions de l'ambition, de la cupidité et de l'intrigue; le faisceau de la confédération se rompit; l'esprit d'égoïsme et d'isolement s'empara de tous ses membres; n'ayant plus de centre commun, plus de chef, ils cherchèrent dans l'étranger un protecteur qu'ils ne trouvaient plus à Vienne : les uns s'attachèrent à la Prusse, d'autres à la Russie, mais le plus grand nombre se tourna vers la France, vers la France qui donnait ou ôtait à son gré les couronnes.

Napoléon ne se faisait point illusion sur la durée de la paix maritime et continentale; il savait bien que ni l'Angleterre ni l'Autriche n'avaient complètement renoncé à nous écarter, la première, d'Anvers et de l'Escaut, la seconde, de l'Italie; que l'ordre de choses établi par les traités de Lunéville et d'Amiens n'était que provisoire, et que tôt ou tard la France serait obligée de reprendre les armes pour défendre et compléter son ouvrage. Dans cette prévision, il était naturel qu'il cherchât à affaiblir l'Autriche en Allemagne, comme il l'avait déjà affaiblie

en Italie, et qu'il combinât entre les puissances de première classe un nouvel équilibre qui ne laisserait à la cour impériale qu'une influence secondaire, et donnerait à la France la suprématie. Son plan une fois arrêté, il l'exécuta avec une audace et une dextérité merveilleuses. Il commença par s'assurer du concours de la Russie, garante de la paix de Teschen; il flatta l'orgueil d'Alexandre, en lui proposant de concourir avec lui à la nouvelle organisation qui allait être donnée à l'Allemagne. L'empereur Alexandre tenait à honneur de faire sentir son influence sur la confédération; il ne voulait pas que les changemens qui allaient s'y consommer fussent l'ouvrage seulement de la France. D'ailleurs étroitement uni par le sang aux maisons de Bavière, de Bade et de Wurtemberg, il leur avait promis d'appuyer leurs prétentions dans la répartition des indemnités; enfin, il n'était pas insensible aux avances d'un homme qui remplissait l'Europe de l'éclat de ses grandes actions. Il accepta donc comme une marque de haute courtoisie l'offre que lui fit le premier consul.

C'était surtout à Berlin que Bonaparte avait placé son point d'appui, pour assurer le succès de ces combinaisons. La Prusse était la pièce essentielle du nouveau système qu'il méditait de fonder au-delà du Rhin; il voulait la satisfaire de manière à la rendre redoutable à l'Autriche, et fortifier le nord aux dépens du midi. Il ne faisait que suivre, en procédant ainsi, les traditions de François I<sup>er</sup>, du cardinal de Richelieu et de Louis XIV. Frédéric-Guillaume entra avec une véritable passion dans les vues du premier consul. Au fond, ce que la Prusse avait perdu sur la rive gauche était peu de chose; c'étaient les duchés de Gueldres et de Juliers, la principauté de Mœurs et une partie du duché de Clèves. La population de ces domaines ne s'élevait pas au-delà de cent trente-sept mille ames, et leur revenu était à peine de trois millions. S'il ne s'était agi pour elle que de recevoir la valeur exacte de ce qu'elle possédait sur la rive gauche, elle n'eût pas apporté dans cette affaire l'ardeur qu'elle y mettait; mais elle avait résolu de profiter de l'amitié de la France, pour se faire assigner une large part dans ces indemnités. Elle mit donc en œuvre tout ce qu'elle avait de séduction pour captiver le premier consul, et l'intéresser à son sort aussi bien qu'à celui du prince de Nassau, beau-frère du roi. Frédéric-Guillaume et l'empereur Alexandre témoignèrent mutuellement le désir de se connaître, et ils convinrent d'une entrevue qui eut lieu à Memel, dans les premiers jours de juin 1802. Les deux monarques s'inspirèrent dans cette rencontre une mutuelle affection; ils se comprirent, et cette harmonie tourna tout entière au profit de la France.

Le roi de Prusse calma les défiances qui commençaient à s'emparer de l'empereur Alexandre sur les vues ambitieuses du premier consul, et, en obtenant son concours à la pacification de l'empire, il devint comme le lien d'une triple alliance dont le poids, dans l'affaire des sécularisations, fut décisif.

Par une convention qui fut signée le 13 mai 1802, la France s'engagea à assurer à la Prusse, en dédommagement de ses possessions sur la rive gauche du Rhin, les évêchés de Paderborn et d'Hildesheim, Eichsfeldt, Erfurth, Untergleichen, la ville et une partie de l'évêché de Munster, et d'autres villes et abbayes. Ces acquisitions étaient hors de toute proportion avec ce qu'elle avait perdu; l'augmentation en population était de plus de quatre cent mille ames. Par cette même convention, le sort du prince de Nassau fut aussi réglé : il reçut l'évêché et l'abbaye de Fulde, les abbayes de Corwen et de Weingarten, et il fut décidé qu'en cas d'extinction de la ligne directe du prince actuel de Nassau, la maison de Prusse hériterait des territoires qui venaient de lui être dévolus. En retour de ces avantages, la cour de Berlin reconnaissait et garantissait (art. 13) tous les arrangemens que la France avait pris en Italie. Or, cette garantie comprenait l'incorporation du Piémont au territoire français, qui venait d'être rendue définitive. En même temps que la diplomatie consulaire augmentait le territoire de la Prusse, elle fortifiait aussi, par de larges indemnités, la Bavière, le Wurtemberg et le grand duché de Bade, et attachait ces états, par l'intérêt et la reconnaissance, à la fortune de la France. L'Autriche lutta long-temps, mais vainement, contre le nouvel ordre de choses, que le premier consul, secondé par la Prusse et la Russie, réussit à fonder en Allemagne : elle ne ratifia que le 24 mars le recès définitif du 23 février, qui sécularisait le patrimoine du clergé allemand.

Le partage des indemnités par la triple intervention de la France, de la Prusse et de la Russie, bouleversa toute l'économie du système germanique, et porta un coup mortel à sa vieille constitution. Elle subsista de nom pendant quelques années encore; mais tout ce qui faisait sa vie disparut pour jamais. En vain l'empereur chercha à faire, dans l'acte du 24 mars, des réserves pour retenir tous les confédérés dans le lien fédératif; en vain confirma-t-il les lois fondamentales de l'empire : l'empire n'existait plus. Le recès du 25 février apprit à tous les princes que l'Allemagne avait changé de maître, et que ce n'était plus à Vienne, mais à Paris, que se faisaient ses destinées.

Jusqu'à ce moment, Frédéric-Guillaume n'avait obtenu que des avantages du système qu'il avait embrassé. Il y avait trouvé ce qu'il désirait le plus ardemment, un accroissement notable de pouvoir et d'influence dans le nord de l'Allemagne, par les simples opérations d'une politique habile. Objet des égards empressés de l'empereur Alexandre et du premier consul, il se flattait de tenir toujours la balance entre eux et de leur servir d'intermédiaire officieux pour leurs communications. Il espérait enfin, à la faveur de l'accord qui existait alors entre la France, la Prusse et la Russie, contenir l'Angleterre et l'Autriche et garantir le maintien de la paix générale. Il s'abusait. La paix d'Amiens n'avait été pour l'Angleterre qu'une suspension d'hostilités, et une année s'était à peine écoulée depuis qu'elle l'avait signée, qu'elle la foula aux pieds et nous déclara de nouveau la guerre. Le moment des pénibles épreuves approchait pour la Prusse.

Lorsque l'Angleterre déchira le traité d'Amiens, elle n'avait point encore d'allié sur le continent; elle rouvrit la lice d'une main hardie et y descendit seule, prouvant ainsi qu'elle se sentait de force à lutter corps à corps avec son terrible ennemi. On pouvait être assuré toutefois qu'elle ne resterait pas long-temps dans cet isolement et qu'elle ferait jouer tous les ressorts de sa politique pour associer de nouveau à sa cause les monarchies du continent. Au désir qu'elle avait d'abattre notre suprématie se joignait chez elle un intérêt plus pressant encore, celui de détourner nos forces des rivages de l'Océan sur les champs de bataille du continent, et de nous ôter le pouvoir de venir lui dicter la paix dans les murs de Londres. Dans cette situation, nous n'avions pas à choisir entre plusieurs systèmes. Nous devions chercher à rompre la trame de ses intrigues, et, dans le cas où il nous serait impossible d'empêcher la formation d'une nouvelle ligue, de nous mettre en mesure de la vaincre. Dès que Napoléon eut acquis, par la pratique du pouvoir, une connaissance approfondie des affaires de l'Europe, sa sagacité découvrit bientôt le côté vulnérable de la France. Il comprit qu'au milieu de sa grandeur et de sa gloire, elle était faible parce qu'elle était isolée, qu'il était urgent de reconstruire au plus tôt son système fédératif tombé en ruines, et qu'elle n'acquerrait le degré de puissance nécessaire pour tenir tête à ses ennemis qu'en s'appuyant sur de fortes et solides alliances. La Hollande, la Suisse, l'Italie, devenues parties intégrantes de son système, n'étaient pas des alliés assez puissans pour lui donner cette attitude maîtrisante dont elle avait besoin pour prévenir de nouvelles coalitions et en triompher, si elles venaient à se former. Ce qu'il lui fallait enfin et ce que Napo-

léon désirait avec une extrême ardeur, c'était l'appui d'une des grandes monarchies du continent.

L'Autriche était hors de la question; nous l'avions blessée trop profondément en Italie et en Allemagne pour que nous pussions jamais nous flatter de nous la rattacher. Il était impossible qu'elle nous pardonnât de l'avoir rejetée sur la rive droite de l'Adige, et de lui avoir enlevé l'appui des votes ecclésiastiques à la diète impériale. Elle était sur le continent notre ennemie implacable, comme l'Angleterre l'était sur mer. Chez l'une comme chez l'autre, il y avait une résolution arrêtée, c'était de ne rentrer dans des voies réellement pacifiques que lorsqu'elles nous auraient chassés, l'une de l'Italie, l'autre d'Anvers. Entre nous et l'Autriche il y avait un abîme. Mais l'Autriche était une puissance timide, ses finances étaient délabrées, ses peuples découragés; il était permis de croire que, si la France réussissait à s'attacher la Russie ou la Prusse, la cour de Vienne serait contenue et sa haine impuissante.

Il y eut un moment où Napoléon crut trouver dans la Russie ce puissant allié qu'il cherchait. La France et la Russie étaient trop éloignées pour se froisser; elles avaient l'une et l'autre leur sphère distincte d'influence et d'action, où elles pouvaient se mouvoir librement, sans craindre de se porter ombrage. Unies ensemble, elles étaient assez fortes pour gouverner le continent et empêcher les passions brouillonnes d'en troubler le repos. La mort de l'empereur Paul enleva au premier consul un ami et un allié qui, s'il avait vécu, eût probablement changé le cours des évènemens. Alexandre, au début de son règne, parut ne s'écarter que faiblement des erremens de son père. Sans entretenir avec Napoléon des relations de confiance aussi intimes, il manifesta un vif désir de vivre avec lui dans une parfaite harmonie. Doué par la nature d'un esprit fin, délié, pénétrant et toutefois mobile et exalté, il ne pouvait se défendre d'une admiration secrète pour le premier consul. Il se sentait entraîné par un attrait invincible vers cet homme supérieur. Mais il ne rencontrait pas autour de lui les mêmes dispositions; son cabinet et sa noblesse étaient jaloux de la grandeur où le premier consul venait d'élever la France. Ils étaient blessés qu'au fond de l'Occident un homme nouveau, d'abord soldat heureux, puis devenu, par la puissance de son épée et l'autorité de ses grandes actions, le maître de la France, eût l'insolente pensée d'interdire à la Russie le droit de peser sur les affaires d'Occident. Alexandre subissait l'influence de sa cour. Le rôle secondaire qu'il avait joué dans l'opération du partage des indemnités avait com-

mencé à l'aigrir contre nous. Il se croyait dupe de notre habileté, et il était humilié d'avoir concouru à son insu à fonder notre prépondérance en Allemagne, tandis qu'il n'était intervenu dans l'opération que pour la diminuer en la partageant.

Aussitôt après la rupture de la paix d'Amiens, Napoléon avait occupé militairement le Hanovre et le royaume de Naples : le Hanovre, possession du roi d'Angleterre, où affluaient les principaux produits de l'industrie britannique destinés aux marchés de l'Allemagne; le royaume de Naples, qui était soumis sans réserve à l'action du cabinet de Londres. Or, la Russie avait pris Naples et le Hanovre sous sa protection. Elle fut blessée que nous eussions pris possession de la rade de Tarente et de l'électorat sans la consulter, et sollicité par le premier consul de prononcer en arbitre suprême dans les différends qui mettaient les armes aux mains de la France et de l'Angleterre, l'empereur Alexandre déclina ce rôle, qui eût embarrassé sa délicatesse, pour s'en tenir à celui de médiateur, qui laissait plus de latitude à ses exigences. Ses décisions furent celles non d'un juge impartial, mais d'un ami passionné de l'Angleterre. L'éclat que fit ensuite ce prince à la mort du duc d'Enghien, et les explications amères qui eurent lieu à cette triste occasion entre le czar et le chef de la France, achevèrent de détruire toute harmonie entre eux.

A dater de ce moment, nous perdîmes tout espoir, non-seulement de nous attacher la Russie, mais même de la retenir dans une ligne de modération. C'en était fait, elle avait arboré les couleurs de nos ennemis. La guerre n'était point encore déclarée sur le continent, mais tout équilibre était rompu entre les cabinets. Nous étions assurés d'avoir à combattre, dans un avenir plus ou moins prochain, l'Angleterre, l'Autriche et la Russie, à moins que nous ne pussions réussir à les contenir par le frein d'une redoutable alliance.

Des trois grandes monarchies du continent, il n'y en avait plus qu'une seule disponible pour nos vues fédératives : c'était la Prusse. Cette monarchie pouvait mettre sur pied deux cent mille hommes; par elle, nous atteignions l'Autriche et la Russie. Son peuple avait le goût et le sentiment de la guerre; sa voix était écoutée dans les conseils de l'Europe. Si nous parvenions à l'attacher à notre fortune, l'équilibre se trouverait aussitôt rétabli entre les cabinets : la Russie et l'Autriche seraient maîtrisées, et si elles voulaient absolument combattre, la défaite serait le prix de leur témérité. Si au contraire nos ennemis l'emportaient à Berlin comme ils l'emportaient déjà à Saint-Pétersbourg et à Vienne, ce ne serait plus avec trois puissances

qu'il nous faudrait lutter, mais avec la masse réunie des grandes monarchies de l'Europe et de tous les états secondaires placés dans leur sphère d'action; ce ne serait plus notre suprématie qui serait en péril, mais notre existence même. L'alliance de la Prusse nous était donc nécessaire, indispensable, d'abord pour essayer de maintenir la paix sur le continent et pouvoir disposer de toutes nos forces contre l'Angleterre, ensuite, si la guerre générale se rallumait, pour en sortir vainqueurs.

Telle est la combinaison simple et féconde que Napoléon s'attacha à réaliser : elle devint le but principal de ses pensées, et, pour réussir, il usa de tous les moyens que peut suggérer l'habileté la plus consommée. Résolu de s'emparer à tout prix de Frédéric-Guillaume, il agit sur lui par tous les genres de séduction. Il le saisit pour ainsi dire par toutes ses fibres : caresses, promesses brillantes, perspective d'une grandeur indéfinie, proposition formelle de placer sur son front la couronne impériale, froideurs affectées suivies bientôt de nouvelles avances plus empressées, il mit tout en œuvre, et tout fut inutile. Plus d'une fois il se crut au moment de l'entraîner, et toujours Frédéric-Guillaume parvint à se dégager de ses fortes étreintes. L'histoire des relations de ces deux hommes, l'un si ardent dans ses avances, l'autre si obstiné dans sa résolution de rester libre et de né se livrer à personne, pas plus à la France qu'à la Russie, prouve combien Napoléon avait l'intelligence de sa position, et quel art il savait alors déployer dans sa politique. Le roi se flattait, et en cela il s'abusait étrangement, que son impartiale neutralité paralyserait tous les mouvemens guerriers à Vienne comme à Pétersbourg, et rendrait impossible une nouvelle coalition. La duplicité de nos ennemis l'entretenait dans sa funeste illusion. L'empereur Alexandre ne se lassait pas de lui écrire pour lui protester de ses sentimens pacifiques, et la cour de Vienne lui prodiguait les mêmes assurances. En vain Napoléon s'efforçait-il de le désabuser et de le convaincre que la Russie et l'Autriche étaient de concert avec l'Angleterre pour nous abattre et nous déposséder de l'Italie, Frédéric-Guillaume ne voulait point le croire. Comme tous les hommes dominés par une seule idée, il repoussait tout ce qui ne rentrait pas dans le cadre un peu étroit de son système. L'ensemble et le fond des choses lui échappaient. Il croyait faire beaucoup pour le maintien de la paix en se faisant le messager timide et doucereux des plaintes et des vœux de tous les cabinets; il avait surtout le tort de laisser voir aux deux partis qui se le disputaient combien il craignait la guerre, et de ne point se placer

entre la France et ses ennemis en véritable médiateur. Il avait le choix entre trois systèmes : il pouvait s'allier à l'Angleterre, à l'Autriche et à la Russie contre la France, à la France contre ces trois couronnes, enfin se jeter entre les deux partis en médiateur armé, et, s'il ne pouvait réussir à les réconcilier, se prononcer alors d'après les conseils de l'équité ou de l'ambition. Chacun de ces systèmes lui offrait des chances d'agrandissement. Mais Frédéric-Guillaume avait une répugnance invincible pour tous les partis décidés. Il y eut un moment où il fallait passer de la neutralité à l'action, et ce moment, il n'eut pas le courage de le saisir. Qu'à la place de ce prince faible et incertain on suppose le grand Frédéric fermement résolu de maintenir la paix, levant dans ce but cent mille hommes, parlant à Pétersbourg, à Vienne, à Paris, un langage ferme et modéré : qui doute qu'il n'eût conjuré l'orage, ou que, s'il n'y eût pas réussi, il n'eût du moins évité la catastrophe où tombera bientôt son successeur?

Napoléon se dépitait de l'impuissance de ses efforts pour engager le roi. Il sentait que la paix continentale, et, avec la paix, les destinées de l'Europe dépendaient du parti qu'embrasserait ce prince. Aussi avait-il décidé, dans le secret de sa pensée, qu'il lui appartiendrait tôt ou tard, dût-il, pour l'obtenir, le violenter. Après tout, il avait peine à s'expliquer la répugnance du roi à s'associer à sa fortune. Ne l'avait-il pas largement rétribué dans le partage des indemnités germaniques? Il pouvait l'élever encore. Frédéric II avait beaucoup fait pour la grandeur de son pays. Napoléon, par les seuls bienfaits de son alliance, pouvait compléter l'œuvre de ce grand homme. Que la Prusse s'attachât sincèrement, sans réserve, à notre fortune, qu'elle s'associât à tous nos périls comme à toutes nos gloires, et nous récompenserions largement ses services. N'était-ce donc pas une perspective digne de séduire et de passionner un peuple ambitieux et guerrier que celle de ravir à l'Autriche le sceptre impérial, de s'agrandir de toutes les possessions allemandes de la maison d'Hanovre, de devenir le chef de la patrie et de l'unité germanique, enfin de dicter, de concert avec nous, la loi à l'Europe? D'ailleurs, une alliance franche et sincère de la Prusse avec la France était la combinaison la plus sûre pour contenir l'ambition de Napoléon. Un allié qui dispose de deux cent mille hommes a le droit de faire ses conditions; il n'est pas un instrument passif : cette union eût été à la fois pour le chef de la France une force et un frein. Mais le génie hardi et entreprenant de Napoléon, qui venait de ceindre la couronne impériale,

effrayait l'esprit circonspect et mesuré de Frédéric-Guillaume. Il lui faisait craindre qu'une fois engagé dans ses liens, il ne fût entraîné bien au-delà du but où il voulait s'arrêter. Au fond, si l'on y réfléchit bien, on se convaincra qu'il était impossible que ces deux hommes, en tous points dissemblables, pussent se comprendre et s'unir étroitement. Le roi était prudent jusqu'à la timidité; l'audace et la grandeur dans la pensée et dans l'exécution étaient les traits distinctifs du génie de l'empereur. Le premier avait une ambition modeste qui redoutait l'éclat et le bruit; le second, devenu maître du premier trône du monde par ses grandes actions, ne croyait pas avoir assez fait encore pour justifier son élévation. L'un redoutait la guerre comme le plus affreux des maux, l'autre l'aimait comme un grand artiste aime son art; il l'aimait aussi comme la source de sa fortune et de la puissance de son pays. Les projets de Frédéric-Guillaume étaient circonscrits dans une sphère un peu étroite, ceux de Napoléon embrassaient le monde. Le roi de Prusse portait dans les affaires d'état les délicatesses de la morale privée. Aux yeux du chef de la France, la moralité d'un souverain était dans le but plutôt que dans les moyens. Aux profondes dissemblances qui séparaient ces deux princes, ajoutons encore les préventions de la noblesse prussienne et l'influence personnelle de la reine.

A Berlin, comme dans toutes les cours, Napoléon avait de nombreux ennemis qui ne pouvaient lui pardonner d'avoir mis son épée et son génie au service de cette terrible révolution qui avait abattu le trône légitime et l'ancienne noblesse, fait trembler tous les rois et les castes nobiliaires de la vieille Europe. Quant à la reine, elle avait sur l'esprit de son époux tout l'ascendant que donne un caractère plein de graces et de douceur, uni aux charmes d'une beauté touchante. Elle craignait de le voir sortir de ses habitudes privées, et sans se demander si sur le trône un monarque peut trouver la vie paisible qui n'est que le partage des destinées obscures, elle croyait que le roi pouvait concilier ce qu'il se devait à lui-même et à ses ancêtres avec son amour pour la paix. En lui conseillant de ne point se livrer à la France, elle ne songeait pas seulement à le fixer près d'elle; elle travaillait aussi en secret pour les intérêts de la Russie; elle ne restait point étrangère aux intrigues de la politique. Dans l'entrevue de Memel, la reine et l'empereur Alexandre se plurent mutuellement, et la galanterie du czar tourna au profit de sa politique. A dater de ce moment, toutes les prédilections de la reine furent pour la cour de

Saint-Pétersbourg. Une correspondance suivie s'établit entre les souverains de Prusse et de Russie, et la reine y prit personnellement une part très active.

La France n'ayant pu réussir à former une solide alliance avec la Prusse, une nouvelle guerre continentale était inévitable. Elle éclata au mois de septembre 1805. Il n'est pas vrai qu'elle ait été provoquée par la réunion de Gênes, de Parme et de Plaisance, au territoire français. La réunion de Gènes eut lieu le 3 juin 1805, et le 11 avril de la même année, l'Angleterre, la Russie et l'Autriche avaient arrêté les bases de la troisième coalition. Le but avoué de la ligue était de nous déposséder de l'Italie; le but réel et secret était de nous dépouiller de toutes nos conquêtes, de celles qui pouvaient être imputées à notre ambition aussi bien que des plus légitimes, de nous refouler enfin dans les limites de l'ancienne monarchie. En mettant sur sa tête la vieille couronne des rois lombards, et en s'emparant de Gênes, Napoléon ne fit que relever le gant qui lui était jeté par ses ennemis. Au moment de s'arracher des rivages de l'Océan et d'aller combattre sur le Danube les Autrichiens, il voulut tenter un dernier effort pour entraîner Frédéric-Guillaume : il lui proposa, avec son alliance, la cession définitive du Hanovre.

M. de Hardenberg, qui avait un esprit élevé et hardi, accueillit ce projet comme une grande et forte pensée dont la réalisation compléterait l'organisation territoriale de la Prusse; mais le roi, qui désirait ardemment le Hanovre, reculait devant les scrupules de sa conscience et les dangers d'une rupture avec l'Angleterre et la Russie. « Puis-je, demanda-t-il à M. de Hardenberg, sans manquer aux règles de la morale, sans perdre en Europe l'estime de gens de bien, sans être noté dans l'histoire comme un prince sans foi, me départir, pour avoir le Hanovre, du caractère que j'ai maintenu jusqu'ici? » Le roi se peint tout entier dans ces paroles. Son ministre lui répondit que la morale d'un souverain n'était pas celle d'un particulier, qu'il s'agissait là de l'opération la plus propre à conserver le rang de sa monarchie. Le roi, à demi convaincu, consentit à traiter d'une alliance sur la base de l'incorporation du Hanovre à la Prusse. Cette fois l'empereur croyait l'avoir enfin engagé sans retour, et il lui avait envoyé Duroc pour lui dire son dernier mot et signer le traité (3 septembre). C'était encore une illusion. A peine le roi eut-il fait quelques pas dans les voies d'une alliance, que la peur le saisit et le fit reculer. Il rompit les négociations commencées et déclara que sa résolution était de rester neutre.

Tandis que Napoléon remuait tous les ressorts de sa politique pour l'attirer à lui, l'Angleterre et la Russie ne se donnaient pas moins de mouvement pour l'associer à la coalition. Elles lui reprochaient de se laisser retenir, pour des intérêts mesquins, dans un système d'immobilité qui, disaient-elles, discréditait sa puissance. Le Nord devait s'arranger pour présenter à la France un front impénétrable. C'était le seul moyen de contenir dans ses bornes cette turbulente puissance; autrement, elle les franchirait toutes sous le chef audacieux qu'elle avait mis à sa tête. La Prusse, la première dans l'ordre des envahissemens, serait aussi la première entraînée dans le débordement général. Mais les mêmes motifs qu'avait Frédéric-Guillaume pour ne pas offenser la Russie, il les avait pour ne pas blesser la France. Il avait le faible de vouloir être l'ami de tout le monde, moyen infaillible de ne contenter personne. La cour, mue par les passions de la reine, avait fait son choix : ses sympathies et ses vœux étaient pour la Russie; mais l'armée n'avait point encore de préférence décidée. Un sentiment presque unique dominait dans ses rangs, c'était la crainte de tomber dans le mépris de l'Europe. Entourée de tous côtés d'armées belligérantes, son inactivité lui pesait. Elle en rougissait comme d'une attitude humiliante, blâmait le système du roi et voulait se battre, moins pour faire triompher un des deux partis que pour prendre sur les champs de bataille sa part de périls et de gloire.

Dans l'état de fermentation singulière où étaient les esprits, tout dépendait du moindre incident. La violation du territoire d'Anspach par Bernadotte décida la crise et la décida contre nous. Au fond, cette infraction à la neutralité du margraviat était loin d'avoir un caractère outrageant pour la Prusse. Isolé au milieu du vaste champ de bataille dans lequel allaient se heurter la France, l'Autriche et la Russie, il était impossible que ce petit pays pût se soustraire aux incursions de leurs armées. La Prusse en avait accordé le libre passage en 1796 aux puissances en guerre. Avant que Bernadotte le traversât, les Bavarois, dans leur retraite de Munich sur Wurtzbourg, avaient les premiers forcé le passage, et ils avaient été suivis par un corps autrichien. C'était donc comme un pays ouvert à tout le monde. Lorsque l'ordre avait été envoyé au prince de Ponte-Corvo de passer par Anspach, l'empereur négociait son alliance avec la Prusse et croyait qu'elle allait être signée. Enfin, il faut le dire, il avait pris la mesure du roi et savait tout ce qu'il pouvait oser. Cependant Frédéric-Guillaume, en apprenant que nos troupes avaient violé le territoire de

son margraviat, entra dans un violent accès de colère. Son premier mouvement fut de rompre avec la France. A la cour, dans l'armée, dans les salons de la noblesse, il n'y eut qu'un cri, cri de fureur et de guerre contre nous. L'opinion, qui, la veille encore, était peu favorable à la Russie, prit la France pour objet de sa haine. On ne parlait que de se venger du honteux affront que nous venions d'infliger à l'honneur de la Prusse. L'occasion était belle pour entraîner le roi, qui ne cessait de répéter depuis quelque temps qu'il se déclarerait contre le premier qui attenterait à sa neutralité. Les ministres d'Angleterre, de Russie et de Vienne s'agitent, l'entourent et le somment de tenir sa parole. La reine est alors à la tête du mouvement guerrier. Des exprès sont envoyés en toute hâte à l'empereur Alexandre, qui avait écrit au roi pour lui demander une entrevue et qui attendait sa réponse à Pulawi. On l'instruit de l'incident d'Anspach; on lui dit que le moment est venu de s'emparer de Frédéric-Guillaume, et on le presse d'arriver sans délai à Berlin. Alexandre quitte aussitôt Pulawi et tombe à l'improviste au milieu de la famille royale de Prusse. Le roi, pressé, subjugué par les passions vraies ou factices qui s'agitent avec fureur pour l'entraîner, ne peut plus résister au torrent : il se laisse arracher la convention de Potsdam (3 octobre 1805). Une scène nocturne et théâtrale est préparée à dessein dans les caveaux de Potsdam, où reposent les cendres de Frédéric II. L'empereur de Russie, le roi et la reine s'y rendent dans la nuit du 3 au 4 octobre : Alexandre, saisi d'une émotion profonde, baise le cercueil du grand homme, et les souverains se séparent après s'être juré foi et amitié sur la tombe de Frédéric.

Le traité de Potsdam n'était point une alliance proprement dite, mais une simple promesse d'alliance dont l'exécution dépendait de l'acceptation ou du refus par Napoléon des bases de pacification que devait lui soumettre le comte d'Haugwitz. Un terme de rigueur, le 15 décembre 1805, avait été fixé pour l'acceptation ou le rejet des propositions.

Tout porte à penser que les conditions dont était porteur le comte d'Haugwitz n'avaient point la précision d'un ultimatum, qu'une grande latitude lui avait été laissée à cet égard, et que ses propositions devaient varier selon que la fortune de l'empereur aurait grandi ou baissé dans l'intervalle. On savait à Berlin que les grands coups seraient portés avant le 15 décembre. Napoléon serait vainqueur ou vaincu. Dans le premier cas, le comte d'Haugwitz irait le complimenter; dans le second, il lui dicterait la loi.

L'esprit de vertige et d'erreur semblait s'être emparé de la cour de Berlin et la pousser dans une voie de perdition. Comment ses hommes d'état n'avaient-ils pas compris qu'au point où en était arrivée la lutte entre la France et les grandes monarchies de l'Europe, Napoléon ne pouvait pas rester dans l'incertitude sur les dispositions de la Prusse, qu'il avait déjà trop d'ennemis pour lui permettre d'en grossir le nombre, qu'après avoir vainement épuisé pendant quatre ans toutes les ressources de sa politique pour s'en faire un allié, il fallait qu'au moins il pût être assuré qu'elle resterait neutre; que si elle avait le malheur de tremper dans les projets de la coalition, il ne lui laisserait le choix qu'entre ces deux partis, expier sa faute en se livrant à lui sans partage, ou entrer en guerre. La convention de Potsdam était une énorme faute, parce que, lorsqu'elle fut signée, la Prusse avait laissé échapper l'occasion d'agir avec succès. Ulm était sur le point de capituler; Vienne allait nous ouvrir ses portes : l'Autriche, vaincue et découverte, ne pouvait plus être sauvée que par les Russes, qui arrivaient à marches forcées du fond de la Moravie. Cependant tout n'était pas encore désespéré. Le fatal traité de Potsdam une fois signé, il ne fallait pas perdre un jour, un moment; il fallait marcher sur le Danube, forcer l'empereur à lâcher sa proie et à se retourner. Le salut de la Prusse était dans la rapidité de ses coups. En un cas si critique, les demi-mesures ne faisaient qu'aggraver la première faute et la rendre irréparable. Il n'y avait plus à se ménager des voies de réconciliation avec Napoléon : la Prusse s'était trop compromise pour en espérer jamais un pardon sincère. Au lieu d'adopter cette politique forte et hardie, le roi aima mieux temporiser, et se jeta, par ses fausses mesures, dans les serres de son ennemi.

Le comte d'Haugwitz arriva dans le camp de l'empereur trois jours avant la bataille d'Austerlitz. D'après les instructions de sa cour, il eût été alors mal habile à lui de remplir sa mission, comme à Napoléon de l'écouter. D'un commun accord, les explications furent ajournées. Ce qui fait que la victoire d'Austerlitz est une si grande page de la vie de l'empereur, c'est qu'il mit pour enjeu, sur ce champ de bataille, sa fortune et celle de la France. S'il avait été vaincu, il eût été perdu : cent mille Prussiens lui fermaient sa retraite sur le Rhin. En triomphant des Russes et des Autrichiens, il triomphait aussi de la Prusse, qui n'avait plus qu'à se faire pardonner, à force d'humilité, ses dernières fautes. On sait le mot de l'empereur au comte d'Haugwitz, qui vint mêler ses félicitations à celles de nos alliés : « C'est un

compliment dont la fortune a changé l'adresse. » Le traité de Presbourg (26 décembre 1805), qui enleva à l'Autriche Venise, le Tyrol et les îles Illyriennes, fut le prix de la victoire d'Austerlitz.

La prudence et la situation commandaient à Napoléon de prendre, vis-à-vis de la Prusse, un parti décisif. Son ressentiment contre cette puissance était extrême, et déjà commençait à naître dans son ame cette haine que nous verrons bientôt éclater terrible et implacable. Il avait désiré avec passion son alliance, parce que cette alliance était la seule combinaison capable de prévenir entre la France et les monarchies du continent une lutte qui ne pouvait se terminer que par la ruine de la première ou des autres. Au lieu de cette alliée qu'il eût voulu trouver en elle, il rencontrait un ennemi d'intention en attendant qu'elle le fût de fait. Quelle attitude allait-il prendre vis-à-vis de cette cour faible et passionnée, qui n'avait su embrasser franchement aucun parti, pas même celui de la neutralité? Marcher contre elle et la subjuguer était une résolution extrême dont les conséquences politiques l'effrayaient, quoi qu'en aient pu dire ses ennemis. Il y avait un autre parti conseillé par une politique généreuse et habile : c'était de lui pardonner tous ses torts et de lui offrir de nouveau notre alliance. Mais le roi, qui répugnait à tous engagemens décisifs, le roi, qui était poursuivi par les obsessions de nos ennemis jusque dans ses plus chères intimités, consentirait-il à former ces nœuds dans lesquels nous avions vainement essayé pendant si long-temps de l'engager? N'opposerait-il pas à nos instances nouvelles cette force d'inertie dont il ne s'était départi qu'une seule fois et en faveur de la coalition? L'empereur ne vit d'autre moyen de l'obtenir qu'en s'emparant de lui violemment. Le 12 décembre, de retour à Schœnbrunn, il fait venir le comte d'Haugwitz, et après lui avoir reproché en langage dur et amer les torts et l'ingratitude de sa cour, il lui donne à choisir entre la guerre ou l'alliance, l'alliance franche, sans réserve, cimentée par l'incorporation du Hanovre à la monarchie prussienne. Le comte d'Haugwitz n'hésita pas, et signa l'alliance le 15 décembre, le jour même où la Prusse avait promis à la Russie et à l'Autriche de se déclarer pour elles. En vertu de ce traité, la France transportait tous ses droits sur le Hanovre à la Prusse, qui, en retour, cédait à la France le margraviat d'Anspach, la principauté de Neuchâtel, ainsi que Wesel, la principauté de Berg et le duché de Clèves. La Bavière s'engagerait à donner à la Prusse un territoire de vingt mille ames pour compenser le margraviat d'Anspach. Par les cessions exigées,

la Prusse perdait quatre cent mille sujets, et par l'acquisition du Hanovre, elle en recevait un million.

Si Frédéric-Guillaume a fait une faute irréparable en signant la convention de Potsdam, Napoléon nous semble en avoir commis une autre presque aussi grave en lui imposant le traité du 15 décembre. Le but principal qu'il poursuivait dans ses victoires sur le continent était le rétablissement de la paix avec l'Angleterre. Or, il savait bien que la première condition qu'elle y mettrait serait la restitution du Hanovre. Pourquoi, dès-lors, faire de l'incorporation de cet électorat à la Prusse une base d'alliance qui devait disparaître aux premières négociations sérieuses qui s'ouvriraient entre les cabinets de Paris et de Londres? Pourquoi, surtout, exiger qu'en retour d'une possession d'un prix inestimable sans doute pour la Prusse, mais dont l'acquisition devait rencontrer des obstacles presque insurmontables, le roi cédât d'une manière définitive des pays qui lui appartenaient à des titres incontestables et reconnus par toute l'Europe? Pardonner à un ennemi en langage superbe et menaçant est une vengeance plus qu'un acte de clémence. Il n'y a que les partis francs et complets qui atteignent leur but. L'empereur voulait se montrer généreux envers la Prusse; il ne fallait pas l'être à demi, et lui dire : Je vous pardonne, mais je vous humilie.

Si, au lieu de lui imposer avec l'alliance des sacrifices qui pouvaient rester un jour sans compensation, l'empereur eût fermé les yeux sur ses torts et lui eût proposé, dans les formes les plus amicales, sans coup d'éclat, de s'unir à lui et d'accepter purement et simplement le Hanovre; si, prévoyant le cas où l'Angleterre exigerait absolument la restitution de l'électorat, il eût pris l'engagement formel d'en procurer à son allié l'équivalent; si, enfin, il n'avait pas insisté pour qu'il passât brusquement, sans les transitions que lui imposait le sentiment de sa dignité, des bras de la Russie dans les siens, il est possible que Frédéric-Guillaume, dont l'ame était noble et délicate, eût été touché de tant d'égards et se fût attaché sincèrement à sa fortune. L'alliance qu'il n'avait osé signer, lorsque l'Autriche et la Russie marchaient contre nous, il l'eût probablement acceptée comme un bienfait du vainqueur d'Ulm et d'Austerlitz. S'il s'y était refusé, il valait mieux encore lui laisser l'entière responsabilité de ses fautes et des malheurs qu'elles devaient entraîner, que de lui montrer le joug avant de l'avoir vaincu.

Lorsque le traité du 15 décembre eut été rendu public, l'opinion

se déchaîna de nouveau avec fureur contre l'empereur et le comte d'Haugwitz. La cour, la noblesse, l'armée, crièrent que la Prusse, déjà insultée à Anspach, était aujourd'hui immolée aux caprices de la France. On ne voulut point considérer le mal que l'empereur irrité aurait pu lui faire; on ne sentit que la honte d'une alliance dictée à la pointe de l'épée. Quant à Frédéric-Guillaume, il avait un sentiment très délicat de sa dignité, et, comme tous les hommes faibles, ce qu'il craignait le plus au monde, c'était qu'on eût l'air de le violenter. Dans cette pénible crise, il fit cause commune avec la cour et l'armée, et par cette nouvelle faute, qui cette fois n'était que trop motivée par les exigences hautaines de la France, il se perdit sans retour. Après la convention de Potsdam, la victoire d'Austerlitz et le traité du 15 décembre, il n'y avait pour Frédéric-Guillaume que deux partis à prendre : feindre d'accepter l'alliance et se concerter ensuite secrètement avec la Russie et l'Angleterre (c'était le système du baron de Hardenberg), ou bien rompre franchement avec ces deux puissances, embrasser hautement, sans arrière-pensée, le système français, prendre le Hanovre pour ne plus s'en dessaisir, dévouer toutes ses forces à son puissant allié, et mériter, par son ardeur à le servir, l'oubli de ses derniers torts. Ce système était celui du comte d'Haugwitz. La conscience délicate et timide du roi reculait également devant ces deux extrémités.

Il commença par supprimer dans l'acte du 15 décembre l'article 1er, qui stipulait l'alliance offensive et défensive, et qui était en quelque sorte tout le traité. Il refusa ensuite d'échanger les domaines héréditaires de sa maison contre une possession qui appartenait au roi d'Angleterre, et demanda que la France commençât par obtenir la renonciation de sa majesté britannique à l'électorat. Le comte d'Haugwitz fut encore chargé d'aller défendre à Paris les changemens qu'on voulait faire subir au traité du 15 décembre.

A la nouvelle que le roi avait complètement défiguré son ouvrage, Napoléon ne put maîtriser un mouvement de dédain et de colère. Sa première pensée fut de renvoyer sans l'écouter le négociateur prussien. Cependant, sur ses instances, il consentit à renouer les négociations; mais, à dater de ce moment, tout espoir de se rattacher Frédéric-Guillaume fut détruit dans son esprit, et il le regarda comme un ennemi secret qu'il faudrait tôt ou tard abattre. Toute confiance, tous ménagemens cessèrent de sa part; il avait le secret de sa faiblesse, et il en abusa.

Le roi avait demandé que la convention du 15 décembre fût an-

nulée. Ce traité fut remplacé par un autre, celui du 15 février 1806, qui consacrait les mêmes stipulations que le premier, avec un accroissement de charges et une diminution d'avantages pour la Prusse. Ainsi, par l'acte du 15 décembre, la Bavière devait céder à la Prusse vingt mille ames de population : cette clause fut supprimée. Par l'article 4 du nouveau traité, le roi s'engagea à fermer jusqu'à la paix, au commerce et à la navigation des Anglais, les embouchures de l'Elbe et du Weser. Le traité du 15 décembre n'avait pas dit un mot de cette disposition. Le ministre de France eut ordre de déclarer à Berlin que nos troupes n'évacueraient l'Allemagne que lorsque le roi aurait ratifié le nouveau traité. Entouré de corps français qui menaçaient d'envahir son territoire, Frédéric-Guillaume fléchit sous la volonté qui l'accablait, et ratifia le traité du 15 février.

Ce n'était là que le prélude d'autres humiliations. Le baron de Hardenberg, ministre des affaires étrangères, était devenu dans le cabinet de Berlin, depuis la violation du territoire d'Anspach, le chef du parti opposé à la France. L'empereur exigea qu'il fût éloigné des affaires. La république batave venait d'être formée en monarchie, et ce nouveau trône avait été donné à Louis Bonaparte. L'empereur n'en fit l'objet d'aucune communication confidentielle à Frédéric-Guillaume. Il en était de même pour les affaires d'Allemagne. Le bruit se répandait partout que la France était au moment de renverser l'ancienne constitution germanique, et le roi ne fut point consulté, lui la seconde personne de l'empire, sur un aussi grand changement. En vertu du traité du 16 février, la Prusse avait cédé à la France les duchés de Clèves et de Berg, qui avaient été érigés en principautés en faveur de Murat. Des détachemens français occupèrent les territoires d'Elten, d'Essen et de Werden, comme s'ils faisaient partie du duché de Clèves; le gouvernement prussien réclama contre cette occupation, alléguant que ces trois abbayes n'appartenaient point au duché de Clèves, et qu'elles ne lui avaient été réunies qu'administrativement. L'empereur ne tint nul compte de ces réclamations et continua de retenir ces territoires.

Ces procédés dédaigneux et violens semblaient calculés pour pousser le roi à des mesures extrêmes et le forcer à la guerre. Il était plongé dans la douleur et l'abattement, lorsqu'un retour inespéré de confiance et d'amitié de la part de la France vint l'arracher à ses sombres préoccupations. Napoléon s'effrayait à l'idée de détruire la Prusse; il voulut tenter encore un effort pour se la rattacher et lui ouvrit une dernière voie de salut. Il s'appliqua, par des marques

expressives d'égards et d'amitié, à effacer les traces de ses dernières offenses. En lui annonçant la dissolution de l'empire germanique et l'établissement de la confédération du Rhin, il offrit au roi de rallier autour de lui tous les états qui se trouveraient placés dans sa sphère d'action, et d'en composer une nouvelle fédération dont il serait le chef (22 juillet). Il alla même jusqu'à lui proposer de faire entrer dans sa maison la couronne impériale. Des négociations très actives étaient alors ouvertes entre la France et l'Angleterre. M. de Laforêt, notre ministre à Berlin, eut ordre de confier au cabinet prussien que probablement ces négociations seraient rompues; que l'Angleterre proposait, comme condition *sine quâ non*, la restitution du Hanovre; que l'empereur n'y consentirait jamais; que ce n'était que par une guerre vigoureuse que l'Angleterre pouvait être amenée à faire des propositions plus raisonnables; que la Prusse devait donc s'y préparer avec activité et énergie, et, dans ce but, concerter ses opérations avec la France.

Ces procédés bienveillans comblèrent de joie Frédéric-Guillaume. Il se crut sauvé, et, dans l'élan de sa joie, il exprima sa gratitude en termes trop vifs peut-être. Il s'occupa sans délai d'organiser en fédération tout le nord de l'Allemagne, et proposa à tous les princes de la maison de Saxe, à la Hesse, au Mecklenbourg, au Danemark lui-même, d'en faire partie. La confiance semblait rétablie entre la Prusse et la France, lorsque l'ardeur de la première pour la confédération du nord se refroidit tout à coup. Pressée de s'expliquer sur les mesures qu'elle devait prendre contre l'Angleterre, elle eut recours à des expédiens dilatoires. Il était visible que le roi reculait encore, et que, soit par crainte de se mettre en guerre ouverte avec l'Angleterre et la Russie, soit qu'il eût pris des engagemens secrets avec l'empereur Alexandre, il avait le dessein de se soustraire aux obligations du traité du 15 février. De toutes parts s'élevaient des voix accusatrices qui lui reprochaient la prise de possession du Hanovre comme un acte de lâcheté et de cupidité, son alliance avec la France comme l'indice qu'il était d'accord avec Napoléon pour démolir pièce à pièce avec lui tous les trônes de l'Europe. L'Angleterre ne se bornait pas à des plaintes. Aussitôt qu'elle avait connu l'adhésion de la Prusse au traité du 15 février et l'entrée de ses troupes dans l'électorat, elle lui avait déclaré la guerre; elle avait mis l'embargo sur ses navires et jeté la perturbation et la ruine dans son commerce maritime.

Quelque connaissance qu'eût l'empereur Napoléon de l'éloignement de Frédéric-Guillaume pour toute résolution forte, dans cette

circonstance, il attribua à une autre cause son immobilité. Il crut qu'il était d'intelligence avec Alexandre, et que la partie était définitivement liée entre les deux souverains. Sous l'influence de ce soupçon, il résolut de se mettre en mesure, et il distribua ses corps d'armée de manière à ce qu'au premier ordre ils fussent prêts à fondre sur la Prusse et à l'écraser. C'est aussi ce qui le détermina à proposer à la Saxe et à la Hesse, qui étaient comprises dans la circonscription de la Prusse, de ne point céder à ses instances et de se rattacher à la confédération du Rhin. En apprenant tous ces faits, le roi retomba dans ses angoisses habituelles; ses dernières espérances s'évanouirent, et il crut que l'empereur était décidé à lui faire la guerre. C'est ainsi qu'égarées par de mutuelles défiances et par un inconcevable enchaînement de fautes, la France et la Prusse allaient fondre l'une sur l'autre, quand tous leurs intérêts leur conseillaient de rester unies. Un dernier incident détermina la rupture. Le cabinet de Paris avait entamé deux négociations séparées, l'une avec la Russie, l'autre avec l'Angleterre. La première avait abouti au traité du 20 juillet, signé par M. d'Oubrill et envoyé aussitôt à l'empereur Alexandre pour être ratifié. La seconde n'avait été suivie d'aucun résultat pacifique. Au début de la négociation, l'Angleterre avait exigé, comme une condition de rigueur, la restitution du Hanovre. L'empereur devait s'y attendre. Comme il avait un extrême désir de faire la paix, il céda, sauf à indemniser la Prusse. Lorsque le gouvernement anglais eut perdu l'espoir de faire la paix, il eut la lâcheté de livrer au cabinet de Berlin le secret des négociations sur le Hanovre. En apprenant que l'empereur, qui l'avait forcé à s'emparer malgré lui de l'électorat, voulait le lui reprendre pour le restituer à l'Angleterre, sans s'être préalablement concerté avec lui, le roi fut saisi d'une violente douleur, et n'écoutant que son ressentiment, il se prépara à la guerre. Bientôt la fatale nouvelle fut rendue publique. L'opinion s'exalta, et de toutes parts on courut aux armes.

Les marques de dédain dont Napoléon avait récemment accablé la Prusse avaient porté jusqu'au dernier degré d'irritation l'esprit de l'armée. Toute remplie des souvenirs glorieux du règne de Frédéric II, elle s'exagérait sa force; elle ne parlait qu'avec mépris des armées de l'Autriche et de la Russie; elle se croyait appelée à venger les défaites d'Ulm et d'Austerlitz, et à humilier l'orgueil de celui qui avait abaissé tant de couronnes. La cour et la jeune noblesse partageaient l'ivresse de cet orgueil. S'arrachant à ses habitudes féminines, la reine donnait l'impulsion aux sentimens guerriers, et poussait le roi à prévenir

l'invasion des Français en se jetant audacieusement au milieu de leurs corps épars en Franconie. Cependant la Prusse, n'ayant pas saisi, en 1805, l'occasion favorable de faire la guerre à la France, la prudence lui commandait de combiner son plan d'opérations avec les Russes, de manière à éviter la faute qu'avait faite l'Autriche dans la dernière guerre, et à ne point se trouver seule aux prises avec les armées de Napoléon. Mais le roi, dominé par l'opinion, n'avait pas la force d'en modérer l'impétueuse ardeur : il était entraîné. La rupture des négociations entre l'Angleterre et la France avait déterminé l'empereur Alexandre à refuser sa ratification au traité du 20 juillet. Dans cet état de choses, il était impossible que Napoléon ne posât pas à Frédéric-Guillaume cette double alternative : l'alliance complète, sans réserve, avec le libre passage de son territoire pour aller combattre les Russes, ou la guerre.

La Prusse lui épargna l'embarras de lui tenir un pareil langage. Elle prit l'initiative des hostilités (9 septembre 1806) et se jeta dans cette lutte inégale avec l'imprévoyance de la présomption. Au premier choc, elle fut vaincue et renversée. Sa belle et valeureuse armée vint se briser à Iéna contre nos redoutables phalanges, et une fois dissoute, elle ne put se rallier nulle part. Tout son territoire devint la proie du vainqueur. Napoléon, maître de toute la monarchie prussienne, pouvait encore se montrer généreux et clément. La Prusse était à terre, vaincue, anéantie; il pouvait lui tendre la main, la relever, lui rendre tous ses états, y ajouter le Hanovre et ne lui demander, pour prix de tant de bienfaits, que son alliance. Un procédé si grand, si nouveau, eût touché l'ame de Frédéric-Guillaume. Il est certain que ce parti s'est offert à l'empereur comme un des systèmes qu'il pouvait adopter après la journée d'Iéna; mais le caractère timide et compassé du roi ne lui inspirait plus de confiance: il désespérait de lui. Il était convaincu que sa reconnaissance n'irait jamais jusqu'à lui assurer la coopération de ses armées. Quant à la cour et à l'armée, il s'en défiait plus encore; il pensait que jamais elles ne nous pardonneraient l'affront d'Iéna et qu'elles subiraient notre alliance, non comme un bienfait, mais comme un joug. L'idée de relever la monarchie prussienne fut donc écartée, et l'empereur marcha sur le Niémen avec la pensée de relever la Pologne ou de conquérir l'alliance de la Russie. Le rétablissement de la Pologne était une œuvre immense qui ne pouvait s'accomplir dans une seule campagne. Les combats de Pulstuck et d'Eylau nous causèrent des pertes énormes. L'Autriche n'attendait qu'un revers de nos armées

pour entrer en Silésie et nous prendre à revers. L'empereur jugea prudent d'ajourner la restauration de la Pologne et de terminer la guerre. Il ne vainquit à Friedland que pour obtenir l'alliance de la Russie. Elle fut signée à Tilsitt le 7 juillet 1807. Cette alliance était tout à la fois maritime et continentale; elle avait un double but · forcer l'Angleterre à la paix en fermant à son pavillon et à ses produits tous les ports et tous les marchés de l'Europe, et empêcher la guerre d'éclater de nouveau sur le continent. Cette alliance ne fut point un caprice de la pensée de Napoléon, une combinaison fortuite amenée par la victoire de Friedland et l'entrevue des deux empereurs; c'était, au contraire, la réalisation d'un plan profondément médité.

La Prusse fut la grande victime immolée à Tilsitt. Elle perdit tout ce qu'elle possédait sur la rive gauche de l'Elbe, ainsi que les provinces qui avaient appartenu autrefois à la Pologne, et qui, érigées en duché de Varsovie, furent cédées au roi de Saxe. Ce duché devint la première base d'une nouvelle Pologne. Des possessions prussiennes situées en-deçà de l'Elbe, l'empereur fit le royaume de Westphalie qu'il donna à son frère Jérôme. Avant la guerre de 1806, la population de la Prusse était de dix millions d'ames; elle fut réduite, par le traité de Tilsitt, à six millions. L'empereur ne se contenta pas de désorganiser sa puissance territoriale; il l'écrasa sous le poids de ses contributions de guerre. Il lui interdit la faculté d'avoir une armée de plus de quarante-deux mille hommes; il l'engréna dans son système continental; il prolongea l'occupation militaire de son territoire et de ses principales places fortes; enfin il disposa de ses routes pour le transport de ses magasins et de ses troupes.

Ces rigueurs lui ont été reprochées comme un luxe de violences que ne justifiaient ni les droits de la victoire ni les nécessités de sa politique. Ces reproches nous semblent injustes. Entre le parti de rétablir la Prusse dans son ancienne splendeur et de se l'attacher par la reconnaissance, et celui de la détruire ou du moins de l'affaiblir si profondément qu'elle fût hors d'état de nous nuire, il n'y en avait point d'intermédiaire. Si, à Tilsitt, l'empereur s'était contenté d'écorner son territoire et de diminuer de quelques centaines de mille ames sa population, elle eût agi comme l'Autriche en 1799, en 1805 et en 1809; elle eût recomposé en silence le matériel de ses armées, et serait entrée avec passion dans la première coalition. Puisque la Prusse n'avait point voulu devenir notre alliée, il fallait qu'elle fût démembrée. C'était là une des affreuses nécessités de la situation dans laquelle nous nous trouvions alors. Aussi Napoléon, qui mettait autant de

hardiesse dans ses conceptions politiques que dans ses entreprises guerrières, et qui acceptait audacieusement toutes les conséquences d'une situation, Napoléon avait juré une haine mortelle à la Prusse. Il ne voulait pas seulement l'affaiblir, il voulait la détruire. Si elle conserva, après le traité de Tilsitt, un reste de puissance, elle le dut uniquement à la protection de la Russie, et, il faut le dire aussi, à l'influence personnelle de la reine, qui avait sérieusement touché le cœur d'Alexandre. Plus Napoléon avait fait de mal à cette puissance, plus il voulait lui en faire, sentant bien qu'après de si cruelles injures il n'y avait plus de réconciliation possible, et qu'elle serait toujours pour la France une implacable ennemie. En 1808, lorsque ses relations avec Alexandre étaient les plus intimes, il ne cessait de lui demander de lui livrer les destinées de la Prusse. Sa pensée était de lui enlever la Silésie pour la donner à la Saxe, et de la réduire aux proportions d'un état de troisième ordre. Alexandre, qui avait empêché sa ruine à Tilsitt, la couvrit encore de son égide en 1808.

Il y avait alors dans le conseil du roi un homme d'une imagination forte et d'un patriotisme ardent. Le baron de Stein, ministre de l'intérieur, conçut le premier l'audacieuse pensée de chercher le salut du pays en dehors de la sphère d'un gouvernement régulier; c'est dans le moral des masses, dans leurs passions graduellement excitées, qu'il proposa de chercher la force destinée à affranchir un jour la Prusse et l'Allemagne de la domination française. Dans ce but, il fonda une société secrète dont tous les membres devaient s'unir par un même serment, celui de se dévouer à la délivrance de la patrie commune. C'est de cette société et d'une autre fondée par le duc de Brunswick-Oëls, que sortit le fameux *Tugend-Bund*. Les progrès de cette société furent rapides : elle ne tarda pas à s'étendre sur toute l'Allemagne. Tous ceux qui, à quelque degré que ce fût, avaient souffert de nos armes, s'empressèrent d'y entrer. Elle embrassait tous les rangs, s'adressait à toutes les fortunes, aux plus humbles comme aux plus brillantes; de ses sommités, elle touchait presque au trône, tandis que ses profondes racines s'enfonçaient dans les masses obscures mais passionnées des populations. Les plus hauts personnages de la monarchie, la plupart des chefs de l'armée, de la magistrature et de l'administration, des princes du sang même, s'affilièrent au Tugend-Bund. Entre tous se distinguaient le comte de Goltz et Scharnoost, ministres, l'un des affaires étrangères, l'autre de la guerre; Blücher, commandant de la Poméranie; les majors Grollmann, Schill, Lectocq et Chazot, l'un gouverneur, l'autre com-

mandant militaire de Berlin; Delbruck, chargé de l'éducation du prince royal; Krockberg, Märkel, Rüdiger, Gneisnau, tous officiers-généraux ou conseillers d'état. Mais Stein avait compris que, pour passionner les masses et les disposer à sacrifier leur vie, leur fortune à la patrie, il ne suffisait pas de recourir aux excitations mystiques des sociétés secrètes, qu'il fallait les attacher au gouvernement par le lien des intérêts, et il se jeta hardiment dans la voie des grandes réformes. Par une loi du 9 octobre 1807, il abolit le vasselage et la glèbe, et en général toutes les juridictions héréditaires. Les bourgeois et les paysans eurent le droit, jusqu'alors réservé aux nobles, d'acquérir des biens-fonds; ils purent acheter les terres de la noblesse, qui obtint à son tour la faculté de se livrer, sans déroger, au commerce et à l'industrie. Une autre loi, datée du 21 juillet 1808, compléta l'émancipation des paysans, en assurant leur sort : tout vassal héréditaire devint propriétaire légal des deux tiers du domaine exploité par lui; le dernier tiers forma le lot du seigneur. Les fermiers à vie ou à bail limité n'eurent que la moitié ou un tiers de la propriété qu'ils cultivaient.

Stein fit plus encore; il établit sur une base large et libérale le système des municipalités électives. Les citoyens des villes, sans distinction de naissance et de religion, eurent le droit d'élire leurs magistrats.

Le grand Frédéric avait divisé la nation en trois classes : les nobles, les bourgeois et les paysans ; les places d'officiers dans l'armée étaient exclusivement réservées à la noblesse. Stein et tous les hommes éclairés attribuaient à ces funestes distinctions de classes l'espèce d'indifférence avec laquelle la bourgeoisie et le peuple avaient assisté, en 1806, à la catastrophe de la monarchie. Toutes ces démarcations injurieuses, débris d'un système barbare et offensant pour les droits de l'humanité, furent effacées. Une loi du mois d'août 1808, et une autre de 1809, ouvrirent aux bourgeois et aux paysans la carrière des honneurs militaires ; tous purent arriver, avec du courage et du talent, aux grades les plus élevés. L'organisation de l'armée fut entièrement refondue : le ministre de la guerre Scharnoost emprunta à la France ses principes et son système de recrutement, et s'occupa de donner à la Prusse une armée nationale; un ordre secret fut envoyé dans toutes les communes, d'exercer la jeunesse aux manœuvres militaires, en la laissant dans ses foyers jusqu'au jour où le gouvernement l'appellerait sous les drapeaux. Par cette combinaison habile, la Prusse trouva le secret d'éluder la stipulation flétrissante du traité

de Tilsitt, qui limitait sa force militaire à quarante-deux mille hommes. Les punitions infamantes furent supprimées du code militaire.

Stein était un adversaire trop passionné et trop dangereux de la France pour ne pas donner ombrage à Napoléon. Un ordre venu de Paris enjoignit au roi de Prusse d'écarter de son gouvernement le ministre réformateur. Stein se retira en Russie, mais n'en continua pas moins de préparer, à l'aide des sociétés secrètes, la délivrance de l'Allemagne.

Les nouvelles réformes étaient une véritable révolution dans l'état civil et administratif des Prussiens. Le roi, si timide dans sa politique extérieure, s'identifia tout entier avec les idées hardies du baron de Stein. Il était dirigé dans ses innovations par un mobile qui ne l'abandonna jamais, l'amour de son peuple et un sentiment profond de la justice et des devoirs de la royauté. Quant aux sociétés secrètes, elles lui inspiraient une sorte de terreur. Il s'effrayait de leur tendance et tremblait qu'elles ne le compromissent avant le temps vis-à-vis de la France : il voyait avec jalousie s'élever à côté du trône une puissance nouvelle qui semblait l'éclipser. Aussi ne voulut-il jamais ni encourager le Tugend-Bund ni lui reconnaître une existence légale.

La rigueur avec laquelle Napoléon avait traité la Prusse, la violence exercée sur les princes d'Espagne, et la crainte de devenir, après la soumission de la Péninsule, la proie de la France et de la Russie, déterminèrent l'Autriche à reprendre les armes. Elle avait fait, en 1805, une guerre d'ambition : elle fit, en 1809, une guerre de désespoir. Elle savait bien qu'en se jetant dans cette nouvelle lutte, elle renverserait l'édifice élevé à Tilsitt, dût-elle être ensevelie sous ses ruines. Elle conjura la Prusse d'unir ses efforts aux siens pour sauver l'Allemagne et l'Europe. Ses manœuvres échouèrent devant la volonté arrêtée du roi de ne point aventurer sa couronne dans une nouvelle guerre contre la France; mais les sectaires du Tugend-Bund n'eurent pas la même modération. A la nouvelle que les Autrichiens étaient entrés en Bavière, tous les esprits s'émurent; les chefs militaires, Blücher, Gneisnau, Rudiger, organisèrent, malgré les ordres exprès du roi, le soulèvement général de la population. Le major Schill, qui, le 29 avril, quitta Berlin à la tête de son régiment de hussards, donna le signal. L'enthousiasme était extrême et général; le roi allait être de nouveau entraîné : déjà des ordres avaient été donnés pour le rappel des semestriers, la remonte de la cavalerie et l'armement des places, lorsque la nouvelle de nos victoires d'Abersberg et d'Eckmühl arrêta le mouvement. Tous les complots atteints du même coup avortèrent,

et tout rentra dans le silence et l'abattement. A la cour de Kœnigsberg, la consternation fut profonde et mêlée de terreur. L'audace intempestive des sectaires était un crime que peut-être, dans sa méfiance et sa haine, l'empereur Napoléon ne pardonnerait point. Afin d'apaiser ses soupçons, le roi séquestra les biens du duc de Brunswick-Oëls, ordonna la dissolution du Tugend-Bund et en fit saisir les archives. Schill, le grand coupable, fut mis au ban de l'armée, déclaré traître à son pays et condamné à mort ainsi que ses complices. La sentence, comme on peut le croire, ne reçut point son exécution. Schill, d'ailleurs, se fit tuer les armes à la main.

La bataille d'Essling, présentée par nos ennemis comme une défaite complète de la grande armée, ranima les espérances et l'activité du Tugend-Bund. Le cri de guerre retentit de nouveau aux oreilles du roi, et il eut besoin de toute la fermeté que la nature lui avait départie pour réprimer les passions imprudentes qui grondaient autour de lui. Il lui fallut lutter contre la plupart de ses ministres qui demandaient la guerre. « Je ne veux point descendre déshonoré dans la tombe, lui écrivait le général Scharnoost, et je le serais si je ne conseillais à votre majesté de profiter du moment actuel pour faire la guerre à la France. Voulez-vous que l'Autriche victorieuse vous rende vos états comme une aumône, ou que Napoléon désarme vos soldats comme la milice d'une municipalité? » Blücher, qui semblait n'exister que pour nous chercher des ennemis, type énergique des passions populaires de l'Allemagne à cette époque, caressé et craint tout à la fois par la cour qui lui pardonnait sa fougue de sectaire à cause de son dévouement, Blücher écrivit directement au roi en termes peu mesurés, pour se plaindre de l'occasion perdue, demandant son congé, et aimant mieux, disait-il, aller mourir sous un drapeau étranger que de rester témoin de la chute du trône.

La conduite de Frédéric-Guillaume, pendant la guerre de 1805, fut pleine de timidité et d'irrésolution; dans celle de 1809, elle ne fut que modérée et prudente. En 1805, sa monarchie était intacte; il disposait de toutes ses ressources; la Russie et l'Autriche combattaient sous le même drapeau. Son adhésion à la coalition aurait modifié certainement le cours des évènemens. Dans la guerre actuelle, au contraire, toutes ses ressources étaient épuisées, toutes ses forces organisées ne dépassaient pas cinquante mille hommes; son matériel de guerre était détruit. Il fallait du temps pour le recréer : chevaux, artillerie, tout lui manquait; sa population était réduite de moitié; enfin, et cette circonstance était décisive, la Russie était l'alliée de la

France. Sa conduite, en 1809, est donc exempte de tout reproche. La victoire remportée par Napoléon à Wagram, suivie bientôt de l'armistice de Znaïm et de la paix de Vienne (14 octobre 1809), explique et justifie sa neutralité.

Après la guerre d'Autriche, l'empereur Napoléon commença à se relâcher de ses exigences envers la Prusse. Il diminua sa contribution de guerre et consentit à ce que le roi replaçât à la tête de son gouvernement le baron de Hardenberg. Ce ministre, non moins énergique, mais d'une habileté plus pratique que le baron de Stein, poursuivit l'œuvre des réformes que celui-ci avait commencée. Aux taxes partielles et inégales, il substitua une taxe uniforme et proportionnelle qui pesa sur tout le royaume sans distinction de classes. La noblesse, qui avait été jusqu'alors exempte d'impôts, murmura et voulut résister; mais on la laissa crier, et elle se soumit. Les corporations et les monopoles furent abolis; les villes et les villages furent délivrés de toutes les entraves qui gênaient autrefois le libre exercice de leur industrie, et chaque citoyen eut le droit de se livrer à toute espèce de commerce et de fabrication.

Par ces sages mesures, le roi acquérait chaque jour de nouveaux titres à l'amour de son peuple, et enlevait aux démagogues tout prétexte pour déchaîner les masses contre l'autorité. Le crédit se raffermissait, et le pays attendait avec une résignation triste mais calme les évènemens qui devaient fixer définitivement son sort.

Accablé de malheurs politiques, Frédéric-Guillaume se vit frappé encore dans les plus chères affections de son cœur. La reine, objet de son culte, lui fut enlevée pendant un court voyage qu'elle était allée faire au milieu de sa famille, dans le Mecklenbourg. Elle avait une beauté remarquable, une grace incomparable, et un désir de plaire poussé quelquefois jusqu'à la coquetterie, qui lui donnait une séduction irrésistible. La nation aimait en elle ses qualités personnelles et peut-être plus encore cette fougue présomptueuse avec laquelle elle avait osé braver, en 1806, le chef de la France. Le spectacle des désastres de son pays, désastres dont elle était un des auteurs, l'avait navrée de chagrins et abrégea ses jours. Sa mort causa en Prusse un deuil universel : le roi en fut long-temps inconsolable; rien ne put combler le vide que fit cette perte cruelle dans son intimité, et depuis aucune femme n'a occupé dans son cœur et dans sa vie la place de la belle reine Louise.

L'empereur Napoléon et l'empereur Alexandre s'étaient partagé à Tilsitt la domination du continent. Leurs pouvoirs se faisaient en

quelque sorte équilibre. La mauvaise foi de la Russie dans la guerre de 1809, le traité de Vienne, qui enleva à l'Autriche trois millions six cent mille ames et qui accrut de deux millions le duché de Varsovie malgré les instances de l'empereur Alexandre, rompirent toute harmonie et tout équilibre entre les deux empires, et rendirent une nouvelle lutte entre eux inévitable. La Prusse, placée entre ces deux colosses, ne pouvait rester neutre; elle n'avait pas non plus la liberté de choisir son allié. Elle ne s'appartenait plus; elle était la vassale de la France, qui l'avait subjuguée. Si elle avait hésité un moment, elle était perdue; Napoléon marchait sur elle et l'écrasait. Poursuivi par une logique impitoyable, il fut un moment tenté d'anéantir cette monarchie, qui, s'il était vaincu dans sa lutte contre le Nord, pourrait lui fermer sa retraite. La loyauté du roi, l'abnégation avec laquelle il se livra à lui tout entier, le désarmèrent, et la Prusse fut sauvée. Vingt mille Prussiens marchèrent sous nos drapeaux contre les Russes, et se conduisirent sur les champs de bataille en gens d'honneur; mais lorsque le froid et la disette eurent détruit la plus belle armée des temps modernes, les masques tombèrent, les haines contenues se déchaînèrent, Prussiens et Français se retrouvèrent ennemis. La défection du général York (30 décembre 1812) devint le signal du soulèvement de toute l'Allemagne. La conduite de Frédéric-Guillaume dans ce moment critique n'a pas été jugée comme elle mérite de l'être. Non-seulement il fut étranger à la défection du général York, mais son premier mouvement fut de le désavouer et d'ordonner sa mise en jugement. La terreur que lui inspirait encore la puissance de Napoléon n'était pas la seule cause qui le retenait dans son système; il était lié à sa politique par des traités, et sa conscience honnête répugnait à passer brusquement, sans ménagemens, du camp français dans celui de la Russie. Il se croyait tenu personnellement à des égards envers l'empereur. Si sa monarchie était debout, s'il régnait encore, il ne le devait qu'à ses protestations réitérées de fidélité. Ce n'est qu'en portant dans l'esprit de Napoléon la conviction qu'il avait affaire à un homme loyal dont le malheur n'avait point dégradé l'ame, que le chef de la France s'était décidé, en 1812, à l'accepter pour allié au lieu de le détrôner. Maintenant que la fortune avait trahi ses armes, et que la main de l'adversité commençait à s'étendre sur lui, fallait-il l'abandonner et le faire repentir d'avoir cru aux sermens du roi de Prusse? Il y avait dans la manière de sentir de Frédéric-Guillaume une délicatesse qui ne lui permettait pas de se mettre à la tête du mouvement de l'Alle-

magne, et il était de bonne foi, lorsque, après la défection du général York, il envoya le prince d'Hazfeldt à Napoléon pour protester de sa fidélité. Si ces scrupules n'étaient pas d'un grand politique, ils partaient du moins d'un honnête homme. Il n'avait pas, lui, donné sa fille à l'empereur comme gage de son dévouement : il n'avait donné que sa parole, et c'en était assez pour lui interdire une défection.

Mais bientôt l'impulsion donnée aux populations par la haine du joug étranger et les excitations du Tugend-Bund déconcerta tous les calculs de la prudence; le soulèvement devint général. La Prusse entière prit les armes et se trouva transformée en un vaste camp. Le roi, encore incertain et effrayé de ce torrent déchaîné, quitta Berlin et se retira à Breslau. Ses scrupules de conscience n'allaient pas jusqu'à l'empêcher de tirer avantage des chances favorables que lui envoyait la fortune. Son projet était de s'interposer entre la France et la Russie comme médiateur armé, de profiter de ce rôle pour régulariser et discipliner le mouvement de son peuple, réorganiser ses armées, et régler, de concert avec l'Autriche, les bases de la pacification européenne. S'il avait un désir ardent de secouer le joug de la France et de recouvrer ses provinces perdues, il n'attachait pas moins de prix à écarter de l'Allemagne le voisinage et la suprématie de la Russie. Il craignait, et cette appréhension était plus vive peut-être encore à Vienne, que le sceptre continental ne passât des mains de Napoléon dans celles d'Alexandre, et que la Pologne tout entière ne tombât sous les lois du czar. Il sentait la nécessité de fortifier sa monarchie sur la Vistule et d'empêcher la Russie de franchir ce fleuve. Ces combinaisons d'un esprit éclairé et modérateur furent emportées dans la grande tourmente de 1813. Ici s'ouvre pour Frédéric-Guillaume une période dans laquelle sa personnalité disparaît, pour ainsi dire, sous la violence des évènemens. Nous voyons la Prusse prendre une part active à toutes les opérations militaires et politiques dirigées contre la France, l'élite de son peuple combattre héroïquement à Lutzen, à Bautzen et à Leipsick, le nom de son souverain figurer dans toutes les grandes transactions de l'Europe à côté de ceux des empereurs de Russie et d'Autriche, et cependant le rôle politique de Frédéric-Guillaume reste subordonné à celui de ses alliés. Il est visiblement maîtrisé par les passions de son peuple et par l'ascendant de la Russie. L'impulsion qui naguère lui venait de Paris lui vient aujourd'hui de Pétersbourg, et la fatalité des circonstances est telle, qu'il ne peut pas plus résister à celle-ci qu'à la première. Le 1er mars 1813 il s'allie à la Russie par le traité de Kalisch, le 14 juin

à l'Angleterre par le traité de Reichenbach; le 9 septembre, il conclut à Tœplitz une triple alliance avec la Russie et l'Autriche, qui stipulent que les monarchies autrichienne et prussienne seront reconstruites dans les proportions qu'elles avaient avant leurs désastres; le 1er mars 1814, il signe encore avec l'Autriche, l'Angleterre et la Russie le traité de Chaumont, qui pose les bases de la nouvelle organisation de l'Europe. Napoléon succombe et abdique, et les souverains qui l'ont vaincu s'assemblent à Vienne pour se partager ses dépouilles.

Ce que Frédéric-Guillaume et M. de Metternich avaient redouté, et ce que, dans leurs sages prévisions, ils eussent voulu prévenir, ne s'était que trop réalisé. La Russie avait exploité à son profit l'exaltation des populations germaniques; elle s'en était servie comme d'un levier, non pas seulement pour abattre Napoléon, mais pour faire la loi à ses propres alliés. C'est elle qui, au congrès de Vienne, présida en arbitre suprême au partage des territoires devenus la proie des vainqueurs.

La plus importante des questions qui furent agitées à ce congrès fut celle de la reconstruction de la Prusse. Dans le projet de pacification générale que M. de Metternich avait remis au duc de Vicence, à Prague (août 1813), et que l'empereur Napoléon eut le tort d'accepter trop tard, le grand duché de Varsovie était partagé entre la Russie, l'Autriche et la Prusse : la Vistule devenait la limite de la Russie du côté de l'Allemagne. Les évènemens ayant donné à cette dernière puissance une prépondérance écrasante, elle exigea la réunion à ses états de la plus grande partie du duché de Varsovie, qui avait formé dans le second et le troisième partage de la Pologne le lot de la Prusse, en sorte que cette dernière puissance se vit obligée de chercher en Allemagne et sur le Rhin la compensation de ce qu'elle perdait sur la Vistule. Elle demanda que la Saxe entière fût incorporée à son territoire. C'est alors que la France éleva la voix pour sauver une maison dont le crime était de lui être restée fidèle dans ses malheurs comme dans sa prospérité. Elle rallia à son opinion l'Autriche et l'Angleterre, et conclut avec elles le traité d'alliance du 6 janvier 1815, dont le but était moins encore d'empêcher la spoliation de la Saxe que de combattre l'ascendant funeste de la Russie. Les ratifications du traité du 6 janvier n'avaient pas encore été échangées lorsque la nouvelle arriva à Vienne que Napoléon avait quitté l'île d'Elbe, touché terre au golfe Juan, et qu'il marchait sur Paris. La frayeur fit dans cette occasion ce qu'elle fait toujours; elle mit fin aux dissidences et rallia

tous les partis. On ne pensa plus qu'à se concerter sur les moyens de détruire l'ennemi que la fortune ramenait une dernière fois sur le champ de bataille. L'Autriche avait proposé de couper la Saxe en deux, d'en donner une moitié à la Prusse, et de laisser l'autre à Frédéric-Auguste; la proposition fut acceptée, et l'on marcha contre la France.

La moitié de la Saxe n'ayant pu suffire à couvrir la Prusse de la perte qu'elle avait faite de ses provinces polonaises, on lui adjugea, pour compléter ses indemnités, le grand-duché du Bas-Rhin. Après la chute définitive de Napoléon, le second traité de Paris du 20 novembre 1815 réunit encore à cette monarchie Sarrelouis et le territoire voisin.

Il y avait sans doute de la noblesse à protéger ce vénérable roi de Saxe, qui, pendant tant d'années, avait honoré le trône et le commandement; mais il est bien évident que le zèle de l'Autriche, de la France et de l'Angleterre s'est ici mépris. Puisqu'on avait résolu de réorganiser le continent sur des bases solides et durables, il ne fallait pas s'arrêter à des intérêts secondaires. Ce n'est point pour la sûreté de la Prusse seulement qu'il fallait la constituer fortement, mais pour la garantie de tout l'Occident. Au lieu d'épuiser leur énergie à défendre la Saxe, les trois puissances auraient dû avoir le courage d'attaquer de front les prétentions de la Russie et de l'empêcher de passer la Vistule. Elles auraient eu l'assentiment de tous les cabinets. Du moment qu'elles lui permettaient de franchir le fleuve et de prendre poste à deux pas de l'Oder, il valait mieux livrer à la Prusse la Saxe entière et laisser à la France les provinces rhénanes. Les deux puissances eussent trouvé dans cette double combinaison, la Prusse, une force de concentration qu'elle n'a pas, et la France, le complément indispensable de son territoire.

La Russie se trouve en état d'offensive contre tous les pays auxques elle confine, contre la Prusse, que la Wartha ne couvre pas, contre l'Autriche, découverte sur toute sa ligne du nord, enfin contre la confédération germanique, dont elle n'est plus séparée que par l'Oder. Il fallait que la Russie eût pris sur les autres puissances un ascendant bien dominateur pour qu'elles se résignassent à livrer ainsi sans défense l'Europe, sa civilisation et les arts qui la décorent aux spéculations ambitieuses d'un empire dont la pensée constante est de faire sentir à l'Occident sa suprématie.

La population de la Prusse était, en 1806, de dix millions d'ames. Elle a été portée, en 1815, à près de douze millions; elle est aujour-

d'hui de quatorze millions. Néanmoins ces accroissemens ne sauraient balancer les périls auxquels l'exposent l'invasion de la Russie au cœur de l'Allemagne, et l'espèce de dépendance dans laquelle se trouve ce royaume par sa position géographique.

Ce n'était pas seulement au nom de l'indépendance germanique, mais aussi de la liberté, que les chefs des sociétés secrètes avaient soulevé contre la France les populations de l'Allemagne. Dans l'entraînement de la lutte, les souverains avaient promis à leurs peuples des institutions représentatives, et Frédéric-Guillaume, dominé alors par le Tugend-Bund et le génie de Stein, avait été l'un des premiers à engager sa parole. Mais lorsque, après le rétablissement de la paix, le moment fut venu pour ce prince de tenir sa promesse, il recula devant les difficultés de son exécution. La Prusse était sortie du congrès de Vienne avec une organisation défectueuse. Habitans catholiques du duché du Bas-Rhin, Polonais du duché de Posen, Saxons violemment séparés de leur souverain légitime, Prussiens protestans du Brandebourg, on avait attaché au même sceptre toutes ces populations diverses, et on en avait formé une monarchie bigarrée qui, au défaut d'ensemble et d'unité, joignait celui d'être projetée sur une ligne immense, sans force de cohésion ni frontières militaires à ses deux extrémités. Le duché du Bas-Rhin, dominé par les idées françaises, réclamait la conservation du code Napoléon et du jury et une administration séparée; la noblesse médiatisée, le rétablissement de ses anciens priviléges; les vieilles provinces prussiennes, des assemblées provinciales; les paysans de la Westphalie, l'abolition de la servitude et de la glèbe; la bourgeoisie enfin et le peuple, une assemblée nationale. Pour que tous ces élémens discordans pussent s'ajuster et fonctionner ensemble, peut-être était-il nécessaire qu'une volonté unique, absolue, intelligente, les dominât tous de sa hauteur et les gouvernât quelque temps, chacun selon sa nature et ses tendances.

En 1815 et dans les années qui suivirent, les dissemblances étaient si tranchées, les prétentions si impérieuses, les esprits si exaltés, que l'on s'explique, sans l'absoudre complètement, les répugnances de Frédéric-Guillaume à leur ouvrir la grande arène parlementaire. Il a craint sans doute qu'une tribune libre ne devînt l'écho passionné de tous les regrets, de toutes les douleurs qu'avaient fait naître dans l'esprit des populations de la Pologne, de la Saxe et des bords du Rhin, la distribution arbitraire de leurs territoires et le mépris de leur nationalité. Sans rétracter sa promesse, il résolut d'en ajourner l'accomplissement. Par décret du 22 mai 1815, une commission devait

être formée pour organiser d'abord des états provinciaux, et bientôt après une assemblée centrale des représentans de tout le royaume. Deux années s'écoulèrent avant que cette commission fût nommée, et à la lenteur de ses travaux il était visible qu'il entrait dans les calculs du gouvernement prussien de ne point accorder les institutions qu'il avait promises.

Cependant les populations s'irritaient des lenteurs du roi à s'acquitter de sa parole; elles croyaient avoir acheté de leur sang, dans les champs de Lutzen et de Leipsick, l'indépendance de l'Allemagne et la liberté politique. Une partie des princes de la confédération, les rois de Bavière, de Wurtemberg et de Saxe, les ducs de Saxe-Weimar et de Bade, fidèles à leurs engagemens, avaient accordé à leurs peuples des constitutions. Le contraste de cette conduite avec celle de Frédéric-Guillaume ajoutait encore, en Prusse, à l'irritation de l'opinion. Exaltée par d'audacieux novateurs, enivrée de ses exploits militaires, la jeunesse des universités s'agitait, complotait et s'affiliait à de nouvelles sociétés secrètes. Au Tugend-Bund, créé en haine de l'étranger, avaient succédé le *Burschenschafft* et l'*Arminia*, dirigés contre les gouvernemens établis. Dans les transports de leur exaltation, d'ardens sectaires se portèrent à d'affreux excès. Kotzebue, écrivain aux gages de la Russie, fut désigné comme la première victime qu'il fallait immoler : Sand, son assassin, appartenait à l'université d'Iéna.

Tout ce qui sortait d'une certaine mesure troublait l'esprit de Frédéric-Guillaume. A la vue de ce débordement de passions déchaînées contre son gouvernement, accusé publiquement de mauvaise foi et de trahison, en butte à des conspirations qui menaçaient son trône et sa vie, ce prince mit de côté toute pensée de rivalité, et, se jetant sans réserve dans les bras de l'Autriche, lui offrit de la seconder dans toutes les mesures qu'elle croirait devoir adopter pour combattre et réprimer les nouveaux sectaires. Les deux puissances, en se réunissant, parvinrent bientôt à dominer toute la confédération. Les mesures répressives arrêtées dans le congrès allemand de Carlsbad en 1819, dans les conférences de Vienne en 1820, et transformées ensuite à Francfort en résolutions diétales, enchaînèrent enfin l'esprit de révolution, amenèrent la dissolution de la plupart des sociétés secrètes, et rendirent le repos à l'Allemagne. Malheureusement, les droits des peuples et des souverains en reçurent de graves atteintes. L'indépendance des états secondaires a été étouffée en 1819 et 1820 par l'omnipotence des volontés de l'Autriche et de

la Prusse, et si le même accord devait toujours régner entre ces deux puissances dans toutes les questions germaniques, les princes du second ordre ne seraient plus que leurs préfets héréditaires. Les conséquences d'un tel état de choses seraient incalculables.

D'accord avec l'Autriche pour exercer sur la confédération une police dictatoriale, la Prusse s'est de même associée aux décisions arrêtées par cette puissance et la Russie dans les congrès de Troppau, de Laybach et de Vérone. Dans cette phase de sa vie, Frédéric-Guillaume n'a rempli qu'un rôle secondaire et effacé. Sa modération et son excellent jugement contrastaient avec les procédés violens de la sainte-alliance. Il dut souvent souffrir d'être entré dans un système qui n'était pas le sien, et où il ne tenait point un rang digne de sa puissance; mais il se trouvait lié aux souverains d'Autriche et de Russie par une solidarité de position et d'intérêts dont il lui était difficile de s'affranchir. Les souverains alliés avaient travaillé tous en commun à la pacification et à la réorganisation de l'Europe. L'œuvre qui était sortie de leurs mains était loin d'être un monument de sagesse et d'équité. Sous l'influence maîtrisante du cabinet de Saint-Pétersbourg, la Prusse et l'Autriche avaient été forcées de se montrer cupides et spoliatrices. Des populations dont les titres et les droits auraient dû être respectés, avaient été immolées aux calculs de l'égoïsme et de l'ambition. De là, pour les trois puissances, la nécessité de rester unies pour se garantir contre de légitimes ressentimens. La Prusse avait donc nécessairement sa place marquée dans la sainte-alliance; mais Frédéric-Guillaume, intimidé par l'exaspération des démocrates allemands, y apporta trop d'abnégation. Sans rompre avec ses alliés, il pouvait conserver une attitude plus ferme et plus digne de ses lumières et de l'élévation de son jugement. Du reste, il ne tarda pas à comprendre qu'il s'était laissé trop engager dans cette voie rétrograde. Aussitôt que la situation intérieure de la Prusse se fut améliorée, que l'arrestation et le jugement des conspirateurs, les restrictions plus sévères imposées au régime des universités, la dissolution des sociétés secrètes eurent ramené le calme dans les esprits, il reprit sa liberté d'action et agit en souverain, décidé à répudier, dans le gouvernement de ses peuples, les principes exclusifs et violens de ses alliés.

Le 5 juin 1823, au moment où succombait la révolution espagnole et où les idées absolutistes semblaient avoir pris possession de tout le continent, Frédéric-Guillaume donna aux provinces de sa monarchie une organisation d'états provinciaux conçue sur des bases assez

libérales. Ce n'était point encore là sans doute une représentation nationale; mais ces assemblées locales en étaient comme le premier degré. Leur effet devait être de préparer graduellement les esprits à une liberté plus générale et plus complète. Une série de mesures financières et administratives qu'il serait trop long d'énumérer fermèrent peu à peu les plaies que la guerre avait faites, et ouvrirent à la Prusse une nouvelle voie de prospérités.

Un édit du 25 septembre 1820 avait complété l'émancipation des paysans westphaliens, aboli les corvées et la glèbe, et réduit les droits seigneuriaux à des redevances annuelles.

Les lois civiles françaises, l'institution du jury et la publicité des débats judiciaires furent maintenues dans les provinces rhénanes, non cependant sans rencontrer de vives résistances dans le sein du gouvernement.

L'armée reçut son organisation définitive, organisation admirable qui, en temps de guerre, transforme la Prusse en un camp et fait de chaque citoyen un soldat, et qui, dans la paix, ne retient sous les armes que le nombre de troupes réclamé par les besoins du service.

Un large système d'éducation publique a été fondé sur la triple base des sciences, de la morale et de la religion. En Prusse, le gouvernement ne se contente pas de protéger l'instruction; il en fait une loi pour tous ses sujets. Tout habitant qui ne justifie pas d'une fortune suffisante pour élever chez lui ses enfans doit, sous peine d'amende, les envoyer à l'école. Les hautes sciences ont toujours été, comme l'instruction élémentaire, l'objet des encouragemens du pouvoir. Les universités de Berlin et de Breslau furent fondées dans les années qui suivirent la catastrophe de 1806, et comme les ressources de l'état étaient épuisées, le roi vendit ses bijoux pour payer les frais de ces établissemens. L'université de Bonn date de 1814.

Sous l'habile direction du comte de Bernstoff, qui prit en 1822 la direction des affaires étrangères, la politique du cabinet de Berlin reprit un caractère de fermeté et d'indépendance que le prince de Hardenberg, affaibli par l'âge, lui avait laissé perdre; elle commença à balancer de nouveau en Allemagne l'influence autrichienne.

La formation de la grande association des douanes allemandes, négociée avec tant de suite et d'habileté, a couronné dignement l'œuvre de cette sage politique. Ce système n'a point été inspiré par une pensée d'ambition et de suprématie. La Prusse, en l'établissant, n'a fait que céder aux instances du commerce allemand, qui ne pou-

vait se développer au milieu des entraves, des tarifs de douanes et des péages qui coupaient en tout sens, comme les cases d'un vaste échiquier, le territoire germanique. L'Allemagne comptait jusqu'à trente-huit tarifs différens. Chaque état s'enveloppant dans ses lignes de douanes, il n'y avait que les grandes puissances comme l'Autriche et la Prusse qui trouvaient dans leurs marchés intérieurs une consommation suffisante pour alimenter la production indigène. Dans les petits états où la consommation était extrêmement limitée, une foule d'industries, qui exigent de grands capitaux pour la fabrication et des marchés pour écouler leurs produits, ne pouvaient exister. Aussi toute l'Allemagne sentait le besoin d'affranchir son commerce intérieur des entraves qui l'étouffaient. Les petits états demandaient que l'on substituât à la multiplicité des tarifs une vaste association commerciale qui n'aurait qu'un seul et même système de douanes; mais les embarras financiers des grands états, la crainte de voir diminuer leurs revenus, et, ce qui était plus grave, de compromettre des industries indigènes en ouvrant leurs frontières à des produits similaires de qualité supérieure, les déterminèrent pendant long-temps à repousser les doléances du commerce. Enfin les plaintes devinrent si vives, si générales, que les gouvernemens prirent le parti de s'entendre avec leurs voisins et formèrent ces premières associations qui séparèrent l'Allemagne en plusieurs zones commerciales. La Prusse jugea qu'il ne lui était plus possible, à moins de soulever les reproches de toute la confédération, de maintenir la rigueur de ses tarifs. Elle commença aussi à mesurer les avantages politiques qu'elle trouverait à devenir le centre d'un vaste système commercial qui embrasserait tout le nord de l'Allemagne, et elle conclut les 9 et 17 juin 1826, avec plusieurs petits états, des traités qui servirent de base à tous ceux qu'elle a signés depuis.

La révolution de 1830 est venue mettre à une nouvelle épreuve la sagesse de Frédéric-Guillaume. Jamais peut-être, à aucune époque de son règne, ce prince n'eut besoin de plus de sagacité et de modération pour saisir le véritable caractère de cette révolution, calmer les frayeurs qu'elle avait partout excitées, et contenir les passions qui voulaient la combattre. Tout l'édifice européen fut ébranlé dans ses fondemens par la commotion de juillet. Tous les peuples qui avaient été frappés dans leur nationalité par les traités de 1815, comprimés dans leurs libertés intérieures par la sainte-alliance, les Belges, les Polonais, les Italiens, les Allemands eux-mêmes, tressaillirent à

ce grand évènement comme à un signal d'affranchissement. Quant à la Prusse, il était impossible qu'elle n'en ressentît pas un mouvement d'effroi.

La révolution belge, fille de celle de juillet, a rompu la chaîne des positions qui soutenaient et flanquaient le grand-duché du Bas-Rhin. Elle a frappé dans sa puissance et sa considération la maison d'Orange, à laquelle le roi de Prusse était attaché par les liens du sang, de l'amitié et des intérêts politiques. Émue au spectacle de ces deux révolutions accomplies si près d'elle, la population du duché du Bas-Rhin manifestait des dispositions inquiétantes. En France, un parti redoutable, exploitant d'universels regrets, appelait la nation aux armes, et demandait la guerre pour effacer la honte des traités de 1815, reconquérir nos limites et révolutionner l'Europe. Sur plusieurs points de l'Allemagne, en Saxe, à Francfort, en Bavière, les passions politiques se réveillaient et menaçaient de nouveau l'existence des gouvernemens. L'insurrection polonaise entretenait l'agitation dans le duché de Posen. L'empereur de Russie usait de tous les moyens d'influence que lui donnaient sur Frédéric-Guillaume sa puissance et ses liens de famille pour lui communiquer ses ressentimens et le pousser à des actes de protection déclarée en faveur du roi de Hollande. L'empereur a toujours entouré l'impératrice de soins et d'égards, et il avait acquis par là un grand ascendant sur le cœur du roi, qui portait à sa fille un extrême attachement. Il était à craindre qu'il n'abusât de cet ascendant. Enfin, dans le sein même de sa famille, le roi trouvait des esprits ardens et passionnés qui partageaient les haines de la cour de Saint-Pétersbourg contre la révolution, ses sympathies pour la maison d'Orange, et qui demandaient la guerre. A la tête de la faction belliqueuse était le prince royal, que l'âge, l'expérience, les conseils de son père ont depuis ramené à des sentimens plus modérés. Le roi ne se laissa point effrayer par les commotions dont la Belgique, l'Allemagne et la Pologne furent le théâtre, ni fasciner par toutes les influences conjurées pour l'entraîner hors des voies pacifiques. Le premier des souverains étrangers, il comprit que les évènemens de juillet n'étaient point une nouvelle phase révolutionnaire, mais le terme, au contraire, de nos longues agitations. Il s'assura que, sans désirer la guerre, nous ne la craignions pas, que nous étions résolus à ne point prendre l'offensive, mais que si l'Europe nous attaquait, nous étions prêts à déchaîner contre elle nos armées et nos principes.

Frédéric-Guillaume n'était point disposé à perdre le repos de ses

vieux jours dans une nouvelle lutte contre la France. Une fois, dans ses jeunes années, il avait cédé à l'entraînement des passions guerrières, et il avait compromis son trône et sa monarchie; le souvenir de cette faute et de ses conséquences était toujours présent à sa pensée, et fortifiait ses inclinations naturellement pacifiques. Il s'attacha au système de paix, comme au seul qui fût capable de préserver le continent d'une subversion totale. Il s'appliqua, comme toujours, à tenir la balance entre les deux forces qui se partagent l'Europe. Il resta fidèle aux principes de l'alliance qui l'unissait depuis vingt-sept ans à l'Autriche et à la Russie. Il s'entendit avec la première pour dicter de nouveau à la diète des résolutions destinées à comprimer en Allemagne l'esprit de révolution. Dans la guerre de Pologne, il servit la cause des Russes avec un dévouement qui eut, il faut le dire, tous les caractères d'une coopération matérielle. Mais en même temps on le vit annoncer, proclamer en toute occasion sa détermination formelle de profiter de la position centrale de ses états pour empêcher qu'on n'attaquât la France. Plus qu'aucun des souverains du continent, il contribua à faire résoudre d'une manière pacifique la question belge. Lorsqu'au mois d'août 1832, la France fit le siége d'Anvers, il en ressentit un vif déplaisir, et il était impossible qu'il en fût autrement; cependant il ne dévia pas un moment de la ligne qu'il avait adoptée.

Par cette politique ferme, il a déjoué tous les projets de collision, de quelque part qu'ils vinssent, et assuré la paix générale; ce système n'a pas cessé, depuis 1830, de dominer toutes les modifications de son cabinet. Le roi s'est appliqué avec ce zèle de conciliation, qui a toujours été un des penchans de sa politique, à adoucir l'amertume des sentimens qu'avait fait naître dans les cours de Pétersbourg et de Vienne notre révolution, n'usant de sa haute influence sur ses alliés que pour les modérer, dissiper leurs préventions, et les disposer à une appréciation plus exacte des hommes et des choses.

Lorsque l'affermissement de la monarchie de juillet eut justifié les prévisions de ce prince, il prit vis-à-vis d'elle une attitude pleine de bienveillance et de véritable amitié. Bien loin de partager les méfiances de la Russie contre notre alliance avec l'Angleterre, il l'a vue se consolider avec une satisfaction véritable, comme la combinaison la plus propre à assurer le repos du monde. Dans une occasion récente, quand de graves dissentimens, envenimés par la Russie, furent sur le point de dissoudre cette alliance, Frédéric-Guillaume ne dissimula ni les regrets qu'il en ressentait, ni ses vœux pour que ces nuages

disparussent sans retour. Il refusa formellement d'entrer dans le plan d'arrangement des affaires d'Orient, apporté à Londres par M. de Brunow. Ce plan n'avait point à ses yeux le caractère de sagesse et de haute impartialité qui convient à un système de véritable pacification; il le blâmait hautement comme un contrat passé entre deux puissances ambitieuses, qui ne s'accordaient qu'en se sacrifiant mutuellement l'Égypte et la Turquie. Il s'affligeait sérieusement des tendances de lord Palmerston à se séparer du cabinet de Paris dans la question d'Orient, convaincu que l'alliance de la France et de l'Angleterre était la plus solide garantie de la conservation de l'empire ottoman et de la paix générale.

Les dispositions amicales de Frédéric-Guillaume envers notre gouvernement se sont particulièrement manifestées dans l'accueil qu'il fit à Berlin, en 1836, aux princes français, et dans la négociation du mariage du duc d'Orléans. Il reçut ces princes avec une bonté infinie dégagée de toutes les froideurs de l'étiquette. Il les combla, lui et toute sa famille, d'attentions si empressées, si délicates, qu'il était impossible de n'y pas voir un dessein arrêté d'être agréable à la France. On sait la sensation profonde produite à Berlin par la présence des deux princes. Aux transports avec lesquels la population entière les applaudit, il était visible qu'elle saluait en eux, non pas seulement les fils du roi des Français, mais les jeunes et brillans représentans de la révolution de juillet.

On assure que les penchans militaires du duc d'Orléans effrayaient un peu l'esprit pacifique du roi de Prusse, et qu'il disait souvent, sans doute avec le désir secret qu'une telle parole fût comprise aux Tuileries : *Il faut marier ce jeune homme de bonne heure.* Il avait pensé d'abord que les vues de la famille royale se portaient sur une archiduchesse d'Autriche; mais le chef du cabinet français, c'était alors M. Thiers, ayant autorisé M. Bresson à déclarer que le prince n'était point limité dans le choix de son épouse à la maison de Lorraine, et qu'il mettait les convenances personnelles bien au-dessus de celles de la naissance, Frédéric-Guillaume fit savoir à Paris que si le duc d'Orléans consentait à recevoir une épouse de sa main, il avait à lui offrir une princesse accomplie. Cette princesse était la jeune duchesse Hélène de Mecklenbourg. La proposition toucha profondément la famille royale de France; elle fut acceptée, et Frédéric-Guillaume se chargea, avec une prédilection toute paternelle, de la négociation du mariage. Cette alliance rencontrait quelques oppositions dans le sein de la famille de Mecklenbourg; il réussit à les vaincre, et le

mariage fut conclu. Lorsque la duchesse Hélène passa par Berlin pour aller s'unir en France à l'héritier du trône, le roi la reçut dans ses bras avec une extrême émotion. Sans doute la vue de cette jeune princesse lui rappela de douloureux souvenirs et rouvrit une blessure mal fermée. Lui aussi, dans ses jeunes années, il avait demandé une épouse à la maison de Mecklenbourg, et il avait trouvé dans cette union, brisée trop tôt, un bonheur sans nuages.

Aucune puissance en Europe n'a plus habilement profité que la Prusse de la durée de la paix générale. Ses efforts ont eu surtout pour objet, depuis 1830, de compléter l'œuvre commencée de l'association des douanes allemandes. Sa tâche est aujourd'hui à peu près accomplie; presque tous les états de la confédération, les deux Hesses, la Bavière, Bade, le Wurtemberg, la Saxe, Francfort, Nassau, sont entrés dans cette vaste union, dont elle est le chef et le protecteur. Son influence morale s'est considérablement étendue et fortifiée à la faveur de ce système. La suprématie que les margraves de Brandebourg avaient cherché à obtenir dans une partie de l'Allemagne par l'assimilation des idées religieuses, le grand Frédéric par l'autorité de son génie et de ses armes, Frédéric-Guillaume III a voulu y arriver, dans ses dernières années, par la fusion des intérêts commerciaux. L'Autriche, qui se voit rejetée en dehors du mouvement matériel et moral de la confédération, assiste avec une jalousie secrète et haineuse aux succès de sa rivale. Sa dignité et sa considération souffrent de cet isolement, et l'accord qui règne entre elle et la Prusse sur les questions de politique générale, n'empêche pas que, dans les affaires d'Allemagne, elles ne se livrent une guerre sourde et incessante. Frédéric-Guillaume semble s'être attaché à prouver à toutes les populations qui font partie de l'union que l'esprit de lumières et de sages réformes n'était point incompatible avec une autorité absolue, et leur avoir montré dans la Prusse non pas seulement le protecteur de leur commerce et de leur industrie, mais comme le centre et le foyer de la véritable patrie allemande. Il ne faut pas cependant s'exagérer les avantages qu'elle peut retirer de son patronage commercial. Quant aux profits matériels, elle est plutôt en perte qu'en gain : ses manufactures soutiennent difficilement la concurrence avec celles de la Saxe, et dans la répartition, entre tous les membres de la ligue, des revenus de la douane, elle a éprouvé une réduction sensible dans ses recettes, tandis que d'autres états ont touché une part proportionnelle beaucoup plus forte que ce qu'ils recevaient autrefois. Les résultats politiques du système sont seuls incontestables; encore sont-ils limités à la durée de la paix.

L'union commerciale allemande est une combinaison essentiellement pacifique et qui ne saurait s'adapter à un état de guerre générale. La paix continentale une fois détruite, tout ce merveilleux mécanisme serait bientôt bouleversé; ce ne seraient plus les intérêts paisibles du commerce, mais les exigences et les passions de la politique, la crainte, l'ambition, la similitude et la dissemblance des principes de gouvernement qui détermineraient les inimitiés ou les alliances; tous les états qui, par leurs conditions géographiques, ne font point partie intégrante du système politique de la Prusse, s'en détacheraient forcément, et elle n'aurait plus autour d'elle que les états que la nature a placés dans sa sphère d'action.

Tandis que cette puissance fondait l'association des douanes allemandes, elle stimulait, par une foule de créations et d'encouragemens, sa prospérité intérieure. Elle réduisait sa dette de 600,000,000 thalers à 170,000,000. Elle couvrait son territoire de routes et de canaux, rendait ses rivières navigables, creusait des ports, défrichait ses landes, favorisait l'établissement de nombreuses manufactures et parvenait, par ce concours d'efforts, à transformer en terres fertiles les sables arides du Brandebourg. De nombreux traités de commerce conclus avec le Danemark, l'Angleterre, la Suède, les villes anséatiques, Hambourg, Brême et Lubeck, le Brésil, les États-Unis d'Amérique et enfin la Hollande, ouvraient à l'activité industrielle et aux produits de la Prusse et de tous les membres de l'association de nombreux débouchés.

Il est fâcheux qu'une situation si honorable et si prospère ait été altérée par les querelles religieuses qui ont agité les dernières années de la vie du feu roi. Ce prince, en vieillissant, était tombé dans une dévotion fervente et mystique. Il avait une pensée fixe et ardente : c'était de ramener à l'unité du culte, de fondre dans une seule et même église évangélique toutes les sectes dissidentes, les calvinistes, les luthériens et les catholiques. Le zèle religieux servait ici l'intérêt politique. Le roi savait que l'identité de religion entre ses provinces rhénanes et la France était un lien puissant qui tendait à les réunir un jour, et ce lien il voulait le rompre. Cette préoccupation le rendit injuste et persécuteur; elle le porta à écarter des affaires et des hautes fonctions de l'état tous les catholiques, et à ne confier qu'à des protestans l'administration militaire et civile de ses provinces catholiques. Ces fonctionnaires, presque tous Prussiens d'origine, avaient pour instructions secrètes d'étendre et de propager dans la population catholique l'esprit du protestantisme et les doctrines évangéliques dont le roi s'était fait le fondateur et l'apôtre; ils étaient en quelque

sorte les missionnaires du nouveau culte. Le plus puissant moyen dont se servait le gouvernement pour opérer la fusion des idées religieuses était de favoriser les mariages entre les fonctionnaires protestans et les femmes catholiques. De là ses doctrines sur les mariages mixtes, doctrines qui consacrent le principe de la puissance paternelle en matière de religion, tandis que la cour de Rome exige de l'époux catholique l'engagement d'élever ses enfans dans sa religion. De là ses querelles avec l'archevêque de Cologne et les rigueurs exercées contre ce prélat, qui s'était servi des doctrines apostoliques pour arrêter l'envahissement du protestantisme au sein de la population dont il était le pasteur. Le jugement si droit et si calme que Frédéric-Guillaume portait dans les affaires d'état l'abandonnait dans les questions religieuses. Ses arrêtés contre les juifs, marqués d'un cachet de bigotisme étroit, semblent inspirés par l'esprit d'un autre âge. Ses fautes, à cet égard, pouvaient avoir une portée incalculable. Il devait savoir, lui, homme de foi ardente, combien est puissant sur les ames religieuses l'empire des croyances. Il poussait, à son insu, dans les bras de la France, les catholiques du Rhin; il déterminait ces nombreuses émigrations de luthériens qui, dans les dernières années, aimèrent mieux s'exiler volontairement que de transiger avec le culte de leurs pères. Par la rigueur de ses mesures et le caractère de ses innovations, il avait fini par devenir l'adversaire personnel du saint-siége. Le pape en était troublé comme d'une épreuve nouvelle à laquelle était condamné le catholicisme, et, à l'amertume avec laquelle il s'en exprimait, on eût dit qu'il venait de surgir en Allemagne un nouveau Luther. Il disait en parlant du roi de Prusse : C'est une lutte ouverte entre *lui* et *moi*.

Nous avons essayé d'indiquer en traits rapides le caractère politique et le règne de Frédéric-Guillaume; il nous reste peu de chose à ajouter pour compléter cette esquisse. Ennemi du faste et de l'étiquette, ce prince portait dans sa vie privée cette simplicité pleine de noblesse et de bonhomie qui est habituelle aux princes allemands. Il avait un goût très vif pour les spectacles, et sa plus agréable distraction était de faire jouer des pièces sur le théâtre de la cour par les personnes de son intimité. S'il fallait en croire les réflexions malignes de la cour et de la ville, l'*Opéra* et les *Variétés* de Paris auraient été le principal attrait du voyage qu'il fit dans cette capitale en 1825. Ce qu'il préférait à tout, c'étaient les charmes de l'intimité. Afin de remplir le vide qu'avait produit dans sa vie domestique la mort de la reine Louise, il épousa le 9 novembre 1824, par un mariage morganatique, la comtesse Auguste de Harrach, qu'il éleva à la dignité de princesse

de Liegnitz et comtesse de Hohenzollern. C'était une jeune et belle personne, d'une douceur infinie et d'une complète abnégation; elle a charmé la vieillesse du feu roi, sans toutefois lui faire oublier sa première épouse.

Il n'a jamais eu de favoris en titre, et cependant il avait, comme souverain et comme homme, des prédilections décidées. Dans la première partie de son règne, M. Lombard, secrétaire intime de son cabinet, possédait toute sa confiance; plus tard, il l'a donnée sans partage au prince de Hardenberg, et enfin, dans les dernières années de sa vie, au prince de Wittgenstein. Il gouvernait par lui-même, dans toute l'étendue de ce mot; ses ministres ne furent jamais que les interprètes plus ou moins habiles de ses volontés. Dans la politique étrangère spécialement, il ne souffrait aucun partage. La terrible leçon d'Iéna lui avait appris à ne suivre, dans la gestion de ces hauts intérêts, que les inspirations de son propre jugement. Le peu de goût qu'il avait montré dans sa jeunesse pour le travail et les affaires avait fait place à une application forte et soutenue, et il remplissait avec une exactitude et un zèle scrupuleux tous les devoirs de la royauté. Aussi, quoique la nature ne l'eût pas doué de facultés éminentes, la longue pratique des affaires en avait fait un des hommes d'état les plus éclairés de l'Europe, et sa voix était toujours écoutée avec un religieux respect dans le conseil des souverains.

Sans doute, dans sa longue et orageuse carrière, il a commis des fautes; quel homme, si sage et si éclairé qu'il fût, aurait pu se flatter de n'en pas faire au milieu de si terribles vicissitudes? Comme tous les hommes, il a failli par l'excès de ses qualités, montrant de la faiblesse quand il ne fallait être que modéré, de l'irrésolution lorsqu'une décision prompte et ferme pouvait seule le sauver, une conscience trop scrupuleuse dans un ordre d'idées et de faits auquel ne sauraient s'appliquer les règles de la morale privée. Malgré ses fautes, ou peut-être même à cause de ses fautes, Frédéric-Guillaume III n'en sera pas moins classé par l'histoire au nombre des plus excellens rois qui aient honoré le trône. La Prusse a compté parmi ses souverains des hommes d'un génie plus grand et plus hardi; elle n'en a pas eu qui ait porté aussi loin que lui l'amour du bien et de la justice. Aucun, si l'on fait la part des circonstances difficiles dans lesquelles l'ont placé ses rapports avec la Russie et l'Autriche, aucun n'a plus fait pour le bonheur de son peuple, pour sa véritable civilisation, n'a porté dans la direction des hautes affaires, sauf les questions religieuses, moins de préjugés étroits. Dès qu'il a jugé le moment venu

d'améliorer la législation civile de ses peuples et leur condition sociale, il est entré franchement, sans se laisser arrêter par les murmures de sa noblesse, dans la voie du progrès. Le but auquel tant d'autres pays ne sont arrivés qu'à travers les révolutions, la Prusse l'a atteint, sans luttes intestines, en peu d'années, par la seule volonté de son roi et l'influence de ses hommes d'état. La révolution est aujourd'hui à peu près consommée dans son état civil; il lui reste à l'accomplir dans son état politique. Si cette monarchie appartient encore par les formes extérieures de son gouvernement au système absolutiste, elle appartient à la nouvelle Europe par les lumières de son peuple, par sa civilisation avancée et par son état social. Des trois grandes monarchies absolues du continent, elle est évidemment la première qui abandonnera les vieux erremens et viendra se rallier aux gouvernemens libres. Puissent ses hommes d'état et le prince qui occupe aujourd'hui le trône comprendre les nécessités du siècle, et acquitter la dette du sang versé dans les champs de Lutzen et de Leipsick! La Prusse aurait un beau et noble rôle à remplir, celui de chef du parti constitutionnel en Allemagne. N'est-il pas naturel que la maison qui a concouru avec tant d'énergie, au XVI$^{e}$ siècle, au triomphe de la réforme religieuse, prenne sous son patronage la réforme politique? L'ascendant moral qu'une telle position lui assurerait sur toutes les populations germaniques serait irrésistible. Elle y puiserait une force de cohésion et d'assimilation bien autrement puissante que celle qu'elle espère trouver dans ses alliances commerciales. Groupés autour de cette monarchie et unis par la conformité de leurs institutions et de leurs intérêts matériels, tous les états constitutionnels de la confédération ne formeraient plus qu'un seul système puissant et compact, qui, prenant ses points d'appui dans les gouvernemens représentatifs de l'Europe, opposerait un front impénétrable aux envahissemens du Nord. La France doit faire des vœux ardens pour que la Prusse embrasse hardiment ce système. Rapprochés par la similitude de leurs gouvernemens, ces deux grands états ne tarderaient pas à former entre eux une alliance intime qui leur assurerait, dans les affaires du monde, une suprématie décidée. La Prusse est un monument inachevé, construit sur un plan vicieux. Tant qu'elle n'aura pas acquis, par une meilleure distribution de son territoire, une force de concentration et des frontières militaires au nord et au midi, dont elle est aujourd'hui dépourvue, elle sera mécontente, inquiète, ambitieuse : elle sera tôt ou tard pour l'Europe un élément de troubles. Parvenue par la guerre au point de grandeur incomplète où nous la

voyons aujourd'hui, elle cherchera dans la guerre les moyens de consolider sa puissance. Elle ne se reposera que lorsqu'elle aura obtenu toute la consistance d'un état de premier ordre. La France aussi a une organisation territoriale incomplète, et, comme la Prusse, elle ne sera satisfaite et heureuse que lorsqu'elle aura atteint le but de sa légitime ambition, c'est-à-dire ses limites naturelles.

La France et la Prusse unies ensemble seraient assez fortes soit pour garantir la paix du continent, tant qu'elles croiraient de leurs intérêts de la maintenir, soit pour redresser en commun, par les opérations de la politique ou de la guerre, les grandes erreurs du congrès de Vienne. Si Frédéric-Guillaume IV méconnaissait les avantages d'une telle union, s'il était vrai qu'infidèle aux traditions de sagesse et de modération de son père, il s'associât aux combinaisons récemment conçues par la Russie et l'Angleterre, non pour pacifier l'Orient, mais pour y dominer sans partage, nous aurions peine à nous expliquer une si étrange politique, car enfin la Prusse a le même intérêt que la France à ce que la Russie soit contenue sur le Danube; elle sait que, l'harmonie une fois détruite entre les grandes puissances de l'Occident, Constantinople cesse d'être garantie, et que la paix générale est de nouveau compromise. Le prince qui la gouverne ne peut, sans s'affaiblir dans l'opinion de son peuple, être dupe des protestations de l'empereur Nicolas et de lord Palmerston en faveur de l'intégrité de l'empire ottoman. Il est impossible qu'il ne rende pas justice au gouvernement de la France, qui défend seul aujourd'hui, avec un désintéressement dont on ne lui tient pas assez compte, l'équilibre européen, qui veut, lui, loyalement, sans arrière-pensée, la conservation et l'indépendance de la Turquie, et qui, dans la puissance fondée par Méhémet-Ali, voit le plus solide appui de l'islamisme et de la Porte contre l'ambition de la Russie. C'était le jugement qu'en portait Frédéric-Guillaume III. Aussi nous plaisons-nous à croire que la combinaison à laquelle M. de Brunow a attaché son nom avortera encore une fois; ni le roi de Prusse ni M. de Metternich ne voudront entrer plus avant dans une voie fatale, qui pourrait replonger l'Europe dans les calamités de la guerre. Si au contraire, frappée d'aveuglement, la Prusse se faisait l'instrument passif des volontés du cabinet de Saint-Pétersbourg, il ne nous resterait plus qu'à la plaindre, car, dans une nouvelle guerre générale, c'est elle que la France rencontrerait la première sur son passage.

Armand Lefebvre.

# LETTRES A UN AMÉRICAIN

SUR L'ÉTAT

# DES SCIENCES EN FRANCE.

## III.[1]

## M. POISSON.

La mort de M. Poisson, que mon trouble douloureux m'avait permis à peine de vous annoncer dans ma lettre précédente, a frappé à la fois tous les premiers corps scientifiques de l'état. Par cette perte grande et prématurée, l'Institut, l'Université, l'École Polytechnique, le Bureau des Longitudes, l'École de Metz, ont vu s'éteindre une de leurs plus éclatantes lumières; la jeunesse a été privée d'un maître zélé, d'un guide qu'elle pouvait suivre avec confiance; ses amis ont à regretter un ami dévoué, dont les manières simples et l'accueil bienveillant les charmaient en même temps que sa haute raison et son génie les pénétraient d'admiration et de respect. Enfin, comme l'a dit M. Arago, la France est restée veuve d'*un de ces hommes rares*

(1) Voyez les livraisons des 15 mars et 1er mai.

*dont les noms sortent de toutes les bouches quand les nations se disputent la prééminence intellectuelle.* Depuis quarante ans, M. Poisson n'a cessé de contribuer avec une infatigable activité aux progrès des sciences mathématiques, et personne n'a songé à lui contester l'héritage de Laplace. En venant aujourd'hui vous retracer les principales circonstances de la vie de cet homme célèbre, en vous rappelant quelques-uns de ses travaux les plus remarquables, je crois satisfaire encore à votre désir de connaître chez nous la marche des sciences, qui certes n'avaient nulle part de plus ardent promoteur ni de plus digne représentant.

Siméon-Denis Poisson naquit à Pithiviers (1), le 21 juin 1781. Sa famille n'avait pas de fortune. Son père, qui s'appelait aussi Siméon, avait servi dans les guerres d'Allemagne comme simple soldat; rentré dans ses foyers, il acquit une petite charge de greffier et devint juge de paix à la révolution. Siméon Poisson était un homme simple et bon, dont la fermeté et la droiture avaient laissé une profonde impression dans le cœur de son fils, qui le perdit trop tôt, et qui ne cessa jamais de parler de lui avec vénération. Le géomètre futur ne fut conservé à la science que par une espèce de miracle. Dès le berceau, il fut atteint d'une indisposition grave : son père, qui avait vu disparaître tous ses enfans au même âge, le crut mort, et, ne pouvant s'expliquer ces pertes si rapides, se rendit chez la nourrice accompagné d'un chirurgien afin de le faire ouvrir et de connaître les causes du mal; mais l'enfant respirait encore, et la main qui devait le disséquer le guérit.

Sa première éducation fut très négligée. Il n'apprit à Pithiviers qu'un peu à lire et à écrire, et les traitemens barbares qu'il eut à supporter de la part de son maître laissèrent dans son jeune cœur un souvenir ineffaçable qu'il invoqua souvent plus tard, lorsqu'il fut en position d'exercer une si haute influence sur l'enseignement. Comme on était pressé de lui faire embrasser un état, on le conduisit de bonne heure à Fontainebleau auprès d'un de ses oncles appelé M. Lenfant, qui était chirurgien, et qui se chargea avec une affection toute paternelle de l'initier à l'art de guérir.

M. Poisson resta plusieurs années chez son oncle, qui l'emmenait

(1) La ville de Pithiviers, qui sent vivement l'honneur d'avoir donné à la France M. Poisson, a décidé qu'un monument serait élevé à sa mémoire, et elle a souscrit pour une somme égale à celle que la ville de Montbéliard destina au monument de Cuvier. Cette souscription, à laquelle l'Institut et l'École Polytechnique ont déjà voulu s'associer, doit exciter les sympathies de tous ceux qui aiment les sciences et la gloire nationale.

visiter ses malades avec lui, et qui ne dut pas augurer beaucoup de son élève, lorsqu'il s'aperçut que la vue de l'opération la plus simple le faisait tomber en défaillance. Ce fut ainsi que l'étudiant en chirurgie traversa les premières années de la révolution. En 1796, M. Lenfant engagea ses élèves à suivre les cours d'histoire naturelle institués à l'École Centrale nouvellement fondée à Fontainebleau. Un de ces jeunes gens, nommé Vanaud, se hâta de se rendre aux cours; mais les leçons d'histoire naturelle n'étaient pas commencées, et il allait se retirer, lorsque le professeur de mathématiques, M. Billy, qui n'avait guère d'élèves, accosta ce jeune homme, et s'efforça de lui persuader que les mathématiques étaient indispensables aux chirurgiens. Vanaud assista à la leçon, et, sans trop comprendre, il écrivit sous la dictée du professeur l'énoncé de quelques questions que devaient résoudre les élèves déjà instruits dans les premiers élémens. En sortant du cours, il fit part à ses camarades de ce qui lui était arrivé, et il leur communiqua les questions proposées. Ce fut une espèce de révélation pour M. Poisson. Sans s'être jamais arrêté à ce genre de considérations, sans connaître ni les notations ni les méthodes de l'algèbre, sans avoir jamais fait aucune étude préliminaire, il les résolut de lui-même, et dès ce jour il sentit naître en lui cet amour des mathématiques qui ne devait plus le quitter et qui a fait sa gloire. Il serait à désirer que l'on pût toujours constater le premier pas fait dans une carrière quelconque par un homme éminent; malheureusement, il est difficile de saisir le premier anneau de cette chaîne, car souvent les objets qui nous entourent et les personnes avec lesquelles nous vivons préparent longuement à notre insu les germes qui doivent se développer plus tard. Mais il n'en est pas ainsi dans les sciences de déduction, car celui qui marche sans guide est forcé de deviner à la hâte une suite de vérités qui s'enchaînent et qui doivent concourir à résoudre une question ou à démontrer une proposition dont la place est invariablement fixée, et qui a coûté quelquefois à l'humanité, dans son enfance, plusieurs siècles de travaux. Tout le monde a entendu raconter comment Pascal, à qui son père avait défendu l'étude de la géométrie, sut le fléchir en devinant à douze ans, par la force de son génie, les premières propositions d'Euclide. Ce fait extraordinaire, rapporté par une femme, a trouvé bien des incrédules, et cependant il n'est guère plus difficile à comprendre que la divination du jeune élève en chirurgie, surtout si l'on veut se rappeler que Pascal entendait continuellement parler de géométrie, et que le docteur Lenfant n'entretenait pas d'algèbre ses élèves.

Une des questions résolues ce jour-là par M. Poisson est restée dans le souvenir de quelques personnes; en voici l'énoncé :

*Quelqu'un ayant un vase de douze pintes plein de vin en veut faire présent de la moitié, ou de six pintes, à un de ses amis; mais il n'a pour mesurer ces six pintes que deux autres vases, l'un de huit, l'autre de cinq pintes. Comment doit-il s'y prendre pour mettre six pintes de vin dans le vase de huit?*

Ce problème ne saurait arrêter un instant quiconque a la plus légère teinture d'algèbre; mais ne pensez-vous pas, monsieur, que même des hommes instruits et d'un âge mûr, s'ils n'avaient jamais appliqué leur esprit à ce genre de considérations, pourraient être embarrassés par la question que le neveu de M. Lenfant résolut avec tant de facilité?

Ne croyez pas toutefois que je veuille inférer de ce fait que tous les enfans qui, sans aucune étude préliminaire, seraient capables de résoudre ce problème, deviendraient de grands géomètres; car ce n'est là qu'une épreuve isolée, et d'ailleurs je suis convaincu que, pour se distinguer dans une carrière, l'aptitude et le talent ne suffisent pas s'ils ne sont soutenus par une grande force de volonté. Mais il me semble que l'exemple d'un jeune homme prenant ainsi un vol qui doit s'élever si haut, est bien digne d'être signalé, surtout quand on remarque cette coïncidence singulière d'un autre enfant, pauvre et inconnu, qui à la même époque débutait d'une manière analogue dans un petit village de l'Allemagne, et qui maintenant, sous le nom de Charles-Frédéric Gauss, excite l'admiration de tous ceux qui cultivent les sciences.

Cette ferme volonté, si nécessaire au développement du génie, ne manqua pas à M. Poisson. Admis bientôt à suivre les leçons du professeur Billy, qui, pour vaincre les répugnances de la famille, se porta garant des succès de son élève, il s'appliqua avec une telle ardeur, qu'en deux ans il avait terminé un cours complet de mathématiques et remporté tous les prix d'analyse, de physique et de chimie (1). Un certificat signé par tous ses professeurs, et qui existe encore,

(1) Dans une de ces distributions de prix, celui qui la présidait, frappé des succès du jeune écolier, prononça ces vers de La Fontaine :

> Petit poisson deviendra grand,
> Pourvu que Dieu lui prête vie.

Cette citation a été attribuée mal à propos à Laplace : le goût exquis et le caractère grave de cet illustre géomètre n'admettaient point ces sortes de jeux de mots.

prouve qu'il avait en outre lu seul la *Géométrie descriptive* de Monge et la *Théorie des Fonctions analytiques* de Lagrange. De si étonnans progrès lui méritèrent toute l'affection de M. Billy, qui pendant deux ans fut pour lui comme un père, et qui ne cessa jamais de lui prodiguer les marques du plus vif attachement. Cette amitié, fondée sur l'admiration et sur la reconnaissance, ne s'est éteinte, au bout de trente-cinq ans, qu'avec la vie de celui à qui la France doit M. Poisson.

Le jeune mathématicien n'avait obtenu la permission de quitter la chirurgie qu'à la condition de s'ouvrir dans les sciences une carrière profitable, et il paraît qu'à Pithiviers on n'avait pas une foi aveugle dans les promesses de M. Billy. Pour convaincre les plus incrédules, celui-ci engagea son élève à se présenter à l'examen d'admission de l'École Polytechnique. M. Poisson, âgé de dix-sept ans, vint alors à Paris, où il fut examiné par Labey, et se retira ensuite chez ses parens pour attendre le résultat du concours. Le hasard cacha longtemps ce résultat à la juste impatience de sa famille. En effet, la lettre destinée à le lui apprendre était pliée de manière qu'en l'ouvrant on enleva, sans qu'il fût possible de le lire, le passage qui devait faire connaître le sort du candidat. Ce fut encore un motif de craintes et d'hésitations. Enfin la nouvelle arriva par d'autres voies, et l'on sut à Pithiviers que l'élève de M. Billy avait été reçu le premier et hors de rang dans la promotion de 1798. Alors l'étonnement et la joie succédèrent à la défiance, et l'on put se convaincre que les prédictions du professeur commençaient à se réaliser.

A cette époque, l'École Polytechnique renfermait l'élite des savans de la France et de l'Europe. Lagrange, Laplace, Monge, Prony, Fourier, Berthollet, Fourcroy, Vauquelin, Guyton-Morveau, Chaptal, y étaient attachés à différens titres, et leur exemple excitait des élèves qui devaient à leur tour devenir des maîtres célèbres. Cette école était alors fort différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Au lieu d'être casernés, comme ils l'ont toujours été depuis 1805, et de payer comme à présent une pension, les élèves recevaient la solde de sergens d'artillerie et logeaient dans des maisons particulières, sans être soumis aux sévères lois de la discipline militaire. C'était une institution toute républicaine. Je ne saurais traiter ici, monsieur, cette question du casernement, qui a été discutée si souvent aux chambres, et sur laquelle les meilleurs esprits sont partagés. Ne croyez-vous pas cependant qu'en cela, comme en toute chose, il faut s'efforcer de mettre les moyens en harmonie avec le but que l'on se propose d'atteindre? Les règlemens, la discipline sévère, les études uniformes

et à des heures fixes, sont des choses excellentes pour les esprits paresseux qui ne sauraient marcher sans contrainte, et je ne refuse pas de croire que l'instruction moyenne des élèves ait augmenté depuis qu'on les fait travailler au son du tambour; mais, d'autre part, je ne me persuaderai jamais que des esprits vifs et pénétrans, que des hommes énergiques, privés de toute liberté et astreints à marcher toujours au pas de leurs camarades, puissent se développer à leur aise. A force de régularité, l'enseignement devient parfois une espèce de mécanisme ingénieux où tous les mouvemens sont liés et subordonnés les uns aux autres, sans qu'aucune pièce puisse marcher à sa guise ni trop rapidement; et ce qui me frappe surtout dans ce système, c'est que l'instruction y devient le but unique de l'éducation, qui cependant doit se proposer une fin plus noble et plus grande, et qui doit tendre à former l'homme et le citoyen avant le chimiste ou l'ingénieur. Si je pouvais m'arrêter sur ce point, je vous citerais une foule de savans illustres sortis de l'École Polytechnique à une époque où les études étaient peut-être moins fortes, mais où chaque individu conservait encore une certaine liberté d'action. Pour me borner à M. Poisson, il est fort probable que le jeune géomètre qui, en perfectionnant une méthode de Lagrange six semaines après son admission à l'École, avait su mériter les éloges de cet immortel analyste, que celui qui de bonne heure put fixer l'attention de Laplace, et que ses camarades respectaient comme un maître, aurait été exclu de l'école, se serait vu classé dans ce qu'on appelle vulgairement les *fruits secs*, si le règlement avait prescrit dès-lors impérieusement les épures et les dessins; car tout le monde sait que cet esprit élevé, cet homme qui devait plus tard jeter un si vif éclat sur l'Institut, était tout-à-fait inapte aux travaux graphiques, et ne put jamais y réussir. Heureusement il était permis alors de suppléer aux règlemens par le génie, et, après deux années de brillantes études, M. Poisson, sur la proposition de M. Hachette, fut unanimement dispensé des examens nécessaires pour l'admission dans les services publics, et nommé répétiteur-adjoint du cours d'analyse, dont le professeur titulaire, Fourier, était alors en Égypte avec Bonaparte.

Dans cette place modeste, il put respirer un peu, car les deux années précédentes avaient été rudes. Les élèves recevaient alors 98 centimes par jour, et comme on avait accordé de plus à M. Poisson une petite indemnité extraordinaire, son traitement s'élevait à 36 francs par mois, avec lesquels il devait se loger, se nourrir, se chauffer, pourvoir en un mot à toute sa dépense; car sa famille croyait faire un grand sacri-

fice en se chargeant de son blanchissage. Dans les dernières années de sa vie, le célèbre géomètre aimait à raconter les privations qu'il avait endurées à cette époque. On conçoit qu'un jeune homme dévoré par l'amour de la science, et tout entier aux mathématiques, n'ait pas senti le froid en hiver ni la chaleur en été; mais ce que l'on a de la peine à comprendre, c'est que, dans sa position, il consentît à augmenter encore ses privations, à rendre sa vie plus pénible, pour entendre les chefs-d'œuvre de Racine et de Molière. Voici comment les choses se passaient : M. Poisson avait à Paris un parent chez lequel il dînait un jour par *décade;* un autre jour, il ne mangeait que du pain sec, et, avec le prix de ces deux dîners qu'il économisait, il se procurait les moyens d'aller tous les dix jours au spectacle. Le sentiment du beau, qui se développa de si bonne heure en lui, est un trait caractéristique dans un géomètre. C'est par la délicatesse de ce sentiment qu'il a pu jusqu'à un certain point suppléer au défaut d'études littéraires, et on l'a entendu jusqu'à ses derniers jours réciter des vers qu'il avait entendus au théâtre, et dont il avait retenu un nombre prodigieux dans sa mémoire. Il les disait, non pas pour faire le bel esprit, ni pour les introduire dans les discours sérieux, mais uniquement pour se procurer une jouissance. Son goût pour le spectacle le porta à se lier de bonne heure avec des artistes. Tandis que Lagrange ouvrait sa maison au jeune savant qui s'annonçait d'une manière si brillante, et que Laplace l'accueillait comme un fils, les Talma et les Gérard recherchaient avidement la société d'un géomètre si aimable, si spirituel. Les personnes qui ne l'ont connu que tard ne sauraient s'imaginer ce qu'était M. Poisson à cette époque; mais tous ses anciens amis s'accordent à le représenter comme le plus vif, le plus gai de ses camarades, auxquels il a joué plus d'un bon tour; et il existe encore un admirable portrait peint par Gérard qui nous donne une idée de l'expression de cette physionomie alors si mobile, et que la méditation et les souffrances avaient rendue si sérieuse dans les dernières années. Si je vous parle, monsieur, de ses succès de société, c'est surtout pour vous montrer combien M. Poisson avait de force de caractère et savait maîtriser ses penchans : car non-seulement il ne s'abandonna jamais à la dissipation; mais la science fut toujours son affaire principale et son unique passion. C'est au milieu de toutes les séductions de la jeunesse qu'il commença la série de ces beaux travaux qu'il ne devait interrompre qu'à son dernier jour.

Je vous ai dit qu'à peine entré à l'École Polytechnique, M. Poisson était parvenu à compléter et perfectionner une démonstration de

Lagrange. Ce premier essai avait tellement excité l'attention de ce grand géomètre, qu'à sa mort, arrivée long-temps après, on trouva dans ses papiers la note originale qui lui avait été remise par l'obscur élève de l'École Polytechnique, et à laquelle il avait ajouté une apostille, comme s'il eût voulu prédire ainsi ce que l'auteur deviendrait un jour (1). Cette note n'est pas seulement remarquable comme le premier pas dans la carrière des sciences d'un homme qui devait bientôt la parcourir si rapidement, mais surtout parce qu'elle révèle déjà la méthode, la pénétration de M. Poisson, et surtout le cachet de son esprit, qui ne montrait jamais plus de force et de sagacité que lorsqu'il s'agissait de perfectionner les travaux des autres, et qui aimait de préférence à s'exercer sur les difficultés qui avaient arrêté ses devanciers. Le jeune géomètre ne pouvait pas en rester à ce début. Après avoir rédigé en commun avec M. Hachette une addition à un mémoire de Monge sur la géométrie analytique, il présenta à l'Institut, dans la séance du 16 frimaire an IX (8 décembre 1800), un travail relatif au nombre d'intégrales complètes dont les équations aux différences finies sont susceptibles. Dans cet écrit, M. Poisson généralisait les méthodes de Monge et de Charles, et parvenait à de nouveaux résultats. MM. Lacroix et Legendre, commissaires nommés par l'Académie, déclarèrent que la théorie établie par ce jeune géomètre était exacte et que « l'on devait regarder comme contribuant aux progrès de la science l'éclaircissement d'un point d'analyse qui jusqu'alors était resté dans une grande obscurité. » Le rapport se terminait en demandant pour ce mémoire l'approbation de l'Institut et l'impression dans le recueil des *Savans étrangers*. C'est le seul exemple d'un tel honneur rendu à un jeune homme de dix-huit ans.

Ce rapport si honorable stimula puissamment l'ardeur de M. Poisson. Aussi le vit-on coup sur coup présenter à l'Académie un grand nombre de mémoires où la science recevait toujours quelque nouvel accroissement. A vingt-quatre ans, on le considérait déjà comme un géomètre consommé. C'est ce que prouvent les rapports lus à l'Institut, le 13 janvier 1806, sur deux de ses mémoires, rapports dans lesquels les commissaires, qui étaient les plus illustres mathématiciens de l'Europe, exprimaient et motivaient hautement leur appro-

(1) Ce papier original existe encore; il est intitulé : « Note sur la leçon donnée par le C. Lagrange, le 5 pluviose an VII. » M. Poisson y démontre que le coefficient du second terme du développement du binome de Newton, coefficient qu'il considère en général comme une fonction de l'exposant, est toujours égal à cet exposant, quelles que soient la nature et la valeur de celui-ci.

bation (1). Ces succès devaient accroître son goût pour l'analyse, à laquelle il consacrait toutes ses méditations; mais une circonstance particulière ayant dirigé son esprit vers les questions les plus difficiles de philosophie naturelle, il parvint rapidement à des résultats de la plus haute importance, et il se plaça ainsi au premier rang. Permettez-moi, monsieur, de m'arrêter un instant sur ce point.

M. Poisson remplit pendant deux années les fonctions de répétiteur-adjoint à l'École Polytechnique avec le traitement fort modique de *chef de brigade*. Mais ses talens proclamés par Laplace devaient l'élever à une brillante position sans que jamais il fût obligé de rien demander. Tantôt c'était une gratification extraordinaire, tantôt une chaire vacante que l'illustre auteur de la *Mécanique céleste* obtenait pour lui. Aux remerciemens réitérés du jeune géomètre, Laplace se contentait toujours de répondre : *Véritablement* (c'était son mot favori), *véritablement cela vous était dû.* C'est ainsi que M. Poisson devint rapidement suppléant, et puis professeur titulaire à l'École Polytechnique, où il remplaça Fourier; suppléant au Collége de France, géomètre-adjoint au Bureau des Longitudes, professeur à la Faculté des Sciences de Paris, et enfin membre de l'Institut. Pendant qu'il suppléait M. Biot au Collége de France, M. Poisson, s'acharnant sur une difficulté qui avait arrêté Lagrange et Laplace, résolut une question astronomique de la plus haute importance, et devint ainsi l'émule de ces maîtres célèbres. Cette question, qui intéressait vivement les géomètres, est digne aussi des méditations des philosophes et de l'attention de tous les hommes instruits.

Vous savez, monsieur, que rien n'est immuable dans l'univers.

(1) L'un de ces mémoires était relatif aux équations, aux différences mêlées. Le rapport, rédigé par MM. Lacroix et Laplace, se termine ainsi :

« En rapprochant ce qu'ont appris successivement sur les différences mêlées les mémoires de MM. Condorcet, Laplace et Biot, de celui dont nous devons rendre compte, il nous a paru que M. Poisson a le premier donné des notions précises sur la nature des intégrales de ces équations, en même temps qu'il augmente d'une manière notable le nombre de celles qu'on sait intégrer, et nous pensons en conséquence que son travail mérite l'approbation de la classe et l'impression dans le recueil des *Savans étrangers.* »

Dans le second rapport, MM. Lagrange et Lacroix, chargés d'examiner un mémoire sur les solutions particulières des équations différentielles, s'exprimaient d'une manière non moins honorable :

« Le mémoire (disaient-ils) dont nous venons de rendre compte présentant un assez grand nombre de résultats nouveaux sur une matière très importante et rendant uniformes les solutions des questions qu'elle embrasse, nous a paru très digne de l'approbation de la classe et de l'impression dans le recueil des *Savans étrangers.* »

Sur la terre, on a vu de tout temps les ténèbres succéder à la lumière, la durée des jours varier avec les mois, et les saisons se suivre avec des changemens notables dans les températures. Dans le ciel, les phases de la lune, les éclipses, la différente position des planètes, ont été observées dès la plus haute antiquité. Mais on s'est aperçu de bonne heure que ces divers phénomènes étaient périodiques, et avant qu'on en connût la théorie, leur retour régulier à des intervalles déterminés et en général fort courts les fit considérer comme constituant l'état normal de notre système planétaire. Il en est de même de beaucoup d'autres phénomènes qu'on n'a pu suivre et étudier que depuis l'invention du télescope, et dont la périodicité devient manifeste après une série plus ou moins longue d'observations. Une telle régularité rassure l'esprit et en bannirait toute crainte lors même que la théorie ne viendrait pas démontrer la nécessité de ces retours. Cependant il existe certains élémens du système du monde dans lesquels les observations nous font découvrir des variations très lentes, des augmentations ou des diminutions continuelles, sans que depuis plusieurs milliers d'années on ait jamais pu apercevoir aucune période, ni aucun point d'arrêt. Ces *inégalités séculaires*, nom qu'elles doivent à la lenteur avec laquelle leurs effets se manifestent, sont les plus difficiles à étudier, surtout parce que l'observation se borne à en faire connaître l'existence, et que la théorie seule peut en déterminer les lois. Ainsi, par exemple, lorsque vers le milieu du XVI[e] siècle, en comparant les anciennes observations avec les modernes, Ignace Danti (1) découvrit la variation de l'inclinaison de l'écliptique (2),

(1) Delambre et Montucla attribuent cette découverte à Tycho-Brahé, mais elle se trouve indiquée à la page 86 du *Trattato de l'Astrolabio,* que Danti fit paraître à Florence en 1569, c'est-à-dire quatre ans avant la publication du traité *De Nova stella*, qui est le premier ouvrage du grand astronome danois.

(2) L'écliptique est, comme on le sait, l'orbite que le soleil paraît décrire annuellement dans le ciel. Le plan qui passe par l'écliptique coupe le plan de l'équateur terrestre, et l'angle que ces deux plans forment entre eux est ce qu'on appelle *l'inclinaison de l'écliptique*. Cette inclinaison s'exprime par le nombre de degrés, comptés sur le méridien, qui sont compris entre l'équateur et chacune de ces lignes qu'on a nommées *tropiques*. C'est, en d'autres termes, la *latitude des tropiques* telle qu'on la trouve marquée sur les cartes géographiques et sur les mappemondes. Depuis long-temps cette latitude diminue, et les tropiques se rapprochent lentement de l'équateur. On a démontré que cette diminution ne saurait s'étendre au-delà d'une certaine limite. Si une telle limite n'existait pas, les tropiques finiraient par se confondre avec l'équateur, et alors le soleil se trouverait toujours dans la position qu'il occupe actuellement le jour de l'équinoxe de printemps ou de celui d'automne.

cette découverte pouvait faire supposer que, par une diminution continuelle de l'angle qu'ils font entre eux, le plan de l'écliptique et celui de l'équateur finiraient par se confondre, et qu'une telle coïncidence amènerait alors un changement notable dans les climats et un printemps perpétuel. L'observation ne pouvait rien faire prévoir dans des mouvemens aussi lents, mais la théorie a résolu ce problème, et vous savez qu'Euler a démontré que la variation de cette inclinaison est renfermée dans des limites fort restreintes, et que par conséquent son influence sur les saisons et sur les conditions physiques du globe ne peut être considérable. Cet important résultat se serait fait attendre long-temps, s'il avait dû être le fruit de l'observation; car le commencement de la période est antérieur aux temps historiques, et il se passera encore plusieurs siècles avant que l'inclinaison de l'écliptique, qui depuis long-temps diminue, commence à augmenter. Parmi les *inégalités séculaires,* il en est d'autres qui méritent encore plus l'attention du philosophe, car elles touchent essentiellement à la stabilité de notre système planétaire. Rien n'est plus important en effet que de rechercher si le monde renferme en lui-même des causes permanentes de dissolution, si, en d'autres termes, la terre et les planètes sont destinées à périr par des raisons mécaniques, ainsi que le genre humain et tous les êtres qu'elles renferment, ou bien si notre système planétaire n'éprouve que des changemens périodiques, et si les forces dont il est animé lui assurent une durée indéfinie. Les altérations que subissent les mouvemens des planètes et des satellites sont une conséquence nécessaire des actions réciproques que les astres exercent les uns sur les autres en vertu de la gravitation universelle. Si les effets de ces actions se modifiaient toujours, si le mouvement des planètes et les dimensions de leurs orbites variaient continuellement sans que ces variations fussent soumises à aucune période, notre monde serait menacé d'une dissolution inévitable, à moins que de temps en temps ce grand mécanisme ne fût remonté. Newton, qui avait compris toute la gravité d'une telle question, ne croyait pas que l'univers se trouvât dans les conditions d'une conservation indéfinie, et il avait dit qu'il fallait de loin en loin la main de Dieu pour arranger ce qui était dérangé.

Cette nécessité de l'intervention de Dieu, que Newton avait admise, a été écartée par les travaux de ses successeurs. C'est surtout à Euler, à Lagrange et à Laplace, que l'on doit la résolution de ce magnifique problème où l'immortalité du genre humain et l'éternité de l'univers étaient en question. Ces illustres géomètres ont voulu dé-

montrer que les principaux élémens de notre système planétaire d'où dépend sa stabilité, et qui varient par suite des inégalités séculaires, ne sont soumis qu'à des espèces d'oscillations qui, au bout d'un temps quelquefois très long, les ramènent à leur point de départ. Vous savez, monsieur, que les planètes tournent autour du soleil en décrivant des courbes que les mathématiciens appellent ellipses, et qui ont la figure d'un ovale. La droite qui unit les deux points les plus éloignés parmi ceux qui sont situés sur le contour de cette courbe, est ce qu'en termes de géométrie on nomme le *grand axe de l'ellipse;* c'est la longueur de l'ovale. Si le grand axe des orbites des planètes pouvait varier, et si cette variation avait lieu toujours dans le même sens, de manière que ce grand axe augmentât continuellement ou diminuât sans cesse, il est évident que la planète s'éloignerait dans le premier cas indéfiniment du soleil, et dans le second s'en approcherait de plus en plus, et pourrait même finir par y être précipitée. La variation ou l'invariabilité des grands axes est donc, comme on le voit, une des questions qui se lient le plus intimement à la stabilité de notre système planétaire, et il faut se hâter d'ajouter que c'est une des plus difficiles. Laplace s'est occupé le premier de ce problème, et il a prouvé, en négligeant certaines circonstances du phénomène, que la longueur des grands axes restait invariable; mais Lagrange est celui qui avait le plus fait à cet égard, en démontrant que dans tous les cas l'expression du grand axe de l'orbite des planètes ne contient que des inégalités périodiques, c'est-à-dire que la longueur de l'ovale décrit par une planète ne saurait jamais augmenter ni diminuer indéfiniment. Ce résultat cependant n'était qu'approximatif; car, pour y parvenir, Lagrange avait été forcé de négliger certaines quantités qui pouvaient influer notablement sur le calcul. Le mémoire de Lagrange est de 1776, et bien que depuis l'on se fût occupé de cette question, on n'avait jamais pu résoudre la difficulté qui avait arrêté le grand géomètre de Turin. Cet honneur, comme je vous l'ai dit, monsieur, était réservé à M. Poisson, qui présenta son mémoire à l'Institut le 20 juin 1808, jour où il accomplissait sa vingt-septième année.

Ce beau travail frappa vivement tous les géomètres, car, outre la grande question cosmologique à laquelle il se rattache, il avait à leurs yeux le mérite de servir à prouver que la durée moyenne de cette espèce d'année qu'on appelle *sydérale*, est constante; proposition intimement liée à la première, et qu'il était nécessaire d'établir afin de pouvoir employer toujours avec confiance les tables astronomi-

ques. M. Poisson n'a pas seulement exécuté dans cette vue des calculs immenses, mais il a dû aussi introduire dans son analyse des considérations théoriques très élevées lorsque les calculs devenaient impraticables. Son principal mérite est d'avoir su démontrer *à priori* que tous les termes non périodiques de l'ordre qu'il a considéré doivent se détruire, d'où il a déduit avec plus d'exactitude que n'avait pu le faire Lagrange l'invariabilité des grands axes des orbites des planètes et la stabilité (1) de notre système planétaire.

M. Poisson obtint à cette époque les suffrages les plus flatteurs. Laplace, qui n'était pas prodigue de louanges, a dit, dans la *Mécanique céleste*, que ces recherches « avaient acquis à M. Poisson de justes droits à la reconnaissance des géomètres et des astronomes. » Et malgré son caractère réservé et froid, il ne put s'empêcher, à propos de ce travail, de s'écrier en présence de plusieurs personnes (2) : *Poisson est un beau génie!* Toute l'Europe savante fut émue par ce grand résultat; mais ce qui dut surtout flatter le jeune analyste, ce fut de voir Lagrange, âgé de soixante-douze ans, et qui, depuis plusieurs années, semblait avoir négligé la mécanique céleste (3), électrisé par le mémoire de son ancien élève, reprendre ses premiers travaux pour y rattacher ces brillantes découvertes. L'illustre vieillard lut alors successivement à l'Institut trois mémoires, qui sont à la fois un de ses plus beaux titres à l'immortalité et le plus bel hommage qu'on ait jamais rendu au talent de M. Poisson.

(1) Il est évident que l'invariabilité des grands axes ne suffit pas pour la stabilité du système planétaire, et qu'il faut prouver aussi que les variations séculaires des excentricités et des inclinaisons des orbites seront toujours renfermées dans des limites assez restreintes. Mais cela avait été déjà démontré par Laplace en partant de l'invariabilité des grands axes, d'où il résulte que cette invariabilité établie par M. Poisson prouve complètement la stabilité du système planétaire.

(2) Parmi ces personnes se trouvait M. Dinet, inspecteur-général de l'Université, et l'un des plus anciens amis de M. Poisson.

(3) On a dit souvent que le génie de Lagrange s'était endormi et que ce fut M. Poisson qui le réveilla; mais cela est inexact, car, sans parler des *Leçons sur la Théorie des fonctions,* qui parurent avec des additions considérables en 1806, M. Maurice, dans son excellente notice sur Lagrange, a fait ressortir toute l'importance des notes que cet illustre géomètre avait ajoutées, en 1808, à sa *Résolution des équations numériques,* et qui avaient pour but de rattacher à sa théorie générale la mémorable découverte de M. Gauss sur la résolution des équations à deux termes. Lagrange, en parlant du beau travail du géomètre de Pithiviers, a dit ce qui suit : « Cette découverte de M. Poisson a réveillé mon attention sur un objet qui m'avait autrefois beaucoup occupé, et que j'avais ensuite totalement perdu de vue. » Et c'est là la vérité.

Si je me suis arrêté à ces recherches, ce n'est pas seulement à cause de leur importance, mais aussi parce qu'elles exercèrent une influence marquée sur la direction des travaux de M. Poisson. Attiré dans une sphère où, dès son entrée, il avait obtenu de si beaux succès, encouragé par l'exemple et les conseils de Laplace, qui considérait surtout l'analyse comme un admirable instrument qu'on devait appliquer à la mesure des phénomènes naturels et à la détermination des causes qui les produisent, soutenu par les plus heureuses dispositions, M. Poisson, depuis cette époque, s'occupa spécialement de mécanique céleste et de physique mathématique; ses premières recherches sur la physique datent de 1812 (1), et sont relatives à la distribution de l'électricité à la surface des corps conducteurs; elles ouvrirent à M. Poisson les portes de l'Académie des Sciences, où il fut appelé à remplacer Malus.

On s'est quelquefois étonné dans le public qu'un tel analyste appartînt à la section de physique, plutôt qu'à celle de géométrie; mais si l'on considère que M. Poisson n'a pas cessé de s'occuper pendant trente ans de physique mathématique, qu'il a composé un grand nombre de mémoires sur les questions les plus ardues de cette science, sur la théorie des surfaces élastiques et sur la théorie des ondes, sur le magnétisme, sur la chaleur et sur la lumière; qu'il a publié des traités spéciaux sur l'action capillaire et la théorie de la chaleur, et qu'il se proposait de traiter dans des ouvrages séparés toutes les branches de la physique qui peuvent être soumises au calcul, de manière à former un grand traité de physique mathématique qui aurait eu huit ou dix volumes, on ne pourra s'empêcher de reconnaître que M. Poisson était un physicien d'un ordre très élevé, et qu'il remplissait parfaitement la place qu'on lui avait conférée à l'Académie. Je ne puis vous donner ici, monsieur, un extrait des nombreux travaux de M. Poisson sur la physique mathématique. Cette exposition doit se trouver dans l'éloge de M. Poisson qui sera lu à l'Institut par M. Arago,

(1) A la vérité, M. Poisson avait déjà présenté à l'Institut, en 1807, un travail sur la théorie du son; mais cet écrit ne renfermait guère que de l'analyse, et c'est surtout son mémoire sur l'électricité qui le classa parmi les physiciens. Ce mémoire fut lu à l'Académie le 9 mars 1812, et quinze jours après M. Poisson était membre de l'Institut. C'est par erreur que, dans la première partie des Mémoires de la classe des sciences mathématiques de l'Institut pour l'année 1811, il est dit que les premières recherches de M. Poisson sur l'électricité furent présentées à l'Académie le 9 mai 1812. Ces recherches précédèrent sa nomination et l'assurèrent : le 9 mai n'était même pas un jour de séance.

et, n'en doutez pas, le savant secrétaire perpétuel saura dignement remplir cette tâche. Je me bornerai à vous exposer succinctement deux idées fondamentales, que M. Poisson a présentées dans sa *Théorie de la chaleur,* afin que vous puissiez vous convaincre que chez lui la physique n'était pas seulement une occasion d'appliquer l'analyse, mais qu'il savait étudier aussi les propriétés générales des corps et la constitution de l'univers.

Fourier, qui a créé la théorie mathématique de la chaleur, avait adopté une hypothèse fort ancienne, d'après laquelle l'accroissement graduel de la température que l'on observe dans les couches superficielles de notre globe à mesure que l'on s'approche du centre, irait toujours en augmentant, de manière que l'intérieur de la terre devrait se trouver à une température extrêmement élevée, température qui dépendrait de l'état primitif du globe et du temps qui s'est écoulé depuis sa formation. Cette hypothèse a servi à plusieurs savans pour tâcher d'expliquer les phénomènes géologiques les plus remarquables. Les personnes qui l'adoptent doivent nécessairement supposer que le globe se trouve menacé d'un refroidissement graduel, qui finira par détruire tous les corps organisés. M. Poisson, qui avait si bien réussi à démontrer la périodicité de certains changemens dans le système du monde, pensa que sous le rapport calorifique aussi les variations devaient être périodiques. A cet effet, partant de la supposition adoptée par M. Herschell que le soleil se meut dans l'espace, traînant avec lui notre système planétaire, M. Poisson a remarqué avec beaucoup de raison que tous les points de l'espace ne sauraient avoir une température uniforme, car cette température dépend de la quantité de rayons calorifiques que chaque astre envoie au point que l'on considère, et de la direction de ces rayons, ainsi que de la température et de la distance des points dont ils émanent. Il est donc évident qu'elle ne peut pas être la même dans tous les points de l'espace. De cette remarque, M. Poisson déduit la conséquence que si le soleil se meut avec le système planétaire, la terre doit traverser successivement des régions différemment échauffées, de manière à avoir, pour ainsi dire, des étés très longs et des hivers interminables. Les conséquences de cette hypothèse, que M. Poisson s'est efforcé d'appuyer sur le raisonnement, et qui ne peut être vérifiée que par de nombreuses observations, seraient très importantes pour la physique terrestre et pour la géologie; car la terre se refroidissant ou se réchauffant ainsi par le dehors, ce ne serait plus que dans les couches superficielles que des changemens considérables de température

pourraient s'opérer, tandis que la masse intérieure se trouverait presque entièrement à l'abri des actions extérieures. Les effets mécaniques du refroidissement terrestre, auxquels plusieurs géologues attribuent une action si marquée, s'évanouiraient alors, ou seraient du moins considérablement atténués.

L'idée hardie que M. Poisson a émise aussi sur l'étendue et la constitution de l'atmosphère de la terre a paru étonner les savans. Suivant cet illustre géomètre, notre atmosphère serait terminée par une couche d'air liquéfié, c'est-à-dire d'un air qui aurait perdu son élasticité. Cette hypothèse, qui peut donner lieu à des objections graves, mérite cependant d'être examinée très sérieusement, non-seulement à cause du nom de M. Poisson, mais aussi parce que M. Biot a cru devoir l'adopter et la défendre publiquement.

Ce n'est pas uniquement par ses écrits que M. Poisson s'est efforcé de propager en France l'étude de la physique mathématique et de la mécanique céleste. Dans ses leçons, il n'a jamais cessé de recommander aux jeunes mathématiciens l'étude des grands phénomènes naturels. Comme membre de l'Institut et du conseil de l'instruction publique, il a employé tout son ascendant à l'Académie et dans l'université, pour assurer à la France la suprématie dans la mécanique céleste, qu'il aurait voulu fixer irrévocablement chez nous, et qui, disait-il, depuis Clairaut et d'Alembert, était devenue une de nos gloires nationales. L'espoir d'atteindre ce but, qu'il poursuivait avec la persévérance qui lui était propre, le soutenait au milieu de ses occupations nombreuses et semblait doubler ses forces qui étaient grandes, mais dont malheureusement il abusa. Outre ses cours nombreux au Collége de France, à l'École Polytechnique et à la Faculté des Sciences, cours qu'on a trouvés rédigés, il exerçait depuis longues années les fonctions difficiles et fatigantes d'examinateur à l'École Polytechnique et à l'École de Metz; il dirigeait seul à l'Université la marche des études mathématiques, il était membre de l'Institut et du Bureau des longitudes, et il a toujours rempli ses devoirs avec une exactitude incomparable, sans jamais manquer une séance académique ni une leçon. On a de la peine à comprendre comment le même homme pouvait suffire à tous ces travaux obligatoires et composer en même temps une foule d'admirables mémoires sur les points les plus difficiles de la science dont la plupart, pour l'étendue et l'importance, sont de véritables ouvrages, et qui enrichissent les volumes de l'Institut, la collection de l'École Polytechnique, la *Connaissance des temps*, le journal de M. Crelle, le *Bulletin de la Société Philomatique*,

les *Annales de Chimie et de Physique,* et plusieurs autres recueils périodiques. Le nombre des notes ou mémoires imprimés de M. Poisson s'élève à plus de *trois cent cinquante,* auxquels il faut ajouter les ouvrages séparés, tels que le *Traité de Mécanique*, la *Théorie de l'action capillaire,* la *Théorie de la chaleur,* les *Recherches sur la probabilité des Jugemens,* et le livre où l'on expose le mouvement des projectiles : travaux considérables, dont chacun aurait coûté plusieurs années à tout autre qu'à M. Poisson. Euler avait déjà donné l'exemple d'une prodigieuse fécondité; mais l'illustre géomètre de Bâle est mort dans un âge très avancé, tandis que le savant français nous a été ravi au milieu de sa carrière et dans toute la vigueur de son esprit.

Malgré sa facilité, on conçoit qu'il était impossible à M. Poisson de continuer à vivre dans le monde pendant qu'il se livrait à des travaux si nombreux. Marié en 1817 à mademoiselle de Bardi, d'une ancienne famille du Languedoc, originaire de Florence, il devint père de quatre enfans, se retira peu à peu de la société, et trouva dans sa famille le bonheur paisible auquel il aspirait. Mais le goût de la retraite, alimenté par le besoin du travail et par l'amour de la science, devint si vif chez lui, que bientôt il ne sortit plus que pour remplir les fonctions dont il était chargé. Il passait la journée enfermé dans son cabinet, sans jamais y admettre personne, sous quelque prétexte que ce fût. Là, depuis dix heures du matin jusqu'à six heures du soir, il s'occupait sans relâche de ses recherches scientifiques. Puis il dînait, et le soir, lorsqu'il n'avait point d'épreuves à corriger, il aimait à jouer avec ses enfans et à causer avec quelques amis. A le voir alors si gai, si léger d'esprit, on ne se serait pas douté du travail auquel il s'était livré toute la journée. Une partie de whist ou de piquet semblait le reposer de ses graves méditations, et il s'abstenait scrupuleusement de parler de science, à moins toutefois que de jeunes savans ne vinssent le consulter, car il s'empressait toujours de leur communiquer ses idées et de diriger leurs premiers pas. Cette vie si uniforme, si occupée, ce travail continuel de l'esprit dans un corps qui se condamnait à une immobilité complète, finirent, malgré sa constitution robuste, par altérer sa santé. Il perdit le sommeil, commença à maigrir, et fut pris de vomissemens qui se renouvelaient fréquemment après son dîner. A cette époque, il était peut-être temps encore de prévenir une catastrophe; mais, sourd aux conseils des médecins, aux instances de sa famille et de ses amis, il se refusa avec une invincible opiniâtreté à tout ce qui pouvait le sauver. Plus il était

menacé, moins il quitta son cabinet. Enfin, dans l'automne de 1838, il se fit tout à coup un épanchement dans la poitrine.

A la première apparition de cette terrible maladie, les médecins le crurent perdu, et lui-même se sentit menacé d'une fin prochaine. Mais les maux de cette nature présentent souvent des alternatives inattendues, et malgré la violence du coup, en voyant au bout de quelque temps disparaître les symptômes les plus alarmans, on put espérer au moins de prolonger encore la vie de M. Poisson. Malheureusement, dès qu'il fut un peu moins souffrant, il se crut guéri et reprit ses travaux. Ni la douleur de ses amis, ni les menaces des médecins, ni les angoisses de sa famille, rien ne put l'arrêter. Il répondait toujours que, pour lui, la vie c'était le travail, et qu'il n'y avait pas de milieu entre travailler et mourir. L'hiver et le printemps de 1839 se passèrent dans des vicissitudes cruelles. On crut avoir remporté une grande victoire en le voyant partir pour la campagne; mais là, quoique sa vue se fût affaiblie, ainsi que tous ses autres organes, et qu'il n'eût même plus la force d'écrire, il s'enfermait des journées entières pour travailler à la théorie mathématique de la lumière, qu'il voulait asseoir sur de nouvelles bases, stimulé surtout par les travaux récens de M. Cauchy. Ces recherches devaient former un volume, mais il n'a pu en rédiger que deux cents pages environ, qui paraîtront dans les *Mémoires de l'Institut* (1). On conçoit facilement que le séjour à la campagne ne fût pas très profitable à un malade qui se livrait à de tels travaux. Toutefois, tant qu'il y resta, il n'éprouva pas de crise violente; mais à son retour ayant absolument voulu faire les examens de l'École Polytechnique, dans lesquels durant un mois il fut obligé d'interroger les élèves pendant dix à douze heures par jour, ce dernier effort le brisa. Il se forma alors un épanchement dans le cerveau, qui amena la paralysie du bras gauche, et qui, affectant profondément les organes de la pensée, lui fit perdre la mémoire des noms propres. Rien ne saurait rendre le spectacle déchirant de cette tête, où naguère encore s'élaboraient de si profondes pensées, et qui avait toujours semblé se jouer des difficultés de la science,

(1) La partie que M. Poisson a rédigée ne contient que les généralités; les applications devaient se trouver dans une dernière section, qu'il n'a pas écrite, mais qui était préparée dans son esprit. Dans ses derniers momens, il regrettait vivement de ne pouvoir achever ce travail, et sa faiblesse l'a empêché de faire connaître les bases sur lesquelles il voulait établir son analyse. Tout ce qu'il a pu dire un jour à cet égard, c'est *qu'il prenait un filet de lumière :* il lui a été impossible de continuer, et son secret est mort avec lui.

courbée sous le poids de la souffrance et incapable du moindre effort. Peu à peu, cependant, la mémoire revint, les membres reprirent leurs mouvemens, et comme M. Poisson était naturellement porté à espérer, cette légère amélioration suffit pour lui rendre la sécurité lorsqu'il ne restait plus d'espoir à personne. Dans une conversation qu'il eut avec un de ses amis, le dernier jour du carnaval, il parla avec détail de la maladie à laquelle il croyait avoir échappé, des travaux qu'il avait déjà publiés et de ses projets ultérieurs, et surtout des réflexions qu'il avait faites, lorsque, soudainement frappé de paralysie, il s'était apprêté à la mort. A ce moment suprême, privé de la parole et de presque tous les sens, il s'était, disait-il, replié sur lui-même pour observer avec calme cette suite de phénomènes qui devaient aboutir à la cessation de la vie, et il avait été satisfait de voir que ses principes philosophiques ne cédaient pas aux vaines terreurs qui s'emparent si souvent de l'esprit des moribonds. Dans cette longue conversation, qui dura au moins quatre heures, il traita avec une lucidité d'esprit incomparable, avec aménité, avec gaieté même, les questions les plus ardues de la philosophie et de la science. Il rappela diverses circonstances de sa vie, dont il aimait à raconter les humbles commencemens; il s'arrêta longuement sur ce qu'il devait à Laplace, à la mémoire duquel il avait voué une espèce de culte. Il s'étendit sur ses amis et nomma tous ceux qui lui avaient donné des marques d'intérêt pendant sa longue maladie; il parla surtout de sa femme, aux soins infatigables de laquelle il attribuait principalement sa guérison. La conviction qu'il avait d'être sauvé le porta quelques jours après à vouloir exprimer à l'Institut sa reconnaissance envers les médecins qui l'avaient soigné, et comme l'un des secrétaires perpétuels, forcé de répéter des paroles qu'on ne pouvait entendre, n'avait cité que M. Double, qui depuis longues années était lié de l'amitié la plus sincère avec M. Poisson, celui-ci éleva la voix pour nommer aussi M. Sédillot, habile chirurgien, qui n'avait cessé de seconder M. Double. Mais ce furent là ses dernières illusions. L'affaissement total des forces, la perte du sommeil et de l'appétit, des étouffemens continuels, des douleurs insupportables au cœur, vinrent l'avertir bientôt que tout était perdu. Après dix-huit mois de tourmens, on avait lieu de s'étonner qu'il pût résister encore si long-temps; le malade s'en irritait, il demandait à grands cris une fin prompte à tant de maux. Cependant il ne pouvait s'empêcher de regretter une vie où tout lui souriait, car, entouré de l'estime publique, il avait des amis dévoués, une famille florissante, et

cette famille surtout excitait ses regrets. Un jour, au plus fort de ses souffrances, un homme qui lui était très attaché, lui ayant présenté Mlle de Wailly, sa petite-fille, en lui disant : « Voici votre petite Marguerite que vous aimez tant, » M. Poisson embrassa cette enfant avec tendresse, et répondit en pleurant : « Si j'avais pu vivre j'aurais été heureux ! »

Convaincu désormais que rien ne pouvait l'arracher à la mort, et bien qu'en proie aux plus vives souffrances, il trouvait encore la force nécessaire pour corriger les épreuves de son dernier mémoire, et pour assister aux séances de l'Académie des Sciences, dont il était président, et d'où on ne pouvait l'arracher. C'étaient là les volontés d'un mourant, qui savait les imposer avec une énergie irrésistible. Enfin, on le transporta à Sceaux, dans l'espoir que l'air de la campagne pourrait peut-être le faire vivre quelques jours de plus; mais cet espoir ne devait pas se réaliser. Le matin du 25 avril dernier il demanda à se lever, et s'étant recouché presqu'immédiatement, il expira sans douleur au bout de quelques instans.

Ainsi s'éteignit à l'âge de cinquante-huit ans un des hommes qui ont le plus fait pour la gloire de notre pays. En apprenant cette perte cruelle, l'Académie des Sciences voulut donner un témoignage éclatant d'estime à l'un de ses membres les plus illustres, et s'abstint de tenir de séance ce jour-là. L'Université éprouva de profonds regrets, qui furent noblement exprimés sur la tombe de M. Poisson par le ministre de l'instruction publique. Jamais, depuis la mort de Cuvier, on n'avait vu une affliction si générale ni un convoi suivi par tant d'illustrations en tout genre. Mais le plus grand deuil était sans doute dans le cœur de nos géomètres, qui depuis la mort de M. Poisson doivent sentir le besoin de redoubler d'efforts pour conserver à la France l'héritage de gloire que Fermat et Descartes nous ont transmis, et qui, augmenté par deux siècles de succès, forme un des plus beaux fleurons de la couronne nationale.

Ce que je vous ai dit jusqu'ici sur la vie et les écrits de M. Poisson ne vous donnerait, monsieur, qu'une idée incomplète de cet homme célèbre, si je n'essayais d'apprécier l'ensemble de ses travaux et d'esquisser rapidement les principaux traits de son esprit et de son caractère. Les géomètres les plus éminens des temps modernes se distinguent entre eux par des qualités spéciales et souvent opposées. Tandis que Newton préparait longuement par de profondes méditations un livre qui devait révéler aux hommes le système du monde, son rival, Leibnitz, distrait par mille occupations, jetait à la hâte

dans des articles de journal, dans des lettres et jusque dans les moindres fragmens, les fondemens des plus belles découvertes. D'Alembert, qui s'est montré si méthodique dans d'autres travaux, rédigeait avec si peu d'ordre et de clarté ses recherches mathématiques, que les plus importans de ses ouvrages sont presque illisibles aujourd'hui. Euler, si fécond, si inventif, ne semblait voir dans les applications qu'un moyen d'employer l'analyse et de la faire avancer, tandis que Daniel Bernoulli ménageait les calculs et savait suppléer par les considérations les plus ingénieuses à l'impuissance de la géométrie. Lagrange, qu'on a surnommé le Racine des mathématiques, ne se contentait pas d'avoir fait une découverte ; il voulait donner à son analyse la forme la plus élégante, il s'efforçait de la généraliser et de l'exposer de la manière la plus simple (1). Laplace, qui a tant fait pour achever l'édifice dont Newton a posé les fondemens, ne voyait dans l'analyse qu'un moyen d'arriver à des résultats importans, et ne s'appliquait guère à aplanir la route qui devait le conduire au but. Fourier, auquel on doit tant de vérités nouvelles, avait peut-être plus d'invention dans l'esprit que de critique et de rigueur dans les démonstrations. Quant à M. Poisson, si vous me demandiez, monsieur, quel était le caractère de son esprit, je vous dirais qu'à mon avis cet illustre géomètre, doué d'une sagacité et d'une pénétration incomparables, était né surtout pour perfectionner ce qu'avaient fait ses devanciers et pour surmonter les difficultés qui les avaient arrêtés. Sans rappeler sa mémorable découverte sur la stabilité du système planétaire, cette disposition de son esprit se remarque dans ses recherches sur le mouvement des surfaces élastiques, qu'il avait entreprises à l'occasion des travaux analogues de M^lle^ Germain, et dans sa *Nouvelle Théorie de l'action capillaire*, où, en introduisant la considération de la variation de densité que le liquide éprouve à la surface, il a complété d'une manière si heureuse les recherches de Laplace; elle se retrouve surtout dans sa *Théorie de la Chaleur*, ouvrage destiné à établir sur les véritables principes de la constitution moléculaire des corps cette nouvelle branche de la physique mathématique,

(1) Malgré son génie, ce n'est que par le travail le plus opiniâtre que Lagrange parvenait à ces formules symétriques, à cette rédaction simple et élégante que l'on admire tant. La collection de ses manuscrits existe à l'Institut, et l'on y trouve la preuve qu'après avoir résolu une question et rédigé sa solution, cet illustre géomètre ne cessait de corriger et de copier son écrit jusqu'à ce qu'il fût arrivé à l'expression la plus simple et la plus claire de sa pensée. Il y a tel mémoire dont il a fait six copies successives en les corrigeant toujours.

et à éclaircir ou à démontrer rigoureusement ce que les travaux de Fourier pouvaient présenter encore d'obscur et d'incertain. Personne assurément n'osera dire que M. Poisson manquât d'invention ; mais il aimait principalement les questions déjà traitées par d'autres et qu'ils n'avaient pu résoudre, ou dans lesquelles il restait encore quelque chose à faire. Il savait même se servir avec un art infini des considérations déjà employées et en déduire de nouveaux et importans résultats. Perfectionner ainsi, c'est inventer, et l'on sait que rien n'est plus difficile dans les sciences que de tirer d'une idée des conséquences que n'avait pas prévues le premier inventeur. Ce même esprit de critique, qui lui permettait de saisir les défauts des autres et de les corriger, le portait à se critiquer sévèrement lui-même et à ne produire que des ouvrages irréprochables. On ne trouvera jamais un homme qui sache mieux que M. Poisson appliquer l'analyse à la recherche des forces qui agissent sur les corps naturels. Entre ses mains, la mécanique moléculaire était devenue une science nouvelle, et je crois que c'est surtout pour la mécanique céleste et la physique mathématique (1) que la perte de M. Poisson est regrettable. Il avait pour les travaux de ce genre une prédilection marquée, que quelques personnes ont pu même croire excessive, car il semble qu'on doive laisser aux géomètres le champ libre et leur demander des découvertes et des vérités nouvelles dans une branche quelconque des mathématiques sans exiger immédiatement des applications. Cependant, malgré ses préférences, il ne cessa jamais de suivre les progrès de l'analyse pure, et l'on put s'en convaincre lorsqu'il présenta à l'Institut ce beau rapport, que tous les géomètres connaissent, sur les travaux de M. Jacobi, relatifs aux transcendantes elliptiques. Un petit portefeuille où il inscrivait les questions qu'il voulait étudier, et dont plusieurs ont été déjà résolues par lui, prouve encore mieux que rien ne lui échappait, et qu'il avait le projet de traiter de nouveau toutes les parties de l'analyse et de la physique mathématique. Il serait bien intéressant de connaître les problèmes que les hommes supérieurs dans une branche quelconque des connaissances humaines croient susceptibles de solution. Cette espèce de testament scientifique aurait de grands avantages,

(1) Quelques savans un peu trop impatiens murmurent contre la physique mathématique, parce que, disent-ils, elle n'a pas encore produit de grands résultats; mais on peut leur répondre que la théorie de l'attraction universelle, qui forme du reste aussi un chapitre de la physique mathématique, ayant exigé plus d'un siècle et demi de travaux et les efforts des plus grands géomètres pour arriver au point où elle est aujourd'hui, il ne faut pas s'étonner si d'autres théories, qui viennent à peine de naître, n'ont pas fait d'aussi grands progrès.

et les petites notes de M. Poisson sont dignes de toute l'attention des savans (1).

Au reste M. Poisson n'était pas seulement un géomètre du premier ordre; c'était en tout un homme supérieur, et ceux qui l'ont approché savent qu'il avait des opinions arrêtées et fort remarquables sur toute chose. Ce n'est pas un des moindres caractères de cette supériorité que d'avoir pu, sans aucune instruction littéraire, et ayant appris fort tard à peine assez de latin pour deviner les mémoires d'Euler, se distinguer même comme écrivain, car il avait un style sévère, mesuré et éminemment clair, sans ornemens inutiles, mais aussi sans sécheresse. Il excellait surtout dans les analyses et dans ces introductions destinées à traduire en langage ordinaire les résultats généraux de ses recherches, et il a mérité à cet égard plusieurs fois les éloges de M. Villemain, excellent juge, qui a toujours apprécié les qualités du style scientifique de M. Poisson.

Les opinions philosophiques de M. Poisson étaient celles du XVIII^e^ siècle. Cela doit vous expliquer, monsieur, pourquoi, dans les sciences, il s'attacha plutôt aux résultats qu'aux méthodes, et pourquoi il préféra toujours l'analyse à la synthèse. Cependant, avec l'âge, et comme d'autres géomètres, il commença à se préoccuper de certaines difficultés métaphysiques qui ont arrêté les esprits les plus subtils. C'est ainsi, par exemple, qu'il fut amené à vouloir démontrer

(1) M. Poisson ne voulait jamais s'occuper de deux choses à la fois, et lorsque, dans ses travaux, il lui venait à l'esprit un projet de recherche qui ne se rattachât pas immédiatement à ce qu'il faisait alors, il se contentait d'écrire quelques mots dans son petit portefeuille. Les personnes auxquelles il communiquait ses idées scientifiques savent que, dès qu'il avait terminé un mémoire, il passait sans interruption à un autre sujet, et qu'habituellement il choisissait dans son portefeuille les questions dont il devait s'occuper. Prévoir ainsi d'avance les problèmes qui offrent des chances de succès, et savoir attendre, avant de s'y appliquer, pour ne pas entraver la marche de ses autres travaux, c'est faire preuve d'un esprit pénétrant et méthodique à la fois. Dans son portefeuille, il a inscrit deux différentes classes de questions, qu'il a appelées du premier ordre et du second ordre. Plusieurs, la variation des grands axes par exemple, et l'action capillaire, qui s'y trouvent indiquées, ont déjà été traitées par lui. Pour d'autres, après s'en être occupé, il a marqué l'impossibilité d'en tirer des résultats importans. Enfin, il en reste encore un grand nombre qui mériteraient de fixer l'attention des géomètres, comme ayant été par M. Poisson jugées susceptibles d'être résolues. Voici quelques-unes de ces questions.

« Équations algébriques et numériques... rien à espérer. »—« Intégrales définies... rien à espérer... »—« Revoir la théorie des nombres. »—« Problèmes de géométrie dépendans des différences mêlées... feuilleter tous les mémoires d'Euler. »—« Électricité dans le cas de trois corps. » Etc., etc.

le principe de la proportionnalité des forces aux vitesses, principe que Laplace lui-même avait cru impossible de prouver par le raisonnement. La démonstration de M. Poisson laisse encore quelques doutes dans l'esprit, car il semble qu'en l'adoptant on pourrait l'étendre généralement à tous les rapports qui existent entre les causes et les effets. Dans sa conduite, il avait adopté une philosophie pratique fort douce qui consistait surtout à voir le beau côté des choses et à espérer dans l'avenir. Il était spirituel et gai dans la conversation ; mais il n'aimait pas les succès bruyans, et, pour se montrer tel qu'il était, il avait besoin, comme tous ceux qui, après avoir été beaucoup dans le monde, en ont reconnu le vide, de se trouver avec un petit nombre d'amis. Ceux qui l'ont entendu professer n'ont pas oublié le talent avec lequel il exposait les principes les plus élevés de la science. A l'Académie néanmoins, il ne savait pas maîtriser l'émotion que lui causait cet imposant auditoire, et l'on était frappé de l'hésitation qu'il montrait alors et qui était encore augmentée par une petite toux convulsive qui le prenait toujours. Nulle part cependant il ne pouvait trouver un auditoire plus bienveillant ni plus favorablement disposé, car son influence à l'Institut était très grande, et d'autant plus qu'il évitait avec soin de l'exercer : cette influence tenait à son talent non moins qu'à la modération de son caractère, qui était, à mes yeux, celui du véritable savant. Sa seule passion a été la science; il a vécu et il est mort pour elle. Travaillant sans cesse à agrandir le cercle des connaissances humaines, il n'ambitionnait que les suffrages des juges compétens, sans jamais briguer les applaudissemens de la foule ni cette popularité que dans les hautes sciences on ne peut recueillir qu'en s'abaissant. Et pourtant il n'y avait pas un coin du globe où sa renommée n'eût pénétré, et toutes les Académies du monde tenaient à honneur d'inscrire son nom sur leurs registres. Bien qu'il dût connaître sa force, M. Poisson avait une véritable modestie qui se manifestait dans sa conversation comme dans ses écrits (1), et personne n'a jamais entendu sortir de sa bouche un mot qui pût faire soupçonner en lui le sentiment de sa supériorité.

Bien que M. Poisson ait été élevé à la pairie sous le gouvernement actuel, il n'a jamais été un homme politique. Partisan d'une sage liberté, et convaincu qu'il en aurait toujours assez pour lui-même,

(1) Ce n'est pas seulement dans ses ouvrages imprimés que M. Poisson savait être modeste, il apportait cette réserve jusque dans les écrits qu'il ne se proposait pas de publier. Il avait rédigé pour son usage particulier deux notices fort détaillées et très importantes, l'une *sur les travaux et les découvertes de Laplace*, l'autre *sur les manuscrits de Lagrange*, qui contiennent des analyses, et des jugemens très

ce qu'il demandait surtout au gouvernement, c'étaient les conditions nécessaires de stabilité. La guerre et le despotisme militaire l'avaient éloigné de Napoléon dans les dernières années de l'empire. Il crut à la durée de la restauration, mais ne sacrifia aucune de ses convictions au gouvernement des Bourbons. M. de Frayssinous et M. de Villèle faisaient grand cas de la justesse de son esprit, et le consultaient. Ils songèrent même à le faire nommer député à Pithiviers; mais, chose assez bizarre, il échoua, parce que les libéraux qui lui étaient opposés rappelèrent habilement aux légitimistes que M. Poisson était né roturier, et que son père avait été juge de paix sous la Convention. Après la révolution de juillet, il craignit long-temps une conflagration générale; mais dès qu'il put croire que la nouvelle dynastie s'affermissait, il s'y rattacha sincèrement. Il n'a guère eu le temps de prendre part aux délibérations de la chambre des pairs, où, sans aucun doute, sa haute raison et ses connaissances l'auraient fait distinguer. Lorsqu'il apprit sa nomination, il se borna à dire aux personnes qui l'entouraient : « Cela fera bien plaisir à ma femme. » Pour lui, ce qui le touchait surtout, c'était d'être admis dans un corps auquel Laplace avait appartenu, car rien n'égalait sa vénération pour la mémoire de ce grand géomètre, et rien ne le flattait autant que les rapprochemens qu'on établissait entre lui et l'auteur de la *Mécanique céleste*.

Simple par goût et modéré par caractère, il savait cependant allier à ces qualités une grande ténacité dans les idées. Il n'aimait pas à se décider, et lorsqu'on lui parlait d'une affaire quelconque, on pouvait

remarquables sur les écrits de ces illustres géomètres. On a vu précédemment combien tous deux avaient été frappés de la découverte de M. Poisson sur l'invariabilité des grands axes, et en quels termes ils s'étaient exprimés à ce sujet. Dans le dixième paragraphe de sa Notice sur les travaux de Laplace, M. Poisson fait allusion à sa découverte, et il se borne à dire à cet égard :

« Les expressions différentielles des six élémens elliptiques, au moyen des différences partielles de la fonction perturbatrice, prises par rapport à ces élémens et multipliées par des fonctions de ces mêmes élémens, qui ne contiennent pas le temps explicitement, sont des formules très importantes que Laplace regardait comme le plus grand pas qu'on eût fait depuis long-temps dans la théorie des perturbations, et que Lagrange et lui ont présentées au Bureau des longitudes dans une même séance. Elles forment le supplément au troisième volume de la *Mécanique céleste*. L'invariabilité des grands axes et des moyens mouvemens, en ayant égard aux carrés des masses, *qui venait d'être démontrée,* s'en déduit immédiatement, et c'est à l'occasion de ce théorème que ces formules ont été trouvées par nos deux grands géomètres. »

C'est là, il faut l'avouer, une rare modestie : le nom de l'inventeur ne s'y trouve même pas.

être sûr qu'il commencerait par en faire ressortir les difficultés; mais une fois que son opinion était formée, il ne changeait jamais. S'il s'agissait d'une chose pour laquelle le concours d'autres personnes fût nécessaire, on pouvait prévoir que, malgré les plus vives oppositions, il finirait par réussir, sans emportement ni colère, mais par sa haute raison et sa fermeté. Cependant, pour lui-même, il évitait les entreprises qui lui auraient coûté trop de temps, et qui pouvaient le détourner de ses travaux, et ce n'est qu'en faveur de ses amis qu'il consentait à s'en charger; car quoique M. Poisson ne fût pas de ces gens qui accablent tout le monde de témoignages et de protestations d'amitié, il était véritablement et sincèrement attaché au petit nombre d'amis qu'il avait choisi, et qu'il avait le mérite rare d'aimer chaque jour davantage. Sa constance dans l'affection lui rendait les brouilleries insupportables, et on l'a toujours vu faire les premières avances pour effacer jusqu'aux moindres traces des dissentimens qui avaient pu surgir entre lui et ses amis. Chez toute autre personne, cela aurait pu passer pour de la faiblesse; mais dans la position où se trouvait M. Poisson, c'était de la bonté qui quelquefois se manifestait d'une façon pleine de noblesse. Une anecdote que je sais, monsieur, d'une manière certaine, suffira pour vous prouver que sans se soucier d'en faire parade, cet illustre géomètre ne le cédait à personne en fait de sentimens élevés.

En 1833, un étranger que les révolutions de son pays avaient contraint à demander à la France une hospitalité qu'elle sait exercer avec tant de générosité, eut l'honneur d'être admis à l'Institut. Son élection, à laquelle contribuèrent plusieurs savans célèbres, fut surtout décidée par M. Poisson, qui, malgré la divergence des opinions politiques, soutint presque seul, et avec une énergie remarquable, la lutte et la discussion en faveur du candidat étranger. Quelques mois après, le nouvel académicien fit paraître un écrit où l'on parlait des fatales lenteurs qui avaient d'abord retardé l'examen d'un mémoire adressé à l'Institut par un jeune savant d'un rare mérite, et auquel cependant l'Académie avait plus tard rendu pleine justice. Cet écrit, qui n'avait rien de personnel contre M. Poisson, l'offensa, et un soir il en témoigna son mécontentement à l'auteur, qui soutint son opinion avec mesure, mais avec fermeté. M. Poisson, contre son habitude, s'irritant de plus en plus, finit par dire : « Vous devriez savoir mieux que personne, monsieur, que l'on sait accueillir les étrangers en France. » — Profondément blessé par ces paroles, l'interlocuteur se retira sans répondre, et comme il n'a pas beaucoup de souplesse dans le caractère, ne pouvant supporter l'idée qu'un homme qui

avait contribué à son élection à l'Institut le lui reprochât et voulût le dominer, il forma immédiatement le projet de donner sa démission à l'Académie, pour ne pas rester dans une position dépendante au milieu de cette illustre assemblée. Toutefois, il n'eut pas le temps d'exécuter ce dessein, car deux jours après il vit arriver chez lui M. Poisson, qui n'allait jamais chez personne, et qui l'aborda en lui disant : « J'ai eu bien tort avant-hier, et j'espère que vous oublierez ma vivacité. » — Vous concevez, monsieur, qu'une telle démarche de la part de M. Poisson auprès d'un jeune homme devait pénétrer de respect et de reconnaissance celui qui en était l'objet. Aussi n'a-t-il jamais cessé d'honorer et de chérir comme un père M. Poisson, qui, de son côté, lui a témoigné jusqu'à ses derniers momens la plus sincère, la plus tendre amitié.

Un homme comme M. Poisson, qui se montrait peu et qui n'avait qu'un petit nombre d'amis, était exposé à être jugé défavorablement par ceux qui ne le connaissaient pas, et que blessait sa supériorité. Les accusations les plus banales n'ont pas manqué contre lui. On a crié au cumul, et quelques personnes s'indignaient même de la fortune qu'il se préparait à laisser à ses enfans. Je vous ai déjà dit, monsieur, ce que je pensais de ces clameurs contre les traitemens qu'ont touchés les Cuvier et les Poisson, de ces clameurs qui, dans la société comme elle est organisée actuellement, ne pourraient avoir d'autre résultat que d'éloigner des fonctions publiques les hommes les plus éminens; mais enfin, puisque l'accusation a été formulée, il est bon de faire remarquer que M. Poisson n'a jamais rien demandé. D'abord ce fut Laplace qui s'occupa de pourvoir à son avancement; ensuite, lorsqu'après la chute de l'empire la restauration voulut s'entourer de tous les hommes qui avaient cru à ses promesses de paix et de liberté, M. Poisson dut nécessairement fixer l'attention du nouveau gouvernement. Néanmoins, malgré les tendances de cette époque, non-seulement il ne sacrifia jamais aucune de ses opinions philosophiques, mais il ne voulut même pas essayer de les voiler; et pourtant sa réputation était telle, qu'il fut nommé membre du conseil de l'instruction publique sans en être prévenu (1), et qu'il reçut le titre de baron sans le désirer et sans vouloir jamais faire les dé-

(1) Voici la lettre par laquelle cet illustre géomètre apprit qu'il venait d'être nommé à ces hautes fonctions :

« M. Cuvier a le plaisir d'annoncer à son cher collègue M. Poisson, que le roi vient de le nommer membre de la commission de l'instruction publique; cette nouvelle surprendra peut-être le savant qui en est l'objet, mais on peut être sûr qu'elle plaira à tous les amis des sciences et de la véritable instruction. G. CUVIER.

« Au Jardin du Roi. — Le 22 juillet 1820. »

marches nécessaires pour rendre régulière sa nomination. Il est vrai, comme on l'a dit, que M. Poisson, qui aimait tendrement ses enfans, leur a laissé une fortune considérable, fruit de ses économies; mais on doit ajouter que jamais le soin de sa fortune ne put le distraire un instant de ses travaux, et que, menacé tout à coup d'une ruine totale, il montra une force d'ame dont peu de personnes seraient capables. C'était en 1821 : depuis long-temps M. Poisson avait pris l'habitude de remettre toutes ses épargnes à une personne qui devait acheter des rentes et placer successivement les intérêts. Sa confiance était telle qu'il n'avait aucun reçu et ne demandait jamais à voir aucun papier. Le dépôt s'était accru ainsi jusqu'à la somme de 300,000 francs. Un jour, on vient lui annoncer que son ami l'a trahi, qu'il n'a rien acheté et que tout est perdu. M. Poisson, qui était déjà père de plusieurs enfans, fut très sensible à ce coup, mais il sut maîtriser son émotion. Il n'en fit confidence qu'à son ami M. Thénard, et alla passer quelque temps à la campagne, où il composa un de ses plus beaux mémoires. Ne trouvez-vous pas, monsieur, qu'un tel homme devait avoir une grande force de caractère, et que, s'il était intéressé, il l'était d'une singulière façon? Au reste, pour achever l'histoire, je vous dirai que, grace à la loyauté du fils de ce dépositaire infidèle, M. Poisson finit par recouvrer les 300,000 francs : il fallut attendre plusieurs années, et, durant cette longue épreuve, le géomètre, qui sut toujours se taire, ne cessa pas un seul instant de produire de nouveaux travaux et de remplir tranquillement les fonctions dont il était investi.

Je m'arrête ici, monsieur, car je n'ai pas la prétention d'écrire un éloge, et je ne veux que vous transmettre mes impressions et mes souvenirs. Dans tous les temps, la mort de M. Poisson aurait laissé des regrets infinis; de nos jours, sa vie mérite de servir d'exemple et d'enseignement : car, possédant tout ce qu'il fallait pour briller aux yeux de la foule, il sut renoncer à ces faciles succès qui ont perdu tant de monde, pour se livrer exclusivement aux progrès de la science. Mais si de son vivant il a pu renoncer à quelques applaudissemens, la postérité, qui met chaque chose à sa place, le récompensera de ce léger sacrifice en entourant sa mémoire de vénération et de respect; et la jeunesse appelée à combler les grands vides qui se forment sans cesse au milieu de nous, sentira qu'il n'y a pas d'hommes plus regrettables ni plus dignes d'être imités que ceux qui savent également graver leur nom dans l'histoire et dans le cœur de leurs amis.

****

# MADAME

# DE LONGUEVILLE.

Les noms de Mme de La Fayette et de M. de La Rochefoucauld, auxquels on s'est précédemment arrêté (1), semblent en appeler un autre, lié naturellement au leur par toutes sortes de relations attrayantes, de convenances et de réverbérations plus ou moins mystérieuses : Mme de Longueville, dans sa délicate puissance, est encore à peindre. Sa vie, qui s'est partagée en deux moitiés contraires, l'une d'ambition et de galanterie, l'autre de dévotion et de pénitence, n'a trouvé le plus souvent que des témoins trop préoccupés d'un seul aspect. Mme de Sévigné seule, dans une lettre célèbre, a éclairé l'ensemble du portrait au plus pathétique moment. Pour nous, à qui une rencontre inévitable l'a offerte, pour ainsi dire, au milieu et au cœur d'un sujet que nous traitions, il nous a été donné de la suivre, et nous avons eu comme l'honneur de la fréquenter en des heures de retraite et à travers ses dispositions les plus cachées. Elle nous apparaissait la plus illustre pénitente et protectrice de Port-Royal durant des années; c'est d'elle et de sa présence en ce monastère que dépendit uniquement, vers la fin, l'observation de la *paix de l'église;* c'est sa mort qui la rompit. Sans prétendre retracer une vie si diverse et si fuyante, il y a eu devoir et plaisir pour nous à bien saisir du moins cette physio-

(1) Voir particulièrement l'article sur La Rochefoucauld, nº du 15 janvier 1840.

nomie à laquelle s'attache un enchantement immortel, et qui, même sous ses voiles redoublés, nous venait sourire du fond de notre cadre austère. Nous l'en détachons pour la donner ici.

Mlle Anne-Geneviève de Bourbon, fille d'une mère bien belle (1), et dont la beauté, si fort convoitée par Henri IV, avait failli susciter aussi bien des guerres, parut très jeune à la cour, et y apporta, près de Mme la Princesse, encore hautement brillante, « les premiers charmes de cet angélique visage qui depuis a eu tant d'éclat, et dont l'éclat a été suivi de tant d'évènemens fâcheux et de souffrances salutaires (2). »

Ses plus tendres pensées pourtant furent à la dévotion; sa fin ne fit que réaliser et ressaisir les rêves mystiques de son enfance. Elle accompagnait souvent Mme la Princesse aux Carmélites du faubourg Saint-Jacques; elle y passait de longues heures, qui se peignirent d'un cercle idéal en son imagination d'azur, et qui se retrouvèrent tout au vif dans la suite après que le tourbillon fut dissipé. Elle avait treize ans (1632) quand son oncle Montmorency fut immolé à Toulouse aux vengeances et à la politique du cardinal; cette jeune nièce, frappée dans sa fierté comme dans sa tendresse d'un coup si sensible, eût volontiers imité l'auguste veuve, et voué dès-lors son deuil à la perpétuité monastique. Cependant sa mère commençait à craindre trop de penchant en elle vers les bonnes carmélites; elle croyait trouver que ce blond et angélique visage ne s'apprêtait pas à sourire assez au monde brillant qui l'allait juger sur les premiers pas. A quoi Mlle de Bourbon répondait avec une flatterie instinctive qui démentait déjà les craintes : « Vous avez, madame, des graces si touchantes que comme je ne vais qu'avec vous et ne parais qu'après vous, on ne m'en trouve point (3). » Le tour de l'esprit de Mme de Longueville perce d'abord dans ce mot-là.

On raconte que, lorsqu'il s'agit du premier bal où Mlle de Bourbon dut aller pour obéir à sa mère, ce fut chez les carmélites un grand conseil; il fut décidé, pour tout concilier, qu'avant d'affronter le péril, elle s'armerait en secret, sous sa parure, d'une petite cuirasse appelée cilice. Cela fait, on crut avoir pourvu à tout, et Mlle de Bourbon ne s'occupa plus qu'à être belle. A peine entrée au bal, ce fut autour d'elle un murmure universel d'admiration et de louanges;

(1) Charlotte de Montmorency, princesse de Condé.

(2) Expressions de Mme de Motteville.

(3) J'emprunte beaucoup pour ces commencemens à *la véritable Vie* de la duchesse de Longueville, par Villefore (1739).

son sourire, dont sa mère avait un instant douté, y répondit et ne cessa plus. Délicieux ravage! le cilice à l'instant s'émoussa, et, à partir de ce jour, les bonnes carmélites eurent tort.

Elle y pensa pourtant encore par intervalles; dans ses plus grandes dissipations, elle entretenait de ce côté quelque commerce de lettres; elle leur écrivait à chaque assaut, à chaque douleur; elle leur revint à la fin, et se partagea entre elles et Port-Royal. Elle était chez ces mêmes carmélites du faubourg Saint-Jacques, lorsqu'elle mourut; elle y était lorsque M^me de La Vallière y entra, et, parmi les assistans touchés, on put la remarquer pour l'abondance de ses larmes. La vie de M^me de Longueville a de ces symétries harmonieuses, de ces accords et de ces retours qui la font aisément poétique, et auxquels l'imagination, malgré tout, se laisse ravir. C'est ainsi (j'ai omis de le dire) qu'elle était née au château de Vincennes, durant la prison du prince de Condé son père (1619), à ce Vincennes où son frère le grand Condé, captif, cultivera des œillets un jour, à ce Vincennes de saint Louis, destiné à porter au front, dans l'avenir, l'éclaboussure du sang du dernier Condé.

Elle fréquenta beaucoup, avec le duc d'Enghien, l'hôtel de Rambouillet, alors dans sa primeur, et l'on a des lettres à elle de M. Godeau, évêque de Grasse, qui sont toutes pleines de myrtes et de roses. Ce genre d'influence fut sérieux sur elle, et sa pensée, même repentante, s'en ressentira toujours. A cette époque et avant que la politique s'en mêlât, elle et son frère, et cette jeune cabale, déjà décidée à l'être, ne songeait encore, est-il dit (1), qu'à faire briller leur esprit dans des conversations galantes et enjouées, qu'à commenter et raffiner à perte de vue sur les délicatesses du cœur. Il n'y avait pour eux d'honnêtes gens qu'à ce prix-là. Tout ce qui avait un air de conversation solide leur semblait grossier, vulgaire. C'était une résolution et une gageure d'être *distingué*, comme on aurait dit soixante ans plus tard, d'être *supérieur*, comme on dirait aujourd'hui : on disait alors *précieux*.

M^lle de Bourbon avait vingt-trois ans (1642), lorsqu'on la maria au duc de Longueville, âgé de quarante-sept ans, déjà veuf d'une princesse de plus de vertu que d'esprit, que j'ai montrée ailleurs (2) très liée avec les mères de Port-Royal durant l'époque dite de *l'Institut du Saint-Sacrement* et dans la période de M. Zamet; il en avait une

(1) Mémoires de M^me de Nemours.

(2) *Port-Royal*, tom. I, pag. 341.

fille, déjà âgée de dix-sept ans, qui, avant d'être duchesse de Nemours, resta long-temps auprès de sa jeune belle-mère, nota tous ses écarts, et finalement, en ses *Mémoires*, ne lui fit grace d'aucun.

Le duc de Longueville pouvait passer pour le plus grand seigneur de France, mais il ne venait qu'après les princes du sang; c'était un peu descendre pour M^lle de Bourbon. Son père, M. le Prince, l'avait forcée à ce mariage; elle fit bonne contenance. Dès les premiers temps, un grand éclat vint irriter à la fois et flatter sa passion glorieuse, et donner jour aux vanités de son cœur.

M. de Longueville, outre la disproportion de son âge, avait le tort de paraître aimer M^me de Montbazon; les deux rivales n'eurent pas de peine à se haïr. Un jour qu'il y avait cercle chez M^me de Montbazon, quelqu'un ramassa une lettre perdue, sans adresse ni signature, mais qui semblait d'une main de femme écrivant tendrement à quelqu'un qu'on ne haïssait pas. On lut et relut la lettre, on chercha à deviner, on décida bientôt qu'elle devait être de la duchesse de Longueville, et qu'elle était tombée à coup sûr de la poche du comte de Coligny, qui venait de sortir. Il paraît bien réellement qu'à dessein ou non, on se trompait. Cette atteinte était la première qu'on eût encore portée à la vertu de la jeune duchesse. On redit le malin propos sans trop y croire. Au premier bruit qui en vint aux oreilles de l'offensée, celle-ci, qui savait que l'histoire était fausse, mais qui se réservait tout bas peut-être de la rendre vraie, crut qu'il était mieux de se taire. M^me la Princesse sa mère ne le souffrit pas, et prit la chose du ton d'une personne toute fière d'être entrée dans la maison de Bourbon; elle exigea des réparations solennelles. Sa plainte devint une affaire d'état. On était alors dans la première année de la régence; Mazarin essayait son pouvoir, et ce fut pour lui la première occasion de démêler les intrigues de cour, de mettre de côté les amis de M^me de Montbazon, Beaufort et les *importans:* M^me de Motteville déduit tout cela en perfection.

La rédaction des paroles d'excuse fut débattue et arrêtée dans le petit cabinet du Louvre, en présence de la reine; on les écrivit sur les tablettes même du cardinal, qui faisait son jeu sous cette comédie. Puis on les copia sur un petit papier que M^me de Montbazon attacha à son éventail. Elle se rendit à heure fixe chez M^me la Princesse, et lut le papier, mais d'un ton fier et qui semblait dire : *Je m'en moque.* A peu de temps de là, Coligny, par suite de cette prétendue lettre, *appelait* le duc de Guise, qui tenait pour M^me de Montbazon; ils se battirent sur la Place-Royale. Coligny reçut une blessure, dont il

mourut, et on assura que M^me^ de Longueville était cachée derrière une fenêtre, à voir le combat. Au moins, tout ce bruit pour elle l'avait charmée : c'était l'hôtel de Rambouillet en action. Coligny y allait trouver son compte, s'il avait vécu.

Est-ce avant ou après cette aventure que M^me^ de Longueville fut atteinte de la petite vérole? Ce fut probablement un peu avant; elle l'eut l'année même de son mariage, et sa beauté s'en tira sans trop d'échec; l'éclipse fut des plus passagères. « Pour ce qui regarde M^me^ de Longueville, dit Retz, la petite-vérole lui avoit ôté la première fleur de sa beauté; mais elle lui en avoit laissé presque tout l'éclat, et cet éclat, joint à sa qualité, à son esprit, et à sa langueur qui avoit en elle un charme particulier, la rendoit une des plus aimables personnes de France. » M. de Grasse se croyait plus fidèle à son caractère d'évêque en lui écrivant, dès qu'elle fut rétablie : « Je loue Dieu de ce qu'il a conservé votre vie.... Pour votre visage, un autre que moi se réjouira avec plus de bienséance qu'il n'est pas gâté. *Mademoiselle Paulet me le manda.* J'ai si bonne opinion de votre sagesse, que je crois que vous eussiez été bien aisément consolée si votre mal y eût laissé des marques. Elles sont souvent des caractères qu'y grave la divine miséricorde, pour faire lire aux personnes qui ont trop aimé leur teint que c'est une fleur sujette à se flétrir devant que d'être épanouie, et qui, par conséquent, ne mérite pas qu'on la mette au rang des choses que l'on peut aimer. » Le courtois évêque ne s'étend si complaisamment sur ces traces miséricordieuses au visage, que parce qu'il est sûr par M^lle^ Paulet qu'il n'y en a point.

M^me^ de Motteville va plus loin; elle nous décrit, même après cet accident, cette beauté qui consistait plus dans certaines nuances incomparables du teint que dans la perfection des traits, ces yeux moins grands que doux et brillans, d'un bleu admirable, *pareil à celui des turquoises;* et les cheveux blonds argentés, qui accompagnaient à profusion ces merveilles, semblaient d'un ange. Avec cela une taille accomplie, ce je ne sais quoi qui s'appelait bon air, air galant, dans toute la personne, et de tout point une façon suprême. Personne, en l'approchant, n'échappait au désir de lui plaire; son agrément irrésistible s'étendait jusque sur les femmes (1).

Le duc de Longueville, tout descendant de Dunois qu'il était, avait en lui peu de chevaleresque; c'était un grand seigneur magnifique et

(1) Après ces témoignages d'une personne aussi véridique que M^me^ de Motteville, et d'un connaisseur désintéressé ici comme Retz, je n'ai garde d'aller demander à cette méchante langue et à ce fou de Brienne quelques détails moins enchanteurs

pacifique, sans humeur, assez habile dans les négociations autant qu'un indécis peut l'être. On l'envoya pour suivre celles de Munster; Mme de Longueville ne l'y alla rejoindre qu'au bout de deux ans (1646), et lorsque déjà le prince de Marsillac avait fait sur elle une impression qu'il avait également reçue.

Le monde diplomatique et les honneurs dont elle fut l'objet la laissèrent nonchalante et assez rêveuse; elle en pensait volontiers ce qu'elle dit un jour en bâillant de *la Pucelle* de Chapelain, qu'on lui voulait faire admirer : *Oui, c'est bien beau, mais c'est bien ennuyeux.* — « Ne vaut-il pas mieux, madame, lui écrivait durant ce temps le soigneux M. de Grasse, que vous reveniez à l'hôtel de Longueville, où vous êtes encore plus plénipotentiaire qu'à Munster? Chacun vous y souhaite cet hiver. Monseigneur votre frère est revenu chargé de palmes; revenez couverte des myrtes de la paix : car il me semble que ce n'est pas assez pour vous que des branches d'olivier. » Elle reparut en effet à Paris en mai 1647. Cette année d'absence avait encore renchéri son prix; le retour mit le comble à son succès. Tous les désirs la cherchèrent. Sa ruelle, est-il dit, devint le théâtre des beaux discours, du fameux duel des deux sonnets, et aussi de préludes plus graves. Pour parler le langage de M. Godeau, les myrtes commençaient à cacher des glaives.

Son frère le victorieux, jusque-là si uni à ses sentimens, peu à peu s'en sépare; elle s'en irrite. Son autre frère, le prince de Conti, s'enchaîne de plus en plus à elle. Marsillac saisit décidément le gouvernail de son cœur.

Suivre la vie de Mme de Longueville à cette époque, dans les rivalités commençantes, dans les intrigues et bientôt les guerres de la Fronde, ce serait se condamner (chose agréable d'ailleurs) à émietter les mémoires du temps; ce serait surtout vouloir enregistrer tous les caprices d'une ame ambitieuse et tendre, où l'esprit et le cœur sont dupes sans cesse l'un de l'autre; ce serait prétendre suivre pas à pas l'écume légère, la risée des flots :

In vento et rapidâ scribere oportet aquâ (1).

Attachons-nous au caractère. La Rochefoucauld, qui eut plus que

sur une telle beauté, détails suspects et qui ne se rapporteraient d'ailleurs qu'à l'époque déclinante. Ce qui est certain de Mme de Longueville, c'est que, sans posséder peut-être de certains attraits complets, elle sut avoir toute la grace.

(1) Quatre livres de mémoires bien lus suffisent, Retz et La Rochefoucauld, Mmes de Motteville et de Nemours.

personne qualité pour la juger, nous a dit déjà, et je répète ici ce passage trop essentiel au portrait de Mme de Longueville pour ne pas être rappelé : « Cette princesse avoit tous les avantages de l'esprit et de la beauté en si haut point et avec tant d'agrément, qu'il sembloit que la nature avoit pris plaisir de former en sa personne un ouvrage parfait et achevé; mais ces belles qualités étoient moins brillantes à cause d'une tache qui ne s'est jamais vue en une personne de ce mérite, qui est que, bien loin de donner la loi à ceux qui avoient une particulière adoration pour elle, elle se transformoit si fort dans leurs sentimens, qu'elle ne reconnaissoit plus les siens propres. »

La Rochefoucauld ne put d'abord se plaindre de ce défaut, puisqu'il lui dut de la conduire. Ce fut l'amour qui chez elle éveilla l'ambition, mais il l'éveilla si vite, pour ainsi dire, qu'il ne s'en distingua jamais.

Contradiction singulière ! plus on considère la politique de Mme de Longueville, et plus elle se confond avec son caprice amoureux; mais si l'on serre de près cet amour lui-même (et plus tard elle nous l'avouera), il semble que ce n'est plus que de l'ambition travestie, un désir de briller encore.

Son caractère manquait donc tout-à-fait de consistance, de volonté propre. Et son esprit, notons-le bien, si brillant et si fin qu'il fût, n'avait rien qui s'opposât trop directement à ce manque de caractère. On peut voir juste et n'avoir pas la force de faire juste. On peut avoir de la raison dans l'esprit et pas dans la conduite, le caractère entre les deux faisant faute. Mais ici le cas diffère : l'esprit de Mme de Longueville n'est pas, avant tout, raisonnable; il est fin, prompt, subtil, ingénieux, tout en replis; il suit volontiers son caractère, qui lui-même fuit; il brille volontiers dans les entrecroisemens et les détours, avant de se consumer finalement dans les scrupules. Il y a beaucoup de l'hôtel Rambouillet dans cet esprit-là.

« L'esprit de la plupart des femmes sert plus à fortifier leur folie que leur raison. » C'est encore l'auteur des *Maximes* qui dit cela, et Mme de Longueville, avec toutes ses métamorphoses, lui était certainement présente lorsqu'il l'a dit. Elle, la plus féminine des femmes, lui put servir du plus bel abrégé de toutes les autres. Au reste, s'il a observé évidemment d'après elle, elle aussi semble avoir conclu d'après lui; l'accord est parfait. La confession finale de Mme de Longueville, que nous lirons, ne nous paraîtra que la traduction chrétienne des *Maximes*.

Retz, moins engagé à ce sujet que La Rochefoucauld, et qui

aurait bien voulu l'être autant, a merveilleusement parlé de M^me^ de Longueville. C'est l'unique gloire de notre portrait, de rassembler tous ces traits : « Madame de Longueville a naturellement, dit-il, bien du fond d'esprit, mais elle en a encore plus le fin et le tour. Sa capacité, qui n'a pas été aidée par sa paresse, n'est pas allée jusques aux affaires dans lesquelles la haine contre M. le Prince l'a portée, et dans lesquelles la galanterie l'a maintenue. Elle avoit une langueur dans ses manières, qui touchoit plus que le brillant de celles mêmes qui étoient plus belles ; elle en avoit une même dans l'esprit qui avoit ses charmes, parce qu'elle avoit, si l'on peut le dire, des réveils lumineux et surprenans. Elle eût eu peu de défauts, si la galanterie ne lui en eût donné beaucoup. Comme sa passion l'obligea de ne mettre la politique qu'en second dans sa conduite, d'héroïne d'un grand parti elle en devint l'aventurière. La Grace a rétabli ce que le monde ne lui pouvoit rendre. »

Autant, dans la Fronde, on voit M^me^ de Longueville supérieure, comme esprit, à M^me^ de Montbazon par exemple, ou à M^lle^ de Chevreuse (ce qui est trop peu dire), ou même à Mademoiselle, autant elle reste inférieure à son amie la princesse Palatine, véritable génie, ferme, ayant le secret de tous les partis, et les dominant, les conseillant avec loyauté et sang-froid ; non pas l'aventurière, elle, mais l'homme d'état de la Fronde. « Je ne crois pas que la reine Élisabeth ait eu plus de capacité pour conduire un état, » dit Retz.

Pourquoi Bossuet n'a-t-il pas célébré M^me^ de Longueville, comme il a fait cette autre princesse pénitente, dont il prononçait l'oraison funèbre dans l'église de ces mêmes carmélites du faubourg Saint-Jacques ? M. le Prince, qui lui demanda cet éloquent office pour la mémoire de la Palatine, n'eut pas l'idée, à ce qu'il paraît, quelques années auparavant, de lui exprimer le même désir à l'égard de sa sœur. En jugea-t-il l'accomplissement par trop impossible dans cette bouche retentissante ? Les difficultés en effet étaient grandes ; la pénitence même de M^me^ de Longueville avait gardé quelque chose de rebelle. Bossuet n'aurait pu dire ici bien haut, comme de la princesse Palatine : « Sa foi ne fut pas moins simple que naïve. Dans les fameuses questions qui ont troublé en tant de manières le repos de nos jours, elle déclaroit hautement qu'elle n'avoit d'autre part à y prendre, que celle d'obéir à l'église. » Port-Royal eût été un écueil plus périlleux à toucher que la Fronde ; on aurait pu encore, dans l'arrière-fond, faire, jusqu'à un certain point, vaguement pressentir M. de La Rochefoucauld ou M. de Nemours, mais non pas M. Singlin.

Comme pourtant quelques traits du puissant orateur auraient fixé, dans une majesté gracieuse, cette figure d'éblouissante langueur, ce caractère d'ingénieuse et séduisante faiblesse, d'une faiblesse qui ne fut jamais plus agissante que quand elle était plus subjuguée! Comme elle se fût admirablement dessinée dans ce même fond de tempêtes et de tourbillons civils, où il a jeté et détaché l'autre princesse! On connaît cette grande page sur la Fronde, on ne la saurait trop rouvrir, j'y renvoie (1). Il ne l'eût pas écrite autrement pour cette oraison funèbre absente, qui est un de mes regrets.

A défaut de cette grandeur de peinture qui nous supprimerait, la chronique des mémoires est là qui nous soutient. En me servant de la clé que fournit La Rochefoucauld, j'ai pu déjà, dans le portrait de ce dernier, simplifier et dire comment la direction de M^me^ de Longueville fut autre avant l'époque de la prison des princes, et après cette prison. Dans le premier temps, c'est-à-dire pendant le siége de Paris (1648), brouillée avec le prince de Condé, elle ne suivit que les intérêts et les sentimens de M. de La Rochefoucauld; elle les suivait encore, lorsqu'après la signature de la paix (avril 1649), elle postulait pour lui en cour brevets et priviléges, lorsqu'après l'arrestation des princes ses frères (janvier 1650), elle s'enfuyait avec toutes sortes de périls de Normandie en Hollande par mer (2), et arrivait, bien glorieuse enfin, à Stenay, où elle traitait avec les Espagnols et troublait Turenne.

A son retour en France après la sortie des princes et dans les préliminaires de la reprise d'armes, elle semblait suivre encore les mêmes sentimens, bien qu'avec un abandon moins décidé. On la voit dans ses conseils près de M. le Prince, à Saint-Maur, tantôt vouloir l'accommodement parce que M. La Rochefoucauld le désire, tantôt vouloir la rupture parce que la guerre l'éloigne de son mari, « qu'elle n'avoit jamais aimé, dit Retz, mais qu'elle commençoit à craindre. » Et il ajoute : « Cette constitution des esprits auxquels M. le Prince

(1) Oraison funèbre d'Anne de Gonzague, depuis ces mots : « *Pour la plonger entièrement dans l'amour du monde....* » jusqu'à cette phrase : « *O éternel Roi des siècles, voilà ce qu'on vous préfère, voilà ce qui éblouit les ames qu'on appelle grandes!* »

(2) Ses aventures près de Dieppe furent romanesques. Elle erra plusieurs jours le long des côtes. Si elle avait pu faire dans le pays une Vendée, ou, comme on disait alors, une Fronde, elle l'aurait entreprise, et se sentait de cœur pour cela. Elle trouva enfin à s'embarquer à bord d'un vaisseau anglais, et y fut reçue sous le nom d'un gentilhomme qui s'était battu en duel.

avait à faire eût embarrassé Sertorius (1). » Fâcheux et bizarre augure! cette aversion pour le mari combattait ici les intérêts de l'amant, et pour celui-ci, n'en pas triompher, c'était déchoir. Enfin les sentimens de M. de La Rochefoucauld cessent positivement d'être la boussole de Mme de Longueville : elle semble accueillir sans défaveur les hommages de M. de Nemours; elle les perd peu après par l'intrigue de Mme de Châtillon, qui les ressaisit comme son bien, et qui en même temps trouve moyen d'obtenir ceux du prince de Condé, lequel échappe de nouveau à la confiance de sa sœur. C'est M. de La Rochefoucauld dont la politique et la vengeance ont concerté cette revanche trois fois ulcérante pour Mme de Longueville. Elle était déjà d'ailleurs brouillée ouvertement avec son autre frère, le prince de Conti, qu'elle avait jusqu'alors absolument gouverné, et même subjugué (2). Elle perd bientôt ses derniers restes d'espoir sur M. de Nemours, qui est tué en duel par M. de Beaufort, et dès ce moment sa colère, sa haine contre lui tournent en larmes, comme s'il lui était pour la première fois enlevé. Vers le même temps, la paix finale se conclut (octobre 1652); la cour et le Mazarin triomphent; la jeunesse fuit, et sans doute aussi la beauté commence à suivre; tout manque donc à la fois ou va manquer à Mme de Longueville. Étant encore à Bordeaux, et d'un couvent de bénédictines où elle s'était logée aux approches de cette paix, elle écrivait à ses chères carmélites du faubourg Saint-Jacques, avec lesquelles, dans les plus grandes dissipations, elle n'avait jamais tout-à-fait rompu : « Je ne désire rien avec tant d'ardeur présentement que de voir cette guerre-ci finie, pour m'aller jeter avec vous pour le reste de mes jours.... *Si j'ai eu des attachemens au monde, de quelque nature que vous les puissiez imaginer, ils sont rompus et même brisés.* Cette nouvelle ne vous sera pas désagréable... Je prétends que, pour me donner une sensibilité pour Dieu que je n'ai point encore, et sans laquelle je ferois pourtant l'action que je vous ai dite, si l'on avoit la paix, vous me fassiez la

(1) Lemontey, dans sa notice sur Mme de Longueville, dit qu'on a pu définir ainsi les dernières années de la guerre civile : « Tournoi de deux femmes, Geneviève de de Condé et Anne d'Autriche; l'une pour fuir son mari, l'autre pour rapprocher son cardinal. »

(2) Ses relations avec ses deux frères eurent tout le train et toute l'apparence orageuse des passions. Le prince de Conti en particulier, dès son entrée dans le monde, s'était mis sur le pied de lui plaire *plutôt en qualité d'honnête homme que comme frère.* Est-il possible de dire plus et en même temps de dire moins? Ce ne peut être qu'une femme (Mme de Motteville) qui ait trouvé cela.

grace de m'écrire souvent et de me confirmer dans l'horreur que j'ai pour le siècle. Mandez-moi quels livres vous me conseillez de lire. »

Antérieurement à cette époque, on a des lettres d'elle à ces mêmes religieuses; chaque malheur, je l'ai dit, y ramenait involontairement son regard; elle leur avait écrit lorsqu'elle avait perdu une petite fille, et à la mort aussi de Mme la Princesse sa mère. Celle-ci mourut pendant que la duchesse était à Stenay (1). C'est de là qu'en réponse aux condoléances venues du monastère (octobre 1650), partit une touchante lettre adressée à la mère prieure pour solliciter d'elle des particularités sur les circonstances de cette mort : « C'est en m'affligeant que je me dois soulager, écrivait Mme de Longueville. Ce récit fera ce triste effet, et c'est pourquoi je vous le demande; car, enfin, vous voyez que ce ne doit pas être le repos qui succède à une douleur comme la mienne, mais un tourment secret et éternel. Aussi je me prépare à le porter en la vue de Dieu et de mes crimes qui ont appesanti sa main sur moi. Il aura peut-être pour agréable l'humiliation de mon cœur et l'enchaînement de mes misères profondes... Adieu, ma chère mère, mes larmes m'aveuglent; et s'il étoit de la volonté de Dieu qu'elles causassent la fin de ma vie, elles me paroîtroient plutôt les instrumens de mon bien que les effets de mon mal. » M. de Grasse ne cessait aussi de lui écrire, et il l'avait fait avec une sorte d'éloquence, sur cette mort. Ainsi s'étaient conservés, même aux saisons du plus prodigue délire, des trésors secrets de cœur chez Mme de Longueville.

Ses larmes, à temps renouvelées et abondantes, empêchaient de tarir en elle les sources cachées.

Une vie vraiment nouvelle pourtant va commencer. Elle a trente-quatre ans. Elle quitte Bordeaux par ordre de la cour, s'avance jusqu'à Montreuil-Bellay, domaine de son mari, en Anjou, et de là jusqu'à Moulins. En cette ville, elle descend aux Filles de Sainte-Marie, et y visite le tombeau du duc de Montmorency, son oncle,

(1) Un éloquent détail à ce sujet nous revient par les *Mémoires* de M. de Châteaubriand, en ce passage dont sa bienveillance nous a permis de nous décorer : « La princesse de Condé, près d'expirer, dit à Mme de Brienne : « Ma chère amie, mandez « à cette pauvre misérable qui est à Stenay l'état où vous me voyez, et qu'elle « apprenne à mourir. » Belles paroles! mais la princesse oubliait, continue M. de Châteaubriand, qu'elle-même avait été aimée d'Henri IV, qu'emmenée à Bruxelles par son mari, elle avait voulu rejoindre le Béarnais, *s'échapper la nuit par une fenêtre et faire ensuite trente ou quarante lieues à cheval :* elle était alors une *pauvre misérable* de dix-sept ans. »

dont la mort tragique l'avait tant touchée à cet âge encore pur de treize ans, et lui devenait d'une bien haute leçon, aujourd'hui qu'elle-même sortait vaincue des factions civiles. Sa tante, veuve de M. de Montmorency, était supérieure de ce monastère. Un exemple de si chaste et pieuse uniformité agit plus que tout sur cette imagination aisément saisie, sur cette ame à peine échouée et encore trempée du naufrage. Un jour, à Moulins, au milieu d'une lecture de piété, « il se tira (c'est elle-même qui parle) comme un rideau de devant les yeux de mon esprit : tous les charmes de la vérité rassemblés sous un seul objet se présentèrent devant moi; la foi, qui avoit demeuré comme morte et ensevelie sous mes passions, se renouvela; je me trouvai comme une personne qui, après un long sommeil où elle a songé qu'elle étoit grande, heureuse, honorée et estimée de tout le monde, se réveille tout d'un coup, et se trouve chargée de chaînes, percée de plaies, abattue de langueur et renfermée dans une prison obscure. » — Après dix mois de séjour à Moulins, elle fut rejointe par le duc de Longueville, qui l'emmena avec toutes sortes d'égards dans son gouvernement de Normandie. De nouvelles atteintes s'ajoutaient à chaque instant aux anciennes; la moindre annonce de quelque succès de M. le Prince, qui avait passé aux Espagnols, et qui n'y était en définitive que par suite des suggestions de sa sœur, ravivait tous les remords de celle-ci, et prolongeait l'équivoque de sa situation par rapport à la cour. Elle se réconcilia en ces années avec le prince de Conti, et se lia étroitement avec la princesse de Conti, sa belle-sœur, qui, nièce du Mazarin, rachetait ce rang suspect par de hautes vertus; ces trois personnes devinrent bientôt à l'envi des émules dans les voies de la conversion. Pourtant, Mme de Longueville manquait de direction encore, et avec son genre de caractère, avec cette habitude de ne suivre jamais que des sentimens adoptifs, et de ne les régler que sur une volonté préférée, elle avait plus que personne besoin d'un guide très ferme. Elle écrivait de Rouen pour demander conseil à Mme de Montmorency sa tante, à une amie intime, la prieure des Carmélites de Paris, Mlle du Vigean (1), à d'autres encore. Elle s'adressa à l'abbé Camus (depuis évêque de Grenoble et cardinal), récemment converti lui-même, et qui lui répondait : « Dieu vous mènera plus loin que vous ne pensez, et demande de vous des

(1) Mlle du Vigean avait été aimée du duc d'Enghien autrefois, avant la Fronde; il voulait même se démarier, dit-on, et l'épouser; ces amours, traversées par Mme de Longueville, qui en avertit M. le Prince son père, avaient eu, du côté de la dame, le cloître pour tombeau.

choses dont il n'est pas encore temps de vous parler. Quand on examine sa conduite sur les principes de l'Évangile, on y trouve des vides effroyables. » Mais le médecin éclairé, et qui sût prendre en main cette ame oscillante et endolorie, tardait toujours. C'est alors que les conseils de M. de Bernières, de M. Le Nain peut-être (père de M. de Tillemont et chef du conseil de Mme de Longueville), à coup sûr l'entremise de M. de Sablé, indiquèrent à la postulante en peine Port-Royal et ses directeurs.

A la date d'avril 1661, on lit dans une lettre de la mère Angélique à Mme de Sablé, qu'elle avait vu Mme de Longueville, et l'avait trouvée plus solide et plus mûrie qu'on ne la lui avait annoncée : « Tout ce que j'ai vu en peu de temps de cette princesse m'a semblé tout d'or fin. » M. Singlin, déjà obligé à cette époque de se cacher pour éviter la Bastille, consentit à se rendre près de Mme de Longueville, et il fut celui qui le premier éclaira et régla sa pénitence.

Je trouve une lettre de Mlle de Vertus à Mme de Sablé, ainsi conçue (car, selon moi, tous les détails ont du prix touchant des personnes si élevées, si délicates et finalement si respectables) :

« Enfin je reçus hier au soir un billet de la dame (*Mme de Longueville*). On vous supplie donc de faire en sorte que votre ami (*M. Singlin*) vienne demain ici, afin qu'on n'ait pas l'inquiétude qu'il soit connu dans son quartier. Il peut venir en chaise et renvoyer ses porteurs, et je lui donnerai les miens pour le reporter où il lui plaira. S'il lui plaît de venir dîner, on le mettra dans une chambre où personne ne le verra qui le connaisse, et il est mieux, ce me semble, qu'il vienne d'assez bonne heure, c'est-à-dire entre dix et onze heures au plus tard... J'ai bien envie que cela soit fait, car cette pauvre femme (1) n'a pas de repos. Faites bien prier Dieu, je vous en conjure. Si je la puis voir en de si bonnes mains, j'aurai une grande joie, je vous l'avoue; il me semble que je serai comme ces personnes qui voient leur amie pourvue et qui n'ont plus qu'à se tenir en repos pour elles. C'est que, dans la vérité, cette personne se fait d'étranges peines, qu'elle n'aura plus quand elle sera fixée. J'ai bien peur que votre ami ait trop de dureté pour nous. Enfin, il faut prier Dieu et lui recommander cette affaire (2). »

M. Singlin, une fois introduit, revint souvent; il faisait ses visites

(1) *Cette pauvre femme.* Mme de Sévigné, parlant de la mort de M. de Turenne, dit *ce pauvre homme.* Si grands que nous soyons ou que nous croyons être, il est plus d'une circonstance, et il viendra tôt ou tard un jour où l'on dira de nous : *Ce pauvre homme! Cette pauvre femme!* et où l'on ne dira que juste par cette expression de pitié, qui sera encore, à la bien prendre, une générosité d'ame.

(2) Bibliothèque du roi, manuscrits. Papiers de Mme de Sablé. Résidu de Saint-Germain, paquet 4, no 6, 7e portefeuille.

déguisé en médecin et sous l'énorme perruque qui était alors de rigueur; il avait besoin de se dire, pour se justifier à lui-même ce déguisement, qu'il était bien médecin en effet. On le tint quelque temps caché à Méru, dans la terre de la princesse. Est-ce trop raffiner que de croire que ces mystères, ces précautions infinies et concertées en vue de la pénitence, étaient pour M<sup>me</sup> de Longueville comme un dernier attrait d'imagination romanesque à l'entrée de la voie sévère?

On possède son examen de conscience écrit par elle-même après la confession générale qu'elle fit à M. Singlin, le 24 novembre 1661. C'est un morceau à rapprocher de cette autre confession de la princesse Palatine, écrite par celle-ci sur le conseil de l'abbé de Rancé, et si magnifiquement paraphrasée par Bossuet. Il les faut lire sans superbe et d'un cœur simple : il n'y a, dans ces morceaux en eux-mêmes, rien d'agréable ni de flatteur.

Mais, à ne voir encore qu'humainement et au seul point de vue d'observation psychologique, de telles pièces méritent tout regard (*respectus*). Si elles nous détaillent le cœur humain dans sa plus menue petitesse, c'est que cette petitesse en est le fond ordinaire, définitif; elles le vont ainsi poursuivre et démontrer petit à tous les degrés de sa profondeur.

M<sup>me</sup> de Longueville considère ce renouvellement comme étant pour elle le premier pas d'une vie vraiment pénitente :

« Il y avoit long-temps que je cherchois (ce me sembloit) la voie qui mène à la vie, mais je croyois toujours de n'y être pas, sans savoir pourtant précisément ce qui étoit mon obstacle; je sentois qu'il y en avoit entre Dieu et moi, mais je ne le connaissois pas, et proprement je me sentois comme n'étant pas à ma place; et j'avois une certaine inquiétude d'y être, sans pourtant savoir où elle étoit, ni par où il la falloit chercher. Il me semble, au contraire, depuis que je me suis mise sous la conduite de M. Singlin, que je suis proprement à cette place que je cherchois, c'est-à-dire à la vraie entrée du chemin de la vie chrétienne, à l'entour duquel j'ai été jusques ici (1). »

(1) *Supplément au Nécrologe de Port-Royal*, in-4°, pag. 137 et suiv. — On peut remarquer dans cet examen de la duchesse de Longueville, et en général dans toutes ses lettres manuscrites dont j'ai vu une quantité, un style suranné, et bien moins élégant qu'on n'attendrait, beaucoup moins vif et précis, par exemple, que celui des divines lettres et *réflexions* de M<sup>me</sup> de La Vallière, publiées en un volume par M<sup>me</sup> de Genlis. C'est qu'il y a vingt-cinq ans de différence dans l'âge de ces deux illustres personnes; M<sup>me</sup> de La Vallière est une contemporaine exacte de La Bruyère, presque de Fénelon; M<sup>me</sup> de Longueville était formée entièrement avant Louis XIV. Mais qu'on aille au fond et au bout de ces longueurs de phrases, la finesse se retrouvera.

Avant de s'embarquer à écouter sa confession générale et de s'engager par là à lui donner conduite, M. Singlin voulut d'abord savoir d'elle si elle se sentait disposée à quitter le monde au cas qu'un jour elle fût à même de le faire. Elle lui répondit en toute sincérité qu'oui. Cet aveu et ce vœu obtenus, il exigea qu'elle continuât de s'occuper de ses affaires extérieurement, tant qu'il le fallait, et sans lui permettre de les appeler *misérables*.

En habile docteur et praticien de l'ame qu'il était, M. Singlin, du premier coup d'œil, lui découvrit son défaut capital, cet orgueil qu'elle-même avait quasi ignoré, dit-elle, depuis tant d'années. C'est ce qu'aussi la duchesse de Nemours dénonce dans ses *Mémoires* en cent façons. Il est curieux de voir comme les incriminations de celle-ci, les indications de M. Singlin, et les aveux sincères de M$^{me}$ de Longueville se rejoignent justement et concordent : « Les choses qu'il (*l'orgueil*) produisoit, écrit la pénitente, ne m'étoient pas inconnues; mais je m'arrètois seulement à ses effets que je considérois bien comme de grandes imperfections; pourtant, par tout ce qu'on m'en a découvert, je vois bien que je n'allois pas à cette source. Ce n'est pas que je ne reconnusse bien que l'orgueil avoit été le principe de tous mes égaremens, mais je ne le croyois pas si vivant qu'il est, ne lui attribuant pas tous les péchés que je commettois, et cependant je vois bien qu'ils tiroient *tous* leur origine de ce principe-là. » Elle reconnaît à présent que, du temps même de ses égaremens les plus criminels, le plaisir qui la touchait était celui de l'esprit, celui qui tient à l'amour-propre, *les autres naturellement ne l'attirant pas*. Ces deux misérables mouvemens, plaisir de l'esprit et orgueil, qui n'en sont qu'un, entraient dans toutes ses actions et faisaient l'ame de toutes ses conduites : « J'ai toujours mis ce plaisir, que je cherchois tant, à ce qui flattoit mon orgueil, et proprement à me proposer ce que le Démon proposa à nos premiers parens : *Vous serez comme des Dieux !* Et cette parole, qui fut une flèche qui perça leur cœur, a tellement blessé le mien, que le sang coule encore de cette profonde plaie, et coulera long-temps, si Jésus-Christ par sa grâce n'arrête ce flux de sang... » Cette découverte qu'elle doit pour la première fois dans toute son étendue à M. Singlin, cette veine monstrueuse qu'il lui a fait toucher au doigt et suivre en ses moindres rameaux, et qui lui paraît maintenant composer à elle seule l'entière substance de son ame, l'épouvante et la mène jusque *sur le bord de la tentation du découragement*. Elle appréhende désormais de retrouver l'orgueil en tout, et cette docilité même, qui paraît le seul endroit sain de son ame,

lui devient suspecte; elle craint de n'être docile qu'en apparence, et parce qu'en obéissant on plaît, qu'on regagne par là l'estime qu'on a perdue. Il lui semble, en un mot, voir jusque dans cette docilité son orgueil *qui se transforme, s'il faut ainsi dire, en Ange de lumière, pour avoir de quoi vivre.* Effrayée, elle s'arrête, elle ne peut que s'écrier à Dieu, face contre terre, à travers de longs silences : *Sana me et sanabor.*

Mais une lettre de M. Singlin qu'elle reçoit, et qu'elle lit après avoir prié, la console en lui prouvant que ce serviteur de Dieu ne désespère pas d'elle ni de ses plaies. Je pourrais, si c'était ici le lieu, multiplier les extraits encore, et trahir sans ménagement, dans toute leur subtilité naïve et leur négligence déjà vieillie, ces délicatesses de conscience d'un esprit naguère si élégant et si superbe, à présent si abaissé et comme abîmé. Elle se connaît dorénavant, elle se décrit et se décompose à nu. Sa description, en un endroit, tombe juste avec ce qu'en dit Retz, et semble précisément y répondre. On se rappelle cette paresse et cette langueur, qu'il nous peint interrompue tout d'un coup chez elle par des réveils de lumière. Voici la traduction chrétienne et moralement rigoureuse de ce trait d'apparence charmante. Encore une fois, je ne demande pas pardon pour le négligé du récit; tout indigne qu'on est, quand on s'est plongé à fond dans ces choses, on se sent tenté plutôt de dire comme Bossuet parlant du songe de la princesse Palatine : *Je me plais à répeter toutes ces paroles, malgré les oreilles délicates; elles effacent les discours les plus magnifiques, et je voudrais ne parler plus que ce langage.*

« En recevant la lettre de M. Singlin, qui m'a paru fort grosse, écrit Mme de Longueville, et qui par là me faisoit espérer bien des choses de cette part qui est présentement ce qui m'occupe, je l'ai ouverte rapidement, comme ma nature me porte toujours à mon occupation d'esprit; comme au contraire (je dis ceci pour me faire connaître) elle me donne une si grande négligence et froideur pour ce qui n'est pas mon occupation présente, qui est toujours forte et unique en moi. Et c'est ce qui me fait croire violente et emportée aux uns, parce qu'ils m'ont vue dans mes passions ou même dans mes plus petites inclinations et pentes; et à d'autres, lente et paresseuse, morte même, s'il faut user de ce mot, parce qu'ils ne m'ont pas vue touchée de ce dont je l'ai été, soit en mal, soit en bien. C'est aussi pourquoi l'on m'a définie comme si j'eusse été deux personnes d'humeur même opposée, ce qui a fait dire quelquefois que j'étais fourbe, quelquefois que j'étais changée d'humeur, ce qui n'était ni l'un ni l'autre, mais ce qui venait des différentes situations où on me trouvait. *Car j'étais morte, comme la mort, à tout ce qui n'était pas dans ma tête, et toute vivante aux moindres parcelles des choses qui me*

*touchaient.* J'ai toujours le diminutif de cette humeur, et je ne m'y laisse que trop dominer. Par cette humeur donc, j'ai ouvert avec rapidité cette lettre. »

Elle poursuit de la sorte, et ajoute bien des aveux sur ses prompts dégoûts, ses mobilités d'humeur, ses brusques *sécheresses* envers les gens, si elle n'y prenait garde. J'y surprends surtout d'incroyables témoignages de cet esprit, avant tout délié et fin, qui n'a plus à creuser que son propre labyrinthe (1). Elle dit en finissant :

« Il m'est venu encore une pensée sur moi-même, c'est que je suis fort aise, par amour-propre, qu'on m'ait ordonné d'écrire tout ceci, parce que sur toute chose j'aime à m'occuper de moi-même, et à en occuper les autres, et que l'amour-propre fait qu'on aime mieux parler de soi en mal, que de n'en rien dire du tout. J'expose encore cette pensée, et la soumets en l'exposant, aussi bien que toutes les autres (2). »

J'ai copie de plusieurs lettres manuscrites de M^me^ de Longueville, toutes également de scrupules et de troubles, sur quelque action qu'elle croit de source humaine, sur quelque péché oublié, sur une absolution reçue avec une conscience douteuse. Elle pratiquait la pénitence et la mortification par ces vigilances continuelles et ces angoisses encore plus que par ses cilices.

Sur le conseil de M. Singlin, M^me^ de Longueville s'occupa avant tout d'aumônes et de restitutions dans les provinces ravagées par sa

(1) Par exemple dans ce passage, qui échappe presque à force de ténuité, à force de dédoublement et de reploiement du cheveu de la pensée. Elle se reproche, en se condamnant elle-même, de désirer tout bas de voir ses condamnations condamnées, et de vouloir découvrir, par cette sorte de provocation détournée, si on n'a pas d'elle quelque peu de bonne opinion. « Je me défigure en partie, dit-elle, pour m'attirer le plaisir de connoître qu'on croit plus de bien de moi, et c'est même un artifice de mon amour-propre et de ma curiosité de me pousser à me dépeindre défectueuse, pour savoir au vrai ce que l'on croit de moi, et satisfaire par même voie mon orgueil et ma curiosité. » Toujours la méthode d'esprit de l'hôtel Rambouillet; c'est l'application seule qui a changé.

(2) M. de La Rochefoucauld aurait eu quelque droit de revendiquer cette pensée comme très voisine d'une des siennes : « Ce qui fait, a-t-il dit, que les amans et les maîtresses ne s'ennuient point d'être ensemble, c'est qu'ils parlent toujours d'eux-mêmes. » Je me pose une question : Si M. de La Rochefoucauld avait lu cette confession de M^me^ de Longueville, en aurait-il été touché? aurait-il changé de jugement sur elle? On en peut douter. Il aurait toujours prétendu y suivre la même nature s'inquiétant, se raffinant pour se reprendre à mieux, et persistant sous ses transes. « L'orgueil est égal dans tous les hommes, a-t-il dit encore, et il n'y a de différence qu'aux moyens et à la manière de le mettre au jour. » Il lui eût fallu avoir en lui le rayon pour le voir en elle comme il y était. Là gît la difficulté toujours.

faute durant les guerres civiles. A la mort de M. Singlin, elle passa sous la direction de M. de Saci. Lorsque celui-ci fut à la Bastille, elle eut M. Marcel, curé de Saint-Jacques, et d'autres également sûrs; elle écrivait très assiduement au saint évêque d'Aleth (Pavillon), et suivait en détail ses réponses comme des oracles.

Le duc de Longueville étant mort en mai 1663, elle pouvait courir dorénavant avec moins de retard dans cette voie de la pénitence qui la réclamait tout entière. Les troubles seuls de l'église à cette époque la retenaient encore. Elle fut très active pour Port-Royal en ces années difficiles. La révision du Nouveau-Testament dit *de Mons* s'acheva dans des conférences qui se tenaient chez elle. A partir de 1666, elle eut cachés dans son hôtel Arnauld, Nicole et le docteur Lalane. On en raconte quelques anecdotes assez vraisemblables, qui durent égayer un peu les longueurs de cette retraite.

Arnauld, un jour, y fut attaqué de fièvre; la princesse fit venir le médecin Brayer et lui recommanda d'avoir un soin particulier d'un gentilhomme qui logeait depuis peu chez elle; car Arnauld avait pris l'habit séculier, la grande perruque, l'épée, tout l'attirail d'un gentilhomme. Brayer monte et, après le pouls tâté, il se met à parler d'un livre nouveau qui fait bruit, et qu'on attribue, dit-il, à messieurs de Port-Royal : « Les uns le donnent à M. Arnauld, les autres à M. de Saci; mais je ne le crois pas de ce dernier, il n'écrit pas si bien. » A ce mot, Arnauld oubliant le rôle de son habit et secouant vivement son ample perruque : « Que voulez-vous dire, monsieur? s'écrie-t-il; mon neveu écrit mieux que moi. » Brayer descendit en riant et dit à M^me^ de Longueville : « La maladie de votre gentilhomme n'est pas considérable. Je vous conseille cependant de faire en sorte qu'il ne voie personne : il ne faut pas le laisser parler. » Tel était au vrai, dans son ingénuité, le grand comploteur et chef de parti Arnauld.

On voit dans les fragmens (à la suite de l'Histoire de Port-Royal, par Racine) que Nicole était plus au goût de M^me^ de Longueville qu'Arnauld, comme plus poli en effet, plus attentif. Dans les entretiens du soir, le bon Arnauld, près de s'endormir au coin du feu, et rentrant tête baissée dans l'égalité chrétienne, défesait tout doucement ses jarretières devant elle : *ce qui la faisait un peu souffrir*. Nicole avait plus d'usage; on dit pourtant qu'un jour, par distraction, il posa en entrant son chapeau, ses gants, sa canne et son manchon sur le lit de la princesse! Tout cela faisait partie de sa pénitence.

Elle contribua autant qu'aucun prélat à la paix de l'église. Ces négociations croisées, si souvent renouées et rompues, leur activité

secrète, et le centre où elle était, recommençaient pour elle la seule Fronde permise, et lui en rendaient quelques émotions à bonne fin et en toute sûreté de conscience. En apprenant un matin (vers 1663) l'une des ruptures qu'on imputait aux jésuites, elle disait avec son tour d'esprit : « J'ai été assez simple pour croire que les Révérends Pères agissaient sincèrement; il est vrai que je n'y croyais que d'hier au soir. » Enfin des négociations sérieuses s'engagèrent : M. de Gondrin, archevêque de Sens, concertait tout avec elle. Elle écrivit au pape pour justifier les accusés et garantir leur foi; elle écrivit au secrétaire d'état, le cardinal Azolin, pour l'intéresser à la conclusion. Avec la princesse de Conti, elle mérita d'être saluée une *mère de l'église.*

La paix faite, elle fit bâtir à Port-Royal-des-Champs un corps-de-logis ou petit hôtel qui communiquait par une galerie avec une tribune de l'église. A partir de 1672, elle se partagea entre ce séjour et celui de ses fidèles carmélites du faubourg Saint-Jacques, chez lesquelles elle avait déjà un logement. Des épreuves bien douloureuses du dehors achevèrent de la pousser vers ces deux asiles, où elle allait être si ardente à se consumer : la perte d'abord de sa belle-sœur, la princesse de Conti, l'imbécillité et la mauvaise conduite de son fils aîné, le comte de Dunois, la mort surtout de son fils chéri, le comte de Saint-Paul. Elle ne quitta tout-à-fait l'hôtel de Longueville qu'après cette dernière mort si cruelle, et qui nous est tant connue par l'admirable lettre de Mme de Sévigné. Le jeune M. de Longueville fut tué, on le sait, un moment après le passage du Rhin, en se jetant, par un coup de valeur imprudente, dans un gros d'ennemis qui fuyaient, et avec lui périrent une foule de gentilshommes. Il fallait annoncer ce malheur à Mme de Longueville. De peur de rester trop incomplet, nous répétons ici la page immortelle :

« Mademoiselle de Vertus, écrit Mme de Sévigné (20 juin 1672), étoit retournée depuis deux jours à Port-Royal, où elle est presque toujours; on est allé la quérir avec M. Arnauld, pour dire cette terrible nouvelle. Mademoiselle de Vertus n'avoit qu'à se montrer; ce retour si précipité marquoit bien quelque chose de funeste. En effet, dès qu'elle parut : Ah, mademoiselle! comment se porte monsieur mon frère (le grand Condé)? Sa pensée n'osa aller plus loin. — Madame, il se porte bien de sa blessure. — Il y a eu un combat! et mon fils? — On ne lui répondit rien. — Ah! mademoiselle, mon fils, mon cher enfant, répondez-moi, est-il mort? — Madame, je n'ai point de paroles pour vous répondre. — Ah! mon cher fils! est-il mort sur-le-champ? N'a-t-il pas eu un seul moment? Ah! mon Dieu! quel sacrifice! Et là-dessus elle tomba

sur son lit, et tout ce que la plus vive douleur peut faire, et par des convulsions, et par des évanouissemens, et par un silence mortel, et par des cris étouffés, et par des larmes amères, et par des élans vers le ciel, et par des plaintes tendres et pitoyables, elle a tout éprouvé. Elle voit certaines gens, elle prend des bouillons, parce que Dieu le veut; elle n'a aucun repos; sa santé, déjà très mauvaise, est visiblement altérée. Pour moi, je lui souhaite la mort, ne comprenant pas qu'elle puisse vivre après une telle perte. »

Et sept jours après cette lettre (27 juin) : « J'ai vu enfin madame de Longueville; le hasard me plaça près de son lit : elle m'en fit approcher encore davantage, et me parla la première, car, pour moi, je ne sais point de paroles dans une telle occasion; elle me dit qu'elle ne doutoit pas qu'elle ne m'eût fait pitié, que rien ne manquoit à son malheur; elle me parla de madame de La Fayette, de M. d'Hacqueville, comme de ceux qui la plaindroient le plus; elle me parla de mon fils, et de l'amitié que son fils avoit pour lui : je ne vous dis point mes réponses; elles furent comme elles devoient être, et, de bonne foi, j'étois si touchée que je ne pouvois pas mal dire : la foule me chassa. Mais, enfin, la circonstance de la paix est une sorte d'amertume qui me blesse jusqu'au cœur, quand je me mets à sa place; quand je me tiens à la mienne, j'en loue Dieu, puisqu'elle conserve mon pauvre Sévigné et tous nos amis. »

On découvrit bientôt (un peu complaisamment peut-être) qu'avant de partir pour la guerre, M. de Longueville s'était converti en secret, qu'il avait fait une confession générale, que messieurs de Port-Royal avaient mené cela, qu'il répandait d'immenses aumônes, enfin que, nonobstant ses maîtresses et un fils naturel qu'il avait, il était quasi un saint. Ce fut une sorte de douceur dernière, et bien permise, à laquelle son inconsolable mère fut crédule.

Aussitôt ce premier flot de condoléances essuyé, M^me^ de Longueville alla à Port-Royal-des-Champs où sa demeure était prête, et elle y redoubla de solitude. Elle en sortait de temps en temps, et revenait faire des séjours aux Carmélites, où elle voyait successivement passer comme un convoi des grandeurs du siècle, M^me^ de La Vallière y prendre le voile, et peu après arriver le cœur de Turenne, — ce cœur qu'hélas! elle avait un jour troublé.

Ses austérités, jointes à ses peines d'esprit, hâtèrent sa fin; un changement s'opéra dans sa dernière maladie et elle entra dans l'avant-goût du calme. Elle mourut aux Carmélites le 15 avril 1679, âgée de cinquante-neuf ans et sept mois. Son corps fut enterré en ce couvent même, ses entrailles à Saint-Jacques-du-Haut-Pas; son cœur alla à Port-Royal.

Un mois après sa mort, l'archevêque de Paris, M. de Harlay, se rendit en personne à ce dernier couvent pour signifier, par ordre du roi, aux religieuses, de renvoyer leurs pensionnaires et leurs postu-

lantes, et pour leur défendre d'en recevoir à l'avenir. On n'attendait que la mort de cette princesse pour commencer le blocus final où le célèbre monastère devait succomber. Il n'y avait plus de palladium dans Ilion.

L'oraison funèbre de M^me^ de Longueville fut prononcée un an après sa mort, non point par Bossuet, je l'ai regretté, mais par l'évêque d'Autun, Roquette, le même qu'on suppose n'avoir pas été étranger à l'idée du *Tartufe*, et duquel encore on a dit que les sermons qu'il prêchait étaient bien à lui, puisqu'il les achetait. M^me^ de Sévigné (lettre du 12 avril 1680) loue d'étrange sorte, et non sans de vives pointes d'ironie, cette oraison funèbre qu'on ne permit pas même d'imprimer. Ce qui était plus éloquent que les phrases de M. d'Autun, c'étaient, à cet anniversaire de M^me^ de Longueville, M^lles^ de La Rochefoucauld qui pleuraient leur père; c'était M^me^ de La Fayette, qu'au sortir de la cérémonie M^me^ de Sévigné visitait et trouvait en larmes; car M^me^ de Longueville et M. de La Rochefoucauld étaient morts dans la même année : « il y avoit bien à rêver sur ces deux noms! »

Nos dignes historiens de Port-Royal ont dit bien des banalités et des petitesses sur M^me^ de Longueville : cette qualité d'Altesse sérénissime les éblouissait. Quand ils parlent d'elle, ou de M^lle^ de Vertus, ou de M. de Pontchâteau, ils ne tarissent plus, et dans l'uniformité de leur louange, dans la plénitude bien légitime de leur reconnaissance, il ne leur faut pas demander le discernement des caractères. On voit par un petit fragment qui suit l'*Abrégé* de Racine, et qu'il n'a pas eu le temps de fondre, de dissimuler dans son récit, que si M^me^ de Longueville avait gardé jusqu'aux dernières années la grace, la finesse, et, comme dit Bossuet de ces personnes revenues du monde, *l'insinuation dans les entretiens*, elle avait gardé aussi les prompts chatouillemens, les dégoûts, les excès d'ombrage : « elle étoit quelquefois jalouse de M^lle^ de Vertus, qui étoit plus égale et plus attirante. » Enfin, pourquoi s'étonner? jusque dans le froid abri des cloîtres, jusque sur les dalles funéraires où elle se collait le visage, elle s'était emportée elle-même, et, bien qu'en une sphère plus épurée, c'étaient les mêmes ennemis toujours, et la continuation secrète des mêmes combats.

La vraie couronne de M^me^ de Longueville en ces années, celle qu'il faut d'autant plus révérer en elle qu'elle ne l'apercevait pas, qu'elle la couvrait comme de ses deux mains, qu'elle l'abaissait et la cachait contre le parvis, c'est la couronne d'humilité. Voilà sa gloire chrétienne, que les inévitables défauts ne doivent pas obscurcir. On en

rapporte des traits touchans. Elle avait ses ennemis, ses envieux; des mots blessans ou même insultans lui arrivaient; elle souffrait tout, et elle disait à Dieu : *Frappe encore!* Un jour, allant en chaise des Carmélites à Saint-Jacques-du-Haut-Pas, elle fut abordée par un officier qui lui demanda je ne sais quelle grace; elle répondit qu'elle ne le pouvait, et cet homme, là-dessus, s'emporta aux termes les plus insolens. Ses gens allaient se jeter sur lui. « Arrêtez, leur cria-t-elle; qu'on ne lui fasse rien; j'en mérite bien d'autres. » Si j'indique à côté de ce grand trait principal d'humilité les autres petitesses persistantes, c'est donc bien moins pour infirmer une pénitence si profonde et si sincère que pour trahir jusqu'au bout les secrètes misères obstinées et les faux-fuyans de ces élégantes natures.

Lemontey, dans une notice spirituelle, mais sèche et légère, n'a pas craint de l'appeler une *ame théâtrale et vaine*. Qui oserait, après avoir assisté avec nous de près à sa pénitence, l'appeler autrement qu'une pauvre ame délicate et angoissée?

Nicole, cet esprit si délicat aussi, et qui la fréquenta si long-temps, l'a très bien jugée. Il avait toujours été fort en accord avec elle. Elle trouvait qu'il avait raison dans toutes les petites querelles de Port-Royal. Il disait agréablement qu'elle morte, il avait baissé de beaucoup en considération : « J'y ai même perdu, disait-il, mon abbaye, car on ne m'appelle plus M. l'abbé Nicole, mais M. Nicole tout simplement. » Au tome XII des *Ouvrages de Morale et de Politique* de l'abbé de Saint-Pierre, on trouve sur le genre d'esprit et la qualité intellectuelle de M^me^ de Longueville ce témoignage assez particulier qu'on n'aurait guère l'idée d'aller chercher là, et dont l'espèce de bizarrerie n'est pas sans piquant (1).

« Je demandai un jour à M. Nicole quel était le caractère d'esprit de M^me^ de Longueville; il me dit qu'elle avait l'esprit très fin et très délicat sur la connaissance des caractères des personnes, mais qu'il était très petit, très faible, et qu'elle était très bornée sur les matières de science et de raisonnement, et sur toutes les choses spéculatives dans lesquelles il ne s'agissait point de sujets de sentiment. — Par exemple, ajouta-t-il, je lui dis un jour que je pouvais parier et démontrer qu'il y avait dans Paris au moins deux habitans qui avaient même nombre de cheveux, quoique je ne pusse pas marquer quels sont ces deux hommes. Elle me dit que je ne pouvais jamais en être assuré qu'après avoir compté les cheveux de ces deux hommes. Voici ma démonstration, lui dis-je : je pose en fait que la tête la mieux garnie de cheveux n'en a pas 200,000, et que la tête la moins garnie, c'est celle qui n'a qu'un cheveu. Si maintenant

(1) Je supprime la singulière orthographe de l'abbé de Saint-Pierre; il y aura assez d'algèbre sans cela.

vous supposez que 200,000 têtes ont toutes un nombre de cheveux différent, il faut qu'elles aient chacune un des nombres de cheveux qui sont depuis un jusqu'à 200,000; car si l'on supposait qu'il y en avait deux parmi ces 200,000 qui eussent même nombre de cheveux, j'aurais gagné le pari. Or, supposant que ces 200,000 habitans ont tous un nombre différent de cheveux, si j'y apporte un seul habitant de plus qui ait des cheveux et qui n'en ait pas plus de 200,000, il faut nécessairement que ce nombre de cheveux, quel qu'il soit, se trouve depuis un jusqu'à 200,000, et par conséquent soit égal au nombre de cheveux d'une de ces 200,000 têtes. Or, comme au lieu d'un habitant en sus des 200,000, il y a en tout près de 800,000 habitans dans Paris, vous voyez bien qu'il faut qu'il y ait beaucoup de têtes égales en nombre de cheveux, quoique je ne les aie pas comptés. — M^me^ de Longueville ne put jamais comprendre que l'on pût faire une démonstration de cette égalité de cheveux, et soutint toujours que la seule voie de la démontrer était de les compter. »

Ceci nous prouve que M^me^ de Longueville, qui avait tant de rapports en délicatesses et démangeaisons d'esprit avec M^me^ de Sablé, était bien différente d'elle en ce point; M^me^ de Sablé aimait et suivait les dissertations, et en était bon juge; mais Arnauld n'aurait pas eu l'idée de faire lire la Logique de Port-Royal à M^me^ de Longueville, pour la divertir et tirer d'elle un avis compétent.

Elle était proprement de ces *esprits fins* que Pascal oppose aux esprits géométriques, de ces « esprits fins qui ne sont que fins, qui, étant accoutumés à juger les choses d'une seule et prompte vue, se rebutent vite d'un détail de définition en apparence stérile, et ne peuvent avoir la patience de descendre jusqu'aux premiers principes des choses spéculatives et d'imagination, qu'ils n'ont jamais vues dans le monde et dans l'usage. »

Mais, géométrie à part, l'usage même, le monde et son coup d'œil, sa finesse et ses élégances, le sang de princesse dans toutes les veines, une ame féminine dans tous ses replis, cette vocation, ce point d'honneur de plaire qui est déjà une victoire, de belles passions, de grands malheurs, une auréole de sainte en mourant, l'entrelacement suprême autour d'elle de tous ces noms accomplis de Condé, de La Rochefoucauld et de Port-Royal, cela suffit à composer à M^me^ de Longueville une distinction durable, et lui assure dans la mémoire française une part bien flatteuse, que nul renom d'héroïne ne surpasse, que nulle gloire, même de femme supérieure, n'effacera. Que dirai-je encore? si du sein du monde sérieux, où elle est entrée, elle pouvait sourire à l'effet, au charme de son nom seul sur ceux qui la jugent, elle y sourirait.

SAINTE-BEUVE.

# LES
# HARVIS DE L'ÉGYPTE
ET
# LES JONGLEURS DE L'INDE.

## I.

De tout temps, l'Égypte a eu des sorciers. Les devins qui luttèrent contre Moïse firent tant de prodiges, qu'il fallut au législateur des Hébreux la puissance invincible dont Jéhovah l'avait doué pour triompher de ses ennemis. La cabalistique, la magie, les sciences occultes importées par les Arabes en Espagne, puis dans toute l'Europe, où déjà elles avaient paru sous d'autres formes à la suite des barbares venus d'Orient par le Nord, n'étaient que des tentatives pour retrouver ces pouvoirs surnaturels, premier apanage de l'homme, alors qu'il commandait aux choses de la création en les appelant du nom que la voix de l'Éternel leur avait imposé.

Désormais, soit que les lumières de la vérité, plus répandues, rendent moins faciles les expériences des sorciers dégénérés, soit que

l'homme en avançant dans les siècles perde peu à peu ce reste d'empire sur la matière, qu'il cherche aujourd'hui à dompter par l'analyse des lois auxquelles elle obéit, toujours est-il que la magie est une science perdue ou considérée comme telle.

L'Égypte cependant prétend en avoir conservé la tradition, et les devins du Caire jouissent encore, sur les bords du Nil, d'une réputation colossale. Il ne s'agit pas pour eux précisément de jeter des sorts, de prédire des malheurs; ils n'ont pas la *secondue vue* du Tyrol ou de l'Écosse; leur science consiste à évoquer, dans le creux de la main d'un enfant pris au hasard, telle personne éloignée dont le nom est prononcé dans l'assemblée, et de la faire dépeindre par ce même enfant, sans qu'il l'ait jamais vue, sous des traits impossibles à méconnaître.

Le plus célèbre des *harvis* (c'est ainsi qu'on nomme ces sorciers) a eu l'honneur de *travailler* devant plusieurs voyageurs européens dont les écrits ont été lus avec avidité, et il a généralement assez bien réussi pour que sa gloire n'ait eu rien à souffrir de ces rencontres périlleuses. Voir cet homme, assister à une séance de magie, juger par mes propres yeux de l'état de la sorcellerie en Orient, trois choses qui me tentaient violemment : l'occasion s'en présenta.

C'était au Caire, dans une des hôtelleries de cette capitale de l'Égypte. A la suite de quelques discussions qui s'étaient élevées entre nous au sujet du grand harvi, il fut unanimement résolu de le faire appeler. La table était presque toute composée d'Anglais.

Vers la fin du dîner, le sorcier arriva. Il entre, fait un léger signe de tête, et va s'asseoir au coin du divan, dans le fond du salon; bientôt, après avoir accepté le café et la pipe comme chose due à son importance, il se recueille, tout en parcourant l'assemblée d'un regard scrutateur. Le devin est né à Alger; sa physionomie n'a rien de gracieux, son œil est perçant et peu ouvert, sa barbe grisonnante laisse voir une bouche petite, à lèvres minces et serrées; ses traits, plus fins que ceux d'un Égyptien, n'ont pas non plus le calme impassible et sauvage d'un Bédouin; il est grand, fier, dédaigneux, et se pose en homme supérieur.

Tandis que nous achevions de fumer, celui-ci son chibouk, celui-là son narguilé, le harvi, immobile dans son coin, cherchait à lire sur nos visages le degré de croyance que nous étions disposés à lui accorder; puis tout à coup il tira de sa poche un *calam* (sorte de plume) et de l'encre, demanda un réchaud, et se mit à écrire ligne à ligne, sur un long morceau de papier, de mystérieuses sentences. Dès qu'il

eut jeté dans le feu quelques-unes de ces lignes, déchirées successivement, le charme commençant à opérer, un enfant fut introduit. C'était un Nubien de sept à huit ans, esclave au service de l'un de nos convives, récemment arrivé de son pays, noir comme l'encre du harvi, et affublé du plus ample costume turc. Le sorcier prit la main de l'enfant, y laissa tomber une goutte du liquide magique, l'étendit avec sa plume de roseau, et abaissant la tête du patient sur ses doigts, de manière à ce qu'il ne pût rien voir, il le plaça dans un coin de l'appartement, près de lui, le dos tourné à l'assemblée.

— Lady K...! s'écria le plus impétueux des spectateurs. — Et l'enfant, après avoir hésité quelques instans, prit la parole d'une voix faible. — Que vois-tu? lui demanda son maître, tandis que le harvi, de plus en plus sérieux, marmottait des vers magiques, tout en brûlant ses papiers, dont il tira une grande poignée de dessous sa robe. — Je vois, répondit le petit Nubien, je vois des bannières, des mosquées, des chevaux, des cavaliers, des musiciens, des chameaux.... — Toutes choses qui n'ont rien à faire avec lady K..., me dit tout bas un esprit fort. — *Shouf ta' ib! Shouf ta' ib!* regarde bien! criait le spectateur qui voulait évoquer lady K... L'enfant se taisait, balbutiait; puis il déclara qu'il voyait une personne. — Est-ce une dame, un monsieur? — Une dame! — Le harvi s'aperçut à nos regards qu'il avait déjà converti à moitié les plus incrédules. — Et comment est cette dame? — Elle est belle, reprit l'enfant, bien vêtue et bien blanche; elle a un bouquet à la main; elle est près d'un balcon, et regarde un beau jardin.

— On dirait que ce négrillon a vu quelquefois les portraits de Lawrence, dit le maître de l'esclave à son voisin; il a deviné juste, et pourtant jamais rien de semblable ne s'est présenté à ses yeux. — Et puis, reprit l'enfant après quelques secondes, car il parlait lentement et par mots entrecoupés, cette belle dame a *trois jambes!*

L'effort que fit le harvi pour ne pas anéantir le négrillon d'un coup de poing se trahit par un sourire forcé. Il lui répéta avec une douceur contrainte, une grace pleine de rage : *Shouf ta' ib!* regarde bien! — L'enfant tremblait; toutefois il affirma que le personnage évoqué dans le creux de sa main avait trois jambes.

Aucun de nous ne put se rendre compte de l'illusion; mais on fit retirer le petit nègre, qui fut remplacé par un autre en tout semblable. Durant cette interruption, le sorcier avait marmotté bon nombre de phrases magiques et brûlé force papiers. L'assemblée fumait, le café circulait sans cesse; l'animation allait croissant. On convint d'évoquer

cette fois sir F. S...., facile à reconnaître, puisqu'il a perdu un bras. Le nouveau négrillon prit la place du premier, abaissa de même sa tête sur la goutte d'encre, et l'on fit silence.

— Sir F. S....! dit une voix dans l'assemblée, et l'enfant répéta, syllabe par syllabe, ce nom tout-à-fait barbare pour lui. Ainsi que son prédécesseur, il déclara voir des chevaux, des chameaux, des bannières et des troupes de musiciens : c'est le prélude ordinaire, le chaos qui se débrouille avant que la lumière magique de la goutte d'encre éclaire le personnage demandé.

Le harvi ne comprend ni le français, ni l'anglais, ni l'italien; mais, habitué à lire dans les regards du public, il devina qu'on lui proposait un *sujet* marqué par quelque signe particulier. Jadis on lui avait demandé de faire paraître Nelson, à qui, comme chacun sait, il manquait un bras et une jambe, et il avait rencontré juste, grace à la célébrité du héros. Cette fois, il eut vent de quelque tour de ce genre; aussi, après bien des réponses confuses, l'enfant s'écria : — Je vois un monsieur! c'est un chrétien, il n'a pas de turban; son habit est vert... Je ne vois qu'un bras! — A ces mots, nous échangeâmes un sourire, comme des gens qui s'avouent vaincus : il fallait croire à la magie... Mais mon voisin l'esprit fort, après avoir fait bouillonner l'eau de son narguilé avec un bruit effroyable, regarda le harvi. Je remarquai que notre pensée avait été mal interprétée par le devin, et qu'il chancelait dans son affirmation, supposant que nous avions ri de pitié. Il demanda donc à l'enfant : — Tu ne vois qu'un bras? Et l'autre? — L'enfant ne répondit pas, et il se fit un grand silence. On entendit les petits papiers s'enflammer plus vivement sur le réchaud. — L'autre bras, reprit le négrillon... je le vois : ce monsieur le met devant son dos, et il tient un gant de cette main!

La première personne évoquée avait trois jambes; la seconde, au lieu d'un bras de moins, se trouvait être au grand complet!... La séance languissait : aussi, fatigué de ces expériences et de ma position, placé que j'étais en face du grand harvi, je levai le siége, et je montai sur la terrasse de la maison.

Là debout, appuyé sur le mur, au milieu d'une nuit illuminée par le plus pur clair de lune, en face de tant de mosquées élégantes sur lesquelles se détachait la silhouette des aigles et des buses, j'allumai ma longue pipe et je m'abandonnai à la rêverie.

A l'horizon se montrait le palais, le balcon même où Kléber fut assassiné; çà et là je voyais s'élancer quelques beaux et sveltes minarets contemporains des sultans mameloucks, partout des croissans :

l'Orient se révélait à moi avec ses nuits silencieuses et ses maisons pleines de mystère. Alors je vins à penser que celui-là serait un sorcier bien habile qui pourrait dire ce que tout cela sera dans un demi-siècle.

Le harvi avait donc échoué complètement; mais enfin que voyait ce négrillon dans le creux de sa main? Comment la farce se jouait-elle? Par hasard, je pus l'apprendre.

Un mois après, à bord de *la Zénobie*, en route pour Bombay, je retrouvai le lieutenant St... et son négrillon, le même qui avait servi de compère au harvi. — C'était assurément une soirée magique : le flot calme de la mer Rouge baignait mollement la ligne de sable qui s'allonge au pied des grands monts de la côte d'Arabie; les étoiles, reflétées dans les eaux, semblaient des lumières phosphorescentes se jouant à la proue du navire. L'instant ne pouvait être mieux choisi... Le lieutenant St... me donna donc l'explication suivante :

« Le grand art du harvi, c'est de savoir se faire entendre de l'enfant sans que personne de l'assemblée puisse distinguer un seul mot de ce qu'il dit, tandis qu'il semble murmurer des paroles mystérieuses. D'abord il effraie le compère improvisé, le menace de lui montrer le diable, lui dicte les réponses que parfois celui-ci entend de travers (comme dans le cas de la dame aux trois jambes), et, pour le forcer à parler, de son orteil il lui presse le pied d'une façon horrible; manœuvre dissimulée aux yeux du public par la longue robe dont s'enveloppe le sorcier. S'il devine juste, la gloire de la réussite lui revient de droit; s'il se trompe, on s'en prend à l'enfant. Souvent le hasard l'a merveilleusement servi. Aussi la goutte d'encre est-elle considérée comme infaillible par tous les Égyptiens, dont le harvi est depuis long-temps en possession d'amuser les soirées. »

## II.

Il suffit parfois d'une expérience manquée pour dégoûter à tout jamais des plus curieux spectacles, et je me sentis prévenu contre les merveilles de l'Inde.

Deux mois plus tard, faisant route de Bombay à Pounah, je m'arrêtai à Karli pour visiter le temple souterrain creusé dans la colline qui fait face au village; et, pendant la chaleur du jour, je me reposais sous l'ombrage des cocotiers, si beaux en ce lieu, quand je vis s'avancer, au bruit d'instrumens discordans, une bande d'Hindous.

L'un d'eux tenait dans chaque main une *cobra-capella*, la plus terrible espèce de serpens dont l'Inde puisse se vanter, et en outre il portait en sautoir un énorme *boa*.

Arrivé près de moi, le *jongleur* jeta ses serpens à terre, les fit courir, irrita les cobras, qui déroulaient leurs anneaux d'une manière effrayante, embrassa son boa, puis il se prit à les faire danser tous les trois au son d'un flageolet singulier, qui se touchait comme une vielle, bien qu'il fût formé d'une calebasse. Pendant ce temps, ses acolytes avaient disposé tout leur établissement sur la poussière; le tambourin rassemblait les enfans du village, et bientôt se forma un cercle considérable de spectateurs de dix ans et au-dessous : les plus petits nus, les autres portant une ceinture, et tous accroupis, dans l'attente des grandes choses qui se préparaient.

A la différence du silencieux harvi, ce jongleur avait toute la volubilité d'expressions d'un saltimbanque européen. Il s'exprimait très clairement, en bon hindoustani, bien qu'il se trouvât en pays mahratte; mais le public semblait n'y rien perdre, tant ses gestes et ses gambades étaient intelligibles.

D'abord, il posa par terre une marionnette, soldat portant le sabre et l'arc. A l'entendre, c'était un *sipahi*, un grand chasseur, un tueur de lions, de tigres, de gazelles... Bientôt, à son commandement, la marionnette lança une flèche et renversa le but disposé devant elle, non pas une fois, mais à plusieurs reprises. à la satisfaction évidente de la jeune assemblée.

Ce n'était là qu'un préambule, *les bagatelles de la porte!* Le jongleur prit une poignée de blé noir (*djouari*), la mit dans un manteau; puis, quand on eut bien secoué le manteau, bien vanné le grain, il se trouva changé en un beau riz blanc, pur, prêt à faire un *karry*.

Je n'y avais rien compris, et je commençais à rentrer dans mes habitudes de crédulité, lorsque l'escamoteur ambulant étala une seconde marionnette, longue de six pouces au plus et de la grosseur du poignet. Cette informe poupée épouvanta grandement la partie la plus naïve du public; mais quelle ne fut pas la surprise générale, quand de ce morceau de bois caché sous un mouchoir sortirent successivement jusqu'à quatre gros pigeons! Ils devaient y être contenus d'avance, à moins de sortilége... Quant à moi, j'aurais eu peine à y introduire quatre moineaux.

Notre jongleur accompagnait ses tours de *mantras* (prières magiques), et traçait des cercles avec sa baguette. Mais il avait sur ses confrères d'Europe un avantage, ou plutôt une supériorité bien mar-

quée, car il opérait sur le sol, sans table ni gobelets, et complètement nu, sauf le turban et la ceinture que les Hindous ne quittent jamais; donc, pas de manches, pas de gibecières. Son cabinet consistait en quelques mauvais paniers de bambou destinés à porter les serpens, qu'il escamotait aussi et faisait paraître et disparaître avec une telle adresse, que le plus fin n'y eût rien compris. Ainsi, d'un mouchoir déroulé, secoué et mis au vent comme un pavillon, je le vis faire sortir une de ces cobras, laissée dans un panier près de moi, à une très grande distance du lieu où il se trouvait, en sorte que, voyant le nid de l'animal entièrement vide, je soupçonnai qu'il s'était frayé un chemin sous terre.

Ce qui donnait à cette représentation un caractère pittoresque et animé, c'étaient les physionomies enfantines de ces petits groupes si franchement effrayés et si franchement réjouis; puis ici une jeune fille, revenant de puiser de l'eau au pied de la pagode, s'arrêtait, la cruche sur la tête, et, après avoir prêté un instant d'attention au spectacle, reprenait sa route vers le village; là un vieux Mahratte, le bouclier sur l'épaule, la lance au poing, se levait sur l'étrier, et bientôt retombait dédaigneusement sur sa selle; plus loin de jeunes enfans attardés accouraient si vite, que quelques-uns tombaient en chemin. L'aîné plaçait le plus jeune sur sa hanche, à la manière des Hindous, et, pliant sous le faix, traînait par la main le reste de la famille.

C'était une scène de nature, sans manière ni affectation, et en vérité je ne sais rien de si gracieux que ces figures plus ou moins brunes penchées en avant; ces têtes étranges chargées de pendans d'oreilles et d'anneaux passés dans le nez, appuyées sur deux petites mains couvertes de bracelets; ces genoux pliés sous le menton et ces pieds ornés de *gougouroux* sonores : car tel est le vêtement des habitans de l'Inde jusqu'à ce que l'âge leur apprenne à porter quelque chose de plus que des ornemens.

Cependant les tours de magie continuaient sans interruption. Le jongleur tenait à la main une cruche aussi impossible à vider que le tonneau des Danaïdes l'était à remplir; il versait l'eau à terre, la jetait dans son oreille et la rendait par la bouche, s'administrait des douches sur la tête, et toujours le vase était plein jusqu'au bord.

Ensuite il tira de son sac une paire de pantoufles de bois plus larges que la plante de ses pieds. Après bien des discours et des charges, il finit par faire adhérer à ses talons nus ces semelles très polies, et fit plus de gambades avec de telles chaussures que n'en pourraient faire à l'Opéra de jolis petits pieds chaussés d'élégans escarpins. Tantôt

il s'élevait en l'air, tantôt il frappait la pantoufle sur la terre de manière à la faire tomber, mais jamais elle ne glissait. Ce fut encore là une chose inexplicable pour moi, car il n'avait appliqué à ses pieds aucune substance collante, et il pouvait à volonté lâcher ces pantoufles unies comme la glace.

Enfin la séance se termina par une expérience plus surprenante encore, que, par cette raison sans doute, notre magicien gardait pour la dernière. L'un des joueurs de tambourins, grand garçon d'une belle taille, se laissa attacher les pieds, lier les mains derrière le cou, et enfermer dans un filet à poissons bien serré par une douzaine de nœuds. Dans cet état, après l'avoir promené autour du cercle des spectateurs, on le conduisit près d'un panier de deux pieds de haut sur quatorze pouces de large. — Voulez-vous que je le jette dans l'étang? demanda le chef de la bande. C'est un vaurien; le voilà bien lié; l'occasion est bonne : j'ai envie de m'en défaire! — Et l'auditoire crédule se tournait déjà du côté de cette pièce d'eau, ombragée d'arbres magnifiques et creusée au bas de la pagode pour les ablutions et les besoins du village. — Non, dit en s'interrompant le jongleur après une minute de réflexion; je vais l'escamoter, l'envoyer.... où vous voudrez : à Founah, à Delhi, à Ahmed-Nagar, à Bénarès! — Et sur-le-champ il enleva le patient, toujours incarcéré dans son filet, et le plaça au fond du panier, en rabattant le couvercle sur sa tête; il s'en fallait de plus de trois pieds que les bords se joignissent. On jeta un manteau sur le tout.

Insensiblement le volume diminua, s'affaissa; on vit voler en l'air le filet et les cordes qui attachaient le jeune Hindou; puis le panier se ferma de lui-même, et une voix qui semblait sortir des nues cria : Adieu!

— Il est parti pour Ahmed-Nagar, il est envolé : *Our-Gaya! Our-Gaya!* répéta le jongleur avec transport; il ne saurait tenir dans un aussi petit espace (et cela paraissait physiquement impossible). Je vais donc attacher le panier et prendre congé de l'assemblée.

Le paquet fut bien ficelé; il ne restait plus qu'à le mettre sur le dos du buffle destiné à porter les bagages de la troupe. — Un instant! reprit subitement le jongleur; si pourtant il était dans le panier! Qui sait? — Et là-dessus, tirant un long sabre, il traversa le panier presque par le milieu... Le sang coula en abondance... l'anxiété était à son comble... lorsque tout à coup le couvercle se lève de nouveau, et d'un bond le grand garçon saute hors de sa niche, frais et dispos, sans la moindre égratignure!

Ce tour est simple, très simple, dira-t-on, mais se débarrasser des cordes et du filet, se cacher dans un si petit espace, y rester un quart d'heure sans broncher et de telle façon que le sabre ne puisse rencontrer quelque membre à entamer, ce sont là des prodiges de dextérité, de souplesse et de patience que l'on ne peut concevoir, surtout quand on les a vus.

Après ce *nec plus ultrà* de la science, les jongleurs firent leurs paquets et se mirent en marche vers Nagapour, leur patrie. Je les vis se perdre dans la foule de bœufs chargés que des troupes de Mahrattes, tribus ambulantes traînant avec eux armes et bagages, femmes et enfans, conduisent dans l'intérieur.

La foule se dispersa peu à peu. Le soleil déclinait derrière les montagnes, le peuple se rendait à l'étang pour les ablutions, et le gros oiseau pêcheur, hôte de ces eaux tranquilles, était si sérieux à la pointe de la pagode, qu'on l'eût pris pour le dieu de ce temple idolâtre.

Pour moi, je remontai sur mon petit cheval, et, tout en trottant au milieu des nuages d'une poussière dorée par les derniers feux du jour, je ne pus m'empêcher de reconnaître que ces jongleurs errans battaient complètement non-seulement les harvis du Caire, mais encore les plus fameux escamoteurs de l'Europe, et que, si la magie n'est pas morte, c'est dans l'Inde qu'il faut la chercher.

THÉODORE PAVIE.

Pounah, chez les Mahrattes, 23 décembre 1839.

UNE

# SOIRÉE PERDUE.

J'étais seul, l'autre soir, au Théâtre-Français,
Ou presque seul; — l'auteur n'avait pas grand succès;
Ce n'était que Molière, et nous savons de reste
Que ce grand maladroit qui fit un jour Alceste
Ignora le bel art de chatouiller l'esprit,
Et de servir à point un dénouement bien cuit.
Grace à Dieu, nos auteurs ont changé de méthode,
Et nous aimons bien mieux quelque drame à la mode,
Où l'intrigue, enlacée et roulée en feston,
Tourne comme un rébus autour d'un mirliton.

J'écoutais cependant cette simple harmonie,
Et comme le bon sens fait parler le génie.
J'admirais quel amour pour l'âpre vérité
Eut cet homme, si fier en sa naïveté;
Quel grand et vrai savoir des choses de ce monde,
Quelle mâle gaieté, si triste et si profonde
Que, lorsqu'on vient d'en rire, on devrait en pleurer!
Et je me demandais : Est-ce assez d'admirer?

Est-ce assez de venir, un soir, par aventure,
D'entendre au fond de l'ame un cri de la nature,
D'essuyer une larme, et de partir ainsi,
Quoi qu'on fasse d'ailleurs, sans en prendre souci?

Enfoncé que j'étais dans cette rêverie,
Çà et là, toutefois, lorgnant la galerie,
Je vis que, devant moi, se balançait gaiement
Sous une tresse noire un cou svelte et charmant.
Et, voyant cet ébène enchâssé dans l'ivoire,
Un vers d'André Chénier chanta dans ma mémoire;
Un vers presque inconnu, refrain inachevé,
Frais comme le hasard, moins écrit que rêvé.
J'osai m'en souvenir, même devant Molière;
Sa grande ombre, à coup sûr, ne s'en offensa pas;
Et, tout en écoutant, je murmurais tout bas,
Regardant cette enfant qui ne s'en doutait guère :
« Sous votre aimable tête, un cou blanc, délicat,
« Se plie, et de la neige effacerait l'éclat. »

Puis je songeais encore (ainsi va la pensée)
Que l'antique franchise, à ce point délaissée,
Avec notre finesse et notre esprit moqueur,
Ferait croire, après tout, que nous manquons de cœur;
Que c'était une triste et honteuse misère
Que cette solitude à l'entour de Molière,
Et qu'il serait bien temps, comme dit la chanson,
De sortir de ce siècle, ou d'en avoir raison;
Car à quoi comparer cette scène embourbée,
Et l'effroyable honte où la muse est tombée?
La lâcheté nous bride, et les sots vont disant
Que sous ce vieux soleil tout est fait à présent;
Comme si les travers de la famille humaine
Ne rajeunissaient pas, chaque an, chaque semaine.
Notre siècle a ses mœurs, partant sa vérité;
Celui qui l'ose dire est toujours écouté.

Ah! j'oserais parler, si je croyais bien dire.
J'oserais ramasser le fouet de la satire,
Et l'habiller de noir, cet homme aux rubans verts,

Qui se fâchait jadis pour quelques mauvais vers.
S'il rentrait aujourd'hui dans Paris, la grand' ville,
Il y trouverait mieux, pour émouvoir sa bile,
Qu'une méchante femme et qu'un méchant sonnet;
Nous avons autre chose à mettre au cabinet.
O notre maître à tous! si ta tombe est fermée,
Laisse-moi dans ta cendre, un instant ranimée,
Trouver une étincelle, et je vais t'imiter!
J'en aurai fait assez si je puis le tenter.
Apprends-moi de quel ton, dans ta bouche hardie,
Parlait la vérité, ta seule passion,
Et pour me faire entendre, à défaut du génie,
J'en aurai le courage et l'indignation!

Ainsi je caressais une folle chimère.
Devant moi cependant, à côté de sa mère,
L'enfant restait toujours, et le cou svelte et blanc
Sous les longs cheveux noirs se berçait mollement.
Le spectacle fini, la charmante inconnue
Se leva. Le beau cou, l'épaule à demi nue
Se voilèrent; la main glissa dans le manchon;
Et, lorsque je la vis, au seuil de sa maison,
S'enfuir, je m'aperçus que je l'avais suivie.
Hélas! mon cher ami, c'est là toute ma vie.
Pendant que mon esprit cherchait sa volonté,
Mon corps savait la sienne, et suivait la beauté;
Et quand je m'éveillai de cette rêverie,
Il ne m'en restait plus que l'image chérie :
« Sous votre aimable tête, un cou blanc, délicat,
« Se plie, et de la neige effacerait l'éclat. »

Alfred de Musset.

# POLITIQUE EXTÉRIEURE.

## L'ESPAGNE. — L'ORIENT.

Le mois qui vient de finir a été fécond en évènemens graves, et graves à tel point que la face du monde en pourrait être changée. L'Espagne et l'Orient ont donné des spectacles si extraordinaires, que si ces spectacles avaient paru les uns sans les autres, ils auraient suffi pour absorber l'attention publique, et la captiver au plus haut degré. Mais l'Espagne, qui d'abord avait attiré tous les esprits à elle, les a vus s'enfuir tout à coup vers les affaires d'Orient, au bruit des singulières résolutions prises à Londres.

Avant de passer aux affaires d'Orient, nous dirons quelques mots de celles d'Espagne, qui méritent cependant leur part d'attention, car les plus étranges violations de principes, les plus odieuses scènes d'anarchie viennent de s'y produire à l'envi, dans un moment où l'Espagne semblait pacifiée et triomphante. La guerre civile en effet venait de disparaître pour la seconde fois, par un évènement aussi éclatant que celui de Bergara. Cette redoutable faction, qui sous Cabrera avait désolé le centre de l'Espagne, et avait paru plus redoutable même que celle des provinces basques, cette faction venait non pas de faire un traité, mais de céder le terrain, et de passer tout entière en France sous Cabrera et Balmaseda. Cabrera et Balmaseda, que le ministère français avait refusé de livrer aux vengeances du gouvernement espagnol, mais qu'il avait consenti à détenir tempo-

rairement, ne menaçaient plus ni Valence, ni Madrid; tout semblait fini, et tout à coup la couronne d'Espagne, échappée aux carlistes, semble tomber aux pieds d'un soldat, que le destin a comblé de ses hasards les plus heureux, et qui, sans génie, mais non sans ambition politique, livre à de misérables subalternes sa prodigieuse fortune. Toutefois, ce coup de théâtre si prompt n'était pas sans cause antérieure; depuis quelque temps, il était facile à pressentir. Un ministère honnête, mais faible, gouvernait l'Espagne pour les modérés. Les chefs de ce parti, les Martinez de la Rosa, les Isturitz, repoussés par la haine jalouse des factions, cherchaient à maintenir dans les mains de quelques-uns de leurs amis un pouvoir qu'ils ne pouvaient posséder eux-mêmes; ces amis, ministres pour le compte d'autrui, bien intentionnés, mais faibles, vivaient tiraillés entre leurs protecteurs et le quartier-général d'Espartero. Ce double joug était difficile à supporter en même temps, car les chefs modérés avaient pour l'entourage d'Espartero une incroyable aversion, et le quartier-général d'Espartero, conduit par un subalterne, le brigadier Linage, avait pour le parti modéré une haine égale. Comment Espartero, si peu fait pour la violence, si peu fait pour gouverner un parti quelconque, est-il devenu le chef des *exaltados* après les sanglantes exécutions qu'il avait exercées dans son armée au profit de la discipline? Comment? par la cause qui gouverne toujours ces hommes-instrumens, doués de courage de cœur, et faibles d'esprit, par le hasard des relations.

Espartero s'est livré depuis long-temps à un feseur, le brigadier Linage. Linage est un de ces hommes que la jalousie des positions supérieures, qu'ils ne peuvent ni conquérir pour eux-mêmes, ni tolérer chez les autres, rend anarchistes; Linage est du parti des *exaltados*. Il a fait plusieurs manifestations dans leur sens, et les *exaltados*, sachant qu'il y avait à gagner de ce côté, battus dans les élections par le bon sens espagnol, se sont jetés aux pieds d'Espartero, qu'ils avaient bafoué. Espartero leur a donc appartenu. Cependant la duchesse de la Victoire, adroitement conquise par la reine, a quelquefois fait contre-poids à l'influence du brigadier Linage, et a maintenu Espartero flottant nonchalamment entre les anarchistes et la reine.

Jusqu'ici Espartero ne voulait pas être ministre. Il avait une armée, un grand pouvoir; il gagnait des titres, des dotations; il prospérait par la guerre civile qui désolait l'Espagne. Il se contentait de tourmenter tous les ministres, de leur faire des querelles à tout propos, pour les plus frivoles motifs. Dès qu'un ministre de la guerre lui avait déplu, il avait un grief tout prêt pour le renvoyer. L'armée, disait

alors Espartero, manquait de tout!... l'armée, à laquelle on a prodigué depuis quelques années tous les trésors de l'Espagne! Cet état insupportable pour tous les ministères était cependant supporté par eux, grace à la guerre civile. Mais la guerre civile finissant, Espartero a vu son rôle fini, ou bien M. Linage l'a vu pour lui, et a décidé qu'Espartero serait ministre. Le voyage de la reine en a fourni l'occasion.

C'est ici le cas d'expliquer ce singulier voyage, et le rôle qu'a joué la diplomatie française en Espagne.

La reine s'est mis en tête le projet d'aller en Catalogne. On ne sait pas bien encore le vrai motif de ce déplorable voyage. Les infans qui sont à Paris ont cru que c'était pour marier la jeune reine à un prince de Cobourg qui vient de quitter Lisbonne, et qui, voyageant actuellement en Espagne, vient de toucher à Cadix, Malaga, Valence, etc. Les modérés de Madrid ont dit que la reine allait les livrer à Espartero. Les exaltés eux-mêmes, pour lesquels on disait le voyage préparé, ont cru que la reine s'éloignait de Madrid pour faire un coup d'état contre la constitution, et dans le but de rétablir le statut royal. C'est bien la preuve que tous se trompaient, et que le voyage n'était préparé avec et pour aucun d'eux.

La reine avait probablement les plus frivoles motifs, nous étonnerions si nous disions les plus vraisemblables. Nous sacrifierons au respect que mérite une reine pleine de cœur et d'esprit, nourrie d'amertumes depuis sept ans, nous sacrifierons le plaisir de curiosité que nous pourrions donner à nos lecteurs. Mais au travers des frivoles motifs qui l'entraînaient, la reine croyait trouver un motif politique qui excusait à ses propres yeux la légèreté de sa résolution; elle espérait exercer sur Espartero un ascendant qui, en général, s'est trouvé irrésistible toutes les fois qu'elle a voulu l'exercer. Ses ministres, parlant au nom des modérés, ne cessaient de lui dire qu'Espartero voulait usurper. Elle a pris je ne sais quel plaisir de reine et de femme à le leur montrer à ses pieds, soumis, raisonnable, tout prêt peut-être à aller s'endormir dans le sein d'un ministère qu'il couvrirait de son nom, et par lequel il serait conduit comme il a coutume de l'être.

Vaine et déplorable illusion, payée d'un effroyable et funeste scandale! Quand la reine a fait part de ce projet à ses ministres et au corps diplomatique, elle a reçu d'inutiles conseils. Le ministère français, ayant pour principe de respecter l'indépendance de l'Espagne, avait toujours recommandé à l'ambassadeur de ne pas se faire homme de parti, de s'abstenir de vivre au milieu des coteries, de ne pas renouveler un spectacle déjà donné, celui d'un ambassadeur français

s'affichant pour *moderados*, et d'un ambassadeur anglais s'affichant pour *exaltados*. — Sachez sans doute préférer le bien au mal, avait dit le ministre à l'ambassadeur, et si un parti veut des choses raisonnables, si un autre en veut d'absurdes, n'affichez pas d'être indifférent entre le vrai et le faux; mais bornez-vous là : ne partagez les passions de personne; tenez-vous en dehors des partis; autrement vous serez compromis, et la France avec vous. Vos conseils même seront sans force. C'est, dit-on, un des motifs pour lesquels M. de Rumigny avait encouru en quelques circonstances la désapprobation du cabinet. Les *moderados*, qui sont modérés dans leurs doctrines, mais un peu exaltés par caractère, ont fort mal pris ces conseils de prudence, et ont prétendu que le ministère français voulait faire passer l'influence aux *exaltados*. Il n'en était rien, le ministère français voulait de la mesure dans la conduite de ceux qui le représentaient; mais il ne voulait porter l'influence ni aux uns ni aux autres; il regardait cela comme hors du droit et du pouvoir d'un ambassadeur étranger.

Est survenu, comme nous le disions, le projet de voyage de la reine. Le ministère français l'a vivement blâmé, et cela par un droit qui ne lui aurait point appartenu, si on n'avait pas offert à l'ambassadeur d'en faire partie. L'ambassadeur y avait à peu près consenti; le ministère l'a rappelé sur-le-champ. Le ministère français ne voulait à aucun prix rendre la France responsable de ce qui se passerait à Barcelone; il craignait, si des désordres éclataient, que la personne de l'ambassadeur ne fût compromise, M. de Rumigny surtout étant devenu odieux aux *exaltados*, qui lui en voulaient cruellement. Le rappel de l'ambassadeur, l'envoi d'un nouveau représentant, homme ferme, intelligent, habitué à se conduire entre les partis, allait donner le temps de juger le but et la conduite du voyage. Puisqu'on n'avait pas pu l'empêcher, il y avait toute convenance à n'y prendre aucune part, mais à se tenir prêt à pourvoir aux éventualités qu'il pourrait faire naître. Le nouvel ambassadeur, M. de la Redorte, reçut ordre de se tenir à quelque distance de Port-Vendres.

Ce déplorable voyage a eu lieu. La reine, fêtée par l'armée et le peuple, insultée par quelques municipalités, obsédée dans plusieurs de ses stations par Espartero, qui lui a purement et simplement demandé la présidence du conseil, est arrivée à Barcelone un jour satisfaite, un autre jour désolée d'avoir entrepris ce voyage. A Barcelone, elle a plusieurs jours de suite attendu Espartero. Il semblait vouloir laisser percer une nuance de mécontentement; il est venu enfin, et a reçu une ovation indigne de lui, une ovation de la plus vile popu-

lace. Barcelone a pris un aspect sinistre. Espartero, bien préparé par Linage, est venu au palais de la reine, et lui a parlé du mécontentement public. Il ne lui a plus cette fois demandé le ministère, mais le refus de sanction à cette loi des *ayuntamientos*, seule loi vraiment sage qu'on ait depuis quelques années présentée en Espagne, seule loi qui puisse lui procurer un peu d'ordre administratif. La reine a refusé, elle a discuté avec Espartero. Au premier abord, il a eu force argumens; mais la reine, qui est femme d'esprit, a soutenu la discussion, elle a bientôt épuisé les provisions d'Espartero, qui est resté au dépourvu devant la spirituelle abondance de sa souveraine. Il s'est retiré battu, pas trop mécontent de sa défaite; car, quand il est livré à sa bonne nature, il n'aspire qu'à la gloire qui lui appartient, celle d'un héroïque soldat. Mais rentré chez lui, on lui a appris qu'il avait été battu, on lui a dit que la reine l'avait joué; il s'est indigné alors, et a voulu partir. Il est resté plusieurs jours dans cet état entre Linage et sa femme, qui tantôt appuyait la reine, tantôt effrayée tournait aux *exaltados*. Enfin on l'a poussé à donner sa démission. La reine aurait fini par l'accepter, on s'en est douté, on a eu recours à l'émeute. L'émeute s'est montrée, non pas comme chez nous, en attaquant la force publique, mais en hurlant, en insultant les honnêtes gens, en égorgeant les victimes qui n'étaient pas défendues. Espartero, disposant de cinquante mille soldats fidèles, a laissé l'émeute opprimer sa souveraine. La reine l'a fait appeler, il a exigé le renvoi des ministres, la non-sanction de la loi des *ayuntamientos*, la dissolution des cortès. La non-sanction de la loi des *ayuntamientos* était chose impossible, car déjà la sanction envoyée à Madrid était publiée. La dissolution des cortès a été bravement refusée par la reine; mais le renvoi des ministres a été accordé, et un nouveau ministère composé. Cette concession a désarmé les conseillers d'Espartero. L'émeute a cessé un instant

Il a fallu composer un ministère. Là était la difficulté. Pour première punition, Espartero n'a pas pu en faire partie; car, même au milieu de cette odieuse licence, une sorte de pudeur publique obligeait Espartero à ne point paraître avoir fait tout cela pour s'emparer du pouvoir. Il a cherché des ministres, il n'en a pas trouvé, car il n'y en a pas beaucoup là, comme ailleurs, dans le parti de la violence. On a cherché quelques hommes d'affaires, MM. Oñis, Campuzano, que des mécontentemens personnels ont jetés dans l'opposition, mais qui n'ont rien de commun avec les anarchistes, puis des officiers, des administrateurs, tous étrangers aux partis, mais aussi aux cortès, et sans influence auprès d'elles. Ce ministère, tel quel, dont on a

réuni les noms, parce qu'il en fallait faire un qui fût pris dans l'opposition, non dans la violence, ce ministère tel quel, il est douteux qu'il accepte, car ses membres sont absens, et le cri de l'Espagne contre les scènes de Barcelone a de quoi décourager tout le monde. Espartero va donc se trouver avec la reine et le gouvernements sur les bras, et n'en sachant que faire, ayant mis les anciens ministre en fuite, ne pouvant pas l'être, n'en ayant pas qui veuillent l'être.

Première punition! Mais une autre s'en est suivie. Espartero a été débordé, l'émeute a ensanglanté les rues, commis des horreurs qui depuis quarante ans semblaient ne pouvoir reparaître. Espartero a vu des victimes se réfugier à ses pieds et à ceux de sa femme; il s'est indigné alors. Honneur à lui dans ses fautes! Il s'est retrouvé ce qu'il est, un cœur honnête et généreux, abusé par des misérables; il a menacé l'*ayuntamiento* de le faire fusiller, il a rétabli un peu d'ordre. Mais il est là avec sa reine désolée, humiliée, sans ministres, sans pouvoir, dégoûtée de régner; et lui, il a vu en un jour ternir sa gloire et rabaisser ses services! Cependant il s'est relevé en défendant au dernier jour l'ordre et les honnêtes gens. Puisse-t-il mieux comprendre l'intérêt de son pays, de sa souveraine et de sa gloire!

Au milieu de ces hideuses scènes, nous avons à nous honorer, nous, de la conduite du jeune et courageux ambassadeur envoyé à Barcelone. Quand il a été visible qu'aucune machination, aucune intrigue ne pouvait plus être imputée au gouvernement de la reine; que la diplomatie française, en se montrant à Barcelone, n'encourait aucune responsabilité; qu'il n'y avait que de l'appui à porter à la reine, M. de la Redorte a reçu ordre de partir. Courageux et plein d'aplomb, nouveau d'ailleurs, étranger aux partis, il courait moins de chances que son prédécesseur. Il s'est embarqué; il est descendu hardiment au milieu des rues ensanglantées de Barcelone; dans l'hôtel du consul qu'il habitait, il a fait prendre quelques précautions au moyen des marins français. Il a pris ces précautions afin de couvrir les victimes auxquelles il allait donner asile; il les a reçues toutes sans distinction; puis il est allé, accompagné d'un simple secrétaire, se montrer dans les rues. Son regard ferme et calme a déconcerté les odieux égorgeurs qui déshonoraient la capitale de la Catalogne, et il a porté par sa conduite un singulier appui aux honnêtes gens épouvantés.

Il s'est rendu chez la reine, lui a présenté ses lettres de créance et offert l'appui de son gouvernement; là, il attend, sans se permettre un jugement sur les ministres que la reine a appelés ou appel-

lera. Ce rôle ne lui appartient pas. Les ministres choisis par la reine sont, pour nous, les ministres légitimes de la royauté espagnole, quelle que soit leur origine; si leur conduite surtout, comme celle de tous les hommes éclairés par le pouvoir, est humaine et modérée, l'ambassadeur de France fera avec eux, comme avec d'autres, les affaires des deux gouvernemens, en formant des vœux pour l'ordre, pour la reine, pour cette noble monarchie espagnole qui manque à l'Europe, et dont le retour au rang des grandes puissances est à la fois un besoin et un souhait sincère de la France.

Ces scènes tragiques, en d'autres temps, auraient fait oublier toute autre chose en Europe; mais lord Palmerston s'est chargé de les faire oublier, toutes grandes qu'elles soient, par la grave résolution à laquelle il vient de pousser ses collègues et les représentans des cours du Nord. Autant qu'il était en lui, il a rompu l'alliance anglo-française, alliance sur laquelle repose depuis dix ans la paix du monde! Quoi de plus grave en effet? quoi de plus digne de l'attention inquiète de l'univers?

Sans doute la paix n'est pas encore rompue; mais le lien qui retenait les passions de l'Europe est brisé ou près de l'être. Comment ne serait-on pas alarmé d'une telle résolution? comment ne demanderait-on pas compte au ministre anglais de la témérité qui menace le repos du monde?

De bas ennemis, qui dans une situation pareille ne voient que des hommes à décrier, s'adressent au cabinet du 1er mars et lui disent : Eh bien! cette alliance anglaise que vous avez préconisée avec tant de complaisance, qu'est-elle devenue? Vous avez donc soutenu une fausse politique; vous vous êtes trompé, retirez-vous!

Rien n'est plus indigne qu'un tel langage; le cabinet actuel a toujours voulu l'alliance anglaise, et a bien fait de la vouloir. Si quelqu'un pouvait la sauver, c'était lui; mais les choses étaient si avancées, qu'il ne l'a pas pu, et que personne ne l'aurait pu à sa place. Les faits connus de tout le monde en font foi.

Quand le cabinet du 1er mars est arrivé, les propositions Brunow allaient être signées. Une idée du général Sébastiani a seule différé cette signature; le général avait suggéré au cabinet anglais la pensée d'appeler à Londres un plénipotentiaire turc, pour traiter avec ce plénipotentiaire la question d'Orient. Cette idée, adoptée par lord Palmerston, avait fourni le moyen de gagner deux mois. De plus l'arrivée d'un nouvel ambassadeur, M. Guizot, l'avénement d'un nouveau ministère, celui de M. Thiers, étaient des motifs d'interruption

dans la négociation. On a donc suspendu les pourparlers, et le cabinet du 1er mars a su gagner encore cinq mois; et sans les évènemens du Liban, il est probable que la question, encore ajournée, eût insensiblement abouti au *statu quo*, la meilleure des solutions dans l'embarras où l'Europe était placée.

Voilà la vérité rigoureuse, que l'on ne comprendra bien qu'en remontant un peu haut dans l'exposé des faits. Nous les avons puisés à bonne source.

La France n'a jamais eu, depuis dix ans, que deux politiques à suivre, celle de l'isolement ou celle des alliances.

Rester seule, et appuyer telle ou telle solution suivant les circonstances, en se portant vers les uns ou les autres, était une politique forte sans doute, mais toujours coûteuse et menaçante. Il fallait, pour une telle politique, que la France restât armée, presque sur le pied de guerre; que, lorsqu'elle trouverait tout le monde contre elle sur une question, elle menaçât l'Europe de ses deux forces, la guerre et la révolution. Mais c'était là une politique dure, alarmante, presque odieuse pour le monde. En s'alliant à l'une des puissances, elle pouvait alors, par des voies plus douces, celles des négociations et des transactions, arriver à des résultats tout aussi profitables, avec l'avantage de calmer les esprits en France et en Europe, et de ramener à elle les gouvernemens effrayés. C'était, en un mot, la politique la plus humaine; la France l'a préférée et a bien fait.

Résolue à s'allier à quelqu'un, la France pouvait-elle s'allier à d'autres que l'Angleterre? Évidemment non. Ceux qui lui conseillaient l'alliance russe étaient de purs rêveurs. La Russie affectait un éloignement blessant. La Prusse et l'Autriche avaient de notre révolution un effroi mal dissimulé. L'Angleterre seule, ayant de nos institutions le goût et l'habitude, regardait notre révolution d'un œil philosophique, la Russie d'un œil jaloux, et inclinait visiblement vers nous. Il n'y avait ni à choisir ni à hésiter.

Il fallait être seuls, c'est-à-dire toujours armés, toujours menaçans, ou être alliés de quelqu'un, et, en étant alliés, l'être de l'Angleterre.

Toute autre politique était non-seulement absurde; elle était plus, elle était impossible.

M. Thiers a donc eu raison de dire qu'il fallait persévérer le plus possible dans l'alliance anglaise, et ne s'en retirer que lorsqu'il serait prouvé aux yeux du monde que l'Angleterre avait tort contre la France. Il a eu raison de parler ainsi, car la France, en revenant à la politique de l'isolement, c'est-à-dire à la politique armée et mena-

çante pour l'Europe, devait pouvoir dire à cette Europe, dont l'appui moral lui est nécessaire, même pendant la guerre, la France devait pouvoir lui dire, et lui prouver qu'elle n'avait pas tort.

Nous croyons qu'elle a raison aujourd'hui; nous croyons que la question, bien jugée, lui vaudra l'approbation universelle.

La question d'Orient était l'écueil le plus redoutable pour l'alliance anglaise; car en Orient l'Angleterre, se trompant sur ses intérêts fondamentaux, pouvait céder à des ombrages irréfléchis contre la France. Ces ombrages, c'est l'Égypte qui allait les exciter. L'Angleterre veut pouvoir remonter l'Euphrate et la mer Rouge pour mettre en communication l'Inde avec la Méditerranée et l'Europe. Rien n'est plus naturel. Méhémet-Ali, qui repousserait des établissemens fixes et armés sur son territoire, ne s'est jamais refusé à laisser établir dans ses états des communications faciles, régulières; il y a même le plus grand intérêt. La France ne s'y est jamais opposée: elle livrerait des combats acharnés pour que l'Égypte ne fût pas anglaise; mais elle ne s'opposera jamais à ce que l'Égypte soit traversée par le commerce du monde.

C'est ailleurs que l'Angleterre devrait voir ses dangers. Ils sont à Hérat, à Khiva, à Ispahan. La Russie lui fait là une guerre acharnée d'influence, et prochainement peut-être une guerre d'une autre espèce; elle la menace surtout à Constantinople d'un coup irréparable. C'est là ce qu'il fallait toujours faire sentir à l'Angleterre dès l'origine, avant que les amours-propres fussent engagés dans une voie fatale et dangereuse.

A l'origine de la question d'Orient, on s'est trompé dans les chambres françaises, autant au moins que dans les conseils du gouvernement, sur la marche à suivre. Ayant toujours peur de la guerre, on a songé à faire aboutir la question à des conférences, dans lesquelles le protectorat exclusif de la Russie serait annulé au moyen d'un protectorat plus général, celui des cinq puissances. On courait là un vrai danger, celui de se quereller en conférant, et en se querellant la chance la plus certaine, c'était que l'Angleterre et la France se querelleraient entre elles, parce que la question égyptienne devait se retrouver à tout instant sous la question turque, et Alexandrie derrière Constantinople.

La peur d'agir a donc fait rechercher des conférences où la vraie question, celle de Constantinople, qui aurait toujours rallié la France et l'Angleterre, a disparu devant celle d'Alexandrie, qui devait les diviser. Si, dès l'origine, on avait armé une flotte, demandé à l'Angleterre d'en armer une, et qu'on lui eût proposé de les réunir aux

Dardanelles, avec l'ordre formel et avoué de courir à Constantinople, si les Russes ou les Égyptiens y venaient; qu'ensuite on eût proposé de laisser faire le sultan et le pacha, l'Angleterre, qui, à l'origine, était fort alarmée pour Constantinople, aurait accepté ce plan sans contestation. Ni les Russes ni les Égyptiens ne seraient venus à Constantinople; on n'aurait pas eu à forcer les Dardanelles; en laissant faire le sultan et le pacha, ils se seraient accordés à la suite de la bataille de Nézib; on ne se serait pas chargé, par la fatale note du 27 juillet, de les mettre d'accord, et aujourd'hui tout serait fini.

Il faut le dire, il y a eu là de la faute de tout le monde, chambres et gouvernement, France et Angleterre.

Mais les choses n'ayant pas été ainsi dirigées, on s'est chargé de tout arranger soi-même, et on s'est mis à conférer à cinq sur l'arrangement à proposer au sultan et au pacha d'Égypte. M. de Metternich, qui s'était flatté de compléter la conférence en y amenant la Russie et de la diriger ensuite, est malheureusement tombé malade. Les conférences n'ont pas eu lieu; on leur a substitué des pourparlers. L'Angleterre, qui était toujours inquiète des conséquences de cette question, avait une grande humeur contre le pacha, qui l'avait fait naître. Elle était trompée par les inspirations de l'homme le plus dangereux qu'on ait jamais envoyé dans aucune ambassade, de lord Ponsomby, esprit faux, emporté, brouillon, voulant à tout prix, et le disant même, faire sortir la guerre de la question d'Orient. Lord Ponsomby avait poussé le sultan à la guerre, et maintenant il imputait au pacha d'être la cause de la rupture. Il peignait les choses sous le jour le plus faux à son cabinet. Lord Palmerston, mal renseigné, s'est donc insensiblement animé contre le vice-roi. Il a, dans le courant de l'été de l'année dernière, proposé au ministère français de reprendre la flotte turque au pacha. Le ministère français a refusé, et a bien fait; mais le refus a été connu et envenimé, l'aigreur a commencé. On s'est réciproquement interrogé sur ce que l'on voulait faire pour en finir; on s'est peu ou pas expliqué, on s'est aigri davantage, et c'est alors que, vers l'automne de l'année dernière, la Russie, voyant naître une division entre la France et l'Angleterre, s'est proposé d'en profiter : elle a envoyé M. de Brunow à Londres.

Elle a offert à l'Angleterre de lui livrer le pacha d'Égypte, si elle voulait signer avec elle une convention ayant pour but de finir ensemble la question d'Orient. C'est là que le bon sens de l'Angleterre aurait dû l'éclairer sur un piége aussi facile à apercevoir. La Russie, en effet, n'avait pas grand intérêt à donner plus ou moins au

sultan ou au pacha; pourvu que le pacha ne vînt pas à Constantinople substituer un empire jeune et vigoureux à un empire décrépit et mourant, le reste lui importait peu. Ce qui lui importait, c'était de séparer la France de l'Angleterre, et elle aurait acheté cette séparation d'un prix plus grand que le sacrifice du pacha d'Égypte. L'Angleterre aurait dû voir que le plaisir d'humilier Méhémet-Ali, de lui ôter un pachalik pour le donner à la Porte, était peu de chose; elle aurait dû comprendre que, si c'étaient de libres communications qu'elle voulait à travers l'Égypte et la Syrie, elle les aurait avec le pacha comme avec le sultan; que le sultan, en recouvrant ces provinces, y substituerait l'anarchie à l'administration dure et vigoureuse de Méhémet-Ali, et que l'anarchie valait moins pour les commerçans qui traversent un pays, qu'une autorité même oppressive. L'Angleterre n'a pas vu tout cela; elle a cédé au désir d'humilier le vice-roi; son ministre a été sensible aux caresses de la Russie, qui jusque-là l'avait fort maltraité, et il a écouté les propositions Brunow. Pourtant, on les a renvoyées à Pétersbourg une première fois; elles sont revenues modifiées, et, au mois de mars dernier, elles étaient presque acceptées.

Le général Sébastiani, comme nous l'avons dit, proposa alors, sous prétexte de donner plus de régularité à cette négociation, d'appeler un négociateur turc. Il fit bien, c'étaient deux mois de gagnés. Le temps était bon à employer ici pour donner à tout le monde le moyen de réfléchir et de se calmer.

C'est alors que sont arrivés un nouvel ambassadeur, M. Guizot, un nouveau ministre dirigeant, M. Thiers.

Ces deux personnages se sont concertés, et ont tenu d'accord une conduite qui quelque temps a conjuré le danger, mais qui n'a pas pu le conjurer toujours, surtout quand est venue l'insurrection du Liban.

Le cabinet anglais et les cabinets du Nord ont fait des efforts pour amener les nouveaux représentans de la France aux propositions Brunow.

Que pouvait faire le cabinet français? Abandonner le vice-roi d'Égypte, consentir aux propositions qui avaient pour but de le dépouiller, de le rendre moindre qu'il n'était avant la bataille de Nézib, c'était là une chose impossible. L'opinion publique en France, et une opinion raisonnable l'aurait condamné impitoyablement. En tenant bon pour le vice-roi, on s'exposait à se séparer de l'Angleterre! Cela était vrai; mais tout le monde avait dit à M. Thiers dans les deux chambres : Séparez-vous plutôt que de faire à l'Angleterre le sacrifice de nos intérêts évidens. On disait même à M. Thiers

que, livré corps et ame aux Anglais, il ne saurait pas leur tenir tête. Il leur a tenu tête, il n'a pas voulu leur céder, et aujourd'hui certaines gens, de bas étage il est vrai, et en bien petit nombre, l'accusent presque du résultat amené.

M. Thiers et M. Guizot ont bien fait de se conduire comme ils l'ont fait. Il n'y avait pas deux partis à prendre : entre une indigne faiblesse ou la séparation, la séparation valait mieux.

Voici, du reste, comment les choses se sont passées. Un instant le cabinet français a failli réussir à éclairer l'Angleterre et à conjurer le danger.

Trouvant une négociation presque conclue, M. Thiers a pensé qu'il fallait épargner les amours-propres engagés, et, pour cela, profiter du temps que lui avait ménagé le général Sébastiani. Aux deux mois qu'on lui avait assurés, il a su en ajouter trois. Il n'a rien brusqué, il n'a affiché la prétention de faire prévaloir aucun plan, il s'est contenté de montrer les inconvéniens du plan proposé à Londres, et il a laissé voir, bien qu'avec modération, qu'il y avait telle ou telle solution à laquelle la France s'opposerait péremptoirement.

Que voulez-vous faire en Orient? a dit le cabinet français à toutes les cours. —Vous voulez priver le vice-roi de ce qu'il possède actuellement, vous voulez qu'après la bataille de Nézib qu'il a gagnée sans l'avoir provoquée, vous voulez qu'il ait moins de territoire qu'auparavant; vous voulez ôter à Méhémet-Ali des provinces qu'il saura organiser, pour les rendre au sultan, qui s'épuisera pour les garder sans y réussir. Vous faites l'empire ottoman plus faible, plus agité, car vous diminuez le vassal qui peut sauver l'empire, au profit du suzerain qui ne saura ni l'administrer ni le défendre; le pacha satisfait sera le plus utile soutien de son maitre, sinon par vertu, au moins par un intérêt évident, car il voudra garder non-seulement l'Égypte, mais aussi Constantinople, contre tout le monde; si donc on veut sincèrement le bien de la Porte, il faut la raccommoder avec le pacha sans sacrifier celui-ci.

Mais, ajoutait le cabinet français, de quelque manière qu'on pense à cet égard, qu'on croie devoir verser du côté du pacha ou du sultan, quels moyens a-t-on pour vaincre le pacha et lui imposer un traité dont il ne voudra pas? Ces moyens sont insuffisans ou dangereux.

Ils sont insuffisans, si on se borne à le bloquer en Égypte et en Syrie au moyen d'une flotte anglaise. Il s'enfermera dans ses ports, et puis, quand il sera poussé à bout, il fondra sur Constantinople, et mettra l'Europe en feu.

Les moyens sont dangereux si on veut transporter une armée en

Syrie ou en Égypte. Quelle sera cette armée? Il n'y a pas un soldat anglais disponible. Jamais un soldat français n'ira en Égypte contre le vice-roi. Les Autrichiens ont dit tout haut qu'on ne les amènerait pas à faire une telle croisade. Restent les Russes. Or, l'Europe consentira-t-elle à voir des Russes en Syrie, et les Anglais les y transporteront-ils?

Ces raisons données avec modération, patience et fermeté, pendant cinq mois, avaient sensiblement agi sur tous les cabinets. L'impossibilité de trouver des moyens qui ne fussent ni insuffisans, ni dangereux, la certitude donnée par le cabinet du 1er mars, de l'opposition de la France à certains de ces moyens, avaient détaché tout le monde de la question d'Orient. On souhaitait de toutes parts que l'arrangement direct eût lieu, on le disait clairement.

Cet arrangement direct que la France, par scrupule de loyauté, n'avait pas voulu chercher à opérer de ses propres mains, mais qu'elle avait rendu praticable par les conseils de modération donnés au vice-roi, cet arrangement devenait probable lorsque Méhémet-Ali a envoyé Sami-Bey offrir au sultan la restitution de la flotte turque. Cette offre, personne ne l'avait conseillée, elle était sortie de la joie de Méhémet-Ali, quand il a vu Kosrew destitué.

Qui croirait, qui osera avouer à Londres que c'est ce moment qu'ont choisi les négociateurs pour faire naître une affreuse complication?

Les négociateurs qui avaient pris à tâche de raccommoder le sultan et le pacha, et qui n'y avaient pas réussi, se sont crus compromis si le pacha et le sultan s'arrangeaient tout seuls. La pensée leur est venue aussitôt d'empêcher l'arrangement direct. On cherchait, on s'agitait pour trouver le moyen, quand la nouvelle de l'insurrection du Liban est survenue. Bien vite on y a vu le moyen coërcitif contre Méhémet, qui jusque-là n'avait pas été d'couvert, et on a signé brusquement la fameuse convention de Londres.

C'est sur une lettre de deux Anglais voyageurs, qu'on a conçu la pensée de faire échouer toute la puissance de Méhémet-Ali en Syrie, en débarquant sur les côtes des soldats turcs que le sultan n'a pas, en débarquant des vivres, des munitions que les Anglais fourniront.

La Syrie, a-t-on dit, lui échappera; alors il se soumettra aux conditions que nous lui ferons; la France, il est vrai, se sera séparée, mais ce ne sera pas pour long-temps.

Telle est la base légère sur laquelle on a posé une si grande, une si dangereuse résolution.

La France s'est séparée, et elle a bien fait; son cabinet a bien agi,

et il aura avec lui l'opinion de la France et du monde. La France va s'armer, on va lever tous les hommes que la loi permet de lever. S'il fallait porter notre effectif au pied complet de guerre, les chambres seraient convoquées; le cabinet tient l'ordonnance de convocation toute prête pour le premier danger. En attendant, on prépare le matériel, qui est toujours plus difficile, plus long à réunir. Ainsi préparée, la France attendra. Si les puissances emploient des moyens que dans son intérêt et sa dignité la France ne puisse admettre, elle prendra le monde à témoin de sa conduite, de sa loyauté, de la pureté de ses motifs; elle fera bénir ses drapeaux par le Dieu qui bénit les drapeaux de Fleurus et d'Austerlitz; elle prendra les armes pour la cause de la civilisation, car c'est la civilisation qu'on hait sur les bords du Nil comme sur les bords de la Seine! Avec bonne cause et l'épée de la France, on a chance de vaincre, car on a vaincu trente années.

Si les moyens employés n'ont rien que la France ait droit et intérêt d'empêcher, elle observera, et alors qu'arrivera-t-il? Un résultat pour lequel il ne valait pas la peine de braver de si grands périls, car le vice-roi, contre lequel on n'aura rien fait de sérieux, finira par venir à bout un peu plus tôt, un peu plus tard, de l'insurrection de Syrie. Et alors qu'essaiera-t-on? On en reviendra au point de départ, c'est-à-dire à la situation que le cabinet français a toujours ainsi définie :

*Moyens insuffisans ou dangereux à l'égard du vice-roi. Dès-lors, nécessité de traiter avec lui sur des bases équitables et raisonnables.*

Or, si ces bases sont équitables et raisonnables, alors la France s'emploiera à les lui faire accepter.

Faisons donc des vœux pour que le vice-roi triomphe des insurgés; armons-nous, mais avec calme. N'injurions pas la nation anglaise, qui n'a pas encore ratifié la politique de son ministre; n'injurions pas ce ministre, car nous finirions par blesser la nation qu'il représente, et qui, en le blâmant, n'oublie pas qu'il est Anglais. — Armons-nous, et attendons.

Il y a un mot, un mot décisif qu'il faut dire à l'Europe avec calme, mais avec une invincible résolution : — Si certaines limites sont franchies, c'est la guerre, la guerre à outrance; la guerre, quel que soit le ministère. — Si dans une telle situation le ministère du 1er mars pouvait être faible, il serait renversé; si, en voulant n'être pas faible, il était obligé de se retirer, ses successeurs, quels qu'ils fussent, seraient obligés d'être aussi énergiques que le ministère sortant.

*****

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 juillet 1840.

Le gouvernement et le pays ont noblement répondu au défi du cabinet anglais, le pays par les sentimens qu'il a manifestés, le gouvernement par les mesures qu'il vient de prendre.

Nous disons au *défi*, car les dangereuses conséquences du pacte que la Russie et l'Angleterre viennent de signer, ont été si souvent signalées par la France, qu'il est impossible de ne pas voir dans ce traité une sorte de provocation.

Nous disons *du cabinet anglais*, car cette étrange convention, loin d'être l'expression des vœux de l'Angleterre, n'est que le résultat des caprices opiniâtres et superbes de lord Palmerston, habilement exploités par les agens russes et subis par ses collègues. Si elle était conforme aux vœux du pays, aux intérêts bien entendus de l'Angleterre, la presse anglaise aurait été unanime à la demander, unanime à la justifier, et les collègues de lord Palmerston, certes aussi bons Anglais que lui, n'auraient pas résisté des mois et des mois à une mesure qui aurait été bonne en soi et nationale.

Le ciel nous préserve de répéter, à l'endroit de lord Palmerston, les expressions par trop grossières qu'une juste et vive indignation a laissé tomber de quelques plumes. Mais nous savions depuis long-temps, et nous l'avons dit plus d'une fois, que, même dans les matières les plus graves, l'imagination domine chez le noble lord et lui dicte des résolutions que son amour-propre saisit avec obstination, et que ne saurait avouer la maturité réfléchie de l'homme d'état. Plus d'une fois le ministre anglais a failli, par l'impétuosité et l'audace aventureuse de ses déterminations, compromettre la paix du monde. Le bon sens de ses collègues, ainsi que la fermeté et la prudence de notre politique, avaient pu jusqu'ici prévenir tout écart trop fâcheux, tout

emportement irréparable. Mais ce n'était pas sans irritation, ce n'était pas sans rancune que son esprit violent et superbe subissait le joug de la modération et de la sagesse politique. La Russie, toujours habile à démêler, toujours prête à exploiter les mauvaises passions, n'a pas manqué l'occasion que le noble lord lui offrait; elle s'est jetée sur lui comme sur une proie importante à saisir, impuissante à lui résister.

Les instructions de l'agent russe étaient fort simples. « Signez tout ce que lord Palmerston vous proposera. » Qu'importe en effet à la Russie? Pourvu que l'alliance anglo-française soit rompue, que l'Angleterre, bien que gouvernée par les whigs, soit ramenée adroitement dans les serres de la sainte-alliance, et que l'Orient soit de nouveau agité de fond en comble, qu'importe à la Russie la teneur des conventions signées à Londres? Éloigneront-elles d'une seule lieue la Russie de Constantinople? Lui ôteront-elles un seul de ses bataillons? La feront-elle renoncer à un seul de ses empiétemens en Orient? Qui ne voit que c'est lord Palmerston qui joue ici un rôle pitoyable, le rôle de dupe? La politique n'a jamais raison contre le bon sens, car elle n'est que du bon sens. Diviser les forces de l'Occident et brouiller en même temps les affaires de l'Orient, c'est décerner à la Russie un empire de plus, l'empire de l'Asie.

Déjà il y a quelques mois, ce fameux traité, ce pacte anglo-russe que l'histoire aura peine à enregistrer, tant il est étrange et contraire aux intérêts anglais, était sur le point d'être signé. Le cabinet anglais, averti par les fermes déclarations de la France, recula devant cette œuvre. Lord Palmerston dut encore subir la raison, le bon sens de ses collègues; mais nul ne fut dupe de cette résignation. Il aurait fallu être aveugle pour ne pas voir plus qu'on ne disait, plus qu'il ne convenait de publier, pour se dissimuler que ce n'était là qu'un succès dont le terme était aussi incertain que l'humeur de lord Palmerston est impétueuse et fantasque. Notre cabinet, notre ambassadeur à Londres, savaient très bien ce que d'ailleurs tout homme sensé et connaissant quelque peu les personnes pouvait conjecturer; ils savaient que l'esprit du ministre anglais s'aigrissait de plus en plus contre le pacha et contre la France, et que la résistance de ses collègues par la force des choses s'affaiblissait à mesure que la situation du cabinet anglais devenait plus critique. Lord Palmerston attendait avec impatience le jour où il pourrait mettre le marché à la main à lord Melbourne, et ne lui laisser d'option qu'entre le traité anglo-russe et la dissolution du cabinet. La démission de lord Palmerston aurait, il est vrai, dissous le ministère whig. Le cabinet anglais a préféré à une noble et brillante retraite la signature d'un traité qui, s'il pouvait être sérieux, n'offrirait que deux issues, la guerre universelle, ou l'Europe acceptant en Orient, des mains de la Russie et de l'Angleterre, le déshonneur.

D'autres circonstances ont contribué à précipiter la signature des quatre puissances. Nous ne voulons pas mentionner la mort de ce monarque vénérable dont le jugement et l'autorité ont refréné tant de mauvaises passions et empêché tant de folies. Certes ce n'est pas lui qui aurait légèrement apposé sa signature à un pacte qui sous peu sera couvert de ridicule ou aura com-

mencé une phase toute nouvelle dans la politique européenne. Ce n'est pas lui qui aurait approuvé lord Palmerston lorsqu'il imaginait de traiter la France comme une puissance de second ordre, de conclure sans elle, cherchant à l'endormir par de fausses apparences d'amitié, une convention sur un sujet qui intéresse mille fois plus la France que la Prusse, et dans lequel la France a bien autrement le droit d'intervenir, si intervention il y a, que la Prusse, et l'Autriche même.

La Prusse et l'Autriche régentant l'Orient, sans le concours et l'assentiment de la France, comme s'il s'agissait de mettre à la raison je ne sais quel principicule de la confédération allemande!

On est forcé de se demander comment des hommes graves, des hommes d'état consommés, ont pu accepter de pareilles illusions! Quoi! parce que la France, dans sa loyauté et dans sa force, a voulu renfermer la révolution de 1830 dans ses propres frontières, qu'elle a préféré les profits certains et solides de la paix aux chances brillantes de la guerre, on aurait pu imaginer que la France acceptera humblement la dictature orientale de la Russie, secondée par l'Angleterre, qui s'aveugle sur ses vrais intérêts! Étrange erreur! Ce serait méconnaître la France, le roi, le cabinet! ce serait prendre la modération pour de la faiblesse, la prudence pour de la timidité! ce serait raisonner, par une bizarre coïncidence, comme ces partis extrêmes dont on repousse les principes et dont on fait profession de mépriser le jugement!

Il y a, quoi qu'on en dise, au fond du pacte signé à Londres, un reste du vieux levain de la sainte-alliance conservé à Saint-Pétersbourg; c'est au nom des vieilles haines contre la France qu'on a intrigué à Vienne et à Berlin; on s'est cru en mesure de braver la royauté de juillet, de lui faire subir un affront. On s'est trompé.

Il n'est pas moins vrai que c'est dans de pareilles intrigues qu'a trempé, sans s'en douter, le ministère anglais, un cabinet whig; il a fait là ce à quoi, je ne dis pas un ministère radical, mais un cabinet tory n'aurait jamais consenti, car il aurait aperçu le piége, et un sentiment de dignité et de fierté nationale lui aurait dit que le peuple anglais ne ratifiera jamais un pacte qui le met à la suite de l'oppresseur de la Pologne.

Il n'est pas moins vrai que l'Autriche et la Prusse, entraînées par la vieille habitude de marcher d'accord avec la Russie, ont oublié un instant la sage maturité de leurs conseils, cette prévoyance vigilante qui a gardé jusqu'ici la paix du monde, et cela pour signer un pacte dont nul ne peut calculer les conséquences. Cependant ce n'est pas la Russie qui a le plus d'intérêt à bien peser toutes les conséquences de ce traité, à se rendre compte de toutes les nécessités qu'il peut enfanter.

L'assurance orgueilleuse de lord Palmerston a fini par surprendre la religion des hommes d'état éminens qui dirigent les affaires de la Prusse et de l'Autriche. « Il est temps d'en finir, disait-il, le pacha est sans force réelle, il est en horreur aux populations (ce sont là les rapports que lui faisaient deux *touristes* anglais, jugeant des hommes et des choses avec ce tact et cette

sûreté de jugement qu'on connaît à cette sorte de voyageurs); la moindre démonstration suffira. La France s'intéresse à Méhémet-Ali, elle ne veut pas agir contre lui; mais elle laissera faire, elle fera entendre quelques plaintes, elle nous enverra une note. Avant que ces communications soient accomplies, que les explications soient données, l'affaire sera terminée, et tout sera dit. C'est ainsi que les choses se sont passées lors des affaires de Modène, de Bologne, de Francfort. »

Ce langage est devenu plus instant, lorsque, d'un côté, les affaires d'Espagne, d'Afrique, de la Plata, ont paru détourner de l'Orient les regards de la France, et lorsque, d'un autre côté, l'insurrection de la Syrie a fait espérer que les forces du pacha ne suffiraient pas à l'étouffer rapidement.

Nous ne voulons pas rechercher ici l'origine secrète de tous ces faits. Sans nous faire l'écho de tous les bruits répandus à cet égard, nous pourrions citer quelques faits singuliers sur lesquels nous reviendrons peut-être un jour; laissons tout cela pour le moment. Que nous importent les causes premières de ces évènemens? Nous ne songeons pas à contester à lord Palmerston et aux diplomates russes le mérite, si c'en est un, de ne négliger aucun moyen de succès, et de ne pas trop se montrer difficiles sur le choix.

Mais le fait qui est venu donner l'impulsion décisive à l'impatience frémissante de lord Palmerston, ce sont les avances loyales, pacifiques, que le pacha a faites à la Porte depuis le renvoi de Kosrew; c'est l'offre spontanée de rendre au sultan sa flotte. Encore une fois, l'histoire refusera de croire à une si grande étrangeté d'humeur et de conduite. — Méhémet-Ali fait des avances; c'est le moment de le repousser. Il offre de restituer la flotte; il faut lui débaucher ses populations. Il demande, lui vainqueur, un arrangement raisonnable; c'est le cas d'aider le vaincu à le fouler aux pieds. — Et pourquoi tant de colère, tant d'empressement à rendre impossible tout arrangement amiable? Les raisons les voici : et puis ne répétez pas, si vous le pouvez, le fameux mot : *quantilla sapientia regitur mundus!* — L'offre de la flotte est un conseil de la France; c'est donc une preuve de l'influence française, et c'est ainsi que le fait sera envisagé en Orient. — Je crois que le noble lord nous faisait trop d'honneur, et que la France n'était pour rien dans l'offre du pacha. — Il offre la flotte et demande un arrangement; donc il a peur, donc il est faible; le moment est venu de l'écraser. — Enfin, disait la Russie, si le traité n'est pas signé, signé à l'instant même, la Porte se décourage; elle traitera directement avec le pacha; c'est là ce que veut la France, c'est le but de ses efforts; et vous, Angleterre, vous perdrez toute influence en Orient. Ce qui voulait dire, traduit en d'autres termes : si le sultan et le pacha parviennent à s'entendre, il n'y a plus de chances pour les Russes d'être appelés à *sauver* Constantinople; notre invasion est indéfiniment reculée; il faut à tout prix que lord Palmerston, par ses étranges préventions contre la France et sa haine pour le pacha, nous aide à brouiller les cartes. — Ils ont parfaitement réussi.

Ainsi, en résumé, la convention a été signée par la Russie contente, joyeuse; par l'Angleterre, un seul homme en étant pleinement satisfait, lord Palmers-

ton; par l'Autriche et la Prusse sous l'empire d'une vieille habitude, sans conviction et dans la fausse supposition de l'adhésion tacite de la France; enfin, par la Porte. Ceci est grave et mérite une explication.

Beaucoup de personnes paraissent croire que le traité signé à Londres n'est autre chose qu'une convention préparatoire entre l'Angleterre, la Russie, la Prusse et l'Autriche. On se trompe. C'est un traité de ces quatre puissances avec la Porte. L'envoyé turc a signé, et un courrier est parti à l'instant même pour aller chercher à Constantinople la ratification du traité. C'est à ce point de vue qu'il faut se placer, si l'on veut apprécier dans toute sa portée le fait du négociateur anglais; c'est à ce point de vue qu'il est facile de reconnaître combien ce fait est blessant pour la France, mauvais en lui-même, déplorable ou ridicule par ses conséquences.

Sans doute le gouvernement français n'a pas été surpris. Il y a long-temps que les dispositions de lord Palmerston lui étaient connues, il y a long-temps qu'il le voyait nager en pleines eaux russes, il y a long-temps qu'il s'attendait d'un instant à l'autre à la signature de quelque pacte anglo-moscovite. Qu'est-ce à dire? Est-il moins vrai qu'on a fait tout ce qu'on a pu pour nous cacher ces démarches? Est-il moins vrai qu'un traité formel a été conclu avec la Porte sans que la négociation ait été rendue commune à la France, sans qu'elle ait été invitée à y prendre part et à en discuter les clauses? Est-il moins vrai que les choses faites on nous a fait passer un *memorandum* où l'on affecte d'espérer que, bien que peu disposés à un concours matériel, nous voudrons du moins aider les quatre puissances de notre concours moral? C'est ainsi que lord Palmerston traite l'alliée de l'Angleterre! Et cette alliée, c'est la France!

Aussi que dit-il pour excuser cet étrange procédé? La France et l'Angleterre ont marché contre la Hollande, et la France a pris Anvers en vertu d'une convention à laquelle n'avaient été appelées ni l'Autriche, ni la Russie, ni la Prusse.

Mais d'abord la France de juillet était-elle l'*alliée*, l'alliée intime de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche? Était-elle leur alliée et par les traités et par l'uniformité des principes, des institutions, des situations politiques?

Il y a plus. Qu'est-ce que la prise d'Anvers comparée à la question d'Orient? Qu'est-ce qu'un fait isolé, déterminé, comparé à une tentative qui peut engager en Orient une lutte longue et sanglante, appeler sur le théâtre des évènemens les forces de plus d'une puissance, et fournir mille occasions de chocs terribles, de complications funestes?

Il y a cependant un point d'analogie qui a peut-être échappé aux négociateurs de la convention et que nous tenons à rappeler, certains d'ailleurs que notre gouvernement ne l'a point oublié.

La Prusse, lors de l'affaire d'Anvers, était moralement sûre que la France ne songeait pas à des conquêtes, qu'aussitôt la citadelle d'Anvers prise, elle la remettrait à la Belgique et rappellerait ses troupes. La Prusse cepen-

dant réunit sur la frontière une armée de soixante-dix mille hommes. Nous sommes loin de l'en blâmer; c'était son droit, c'était plus, c'était son devoir. Que ce devoir étroitement accompli nous rappelle aujourd'hui le nôtre. On veut se jeter dans des entreprises dont il n'est donné à qui que ce soit de prévoir les conséquences, les contre-coups, les complications; on a voulu nous lancer dans l'inconnu : soit. Que la France proportionne ses préparatifs et ses précautions aux plus grands évènemens. La France le peut; la prudence comme l'honneur le lui commandent.

Aujourd'hui on abuse de la modération de son langage, de ses paroles mesurées, courtoises, du désir qu'elle a trop montré peut-être de tout concilier, de son amour de la paix. Parce qu'elle s'est abstenue de toute parole arrogante et impérieuse, parce qu'en faisant valoir les considérations d'équité qui militent en faveur du possesseur de la Syrie, elle n'a pas dit : « Malheur à qui y touchera! » on voudrait aujourd'hui lui persuader à elle-même qu'elle n'a jamais rien voulu de sérieux, que tout ce qu'elle désirait, c'était de ne pas agir elle-même contre Méhémet-Ali, que dès-lors la convention qu'on vient de signer ne peut lui être désagréable!

Au reste, empressons-nous de le dire, il n'y a pas dans cette conduite et dans ce langage, à beaucoup près, tout ce qu'il y aurait de blessant et d'ironique, s'ils venaient d'ailleurs. Le noble lord ne se doute pas de toute la portée morale de ses faits et de ses paroles. Il connaît mal, trop mal pour un ministre des affaires étrangères, le continent, la France, nos mœurs, le génie de notre nation, notre logique politique, notre juste susceptibilité, le caractère français. En vérité, sur la question intentionnelle, nous sommes prêts à accorder au noble lord un *verdict* avec circonstances atténuantes.

Nous sommes convaincus qu'il est, à cette heure, étonné, embarrassé, et s'il y avait chez lui moins d'orgueil, nous ajouterions, chagrin, des effets que son coup de tête a déjà produits de ce côté-ci de la Manche. Il ne s'y attendait pas, et sur ce point il a fait partager à quelques-uns de ses collègues toutes ses illusions.

Aussi nous disent-ils avec un sérieux qu'on a peine à garder de son côté : « L'alliance anglo-française, personne n'y touche; elle nous est plus chère que jamais Deux amis intimes ne peuvent-ils pas différer d'opinion sur un point particulier? » C'est là, ou à peu près, le langage qu'un ministre anglais tenait, il y a peu de jours, dans le parlement. Quand il parlait du prix qu'il attache à l'alliance française, il ne mentait pas. Seulement son esprit si distingué d'ailleurs, son bon sens, avaient, sous l'influence de lord Palmerston, oublié que si l'on peut se séparer de son allié sans conséquences fâcheuses, cela ne peut arriver qu'à trois conditions : que la question sur laquelle on se divise d'opinion ne soit que secondaire, que la division n'entraîne d'autres conséquences que l'inaction et le *statu quo*, enfin et surtout que l'allié qui s'obstine dans son dissentiment ne passe pas par cela même dans un autre camp. Si l'une des trois conditions manque, que devient l'alliance? Que pourrait-elle

devenir, si on se séparait sur une question immense, complexe, qui peut embrasser le présent et l'avenir, l'Orient et l'Occident? A plus forte raison, que deviendrait-elle, si les trois conditions manquaient à la fois?

Pressé par les radicaux, qui s'indignent avec raison de voir l'Angleterre mise à la suite de la Russie, et par les tories, qui tous, si on excepte quelques vieux fanatiques de la sainte alliance, se récrient sur l'étrange prétention de vouloir disposer des affaires de l'Orient par surprise, sans le concours de la France, en compromettant avec tant de légèreté une alliance à la fois si honorable et si utile pour les deux pays; étonné d'ailleurs du langage et de l'attitude de la France, le noble lord a été contraint de jouer dans le parlement un rôle que nous ne voulons pas qualifier. Il n'a pas osé avouer le traité, il n'a pas osé avouer même un préparatif de mesures coërcitives; il s'est renfermé dans des négations hautaines que le noble lord peut prendre pour de la fierté, qui ne nous paraissent à nous qu'embarras et gaucherie, embarras et gaucherie dont nous lui savons gré du reste, car ils prouvent qu'il commence à se douter qu'il a fait fausse route, qu'il s'est jeté dans une carrière que tout ministre habile et loyal de l'Angleterre doit s'empresser de quitter au plus vite. Le noble lord s'est laissé mener loin par la fougue de son esprit et par ses préventions personnelles. *Homo sum.* Mais comme nul ne conteste d'ailleurs sa loyauté, son habileté, nous voulons encore croire qu'il trouvera dans son ame assez d'élévation et assez de force pour revenir sur ses pas.

Voulût-on pour un moment oublier le juste ressentiment de la France, et juger la mesure en simple spectateur, comment ne pas reconnaître que le noble lord s'est laissé entraîner dans une faute dont son pays a le droit de lui demander compte?

En effet, que veut-il? Contraindre Méhémet-Ali à évacuer la Syrie? à se contenter de la vice-royauté d'Égypte? Prenons cela à la lettre; croyons (notre bonté est grande) qu'après avoir arraché au vainqueur de Nézib la Syrie, on lui laisserait la possession paisible de l'Égypte.

Toujours est-il qu'il faut se placer dans deux hypothèses bien diverses. Ou Méhémet-Ali peut et veut opposer une vigoureuse résistance, ou Méhémet-Ali n'a ni la volonté ni les moyens de résister.

Qu'il le veuille, s'il le peut, il serait ridicule d'en douter. Après une vie forte et glorieuse de soixante-dix ans, lorsqu'on touche au but, lorsqu'on sait qu'on a pour soi les sentimens d'une partie considérable de l'Europe, on ne renonce pas lâchement à tous ses projets, à l'avenir de sa famille, à la gloire de son nom.

Méhémet-Ali opposera une résistance habile et désespérée. En a-t-il les moyens? Pourquoi en douter? Le vainqueur de Nézib a-t-il perdu tout à coup son armée, sa flotte, son trésor, son habileté, son expérience, son courage? Il n'en a pas abusé, il est vrai; il n'a pas franchi le Taurus, il s'est abstenu de tout ce qui pouvait troubler la paix du monde, il a compté sur la prudence de la Porte, sur l'équité de l'Europe; on veut lui prouver aujourd'hui qu'il s'est trompé, qu'il a eu tort de ne pas user de la victoire. Soit. Nous ver-

rons lord Palmerston à l'œuvre, nous examinerons quels sont les moyens coërcitifs qu'il veut employer, leur efficacité, leur résultat probable. Supposons pour le moment ce résultat accompli. Le pacha résiste avec succès ou il succombe. Le noble lord veut-il nous dire ce qui arrivera dans l'une et l'autre hypothèse?

Dans la première, l'alliance anglo-russe acceptera-t-elle le triomphe du pacha? ou bien est-on disposé à couvrir le Bosphore, l'Égypte, l'Asie-Mineure, la Syrie, de flottes anglaises et de bataillons russes? Le noble lord pense-t-il que l'Europe assistera les bras croisés à cette lutte, comme des oisifs assistent à un tournoi?

Si, au contraire, le pacha succombe, à qui fera-t-on croire qu'il pourra conserver paisiblement l'Égypte après avoir été expulsé de la Syrie, après y avoir perdu la fleur de son armée, lorsque sa puissance de fait sera tout ébranlée et qu'elle n'imposera plus à personne? Dans la situation de Méhémet-Ali on ne tombe pas à moitié. Que deviendront alors l'Égypte, Candie, la Syrie? On les rendra à la Porte; et c'est le pouvoir efflanqué du sultan qui pourra se ressaisir de ces provinces, de ces peuples, tout animés, tout bouillans d'idées nouvelles, d'esprit de révolte, de fermentations de tous les genres! Seraient-ce les chrétiens de la Syrie, seraient-ce les Arabes de l'Égypte qu'on ramènera promptement, pacifiquement sous le sceptre des Turcs? Nul ne le pense, le noble lord moins que personne. Un journal ministériel anglais a trahi en partie la pensée aventureuse et bizarre de lord Palmerston. Il rêve je ne sais quel établissement en Syrie, je ne sais quel royaume chrétien ou juif sous le protectorat anglais; il veut faire de la Syrie quelque chose comme les sept îles. Et alors, sans doute, le moins qu'il puisse faire pour son nouvel allié, la Russie, ce sera de lui livrer Constantinople avec je ne sais quel périmètre de l'empire ottoman : tout cela probablement sans troubler la paix générale, sans qu'un coup de canon retentisse en Europe, sans qu'on aperçoive une seule mèche s'allumer dans la Méditerranée; tout cela probablement en continuant à donner à la France le nom d'alliée, et la France continuant à le recevoir avec une charmante bonhomie!

Rentrons dans le sérieux. Il y a long-temps que nous l'avons dit, la possession de l'Inde, les voies nouvelles que le commerce paraît enclin à prendre à travers la Méditerranée et l'isthme de Suez, l'importance commerciale qui en résultera pour l'Égypte et pour les bords de l'Euphrate, tout cela a depuis quelque temps échauffé l'imagination de quelques personnes, en particulier de lord Palmerston. Il n'en conviendra pas; mais il s'est dit sans doute à lui-même plusieurs fois que de Malte à Alexandrie il n'y a qu'un pas, et que de là aux Indes, une fois l'Angleterre maîtresse du pays, le trajet deviendrait aussi facile qu'il l'est aujourd'hui de Londres à Alexandrie. C'est en présence des grandes idées, des grands faits sociaux, que les hommes forts, ayant dans l'esprit un avenir réel, se séparent de ces hommes à imagination qui prennent l'impossible pour du grand.

Un homme d'état, en rapprochant la politique européenne de ces circon-

stances nouvelles et de l'état actuel de l'Orient, en aurait conclu qu'il fallait faire tourner au profit de l'Europe, de son industrie, de son commerce, la reconstitution politique de l'Égypte et de la Syrie sous la main de Méhémet-Ali. En garantissant ses possessions, ainsi que l'empire ottoman tel qu'il est de fait aujourd'hui, l'Angleterre et la France, et avec elles la Prusse et l'Autriche, qui ne pouvaient manquer de se joindre aux deux premières puissances, auraient obtenu du pacha toutes les concessions désirables pour la liberté et la sûreté des communications commerciales. Et qui en aurait plus et mieux profité que l'Angleterre, qui, par ses immenses possessions, la puissance de ses capitaux, la hardiesse de ses spéculateurs, la force de sa navigation, n'a certes pas à redouter de rivaux en Orient. Nous nous trompons; elle a un rival terrible à redouter, un rival qui a plus de fer que d'or, plus de sabres que de bobines, la Russie, à qui lord Palmerston tend si galamment aujourd'hui la main pour l'introduire en Orient et lui apprendre le chemin du Kaboul.

Dans son aveuglement, le noble lord ne s'inquiète pas des dangers que prépare à l'Angleterre la puissance russe. La Russie a flatté ses penchans aventureux, ses antipathies personnelles; elle s'est mise en quelque sorte et avec une condescendance très habile à sa disposition; le noble lord est content. Que lui importe ce qu'il léguera à son pays et à ses successeurs dans le cabinet?

Mais la France! Le noble lord ne s'en inquiète pas davantage. Il nous croit inféodés au système de la paix. Il répète probablement avec complaisance tous les propos de nos politiques de café.

Il ne sait pas, ce nous semble, tout ce que nous devons aujourd'hui de force, de puissance réelle en Europe à la paix soigneusement gardée pendant ces dix ans. Nous ne parlons pas de l'accroissement prodigieux de richesses et de forces matérielles qui s'est opéré dans cette période. C'est avant tout de la force morale que nous parlons, c'est du drapeau tricolore se déployant aujourd'hui à la face des nations, sans réveiller aucune de ces antipathies et de ces colères qu'avaient excitées les conquêtes immodérées de l'empire. Le monde sait désormais que la France veut, avant tout, ce qui est équitable, équitable pour elle et pour tous. Le monde sait qu'elle ne cherche point de bouleversement pour le plaisir de bouleverser, des guerres pour enlever aux peuples leur nationalité; mais il sait aussi, la Grèce, l'Afrique, la Belgique l'ont prouvé, qu'elle ne recule devant aucun sacrifice le jour où l'on engage avec elle une question d'honneur et de dignité nationale. Que ce soit en Orient ou en Occident, peu importe. Les bras de la France sont longs, et le jour où malgré son amour du travail et du repos on la forcerait à accepter la lutte, ce jour-là elle saurait fermer les ateliers de la paix pour ouvrir les ateliers de la guerre, ce jour-là il n'y aurait plus en France ni opinions diverses, ni discussions, ni partis; ce jour-là, qu'on le sache, la France unanime prendra ses points d'appui partout où le besoin s'en fera sentir.

En résumé, quoi qu'il arrive, que Méhémet-Ali résiste vigoureusement ou qu'il succombe, si la lutte commence, il faudrait un miracle pour qu'elle ne se

transformât pas en une guerre européenne, guerre où l'Angleterre, abandonnée de la Prusse et de l'Autriche, serait amenée à livrer l'Orient à la Russie et à demander bientôt à la France la paix et des secours contre le véritable ennemi de la grandeur et de la puissance anglaise dans les Indes.

Nous en demandons pardon au noble lord; il se sauvera par l'absurde.

En effet, qu'est-ce que le traité dans sa généralité? Rien, une faute gratuite, un mauvais vouloir, le cabinet anglais et le cabinet russe disant à la Porte qu'ils désirent autre chose que ce que désire la France. Jusque-là, il importe de le répéter, lord Palmerston n'a pas rencontré d'obstacles.

La Prusse et l'Autriche, si elles ratifient, ne signeront que par complaisance et avec tristesse. Peu leur importe, d'ailleurs, que les lots du pacha et du sultan soient délimités d'une façon ou d'une autre.

La Russie, à son tour, n'avait rien à objecter aux propositions de lord Palmerston contre Méhémet-Ali. Peu lui importe qu'on cède au pacha une portion plus ou moins considérable de la Syrie ou qu'on la lui enlève tout entière. On a cru long-temps que la Russie avait pris à cet égard l'initiative auprès de l'Angleterre, que le travail accompli aujourd'hui avait pour fondement premier des propositions russes à Londres; on a parlé des propositions Brunow. C'est une erreur. Lord Palmerston peut réclamer les honneurs de l'invention. Voici comment.

A mesure que la question d'Orient mûrissait, du vivant de Mahmoud, la Russie, forte de son traité d'Unkiar-Skelessi, et fidèle à ses arrières-pensées sur l'Asie, se retirait de plus en plus en elle-même et suivait une politique d'isolement qui lui laissait une pleine liberté d'action. Qu'aurait-elle pu gagner à la politique des conférences, à la politique solidaire de l'Europe? Qu'aurait-elle pu gagner en venant s'associer à l'alliance anglo-française, dont l'esprit était contraire à la domination des Russes en Orient? Le silence, l'isolement, une parfaite indépendance, la situation étant donnée, était de l'habileté.

La bataille de Nézib ouvre la route du Taurus à Méhémet-Ali; le sultan meurt; une crise paraît imminente; on agit auprès du pacha pour arrêter la marche de son armée victorieuse; des négociations sont ouvertes entre la Porte et le pacha; l'Europe s'alarme, l'Autriche en particulier craint, dans sa prudence consommée, que la paix du monde n'en soit troublée; on rédige la note célèbre du 27 juillet, pour dire à la Porte de ne pas pousser plus loin les concessions avant de s'être concertée avec les puissances européennes; à tort ou à raison, toutes les puissances signent; l'envoyé russe à Vienne signe aussi.

Le cabinet russe désapprouva son agent, et le cabinet russe, dans sa politique, n'avait pas tort. Toute participation à la note le faisait sortir de cette politique libre et indépendante qui était la sienne et la seule bonne pour lui, tant que l'alliance anglo-française lui ôterait toute prépondérance dans une conférence européenne. Mieux valait pour la Russie de rester seule, armée de son traité avec la Porte, de son protectorat stipulé à Unkiar-Skelessi, que de perdre cette position pour venir déposer dans une urne un suffrage contre deux.

Encore une fois, la situation étant donnée, tout cela était vrai, tout cela était habile. Il n'était pas moins évident que ce n'était là qu'une position d'expectative, une tenue conservatoire. D'un côté, l'Europe n'avait pas accepté le traité d'Unkiar-Skelessi; de l'autre, l'alliance anglo-française, en présence de laquelle la Prusse et l'Autriche n'auraient pas épousé la cause de la Russie, était pour la Russie une gêne, un frein, disons-le, le seul frein qu'elle puisse subir en Europe.

C'est dans cet état de choses que lord Palmerston, dans son emportement et sa haine contre le pacha, et peut-être aussi dans son dépit contre la politique ferme et mesurée de notre gouvernement, a fait à Pétersbourg frapper à toutes les portes et mis en avant des projets contraires au *statu quo* de l'Orient et aux idées manifestées par la France.

La Russie est trop habile, elle connaissait trop bien le noble lord pour laisser échapper l'admirable occasion qui lui était bénévolement offerte. Que lui importe, encore une fois, la Syrie, son intégrité ou son démembrement? Ce qui lui importait, c'était de rompre l'alliance anglo-française et d'amener l'une des grandes puissances maritimes à reconnaître implicitement la domination russe dans les Dardanelles. Qui aurait jamais dit *à priori* que cela s'accomplirait à Londres, par des mains anglaises? Il en est pourtant ainsi, grace sans doute à l'habileté calme, réfléchie de la diplomatie russe, mais plus encore grace aux passions du noble lord. La Russie comprit que le fait seul de cette étrange négociation révélait l'affaiblissement de l'alliance anglo-française, qu'il y avait là un interstice où l'on pouvait adroitement se glisser pour élargir la brèche jusqu'à ce que tout lien fût rompu. Peu importait le moyen, pourvu qu'on pût entrer et se mettre entre deux.

Cependant, pour obtenir beaucoup, il fallait offrir peu, exciter l'impatience, aiguillonner les passions du noble lord par une tenue prude et circonspecte. La Russie, comme récompense des premières avances de lord Palmerston, offrait de permettre, le cas de la protection échéant, l'entrée de trois ou quatre vaisseaux anglais dans les Dardanelles, dont le traité d'Unkiar-Skelessi lui avait, disait-elle, confié les clés. Si l'Angleterre eût accepté, elle aurait par cela même accepté et ratifié ce fameux traité.

Il ne fut pas aisé d'empêcher le noble lord de commettre cette énorme faute et de prostituer ainsi la signature de l'Angleterre.

Cependant rien n'était perdu, ni pour l'entêtement de lord Palmerston, ni pour l'habileté de la Russie. Nous l'avons dit en commençant, un nouveau traité a été élaboré dans l'ombre; il est signé aujourd'hui, bien qu'on n'ose pas encore l'avouer.

Qu'a obtenu le noble lord? Nous l'ignorons. Peut-être l'entrée de cinq ou six vaisseaux au lieu de quatre. Peu importe.

Toujours est-il que, par ce traité comme par l'autre, il reconnaît implicitement la domination russe en Orient; que, par ce traité comme par l'autre, il n'a rien obtenu d'important, de capital, rien qui désarme la Russie, rien

qui compense l'alliance française. Cette alliance, il l'a jouée par entêtement, par caprice. Nouvel Esaü, il l'a rejetée pour un plat de lentilles.

Soit : mais pour en revenir après cette digression au point de départ, comment réalisera-t-il le prix de sa concession? Comment expulsera-t-il Méhémet-Ali de la Syrie? Par des croiseurs anglais ou par des baïonnettes russes? En soudoyant des révoltés ou en débarquant des troupes? Le noble lord veut délivrer l'Asie de la tyrannie du pacha! Touchante philantropie! Mais il est d'autres tyrannies dans ce monde, qu'on se le rappelle, plus odieuses encore que celle de l'Égyptien.

On veut, dit-on, bloquer les côtes de la Syrie. Cela n'empêchera pas Ibrahim d'étouffer la révolte. — On fournira des armes aux insurgés, probablement celles qu'on avait destinées aux Circassiens révoltés contre les Russes.

Bref, il paraît que les moyens de coërcition ne sont pas encore stipulés, ou du moins bien définis. Nous le concevons. Peut-être ne le seront-ils pas de long-temps.

Nous sommes convaincus que la sagesse de Vienne et de Berlin, que le bon sens du peuple anglais, que le courage et la modération du pacha, que la fermeté mesurée, mais inébranlable de la France, ne tarderont pas à mettre un terme à ces jeux d'une politique aventureuse et passionnée.

Mais quelle que soit l'issue, la France doit se mettre en mesure de suffire à tous les évènemens, à tout ce que pourront lui commander son intérêt, sa dignité, sa grandeur.

Que le gouvernement use largement de tout ce qu'il a de moyens et de pouvoirs légaux, et s'il pouvait craindre un instant l'insuffisance de ces moyens, qu'il convoque les chambres, et un vote unanime lui accordera avec enthousiasme tout ce qui sera nécessaire pour maintenir le rang de la France en Europe.

Certes, tout homme sensé doit regretter de voir la paix du monde compromise par de faux calculs et de mesquines passions; mais au milieu de ces regrets, il sera beau de voir le pays maintenir noblement son droit par un grand élan national.

---

Les évènemens dont la Syrie est le théâtre en ce moment, en attirant sur cette contrée l'attention de l'Europe, feront voir encore plus clairement combien il importe, d'une part, que les bienfaits de la civilisation ne se retirent pas de cette terre où Méhémet-Ali a commencé à les répandre de nouveau, et de l'autre, la nécessité absolue où se trouve la France de ne pas permettre que les puissances européennes contraignent le pacha, en le forçant à maintenir un pied de guerre ruineux, à faire peser un joug trop dur sur des populations qui nous intéressent à tant d'égards. Sans parler des souvenirs glorieux que la France a imprimés sur ce sol qui a vu tant et de si grandes gloires, sans parler de l'enthousiasme et de l'admiration qu'elle a toujours inspirés aux populations chrétiennes qui sont placées sous sa protection, et aux musulmans mêmes,

elle ne doit pas laisser retomber dans la barbarie une terre si fertile, couverte de villes riches et importantes, et qui, sous le gouvernement de Méhémet-Ali et par la protection de la France, doit reprendre dans l'Orient la position élevée qu'elle y a jadis occupée. La Syrie, en effet, a été une des contrées les plus peuplées de la terre; la seule ville d'Antioche, un demi-siècle avant qu'elle ne tombât au pouvoir des Turcs, renfermait six cent mille habitans, et le géographe arabe Kalil, fils du visir du Caire Chahin-el-Taher, comptait encore, en 1450, dans cette province, vingt mille villages et six millions d'habitans. Sa population présente est bien éloignée d'atteindre ce chiffre, mais ses ressources sont encore les mêmes, sa position toujours admirable et son commerce même encore très considérable. L'industrie surtout y a beaucoup moins souffert que l'agriculture. Damas seule fabrique quatre cent mille pièces de soieries mêlées de coton d'une valeur de 6 millions de francs.

Alep fabrique des étoffes mêlées de soie et d'or d'une solidité supérieure à celles de Lyon, d'un prix beaucoup moins élevé, et qui trouvent un grand débit en Turquie, en Perse et en Arabie. Mais c'est surtout à Damas, depuis le tremblement de terre qui fut si funeste à Alep en 1822, que le commerce de Syrie a pris un immense développement. Bagdad, la Mecque, Constantinople, Erzeroum, Smyrne, le Caire, Alep, Naplouse, y envoient des caravanes.

La caravane de Bagdad à Damas apporte de Perse des tabacs, des tapis, de la soie, des gommes, des noix de galle et des perles; des Indes, de l'indigot, des châles, des mousselines; de Bagdad même, des châles et des manteaux de coton. En retour, elle prend des étoffes de Lyon mêlées de soie, d'or et d'argent, des galons de Lyon, des bonnets de Marseille, des velours de Gênes, des lamettes du Tyrol, des satins de Florence, et surtout des étoffes de Damas et d'Alep.

La grande caravane de la Mecque y apporte des gommes, des parfums d'Afrique et d'Arabie, du café, des mousselines et des épices de l'Inde. Les caravanes de Constantinople et de Smyrne apportent principalement à Damas les produits de l'industrie européenne : le pacha ne devra rien négliger pour établir un mouvement plus direct entre l'Europe et Damas. Par la caravane, Erzeroum envoie du cuir, des harnais, produits du pays, des soieries de Perse et des châles de Cachemire; le Caire, quelques fabrications égyptiennes ainsi que les gommes et l'ivoire de l'Afrique; Naplouse, le coton; Alep, ses belles étoffes, ses feutres, ses pistaches et sa terre savonneuse; enfin, par les ports de la côte, Damas reçoit le riz de l'Égypte, des produits européens et des denrées coloniales.

Méhémet-Ali, en s'emparant de la Cilicie et en joignant Tarfous et Adana aux points commerciaux de la Syrie, a acquis une position commerciale aussi importante que la position politique que cette conquête lui a donnée.

La plaine de Cilicie est d'une longueur de vingt-cinq lieues sur douze à quinze de largeur. Arrosée par trois belles rivières, dominée par des montagnes couvertes de riches bois de construction, elle pourrait par elle-même fournir à un commerce considérable. Mais sa réunion à la Syrie offre de bien

plus grands avantages. Le commerce de la Cilicie et de l'Asie mineure se lierait en effet parfaitement à celui de la Syrie par la voie de Tarfous, ces deux contrées vendant par cette voie plus de produits aux Européens qu'ils ne leur en achètent, et la Syrie, au contraire, en achetant plus qu'elle n'en vend.

La France, avant 1789, était en possession d'exploiter presque exclusivement le commerce européen dans cette riche contrée. Vingt maisons cautionnées, établies dans les principales places du pays, vendaient chaque année pour 4 à 5 millions de nos marchandises, et en recevaient en retour pour 5 à 6 millions. Les affaires de toutes les nations de l'Europe réunies n'arrivaient pas à cette valeur.

Cette prépondérance, la France peut la retrouver. Une fois le vice-roi paisible possesseur de la Syrie, cette province devient le lieu de transit de toutes les richesses de la Perse et de l'Inde. Les ports de Beyrouth, de Sayde, de Lataqui, d'Alexandrette, peuvent être facilement améliorés. En réunissant à Sayde une île qui n'en est que peu éloignée, le pacha obtiendrait à peu de frais un port qui aurait quinze pieds d'eau, et qui pourrait contenir un grand nombre de bâtimens. Mais c'est surtout sur la navigation de l'Euphrate que le pacha devra diriger toute son activité. Qu'il restaure, et il le peut sans trop de frais, le canal de jonction de l'Oronte et de l'Euphrate, que le colonel Chesney a reconnu près d'Alep; qu'il creuse le magnifique port de Séleucie, qu'un gouverneur d'Alep, Halil-Pacha, proposait au sultan de faire déblayer pour une somme de 775,000 francs pour la totalité du port, et de 250,000 pour une partie seulement; qu'il organise les caravanes d'Alexandrette à Alep, et d'Alep à Bir sur l'Euphrate. Ce fleuve, depuis son embouchure jusqu'à son confluent avec le Tigre, à Bassora, reçoit directement les bâtimens venant de Bombay. Depuis Bassora jusqu'à El-Ors, comprenant un espace de huit cents milles sans pouvoir admettre ces mêmes bâtimens, il n'offrirait aucune difficulté naturelle à des bateaux à vapeur d'un moindre tonnage, les bas-fonds les plus mauvais ayant au moins quatre pieds et demi d'eau. Les circonstances deviennent moins favorables à la navigation depuis El-Ors jusqu'à Bir, sur un espace de quatre cents milles; mais pendant huit mois de l'année tous les obstacles se trouvent couverts par l'abondance des eaux, et l'industrie, l'activité européenne ne peuvent plus d'ailleurs être arrêtées.

C'est le long de ces antiques voies que les richesses de la Perse et de l'Inde s'achemineront vers l'Europe. Les bateaux de la France iront les prendre dans les ports de la Syrie, Marseille les recevra dans le sien, et par le Rhône et le canal du Rhône au Rhin elle les versera en Italie, en Suisse, en Allemagne, en Hollande. En retour, la France portera dans ces contrées ses produits si beaux et si variés, et après avoir donné des rois à la Syrie, elle lui donnera la civilisation et la liberté.

# Revue Musicale.

Un vent de bénédiction a soufflé, l'autre semaine, sur la salle de l'Opéra. Les échos du théâtre ont dit : Taglioni ! et le public est accouru en foule comme aux jours anciens ; Taglioni ! et toutes les mains ont battu de plaisir dans les loges, et les bouquets ont volé dans l'air, et l'enthousiasme de l'âge d'or s'est retrouvé. A ce nom si doux, à ce nom magique, à ce nom de fée, la nature entière a tressailli, le torrent de *Guillaume Tell* s'est ému dans sa profondeur, les primevères de la sylphide ont frémi sur leur tige engourdie, comme aux atteintes d'une brise caressante, et le vieux rossignol de Lebrun a piaulé de joie dans son bosquet de roses. On eût dit un rayon de soleil après la saison du froid, une goutte de rosée dans le désert ; on eût dit le printemps et le renouveau. « Il n'y a de nouveau sous le soleil que ce qui est ancien. » L'auteur de cette parole est un grand philosophe et qui savait son Opéra par cœur. N'importe ! elle a dansé quatre fois ; puis, après avoir enchanté tout le monde, après être restée juste assez de temps pour réveiller tous les regrets de ceux qui l'ont perdue, elle s'est envolée dans son écharpe de gaze comme une vraie sylphide qu'elle est, évanouie comme une ombre, comme une illusion. Hélas ! que d'illusions l'Opéra a laissées s'envoler ainsi, illusions qui faisaient sa gloire et sa fortune ! Nourrit, Cornélie Falcon, Taglioni ! groupe harmonieux, inséparable, qu'on retrouve toujours là malgré soi. Qu'est devenue aujourd'hui cette ame brûlante, la seule qui ait jamais su comprendre l'inspiration de Meyerbeer et la rendre ? Qu'est devenue cette noble voix de jeune fille qui chanta Dona Anna ? L'ame s'est envolée, et la voix a suivi de près l'ame du maître, et la danseuse aimable de cette illustre période, Taglioni, s'est mise à courir le monde, en bohémienne aventureuse, en sylphide qui n'a d'autre patrie que l'air. Au fait, pourquoi resterait-elle ici ? pourquoi Paris plutôt que Londres, Berlin, Vienne ou Saint-Pétersbourg ? Le monde qu'elle aimait, Nourrit, M^lle^ Falcon, M^me^ Damoreau, ce monde n'existe plus désormais. A coup sûr, elle n'est pas plus isolée à Saint-Pétersbourg qu'elle ne le serait ici, au milieu d'un troupeau de coryphées dont elle ignore jusqu'aux noms. Voilà cependant où conduit l'impéritie, voilà comment on mène à la ruine un des plus beaux théâtres qu'il y ait. Vous avez ouvert la cage, et les oiseaux mélodieux se sont enfuis à l'étranger. Là différentes destinées les attendaient. Le mal du pays a consumé les uns, les autres se sont acclimatés, ceux-ci ne reviendront plus jamais, ceux-là fendent l'espace, et si vous les saluez encore, c'est au passage ; s'ils se posent parmi vous, c'est, pour reprendre haleine et s'enfuir de nouveau vers des contrées qu'ils ignoreraient encore si vous ne leur en eussiez appris le chemin, vers ces douces contrées de neiges et de frimas, où les diamans fleurissent.

Dans le court séjour qu'elle a fait à Paris, M^lle^ Taglioni s'est produite dans *la Sylphide*, *le Dieu et la Bayadère*, *la Fille du Danube*. Avant de nous mon-

trer les conquêtes nouvelles de son talent, elle a voulu nous laisser voir qu'elle n'avait rien perdu de ses graces premières, dont le souvenir semble d'hier. Nous l'avons donc retrouvée, non plus telle que nous l'avons connue autrefois, mais plus agile encore si c'est possible, plus légère et plus vaporeuse. Le public n'y tenait pas d'enthousiasme, les applaudissemens éclataient comme d'eux-mêmes, et c'est ainsi qu'elle a conduit son monde de surprise en surprise, d'étonnement en étonnement, jusqu'à ce pas de *la Gitana*, qu'elle a dansé pour ses adieux. Avec quel plaisir on a revu *la Sylphide*, cette fraîche imagination de Nourrit, dont Taglioni a fait un chef-d'œuvre, ce joli songe d'une nuit d'été. Avec elle, on entre dans cette fiction poétique, on s'y intéresse; Taglioni est l'ame de ce ballet. On dirait que sa présence apporte sur ces montagnes de carton quelque chose des brouillards de l'Écosse, absolument comme fait pour l'opéra de *Guillaume Tell* la musique de Rossini. Elle vous introduit dans cette vie aérienne dont elle a le secret; ces sylphides, ces elfes que les poètes avaient jusqu'alors seuls entrevus dans le calice des roses ou les vapeurs du crépuscule, elle les a révélés au public dans leur grace et leur forme native. Otez Taglioni, et vous aurez un poème de ballet comme il y en a mille. Taglioni, c'est la poésie dans la danse. Il n'y avait qu'elle au monde pour représenter la sylphide et rendre admissible au théâtre l'apparition d'un être insaisissable. Comment, en effet, la différence des deux natures pourrait-elle être mieux tranchée? On aura beau dire, jamais on ne me fera croire que Taglioni, dans *la Sylphide,* soit une femme, une femme comme M^lle^ Noblet, par exemple. Quand elle renoncerait à cette faculté merveilleuse qu'elle a de s'envoler dans l'air à tout instant, quand elle resterait fixée au sol comme tant d'autres, sa démarche seule révèlerait la supériorité de sa nature. Taglioni a des pas de gazelle.

Partout on sent l'effort et le travail : M^lle^ Elssler arrondit ses gestes et prépare à loisir ses moindres poses, M^lle^ Noblet s'y prend à deux fois avant de se lancer dans une pirouette aventureuse. L'art des autres danseuses s'apprend comme un métier, l'art de Taglioni vient de la nature. Il y a dans ses pieds, dans ses jarrets, dans toute sa personne, une élasticité dont elle-même ne se rend pas compte; elle danse par instinct, comme l'oiseau chante sur la branche. Elle s'enlève, puis retombe, et le sol, réagissant, la renvoie de nouveau. On l'appelle fille de l'air, — fille de la terre plutôt, comme Antée. — Le souvenir de Taglioni demeure pour toujours attaché à *la Sylphide;* on ne peut parler de ce ballet sans que le nom de la ravissante danseuse vous vienne aussitôt sur les lèvres, et dans tous les rôles du répertoire il n'en est pas que son talent se soit plus souverainement approprié. Taglioni appartient aux élémens, comme dirait Goethe; il lui faut des rôles en dehors de ce monde : aussi que de rôles *élémentaires* n'a-t-on pas inventés pour elle, ondines, syrènes, hamadryades, que sais-je? et cependant elle revient toujours à *la Sylphide,* ce ballet charmant où sa fantaisie se donne libre cours. Taglioni sent que c'est là son chef-d'œuvre; aussi, comme elle le traite avec ménagement, comme elle change les détails, ajoutant çà et là des scènes, des épisodes qui complètent

l'action et donnent motif à des pas où son talent trouve encore moyen de se produire sous des aspects nouveaux! Et dire après cela que d'autres que Taglioni ont voulu danser *la Sylphide!* Il est vrai que, dès qu'une autre s'en mêle, la sylphide cesse d'être la sylphide, ses ailes se détachent et tombent comme dans la pièce, lorsque l'écharpe magique l'enveloppe. La sylphide est invisible, elle est insaisissable, elle va et vient, entre et disparaît sans qu'on sache comment ni pourquoi, et flotte dans une atmosphère de brouillards, au-dessus de tous les autres personnages. Là est toute la grace, toute la fraîcheur, tout le charme de ce joli poème. A la place de Taglioni mettez M^lle^ Elssler, il n'y a plus de pièce possible. Dès-lors la présence de la sylphide n'est plus un mystère pour personne. Avec la meilleure volonté du monde, on ne peut admettre que cette belle fille, dont les pas font tant de bruit, soit invisible pour Effie. Comme Taglioni s'est bien vengée de toutes les petites usurpations de M^lle^ Elssler! comme elle a ravagé toutes les fleurs de son jardin avec une malice enchanteresse! comme elle lui a tout pris, tout, jusqu'à sa *Cachucha!* En effet, le pas de *la Gitana* que Taglioni a dansé l'autre soir au milieu d'une pluie de bouquets, ce pas merveilleux, qu'est-ce autre chose que *la Cachucha*, dépouillée de ce qu'elle a de brutal, de provocateur, de terre-à-terre, et transportée dans les régions de la danse et de la poésie? Aussi, M^lle^ Elssler, que diable alliez-vous faire dans cette galère, dont les journaux américains ne se lassaient pas de parler, et en si beau style? Tandis que vous couriez sur le pont, que vous grimpiez dans les cordages comme une *enfant*, Taglioni courait sur les planches de l'Opéra comme une danseuse sans rivale, comme Taglioni! Tandis que le Nouveau-Monde vous adoptait, tandis que les feuilletons de New-York chantaient si plaisamment votre gloire par-delà les mers, Taglioni dansait chez nous; Taglioni, votre reine à toutes, effaçait vos moindres traces, non dans l'air, mais sur la terre. Quel malheur pour vous, Fanny Elssler! Taglioni vous a pris *la Cachucha*, c'est-à-dire *la Smolenska*, *la Mazourka*, *la Cracovienne,* toutes ces variations d'une même chose, toutes ces facettes du seul diamant de votre chétive couronne. Il ne vous reste plus qu'à faire comme elle. Taglioni vous a pris *la Cachucha ;* prenez-lui *la Sylphide* maintenant.

Cependant l'épreuve était dangereuse, même pour Taglioni; elle s'essayait pour la première fois à Paris dans un genre que M^lle^ Elssler s'est attribué, non sans éclat; elle avait à lutter contre des souvenirs d'hier, contre un certain engouement du public, encore sous l'impression des œillades agaçantes de la danseuse viennoise et de ce fameux mouvement de hanches dont on a tant parlé. Le public, comme on sait, est assez routinier de sa nature; il classe avec méthode ses admirations et ne s'en écarte guère volontiers. Le public voit dans Taglioni une sylphide, dans M^lle^ Elssler une Andalouse, et ne sort pas de là. Il donne à l'une les airs pour royaume, à l'autre la terre, et ne veut pas que celle-ci empiète sur le domaine de celle-là. Il est vrai qu'il lui arrive quelquefois d'avoir raison, à n'en juger que d'après l'essai tenté par M^lle^ Elssler dans *la Sylphide*. Mais de ce que M^lle^ Elssler ne saurait s'enlever, de ce que les ailes lui manquent, il ne s'ensuit pas que Taglioni ne doive pas descendre sur

la terre, si c'est son caprice. Les gazelles ne volent pas, et les oiseaux marchent.

Taglioni s'est avancée, et dès les premiers pas elle avait gagné la partie. Jamais on n'inventera rien de plus gracieux et de plus entraînant, de plus harmonieux et de plus vif que cette danse de gitana. Comme elle bondit, comme elle court, comme elle se ploie et se ramasse, comme elle s'enlève, et surtout comme elle marche! Que de souplesse en ses élans, que de fierté dans ses poses, de hauteur souveraine dans son geste! Elle ne provoque pas son parterre du regard ou du sourire, elle le domine, elle l'entraîne par la seule puissance de son talent. C'est encore la Taglioni de *la Sylphide* et de *la Fille du Danube,* encore la danseuse légère, flexible, incomparable; seulement elle ose davantage, mais toujours avec réserve et goût, toujours avec la conscience d'un talent qui se sent irrésistible et dédaigne de recourir à des moyens de séductions étrangers à son art! A peine eut-elle fini ce soir-là, qu'une averse de fleurs vint l'inonder au milieu d'un tonnerre d'applaudissemens, tels qu'elle dût recommencer de plus belle. Taglioni a dansé deux fois ce pas de *la Gitana,* deux fois dans la même soirée. Tant mieux pour les gens qui se trouvaient là, tant mieux et tant pis; tant mieux, car ils ont vu le chef-d'œuvre de la danse; tant pis, car je crains bien qu'ils n'admirent plus ce qu'ils ont admiré peut-être, la *Cachucha* de Mlle Elssler. Le lendemain des triomphes de Taglioni, le théâtre a fermé. On répare la salle; songe-t-on aussi à réparer la troupe, à recrépir ces voix qui tombent en ruines, à mettre à neuf ce personnel caduc? Quand on aura bien couvert d'or les murailles et garni de velours les banquettes, ce sera l'occasion de produire quelques sujets nouveaux, à moins qu'on ne veuille jouer pour ces banquettes et ces murailles. Où donc est la cantatrice aujourd'hui à l'Opéra, où donc est la danseuse? On a parlé de Mlle Cerito, mais ce ne serait encore là qu'une apparition. Mlle Cerito a des engagemens à l'étranger, et, si nous l'avons, ce sera comme Taglioni, pour quelques jours. Cette manière de prendre les danseuses au passage et de leur donner la volée aussitôt, ne convient nullement à la dignité de l'Opéra, et le public ne s'en accommodera jamais. Voilà une belle fille, on l'applaudit, on l'adopte, on lui jette aux pieds des éloges et des fleurs, et tout cela pour la plus grande joie des Prussiens ou des Russes, qui vous l'enlèvent à jour fixe. Paris n'est pas une ville de bains pour qu'on lui donne ainsi des danseuses à la représentation. Il nous faut de bons et durables engagemens. Par malheur, aujourd'hui presque tous les sujets sont liés. Comment faire de nouveaux traités? Il eût été plus habile de ne pas rompre les anciens.

En attendant, M. Léon Pillet se rend à Ems pour solliciter une partition nouvelle de l'auteur des *Huguenots* et de *Robert le Diable.* Le directeur de l'Opéra va faire une visite affectueuse à M. Meyerbeer, qu'on ne trouve qu'aux eaux, comme chacun sait. Il n'est pas dans toute l'Allemagne de si petits bains que M. Meyerbeer n'ait rendus célèbres par sa présence. A Carlsbad, à Marienbad, à Kissingen, partout on vous montre la chambre que le grand

maître occupait lorsqu'il écrivit quelqu'un de ses chefs-d'œuvre. Meyerbeer a ses eaux de printemps, ses eaux d'été et d'automne, et, pour n'en pas perdre l'habitude, il passe l'hiver à Baden. Au train dont il y va, l'auteur des *Huguenots* finira par découvrir quelque source nouvelle, la source de la mélodie peut-être. On s'informe souvent des moindres particularités des grands musiciens et des grands poètes. Il n'est pas rare de rencontrer des gens qui se préoccupent avec une curiosité puérile des moyens dont l'un et l'autre s'est servi pour se stimuler au travail. Écoutez-les, ils vous diront, quand on a du génie, comment il faut faire pour s'en servir. Hoffmann buvait du vin de Champagne, Mozart du punch, Schiller se mettait les pieds dans de la glace et prenait de l'eau-de-vie; Meyerbeer, lui, avale un verre énorme d'une eau minérale quelconque, et s'en va faire trois lieues de montagne sur un âne qui le secoue rudement; c'est là une recette comme une autre, et qui vaut bien, à coup sûr, le bain de pieds de Schiller. Disposez-vous de la sorte, et, pourvu que vous ayez en l'ame le démon de la musique ou de la poésie, vous ne manquerez pas de composer ainsi *Marie Stuart* ou le quatrième acte des *Huguenots*. Qu'aurait dit Meyerbeer s'il eût assisté à cet acte des *Huguenots*, représenté au bénéfice de Taglioni? Jamais chef-d'œuvre ne fut si indignement immolé. Cette noble musique où Nourrit trouvait de si généreux élans, où M^lle^ Falcon s'élevait si haut, ces belles phrases pathétiques du grand duo, ces intentions mélodieuses, toute cette verve chaleureuse, tout cet esprit, toute cette passion musicale, c'était à ne plus les reconnaître, tant les chanteurs contrariaient les mouvemens, tant le souffle et l'enthousiasme leur manquaient. M. Marié, qui chantait Raoul, possède une assez belle voix de tenor; mais quel style! On reproche à Duprez de ralentir la mesure; avec M. Marié, il n'y a plus de musique possible; l'orchestre a beau faire, il finit toujours par le laisser en arrière de vingt pas : on devine l'agréable harmonie qui résulte de cette bonne intelligence. Quant à M^lle^ Julian, sa voix, d'un timbre éclatant, mais aiguë et métallique, ne descend pas, de sorte qu'elle transpose à tout instant les notes de contralto dont la partie de Valentine abonde. Tandis que M. Marié semblait prendre à tâche de changer tous les mouvemens, M^lle^ Julian se chargeait d'intervertir les traits, et le public, au milieu de cette confusion, se demandait si c'était bien là *les Huguenots* de Meyerbeer, cette musique qu'il applaudissait si chaudement autrefois. Il y avait quelque chose d'affligeant dans cette représentation. On se reportait malgré soi vers cette belle période à jamais passée et dont Nourrit fut le chef. Rien n'évoque le souvenir des morts comme une exécution pareille. Heureusement Taglioni est revenue bientôt, rapportant dans la salle la vie et le plaisir, et, secouant les riantes pensées de sa robe de gitana, elle a dansé ce pas merveilleux dont M. Auber a fait la musique. M. Auber raffole de la danse, et la danse raffole de lui; jamais passion ne fut mieux partagée et plus heureuse. Quoi de plus joli que ces airs de ballet dans *Gustave!* comme cela est toujours frais, varié, charmant! Ce rhythme du pas de *la Gitana* vous entraîne, on sent que cette musique

est écrite de verve, comme les jolis petits airs qu'il compose encore tous les jours pour M^me^ Damoreau. Heureux homme qui trouve M^me^ Damoreau pour chanter sa musique, et Taglioni pour la danser!

# REVUE LITTÉRAIRE.

Le nombre des ouvrages d'imagination dont la critique peut parler avec quelques développemens diminue de jour en jour; aussi nos lecteurs comprendront-ils sans peine le silence que nous gardons sur la plupart des romans et des recueils poétiques. Quand on s'adresse au public pour l'entretenir de ses impressions, il faut avoir l'occasion d'appliquer, d'élargir, de modifier ou de contrôler les idées générales dont se compose l'ensemble des théories littéraires. Or, il faut bien le dire, peu de livres offrent l'intérêt indispensable dont nous parlons; notre tâche, si nous étions moins avares de paroles, se réduirait donc à une série de négations qui n'intéresseraient personne. Nous aimons mieux exprimer plus rarement notre opinion et choisir le sujet de nos analyses de façon à pouvoir donner à notre pensée une forme moins sévère.

Le recueil de poésies intitulé *Provence* n'autorise pas mieux que *la Cité des Hommes* et *le Camp des Croisés*, une conclusion définitive sur le talent de M. Adolphe Dumas. La lutte de la pensée et de la forme rebelle ne s'est jamais, nous le croyons, montrée sous un aspect plus affligeant, plus douloureux que dans quelques parties du livre de *Provence*. De cette lutte à la pratique savante de l'art, il y a loin, et M. Adolphe Dumas ne doit pas être surpris que le public ait accueilli avec sévérité les productions élevées sans doute, mais confuses, où il a essayé de traduire sa pensée. Le combat, nous l'espérons, tournera à l'avantage du lutteur persévérant; toutefois les applaudissemens ne peuvent devancer la victoire, et il appartient aux spectateurs de juger, avec une sévérité bienveillante, les chances d'une lutte qui se prolonge encore.

Une pensée qui se reproduit presque à toutes les pages de *Provence* peut établir une sorte d'unité entre les diverses pièces qui composent le recueil. Cette pensée, c'est la consolation et l'oubli cherchés dans la retraite par le poète méconnu et découragé. Le poète a quitté Paris pour la Provence, non seulement afin de retremper son ame dans le spectacle de la nature du midi et de ses radieux horizons, mais afin de guérir une plaie profonde et saignante, la plaie de ses illusions perdues, de son ambition trompée. C'est là le mal qui l'obsède sous les pâles oliviers, qui le poursuit le long des prés verdoyans ou des étangs limpides. Tantôt le mal irrité s'épanche en paroles amères; tantôt il s'apaise, il se calme, grace au baume divin que versent sur la plaie l'azur du ciel, la fraîcheur des eaux vives, le parfum des bruyères.

De là deux sources d'inspiration bien distinctes, la colère et la rêverie. Entre les plaintes amères que dicte l'une, entre les riantes fantaisies qu'inspire l'autre, notre choix ne saurait être douteux. S'il est une muse de laquelle l'auteur de *Provence* doive implorer l'appui, ce n'est, nous le croyons, ni celle du drame, ni celle de la satire; c'est la muse de la rêverie, la muse souriante qui lui a dicté le poème des *Blés*.

Les pages fraîches et sereines sont malheureusement bien rares dans le recueil de M. Adolphe Dumas. On trouve, au début même du livre, quelques réflexions sur nos tendances littéraires, qui semblent écrites sous l'influence d'une insomnie fiévreuse. C'est assez dire que nous n'entreprendrons pas de discuter une à une et sérieusement les assertions étranges entassées confusément dans la préface de *Provence*. Il en est une cependant que nous croyons devoir relever, parce que l'auteur la formule assez nettement et qu'il la développe avec l'accent d'une conviction sincère. M. Adolphe Dumas proteste énergiquement contre l'admiration qu'a vouée la France à l'auteur de *Child-Harold* et de *Lara*. Ce n'est plus là, nous le reconnaissons, un défi jeté à des ombres, une course à travers les régions nuageuses de la théorie. Combattre Byron, c'est attaquer la littérature moderne dans une de ses plus vivaces sympathies. Heureusement le poète n'est pas frappé au cœur. C'est au nom de la foi, de l'amour, que M. Adolphe Dumas lance sur lui l'anathème. Et qui a mieux aimé que Byron? qui plus que lui a souhaité de croire? Vouloir rendre Byron responsable de l'exagération puérile de quelques imitateurs, nier le côté durable et glorieux de l'influence du poète pour n'en voir que le côté passager et mesquin, c'est offrir une victoire trop facile à la logique. Confondre avec le scepticisme désœuvré de notre époque le doute sublime et déchirant qui a dicté *Manfred*, c'est également faire preuve d'un étrange aveuglement ou d'une légèreté singulière. Nous n'insisterons pas plus long-temps sur de telles erreurs. Quiconque a lu Byron attentivement peut reconnaître que toute portée sérieuse manque aux attaques dirigées contre l'auteur de *Child-Harold* par M. Adolphe Dumas.

Les pièces où l'auteur de *Provence* a exprimé son indignation et sa douleur occupent une assez large place dans le recueil, et malheureusement il est peu de ces pièces qui, par la forme ou l'idée, méritent de fixer l'attention. La même pensée se reproduit sans cesse dans ces satires amères. Il doit suffire d'en analyser une seule; nous choisirons les stances que l'auteur suppose écrites après une lecture de *la Cité des hommes*. Dans ces stances, M. Adolphe Dumas a, pour ainsi dire, épanché toute sa colère et pleuré toutes ses larmes. On peut se dispenser, quand on connaît cette imprécation douloureuse, de lire la satire intitulée *Jean Fréron* et les épîtres à MM. Ballanche et Hugo. On trouve dans ces trois pièces le même sentiment d'indignation et de désespoir exprimé dans une forme qui le cède en netteté et en concision à celle des stances que nous allons analyser.

Jetant un coup d'œil sur la route accomplie, le poète pousse un cri de tristesse et de découragement. Au début de sa carrière, il a obéi à une vocation

suprême qui lui commandait d'aborder la poésie; il est allé au milieu des villes offrir à la foule les conseils harmonieux de la muse; mais la foule a passé indifférente.

J'ai dit à ce peuple distrait
De vieilles vérités écrites;
J'étais simple et je les ai dites
Comme un enfant vous les dirait.
. . . . . . . . . . . . . . .
Ma voix se perdait dans l'espace;
Les uns se parlaient à voix basse,
Les autres écoutaient ailleurs.

Tel a été le destin du poète. Accueilli par l'indifférence, que doit-il faire? Continuera-t-il à marcher dans cette voie rude et stérile? Renoncera-t-il à ce douloureux labeur? Les dernières paroles de la pièce respirent l'affliction et le découragement; on pourrait croire que le prophète méconnu s'est enveloppé pour jamais dans son orgueilleux désespoir. Heureusement, il est permis de tirer de quelques autres parties du recueil des conclusions plus rassurantes. La crise est trop violente pour qu'il faille craindre de la voir se prolonger. Nous aimons à croire que des commencemens pénibles ne rebuteront pas l'auteur de *Provence*. Qu'il porte dans la pratique de l'art un peu moins de confiance ambitieuse! Qu'il s'applique à dissiper le nuage de pensées confuses où son talent se débat! Qu'il élève contre l'aveuglement de ses contemporains des plaintes plus sages et plus mesurées! Ces conditions remplies, nous ne doutons pas qu'il ne trouve la foule moins distraite et le siècle moins indifférent.

Le poème des *Blés* devrait suffire pour ramener vers M. Adolphe Dumas les lecteurs dont ces élans d'orgueil ou de colère auraient fatigué la patience. Une inspiration sincère anime d'un bout à l'autre cette suite de gracieuses idylles. Le chant qui célèbre le réveil et le départ des moissonneurs se distingue par la franchise et la vivacité de l'allure. Le contraste de ce chant d'allégresse et des stances qui succèdent sur *le travail de midi* produit un effet des plus heureux. Le rhythme calme et lourd de ces stances exprime savamment la lassitude. Le même contraste se retrouve plusieurs fois dans la suite. Ainsi, après avoir chanté avec une effusion lyrique les joyeux efforts des moissonneurs, le poète consacre au travail opiniâtre de la glaneuse des stances d'une heureuse et touchante simplicité. Puis, à la description animée de la fête qui célèbre la fin des moissons, succède un hymne à la bonté infinie qui respire un noble et austère enthousiasme. On peut signaler sans doute dans ce poème quelques détails dont la familiarité trouble l'harmonie de l'ensemble; mais la fraîcheur et la verve qui en marquent toutes les pages rachètent suffisamment ces imperfections légères.

Toutes les fois que M. Adolphe Dumas demande l'inspiration aux paysages de la Provence, il trouve d'heureux accens, des paroles émues. Il y a dans son recueil plus d'une pièce qui rappelle par la grace et l'effusion touchante le

poème des *Blés*. Nous citerons *une Fille du Peuple* et *un Vœu*. Nous regrettons que la pièce intitulée *une Nuit de Paris* ait été choisie pour terminer le volume. C'est une déclamation banale contre le siècle, et l'auteur n'est point parvenu à sauver la banalité du thème par l'ampleur et l'énergie de la forme. Après avoir lu cette pièce, on ne peut que s'associer au sentiment exprimé dans les dernières stances; on y voit le poète revenir à ce culte de la nature qui a inspiré la meilleure partie de son recueil. Le salut à la Provence, à Vaucluse, respire une vive et profonde émotion. M. Adolphe Dumas fera bien d'écouter le penchant qui l'entraîne à chanter la belle nature de son pays. N'est-ce pas là une source d'inspirations bien plus féconde que l'exaltation philosophique et que la colère ambitieuse? Si le culte de la nature lui dicte encore quelques pages comme celles que nous avons signalées dans *Provence*, M. Adolphe Dumas n'aura point à regretter d'avoir abandonné le culte de la théorie.

La rose de Décama, traduit du hollandais, de M. Van Lennep, par M. Defauconpret (1). — Les artistes de la Hollande sont populaires en France. On les admire; on les aime; on sait jusqu'aux moindres détails de leur vie. Les poètes, au contraire, y sont à peine connus de nom. Pourquoi cette indifférence? Cela tient-il aux difficultés de la langue, ou Rembrandt, Van-Dyck, Teniers, ont-il gardé pour eux seuls l'inspiration et le talent? Non, certes, et depuis le XIII^e siècle, depuis Jacques de Maerlant, ce père de la poésie hollandaise, qui rima en langue vulgaire les annales du monde, et les traditions de son pays, jusqu'à Frédéric Helmers et Bilderdyk, ces gloires de la Hollande moderne, la patrie de Hooft et de Vondel ne compte pas moins de trois cents poètes distingués. La protection des princes de la maison de Bourgogne favorisa, au XV^e siècle, le progrès des lettres. Chaque ville, chaque village eut *sa chambre de rhétorique*, comme les grandes villes de France avaient leurs palinods, comme Toulouse avait les jeux floraux. Dans le siècle suivant, l'essor fut des plus rapides. Délivré du joug espagnol, le génie national se développa dans une sphère plus libre, et, au XVII^e siècle, il avait atteint ses limites et sa grandeur. La première salle de spectacle fut ouverte à Amsterdam, en 1617, et, tout en restant fidèles aux principes de l'antiquité classique, tout en s'inspirant de Corneille et de Racine, les écrivains dramatiques de la Hollande constituèrent bientôt un théâtre original, où furent représentés, avec les productions tragiques de Coster et de Vondel, les chefs-d'œuvre de la scène française, traduits par Catherine Lescaille. La comédie, la farce même, comptèrent, sur ce théâtre, de nombreux succès. Les Hollandais cultivèrent, avec un égal bonheur, la poésie religieuse et descriptive, et ce qui forme le caractère distinctif de leur talent, c'est un ardent amour de la liberté, une morale toujours sévère; ce sont là de rares et éminentes qualités qu'il est difficile de retrouver au même degré

(1) 2 vol. in-8°, chez Cousin, rue Jacob.

peut-être, dans des littératures plus fécondes et plus célèbres, et il convient d'autant plus de les signaler, que les écrivains de la Hollande apportèrent pour la plupart, dans la pratique de la vie, l'élévation, la rigueur, et les vertus civiques qui étaient comme la source habituelle de leurs inspirations. Vondel fut le digne ami de Barneveldt, et les écrivains contemporains de ces hommes illustres se distinguèrent comme eux, par une simplicité de mœurs vraiment antique et un inviolable attachement à leur pays et à leur foi politique et religieuse.

La Hollande, qui a produit tant de poètes, compte à peine, par un singulier contraste, quelques prosateurs remarquables; et je ne parle ici ni d'Érasme, ni de Grotius, ni de Spinosa, ni de tant d'autres encore, polygraphes, philologues, savants, dont les œuvres sont latines et qui, par-là, appartiennent en quelque sorte à l'Europe entière, mais seulement des écrivains que l'usage de la langue nationale, et un genre, plus accessible à tous, rend populaires. Ainsi, jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle, on ne trouve, en fait de romans dans la littérature hollandaise, que des traductions ou des imitations serviles. M[mes] Wolf, Déken et le libraire Adrien Loosjes ont tenté, pour la première fois et pour ainsi dire de notre temps même, ce genre de composition. Puis est venu M. Van Lennep, qui s'était d'abord essayé avec succès dans la poésie. Cet écrivain a publié deux romans d'un genre distinct : *le Fils adoptif*, étude de mœurs, et *la Rose de Dékama*, étude d'histoire. Ces romans ont fait bruit en Hollande, ils ont été traduits en Allemagne et favorablement accueillis. Serons-nous plus sévères que nos voisins?

Le sujet de *la Rose de Dékama* est emprunté aux annales de la Hollande. La scène se passe en 1345. Guillaume IV, comte de Hollande, est sur le point de faire la guerre aux habitans de la Frise, et les députés de cette province sont arrivés à Harlem, en apparence pour traîter d'un arrangement pacifique, mais, en réalité, pour conspirer contre Guillaume et préparer, à la faveur des négociations, l'indépendance de leur pays. Le sire d'Ailva, noble Italien, que les hasards de la destinée ont poussé vers la Frise, est au nombre de ces députés; sa pupille, Madzy, la Rose de Dékama, comme la nomment les ménestrels, l'a suivi près de Harlem. Madzy est jeune, belle; on ne peut la voir sans l'aimer; et Serp Adélen, l'un des députés frisons qui ont accompagné le sire d'Ailva dans son ambassade, est épris pour elle d'une vive passion. Mais la passion, pour devenir intéressante et prêter au roman, doit toujours trouver son obstacle. Cette fois encore l'obstacle ne se fera pas attendre. Deux jeunes Italiens, forcés de s'exiler comme le sire d'Ailva, sont au service du comte de Hollande. Une vieille amitié, que le malheur même a rendue plus forte, les unit dès l'enfance. Déodat et Renaud s'aiment mieux que des frères. Mais, hélas! tous deux ont vu Madzy; c'en est fait de cette amitié sainte. Ils luttent quelque temps, car ils redoutent une rivalité passionnée; mais l'amour l'emporte. La vertueuse Madzy se trouve ainsi placée entre trois chevaliers également épris, que la plus légère préférence, un regard, un sourire, peut armer l'un contre l'autre. Adélen a toute la féroce ardeur d'un barbare, Renaud

toutes les inquiétudes de la jalousie italienne, Déodat toute la tendresse respectueuse d'un troubadour. Du choc de ces trois caractères si divers, jaillissent des incidens multipliés qui remplissent, avec les intrigues politiques des députés frisons contre le comte de Hollande, toute la trame du récit. Les scènes d'amour, de jalousie, se mêlent aux aventures de guerre, aux combats, aux conspirations dans les plus sombres cellules des couvens. Enfin, après bien des luttes, le comte de Hollande est vaincu par les Frisons; Adélen meurt dans une bataille; le sire d'Ailva retrouve, dans le chevalier Déodat, un fils qu'il croyait perdu sans retour, et Madzy, la Rose de Dékama, trouve, dans ce même Déodat, un époux aimant et dévoué que son cœur avait depuis longtemps préféré en secret. Quant à Renaud, que sa passion pour Madzy avait porté à toutes les fureurs, il va, pour se guérir de ses ardentes inquiétudes, courir le monde et, dans ses vieux jours, il revient près de Déodat et de Madzy passer paisiblement les années qui lui restent à vivre.

La donnée de ce roman est simple, et l'auteur a prêté à tous ses personnages, jusque dans leurs plus grandes passions, un fonds remarquable de sentimens honnêtes. *La Rose de Dékama* a toute la prudence, toute la retenue désirable; mais, en vérité, pour une héroïne de roman, elle nous semble parfois un peu trop flegmatique. Au XIV^e^ siècle, j'en suis certain, les choses se passaient avec moins de calme. Quelques larmes, il est vrai, s'échappent parfois de ses grands yeux bleus; quelques soupirs font battre sa poitrine; mais, au fond de l'ame, elle est peu troublée. On l'estime, et elle n'intéresse guère. Il y a de la sorte une teinte uniforme et terne répandue sur toutes les figures de ce roman, et en plus d'un morceau, la froideur touche de bien près à l'ennui. Du reste, si la peinture morale des caractères manque en général de vie et de puissance, il convient de rendre à M. Van Lennep cette justice, que le plan est largement conçu et fidèlement suivi. Les détails de mœurs attestent une connaissance exacte du passé. Mais l'auteur s'est laissé trop souvent entraîner aux descriptions toujours faciles des objets extérieurs, costumes, armures, physionomies. Il y a là quelque chose du procédé de M. de Balzac; seulement, au lieu des masures vermoulues, des mansardes infectes, on trouve les salles basses et voûtées des monastères, les tourelles crénelées; mais que ce procédé s'applique au passé, ou au présent, il n'en est pas moins banal. Je n'aime pas non plus ces moines, ces chevaliers, qui s'accoudent, à tout instant, aux tables des auberges ou des couvens, pour vider des pots de bière; c'est là, je le sais, de la couleur locale, mais de si minces détails sont vraiment puérils. M. Van Lennep a plus heureusement traité les paysages de son pays, et malgré l'aspect monotone des prairies et des plaines, on aime cette nature féconde, pleine de sève, mais toujours tranquille et calme, ces champs de blé au-dessous de la mer, ces forêts de bouleaux perdues au milieu des brouillards. Il y a dans ces rapides esquisses de charmans tableaux de genre.

M. Defauconpret annonce, dans une courte préface, qu'il traduira, si le public accueille favorablement ce premier essai, les romans les plus remarquables de la littérature hollandaise. Ce sera, en quelque sorte, une initiation;

mais il conviendrait, ce semble, de choisir de préférence les romans de mœurs; on trouverait là, sans aucun doute, plus d'originalité, car dans le roman historique, en Hollande comme en France, il y a toujours le souvenir du maître, et Walter Scott est partout, moins le génie, dans *la Rose de Dékama* et dans *le Vicomte de Beziers.*

L'exilé, traduit du grec moderne d'Alexandre Soutzos, par M. J. Lennel (1). — Ce roman est, avant tout, une œuvre politique, inspirée par la haine profonde de Capo-d'Istria. Le principal personnage, mystérieux inconnu désigné vaguement sous le nom de l'Exilé, a été forcé de quitter Nauplie à la suite d'une conspiration qui tendait à changer la forme du gouvernement. L'amour de la patrie, de la liberté, ont exalté son esprit jusqu'aux derniers dévouemens, et jusqu'au crime même; la proscription l'irrite encore, et une passion malheureuse ajoute une nouvelle et profonde douleur à ses misères déjà si vives. Il aime jusqu'au délire Aspasie, la fille de l'un des plus ardens partisans de Capo-d'Istria. Aspasie le paie de retour; mais, comme toujours, l'intérêt, la politique, font obstacle à leur union. Après bien des aventures, souvent fort insignifiantes, mais qui gardent cependant, par le détail des mœurs grecques, un certain charme, l'exilé est jeté dans les prisons de Vourzi; là, il retrouve, dans la fille du gouverneur de la forteresse, la femme qu'il aime, sa belle Aspasie. Douloureuse rencontre! une cour martiale, espèce d'aréopage improvisé pour condamner, prononce contre lui un arrêt de mort. Le père d'Aspasie veut marier sa fille à l'un des amis les plus dévoués de Capo-d'Istria, et l'on assiste en même temps aux apprêts d'un supplice et d'une noce. Mais Aspasie est prévenue de la présence de son amant, et elle parvient à le faire échapper. L'exilé, devenu libre, se sauve dans les montagnes pour organiser l'insurrection; mais un jour il rencontre, au milieu d'un chemin, son rival Auguerinopoulos, celui-là même qui devait épouser Aspasie. A cette vue, toutes les fureurs de l'amour, toutes les haines politiques se réveillent en lui : « Prends tes pistolets, dit-il à Auguerinopoulos, et place-toi à dix pas. » Le duel est accepté. Auguerinopoulos tombe, la jambe cassée par une balle, et l'exilé continue tranquillement sa route, sans plus se soucier de ce que deviendra son ennemi. Mais Auguerinopoulos, est recueilli par des paysans, et sa première pensée est la vengeance. Il charge un Albanais d'assassiner l'exilé, qui n'échappe que par une espèce de fatalité merveilleuse, et, non content de cette première tentative de crime, il fait empoisonner Aspasie, qui meurt dans les plus cruelles douleurs. Désespéré de cette mort, l'exilé fuit le commerce des hommes, et depuis lors il mène une vie errante dans les montagnes, dévoué, comme l'eût dit la Grèce antique, à toutes les furies.

Ce roman offre, dans son ensemble, un singulier mélange de réminiscences classiques, de déclamations contre les *tyrans,* de tirades sentimentales sur

(1) Un volume in-8°, chez Pougin, quai des Augustins.

l'amour, d'exclamations sur les ruines et les vicissitudes des empires, de plaisanteries parfois burlesques et de réflexions politiques fort sérieuses. La sève n'y manque pas; mais aucune pensée originale ne domine. L'exilé est une espèce d'Anacharsis constitutionnel qui a fait son éducation politique par les voyages, et il parle des membres influens de l'opposition française sous la restauration, avec autant d'enthousiasme que Pythagore eût parlé des sages de l'Inde ou de l'Égypte. Tous les personnages qui se remuent dans ce drame ont un caractère passablement barbare, et ne sont guère de nature à nous plaire. *L'Exilé* a, néanmoins, obtenu en Grèce un succès populaire. L'auteur, M. Soutzos, occupe le premier rang dans la littérature de son pays, et nous devons savoir gré à M. Jules Lennel, son traducteur, de nous avoir fait connaître cette production. M. Lennel, voyageur distingué, possède parfaitement les langues du Levant: c'est un avantage que n'ont pas toujours ceux qui les professent; mais, tout en rendant justice à la parfaite exactitude de sa traduction, nous lui ferons le reproche de s'être borné à un simple travail de reproduction. Nous aurions voulu trouver, en tête de ce roman, quelques détails sur l'état de la littérature grecque moderne. M. Fauriel, dans sa belle introduction aux chants populaires, en avait dit quelques mots; mais il s'est, la plupart du temps, borné à la poésie des Klephtes. Le livre de M. Fauriel date d'ailleurs de 1824; depuis ce temps, bien des évènemens se sont accomplis; l'indépendance a été reconquise. Mais la renaissance littéraire a-t-elle commencé, après la reconstitution politique? Les espérances de M. Fauriel se sont-elles réalisées? Le jour qu'il semblait entrevoir dans un avenir prochain, le jour glorieux de la culture intellectuelle, est-il enfin venu? Hélas! non. Il y a deux ans, la patrie d'Aristophane et de Sophocle n'avait pas même un théâtre. A part les chants populaires, expression naïve et spontanée de sentimens énergiques et personnels, la poésie écrite et méditée, la poésie de l'art et du livre, n'offre en général que des imitations plus ou moins heureuses des littératures de l'Europe. Le poète grec, selon qu'il a plus ou moins long-temps séjourné en Allemagne, en Italie, en France, s'inspire des poésies allemandes, italiennes ou françaises. Les évènemens militaires, la satire politique, font d'ordinaire tous les frais de ses vers. Alexandre Soutzos, l'auteur de *l'Exilé*, a imité *la Némésis* dans une feuille mensuelle en vers qui paraissait sous le titre de *la Balance grecque*. Il a publié en outre deux volumes de poésies politiques, *le Panorama de la Grèce*, et il s'occupe en ce moment d'un grand poème imité de *Childe-Harold*. Panaguiotos Soutzos, son frère, Athanase Christopoulos, Spiridion Tricoupis, et Georges Sakellarios, qui ont écrit des poésies élégiaques et bachiques, forment à peu près toute la pleïade grecque. Il faut citer encore Constantin Oikouomos, qui a fait imprimer à Berlin, en 1835, un poème élégiaque en l'honneur d'Alexandre, empereur de Russie. Quant au théâtre, les auteurs dramatiques en sont encore à Pyrame et Thisbé. La prose, depuis dix ans, ne s'est guère enrichie d'aucune œuvre originale vraiment notable. C'est toujours de l'imitation ou de la traduction; c'est, par exemple, *la Sagesse du bonhomme Richard*, *l'Alexis* de M^me^ de Wyttenback, *la Géographie de*

*Balbi*, le beau livre de M. Daunou sur *les Garanties individuelles*. La littérature grecque semble, pour long-temps encore, condamnée à cet état d'engourdissement, car la masse de la nation prend un intérêt médiocre aux œuvres de l'esprit. Il est difficile, en effet, qu'un peuple puisse produire quelque chose de grand lorsque son existence politique est incomplète, qu'il est tout à la fois déshérité de son passé, et incertain de son avenir.

Du commentaire de Proclus sur le Timée de Platon, par M. Jules Simon (1). — Les plus hautes inspirations du génie antique ont échappé pour la plupart à la ruine qui semble menacer fatalement les œuvres de l'homme. Homère, Lucrèce, Virgile, Aristote, Platon, ont traversé les âges, comme pour nous consoler du terrible naufrage de toutes choses, en nous initiant aux mystères de la beauté suprême. Glorieux privilége! les grands monumens de la pensée se sauvent par leur grandeur même. Ils surnagent et dominent, parce qu'ils gardent, bien au-delà des sociétés qui les ont vus naître, une puissance active et toujours présente, et en répondant aux besoins éternels de notre nature, en éveillant des sympathies qui ne sauraient se prescrire, ils restent, pour ainsi dire dans tous les temps, actuels et nécessaires. Chaque génération, aux époques les plus obscures, les reçoit et les transmet, comme un legs sacré, souvent même sans les avoir compris, et une sorte de respect traditionnel les protége contre la destruction. Au moyen-âge, dans les ténèbres et les incertitudes de l'esprit, les misères d'une société pénible, les extases de la foi, le docteur et le moine, tous ceux enfin qu'un faible rayon éclaire encore, se tournent vers Aristote et Platon, parce qu'un éternel pressentiment du vrai et du beau les attire à ces grands hommes, comme à un foyer toujours lumineux. Platon, pour les chrétiens, est toujours *divin*. Aristote règne en maître absolu. L'un, six cents ans après sa mort, se transfigure avec éclat dans l'école d'Alexandrie; l'autre est médité, commenté, cité comme la Bible. Il importe donc de rechercher en dehors d'eux-mêmes, dans leurs disciples chrétiens ou païens, les transformations successives de leurs doctrines. Alexandrie est comme un sanctuaire reculé de Sunium. Le commentaire obscur du disciple éclaire souvent le texte immortel du maître. Ammonius procède de Platon; et c'est par lui, par Plotin, Jamblique, Porphyre et Proclus, que les doctrines platoniciennes sont transmises au moyen-âge. Ainsi, pour savoir Platon, pour comprendre en bien des points la philosophie du moyen-âge, il faut savoir Proclus.

M. Simon, en choisissant pour sujet d'étude ce commentateur célèbre, mais difficile et long-temps méconnu par d'éminens esprits, a fait preuve tout à la fois de tact et de courage scientifique. Le sujet, en effet, était vaste et obscur; au temps où vivait Proclus, les systèmes s'étaient confondus; c'était, parmi les hommes que le christianisme n'avait point ralliés, une inquiétude immense, une singulière disposition à tout croire; le monde romain empruntait à l'Orient

(1) Un volume in-8°, chez Ébrard, rue des Mathurins-Saint-Jacques.

ses doctrines les plus abstraites. La théurgie, l'illuminisme, avaient fait invasion. On cherchait vaguement une science supérieure et la connaissance absolue. Les philosophes étaient devenus, pour la plupart, des hiérophantes, et l'école, comme le temple, avait ses mystères, ses initiations. Placé sur la limite indécise d'une ère philosophique près de finir, Proclus, espèce d'esprit encyclopédique, avait gardé l'impression vive du passé, tout en subissant des influences nouvelles et diverses. Il avait étudié les mathématiques sous Héron, l'aristotélisme, le platonisme, avec Plutarque, fils de Nestorius, la théologie et la science des mystères avec Syrianus, les arts magiques des Chaldéens avec Asclépigénie. Il était le dernier disciple de la dernière école grecque, et ses travaux éclairent tout à la fois, au point de vue historique, la philosophie de l'école d'Alexandrie, la philosophie de Platon, enfin celle de l'antiquité tout entière; car, fidèle à la méthode des Alexandrins, il cherche dans le passé le plus reculé et jusque sous le voile des vieilles croyances mythologiques, des antécédens à ses doctrines ou à celles qu'il commente. Il les présente comme ayant été révélées par les dieux eux-mêmes aux sages des anciens temps, et transmises sans altération sous les formes les plus diverses. C'est comme une chaîne dorée, dont Hermès est le premier anneau, et qui vient se renouer par les prêtres de l'Égypte, les théologiens, les prêtres de la Grèce, les disciples de Pythagore et de Platon, jusqu'à l'école d'Alexandrie elle-même.

Démontrer que le monde a une cause, que cette cause est Dieu, que ce Dieu a fait le monde d'après un modèle excellent, qu'il n'y a qu'un Dieu, un modèle, un monde; que ce plan, ce modèle, ce sont les idées, types invisibles des choses visibles, raisons incréées des choses créées: telle est, on le sait, la pensée du *Timée*, et le fondement de la théodicée de Platon; tel est aussi le sujet du commentaire de Proclus. Platon a développé son système avec une majesté et un charme de poésie tout antiques, et, soutenu par cette majesté du maître, Proclus s'est élevé souvent jusqu'aux plus hautes sphères. Il faut distinguer, dans son œuvre, ce qu'il y a de variable dans la science, et ce qu'il y a d'éternel. Mais, si large que soit la part de l'erreur et des choses transitoires, une gloire solide lui est justement acquise; et le respect qu'inspirent la philosophie et la religion révélée ne peut que s'accroître encore par l'étude du commentaire, car on reconnaît vite que le christianisme n'est, en bien des points, que la sanction divine du dogme philosophique. Citons quelques exemples : la prière, d'après l'école d'Alexandrie encore païenne, n'est pas seulement une demande adressée à Dieu pour en obtenir un bien qui nous est nécessaire. Ce n'est pas seulement une action de grace pour des biens déjà obtenus. L'état de l'ame qui prie, n'y eût-il aucun autre résultat de la prière, est un état philosophique qui purifie et qui sanctifie par cela seul que l'on a prié. Le mystique auteur de l'*Imitation* eût-il trouvé d'autres mots pour définir l'oraison chrétienne? Non, certes! il eût ajouté seulement que la prière appelle la grace. Voyons maintenant le libre arbitre. Tout est soumis aux lois de Dieu; l'homme, néanmoins, est libre : il a la liberté du choix entre le mal et le bien. Les ames enchaînées à un corps doivent obéir, mais elles peuvent résister; de là le mérite

et le démérite. Dieu n'a pas fait des ames criminelles et des ames pures; il les a faites libres. Ce n'est pas lui qui doit répondre de l'inégalité morale; les hommes, à la naissance, tiennent l'égalité de Dieu, et ils tiennent d'eux-mêmes l'inégalité qui s'établit entre eux, dans la suite, selon qu'ils ont mérité ou démérité. Ainsi, la justice de Dieu est absoute, s'il a fait les hommes libres et s'il leur a dicté la règle à laquelle ils doivent se soumettre. Il ne pouvait rien de plus; il est juste, et c'est une nécessité que, si la liberté existe, il y ait des punitions et des récompenses. Épictète avait dit aussi qu'il dépend de nous de suivre le premier mouvement ou de nous arrêter, d'avoir tel ou tel désir, enfin de faire tout ce qui est notre œuvre. Voilà donc, sauf l'épuration que le christianisme imprime à toute doctrine extérieure qu'il consacre, le dogme de la rémunération et de l'immortalité appuyé sur l'inébranlable fondement de la justice divine. Voilà presque la théodicée de Leibnitz retrouvée dans un commentaire païen; voilà enfin le conte de *Candide*, et le terrible esprit de Voltaire, réfutés douze cents ans d'avance par un Alexandrin du v$^{e}$ siècle.

Depuis long-temps, l'importance philosophique de Proclus avait été reconnue. Marsile Ficin, Lambecius, plus récemment Diderot, Brucker, Burigny, ont étudié et diversement jugé ses écrits. M. Cousin l'a loué éloquemment; il a publié ses œuvres, et cette réhabilitation digne et complète, ce souvenir du maître, a rendu à Proclus une place éminente et rappelé vers lui les méditations des esprits sérieux. M. Simon ne pouvait donc, en étudiant le commentaire sur le *Timée*, appliquer plus heureusement, plus utilement, des facultés philosophiques vraiment hors de ligne. Son travail, qui s'est produit sous la forme modeste d'une thèse pour le doctorat, atteste une connaissance profondément réfléchie de la philosophie antique. Il éclaire d'une lumière vive et nouvelle une œuvre long-temps admirée et vouée, après de longs siècles, à un injuste oubli. Il restitue en même temps deux autres commentaires qui ont aussi leur importance, ceux de Porphyre et de Jamblique, et il confirme de grandes et belles doctrines. La critique ne saurait trop vivement encourager M. Simon à poursuivre ses fortes études. Son enseignement à la Faculté des lettres, l'évidente supériorité de son premier travail, lui assurent, dès le début, un rang distingué. On pourrait peut-être lui adresser quelques observations sur son style qui manque un peu de concentration et de rigueur; mais cela serait peu grave : il importe surtout de constater sa valeur réelle comme esprit philosophique, ses succès mérités comme professeur; et certes, c'est une chose rare à noter qu'un succès réel dans les sciences spéculatives; car il n'en est point de la philosophie comme de cette érudition banale, accessible pour tous, qui, de nos jours, a gagné un nom à bien des gens, en faisant de l'Académie des Inscriptions, à de rares mais très honorables exceptions près, une sorte de champ d'asile pour les médiocrités. La philosophie implique l'intelligence, et, quelle que soit l'apparente indifférence de notre temps, elle gardera toujours, avec la poésie, sa première place.

V. de Mars.




# ESPARTERO.

Les destinées de l'Espagne sont en ce moment à la merci d'un homme. La puissante monarchie de Philippe II, travaillée depuis près d'un siècle par les idées qu'elle était si long-temps parvenue à écarter, est arrivée à cette période bien connue des pays en révolution, où l'ancienne société étant détruite sans que la nouvelle soit formée, la force seule peut mettre un peu d'ordre matériel dans la confusion des principes, des lois, des partis et des mœurs. Un soldat de fortune est maintenant en Espagne investi de cette terrible puissance du sabre; de l'usage qu'il en fera dépend l'avenir de son pays. En le voyant à cette hauteur critique où chacune de ses volontés est attendue par tout un peuple et doit laisser une forte trace dans l'histoire, on éprouve naturellement le besoin de se demander qui il est, d'où il vient, et quelles lumières peuvent donner ses antécédens sur la direction qu'il va prendre.

Don Baldomero Espartero, comte de Luchana, duc de la Victoire, duc de Morella, grand d'Espagne de première classe, capitaine-général d'armée (1), généralissime des armées espagnoles, commandant de la garde royale extérieure (2), chevalier de la Toison-d'Or, grand'-

(1) Ce qui équivaut à la dignité de maréchal en France.

(2) Il y a en Espagne deux gardes royales, la garde royale *extérieure*, qui fait partie de l'armée, et l'*intérieure*, qui est plus spécialement chargée de la garde de la personne du souverain.

croix des ordres de Charles III, d'Isabelle-la-Catholique, de Saint-Ferdinand et de Sainte-Hermenégilde d'Espagne, grand'-croix de la Légion-d'Honneur de France, de l'ordre de la Tour et du Glaive de Portugal, et dit-on aussi de l'ordre du Bain d'Angleterre (1), naquit en 1792 à Granatula, petit bourg non loin de la ville d'Almagro, dans la province de la Manche. Son père, Antoine Espartero, était charron, d'autres disent charretier. Le jeune Baldomero, le dernier d'une famille nombreuse, fut destiné de bonne heure à l'état ecclésiastique. Son frère aîné, Manuel Espartero, qui était alors simple religieux franciscain dans un couvent de Ciudal-Real, et qui est mort en 1839 à Madrid, chapelain honoraire de la reine et chanoine de Saint-Isidore, le prit auprès de lui, dès qu'il commença à grandir, pour soulager leurs parens et lui faire faire ses études.

Peu de temps après, en 1808, les Français envahirent l'Espagne. Espartero avait alors seize ans; il prit part à l'élan général de la nation, et s'enrôla comme simple soldat dans un bataillon presque entièrement composé d'étudians ou séminaristes, et qu'on appelait pour ce motif *le Sacré, el Sagrado*. Rien n'est plus commun en Espagne que ce brusque passage de la vie ecclésiastique à la vie militaire. L'église et l'armée ont cela de commun, qu'elles attirent également les jeunes gens pauvres qui cherchent fortune. Dans un pays sans industrie et dont toutes les terres sont immobilisées entre les mains des familles nobles et des corporations religieuses, il n'y a d'autre moyen de faire son chemin que de devenir homme de loi, prêtre ou soldat. Aussi les affinités sont-elles très étroites entre ces trois professions, surtout entre les deux dernières, qui flattent également l'imagination nationale. Au premier signal de guerre, cette population jeune et ardente des universités, qui ne cherchait dans l'étude de la théologie que le moyen d'avoir de quoi vivre, jette là le froc et court aux armes. Tout *estudiante*, sachant nécessairement lire et écrire, a les plus grandes chances de devenir sous-officier, officier même, et en voilà plus qu'il n'en faut pour détourner bien des vocations religieuses.

La plupart des volontaires des bataillons sacrés furent successivement envoyés avec différens grades dans les régimens. Grace à la protection d'une vieille marquise andalouse, chez laquelle son frère

(1) Il paraît certain que le gouvernement anglais venait de donner l'ordre du Bain à Espartero lorsque les évènemens de Barcelone ont éclaté; craignant d'être accusé de connivence dans ces évènemens, lord Palmerston a suspendu l'envoi des insignes.

s'était retiré après l'invasion, Espartero entra dans l'école militaire établie dans l'île de Léon. Il sortit de cette école avec les épaulettes de sous-lieutenant, mais alors la guerre contre Napoléon venait de finir. Une expédition était sur le point d'être dirigée contre les colonies espagnoles insurgées de l'Amérique du Sud; Espartero, ne sachant que faire, se présenta au général don Pablo Morillo, qui était chargé du commandement de cette expédition, et obtint d'en faire partie. Au moment où les officiers mettaient le pied sur le vaisseau qui devait les transporter en Amérique, ils avançaient d'un grade. Espartero profita, comme les autres, de ce privilége; il sut de plus se rendre utile dans la traversée au général Morillo, qui le plaça dans son état-major.

Naturellement très brave, il fit rapidement son chemin pendant la guerre. Appelé à la tête d'un bataillon, il combattit vaillamment, en 1817, dans l'affaire de Supachui, où le chef des insurgés La Madrid fut complètement battu. Nommé lieutenant-colonel, il battit au mois de mai 1818 le corps des insurgés de Rueto dans les plaines de Majocayo. En 1819, il contribua efficacement à la soumission de la province de Cochabamba, et poursuivit, conjointement avec le général Seoane, les insurgés de cette province pendant cinquante-six jours. En 1823, il était colonel, et il assista comme tel, le 19 janvier, à l'affaire de Torata, où il fut deux fois grièvement blessé. Mais le principal emploi de son temps dans cette expédition, ce fut moins la guerre que le jeu; il y gagna une fortune considérable.

La fureur du jeu était la passion dominante de l'armée expéditionnaire. Généraux, officiers et soldats jetaient tout leur avoir sur une carte. Espartero était le plus beau joueur et le plus heureux de toute l'armée; beaucoup de généraux et d'officiers supérieurs lui devaient sur parole des sommes énormes, et tous n'avaient qu'à se louer de sa courtoisie. On raconte qu'il gagna dans une seule soirée, au général Canterac, jusqu'à seize mille onces d'or, plus d'un million de francs de notre monnaie. En sortant avec Espartero de la maison où ils avaient joué, Canterac lui dit : Je vous dois seize mille onces d'or, je vais faire en sorte de vous les payer. —Vous me deviez cette somme, répondit Espartero, quand nous étions encore assis autour de la table du jeu; mais ici vous ne me devez plus rien. — C'est peut-être à cette vie de hasard qu'il faut attribuer la formation du caractère qu'a montré depuis Espartero, caractère mêlé d'énergie, d'apathie et de ruse, comme celui de tous les joueurs de profession. C'est aussi dans ce même temps, et pendant ses succès au jeu, qu'Espartero acquit une grande habileté dans le maniement de toutes sortes

d'armes. Sachant à quoi il s'exposait par ses gains extraordinaires, il devint très adroit au couteau, au fleuret, au sabre et au pistolet. Mais ces exercices furent les seuls qu'il cultivât; il ne s'occupa nullement d'études militaires et ne mérita que le renom d'un bon officier de cavalerie.

Tous les officiers qui ont pris part à cette guerre d'Amérique, de 1815 à 1824, ont formé à leur retour en Espagne une sorte de confédération. Eux seuls avaient porté les armes durant cette période, et composaient la première génération militaire après celle de la guerre de l'indépendance. Presque tous les généraux qui ont occupé depuis de hauts emplois, Valdès, Rodil, Maroto, Canterac, Seoane, Carratala, Lopez, Narvaez, Ferraz, Villalobos, Alaix, Araoz, Aldama, etc., en étaient, aussi bien qu'Espartero. On les appelle ironiquement en Espagne les *ayacuchos*, du nom de la désastreuse capitulation d'Ayacucho, qui mit fin à la guerre en même temps qu'à la domination espagnole dans l'Amérique du Sud. Quoiqu'ils aient, comme on voit, peu à se glorifier de leurs communs souvenirs, ils sont de tout temps restés très unis, même en s'enrôlant dans les partis les plus opposés, et cette union, que nous aurons plusieurs fois à rappeler dans le cours de ce récit, sert à expliquer bien des évènemens de la vie d'Espartero, entre autres le plus grand de tous, la fameuse convention de Bergara.

Don Baldomero avait donc, à son retour d'Amérique, en 1824, le grade de colonel et une grande fortune. Comme il était chargé de rapporter les drapeaux conquis dans la campagne, il reçut, en arrivant en Espagne, le grade de brigadier; puis il fut envoyé au dépôt de Logroño. Là, il fit connaissance avec la charmante señora Jacinta, fille unique et héritière d'un riche propriétaire du pays, M. Santa-Cruz, et l'épousa malgré la volonté de son père. Le ministre de la guerre, Zombrano, l'envoya bientôt après à Palma, dans l'île de Majorque, à la tête du régiment de Soria. Il y resta pendant plusieurs années, venant de temps en temps sur le continent avec sa femme, dont la grace et la beauté devinrent célèbres à Barcelone. Il se lia d'amitié dans cette ville avec Elio, qu'il devait plus tard trouver en face de lui en Navarre; dès ce temps aussi, on put voir ses préférences marquées pour tous ceux qui appartenaient à la coterie des *ayacuchos*.

Aussitôt après la mort de Ferdinand VII, il se déclara en faveur de la reine Isabelle II; et, lorsque la guerre civile éclata, il fut appelé à l'armée du nord en qualité de commandant-général de la province

de Biscaye. On sait combien les premières années de la guerre civile furent désastreuses pour les troupes constitutionnelles : Espartero ne fut pas plus heureux que les autres chefs christinos. Entre autres échecs, il fut complètement battu par une des divisions de l'armée de Zumalacarreguy à la descente de Descarga, près de Villaréal. On ne cite guère de lui à cette époque qu'un engagement heureux contre Gomez en Galice. Il accrut néanmoins, en payant bravement de sa personne dans les occasions les plus périlleuses, sa juste réputation de bravoure, et devint successivement maréchal-de-camp et lieutenant-général. Tant que l'armée eut devant elle le héros carliste, Zumalacarreguy, elle fut impuissante contre l'insurrection, qui grandissait toujours. Un an même après la mort de ce terrible ennemi, survenue le 25 juin 1835, l'affreux désordre qu'il avait jeté dans ses rangs se prolongeait encore. Six généraux en chef, Saarsfield, Quesada, Rodil, Valdès, Mina, Cordova, avaient successivement échoué; l'indiscipline et la démoralisation étaient partout; on pouvait dire que la reine n'avait plus d'armée. Quand arrivèrent les évènemens de la Granja, le général Cordova se hâta de résigner le commandement et de se retirer en France; il n'y avait guère alors à l'armée, dans l'état de dissolution où elle était, qu'un seul général qui pût être mis à sa place : c'était Espartero. Un décret en date du 17 septembre 1836 le nomma général en chef de l'armée d'opérations du nord, vice-roi de Navarre et capitaine-général des provinces basques.

C'est ici le moment d'examiner la valeur militaire d'Espartero. A considérer les résultats, cette valeur est grande. D'une armée battue et presque détruite, il a fait une armée puissante et victorieuse; il a terminé une guerre civile qui avait usé, avant lui, toutes les forces de l'Espagne constitutionnelle. On n'obtient pas de pareils succès sans avoir une portée réelle, mais il faut convenir aussi que les circonstances l'ont bien servi. Il est arrivé au moment où l'unité vigoureuse imprimée à l'insurrection par Zumalacarreguy commençait à se dissoudre; les rivalités jalouses et les dissensions intestines du quartier royal de don Carlos ont été ses premiers auxiliaires. Il en a eu d'autres dans son propre parti, que n'avaient pas eus ses prédécesseurs. L'Espagne révolutionnaire n'avait pas voulu croire d'abord à la gravité de la révolte carliste; elle s'était amusée à se passer toutes ses fantaisies politiques, sans trop s'inquiéter de la guerre civile, qu'elle espérait étouffer sans peine. Quand Espartero devint général en chef, cette illusion avait disparu; on savait enfin que la grande affaire du gouvernement de la reine, c'était de tenir tête à don Carlos,

et on était bien résolu à s'en occuper exclusivement, à y consacrer toutes les ressources du pays, ce qu'on fit réellement.

Malgré ces moyens de succès qui n'ont appartenu qu'à lui, Espartero a mis près de quatre ans à en finir avec l'insurrection. A part sa bravoure dans l'action, qui n'a jamais été contestée, il a montré beaucoup plus les qualités d'un temporisateur, d'un négociateur, que celles d'un homme de guerre. Encore a-t-il souvent abusé de la temporisation. Atteint d'une inflammation chronique de la vessie, il passe sa vie dans son lit. C'est au lit qu'il dicte ses plans, qu'il entend les rapports de son état-major, qu'il ordonne les manœuvres; c'est au lit qu'il reçoit les députations, les adresses de félicitations, les couronnes de laurier. Il n'est pas étonnant qu'il s'y endorme aussi quelquefois. Son état ne lui permet pas de supporter la moindre fatigue; ses soldats racontent qu'ils l'ont vu souvent, quand une marche était un peu longue, forcé par la douleur de descendre de cheval et de se rouler à terre en poussant des cris aigus. Son caractère est, comme sa santé, un mélange d'intermittences fiévreuses et de longues périodes de marasme. L'activité continue lui déplaît au moins autant qu'elle lui est nuisible. Partout ailleurs qu'en Espagne, un pareil général serait impossible.

Il lui est souvent arrivé de lasser jusqu'à la patience de ses compatriotes, et cependant les Espagnols aiment à attendre. Quand il n'y aurait, pour le prouver, que l'éternel exemple du temps qu'ils ont mis à chasser les Maures, il ne serait guère permis d'en douter; ils n'ont paru, durant sept cents ans, nullement pressés d'en finir, et l'on aurait dit qu'eux-mêmes prenaient plaisir à faire durer la guerre. Espartero a mis à une rude épreuve cette vertu nationale. Chacune de ses opérations militaires a été suivie de plusieurs mois d'immobilité absolue. L'opinion publique se soulevait de temps en temps; les cortès tenaient une séance secrète pour délibérer sur cette inaction du général en chef; on lui envoyait des députés pour le presser, mais cette mission, quoique renouvelée de celle des représentans du peuple aux armées sous la convention, n'avait aucun effet. Puis, comme après tout Espartero finissait toujours par avoir un succès, le fatalisme national reprenait le dessus, et la nation, comme le général, se reposait sur un bulletin.

Le premier et le plus grand succès militaire qu'il ait obtenu depuis qu'il est général en chef, c'est la victoire de Luchana, qui amena la délivrance de Bilbao. Il débuta par là dans son commandement, et obtint du premier pas son plus beau titre. Or il est certain que les troupes

auxiliaires anglaises eurent la plus grande part à cette affaire, et qu'elles y mirent, en quelque sorte, la victoire sous la main d'Espartero. Voici comment les choses se passèrent.

Après avoir échoué une première fois devant Bilbao, les carlistes avaient mis de nouveau le siége devant cette ville avec toutes leurs forces. Ce siége durait depuis plusieurs mois, et la résistance héroïque des habitans de Bilbao devenait de plus en plus pénible. Espartero était venu au secours de cette ville avec 18,000 hommes; mais il restait en observation sur la rive droite du Nervion, en vue de la ville de Bilbao, sans la débloquer. La famine augmentait cependant dans la ville; les munitions s'épuisaient, et le gouverneur, qui était en communication avec le général en chef par des signaux télégraphiques, lui demanda : — Espartero est-il donc venu pour être témoin de la ruine de Bilbao? — Espartero ne bougea pas.

Il y avait alors, en rade de Bilbao, deux bâtimens de guerre anglais qui débarquèrent environ cent cinquante artilleurs commandés par le colonel Wilde, le major Colquhoun, le capitaine Lapidge, et le lieutenant Lehardy. Ces artilleurs élevèrent, dans la soirée du 22, et servirent dans la matinée du 23 décembre 1836, une batterie dirigée contre une des batteries carlistes. La batterie ennemie fut démontée, et dix-sept hommes y furent tués. Le 24, le colonel Wilde et le capitaine Lapidge proposèrent au général Espartero de faire passer le Nervion par une partie de l'armée au-delà du pont brisé de Luchana, ce qui fut accepté. Les troupes furent placées sur des trains de bois; ces trains, manœuvrés par des soldats de la marine anglaise, étaient commandés par des officiers anglais montés sur les chaloupes du *Ringdove* et du *Sarasin*. La flottille traversa le fleuve sous les yeux et sous le canon de l'ennemi. Les carlistes occupaient, sur l'autre rive, les hauteurs de Luchana, qu'ils avaient fortifiées. Espartero était malade; quand il apprit que ses troupes avaient débarqué, il sortit de son lit pour se mettre à leur tête, et emporta bravement avec elles, au milieu de la nuit, toutes les positions de l'ennemi. Le 25, Bilbao était libre.

Tel fut le fait d'armes qui valut à Espartero le titre de comte de Luchana et les témoignages de reconnaissance et d'admiration de toute l'Espagne. Sans les Anglais, l'admirable population de Bilbao aurait certainement succombé. Dans une autre circonstance, Espartero compromit gravement par ses lenteurs la reine et la capitale. Nous voulons parler de l'expédition de don Carlos sur Madrid. Quand le prétendant sortit des provinces, Espartero, comptant sans doute

sur les forces disséminées dans l'Aragon et la Catalogne, ne le suivit pas. Il le laissa arriver ainsi jusqu'aux portes de Madrid, et ne sortit de son repos que lorsque la capitale vit ses faubourgs occupés par les soldats de Cabrera. Il accourut alors en toute hâte au secours de Madrid; mais, si don Carlos avait eu plus de résolution, il serait arrivé trop tard. Il trouva l'armée carliste en pleine retraite; ses troupes entrèrent par une des portes de la ville et sortirent immédiatement par l'autre, pour se mettre à la poursuite de l'ennemi.

Nous avons dit ce qu'il y a eu d'exagéré dans le système de temporisation suivi par Espartero; nous allons dire maintenant ce que ce système avait de sage. Quand le commandement en chef fut donné à Espartero, il ne trouva que le débris d'une armée, et ce débris était le dernier espoir du trône constitutionnel. Le moindre échec eût été irréparable pour un gouvernement épuisé. Espartero dut se faire un devoir de ne rien risquer qu'à coup sûr; il dut songer, avant tout, à recomposer une armée. La désorganisation était telle que les généraux étaient en révolte permanente contre leur chef, les officiers contre les généraux, les soldats contre les officiers. D'horribles massacres avaient lieu dans le sein même des troupes constitutionnelles; la mort des généraux Saarsfield et Escalera, assassinés par leurs propres soldats, avait révélé combien le désordre était profond et effrayant. Espartero a mis sans doute trop de temps à guérir ces maux; mais enfin il les a guéris, et ce n'est qu'à force de circonspection et de prudence qu'il a pu y parvenir.

Un de ses premiers soins fut de punir les assassins de Pampelune et de Miranda. Il dissimula d'abord l'horreur que lui inspiraient ces atroces attentats, et attendit pour les venger qu'il eût rétabli un peu de confiance dans l'armée; puis, dès qu'il se crut sûr de l'obéissance, et que l'esprit militaire fut un peu relevé par quelques avantages sur les carlistes, il se fit justicier, et avec un appareil aussi inattendu que hardi.

En passant à Miranda de Ebro, le 30 octobre 1837, il fit former en bataille la division de la garde royale infanterie, la seconde et la troisième divisions de l'armée, les batteries volantes de campagne, et le régiment provincial de Ségovie. S'étant placé au milieu du carré formé par ces troupes, il leur fit sentir l'énormité du crime qu'elles avaient commis; dix soldats reconnus pour être les principaux auteurs de l'attentat contre Escalera, furent extraits des rangs; Espartero leur fit administrer les secours de la religion, et les fit fusiller; puis il fit défiler l'armée autour de leurs cadavres, déclarant que, s'il

n'avait pas fait décimer le régiment tout entier, c'était à cause de la belle conduite qu'il avait tenue à Valladolid.

Arrivé à Pampelune dix jours après, il en fit autant. Quand les troupes furent formées en carré sur les glacis de la citadelle, il les menaça de les faire décimer, si on ne lui dénonçait pas sur-le-champ le nom des coupables : douze soldats furent forcés, par leurs camarades, de sortir des rangs. Alors l'on vit paraître dans le carré le colonel Léon Iriarte, qu'on avait envoyé chercher par un adjudant. Dès qu'Espartero l'aperçut, il lui dit à haute voix : « Le public croit que votre seigneurie est coupable de l'assassinat de Saarsfield. — Je suis innocent, mon général, répondit Iriarte. — Si vous l'êtes, répondit Espartero, je m'en réjouirai; si vous ne l'êtes pas, votre seigneurie aura rendu compte à Dieu dans deux heures. » On apporta aussitôt une table et des siéges; le conseil de guerre entra en séance; des témoins furent entendus; les prévenus furent interrogés devant toute l'armée, et le colonel Iriarte, le commandant Barricat, les sergens Chatelain, Valero, Lopez et Villagarcia furent fusillés.

En même temps qu'Espartero jouait sa tête dans ces scènes tragiques, il employait toutes sortes de moyens pour se concilier l'affection des troupes. Aucun général ne s'était montré aussi soucieux que lui du bien-être du soldat; il fatiguait les ministres de ses réclamations pour la paie, la nourriture, l'habillement et le recrutement de l'armée. Enfin, quand il eut temporisé ainsi pendant près de deux ans, réorganisant l'armée de son mieux, et bornant tous ses efforts à empêcher les carlistes de sortir de leurs positions, il prit vaillamment l'offensive au printemps de 1838. Le général carliste Negri avait pénétré dans la Castille à la tête d'un corps expéditionnaire; Espartero marcha sur lui, l'atteignit le 27 avril près de Burgos, et l'écrasa. Ses bagages et son artillerie tombèrent au pouvoir du vainqueur; lui-même ne se sauva qu'avec quelques cavaliers, après avoir perdu dans son expédition près de cinq mille hommes.

Le 18 juin suivant, Espartero était devant Peñacenada avec seize bataillons, quatre escadrons et vingt-quatre bouches à feu de tout calibre. Le 20, il était maître de la ville. Deux jours après, le général en chef carliste Guergue étant accouru avec quinze mille hommes, Espartero le défit complètement et lui fit huit cents prisonniers. Le succès de cette affaire fut décidé par une charge de quatre escadrons de hussards, conduits au feu par Espartero en personne. Il se disposa ensuite à attaquer Estella, et il aurait certainement obtenu dans cette attaque un nouveau succès, quand le désastre d'Oraa devant

Morella vint changer la face des affaires. Le découragement redevint encore une fois général, et Espartero eut recours à sa tactique ordinaire en pareil cas : il s'arrêta pour attendre que l'armée eût repris courage.

Il avait alors un motif de plus pour revenir à son attitude d'observation. De tout temps, il avait espéré finir la guerre par une transaction. Dans une proclamation publiée par lui et adressée aux provinces basques, peu après la levée du siége de Bilbao, on trouve la première idée d'un arrangement dont la concession des *fueros* serait la base. Depuis, il n'avait pas cessé d'entretenir sur ce sujet des correspondances avec quelques chefs carlistes, et en particulier avec Élio et Zarariateguy, qu'il croyait plus accessibles que d'autres à ces idées. Après la défaite de Peñacenada, il y eut une révolution dans l'armée carliste; Guergue se retira, et Maroto devint général en chef. Or, Maroto étant *ayacucho*, et, comme tel, l'ancien compagnon d'armes d'Espartero, celui-ci ne douta plus dès-lors du succès de ses plans. Des négociations secrètes s'ouvrirent en effet, elles furent menées de part d'autre avec une extrême réserve; mais il n'en fut pas moins naturel de suspendre tacitement les hostilités. Cette suspension dura plusieurs mois.

Cependant l'effet produit par la défaite de Morella s'était dissipé, et Espartero crut le moment venu de presser par une victoire la conclusion des négociations qu'il avait entamées. Les carlistes avaient long-temps travaillé à fortifier les positions vraiment formidables de la Peña del Moro, de Ramalès et de Guardamino. Ces positions les rendaient en quelque sorte maîtres de Santander et leur permettaient de faire à volonté des excursions en Castille. Espartero, à la tête de trente mille hommes, s'en empara dans les derniers jours de mai 1839; les carlistes y eurent six cents hommes mis hors de combat; ils perdirent sept pièces d'artillerie, six cents fusils, un magasin à poudre et un grand nombre de projectiles. Ce fut à l'occasion de cet avantage qu'Espartero fut nommé, par décret du 1er juin, grand d'Espagne et duc de la Victoire.

On sait quels sont les faits qui ont suivi. La convention de Bergara a été signée le 29 août, et le 15 septembre don Carlos a été forcé de se réfugier en France. Fidèle à son système d'expectative, Espartero a attendu encore un hiver avant d'attaquer Cabrera. L'hiver passé, il n'a presque plus trouvé de résistance, et la faction d'Aragon, de Valence et de Catalogne a été détruite presque sans coup férir. La pacification de l'Espagne est maintenant complète.

Telle a été en résumé la vie militaire d'Espartero; nous en avons dit rapidement le fort et le faible. S'il s'est montré timide comme général en chef, il n'a du moins jamais été vaincu, et aucun de ses pas en avant n'a été suivi d'un pas en arrière. Sa manière n'est pas celle des grands capitaines, mais elle n'en mène pas moins au succès, lentement et sûrement. L'esprit espagnol n'est pas toujours tourné à l'enthousiasme; il a aussi une forte tendance au bon sens le plus vulgaire. C'est cette dernière qualité que représente Espartero. Malgré l'exagération pompeuse de quelques-unes de ses proclamations, il n'a rien de grand; il a réussi par les petits moyens. Du reste, cette partie de sa carrière paraît terminée, et nous avons maintenant à le suivre sur un autre théâtre où il doit figurer exclusivement désormais, la politique. Cette dernière épreuve décidera du rang qu'il occupera dans l'histoire.

Les hommes politiques de l'Espagne constitutionnelle se divisent, comme on sait, en deux grands partis connus sous le nom de parti exalté et de parti modéré. Les exaltés sont les révolutionnaires ardens, ceux qui veulent pousser l'Espagne le plus loin possible dans les voies démocratiques; les modérés sont, au contraire, les hommes de la résistance, ceux qui, tout en adoptant les idées modernes, veulent en limiter l'application. Les exaltés espagnols sont en très petit nombre, mais ils ont pour eux l'énergie, l'audace, la persévérance et cet entraînement qui s'attache par tout pays à quiconque se présente comme l'apôtre par excellence de la liberté et du progrès. Les modérés s'appuient au contraire sur la presque totalité de la nation, que les expériences politiques fatiguent; mais ils manquent d'organisation, d'habileté, et surtout de cette initiative vigoureuse qui a fait triompher, sous M. Casimir Périer, le juste-milieu français.

Dans cette situation, aucun des deux partis n'a pu parvenir jusqu'ici à dominer complètement en Espagne. L'activité des exaltés tient en échec les forces supérieures des modérés, et leur fait subir de temps en temps de cruelles défaites. D'un autre côté, la masse modérée pèse sur les exaltés, et triomphe lentement par son inertie de leurs plus violens efforts. L'histoire d'Espagne depuis sept ans n'est pleine que d'actions et de réactions. Quand les modérés tiennent le pouvoir, les exaltés finissent toujours par le leur enlever dans un coup de main hardi, et quand les exaltés semblent le plus près de l'emporter, leur victoire est d'abord atténuée, puis peu à peu détruite par le sourd travail des idées modérées. Tous les pays constitutionnels sont soumis à ces oscillations de pouvoir; mais nulle part elles ne

sont plus marquées et en quelque sorte plus périodiques qu'en Espagne, depuis la mort de Ferdinand VII.

En ne parlant pas du ministère de M. Zéa Bermudez, qui occupe une place à part dans l'histoire de la révolution espagnole, il y a eu jusqu'à présent presque autant de succès pour un parti que pour l'autre. L'administration modérée de M. Martinez de la Rosa, continuée par M. de Toreno, a amené le mouvement des provinces et la fameuse insurrection des juntes qui a porté aux affaires M. Mendizabal et les exaltés. Le ministère de M. Mendizabal a été renversé par le ministère Isturitz, le plus énergique effort qui ait encore été tenté par les modérés. Le ministère Isturitz a succombé à son tour devant les évènemens de la Granja et la proclamation de la constitution de 1812. Le ministère Calatrava, né du succès des exaltés à la Granja, a tenu les affaires pendant un an; après lui est venue une série de ministères faibles, sans autorité, mais appartenant tous plus ou moins à l'opinion modérée, dont le dernier vient de s'abîmer à Barcelone devant l'émeute organisée par les exaltés.

Le personnel et les ressources des deux partis sont très différens, comme leurs principes. La plus grande force des modérés est dans le pouvoir royal, le plus puissant des élémens d'ordre qui soit encore resté debout en Espagne. La reine Christine, femme d'esprit et de courage, a souvent donné à ce parti la résolution qui lui manque; mieux que personne, elle sait tenir tête au péril et trouver des moyens pour le conjurer. Les modérés ont de plus pour eux toute la noblesse, tous les hommes éprouvés par les affaires, tous les riches propriétaires qui ne sont pas carlistes, tout ce qui ressemble en Espagne à une bourgeoisie, en un mot tous les intérêts. Les exaltés n'ont qu'une arme contre tant d'adversaires, mais elle est terrible : c'est l'arme des sociétés secrètes. Les anciens francs-maçons du temps de l'empire ont conservé leur organisation, dont n'a pu triompher la poursuite tenace de Ferdinand VII, et s'appuient sur des sociétés nouvelles sorties de leur sein, comme celles des *Communeros*, des *Carbonari*, du *Centre universel*, de *la Jeune Espagne*, des *Larmes de Torrijos*, des *Isabelinos*, des *Vengeurs d'Alibaud*, de *la Sainte-Hermandad*, etc., qui couvrent l'Espagne de leurs ramifications. C'est là que les exaltés se recrutent.

Ces deux partis, qui luttent ainsi dans l'intérieur de l'Espagne, cherchent naturellement des points d'appui à l'extérieur. Le parti modéré est français par excellence; le parti exalté est anglais. Plusieurs causes ont amené cette distinction nouvelle, qui est aussi es-

sentielle aux deux partis que leur signification intérieure, et que rien ne pourra détruire tant qu'ils dureront. D'abord, le premier noyau du parti modéré a été composé d'hommes compromis dans l'administration impériale française, et qui sont connus pour ce fait en Espagne sous le nom d'*Afrancesados*. Ensuite, le moment où s'est formé ce parti a coïncidé avec les premières années de la révolution de juillet, époque où la France, se modérant elle-même au milieu d'un ébranlement formidable, a donné à toutes les révolutions du monde l'exemple de la réflexion et de la sagesse après l'entraînement et le combat. Il est désormais dans la nature même de l'esprit français, rentré dans ses voies après bien des secousses et ramené au vieux bon sens gaulois par l'expérience, de sympathiser avec tout ce qui est raisonnable et sensé, et d'attirer à lui, de tous les points du monde, les intelligences droites et calmes, qui répugnent à la fois à tous les extrêmes.

En même temps que les modérés tendaient vers la France, les exaltés se tournaient vers l'Angleterre. Il est de la politique traditionnelle de l'Angleterre d'être en Espagne unie à tout ce qui peut combattre l'influence française, et cette raison aurait suffi, à défaut d'autres, pour donner aux exaltés l'appui des Anglais; mais il y avait d'autres raisons encore. Moitié par bonne foi, moitié par machiavélisme, les Anglais ont toujours eu pour principe de soutenir dans les pays où ils ne dominent pas absolument les partis les plus libéraux. Leur nation s'honore avec raison d'avoir la première donné au monde ce spectacle de la liberté moderne, il est tout simple qu'ils prétendent à se donner partout pour les défenseurs nés de la liberté. Puis, comme leur but est toujours au fond d'établir en tout lieu leur ascendant et d'ouvrir de nouveaux débouchés à leur infatigable commerce, ils trouvent plus de facilités pour pénétrer dans les peuples et pour contenir les gouvernemens, en venant au secours des mécontens et en prolongeant les dissensions intestines. Cette conduite, qui satisfait à la fois leurs intérêts et leurs idées, est celle qu'ils ont naturellement adoptée en Espagne, et l'on a vu long-temps un ambassadeur anglais à Madrid se faire le centre des complots des exaltés, comme on voit encore aujourd'hui des agens anglais se répandre partout dans la Péninsule et y propager les mêmes opinions.

Tel est l'état véritable de l'Espagne constitutionnelle. D'un côté, les modérés, la reine, les sympathies pour la France; de l'autre, les exaltés, les sociétés secrètes, l'impulsion anglaise. Chacun des deux partis a dû, comme on pense bien, faire de grands efforts pour se

concilier Espartero. Dans le commencement de sa fortune, le généralissime a manifesté des préférences pour le parti modéré, et il n'y avait pas d'injures que les exaltés ne publiassent alors contre lui. Depuis, les obsessions et les flatteries dont il a été entouré, la conspiration permanente qui s'est établie au milieu de son état-major, les résistances qu'il a trouvées dans le gouvernement contre les prétentions exagérées de son ambition, l'ont amené à se compromettre peu à peu avec les exaltés, et ont fini par lui faire faire à Barcelone un pas décisif qui l'a jeté un moment dans les bras du parti révolutionnaire. Nous allons retracer rapidement les principales phases de ce changement radical.

Espartero avait pris son commandement peu après les scènes de la Granja. Il fut témoin de la désorganisation que cet évènement apporta dans toute l'Espagne. L'acte brutal du sergent Garcia, qu'il devait imiter plus tard, l'avait révolté; les conséquences de l'administration qui suivit ne firent qu'accroître son mécontentement. Placé à la tête de l'armée dans les circonstances les plus difficiles, il vit tout ce que laissait de vide dans un pays l'absence d'un gouvernement régulier. Impérieux comme il l'était, et ami de l'autorité, il se prononça contre le ministère Calatrava, tout en affectant de ne se mêler que de ce qui le regardait directement, l'armée. Sa première intervention dans les affaires, tout indirecte qu'elle fut, amena la chute de ce ministère.

C'était au mois d'août 1837. Don Carlos venait de lever le siége de Madrid, et l'armée d'Espartero campait aux portes de la capitale qu'elle était venue défendre. Des officiers de la garde royale, réunis à Pozuello de Aravaca, firent une adresse à la reine pour demander le renvoi du ministère. Les ministres demandèrent à leur tour que les auteurs de cet acte d'insubordination fussent punis suivant les lois militaires; Espartero s'y refusa. Il y eut alors conseil des ministres pour délibérer sur les moyens de rétablir dans l'armée l'ordre et l'obéissance; ils ne s'entendirent pas et donnèrent leur démission. Dans cette circonstance comme dans beaucoup d'autres, Espartero avait laissé faire plus qu'il n'avait fait lui-même. Il n'en eut pas moins, aux yeux de tous, la responsabilité de ce qui venait de se passer; les exaltés le traitèrent comme un Cromwell, et les modérés lui firent fête comme à un libérateur, ne songeant pas qu'ils glorifiaient ainsi un terrible précédent qui pouvait plus tard être tourné contre eux.

Dans le ministère qui fut nommé en remplacement de celui qui tombait, Espartero était président du conseil et ministre de la guerre.

Il n'accepta pas et fit nommer à sa place, comme ministre de la guerre, un homme dont il était sûr, l'*ayacucho* Alaix. Sa rupture avec les exaltés n'en fut pas moins complète et prolongée. Le général Seoane ayant vivement attaqué la conduite des officiers signataires de l'adresse anti-ministérielle, Espartero répondit dans les journaux avec non moins de vivacité. Le nom de M. Mendizabal fut mêlé à cette polémique; il répliqua; Espartero répliqua à son tour. Dans toutes ces lettres, Espartero montrait une grande abnégation politique et une profonde soumission à la reine. Malheureusement cette grande modestie cachait un orgueil tout castillan et un intraitable désir de domination qui devait bientôt altérer la bonne harmonie entre le gouvernement et lui.

On lui offrit souvent d'être ministre; il refusa toujours, mais il en résulta que son quartier-général devint un pouvoir dans l'état. Il ne se souvint bientôt plus de l'existence du gouvernement que pour lui adresser des plaintes amères sur le dénuement où on laissait l'armée, tandis qu'au contraire la nation s'épuisait pour elle. Il eut une première discussion avec les ministres, à la fin de juillet 1838, qui se termina amiablement. Peu à peu, les choses s'envenimèrent; à mesure que sa puissance militaire croissait, ses prétentions s'augmentaient aussi. Quand les négociations s'ouvrirent pour la convention de Bergara, il procéda en souverain, sans rendre compte au ministère. Les ministres n'osèrent pas le rappeler au devoir, mais ils se promirent de prendre plus tard leur revanche. Les ovations qu'il reçut à Barcelone, après la retraite de don Carlos, achevèrent de l'enivrer.

Cependant les élections de 1839 avaient amené dans les cortès une majorité exaltée, et le ministère de M. Perez de Castro luttait péniblement contre cette majorité. Le gouvernement profita de la force que la pacification des provinces basques venait de donner au pouvoir pour dissoudre le congrès et faire appel à de nouvelles élections. En même temps, le ministère fut modifié dans un sens plus modéré, et des hommes comme MM. Montes de Oca et Calderon Collantes, connus pour appartenir aux opinions les plus fortement conservatrices, y furent appelés. Cette modification ministérielle aurait dû être du goût d'Espartero, car la question qui avait été le plus vivement débattue entre le cabinet et les cortès dissoutes avait été précisément celle des *fueros*, que la convention de Bergara avait garanties aux provinces du nord, et le décret qui reconnaissait ces *fueros*, obtenu des chambres avec beaucoup de peine, avait paru à Madrid le même

jour que le changement de ministère. Mais cette solidarité politique du gouvernement et du général disparut devant une question d'amour-propre. Trois ministres avaient été changés, et parmi eux le ministre de la guerre, les cortès avaient été dissoutes, des élections nouvelles avaient été décrétées, et Espartero n'avait pas été consulté.

Le gouvernement de la reine, il faut le reconnaître, manqua complètement de tact politique en cette occasion. Sans doute, à ne prendre conseil que des principes, Espartero n'était qu'un général dont le premier devoir était l'obéissance; mais ce général disposait en maître de la seule force organisée qu'il y eût dans le pays, il venait d'exclure le prétendant du territoire national, et il travaillait à pacifier le reste de la Péninsule. Sans doute aussi ses exigences étaient extrêmes, son caractère irritable, ses prétentions souvent abusives; mais en flattant son orgueil par des preuves de déférence habilement calculées, on aurait pu l'amener à se compromettre en faveur du remaniement qui venait d'avoir lieu. Dans tous les cas, il ne fallait rompre avec lui qu'autant qu'on était sûr d'opposer à son ascendant un ascendant supérieur. Sans se rendre compte de ce qui en résulterait, les ministres ne donnèrent communication de leur coup d'état à Espartero que lorsque tout fut fini, et pendant que les journaux du gouvernement à Madrid annonçaient arrogamment que l'adhésion ferme et loyale du duc de la Victoire n'était pas douteuse. Espartero fut profondément blessé de ce procédé.

C'est par cette brèche que l'intrigue exaltée est enfin parvenue à s'introduire dans le cœur naturellement loyal du généralissime. Il y avait auprès d'Espartero un homme qui jouissait de toute sa confiance; c'était le brigadier Linage, qui remplissait au quartier-général les fonctions de secrétaire, poste très-important en Espagne, où les attributions ne sont pas aussi définies qu'en France. Ce Linage, qui a été long-temps, sous Ferdinand VII, secrétaire du comte Casa-Eguia, alors capitaine-général de Galice, est un homme ambitieux et habile, qui n'appartient en propre à aucun parti, et qui est prêt à les servir tous. Il est parvenu à se rendre absolument nécessaire à Espartero, qui ne voit, ne parle et n'écrit que par lui. C'est lui qui fait la correspondance privée d'Espartero aussi bien que ses ordres du jour; quand le généralissime joue au *trésillo,* c'est lui qui donne pour Espartero, qui ramasse les cartes et qui les montre à son maître, nonchalamment couché. Les exaltés avaient eu soin de s'assurer d'avance de lui, et il n'épargnait rien pour semer autour du duc de la Victoire des préventions contre les ministres.

Il était aidé et souvent dirigé, dans ses manœuvres au quartier-général, par des commissaires anglais, qui avaient su se concilier l'estime et l'amitié du généralissime. Le gouvernement français avait envoyé aussi des commissaires; mais impuissans contre ces intrigues, ils étaient sans influence.

Promptement avertis du mécontentement d'Espartero, les exaltés se hâtèrent de faire tous leurs efforts pour l'exploiter à leur profit. De sourdes rumeurs ne tardèrent pas à courir sur les rapports du ministère avec le quartier-général, et contribuèrent à aigrir le dissentiment. Une polémique s'établit dans les journaux sur les dispositions du duc de la Victoire; enfin, moins d'un mois après la dissolution des cortès, parut dans le journal exalté d'Aragon la fameuse lettre de Linage. Dans cette lettre, le secrétaire d'Espartero, tout en ayant soin de conserver en apparence une situation équivoque et mesurée, se déclarait implicitement contre le ministère. Le duc de la Victoire était bien loin, disait-il, de prétendre exercer une action quelconque sur les affaires de l'état, et il éprouvait le besoin de démentir hautement tout ce qui avait été dit à ce sujet; mais il était vrai que, selon l'opinion du noble duc, la dissolution des chambres n'aurait pas dû être prononcée, et que les diverses mutations qui avaient eu lieu dans le personnel des administrations publiques étaient, toujours au jugement du duc, beaucoup plus nuisibles qu'utiles. La lettre finissait, comme toujours, par de chaleureuses protestations de dévouement au trône d'Isabelle II, à la régence de son auguste mère, et à la constitution de 1837.

Cette lettre fit beaucoup de bruit. C'était le pendant de l'adresse des officiers de Pozuelo. Si Espartero ne l'avait pas dictée, comme on l'a dit, à coup sûr il l'avait autorisée : ces façons d'agir, détournées et pleines de réticences, étaient tout-à-fait dans ses habitudes. Quoique le manifeste ne fût pas absolument en faveur des exaltés, ceux-ci crièrent victoire, et toutes les voix du parti célébrèrent les louanges d'Espartero d'un bout de la Péninsule à l'autre. Le moment était des plus critiques, car c'était le moment des élections. Les deux partis se livraient un combat acharné autour de l'urne du scrutin, et celui des deux qui pouvait y jeter l'épée d'Espartero se croyait sûr de la victoire. Les ministres en masse offrirent leur démission. La reine les pria de garder encore quelque temps leurs portefeuilles, et écrivit au duc pour lui demander des explications. Espartero répondit d'une manière évasive sur le ministère, mais en renouvelant les plus brûlans témoignages d'une fidélité en-

thousiaste à la cause des deux reines. Après bien des négociations, les choses parurent s'arranger; le brigadier Linage, dont le renvoi avait été demandé, ne fut pas destitué par Espartero, mais il écrivit aux journaux d'Aragon une seconde lettre qui rectifiait et atténuait sur certains points la première, et les ministres retirèrent leur démission.

On sait ce qui arriva des élections accomplies au milieu de ces démêlés; elles produisirent, malgré l'esclandre d'Espartero, une immense majorité modérée. Les ministres furent soutenus par ce succès dans leur sourde rivalité avec le généralissime. De leur côté, les exaltés n'épargnèrent rien pour exciter encore les susceptibilités d'Espartero, afin de regagner par lui le terrain que les élections leur avaient fait perdre. La première tentative qu'ils avaient faite pour l'attirer à eux n'avait réussi qu'en partie; ils n'en continuèrent qu'avec plus d'ardeur leur travail autour de lui. Les journaux et les orateurs français ayant imprudemment exagéré vers le même temps la part que la France avait prise à la convention de Bergara, on en profita pour dire à Espartero que la France voulait le rabaisser, ce qui ne contribua pas peu à l'irriter davantage, car il est aussi jaloux de sa gloire que de son pouvoir.

Une affaire survenue à la fin de janvier 1840, acheva de brouiller irrévocablement le ministère et Espartero. Un homme fatalement connu dans les fastes sanglans de la révolution espagnole, don Eugenio Aviraneta, arriva un jour à Sarragosse, venant de Madrid. Quoique cet homme eût été dans d'autres temps un des agens les plus violens du parti exalté, il est certain qu'il avait alors une mission secrète du gouvernement de la reine. On a su depuis que cette mission était pour la France, où Aviraneta est venu plus tard la remplir; mais des avis envoyés de Madrid à Espartero lui avaient annoncé que le voyage de cet émissaire avait pour but de provoquer un soulèvement dans son armée, pour lui enlever son commandement. Dès son arrivée à Sarragosse, où des ordres venus du quartier-général l'avaient précédé, Aviraneta fut arrêté et interrogé par le gouverneur militaire. Il eut beau présenter des passeports parfaitement en règle, il fut jeté en prison; alors, quand il vit que l'affaire était sérieuse et qu'on ne plaisantait pas, il se décida à faire usage d'une passe qu'on trouva cousue dans ses habits.

Cette passe était écrite, dit-on, de la main du ministre de l'intérieur lui-même, et donnait ordre à toutes les autorités civiles et militaires, non-seulement de porter aide et appui à don Eugenio

Aviraneta, mais de lui obéir. Don Tiburcio Zaragoza, gouverneur militaire de Sarragosse, envoya copie de cette pièce à Espartero, en lui demandant de nouvelles instructions; Espartero répondit par l'ordre formel de conduire Aviraneta au quartier-général où il devait être fusillé. Don Tiburcio se disposa donc à faire enlever le prisonnier, mais le chef politique refusa de le laisser partir, déclarant qu'il ne pouvait reconnaître légalement que les ordres du ministre de l'intérieur. Dans l'intervalle, une dépêche d'Espartero avait été adressée à Madrid au ministre de la guerre; de son côté, le chef politique avait écrit aussi au ministre de l'intérieur, pour demander ce qu'il devait faire. La réponse arriva courrier par courrier au quartier-général; le général Narvaez, ministre de la guerre, répondait à Espartero en confirmant les termes de la passe trouvée sur Aviraneta, et en ordonnant la mise en liberté du prisonnier, ce qui eut lieu, non sans une forte explosion de dépit et de colère de la part du duc.

On voit que, dans cette affaire, Espartero, tout puissant qu'il était, avait eu le dessous : il en conserva un ressentiment implacable. Il a pu sans doute se convaincre plus tard que le but qu'on avait prêté au voyage d'Aviraneta n'était pas fondé, et que la mission de cet agent secret n'avait rien de commun avec son armée; mais l'orgueil blessé du généralissime ne voulut rien voir et rien comprendre. Son autorité avait été méconnue, c'était assez. Les exaltés ont été par eux-mêmes étrangers à cet incident; il est même à remarquer que les antécédens exaltés d'Aviraneta, la part qu'il avait prise aux complots les plus révolutionnaires, en qualité d'agent des sociétés secrètes, étaient présentés par Espartero comme des raisons décisives pour n'avoir aucune pitié pour lui. L'affaire n'en fut pas moins ce qui pouvait arriver de plus heureux aux exaltés; elle fit éclater définitivement les hostilités entre le ministère et Espartero, elle altéra même le respect profond que le duc de la Victoire affectait pour la reine. Il est à croire qu'Espartero a commencé dès ce moment à s'éloigner en secret de la reine Christine; c'était en effet par l'ordre de la régente elle-même que les ministres avaient répondu si résolument à ses demandes d'explications.

Espartero ne tarda pas à donner une preuve éclatante de son irritation. Le moment étant venu de faire des promotions dans l'armée, il proposa insolemment Linage, l'auteur du fameux manifeste, celui dont tous les ministres avaient demandé la révocation, pour le grade de maréchal-de-camp. Quelques ministres considérèrent cette proposition comme une injure et déclarèrent qu'ils ne consentiraient

jamais à se démentir ainsi; les autres pensèrent au contraire que, puisque le cabinet avait consenti à rester après la publication de la lettre de Linage, il était engagé sur cette question et ne pouvait pas se montrer intraitable après avoir cédé. C'était d'ailleurs le moment où les opérations militaires paraissaient près de recommencer; tout annonçait que le dernier champion de la cause carliste, Cabrera, allait être forcé de céder devant l'ascendant vainqueur d'Espartero. Une rupture avec le généralissime aurait tout remis en question. Le gouvernement céda; Linage put revêtir l'écharpe de maréchal-de-camp, et les trois ministres dont l'entrée aux affaires avait tant choqué Espartero quelques mois auparavant, MM. Narvaez, Montes de Oca et Calderon Collantes, se retirèrent volontairement.

Cette concession aurait dû calmer Espartero; elle ne fit que lui donner plus de confiance. Dans ces divers changemens ministériels, deux ministres étaient restés debout, le président du conseil, M. Perez de Castro, et M. Arrazola, ministre de la justice. Tout le ressentiment du généralissime se porta sur eux, et il ne songea plus qu'à les renverser à leur tour, afin qu'il fût bien démontré que nul ne pouvait résister à son autorité.

Cependant les cortès nouvellement élues s'étaient rassemblées, et leur esprit fortement modéré s'était manifesté dès leurs premières discussions. Les ministres crurent le moment venu de frapper un grand coup, et ils proposèrent le fameux projet de loi sur les *ayuntamientos*, ou municipalités. Par ce projet de loi, l'influence des exaltés était ruinée sans retour. D'après le système électoral actuellement en vigueur, les municipalités exercent une grande action sur les élections pour le congrès; elles sont elles-mêmes instituées, depuis les évènemens de la Granja, dans les formes réglées par la constitution de 1812, c'est-à-dire sur des bases extrêmement démocratiques. La nouvelle loi, en changeant le système, les enlevait à l'impulsion des clubs, et tranchait ainsi dans sa racine toute intervention des exaltés dans le gouvernement. Les dernières élections avaient prouvé que, même avec des municipalités élues sous l'empire de la constitution de 1812, et en présence de l'opposition du tout-puissant Espartero, l'élan irrésistible de l'esprit public pouvait donner une majorité modérée; que serait-ce donc quand le pouvoir municipal, source de l'élection, ne serait plus livré à la multitude!

Les exaltés, sentant bien que c'était là pour eux une question de vie ou de mort, se disposèrent à livrer un combat à outrance. Leur dernier espoir était désormais dans le quartier-général; ils entou-

rèrent plus que jamais Espartero. Au retour de la belle saison, le généralissime avait repris enfin ses opérations, et les petits châteaux-forts de Cabrera tombaient un à un devant lui. Les journaux révolutionnaires l'accablèrent à ce sujet d'adulations incroyables; tous les vieux héros de l'Espagne, tous les grands hommes de guerre du monde, n'étaient rien auprès du vainqueur de Mirambel et de Castellote. Il est impossible de savoir où s'arrêtaient, au milieu de tant de triomphes, les rêves orgueilleux de son état-major, provoqués et encouragés par les sociétés secrètes. C'était presque trop peu de la puissance suprême pour celui qui effaçait par ses victoires tout l'éclat des victoires impériales, et le dernier de ses lieutenans pouvait prétendre aux plus hautes destinées!

Ce fut au milieu de ces luttes politiques, compliquées par l'enivrement où le succès jetait l'armée, que la reine-régente signifia brusquement au président du conseil la résolution qu'elle avait formée d'aller prendre les eaux de Barcelone avec sa fille. Le ministère en fut stupéfait. On tenta les plus grands efforts pour dissuader la reine de ce projet; elle fut inébranlable.

On a donné beaucoup d'explications de ce voyage royal; voici quelle est la plus vraisemblable. D'abord l'état de la jeune reine, qui préoccupe beaucoup sa mère, exigeait réellement l'emploi des bains sulfureux; mais ce n'était pas là le seul motif du voyage, car il y a des bains sulfureux ailleurs qu'à Barcelone. Le véritable but de la reine Christine, c'était de voir Espartero. Le généralissime lui était personnellement fort peu connu; elle ne l'avait vu qu'une fois, et dans un temps où il ne se doutait pas encore de son avenir. Comme elle n'avait rien épargné pour se l'attacher, elle fondait sur lui beaucoup d'espérances. Depuis long-temps elle entretenait avec lui une correspondance privée, qui avait souvent inquiété ses ministres. En même temps qu'elle le comblait de titres et d'honneurs, elle avait attaché à sa personne la duchesse de la Victoire, et lui avait donné auprès d'elle le premier rang. De son côté, Espartero ne laissait pas échapper une seule occasion de protester du dévouement le plus exalté pour sa souveraine. « Je suis Manchego, disait-il sans cesse, du pays de don Quichotte, et aussi galant chevalier que le héros de Cervantes; la dame de mes pensées est une reine, et, pour la servir, il n'est rien que je ne sois prêt à faire avec bonheur. »

Ce langage chevaleresque n'avait pas changé au plus fort des démêlés d'Espartero avec le ministère. Or c'est une tendance naturelle aux princes constitutionnels que de se distinguer de leurs mi-

nistres et d'admettre aisément que l'attachement le plus absolu à leur personne peut se concilier avec l'hostilité envers les hommes qui gouvernent en leur nom. Quelle que fût la sympathie de la reine Christine pour la ligne politique suivie par son conseil, elle comprenait très bien qu'Espartero fût tout autre pour elle que pour ses ministres. Sans doute aussi elle comptait essayer sur lui cet entraînement qu'elle a presque toujours exercé jusqu'ici sur ceux qui ont eu l'honneur de l'approcher, et qui tient à la distinction très réelle de son esprit, unie à la séduction de ses manières et de sa personne. Que voulait-elle faire du dévouement d'Espartero après s'en être assurée par elle-même? C'est son secret. Tout ce qu'il est possible de dire, c'est que l'union franche et durable des deux seules forces de l'Espagne, la royauté et l'armée, aurait enfin créé dans ce malheureux pays ce qui lui manque depuis sept ans, un pouvoir, et c'est sans doute ce que la reine Christine avait senti quand elle se résolut à aller elle-même au-devant de son armée victorieuse.

Mais elle avait compté sans ses ennemis, les chefs des sociétés secrètes; elle n'avait pas non plus suffisamment mesuré la portée de la mauvaise humeur d'Espartero contre ses ministres. Après tout, c'était elle qui les maintenait au pouvoir, ces hommes dont le généralissime avait eu un jour à se plaindre; elle s'était associée à leurs actes, à leurs idées politiques, ainsi qu'aux votes de ces cortès élues hors de l'influence d'Espartero, et presque contre son influence. Quelle que fût la tendance naturelle du généralissime vers les opinions modérées, il suffisait que ces opinions fussent celles du cabinet pour qu'il ne leur fût pas favorable. Cette fameuse loi des *ayuntamientos*, que les cortès venaient de voter, elle devait avoir à ses yeux une tache indélébile dans son origine. Ne savait-on pas d'ailleurs que les exaltés et les Anglais avaient précédé la reine au quartier-général, et y avaient établi de longue main leur ascendant sur l'esprit faible et ballotté du duc de la Victoire? Ne savait-on pas que les partis révolutionnaires ne reculent devant aucun moyen de parvenir momentanément à leurs fins, sans s'inquiéter de l'avenir, et qu'ils ne craignent pas, pour tenter à un jour donné l'ambition d'un homme dont ils ont besoin, de lui offrir ce qu'une tête couronnée ne peut promettre, l'autorité illimitée et absolue?

Dès que ce fatal voyage fut décidé, la lutte entre le ministère et Espartero éclata par une question d'itinéraire. Les ministres et la reine elle-même voulaient que le voyage se fît par Valence; Espartero insista pour qu'il eût lieu par Sarragosse et l'Aragon. La route de

Valence présentait au cabinet cet avantage, que la reine devait y rencontrer d'abord un corps d'armée sous les ordres du général O'Donnell, dont la loyauté était éprouvée; du côté de l'Aragon, c'était parmi les divisions commandées par Espartero lui-même que la reine arrivait directement. Chacune des deux opinions fut soutenue de part et d'autre avec obstination. La prise de Morella survint, qui décida la question. Espartero fit valoir en faveur de son avis cet évènement si heureux pour la cause de la reine Isabelle. La régente ne crut pas pouvoir se refuser à se rendre par le plus court chemin au milieu de l'armée qui venait d'abattre ce dernier rempart de la faction, et le passage par l'Aragon fut résolu. Si l'autre parti avait été pris, le dénouement aurait pu être changé.

Les reines partirent, comme on sait, accompagnées de trois ministres, M. Perez de Castro, président du conseil; M. le comte de Cléonard, ministre de la guerre, et M. Sotelo, ministre de la marine; la régente avait choisi ce dernier à cause de la vieille amitié qui l'unissait au duc de la Victoire. Les exaltés avaient tout préparé d'avance sur le chemin pour que la réception faite à LL. MM. fût significative. Ce fut à Sarragosse que la régente dut voir pour la première fois ses illusions s'évanouir. La municipalité lui adressa une harangue insolente; une population grossière la poursuivit partout des cris de *vive la constitution! vive la duchesse de la Victoire! à bas la loi sur les ayuntamientos!* Il n'était plus temps de reculer; elle poursuivit son chemin et arriva à Lérida, où l'attendait Espartero.

Les ministres allèrent les premiers rendre visite au généralissime. Le ministre de la marine, M. Sotelo, fut chargé, comme son ami, de le voir d'abord; M. Sotelo revint très inquiet de cette entrevue et très peu satisfait du langage qu'il avait entendu. Après le ministre de la marine vint le ministre de la guerre, M. le comte de Cléonard; mais ni lui ni le duc ne touchèrent un mot de politique. Enfin il n'y eut pas jusqu'au vieux président du conseil qui ne crût devoir, malgré son âge, faire le premier pas auprès du puissant Espartero. Celui-ci était déjà devant la porte de son habitation, entouré de son état-major et prêt à partir pour se rendre chez la reine, quand M. Perez de Castro se présenta. Il ne prit pas la peine de rebrousser chemin pour recevoir le président du conseil; s'excusant sur la nécessité où il était de se rendre chez sa majesté, il se mit à marcher à grands pas dans la rue. M. Perez de Castro le suivit comme il put, le félicitant sur ses victoires, et disant que les ministres de la couronne avaient

la ferme confiance qu'au besoin l'épée victorieuse du noble duc sortirait du fourreau pour le maintien de l'ordre. Espartero répondit à cette dernière phrase par un geste négatif, mais sans ouvrir la bouche, et quand il fut arrivé devant la maison qu'habitait sa majesté, il entra, laissant M. Perez de Castro confondu.

Espartero vit la reine une première fois ce jour-là; il la revit quelques jours après à Esparraguerra. Il fut, dit-on, insignifiant dans la première entrevue, injurieux et violent dans la seconde. Dès le premier jour, il aborda la question politique et se prononça contre le ministère, contre les cortès, contre la loi des *ayuntamientos*. La reine, reconnaissant dans les argumens dont il se servait les suggestions étrangères qui l'avaient poussé, entreprit de lui répondre et lui répondit en effet avec une grande supériorité. Battu sur tous les points, il se retira, non sans avoir été quelque peu subjugué. Quand il revint, il avait changé de ton; il ne discutait plus, il commandait. La reine résista avec courage cette fois, comme elle avait précédemment débattu avec esprit; mais elle avait désormais perdu tout espoir de ramener Espartero : son rêve était dissipé.

Barcelone accueillit leurs majestés avec un enthousiasme extraordinaire. On vit dans cette terrible ville, que tant de scènes sanglantes ont souillée, les portraits des deux reines exposés dans toutes les rues, entre deux cierges allumés. La foule se découvrait en passant devant ces images révérées, comme si elles eussent été l'objet d'un culte religieux. La population de Barcelone s'était accrue pour ces jours de fête d'un concours immense venu de la côte et des îles; les autorités de la province de Tarragone eurent à expédier pour leur part plus de quarante mille passeports.

Les premiers jours se passèrent en réjouissances; mais la reine et les ministres étaient loin de partager l'allégresse générale. Ils savaient qu'Espartero viendrait à Barcelone, dès qu'il aurait pris Berga et dispersé les restes de la faction, et ils ne doutaient pas que son arrivée ne fût le signal de graves évènemens. L'*ayuntamiento* de Barcelone, élu sous l'empire de la constitution de 1812, et composé des plus fougueux *descamisados*, attendait au contraire avec impatience l'arrivée du duc de la Victoire. Depuis l'arrivée des reines, cet ayuntamiento ne laissait pas échapper l'occasion de braver l'autorité royale. De son consentement, des écriteaux contenant les articles de la constitution tracés à la main avaient été suspendus à tous les piliers de bois qui soutiennent les réverbères de la Rambla, et celui de ces arti-

cles qui est relatif au serment royal avait été placardé en gros caractères dans le vestibule du théâtre, afin que la reine Christine ne pût s'empêcher de le voir en passant.

Enfin le journal progressiste de Barcelone, *El Constitucional*, annonça le 12 juillet que le comte-duc (c'est ainsi qu'on l'appelle quelquefois), était à Martorell, et qu'il entrerait à Barcelone le lendemain. Le 13, dans la matinée, une foule immense se porta à sa rencontre avec des branches d'olivier et de laurier. Dès qu'Espartero aperçut ces flots de peuple, il quitta son escorte, et s'avança seul au milieu de la foule, qui l'entoura et le porta en quelque sorte en triomphe, lui et son cheval. Des cris frénétiques retentissaient partout sur son passage, et parmi ces cris éclatait de temps en temps celui de *mort aux Français!* qui est un des cris de ralliement des exaltés. La multitude chantait en même temps des chansons composées pour la circonstance, et qui mêlaient des injures contre la France aux adulations les plus emphatiques pour le héros national. Espartero, ému et ravi, répondit à toutes ces démonstrations que ce jour était le plus beau de sa vie, et que toutes ses victoires, toutes ses dignités, l'avaient moins touché que cette réception.

Le même jour, à cinq heures de l'après-midi, le comte-duc se présenta chez la reine; l'audience se prolongea une heure et demie. Espartero renouvela ses propositions d'Esparraguerra; la reine accepta la conversation, et discuta avec lui quelques noms pour le nouveau ministère, mais ils se séparèrent sans avoir rien conclu.

Cependant la loi sur les ayuntamientos, discutée et adoptée par les deux chambres, était partie de Madrid le 8 juillet: elle arriva à Barcelone le 14 à midi. Les ministres avaient écrit à leurs collègues de la faire passer par Valence, parce que le courrier qui la portait aurait pu être arrêté sur la route de Lérida, occupée par l'armée d'Espartero. La reine ne voulut pas donner sa sanction à la loi sans voir encore une fois le généralissime; elle le fit appeler, et discuta long-temps avec lui sur les inconvéniens qu'il pouvait y avoir à refuser la sanction royale à une loi qui avait subi toutes les épreuves constitutionnelles. Espartero s'obstina beaucoup plus par orgueil que par conviction; la reine, justement irritée, fit venir ses ministres dès qu'Espartero fut sorti, et signa. Le même soir, la loi sanctionnée fut expédiée pour Madrid, dans le plus grand secret, avec ordre de la promulguer immédiatement.

Espartero apprit dans la journée du 15 que la reine avait signé. Il entra dans une violente colère, se renferma chez lui, se mit au lit

et envoya sa démission. Cette démission ne pouvait pas être acceptée; elle ne le fut pas. C'était Linage qui avait rédigé la lettre à la reine où Espartero expliquait ses motifs; cette lettre, qui accusait la reine d'avoir manqué à sa parole, et qui donnait aux ministres l'épithète de carlistes, fut en partie rendue publique. Il s'ensuivit une grande émotion dans Barcelone. Un bataillon des guides de Luchana, véritable garde royale d'Espartero, était entré dans la ville avec son général; les soldats de ce bataillon se répandirent dans les tavernes en criant contre l'horrible ingratitude dont on venait de récompenser les services du duc de la Victoire. Linage et l'état-major tout entier tenaient le même langage dans les cafés, sur les places publiques. L'ayuntamiento, de son côté, préparait ses *bullangeros* (émeutiers).

Le général Van-Halen, capitaine-général de la Catalogne, créature d'Espartero, était alors aux eaux de Caldas; on lui fit dire de l'état-major, par un adjudant, de rentrer sans délai à Barcelone. Des ordres furent expédiés en même temps aux généraux Ayerbe, Castañeda et Clemente, qui commandaient des divisions d'avant-garde, pour qu'ils eussent à se diriger sur Barcelone à marches forcées; quarante mille hommes entourèrent bientôt la ville. Ce général démissionnaire, qui rassemblait toutes ses forces pour lutter contre une femme, était de plus commandant-général de la garde royale, qui ne pouvait bouger sans son ordre; les autorités militaires de la province lui appartenaient; l'ayuntamiento lui obéissait; il avait dans ses mains toute la puissance. La reine et les ministres étaient sans défenseurs.

Cependant l'orgue de Barbarie allait jouant dans les rues de Barcelone l'air convenu qui sert de rappel dans les jours d'émeute. A cette convocation bien connue, on vit paraître par groupes sur les places publiques ces hommes que le baron de Meer avait désarmés, et qui ne se montrent que dans les momens sinistres. Le 18, dans l'après-midi, au moment où les préparatifs de la sédition devenaient flagrans, Espartero alla voir de nouveau la reine. Il espérait sans doute la trouver intimidée par la concentration de ses troupes sur Barcelone et par les démonstrations non équivoques qui commençaient à éclater dans la rue. La reine montra un courage inébranlable : *Tu es commandant des troupes*, dit-elle à Espartero, *tu me réponds de l'ordre.* Espartero répondit qu'il fallait choisir entre le ministère et lui, et que, si la reine ne révoquait pas la sanction qu'elle avait donnée à la loi des municipalités, elle verrait couler le sang en abondance, *sangre hasta le rodilla*, du sang jusqu'au genou.

Si la reine avait été peu émue de ces menaces, les ministres en

furent plus frappés. Ils se réunirent dans cette soirée du 18, et décidèrent qu'ils donneraient leur démission pour sauver la reine en se sacrifiant. Quand ils apportèrent leur démission à sa majesté, elle les invita à la garder jusqu'à ce qu'ils fussent contraints par une violence matérielle. Cette violence ne devait pas se faire attendre. Dès qu'Espartero fut rentré chez lui sans avoir rien obtenu, les attroupemens grossirent et devinrent menaçans. A l'entrée de la nuit, les membres de l'*ayuntamiento* se déclarèrent en permanence à l'hôtel-de-ville. A neuf heures du soir, il y avait sur la place San-Jayme un rassemblement de plus de deux mille individus, qui vociféraient des vivats en l'honneur de la constitution et d'Espartero, entremêlés des cris de *mort aux ministres!*

Les séditieux commencèrent par dresser des barricades à l'extrémité de toutes les rues qui débouchaient sur la place; mais cette précaution ne fut que pour la forme, ils savaient très bien qu'ils ne seraient pas attaqués. Quelques-uns de leurs groupes forcèrent le dépôt d'armes de la sous-inspection de la milice nationale, qui ne fut pas défendu; on y trouva huit cents fusils, qui furent aussitôt distribués dans la foule. Une députation de l'*ayuntamiento* se mit alors à la tête du rassemblement armé, et se dirigea vers la place de Santa-Anna, où demeurait Espartero. Le généralissime était alors tellement emporté par la passion, qu'il fit bon accueil à cette tourbe tumultueuse; il parut à son balcon, harangua le peuple, qui le salua de ses acclamations, et consentit à se mettre en marche vers le palais, au milieu de la nuit, accompagné de cette étrange escorte.

La reine était avec ses ministres quand on entendit venir au loin les clameurs confuses du rassemblement. Christine invita gaiement les ministres à venir voir l'émeute. MM. Perez de Castro, de Cléonard et Sotelo obéirent, et se rendirent avec sa majesté, à travers plusieurs appartemens, jusqu'à un balcon fermé de persiennes qui donnait sur la place du palais. Il était alors près de minuit. La garde royale, agissant d'elle-même et sans ordre, avait empêché cette insurrection factice de pénétrer jusque sur la place; des groupes stationnaient au débouché des diverses rues, et ne cessaient de pousser des cris de *mort aux ministres!* accompagnés des injures les plus grossières pour la régente. Bientôt un bruit confus de vivats commença à sortir de l'une de ces rues; on vit briller et s'avancer les deux lumières d'une berline que la multitude environnait; cette berline traversa les groupes et entra dans la place, se dirigeant vers le palais, au milieu des vociférations les plus violentes. La reine recon-

nut avec autant d'étonnement que de douleur la voiture du duc de la Victoire : elle n'avait jamais pu croire qu'il irait aussi loin.

Il n'était plus temps pour les ministres de songer à sortir du palais. Toutes les avenues étaient entourées. La reine les conduisit elle-même dans sa chambre à coucher et les y laissa pour aller recevoir la visite qui lui arrivait à pareille heure et avec de pareils préliminaires. Bientôt se présenta Espartero, accompagné de sa femme, la duchesse de la Victoire, et des généraux Valdès et Van-Halen. Tous quatre s'empressèrent à l'envi d'assurer la reine qu'elle n'avait rien à craindre; que cette explosion populaire, provoquée par l'obstination des ministres, n'aurait aucune suite funeste; qu'eux-mêmes n'étaient accourus aux premiers cris de l'émeute que pour venir en aide à sa majesté et la défendre à tout évènement. La reine accueillit ces démonstrations avec une froide réserve. Elle dit à Espartero que les ministres lui ayant donné leur démission, elle se voyait bien forcée de céder sur ce point; mais elle persista dans son refus de révoquer la sanction donnée et de dissoudre les cortès. Aucune insistance ne put la fléchir, et cependant le tumulte continuait au dehors.

Vers trois heures du matin, Espartero sortit à pied, et alla annoncer aux groupes que les ministres se retiraient. Les rassemblemens se dispersèrent alors avec des cris de triomphe. A quatre heures du matin, le duc et la duchesse de la Victoire, les généraux Van-Halen et Valdès sortirent de chez la reine. Dès qu'on se fut bien assuré qu'il ne restait plus personne autour du palais, la reine laissa partir ses ministres. M. Perez de Castro, le plus menacé, se réfugia chez le consul de France, M. Gauthier d'Arc, et de là sur *le Méléagre*, bâtiment français qui se trouvait en rade; le comte de Cléonard, ministre de la guerre, sur la frégate espagnole *Cortès*, dont l'équipage était dévoué à la reine. Tous deux partirent pour la France le lendemain. L'émeute ne fit d'autres victimes que quelques gendarmes qui furent surpris seuls et massacrés.

Ainsi s'est passée cette fatale nuit du 18 au 19 juillet. La conduite d'Espartero n'a eu qu'un mobile dans ces évènemens, la haine des ministres qui l'avaient bravé. Les exaltés ont exploité ce sentiment mesquin, pour se faire du généralissime un instrument dans leurs desseins contre la reine, et il a suivi aveuglément l'impulsion qu'ils lui ont donnée jusqu'au moment où sa passion a été satisfaite. Depuis il a voulu s'arrêter. Le ministère qui a été désigné par lui-même, après sa victoire nocturne, a sans doute plus de rapports avec les exaltés qu'avec les modérés; mais il est loin d'avoir été choisi parmi

les chefs du parti, et les exaltés n'ont guère lieu d'en être satisfaits. Dans les jours qui ont suivi le départ des ministres, l'ayuntamiento a voulu continuer ses démonstrations désordonnées; des rixes et des assassinats ont eu lieu. Espartero a retrouvé alors cette énergie du devoir qui lui avait si complètement manqué au commencement de la crise; il a mis la ville en état de siége, et l'ordre s'est rétabli.

Maintenant, que va faire Espartero? Il s'est laissé entraîner à désirer l'autorité suprême; il l'a. Il n'a seulement pas voulu la partager avec la reine, qui lui en offrait la moitié. Essaiera-t-il de revenir aux modérés qu'il a abandonnés? Persistera-t-il à servir les exaltés dont il commence à s'effrayer? Voudra-t-il enfin constituer un gouvernement qui ne s'appuie ni sur les modérés ni sur les exaltés? De tous les côtés, il trouvera de grands embarras. Il est bien fortement engagé avec les uns et bien profondément brouillé avec les autres. La tactique des exaltés est facile à prévoir. Ils vont lui offrir la régence; l'acceptera-t-il? Voudra-t-il détrôner la reine Christine et porter les mains sur la couronne après l'avoir défendue? Dans tous les cas, il ne doit plus prétendre à conserver auprès du pouvoir son rôle de surveillant inquiet et hautain; il faut qu'il gouverne à son tour, qu'il prenne en main les rênes de cette révolution espagnole qui a jusqu'ici culbuté tous ceux qui ont voulu la conduire. Sera-t-il plus heureux et plus habile que les autres? C'est ce que nous verrons. Il s'est mis dans cette situation par entraînement, par faiblesse de caractère, presque sans s'en douter; saura-t-il mieux désormais ce qu'il fera?

Son état-major rêve probablement pour lui le destin de Napoléon. Est-il donc à la hauteur d'un si grand avenir? Un des hommes d'état les plus éminens de l'Espagne a dit : *On a joué en France, il y a cinquante ans, un drame appelé la révolution française; nous l'avons traduit, et nous en avons fait une comédie espagnole.* Ce mot, si juste sous tant de rapports, ne pourrait-il pas s'appliquer aussi à Espartero? Et ne serait-il pas un peu un Napoléon de comédie?

Sa conduite, dans ces derniers évènemens, a été d'autant plus coupable, qu'il avait devant lui une carrière toute tracée, et qui certes aurait pu suffire à son ambition. Tout n'est pas dit en Espagne après l'extinction de la guerre civile, et il reste beaucoup à faire dans ce pays, depuis si long-temps désolé. Espartero s'est imaginé sans doute que l'armée allait être licenciée, si l'état-major ne s'emparait pas avec elle du pouvoir souverain; mais l'armée est bien loin d'être devenue inutile depuis que la guerre est finie. Il manque à l'Espagne un gouvernement qui ne soit pas à la merci d'une émeute; il lui

manque une police régulière qui établisse la sûreté des routes, qui arrête les malfaiteurs, qui donne enfin à cette population si tourmentée le premier des biens, la sécurité. Tout cela ne peut être obtenu que par le secours d'une armée puissante, fidèle, dévouée, soumise à un chef qui se soumette lui-même aux lois de son pays.

Si le généralissime s'était entendu avec la reine, la question était résolue. Certes, s'ils avaient été d'accord sur la marche générale de la politique, la reine ne lui aurait pas refusé cette satisfaction qu'elle lui avait déjà accordée une fois, de changer des ministres qui lui déplaisaient. C'est sur la dissolution des cortès et sur le rappel de la loi des ayuntamientos, c'est-à-dire sur le système politique dont au fond Espartero se soucie fort peu, qu'a surtout porté le différend. Il est faux que la reine ait jamais demandé à Espartero de l'aider à abroger la constitution de 1837; c'est au contraire Espartero qui s'est mis dès le premier jour en insurrection contre le pouvoir constitutionnel des deux chambres. Il a arrêté par pur caprice un mouvement régulier, légal, de l'opinion publique; il a rejeté l'Espagne dans les expériences quand elle était près d'en sortir; il a rembruni lui-même l'avenir qu'il avait éclairci, et il a forcé son pays à courir encore les hasards des révolutions, quand il pouvait lui être donné d'en être deux fois le pacificateur.

Que pouvait-il désirer encore? Rien. Tout ce qu'il a demandé, on l'a fait. Il ploie sous les dignités et sous les récompenses. Quand il a voulu, dans sa jalousie, écarter de tout commandement les rivaux qui pouvaient lui faire ombrage, le gouvernement s'est fait le complice de ses petits calculs d'amour-propre. Deux généraux qui avaient rendu de grands services à l'Espagne, et dont l'un avait été son bienfaiteur, Cordova et Narvaez, ont été exclus, pour lui plaire, de toute participation aux travaux de l'armée; abreuvés de refus et d'humiliations, ils ont été réduits tous deux à une tentative insensée qui a fait mourir Cordova dans l'exil. Le brave capitaine-général de la Catalogne, celui qui avait rétabli dans cette province l'autorité des lois, le baron de Meer, a été sacrifié à sa susceptibilité, et remplacé par l'homme qu'il a désigné. Il a rempli de ses créatures, *ayacuchos* et autres, tous les emplois militaires. Lui qui aime tant le repos, il pouvait désormais, s'il l'avait voulu, vieillir glorieusement au milieu de tant de puissance et d'honneurs.

C'est à lui maintenant de se tirer comme il pourra du défilé où il s'est jeté. Jamais il ne retrouvera la position tranquille et élevée qu'il a perdue volontairement. Voici qu'on commence à parler de divi-

sions dans sa propre armée. Quelques-uns de ses généraux se séparent de lui et expriment leur mécontentement. Le parti de la reine, un moment abattu, se relève. De leur côté, les exaltés ne veulent pas s'en tenir là, et songent à pousser plus loin leur victoire. De nouvelles crises se préparent. Le danger est grand pour la reine, pour l'ordre, pour la société tout entière; mais il est grand aussi pour Espartero. Il sera intéressant de voir comment il tiendra tête aux tempêtes qu'il aura soulevées.

Disons pourtant, car il faut tout dire, qu'il y a encore une possibilité de rapprochement entre la reine et Espartero. Comblée des faveurs de sa souveraine, la duchesse de la Victoire a toujours été du parti de la reine contre l'état-major; c'est à elle, mais à elle seule, que peut revenir l'honneur de réconcilier le généralissime avec la mère d'Isabelle. On raconte que, lors de la lettre de Linage, les exaltés ayant voulu lui faire donner une sérénade à Madrid, elle fit venir les musiciens et leur dit qu'ils se trompaient sans doute, que M^me^ Linage demeurait un peu plus loin, et qu'elle les engageait à se rendre sous ses fenêtres. Pendant le voyage de la reine à Barcelone, elle accompagnait leurs majestés; un soir, au théâtre, elle fut si confuse d'entendre son nom retentir plus haut que celui de la reine dans les *vivats* de la foule, qu'elle s'évanouit. Dernièrement enfin, c'est à sa prière qu'Espartero s'est décidé à mettre la ville de Barcelone en état de siége et à sévir contre les perturbateurs. Elle était absente du quartier-général quand Linage a conquis son influence sur l'esprit du généralissime; elle sera toujours maintenant auprès de son mari, et l'exemple a prouvé qu'Espartero donne souvent raison à qui lui parle le dernier.

****

# L'ARTÉMISE A TAÏTI.

JOURNAL INÉDIT D'UN OFFICIER DE L'EXPÉDITION.

— POLYNESIAN RESEARCHES. —

Depuis long-temps notre commerce avait sujet de se plaindre du rôle auquel le condamnait, dans les archipels de l'Océanie, la prépondérance jalouse de l'Angleterre et de l'Amérique du Nord. Suzeraines des mers du Sud, ces deux puissances semblaient avoir adopté, vis-à-vis des tiers, un système d'exclusion brutale ou d'éviction souterraine, et aucun établissement stable n'avait pu se fonder à côté des leurs, ni dans un intérêt religieux, ni dans un intérêt maritime. Nos armateurs, jouets de procédés odieux, avaient subi de nombreux mécomptes sur les marchés polynésiens, et les missionnaires catholiques, attirés par l'espoir d'une moisson spirituelle, s'y étaient vus, à diverses reprises, en butte à des persécutions ombrageuses et à des déportations violentes.

Cette situation, si elle eût été impunément soufferte, aurait fait à notre pavillon un tort dont il se serait difficilement relevé aux yeux des naturels. Une démonstration imposante devenait d'autant plus nécessaire, que les évangélistes luthériens avaient eu soin d'inspirer à ces sauvages une idée peu avantageuse des forces et de la grandeur

de la France. C'était, suivant eux, une puissance de second ordre, incapable d'intervenir dans des affaires lointaines et disposant à peine de quelques corvettes de guerre. Il importait de dissiper ces illusions, de venger ce discrédit moral, de faire acte de présence, de rétablir l'autorité de notre pavillon. L'expédition de deux frégates fut résolue. Opérant en sens opposé, elles devaient, chacune de son côté, traverser l'Océanie, jeter l'ancre dans ses principaux archipels, prêter main-forte aux résidens français et aux missionnaires catholiques. L'une de ces frégates était *la Vénus*, placée sous les ordres du capitaine Dupetit-Thouars; l'autre était *l'Artémise*, que commandait le capitaine Laplace. L'itinéraire de la première devait la conduire dans les mers du Sud par le cap Horn; la seconde, doublant le cap de Bonne-Espérance, avait pour mission de parcourir les échelles de la Chine et de l'Inde, puis d'accomplir son tour du monde à la suite de stations intermédiaires dans les divers groupes de la Polynésie. C'est *l'Artémise* que nous allons suivre, en choisissant l'un des épisodes les plus intéressans de sa longue campagne.

Partie de Toulon en janvier 1837, *l'Artémise* arriva dans l'Inde vers la fin de juillet, après avoir successivement mouillé à Table-Bay, à Bourbon, à Maurice et aux Séchelles. Dans le cours des deux années 1837 et 1838, elle promena le pavillon français dans les mers asiatiques, se montra dans le Gange, où elle ne paraît pas avoir atteint de résultats bien décisifs, poussa une reconnaissance plus fructueuse sur la côte ouest de Sumatra, visita Colombo dans l'île de Ceylan, Cochin, Calicut, Mahé, Goa, Bombay, sur la côte de Malabar, Diù et Maskat dans le golfe d'Oman, puis se rendit à Moka dans la mer Rouge. *L'Artémise* se trouvait dans ces parages quand l'Angleterre sut négocier, à prix d'argent, la cession d'Aden, et il ne semble pas que M. Laplace ait compris toutes les conséquences de ce fait, accompli presque sous ses yeux. La présence d'une frégate française pouvait ébranler les résolutions du chef arabe qui vendit aux Anglais cette clé du golfe arabique. On n'essaya rien dans ce but : *l'Artémise* quitta Moka et passa devant Aden sans se préoccuper de ces négociations mystérieuses. Quelques relâches dans les ports de la presqu'île indienne et une croisière peu significative dans la mer de Chine complètent cette partie du voyage et conduisent *l'Artémise* à Hobart-Town et à Sydney. C'est de ce dernier port qu'elle se dirigea vers les îles polynésiennes.

Dès les premiers jours qui suivirent le départ, de fâcheux évènemens marquèrent la traversée. Un canot fut emporté par les lames:

un matelot, tombé à la mer du bout d'une vergue, se noya sous les yeux de l'équipage, malgré les secours des embarcations. Cependant, après une suite de temps orageux, on découvrit, le 19 avril, Toubouaï, île de corail, comme on en rencontre tant dans l'Océanie. Une ceinture de récifs et une couronne de cocotiers révélèrent cette côte, sur laquelle les vagues brisaient sourdement leurs nappes d'écume. Le jour tombait, et le soleil versait dans les ravins, chargés de masses de verdure, les flots d'une lumière horizontale. On longea rapidement le rivage, et quarante-huit heures après, Taïti se dessina comme une apparition confuse au milieu des ombres de la nuit. A l'aube, la gracieuse fille de la mer déroulait devant la frégate les paysages enchanteurs qui avaient fait l'admiration de Wallis et de Bougainville. Le ciel était chargé de brumes, l'île en était couronnée; on ne pouvait distinguer que par échappées les accidens du terrain. Çà et là des bouquets d'arbres à pain, d'hibiscus et d'aleurithes sortaient des anfractuosités du roc et attestaient la fécondité de ce sol volcanique. Cette végétation conservait partout un air de jeunesse et de vigueur, des teintes chaudes, un éclat métallique, un luxe sauvage. Bizarrement tourmentée, l'île entière offrait ces aspects convulsifs qu'affectent toutes les formations de lave, ce désordre particulier aux terres nées de feux sous-marins. Tantôt ses mornes s'abaissaient vers la grève par de molles ondulations, tantôt ils se découpaient en vives arêtes ou en falaises verticales.

*L'Artémise* touchait au port : elle avait laissé loin d'elle la presqu'île de Taïarabou, sorte d'annexe méridionale de Taïti ; elle avait côtoyé toute la partie nord-est de la grande île, pleine de sites délicieux ; elle allait doubler la pointe de Vénus, sur laquelle Cook avait jadis établi son observatoire, quand un roulement sourd se fit entendre dans les flancs de la frégate. Il n'y avait pas à s'y tromper, elle heurtait un bas-fond, elle talonnait. Tout l'équipage écouta, glacé d'effroi. Un instant, on put croire que le bâtiment en serait quitte pour effleurer les pointes tranchantes des madrépores ; mais une horrible secousse fit évanouir cette illusion. Le pont bondit sous les pieds; *l'Artémise* s'arrêta comme clouée au rocher. Elle venait d'échouer sur un banc de corail, que les cartes ne signalent pas, et qu'un changement dans la couleur des eaux aurait pu seul trahir. Ce fut un moment affreux ; la frégate s'agitait déjà sur son lit de douleurs, elle se tordait dans les convulsions de l'agonie. Les sabords avaient été fermés ; la mâture, chargée de voiles, fouettait l'air, s'arquait à vue d'œil, et menaçait de couvrir le pont de ses débris. Dans un fort coup

de talon, le bâtiment s'inclina même comme pour ne plus se relever, et sembla se rendre à merci.

Qu'on juge des angoisses de l'équipage! Voir périr aussi misérablement un noble vaisseau, assister au spectacle de son anéantissement, entendre ses craquemens lugubres et le jeu des eaux dans ses flancs entr'ouverts; que de douleurs dans le présent, que d'incertitudes dans l'avenir! Pour un marin, le navire est tout: il est la patrie, la maison, la famille. Depuis trois ans, *l'Artémise* promenait autour du globe cette colonie nomade. Son pont, ses gaillards, ses batteries, étaient encore la France; sa force était la force de tous, son pavillon le palladium commun. Aussi, n'était-il personne à bord dont la vie ne fût pour ainsi dire suspendue à celle de *l'Artémise*. Elle périssant, quel sort attendait l'équipage? quel accueil rencontrerait-on sur ces îlots perdus au sein du grand Océan? quels secours y trouverait-on, quels moyens de retour? Ces pensées rapides remuèrent tous les cœurs, et se peignirent sur tous les visages : il n'y eut plus qu'un sentiment parmi ces quatre cents hommes, celui du danger de la frégate.

Une seule chose pouvait la sauver. Si le rocher sur lequel elle était alors enchaînée, formait l'extrémité du banc, on pouvait espérer qu'une grande surface de voiles la ferait glisser sur les coraux, et la rejetterait dans des eaux plus profondes. On sonda, la sonde rapportait de dix-neuf à vingt pieds; la proue du navire flottait en partie, et cherchait à entraîner l'arrière, fortement engagé. L'équipage suivait avec une consternation muette les incidens de cette lutte, où *l'Artémise* semblait puiser de la force dans ses douleurs et de l'énergie dans ses blessures. Le gouvernail, broyé dans sa partie inférieure, flotta bientôt après avoir brisé ses énormes gonds de cuivre. Le moment critique était venu; quelques pieds de rochers de plus, et c'en était fait du vaillant navire. Quelle attente! quel triste moment! Un coup de talon ébranle la dunette, fait crier les mâts: on peut craindre que la coque ne s'entr'ouvre et ne sombre. Mais non! la quille a cédé, ses débris montent à la surface de l'Océan; la frégate a payé sa dette au récif. Lancée sur un plan rapide, elle divise de nouveau les ondes, redresse son corps gracieux, et s'éloigne du lieu fatal de toute la vitesse de sa voilure.

Les cœurs s'épanouirent, le premier danger avait cessé. *L'Artémise* s'était dégagée des étreintes de l'écueil; mais ce passage sur des coraux aigus l'avait profondément atteinte. Le gouvernail était désemparé, et une énorme voie d'eau accusait de graves avaries dans les œuvres vives. Le péril n'avait fait que changer de nature; on pourvut

au plus pressé; on restaura le gouvernail, on courut aux pompes. La frégate faisait de sept à huit pieds d'eau à l'heure; cent hommes, se succédant sans relâche, suffisaient à peine pour les étancher. Au milieu de ces opérations, la nuit était survenue, et il fallait prendre un parti. Devait-on tenir la mer, ou gagner la baie de Matavaï, qui n'était plus qu'à quelques lieues de distance? Le commandant assembla le conseil, qui fut unanime. On résolut de passer la nuit dehors, et de n'attérir que le lendemain. Dans l'état où se trouvait la frégate, une navigation pareille, sur des parages peu fréquentés, pouvait avoir une triste issue. Le hasard envoya du secours à *l'Artémise:* un navire baleinier, trompé par le pavillon tricolore, qu'il prenait pour un signal de reconnaissance, vint ranger la frégate vers le soir, et s'aboucher avec elle. Il se nommait *le Champion de Dogaston*, et faisait route pour l'un des ports de Taïti. On lui demanda de servir d'escorte et de pilote au navire français; il accepta. Des fanaux allumés furent, sur les deux bords, hissés au haut des mâts, et les bâtimens naviguèrent dès-lors de conserve.

La nuit était affreuse. La pluie inondait le pont, le vent sifflait, la mer était courte et dure. *L'Artémise*, obligée d'obéir aux manœuvres de son guide, tenait sur pied une bonne partie de son monde, tandis que le reste, nu jusqu'à la ceinture, remuait les puissans leviers d'énormes pompes à piston. Le bruit des brinqueballes, les cris des travailleurs, la chaleur suffocante qui régnait dans la batterie, ne permirent pas à l'équipage de fermer l'œil; le danger suffisait d'ailleurs pour l'exciter à demeurer debout. L'eau gagnait d'une manière sensible, et si l'une des deux grandes pompes se fût trouvée hors de service seulement pour une heure, *l'Artémise* était perdue; la mer l'engloutissait immanquablement. Enfin, le jour venu, la situation s'améliora; le baleinier avait reconnu la terre, et il forçait de voiles pour l'atteindre. La frégate l'imitait, et se maintenait dans son sillage. Les accidens de la côte taïtienne devenaient visibles de nouveau; on apercevait des mamelons boisés, des vallées pleines de fraîcheur et d'ombre, des cascades qui traçaient leur sillon d'argent sur la verdure des ravins. Pour un bâtiment en détresse, la rade foraine de Matavaï n'était plus assez sûre; *l'Artémise* ne fit que passer devant ce mouillage et cingla vers Pape-Iti, le seul havre de cette côte auquel on pût se confier.

La formation du havre de Pape-Iti appartient au grand travail madréporique dont l'Océanie offre des échantillons si curieux. Les lithophites, ces rochers vivans, ces architectes sous-marins, ont élevé

sur ce point, comme en beaucoup d'autres, des barrières de corail qui défendent contre la vague un bassin profond et tranquille. Aucun ouvrage humain n'égalerait en sûreté et en solidité ces digues naturelles; leur seul inconvénient est de rendre les abords du havre difficiles et dangereux. A peine la ligne du récif de Pape-Iti ouvre-t-elle sur deux points passage à des navires d'un fort tonnage. L'une de ces issues est directe, elle se trouve au milieu même de la chaîne de coraux qui forme le port; mais, étroite et dangereuse, elle est en outre le siége d'un courant violent qui devient fatal aux navires surpris par le calme. L'autre issue, indirecte et plus longue, débouche dans la rade de Tanoa et se prolonge, pendant un mille et demi environ, entre la terre et la ligne des brisans. Ce fut dans ce canal naturel que dut s'engager *l'Artémise* après avoir reconnu l'impossibilité d'aborder la passe extérieure. Entre deux périls elle choisit le moindre.

Cependant, dès le matin, la frégate avait été secourue. A la vue d'un navire de guerre portant pavillon en berne, l'agent consulaire français, M. Moërenhout, était accouru à bord avec un Taïtien nommé James, pilote juré de Pape-Iti. Pauvre James! habitué à manœuvrer de petits bricks baleiniers, il paraissait fort soucieux à la vue d'un bâtiment de guerre de 52 canons, et ne cachait pas ses craintes sur le sort qui l'attendait dans le canal de Tanoa. Fort heureusement un marin anglais, M. Abrill, avait aussi accompagné M. Moërenhout. Croiseur familier de ces parages, ce digne capitaine alliait au coup d'œil le plus sûr l'intrépidité la plus rare. Il se mit à la discrétion du capitaine Laplace avec un désintéressement qui égalait sa modestie, et si *l'Artémise* se tira sans encombres des passes dangereuses de Tanoa, ce fut au capitaine Abrill, à son habileté, à sa prudence, à sa résolution, qu'elle en fut redevable. Jamais plus habile marin ne posa les pieds sur les planches d'une frégate. Dès que le capitaine anglais eut pris en mains le pouvoir, le pauvre James sentit qu'il devait s'effacer, et il le fit de fort bonne grace. Pourtant, en sa qualité de pilote responsable, il se crut en droit de s'effrayer quand *l'Artémise* rasa le récif de son élégante étrave, et lorsqu'à l'abri de la terre, la brise manqua tout à coup. Les voiles battaient le mât, et si l'élan antérieur n'avait pas soutenu la frégate, elle serait tombée de nouveau sur les arêtes du rocher. Mais le capitaine Abrill ne s'alarma point : il fit prendre la remorque à treize embarcations, et, dans un moment où *l'Artémise* semblait de nouveau arrêtée dans sa marche, enclouée et immobile, il agita en l'air son chapeau de paille en poussant trois *hourrahs!* Les matelots des embarcations répétèrent le cri d'alarme, et, se courbant

sur les avirons, ils entraînèrent la masse flottante aux acclamations des naturels rassemblés sur le rivage. Il était temps ; de droite et de gauche, et presque à toucher le navire, des lames furieuses déferlaient sur le récif.

*L'Artémise* mouilla ce soir-là dans le canal intérieur, sur des eaux tranquilles et à portée de pistolet d'une côte enchanteresse. Des pirogues chargées de fruits sillonnaient ce bassin, et venaient opérer quelques échanges le long du bord. Les hommes qui les montaient étaient d'une belle taille et bien conformés. Chez ceux que défiguraient des haillons européens, l'aspect extérieur n'avait rien d'avenant; mais les autres, couverts d'un simple pagne, se faisaient remarquer par des formes athlétiques, ornées d'un élégant tatouage. Plusieurs jeunes gens portaient des couronnes de fleurs ou de feuillage posées avec une certaine coquetterie. Quoique peu réguliers, leurs traits avaient une expression de douceur et de gaieté qui n'était pas sans charmes. Chez tous ou presque tous, les cheveux étaient rasés sur le sommet et le derrière de la tête, de manière à ne laisser d'intact que la partie destinée à encadrer le visage. Les premiers rapports que l'on eut avec ces indigènes furent pleins d'effusion, d'intimité et de bienveillance. Quelques femmes, venues dans les pirogues, auraient même désiré pousser les choses plus loin, et les pères, les frères, les maris, offraient aux matelots les services de ces belles, à l'aide d'une pantomime fort significative. Mais *l'Artémise* n'étant point encore hors de danger, le commandant interdit de la manière la plus formelle toute communication de ce genre. Aucune femme ne fut admise à bord, et celles qui avaient essayé de violer la consigne furent impitoyablement chassées. C'était une privation légère : les pirogues ne portaient guère que le rebut du sexe taïtien.

L'horrible travail des pompes durait toujours et tenait sur pied un équipage accablé de fatigue. Quand on put croire la frégate hors de péril, ce service devint plus rebutant encore, et à diverses reprises des symptômes d'insubordination firent sentir la nécessité d'appeler le concours des bras indigènes. A la moindre interruption dans le travail, l'eau gagnait de nouveau du terrain, et réveillait les inquiétudes passées. De toutes les manières, il fallait donc gagner le port de Pape-Iti. Le capitaine Abrill avait sondé le chenal : il le déclarait praticable pour la frégate. On leva l'ancre, les embarcations prirent la remorque, quelques voiles furent déployées, et après deux heures de marche, dans lesquelles *l'Artémise*, dirigée par le capitaine anglais, fit des prodiges d'évolution, on mouilla devant Pape-Iti,

à une ou deux encablures du rivage. Rien de plus calme, de plus gracieux que ce bassin, gardé contre les fureurs de l'Océan par son rempart de madrépores. Arrondi en demi-cercle et terminé par deux langues de terre que couronnent des cocotiers, il offre toutes les conditions d'ancrage et de sûreté désirables. La perspective y est charmante. Une place couverte d'arbres et une rivière coulant sous des voûtes de verdure reposent agréablement le regard. La partie orientale de la plage est celle que les Européens semblent avoir préférée : on y distingue leurs petites maisons, composées d'un simple rez-de-chaussée et construites en claies recouvertes d'une couche de chaux. De légères *verandas* en feuilles de vacois leur servent de kiosques, ouverts à la brise du large. Un peu plus à l'ouest s'élèvent la belle maison des missionnaires et les deux églises protestantes, l'une destinée à la population indigène, l'autre à la colonie européenne.

Toute la bande de terrain qui se développe entre la mer et les mornes boisés de l'intérieur, étale la végétation la plus riche. Un air embaumé circule dans ces vergers de bananiers, d'orangers, de citronniers, de goyaviers, couverts de fleurs ou chargés de fruits. Le *pandanus odoratissimus*, le *broussonetia papyrifera*, le *calophyllum*, diverses espèces d'aleurithes, l'*artocarpus incisus*, l'*hibiscus tiliaceus*, le *tesmesia populnea*, le *cephalantus* et plusieurs autres arbustes couvrent la zône plus reculée dans laquelle s'abritent les cases des naturels, humbles réduits recouverts d'une toiture de feuilles de palmier. Le mobilier de ces habitations est d'une simplicité extrême. Sur le sol légèrement exhaussé gisent plusieurs couches d'une herbe fine plus moelleuse qu'un tapis. On y ajoute des nattes souples et fraîches, et la famille s'y étend le soir pêle-mêle pour dormir. De là sans doute cette vie de licencieuse promiscuité contre laquelle ont échoué jusqu'ici les rigueurs des missionnaires. Quelques ustensiles de cuisine, des caisses, des malles et des pièces de *tapa*, étoffe blanche tirée d'un arbre particulier au pays, voilà de quoi se compose le reste de l'ameublement. Chaque case a en outre son petit enclos, qu'une barrière informe défend contre les dévastations des cochons domestiques, trop abondans pour être surveillés.

A peine *l'Artémise* se trouva-t-elle mouillée dans ce havre sauveur, qu'on s'occupa des moyens de réparer ses avaries. La frégate était trop profondément atteinte pour qu'un désarmement complet ne fût pas nécessaire. On y avisa : les maisons qui bordaient la rivière furent louées pour cet usage. On palissada une vaste enceinte qui devait

servir d'entrepôt et d'arsenal. Cent vingt Taïtiens, engagés pour le service des pompes, épargnèrent désormais à l'équipage ce travail pénible et ingrat. Les matelots n'eurent plus qu'à dégréer et à alléger le navire. La poudre fut déposée sur la petite île de Motou-Ta, résidence favorite du célèbre Pomaré; les canons, saisis par d'énormes poulies, roulèrent à terre sur des chantiers préparés pour les recevoir; les boulets, lancés par des conduits en bois, se rangèrent sur la plage en pyramides; le gouvernail, les hauts mâts, toute cette forêt de vergues et ce réseau de cordages disparurent peu à peu sous des mains actives, et *l'Artémise*, si coquette naguère, vit tomber un à un tous les atours de sa toilette maritime.

Pour étancher la voie d'eau, on essaya d'abord les moyens les plus simples. Des plongeurs de perles, venus des îles Pomotou, tentèrent à diverses reprises d'aller reconnaître et boucher les ouvertures. Leurs efforts furent vains. Il fallut songer à un expédient plus décisif, à l'abattage en carène. Les pompes redoublèrent d'activité. Les naturels qui les servaient étaient jeunes, robustes et gais; ils travaillaient en chantant un air américain arrangé sur des paroles taïtiennes, et quand l'eau ne venait plus, ils se rassemblaient autour d'un danseur qui exécutait un pas national accompagné d'un récitatif lent et mélancolique. Dès les premiers jours, la plus parfaite harmonie s'était établie entre l'équipage et les naturels. Selon l'usage du pays, chacun de ces derniers avait choisi un *tayo* parmi les matelots de la frégate. Un *tayo*, pour le Taïtien, n'est pas seulement un ami, c'est un autre lui-même. Entre *tayos*, tout est commun : la propriété cesse où cette amitié commence. L'échange des noms suit la confusion des fortunes. Jamais compagnonnage ne fut poussé plus loin. Les vieux dévouemens de Pylade pour Oreste, de Nisus pour Euryale, pâlissent auprès de celui-là. La chose se fit d'ailleurs, à bord de *l'Artémise*, de la manière la plus naturelle. Dès l'abord, nos matelots, volontiers généreux, avaient invité à leur modeste ordinaire les indigènes, qui regardaient d'un œil d'envie le pain et le vin de France. De là des adoptions dans chacune des gamelles qui toutes eurent ainsi leurs *tayos* ou amis. Cette amitié ne s'exerça pas à titre onéreux. Bientôt, à l'heure des repas, on vit accourir de tous les points de Pape-Iti des enfans ou des femmes portant des paniers pleins de fruits, de cocos, d'oranges, de goyaves, de mayoré et de pastèques. Assis sur le rivage, ces messagers attendaient que le roulement du tambour eût annoncé l'heure du repas, et quand ce signal se faisait entendre, le cri de *tayo, tayo*, retentissait dans les chantiers, et chacune des

offrandes allait à son adresse. Puis, quand le soir était venu, les *tayos* s'en allaient, bras dessus, bras dessous, Français et Taïtiens, dans la case commune. Tous les matelots avaient ainsi à terre maison et femme, un ménage complet. La jalousie étant une passion inconnue à ces naturels, on devine tout ce qu'un pareil arrangement offrait de ressources et de plaisirs à nos marins. Ils étaient ainsi logés, nourris, blanchis à peu près pour rien. Leur caractère avait plu tout d'abord à ces bons insulaires, qui jamais n'avaient trouvé, chez les autres peuples, ni tant de gaieté, ni tant d'expansion, ni tant de bienveillance. La plage était continuellement en fête, au grand scandale des missionnaires; elle ne semblait plus avoir d'échos que pour les chants joyeux et les longs éclats de rire.

C'est ainsi que l'on arriva au jour de l'abattage. Cette opération délicate eut lieu le 20 mai, c'est-à-dire un mois environ après l'arrivée de la frégate. La besogne avait été conduite avec une rapidité merveilleuse. *L'Artémise* est entièrement vide, avec un petit lest seulement pour équilibrer ses parties. Les bas mâts restent seuls debout; d'un côté, les haubans sont flottans, et raidis de l'autre; d'énormes câbles s'apprêtent à soutenir l'effort de la frégate se renversant sur elle-même. Les sabords, les ouvertures, ont été hermétiquement fermés et calfatés; les batteries et le faux-pont sont garnis d'épontilles pour conjurer la pression; enfin des faisceaux de cordes, allant de la plage à la tête des mâts, servent à frapper et à maintenir d'énormes poulies d'appareil qui vont agir énergiquement sur cette masse gigantesque. L'opération commence, le bruit des cabestans l'annonce à Pape-Iti. Toute la population accourt. *L'Artémise*, vivement attaquée, se rapproche d'abord des quais et s'arque d'une manière effrayante. On s'aperçoit qu'elle touche sur un point; mais, à l'aide de quelques précautions, on la maîtrise, on la dompte, et bientôt elle montre au-dessus de l'eau sa carène verdâtre. La quille est tout à découvert; on peut voir les blessures qu'elle a reçues et s'assurer jusqu'à quel point les roches l'ont entamée. Sur une longueur de trente pieds, le bordage enlevé offre une déchirure énorme, l'étambot est broyé, la cale est à jour. Pour peu qu'une avarie aussi grave eût porté sur des parties moins fortes, *l'Artémise* ne résistait pas au choc : elle sombrait (1).

Désormais la frégate, devenue inhabitable, demeurait livrée aux

(1) Les pompes ayant été mal installées dans le premier abattage, il fallut y revenir quelques jours après d'une manière définitive.

ouvriers qui allaient la réparer. L'équipage entier, officiers et matelots, s'installa de son mieux à terre, soit dans les cases des naturels, soit dans un campement improvisé. L'initiation de cette colonie française à la vie taïtienne fut des plus faciles et des plus douces. On a vu comment les matelots s'y étaient pris, et quels amis ils avaient trouvés. Les officiers n'eurent pas des rencontres moins heureuses : l'île que Bougainville avait appelée la *Nouvelle Cythère* ne donna pas de démenti à son nom. Le séjour de Taïti fut une longue suite d'amours volages et sensuels. Pape-Iti ne formait plus qu'un sérail, moins la contrainte. Le soir venu, chaque arbre du rivage abritait un couple passionné, et les eaux de la rivière donnaient asile à un essaim de naïades cuivrées qui venaient s'y jouer avec les élèves de la frégate. Que de liens aussi promptement formés que brusquement rompus! Que de marchés étranges dans lesquels intervenaient les pères, les frères, les maris, et sur lesquels les missionnaires eux-mêmes prélevaient, sous forme de pénalité, une espèce de dîme! Les sectes philosophiques qui ont si long-temps poursuivi la découverte de la femme libre, ne s'imaginent pas que Taïti a depuis long-temps réalisé leur idéal, et qu'elle conserve des mœurs à l'unisson de leurs rêves. La réserve et la pudeur y sont des vertus très peu comprises, et il n'est pas un naturel, homme ou femme, dans lequel on ne puisse trouver ou un Proxénète ou une Messaline.

Identifiés à ce point avec la vie locale, on comprend que nos voyageurs purent la saisir sur le fait et en observer les moindres nuances. Aucune des qualités de cet excellent peuple ne leur échappa, et ils s'assurèrent que leurs vices n'étaient ni bien dangereux, ni bien enracinés. Ces femmes, si légères en apparence, se montraient susceptibles de sentimens profonds; ces hommes qui se résignaient à de singuliers rôles, révélèrent dans plusieurs cas un cœur noblement placé. A côté d'une versatilité sans égale éclatait parfois un dévouement réel. On distinguait, dans cette race, quelque chose de la naïveté de l'enfant qui s'abandonne au mal sans en calculer les conséquences, et qui revient au bien, dès qu'on le remet dans la voie, avec la candeur et la mobilité de son âge. Les missionnaires auraient pu beaucoup sur de pareilles natures, s'ils les avaient comprises. Quand ils arrivèrent à Taïti, c'était encore l'île des plaisirs de Bougainville, l'île des danses gracieuses qui charmèrent Cook lui-même, l'île des amours dans lesquels Wallis joua un rôle personnel et presque royal. Les jeunes filles se couronnaient de roses, et joyeuses s'offraient à tout venant, sans passion comme sans remords. Scandalisés de telles mœurs, les

missionnaires voulurent les abolir sans transition. A cette vie désordonnée, ils opposèrent un puritanisme inflexible; contre cet abandon excessif, ils fulminèrent des interdictions absolues. Qu'en résulta-t-il? Ils manquèrent le but pour avoir voulu le dépasser, et se virent bientôt contraints de tarifer le vice faute de pouvoir l'éteindre.

Ce contraste subit détermina d'autres phénomènes plus funestes. Libre dans ses penchans, cette race s'était prodigieusement développée. Cook estimait, en l'exagérant, la population du groupe de Taïti à trois cent mille ames. N'admettons, pour rester dans le vrai, que la moitié de ce chiffre. Les navigateurs sont venus, et avec eux ces maladies honteuses que l'Europe promène autour du globe sur ses infatigables vaisseaux. Avec eux aussi devait se manifester cette prétention systématique d'imposer à l'univers nos mœurs et nos croyances. Sous cette double influence, la population de Taïti s'est fondue comme la neige au premier soleil. En soixante années, du chiffre de cent cinquante mille ames, elle est descendue à celui de quinze mille : elle menace de disparaître. Des prescriptions ridicules pour le costume, des châtimens sévères pour les moindres fautes, achèvent aujourd'hui ce qu'un poison secret et les boissons fermentées avaient commencé. L'hypocrisie pèse à ce joyeux peuple; il ne peut vivre dans cette atmosphère de compression qu'on lui a créée; il y étouffe, il en meurt. Tout était en harmonie avec son organisation; tout, sa nudité, son laisser-aller, sa folie, sa licence peut-être, et on lui a tout enlevé en un jour. La propagande qui voulait sauver l'ame a tué le corps.

C'est le dimanche surtout que l'on peut voir comment les missionnaires pratiquent à Taïti leur système de surveillance et de contrainte. Dès l'aube, la plage se couvre de naturels qui se sont parés de tous leurs lambeaux européens. Rien n'est plus curieux que cette procession bigarrée, où le vêtement jure toujours avec l'individu. On ne saurait se faire une idée des chapeaux monstrueux et des robes incroyables qui voient le jour dans ces occasions. Des hommes marchent gravement sans pantalons et avec un habit noir ouvert à toutes les coutures; d'autres ont des bottes et point d'habits. Les femmes, empaquetées dans leurs corsages et s'embarrassant dans leurs jupes, ne savent où poser le pied et comment porter la tête. Ces atours européens contrastent d'ailleurs tellement avec des figures cuivrées, que toute la grace du type s'efface et disparaît. On a sous les yeux des guenons habillées. A peine de loin en loin aperçoit-on quelque jeune fille s'avançant timidement, la tête ornée de fleurs et le corps enve-

loppé d'une grande pièce de *tapa* ou de foulard. Encore si un missionnaire aperçoit la gracieuse enfant, éclate-t-il en reproches et force-t-il la délinquante à sortir de l'église. Telle est la tyrannie qui pèse sur les indigènes, tyrannie de tous les jours et de toutes les heures.

Les bains dans la rivière, les jeux, les fêtes, sont l'objet des mêmes prohibitions. Pour tromper leurs rigides mentors, les jeunes Taïtiennes ont pourtant inventé une danse qui semble échapper à leur contrôle. Elles s'asseoient sur des nattes, les unes contre les autres, les jambes croisées à la manière des Orientaux. Quand elles sont en ligne, l'une d'elles entonne un chant grave et doux que la troupe entière accompagne d'un mouvement de genoux et de bras. Il en résulte une sorte de cadence qui se marque en se levant et s'asseyant tour à tour. Cette scène est un prélude qui se termine par une pantomime beaucoup plus animée et fort expressive. Les chanteuses font alors entendre toutes à la fois un son rauque et guttural auquel, par l'aspiration et l'expiration de la voix, elles impriment un caractère de plus en plus sauvage. Pendant ce temps, les genoux et les bras continuent à s'ébranler dans une agitation régulière et convulsive. La musique est aussi l'une des distractions de ces naïves créatures. Leur instrument favori ressemble assez à notre guimbarde, et elles en tirent un parti extraordinaire. Elles vont jusqu'à organiser ainsi des morceaux d'ensemble, des concerts. L'une fait le chant, les autres accompagnent. En entourant d'un certain nombre de fils la languette flexible de l'instrument, elles parviennent même à en modifier le diapason et à l'approprier à des effets voulus. D'autres fois les naturels se réunissent, hommes et femmes, pour chanter des chœurs lents et mélodieux dans lesquels ils atteignent un fort bel ensemble. La plupart des airs paraissent être en tierce et en quinte; mais l'accord des voix n'en persiste pas moins, même dans les changemens de ton.

Les matelots et les officiers de la frégate menaient à terre l'existence la plus heureuse. Par une sorte d'instinct, les naturels semblaient chercher auprès d'eux un appui contre l'oppression de leurs sombres missionnaires. L'abandon des anciennes mœurs avait reparu. Les jeunes filles de Taïti arrivaient par essaims dans les cases où s'étaient installés des Français. Tao, Ouéria, Namoui, Loidao, Teina, Ninito et une foule d'autres étaient devenues pour eux des amies, des compagnes, des femmes de ménage. De quelque côté qu'on se promenât, on entendait crier : Oui! oui! oui! seul mot que les Taïtiennes aient toutes retenues avec une facilité merveilleuse. Il eût été beau-

coup plus malaisé de leur apprendre à dire non. Nos marins s'étaient parfaitement habitués à la nourriture des indigènes, qui consiste en porc rôti dans un four à cailloux, et surtout en fruits de l'arbre à pain, l'un des plus délicieux que l'on puisse manger. Cuite à feu étouffé, cette pulpe a le fondant de la pomme de terre et la délicatesse du marron, et elle est infiniment plus nourrissante que l'une ou l'autre de ces substances. L'arbre à pain (*pandanus*) explique la vie molle et oisive de ces peuples. Il s'étend en forêts épaisses sur les versants des mornes, couronne les pics élevés et vient baigner ses racines jusque dans les flots de l'Océan. Jamais végétation plus riche et plus spontanée ne couvrit le sein de la terre. Elle fournit aux naturels la nourriture et l'ombre. Le Taïtien n'a pas besoin, pour vivre, de creuser péniblement un sillon comme l'Européen, ou de vouer, comme l'Hindou, ses bras fiévreux au travail des rizières. Il n'a qu'à lever la main et à cueillir le fruit du pandanus. Les bois qui entourent Pape-Iti sont des greniers inépuisables; c'est la nature qui en a fait les frais et qui les renouvelle incessamment.

La familiarité de ces indigènes était rarement importune. Prêts eux-mêmes à tout donner, à exercer l'hospitalité la plus large, ils ne comprenaient pas, il est vrai, dans leur entière rigueur, nos habitudes de respect pour la propriété d'autrui. Les hommes, passionnés pour le tabac, en prenaient volontiers sans permission, et les femmes usaient du rhum de leurs hôtes avec assez peu de scrupules. Mais sur la moindre remontrance tout ce monde s'observait mieux et se tenait sur la réserve. Une privauté, plus difficile à déraciner, est la coutume qu'ont les Taïtiens d'emprunter à un fumeur sa pipe ou son cigarre pour en tirer quelques bouffées. Dans un pays où les maladies contagieuses sont très communes, on devine que cette familiarité, outre le dégoût qu'elle inspire, n'est pas sans inconvénient. Nos officiers eurent quelque peine à former sur ce point l'éducation de leurs commensaux; quant aux équipages, ils ne poussèrent pas la délicatesse si loin et subirent toutes les chances des usages indigènes.

Pour remplir et tromper de longues soirées, Pape-Iti avait une petite société de choix que fréquentait l'état-major de la frégate. M. Moërenhout en était le centre. Venu de Lima en 1830, M. Moërenhout avait éprouvé quelques malheurs dans le commerce des perles par suite de naufrages et d'accidens. Accrédité depuis ce temps par la France auprès des autorités de Taïti, il est devenu l'un des hommes les plus importans et les plus éclairés de l'archipel. Chez lui se réunissaient un jeune négociant anglais, M. Robson, et le général Freyre,

ex-président de la république du Chili. M. Freyre, l'un des personnages les plus marquans de l'Amérique du Sud, venait d'être exilé de sa patrie à la suite d'une réaction dirigée par le général Priato. C'était un beau vieillard, au regard calme et doux, parlant de ses malheurs sans amertume et ne regrettant que l'impuissance où il se trouvait de pouvoir servir son pays. La faction victorieuse l'avait indignement traité : jeté sans argent, presque sans habits, sur l'île déserte de Juan Fernandez, il n'avait dû qu'à la pitié un asile à bord d'un navire qui le conduisit à Sydney, puis à Taïti. Là, dans une résignation parfaite, il attendait le jour où un retour de fortune le rendrait à ses amis et à sa famille. Presque tous les soirs le général Freyre se rendait chez M. Moërenhout, où les officiers de *l'Artémise* venaient de leur côté. La conversation roulait alors sur Taïti, sur les mœurs curieuses de ses peuples, sur les intérêts politiques et commerciaux qui s'y rattachaient. Le thé terminait la soirée.

Un seul Français vivait alors dans l'île, jeune homme dont la vie était une suite d'aventures; il se nommait Louis. Son père, fermier des environs de Paris, s'était vu ruiné en 1816 par la faillite d'un fournisseur des armées, et avait fait voile pour les États-Unis avec son enfant en bas-âge. Les bords du lac Erié donnèrent asile à cette famille, vouée dès-lors à la rude condition du pionnier. Louis grandit à cette école. Tour à tour patron de barque sur l'Hudson, agriculteur, jockey, marin, baleinier, il s'était fait caboteur à Taïti, et pêcheur de perles dans les parages de Pomotou. Un vieux chef de Pape–Iti et sa femme avaient adopté le jeune Français, et leur dévouement à son égard tenait de l'idolâtrie. Louis était d'ailleurs un garçon plein d'activité et d'intelligence. Toutes les langues des archipels voisins lui étaient familières, et il s'était si bien identifié avec les mœurs du pays, que le type seul le séparait de ces sauvages. Rien n'était plus singulier que sa conversation, mélange confus de souvenirs européens et d'impressions polynésiennes. Nos officiers aimaient à le faire causer, à l'employer pour divers services. Il devint leur interprète, leur compagnon assidu, et, pendant tout le cours de la relâche, il se montra d'un dévouement à toute épreuve.

Au milieu de cette vie doucement occupée, les officiers de *l'Artémise* ne perdaient pas de vue l'objet essentiel de leur mission. Il s'agissait d'une réparation à obtenir des évangélistes luthériens qui s'étaient imposés à ces populations naïves et dociles. Mais pour l'intelligence de cette portion du voyage, il est nécessaire de jeter un coup d'œil rapide sur les faits antérieurs.

La découverte de Taïti, long-temps attribuée à l'Espagnol Quiros, ne semble pas remonter au-delà de la reconnaissance positive du capitaine anglais Wallis, en 1767. Wallis, à l'aide de ses canons, se fit promptement respecter sur les plages de l'île, et à ce premier succès il joignit bientôt la conquête de la reine Berea, dont les anciennes relations vantent le port majestueux. Bougainville, qui visita Taïti quelques mois après Wallis, n'aspira pas aux mêmes bonnes fortunes; mais son équipage utilisa si bien cette heureuse relâche, que l'amiral crut devoir donner à l'archipel un nom mythologique en harmonie avec ses mœurs amoureuses. Cook, voyageur plus sévère encore, ne fut point insensible aux séductions du pays, à la candeur, aux graces de ses habitans. Il parut trois fois à Taïti, et chaque fois ce furent de nouvelles fêtes, de nouveaux élans d'affection, de nouveaux témoignages de bienveillance. Les divers navigateurs qui y jetèrent l'ancre à leur tour, l'Espagnol Bonechea, Vancouver, l'Anglais Sever du brick *Lady Penrhyn*, le capitaine Bligh du sloop *Bounty*, le capitaine New du *Dedalus*, n'eurent qu'à se louer également des procédés de ce peuple hospitalier et paisible. Aux fléaux que leur apportait la civilisation, ces sauvages ne surent répondre que par la résignation la plus touchante.

Parmi les évènemens qui se rattachent à cette période, aucun n'est d'un intérêt plus réel que la révolte du sloop de guerre *Bounty*, commandé par Bligh, compagnon de Cook. Bligh était l'un de ces hommes intraitables qui amassent autour d'eux des tempêtes. Depuis long-temps des haines sourdes couvaient parmi les officiers de son équipage. Elles éclatèrent en avril 1789, vingt jours après que le sloop *Bounty* eut quitté les ports taïtiens. Le lieutenant Christian était le chef du complot : on s'empara du capitaine et de dix-huit hommes qui lui étaient restés fidèles ; on les jeta dans une embarcation avec quelques vivres, un quart de cercle et une boussole. La mer fut propice à ces malheureux ; Bligh revit Sydney pour devenir plus tard gouverneur de la Nouvelle-Galles du sud. Cependant le sloop *Bounty* demeurait à la merci des insurgés. Que faire? où aller? comment se dérober à un juste châtiment? L'avis de Christian était de gagner une île déserte. On songea à Toubouaï; mais des querelles avec les naturels rendirent bientôt ce séjour inhabitable ; il fallut retourner à Taïti. Alors une scission se déclara. Les *midshipmen* Stewart et Heywood demandèrent à rester à Pape-Iti ; Christian ne se crut pas en sûreté sur des parages fréquentés par des navires de guerre ; il remit à la voile.

Les premiers expièrent bientôt leur imprudence. Dix-huit mois après leur débarquement, la frégate anglaise *Pandora* vint les réclamer pour les livrer à la justice anglaise. Il fallut obéir. Douze insurgés se rendirent à bord, accompagnés de leurs femmes qui poussaient des cris lamentables. Elles se jetèrent aux pieds du commandant et demandèrent à suivre leurs maris en Europe. L'une d'elles surtout, Peggy, épouse de Stewart, se fit remarquer par une douleur naïve et profonde. Quand son amant eut été conduit à bord, elle s'y rendit avec son enfant, se traîna jusqu'au prisonnier, et tomba évanouie dans ses bras. Il fallut l'en arracher de force et lui interdire l'accès du bâtiment. Alors la pauvre Peggy alla s'établir sur la plage, en face de la *Pandora*, ne la quittant pas un instant des yeux, immobile, morne, silencieuse, vivant de quelques fruits à pain que sa sœur lui apportait. Elle ne bougea pas du rivage tant que la frégate stationna dans la rade, et au jour du départ, après avoir vu son dernier espoir s'évanouir à l'horizon, Peggy regagna lentement sa case et se laissa mourir. Son enfant la suivit de près.

Les huit révoltés qui avaient suivi la fortune de Christian n'eurent pas une fin aussi malheureuse. Embarqués de nouveau sur le sloop, ils atteignirent l'île de Pitcairn, qui allait être le théâtre d'une colonisation fort curieuse. Pitcairn est un écueil perdu au milieu de l'immensité de la mer du Sud. Christian y descendit avec huit Anglais, six hommes et douze femmes de Taïti. L'île était heureusement inhabitée et d'un abord difficile. On s'installa à terre avec tous les objets utiles à l'établissement nouveau, et l'on brûla le sloop. Des habitations furent construites, des terrains défrichés. Les ignames, les taros, les pommes de terre, les bananes, la canne à sucre, réussirent à souhait. L'arbre à pain et le cocotier faisaient partie de la végétation naturelle de l'île. La nature s'était plu à embellir ce lieu d'exil, que des falaises escarpées défendaient contre les visites de croiseurs hostiles ou de voyageurs curieux. Cependant les révoltés ne furent d'abord qu'imparfaiement rassurés, et long-temps, à tour de rôle, ils se posèrent en vigie sur l'un des sommets de l'île, afin d'épier les navires qui pouvaient paraître à l'horizon.

Les premières années de l'établissement furent assez tranquilles, quoique les Anglais eussent pris vis-à-vis des Taïtiens le rôle de maîtres et de maîtres exigeans; mais bientôt des querelles violentes s'élevèrent au sujet des femmes, dont le nombre n'était pas proportionné à celui des hommes. Pitcairn devint un enfer. Tantôt les blancs surprenaient les sauvages en état de conspiration flagrante

et les égorgeaient; tantôt les sauvages fondaient à l'improviste sur les blancs et les massacraient. Les femmes se rangeaient d'un parti ou de l'autre ou complotaient de leur côté. Le lieutenant Christian périt dans un guet-apens et avec lui trois de ses compagnons. En 1793, il ne restait plus à Pitcairn que quatre Européens, dix femmes et quelques enfans. D'autres catastrophes enlevèrent encore trois hommes, et, en 1800, on ne comptait dans l'île qu'un Anglais, le nommé Alexandre Smith, qui avait changé son nom en celui de John Adams.

Demeuré seul, John Adams fit un profond retour sur lui-même. Il comprit que le seul moyen d'expier sa vie passée, soit devant les hommes, soit devant Dieu, était dans la conduite qu'il allait tenir vis-à-vis de cette colonie dont il devenait le chef responsable. Une Bible avait été conservée dans l'une des habitations; il la prit, la médita et en fit la lecture aux enfans. John Adams était une de ces natures droites et simples qui trouvent en elles-mêmes de quoi suffire aux plus vastes devoirs. Sa parole n'était pas celle d'un théologien, mais elle avait une gravité onctueuse, une persuasion tendre, qui étaient irrésistibles. A sa voix, cette colonie changea d'aspect; elle ne forma plus qu'une famille, régie par la plus douce, par la plus touchante fraternité. John Adams sut même donner à ses pupilles quelques notions sur les arts, sur les mœurs de l'Europe, et les voyageurs, qui plus tard visitèrent Pitcairn, furent frappés du sens moral, de l'esprit net et pénétrant de ces insulaires. Quant à leur bonté, à leur affabilité, elles étaient au-dessus de tout éloge. Jamais de querelles, jamais de voies de fait; l'ordre et la vertu régnaient dans tous les ménages; les liaisons irrégulières avaient disparu pour faire place à des unions religieuses, et les mœurs idolâtres s'étaient retirées devant les mœurs chrétiennes.

Cette colonie vit s'écouler huit ans de la sorte, dans le bonheur et dans l'oubli. Aucun navire d'Europe n'était venu troubler la paix de l'établissement. Le *Topaz*, capitaine Folger, visita le premier Pitcairn, en 1808, et en 1814 deux frégates anglaises, passant devant cette île, se virent abordées par des pirogues d'où, à la grande surprise des marins, on les héla en anglais. L'une d'elles portait le fils du révolté Christian, grand et beau jeune homme, qui monta à bord. On le fit causer, et il s'exprima avec une convenance, une ingénuité, qui charmèrent tout le monde. Les deux commandans se rendirent alors à terre. Adams les attendait sur le rivage, et, dès qu'ils parurent, il

s'offrit à eux comme prisonnier. La colonie entière entourait son chef, inquiète et désolée; la famille d'Adams était en larmes, les enfans poussaient des cris, les femmes éclataient en sanglots. Jamais deuil ne fut plus réel, douleur plus vraie. Les commandans s'empressèrent de rassurer ce bon peuple. « Adams est coupable, dirent-ils, mais il a expié sa faute. Nous ne voyons plus en lui le révolté du sloop *Bounty*, mais le patriarche de Pitcairn. » Ces paroles calmèrent toutes les craintes, et les deux officiers quittèrent cette côte chargés de bénédictions et comblés de caresses.

Le récit de ces relâches, parvenu en Europe, valut à Pitcairn de nombreuses visites. Les navigateurs qui passaient à portée de l'îlot ne manquaient pas d'aller recueillir quelques nouvelles du bon Adams et de sa famille. Beechey, en 1825, y compta soixante-six colons; le patriarche gouvernait encore sa colonie. Le capitaine Waldegrave ne l'y trouva plus; Adams était mort en 1829, léguant ses pouvoirs à Édouard Young. Quoique la petite peuplade fût encore tranquille, quelques membres européens qui s'y étaient mêlés avaient introduit dans les esprits les germes de divisions nouvelles. Un incident imprévu vint grossir ces premiers symptômes de désorganisation. Sur des rapports vagues, l'Angleterre avait envoyé des navires à Pitcairn, dans la crainte que le sol de l'île ne pût suffire désormais à la nourriture des habitans. Ces hommes simples n'osèrent pas se refuser à une expatriation qu'on avait l'air de regarder comme nécessaire. Ils s'embarquèrent pour Taïti; mais, au spectacle des mœurs licencieuses de cet archipel, leur piété s'effaroucha; ils demandèrent à être reconduits sur leur îlot, pur de pareils scandales. On ne put, on ne voulut pas les écouter d'abord, et quand plus tard on les rendit au sol natal, ils y rapportèrent les impressions funestes qu'engendrent toujours les mauvais exemples. Aussi la discorde et les habitudes relâchées semblent-elles s'être de nouveau introduites à Pitcairn, et John Adams ne reconnaîtrait plus aujourd'hui son œuvre dans cette société livrée au dérèglement et à l'intrigue.

Cet épisode, qui se lie si étroitement à l'histoire de Taïti, nous a conduits un peu loin dans l'ordre des dates. Il faut remonter maintenant à la fin du siècle dernier, pour constater les premiers efforts de la propagande religieuse qui choisit pour théâtre les îles du groupe taïtien. Ce fut en 1797 que la société des missions de Londres envoya dans ces parages le *Duff*, capitaine Wilson, qui y laissa quelques apôtres dévoués. Le roi du pays était alors Pomaré : il régnait au

nom de son fils Otou, depuis célèbre sous le nom de Pomaré II (1). Ce chef fit aux missionnaires le meilleur accueil, et, soit par calcul, soit par suite d'une méprise, le grand-prêtre de l'idolâtrie indigène ne se montra pas moins dévoué à leur fortune. Le culte de Taïti était alors un fétichisme très tolérant dans lequel les dieux Taaroa, Oro et Manoua jouaient un grand rôle. Les missionnaires, dans leurs gloses, ont eu le soin de faire ressortir les analogies qui existent entre cette théogonie et la trinité chrétienne. Taaroa est le père, Oro est le fils, Manoua le saint-esprit ou l'oiseau. Ces trois dieux, d'un ordre supérieur, commandaient à une foule de divinités subalternes, parmi lesquelles on remarquait Hiro, le maître de l'Océan; Atoua-Maos les dieux-requins, qui transportaient, s'il faut en croire les traditions locales, d'une île à une autre, à la manière du dauphin d'Amphion, les insulaires dévoués à leur culte; les dieux de l'air, les dieux du feu, les dieux des arts, les dieux des professions manuelles, etc.

Les fétiches étaient presque toujours des morceaux de bois de *casuarina* grossièrement sculptés et enveloppés de lambeaux d'étoffes de *tapa*. La dimension des idoles variait de quelques pouces jusqu'à sept ou huit pieds. Les plus ornées étaient couvertes de tresses en bourre de coco et surmontées de plumes rouges. Les idoles des simples esprits se nommaient des *tiis*, celles des dieux des *tous*. Elles n'étaient saintes que lorsqu'elles s'animaient à la voix des prêtres; hors de là, elles perdaient beaucoup de leur valeur. Pour qu'un fétiche eût droit aux honneurs suprêmes, il fallait qu'il fût décoré avec les plumes écarlates de la queue du phaéton. Ces plumes consacraient l'idole et la plaçaient au premier rang; elle devenait alors génie, esprit, talisman, amulette, et se pénétrait d'une manière particulière de l'essence même des dieux. Les temples où ces fétiches étaient principalement adorés se nommaient des *moraïs*, vastes enclos entourés de murs ou de palissades, dans lesquels on avait soin de ménager des chapelles pour les idoles et des tombes pour les chefs. Les arbres distribués autour de cette enceinte étaient sacrés; on y voyait des casuarinas au feuillage mélancolique, des tesmesias et des cordias qui forment des berceaux impénétrables au soleil. Le culte se composait de prières, d'offrandes et de sacrifices. On immolait aux dieux des poissons, des fruits, des porcs, des oiseaux, et, dans les temps de guerre, des vic-

(1) D'après les usages en vigueur a Taïti de temps immémorial, un chef, quelque rang qu'il occupât, et le souverain lui-même, étaient obligés de se dessaisir de leurs dignités ou de leurs fonctions en faveur de leurs premiers-nés.

times humaines. Les fonctions sacerdotales étaient héréditaires, et les prêtres avaient le rang de chefs; le pontife était ordinairement un membre de la famille régnante. A côté des prêtres, et en dehors de leur influence, figurait la classe des *aréois*, qui se recrutait par une sorte d'initiation et d'investiture religieuse. Les droits des *aréois*, véritables chefs de l'île, leur assuraient en toutes choses une impunité dont ils usaient largement.

Telles sont les mœurs et les croyances contre lesquelles les missionnaires anglicans allaient avoir à lutter. Trompés par la tolérance affectueuse des naturels, ils crurent à un triomphe facile. Leur illusion ne fut pas longue. On les écoutait, on réclamait leurs secours comme mécaniciens, comme ouvriers intelligens et habiles; mais on s'en tenait là. A peine installés, ils avaient cherché à combattre les mœurs locales dans ce qu'elles avaient de plus barbare; la coutume qui existait parmi les *aréois*, de détruire leurs nouveaux-nés, attira d'abord leur attention (1). Pour vaincre cet odieux usage, les apôtres s'adressèrent à l'amour des mères, qui parut capituler; mais les préjugés des chefs reprirent bientôt le dessus. Ces tentatives infructueuses furent même suivies de quelques persécutions. Si les intentions du vieux Pomaré étaient toujours excellentes, son fils ne cachait pas son éloignement pour les missionnaires, et bientôt des guerres civiles vinrent empirer cette situation précaire. De 1800 à 1803, les prêtres anglicans, malgré des prédications nombreuses et d'infatigables efforts, n'avaient obtenu aucun résultat réel. Partout où ils s'étaient présentés, on les avait tournés en ridicule, en disant que leur Dieu était tout au plus le serviteur du grand Oro, le maître du monde. Telle était la situation des choses à la mort de Pomaré I^er^, qui eut pour successeur son fils, Pomaré II.

Une confusion effroyable suivit cet évènement. Pendant six années environ, Taïti offrit le spectacle d'un bouleversement complet. Il s'agissait de l'image du dieu Oro que se disputaient divers partis, et en l'honneur de laquelle on tua et dévora des milliers de victimes. Les équipages des navires anglais de relâche dans les ports de Taïti se mêlèrent, à diverses reprises, de la lutte, et firent incliner le succès du côté des armes à feu. Au milieu de ces désordres, les missionnaires n'avaient pu se maintenir sur la grande île; ils s'étaient retirés à Eimeo, où Pomaré ne tarda point à paraître, vaincu, dépos-

(1) Cette coutume barbare prenait sa source dans la nécessité imposée aux *aréois*, comme aux autres chefs, d'abdiquer leurs fonctions en faveur de leurs enfans.

sédé, monarque sans couronne. L'heure était propice pour une conversion. Le chef taïtien accusait Oro de sa défaite et commençait à douter d'une divinité qui l'avait si mal soutenu. M. Nott, seul missionnaire resté sur les lieux, exploita habilement cette disposition. Il promit à Pomaré la victoire au nom d'un dieu nouveau, et laissa entrevoir, comme complément à l'influence céleste, le concours de quelques équipages anglais. Pomaré n'hésita plus : il se fit instruire et baptiser par le pasteur Nott; puis, pour rompre avec les vieilles idoles, il choisit une occasion solennelle et viola la loi du *tabou*. Le *tabou* est cette interdiction religieuse en usage dans toute la Polynésie, interdiction qui frappe certains objets, certains hommes, certains lieux; c'est le seul code formel en vigueur dans ces îles. Aussi, en violant le tabou, Pomaré rompait-il avec tout son passé. Cet exemple retentit au loin. Bientôt l'île entière d'Eimeo demanda le baptême, et il fallut que M. Nott sollicitât avec instance de nouveaux auxiliaires pour sa mission.

L'élan était donné, le chef le plus important avait abjuré le culte des idoles; le reste n'était plus qu'une question de temps. Une anarchie profonde dévorait la grande île; on vint supplier Pomaré d'y reparaître et d'y ressaisir le pouvoir. Tous les partis l'appelaient, le regrettaient. Les chefs vainqueurs avaient fait de Taïti le théâtre de leurs saturnales; les champs restaient en friche; une seule culture demeurait en honneur, celle de la racine du ti (*dracœna terminalis*), dont on tirait une liqueur spiritueuse. L'île n'était plus qu'une distillerie et un cabaret; la chaudière était un rocher creux, la cornue un couvercle en bois, le réfrigérant un conduit en roseau. Autour de cet alambic se pressaient des naturels qui buvaient la liqueur à mesure qu'elle tombait dans le récipient, puis, ivres et furieux, s'entr'égorgeaient les uns les autres. A ce récit, Pomaré comprit que l'heure était venue de tenter de nouveau le sort des armes. Il reparut à Taïti, où, durant trois années entières, il eut à soutenir le choc des idolâtres. Un instant son étoile pâlit et sembla s'effacer; mais un dernier effort lui fit regagner le terrain qu'il avait perdu, et vers la fin de 1815 il demeurait souverain absolu de tout l'archipel.

La propagande religieuse marchait plus rapidement encore. Eimeo, berceau de l'église nouvelle, était toute convertie. On ne pouvait suffire ni aux prêches ni aux baptêmes. Une chapelle avait été construite et inaugurée. Les chefs du pays abjuraient leurs faux dieux, et le grand-prêtre avait mis de sa main le feu aux idoles. L'archipel entier suivit cette impulsion. Chaque jour amenait des conquêtes

nouvelles, et, vers la fin de 1814, les îles comptaient plus de six cents chrétiens. La victoire de Pomaré acheva cette œuvre de patience et de persuasion. Pour porter un dernier coup à la puissance des fétiches, le chef vainqueur détacha une élite de ses guerriers vers le temple d'Oro. Cette troupe entra dans le sanctuaire du dieu, décapita son image, bloc de casuarina grossièrement sculpté, et porta la tête aux pieds de Pomaré. Celui-ci affecta d'abord de s'en servir pour les plus vils usages, par exemple comme billot de cuisine; puis il la jeta au feu. Cette exécution, faite avec éclat, eut une influence décisive au sein des îles, et fut suivie de la destruction des idoles encore debout; un an après, on y eût en vain cherché le moindre vestige de l'ancien culte.

Taïti chrétienne obéissait désormais à Pomaré : il la plaça sous les ordres de chefs dévoués, et, sous l'inspiration des missionnaires, songea à la réorganisation du pays. Dans ce travail, personne ne voulut et ne sut tenir compte des mœurs antérieures qu'il importait de ménager. La transition fut trop brusque; aussi devait-elle porter dans l'avenir des fruits funestes. Cependant les premiers jours de la propagande furent marqués par des épisodes touchans. Un renfort d'apôtres arriva de Sidney avec un évangile taïtien; on le reçut avec enthousiasme, mais on voulut avoir plus encore. Une imprimerie fut fondée à Eimeo par les soins du révérend Ellis, connu par ses importans travaux sur les contrées polynésiennes. M. Ellis, débarquant avec une presse et des caractères, causa presque une révolution dans le pays. Les livres de piété manquaient; on en comptait un exemplaire à peine par famille, et plusieurs d'entre elles n'en avaient pas. Pour y suppléer, ceux-ci avaient copié le syllabaire, ceux-là, ne pouvant se procurer du papier, s'étaient contentés de tracer, à l'aide d'un jonc trempé dans une teinture violette, des passages des Écritures sur des morceaux d'étoffe préparés avec soin. L'arrivée d'une presse allait rendre superflues ces combinaisons d'une ferveur ingénieuse.

Quand la machine se trouva installée, Pomaré voulut être des premiers à la voir. M. Ellis composa une page sous ses yeux, puis lui enseigna la manière d'en obtenir une épreuve. Le souverain de Taïti était enchanté; il suivait de l'œil les progrès du travail, calculait le nombre des lettres et prenait à toutes ces opérations un plaisir d'enfant. L'impression réussit à souhait. On tira deux mille six cents exemplaires du syllabaire, un catéchisme taïtien, des extraits des Écritures et un Évangile selon saint Luc. Pendant ce travail, la population se pressait aux portes de l'atelier en poussant des cris d'admira-

tion : « O Angleterre, terre du savoir ! » disait-elle. Le rivage était encombré de pirogues ; de tous les points de l'archipel, on venait chercher des livres.

« Souvent, dit le révérend Ellis, témoin oculaire (1), souvent je voyais paraître trente ou quarante embarcations qui venaient demander et attendre des exemplaires. Un soir, au coucher du soleil, une pirogue arriva de Taïti, montée par cinq hommes. Ils plièrent leur voile, débarquèrent, et s'acheminèrent vers mon logement. J'allai au-devant d'eux. « *Luka! te parau na Luka* (saint Luc ! donnez-nous saint Luc), » me dirent-ils tous à la fois en m'offrant en échange des bambous pleins d'huile de coco. Je n'avais pas d'exemplaires prêts, et les engageai à se retirer dans le village pour y passer la nuit. Le crépuscule, toujours très court sous les tropiques, venait de finir. Je me retirai. Quelle fut ma surprise, quand le lendemain, au soleil levant, je les aperçus couchés à terre, devant la maison ! Inquiet, je leur demandai pourquoi ils avaient passé la nuit en plein air : « Maître, me répondirent-ils, nous avions peur que quelqu'un ne vînt de grand matin vous demander des livres, et nous avions résolu de ne nous éloigner qu'après en avoir obtenu. » Je les conduisis dans l'imprimerie, et, ayant assemblé des feuilles à la hâte, je leur en donnai à chacun un exemplaire, puis deux autres encore pour leur mère et leur sœur. A peine les eurent-ils en leur pouvoir, que, s'empressant de me remercier, ils coururent au rivage, hissèrent leur voile, et retournèrent vers leur île natale, sans avoir bu ni mangé, ni fait aucune provision. »

Cette première phase du pouvoir des missionnaires ne rencontra que des cœurs soumis. Le chant des hymnes, les cérémonies religieuses, enchantaient les nouveaux catéchumènes. Le *tabou*, cette loi impérieuse, avait été abolie ; l'infanticide n'était plus imposé aux mères. Tout allait au mieux : l'obéissance était complète, les chapelles regorgeaient de monde, la ferveur semblait générale et sincère. Malheureusement ce n'était là qu'une piété extérieure ; les dehors seuls avaient été domptés ; au fond, les indigènes n'avaient rien perdu ni de leur goût pour le plaisir, ni de leur nature ardente, ni de ces instincts des sens si énergiques chez eux. Les missionnaires s'en aperçurent et voulurent lutter, mais leurs efforts échouèrent. Les conseils furent aussi impuissans que les rigueurs. Pomaré eut beau mettre

(1) *Polynesian Researches.*

toute son autorité au service du nouveau culte, créer des châtimens pour les plus légers délits : il parvint seulement à organiser l'hypocrisie. Le mal avait fait de tels progrès dès 1819, que les missionnaires convoquèrent une assemblée des chefs pour promulguer une sorte de code pénal. Le roi ouvrit la séance et lut une série de dispositions coërcitives qui atteignaient les moindres contraventions morales. Cet acte ne fit qu'accroître le mécontentement; les procès qui en furent la suite ne guérirent rien, ne réparèrent rien, et là où les missionnaires croyaient avoir semé la crainte, ils ne recueillirent que le scandale.

Pomaré lui-même résista, en quelques occasions, aux empiétemens des évangélistes. Sous le titre de *Sociétés auxiliaires des Missions*, ils avaient organisé une perception indirecte au profit du culte. Les sociétaires devaient fournir une certaine quantité de valeurs en nature, des racines d'*arrow-root* par exemple, ou de l'huile de coco. Cette taxe, légère d'abord, finit par devenir si onéreuse, que Pomaré s'en formalisa. Ce fut là d'ailleurs un éclair fugitif de résistance. Dans les dernières années de sa vie, ce chef célèbre se laissa abrutir par l'ivrognerie. Boire et traduire les Écritures, telles furent les deux idées fixes qu'il conciliait de la manière la plus singulière. Chaque matin, il se rendait dans son petit kiosque, situé sur l'île de Motou-Ta, avec sa Bible sous le bras et sa bouteille de rhum à la main, et il y demeurait des heures, des journées entières, lisant l'une et vidant l'autre. Puis, quand il sentait sa tête s'alourdir à la suite de libations trop copieuses : « Pomaré, s'écriait-il, ton cochon est maintenant plus en état de régner que toi. » Ces excès le minèrent; la pensée s'en alla d'abord, puis la vie; il mourut vers la fin de 1821. Les missionnaires, qui lui devaient leur puissance, lui accordèrent peu de regrets; ils ne songèrent plus qu'à élever dans leur intérêt et selon leurs vues l'héritier du pouvoir, alors âgé de quatre ans.

Cependant, depuis la mort de Pomaré, l'influence morale semble s'être retirée peu à peu des missionnaires : ils effraient encore les populations, mais depuis long-temps ils ne les dirigent plus. L'enfant qu'ils élevaient, comme un Joas, à l'ombre de l'autel, couronné en 1824 au milieu d'un grand cérémonial, s'est éteint dans leurs bras en 1827. Depuis lors les deux femmes qui ont régné sur Taïti, Pomaré-Wahine comme régente, Aïmata-Wahine comme reine, ont souffert impatiemment un joug qu'elles ne pouvaient briser, et ont protesté

plus d'une fois par leur conduite. Le système de compression laborieusement poursuivi s'est écroulé devant des scandales partis de si haut, que les missionnaires ne pouvaient les atteindre. La cour de la jeune reine est devenue une école de dissolution. Veuve à dix-neuf ans, elle a épousé un jeune homme de quinze, et réunit autour d'elle tout ce que Taïti renferme d'hommes diffamés et de femmes perdues. Les danses les plus libres, les cérémonies les plus licencieuses, les chants les plus voluptueux, ont successivement reparu. Les missionnaires condamneraient bien une sujette aux travaux des routes (1), mais quelle action pourraient-ils avoir sur une reine? Ils se contentent aujourd'hui de constater de loin en loin leur autorité par quelques exemples, et de maintenir sur tous les points de l'archipel un système d'espionnage permanent. Aussi les jeunes filles tremblent-elles devant le chapeau de paille et le bâton blanc du surveillant des missionnaires. A l'approche de ces insignes bien connus, on les voit fuir comme des colombes effarouchées : plus de danses, plus de folle gaieté; mais à peine le surveillant est-il hors du regard, que les jeux folâtres recommencent.

Des diversions plus graves encore ont menacé la suprématie des missionnaires luthériens. L'une est une sorte de schisme né au sein de l'archipel même, et qu'on peut regarder comme une capitulation des croyances chrétiennes avec les souvenirs mal éteints de l'ancienne idolâtrie. Ce schisme est celui des *mamaïas*, qui croient en Jésus-Christ et lisent la Bible, mais ne pensent pas que l'on soit tenu à autre chose que ces pratiques extérieures. Il est très singulier de retrouver dans l'Océanie des hérésies qui ont leurs analogues en Europe, entre autres chez les *lecteurs*, les *labadistes* et les *memnonites*. Cette secte, issue d'un cerveau sauvage, aspire comme les nôtres à la controverse et s'appuie, pour justifier la liberté des rapports entre les sexes, sur l'exemple de Salomon, qui usait largement du concubinage. N'est-ce pas un incident curieux que cette scission religieuse dans un pays pareil et si près du berceau d'une croyance? Le schisme des *mamaïas* prend d'ailleurs chaque jour une importance plus grande, et il peut devenir, dans un avenir très prochain, le culte dominant des îles polynésiennes.

La seconde diversion qui inquiète les évangélistes luthériens est la tentative de quelques missionnaires catholiques. Comme cet évè-

(1) Le travail des routes est une des peines les plus ordinaires du code pénal des missionnaires. Le nombre des toises de route à exécuter se trouve proportionné au délit, et les châtimens profitent ainsi à la viabilité de l'île.

nement se rapporte d'une manière directe au voyage de *l'Artémise*, nous en parlerons avec quelques détails.

Depuis long-temps la Société des Missions de Paris, et surtout la maison de Picpus, voyaient avec douleur la propagande protestante s'étendre sur l'Océanie, sans que la prédication orthodoxe s'y fût assuré la moindre conquête. Un préfet apostolique, M. de Pompallier, et divers vicaires, parmi lesquels figuraient MM. Caret et Laval, furent dirigés vers ces contrées lointaines, afin d'y poursuivre une première et dangereuse tentative. Un navire déposa en passant ces deux missionnaires sur les îles Gambier, groupe encore sauvage, et sur lequel n'existe aucun établissement européen. Qu'on juge du danger que coururent ces prêtres au milieu de peuples idolâtres et fanatiques. Durant quatre longs mois, leur vie fut constamment en danger; mais leur patience, leur douceur, le soin qu'ils prenaient des enfans, des malades, des vieillards, finirent par adoucir ces natures farouches. Les apôtres creusaient des puits et cherchaient à se rendre utiles, gravaient des croix sur les troncs d'arbres, composaient des alphabets manuscrits, expliquaient le mystère de la trinité à l'aide d'une feuille de trèfle, baptisaient quelques naturels plus dociles que les autres, construisaient une chapelle dont le mur était en roseaux et le toit en feuilles de palmier. Ces premiers succès furent bientôt suivis de conquêtes plus importantes. Les chefs des quatre îles se convertirent successivement, et le plus important de tous, celui que les missionnaires nomment le roi, abattit de ses propres mains et brûla les dernières idoles. Lorsque M. de Pompallier visita, en 1837, le groupe de Gambier, il n'y trouva que des catholiques.

Cependant, vers 1836, deux membres de cette mission avaient pris terre à Pape-Iti. A peine le bruit s'en fut-il répandu sur la plage, que l'église luthérienne trembla pour ses ouailles. Si au schisme des mamaïas se joignait la concurrence catholique, c'en était fait de son autorité. Elle comprit qu'il fallait agir. Procédant d'une manière indirecte, elle ameuta contre les nouveaux venus la population de Taïti, et excita une espèce d'émeute dont ils faillirent tomber victimes. M. Moërenhout, alors chargé d'affaires des États-Unis, intervint à temps et les sauva. Mais le chef de la mission anglicane, Pritchard, n'était pas homme à s'arrêter à mi-chemin. Cumulant les fonctions de ministre du culte et celles d'agent commercial, il réunit les hommes dévoués de sa double clientelle, fit entourer la maison dans laquelle se trouvaient les prêtres français, les en arracha après avoir

enfoncé la toiture, et les rembarqua de vive force sur la goëlette qui les avait amenés. Vainement M. Moërenhout essaya-t-il de défendre ces malheureux; il ne réussit qu'à se faire destituer par le gouvernement des États-Unis, qui lui reprocha d'avoir agi contre les intérêts de la foi luthérienne. Une autre vengeance plus mystérieuse et plus cruelle attendait à quelque temps de là ce digne négociant. Assailli nuitamment dans sa demeure et réveillé en sursaut, il se trouva face à face d'un homme qui le renversa d'un coup de hache, et tua sa femme d'un second coup. Cet assassin était un sujet anglais qui échappa à la justice locale, et qui, en assassinant M. Moërenhout, croyait sans doute servir les haines de ses coreligionnaires. Tant de services rendus aux sujets français, et si cruellement expiés, méritaient quelque retour de la part de notre gouvernement. M. Moërenhout fut accrédité par la France auprès des autorités de Taïti.

Mais des outrages pareils ne pouvaient pas demeurer impunis. Les îles Sandwich avaient été le théâtre de scènes à peu près semblables, et l'intolérance religieuse appelait une répression éclatante. *La Vénus* et *l'Artémise* reçurent toutes les deux des instructions à ce sujet. *La Vénus*, capitaine Dupetit-Thouars, arriva la première à Taïti, et par un singulier hasard elle s'y croisa avec l'expédition du capitaine Dumont-D'Urville, composée des corvettes *l'Astrolabe* et *la Zélée*. A l'aspect de cette force imposante, grande fut la surprise des naturels, et grand aussi l'effroi des missionnaires. Le capitaine Dupetit-Thouars entra hardiment dans le bassin de Pape-Iti, et après avoir mis le village sous le feu de son artillerie, il demanda : 1° le libre accès de Taïti pour tous les Français, prêtres ou laïques; 2° une amende de deux mille gourdes; 3° un salut de vingt-un coups de canon pour le pavillon national. A une signification ainsi appuyée on ne pouvait qu'obéir. La jeune reine Aïmata entra dans une violente colère contre les missionnaires, et leur signifia de s'exécuter promptement et pour l'argent et pour le salut. La somme demandée fut portée à bord de la frégate, et Pritchard alla mettre de ses mains, sur l'île de Motou-Ta, le feu au canon qui rendait hommage aux couleurs françaises. Mais le révérend ne devait pas en être quitte pour si peu. A son tour, le commandant D'Urville se rendit chez lui, accompagné de M. Moërenhout, et en entrant il lui dit : « Monsieur Pritchard, vous êtes consul, reconnu par l'Angleterre, et c'est au consul anglais que je viens faire une visite. Quant à M. Pritchard, ministre protestant et juge taïtien, je l'aurais, s'il n'avait pas d'autres titres, fait transporter de force à mon bord, où il demeurerait aux

fers jusqu'à notre arrivée en France. » Le révérend ne répondit rien, et l'on passa outre. Jamais leçon ne fut plus complète.

Cependant, *la Vénus* partie, il essaya de prendre sa revanche, et berça de nouveaux contes l'esprit crédule des naturels. A le croire, les Français n'avaient qu'une seule frégate qui ne reviendrait jamais. La reine avait rendu une loi qui assurait à nos missionnaires l'accès de Taïti; cette loi fut révoquée. *L'Artémise* apprit cela à Sydney et cingla à l'instant même pour Pape-Iti, afin d'inspirer de nouveau une terreur salutaire. Quand elle arriva, le révérend Pritchard était en tournée dans les îles voisines. Les avaries de la frégate ne permettaient pas de parler haut tout de suite: on attendit que les réparations fussent achevées. Alors le commandant Laplace fit inviter la reine et les principaux chefs à se réunir en conseil pour recevoir les propositions qu'il allait faire. A cette ouverture, une terreur générale se répandit dans l'île; on crut d'abord que la reine résisterait, qu'elle n'obéirait pas. Mais le principal chef du pays, Tati, se porta garant pour elle, et le 19 juin, Pomaré-Wahine, souveraine de l'archipel, parut au grand conseil qui se tint dans le temple protestant. Un prodigieux concours de peuple obstruait les avenues. Dans la salle étaient rangés tous les chefs, et derrière eux plusieurs missionnaires. Le commandant français s'avança au milieu de l'assemblée, accompagné du consul, M. Moërenhout, et du capitaine Henri, qui lui servait d'interprète. Après avoir exposé ses griefs et qualifié sévèrement la violation du traité consenti avec le capitaine Dupetit-Thouars, il demanda: 1° que les Français fussent traités dans l'île à l'égal de la nation la plus favorisée; 2° qu'un emplacement fût désigné pour la construction d'une église catholique, avec toute liberté aux prêtres français d'y exercer leur ministère. Quand ces propositions eurent été répétées à l'assemblée par l'interprète, le commandant se retira avec tous ses officiers.

Le congrès demeurait livré à lui-même ou plutôt aux inspirations du chef Tati. Tati était le vrai roi de l'archipel; rien ne se faisait que par ses conseils. C'était un vieillard de soixante-douze ans, d'une constitution d'athlète, haut de six pieds, et admirablement proportionné dans ses formes. *Tayo* ou ami de M. Moërenhout, il avait su, durant le court séjour de la frégate, apprécier le caractère, la bravoure, la générosité de nos officiers, et il s'était pris pour eux d'une amitié véritable. L'influence française allait donc dominer dans le débat. Quelques chefs timorés avaient pris d'abord la parole, opinant pour une acceptation immédiate de l'*ultimatum*, quand Tati, jaloux de sauver la dignité de l'assemblée, monta à la tribune. A l'instant le plus profond silence

s'établit. Tati déplora l'aveuglement dans lequel les chefs avaient vécu jusqu'alors sur le compte de la France; il parla de la nécessité d'accorder une réparation à une nation puissante; puis, par un mouvement oratoire du plus grand effet, il déclara que voter à l'étourdie serait justifier la réputation de légèreté que les Taïtiens avaient trop souvent méritée par leur conduite. « Songez, dit-il en frappant sur la tribune, que vous délibérez aujourd'hui sous les yeux des représentans de très grandes puissances; ne tranchez rien sans y avoir mûrement réfléchi. Vous demandez qu'on vote par acclamation, et moi je demande qu'on se sépare sans avoir rien décidé. Que chacun médite cette nuit dans le silence, et demain nous nous prononcerons avec maturité, avec sagesse, pour ou contre la loi. » C'était donner à la fois à l'assemblée une leçon et une impulsion. On se sépara sur ces paroles, et malgré les intrigues des missionnaires, qui s'agitèrent vainement, les chefs déclarèrent le lendemain, à l'unanimité, qu'ils acceptaient les conditions posées par le commandant français. Seulement ils demandaient que l'on assignât une résidence au clergé catholique. M. Moërenhout s'y refusa ainsi que M. Laplace. Ce dernier eut peut-être le tort de consentir à une condition additionnelle qui déclarait que nos missionnaires *ne s'immisceraient en aucune manière dans les affaires de Taïti*. Quand les lois s'interprètent à des distances semblables et sous l'influence de conseils malveillans, il faut éviter d'ouvrir la porte à de misérables chicanes.

Ainsi se termina cette affaire dont *l'Artémise* eut tous les honneurs. Désormais nos missionnaires seront respectés sur ces plages, et les relations commerciales se ressentiront certainement des leçons successives que les naturels ont reçues. La jalousie des évangélistes luthériens ne s'attaque pas seulement aux intérêts spirituels, et les biens de ce monde ne leur sont pas plus indifférens que les palmes de l'autre. Aussi, dans bien des occasions, nos navires baleiniers avaient eu à subir des injures et des dommages que le passage de nos frégates leur évitera désormais. La fermeté de M. Moërenhout et quelques croisières de bâtimens légers achèveront le reste.

Quant à l'introduction de missionnaires catholiques, nous n'y voyons qu'un avantage, celui de faire prévaloir, en fait comme en droit, la volonté et l'influence de la France. Sous l'action d'un culte incompatible avec les mœurs du pays et le caractère de ses peuples, nous avons vu ces générations d'insulaires dépérir et marcher vers un anéantissement graduel. Que sera-ce lorsque deux églises rivales se disputeront les ames à l'aide d'arguties théologiques? Taïti est-il bien

en état de comprendre les subtilités de la présence réelle et les contradictions de cet antropomorphisme qui, attribuant à Dieu une figure humaine, interdit l'adoration de la Vierge et des saints? Si les deux camps du christianisme engagent la bataille sur ce terrain, qui ne comprend que le schisme des mamaïas interviendra pour recueillir les blessés des deux parts? Que la lice soit ouverte au catholicisme dans l'archipel de Taïti, rien de mieux; mais qu'il use discrètement de la position qu'on lui a faite et qu'il n'aspire pas au plus déplorable des triomphes, à un triomphe sur des ruines.

Cependant *l'Artémise* était entièrement restaurée. De ses blessures récentes il ne lui restait qu'une courbure légère, résultat du premier abattage. Le noble navire avait retrouvé sa grace et son aplomb : sa mâture, son réseau aérien, ses voiles, ses canons, son lest, tout était remis en place. Le 21 juin, elle se pavoisa pour recevoir la reine de Taïti, qui, après bien des hésitations, avait consenti à l'honorer de sa visite. Au moment de s'embarquer dans le canot du commandant, Pomaré-Wahine paraissait peu rassurée; elle jetait des regards craintifs sur M. Moërenhout, qui avait répondu sur sa tête des suites de cette démarche. L'air affable des officiers et de l'équipage la rassurait à peine. Enfin elle se décida, non sans effort. Sa majesté taïtienne n'était pas ce jour-là vêtue à son avantage. Gracieuse et vive sous son costume indigène, elle semblait fort mal à l'aise dans les habillemens européens dont on l'avait surchargée. Son corps souple et élégant se noyait dans une robe mal taillée; ses beaux cheveux noirs, sa figure expressive et spirituelle, étaient écrasés sous un chapeau ridicule, et des souliers rouges complétaient cette singulière toilette. Une jeune princesse d'Eimeo portait en revanche son costume avec plus de naturel et plus de goût.

Derrière la reine venait son mari avec un chapeau de paille, en veste et en pantalon blanc. C'était un fort bel homme, bien pris, découplé fortement et affectant un air dégagé qui semblait justifier les jalousies de la jeune Aïmata. Le cortége se composait de quelques femmes de la cour bizarrement accoutrées, et d'un petit nombre de chefs fort simplement vêtus, à la tête desquels on distinguait Tati. En arrivant à bord, la pauvre princesse se crut perdue. Les tambours qui battaient aux champs, une garde nombreuse qui présentait les armes, le bruit d'une musique assourdissante, tout ce cérémonial, tout ce tapage, la surprirent, l'inquiétèrent visiblement. Cependant elle se remit de son hésitation et présenta la main au commandant de la manière la plus gracieuse. Une collation attendait cette

cour polynésienne, et elle y fit amplement honneur. Quand elle quitta la frégate, un salut de vingt-un coups de canon l'accompagna sur le rivage. La reine semblait plus effrayée que flattée de tous ces témoignages de considération. Elle alla se remettre chez M. Moërenhout des alarmes de la journée.

Cette soirée était la dernière que *l'Artémise* eût à passer à Taïti. L'heure des adieux avait sonné. Pour reconnaître les services que le brave capitaine Abrill avait rendus à la frégate, le commandant lui avait remis un des fusils-Robert que portait l'expédition; mais les officiers voulurent, à leur tour, laisser à ce généreux marin un témoignage d'estime, un gage de reconnaissance, un souvenir. L'un des enseignes avait une longue vue plaquée en argent, instrument de prix. On la lui envoya au nom de l'état-major, après avoir gravé sur le tube l'inscription suivante : *Les officiers de la frégate l'Artémise au capitaine Abrill.* L'excellent homme parut plus touché de cette preuve d'affection qu'il ne l'avait été du cadeau officiel. Le gouvernement français aura sans doute encore quelque chose à faire pour un étranger à qui il doit en partie la conservation d'une frégate.

Les services rendus à *l'Artémise* ne sont pas d'ailleurs un fait isolé dans une vie pleine de traits d'héroïsme et de dévouement. Il y a quelques années, le capitaine Abrill commandait en second un brick pêcheur de perles, quand il rencontra à Toubouaï une goëlette chilienne armée de douze canons et montée par un nombreux équipage. C'était un pirate : Abrill ne s'y trompa point; il avertit son capitaine en premier, qui se prit à trembler de tous ses membres. — « Que voulez-vous faire? demanda Abrill à son chef. — Mais la résistance est impossible; il faut se rendre, répondit celui-ci. — Se rendre! je ne connais pas ce mot-là; emparons-nous du pirate. — Vous êtes fou. — Vous allez le voir. » Ces mots échangés, Abrill monta sur le pont, exposa son projet et demanda des hommes de bonne volonté. Sept matelots se présentèrent; il les arma jusqu'aux dents, se jeta dans un canot avec eux, et cingla droit vers la goëlette. On le héla, il répondit « capitaine Abrill, » nom populaire dans ces parages; on le laissa accoster, croyant qu'il venait traiter des conditions de la prise. A peine sur le pont, le vaillant capitaine saisit à la gorge le lieutenant, et le menaça de lui faire sauter la cervelle, s'il poussait un cri. L'équipage du pirate était alors couché; Abrill ferma les écoutilles et en tint ainsi une portion en respect. Les autres, qui étaient à terre, avertis de l'évènement, cherchèrent à reprendre leurs avantages; mais Abrill avait chargé les canons, et menaçait de couler les

chaloupes au moindre mouvement. Il fallut capituler, et grace à cet audacieux fait d'armes, le brick marchand ramena à Pape-Iti son glorieux trophée.

Au moment du départ de *l'Artémise*, toute la colonie européenne de Taïti se trouva réunie sur le rivage. Le capitaine Abrill ne voulait se séparer de la frégate qu'au dernier moment; il s'embarqua avec M. Moërenhout et ne la quitta qu'à plusieurs milles au large. Le pilote James remplit aussi son devoir jusqu'au bout. Le général Freyre, M. Robson, le jeune Louis, cet officieux serviteur de nos enseignes, étaient sur le môle, suivant de l'œil les préparatifs de l'appareillage, tristes, muets, ne cherchant pas à cacher leur émotion. La population indigène gardait elle-même une attitude de tristesse et de douleur. On ne voyait plus les sentiers de la plage animés par des groupes joyeux, s'appelant, se répondant. Le petit arsenal, si vivant naguère, avait un air d'abandon qui faisait mal à voir; les habitations discrètes de la vallée étaient vides et désertes. Ces jeunes filles, à moitié Françaises déjà, accouraient une à une, la larme à l'œil, le cœur plein d'amertume. Tant de liens si librement formés, si heureux, si naïfs, allaient donc se rompre! Se reverrait-on jamais, après avoir échangé de si doux noms? La grève se garnissait de cet essaim d'Ariadnes, inconsolables jusqu'au lendemain. Des pirogues légères, chargées de *tayos*, d'amis des deux sexes, venaient se presser autour de la frégate, pour obtenir un dernier regard, une dernière expression de tendresse. Plus d'un gabier, du haut de sa hune, plus d'un matelot, de l'embrasure de sa batterie, saluèrent de la main ou avec le mouchoir leurs compagnons, leurs compagnes de logement. C'était la dernière heure de ces unions improvisées que le départ allait dissoudre. — Il n'y a qu'une Taïti au monde, disaient les marins. Peut-être les indigènes disaient-ils de leur côté : Il n'y a qu'un peuple français.

Cependant la frégate se couvrait de voiles, et la brise l'emportait rapidement. Les pirogues l'escortèrent jusqu'à la ligne de brisans qui ferme la rade. Là, il fallut se dire adieu, et, donnant un dernier regret à cette côte aimée, *l'Artémise* alla chercher, sous d'autres cieux, de nouvelles émotions et de nouvelles aventures.

LOUIS REYBAUD.

# LE MARINO.

*E del poeta il fin la mariviglia.*
(Un poète n'a pas d'autre but que d'étonner.)
GIAMBATTISTA MARINO.

Le 12 juin 1624, un cavalier fort maigre entrait dans la ville de Naples. Autour de lui bondissaient des lazzaroni noirs et haletans qui semaient les roses de Pæstum sous les pas de son coursier. Accompagné par des gentilshommes à pied qui, le chapeau à la main, le front nu sous l'ardent soleil, encourageaient l'ivresse populaire, il s'arrêtait fréquemment sous les balcons, d'où tombaient sur sa face ridée une pluie de fleurs, mille bénédictions confuses et mille éclairs enthousiastes lancés par des regards espagnols et napolitains. Quel triomphateur fut jamais ridicule? Celui-ci avait près de six pieds de haut, la mine longue et hâve, le cheveu rare et ébouriffé, l'œil distrait et égaré, le menton pointu, le nez petit, le teint plombé, la taille excessivement déliée, et les jambes d'une forme et d'une dimension très menues. Ce long cavalier, vêtu d'habits magnifiques assez mal ajustés, et qui portait une grande chaîne d'or pendue à son cou, saluait à droite et à gauche d'un air content et distrait, pendant que les *baise-mains* lui arrivaient de toutes parts, du fond des carrosses, du porche des églises et du sommet des terrasses.

Le cheval du triomphateur était précédé par un jeune homme qui

déployait en l'agitant un étendard de pourpre sur lequel brillaient sous le soleil ces mots brodés en or :

AL NOME
DEL CAVALIER GIO. BATTISTA MARINO (1),
MARE
D'INCOMPARABILE DOTTRINA,
DI FECONDA ELOQUENZA,
DI FACONDA ERUDIZIONE,
ANIMA DELLA POESIA, SPIRITO DELLE CETRE,
NORMA DE' POETI, SCOPO DELLE PENNE,
MATERIA DEGLI INCHIOSTRI,
FACONDISSIMO, FECONDISSIMO,
TESORO DI PREZIOSI CONCETTI,
MINIERA DI PEREGRINE INVENZIONI,
FELICE FENICE DE' LETTERATI,
MIRACOLO DEGL' INGEGNI, STUPORE DELLE MUSE,
DECORO DEL LAURO, GLORIA DI NAPOLI,
DEGLI OZIOSI CIGNI PRENCIPE MERITISSIMO,
DELL' ITALICHE MUSE APOLLO NON FAVOLOSO,
DALLA CUI GLORIOSA PENNA
IL POEMA RICEVE I PROPRII FREGI,
L' ORAZIONE I NATURALI COLORI,
IL VERSO LA VERA ARMONIA,
LA PROSA IL PERFETTO ARTIFIZIO,
AMMIRATO DA' DOTTI, HONORATO DA' REGI,
ACCLAMATO DAL MONDO,
CELEBRATO DALL' ISTESSA INVIDIA,
QUESTI POCHI INCHIOSTRI,
PICCIOLO TRIBUTO DI POVERO RIVOLO
DONATO FACIUTI
DEBITAMENTE DONA E MERITAMENTE
CONSECRA (2).

Le seigneur *Faciuti* (le *petit ruisseau*) secouait lui-même ce glorieux étendard, et toute la population napolitaine, ivre d'enthousiasme, criait : *Evviva!*

L'Italie et l'Europe partagaient son avis. On croyait, à Paris comme

(1) Et non *Marini*. Cette transformation du nom propre de *Marino* est répétée par tous les biographes et les critiques modernes qui se sont occupés de lui, fort légèrement il est vrai. *Marino*, en se donnant la finale *i*, confondait ainsi sa famille roturière avec les familles nobles, qui seules avaient le droit de prendre cette terminaison collective.

(2) « Au nom du cavalier Jean-Baptiste *Marino*, *mer* d'incomparable doctrine, de *féconde* éloquence, de *faconde* érudite, ame de la poésie, esprit des lyres, règle des poètes, but des plumes, matière des écritoires; très *facond*, très *fécond*, trésor de précieuses conceptions, mine d'étrangères inventions; heureux phénix des gens

à Madrid, que le poète triomphateur effacerait à jamais Dante, le Tasse et l'Arioste, ses prédécesseurs, peut-être Homère et Virgile, ses maîtres.

Le Marino n'était qu'un versificateur médiocre.

D'autres écriront, s'ils veulent, une biographie que nous avons lue dix fois écrite, et que les curieux peuvent aller retrouver chez Baïacca, Corniani, Ferrari, Tiraboschi et une douzaine d'autres. Un problème plus curieux s'offre à nous : comment une médiocre intelligence parvint à conquérir, au commencement du XVII^e siècle, le trône de la poésie en Europe, et pourquoi cette médiocrité a droit aujourd'hui à l'examen attentif de l'historien. Continuons le récit du triomphe.

Une foule de carrosses s'étaient avancés, à seize milles de Naples, au-devant du prétendu génie et s'étaient arrêtés à Capoue. On voyait, à la tête de cette noble cohue d'admirateurs, le marquis de Manso, ancien ami et protecteur du Tasse, homme aimable, généreux, instruit, mais qui, hélas! n'avait pas rendu au grand homme la moitié des honneurs qu'il prodiguait à l'homme habile. Sur la Chiaja, une voiture à six chevaux, appartenant au marquis, attendait le poète, qui, fatigué de sa longue chevauchée, monta dans l'équipage, se déroba modestement à ses admirateurs, et alla se renfermer dans le couvent des pères théatins. Ce trait d'humilité et d'adresse correspondait on ne peut mieux avec le reste de son adroite conduite. Marino eût éveillé quelque peu de jalousie, s'il se fût immédiatement dirigé vers le palais qu'il s'était fait construire sur le Pausilippe, en face du tombeau de Virgile. Là, une galerie de marbre renfermait mille tableaux de grands peintres, et il faut entendre le contemporain qui la décrit dans son style affecté. « C'était sur le Pausilippe, promontoire des délices, paradis de l'Italie, que s'élevait cette habitation du Marino, belle et commode, toute remplie des dessins, des peintures et des tableaux dus aux plus célèbres maîtres de tous les temps, car ces nobles caprices faisaient la joie et la volupté du poète, et il n'y avait pas un seul artiste de talent qui ne voulût acheter au prix d'un de ses chefs-d'œuvre l'amitié du grand homme (1). »

de lettres, miracle des génies, stupeur des muses, honneur du laurier; gloire de Naples, prince très digne des cygnes oisifs, Apollon non fabuleux des muses italiennes; dont la plume glorieuse donne au poème sa vraie valeur, au discours ses couleurs naturelles, au vers son harmonie véritable, à la prose son artifice parfait; admiré des doctes, honoré des rois, objet des acclamations du monde, célébré par l'envie elle-même; ce peu de lignes, tribut d'un petit ruisseau, est dédié et consacré, etc. »

(1) Ferrari.

Au sein de cette demeure enchantée, le Marino expira peu de temps après, étouffé sous les roses de l'admiration et de l'amour publics, sollicité par la cour de Rome et celle de France qui le regrettaient et le redemandaient à grands cris, admis dans l'intimité du vice-roi espagnol, petit-fils du terrible duc d'Albe; enfin le plus heureux, le plus célèbre, le plus chéri, le plus honoré des mortels. Les deux académies napolitaines s'étaient disputé le bonheur de l'avoir pour président, et celle qu'il avait daigné choisir renouvelait pour lui, toutes les fois qu'il se présentait, la scène de son triomphe. On accourait de toutes parts; dès qu'il ouvrait la bouche, un tumulte d'applaudissemens (1) le contraignait à se taire (*un bisbiglio tale seguiva, che bene spezzo di fermar il ragionamento era costretto.*) Enfin il mourut, et ses funérailles furent célébrées non-seulement à Naples, mais à Rome, avec une pompe que je ne décrirai pas; ce ne furent que panégyriques, homélies, dissertations, éloges, pluie de fleurs lugubres. On lui donna (ô profanation!) une statue non loin de celle de Virgile. Tout cela se passait en 1625. Il ne fallut pas vingt-cinq ans pour détruire ce trône poétique et déshonorer cette statue glorieuse.

Le cavalier Marin (comme on l'appelait en France sous Louis XIII), ou plutôt *Jean-Baptiste Marino*, fils d'un avocat de Naples, n'était ni cavalier ni gentilhomme. Chef de parti, on lui accorda tout ce qu'il voulait usurper. Il entraîna sur ses pas une époque entière, soumettant les intelligences à sa séduction, bouleversant un moment le domaine de la pensée, et méritant un double examen, comme révolutionnaire et comme écrivain. Il y a toujours dans de telles existences deux sortes de travaux : la vocation et le métier. Ces hommes appliquent au succès littéraire la finesse, l'habileté, l'audace, la ruse, le mensonge, la souplesse des politiques et des diplomates. Ouvriers de leur gloire en même temps que créateurs de leur faction, ils groupent les esprits, enrégimentent les intelligences, flattent, épouvantent, attirent, blessent, se vengent, établissent et consolident leur pouvoir, s'appuyant ici sur les trônes, là sur les peuples, songeant toujours à eux-mêmes et comptant sur un petit bataillon d'écoliers dévoués qu'ils se réservent le droit de récompenser ou de mettre au rebut. Dépravant ainsi le pur exercice de la pensée (ce qu'il y a au monde de plus libre et de plus indépendant), ils échangent l'estime des siècles contre la vogue et la fortune. Un orgueil intéressé les domine, et pour peu que le talent se mêle à leur intrigue, cette conspiration permanente

(1) Baïacca.

de leur intérêt en faveur de leur renommée ne manque guère de réussir. Ils n'ont pas de tombe glorieuse, ils ont une vie bruyante.

Non, ce n'est point ainsi que Virgile rêvait, que Tasse s'enivrait de sa propre magie, et que Dante, promenant son désespoir sur les débris du Colysée, remontait du fond des gouffres infernaux jusqu'à l'éternelle splendeur du Dieu père des choses. La sublime incurie des intérêts terrestres, l'absence de la personnalité, marquent comme un sceau divin tous les fronts des poètes : M^me^ de Staël observe avec profondeur que le succès dans le monde émane d'un égoïsme attentif, et que les triomphes intellectuels, cherchant la vérité, non le succès, exigent le sacrifice absolu de l'égoïsme. Comparez la vie de Tasse à celle de Marino. L'un aspire à l'idéal, l'autre à la fortune; l'un chante le dévouement, le second la volupté; Tasse flatte ceux qu'il aime, l'autre adule ceux qui peuvent lui donner; l'un a quelques tristes amis et mène une vie inquiète, l'autre se fait suivre d'un bataillon composé des courtisans de sa vogue, rançonne la France et l'Italie et se fait construire un palais à Naples; l'un est le type de l'homme de génie, l'autre n'est qu'un homme d'affaires, spéculant en poésie.

Sous des nuances et des ombres diverses, voilà le rôle que jouèrent Stace parmi les Romains, Gongora chez les Espagnols modernes, Lilly en Angleterre, Gottsched en Allemagne. Qu'il nous soit permis, en dehors de toute allusion contemporaine, et sans blesser des personnalités vers lesquelles notre pensée ne se dirige pas le moins du monde, de revendiquer ici les droits de la pensée pure, de la méditation intime, de l'art véritable, de la poésie instinctive et spontanée, contre cet autre mode d'action intellectuelle qui consiste à être poète comme on est huissier, écrivain comme on est *bandolero*, critique comme on est factieux, artiste comme on est chef d'insurgés. Dans cette dernière et trop fréquente hypothèse, l'inspiration demeure esclave de l'intérêt. On fait émeute dans la littérature. On chauffe ses boulets rouges de métaphores, on pointe ses batteries d'épigrammes, pour renverser la citadelle ennemie; on s'impose au public; on lui dit : « Je suis maître; tu dois me subir. » On chante le *Te Deum* de sa propre gloire au milieu d'une foule idiote stupéfaite. On applique à la poésie et à la philosophie les maximes du *Prince* de Machiavel et *l'Art militaire* de Végèce; confondant le but de l'art avec celui de la politique, et oubliant que si la dernière vise au succès, l'autre cherche avant tout la beauté.

Cette confusion, qui serait dangereuse si le temps n'en faisait bientôt justice, a lieu surtout après les époques de troubles civils,

lorsque tous les esprits conservent encore l'impression orageuse laissée par les révoltes et les changemens de dynasties. Pourquoi la gloire littéraire, se demande-t-on, ne serait-elle pas le prix d'une insurrection? Qui nous empêche d'être révolutionnaires de la pensée? Ainsi parlèrent Ronsard et Lilly, Gongora et Marino.

Les uns, après le XVIe siècle, imitent la révolte de Guise; les autres, après le XVIIIe siècle, imitent l'outrecuidance de Bonaparte. Entre les années 1590 et 1615, le ton de la poésie et de la prose en Espagne est l'écho ridicule du ton belliqueux et insultant des Gonzalve et des Cortez. La plupart des écrivains de ce pays et de cette époque, par exemple Montemayor (1), Montalvan (2), Alarcon (3), jettent au public les plus ridicules défis. L'insolence politique et guerrière déteint sur les mœurs littéraires. Voici la préface de l'un de ces poètes rodomonts : « Lecteur, cent à parier contre un que tu es un sot. Dans ce cas, lis-moi et apprends. Si, par hasard, tu étais homme d'esprit, lis-moi et admire. » Cette mode singulière d'insulter ses juges et de narguer ses lecteurs passa en France sous Louis XIII avec toutes les modes espagnoles, et fut admirablement cultivée par La Calprenède, Scudéry et l'auteur du *Voyage dans la Lune*. Quant à nous, fils de la révolution française et du XVIIIe siècle, nous avons vu récemment cette même révolution passer de la place publique dans la littérature, et les Mirabeau, les Napoléon, les Robespierre intellectuels s'élancer de toutes parts à la conquête de la gloire. Ce travers n'a point élevé les véritables talens; il n'a pas grandi les médiocrités. Les hommes distingués qui ont d'abord suivi le torrent ont toujours fini par se dépouiller, en montant, de ces scories de leur époque, et il nous serait facile de citer les plus grands, dont le génie s'est réfugié dans son vrai sanctuaire, dans cette contemplation pure et mâle, dans cette recherche solitaire de l'idéal et du beau que le tourbillon poudreux des passions contemporaines avait d'abord voilé à leurs regards.

Marino n'était point un homme de génie; c'était un homme d'esprit, charlatan de génie. Il trouva ses contemporains préparés à se laisser séduire par les chants lascifs et les images étincelantes. Il versa le nectar italien dans la coupe d'or de l'Espagne : son siècle s'enivra de ce prestige. Des vices des deux nations, il fit sa séduction

(1) Auteur de la célèbre pastorale intitulée *Diane*.

(2) Auteur dramatique et romancier.

(3) Auteur très remarquable de la *Verdad Sospechosa*, traduite par P. Corneille sous le titre du *Menteur*.

particulière; la sensualité mêlée à l'afféterie, l'emphase dans la recherche, composèrent ce breuvage d'Armide, que le grand Corneille éloigna de ses nobles lèvres. A sa dextérité corruptrice, Marino joignit les adresses et les audaces des chefs de parti; il eut des querelles, des amis, des ennemis, des duels, des haines, des flatteurs, des princes pour séides, d'autres princes pour adversaires. Il fut un peu Tartufe, un peu Tuffière, un peu Lovelace, un peu Figaro. L'affectation du costume, la gravité de la tenue, l'ironie secrète, l'inépuisable fécondité des œuvres, devinrent ses moyens accessoires; et, ceignant une couronne de papier doré, il fut le dieu de l'Europe.

Il y a, nous en convenons, une puissance chez celui qui s'empare de son époque, fût-ce pour la séduire et la corrompre. Ce n'est pas chose si facile qu'on le pense, de profiter des vices d'un temps, et de le dominer par la sympathie de ses propres vices. Marino, que ses biographes nomment *Marini*, et que la France vénéra, de 1610 à 1650, sous le nom du *cavalier Marin*, sut profiter de diverses circonstances favorables, qui, ménagées par son habileté, le conduisirent au point de splendeur littéraire dont nous avons vu tout à l'heure le dernier terme.

L'Italie avait dirigé, depuis deux siècles, la civilisation intellectuelle. Après avoir produit Dante, Boccace, Pétrarque, Arioste, Tasse, Bembo, Machiavel, et presque tous les maîtres de l'esprit humain au XIVe et au XVe siècle; après avoir présidé à l'éducation de Shakspeare et de Spenser en Angleterre, de Montaigne et de nos savans en France, l'Italie s'affaissait sur ses trophées. Le tour de l'Espagne arriva. Son génie était original et isolé. C'était une sève moins sympathique, plus altière, d'un plus dangereux exemple, parce qu'elle immolait volontiers la beauté à la grandeur et la pureté à l'éclat; féconde en traits sublimes, riche de couleurs ardentes, inépuisable en inventions héroïques; sève vigoureuse dont le torrent usurpateur inonda tout à coup les nations européennes, courbées devant la prépondérance des Charles-Quint et des Philippe II. La lumière plus modeste et plus sereine dont la muse italique s'était couronnée pâlit alors et sembla s'éteindre, absorbée par de plus ardens rayons. Parmi les auteurs italiens, ceux-là même qui s'élevaient avec amertume contre la domination politique de l'Espagne, tels que le satirique Boccalini, Paruta et plusieurs autres, furent les premiers à livrer la littérature de leur pays à l'invasion d'un génie étranger; ils créèrent une prose hispanique-italienne, mêlée de finesse et d'emphase,

d'éclat et de facilité. Cette transformation singulière, et en définitive malheureuse, fut opérée par Marino dans le domaine de la poésie avec le succès extraordinaire que nous venons de rapporter et que nous allons expliquer; mais les résultats de son triomphe s'étendirent beaucoup plus loin qu'il ne l'espérait. L'Europe intellectuelle, un peu lasse déjà d'imiter l'Italie, penchait légèrement vers l'imitation de l'Espagne : elle se soumit tout entière à ce Napolitain, qui offrait un double titre à sa sympathie, un reflet espagnol dans un modèle italien.

Le hasard et l'adresse concouraient donc à sa gloire. C'était un esprit frivole, mais lumineux et varié. Jamais le côté sérieux de la vie humaine ne l'avait inquiété. Il avait passé sa jeunesse à Naples, au milieu des intrigues amoureuses; et comme il avait aidé un de ses amis à enlever la maîtresse d'un seigneur espagnol, on l'avait jeté en prison pour quelques semaines. De Naples et de ses délices, il avait été à Turin, où la même vie de plaisirs faciles s'était mêlée de combats littéraires couronnés d'un coup de pistolet que son adversaire tira sur lui. Merveilleux exploitateur des circonstances, habile à se mettre en scène et à se parer d'une lumière favorable, il avait donné à ce coup de pistolet tout le relief possible; la grace de l'assassin, demandée par l'assassiné, avait jeté sur sa tête bouffonne et voluptueuse un reflet héroïque. De frivolités en frivolités, rimant sur toutes choses, brodant tous les sujets, déclarant la guerre aux anciens, abordant les peintures les plus graveleuses, attachant à ses poèmes l'enseigne du jeu de mot et du calembour, semant les poèmes de toutes sortes sur sa route aventureuse, il avait, en 1606, absorbé toutes les renommées et rejeté Dante et le Tasse dans l'obscurité.

Cette portion solide et fondamentale du talent, le bon sens, qui ne manquait pas à l'Arioste, encore moins à Cervantes, lui était étrangère. La couleur, la transparence, la verve, la facilité, la fluidité, l'harmonie, l'invention, la vivacité, la grace, la saillie de l'esprit, que de qualités! quelle perte de qualités! Elles ne servirent qu'à énerver encore l'épuisement italien. Au talent dépravé de Marin appartient la mission singulière que nous venons d'indiquer, que personne n'a observée et décrite; ce fut lui qui propagea en France, et par-là en Europe, le nouveau génie *italo-hispanique*, génie hétéroclite et sans unité, qui s'était emparé de l'Italie nouvelle et dont le foyer se trouvait à Naples, sa patrie. Instrument de transmission aussi active que contagieuse, il vint imprégner de cette sève ingénieusement fatale une portion notable de la société française, tout l'hôtel de

Rambouillet, les Cotin, les Perrault, les Boursault, les Godeau, les Voiture et les Saint-Amant. Déjà il avait produit, en 1606, dix volumes de riens sonores, de rimes amoureuses, bocagères, morales, lyriques, héroïques, satiriques, comiques, bulles d'air merveilleusement cadencées, chefs-d'œuvre d'habileté puérile. Plusieurs fragmens de son poème épique, consacré aux amours d'Adonis, s'étaient répandus en Europe, et la renommée le proclamait maître des maîtres, supérieur au Tasse, chantre des voluptés les plus délicates, arbitre du goût, roi de l'harmonie et de l'art des vers, lorsqu'un de ses compatriotes le fit venir en France. Cet Italien n'était autre que Concino Concini, maréchal d'Ancre, favori de la reine, et bientôt mis en lambeaux par le peuple parisien, que toute cette cour italienne fatiguait de son luxe, de son arrogance, peut-être aussi de son élégante supériorité.

Marino avait quarante ans, l'expérience du monde, la connaissance des cours; il profita de cette invitation, et fit sa fortune.

Le séjour du *cavalier Marin* à Paris est une date importante dans notre littérature.

Rue Saint-Thomas-du-Louvre, non loin de l'emplacement du Palais-Cardinal, s'élevait, en 1615, du sein des toitures aiguës qui caractérisaient les vieilles constructions de la bourgeoisie parisienne, un hôtel remarquable par le goût italien de son architecture. C'était cet hôtel *Pisani* ou Rambouillet que les *précieuses* choisirent pour quartier-général, et que distinguaient la splendeur recherchée des ornemens, le style magnifique et coquet de ses vastes jardins, et surtout l'élégance parée des gens qui le fréquentaient. La maîtresse du logis, plus distinguée que jolie, plus gracieuse que tendre, femme italienne, Pisani par son père, Savelli par sa mère, avait épousé M. de Rambouillet, grand-maître de la garde-robe sous Louis XIII. Autour d'elle se réunissaient les débris de la cour italienne de Catherine de Médicis et les gens qui, en France, visaient au bel esprit. Vraie fille du XVIe siècle italien (1), elle aimait les raffinemens et les délicatesses. Elle donna le ton à sa coterie; dès les premières années du XVIIe siècle, on vit se préparer, sous son influence, le berceau des Cotin, des Boursault, surtout de Voiture, l'idole du lieu. Chapelain, alors jeune, préludait à son autorité dans la maison, et s'arrogeait déjà cette puissance de critique littéraire qui dispense souvent un homme de bon goût et de génie. La frivolité s'alliait ainsi au pédantisme. On avait grande horreur du langage bourgeois, du

(1) Voyez Tallemant des Réaux.

parler vulgaire, de tout ce qui sentait la place publique, le cabaret et la boutique. Un petit monde exclusif faisait cercle dans le boudoir d'*Arténice;* car, pour se distinguer du commun peuple, on avait changé même de nom. Chacun empruntait un nouveau baptême d'élégance, qui à Bembo, qui à Sadolet, qui aux romans de chevalerie, mais surtout à l'Arioste et au Tasse; car un parfum venu d'Italie embaumait de sa quintessence toute cette maison, livrée aux raffinemens exotiques et aux délicatesses inconnues.

Ce sont là ces *précieuses* et ces *précieux* contre lesquels Boileau, Racine et Molière s'armèrent, trente ans plus tard, de la colère du bon sens. Tout gentilhomme admis à pénétrer dans la « chambre du génie » (c'était le nom donné à l'appartement destiné aux lectures) devenait par là même *précieux* au monde. Chacune des paroles qui tombaient désormais de ses lèvres était recueillie comme *précieuse*. Les gens de cour briguaient la faveur d'une présentation chez Arténice; les évêques rimaient des madrigaux pour la suzeraine; l'évêque Godeau se parait du titre de « nain de Julie, » et tous les hommes à la mode prenaient part à cette « *illustre galanterie* de la guirlande, » comme disaient les contemporains. L'hôtel Pisani menait aux honneurs et au crédit; Chapelain le savait bien, ce pédant si prudent, qui ne négligeait aucune occasion de bénéfice. Le coadjuteur était ami de la maison; tout le monde s'y montrait galant, amoureux des lettres, un peu frondeur, médiocrement dévot, et complètement voué aux élégans plaisirs.

Rire des *précieuses* après Molière, c'est bientôt fait; mais on devrait reconnaître que le règne passager de l'hôtel Pisani a marqué une nouvelle phase dans l'histoire de la société française. La chambre d'Arténice est le vrai théâtre de cette transition singulière qui s'est opérée des troubles de la ligue au règne de Louis XIV. Au commencement du XVII[e] siècle, l'hôtel Pisani continue et régularise en France l'influence du génie italien, déjà soumis, par un enchaînement de circonstances bizarres que nous avons indiquées, à l'usurpation plus énergique du génie espagnol.

Les premiers membres de la coterie italienne des précieuses ne méritent pas un mépris absolu. Une nation vive, sociable, facile, imitatrice, mais exclusivement guerrière jusqu'alors, n'avait encore ni points de réunion ni habitudes de conversation élégante. Les *Pisani* et leurs amis, tout Italiens, comparaient avec dédain notre demi-civilisation un peu grossière à cette autre civilisation fleurie et énervée, pleine de recherches somptueuses et de graces en décadence,

qui comptait par-delà les Alpes trois siècles et demi de luxe et d'éclat. On faisait donc mille efforts pour se distinguer du vulgaire parisien, pour effacer la rouille gauloise, pour s'élever à une sphère de civilisation plus ornée et plus délicate. Depuis cent années, le rayonnement de l'Italie lettrée avait ébloui la France, comme ce bon Henri Estienne s'en plaignait amèrement (1); mais l'inoculation des vices et des débauches, s'opérant d'abord avec une violence effrénée, avait arrêté l'assimilation des études et des esprits chez les deux peuples. Vers la fin du XVI[e] siècle seulement, Desportes et Bertaut essayèrent de transplanter dans la littérature française quelques-unes des graces italiennes. M[me] de Rambouillet s'empara de ce dernier mouvement, elle en fut le véritable chef, et le perpétua dans le siècle même de Louis XIV.

Elle parvint donc à fonder, au sein de l'hôtel Pisani, une véritable cour de petit prince d'Italie, une académie dorée, dansante, pimpante et versifiante, qui se pressait en babillant autour de la reine Arténice. On y inventait mille gentillesses, on y faisait mille jolis tours; on rivalisait de fadaises agréables. C'étaient des portraits et des épigraphes, des apparitions et des mascarades, des espiégleries et des surprises, le tout assaisonné de belle littérature et de souvenirs mythologiques, pour ne pas se confondre avec les bourgeois. On ouvrait tout à coup une porte à deux battans, et la belle Arténice apparaissait en costume de Diane ou d'amazone, à la lueur de mille bougies. Un jour que l'on recevait un évêque, on disposait autour d'un rocher, orné d'une cascade, vingt nymphes vivantes et belles, assez légèrement vêtues, groupées comme dans un tableau de Guide, armées de leurs lyres et de leurs guirlandes, et qui produisaient sur « l'ame du vénérable druide une sensation extraordinaire. » Ces heureux enfans trouvaient une joie infinie dans la mise en scène italienne de ces gentilles inventions. Le génie qui planait sur les jardins enchantés et l'agréable palais de la rue Saint-Thomas-du-Louvre, n'avait assurément ni sévérité ni grandeur; mais il se distinguait par la grace et l'élégance, qualités dont on avait besoin alors : il adoucissait, par une certaine galanterie délicate, la sensualité vive et tant soit peu cavalière que notre race gauloise a toujours laissé paraître en affaires d'amour. Tout le mouvement intérieur de cet hôtel de Rambouillet, plaisanteries, surprises, ballets épigrammatiques, représentations mythologiques, enfantillages charmans, conduisait dou-

(1) Du Langage français italianisé.

cement la société française à son beau développement du siècle de Louis XIV. Anne d'Autriche et le cardinal de Richelieu firent dominer l'influence espagnole; Mazarin et les Pisani continuèrent à soutenir un débris de l'influence italienne déjà modifiée. Une certaine liberté d'opinions politiques donnait plus de vivacité aux plaisirs puérils de la coterie des précieuses. Richelieu n'aimait guère l'hôtel de Rambouillet; Mazarin comptait ses plus vifs ennemis parmi les habitués de ce palais. L'esprit français y conservait sa vivacité frondeuse, qui se raffinait et se subtilisait chaque jour. La manière de tapisser les appartemens, de tenir une grande maison, était enseignée aux gentilshommes de France par l'exemple de Julie d'Angennes; et quand Marie de Médicis voulut construire son palais du Luxembourg, elle exigea que les fenêtres en fussent dessinées sur le modèle des fenêtres italiennes de l'hôtel Pisani.

Ce fut donc une grande joie parmi les premiers adeptes de ce cercle italien qui venait d'éclore en 1606, quand on apprit que le plus grand poète de l'Italie, le Marino, invité par le maréchal d'Ancre à visiter la France, allait se rendre à Paris. Il n'y apporta point ce que l'on espérait. On attendait de lui les fruits de la civilisation italienne pure, la poésie du Tasse et de l'Arioste, le génie d'un siècle écoulé. Mais lui, représentant d'une société nouvelle, dénuée de toute énergie, sans ame politique, sans nationalité et sans courage; lui, mélange hétérodoxe des languissantes voluptés de l'Italie et des inventions arabes de l'Espagne, joignant le cliquetis des mots à la sonorité des phrases, et l'exagération des images à la subtilité des *concetti;* rachetant tous ces vices par une limpidité de diction (1) extraordinaire et une fécondité d'imagination étrange, il communiqua aux esprits français un double ébranlement. Les uns, comme Cyrano, Balzac, Scarron et Rotrou, inclinaient vers l'imitation espagnole; les autres, comme Saint-Amant, Voiture, Durfé, préféraient les modèles italiens; mais tous acceptèrent l'autorité d'un poète à la fois italien et espagnol.

Dieu sait quelle fête lui fut faite. Il avait, je l'ai dit, l'expérience de la vie et la connaissance des hommes. Il se montra peu, afin de ne pas user l'idole. Il amassa beaucoup d'argent, se doutant apparemment que c'était là le plus clair résultat de sa gloire. Il ne se communiqua guère que par ses œuvres, que l'on admira sur parole. Plus intéressé que vaniteux, plus habile que facile à séduire, il se moqua

(1) *Lævis præter fidem sermo.* Pallavicini.

de tout le monde, et commença par jouer le maréchal d'Ancre. Concini, après la première audience accordée à Marino, lui dit en français qu'il pouvait se faire remettre cinq cents écus d'or au soleil par son trésorier. C'était déjà une somme assez ronde; mais notre Napolitain, qui, disait-il, ne comprenait pas bien le français, en demanda *mille*, qu'il toucha (1). « — Diable! (s'écria en italien le maréchal, la première fois qu'il rencontra Marino) vous êtes bien Napolitain, mon cher cavalier! On vous donne cinq cents écus, et vous vous en faites payer mille! — Excellence, répliqua-t-il, votre altesse est heureuse que je n'aie pas entendu *trois mille*. Je ne comprends rien à votre français. » — Enfermé dans une mauvaise auberge de la rue de la Huchette, n'affichant aucun luxe, se refusant aux avances et aux politesses des beaux esprits, envoyant à Naples, pour la construction de son palais et le paiement de ses tableaux, l'argent qui lui venait de toutes parts, il se parait d'une hypocrisie de distraction poétique et d'abstraction savante qui le faisait passer pour un génie. On racontait avec admiration à l'hôtel Pisani que le cavalier, assis devant le foyer de son auberge, absorbé par la méditation et la composition d'une stance, avait laissé brûler sa jambe, sur laquelle un tison embrasé avait roulé sans qu'il s'en aperçût. D'ailleurs, il avait fort à faire. Jour et nuit il travaillait ses dithyrambes en l'honneur du pouvoir; c'était assez pour lui de couvrir de stances hyperboliques la nation, le roi défunt, la reine régente, le maréchal d'Ancre et le petit Louis XIII. Marie de Médicis, dont il a loué la bouche, les mains, le pied, les cheveux et la taille en plus de six cents vers, les premiers qu'il ait faits à Paris, trouvait à juste titre que c'était le plus grand des poètes du monde, et lui assurait une pension de deux mille écus d'or. Toutes les fois que *la grande carosse dorée* de Marie de Médicis rencontrait près du Louvre le cavalier Marin sur sa petite mule, la femme de Henri IV faisait arrêter sa voiture et causait long-temps avec ce merveilleux poète, qui devait transmettre à une postérité reculée les beautés corporelles de la reine : *le bellezze corporali de la reina*. Le boudoir d'Arténice était en extase devant le maigre cavalier; on attendait avec impatience la publication, l'apparition complète de l'*Adonis*, ce grand poème dont il avait déjà publié quelques parties, et qui devait plonger l'Iliade et l'Odyssée dans le néant. Dès que les vingt chants de ce poème furent enfin imprimés, Chapelain, l'oracle du goût, prouva savamment, dans une lettre à M. Fauveau,

(1) Ferrari.

laquelle sert de préface au chef-d'œuvre, que l'*Adonis* ne pouvait être autrement conçu, autrement écrit, selon les règles d'Aristote. Il fallut que le marquis de Manso, qui se trouvait alors à Paris, arrachât le Marino à son auberge de la rue de la Huchette, et le logeât chez lui (*splendidamente l'allogiò, regiamente l'accompagnò, e magnificamente cavalli e altri nobili arredi donar li volle*). Le Marino riait dans sa barbe de cet enthousiasme, et ne ménageait guère la nation qui faisait sa fortune. Il avait raison. Non-seulement cet engouement prêtait à la raillerie, mais les mœurs et les costumes de cette confuse époque, dont Callot est l'interprète le plus lumineux, étaient pour lui un sujet d'ironie continuelle. Il écrivait à son ami, don Lorenzo Scoto, Espagnol, une lettre digne de Quevedo (1), imprimée à la fin de cette détestable édition de l'*Adone*, publiée à Paris, 1680, sous le nom d'Amsterdam, et qui, sauf quelques obscénités impossibles à reproduire, mérite d'être lue. La bouffone médiocrité de cet esprit, qui ne voyait en France, sous Henri IV ou Louis XIII, autre chose que des fraises empesées et des bottines enrubannées, la vivacité frivole du Napolitain, la spirituelle pantalonnade de ce roi littéraire qui trôna pendant vingt ans, y apparaissent d'une manière fort piquante, et, disons-le, fort instructive.

« Apprenez que je suis à Paris (écrit le Marino), m'adonnant sans réserve à la langue française, dont je ne sais encore que deux mots : *oui* et *non*. C'est un assez beau progrès : tout ce que l'on peut exprimer au monde se résout en négation et en affirmation. Que vous dirai-je du pays? C'est un monde pour la grandeur, la variété, la population; un monde aussi d'extravagances. Notre globe n'est beau que par l'extravagance; il ne vit que de contrastes, dont l'union se soutient. La France est le lieu du monde où il y a le plus de contrastes et de ces choses disproportionnées dont l'harmonie discordante soutient un pays. Costumes bizarres, folies terribles, mutations continuelles, guerres civiles perpétuelles, désordres sans règle, excès démesurés, combats, querelles, violences, embrouillaminis, ce qui devrait la détruire la fait subsister. Je vous dis que c'est un monde, un *mondasse* plus extravagant que le monde même. Tout y va sens dessus dessous. Les femmes y sont hommes, les hommes femmes. Les femmes sont reines à la maison et gouvernent tout. Les hommes usurpent la coquetterie, la pompe et l'élégance des femmes. Celles-ci s'étudient à sembler pâles, et vous diriez qu'elles ont toutes la fièvre quarte.

(1) Auteur espagnol célèbre par l'originalité souvent bouffonne de ses conceptions.

Pour paraître plus belles, elles se mettent des mouches et des emplâtres sur la figure. Elles sèment leur chevelure d'une certaine farine qui blanchit leur tête, si bien qu'au premier aspect je les crus toutes vieilles. Quant aux costumes, elles s'environnent de certains cercles de tonneaux, qui s'appellent vertugadins, et qui leur donnent l'air solennel; elles occupent plus d'espace. Voilà pour les femmes. Les hommes, dans les grands froids, se promènent en chemise. Il est vrai que la plupart ont soin de placer un habit sous la chemise. Ils ont la poitrine ouverte, de manière à ce que cette chemise flotte au vent. Les manchettes sont plus longues que les manches, on les renverse sur le poignet, de manière à ce que de tous côtés la chemise empiète par dessus l'habit. Les hommes sont toujours bottés et éperonnés, et c'est une de leurs plus notables extravagances. J'en ai vu qui n'avaient pas un seul cheval dans leur écurie, qui peut-être n'avaient pas monté à cheval de leur vie, et qui ne se montraient jamais sans être bottés et éperonnés à la cavalière. Ils ont vraiment raison de prendre pour symbole le coq gaulois, qui a toujours ses éperons aux pattes. Coqs par les éperons, ils sont cardinaux par le reste de leur costume, la plupart du temps rouge, quant à la cape et au pourpoint. Le reste de leurs habits est mêlé de tant de couleurs, qu'on dirait une palette de peintre. Ils portent des panaches plus longs que des queues de renard, et sur la tête une seconde tête postiche qu'on appelle une perruque.

« Voilà les habits qu'il faut que je porte pour être à la mode ici. O mon Dieu, si vous me voyiez engoncé dans ce vêtement de mameluck, vous ririez de toute votre ame! Mes braguettes, laissant passer la chemise, sont à peine retenues sur mes hanches. Quant à leur profondeur, je doute que le grand Euclide pût la déterminer.... Tout cela est fortifié d'aiguillettes d'argent qui rendent ma situation fort difficile en certaines circonstances. Il a fallu deux aunes entières de dentelles pour me couvrir les jambes jusqu'à la moitié du mollet; elles me battent perpétuellement la jambe. L'architecture de ce bel ornement, dont l'inventeur était certes un homme très ingénieux, est dorique; il a son contre-fort et son ravelin, bien justes, bien plissés, bien arrondis, bien exacts. N'oublions pas qu'il faut placer sa tête au milieu d'un bassin de mousseline empesée dans lequel elle reste roide, comme si elle était de stuc. Quant à la chaussure, elle tient lieu à la fois de bottes, d'escarpins et de bas, et ne ressemble pas mal aux bottines de certaines vieilles gravures représentant le seigneur Eneas. Pour les faire entrer, il ne faut pas se fatiguer beau-

coup ni battre du pied la terre; l'ouverture en est si large, que l'on marche presque toujours à demi déchaussé. Sur le cou-de-pied s'étalent de belles rosettes, ou plutôt des têtes de choux formées de rubans qui me donnent beaucoup d'analogie avec les pigeons pattus. Le talon est soutenu par un supplément de deux ou trois pouces qui vous procure des airs d'altesse. Mon grand chapeau de Lyon, en feutre brun, porterait ombrage au roi de Maroc; il est plus aigu qu'un clocher de village. Ici, d'ailleurs, tout est pointu, chapeau, pourpoint, bottes, coiffures, cerveaux, et jusqu'au toit des maisons. Les gentilshommes passent la nuit et le jour à se promener, et, pour une mouche qui vole, ils se défient au combat. Duels de voler; épée au vent. Ce qu'il y a de pire, c'est qu'un cavalier qui a cette fantaisie en tête choisit ordinairement pour second le premier venu, même quand il ne le connaît pas, et, si ce dernier refuse, il est déshonoré; en voilà une d'extravagance! Quelqu'un de ces jours, vous apprendrez que j'ai paré la tierce et la quarte en l'honneur d'un inconnu, et que je me suis laissé tuer par politesse. Entre amis on se fait tant de cérémonies et de complimens, que, pour arriver à une bonne révérence, il faut aller à l'école chez un maître à danser, une conversation entre deux personnes commençant toujours par un ballet.

« Les dames ne font pas scrupule de recevoir des baisers en public, et on les traite avec tant de liberté, que le berger peut dire son fait à sa nymphe tout haut et très commodément. Au reste, on ne voit que jeux, ballets, festins, conversations, bals, mascarades et bonne chère. On tue plus de bestiaux en un jour que la nature n'en produit en un an. Ce ne sont que chapons embrochés, gigots et côtelettes qui tournoient jour et nuit devant un feu d'enfer et qui prouvent ainsi le mouvement perpétuel. On vend l'eau ainsi que les capres, le fromage et les châtaignes. Quant à des fruits, il n'en est pas question. Il vous faudrait donner des sacs d'or pour un limon ou une orange. Le vin coule à torrens, et vous voyez perpétuellement la bouteille passer de main en main.... Tout cela n'est rien auprès de l'extravagance du climat qui, se conformant à l'humeur des habitans, n'a ni stabilité ni constance. Les quatre saisons ont coutume de se montrer quatre fois par jour. Aussi faut-il se munir de quatre manteaux au moins, pour en changer à toute heure : le premier, pour la pluie; le second, pour la grêle; le troisième, pour le vent, et le quatrième pour le soleil. Au surplus, le soleil fait ici comme les femmes, ne se montrant jamais qu'en masque. La pluie est très favorable à la bonne ville de Paris; elle lave les rues qui, autrement, sont couvertes d'une diable de boue

plus tenace que la poix. Ils ont sur leur Pont-Neuf, au-dessous de l'horloge qui sonne les heures, une statue de la Samaritaine, apparemment pour que les femmes de ce pays suivent son exemple et se pourvoient chacune de cinq maris. Leur langage est rempli d'extravagances; ce que nous appelons *or*, ils l'appellent *argent;* la *collation* est un *déjeuner;* une *cité*, une *ville*. Ils ont emprunté à Godefroy de Bouillon une partie de son nom pour nommer ainsi le jus de la viande. Porter une botte ne veut pas dire donner un coup d'épée, mais être chaussé. Quand je reviendrai à Turin, préparez-moi un beau balcon où je me mettrai, avec mes habits français, comme un perroquet magnifique pour servir d'amusement aux petits enfans le jour du mardi gras. »

Je n'aurais point cité cette bouffonnerie, si elle ne résumait en quelques pages toute la valeur intellectuelle de ce Marino, qui fut dictateur littéraire et usurpa en Europe la noble place que Goethe et Voltaire devaient occuper plus tard. Corneille vivait, et son talent allait être fort discuté. Montaigne venait de mourir; la seule M^lle de Gournay protégeait sa mémoire. Cervantes languissait dans la dernière indigence; Shakspeare oublié plantait ses choux à Stratford-sur-Avon. Marino les éclipsait tous. C'était le grand homme! Voyez un peu ce que c'est qu'un grand homme!

Il avait sa pension de 2,000 écus; l'*Adone* était imprimé. Sa gloire était affermie, sa galerie de marbre était construite; l'hôtel Pisani et la cour se prosternaient devant lui. Rome l'attendait, Naples l'appelait. Il n'était pas de trempe à exposer sa vie et sa renommée pour son protecteur Concini. A peine le maréchal d'Ancre et sa femme eurent-ils été sacrifiés à la fureur du peuple et à la froide colère du jeune Louis XIII, notre cavalier eut peur et s'en retourna à Rome, puis à Naples, où nous l'avons vu faire son entrée triomphale.

C'est ici le lieu d'examiner en détail les œuvres qu'il a laissées et auxquelles les peuples civilisés décernaient des récompenses si magnifiques. Leur caractère et leur stigmate, c'est la frivolité; c'est un babil poétique, sans trève et sans borne, sans passion et sans élan, sans sérieux et sans grandeur. Quand les empires meurent, les avocats dominent; quand les littératures tombent, les parleurs triomphent. Les avocats conduisent la pompe funèbre des civilisations, les rhéteurs se chargent d'ensevelir les littératures. Si l'on veut consulter l'histoire, on verra l'art prétendu oratoire, c'est-à-dire le verbiage usurpateur, envelopper de sa prose l'empire romain mourant. Si l'on jette les yeux sur les annales littéraires, on verra la littérature grecque et

italienne expirer sous le même linceul du verbiage poétique, sous ces draperies brodées d'une parole qui ne couvre plus d'idées. Marino, l'éternel bavard poétique de cette époque, le véritable promoteur de la décadence italienne, débuta par une chanson *des Baisers* (*I Baci*), qui courut toute l'Italie. Elle réunissait les deux principaux mérites de tous ses ouvrages, le sentiment de la volupté et celui de l'harmonie.

Il avait à peine vingt ans quand il l'écrivit, et tous ses défauts s'y trouvent déjà. Mais ce n'étaient pas des défauts faibles, communs, vulgaires; c'était le charlatanisme de l'expression, le contraste, l'effet, la violence, la singularité, l'imprévu, poussés au dernier terme. Ces pauvres *Baisers* devenaient tour à tour une *médecine* (1), une *trompette* (2), un *combat* (3), une *offense* (4). La bouche était une *douce guerrière* (5), une *prison agréable* (6), un *corail mordant* (7), une *mort vivante;* toutes ces inventions inouies, qui devaient étinceler dans les milliers de vers que la plume de Marino allait donner au monde, se jouaient au milieu d'une description presque pathologique dans la curieuse recherche de ses détails, et dont tous les boudoirs italiens furent amoureux. L'éclatant succès des *Baisers* avertit le Marino de la gloire particulière qui lui était réservée. On vit couler de sa plume, comme un flot qui ne tarit plus qu'à sa mort, *les Rimes* « bocagères, champêtres, lugubres, amoureuses, capricieuses, héroïques, maritimes; » *le Chalumeau*, recueil d'idylles; *le Massacre des Innocens*, *le Temple*, *les Panégyriques*, et enfin l'*Adonis*, que Marino termina en France. Tragique ou comique, descriptif ou passionné, le Marino ne sortit jamais du sillon tracé par son premier ouvrage. Il trouvait à ce genre de triomphe une facilité qui le charmait : il ne s'agissait plus ni de penser, ni de rêver, ni de combiner un plan, ni de chercher la pureté exquise de la forme. A quoi bon se diriger vers l'idéal de Virgile et du Tasse? N'est-ce pas assez d'étonner l'esprit et de réveiller les imaginations libertines? Les *étoiles*, chez le Marino, deviennent les *torches du convoi du jour:*

Tremoli fiamme belle,
Dell' esequie del di chiare facelle;

(1) Baci aventurosi, Ristoro de' miei mali, etc...
(2) Baci le trombe son.
(3) ..... Baci l'offese.
(4) Baci son le contese.
(5) Bocca, dolce guerriera...
(6) L'esser prigion s'appressa...
(7) Quel corallo mordace.

elles se transforment ensuite en *danseuses perlées*, puis en *fleurs vivantes*, et ainsi de suite, pendant vingt strophes. Ce brodeur de poésie avait des ressources éternelles et toutes prêtes. La fécondité des images ingénieuses et colorées le sauvait. Ne parlant jamais à l'ame, jamais à la rêverie, il faisait de chacun de ses vers un sujet d'étonnement nouveau pour le lecteur. C'était là ce qu'il appelait ne pas imiter les anciens, et rejeter les vieilles modes : « Au diable, s'écrie-t-il quelque part, les toques à la Pétrarque et les pourpoints tailladés comme en portaient nos pères ! » Cette originalité prétendue, devenue calcul, réduisait la poésie à un mécanisme méprisable. La poésie, qui naît de l'émotion et qui tend à la beauté suprême, perdait ainsi sa chaleur intime et sa grace extérieure. Elle se détachait de tous les sentimens honnêtes et sérieux de l'homme; elle flattait tous les vains caprices de l'esprit et toutes les sensations vulgaires du corps. Prodiguant les madrigaux et les stances, elle courait, comme une flamme inféconde et sans ardeur, sur la gaze des boudoirs et sur les stériles fleurs dont une beauté vénale est parée. Elle était immorale parce qu'elle était frivole, et vicieuse parce qu'elle était sans amour.

Nous ne parlerions point de cette poésie avec détail, nous ne lui consacrerions pas une attentive analyse, si elle n'avait trouvé en France un accueil trop tendre et trop hospitalier. Elle laissa dans notre littérature une trace qui, jusqu'à la fin du XVIII^e^ siècle, ne s'est point effacée. Secondant de son exemple et appuyant de l'autorité de son nom les efforts de l'hôtel de Rambouillet; véritable père des *galanteries sur une comète* par l'abbé Cotin, sur un petit chien, sur un baiser, sur un bouquet, sur un ruban, Marino a donné naissance à la poésie enrubannée de Voiture et au style pompadour de M. de Bernis. Vous n'avez qu'à lire un volume de ses vers pour y retrouver toute la menue poésie de notre XVIII^e^ siècle, et les petites graces qui parsemaient le boudoir d'Arténice. Le hasard de sa naissance et de sa position rendit son influence double. Italien, il servit, mais uniquement sous le rapport du mauvais goût et de l'emphase arabe, l'invasion espagnole. Son arrivée en France, en 1615, coïncide avec la publication des mémoires espagnols d'Antonio Perez, dont il parle dans ses lettres (1); de ce Perez aujourd'hui fort oublié, important alors, ami d'Essex et favori de Henri IV. Il faut voir comment Walter Raleigh et le philosophe Campanella (2) s'expriment sur le compte de

(1) *Lettere del Caval. Marino*. Venezia. Sarsina, 1628, p. 200, l. 21.

(2) Campanella cite à plusieurs reprises Antonio Perez comme l'un des hommes

ce même Perez, secrétaire de Philippe II, premier introducteur de l'imitation espagnole en France. Marino fut le second.

Ce n'était plus un Italien véritable, un peintre exquis de la beauté, un adorateur de la forme pure et de la grace extérieure; il cherchait un coloris plus chaud que celui du Tasse et de l'Arioste; il essayait des alliances d'idées nouvelles, il voulait étonner avant tout, et regardait la surprise comme le grand but de la poésie.

> E del poeta il fin la maraviglia;
> Parlo dell' eccellente e non del goffo.
> Chi non fa stupir vada à la striglia.

Il renvoie à *l'étrille* quiconque ne cause pas la stupeur. Il a son système, qu'il développe fort longuement dans ses lettres et dédicaces, et spécialement dans celles qu'il adresse au poète Achillini, son élève, pire que le maître, comme cela arrive toujours. On remarque surtout en lui un mépris hautain de la critique et des critiques, mépris qu'il accommode de toutes façons et qu'il assaisonne de métaphores et d'épigrammes. « A quoi bon ces juges ridicules, ces arbitres prétendus, ces eunuques littéraires? Que viennent faire parmi nous ces gardiens impuissans du sérail? Quelle autorité peuvent prétendre ces misérables douaniers de la pensée, ces argouzins de l'art, ces commis de l'octroi poétique, lesquels s'en vont fouillant notre bagage, au risque de le flétrir et de la gâter? Mais leur pouvoir est peu de chose. Ils croassent comme les grenouilles, ne pouvant ni chanter ni mordre. Dieu bienfaisant n'a donné ni dents aux habitans des marais, ni génie aux critiques, et c'est une véritable bénédiction. Si les uns avaient des dents et les autres du génie, tout voyageur serait forcé de marcher avec une cuirasse et des cuissards, et aucun poète ne pourrait faire de chefs-d'œuvre. »

C'est ainsi que notre homme d'esprit défendait son mauvais goût et sa révolution. Les contemporains adoptaient comme excellentes et ses raisons et ses poésies. Prédisposés à l'admiration du goût mixte qu'il introduisait, à moitié vaincus par la contagion universelle de l'influence espagnole, séduits par ce nouveau coloris comme par un enchantement, ils proclamèrent roi des poètes le versificateur hybride,

de l'époque qui émurent le plus vivement l'attention publique. « An hodierno regi non plurimum obfuit Antonius Perezius? » (*De Monarchiâ hispanicâ*, pag. 77.) — « Perfidus ille Antonius Perez... » (*Ibid.*, p. 363.) — « Rex noster Aragonenses insimulavit conspirationis cum Antonio Perez initæ, etc. » (*Ibid.*, p. 202). — Voir Walter Raleigh, *passim.*

qui, de deux génies admirables dans leur sève distincte et leur développement naturel, composait un mélange faux et menteur. La France, qui se débattait aveuglément dans sa recherche d'une élégance idéale, calqua les défauts de Marino, qui n'était plus, à vrai dire, ni Espagnol ni Italien, et crut imiter l'Italie; il fallut trente années de lutte et d'efforts pour que le bon sens et la sagacité de la nation se dépouillassent de cet encombrement ridicule. La langue française s'était cependant enrichie, et parmi beaucoup de folies et de vaines affectations, on avait réalisé des conquêtes ou du moins des acquisitions précieuses.

Alors Boileau, entouré des génies plus féconds et non moins sages de Molière, Racine et Pascal, vint, massue en main, détruire les admirations dangereuses du demi-siècle qui le précédait. Marino fut traîné aux gémonies avec Théophile et Saint-Amant, ses fils naturels.

Quiconque révoquerait en doute l'influence exercée par ce versificateur fécond, nierait l'autorité de tous les mémoires contemporains, Conrart, Pelisson, Chapelain, Tallemant des Réaux. Il récuserait Marino lui-même, qui, dans sa préface adressée à l'Achillini, cite comme ses imitateurs Desportes, Vaugelas, Durfé et plusieurs autres. Faute d'étudier d'assez près le cours parallèle des littératures étrangères, on n'a pas dit de quelle puissance s'est long-temps armée cette école italo-hispanique, dont Marino, admiré au commencement du dix-huitième siècle, s'est fait le représentant et le dieu. Les défauts de Voiture, de Cotin, de Viaud, de Saint-Amant, n'ont pas d'autre source que cette imitation d'un mauvais modèle. La célèbre apostrophe de Théophile Viaud, s'adressant au poignard de Pyrame :

> Il en rougit, le traître!

est du Marino tout pur.

> O bella *incantatrice!*
> Quel tuo si dolce *canto*
> Dolce *canto* non è, ma dolce *incanto!*

reproduit absolument, sous une forme variée, le fameux distique ridiculisé par Molière :

> Ne dis pas qu'il est *amarante,*
> Mais dis-nous qu'il est de *ma rente?*

Lorsque Saint-Amand se livre à son minutieux amour des détails infinis,

Mettant les poissons aux fenêtres

et montrant

Le petit enfant, qui va, saute, revient,
Et joyeux, à sa mère, offre un caillou qu'il tient;

il copie littéralement l'*Adone*. Le *Moïse sauvé*, qui développe en arabesques souvent légers, toujours frivoles, une histoire héroïque, est composé sur le modèle de ce vaste poème, et vous croyez lire le cavalier Marin, quand vous trouvez chez Saint-Amant

Ces nageurs écaillés, ces sagettes vivantes
Que nature empenna d'ailes sous l'eau mouvantes,
Montrant avec plaisir en ce clair appareil
L'*argent* de leur échine à l'*or* du beau soleil.

M. de Sismondi, dans son *Histoire des Littératures du Midi*, avoue qu'il n'a pas lu l'*Adone*, et il en parle avec un dédain rapide. Mais ce poème en dix mille vers a régi pendant vingt années le monde poétique; le Guide s'est inspiré de ses inventions. Toutes les épîtres à Chloris, dont la monarchie française s'est vue inondée, n'ont pas d'autre source. Pour imitateurs, Marino a trouvé d'abord Saint-Amant, Chapelain, Voiture, Viaud, Cotin, Ménage, toutes les victimes de Boileau, et pour imitateurs involontaires, Dorat, Bernis, le marquis de Pezay et leur suite. En vain le sage et sévère législateur lança la foudre contre l'idole italienne, l'autel tomba, les adorateurs survécurent; depuis Fontenelle jusqu'à Dorat, les *madrigaux sur une jouissance* et les *stances* « sur un petit chien que la marquise tenait dans ses bras » composent l'héritage direct légué par le cavalier Marino à la France. Beaucoup plus puissant sur l'avenir que le Tasse, qui résumait le platonisme et le christianisme, c'est-à-dire le passé, Marino, chantre des voluptés galantes, a précédé Boufflers, Parny, Dorat, Bertin, tous moins richement doués que lui par la nature, mais quelques-uns plus purs et plus sévères dans l'emploi des mêmes artifices poétiques.

On n'a pas plus de facilité, de variété, de flexibilité, d'esprit, enfin de *talent* que ce poète. Chez lui, comme à la surface d'un lac sans profondeur, se reflète une civilisation que la volupté affaisse. Comme elle, il s'amuse; il ne tend à rien de grand, n'imagine rien d'utile, n'invente rien de fort. Dans le chant quinzième de son poème, il consacre cent dix strophes à une partie d'échecs jouée par Vénus et

Mercure. Il est impossible de déployer une versification plus souple, une plus étonnante dextérité d'artiste, une plus grande fécondité de ressources. Les règles du jeu sont exposées nettement. Vous suivez la partie entière; vous la jouerez au club quand vous voudrez. Mercure triche; Vénus s'en aperçoit; une suivante a secondé Mercure dans sa ruse, Vénus lui jette le damier à la tête, elle meurt sur le coup, et reste métamorphosée en tortue; tout cela remplit cinq cents vers merveilleusement tournés. Le poète, adoptant le premier sujet venu, attendait du hasard son inspiration passagère. La source poétique ne jaillissait, chez lui, ni des profondeurs de l'émotion, comme chez le Tasse, ni de la vive perception des féeries de la nature, comme chez l'Arioste. Marino eût rimé une séance de notre chambre des députés. Ainsi le néant de l'ame se reproduit dans le néant des œuvres. Quoi que l'on dise, le talent ne suffit pas. Il est dominé par une inspiration plus élevée, et c'est une étude d'un profond intérêt, d'une sérieuse grandeur, que celle des littératures qui avortent, et que le talent même ne peut plus féconder, quand l'énergie morale a péri.

Voyez un peu à quels dangers la France eût été exposée, si le génie de son peuple n'eût porté en lui-même le contre-poison d'un bon sens ironique et d'un jugement exquis. Sa souplesse naturelle et sa mobilité invincible l'entraînaient vers l'imitation. Son éducation première, il l'avait reçue de Rome dégénérée; ses bégaiemens s'étaient modelés sur les accens mesquins ou prétentieux d'Ausone et de Sidoine Apollinaire. Il avait ensuite traversé les détestables écoles du pédantisme scolastique pendant le moyen-âge et de l'allégorie froide au XV^e^ siècle. Son idiome n'était après tout qu'un jargon romain, plus rauque vers le nord, plus suave vers le midi. Il n'apportait pas au monde cette énergie primitive, cette sève natale et intime, cette nouveauté féconde, ce caractère essentiellement propre et original que la nationalité teutonique devait à sa position, toujours isolée du monde romain. Il n'avait pas reçu non plus, comme le génie italien, la tradition directe et l'héritage immédiat de la langue et du génie antiques. Enfin, après avoir recueilli le misérable legs de la décrépitude romaine, il subissait l'influence de la moderne décadence italienne et de la littérature espagnole dégénérée. Cet amas de mauvaises leçons et de mauvais exemples tombait sur la nation la plus souple, la plus active, la plus apte à l'imitation, la plus amoureuse de changemens. Un facile et naïf attrait l'emportait tour à tour vers ces vices nouveaux, d'autant plus séduisans pour elle, qu'elle n'avait

dans sa nature rien de l'emphase ibérique ou de la langueur italienne. Mais si elle se laissa séduire, elle ne se laissa jamais absorber; la broderie de ces nuances étrangères vint colorer le ferme tissu de l'intelligence française, et le fond de la trame résista toujours; il se présenta chez nous, de siècle en siècle, des réparateurs actifs qui s'opposaient à l'excès funeste des envahissemens extérieurs et faisaient reparaître dans sa verte saveur la puissante sagacité de notre esprit national.

Tels furent Calvin, Montaigne, Pascal, Bossuet dans la prose, Marot, Malherbe, Corneille, Racine, Boileau, Lafontaine dans la poésie. Non qu'il faille regarder tous ces grands écrivains comme hostiles à l'influence étrangère. Ils l'adoptaient en la réglant. Ils opéraient une fusion habile, au sein de laquelle l'esprit français dominait toujours. Marot et Rabelais sont en grande partie Italiens; Corneille s'est assimilé tout ce que l'Espagne avait de plus grand; chez Racine lui-même, une douce lueur émanée de Guarini et de la *Diane* de Montemayor, se joue avec une grace et une réserve divines. Mais ceux que la faiblesse ou l'exagération de leur intelligence ne garantirent pas d'une imitation d'esclave, Balzac avec ses phrases espagnoles, Voiture avec ses concetti hispano-italiens, Cyrano, cousin-germain de Quevedo, Saint-Amant, héritier direct du Marino, n'ayant pas assez de bon sens pour avoir du génie, mais doués d'assez de talent et d'esprit pour aider le progrès général suivi par notre idiome, brillèrent un instant, puis disparurent, laissant des noms équivoques.

Il serait fort difficile d'associer ou d'intéresser le lecteur moderne à une analyse de l'*Adone*. C'est à la fois un compromis entre la mythologie grecque et la féerie chevaleresque, entre la tragédie et l'imbroglio, entre l'hymne érotique et la description épique, entre les couleurs chrétiennes et arabes de l'Espagne et les souvenirs païens de l'Italie voluptueuse. C'est quelque chose de faux et d'incomplet, comme si deux nuances ennemies, deux lumières inconciliables cherchaient à se pénétrer sans y parvenir; à peine osons-nous rejeter dans une note l'échantillon de ce style (1), que tous les beaux-esprits

(1) Come prodigiosa acuta stella,
Armata il volto di scintille e lampi,
Fende de l'aria, horribil si, ma bella,
Passeggierà lucente, i larghi campi;
Mira il nocchier, da questa riva e quella
Con qual purpureo piè la nebbia stampi,
E con qual penna d'or scriva e disegni

admirèrent; style facile et étourdissant, fluide et coloré, italien et espagnol: sans arrêt, sans goût, sans pureté, mais scintillant d'une lueur phosphorescente et d'une verve qui fatigue le lecteur.

Si le style et la composition trahissent une intelligence médiocre et incomplète, la voluptueuse recherche des détails témoigne des incurables misères dans lesquelles l'Italie sociale était tombée. Le Marino n'est point licencieux dans le sens vulgaire du mot. Ses expressions ne sont point grossières; *il cueille la fleur de l'ame sur des lèvres fraîches :*

Da le sue labra il fior de l'alma coglio.

Les plus voluptueux de ses tableaux, revêtus d'une certaine chasteté apprêtée, ne blessent d'abord ni l'oreille par des expressions déshonnêtes, ni l'imagination par des groupes lascifs; mais à peine la stance de Marino s'est-elle déployée, toute cette gaze déliée et vaporeuse vous laisse apercevoir un raffinement extraordinaire de voluptés étudiées et de recherches plus que savantes. Ses réticences naïves sont plus obscènes que la nudité; il use toujours d'une expression décente comme d'une amorce. *Les Baisers* de Jean Second sont des œuvres modestes, si vous les comparez aux rimes amoureuses de Marino. Parny

Le morti à i regi e le cadute à i regni.
. . . . . . . . . . . . . . . .
Gran traccia di splendor dietro si lassa
D'un solco ardente, e d'auree fiamme acceso
Riga intorno le nubi, ovunque passa
E trahe per lunga linea in ogni loco
Striscia di luce, impression di foco.
Sul mar si cala, e si com' ira il punge,
Se stesso avampa impetuoso à piombo;
Circonda i lidi quasi mergo, e lunge
Fa de l'ali stridenti udire il rombo, etc.

« Il parcourt de ses ailes brûlantes, et plus léger que l'air, le chemin des vents. Telle l'étoile prodigieuse, éclatante passagère, effrayante et belle, fend les vastes espaces, le front armé d'éclairs; le nocher admire de l'une et l'autre rive de quel pied de pourpre elle frappe les nuages, de quelle plume d'or elle écrit et annonce la mort des rois, la chute des empires. Tel vole le dieu, laissant derrière lui une grande trace de splendeur; un sillon ardent, des flammes d'or inondent les nuages partout où il passe. Partout le suivent une longue traînée de lumière, une impression de feu.

« Il s'abaisse vers la mer, et ému d'une poignante colère, il se laisse tomber d'aplomb, rasant comme l'oiseau de mer les contours des rivages, et faisant entendre au loin le bruissement de ses stridentes ailes. »

et Bertin, assez érotiques, n'approchent point de ce chant de l'*Adone*, intitulé *I Trastulli*. Ce n'est pas qu'il se montre jamais violent ou emporté; mais il se complaît dans une certaine politesse de lasciveté élégante et pour ainsi dire systématique. Professeur de sensualité, maître ès-arts dans cette doctrine, il nous présente froidement, gravement, comme une sorte de philosophie mystique, avec une méthode honnête et complaisante, les derniers raffinemens d'un sybaritisme étudié. Il est plein de ménagemens pour notre modestie; mais le nuage sévère que Virgile et sa douce pudeur répandent sur la grotte des amans ne lui appartient pas. Semblable à ces danseuses irritantes auxquelles l'hypocrisie du voile sert d'excuse et de séduction, il s'adresse à des gens habiles aux voluptés, blasés sur leur emploi, désireux de raffinemens, et qui distillent lentement le plaisir. Dix strophes suffisent à peine à Marino pour un baiser donné dans les règles. Sa volupté n'a ni fureur ni pudeur. Ce n'est ni une bacchante ni une amante. C'est une courtisane jeune, belle, habile et énervée.

Nous avons vu le Marino transmettre à la France, et le premier, ce goût espagnol-italien qui modifia toute la littérature sous Louis XIII. Nous avons vu par quel concours de circonstances dues en grande partie à l'autorité politique de l'Espagne, ce poète, dénué de bon sens, devint le maître du champ-clos littéraire. Il faut avouer aussi, pour expliquer son action et ses triomphes, que c'était un homme plein d'habileté. Les dédicaces ne lui faisaient pas faute, et dès qu'il entrevoyait une cassette prête à s'ouvrir, sa veine jaillissait, débordait et inondait le papier. Il écrivait, par exemple, pour la maréchale d'Ancre, son *Tempio*, dédié *all' illustrissima et eccellentissima madama la maresciala d'Ancra*. Ce *Temple*, éloge de Henri IV, de Marie de Médicis, de la France, et de tout ce qui peut lui être utile, a cent quatre-vingt-dix-sept strophes de six vers chacune, strophes qui murmurent comme un ruisseau de parfums nauséabonds roulant avec une misérable et monotone fluidité. Il connaît les femmes; il sait que les reines sont femmes; aussi couronne-t-il ce temple par *cent soixante-deux vers*, qui contiennent tous les détails dont j'ai parlé sur les *bellezze corporali della reina*. L'introduction ou portique du même poème est une lettre à la maréchale d'Ancre, *soleil de vertu*, *pôle de sagesse*, et une multitude de choses semblables. Quant aux beautés de la reine, il n'en oublie pas une:

Della chiama sottil la massa bionda;

Non plus que la *margelle divine* de son front, qui complète une strophe, ainsi que les *épicycles des yeux*, qui sont noirs et qui brillent en douze vers, et une multitude d'autres objets dont la description hardie trouva grace apparemment près de sa majesté; *sentiers de lait, vallées de lys, sillons de neige :*

Sentier di latte, onde van l'alme al cielo;
Valle di gigli, ove passeggia Aprile,
Canal d'argento, che distilla odori,
Solco di neve, che favilla ardori.

C'est surtout pour le *nez* de Marie de Médicis que le poète se trouve saisi d'un enthousiasme dithyrambique; ce nez est *un édifice blanc, qui élève son petit mur entre deux prairies de neige pourpre et de pourpre blanche :*

Sorga nel mezzo un edificio bianco
Eletto a terminar con muro breve
Posto colà fra'l destro prato e'l manco
Il candid' ostro e la purpurea neve.

J'aimerais bien à vous raconter toutes les merveilles de ce nez; je pourrais vous dire aussi combien la petite moustache de Marie de Médicis, *forêt très légère*, avait de charme pour le poète, et comment on lisait, *écrits en brun*, dans la pupille de ses yeux, ces mots : *Ici est le soleil!*

Voilà pour quelles raisons cet homme puisait à pleines mains la renommée dans le trésor de la sottise publique, et les écus d'or au soleil dans la cassette royale. Voilà pourquoi il causait avec la reine au milieu de la rue, commandait des tableaux au Guide, faisait bâtir dans son pays un palais de marbre, et recevait une statue de ses contemporains. Ils oubliaient cependant Bacon, le précurseur de trois siècles, Shakspeare, l'intelligence sans limite, et Montaigne, l'éloquence et la causerie françaises personnifiées. Gloire contemporaine! débiles mortels! sotte crédulité!

Ce n'est point un nom sans importance que celui de Marino. Dans la liste des novateurs littéraires, il occupe une place spéciale, et le rayon que projette son astre poétique s'étend fort loin, puisqu'il vient mourir et se briser en France, au pied du trône de Louis XIV.

Il est historique par la longue généalogie de vices brillans et frivoles qui se rapportent à lui comme à un ancêtre. Il l'est encore par sa situation unique de séducteur ingénieux, empruntant des vices à l'Espagne, pour les communiquer à la France; tour à tour corrupteur et corrompu. Parmi les personnages qui commencèrent le mouvement intellectuel de la France vers l'Espagne, il est le second en date, et succède immédiatement au secrétaire d'état Perez (1). Enfin, sa chute après tant de crédit, les ténèbres d'une tombe si obscure après une vie si radieuse, tant de mépris succédant à cette apothéose, méritent l'examen et offrent un intérêt plus que littéraire : c'est une sévère et utile leçon pour toutes les vanités et tous les orgueils. Ne plaçons pas nous-mêmes la couronne sur nos fronts, ne nous faisons point la part de notre gloire; cherchons la vérité plus que le succès, et laissons le reste à l'avenir.

PHILARÈTE CHASLES.

(1) Voyez, sur Antonio Perez, la *Revue des Deux Mondes* du 15 mai dernier.

# LES CONFESSIONS

# DE SAINT AUGUSTIN.

---

*SANCTI AUGUSTINI OPERA OMNIA.*[1]

Les livres qu'on lit le moins aujourd'hui sont ceux qu'on lisait le plus autrefois. Il y avait autrefois dans les familles des livres de lecture, livres de piété et de morale pour la plupart, qu'on lisait par devoir et par habitude, et qui devenaient, pour ainsi dire, le fonds commun des pensées et des réflexions de la famille. Parmi les protestans, c'était la Bible qui était le livre de lecture de la famille, et beaucoup de familles protestantes ont gardé cette salutaire habitude. Dans les familles catholiques, c'étaient les sermons de quelque prédicateur ou le Nouveau Testament, avec les réflexions du père Quesnel, ou les Traités de morale de Nicole, ou quelque traduction des ouvrages des saints pères. Parmi les ouvrages des pères, les Confessions de saint Augustin étaient peut-être l'ouvrage le plus lu et celui qu'on lisait avec le plus de plaisir. Dans les Confessions, en effet, saint Augustin s'accuse des erreurs de sa jeunesse; mais en s'accu-

(1) Onze vol. in-8°, nouvelle édition publiée à Paris, par les frères Gaume.

sant, il raconte, et ce qu'il y a encore de passion dans ses récits plaisait, à leur insu, aux ames même les plus pieuses (1).

Ces livres de lecture qui se transmettaient, pour ainsi dire, de générations en générations, formaient peu à peu, dans les familles et dans la société, cet esprit grave et réfléchi qui est le ton général de la société au XVII[e] siècle. Ils faisaient le sens commun de l'époque, sens commun qui, grace à son origine, n'était ni vulgaire ni trivial, et qui se tenait à une juste hauteur. De nos jours, au lieu de ces livres sérieux et graves, nous lisons des romans ou des pamphlets; c'est là le fonds où nous puisons nos pensées, et de là la différence qu'il y a entre le sens commun du XVII[e] siècle et le sens commun du XIX[e].

En parlant aujourd'hui des Confessions de saint Augustin, je ne dois point oublier ces différences. Les Confessions qui, aux yeux du père de Latour, étaient presqu'une lecture profane, sont aujourd'hui une lecture trop ascétique, et c'est pour en corriger la gravité que je me permets d'y mêler quelques souvenirs des *Confessions* de J.-J. Rousseau; non que je me laisse aller à la ressemblance des titres. Il y a, entre le livre de saint Augustin et le livre de J.-J. Rousseau, quelle que soit la différence des temps, il y a une ressemblance plus intime, et c'est à celle-là que je m'attache.

Jean-Jacques, dans ses *Confessions*, n'a point craint de peindre le premier tumulte des sens, et je ne l'en blâme pas. Tout ce qui est de l'homme appartient à la littérature. Seulement Jean-Jacques, né dans un siècle de libertinage, Jean-Jacques destiné, il est vrai, à corriger son siècle, mais en l'imitant, prêche la réforme avec le style de son temps, c'est-à-dire avec un style qui manque souvent de chasteté et d'innocence. Au contraire, quand saint Augustin peint cette première insurrection des sens, j'admire la pudeur de sa parole; et ne croyez pas que cette réserve devienne de la froideur : comme son repentir lui exagère l'idée de ses fautes plutôt qu'il ne les lui diminue, il les décrit avec une force singulière, mais avec une force qui ne coûte rien à la décence. Il est vrai sans être effronté; il est

(1) J'ai vu quelque part que le père de Latour, dont Saint-Simon a dit qu'il excellait par l'esprit de gouvernement, et je me hâte de dire, pour qu'on ne soit pas tenté de le prendre pour un homme d'état, que cela signifie seulement que le père de Latour s'entendait admirablement à diriger les consciences; j'ai vu quelque part que le père de Latour disait qu'il ne fallait faire lire les Confessions qu'à ceux qui revenaient au bien, et non à ceux qui ne l'avaient jamais quitté. Le mot est juste et vrai.

hardi sans être cynique. Voyons un exemple; j'ai pris à dessein les phrases les plus scabreuses :

« Ce que je voulais, ce que je souhaitais, c'était d'aimer et d'être aimé. Je ne m'arrêtais pas aux bornes de l'amitié; mon cœur m'emportait plus loin. Il s'exhalait du fond de ma concupiscence je ne sais quels brouillards et quelles vapeurs de jeunesse qui troublaient toute mon ame, et me faisaient confondre l'aveuglement de la passion avec le pur bonheur de l'affection. C'est alors qu'il eût fallu donner le mariage pour digue au torrent de mon âge, mais mon père s'inquiétait bien plus de mon éloquence que de mes mœurs, et de mes succès de rhéteur que de ma conduite de jeune homme.

« C'est en vain que ma mère me détournait du péché, ses paroles me semblaient des paroles de femme, et je rougissais d'y obéir. Il y a plus, j'avais honte entre mes camarades d'être moins perdu qu'eux; et comme je les entendais vanter leurs désordres, et que je les voyais d'autant plus fiers et d'autant plus applaudis qu'ils étaient plus libertins, j'avais hâte aussi de pécher, moins par plaisir encore que par vanité. Ordinairement le blâme suit le vice; moi, pour éviter le blâme, je cherchais le vice; et comme je voulais à tout prix m'égaler à mes camarades, je feignais les péchés mêmes que je n'avais pas faits, afin de gagner un peu de leur pernicieuse estime...

« J'arrivai à Carthage avec ces sentimens; à peine entré dans cette ville, j'entendis partout retentir la joie des impures amours. Je n'aimais point encore, mais j'aimais à aimer. Je tombai enfin dans cet amour que je souhaitais si impatiemment. Dieu puissant! Dieu miséricordieux! de quel fiel ont été mêlées ces douceurs d'amour! J'ai aimé, j'ai été aimé, j'ai joui! Malheureux, quelles chaînes tissues de chagrins, et une fois garrotté, avec quelles verges de fer m'ont flagellé et les jalousies, et les soupçons, et les vanités, et les colères, et les ruptures! »

Voilà ce que j'appelle la décence du style chrétien, qui n'est ni froid, ni faux, qui dit tout, sans que pourtant aucun mot puisse faire rougir la plus craintive innocence.

Et ce qu'il faut remarquer, c'est que la pudeur du style de saint Augustin ne tient pas à l'emploi de la périphrase. La périphrase est souvent plus indécente que le mot. Comme elle arrête plus longtemps l'esprit autour de l'idée, comme elle présente une sorte d'énigme à deviner et qu'elle éveille l'attention, la périphrase, loin d'être une précaution, est souvent un danger. La décence du style de saint Augustin tient à une qualité plus intime; elle tient à la tem-

pérance même de sa pensée. Quoique dans ses récits la passion semble palpiter encore sous le joug du repentir, cependant son ame est maîtresse des émotions qu'elle raconte : il y a plus; elle ne les raconte que pour les condamner, et ce sentiment épure son style. C'est ici que se vérifie la vieille maxime qu'on écrit comme on pense. Voulez-vous écrire chastement? pensez chastement. Mais qui est maître, dit-on, de sa pensée? Ceux-là en sont maîtres qui se croient responsables de ce qu'ils pensent, non devant le public, juge qu'on craint seulement d'ennuyer, mais devant Dieu.

On sait comment Rousseau, dans ses *Confessions*, raconte ses premières amours; ce n'est certes point un pénitent qui s'accuse, c'est un romancier qui ne manque pas d'embellir beaucoup ses souvenirs. Le charme qui s'attache aux sentimens de la jeunesse se répand sur M^me^ de Warens elle-même et lui sert de voile; elle en a besoin. M^me^ de Warens est le vrai type de la sensibilité telle que l'entendait le XVIII^e^ siècle, c'est-à-dire d'une sensibilité qui tient plutôt à la tendresse des sens qu'à la tendresse de l'ame. Rousseau a beau faire effort pour épurer la nature de M^me^ de Warens, cette nature perce à travers les délicieux mensonges du récit. On sent que l'amour est embarrassé et confus dans cette maison des Charmettes dont Rousseau se fait une si douce image : le plaisir grossier y prend souvent la place de l'amour, et même, il faut le dire, M^me^ de Warens, cette première maîtresse du cœur de Rousseau, a influé sur les héroïnes de ses romans. Julie et Sophie savent aimer; mais il y a un genre de délicatesse qui manque à leur amour. Elles ont toute la tendresse que peut donner la nature; elles n'ont pas celle que donne l'éducation, plus exquise que celle de la nature, mais qui n'en est que le perfectionnement. Julie sait les plaisirs de l'amour; elle en parle, elle en raisonne. Sophie se refuse aux caresses de son époux; c'est pour ménager la santé d'Émile, et, ce qu'il y a de pis, elle le dit. Il y a beaucoup, il y a trop de M^me^ de Warens dans toutes les femmes de Jean-Jacques Rousseau. L'ame de Rousseau est grande et exaltée; mais son cœur, pour parler comme le XVIII^e^ siècle, son cœur est grossier. Il pense purement; il sent grossièrement. Il est spiritualiste sans doute, mais c'est le spiritualiste d'un siècle libertin. Dans ses *Confessions*, ses récits d'amour ont ce double caractère : ils sont à la fois exaltés et grossiers, et c'est peut-être même par là qu'ils plaisent tant à la jeunesse, car ils répondent du même coup aux premières ardeurs de ses sens et aux premiers enthousiasmes de son ame.

Saint Augustin, au contraire, parle de ses amours avec une réserve

mêlée de honte. Peu de récits, et dans ces récits rien qui soit mis pour donner de l'intérêt à l'aventure : l'intérêt serait un nouveau péché. Autant Rousseau met de grace et de charme dans ses descriptions, et cela à dessein, autant saint Augustin cache avec soin les tendresses de son ame. Rousseau cherche le roman, saint Augustin l'évite et le repousse; et cependant il semble, quand on lit les *Confessions*, il semble qu'à travers ces récits pleins de gravité et de repentir circule je ne sais quel roman touchant et gracieux qui se devine plus qu'il ne se voit, qui peut-être même, pour être aperçu, a besoin d'yeux profanes, pareil enfin, pour ainsi dire, à la beauté de ces femmes de l'antiquité, toujours cachées au fond du sanctuaire domestique, toujours voilées, paraissant à peine, et cependant laissant entrevoir tout ce qu'elles ont de grace et parfois même de passion.

« A cette époque, dit saint Augustin, j'avais une femme; nous n'étions pas liés par les saints nœuds du mariage. L'ardeur insensée du plaisir avait fait cette union; mais je lui étais fidèle, et elle me l'était; et cependant j'ai senti quelle différence il y avait entre cette union et celle du mariage, le mariage fait en vue d'une parenté et d'une famille, tandis que dans l'union illégitime l'homme ne souhaite pas d'enfans, et pourtant il est forcé de les aimer aussitôt qu'ils sont nés. »

Qu'il me soit permis d'interrompre un instant le récit pour faire remarquer la profonde vérité des paroles de saint Augustin, et comme il caractérise d'un mot les liaisons illégitimes, ces liaisons où l'homme craint d'avoir des enfans, tellement que ce qui dans le mariage est la plus douce bénédiction du ciel, devient dans ces unions un malheur et une punition. Mais ne craignez pas que le chrétien veuille faire porter aux créatures nées de son péché la peine de son crime. L'antiquité expose les enfans, la philosophie moderne les met à l'hôpital, le christianisme les nourrit et les élève, qu'ils soient légitimes ou non, peu importe. Le jour où saint Augustin reçoit lui-même le baptême, son fils marche à ses côtés et devient chrétien avec lui. Son repentir aime cet enfant comme un perpétuel avertissement de ses faiblesses, comme un devoir né de sa faute même; et ce devoir, qu'il lui a été doux de l'accomplir! Combien il a chéri ce fils qu'il ne pouvait pas regarder sans s'humilier à la fois et sans s'attendrir! Comme le père s'est retrouvé dans le chrétien! Aussi avec quelle ferveur il l'a offert à Dieu! Dieu a trop vite accepté l'offrande; car il l'a retiré de cette terre qu'il avait seize ans à peine, et maintenant il ne reste plus de lui au cœur de saint Augustin qu'un souvenir plein de

douces et tristes émotions que la piété contient, mais qu'elle n'étouffe pas.

« Adeodat, dit-il, l'enfant de mon péché, fut baptisé avec moi. Vous aviez béni cet enfant, ô mon Dieu! A peine âgé de quinze ans, son esprit l'emportait sur celui de beaucoup d'hommes graves et savans. Ce sont vos dons, Seigneur, que je glorifiais en lui. Il vous avait plu de changer en bien le fruit de ma faute : c'est vous qui lui aviez tout donné; car rien n'était de moi dans cet enfant, que sa naissance, qui était mon péché. C'est vous qui m'aviez inspiré de le nourrir dans l'amour de votre loi..... Vous l'avez ôté de la terre qu'il avait à peine seize ans, et maintenant je pense à lui sans inquiétude. Je ne crains plus ni pour son enfance, ni pour sa jeunesse, ni pour son âge mûr. Il est en paix dans votre sein. Qu'il me fut doux alors de le voir renaître avec moi dans les eaux de la grace! »

Il n'y a pas, dans les *Confessions*, de plus belle scène que ce baptême d'Adeodat; mais il y en a de plus passionnées. Non qu'il faille s'attendre ici à ces éclats et à ces emportemens de passion qui sont le fonds commun des romans modernes. Dans les *Confessions*, la passion tressaille encore parfois, mais elle n'éclate pas. Elle est calme et sévère, elle ressemble à la passion telle que l'exprimaient les sculpteurs de l'antiquité, à qui la loi du beau défendait l'emploi des grimaces et des contorsions. Sous la loi chrétienne, la passion s'interdit aussi les cris et les gémissemens, et elle trouve la beauté en se soumettant à la règle. Le bon la conduit au beau. Voyez la scène de séparation entre saint Augustin et la femme qu'il a long-temps aimée.

« Il me fallut écarter de moi la femme que j'avais habitude d'aimer : elle faisait obstacle à mes projets de mariage; je la renvoyai donc, mais mon cœur saigna de cette rupture et redemanda long-temps le cœur auquel il était attaché. Elle retourna en Afrique, attestant le ciel qu'elle ne suivrait plus aucun homme. »

Les scènes de rupture et de séparation sont, on le sait, des scènes de roman. Ici pourtant rien qui sente l'aventure romanesque : point de cris, point d'éclats. Saint Augustin quitte la femme qu'il aime; il la quitte malgré elle et malgré lui. Il la sacrifie à la loi du monde; mais déjà, quoique la loi qui exige le sacrifice soit moins pure et moins élevée que la loi chrétienne à laquelle plus tard il l'eût sans doute sacrifiée, déjà le dévouement s'accomplit avec une fermeté toute chrétienne. Les victimes valent mieux que l'autel sur lequel elles s'immolent : leur sacrifice mérite et présage un dieu plus digne d'eux. Et ne vous imaginez pas, cependant, que cette sépa-

ration ait peu coûté. Pendant long-temps encore, et tant qu'il n'a pas trouvé Dieu, le cœur de saint Augustin a saigné de la rupture. Celle surtout qui a le plus souffert, quoiqu'elle se soit le moins répandue en plaintes, c'est cette femme modeste et résignée qui part, attestant le ciel que ce sera là son dernier comme son premier amour. La religion nouvelle lui aura, je l'espère, rendu facile ce vœu de sa douleur. Dans l'antiquité, la femme que l'homme renvoyait n'avait point d'asile; elle n'avait pas même d'état ni de nom; la Grèce et l'Italie ne connaissaient pas, sauf leurs prêtresses et leurs vestales, de femmes qui vécussent seules, en présence de Dieu, sans joie et sans amours mondaines. C'est le mérite et la nouveauté du christianisme d'avoir fait que la femme peut vivre seule avec honneur et avec respect. En préférant la virginité au mariage, sans condamner pourtant le mariage, il a donné à la femme un rang qu'elle n'avait pas. Dans le christianisme, les femmes libres, ce sont les vierges chastes et les veuves continentes; car c'est au prix de la plus difficile de leurs vertus que le christianisme donne aux femmes la liberté et l'indépendance, sachant bien que sans cette condition la liberté n'enfante pour elles que le malheur et le mépris.

Il y a, dans les *Confessions* de saint Augustin, à côté d'Adeodat et de sa mère, d'autres personnages qui, quoique moins touchans, ne sont pas moins animés et moins curieux; je veux parler de ses deux amis, Alipius et Nebridius.

Un des plus nobles sentimens de l'homme, c'est l'amitié entre jeunes gens. A vingt ans, le cœur aime à répandre les sentimens d'amour dont il est plein; il aime à aimer, comme le dit si bien saint Augustin. Mais à cet âge l'esprit a aussi son abondance et son ardeur; il aime aussi à se répandre et à se communiquer. L'homme, à vingt ans, commence à voir partout autour de lui des énigmes qu'il est impatient de résoudre : ici les énigmes de l'ordre social, là les énigmes de la religion. Ce n'est pas seulement, il est vrai, dans la jeunesse que nous apercevons ces énigmes; elles nous entourent et nous accompagnent pendant toute la vie. Mais dans la jeunesse, on n'est pas encore résigné à n'en pas savoir le mot, et ce n'est que plus tard qu'on s'habitue peu à peu à vivre dans l'obscurité. A vingt ans, qui peut supporter les ténèbres de la condition humaine? De là à cet âge tant de naïfs efforts pour les percer, tant de méditations profondes ou creuses sur ce sujet, ou plutôt, comme la méditation répugne par son calme à la nature des jeunes gens, tant de conversations entre amis,

conversations à perte de vue, et qui cherchent sans fin ni cesse les pourquoi infinis de la religion et de la société.

Cette disposition à chercher ainsi le mot des énigmes est naturelle à la jeunesse; mais il y a des époques de l'histoire où cette disposition est plus fréquente encore. Dans les époques d'incertitude et de doute, quand les sociétés sont vieilles, quand tout le monde sent que beaucoup de choses vont mourir et que quelques-uns sentent aussi que quelque chose va naître, c'est alors surtout que je conçois entre jeunes amis les longues causeries et les longues promenades. L'amitié est bonne à ces époques de misère morale, car elle soutient et elle encourage les ames. S'il méditait solitairement sur les périls de la société, l'homme tomberait dans le désespoir. L'amitié empêche le découragement en rompant la solitude. Il y a assez de tristesse peut-être dans le monde pour accabler une jeune ame, quoiqu'il en faille beaucoup pour écraser le ressort d'une ame de vingt ans; mais je défie le monde entier, quelque triste qu'il soit, fût-ce le monde romain au IV^e^ siècle, je le défie d'avoir assez de chagrins pour attrister à la fois trois ames de vingt ans : il y en aura toujours une au moins qui restera gaie, et celle-là égayera les autres; c'est le privilége de la jeunesse. Il faut donc s'aimer entre jeunes gens : il faut s'aimer, quelle que soit l'époque du monde où vous viviez. Si vous vivez dans des temps de doute et d'incertitude, ayez des amis, afin de vous encourager à retrouver ensemble les vérités que le monde a perdues. Ayez des amis, si vous vivez dans des temps tranquilles et calmes, afin d'examiner avec eux les règles que le monde s'est faites et de les vivifier par un peu de controverse; car si le doute tue la morale, la routine la tue aussi. Ayez des amis enfin, ne fût-ce que pour habituer l'esprit dans la jeunesse à se répandre, à se communiquer, afin que ce ne soit pas le cœur seul qui prenne cette habitude.

Ce que j'aime dans les *Confessions* de saint Augustin, c'est que ses amis ont tenu une grande place dans sa vie. Livré au doute et à l'incertitude, flottant sans cesse d'une secte à l'autre; tantôt manichéen, tantôt stoïcien, tantôt épicurien, souvent sceptique et sentant bientôt que le scepticisme ne donne pas le repos qu'il promet (1), il a eu besoin, pour ne pas désespérer de lui-même, de voir ses amis partager ses doutes et ses anxiétés. J'aime à suivre ces trois amis dans

(1) Tenebam enim cor meum ab omni assensione, timens præcipitium et suspendio magis necabar.

leurs longues promenades et dans leurs éternels entretiens; j'aime à entendre saint Augustin s'écrier, au retour de ces longues causeries: « C'est ainsi, hélas! que nos trois bouches haletantes de soif imploraient l'eau salutaire, et criaient après la vérité. Toute notre vie et toutes nos actions étaient pleines d'amertume, car lorsque nous cherchions à quoi bon tous nos soins et dans quel but nous vivions, nous ne trouvions que ténèbres et nous nous détournions en gémissant de nos vaines recherches, répétant sans cesse : Jusques à quand, Seigneur, jusques à quand! »

Pleins de cette inquiétude d'esprit qui devait les conduire à la vérité, tout était pour ces trois amis un sujet de réflexions et d'études morales. Ils interrogeaient chaque action de leur vie avec un soin scrupuleux, et jamais ames n'ont fait sur elles-mêmes un plus curieux travail. Aussi bien je ne m'en étonne pas : l'étude de soi-même est une partie essentielle de la doctrine chrétienne, et en veillant ainsi sur eux-mêmes, saint Augustin et ses amis étaient chrétiens déjà par le scrupule avant de l'être par la foi. Je citerai deux scènes de ce genre; elles expliqueront mieux que toutes mes paroles cette disposition à méditer sur soi-même, qui dans saint Augustin et dans ses amis précédait et annonçait le christianisme. Un jour saint Augustin devait prononcer devant l'empereur Valentinien le jeune son panégyrique, genre de discours fort en usage à cette époque. « Mon cœur, dit-il, était plein de tous les soucis de l'ambition; la pensée de réussir ou de ne pas réussir m'agitait à ce point que j'en avais une sorte de fièvre. Pour calmer un peu l'agitation fébrile de mes esprits, je sortis avec quelques-uns de mes amis. En traversant une rue de Milan, je vis un mendiant qui était ivre; il était en joie et en gaieté, riant, sautant, criant; et je me mis à réfléchir qu'avec tous mes soins et toutes mes peines d'ambition, avec tous mes efforts, avec toutes ces passions dont je portais péniblement le fardeau, ce que je cherchais à atteindre, c'était cette joie et ce bonheur où ce mendiant était arrivé avant moi, et où peut-être je n'arriverais jamais. Pour être heureux, il ne lui avait fallu que quelques coupes de vin : et moi, que de fatigues, que de traverses, que de détours, le tout pour arriver, comme lui, à la joie de la terre, car il n'avait pas la vraie joie du cœur! Mais moi, avec mon ambition, je cherchais une joie plus fausse encore : il était heureux, et moi inquiet; tranquille, et moi agité et tremblant. Pour dissiper son ivresse, il suffisait d'une nuit à ce mendiant, et moi je m'endormais et m'éveillais avec la mienne. Tristes réflexions qui m'avertissaient de mon mal, mais qui l'augmentaient; car, si je ren-

contrais quelque bonheur, je répugnais à le saisir, sachant bien qu'avant même que je pusse le tenir dans mes mains, il allait s'échapper comme tous les bonheurs de ce monde! »

L'autre scène que je veux citer, et dont saint Augustin n'est pas le héros, est plus curieuse peut-être. L'intérêt y naît aussi du scrupule, et c'est encore un mouvement de l'ame plutôt qu'une action qui est racontée; mais, de plus, elle montre la lutte entre les idées et les sentimens de la société païenne, et les idées et les sentimens de la société chrétienne. Alipius avait renoncé aux spectacles du cirque. Un jour, à Rome, quelques amis voulurent l'entraîner au cirque pour voir un combat de gladiateurs. Il résista long-temps, mais ils le contraignirent doucement, comme on fait entre amis, et il les suivit. Arrivé dans le cirque, il prit place sur les gradins, au milieu de ses amis; mais il fermait les yeux, et calme, indifférent, immobile, il refusait ses sens à ce barbare plaisir, quand tout à coup le peuple poussa un grand cri: c'était un gladiateur qui venait de tomber, et vaincu par la curiosité, Alipius ouvrit les yeux. « Son ame reçut une plus cruelle blessure que le gladiateur qui venait d'être frappé. La vue du sang qui coulait remplit son cœur de je ne sais quelle cruelle volupté. Il voulait détourner ses regards, il les sentit s'attacher sur ce corps palpitant. Il buvait à longs traits la fureur du combat; il se repaissait des crimes de l'arène; son ame s'enivrait malgré lui d'une joie sanguinaire. Ce n'était plus l'homme traîné de force au cirque; c'était quelqu'un de la foule, ému comme elle, criant comme elle, ivre de joie comme elle, et comme elle impatient de venir jouir encore des fureurs du cirque. »

Ce récit est remarquable à plus d'un titre, car il découvre un coin de l'état moral de Rome au IV^e^ siècle, et il découvre aussi un coin du cœur humain.

Pour s'émouvoir, la Grèce n'avait besoin que des fictions de son théâtre. Il fallait aux Romains des émotions plus fortes. Qu'est-ce que les plaintes harmonieuses d'un Philoctète ou d'un Œdipe? Rome veut de vrais cris arrachés par la souffrance; Rome veut de vraies blessures; Rome veut du vrai sang. Que la Grèce ait donc ses tragédies: Rome a ses jeux du cirque, c'est-à-dire des hommes se battant, se blessant, se tuant, une arène rouge de sang, un sol ébranlé sous les convulsions des mourans, de vraies agonies, de vraies morts, de vrais cadavres. Voilà l'émotion dramatique comme Rome la comprend, voilà le drame de cette société matérialiste; et pourtant c'est au sein même de ce règne des sens que naît et grandit peu à peu

une société destinée à réhabiliter le règne de l'esprit, une société qui a horreur des mœurs, des sentimens, des plaisirs même de ses devanciers. Mais les élus de cette société nouvelle retombent parfois encore malgré eux dans les erreurs de la vieille société. Tel est Alipius; il flotte du passé à l'avenir, du cirque à l'église, des émotions du corps aux émotions de l'esprit. Sous ce point de vue, Alipius caractérise son siècle.

Il caractérise aussi le cœur humain; car, ne nous y trompons point, cette volupté du sang qui enivra l'ame d'Alipius quand, ouvrant les yeux, il vit tomber le gladiateur, nous y sommes tous sensibles, si nous n'y prenons pas garde. Je me souviens que, causant avec un de mes amis qui avait vu en Espagne des combats de taureaux, je lui demandais si cela l'avait beaucoup dégoûté. — Oui, au premier moment; mais dès le second coup d'œil cela m'intéressait au point que je n'en pouvais plus détacher mes regards. — Il avait raison. Quand l'homme ne s'est pas habitué par l'éducation à faire prévaloir les émotions de l'esprit sur les émotions du corps, il n'hésite pas, je le crains, entre une tragédie et une exécution, s'il a déjà vu les deux choses : il va où il est le plus fortement ému; et ce qui est triste à dire, c'est que deux sortes de personnes sont capables de ces préférences brutales, ceux qui n'ont pas l'esprit cultivé et ceux qui l'ont trop, les ignorans et les raffinés. On commence par l'émotion grossière; mais c'est aussi par elle, hélas! qu'on finit.

Il reste, dans les Confessions, un personnage que je n'ai point encore montré, et pourtant c'est le plus important; je veux parler de sainte Monique, la mère de saint Augustin. C'est elle qui veille sur lui, c'est elle qui demande à Dieu que son fils vienne à la foi chrétienne, et ses pleurs l'emportent enfin. Souvent, le voyant livré aux passions du monde ou aux fantaisies de la philosophie, inquiet, agité, mécontent de lui-même et des autres, souvent sa mère s'est affligée, parfois même elle s'est découragée : elle est allée tout en pleurs consulter un pieux évêque, qui l'a rassurée, lui disant : « Allez en paix, et continuez de prier pour lui, car il est impossible qu'un fils pleuré avec tant de larmes périsse jamais (1). » Cet évêque croyait à la puissance des larmes d'une mère, et il avait raison. Mais Monique avait mieux que la tendresse qui donne les larmes, elle avait la tendresse qui donne la patience et la force. Lorsque saint Augustin

(1) M. Villemain, *Élémens de l'éloquence chrétienne dans le quinzième siècle*, pag. 393.

quitte Carthage pour aller à Rome, et qu'il part sans même dire adieu à sa mère, sa mère monte sur un vaisseau et le suit à Rome. Une tempête éclate; c'est elle-même qui rassure les matelots. Une mère qui va chercher son enfant ne fait pas naufrage. Monique n'était pas seulement pour saint Augustin une sorte de bon génie et d'ange gardien, elle était son guide dans la foi et même dans la doctrine chrétienne; car elle avait un esprit vif et ardent, capable de pénétrer dans les plus profonds mystères de la grandeur divine, si tant est que la grandeur divine ne se comprenne pas encore mieux par l'ame que par l'esprit. Souvent, dans des conversations pleines de foi et d'enthousiasme, saint Augustin et sa mère, s'échauffant et s'éclairant l'un par l'autre, s'élevaient de concert vers Dieu, comme deux anges de lumière qui s'envolent du même essor. Il est, dans les Confessions, une de ces conversations, je me trompe, une de ces méditations qu'il est impossible d'oublier, tant elle est belle et tant elle prend de solennité par son à-propos même; car ce fut la veille de la mort de sainte Monique. Ils étaient à Ostie; ils allaient s'embarquer pour l'Afrique. Elle ramenait son fils dans sa patrie, et elle le ramenait chrétien. Sa mission était remplie sur la terre; elle n'avait plus qu'à jouir. Dieu, qui l'aimait, voulut que ce fût au ciel qu'elle jouît de son bonheur. « Nous étions assis près de la fenêtre, dit saint Augustin; sous nos yeux s'étendait un jardin, au-delà, la mer, et sur le rivage les matelots qui se reposaient de la navigation. Nous étions seuls, ma mère et moi, et nous causions doucement; oubliant le passé et plongés dans la méditation de l'avenir, nous cherchions ce qu'était cette vie immortelle des saints, que ni l'œil, ni l'oreille, ni le cœur même de l'homme ne peuvent apercevoir, et nous demandions à Dieu de nous dévoiler quelque rayon au moins de cette impérissable béatitude. Nous élevant peu à peu des douceurs de la vie des hommes pieux à la vie des bienheureux, nos pensées arrivèrent à ces hauteurs d'où la lumière descend sur la terre, et nous montions encore pour atteindre au centre de l'éternelle félicité et de l'incomparable sagesse. Pendant que nous nous entretenions, l'ame ouverte au souffle de Dieu, nous sentions nos cœurs se remplir d'une douceur ineffable. Dieu nous avait touchés d'un rayon de sa béatitude; nous soupirâmes alors de bonheur, et l'ame encore pleine de ces prémices de la joie céleste, nous éclatâmes en ces paroles, vains sons, hélas! qui naissaient et mouraient sur nos lèvres, misérable écho donné à l'homme pour exprimer le verbe éternel de Dieu! — Silence, disions-nous donc, silence aux bruits de la chair, aux images de la terre et des eaux;

silence aux cieux; silence à l'ame elle-même, à la pensée de la vie, aux songes de la nuit et aux illusions du jour; que toute langue se taise, que tout signe s'efface, que tout ce qui est du temps et de la minute s'évanouisse! A quoi bon le cri perpétuel que cet univers jette à la gloire du créateur? c'est Dieu, c'est l'Éternel qui nous a créés! Non, je ne veux entendre que la voix de Dieu; que Dieu parle, qu'il parle seul dans le silence universel, non avec les langues périssables de la chair, ou la voix harmonieuse des anges, ou le bruit des vents, ou l'emblème des symboles divins; c'est lui seul que je veux entendre, et à sa voix nos ames s'élèveront, et nos pensées iront se confondre dans l'éternité de la sagesse divine; ineffables momens d'extase pendant lesquels disparaissent les visions subalternes des hommes, et où l'ame se perd dans la joie d'une unique et immense idée; merveilleux instans de lumière et d'intelligence que Dieu accorde à nos soupirs, brillante et sainte image de l'éternelle béatitude! car c'est vraiment là reposer dans la joie du Seigneur; mais que ce repos est court, ô mon Dieu! jusqu'au jour qu'il vous plaira de l'éterniser! »

Après ces heures d'extase, la vie d'ici-bas doit paraître petite et mesquine. Aussi Monique disait à son fils : Je n'ai plus rien à faire en ce monde! et quelques jours après elle mourut. Saint Augustin n'eut guère à s'étonner de cette mort : les pensées de l'hymne mystique que sa mère avait soupiré avec lui n'étaient déjà plus des pensées de la terre.

SAINT-MARC GIRARDIN.

# POMPEÏ.

Avant de parler de cette ville étrange, qui renaît au jour après avoir été ensevelie dix-huit siècles sous la terre et les cendres dont la couvrit le Vésuve dans sa terrible éruption de l'année 79, il convient, et la reconnaissance m'en fait un devoir, que je dise quelques mots du guide qui m'a dirigé dans l'intéressante visite des ruines de Pompeï.

Le célèbre architecte Fontana, celui qui a dressé sur les places de Rome les nombreux obélisques cédés par l'Égypte à l'ancienne maîtresse du monde, était de Lugano, en Suisse. Il vint à Rome, jeune encore, et y fonda sur d'importans travaux une grande et légitime renommée; puis, appelé à Naples par le bruit de son nom, il y bâtit le *Palazzo reale*, le plus bel édifice de cette grande capitale, et jeta, il y a deux siècles et demi, les fondemens du musée des *Studi*, où l'on rassemble en ce moment, à côté des chefs-d'œuvre de l'art moderne, tous les débris de l'art antique. Par une coïncidence singulière, M. Pietro Bianchi est né en Suisse, et dans la même petite ville de Lugano. Élève à Paris de l'architecte Percier, lauréat au concours et pensionnaire à Rome, sous Napoléon, M. Bianchi s'est d'abord fixé dans cette ville. Comme Fontana, il y a exécuté des travaux remarquables, et, comme Fontana, appelé à Naples, il est devenu l'architecte le plus distingué du royaume des Deux-Siciles, où il termine justement ce musée des *Studi* qu'avait commencé son célèbre compatriote. Par un

bonheur rare en ce temps-ci, M. Bianchi a été chargé d'élever un véritable monument, et, par un autre bonheur rare à toutes les époques, il a pu l'achever lui-même, et lui seul. Je veux parler de l'église San-Francesco di Paula, qui termine la place où Fontana bâtit le palais des rois de Naples. Ce n'est pas que j'admire pleinement l'architecture de ce temple qui n'a pas précisément le caractère d'une église. Il rappelle trop, je crois, dans sa disposition générale, le Panthéon de Rome (*la Rotonda*), de façon qu'on pourrait dire de M. Bianchi qu'il a remis par terre cette coupole antique que Bramante voulait élever dans les airs, et que, de concert avec Michel-Ange, il a portée en effet au haut de sa fastueuse basilique. Mais l'accord harmonieux des parties, la rare élégance des détails, la richesse bien entendue des ornemens, suffisent pour faire de San-Francesco une œuvre d'art de haut mérite, et pour conserver honorablement le nom de son auteur. M. Bianchi peut revendiquer jusqu'à la découverte des matériaux qu'il a employés dans la construction de ce temple, car les principales colonnes de sa rotonde sont faites d'un marbre magnifique qu'il a trouvé et exploité dans l'ancienne montagne de Falerne (aujourd'hui Mondragone), à trente milles de Naples, entre la Campanie et la vallée du Garigliano.

Il y a dix ans que M. Bianchi est chargé des fouilles de Pompeï, et qu'avec un misérable crédit de 6,000 piastres par année (ce qui met à sa disposition, comme il le dit, en riant de sa détresse, deux paires de bœufs et six enfans), il a poussé fort loin déjà l'ouvrage de la complète résurrection de cette ville. C'est avec ce guide, aussi complaisant qu'éclairé, que j'ai pu voir et comprendre la vieille bourgade romaine. Cette circonstance me rassure, au moment où je vais parler de Pompeï, en me faisant espérer que j'éviterai les erreurs où tombent des voyageurs plus savans que moi sans doute, mais qu'égare justement la science recueillie au loin dans les livres.

Il y aura, comme on le sait, bientôt un siècle que le hasard fit découvrir les restes d'Herculanum cachés sous la lave. Charles III, qui était alors roi de Naples, avant d'aller occuper le trône d'Espagne, fit commencer les fouilles en 1748; mais, bien qu'elles eussent été couronnées d'un plein succès, puisque l'on trouva tout d'abord, et dans un seul temple, une foule d'objets d'art du plus haut prix, tels que la Minerve, les Balbus, le Faune dormant, le buste de Sénèque, etc., ces fouilles furent bientôt abandonnées. Elles étaient trop difficiles et trop coûteuses, car Herculanum gît sous un bloc

durci de lave de soixante pieds d'épaisseur. L'ancienne Pompeïa, au contraire, n'est recouverte que par une couche de cendres et de terre qui n'a pas plus de quinze à vingt pieds, et qui n'offre à la pioche aucune résistance. Ce fut donc sur Pompeï que se tournèrent tous les efforts. Mais les premières fouilles furent mal dirigées et mal faites. Quand on creusait dans un endroit, on jetait les déblais à droite et à gauche, de façon que, pour découvrir une maison, l'on en couvrait d'autres à côté. Ce furent les Français, pendant l'occupation de Naples, qui donnèrent aux fouilles une direction intelligente et sûre du succès. Avant tout, ils cherchèrent et marquèrent les murs de la ville, et, l'enceinte une fois bien déterminée, ils firent porter tous les déblais au dehors sur des terrains sans valeur. Ensuite, au lieu de piocher de côté et d'autre, et tout-à-fait au hasard, ils suivirent, dans le travail des fouilles, les rues qui se rencontraient successivement, de manière à pouvoir avec certitude achever, dans un temps suffisant, l'ouvrage de l'exhumation de la ville entière. M. Bianchi a suivi ces sages erremens avec persévérance et habileté; par ses soins, dans deux ou trois mois, le percement de la rue dite de la *Fortuna* sera terminé complètement, et le visiteur pourra traverser Pompeï depuis la porte des Tombeaux jusqu'à celle qui n'est encore ni trouvée ni nommée, non pas à pied, non pas en litière comme un patricien romain, mais dans un bon carrosse moderne, en suivant les ornières tracées sur les dalles des rues par les chars des anciens habitans.

Au sortir de Portici, on arrive à Pompeï par une plaine fertile, bien cultivée, qui n'indique aucun désastre, aucune catastrophe; car, sur toute la couche qui recouvre et enferme les débris de cette ville, s'étendent de beaux champs de blé et de maïs traversés par des allées d'oliviers où pendent, d'un arbre à l'autre, des festons de pampres et de raisins. Le premier édifice, si l'on peut employer ce mot, que rencontre le voyageur en arrivant à Pompeï, c'est l'amphithéâtre, ou local destiné aux spectacles en plein air, les combats de gladiateurs, les chasses, les naumachies, etc. Cet amphithéâtre n'est ni vaste ni riche. Pouvant tout au plus contenir douze à quinze mille personnes, il est simplement creusé dans la terre, et ses gradins de pierre sont appuyés sur un talus de gazon. Quand on a vu le Colysée de Rome, ce gigantesque monument où cent mille spectateurs, introduits par d'innombrables vomitoires, pouvaient s'asseoir autour de l'arène sur des gradins adossés à quatre étages de portiques, on comprend, à l'aspect de son humble amphithéâtre, que Pompeï n'était qu'une

petite ville, une vraie bourgade, où nous logerions à peine une sous-préfecture.

Pompeï avait en outre, pour les spectacles de nuit, deux théâtres, deux vrais théâtres semblables à ceux de nos villes modernes. Ils étaient d'inégale grandeur, et tout voisins l'un de l'autre. Peut-être que, dans le plus grand, les Roscius de la bourgade jouaient les comédies de Plaute et de Térence, tandis que le plus petit était réservé aux jeux des histrions, des funambules, des pantomimes, ou peut-être encore aux représentations des *atellanes*, de ces petites pièces bouffonnes qui avaient pris naissance dans la Campanie, et qui se récitaient dans la langue ou le patois des Osques. Le plus important avantage qu'avait le grand théâtre sur le petit, outre la dimension, c'est qu'il était entouré d'un portique couvert, qui servait de promenade et qui faisait probablement l'office de nos foyers. C'était une idée heureuse, surtout dans l'emplacement qu'occupait la ville, et spécialement le théâtre. Par une belle nuit de la Campanie, on devait trouver un divertissement non moins doux que celui qu'offrait l'intérieur de la salle, à se promener sous ce portique, dont l'une des trois faces regardait le Vésuve, noir et gigantesque après le coucher du soleil; une autre, la charmante chaîne de montagnes au pied desquelles sont maintenant Castellamare et Sorrento; et la principale, ce golfe tranquille et délicieux dont les rocs de Capri terminent l'horizon.

Du reste, les deux théâtres avaient une disposition exactement semblable. Tous deux formaient un demi-cercle parfait, coupé par la scène en ligne droite, et la scène, peu profonde, ayant à peine dix à douze pas de développement, était terminée, de face et des côtés, par un mur percé de trois portes dans le fond, et d'une sur chaque flanc. Aux trois portes de face se plaçaient les décorations que nous nommons aujourd'hui toiles de fond ou rideaux; aux portes de côté, les châssis. A partir de la scène, élevée de quelques pieds au-dessus des places les plus basses de l'amphithéâtre, se présentaient, à droite et à gauche, les loges réservées aux magistrats, justement à la place qu'occupent dans nos salles les loges du roi, du ministre ou des riches banquiers. Venaient ensuite les gradins circulaires. Ceux du bas, formés de larges dalles, appartenaient aux citoyens qui possédaient le privilége très recherché de porter au spectacle une chaise, ou plutôt un pliant sans dossier; les autres, jusqu'au faîte de l'amphithéâtre, beaucoup plus étroits et construits en simples briques, étaient réservés au reste des habitans, à la plèbe, qui s'y entassait pêle-mêle,

après avoir remis aux contrôleurs ou aux ouvreuses les contremarques prises à l'entrée (1).

D'ordinaire, quand on visite une ville à l'étranger, ce sont les églises qu'on va voir immédiatement après les théâtres. A Pompeï, ce sont aussi les temples qui ont la seconde visite. Il y en avait plusieurs dans cette petite ville. On y a retrouvé déjà, bien que le tiers à peine soit déblayé, ceux d'Esculape, de Vénus, de la Fortune, de Mercure, de Neptune ou d'Hercule, etc. On sait que les temples du paganisme étaient généralement beaucoup plus petits que nos églises, non qu'il y eût moins de dévotion, moins de devoirs religieux et de pratiques superstitieuses; mais parce que les prêtres seuls habitaient les temples, et que les profanes restaient au dehors. Ceux de Pompeï ne démentent point cette règle; ils sont tous fort petits, plus petits, par exemple, non-seulement que le Parthénon ou la Rotonde, mais que le temple voisin de Sérapis, dont on voit à Pozzuoli les magnifiques vestiges. Comme les théâtres, ils sont construits d'une manière uniforme. Dans le centre, et faisant face au portique, s'élève au-dessus du sol, et presque toujours entre un cercle de colonnes, le sanctuaire destiné aux sacrifices, et qui est comme le chœur ou le maître-autel. On trouve, à côté, le cabinet pour les oracles, espèce de confessionnal où l'on venait interroger l'avenir au lieu de demander le pardon du passé. Çà et là, dans le parvis, quelques autels, de grandeur inégale, faisaient l'office des chapelles latérales de nos églises, car les prêtres du paganisme avaient aussi des sacrifices à tout prix, et mesuraient au salaire qui leur était compté les faveurs de leurs dieux. La partie la plus vaste du temple est une pièce placée derrière le sanctuaire : c'est la salle à manger, le réfectoire, où les prêtres, à la fin des offices et sans sortir du temple, mangeaient les plus délicats morceaux des agneaux ou des bœufs qu'ils avaient immolés en holocaustes. Ils accomplissaient ainsi littéralement le mot de saint Augustin : *Sacerdos ut de altare vivat opportet*, qui est devenu l'un de nos proverbes les plus populaires (2). Enfin, à droite et à gauche de la salle à manger sont de petites cellules, fraîches et obscures, qui contenaient des lits de repos, où les prêtres, après leur saint repas, allaient faire la sieste, si chère aux moines qui leur ont succédé.

(1) Plusieurs de ces contremarques, qui sont des jetons de métal, portant pour empreintes des attributs de théâtre, ont été retrouvées et se conservent au musée *Degli Studi*.

(2) Il faut que le prêtre vive de l'autel.

Le plus grand, le plus riche des temples de Pompeï, et qui en était certainement aussi le plus moderne, est celui que ses habitans élevèrent à Auguste, déifié, comme on sait, dans tout l'empire. Ce n'était pas assez que ce nouveau dieu eût un logis plus magnifique que les dieux anciens. On trouve encore, en avant du sanctuaire qu'occupait sa statue, douze piédestaux, d'égale grandeur et disposés en cercle, qui devaient porter (car on ne saurait leur assigner une autre destination) les images des douze grandes divinités de l'Olympe. Elles étaient là comme dans l'antichambre de César. La flatterie n'est peut-être jamais allée plus loin; mais cela prouve aussi en quel discrédit profond était déjà tombée, lorsque le christianisme naissait, la religion païenne.

Le forum de Pompeï, qui se trouve à quelques pas du temple d'Auguste, est très vaste pour une ville si petite, et d'une disposition fort commode. Il forme un carré long, entouré d'un portique couvert et pavé de larges dalles symétriquement rangées. C'est là que se traitaient les affaires du municipe, et que les Cicérons de l'endroit, du haut d'une tribune en pierres qui est restée debout, haranguaient *le peuple et le sénat*. Quand on a comparé l'amphithéâtre de Pompeï avec le Colysée, on peut juger, en voyant le forum de la bourgade, de ce qu'était ce forum romain, où furent tant de fois agitées les destinées du monde, et le reconstruire en quelque sorte par la pensée sur cet emplacement ignoble où les modernes Romains ont établi le marché aux bestiaux (*il Campo vaccino*). D'autres tribunes plus petites, mais peut-être plus bruyantes, s'élevaient autour du forum: celles des écoles publiques, où des rhéteurs grecs et latins enseignaient la grammaire, la dialectique et l'éloquence. J'ai dit des tribunes, et non des chaires, parce qu'en effet les maîtres de ce temps ne professaient pas assis, mais debout, parlant à leurs élèves comme les orateurs au péuple, et ne se faisant pas faute, sans doute, de beaux mouvemens oratoires ou d'emportemens pédagogiques, car toutes les tribunes que j'ai visitées, quoique faites en pierre dure, sont profondément creusées par les pieds des Quintilien qui les occupèrent.

Tout près de là s'élève un autre édifice, presque aussi vaste que le forum et d'une disposition analogue, car il forme également un carré long entouré de portiques. Une inscription, tracée en belles lettres latines sur une plaque de marbre qui couronne la porte de cet édifice, indique qu'il fut fondé et donné à la ville de Pompeï par une certaine dame, nommée Eumachia, dont la statue, déposée

maintenant au musée *Degli Studi*, fut trouvée, en effet, au centre de la cour. Mais rien n'indique d'une manière précise quelle était la destination, quel était l'usage de cette importante construction. On croit que c'était une espèce de *bourse,* ou lieu d'assemblée pour les négocians; mais cette opinion n'est qu'une conjecture à laquelle, toutefois, les circonstances locales donnent une grande vraisemblance.

De l'autre côté du forum, et presqu'en face du bâtiment d'Eumachia, s'élevait un autre édifice, non moins vaste, non moins important, mais dont la destination n'est point incertaine; je veux dire la basilique, ou palais de justice, dans laquelle siégeaient les tribunaux de Pompeï. C'est encore un carré long, moins allongé cependant que le forum, dont il a toute la largeur, et qui était d'ailleurs entièrement couvert, tandis qu'au forum il n'y avait que le seul portique circulaire qui ne fût pas *sub dio,* et qui offrît un abri aux citoyens rassemblés. La façade de la basilique est percée de cinq portes, qui donnent accès dans l'enceinte ouverte au public, et qu'une rangée quadrangulaire de colonnes, placées à quelque distance de la paroi intérieure, entoure aussi d'une espèce de portique. Dans le fond, sur une estrade en pierre, élevée de quelques palmes au-dessus des dalles dont le sol est pavé, siégeait le tribunal. Derrière l'estrade est une petite salle basse, bien close, à laquelle conduisaient deux escaliers jumeaux. Là, les juges délibéraient et rédigeaient leur sentence avant de remonter sur l'estrade pour en donner lecture, soit à l'accusé, soit aux plaideurs.

On sait que les premiers chrétiens, devenus, sous Constantin, maîtres de l'empire, trouvant les temples païens trop petits pour les nouveaux rites, s'emparèrent partout des salles de justice, et les convertirent en églises. De là le nom de basiliques, que portent encore les temples métropolitains, car les chrétiens ne se firent pas scrupule de prendre les noms avec les choses, et d'employer à leur usage les mots de diocèse, de vicaire, de concile, de dalmatique, et tant d'autres encore, qui avaient eu, bien avant eux, leur sens et leur emploi. Cette circonstance donne un intérêt tout particulier aux débris de la basilique de Pompeï. En la voyant, et dès le premier coup d'œil, on est frappé de la ressemblance qu'ont avec les anciens tribunaux romains les nouveaux édifices religieux, et l'on reconnaît aussitôt l'origine de ces derniers. Sauf les deux ailes ou nefs latérales, ajoutées dans les temples modernes pour former la croix grecque ou latine; sauf encore l'élévation des nefs et des voûtes en ogives que les chrétiens ont dressées sur les colones de l'ancien portique, l'église

est une basilique. Il y a plus : les églises un peu vieilles, où l'art à sa renaissance n'a point épuisé tous ses raffinemens, où l'on ne trouve encore ni la croix, ni l'ogive, sont précisément des basiliques; rien de plus, rien de moins. Que l'on voie, par exemple, la *basilica di Monreale,* en Sicile, bâtie, dans le XII[e] siècle, par le Normand Guillaume-le-Bon, ou la *capella del Real Palazzo*, ou la cathédrale de Cefalu : ce sont de vraies basiliques romaines. Dans la capitale même du monde chrétien, à Rome, l'ancien Saint-Paul, San-Pancracio, Santa-Cecilia, San-Pietro *in Vincula*, sont aussi des basiliques. Cette dernière église principalement, où tous les étrangers vont admirer le prodigieux *Moïse* de Michel-Ange, et qui mériterait, même sans cet incomparable chef-d'œuvre, une visite attentive, reproduit fidèlement, dans sa forme, dans ses deux rangées latérales de lourdes colonnes, dans son maître-autel semi-circulaire, l'aspect général et jusqu'aux détails de la basilique de Pompeï. Cette comparaison, et la parfaite ressemblance qu'elle établit, sont d'un intérêt considérable dans l'histoire de l'architecture.

Après les édifices que je viens de citer, à savoir, les théâtres, les temples, le forum, les écoles, la donation d'Eumachia et la basilique, il ne reste plus à mentionner de monumens proprement dits, si ce n'est les thermes, ou bains publics. La description, même sommaire, de ces monumens serait inutile, car les thermes de Pompeï ressemblent à ceux qu'on a retrouvés partout. C'est toujours la grande antichambre à petites niches, où l'on quittait et reprenait ses habits, puis la vaste baignoire commune, où l'eau se renouvelait lentement, mais sans cesse, par un courant qu'amenaient des tuyaux fermés de robinets. Ce qui donne néanmoins une grande valeur aux thermes de Pompeï, c'est que, tandis que tous les autres édifices de la ville ensevelie se trouvent sans toiture, on a pu conserver intacte, avec tous ses ornemens peints ou sculptés, une grande partie de la voûte qui couvrait la salle de bain. Aussi est-ce là de préférence que les voyageurs vont prendre un peu de repos, et manger à l'ombre la collation qu'ils ont apportée. C'est également là que les ouvriers des fouilles viennent leur offrir quelque citron, quelque figue ou quelque bouquet cueilli dans les ruines.

Les rues que l'on parcourt pour aller d'un édifice à l'autre, sont, comme dans tous les pays chauds, fort étroites, mais généralement droites et régulières; elles sont pavées de larges dalles de lave, comme celles de Naples, qui fait aussi servir à son usage les présens de son terrible voisin; et toutes sans exception, même les plus

petites, même celles où peut à peine passer un char à bœufs, ont des trottoirs, au moins d'un côté. Dans la partie jusqu'à présent découverte, il n'y a nul emplacement assez vaste pour mériter le nom de place publique. Les carrefours, ou croisières de rues, étaient généralement ornés de fontaines, fermées d'ordinaire par une espèce de masque de théâtre, dont la bouche béante versait l'eau dans une auge de pierre, où les passans la pouvaient puiser. C'est aussi dans les carrefours et leurs abords que se trouvaient les boutiques de marchands; on les reconnaît sans peine à la vaste ouverture qu'elles ont sur la rue, fort différente des entrées de maisons particulières, et que fermaient des portes pliées en volets qu'on ajustait sur une rainure creusée dans la dalle. Au-dessus des boutiques étaient pratiqués, comme nous le voyons encore aujourd'hui dans nos villes, de petits entresols bas, qu'habitaient les marchands.

Quant aux maisons proprement dites, aux maisons des gens aisés, à celles que, dans nos usages, on pourrait appeler des hôtels, elles méritent une description spéciale, et cette tâche est d'autant plus facile, qu'elles se ressemblent toutes, plus encore que les maisons de Londres, dont l'uniformité pourtant est proverbiale. Les principales ont reçu des noms, qui servent à les désigner sur les plans, et à les reconnaître quand on visite la ville; ce sont les maisons *du Faune*, *de la Chasse*, *de la Fontaine*, *du Poète tragique*, *de l'Ancre*, *du Centaure*, *de Méléagre*, *du Labyrinthe*, *d'Isis*, *de Salluste*, *de Championnet*, etc., etc. Toutes ont une distribution, non pas analogue, mais parfaitement semblable. Voici donc de quoi se composait une maison romaine, au moins à Pompeï.

On y entre de la rue par un passage assez étroit, couvert, toujours un peu montueux, et d'ordinaire pavé d'une élégante mosaïque; c'est dans ce passage qu'étaient placés les dieux lares, petites figurines nichées dans la muraille, comme une madone d'Italie, d'Espagne ou des Flandres. D'un côté, se trouvait la loge du portier; de l'autre, une espèce de grenier aux provisions. Ce passage donne issue sur l'*atrium*, ou première cour intérieure, pavée de dalles, ayant à son centre l'*impluvium*, ou réservoir des eaux de pluie, et tout à l'entour un courant d'eau resserré dans une margelle en pierre. Sur les deux côtés de l'*atrium*, sont les chambres à coucher et les cabinets destinés au repos de la sieste, au travail des femmes, etc., vraies cellules de couvent, très petites, même dans les plus grandes maisons, et presque toujours ornées de peintures à fresques, remplaçant nos papiers de tenture. Au bout de l'*atrium*, en face de l'entrée, se trouve la salle

de réception, où les étrangers étaient admis, et que le propriétaire mettait tous ses soins à bien décorer; c'est la principale pièce du logis par sa grandeur et son élégance. A droite, s'ouvre un passage conduisant à la seconde cour, mais destiné seulement aux esclaves, et pour le service intérieur; à gauche, la salle à manger, le *triclinium*, où la table, fort basse, était entourée de petits divans sur lesquels les convives se tenaient à demi couchés. La salle de réception donne accès dans la seconde cour, d'abord sous un portique à colonnes, puis dans un jardin planté d'arbres, et terminé d'ordinaire par une fontaine ou un puits. Les fontaines de ces jardins, différentes en cela des fontaines publiques, étaient une des parties les plus ornées de la maison romaine; on en rencontre encore plusieurs toutes formées de mosaïques, de coquillages, d'incrustations, ayant des formes bizarres de temples, de grottes, de pyramides, et semblables à ces jouets d'enfans conservés sous verre, où l'on voit des montagnes en cailloux blancs, des arbres en papier de couleur, et des nappes d'eau en cristal. Les simples puits avaient aussi leurs ornemens; beaucoup plus étroites que les nôtres, les margelles étaient formées d'un bloc circulaire de marbre, soigneusement taillé et façonné, qui ressemblait à un fût ou à un chapiteau de colonne posé à terre. Enfin, au fond du jardin et à l'extrémité de la maison, se trouvaient la cuisine, le four, la buanderie, toutes les pièces servant aux usages domestiques, et d'ordinaire aussi la salle à manger d'été, qui n'était pas moins richement ornée que la salle de réception. On voit encore dans quelques maisons riches une pièce destinée à la caisse où l'on gardait l'argent. Ces caisses étaient pareilles aux nôtres. Faites en planches épaisses, revêtues de plaques de fer au dedans comme au dehors, elles étaient de plus clouées à la muraille. On en a trouvé plusieurs assez bien conservées, mais presque toutes vides, car, lorsqu'après la catastrophe qui engloutit leur cité, les habitans firent quelques fouilles pour retrouver leurs plus précieux objets, ils enlevèrent de préférence les monnaies, les bijoux et quelques peintures dont on voit encore la place sur les murailles où elles furent découpées.

Toutes ces maisons, dont je viens d'esquisser le plan général et uniforme, n'avaient qu'un seul étage, c'est-à-dire le rez-de-chaussée. On ne trouve que dans les chambres des esclaves, comme dans les boutiques des marchands, de petits entresols, ou plutôt des soupentes, coupant la chambre en deux parties, inférieure et supérieure. Toutes les pièces où les étrangers pénétraient, telles que l'*atrium*, le *tricli-*

*nium*, la salle de réception, etc., étaient ouvertes, ou pour mieux dire, à jour et comme en plein air. Au contraire, les chambres à coucher, ne recevant d'air et de jour que par la porte ouverte sur l'*atrium*, restaient soigneusement fermées, et la maison tout entière, bien close dans ses murailles, n'avait absolument aucune autre ouverture extérieure que le passage d'entrée donnant sur la rue. En cela, les habitations romaines ressemblaient aux habitations de l'Orient.

Lorsqu'on arrive à celle des portes de Pompeï qui est depuis long-temps déblayée, et où l'on trouva le corps de ce factionnaire qu'empêcha de fuir une trop sévère observation de sa consigne, commence la rue des Tombeaux. C'est le nom qu'on donne à la *voie* ou grande route qui menait à la ville de ce côté, et que, suivant un usage dont on trouve tant de preuves à l'entour de Rome, les habitans bordaient de tombes et de mausolées. Là se trouvent des constructions de forme un peu différente des maisons de l'intérieur : d'abord, et tout près de la porte, à main gauche, un vaste bâtiment qui était à coup sûr une hotellerie, car son grand porche en arcades voûtées est tout-à-fait semblable aux façades des auberges d'Italie; un peu plus loin, à main droite, la maison de campagne d'un habitant riche, et qu'on appelle *maison de Diomède*, parce qu'un certain Marcus-Arrius Diomedes avait fait élever vis-à-vis le tombeau de sa fille. Cette maison est curieuse par la grandeur inaccoutumée des pièces qui la composent, et par les vastes proportions du jardin, où l'on coupait, quand je l'ai visité, un magnifique champ de blé. Elle est curieuse aussi par sa disposition générale; car, le sol au niveau de la rue étant plus élevé que celui du jardin, elle se trouve avoir deux étages, lesquels reposent sur quatre grands berceaux de caves, comme diraient nos maçons, qui font le tour de l'habitation entière. C'est à l'entrée de l'une de ces caves, où s'était réfugiée la famille du propriétaire pendant l'éruption, que l'on trouva dix-sept cadavres parfaitement conservés. Une des personnes étouffées en cet endroit par la cendre, et qu'on appelle la *femme de Diomède*, était encore debout contre la muraille, où son empreinte est marquée, parée de ses vêtemens, de ses joyaux, entre autres de magnifiques bracelets ciselés, et portant à la main une bourse pleine de monnaies.

Dans une autre maison, l'on a trouvé toute l'argenterie d'une dame romaine : des cuillères assez semblables aux nôtres, sauf que le manche est moins courbé, des fourchettes à un seul bec, véritables poinçons, des plats, des assiettes, des coupes, des vases à boire, entre autres les deux admirables vases d'argent ciselé, représentant, l'un un cen-

taure, l'autre une centauresse, que l'on croirait, à leur forme, être des ouvrages de la renaissance, et que l'incroyable beauté du travail ferait attribuer aux premiers artistes florentins, à Ghiberti, à Benvenuto Cellini. On a également trouvé dans la boutique d'un marchand toute une collection de couleurs antiques; dans une autre, une fabrique de savon; ailleurs, des morceaux de toile d'amyanthe, assez grands pour donner une idée complète de cette singulière étoffe, qui, ne brûlant point, servait à envelopper les corps que l'on brûlait, et à en recueillir les cendres; ailleurs, des débris de vêtemens, un filet à pêcher, des amphores avec leurs bouchons de liége (1), du pain, de la viande dans une casserole, des morceaux de pâté, des œufs, des raisins secs, des olives, des carroubes, du fard. Tous ces objets sont conservés au musée *Degli Studi*, à Naples. Ceux que l'on peut manier sans crainte, et dont la forme est à peine altérée, sont les objets de métal, et principalement les bijoux, faits d'un or très pur. On voit des pendans d'oreilles assez semblables à ceux de nos dames, mais dont le poids serait bien lourd s'ils n'étaient la plupart en or soufflé. On voit aussi de petits diadèmes, des anneaux, des bracelets de diverses formes, presque toujours élégantes et ingénieuses; quelques-uns, par exemple, imitent des serpens par le mouvement autant que par l'aspect. Ce goût des choses belles et riches n'excluait pas, au reste, celui des aisances domestiques, du *confortable*, et les maisons romaines étaient aussi bien pourvues de l'utile que de l'agréable. On a déjà vu leur distribution commode, l'eau circulant dans toute l'habitation, le partage des pièces entre le maître et les esclaves, entre la famille et les étrangers. Je vais citer un autre exemple. Le four antique est certainement préférable à celui dont nous faisons usage. La cavité que l'on échauffe, et dans laquelle cuit le pain, est semblable dans l'un et dans l'autre; mais le four des Romains a cet avantage, qu'en avant de sa bouche ou porte, se trouve une espèce de fourneau couvert d'une cheminée, au moyen duquel deux esclaves, bien à l'abri de la chaleur, pouvaient commodément et rapidement, l'un jeter la pâte sur la pelle, et l'autre enfourner. Nos boulangers gagneraient assurément à adopter le four antique.

Les principaux ornemens des maisons romaines, outre les colonnes de l'*atrium*, du *triclinium* et du portique, outre les fontaines, les mosaïques, les statues de marbre ou de bronze qui décoraient les

(1) Un antiquaire, d'ailleurs fort distingué, M. J..., a pris ces bouchons d'amphores pour des biscuits de mer; mais on peut se tromper plus grossièrement.

jardins, étaient les peintures à fresques, dont toutes les pièces occupées par les maîtres étaient tapissées. On les appelle ainsi par habitude et sur l'apparence, car ce ne sont pas précisément des fresques, semblables à celles des artistes modernes, qui remplissent tous les temples et tous les palais de l'Italie. Ce sont plutôt des peintures à la gouache, faites sur un enduit ressemblant à du stuc. En effet, on les enlève aisément, en lavant et frottant les couleurs, sans nuire à cet enduit sur lequel elles sont simplement appliquées. Les peintures antiques ressemblent donc davantage à celles que l'on fait aujourd'hui sur un enduit de cire, et qui remplacent les fresques de la renaissance, en laissant à l'artiste l'avantage de pouvoir retoucher son ouvrage comme s'il peignait sur la toile ou le bois.

Les fresques, puisqu'il faut les appeler ainsi, déterrées jusqu'à présent, ont été enlevées des ruines de Pompeï, et déposées dans une partie des salles du musée *Degli Studi*. Mais un récent décret, provoqué, sollicité par M. Bianchi, vient d'ordonner que désormais elles fussent conservées dans les lieux même où elles seront découvertes. Cet ordre est parfaitement raisonnable. Tous ces objets antiques perdent à être transportés dans nos habitations modernes, et, d'un autre côté, l'enlèvement de ces objets nuit aux habitations qu'ils décoraient. Le musée de Pompeï doit être dans Pompeï, ou plutôt doit être Pompeï même. Les fresques du musée de Naples comprennent à peu près tous les sujets que peut traiter la peinture. Elles représentent des traits d'histoire et de mythologie, des paysages, des marines, des animaux, des fruits et des fleurs, des costumes, des ornemens d'architecture, des arabesques, et jusqu'à des caricatures. Parmi les plus importantes, il faut distinguer *Thésée ayant tué le Centaure*, le *Sacrifice d'Iphigénie*, l'*Éducation d'Achille par Chiron*, *Oreste et Pylade*, *Vénus dans sa coquille*, etc. Une autre grande fresque, où se trouvent Cérès, Proserpine, Hercule, Télèphe nourri par une biche, l'aigle, un lion, et quelques autres personnages ou animaux, est surtout remarquable par cette circonstance que Proserpine porte de grandes ailes comme les anges chrétiens. Selon moi, les plus précieux débris de l'art antique qu'aient donnés au musée de Naples les fouilles de Pompeï, sont deux simples dessins au trait, faits avec du crayon rouge sur des plaques de marbre blanc. L'un, très bien conservé, représente *Thésée tuant le Centaure;* l'autre, un peu plus altéré, un *groupe de dames jouant aux osselets*. Dans ces deux compositions, le dessin est d'une pureté et d'un fini très remarquables, digne des artistes les plus sévères de l'école raphaëlesque, et bien supérieur à

celui des fresques proprement dites, qui brillent davantage par la couleur, encore vive et belle dans la plupart. Les paysages et les marines sont précieux par les détails qu'ils rappellent. La perspective y est assez exacte, quoiqu'un peu comprise à la manière de celle des Chinois, dont il ne faut pas regarder les ouvrages horizontalement, mais de haut en bas, comme si le spectateur était élevé sur une éminence. Les animaux, les fruits, les fleurs, sont finement touchés, et retracés avec une grande exactitude. Quant aux arabesques, ce sont absolument celles que l'on imite encore partout, c'est-à-dire ces petits dessins légers et capricieux où s'ajustent, se mêlent, et s'entrelacent mille objets réels ou composés (1). Enfin les caricatures, assez comiques même à présent, sont formées de ces petits personnages que nous nommons *grotesques*, dont la tête est énorme, le corps moindre, les extrémités très petites. Nos artistes qui, les premiers, firent en ce genre des dessins ou des statuettes, croyaient peut-être inventer quelque chose; ils ne faisaient que copier les anciens. Cependant il est bon de leur remettre en mémoire un point qu'ils ont oublié. Souvent, dans ces grotesques de Pompeï, les jambes et les bras sont inachevés, de façon que les personnages ont l'air de marcher sur des pieux, et d'avoir pour bras des nageoires, ce qui les rend encore plus ridicules et plus comiques.

Mais de tous ces débris de l'art antique, de tous ces trésors exhumés des cendres de Pompeï, le morceau capital est assurément la grande mosaïque découverte en 1831, par M. Bianchi, dans la maison dite *du Faune*, parce qu'on y trouva aussi, sur un piédestal du jardin, cet admirable petit *Faune dansant*, gloire et bijou de la salle des bronzes. Cette mosaïque est, sans contredit, le plus curieux, le plus complet, le plus magnifique fragment qui nous soit resté de la peinture des anciens; je dis de la peinture, car elle ne peut être que la copie d'un tableau, et probablement celle d'un des tableaux grecs portés à Rome après la conquête. Elle est pour nous ce que seront peut-être, dans les âges futurs, ces étonnantes mosaïques qui rem-

(1) Les arabesques reçurent d'abord le nom de *grotesques*, en Italie du moins. Lorsqu'en faisant des excavations dans l'église de San-Pietro-*in-Vincula*, sous Léon X, on découvrit les ruines du palais de Titus, les ornemens de peinture trouvés intacts furent nommés, parce qu'on les tirait des grottes, *groteschi*. Un élève de Raphaël, Giovanni d'Udina, ayant découvert un moyen d'imiter le stuc ancien avec du marbre pilé mêlé de chaux et de térébenthine blanche, mit à la mode ce genre de fresques, dont Raphaël lui-même fit usage dans les loges et les galeries du Vatican.

placent, sur les grands autels de Saint-Pierre de Rome, la *Transfiguration* de Raphaël, le *Saint Jérôme* du Dominiquin, la *Sainte Pétronille* du Guerchin, le *Saint Michel* de Guide, etc., et qui pourront encore, après la destruction des toiles originales, faire connaître l'état de la peinture au siècle de Léon X. Il est juste d'en faire une description détaillée.

Cette mosaïque forme le pavé du *triclinium* d'été dans la maison *du Faune*. Contre la porte d'entrée, et en avant du morceau principal, se trouvent d'abord trois petits tableaux oblongs, séparés par des dalles blanches, qui représentent une rivière, le Nil sans doute, où s'agitent en grand nombre des animaux aquatiques, d'Égypte principalement, des canards, des ibis, des serpens, un hippopotame, un crocodile, un ichneumon. Quant à la grande mosaïque, qui est entourée d'une espèce de cadre, et forme un véritable tableau d'histoire, elle représente certainement une des batailles d'Alexandre contre les Perses, probablement la bataille d'Issus, car le récit de Quinte-Curce (lib. 3), dont je vais citer quelques passages, est parfaitement d'accord avec l'œuvre du peintre. On peut même croire, si le tableau original dont cette mosaïque doit être une copie, n'est pas grec, mais romain, que l'artiste aura porté sur la toile tous les détails donnés par l'histoire d'Alexandre, comme David, par exemple, a composé son *Léonidas* sur le récit de Barthélemy (Introduction au *Voyage d'Anacharsis*). Le moment choisi par le peintre est celui où les Macédoniens, Alexandre à leur tête, enfoncent la garde d'honneur qui entourait Darius, et où le prince persan, dont la défaite est accomplie, abandonne son char pour prendre un cheval et fuir avec plus de célérité. La partie gauche, malheureusement plus altérée que le reste du tableau, et qui offre de grandes lacunes, faciles, du reste, à combler par l'imagination, montre un petit groupe de Macédoniens pénétrant les premiers au milieu des cavaliers persans (*Macedones, ut circa regem erant, mutua adhortatione firmati cum ipso in equitum agmen irrumpunt*). Alexandre les guide et les précède. Monté sur un formidable cheval (*forma spectabilis atque ferocissimus*), la tête nue et le manteau royal sur les épaules, il combat à la tête des siens, plutôt en soldat qu'en général (*non ducis magis quam militis munia exequebatur*). Il renverse tout ce qui lui fait obstacle (*tum vero similis ruinæ stragis erat*), et, brûlant de frapper Darius de sa main (*optimum decus cæso rege expetens*), il perce de part en part avec sa lance un seigneur persan qui a fait au roi un rempart de son corps. Au centre du tableau, on voit Darius, coiffé

de la tiare (*rectam autem thyaram soli imperatori Persarum licebat gestare*. Comm. de Radero-Colonia), et encore monté sur son char de parade (*quippe qui Darius curru sublimis eminebat, et suis ad se tuendum et hostibus ad incessendum ingens excitamentum*). Autour de lui se pressent ses courtisans, parés à la manière des femmes (*hæc vero turba muliebriter propemodum culta*), les uns abattus déjà, les autres prêts à mourir (*circa currum Darii jacebant nobilissimi duces, ante oculos regis egregia morte defuncti, omnes in ora proni, sicut dimicantes procubuerant, adverso corpore vulneribus acceptis*). Le cocher a fait tourner bride au magnifique quadrige qui traîne le char de Darius; mais, effrayés du fracas qui les entoure, et percés des traits de l'ennemi, les chevaux se cabrent et résistent (*jamque qui Darium vehebant equi, confossi hastis, et dolore efferati, jugum quatere, et regem curru excutere cœperunt*). Alors le prince, arrachant et jetant à terre ses royales insignes, pour fuir plus librement (*insignibus quoque imperii, ne fugam proderent, indecore abjectis*), s'élance de son char, et va saisir le cheval que lui présente son frère Oxartes (*frater ejus, cum Alexandrum instare ei cerneret....*), afin d'échapper à toute bride au formidable assaillant qu'il voit prêt à l'atteindre (*cum ille veritus ne veniret in hostium potestatem, desilit, et in equum qui ad hoc ipsum sequebatur imponitur*).

Ce tableau, d'une dimension considérable, réunit vingt-cinq personnages et douze chevaux, à peu près de grandeur naturelle. Il ressemble tellement, dans sa disposition générale, au tableau de Lebrun sur le même sujet, qu'on pourrait accuser le peintre de Louis XIV d'être un plagiaire de l'antique, si la mosaïque de Pompeï n'eût pas été, de son temps, enfouie sous vingt pieds de cendres. Lebrun ne peut manquer d'avoir consulté Quinte-Curce, et de là vient sans doute la curieuse ressemblance entre l'œuvre de l'artiste grec ou romain, et celle de l'artiste français. Cette ressemblance, au reste, prouve mieux encore, et fera mieux sentir qu'une froide description toute la beauté, toute l'importance de l'ouvrage ancien. La vue de cette mosaïque démontre invinciblement que les peintres de l'antiquité savaient traiter de grands sujets, et embrasser de grandes compositions; qu'ils savaient y mettre une belle disposition de groupes, des plans divers, des raccourcis, du clair-obscur, le mouvement, l'action, l'expression des têtes et du geste, toutes les qualités enfin de la haute peinture, qui leur sont communément refusées. Et quand on pense, ce qu'il ne faut jamais perdre de vue, qu'un tel ouvrage est tout simplement le pavé d'une salle à manger dans une

petite ville à cinquante lieues de Rome, on est bien légitimement fondé à croire que la peinture des anciens a été l'égale de leur sculpture et de leur architecture, et qu'ainsi ils ont porté ces trois grands arts à un point de perfection qui ne saurait être dépassé.

Quand il fit la découverte de cette mosaïque, M. Bianchi fut saisi d'une joie si vive, que, pendant plus d'un mois, il resta dans un véritable accès de folie. La population de Naples partagea son allégresse et son admiration. L'on allait par troupes, et comme en procession, visiter cette précieuse relique, maintenant bien abritée sous un toit et des vitrages que supportent les débris de l'antique maison romaine, et protégée ainsi contre les entreprises des voyageurs non moins que contre les injures du ciel. Elle est devenue, à Naples, un véritable objet de mode. On la grave, on la lithographie, on la reproduit, en proportions réduites, sur des plaques de porcelaine propres à être encadrées, sur des vases de terre cuite faits en imitation des vases étrusques; on la brode sur des canevas, on l'imprime sur des étoffes. Puisqu'il est d'usage de faire mouler en plâtre, pour nos musées et nos écoles, les chefs-d'œuvre de la statuaire antique dont nous ne pouvons posséder les originaux, puisqu'on envoie copier les fresques de Michel-Ange et les tableaux de Raphaël, serait-il moins intéressant, moins utile pour l'histoire et les progrès de l'art, de faire aussi copier les principales fresques de Pompeï réunies au musée de Naples, et surtout la mosaïque dont je viens d'expliquer l'importance? Ce ne serait pas un ouvrage fort difficile, et la réussite m'en paraît certaine, si l'artiste auquel on confierait un tel travail y mettait encore plus de conscience que de talent, s'il consentait à se faire l'humble et religieux traducteur des artistes romains. Je suis convaincu que les peintres et les archéologues trouveraient à consulter ces simples traductions un égal plaisir, une égale utilité, et le département des beaux-arts, qui met toute sa sollicitude, tout son orgueil à doter la France des richesses qu'elle peut acquérir, leur doit en quelque sorte la reproduction de ces curieux monumens. Le ministre qui enrichira nos collections d'une fidèle copie de la mosaïque et des meilleures fresques de Pompeï, qui permettra que la gravure et la lithographie les répandent ensuite et les popularisent, fera certes un précieux cadeau à tous les amis des beaux-arts et de l'antiquité.

LOUIS VIARDOT.

# POLITIQUE EXTÉRIEURE.

## NÉGOCIATIONS DE LONDRES.

On s'est beaucoup entretenu ces jours derniers du discours de lord Palmerston et du sens qu'il fallait y attacher. On a aujourd'hui un nouveau texte à commenter : c'est le discours de la reine d'Angleterre. L'un et l'autre ne signifient que deux choses, premièrement l'opinion du public anglais, à laquelle il faut que le gouvernement britannique sacrifie, et secondement la position que lord Palmerston a prise dans la négociation.

Quant à l'opinion du public anglais, la voici. Ce public est pour la paix avec la France, même pour une alliance étroite avec elle. Il ne jalouse pas véritablement la France; il l'a jalousée beaucoup il y a quarante ans, quand la France menaçait la grandeur britannique dans l'Inde. Aujourd'hui, c'est la Russie qu'il jalouse. L'ambition continentale qu'on suppose à tort ou à raison à la France ne le touche guère; il laisse le soin de s'en inquiéter à la Prusse ou à l'Autriche. De plus, il tient beaucoup à la paix, et il est certain que sans l'alliance française la paix est en péril. Il est assuré, au contraire, qu'avec cette alliance, il est possible d'obtenir, par la seule force de l'influence des deux nations réunies, tous les résultats qu'en d'autres

temps on n'aurait obtenus que par la guerre. Ce sont les whigs d'abord qui pensent ainsi; ce sont aussi les tories eux-mêmes. Dans les tories, il faut distinguer les vieux tories aristocrates, qui en sont encore aux traditions de lord Castelreagh, des tories modérés, résistant par esprit de conservation au mouvement du parti réformiste, et pas plus aristocrates que leur illustre chef, M. Peel, qui est fils de l'un des plus riches industriels de l'Angleterre. Ces tories, qui ne sont pas très loin du pouvoir, veulent d'ailleurs prouver que leurs préjugés de parti ne les éloigneraient pas, comme on le croit, de l'alliance de la France libérale, et qu'ils ne sacrifieraient pas les intérêts de la paix à des préjugés qu'ils n'ont plus, et qu'ils ont laissés à leurs devanciers. Ce public anglais, qui connaît peu les affaires étrangères et qui ne s'en occupe presque pas, a tout à coup appris qu'un traité avait été signé sans la France; que ce traité entraînait pour celle-ci une sorte d'exclusion des affaires communes de l'Europe, et que la forme même employée avait eu quelque chose de blessant pour elle. Il a de plus appris, par le langage de la presse française, que la manière dont la France ressentait une telle conduite pouvait troubler profondément les relations des deux pays, et peut-être la paix de l'Europe. Il a fallu lui dire ce qui en était, et c'est dans ce but que lord Palmerston a fait un discours parfaitement poli, mais pas complètement exact, et pas du tout fondé en raison politique.

Dans ce discours, il a pris la même position que dans la négociation même, position qui au fond n'est pas soutenable. Cette position, la voici.

« De quoi s'irrite donc la France? Pourquoi dit-elle qu'il n'y a plus « d'alliance? Loin de là, l'Angleterre veut l'alliance de la France « plus que jamais. Elle en apprécie plus que jamais l'importance et « l'utilité. Aussi l'Angleterre est-elle sur tous les points disposée à « s'entendre avec la France. Y a-t-il une convention commerciale à « signer, l'Angleterre est toute prête. Y a-t-il en Espagne quelque « chose de commun à faire, l'Angleterre est disposée à recevoir l'avis « du cabinet français et à se concerter avec lui. Il en serait de même « s'il y avait une question en Allemagne ou en Suisse. Si demain les « trois puissances du Nord voulaient entreprendre une guerre de prin- « cipe contre la France, l'Angleterre ne serait plus leur alliée. En « un mot, le traité de Londres est un accord accidentel, sur un point « de la politique générale, qui n'entraîne aucune séparation défi- « nitive de l'Angleterre avec la France, aucune alliance durable de

« l'Angleterre avec les cours du Nord. Ce traité prouve que sur un « point, un seul, il y a dissidence. »

Tel est le thème que lord Palmerston, dans ces termes ou dans d'autres, n'a jamais cessé de développer devant les négociateurs français.

En supposant que ce thème fût aussi fondé qu'il l'est peu, il prouverait d'abord que la France et l'Angleterre se tiennent en général pour complètement dégagées de tout lien l'une à l'égard de l'autre, qu'en toutes choses elles en font à leur tête; que, quand elles sont naturellement du même avis, elles votent ensemble dans le conseil des cinq puissances, et que, lorsqu'elles sont d'un avis différent, elles votent en sens divers. Cela s'appelle liberté, et non pas alliance. C'est ainsi, par exemple, que l'Autriche et la France ont vécu ensemble depuis dix ans; ce n'est pas ainsi qu'ont vécu la France et l'Angleterre. Une alliance suppose qu'on se concerte préalablement, qu'on s'efforce de se mettre d'accord, qu'on fait des sacrifices pour y réussir, et qu'en un mot on vote toujours ensemble, par un intérêt supérieur aux intérêts divers qui se succèdent chaque jour, celui d'unir deux grandes influences, et de rendre leur force irrésistible en les réunissant.

La position prise par le cabinet anglais suppose donc tout de suite qu'il n'y a plus ni concert ni union permanente. Encore s'il s'agissait d'un point secondaire, d'un objet de médiocre importance, on pourrait se dire que le dissentiment sur un objet de ce genre ne saurait entraîner la rupture de l'alliance. Mais il n'y a plus aujourd'hui qu'une question tout-à-fait importante, celle d'Orient, car l'Espagne n'attire plus l'attention des puissances; elle l'attire si peu, que la reine, dans son discours, annonce qu'elle va retirer ses forces navales des côtes de la Péninsule. La question belge est finie par un traité; en Allemagne, en Italie, tout se tait. Un différend grave allait compromettre à Naples la paix du monde; la France l'a apaisé, et on l'en remercie. Il n'y a plus qu'une question, une seule, la question d'Orient. Celle-là est d'une immense gravité, d'une gravité telle que depuis 1815, c'est-à-dire depuis que l'âge des grandes choses semblait clos, il ne s'était rien présenté d'aussi considérable, rien qui méritât à un aussi haut degré l'attention et le concours de deux nations qui voulaient s'entendre pour maintenir la paix. Et, sur cette question, on se sépare brusquement de la France, presque sans avis préalable; on se met avec ses adversaires avoués ou déguisés, on se

met quatre contre elle; on la laisse de côté dans une question qui l'intéresse en quelque sorte plus que tous ceux qui la traitent, et puis on dit que l'alliance n'est pas rompue, qu'il s'agit d'un dissentiment accidentel sur un seul point, que ce dissentiment n'aura pas d'autre suite, et que le lendemain on traitera encore en commun toutes les questions qui se présenteront!

Oui, après avoir résolu avec la Russie la seule affaire qui puisse changer la face du monde, la seule question vraiment territoriale qui ait agité les esprits depuis que l'épée de Napoléon ne fait et ne défait plus les empires, on viendra nous offrir de nous entendre sur l'entrée des poteries anglaises en France, ou sur l'entrée des modes françaises en Angleterre, ou bien on nous proposera de passer en commun une note à l'Autriche et à la Russie, sur l'occupation trop prolongée de Cracovie!

Une telle manière de raisonner, il faut le dire, n'est pas sérieuse.

Cependant gardons-nous de mal accueillir le discours de lord Palmerston. Il prouve que le public anglais, pour lequel ce discours était fait, exige qu'on parle avec égard de la France, et qu'on professe publiquement le désir de conserver son alliance. Il prouve aussi qu'en signant le traité du 15 juillet, on n'avait pas plus prévu ses conséquences qu'on n'avait prévu la fin de l'insurrection de Syrie, sur laquelle toute la politique du traité repose.

Et quant à la question du procédé, sur laquelle nous avons déjà donné des détails, les explications de lord Palmerston, tout en respirant une grande intention de réparer le mal accompli, ne sont pas plus fondées.

Il dit qu'on avait offert projets sur projets à la France, qu'elle les a tous rejetés, et qu'alors il a bien fallu en finir sans elle. Voici les faits, que nous croyons tenir de bonne source.

Sous le ministère du 12 mai, l'Angleterre avait proposé un plan qui consistait à laisser au vice-roi l'Égypte héréditairement, et le pachalik d'Acre viagèrement, moins la place de Saint-Jean-d'Acre. Cela n'était pas acceptable. Enlever au vice-roi, pour prix de la victoire de Nézib, la moitié de ses possessions, n'était pas même équitable chez des barbares. Le ministère du 12 mai refusa cette proposition. Quand le ministère du 1er mars est arrivé, la négociation n'a d'abord pas été très active. Il semblait que d'un commun accord on voulût laisser reposer les esprits, pour reprendre la question avec plus de sang-froid. Quand on est revenu à la question, lord Palmerston a renouvelé son offre de l'Égypte accordée héréditairement, et du pa-

chalik d'Acre accordé viagèrement; mais pour donner à l'offre quelque caractère de nouveauté qui la rendît admissible, il y a joint la concession de la place de Saint-Jean-d'Acre. Cette offre n'était guère plus acceptable que la précédente, car on ne donnait au vainqueur de Nézib que l'Égypte, la moindre partie de la Syrie, et il fallait lui arracher, outre la plus grande partie de la Syrie, Adana, que Méhémet appelle la clé de sa maison, Candie, la reine de l'archipel, et les villes saintes, qui sont le plus grand moyen d'influence morale en Orient. Lui ôter tout cela après une victoire, c'était le pousser aux dernières extrémités, et exposer l'Europe à de graves dangers. Le cabinet du 1er mars avait fait des efforts très grands auprès du vice-roi pour lui arracher des concessions; il avait à peu près obtenu l'abandon des villes saintes et de Candie. Il avait été moins heureux à l'égard d'Adana : il avait cependant quelque espoir d'en obtenir le sacrifice, si on laissait au pacha l'Égypte et la Syrie héréditairement; mais il lui était démontré que sans la guerre, on n'arracherait pas au pacha une portion quelconque de la Syrie. Or, quand on lui demandait de consentir à un arrangement qui avait pour but d'enlever au vice-roi ce qu'il n'était d'abord pas juste de lui ôter, et ce qu'on ne lui ôterait que par la guerre, le cabinet du 1er mars ne pouvait pas céder, et dans la chambre, on lui disait à grands cris de ne pas se rendre! Ceux même qui le blâment aujourd'hui l'accusaient alors de faiblesse envers l'Angleterre, lui reprochaient de ne savoir rien lui refuser.

Le cabinet du 1er mars refusa donc cette offre. Il déclara que, si on lui proposait des conditions raisonnables, il emploierait son influence pour les faire accepter du pacha, mais que si on proposait des conditions qui n'eussent aucune chance auprès de lui, qui le pousseraient au désespoir, qui le pousseraient à marcher sur Constantinople, à provoquer ainsi les Russes à y venir, il regarderait cela comme une folie, et qu'il y résisterait.

Cela se passait au mois de mai. La proposition de donner l'Égypte et une petite portion de la Syrie était donc repoussée; mais lord Palmerston ne semblait pas en être à son dernier mot. Ce qui le prouve, c'est que l'Autriche fit à Londres quelques insinuations à la France, lui dit que peut-être on amènerait lord Palmerston à consentir à donner au pacha l'Égypte *héréditairement*, la Syrie entière *viagèrement*, moins Adana, Candie et les villes saintes, mais que cette concession serait la dernière. M. Guizot instruisit sur-le-champ le cabinet français de cette ouverture. Il fut répondu à M. Guizot de ne

pas refuser, ou d'accepter cette proposition si elle lui était faite, mais d'attendre, avant de s'expliquer, le résultat des efforts qu'on allait tenter à Alexandrie pour amener le pacha à y consentir. Il eût été, en effet, bien imprudent d'accepter cette proposition à Londres sans savoir s'il y avait chance de la faire accepter à Alexandrie. Que serait-il arrivé, en effet, si, consentie à Londres par la France, cette proposition eût été refusée en Égypte? La France aurait été obligée, ou de retirer le consentement donné à Londres, ou de s'unir aux quatres puissances pour détruire de ses mains le pacha d'Égypte.

Il fut dit à M. Guizot : — Si cette nouvelle proposition vous est faite, adressez-vous au cabinet, qui vous donnera sa réponse définitive. — M. Eugène Périer fut envoyé à Alexandrie, pour s'assurer si le pacha pourrait être amené à se contenter de l'Égypte héréditaire et de la Syrie viagère, et si, le jour où la France pèserait sur lui de tout son poids, elle ne vaincrait pas sa résistance. La France n'entendait cependant pas dépendre en dernier ressort de l'ambition du pacha; il était un point où elle voulait s'arrêter, et où elle était décidée même à lui dire les paroles qui pouvaient le faire céder; mais c'était lorsque la proposition faite serait équitable, et contiendrait un arrangement raisonnable et rassurant pour l'avenir. La Syrie entière, même viagèrement, avait à peu près ces avantages.

Ainsi, d'après quelques insinuations, on devait s'attendre que la proposition de céder l'Égypte héréditairement, et la Syrie viagèrement, serait faite à Londres, ou que du moins, si on ne voulait pas la faire, on reviendrait une dernière fois à celle de donner l'Égypte avec le pachalik d'Acre. Mais il n'en a rien été. Lord Palmerston s'est tu. Il n'a plus rien dit. Jamais la proposition de céder l'Égypte héréditairement, la Syrie viagèrement, n'a été faite. Jamais le cabinet français n'a eu à la refuser. On devait s'attendre au moins que, si l'Angleterre persistait dans celle qui se bornait à joindre à l'Égypte le pachalik d'Acre seulement, on provoquerait une dernière explication de la France. Pas du tout. On garde un long silence, puis tout à coup, à la nouvelle de l'insurrection de Syrie, qui fournit un moyen jusque-là inespéré d'agir contre le vice-roi, on s'assemble, on délibère. On garde un profond secret, pénétré, il est vrai, par notre ambassadeur, mais on le garde du mieux qu'on peut; on ne dit pas à la France : — La proposition de joindre à l'Égypte le pachalik d'Acre seulement est la proposition définitive à laquelle on s'arrête. Voulez-vous, ne voulez-vous pas y concourir? — Loin de là. On signe, puis on appelle la France pour lui dire qu'on a signé.

C'est là, il faut le dire, le procédé singulier, étrange dont la France a à se plaindre aux yeux du monde, et que les explications de lord Palmerston n'ont ni expliqué ni justifié.

En somme, voici le fait résumé : on avait accordé *héréditairement* l'Égypte, *viagèrement* le pachalik d'Acre. On allait faire un peu plus, on allait peut-être donner la Syrie *viagèrement*, sous la condition de l'abandon de Candie, d'Adana, des villes saintes. Cela, on ne le propose pas à la France; mais on le lui laisse entrevoir. La France n'a donc pas à s'expliquer encore; néanmoins elle envoie M. Périer à Alexandrie pour préparer cette solution. Tout à coup éclate l'insurrection de Syrie; on change brusquement de marche, on revient en arrière, et sans en avertir la France, sans lui demander une dernière explication, on signe une convention par laquelle on se sépare d'elle, par laquelle on se joint aux puissances du Nord, contre elle, quoi qu'on en puisse dire.

Voilà l'exposé exact des négociations, d'après des renseignemens que nous pouvons donner comme certains.

Maintenant, pourquoi faut-il rappeler ces faits? Est-ce pour aigrir les deux nations, pour les pousser l'une contre l'autre? Non, mais il faut, avant tout, que la vérité soit connue, pour que l'une et l'autre sachent comment les choses se sont passées, pour que la France ne s'exagère pas la nature du mauvais procédé, et que d'autre part l'Angleterre ne croie pas que tout s'est passé régulièrement.

Lord Palmerston a-t-il voulu outrager la France? Non, on n'a pas facilement une telle intention. Mais lord Palmerston se voyait peu à peu entraîné à faire une concession nouvelle qui coûtait à sa politique, fausse ou vraie. C'est sur ces entrefaites qu'on lui annonce la prétendue insurrection de Syrie; il y voit un expédient pour sortir d'embarras; il assemble les négociateurs, il leur montre là un moyen, jusqu'alors inconnu, de réduire le pacha, et il signe sans la France une convention jusque-là regardée comme dangereuse et inadmissible. Il la cache à la France, uniquement dans un but, celui de finir plus tôt, plus sûrement, et peut-être de donner à l'amiral Stopford des ordres qui restent huit jours inconnus! ordres arrivés trop tard, puisque l'escadre égyptienne est rentrée à temps dans le port d'Alexandrie.

C'est sur cette croyance, si légèrement fondée, sur cette croyance à l'insurrection de Syrie, qu'on a joué et compromis l'alliance française!

Au reste, n'insistons pas davantage sur le procédé : parlons du fait. Qu'en reste-t-il, toute susceptibilité mise de côté?

Une chose fort grave : l'Angleterre, après dix ans d'alliance, quitte la France pour la Russie, et s'en va tenter de résoudre, avec les adversaires plus ou moins avoués de la France et même de l'Angleterre, la plus grande question du temps.

La France est exclue d'une question qui comprend tous les intérêts de la Méditerranée à la fois; elle en est exclue quand l'Autriche, qui a Trieste dans cette mer, quand la Prusse, qui n'y a rien, sont appelées à la traiter!

La France, en outre, se trouve seule en présence des puissances du Nord, toujours au fond ennemies de sa révolution, et elle n'a plus avec elle l'Angleterre pour conjurer leur mauvais vouloir.

Qu'a dû faire la France dans cette position? que doit-elle faire encore?

S'agit-il de faire du bruit, de menacer, d'agiter les esprits, en un mot de tenir la conduite des faux braves? Non.

La France doit se souvenir que, même étant seule, elle a tenu tête à l'Europe; elle doit se rappeler que, même étant seule, elle peut défendre ou sa révolution, si c'est sa révolution qu'on menace, ou ses intérêts, si c'est à ses intérêts qu'on en veut dans la Méditerranée; elle doit se mettre en mesure sans bruit et sans jactance.

Tout le monde lui dit : — Mais nous ne voulons pas la guerre. — Soit. Si vous ne la voulez pas, doit répondre la France, ne faites pas ce qui pourrait l'amener.

La France doit armer, non pas avec ostentation, mais avec une activité efficace. Puis, comme on dit, elle verra venir. C'est aux quatre puissances à voir ce qu'il faut penser de tout cela, et à se demander si, en s'étant trompées sur les premières conséquences de la convention de Londres, elles ne pourraient pas se tromper encore sur les dernières.

****

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 août 1840.

L'échauffourée de Boulogne a fourni une nouvelle preuve de l'excellent esprit qui anime les populations, la garde nationale et l'armée. Entre le pays et la royauté de juillet, le pacte d'alliance est définitivement scellé. La France, qui entoure le trône de son amour et de sa puissance, ne s'est guère émue au bruit d'une folle tentative, et n'a pas laissé son attention se distraire de la question capitale du jour, je veux dire la question d'Orient.

Les actes du gouvernement anglais viennent d'ajouter à l'affaire d'Orient un nouveau degré d'importance et de gravité. Le discours de lord Palmerston, dans la chambre des communes, et plus encore les paroles que le cabinet anglais vient de mettre dans la bouche de la reine, doivent nous convaincre qu'il est décidé à suivre jusqu'au bout le faux système où l'ont enfin entraîné les passions et la légèreté de deux ou trois hommes politiques.

Dans le discours de la couronne, on n'a pas même, par un reste de courtoisie, témoigné quelques regrets d'une négociation si importante, conclue sans le concours de la France. Après avoir énuméré, avec une sorte de complaisance, ses nouveaux alliés, le gouvernement anglais annonce au monde qu'il entend, par ce traité, rétablir la paix de l'Orient et consolider la paix de l'Occident. Dirait-on, en lisant ces paroles, qu'il existe dans cette Europe, dont on prétend raffermir la paix, une puissance de premier ordre, une grande nation qu'on n'a pas même daigné mentionner? Est-ce outrecuidance ou gaucherie? Est-ce sérieusement qu'en l'an de grace 1840 on prétend dicter la loi à l'univers, en tenant de la France le même compte que le congrès de Vienne, de funeste mémoire, tenait de Lucques ou de Saint-Marin?

Si, en laissant de côté l'étrangeté des formes, on entre dans le fond des

choses, l'étonnement redouble : que penser, en effet, de lord Palmerston, lorsqu'il affirme gravement, dans sa réponse à M. Hume, que la nouvelle alliance, au lieu de seconder les vues ambitieuses de la Russie en Orient, aura un résultat tout contraire? A cette occasion, il a fait une remarque qui serait plaisante, si la plaisanterie pouvait trouver place dans une matière aussi grave. Vous croyez que les Russes sont arrivés à Khiva? Vous vous effrayez de leurs progrès dans le cœur de l'Asie? Vous pensez peut-être que cette marche sur Khiva est une preuve irrécusable de l'ambition démesurée de l'autocrate? Détrompez-vous, il n'en est rien; les Russes n'ont pas pénétré jusqu'à Khiva; ils ont été arrêtés par les neiges. Dès-lors il est évident que la Russie n'a pas d'ambition, qu'elle ne vise pas à l'empire de l'Asie. Tenter et ne pas réussir, n'est-ce pas un témoignage irréfragable de modération? La campagne de Moscou n'a-t-elle pas prouvé jusqu'à l'évidence que Napoléon n'était pas un prince insatiable de gloire et de conquêtes?

Veut-on une autre preuve de la modération, de la bonhomie du cabinet russe? La voici. Il a spontanément déclaré à lord Palmerston qu'il se trompait sur les vues qu'il supposait à la Russie, et qu'elle était prête à renoncer au traité d'Unkiar-Skelessi, si on voulait le remplacer par un traité commun aux autres puissances. En d'autres termes, la Russie renonce à un traité que l'Europe n'avait pas reconnu, et qui pouvait, en conséquence, l'exposer à une lutte avec l'Angleterre et la France réunies, pour un traité à l'aide duquel lord Palmerston sépare l'Angleterre de la France, se met au service de la Russie, et lui ouvre les portes de l'Orient. C'est encore là pour le noble lord une preuve de la touchante modération du cabinet de Saint-Pétersbourg.

Au surplus, dit-il, que voulons-nous? maintenir l'intégrité de l'empire ottoman. La France aussi a déclaré que c'était là le principe dirigeant de sa politique. Nous sommes donc d'accord sur le but; un dissentiment sur les moyens propres à l'atteindre pourrait-il amener une rupture entre les deux nations? La France ne sait-elle pas que le ministère anglais attache le plus grand prix à l'union intime des deux pays?

Laissons ces vaines protestations si formellement démenties par les faits. Tout a été dit à ce sujet.

La France veut l'intégrité de l'empire ottoman, c'est vrai; mais la France ne s'est jamais dissimulé l'état réel, les conditions actuelles de cet empire. Elle n'imagine pas et ne permet à personne de lui faire accroire que la Porte conserve des forces qu'elle a perdues depuis long-temps, une vigueur, une énergie, qu'elle n'a que trop oubliées. L'empire turc, sans être démembré dans le sens légal du mot, a vu quelques-unes de ses provinces se détacher de l'administration générale du sultan et recevoir de la main d'un vassal aussi habile que puissant une organisation particulière et une vie nouvelle. La victoire de Nézib, provoquée par les funestes conseils donnés à la Porte et par la folle agression qui en a été le résultat, a mis le sceau à la séparation de l'Égypte et de la Syrie. La Porte est aussi incapable de reprendre le gouvernement de

ces provinces que de le conserver. Ces pays seraient demain abandonnés par Méhémet-Ali, qu'au lieu de rentrer paisiblement sous l'administration du sultan, ils se trouveraient livrés à une effroyable anarchie que l'Europe, froissée dans ses intérêts commerciaux et inquiète de son équilibre politique, ne saurait voir d'un œil indifférent. Les relations des cabinets européens à l'endroit de l'Orient ne tarderaient pas à se compliquer, une intervention armée serait bientôt inévitable, et de là à une guerre générale il n'y a qu'un pas.

Dès-lors il ne reste que deux explications raisonnables à donner de ces mots, l'intégrité de l'empire ottoman; l'une positive, l'autre négative.

D'un côté (c'est le sens négatif), nulle puissance européenne, qu'elle s'appelle Autriche, Angleterre, France ou Russie, ne doit aspirer à un agrandissement territorial aux dépens de la Turquie. L'empire turc doit rester l'empire des Ottomans. Qu'on y songe; le jour où l'on croirait sérieusement que cela est impossible, ce jour-là il ne s'agirait plus seulement de remanier le territoire de la Turquie, mais celui de l'Europe. Il ne manque pas en Occident de choses à remettre à leur place naturelle. La France, qu'on a souvent accusée d'ambition et qui donne cependant à l'Europe, depuis vingt-cinq ans, des preuves irrécusables d'une modération bien rare dans l'histoire des grandes nations, la France ne prendra pas l'initiative de ce grand mouvement; mais elle ne permettra pas que d'autres l'impriment au monde sans qu'il produise toutes ses conséquences, sans que l'équilibre de la balance européenne, troublé par les changemens du bassin oriental, soit rétabli par des changemens proportionnels dans le bassin occidental.

Le sens positif est celui-ci : les provinces séparées de l'administration générale de la Porte ne doivent pas être démembrées de l'empire. Le sultan doit en conserver la suzeraineté. Méhémet-Ali et ses héritiers seront les vassaux de la Porte. L'Égypte et la Syrie seront deux grands fiefs qui ne sortiront pas du cercle de l'empire ottoman. Méhémet-Ali n'a jamais voulu autre chose. Dans les momens les plus critiques, il n'a jamais brisé ses liens avec la Sublime-Porte, il n'a jamais manqué à ce qu'il lui devait d'honneurs et de respects. Aucun pacha ne s'est montré observateur plus scrupuleux des usages et cérémonies de l'empire. A la mort du sultan, à l'avénement du nouvel empereur, à l'occasion d'un mariage, à la publication d'un hatti-scheriff, que sais-je? toujours Méhémet-Ali a su concilier ses légitimes prétentions avec cette position élevée, mais dépendante, qu'il n'entend pas changer. Ce n'est pas la souveraineté absolue, c'est l'administration, c'est le gouvernement héréditaire de ces provinces qu'il réclame. Il veut ce qui est, ce qui ne pourrait pas cesser d'être, sans plonger ces provinces dans le désordre, sans exposer l'empire à des secousses qu'il est hors d'état de supporter.

La France n'a jamais demandé autre chose que de régulariser ce qui existe, de sanctionner le fait accompli.

L'empire turc conservera son intégrité, et retrouvera, par l'amitié et la bonne administration d'un vassal puissant, une partie des forces qu'il a perdues.

L'Europe verra s'éloigner pour un temps indéfini, très long peut-être, une question dont la solution peut amener les plus grandes catastrophes.

Qui pourrait se plaindre de cet arrangement? Ceux-là seulement qui auraient des vues secrètes et ambitieuses sur le territoire de l'empire ottoman; ceux qui verraient avec douleur l'administration vigoureuse de quelques-unes de ses provinces lui offrir des forces et un modèle qui lui sont également nécessaires; ceux, en un mot, qui ont intérêt à prolonger l'agonie de la Porte, pour qu'un jour elle se jette complètement épuisée dans les bras qui sont toujours ouverts pour la recevoir et pour l'étouffer.

C'est là le fond de la question, c'est là le vrai; tout le reste n'est que sophismes et arguties. Défaire ce qui existe, c'est bouleverser l'Orient, c'est compromettre l'intégrité de l'empire ottoman et la paix du monde. Même dans la plus étrange des suppositions, dans l'hypothèse que Méhémet-Ali, oubliant tout à coup ses forces, ses antécédens, ses victoires, sa renommée, les intérêts de sa famille, sa vie tout entière, obéirait humblement aux sommations injurieuses de l'alliance anglo-moscovite, ces provinces ne tarderaient pas à devenir un champ de bataille où nous verrions ces amis d'hier se mesurer d'un œil d'envie, et bientôt s'entredéchirer; car, certes, il n'y eut jamais de pacte plus étrange, de convention plus inconcevable, d'accord moins durable que celui qui fait de l'Angleterre, de la maîtresse des Indes, l'instrument de la politique russe en Orient.

En présence de ce fait, il est des amis du pouvoir absolu qui se permettent de rire des gouvernemens constitutionnels. Pourquoi, disent-ils, ces étranges résolutions? Pourquoi cet incroyable aveuglement? Parce que des considérations de politique intérieure, des patronages de famille, des combinaisons électorales, ont forcé le cabinet anglais à laisser l'ambassade de Constantinople à lord Ponsonby, et n'ont pas permis aux collègues de lord Palmerston de rompre avec lui. Lord Palmerston, pour ne pas se brouiller avec une famille puissante, a dû se résigner à lord Ponsonby, et le cabinet à son tour a dû subir la loi de lord Palmerston. Lord Ponsonby a préparé de longue main, avec une insistance et une vivacité déplorables, toutes ces folies orientales; lord Palmerston a fini par les adopter avec son opiniâtreté habituelle. L'un et l'autre en ont fait une question personnelle, une question d'amour-propre. Lord Ponsonby tenait à Londres depuis plusieurs mois un interprète de son ambassade pour qu'il insistât, pour qu'il pressât les ministres et les diplomates, exactement comme un plaideur entretient un solliciteur auprès d'un tribunal.

Certes, nous sommes loin de vouloir tirer de ces faits aucune conséquence contre le gouvernement constitutionnel; mais nous reconnaissons que l'histoire emploiera un langage fort sévère en parlant un jour des causes qui ont enfanté un si grand évènement, un évènement qui peut compromettre la paix et la prospérité dont l'Europe avait le bonheur de jouir depuis vingt-cinq ans.

Le noble lord s'étonne de ces prédictions. A l'entendre, rien de plus paci-

fique, rien de plus simple que son fameux traité. Il n'y a dissentiment que sur les moyens d'atteindre le but : qu'importe? c'est si peu de chose!

Nous venons de montrer qu'au fond il n'y a pas même unanimité sur le but. La France pense qu'il est sage de maintenir les faits accomplis : le noble lord veut tout bouleverser. La France veut pour l'empire ottoman une intégrité réelle et possible; lord Palmerston, une intégrité chimérique, qui aboutit à l'anarchie, au désordre, au démembrement.

Mais d'ailleurs est-ce sérieusement qu'on vient nous dire que ce n'est rien que le dissentiment sur les moyens d'exécution? Et quels sont ces moyens? Où commencent-ils? où finissent-ils? que deviendraient-ils si le pacha résistait, si un premier succès couronnait ses efforts? si la lutte se prolongeait? A ces questions il n'est qu'une réponse : la voici. Les nouveaux alliés ont imaginé que la France se bornerait humblement au rôle de spectatrice; qu'elle laisserait écrire dans l'histoire du XIX^e^ siècle ces paroles : La France, après les guerres de la révolution et de l'empire et un repos de vingt-cinq ans, vit un jour l'Angleterre, la Russie, la Prusse et l'Autriche régler seules les affaires de l'Orient, et se contenta de leur dire que c'étaient là des façons peu courtoises!

A l'heure qu'il est, l'Europe sait que c'est là une supposition hasardée que les faits se chargeraient de démentir. Quiconque pense que la France désire sincèrement le repos du monde, qu'elle préfère à toutes choses une paix digne, honorable, celui-là est un juste appréciateur de l'opinion publique : mais il la méconnaîtrait complètement, celui qui pourrait être tenté de croire que la France se résignera à un rôle subalterne et indigne d'elle.

Empressons-nous de le reconnaître. Il y a à cet égard accord parfait de sentimens, véritable élan national. La couronne et le pays, la garde nationale et l'armée, toutes les opinions, tous les partis, nous n'en exceptons aucun, n'auraient qu'une voix, qu'un cri le jour où la France se sentirait blessée dans son honneur, dans sa dignité, dans ses plus chers intérêts. La couronne trouverait dans le cabinet actuel un interprète fidèle, un exécuteur habile de ses généreuses résolutions. Disons plus, quels que fussent les hommes assis au pouvoir, nulle force humaine ne pourrait les y maintenir le jour où ils faibliraient sous le poids de cette mission nationale, le jour où la couronne ne trouverait pas en eux un conseil et un instrument proportionnés à la grandeur des évènemens.

Au surplus, ce n'est pas la résolution du cabinet anglais qui doit fixer plus particulièrement l'attention de notre gouvernement. Sans doute c'est du cabinet anglais que la France, au point de vue de sa dignité, a le plus le droit de se plaindre; c'est lord Palmerston qui, sans tenir aucun compte de notre alliance, n'a eu ni trève ni repos qu'il n'ait formé une alliance nouvelle. Mais, au point de vue purement politique et d'intérêt matériel, c'est sur la Prusse et l'Autriche, sur leur adhésion au traité anglo-russe, que le gouvernement français doit, avant tout, porter son attention.

L'Angleterre, pays libre, pays constitutionnel, ne tardera pas, nous en

sommes convaincus, à demander à son cabinet un compte sévère de sa conduite politique. Le jour où il sera évident pour tout le monde que tous les efforts de lord Palmerston n'ont abouti qu'à la rupture de l'alliance anglo-française et à l'intronisation de la puissance russe en Orient, la nation anglaise élèvera sa voix et repoussera le rôle, par trop subalterne et contraire à ses intérêts, de satellite de la Russie. C'est là une aberration qui d'un côté ne peut être durable, et qui, de l'autre, tout en donnant aux Russes, dans les affaires d'Orient, un ascendant funeste, n'altère guère la situation relative de la France et de la Russie. Il n'en est pas de même de l'adhésion de l'Autriche et de la Prusse.

Ces deux puissances ont si peu à gagner et tant à perdre à cette étrange convention, qu'il est impossible de ne pas se demander comment elles ont pu y donner leur consentement. Quelle est donc la cause de ce grand aveuglement?

Comment la Prusse a-t-elle pu oublier tout à coup sa faible population, sa bizarre géographie, ses populations cis-rhénanes? Comment l'Autriche, seul fondement en Europe du système stationnaire, a-t-elle pu, elle, si prudente, si réservée, fermer les yeux sur tous les dangers dont elle est entourée, dangers qu'elle ne peut conjurer que par l'inaction et la retenue de la France?

Évidemment, on l'assure d'ailleurs, les hommes habiles, prévoyans de ces deux pays, ont dû gémir de la nécessité où ils se sont trouvés d'adhérer à pareil traité. Nous le croyons volontiers. Mais en politique, peu importent les dispositions morales des auteurs d'un fait quelconque. Plus d'un homme politique n'approuvait guère la bataille de Navarin. Les flottes égyptienne et turque ne furent pas moins attaquées et détruites.

Que nous importent les regrets qu'on peut éprouver à Vienne et à Berlin? Le fait n'est pas moins réel; ces regrets ne font que confirmer ce qui est déjà évident de soi-même, c'est que ces puissances n'ont plus la libre disposition d'elles-mêmes, c'est qu'elles obéissent aveuglément à une impulsion étrangère qui leur paraît irrésistible, c'est qu'en réalité il y a chez elles décadence politique, qu'elles ne sont plus que des puissances de second ordre. C'est là ce que tout homme impartial sera forcé d'avouer le jour où le traité serait ratifié par la Prusse et l'Autriche. La Prusse devra reconnaître qu'en changeant de roi, elle a changé de politique, et l'Autriche ne pourra pas ne pas s'apercevoir que son ministre dirigeant a perdu le haut rang qu'il a si long-temps occupé dans la diplomatie européenne.

Quoi qu'il en soit, la ratification du traité sera pour la France une preuve certaine que la Prusse et l'Autriche ne sont plus que deux hospodaras russes. Lorsque, contrairement à ses propres intérêts, on a cédé à la volonté d'autrui sur un point si capital, il est évident qu'on ne cède pas à la raison, mais à la peur. Dès-lors on peut céder sur toutes choses; on peut s'humilier demain comme on s'est humilié aujourd'hui; on peut servir les passions d'autrui comme on a servi les intérêts; on est un instrument.

C'est là ce que la France doit se dire, c'est là ce qu'elle doit prendre en grande considération et ne jamais perdre de vue.

En Angleterre, l'opinion publique est libre et puissante. Le jour où la nation anglaise sera convaincue que son administration s'est égarée, elle n'hésitera pas à la briser. Elle en a les moyens.

Ces moyens n'existent ni en Prusse ni en Autriche. Si la Russie s'est emparée de leurs conseils, elle peut y régner des années et des années, et y affermir de plus en plus son influence exclusive. Dès-lors la France aura un jour à délibérer sur la question de savoir jusqu'à quel point elle doit permettre qu'un système qui lui serait hostile ou seulement suspect, pousse ses forces ou du moins son influence jusqu'aux portes de Thionville et de Grenoble.

Quoi qu'il en soit, nous sommes complètement rassurés. Le roi, le pays, le cabinet, comprennent également toute l'importance et la gravité de la nouvelle situation politique que l'alliance anglo-russe vient de faire à l'Europe. La France n'a rien à craindre.

Les affaires d'Espagne semblent prendre une tournure moins fâcheuse. Espartero, revenu d'une erreur momentanée, paraît disposé à mettre son influence et son épée au service de la monarchie constitutionnelle et de l'ordre; ce qui est d'autant plus rassurant, que le gros de l'armée ne cachait pas sa répugnance à suivre son général dans ses aventures politiques.

Toujours est-il qu'en allant se mettre au pouvoir d'Espartero, au sein de la Catalogne, la reine a poussé trop loin peut-être la hardiesse d'un esprit politique et la confiance d'une femme. Quoi qu'il en soit, il s'agit maintenant de reprendre d'une main habile et ferme les rênes du pouvoir qu'on a laissé flotter un instant. Malheur à l'Espagne s'il arrivait à la reine ce qui arrive quelquefois aux personnes les plus hardies qui viennent d'échapper à un grand danger qu'elles n'avaient pas prévu. Elles prennent peur et se découragent après coup. Si la reine Christine, qui est peut-être l'homme d'état le plus éminent de l'Espagne, songeait à laisser ce malheureux pays à lui-même, elle compromettrait à la fois l'avenir de l'Espagne et celui de ses enfans. On parle du mariage de la reine Isabelle avec le fils aîné de l'infant François de Paule. Ce mariage ne donnerait pas, dit-on, à la jeune reine, un conseil bien habile; mais ce serait du moins une question résolue : c'est ce qu'on peut dire de mieux en faveur du projet.

La saison s'oppose à tout fait saillant, à toute entreprise considérable dans l'Algérie. Quelques attaques partielles tiennent nos garnisons en haleine; mais ce ne sera qu'en automne que les opérations militaires pourront reprendre leur cours.

M. Laurence, directeur des affaires de l'Algérie au ministère de la guerre, a publié un tableau fort bien fait et fort curieux de la situation des établissemens français dans l'Algérie en 1839.

M. Letronne a remplacé M. Daunou aux Archives générales du Royaume, M. Naudet prend à la Bibliothèque royale la place de M. Letronne, et M. Sainte-Beuve succède dans la Bibliothèque Mazarine à M. Naudet. On ne pouvait confier ces services publics à des hommes plus compétens et plus dignes. Qu'on nous permette de nous féliciter en particulier d'un choix qui donne à un esprit éminent, trop enveloppé jusqu'ici dans sa modestie, les moyens de se livrer avec une nouvelle ardeur aux grands travaux que le pays a le droit d'attendre de M. Sainte-Beuve.

Nos soieries, cette branche si importante et si productive de nos exportations, sont reçues en franchise aux États-Unis; mais elles sont menacées d'être frappées bientôt de droits d'importation, et plusieurs membres du congrès ont déjà exprimé le désir que le gouvernement exécutif prît cette affaire en sérieuse considération. Ce n'est point qu'ils trouvent qu'il n'existe pas en France d'équivalent à l'avantage dont nos soieries jouissent aux Etats-Unis; ils ne peuvent pas ignorer que la convention de 1822 a mis presque toute la navigation entre les deux pays dans les mains des marins américains, et cela est si vrai, que les ports de mer français font chaque année de vives réclamations contre cet état de choses. Mais le trésor américain est hors d'état de subvenir aux besoins du gouvernement; les revenus de l'Union ont diminué, et, comme la loi de 1833 ne permet pas d'élever les droits sur les articles qui paient plus de 20 pour 100 *ad valorem*, il devient nécessaire d'imposer ceux qui entrent en franchise. Nous avons, il est vrai, des défenseurs dans le congrès; ceux qui représentent l'Ouest, le Midi, et qui voient qu'une pareille mesure nuirait à leur coton et à leur riz, élèvent la voix en faveur de nos soieries. Une cause ne se perd pas aisément quand elle est défendue par des hommes comme M. Clay, M. Calhoun et M. Benton, le sénateur de l'état de Missouri, un des hommes les plus remarquables des États-Unis, doué d'une grande éloquence et admirateur passionné de la France. M. Benton a devant lui un brillant avenir, et nous ne doutons pas qu'il ne réussisse un jour à resserrer les liens qui unissent les deux peuples. Mais, nous le craignons, l'éloquence et la raison de ces Américains éminens, et les intérêts même si grands du Midi, ne pourront l'emporter sur les intérêts de l'Est et du Nord, et surtout ils ne pourront faire taire les besoins pressans du trésor américain. Tout ce qu'ils pourront obtenir sera de faire maintenir en faveur des soieries d'Europe le droit différentiel qui frappe celles de la Chine.

Une espérance qu'ils ne s'avouent peut-être pas à eux-mêmes, pousse plu-

sieurs représentans de l'Union à demander l'imposition de nos soieries, ils espèrent que cette industrie pourra se perfectionner en Amérique, au point de faire une concurrence, non pas redoutable à notre industrie, mais qui puisse les affranchir en partie des soieries étrangères; nous n'aurons pas de peine à rassurer nos manufacturiers, et nous ne pouvons mieux faire pour y arriver, que de leur mettre sous les yeux l'état actuel de l'industrie sétifère aux États-Unis; nous le ferons précéder de l'historique rapide des diverses tentatives faites pour naturaliser la culture de la soie dans l'Amérique du Nord.

La révocation de l'édit de Nantes, par lequel commence l'histoire de tant d'industries étrangères, fit passer en Angleterre, en 1685, un grand nombre d'ouvriers français; ils s'établirent à Spithfields, et le gouvernement anglais, se trouvant ainsi en mesure de manufacturer de la soie, voulut recevoir la matière première au sol de l'Angleterre. Les essais furent infructueux, il fut reconnu que le climat de l'Angleterre ne convenait pas au mûrier, et Jacques I^er^ donna des instructions au comte de Southampton pour pousser avec vigueur la culture de la soie en Virginie, de préférence à celle du tabac. Les instructions du roi Jacques furent exécutées, elles furent renouvelées par ses successeurs, et le gouvernement de la Virginie, entrant sérieusement dans les vues de la métropole, encouragea la culture. Ces encouragemens et ces efforts ne produisirent qu'un grand nombre de mûriers que l'on retrouve encore dans la partie orientale de la Virginie.

Jusqu'en 1732, on n'entend parler d'aucune autre tentative. A cette époque, le gouvernement anglais acheta de sir Thomas Lambe son secret d'importation de la machine à moulinage, dont le modèle avait été surpris par son frère en Italie.

Cet encouragement, qui produisit une grande sensation, fit établir cette même année une colonie en Georgie, et des mesures furent adoptées pour la culture de la soie; elles étaient sages; elles obtinrent quelque succès. Une filature fut même établie à Savannah, sous la direction d'un habile Piémontais. Les administrateurs de la colonie à qui appartenait cette filature, résidaient en Angleterre, et étaient représentés sur les lieux par un agent qui achetait des planteurs les cocons, et les faisait filer au profit de ses ouvriers.

Ce système n'ayant pas donné les résultats qu'on en attendait, on en adopta un autre, et en 1751 il fut établi une filature publique, où l'on filait à un prix déterminé la soie apportée par les planteurs. Cette soie une fois filée était rendue par les planteurs aux négocians de la ville, qui l'expédiaient pour l'Angleterre. Mais ce nouveau système n'eut pas de meilleurs résultats que le premier, puisque de 1751 à 1772, c'est-à-dire pendant une période de dix-sept ans, il ne fut exporté en Angleterre que huit mille huit cent vingt-neuf livres de soie grège, ce qui ne fait qu'une moyenne d'un peu plus de cinq cents livres par an. La révolution détruisit la manufacture, et l'art de filer les cocons est aujourd'hui aussi inconnu en Georgie que dans les autres états de l'Union.

Pendant que le gouvernement anglais faisait des efforts pour introduire la culture de la soie dans les colonies américaines, quelques particuliers tendaient au même but. Le docteur Franklin, à qui l'Amérique doit tant de grandes et utiles choses, se trouvant à Londres en 1769, au moment où l'Angleterre s'occupait d'introduire dans les Indes la filature de la soie, suggéra à la société philadelphienne américaine, tout récemment instituée à Philadelphie, l'idée d'introduire la culture de la soie en Pensylvanie. La société applaudit vivement à l'idée de Franklin: après avoir demandé les secours pécuniaires de la législature, et en avoir éprouvé un refus, il ouvrit une souscription qui suffit à faire les fonds nécessaires. Cette filature, qui, sous la direction d'un Français, avait dès la première année reçu deux mille trois cents livres de cocons, se trouva arrêtée par la révolution.

Nous ne ferons que mentionner la tentative que M. Nathaniel Aspinnal fit dans la colonie de Connecticut avant la fin de la guerre d'Amérique entre la France et l'Angleterre.

L'ignorance des difficultés qui accompagnent la préparation de la soie a fait multiplier les plantations de mûriers dans différentes parties du Connecticut, et surtout dans les comtés actuels de Windhom et Talland. On éleva des vers à soie, on obtint des cocons; des femmes furent occupées à dévider la soie et à la convertir en soie à coudre; et quoiqu'elles n'employassent et n'emploient encore que le rouage du dévidoir ordinaire, elles réussirent à obtenir un produit qui, s'il ne peut être livré au commerce sur le marché des grandes villes, est du moins employé sur les lieux à beaucoup d'usages dans l'intérieur des familles.

C'est dans cet état qu'un Américain, Français d'origine, M. Du Ponceau, trouva l'industrie sétifère. Ses efforts pour l'améliorer furent grands et multipliés; il s'adressa au congrès pour obtenir l'établissement d'une école pratique, où l'instruction nécessaire à la filature de la soie eût été donnée gratuitement. Son dessein avoué était de créer aux États-Unis un nouveau produit, la soie grège, et d'en former un nouvel objet d'échange avec l'Europe et avec la France particulièrement, et il s'appuyait sur ce que la chambre de commerce de Lyon et les commissions de fabricans anglais avaient reconnu que la soie qui peut être produite aux États-Unis était égale aux plus belles soies du monde. Quels que fussent les efforts de M. Du Ponceau, son plan fut rejeté par le congrès pendant trois années consécutives. Il ne se découragea pas, et forma un petit établissement où, aidé d'un autre Français, il parvint à fabriquer de fort belles étoffes; alors, content d'avoir prouvé, au prix d'une partie de sa fortune, que les États-Unis pouvaient produire des étoffes de soie, il renonça à son projet.

Ainsi donc, en ce moment, l'industrie sétifère en Amérique produit dans quelques comtés de la Nouvelle-Angleterre des soies d'une consommation toute locale; de plus, il existe quelques manufactures de soie à coudre, objet de commerce protégé par un droit de douane de 40 pour 100, ce qui n'empêche

pas qu'une grande partie des soies à coudre employées aux États-Unis ne vienne de l'étranger, et que les manufactures américaines préfèrent pour matière première les soies qui viennent du dehors aux soies mal filées produites dans le pays.

Nos manufacturiers peuvent se rassurer, car ils n'ont à redouter aucune concurrence de la part d'ouvriers qui ignorent l'art du filage et du moulinage, les premiers élémens de l'industrie sétifère.

---

De graves questions sont soulevées dans le livre publié par M. Hello sous le titré de *Philosophie de l'Histoire de France* (1). Il s'agit en effet de constater, pour la France, la marche ascendante des générations, de rechercher les causes secrètes qui les poussent en avant, de dégager, dans les évènemens, l'action de l'homme et l'action de Dieu, de montrer enfin ce que peut le maître absolu et la créature soumise, quoique indépendante. Est-il donné à l'homme de résoudre d'une manière satisfaisante ces grands problèmes, et pour arriver à la solution, quelle est la marche à suivre? Faut-il se borner à la méthode expérimentale, rassembler les faits, les examiner, et réduire rigoureusement les lois qui semblent la régir? Faut-il adopter la méthode *à priori* pure, et des seules notions générales des choses déduire leurs lois suprêmes par la seule force de la pensée? Je ne sais vraiment; car, quel que soit le point de vue où se place la philosophie de l'histoire, les difficultés semblent égales. Si l'on s'en tient à l'étude sévère des faits, il est presque impossible que cette étude soit complète, car bien des faits importans se déroberont sans cesse dans les obscurités du passé, et il faudra constamment suppléer par la témérité de l'esprit aux enseignemens des souvenirs positifs. D'autre part, c'est une condition de notre intelligence, que les notions même les plus universelles ne nous sont révélées que par la réalité, par le tangible. Que ce soit Bossuet, Herder, ou Vico, et que le génie de ces grands hommes, en sondant l'incompréhensible, ait deviné juste, il y aura toujours quelque chose d'idéal dans le résultat de leur synthèse, il se rencontrera d'ailleurs toujours un texte, un fait qui la contredira. Le doute reparaît partout; l'omnipotence humaine a contre elle l'évidence; le dogme de la fatalité est essentiellement immoral et faux, et cependant les plus grands historiens, Thucydide, Hérodote, Tite-Live, Tacite, ne sont-ils pas fatalistes! L'antiquité et la société moderne se contredisent; certes il y a là

(1) Joubert, rue des Grés, nº 14. Un volume in-8º.

de quoi désespérer les penseurs. Faut-il conclure de toutes ces inquiétudes, de toutes ces opinions divergentes, que la philosophie de l'histoire n'est qu'une belle mais vaine spéculation, et l'abandonner par le sentiment de notre impuissance? Loin de là. Si les plus hautes intelligences ont suivi des voies diverses, si elles ont entrevu, pressenti, les grandes vérités, si elles se sont égarées dans l'erreur, il appartient aux hommes de talent de rechercher les preuves de ces vérités ou de ces erreurs, de confirmer ou de rectifier, de donner, à défaut d'une solution irrécusable, à défaut d'un de ces systèmes qui n'appartiennent qu'au génie, quelques opinions justes et plausibles; ces fortes études d'ailleurs, lors même qu'elles laissent le doute, sont encore, au point de vue pratique, d'une évidente utilité.

C'est aussi pour arriver à une conclusion pratique que M. Hello, dans sa *Philosophie de l'Histoire de France,* a vivement abordé les abstractions. Son livre est une réponse adressée à ces esprits inquiets et mécontens qui se demandent : faut-il faire une révolution politique ou une révolution sociale? Et pour les détourner de ce projet, il ne s'arrête pas à discuter le présent, mais il descend jusqu'au fond même du passé, et il cherche à démontrer que les révolutions politiques ou sociales ne sont pas le résultat imprévu, spontané, de quelques individus, et qu'avec toute l'audace, avec toute la conviction possible, on n'improvise pas une société à l'aide de quelques théories exceptionnelles ou aventureuses. La providence et l'activité libre de l'homme disposent et accomplissent les évènemens. Le concours de cette double action, dans la destinée des peuples, est incontestable et peut seul donner le mot du mystère humain. M. Hello, dans la question du bien-être social, se place ainsi au même point de vue que les théologiens orthodoxes dans les questions de la grace, et le fait, dans le monde politique, est en quelque sorte l'adhésion volontaire de l'homme aux décrets éternels, comme l'acte, dans le monde moral, n'est que la libre adhésion de la volonté aux incitations de la grace. Entre l'action divine et l'action humaine, il y a cette différence que l'action humaine est perceptible aux contemporains, tandis que l'action divine ne l'est pas. Mais s'il ne nous est pas donné de voir clairement dans l'époque même où nous vivons, notre vue devient plus puissante quand nous examinons le passé. Dieu se révèle, et l'historien philosophe peut le démontrer par la formation et l'accroissement des sociétés, comme Fénelon, Clarke, l'ont démontré par les merveilles de la création. M. Hello, à l'appui de son système, parcourt rapidement, quoiqu'avec détail et en s'appuyant autant que possible sur les faits, les diverses phases par lesquelles a passé la société française. Il signale d'abord la différence qui sépare le monde ancien et le monde moderne, et cette différence, c'est, selon lui, que le rôle providentiel est plus évident, plus actif dans les sociétés modernes, et que la condition de ces sociétés est par cela même plus vraie, plus morale, plus durable. Voyez Rome, elle porte en elle comme un germe fatal de mort, et le bien n'enfante pas le mieux. Pourquoi? parce que l'œuvre, la pensée humaine, le but humain, dominent sa destinée.

La société française, au contraire, n'a point été fondée par un homme, et l'obscurité de ses origines, le terrible chaos de ses premiers âges, ses désastres même dont il ressort toujours quelque bien, sont comme un indice du soin que la Providence a pris de veiller sur elle. M. Hello, pour arriver à ces conclusions, se tient constamment dans la méthode expérimentale. Il suit pas à pas, mais rapidement, le vaste drame de notre histoire, depuis les invasions barbares jusqu'à la révolution; il cherche tour à tour le rôle de l'individu dans l'état, puis l'action successive des générations. C'est ce qu'il désigne sous le nom d'*élément personnel*. Dans le chapitre consacré à l'*élément territorial*, il met en lumière cette puissance occulte, cette espèce d'aspiration irrésistible qui attire à l'unité les élémens dispersés qui forment le royaume. C'est comme une sorte d'agrégation moléculaire dont chaque province subit la puissance, mais toujours librement, et selon les sympathies et les convenances de ceux qui l'habitent. L'*élément politique* et l'*élément littéraire* sont étudiés avec le même soin et toujours du même point de vue. M. Hello cherche à constater que la culture intellectuelle se développe parallèlement aux destinées politiques de la nation avec une telle rigueur, que l'on peut deviner à la lecture d'un livre sans date et sans nom la phase sociale à laquelle il appartient. Selon lui, le caractère de notre littérature est d'une nature si exquise, si élevée, que le génie littéraire de notre nation ne saurait être une acquisition de l'homme, mais un don venu d'en haut. La formation de notre langue offre également le cachet irrécusable du doigt de Dieu. Le travail de l'homme peut bien se reconnaître dans les qualités accessoires et contingentes du langage, mais cette merveilleuse concordance entre l'expression et l'idée, ce spiritualisme de la langue, cette perfection d'une chose abstraite, est précisément la qualité qu'il était le plus impossible à l'homme d'atteindre.

Ainsi, en dernière analyse, la partie humaine et la partie divine, d'après M. Hello, sont partout reconnaissables dans notre histoire. Dieu et l'homme doivent en quelque sorte s'aider, car s'il n'est rien dont la liberté humaine soit absolument maîtresse, il n'est rien aussi dont elle doive absolument s'abstenir. Mais il importe, avant tout, de constater, par l'étude, quelle est dans la marche des évènemens la part de notre faiblesse et celle de l'omnipotence divine, et quand, de cette étude, de cette abstraction, on arrive au fait pratique, quand on veut intervenir dans les affaires de son pays, quand on a la prétention de donner aux destinées d'une grande nation une direction nouvelle, on doit s'assurer, avant tout, qu'on a bien nettement pour soi l'expérience, l'autorité des évènemens, et que l'on est absous de cette ambition par les enseignemens du passé. On doit surtout rester dans la limite de ses forces, et ne pas porter la main sur l'œuvre de Dieu. Or, cette œuvre, c'est l'enfantement des sociétés, et par conséquent l'homme n'a ni le droit ni le pouvoir de faire une révolution sociale. Voilà la conclusion pratique.

Nous nous sommes bornés à exposer très sommairement les idées générales de M. Hello. En semblable matière, il y a toujours dans l'esprit du lecteur

quelque chose qui laisse subsister une certaine envie de contredire. M. Hello a-t-il raison? Se prononcer pour la négative ou l'affirmative, ce serait, je le crois, dire qu'on est certain soi-même du mot de l'énigme, et dans la philosophie de l'histoire, un peu de doute est bien permis. Sans aller jusqu'au fond même des doctrines et sans nous occuper de la forme, qui rappelle en certains points l'école *humanitaire* ou l'école *symbolique*, nous nous bornerons à dire que la *Philosophie de l'histoire de France* atteste dans son auteur une remarquable intelligence du passé et de fort sérieuses études. Le livre ne donne pas en bien des points ce qu'il promet par son titre; mais du moins on y trouve des vues neuves, hardies, sans trop de témérité, et c'est un résultat satisfaisant que d'avoir reconnu souvent le véritable sens des faits, et de les avoir rattachés à l'ensemble universel de la civilisation. Les écrits de cette nature doivent exciter l'intérêt des esprits sérieux, car ils donnent à penser, ce qui est rare; et nous tous, qui vivons au sortir d'une révolution sociale, la plus grande peut-être qui se soit jamais accomplie, nous qui ressentons encore, sans y avoir assisté, l'ébranlement profond de ce drame terrible, nous devons en rechercher attentivement, par une étude élevée de l'histoire, le prologue dans le passé et le dénouement dans l'avenir.

— Clot-Bey vient de publier un ouvrage remarquable et plein de renseignemens curieux sur l'Égypte et les ressources du vice-roi. Ce livre vient à propos dans un moment où la question égyptienne occupe tous les gouvernemens d'Europe, et nous engageons la diplomatie, qui serait tentée de croire que d'un coup de plume elle peut rayer la jeune puissance qui s'élève sur le Nil, à consulter *l'Aperçu général sur l'Égypte*.

---

V. DE MARS.

# DE L'ÉTAT ACTUEL

DE

# L'ANGLETERRE,

ET

# DU MINISTÈRE WHIG.

Il y a un mois, la session du parlement anglais se traînait péniblement vers sa fin, sans qu'aucun signe extérieur annonçât que la politique fût, au dedans ou au dehors, à la veille d'une crise. Au dedans, les chartistes et les socialistes continuaient bien à prêcher leurs doctrines, mais froidement et en hommes qui sentent que leur temps n'est pas venu. Au dehors, l'affaire d'Orient n'avait pas cessé de fixer l'attention, mais la négociation Brunow semblait avortée, et toute crainte d'une rupture entre la France et l'Angleterre indéfiniment ajournée. La situation chaque jour plus faible du ministère whig, et l'attitude chaque jour plus confiante du parti tory, tel était le sujet presque unique de la préoccupation générale, celui qui devait défrayer les banquets politiques pendant l'intervalle des ses-

sions. Tout à coup une nouvelle inattendue a retenti, et en Angleterre comme en France, l'agitation a succédé au calme, et l'inquiétude à la sécurité.

Cette nouvelle, la voici dans ce qu'elle a de fondamental, et je le crains, d'irréparable. Depuis la révolution de juillet en France, et la réforme en Angleterre, une alliance honorable, utile, féconde, avait réuni deux grands peuples long-temps divisés, mais qui semblaient enfin comprendre enfin ce qu'ils valent l'un et l'autre, et renoncer à de vieilles antipathies. Grace à cette union, l'Europe constitutionnelle tenait en échec l'Europe absolutiste, la paix était maintenue, et chaque nation, maîtresse chez elle, avançait paisiblement dans les voies largement ouvertes de la civilisation. Or, c'est cette union qui vient de se rompre subitement, capricieusement, par la volonté et par les mains d'un ministre imprévoyant!

Pour ma part, j'admets volontiers les explications, je crois aux protestations, et j'acquitte le ministère anglais de toute intention outrageante ou hostile envers la France. Il y a plus; j'espère encore que le funeste traité du 15 juillet restera une lettre morte, et que la crainte de précipiter l'Europe dans une crise terrible pèsera assez sur les gouvernemens pour les amener à une juste transaction. Mais cette transaction accomplie, il n'en restera pas moins un fait déplorable, c'est qu'un jour, sans motif sérieux, l'Angleterre se sera séparée de la France pour se rapprocher de la Russie; c'est que cet évènement imprévu aura réveillé des sentimens assoupis, ranimé des haines éteintes, fait revivre des jalousies et des méfiances qui n'existaient presque plus; c'est que la grande alliance occidentale aura ainsi reçu un coup peut-être mortel. Et ce coup, ce ne sont point les tories qui l'auront porté; ce sont les whigs, les whigs en qui la France, depuis tant d'années, avait mis sa confiance, les whigs dont l'amitié ne lui paraissait point douteuse, et qu'elle soutenait de son approbation et de ses vœux!

Dans cette situation nouvelle, l'état intérieur de l'Angleterre mérite plus que jamais de fixer notre attention. Plus que jamais, il nous importe de savoir ce qu'il faut penser des agitations diverses qui périodiquement viennent troubler son repos, et si le ministère qui dirige en ce moment ses affaires, a chance de les diriger long-temps. Mais, pour se livrer utilement à cette étude, il convient de se mettre en garde contre les préoccupations du jour, et de se défendre de tout sentiment d'amertume et de colère. C'est ce que je tâcherai de faire, et, pour être plus certain d'y réussir, je me reporterai fidèlement

aux notes que j'avais prises, et à l'opinion que je m'étais faite avant que le traité de Londres fût connu.

L'Angleterre, depuis quelques années, est en proie à une crise intérieure qui préoccupe à juste titre tous les esprits politiques. D'une part, la lutte parlementaire se poursuit et se renouvelle avec une activité systématique, une persévérance passionnée dont l'histoire offre peu d'exemples. De l'autre, l'idée d'une rénovation radicale dans la religion, dans le gouvernement, dans la société même, agite les masses et fait de temps en temps explosion. Aujourd'hui, c'est un illuminé qui apporte à l'Angleterre la fin de toutes les misères, et qui trouve une poignée de fanatiques pour prendre les armes avec lui, et pour l'adorer comme un second Messie, quand il est tombé sous les balles des soldats. Demain, ce sont les insurrections des chartistes qui éclatent sur plusieurs points à la fois, et qui menacent d'une ruine complète et prochaine la vieille constitution du pays. En même temps, des associations s'organisent et se propagent, qui, sans s'inquiéter des symboles religieux ou des formes politiques, annoncent hautement l'intention de reprendre la société par sa base, et de fonder, sur l'abolition du mariage et de la propriété, un nouveau monde moral. Partout enfin, au centre comme aux extrémités, au haut comme au bas de l'échelle, il y a travail et malaise. Partout on sent ce trouble inconnu et cette vague inquiétude qui précèdent ordinairement dans le monde les grandes catastrophes et les longs bouleversemens.

A la vue de cette situation singulière, des hommes éclairés, et dont l'opinion compte, ont pensé et pensent encore que l'Angleterre est à la veille d'une révolution. Ils ne nient certes point que, dans sa triple action, religieuse, politique et civile, la constitution anglaise n'ait produit d'immenses résultats, et porté au plus haut point la grandeur et la prospérité du pays; mais ils croient que cette constitution a fait son temps, et que malgré les efforts du parti réformiste pour en réparer les rouages sans la briser, la vieille machine, cette machine jadis si solide et si puissante, tombe en poussière aujourd'hui et ne peut plus fonctionner utilement. Il faut donc qu'elle périsse toute entière, et que l'Angleterre ait son 1789, de même que la France a eu son 1688, il y a dix ans.

Cette opinion est-elle fondée, et les réformes accomplies ou entreprises depuis 1830 ne sont-elles en effet qu'un vain palliatif, bon tout au plus à retarder de quelques jours une catastrophe inévitable? En d'autres termes, existe-t-il, en ce moment, chez nos voisins, un de

ces mouvemens irrésistibles contre lesquels l'intelligence et la volonté humaines sont impuissantes? C'est là une formidable question, une question qui laisse bien loin derrière elle l'éternelle querelle des whigs et des tories.

Quand on veut se rendre compte de l'état de l'Angleterre, il y a d'abord une considération générale qu'il ne faut jamais perdre de vue : c'est qu'il n'est aucun pays que la logique gouverne si peu, et où les faits soient plus souvent en désaccord avec les idées, les actes avec les paroles. Je citerai un exemple déjà ancien, mais qui m'a toujours paru frappant et caractéristique. En 1820, au moment où quelques émeutes d'étudians mettaient en France le gouvernement en péril, un procès inoui, le procès de la reine Caroline, agitait l'Angleterre et troublait le repos public. C'était mon premier voyage dans ce pays, et quand, le jour même de mon arrivée à Londres, je rencontrai les longues processions qui se déroulaient depuis la cité jusqu'au village d'Hammersmith, résidence de la reine Caroline; quand, sur les bannières que faisaient flotter ces processions, je lus les inscriptions les plus séditieuses et les plus violentes; quand j'entendis retentir à mes oreilles des cris furieux et des menaces sanguinaires; quand en même temps je remarquai, publiquement exposées dans les rues les plus fréquentées, d'outrageantes caricatures contre le roi, une entre autres, je m'en souviens, où on le montrait mort et étendu sur une brouette, avec ces mots pour légende : *cat's meat* (viande pour les chats); quand enfin, au retour d'une de ces visites à Hammersmith, je vis une populace, ivre de fureur, démolir jusqu'à la dernière pierre la maison du *New Times,* journal tory, sans que les magistrats de la cité jugeassent à propos d'intervenir, je me dis que l'Angleterre était à la veille d'une révolution, et je me préparai à être témoin de terribles évènemens. Quelle fut donc ma surprise, quand je trouvai les Anglais à qui j'étais recommandé, calmes et sans effroi! « Vous êtes « étonné, me dirent-ils, parce que vous ne nous connaissez pas en- « core. Chez nous, le peuple a, de temps immémorial, le droit de « s'assembler quand il lui plaît, et d'exprimer son opinion comme il « l'entend. Il le fait en ce moment d'une manière un peu bruyante, « un peu brutale, mais cela n'ira pas plus loin. Quant aux bannières « et aux caricatures séditieuses, personne ne les prend au sérieux. « *Le lion breton s'est levé,* lisez-vous sur vingt de ces bannières, et « vous en concluez qu'il est prêt à tout déchirer. Détrompez-vous. « Après que le lion breton s'est levé, il se couche, et comme il aime « son repos, il a soin, dans son propre intérêt, de ne blesser per-

« sonne. Il est pourtant possible que toutes ces démonstrations aient « un résultat, celui de hâter la fin d'un honteux procès, et d'empêcher « la condamnation d'une femme moins coupable cent fois que celui « qui la poursuit avec tant d'acharnement. Mais, grace à Dieu, nos « institutions sont trop bien assises pour qu'un si petit incident puisse « les ébranler. »

On sait que trois mois après la procédure était abandonnée, et que l'année suivante, au moment du couronnement, la reine subissait silencieusement l'humiliation personnelle de se voir interdire l'entrée de l'abbaye de Westminster.

Ce n'est pas tout, et il est encore dans le caractère anglais un trait qu'il est important de connaître et de se rappeler. Les Anglais, quand le devoir ou la passion commandent, sont incontestablement une des nations les plus braves qu'il y ait; mais ils n'ont pas cette ardeur de sang qui, à défaut d'une passion profonde ou d'un devoir impérieux, se précipite volontairement et légèrement dans les entreprises les plus périlleuses. Ainsi, lors des émeutes qui, depuis dix ans, ont troublé Paris, il a été constaté que plus d'un combattant avait pris les armes par amour du combat et pour chercher, au risque de la vie, de nouvelles et vives émotions. Il n'y a rien de semblable à craindre en Angleterre. Qu'on se rappelle la plus sérieuse des insurrections chartistes de l'an dernier, celle qui s'est emparée un moment de la ville de Newport. Cette insurrection avait été préparée de longue main par des hommes capables et exercés. Pour la dissiper, il a pourtant suffi d'une poignée de soldats et de quelques coups de fusil. Croit-on qu'en France plusieurs milliers d'hommes armés eussent si vite renoncé à leurs projets? A Newport, d'un autre côté, la conduite du maire, de l'officier qui commandait le détachement et des soldats qui le composaient, fut admirablement belle. C'est qu'ils étaient soutenus par le sentiment du devoir, et par la pensée que la loi combattait avec eux.

De ces observations je conclus qu'en Angleterre les apparences sont souvent trompeuses, et qu'il y a plus loin dans ce pays que dans tout autre d'une émeute à une révolution. Sans s'arrêter à la surface, il faut donc pénétrer dans les entrailles même de cette vieille société, et chercher si, comme on le prétend, la vie commence à s'en retirer. Il faut examiner si entre l'état des esprits et les institutions religieuses, politiques et civiles, le désaccord est tel qu'une crise violente soit, dès à présent, devenue nécessaire.

Je commence par les institutions religieuses. En Angleterre, on le

sait, les révolutions ont toujours été plus religieuses que politiques. C'est l'esprit presbytérien qui commença la révolution de 1640, et l'esprit indépendant qui l'acheva. C'est l'esprit protestant qui, de 1660 à 1688, mina le trône des Stuarts et finit par le renverser. Vers la fin du dernier siècle encore, quand la lutte politique restait renfermée dans l'enceinte parlementaire, la lutte religieuse agitait les rues et promenait dans Londres le meurtre et l'incendie. Enfin la grande querelle qui, depuis dix ans, absorbe l'attention publique, la querelle irlandaise, a un caractère religieux. Y a-t-il lieu de craindre pourtant que la question religieuse prise en elle-même, et indépendamment des intérêts politiques qui s'y rattachent, puisse aujourd'hui troubler l'Angleterre? Je ne le pense pas, et il me suffira de peu de mots pour établir et justifier mon opinion.

Il y a dans le protestantisme ceci de remarquable, que sa méthode et sa doctrine sont en contradiction manifeste et se combattent en quelque sorte l'une l'autre. Ainsi la méthode du protestantisme, celle à l'aide de laquelle il répudia l'autorité du pape et fonda un culte nouveau, c'est l'examen libre et individuel. Sa doctrine au contraire, celle que ses plus grands docteurs ont prêchée, c'est la négation de la liberté humaine, et son absorption dans une sorte de fatalité divine. Mais une religion, comme une philosophie, vit par sa méthode plus encore que par sa doctrine, et il était interdit au protestantisme d'enchaîner de nouveau l'esprit humain après l'avoir aidé à s'affranchir. Une fois l'autorité et l'unité catholiques brisées, il devenait donc inévitable que le protestantisme, livré à lui-même, se fractionnât et se décomposât, pour ainsi dire, en une multitude de sectes ennemies ou rivales. Il devenait inévitable, par contre-coup, qu'effrayés de cette agitation, les esprits les plus timides rentrassent dans le sein du catholicisme, comme dans un port, tandis que les esprits les plus hardis se laisseraient entraîner graduellement au-delà même des limites du christianisme.

C'est ce qui est arrivé partout où le protestantisme a régné. En Angleterre, à la vérité, l'établissement d'une église officielle richement dotée et investie de puissantes prérogatives a pu, pendant longtemps, lutter contre le cours naturel des choses et modérer le mouvement; mais, depuis quelques années, l'église officielle décline sensiblement, comme le prouvent les plaintes amères qu'elle ne cesse de faire entendre. Ainsi, en Angleterre même et dans le pays de Galles, le nombre des dissidens est au moins égal à celui des anglicans, et les catholiques qui, d'après le recensement de 1767, attei-

gnaient à peine le chiffre de 68,000, dépassent certainement aujourd'hui le chiffre d'un million. En Irlande, il n'y a que 800,000 anglicans contre 700,000 dissidens, et 6 millions 500,000 catholiques. En Écosse enfin, où le culte officiel est presbytérien, les catholiques, les méthodistes, font des progrès incontestés. Ajoutons à cela qu'en Angleterre comme en Écosse l'église établie porte en elle-même les germes d'un schisme qui se manifeste en Angleterre par la distinction entre ce qu'on appelle la haute et la basse église (*high and low church*), en Écosse par la querelle entre l'assemblée générale de l'église et les propriétaires de bénéfices.

Voici donc quelle est aujourd'hui la situation religieuse de l'Angleterre. Une église officielle abondamment pourvue des biens de ce monde et fort jalouse de les conserver, mais travaillée par des dissensions intérieures, et qui perd chaque jour quelques-uns de ses fidèles. A côté de cette église, une multitude de sectes qui toutes envient ses richesses et ses prérogatives; puis, aux deux extrémités, le catholicisme et l'incrédulité pénétrant au sein du protestantisme par des côtés différens, et recueillant incessamment ceux qui dans ce tourbillon de croyances contradictoires ne trouvent plus l'appui dont leur faiblesse a besoin, et ceux qui, plus forts ou plus présomptueux, se lassent de chercher ailleurs qu'en eux-mêmes la source de leur croyance et la règle de leur conduite. Partout d'ailleurs, excepté dans un très petit nombre de sectes, une foi peu vive et des convictions peu actives; partout une tendance évidente à séparer la religion de la politique, et à laisser chacun maître d'adorer Dieu comme il l'entend.

Je sais qu'à cette dernière opinion on peut opposer l'Irlande; mais ce serait, je crois, s'abuser étrangement que de voir aujourd'hui dans la question irlandaise une question plus religieuse que politique. Il en était encore ainsi vers la fin du dernier siècle, quand les lois pénales existaient et que tous les protestans, bien que divisés d'ailleurs, faisaient cause commune contre les catholiques. Cette coalition existe-t-elle en 1840? Loin de là. Les catholiques ont pour alliés, d'une part, presque tous les dissidens; de l'autre, bon nombre d'anglicans libéraux. Mais il y a quelque chose de plus remarquable encore. Vers la fin du dernier siècle, et plus récemment, ce sont les masses populaires qui se soulevaient au seul nom de papiste. Loin qu'elles eussent besoin de les exciter, les classes éclairées ne devaient songer qu'à les retenir et à les modérer. Ainsi, ce n'est point à lord Gordon, espèce de maniaque, qu'il faut attribuer la sanglante émeute protestante de 1780; mais lord Gordon trouva au-dessous

de lui des passions furieuses qui firent explosion à la première étincelle. Aujourd'hui les masses populaires écoutent paisiblement et applaudissent O'Connell. Il est toujours question, à la vérité, d'une grande croisade protestante qui anéantirait dans les trois royaumes le Satan romain; mais cette croisade ne se prêche plus dans les rues et sur les places publiques; elle se prêche dans la chambre des lords et dans des banquets à une guinée par tête, ce qui est beaucoup moins dangereux. A vrai dire, la haine consciencieuse et désintéressée des papistes n'existe que dans un bien petit nombre d'esprits, et si O'Connell pouvait garantir à ceux-ci la conservation de leurs priviléges, à ceux-là la paisible possession du pouvoir et de l'influence, il en est peu qui refusassent de lui serrer la main. Lord Lyndhurst est, dans la chambre des lords, le plus implacable ennemi de l'Irlande. Croit-on que ce soit par haine du catholicisme, par zèle ultra-protestant? Quant au duc de Wellington et à sir Robert Peel, ils ont prouvé en 1839 combien ils étaient étrangers à toute espèce de préjugés religieux. Il y a donc dans la question anglo-irlandaise plus d'intérêts temporels que d'intérêts spirituels, plus d'esprit de parti que de fanatisme réel.

Ce n'en est pas moins, j'en conviens volontiers, une situation très grave que celle d'une église officielle qui, sur vingt millions d'hommes à peu près dont se compose la population de l'Angleterre et de l'Irlande, ne compte pas plus de sept millions de fidèles, et voit tous les jours ses temples désertés pour la chapelle dissidente ou catholique. Cette église n'est plus celle de la majorité, et le jour où tous ceux qui n'en font pas partie voudront se réunir pour lui enlever ses prérogatives et ses biens, il lui sera bien difficile de les conserver. Mais il y a beaucoup de raisons pour que ce jour soit encore éloigné. La première, c'est qu'entre les catholiques et les dissidens d'une part, et de l'autre entre les diverses sectes de dissidens, il ne saurait exister, malgré quelques rapprochemens passagers, cette union intime et vigoureuse qui triomphe de tous les obstacles. La seconde, c'est que l'Angleterre est un pays de traditions et de précédens, où plus qu'ailleurs la lettre survit à l'esprit et le fait à l'idée. Or, l'église officielle consacrée par la constitution, incorporée avec le gouvernement, intimement unie à l'aristocratie territoriale, a pour elle la double force qui résulte de son ancienneté et de son organisation. Quand elle se sentira trop vivement pressée, elle fera quelques concessions, comme elle a déjà fait, et se tirera d'affaire. Il y a là, dans l'état actuel des esprits, matière à réforme plutôt qu'à révolution.

Il est bien entendu qu'en exprimant cette opinion, je parle de la question de l'église en elle-même, et indépendamment des incidens qui peuvent en changer radicalement le caractère et la portée. Ainsi, sous un ministère libéral et juste, je crois l'église officielle peu menacée, même en Irlande, où pourtant son existence est une monstrueuse anomalie. Il en serait tout autrement sous un ministère partial et violent. Nul doute qu'alors l'Irlande, aujourd'hui paisible, ne se soulevât, et que l'église officielle ne fût le premier objet de ses attaques; nul doute que cette grande lutte n'eût en Angleterre même un certain retentissement; mais, je le répète, il n'y a rien là de nécessaire, rien qui ne puisse être évité par une bonne et sage politique.

Voyons si les institutions politiques et civiles sont exposées en ce moment à de plus sérieux dangers.

Dans sa célèbre analyse de la constitution anglaise, Montesquieu déclare que la grande supériorité de cette constitution sur toutes les autres consiste dans la séparation rigoureuse du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire. Pour quiconque veut examiner la constitution anglaise, non dans sa forme extérieure et dans la théorie, mais dans la pratique et au fond, il doit être évident que c'est une grave erreur, et que nulle part peut-être les trois pouvoirs dont parle Montesquieu, n'ont été plus intimement unis et confondus. L'Angleterre, personne ne l'ignore aujourd'hui, a vécu et grandi sous l'empire d'une aristocratie maîtresse du sol, et qui, présente au centre comme aux extrémités, rassemblait en quelque sorte tous les pouvoirs dans sa main. C'est cette aristocratie qui à Londres faisait les lois et gouvernait non directement, mais par ceux de ses chefs qu'il lui plaisait d'imposer à la couronne; c'est elle qui, dans les comtés, administrait et rendait la justice; c'est elle qui, par le clergé et les universités, s'emparait des jeunes générations et les façonnait à son gré; c'est elle enfin qui commandait l'armée, et qui à la force morale joignait ainsi la libre disposition de la force matérielle. De là, malgré des apparences contraires, une unité mystérieuse, mais puissante, et d'où il était aisé de faire sortir le despotisme.

Cependant, il faut le reconnaître, le gouvernement de l'Angleterre, pris dans son ensemble, a été non-seulement un des plus grands, mais un des meilleurs qui aient jamais existé. Sous ce gouvernement, les bons instincts et les nobles passions, à la fois excités et contenus, ont pris un essor et produit des résultats qui frappent les yeux les moins exercés, et parlent aux esprits les plus défavorablement pré-

venus. Sous ce gouvernement, en un mot, la nation a conquis une somme de liberté et de richesses telle que long-temps on a douté qu'elle pût être dépassée. D'où vient cela? et comment l'aristocratie anglaise s'est-elle distinguée à ce point des autres aristocraties? Cela vient, je crois, d'abord de ce que l'aristocratie anglaise a toujours été une aristocratie ouverte, à laquelle des hommes nouveaux pouvaient apporter sans cesse un sang rajeuni et des idées contemporaines; ensuite et surtout de ce que cette aristocratie, tout en se réservant le gouvernement, avait laissé à la nation le droit de manifester son opinion par tous les modes, et d'exprimer sous toutes les formes, même les plus brutales, sa satisfaction ou son mécontentement. Il suivait de là, d'une part, que l'aristocratie était sans cesse avertie des besoins et des intérêts généraux et mise en demeure d'en tenir compte; de l'autre, que, pour ne pas perdre toute influence morale, elle devait chaque jour, par ses actes et par ses paroles, justifier ses priviléges et légitimer son autorité. Parmi les partis et les hommes qui, au sein de l'aristocratie, se disputaient le pouvoir, il était d'ailleurs inévitable que, par ambition, si ce n'est par conviction, quelques-uns cherchassent un point d'appui dans les sentimens populaires, et prêtassent à ces sentimens une voix passionnée. De cette façon, les classes exclues du gouvernement ne manquaient jamais, dans le gouvernement même, d'organes et de défenseurs.

Quoi qu'il en soit, il y a deux faits incontestables: l'un que l'aristocratie a, pendant une longue suite d'années, gouverné l'Angleterre; l'autre, qu'un seul peut-être excepté, il n'est point en Europe de pays plus libre, plus puissant et plus riche. Maintenant, est-il vrai que, depuis la réforme, le rôle de l'aristocratie anglaise soit si bien fini, et le souvenir des services qu'elle a rendus si complètement effacé, que l'opinion publique s'arme de toutes parts contre elle, et qu'elle penche visiblement vers sa ruine? Est-il vrai en un mot qu'en Angleterre comme ailleurs, le jour de son éternelle rivale soit venu, et que l'œuvre entreprise et manquée par les niveleurs, il y a deux siècles, soit à la veille de s'accomplir? C'est ce que je veux examiner.

Les révolutions, on le sait, se font de deux manières, par les pouvoirs établis ou contre ces pouvoirs. Ainsi, en 1640 comme en 1789, ce sont des assemblées régulièrement convoquées, élues et réunies qui se mirent à la tête du mouvement et donnèrent l'impulsion. Il convient donc de chercher d'abord si, de la part des pouvoirs légalement établis en Angletere, rien de semblable est à espérer ou à craindre. Or, personne assurément ne le croit. Pour commencer

par la chambre héréditaire, l'aristocratie y règne, ou, pour mieux dire, cette chambre est l'aristocratie elle-même. Quant à la chambre des communes, elle se compose de 320 tories, champions ardens des vieilles institutions, et de 100 à 150 whigs conservateurs qui n'y tiennent guère moins. Il reste donc pour le parti radical ou démocratique 200 membres tout au plus; mais, de ces 200 membres, il faut déduire 30 Irlandais qui s'associent au parti radical, sans partager ses opinions, et qui l'abandonneraient le jour où l'Angleterre aurait rendu justice à leur pays. Il faut en déduire encore un certain nombre d'hommes politiques, radicaux par ton ou par situation, mais qui, comme sir Francis Burdett et sir Robert Wilson en ont déjà donné l'exemple, passeraient dans le camp ennemi le jour où ils pourraient redouter une trop prompte victoire. Toutes ces déductions faites, je ne pense pas qu'il reste dans la chambre des communes plus de 50 à 60 radicaux fermes et résolus. Est-ce au sein d'une assemblée ainsi composée que l'on verra jamais une nuit du 4 août?

On peut dire, à la vérité, que cette assemblée se renouvelle tous les trois ou quatre ans, et que par l'action de l'opinion publique, et grace au bill de réforme, elle sera sans doute notablement modifiée; mais cette objection, très plausible il y a huit ans, a cessé de l'être aujourd'hui. On ne peut oublier en effet que le parti tory, réduit à 180 membres en 1832, lors de l'élection qui suivit le bill de réforme, est remonté à 310 en 1834, et à 320 en 1837, bien qu'à cette dernière époque l'influence de la couronne et l'influence ministérielle fussent unies contre lui. On ne peut oublier, d'un autre côté, que le parti radical exalté n'a pu faire renommer ses chefs les plus notables, et que c'est tout au plus s'il conserve dans la chambre des communes quatre à cinq représentans ignorés. Il faut conclure de tout cela, ou que le bill de réforme n'est point si contraire à l'aristocratie qu'on l'avait cru d'abord, ou que l'opinion publique, loin de se retirer d'elle, lui devient plus favorable de jour en jour. Dans une hypothèse comme dans l'autre, la chambre des communes ne prendra certainement pas l'initiative d'une révolution.

Si la révolution doit se faire, ce ne sera donc point par les pouvoirs établis. Reste à savoir si ce sera contre eux.

Quand les réformistes font le dénombrement de leur armée dans le pays et de l'armée ennemie, ils accordent sans hésiter à celle-ci la grande majorité des propriétaires du sol et des chefs d'industrie, l'église, l'armée, les professions judiciaires, c'est-à-dire à peu de chose près toutes les classes supérieures de la société. Ils reven-

diquent d'une part les dissidens, de l'autre les classes moyennes et les classes ouvrières. Il importe de remarquer que le parti réformiste comprend en ce moment les whigs, qui ne sont pas plus révolutionnaires que les tories. Or, c'est surtout la bannière des whigs que suivent les classes moyennes. Les classes moyennes, propriétaires, fermiers et industriels, peuvent bien trouver et trouvent certainement que leur part n'est pas assez grande, et que celle des classes supérieures l'est trop; mais elles ont en même temps l'œil fixé sur les classes ouvrières, dont les désirs et les passions les inquiètent et les effraient. Le jour où les whigs se sépareraient des radicaux, on peut être assuré qu'une portion notable des classes moyennes s'en séparerait avec eux. Mais parmi ceux-là même qui au sein des classes moyennes et populaires se disent et se croient sincèrement démocrates, combien qui ne le sont que de nom, et qui cachent enracinées au fond de leur esprit les idées les plus aristocratiques! N'est-ce pas, par exemple, l'idée aristocratique par excellence que celle du partage inégal de la terre entre les enfans d'un même père? Eh bien! cette idée sur laquelle repose tout l'édifice de la vieille constitution, cette idée qui, tant qu'elle vivra, rendra la démocratie impossible, qui ne sait qu'elle a en Angleterre pénétré toutes les parties de l'organisation sociale et pour ainsi dire passé dans le sang? On croit généralement en France que la loi anglaise impose tyranniquement le partage inégal de la terre, et que la volonté paternelle n'y est pour rien. On se trompe. Quand la volonté paternelle est restée muette, la loi crée le privilége de l'aînesse; mais pour que ce privilége n'existe pas, il suffit d'un mot. Si personne ne dit ce mot, c'est que tout le monde est convaincu que, pour les petites aussi bien que pour les grandes fortunes, le privilége de l'aînesse est utile et bon.

Depuis quelques années pourtant, il faut en convenir, les idées aristocratiques, jusqu'alors non contestées, ont rencontré d'habiles adversaires et subi de dangereuses attaques. Mais ce ne sont pas seulement les idées, ce sont les mœurs et les habitudes aristocratiques qui ont envahi la société anglaise. Or, les mœurs et les habitudes sont partout plus durables que les idées. Dans son cabinet, et du point de vue de la théorie, on consent à faire table rase et à livrer à la démocratie le gouvernement tout entier; mais on ne consent pas aux conséquences naturelles et nécessaires de cette grande révolution. Qu'on voie l'accueil que beaucoup de démocrates anglais ont fait au beau livre de M. de Tocqueville. M. de Tocqueville n'a pas, je le soupçonne, un bien vif

penchant pour la démocratie; mais sa raison l'accepte, et, en homme convaincu, il se résigne, pour obtenir les avantages, à subir les inconvéniens. Dans le monde radical anglais, le livre de M. de Tocqueville passe pourtant pour un pamphlet contre la démocratie. La raison en est simple. Entre les mœurs démocratiques telles que les décrit M. de Tocqueville, et l'Angleterre même radicale, il y a parfaite antipathie. Si telles étaient les conséquences de la démocratie, pour la plupart des radicaux aussi bien que pour les tories et les whigs, l'arbre serait jugé par son fruit. Pour rester fidèle au principe, on n'a donc d'autre ressource que de nier les conséquences.

De tout ce qui précède, je conclus qu'une révolution démocratique n'est point imminente en Angleterre; et que le pays à cet égard n'est guère plus avancé que les pouvoirs établis. A vrai dire, les seuls démocrates, ce sont les chartistes avec leurs cinq articles de foi, le suffrage universel, les parlemens annuels, le vote secret, l'abolition du cens d'éligibilité et la répartition proportionnelle des députés selon la population. Encore est-il douteux que ce programme tout politique aille à la racine même des institutions qu'il menace. Qu'importe, après tout, que, dans une paroisse dont toutes les maisons et toutes les terres appartiennent à deux ou trois propriétaires, le nombre des électeurs soit plus ou moins grand? Est-ce d'un autre côté l'aristocratie qui perdrait le plus à ce que les scènes honteuses qui accompagnent en Angleterre toutes les élections populaires se renouvelassent chaque année? Le scrutin secret aurait sans doute quelque efficacité; je connais pourtant plus d'un conservateur éminent qui croit que les influences aristocratiques n'en seraient que peu sensiblement altérées. Suffrage universel, parlemens annuels, scrutin secret, l'aristocratie supporterait tout cela plutôt qu'un simple article de loi qui rendrait obligatoire le partage des terres entre tous les enfans. Or cet article, les chartistes eux-mêmes songent à peine à le demander.

Les chartistes, d'ailleurs, par leurs violentes manifestations et par les écrits qu'ils répandent, ont déterminé dans toutes les classes paisibles de la société une vive réaction contre leurs doctrines et contre leurs tendances. Que veut-on que pensent les classes moyennes quand, pour les séduire, on leur dit en propres termes que (1) « si elles ne se joignent pas aux chartistes, un million d'incendiaires iront brûler leurs maisons et leurs magasins, et égorger leurs femmes et leurs

(1) *The way to universal suffrage by a tyne chartist.*

enfans; » quand, dans une parodie audacieuse d'une prière chrétienne (1), on les invite à croire en lord John Russel « conçu par un « mauvais esprit, né d'une femme qui a été vierge, que torture une « mauvaise conscience, qui a crucifié tous les sentimens humains, et « que le peuple précipitera en enfer où il restera jusqu'au jugement « des vivans et des morts; » quand, pour prouver en même temps qu'on ne veut pas s'en tenir aux paroles, on engage chaque jour les classes laborieuses à se munir d'armes et à s'exercer en secret? Est-il bien étonnant qu'après de telles violences les chartistes voient se retirer d'eux tous les hommes paisibles, et que leurs délégués soient forcés de prononcer la dissolution de la convention, en se plaignant amèrement « de la désertion des faux amis du peuple, et de l'apathie « d'une portion du peuple même? » Les chartistes, aujourd'hui, sont partout en déclin, et, pendant leur courte apparition, ils ont contribué à raffermir les vieilles institutions, loin de les ébranler.

Si les institutions religieuses, politiques et civiles de l'Angleterre sont dans ce pays moins impopulaires et moins caduques qu'on ne le croit généralement, est-ce à dire toutefois qu'une longue vie leur soit assurée, et qu'assez fortes pour résister aux attaques directes de leurs ennemis, elles ne puissent succomber dans une de ces catastrophes qui bouleversent le sol? En d'autres termes, l'état moral et matériel des classes ouvrières n'est-il pas tel qu'il y ait à craindre quelque chose de plus qu'une révolution politique, une révolution sociale? C'est de toutes les questions la plus obscure, la plus compliquée, la plus difficile. Il ne me paraît pourtant pas impossible, sinon de la résoudre, du moins de l'éclaircir.

Je me hâte d'abord de le dire, je ne suis point de ceux qui maudissent les progrès de l'industrie et qui pensent que chaque pas qu'il fait dans la voie de la science et de la civilisation inflige à l'homme un surcroît de misère et de souffrance. C'est là, selon moi, une pensée impie, et je me refuse absolument à croire qu'en accordant à l'homme d'immenses facultés, Dieu ait voulu que son bonheur fût en raison inverse de sa puissance. Il n'en faut pas moins reconnaître que lorsqu'une invention nouvelle vient changer brusquement les anciennes conditions du travail, le passage d'un état à l'autre ne peut s'opérer sans détresse et sans souffrance. Il n'en faut pas moins reconnaître aussi que la concentration des forces industrielles sur quelques points et la création simultanée de produits que leur abondance peut priver

(1) *John's Bull political catechism.*

momentanément de tout débouché et par conséquent de toute valeur, modifient gravement la situation des classes laborieuses et les soumettent à de terribles chances. Or, sous ces deux rapports, il n'est aucun pays qui soit plus exposé que l'Angleterre. Aussi, au milieu de toutes ses richesses et de toutes ses grandeurs, l'Angleterre présente-t-elle souvent le plus triste, le plus désespérant des spectacles, celui d'un être humain qui ne demande qu'à travailler pour vivre et qui ne trouve pas de travail. Outre les causes générales que je viens d'indiquer, et qui si évidemment tendent à rendre incertaine et précaire la condition des classes ouvrières, il est d'ailleurs une cause spéciale dont il est impossible de ne pas tenir compte. Cette cause, ce sont les émigrations successives des pauvres irlandais qui offrent leur travail à bas prix et font ainsi descendre graduellement la race anglaise à leur niveau. Dans un article récent sur l'excellent livre de M. de Beaumont, j'ai analysé la condition des classes pauvres en Irlande, et je suis arrivé à cette désolante conclusion, qu'au point où est venu le mal, il y a des palliatifs possibles, mais point de remède radical. C'est là le triste résultat de plusieurs siècles d'oppression et de violence. Mais l'injustice à la longue pèse presque autant sur celui qui la commet que sur celui qui la subit. Voici donc les fruits amers que l'Angleterre recueille aujourd'hui de sa longue tyrannie. A certaines époques de l'année, chaque bateau à vapeur venu d'Irlande apporte plusieurs centaines de pauvres irlandais habitués à se vêtir de haillons, à coucher dans des huttes infectes, à se nourrir de pommes de terre de basse qualité, à vivre enfin le plus mal et au plus vil prix possible. De Liverpool, ces pauvres se rendent à Birmingham, à Manchester, à Londres même, sur tous les marchés enfin où leur travail peut se vendre. Là ils rencontrent des ouvriers anglais pour qui un vêtement propre, une habitation saine, une nourriture abondante et substantielle, sont devenus un objet de première nécessité. Qu'arrive-t-il alors? Il est bien évident que le travail ne saurait avoir deux prix, l'un pour les Irlandais et l'autre pour les Anglais. Il faut donc ou que ceux-là montent ou que ceux-ci descendent, et que le niveau s'établisse. Des deux hypothèses, c'est malheureusement la seconde qui se réalise presque toujours. Si elle ne se réalisait pas immédiatement, l'Irlande d'ailleurs tient en réserve quelques millions de bras inoccupés qu'elle jetterait sur le marché, et qui, en détruisant toute proportion entre l'offre et la demande, ne tarderaient pas à frapper la marchandise d'un véritable discrédit.

Je regrette d'employer de pareils mots; mais c'est là la loi de l'industrie, loi fatale et qu'il ne servirait à rien de dissimuler ou de nier. Veut-on savoir maintenant dans quelles proportions ont lieu les émigrations dont il s'agit? En 1836, il est arrivé à Liverpool seulement 74,240 Irlandais, en 1837, 45,590, en 1838, 45,470. Le nombre des Irlandais qui résident à Liverpool dépasse d'ailleurs 40,000, à Manchester 60,000, à Glascow 50,000, à Birmingham 25,000, à Leeds 12,000, sans compter ceux qui sont dispersés dans les campagnes voisines. Pense-t-on que ce soit là un élément sans importance, et qui n'exerce pas sur la fixation des salaires une puissante influence? Si dans les comtés manufacturiers de l'ouest de l'Angleterre le bien-être des classes ouvrières a, depuis quelques années, notablement diminué, c'est à l'Irlande que ces classes en sont surtout redevables, ou, pour mieux dire, à l'Angleterre elle-même, qui s'est étudiée pendant tant de siècles à tenir ce malheureux pays dans la servitude et dans l'abrutissement.

Voici d'ailleurs quelle est en ce moment la situation matérielle des classes ouvrières en Angleterre. J'emprunte les chiffres à un discours remarquable prononcé le 4 février 1840 dans la chambre des communes par M. Slaney.

En 1790, le nombre des ouvriers industriels n'était, au nombre des ouvriers agricoles, que comme 1 est à 2. En 1840, c'est, on le sait, tout le contraire. Dans certains comtés la proportion est même bien plus forte. Ainsi, dans le Warwickshire, il y a 4 ouvriers industriels contre 1 ouvrier agricole, 6 dans l'ouest de l'Yorkshire, 10 dans le Lancashire, 12 dans Middlessex. Et, ceci est digne de remarque, tandis que la population industrielle augmentait ainsi, sa puissance productive était centuplée par les admirables découvertes du dernier demi-siècle. Que des progrès aussi rapides, aussi prodigieux, aient accru notablement la richesse nationale, et même amélioré la condition de certains ouvriers, cela est hors de doute; mais il est hors de doute aussi qu'il en est résulté de brusques déplacemens d'industrie et des fluctuations qui, plus d'une fois, ont privé subitement des populations entières de travail et de pain. Il en est résulté aussi qu'entassés dans quelques localités les ouvriers n'ont pu s'y établir convenablement et sainement. Ainsi, à Liverpool, dont la population a plus que doublé en trente ans, sur 270,000 habitans, il y en a 40,000 qui vivent jour et nuit dans des caves humides; à Manchester, sur 200,000 habitans, il y en a 15,000, et la plupart des autres habitations ne valent guère mieux. A Bury, le tiers de la popu-

lation laborieuse n'a qu'un lit pour 3, 4, 5 et même 6 individus. A Glascow, dans les quartiers les plus pauvres, 10, 12 et quelquefois 20 personnes, de tout sexe et de tout âge, couchent pêle-mêle et presque nues sur un carreau humide et sale. On n'évalue pas à moins de 20 à 30,000 le nombre des malheureux qui vivent ainsi. A Leeds, à Bristol, à Londres surtout, les enquêtes signalent d'aussi tristes résultats.

Quant aux salaires, ils seraient en général suffisans, s'ils étaient également répartis sur plusieurs années, ou si, quand ils sont élevés, ceux qui les reçoivent savaient en mettre une portion de côté pour le temps où le travail manquera. Mais comment attendre d'hommes ignorans et condamnés à une pénible existence tant de prévoyance et de modération? Quand la production s'arrête ou languit, il se trouve donc de nombreuses familles réduites, du jour au lendemain, à la misère et au désespoir.

Assurément ce n'est point là pour les classes ouvrières un état normal. Est-il surprenant dès-lors qu'elles écoutent les prophéties furibondes des illuminés qui, comme le révérend Stephen, ministre méthodiste, leur montrent la terre promise, « pourvu qu'au lieu de « se borner à de vaines menaces, elles osent prendre *les couteaux* et « *les fourchettes* dont on leur rend l'usage inutile pour les porter à la « gorge de leurs oppresseurs, » et les utopies insensées des rêveurs qui, comme M. Owen, prêchent hardiment l'abolition de la religion, du mariage et de la propriété, « trinité formidable et monstrueuse, « source inépuisable de maux et de crimes, véritable et unique Satan « dans le monde? » Comme tous les prétendus organisateurs de notre époque, M. Owen s'entend mieux à détruire qu'à édifier, et il est difficile de prendre au sérieux ses associations de 500 à 3,000 personnes, où il n'existe d'autre classification que celle de l'âge, de sorte que tous les hommes et toutes les femmes doivent être employés indistinctement et simultanément, de 10 à 15 ans aux soins domestiques, de 15 à 25 à la création de tous les produits agricoles et industriels dont l'association a besoin, de 25 à 30 à la distribution de ces produits, de 30 à 40 au gouvernement intérieur de la communauté, de 40 à 60 à la direction de la même communauté dans ses rapports avec les communautés étrangères. Mais d'une part M. Owen déclare nettement que l'homme n'est pas responsable de ses croyances, de ses sentimens, de ses actions, que par conséquent il n'y a ni vice ni vertu, et que tout châtiment est injuste aussi bien que toute récompense. De l'autre, il promet à l'homme, presque sans travail, la pleine satisfaction de ses besoins et de ses goûts. C'en est assez pour que

beaucoup de ceux qui souffrent viennent se grouper autour de lui. Il y a quelques années, quand M. Owen dirigeait l'établissement de New-Lanark, on le regardait comme un philanthrope ingénieux, dont les expériences curieuses méritaient de fixer l'attention sans tirer à conséquence. Aujourd'hui la secte qu'il a fondée compte soixante-une sociétés affiliées et un nombre considérable d'adeptes, surtout dans les grands centres manufacturiers. Ardente et active, cette secte d'ailleurs inonde l'Angleterre d'écrits à bon marché, où la théorie socialiste est reproduite sous toutes les formes et dans tous les langages. A Manchester, à Birmingham, ailleurs encore, elle soutient publiquement sa thèse, et défend hardiment ses principes contre quiconque veut les attaquer.

Je ne parle point de ces *meetings* plus étranges encore où l'on professe sans déguisement que, « si les ouvriers ne peuvent pas ga-« gner assez de pain pour eux-mêmes et pour leurs enfans, ils doi-« vent en prendre sur le fonds commun (1). » Je ne parle pas non plus de quelques écrits incendiaires, plutôt donnés que vendus, entre autres d'un poème où l'on excite les pauvres à l'extermination de tous les riches, et d'un pamphlet signé *Marcus*, qui, pour diminuer l'exubérance de la population, engage les familles pauvres à tuer un enfant sur quatre. Ce sont là d'abominables rêveries, qui n'ont d'importance que par l'état d'esprit qu'elles révèlent. Mais un tel état d'esprit, on en conviendra, n'appartient pas à une société bien portante.

Là est le véritable danger de l'Angleterre, et ce danger a peut-être été augmenté par la dernière loi sur les pauvres. Ce n'est pas que l'ancienne loi fût bonne. Fondée sur cette fausse idée que la terre suffit toujours à nourrir tous ses habitans, l'ancienne loi, partout où on avait essayé de la mettre sincèrement à exécution, n'avait eu d'autre effet que d'encourager la paresse et le vice aux dépens de l'honnêteté et de l'activité. Mais les pauvres, sans se rendre compte de ses résultats véritables, y voyaient l'acquittement d'une dette à leur égard, et c'est avec douleur et ressentiment qu'ils en ont appris le changement. Ajoutons que dans cette circonstance les tories les plus ardens se sont unis aux radicaux exaltés, et que, depuis quatre ans, ils ne cessent de répéter ensemble aux classes ouvrières que le ministère whig les a dépouillées du droit qui leur appartenait depuis Élisabeth, et de leur dernière ressource. Comment veut-on que de

(1) *Meeting* des ouvriers sans travail à Leeds, janvier 1840.

pareils argumens ne finissent pas par égarer les esprits et par les pousser au désespoir et à la sédition?

Si j'étais membre du parlement d'Angleterre, ce ne sont donc pas les agitations politiques ou religieuses que je redouterais, mais les convulsions sociales; ce ne sont pas les chartistes, mais les communistes : ou plutôt ce que je craindrais, c'est que chartistes et communistes, abandonnant les uns leurs cinq articles de foi, les autres la partie théorique de leur nouvel évangile, ne se réunissent un jour, pressés par la misère et la faim, dans un effort terrible, contre tous ceux qui possèdent et qui jouissent; c'est que le XIX^e siècle n'eût aussi sa jacquerie, et que l'Angleterre, si belle et si riche, ne se couvrît de ruines et ne se baignât dans le sang. Grace à Dieu, il y a bien des chances pour qu'une telle catastrophe n'ait pas lieu; mais, si l'on veut la prévenir, il faut la prévoir, il faut y songer. On ne doit pas se lasser de le répéter, partout, et surtout en Angleterre, la condition des classes ouvrières a subi depuis un demi-siècle de notables changemens. L'avenir prouvera, je le crois, que ces changemens en somme ont été plutôt bons que mauvais, heureux que malheureux, mais à la condition expresse qu'on en tienne compte, et qu'on ne veuille pas appliquer obstinément de vieilles pratiques à un état tout nouveau. Jusqu'ici, je le sais, quoi qu'en puissent penser les sectateurs de Saint-Simon, de Fourier et d'Owen, l'homme de génie qui doit résoudre le problème n'a pas paru dans le monde, et il n'y a rien de plus vieux, rien de plus rétrograde, que ce qu'on nous donne chaque jour avec assurance pour un progrès et une nouveauté. Mais c'est beaucoup déjà que de vouloir bien reconnaître que la question existe, et de s'en occuper sérieusement. Il y aurait là pour l'aristocratie anglaise, si elle comprenait son devoir et son intérêt, un magnifique rôle à jouer et un service capital à rendre à l'humanité.

Malheureusement pour l'Angleterre et pour elle-même, l'aristocratie anglaise ne paraît guère songer qu'à conserver dans leur intégrité ses priviléges pécuniaires et les lois qui les consacrent. Je citerai la loi des céréales, la plus inique assurément de toutes celles qui pèsent sur les classes pauvres. Dans un pays où les deux tiers de la population vivent de salaires industriels, quelle réponse peut faire l'aristocratie à ceux qui lui disent : « Avec nos salaires, tout réduits qu'ils soient par la concurrence, nous pourrions acheter par semaine trente livres de pain qui nous feraient vivre ainsi que notre famille; au lieu de trente, il ne nous est permis d'en acheter que quinze, afin que tel d'entre vous reçoive de ses fermiers 100,000 livres

sterl. au lieu de 50. » Sans doute il y a là quelque exagération, et la libre importation des grains étrangers ne ferait pas baisser de moitié le prix du pain; mais le raisonnement, assez simple pour être saisi par les esprits les plus grossiers, n'en reste pas moins sans réplique.

A la question que je me suis posée en commençant, voici définitivement ma réponse. Quelque contraires que soient les institutions anglaises aux idées que la révolution d'Amérique et surtout la révolution française ont produites et jetées dans le monde, il n'y a ni dans le sentiment religieux, ni dans le sentiment politique du pays, rien d'assez antipathique à ces institutions pour qu'elles soient menacées d'une prompte ruine. Elles pourront donc subsister long-temps encore, surtout à l'aide de réformes habiles et opportunes, si elles ne se trouvent englobées dans une catastrophe plus générale et qui aura une origine plus profonde. Cette catastrophe pourtant n'est rien moins qu'inévitable, rien moins qu'imminente, pourvu que les classes supérieures et moyennes, au lieu de fermer les yeux et de s'endormir, regardent le danger en face et s'occupent activement des moyens de le conjurer.

Je ne cherche point, on le voit, à diminuer l'importance du redoutable problème qui agite aujourd'hui l'Angleterre; mais de ce que ce problème n'est pas résolu, suit-il que toutes les autres questions doivent s'effacer devant lui, et que, comme le prétendent quelques écrivains, les débats parlementaires depuis dix ans méritent à peine qu'on y fasse attention? Non certes, et c'est là se faire des choses humaines une idée bien étroite et bien mesquine. Si les nations doivent songer à leur avenir, elles ne peuvent oublier qu'elles vivent dans le présent, et que le présent se compose d'une foule d'incidens éphémères et insignifians peut-être au point de vue de l'histoire et de la philosophie, mais dont l'ensemble détermine le rang qu'elles occupent dans le monde et le rôle qu'elles y jouent. C'est à ces incidens et aux difficultés qui en naissent chaque jour que l'homme politique, quelle que soit d'ailleurs la supériorité de son esprit, doit appliquer surtout ses facultés et consacrer ses efforts. Après avoir examiné quel est l'état des institutions de l'Angleterre et quels dangers les menacent, il est donc bon d'examiner quelle est la situation de son gouvernement et quelles sont ses chances de durée. Ceci m'amène à jeter un coup d'œil rapide sur les diverses phases par lesquelles le ministère actuel a passé. Il est impossible de bien comprendre ce qu'il est aujourd'hui sans connaître ce qu'il a été.

La carrière du ministère whig peut se diviser en quatre époques

principales : le ministère Grey, le premier ministère Melbourne, le second ministère Melbourne après la tentative des tories en 1834 jusqu'à sa retraite au mois de mars 1839, le troisième ministère Melbourne depuis mars 1839 jusqu'à ce jour. La première époque, qui vit réunis sous le drapeau de lord Grey des hommes tels que lord Stanley et lord Durham, lord John Russell et sir James Graham, lord Brougham et lord Ripon, lord Howwick et le duc de Richmond, lord Melbourne et lord Althorp, est certainement la plus brillante et la plus féconde. Le parti whig, récemment arrivé aux affaires, et plein de confiance en lui-même, marchait avec ensemble, avec ardeur, sous un chef à qui trente années d'une vie politique glorieuse avaient assuré l'affection de ses amis et le respect de tous. C'est alors qu'eut lieu, au sujet du bill de réforme, la grande lutte des communes contre les lords, lutte presque oubliée aujourd'hui, mais qui n'en est pas moins un évènement extraordinaire et significatif. Pour bien apprécier la portée de cet évènement, il faut se souvenir de deux choses : la première, qu'au commencement de 1830 la vieille loi électorale était encore entourée de tant de respect que, de peur d'y porter la plus légère atteinte, la chambre des communes refusait d'accorder à des villes telles que Manchester et Birmingham un ou deux représentans; la seconde, que jusqu'alors, directement ou indirectement, la voix des lords avait toujours été prépondérante. Dix-huit mois après, un bill devenu loi de l'état, malgré la chambre des lords, supprimait toutes les vieilles fictions électorales, et établissait partout le principe de la représentation.

Que le bill de réforme soit, dans quelques-unes de ses dispositions secondaires, plus ou moins satisfaisant et durable, il n'en faut pas moins reconnaître que le ministère à qui ce bill est dû a fait une grande chose. Mais ce n'est pas tout, et le bill de réforme est loin d'être le seul titre du ministère Grey. Ainsi c'est le ministère Grey qui a fait passer le premier bill pour rendre permanente et obligatoire la conversion des dîmes en une rente foncière. C'est lui qui, par une initiative hardie, a porté le premier coup à l'église irlandaise en supprimant dix évêchés et une foule de sinécures ecclésiastiques. C'est lui qui a préparé la réforme des lois municipales et apporté dans les lois civiles et militaires d'importans changemens; c'est lui enfin qui a eu l'insigne honneur d'attacher son nom à l'abolition de l'esclavage. Et tout cela s'est fait depuis la fin de 1832 jusqu'au commencement de 1834, à travers les agitations inséparables de la grande révolution légale qui venait de s'opérer, quand, à l'extérieur, la question de

paix et de guerre, encore suspendue sur l'Europe, préoccupait tous les cabinets. Assurément il y a là pour le parti whig un juste et éternel sujet de contentement et d'orgueil.

On sait comment finit le ministère Grey. La question de l'église lui enleva d'abord quatre de ses membres les plus éminens, et la question irlandaise, un peu plus tard, contraignit son illustre chef à la retraite. Alors commença, en juillet 1834, la seconde époque, celle du premier ministère Melbourne. Comparé à celui qui l'avait précédé, ce ministère contenait si peu d'hommes supérieurs, que personne dans le premier moment ne crut à sa durée. Autant d'ailleurs le ministère Grey avait été brillant et résolu, autant le ministère Melbourne se montra indécis et terne. Dédaigné par les tories et par les whigs dissidens, injurié par O'Connell, attaqué par les radicaux, ce cabinet, après six mois d'une existence insignifiante, semblait près de s'éteindre doucement, quand, en rappelant brusquement les tories, le roi jugea à propos de le ranimer.

J'ai ailleurs expliqué les causes et les effets de cet étrange évènement. Je ne veux point y revenir. Je rappellerai seulement qu'outragés et foulés aux pieds par la couronne, les whigs contractèrent dès-lors avec le parti radical et le parti irlandais l'alliance qui depuis six ans maintient le gouvernement entre leurs mains, et trouvèrent ainsi dans leur chute une nouvelle force. Les tories avaient pour eux la couronne, les deux tiers de la chambre des lords, et, depuis les nouvelles élections, près de la moitié de la chambre élective; mais dans cette dernière chambre les whigs, les radicaux et les Irlandais réunis l'emportaient de vingt à trente voix, et devant cette imperceptible majorité sir Robert Peel dut se retirer. C'est à dater de ce jour que l'étoile pâlissante du parti whig brilla d'un nouvel éclat, et que le ministère Melbourne, bien que la crise lui eût enlevé encore deux de ses membres les plus considérables, lord Althorp et lord Brougham, devint un ministère sérieux et puissant.

De mai 1835 à mars 1839, il y a près de quatre ans, et pendant cette longue période, l'Angleterre a présenté un spectacle inoui jusqu'alors, celui d'un ministère qui, combattu par la chambre des lords et appuyé dans la chambre des communes par une majorité de quelques voix seulement, dont la moitié ne partage ni ses opinions ni ses sympathies, gouverne cependant le pays avec autorité, avec dignité, et poursuit paisiblement l'œuvre si difficile d'une réforme à la fois sérieuse et modérée. Une telle conduite à travers de telles difficultés fait sans doute beaucoup d'honneur au ministère; mais elle en fait

plus encore à la majorité dont l'intelligence et le bon sens ont su triompher ainsi de ses passions et de ses dissentimens intérieurs. Nous faisons en ce moment en France une tentative analogue, et si l'on peut juger de l'avenir par le passé, j'ai la confiance qu'elle réussira. Mais que sont les différences qui nous séparent auprès de celles qui distinguent en Angleterre les whigs des radicaux? Les whigs, je le répète, veulent maintenir la vieille constitution anglaise, que les radicaux veulent détruire. Depuis six ans pourtant, les radicaux, pour écarter les tories, soutiennent les whigs, bien que ceux-ci, toutes les fois qu'ils en ont été sommés, n'aient pas hésité à déclarer que, plutôt que de dépasser la limite de leurs opinions, ils étaient prêts à quitter le pouvoir. C'est là des deux parts un exemple de justesse et de fermeté d'esprit qui ne doit pas être perdu.

Il est certain d'ailleurs qu'en présence d'une chambre des lords ouvertement hostile et d'une chambre des communes presque partagée par moitié, les whigs, sous le second ministère Melbourne, sont loin d'avoir accompli tout ce qu'on pouvait attendre d'eux, tout ce qu'eux-mêmes croyaient juste et bon. Ils ont pourtant réformé les corporations municipales, converti définitivement les dîmes en une rente foncière, refait les lois des pauvres, régularisé l'état civil et l'instruction publique, adouci les lois criminelles, réparti plus également les revenus ecclésiastiques, complété l'affranchissement des esclaves; et si sur deux autres questions d'une haute importance, celles des taxes et des propriétés de l'église, ils ont dû reculer, la tentative qu'ils ont faite et les principes qu'ils ont émis n'en restent pas moins comme la preuve d'un progrès remarquable dans l'opinion publique, et comme un engagement pour l'avenir.

Mais le gouvernement d'un pays ne consiste pas uniquement dans la législation. Il y a, en outre, la conduite générale des affaires tant en dehors qu'en dedans. Or, si, malgré la première quadruple alliance, il est difficile de signaler une notable différence entre la politique étrangère des whigs et celle des tories, il en est tout autrement de leur politique intérieure. Pour la première fois peut-être, on a vu le gouvernement et l'administration lutter contre les abus d'une organisation aristocratique, au lieu de les favoriser. Pour la première fois, on a vu le pouvoir se mettre du côté des faibles contre les forts. Je n'ai pas besoin de dire que c'est surtout par sa conduite en Irlande que le ministère Melbourne a mérité cet éloge. En Irlande, on le sait, le gouvernement, l'administration, la justice, n'ont eu qu'un but depuis plusieurs siècles, opprimer et pressurer le pays. Aussi, sur

cette terre malheureuse, la guerre, une guerre atroce et sanglante, n'a-t-elle jusqu'à ces dernières années cessé d'exister entre le pouvoir et le peuple. La civilisation modifiait et adoucissait progressivement la législation; elle restait sans influence sur l'administration; et cette tyrannie, la pire de toutes, était si profondément enracinée, que le premier ministère whig lui-même n'avait pas osé ou voulu en affranchir le pays. Ce sera la gloire du ministère Melbourne de l'avoir attaquée et vaincue jusque dans ses plus redoutables forteresses. Sous ce ministère, l'Irlandais, aux yeux de l'administration comme de la loi, a été l'égal de l'Anglais, et le catholique l'égal du protestant. Sous ce ministère, ni rang ni fortune n'ont pu mettre l'injustice à l'abri de la disgrace, si ce n'est du châtiment. Aussi l'Irlande, malgré ses souffrances, malgré sa détresse, s'est-elle, sous le ministère Melbourne, montrée docile et reconnaissante.

Chose singulière! si dans la politique des whigs il est quelque chose d'irréprochable, c'est incontestablement leur conduite en Irlande. Là pourtant est, en Angleterre, la cause de leur impopularité croissante, de cette impopularité qui, après leur avoir enlevé le pouvoir pour la seconde fois en mars 1839, ne leur a permis de le reprendre que par le bon plaisir de la reine, plus affaibli et plus vacillant que jamais. Je touche ici à la quatrième époque du ministère whig, celle qui dure encore aujourd'hui. Comme il ne s'agit plus du passé, mais du présent, il est bon d'entrer dans quelques détails.

Il arrive souvent dans le monde politique que la cause apparente des évènemens n'en est pas la cause réelle. Si le ministère du 11 octobre se retira, en 1836, devant un léger échec, c'est que le ministère du 11 octobre avait dans son sein ou au dehors d'autres causes de mort que la question des rentes; si, en mars 1839, le ministère Melbourne donna sa démission après le vote sur le bill de la Jamaïque, c'est que le ministère Melbourne, plusieurs fois vaincu par les tories depuis le commencement de la session, sentait que sa position n'était plus tenable. Comment les tories, qui, après le bill de réforme, ne comptaient plus que pour un tiers, étaient-ils donc parvenus à reconquérir un ascendant graduel, et à faire, par leurs propres forces, équilibre au parti réformiste tout entier? Est-ce, comme ils aiment à le dire, parce qu'ils avaient été plus habiles, plus persévérans, plus actifs que leurs adversaires? Est-ce, comme on le leur répète chaque jour, parce qu'ils avaient su dans les élections remplacer l'autorité par la corruption? Peut-être y a-t-il dans les deux explications quelque chose de fondé; mais elles sont, même réunies,

loin d'être suffisantes. Malgré leur habileté et leur richesse, les tories n'auraient pu se relever si vite, s'ils n'avaient trouvé dans les opinions de l'Angleterre un levier solide et puissant. Ce levier, c'est le mépris pour l'Irlande presque dans toutes les classes, et, dans quelques-unes, la haine pour le catholicisme. Et qu'on ne croie pas que ce mépris et cette haine ne se rencontrent que parmi les tories. Au sein du parti radical même, plusieurs en sont atteints, et O'Connell n'est pas un insensé quand, dans les assemblées populaires de Dublin, il dénonce le radicalisme anglais comme l'ennemi de l'Irlande. Grace à Dieu et à la civilisation, beaucoup d'Anglais se défendent de ces indignes sentimens et les blâment hautement; mais il en est peu qui, au fond de l'ame, n'en conservent quelques traces. N'est-il pas incroyable, par exemple, que, depuis dix ans, les tories puissent, toujours avec un nouveau succès, séparer, dans la chambre des communes, les votes irlandais des votes anglais, comme si la nature de ces votes était différente et leur autorité inférieure? Ainsi, dans un pays qui compte 24 millions d'habitans, il y a une vaste province qui en compte 8 millions à elle seule, et qui pourtant n'envoie au parlement que 104 représentans sur 658. Ces 104 voix, on les lui conteste pourtant encore, ou du moins on veut que, moralement, elles pèsent moins que les autres. Et contre une si absurde, contre une si inique prétention, il ne s'élève pas de toutes parts une de ces énergiques réclamations qui commandent le silence! De quel droit, à quel titre, sous quel prétexte peut-on dès-lors refuser à O'Connell la séparation législative qu'il demande, certainement sans espoir, et peut-être sans un bien vif désir de l'obtenir?

Le mot de l'énigme, je le répète, c'est que, dans le cœur des Anglais même bienveillans pour l'Irlande, la race irlandaise éveille quelque chose des sentimens que portent à la race nègre les colons les plus éclairés. La race irlandaise souffre et obéit depuis si long-temps, qu'on a peine à voir en elle l'égale de ceux qui la font obéir et souffrir.

Voilà ce que, dès 1834, au moment de la scission Stanley, sentit et comprit parfaitement le parti tory. S'il se fût borné à se porter le défenseur ardent et persévérant de tous les abus civils et politiques que mettait à nu le parti réformiste, il eût échoué certainement, et sa minorité eût diminué au lieu de s'accroître. Il était bien plus habile de faire appel aux sentimens nationaux et religieux, et de dénoncer lord Melbourne, non comme l'allié des radicaux, mais comme l'ami complaisant et presque comme le serviteur des Irlandais et des catho-

liques. La supériorité de l'Angleterre sur l'Irlande et du protestantisme sur le catholicisme devint donc le mot d'ordre du parti tory, mot d'ordre qui retentit partout d'un bout du royaume à l'autre, dans le parlement et sur les *hustings*, à table et dans la chaire. Est-il nécessaire d'ajouter que, dans cette croisade, le clergé anglican se fit remarquer par l'âpreté de son zèle et l'ardeur de son langage? Ainsi, d'ailleurs, qu'on devait s'y attendre, le point de mire fut O'Connell, personnification éclatante de l'Irlande et du catholicisme; O'Connell, tribun fougueux, mais homme politique mesuré, et devenu, par sa situation et par son talent, l'allié nécessaire du cabinet et la pierre angulaire de la majorité. Il fut donc entendu que lord Melbourne était l'esclave d'O'Connell, qu'O'Connell seul gouvernait sous son nom, et que l'Irlande catholique, à peine échappée de ses fers, tenait l'Angleterre protestante sous ses pieds. Et comme O'Connell, acceptant hardiment le rôle qu'on lui faisait et le défi qu'on lui jetait, allait tantôt en Irlande, tantôt en Angleterre, faire entendre aux masses une voix éloquente et souvent injurieuse, on n'eut pas de peine à persuader aux crédules que l'ami, le protecteur, le maître du cabinet travaillait à l'asservissement de l'Angleterre et à la restauration du papisme.

On comprend maintenant comment les élections de 1834 et de 1837 furent si favorables au parti tory; on comprend comment, tandis que l'Irlande s'attachait de plus en plus au gouvernement de lord Melbourne, il s'opéra en Angleterre une réaction chaque jour plus visible contre ce gouvernement. Ce n'est pas contre lord Melbourne et lord John Russell, partisans modérés et prudens des réformes politiques, que se prononçaient beaucoup d'électeurs, jadis amis des whigs, aujourd'hui alliés des tories, mais contre O'Connell, Irlandais et catholique. Si l'on n'a pas sans cesse cette distinction sous les yeux, on ne peut se faire une juste idée de l'état réel des partis.

Maintenant, qu'arriva-t-il au commencement de 1839? Le voici. Le parti tory, fier de ses succès passés, se montrait plus audacieux que jamais, et mettait chaque jour le ministère à deux doigts de sa perte. D'un autre côté, quelques radicaux semblaient déterminés à se séparer et à former un petit groupe dont l'hostilité n'attendait, pour éclater, qu'une occasion favorable. L'ancien lord chancelier, lord Brougham, définitivement rallié à l'opposition, déversait en même temps à pleines mains sur ses ex-collègues tout ce que peuvent avoir de plus poignant le sarcasme et le dédain, tandis que l'ancien gouverneur du Canada, lord Durham, gardait une attitude silencieuse et

menaçante. L'échec du bill de la Jamaïque par les votes unis des tories et de quelques radicaux était donc un fait trop significatif pour être méconnu. En quittant le pouvoir qui le quittait, lord Melbourne ne fit que consulter sa propre dignité, et se conformer à la règle fondamentale du gouvernement représentatif.

Je ne veux point raconter la crise qui suivit, mais cette crise se termina par un incident trop curieux pour que je le passe entièrement sous silence. Le ministère tory était formé, et sir Robert Peel, chef du cabinet nouveau, allait recommencer avec plus de chances de succès la tentative de 1834, quand tout à coup on apprit que sir Robert Peel avait demandé la faculté de renvoyer, s'il le jugeait nécessaire, deux dames de la cour, alliées de très près, l'une au vice-roi, l'autre au secrétaire d'état d'Irlande. Le lendemain, sir Robert Peel avait remis ses pouvoirs, et lord Melbourne, rappelé par la reine, reprenait les siens.

Personne n'a oublié la longue et vive polémique à laquelle cet incident donna lieu. Ce que l'on n'a peut-être pas assez remarqué, c'est que les partis semblèrent, dans cette circonstance, avoir changé de rôle et de langage. Ainsi, ce sont les whigs et les radicaux qui défendaient la prérogative royale, ce sont les tories qui l'attaquaient. « L'histoire, s'écriaient les premiers, ne présente pas d'exemple d'une oppression aussi odieuse, aussi révoltante, et si le pays n'intervient ouvertement pour sa reine, il faut s'attendre à voir renaître les jours du long parlement. » — « Une conspiration d'antichambre, répondaient les seconds, menace le principe parlementaire, et si le pays ne se prononce pas énergiquement contre un ministère de favoris et de courtisans, l'Angleterre reculera de deux cents ans. » Qu'à côté de cette polémique, on relise les débats de 1783, quand le fameux ministère de la coalition fut renversé par le vote des gentilshommes de la chambre. Combien les whigs alors se montrèrent parlementaires, et les tories monarchiques! D'une part, quelles éloquentes invectives contre l'influence corruptrice de la cour, et quelle revendication hardie du pouvoir qui doit appartenir à tout ministère sur la maison royale! De l'autre, quelle loyale et fervente indignation contre les téméraires qui prétendaient asservir la royauté jusque dans ses affections privées, et quelles énergiques protestations contre des doctrines quasi-républicaines! En 1839, sir Robert Peel parlait à peu près comme M. Fox en 1783, et lord Melbourne comme M. Pitt.

Nul doute qu'en droit sir Robert Peel n'eût raison; mais, en fait, il y a une circonstance qui me paraît justifier pleinement la conduite

de la reine et celle de lord Melbourne. Cette circonstance, c'est que sir Robert Peel n'avait pas la majorité dans la chambre des communes. Or, s'il est juste et bon qu'au nom d'une majorité qui l'appuie, un premier ministre demande quelquefois au chef constitutionnel de l'état le sacrifice de ses affections et de ses convenances, il est impossible d'admettre qu'un tel sacrifice puisse jamais être exigé au nom d'une minorité, et comme moyen de convertir plus tard cette minorité en majorité. Si donc sir Robert Peel pensait que l'adhésion de la couronne, manifestée par un acte éclatant, fût nécessaire pour qu'il pût conduire dignement et fortement les affaires du pays, il avait raison d'en faire une condition expresse de son entrée au pouvoir. La reine, de son côté, était entièrement maîtresse de l'accorder ou de la refuser. Telle est, je crois, dans toute la rigueur du principe constitutionnel, la part qu'il convient de faire à chacun. Il n'en est pas moins vrai que ce troisième avénement du ministère Melbourne ressembla peu au second. En 1835, lord Melbourne était rentré en vainqueur, porté par la majorité parlementaire et par l'opinion nationale. Il rentrait en 1839, grace à la faveur de la reine et à la protection des dames de la cour; c'était pour son ministère une situation fâcheuse, même un peu ridicule, et qui ne pouvait manquer de l'affaiblir encore et de l'user. Aussi, dans l'espoir de se fortifier et de se rajeunir, ne tarda-t-il pas à faire un pas de plus vers les radicaux pour les personnes et pour les choses: pour les personnes, en faisant entrer dans le cabinet M. Macaulay et lord Clarendon; pour les choses, en plaçant au nombre des questions ouvertes, la question du scrutin secret.

On sait ce que sont en Angleterre les questions ouvertes. Quand une question n'est pas ouverte, tous les membres du cabinet et les hauts fonctionnaires qui font partie de l'une ou l'autre chambre, sont tenus de voter ensemble et comme le premier ministre. Quand une question est ouverte, chacun conserve son indépendance et vote comme il lui plaît. En ouvrant la question du scrutin secret, on affranchissait donc une quinzaine de votes favorables à cette opinion, mais que la discipline ministérielle avait retenus jusque-là. On donnait en outre l'idée que le scrutin secret pouvait, dans un délai plus ou moins long, devenir une mesure de gouvernement.

Dans toute autre occasion, le parti tory eût fait grand bruit de ces concessions; mais il y avait quelque chose qui lui tenait bien plus au cœur et qui lui fit oublier tout le reste. C'est la nomination de deux Irlandais catholiques, M. Sheil et M. Wyse, aux fonctions importantes de vice-président du bureau de commerce et de lord de la tré-

sorerie. On ne peut, si l'on n'a lu avec attention les journaux anglais pendant l'intervalle des deux sessions, se faire une juste idée de la démence qui à cette occasion parut s'emparer du parti tory tout entier. A Cantorbery, c'est un membre de la chambre des communes, M. Bradshaw, qui, enchérissant encore sur lord Lyndhurst, dénonce le peuple irlandais comme « un ramas de sauvages bigots à peine « plus civilisés que les indigènes de la Nouvelle-Zélande. » Ailleurs, c'est sir Robert Hill, qui, dans un *meeting* présidé par le comte de Bradford, fait adopter une résolution portant que « le papisme, en « raison de l'idolâtrie, de l'intolérance et de la perfidie qui en sont « inséparables, peut être comparé à l'antique Jesabel, et que l'encou- « rager en Angleterre, c'est violer les commandemens de Dieu et « compromettre la sûreté du pays. » Ce sont en même temps, plus de dix ans après l'émancipation catholique, des pétitions furibondes pour demander le rétablissement des anciennes lois pénales avec toutes leurs rigueurs. Les outrages des tories ne s'arrêtent point aux Irlandais, aux catholiques, aux ministres. Ils remontent jusqu'à la reine elle-même, qui se voit chaque jour insultée et calomniée. A entendre les orateurs, à lire les écrivains tories, la cour est « un « lieu pestilentiel dont l'ordure doit dégoûter tous ceux qui savent « distinguer la vertu du vice et la pureté de l'impureté. » On ajoute que « l'innocence est bannie du palais, tandis que le vice, assis à la « table royale, s'y livre aux plus honteuses orgies. » Au dîner annuel des conservateurs dans le South-Derby, un ministre anglican, le révérend Chandos Pole, va plus loin encore. « L'archevêque de Can- « torbery, dit-il, a reçu un outrage à la cour. Il ne faut pas s'en « étonner. L'admission dans un tel lieu d'un si vénérable prélat pour- « rait gêner les grossières débauches dans lesquelles se vautrent les « familiers corrompus du palais. » Pendant ce temps, un autre ministre, par une allusion claire et frappante, flétrit la reine du nom de *Jesabel*, et s'écrie que jusqu'au jour de sa mort le protestantisme n'aura pas de repos. A ces fanatiques attaques il s'en joint de plus étranges encore, surtout de la part des tories. Ainsi le principe monarchique lui-même est contesté, l'abdication forcée de Jacques II rappelée avec complaisance, et un membre du parlement proclame tout haut que « le peuple anglais ne se laissera pas abaisser et dégrader pour le bon plaisir d'une créature humaine. »

Dans la bouche des chartistes ou des socialistes, ces furieuses déclamations auraient pu agiter le peuple. Dans la bouche des tories, elles ne rencontraient au sein des masses qu'indifférence et dégoût;

en retour elles excitaient dans le parti tory exalté un vif enthousiasme et d'immenses acclamations. Quant aux tories modérés, ils se taisaient, n'approuvant ni ne blâmant, et se réservant sans doute de régler leur opinion selon les circonstances. Ce qui prouve pourtant qu'une portion notable du parti tory modéré s'associait sinon à la violence, du moins aux sentimens d'où ce langage émanait, c'est que la société de la réforme protestante, présidée par lord Wharncliffe, homme grave et considéré, ordonnait dans le même moment un jeûne universel, en expiation de la nomination de MM. Sheil et Wyse.

Tel était, quand s'ouvrit la dernière session, l'état réel ou factice des esprits, et tout le monde comprend combien devenait embarrassante la situation des chefs du parti tory modéré dans la chambre des communes, sir Robert Peel, lord Stanley et sir James Graham. Ces hommes d'état éminens s'associeraient-ils, au moins par leur silence, à des extravagances qu'au fond de l'ame ils ne peuvent approuver? ou bien risqueraient-ils, en les désavouant, de s'aliéner la faction la plus ardente de leur armée? Telle est la question que tout le monde s'adressait. Il faut rendre à sir Robert Peel, à lord Stanley, à sir James Graham, cette justice qu'ils n'hésitèrent pas, et que le premier surtout, par quelques paroles dignes et fermes, sut promptement séparer sa cause de celle de M. Bradshaw. Ils firent plus, et, dès le début de la session, ils prouvèrent qu'ils n'entendaient, dans aucun cas, sacrifier leurs principes et les droits du parlement à l'esprit de parti. Un conflit singulier s'était élevé entre la cour du banc du roi, qui prétendait punir comme diffamateur l'imprimeur du parlement au sujet d'une publication officiellement autorisée, et la chambre des communes qui, pour défendre ses priviléges, appelait successivement à la barre et emprisonnait non les juges, mais les shériffs exécuteurs de leurs ordres d'une part, et de l'autre les parties plaignantes et leurs conseils judiciaires. Dans ce conflit, le parti tory ne vit qu'un moyen d'embarrasser le ministère et de reconquérir quelque popularité; mais il fut abandonné par sir Robert Peel, lord Stanley et sir James Graham, qui, malgré les reproches de leurs journaux, parlèrent et votèrent constamment avec le cabinet. Aussi, lorsque tout fut terminé, reçurent-ils les remerciemens publics de lord John Russell, qui avoua sincèrement que sans leur concours le privilége parlementaire eût succombé.

Grace à la sage conduite de ses trois chefs, un mois après l'ouverture de la session, l'effervescence du parti tory s'était calmée. Privé du secours que cette effervescence lui apportait, le ministère se trouva

alors livré à sa propre faiblesse, et pour lui commença une suite d'échecs dont il est douteux qu'il puisse se relever. Dans les premiers jours de la semaine, un membre tory, M. Charles Buller, soutenu par toutes les nuances de son parti, avait proposé de déclarer positivement que « le ministère ne possédait pas la confiance de la chambre des communes, » et cette motion, combattue par toutes les nuances du parti réformiste, moins six membres qui s'étaient abstenus, avait été rejetée à la majorité de 308 membres présens contre 287. Mais dans la discussion, sir Robert Peel et lord Stanley, prenant une attitude nouvelle, annoncèrent que le parti tory se croyait désormais assez fort pour prendre le pouvoir et qu'il agirait en conséquence. C'était déclarer au cabinet une guerre acharnée et quotidienne. Or, voici sommairement quels ont été les résultats de cette guerre.

Au mois de janvier, les ministres proposent une dotation de 50,000 livres sterling pour le prince Albert. Sur la motion du colonel Sibthorpe, membre tory, la chambre, à la majorité de 262 voix contre 158, substitue 30,000 livres à 50,000. Peu de jours après, la chambre des lords va plus loin encore, et force lord Melbourne à retirer du bill la clause qui assure la préséance du futur époux de la reine.

En février, M. Herries, ancien chancelier de l'échiquier, demande la production de certains documens financiers, sans dissimuler que cette demande implique une censure sévère des actes du ministère. La motion de M. Herries, vivement combattue par le cabinet, passe à la majorité de 182 voix contre 172, bien que trois radicaux seulement, MM. Hume, Grote et Jarvis, se joignent aux tories.

Dans le même mois de février, M. Liddell propose de blâmer par un vote formel la pension donnée à sir John Newport, contrôleur de l'échiquier, pour le déterminer à céder sa place à lord Monteagle (M. Spring-Rice), membre récemment sorti du cabinet. Neuf radicaux, dont MM. Hume, Grote, Leader, Molesworth et Wakley, votent avec M. Liddell, et le ministère est blâmé par 240 voix contre 212.

Puis arrive le fameux bill de lord Stanley sur l'enregistrement des électeurs irlandais, bill habilement combiné, et dont la seconde lecture est adoptée par 250 voix contre 234, malgré les efforts du ministère, secondé cette fois par tous les radicaux. Après la vacance de Pâques, le bill est repris, et le ministère, qui a convoqué toute son armée, essaie de prendre sa revanche et d'empêcher que le bill ne passe en comité; mais, abandonné par le fils et le gendre de lord

Grey, lord Howick et sir Charles Wood, le ministère ne peut réunir que 298 voix contre 301. Forcé dans ses derniers retranchemens, le ministère alors propose lui-même un bill qui doit, dit-il, remédier aux abus signalés par lord Stanley, et il demande que ce bill ait la priorité. Cette fois encore, bien que lord Howick et sir Charles Wood lui reviennent, il est battu par 206 voix contre 195. Le bill alors suit son cours, et, dans la discussion des détails, le ministère est un jour vainqueur et le lendemain vaincu, jusqu'à ce qu'entraîné par une manœuvre habile d'O'Connell, et pressé par le temps, lord Stanley retire lui-même sa proposition, et ajourne le combat jusqu'à la prochaine session.

Tel est le compte des échecs graves que le ministère a subis dans le cours de la session qui finit. En revanche, il faut le dire, chaque fois que, par un vote direct, le parti tory a voulu mettre son existence en question, le cabinet a eu la majorité. Mais quelle majorité? 21 voix d'abord, puis 9 voix seulement (272 contre 261), lors de la motion de lord Graham sur la Chine; et cependant, sur cette affaire de la Chine, le duc de Wellington, on l'a su depuis, ne partageait pas l'opinion de ses amis.

La session du moins a-t-elle été, sous d'autres rapports, utile et productive? Jamais, au contraire, session ne fut plus mal employée et ne produisit moins. De la grave question des taxes de l'église, pas un mot, si ce n'est le jour où M. T. Duncombe, appuyé par soixante-deux amis, en a demandé l'abolition pure et simple. Deux débats lourds et traînans sur la loi des céréales, terminés l'un par 225 voix contre 129, l'autre par 300 voix contre 177, bien que tous les ministres membres de la chambre des communes votassent avec la minorité; deux motions enfin, l'une de M. Ewart, pour abolir la peine de mort, rejetée par 161 voix contre 90, l'autre de M. Kelly, pour en réduire l'application, à peine discutée et morte sans bruit au milieu de l'indifférence générale; voilà tout ce qui mérite d'être cité. Qu'on ajoute le bill de l'union des Canadas, voté par les deux chambres presque sans opposition, malgré le dissentiment du duc de Wellington; un bill pour répartir plus équitablement les revenus ecclésiastiques, combattu par les ultra-tories, mais appuyé par une portion du banc des évêques et par les tories modérés; enfin, l'éternel bill des corporations irlandaises, de nouveau voté par la chambre des communes, de nouveau mutilé par lord Lyndhurst, et, en dernier lieu, accepté de guerre lasse par le ministère tel que la chambre des lords l'a voulu, et l'on connaîtra, à peu de chose près, tout le bilan de

cette longue session. Il n'y a pas là, en vérité, de quoi satisfaire le pays et faire vivre le ministère.

J'examinerai plus tard si les derniers évènemens ont amélioré la situation du ministère whig. Je me borne à constater, pour le moment, que ce ministère est sorti de la session plus affaibli que jamais. J'ajoute qu'après avoir successivement perdu lord Stanley et lord Grey, sir James Graham et lord Durham, lord Althorp et lord Brougham, M. Spring-Rice et lord Howick, il lui reste peu de moyens de se régénérer, et qu'il doit rester tel qu'il est ou tomber tout entier.

Maintenant, les choses étant dans cet état, verra-t-on s'accomplir une alliance dont on parle depuis long-temps, celle des whigs et des tories modérés? J'ai cru à cette alliance en 1837; je n'y crois point en 1840. Il faut que je dise pourquoi.

Je dois d'abord en convenir, si la conduite des partis n'avait en ce monde d'autre règle que leurs opinions et leurs intérêts, jamais le rapprochement dont il s'agit n'eût été plus probable. D'un côté, malgré des concessions dont on tient peu de compte, la brèche entre les radicaux et les chefs des whigs tend plutôt à s'élargir qu'à se fermer; de l'autre, il est difficile de concevoir comment les tories modérés et les ultra-tories pourraient marcher long-temps de concert. Sans parler du désaveu public infligé par sir Robert Peel à la queue de son parti, ne s'est-il pas séparé d'elle dans l'affaire des priviléges de la chambre des communes, dans la question de la répartition des revenus ecclésiastiques, dans celles de l'instruction publique et des corporations irlandaises, enfin dans l'étrange débat qui tout récemment a eu lieu sur la pauvreté de l'église anglicane et sur la nécessité de venir à son secours? Le successeur de sir Robert Peel comme représentant de l'université d'Oxford, sir Robert Inglis, avait imaginé de proposer un supplément de dotation pour l'église anglicane, si misérable, ainsi que chacun sait, et tous les journaux tories appuyaient chaudement cette curieuse proposition. A les entendre, l'église mourait de faim, et, pour le prouver, on citait l'évêque de Londres, qui, malgré ses 20,000 livres sterling, était forcé d'aller vivre à la campagne. Une si cruelle situation devait toucher les tories, qui bravement ont donné à sir Robert Inglis 149 voix contre 169. Mais le jour du vote, sir Robert Peel, lord Stanley et sir James Graham brillèrent par leur absence. Quelques jours après, un amendement, proposé par le même sir Robert Inglis, au bill pour la meilleure distribution des revenus ecclésiastiques, était rejeté à une seule voix, par le vote de lord Stanley.

Si l'on pensait qu'aux yeux des ultra-tories ce sont là des péchés véniels, on se tromperait fort, et, pour s'en convaincre, il suffit de lire les journaux qui expriment le plus habituellement les opinions du parti. « La conduite de sir Robert Peel dans la question du privilége, imprimait en toutes lettres le *Times* au mois de février dernier, est faite pour exciter le chagrin et le dégoût de tout vrai conservateur..... Puisque sir Robert Peel n'est pas capable de comprendre les raisons qui soulèvent l'opinion publique contre les ministres actuels, pourquoi ne pas entrer au pouvoir avec ou sans eux? Pourquoi tromper le pays par le nom d'un opposant quand de fait on n'est plus qu'un instrument docile et égaré? » — « Les protestans d'Irlande, disait le *Morning-Herald* le 10 mars dernier, à propos du bill des corporations irlandaises, viennent encore d'être trahis dans le parlement, comme tout le corps des protestans l'avait été en 1829. Sir Robert Peel et ses gardes du corps ont une seconde fois vendu leurs défenseurs.... Nous ne serions pas surpris de voir sir Robert Peel, pour revenir au pouvoir, proposer lui-même de remplacer l'établissement protestant par un établissement catholique. »

Le *Morning-Post* est plus modéré; néanmoins il s'en faut que la conduite des chefs tories lui paraisse sans reproche. Quant au *Standard*, il va plus loin que tous les autres, et il ne se passe guère de jour sans qu'il lance contre ceux qu'il nomme des traîtres et des apostats les plus furieuses invectives. Le duc de Wellington lui-même et lord Lyndhurst, parce qu'ils admettent le principe des corporations municipales en Irlande, ne sont pas purs à ses yeux. « Jamais, s'écriait-il dernièrement, le parti tory n'a été plus près d'une scission. » Et quelques jours après, dans sa colère non contre les communes mais contre les lords, qui, selon lui, désertaient aussi la sainte cause du protestantisme, il n'hésitait pas à dire que « le meilleur conservateur est celui qui déteste le plus la figure d'un lord, et que le peuple, trahi par l'aristocratie, saura bien se faire justice. »

Je ne cite pas certains journaux du dimanche bien plus ardens encore et plus injurieux; mais on ne peut oublier que le *Times*, le *Morning-Herald*, le *Standard* et le *Morning-Post* constituent ensemble toute la presse quotidienne du parti tory. Ce parti en est donc venu à ce point que la presse presque entière est en insurrection contre ses chefs, et ce n'est pas dans la presse seulement que se manifestent de tels sentimens : c'est dans des réunions nombreuses où le nom de sir Robert Peel et de ses amis commence à être accueilli par des murmures et par des sifflets.

Dans cette situation, nul doute que l'intérêt bien entendu de sir Robert Peel et de lord Melbourne, de lord John Russell et de lord Stanley ne dût les porter à se réunir. Nul doute aussi qu'entre leurs opinions il n'y ait plus de ressemblance qu'entre celles de lord Melbourne et de M. Hume, de sir Robert Peel et de sir Robert Inglis. Mais outre que depuis trois ans bien des paroles ont été dites et bien des engagemens pris; outre que la difficulté de concilier les positions et de fixer la prééminence, déjà fort grave alors, s'est encore aggravée, il y a une question qui suffirait à elle seule pour rendre, quant à présent du moins, tout arrangement impossible, la question de l'Irlande. Sur cette question, j'incline à le croire, sir Robert Peel ne pense pas autrement que lord John Russell, et, s'il le pouvait, il adopterait à peu près la même politique. Le peut-il toutefois quand, depuis trois ans, le parti dont il est le chef a fondé sur la conduite du ministère en Irlande presque toute son opposition? Le peut-il quand, indépendamment de sa volonté et de ses actes, son avènement serait en Irlande même salué avec enthousiasme par le parti orangiste, accueilli avec des cris de rage par le parti irlandais? Le peut-il, quand les préjugés qu'il n'a pas, les sentimens dont il est exempt, sont ceux de presque tous les hommes qui combattent sous sa bannière et lui donnent leur appui? Le peut-il enfin, quand il devrait se séparer de ses amis les plus intimes, de ceux sur lesquels il compte pour entrer au pouvoir avec lui? La réunion d'opinions long-temps ennemies est quelquefois désirable et possible, mais à condition qu'aucune n'y laisse ses convictions ou sa dignité. En gouvernant l'Irlande comme lord John Russell et d'accord avec lui, sir Robert Peel ne sacrifierait peut-être pas ses convictions; mais à coup sûr sa dignité y périrait.

On pourrait penser qu'il serait plus aisé de rapprocher des whigs lord Stanley, leur ancien ami, leur ancien collègue, auteur, comme eux, du bill de réforme, et qui, comme eux, lutta pendant deux ans contre les tories. C'est pourtant tout le contraire. Lord Stanley, dont les mœurs sévères, le noble caractère et le talent éminent sont encore rehaussés par une grande situation, appartient incontestablement à cette vieille et grande race que Shakespeare a, sous quelques rapports, personnifiée dans *Hotspur*, mélange curieux de passion et de ténacité, d'emportement et de persévérance. Pendant la discussion du bill de réforme, il était parmi les whigs un des plus hardis; mais le jour où se séparant de ses anciens amis, il alla s'asseoir à côté de sir Robert Peel, lord Stanley se jeta dans la mêlée plus résolument que personne, et laissa bientôt derrière lui la prudente réserve de son nouvel allié.

A l'heure qu'il est, lord Stanley, malgré son origine, malgré ses antécédens, malgré ses affections personnelles, semble donc plus rapproché des ultra-tories que sir Robert Peel, et plus éloigné du parti réformiste; il est d'ailleurs l'adversaire infatigable de l'Irlande catholique et l'ennemi en titre d'O'Connell. Quand l'un des deux se lève, on est certain que l'autre se lèvera ensuite, et que les deux côtés de la chapelle Saint-Étienne retentiront successivement de longs applaudissemens. Dans les assemblées populaires d'Angleterre ou d'Irlande, n'est-ce pas aussi lord Stanley et O'Connell, *le scorpion* et *le grand mendiant*, pour parler le langage grossièrement injuste des partis, que l'on met toujours en présence? N'est-ce pas entre ces deux hommes, si différens sous tous les rapports, mais tous deux si éminens, une sorte de duel à mort continué ou repris chaque jour avec un acharnement nouveau?

Si lord Stanley, si O'Connell n'étaient que des ambitieux, la paix entre eux serait possible. Mais O'Connell est et restera toujours le représentant énergique et passionné de l'Irlande catholique. Lord Stanley, de son côté, quand il a quitté le pouvoir plutôt que de porter la plus légère atteinte à l'établissement anglican, n'a fait qu'obéir aux convictions de toute sa vie, et accomplir un devoir de conscience. Comment dès-lors comprendre que lord Stanley puisse jamais réclamer ou accepter le concours d'O'Connell?

Je ne parle pas du duc de Wellington, dont la vie politique semble achevée, ni de lord Lyndhurst, jadis whig et plus que whig, aujourd'hui l'organe le plus éloquent et le plus âpre du parti tory.

De ce qui précède, je conclus que l'Irlande, en ce moment, élève entre les whigs et les tories une barrière insurmontable. Si lord Melbourne tombe, qui donc le remplacera? Il fut un temps où les radicaux espéraient en lord Durham; mais cet homme d'état vient de mourir, et on ne lui voit point de successeur dans le parti radical. Quand lord Durham vivrait, d'ailleurs, il est peu probable que la chambre des communes, telle qu'elle est aujourd'hui composée, lui permît de gouverner. Après lord Melbourne, sir Robert Peel est donc le ministre nécessaire, et tout annonce qu'une dissolution pourrait lui donner une majorité de quelques voix. Cette majorité suffirait-elle? Oui, s'il s'agissait seulement de gouverner l'Angleterre et de résister aux chartistes. Mais à côté de l'Angleterre il y a l'Irlande, qui ne paraît point disposée à courber patiemment la tête. En janvier dernier, l'avénement des tories paraissait prochain, et déjà l'Irlande s'agitait jusque dans ses fondemens. Qu'on lise la lettre écrite à cette

époque par deux des hommes les plus considérables et les plus vénérés de l'Irlande, le duc de Lenster et lord Charlemont, ainsi que les résolutions qui, à la suite de cette lettre, furent adoptées à Dublin par le grand *meeting* libéral. Ce ne sont point là de vaines déclamations catholiques; ce sont des actes proposés, défendus, votés par l'élite des protestans du pays. Qu'y lit-on cependant?

« Que les efforts du parti tory en Angleterre, pour raviver de vieux préjugés et pour soulever l'opinion publique contre les ministres, parce qu'ils ont appelé à des fonctions éminentes des catholiques aussi bien que des protestans, sont à la fois si injustes, si malfaisans et si menaçans pour l'union de l'Irlande et de la Grande-Bretagne, qu'il importe de les déjouer par une grande et publique manifestation. »

« Que la grande masse du peuple est protestante en Angleterre et catholique en Irlande; que par conséquent, tenter de soulever les protestans contre les catholiques, c'est, dans le fait, travailler à soulever les catholiques contre les protestans, et l'Irlande contre la Grande-Bretagne. »

« Que l'Irlande ne se soumettra jamais à la domination exclusive et intolérante d'aucun parti ou d'aucune secte, et que tout ami de son pays doit s'opposer par tous les moyens à la formation et à la durée de toute administration qui, ouvertement ou secrètement, chercherait son appui dans des passions bigotes et dans de déplorables animosités. »

« Enfin que l'état actuel de l'Irlande est une démonstration triomphante du bien produit par un gouvernement fondé sur des principes diamétralement opposés à ceux que professent les tories. »

Et c'est quand les hommes les plus modérés et les plus éclairés de l'Irlande font entendre un tel langage; c'est quand d'un autre côté l'infatigable et puissant O'Connell tient la tempête dans sa main et menace de la déchaîner le jour où, pour le malheur de son pays, une administration tory renaîtrait; c'est quand tant de passions contenues, tant de ressentimens comprimés, tant de souffrances assoupies n'attendent qu'un mot, qu'un signe pour faire explosion et pour rallumer une guerre terrible de la chaussée des Géans au cap Clear, c'est alors que non sir Robert Peel seulement, mais lord Stanley et lord Lyndhurst remonteraient au pouvoir; lord Stanley, l'auteur du dernier bill; lord Lyndhurst, l'Anglais qui le premier, du haut de son orgueil, a jeté le défi à l'Irlande et proclamé les Irlandais « une race étrangère par le sang, par le langage, par la religion! » Cela arrivera, je le crois; mais je crois, en même temps, que le lendemain la séparation

législative dont O'Connell est le prédicateur deviendra le mot d'ordre de six millions d'hommes et leur cri de guerre.

Ce n'est point d'ailleurs la seule difficulté qui attende le ministère tory, et il sera curieux de voir si, pour soutenir sir Robert Peel, premier ministre, les ultra-tories sauront, comme l'ont fait les radicaux, modérer leurs désirs, borner leurs prétentions, réprimer leurs passions. Ce qui se passe depuis un an autorise à en douter. Si sir Robert Peel veut que son ministère vive deux jours, il faudra pourtant que dès ses premiers pas il se sépare ouvertement des ultra-tories sur plusieurs points importans. Que diront alors sir Robert Inglis, M. Bradshaw, M. Plumptree et M. Gladstone, qui tous, comme M. de Lamennais jadis, professent que « l'état a une conscience religieuse, et qu'il ne peut, sans athéisme, concourir directement ou indirectement à la propagation de l'erreur. » Il s'agit pour eux, qu'on ne l'oublie pas, non d'opinions politiques, mais de croyances religieuses, c'est-à-dire de ce qu'il y a dans l'esprit humain de plus inébranlable et de plus exclusif. Pense-t-on que ces croyances ils les sacrifient à sir Robert Peel, ou qu'ils se contentent de les manifester de temps en temps par un débat et par un vote? Pense-t-on même qu'ils pardonnent à ceux qui, sortis de leurs rangs, les combattraient au lieu de les seconder?

Il reste une dernière question, la plus grave de toutes dans les circonstances actuelles. Avant la signature du traité anglo-russe, le ministère Melbourne, si je suis bien instruit, ne se faisait pas illusion sur sa situation, et sentait que sa fin approchait. Il était donc résolu, dans la session prochaine, à se retirer au premier échec ou à dissoudre la chambre, non avec l'espoir de retrouver la majorité dans les élections, mais pour s'assurer du moins une minorité respectable, et qui lui permît de tenir le cabinet en échec. Le grand évènement qui depuis est intervenu a-t-il changé cette situation, et le ministère Melbourne va-t-il puiser une nouvelle vie dans sa nouvelle politique? C'est ce que je veux examiner en terminant.

Il y a pour l'affirmative quelques raisons plausibles que je n'entends pas dissimuler. Si l'on se reporte aux incidens de la dernière session, il est facile de voir que le ministère Melbourne périssait surtout d'impuissance et de paralysie. Il s'en manquait de huit à dix voix que ses adversaires fussent assez nombreux pour le renverser par un vote direct; mais ils pouvaient successivement briser ou mutiler tous ses actes et toutes ses mesures. C'est donc en quelque sorte une bonne fortune pour le ministère Melbourne que d'avoir pu faire une grande chose, même mauvaise. Pour les tories, qui depuis huit

ans lui reprochent de sacrifier l'alliance des puissances du Nord à celle de la France, il y a d'ailleurs quelque embarras à blâmer aujourd'hui un traité si conforme à leurs vues et qui leur donne si complètement raison. Enfin, au moment d'une crise européenne, et peut-être d'une guerre avec la France, il paraît assez naturel que les chefs tories reculent devant la crainte d'agiter et de soulever l'Irlande, et hésitent à prendre le pouvoir. On peut donc croire et dire que le ministère Melbourne est aujourd'hui, sinon plus fort, du moins plus vivant qu'au commencement de juillet.

Cette opinion, je le répète, est plausible. En y regardant de près, il est pourtant facile de se convaincre qu'elle n'est pas fondée. Et d'abord j'ai l'intime conviction qu'en signant le traité de juillet, pour complaire à un de ses membres, le ministère Melbourne n'en a apprécié ni toute la portée ni toutes les conséquences, et que plus tard il s'étonnera et s'inquiétera un peu lui-même de ce qu'il a fait. Si la politique étrangère des whigs s'est distinguée de celle des tories, c'est par deux idées fort simples : l'une que les nations sont maîtresses de leurs destinées, et qu'il n'appartient point à une puissance étrangère de venir étouffer les révolutions ou prévenir les démembremens qui peuvent s'opérer dans leur sein; l'autre, que l'Europe occidentale constitutionnelle, dont la France et l'Angleterre sont la tête, ne peut contenir dans de justes bornes l'Europe orientale absolutiste que par une union intime et persévérante. C'est en vertu de ces idées que, pendant plusieurs années, la France et l'Angleterre ont marché d'accord et maintenu la paix du monde.

Maintenant, que fait le cabinet whig? D'un coup il brise les deux principes qui ont fait sa force et son honneur. Par une seule signature, il rompt l'alliance occidentale, et offre à un souverain vaincu le secours de ses armes pour mettre un sujet vainqueur à la raison. C'est, quoi qu'en puisse dire lord Palmerston, la politique de la sainte alliance dans toute sa pureté. Or, cette politique, quand il s'agira de la mettre à exécution, croit-on qu'elle n'inspire à des hommes comme lord Melbourne et lord John Russell, lord Holland et lord Landsdowne, aucune répugnance? croit-on que de gaieté de cœur, et sans une longue hésitation, ils fassent ce que repousse leur vie entière, ce que si souvent, dans l'opposition ou dans le pouvoir, leur bouche a condamné et flétri? On peut se laisser entraîner à signer un fâcheux traité, quand celui qui en est plus directement responsable affirme qu'un succès certain et facile suivra ce traité, et qu'après avoir terminé promptement et pacifiquement le dernier différend grave qui

subsiste en Europe, on rentrera, sans que rien d'ailleurs soit dérangé, dans l'ancienne politique. Mais une fois ces imprudentes promesses démenties par l'évènement, une fois constaté qu'il s'agit, non d'une déviation accidentelle, mais d'un changement radical et permanent, une fois établi que l'on va, si l'on persiste, jeter l'Europe dans les convulsions d'une guerre générale, n'est-il pas permis d'espérer qu'on réfléchira avant d'agir, et qu'on aimera mieux quitter honorablement le pouvoir que d'y rester à ce prix?

Je suppose néanmoins que, par aveuglement ou par amour-propre, tous les membres du ministère Melbourne soient déterminés à soutenir lord Palmerston jusqu'au bout, l'existence de ce ministère en sera-t-elle plus durable? J'ai peine à le penser. Que le revirement si subit et si complet qui s'opère en ce moment paraisse délicieux (*delightful*) à l'empereur de Russie et à lord Londonderry, je le conçois facilement; mais qu'en diront les radicaux, qui jusqu'ici ont appuyé le ministère whig avec tant de désintéressement? Qu'en dira O'Connell? Je ne veux point attacher trop d'importance aux diverses manifestations populaires qui ont eu lieu à Birmingham, à Glascow et dans plusieurs autres villes. Ces manifestations, ce sont en général les chartistes qui les ont faites, et leur voix n'a pas beaucoup d'écho. Cependant il est une circonstance bien plus frappante, c'est le soin qu'a pris lord Palmerston, dans sa réponse à MM. Hume et Leader, de protester de son attachement à l'alliance française, et de sa ferme conviction que cette alliance ne serait pas ébranlée par le dernier traité. Que lord Palmerston fût ou non sincère dans ses protestations, je l'ignore; ce que je sais, c'est qu'en présence de la chambre des communes il n'a pu défendre son déplorable traité qu'en en dissimulant les conséquences; ce que je sais, c'est que si ces conséquences eussent apparu, cent radicaux se fussent à l'instant même levés contre lui. O'Connell, de son côté, a parlé, et dans des termes assez clairs : « Si la guerre éclate entre l'Angleterre et la France, a-t-il dit, l'Irlande pourra consentir à aider l'Angleterre, mais à la condition expresse qu'il lui sera fait pleine justice. » Or, on sait ce que signifie ce mot dans la bouche d'O'Connel. L'éloquent orateur a d'ailleurs, plus énergiquement que personne, reproché au cabinet whig son alliance avec l'empereur Nicolas.

Quant aux tories, il est possible que momentanément ils prêtent leur appui, mais ce ne sera pas sans le faire payer cher. Parmi les tories d'ailleurs, pour la politique étrangère comme pour la politique intérieure, il y a deux partis. Les tories modérés, sir Robert Peel,

lord Stanley, sir James Graham, et même le duc de Wellington acceptent volontiers le principe de non intervention, et préfèrent à l'alliance russe l'alliance française. Les ultra-tories, dont lord Londonderry est le type, trouvent bon, au contraire, que les révolutions soient partout comprimées, et détestent la France; mais ils détestent plus encore le ministère qui gouverne sagement l'Irlande et que protége O'Connell. Tandis que les tories modérés verront avec peine l'alliance française abandonnée et la paix compromise, il est donc fort douteux que les ultra-tories pardonnent au cabinet Melbourne ce qu'il y a de bon dans sa politique en faveur de ce qu'il y a de mauvais. Ne les entend-on pas déjà dire qu'il est louable sans doute de rompre avec la France, mais que pour soutenir une telle lutte, il faut à l'Angleterre des ministres énergiques et vraiment nationaux? Et lord Palmerston a-t-il lieu d'être bien satisfait des complimens et des éloges qu'il reçoit chaque jour de ses nouveaux alliés?

Ainsi, selon toute apparence, le ministère whig perdra les radicaux sans conquérir les tories. Peut-être, en parlant à l'amour-propre national, parviendra-t-il à échauffer l'Angleterre, d'abord si froide, et à rendre entre elle et la France la rupture inévitable. Pourtant, s'il déclare la guerre, il ne la fera pas, et c'est pour la mettre en d'autres mains qu'il tirera l'épée du fourreau. Rentrés alors dans les rangs de l'opposition, quelle sera l'attitude des ministres whigs, et comment pourront-ils résister aux conséquences de leur propre politique, et invoquer les principes qu'ils auront sacrifiés?

Je ne puis, en finissant, me défendre d'une pénible réflexion. Depuis quinze ans, j'ai souvent écrit sur l'Angleterre, et cherché à démêler à travers l'incertitude des évènemens ses bonnes et ses mauvaises chances. Souvent aussi j'ai tâché de juger les partis avec impartialité. Mais toujours, je le dis sincèrement, il y avait en moi un vif désir que les bonnes chances l'emportassent sur les mauvaises, et que le parti whig triomphât de tous ses ennemis. Faut-il qu'aujourd'hui l'intérêt et l'honneur de mon pays me forcent à éprouver un sentiment tout contraire? Faut-il que je me représente avec satisfaction plutôt qu'avec tristesse les divers symptômes de désordre et de malaise qui apparaissent tantôt sur un point du territoire tantôt sur l'autre? Faut-il qu'en combattant l'opinion généralement accréditée, mais fausse, selon moi, qu'une révolution est imminente dans la Grande-Bretagne, je souhaite me tromper? Faut-il enfin que je fasse des vœux pour que les héritiers de Fox se retirent devant les successeurs de Pitt? Je voudrais que les évènemens en ordonnassent

autrement, car je sens trop bien par moi-même combien vite, si le différend actuel se prolonge, renaîtront les vieilles antipathies que dix ans avaient presque détruites. C'est aux hommes libéraux de l'Angleterre, whigs, radicaux ou tories, de prévenir ce malheur; c'est à eux de signifier à leur gouvernement qu'il a fait fausse route, et qu'il est puéril de célébrer l'alliance de la France en la brisant, et de prétendre contenir la Russie en se livrant à elle; c'est à eux enfin à prouver que dans un état constitutionnel il n'appartient pas à un ministre de faire volte-face selon son caprice, et de jeter subitement d'un pôle à l'autre la politique et les destinées de son pays. Pour la France, grace à Dieu, il n'y a, dans cette grave question, ni deux opinions ni deux attitudes possibles. Quand, au mois de février dernier, il fut, pour la première fois, question de l'alliance anglo-russe, la chambre était assemblée, et jamais je n'ai vu tous les partis plus prompts à suspendre leurs querelles pour se confondre dans un sentiment commun. Cette unanimité existe encore, ou plutôt, malgré quelques protestations isolées, elle n'a fait, depuis, que se fortifier. Sans doute c'est pour la France une périlleuse épreuve que de se trouver seule en face de l'Europe entière, et il y aurait à ne pas le reconnaître une forfanterie puérile. Mais, tout en regrettant la paix et tout en mesurant le danger, la France, si la nouvelle coalition l'y oblige, saura se montrer digne d'elle-même. Quels que soient ensuite les évènemens, il appartiendra à l'histoire de juger les hommes qui si légèrement auront troublé le monde, et anéanti en un jour l'œuvre de vingt-cinq ans.

P. DUVERGIER DE HAURANNE.

# LE

# THÉATRE EN ITALIE.

## IV.

### Les quatre Masques du Théâtre.[1]

Les quatre masques du théâtre italien forment la transition naturelle des types populaires de la comédie *dell' arte* aux personnages de la comédie de caractère. Chacun de ces masques, en effet, représente un caractère tranché comme son costume. Pantalon, Arlequin, Brighella et le Docteur bolonais sont ces quatre nouveaux personnages. D'où vient que Polichinelle et Scaramouche ont fait bande à part, et n'ont pas été rattachés à ce petit groupe? L'analogie entre ces bouffons est si grande, et leurs habitudes dramatiques se ressemblent sous tant de rapports, que nous avons peine à trouver les motifs de cette exclusion. A vrai dire, il n'en existe peut-être qu'un seul, l'absence du masque. Les pièces dans lesquelles jouent les quatre masques sont, en général, des pièces à canevas, qui ne se distinguent des farces populaires de Florence, Rome ou Naples, que par des

(1) Voyez les livraisons du 15 mars, 15 avril et 15 juin; cet article complète et termine la série.

nuances difficiles à apprécier. La fidélité avec laquelle chacun de ces personnages conserve son caractère est la plus essentielle de ces différences. Le Pantalon vénitien et le Docteur bolonais sont les personnages comme il faut, les pères nobles de cette nouvelle branche de la famille des bouffons italiens; Arlequin et Brighella, appelés dans les états vénitiens les deux *Zani*, sont les gens du commun, les valets.

Pantalon est d'ordinaire un bon négociant qui fait son commerce honnêtement, qui a des mœurs simples et un extérieur un peu lourd. Il a presque toujours deux jeunes et jolies filles à garder, et il est fort rare qu'il ne soit pas trompé par un nombre au moins égal d'amoureux, qui mettent dans leurs intérêts sa servante ou son valet. Il n'est pas étonnant que Pantalon se mêle de négoce, car il est originaire de Venise, ville commerçante par excellence. Son costume est le même aujourd'hui qu'il y a deux siècles; il a conservé l'ancien habit vénitien, le caleçon servant de culottes, la grande robe noire ou en indienne, le gros bonnet de laine, les bas cramoisis et les pantouffles turques. Pantalon, déjà fort peu prodigue lors de l'époque florissante du commerce vénitien, est devenu, avec le temps et quand les affaires de la république ont mal tourné, rangé, avare, et ne s'est plus laissé aussi facilement tromper. Il est masqué comme l'étaient tous ses compatriotes au temps de son bel âge et de sa prospérité.

Le Docteur a, comme Pantalon, des prétentions à la gravité et aux manières nobles; il est de plus savant et homme de loi; il doit donc être de Bologne. Cette ville a, de tout temps, ambitionné le premier rang dans la science; elle a même reçu au moyen-âge l'épithète caractéristique de *docte*. Le docteur s'appelle Graziano. Le poète Lucio, le premier, le transporta de la légende populaire sur la scène vers 1560. Le docteur est nécessairement fort pédant; il sait peu ou sait mal, et croit savoir beaucoup et bien. Son ignorance rend son pédantisme très amusant. Il cite à tout propos, mais toujours hors de propos, des textes latins qu'il estropie ou des traits de la fable qu'il dénature, changeant Cyparisse en fontaine, Biblis en cyprès; faisant trancher par les trois Graces le fil de nos destinées et présider les Parques à la toilette de Vénus, et cela avec un aplomb sans pareil et toute l'intrépidité de la sottise. Le docteur, comme tous les gens satisfaits d'eux-mêmes, se permet volontiers la satire; mais la méchanceté ne lui réussit pas plus que l'érudition; il n'était que burlesque, il devient odieux: on le voit berner avec un double plaisir.

Devenu avocat, ser Graziano ne voit clair que dans les affaires dont on ne l'a pas chargé. Ses plaidoyers rappellent ceux de l'Intimé; ils sont fort courts, parce que personne ne veut les entendre.

Le docteur a conservé le costume des professeurs et des avocats de Bologne. Comme Pantalon, il est accusé de lésinerie, et le masque qui lui couvre le nez et le front a été imaginé pour rappeler une énorme tache de vin qui s'étendait sur le visage d'un jurisconsulte du temps; c'est du moins l'explication traditionnelle que les annalistes de la comédie populaire nous ont conservée. Depuis plus d'un siècle, le docteur a bien passé de mode; Venise et Milan l'ont à peu près banni de leurs théâtres; c'est à Bologne, sa ville natale, qu'il s'est réfugié; c'est là qu'on le voit encore.

Le Docteur et Pantalon, malgré la morgue et le sérieux qu'ils affectent, ont, de tout temps, prêté à rire à leurs concitoyens. Les Bolonais et les Vénitiens se moquent de leur avarice, et les appellent pince-mailles, claque-dents, docteur rince-pot, Pantalon pleure-pain; ils les représentent, lorsqu'ils se mettent en débauche, assis à une table rase, mangeant de la soupe de lévrier, buvant du vin clairet puisé à la fontaine du coin, et se régalant d'un œuf de canne dont ils gardent le jaune pour eux, donnant le blanc à leur femme et l'eau lactée à leurs enfans, repas qui, à ce qu'ils assurent, n'engendre ni crudités ni pesanteurs de l'estomac. Les mauvais plaisans racontent en outre plusieurs folles histoires dont ces deux masques ont été les héros, ou plutôt les victimes. Pantalon surtout joue particulièrement de malheur. Pantalon a tous les petits préjugés, et, sous certains rapports, toute l'ignorance de ses concitoyens du quai des Esclavons, qui se hasardent si rarement sur la terre ferme, et pour lesquels un arbre, une voiture, un cheval, sont autant de merveilles. Pantalon a cependant roulé souvent d'une ville à l'autre, en compagnie des bateleurs, ses confrères, dans quelque mauvais carrosse de louage; mais il n'est jamais monté qu'une seule fois à cheval, et quand, par des circonstances indépendantes de sa volonté, il s'est trouvé au beau milieu de la route étendu sur le dos, il a juré par saint Marc qu'on ne l'y reprendrait plus. Cette seule promenade à cheval, terminée d'une façon si malencontreuse, fut remplie d'incidens curieux, que les habitans de la terre ferme racontent avec un sourire goguenard, et qu'ils se plaisent sans doute à embellir. La rosse d'emprunt que Pantalon montait ce jour-là s'était arrêtée tout court; Arlequin, son valet, lui donna une telle volée de coups de bâton, que le pacifique animal, poussé à bout, lui allongea une terrible ruade dans le ventre. Arlequin, furieux, ramassa une pierre et la jeta au cheval; mais le maladroit ajusta si mal, qu'au lieu de toucher la bête, cette pierre frappa son maître au milieu du dos. Pantalon se retournait en mau-

gréant, lorsqu'il vit Arlequin qui le suivait à distance, en se tenant le ventre. — Quelle bête vicieuse on nous a donnée là? lui criait-il d'un air consterné; croirais-tu qu'en même temps qu'elle t'a frappé au ventre elle m'a allongé à moi un coup de pied au milieu du dos?

Bergame, cette jolie ville bâtie en amphithéâtre sur le dernier contrefort des Alpes de la Valteline et de l'Italie, est la patrie des deux valets Brighella et Arlequin; Bergame a toujours été le point de mire des beaux esprits moqueurs du reste de l'Italie, qui traitent ses bourgeois à l'écorce rude d'ignorans et de lourdauds. Les Bergamasques cependant ne sont ni plus spirituels ni plus bêtes que les Milanais et les Vénitiens leurs voisins. Deux anecdotes nous feront connaître, quoique d'une façon indirecte, les deux valets comiques dont Bergame est la patrie.

Un fermier de Bergame avait chargé Girolamo, son valet, d'acheter sept ânes. Girolamo se rendit à pied au marché de la bourgade voisine, acheta les ânes, les paya, et, pour retourner à la ferme, monta sur l'une des bêtes dont il venait de faire l'acquisition, chassant les six autres devant lui. De retour au logis, avant de mettre pied à terre et de frapper à la porte de la ferme, Girolamo compte ses ânes et n'en trouve que six. « Le septième se sera égaré en chemin, » se dit-il, et le voilà reparti en toute hâte pour le marché où il a fait son achat, cherchant la bête qui lui manque et sur laquelle il est monté. Il traversa la bourgade dans tous les sens, parcourut les environs, s'informa auprès de chaque passant et ne put retrouver l'animal qu'il croyait perdu; il passa le reste du jour et toute la soirée dans ces recherches, si bien qu'à la fin le pauvre âne qu'il montait, à demi mort de fatigue et de faim, refusa net de marcher. Girolamo, tiré de sa préoccupation par cet acte de résistance, se frappe le front : « Imbécille que je suis, s'écrie-t-il; mon âne que je cherchais, le voilà! c'est sur son dos que je me promène! »

Ce valet simple d'esprit, ce balourd distrait, c'est Arlequin. Dans d'autres occasions, il ne manque cependant ni de finesse ni de ruses.

Quand les moqueries dirigées contre les compatriotes d'Arlequin étaient par trop fortes, et que les Florentins, ces marchands parvenus, ces républicains qui visaient à la dictature de l'intelligence, se mettaient à la tête des railleurs insolens et les accablaient d'un feu roulant d'épigrammes, les Bergamasques leur répondaient par le récit tout simple qu'on va lire.

Un jour que les Florentins avaient été plus méchans encore que de coutume, et que leurs railleries avaient poussé à bout les habitans

de Bergame, ceux-ci résolurent de se venger d'une façon qui leur fît honneur. Ils envoyèrent donc une députation à Florence, chargée d'un singulier cartel. Cette députation, s'étant rendue dans la salle de l'académie, parla en ces termes à ses membres convoqués : « Vous nous traitez d'imbéciles et vous vous croyez plus savans que nous; eh bien! nous venons vous proposer une joûte d'esprit en champ clos; Bergame sera le lieu du combat, les Vénitiens et les Bolonais seront nos juges. » Les Florentins relevèrent avec un mépris qu'ils ne s'efforçaient pas même de dissimuler le gant jeté par les Bergamasques. Il fut convenu qu'une députation de savans florentins se rendrait à Bergame et y disputerait sur les matières les plus subtiles, sur les points de la science les plus délicats, avec un nombre égal de savans de cette ville.

La veille du jour fixé pour le combat, et lorsqu'on sut que les docteurs florentins étaient en chemin, les Bergamasques, qui avaient proposé le défi, réunirent toutes les personnes les plus instruites de leur ville, toutes celles qui parlaient latin ou grec. Ils firent prendre aux uns des habits de paysans, aux autres des costumes de valets, de cabaretiers; les jeunes gens qui n'avaient pas encore de barbe au menton, s'habillèrent en servantes d'auberges. Sur ces entrefaites, on annonce que les Florentins vont arriver. Tous nos comédiens improvisés, parfaitement au courant de leurs rôles, se portent sur la route, dans les cabarets et les hôtelleries, et remplissent les premières auberges de la ville.

Les Florentins, richement vêtus et montés sur des mules fringantes, cheminaient déjà vers Bergame. L'un d'eux voit au bord de la route un gros paysan qui bêchait la terre. — Combien de milles y a-t-il encore d'ici à la ville? lui demande-t-il d'un ton moqueur, en contrefaisant de son mieux l'idiome pesant des Bergamasques. — Trois milles, lui répond le paysan en excellent latin. Arrivés en vue de Bergame, les députés font halte dans un village peu distant des faubourgs, avec l'intention de se rafraîchir et de se reposer quelques instans avant de faire leur entrée dans la ville. Ils frappent à la porte d'une petite auberge; l'hôte s'empresse d'ouvrir, leur fait ses complimens en style cicéronien, et cite Horace et Anacréon en remplissant leurs verres. Le garçon d'écurie, auquel ils donnent leurs mules à garder, leur répond en latin; la servante, qu'un des jeunes savans lutine et veut embrasser, s'enfuit en laissant échapper quelques imprécations dérobées à une héroïne de Sénèque. Les Florentins, ébahis, se regardaient l'un l'autre. — Si la canaille de Bergame s'ex-

prime ainsi, que sera-ce donc lorsqu'ils vont avoir affaire aux savans de profession? — Ils persistent néanmoins, remontent sur leurs mules, et se présentent aux portes de la ville. Leur étonnement redouble lorsque la sentinelle de faction à la porte les salue avec un vers de l'Odyssée. Mais lorsque, descendus à l'hôtel préparé pour les recevoir, ils entendirent les valets et les portefaix s'exprimer en latin dans les termes les plus choisis, lorsque après les avoir accueillis avec un magnifique compliment en prose grecque, l'hôte les conduisit dans la salle à manger, où le cuisinier vint leur offrir ses services dans un langage fleuri qui eût fait honneur au maître d'hôtel d'Apicius, la consternation chez eux succéda à l'étonnement. Ils ne songèrent plus qu'à éviter la honte d'une défaite publique, refusèrent le combat sous le premier prétexte venu, et se hâtèrent de reprendre le chemin de Florence, jurant par Hercule que Bergame, loin d'être ignorante, comme on le disait bien à tort, méritait certainement, plus encore que Bologne, l'épithète de *savante*.

On a prétendu qu'un de ces valets improvisés, si spirituels et si malins, ayant trouvé bon le vin du cabaret, a pris goût au métier, et que ce drôle n'est autre que Brighella, le rusé compère, qui depuis a oublié son latin.

Ces deux nuances du caractère bergamasque font mieux connaître qu'une longue analyse les deux valets Arlequin et Brighella, aussi différens de costumes que de manières et d'esprit. Brighella est aussi adroit et rusé qu'Arlequin est simple et nigaud. L'habit de Brighella, valet fripon et intrigant, figure une espèce de livrée baroque; son masque est de couleur brune; on a voulu de cette façon caractériser la couleur basanée des habitans de ces collines du Bergamasque, dépouillées de verdure et brûlées par le soleil. Scapin, Fenocchio et Fiqueto sont des dérivations ou des transformations du personnage de Brighella.

Arlequin a des prétentions à la malice, mais il est toujours naïf jusqu'à la balourdise. Son costume est très bigarré, comme on sait. C'est celui d'un valet de médecin, pauvre diable qui ramassait tous les morceaux d'étoffe qu'il trouvait dans la rue pour boucher les trous de son habit; son chapeau plat, tout râpé et de forme quasi militaire, est le chapeau d'un mendiant qui a hérité du tricorne usé d'un soldat; la queue de lièvre qui le décore est tout à la fois l'emblème du courage de ce personnage et la parure habituelle des paysans de Bergame.

Une chose surprenante, c'est que notre siècle, qui a, sinon tout

détruit, du moins tout changé, n'a pu arracher le masque d'aucun des quatre bouffons italiens. Ils ont bravé l'inconstance du public, les caprices des auteurs, la tyrannie de la mode. Ils ont vu mourir cette aristocratie vénitienne qui les méprisait. Ils ont survécu à la république, au conseil des dix; Pantalon, Brighella et Arlequin, les trois masques de Venise, ont enterré les trois inquisiteurs d'état. Qui donc les a sauvés au milieu de ces révolutions et de ces catastrophes? leur popularité. S'ils plaisent toujours à la masse de la nation; si, après avoir si long-temps diverti les pères, ils amusent encore les enfans, nous devons en conclure que les Vénitiens sont bien routiniers dans leurs plaisirs, et qu'au fond le caractère du peuple a peu changé.

Ce fut vers le milieu du siècle dernier que ces représentans de la vieille comédie *dell' arte* eurent à soutenir le combat le plus rude, lorsque Goldoni, cédant aux influences françaises, tenta cette réforme du théâtre qu'il ne put jamais accomplir. *Momolo Cortesan*, comédie de caractère, dans laquelle il flattait la noblesse vénitienne, et *il Prodigo*, furent les deux ouvrages dans lesquels il essaya de créer un nouveau genre. Dans ces deux pièces, Goldoni substituait au canevas de l'ancienne comédie un dialogue écrit en partie, et remplaçait les masques par des personnages empruntés à la vie réelle. Ces pièces eurent du succès, et néanmoins Goldoni dut, presque vers le même temps, céder aux réclamations du public et des acteurs, et donner deux grandes comédies selon l'ancienne manière (*les Trente-deux infortunes d'Arlequin* et *la Nuit critique*), dans lesquelles Arlequin et Pantalon reparaissaient avec tout leur éclat, et réjouissaient le public de leurs prouesses ordinaires. Goldoni ne put même ôter le masque à ces personnages qu'il employait à contre-cœur. Le masque, disait-il avec raison, fait toujours tort à l'action de l'acteur; qu'il soit joyeux ou triste, amoureux, colère ou plaisant, c'est toujours le même visage froid et immobile, le *même cuir*. L'acteur a beau gesticuler, changer d'attitudes, et varier ses inflexions; il ne fait connaître que les traits généraux, les teintes grossières de la passion, il n'en peut exprimer les nuances. Ces raisons, qui ne manquaient pas de justesse, furent sans effet; Pantalon, Brighella, Arlequin et le Docteur gardèrent le masque; et, tout en hasardant quelques comédies de caractère, accueillies avec plus ou moins de succès, Goldoni se résigna à travailler dans un genre qu'il méprisait, et à faire jouer tous les mois quelque bonne grosse comédie à canevas, dont il n'espérait pas grand honneur, mais qui, du moins, remplissait sa bourse. Goldoni cependant se trompait: ces pièces qu'il fit en se jouant, et qu'il

jetait au public avec un véritable dédain, celles surtout dont il esquissa le dialogue et dans lesquelles il employa de préférence le dialecte vénitien, sont encore, parmi ses comédies, celles qui obtiennent la plus grande vogue, et qui ont le plus contribué à sa gloire.

Goldoni, chez les Italiens, est à Machiavel et à l'Arioste, poètes comiques, ce que chez nous Picard est à Molière et à Regnard. Sa fécondité incroyable le met néanmoins hors de ligne. Goldoni s'engageait, par exemple, avec le public, lors de la clôture d'une saison, à lui donner seize pièces nouvelles dans la saison qui devait suivre; et en effet, décidé, comme il le dit, à tenir parole au public ou à crever dans l'espace de quelques mois, il composait et faisait jouer seize pièces en trois actes, durant chacune trois heures, et en donnait même une dix-septième par-dessus le marché (1).

Arlequin, dans ces pièces de Goldoni, n'est déjà plus l'imbécille qui se croit mort, commande son cercueil, et se propose d'assister à son propre enterrement; le niais qui, dans un moment de désespoir, veut se pendre, jusqu'à ce que son chagrin soit passé; le nigaud qui, entendant crier sa femme en mal d'enfant, lui promet, pour la consoler, qu'une autre fois il accouchera à sa place; le stupide faiseur de pointes qui, à cette question de Brighella : — *Chi e quel rè che ha la più grande corona del mondo?* répond résolument : — *Quello che ha la testa più piccola* (2). Sa balourdise est moins grossière, sa niaiserie moins franche, ses lazzi sont moins plats et moins crus. Il ne ment pas non plus avec la même impudence, n'est plus si rustre, et se sert de sa batte avec plus de modération. C'est toujours ce grand enfant qui, dans la même minute, rit et pleure, se fâche et s'apaise, et, comme un jeune chat, égratigne et fait patte de velours. Sans avoir encore atteint à cette bêtise naïve et délicate, à cette malice tendre, qui, grace à l'aimable Florian, l'ont fait si long-temps goûter des spectateurs français, Arlequin néanmoins est devenu plus intéressant (3). Dans ces innombrables canevas de Goldoni et de son rival Gozzi, Arlequin a pu modifier quelque peu son caractère, mais

(1) Voici les titres des pièces composées par Goldoni dans une saison : — *le Théâtre comique, les Femmes pointilleuses, le Café, le Menteur, l'Adulateur, l'Antiquaire, Paméla, l'Homme de goût, le Joueur, la Feinte malade, la Femme prudente, l'Inconnue, l'Honnête aventurier, la Femme changeante*, et *les Caquets*.

(2) « Quel est le roi qui a la plus grande couronne du monde? — Celui qui a la tête la plus petite. »

(3) Voir *les Trente-deux infortunes d'Arlequin, — Arlequin perdu et retrouvé, — la bonne Femme, — les Cent quatre accidens*, etc.

il a toujours gardé son habit, et son agilité est restée la même. Va-t-il la nuit à un rendez-vous d'amour, et sa maîtresse, après avoir écouté sa sérénade, entr'ouvre-t-elle sa jalousie, Arlequin fait toujours le plus plaisamment du monde la culbute en tenant pittoresquement à la main sa chandelle allumée. Brighella se permet-il avec lui quelque insolence, Arlequin lui donne lestement un soufflet avec le pied, et dans ses momens de contrition, il dit son *mea culpa* en se frappant la poitrine avec le talon. Pantalon, las d'être volé par ce mauvais garnement de valet, met-il les sbires à ses trousses, Arlequin disparaît inévitablement par le trou du souffleur, et s'échappe en faisant le tour de la salle sur la balustrade des loges. Brighella est toujours son antagoniste et Pantalon sa victime. Comme Brighella, Arlequin a eu des imitateurs et des copistes : les *Truffaldins* et les *Trucagnins* sortent de son école, et l'on prétend que lui-même s'est quelquefois caché sous les noms de *Gradelin* et de *Mezzetin*, conservant, comme Brighella-Scapin, son caractère original sous un nom d'emprunt. Pantalon et le Docteur, personnages plus graves, tiennent à leur nom, et ne l'ont jamais quitté. Le reproche le plus sérieux qu'on puisse leur faire, c'est d'avoir quelquefois abandonné le masque; c'est moins à eux qu'on doit s'en prendre, il est vrai, qu'à Goldoni, le mobile et impuissant novateur qui, plus d'une fois, les a si étourdiment compromis; mais aussi pourquoi lui faisaient-ils tant d'agaceries?

Un jour, par exemple, un gros garçon d'humeur joviale frappe à la porte du poète, devenu momentanément avocat. — Qui êtes-vous? — Je suis Darbes. — Comment, M. Darbes, le fils du directeur de la poste du Frioul, qu'on a cru perdu? — Lui-même. — Et que faites-vous maintenant? — Darbes se lève, et frappant du plat de la main sur son énorme ventre : — Monsieur Goldoni, lui dit-il d'un ton plein de fierté plaisante, je suis comédien, et sans vanité, je puis dire que, si Garelli est mort, Darbes l'a remplacé; mais, à vous parler franchement, si je fais mon éloge à un auteur, c'est que j'ai besoin de lui. — Vous avez besoin de moi? — Oui, monsieur Goldoni, et je viens vous demander une comédie. J'ai promis à mes camarades une pièce de Goldoni, je l'aurai et je gagnerai ma gageure. — J'ai des occupations, je ne puis... — Qu'à cela ne tienne, faites ma pièce quand vous voudrez. — Et tout en causant, Darbes s'empare de la tabatière de Goldoni, prend une prise de tabac, laisse tomber dans la boîte quelques pièces d'or, et la rejette sur la table, accompagnant son action de lazzi qui la font comprendre. Goldoni ouvre la boîte et ne veut pas se prêter à la plaisanterie. — Ne vous fâchez pas, lui dit Darbes, c'est

un petit à-compte pour le papier. — Goldoni résiste, Darbes insiste, devient pressant, referme la tabatière, fait la révérence, gagne la porte et s'en va.

Goldoni, engagé de cette façon, écrit à Darbes et lui promet une pièce; Darbes lui répond : « J'aurai donc une comédie de Goldoni... Je suis jeune, mais maintenant j'irai défier tous les Pantalons de Venise, Rubini à Saint-Luc, Corrini à Saint-Samuel; j'irai attaquer Ferramonti à Bologne, Pasini à Milan, Bellotti à Florence, Golinetti dans sa retraite et Garelli dans son tombeau. » On voit, par ce dénombrement des Pantalons, que cette époque devait être celle de leur plus grande prospérité,

*Tonin belia gracia* ( Toinet le gentil ) était le titre de la pièce que Goldoni avait composée pour Darbes, qui jouait sans masque le rôle de Pantalon; elle tomba à plat. Le pauvre acteur était très mortifié : Goldoni lui donna sur-le-champ l'occasion de prendre sa revanche dans *l'Homme prudent,* où Darbes reparut avec le masque traditionnel. Une rapide analyse de cette comédie, qui eut beaucoup de succès, nous montrera Pantalon agissant, et nous donnera en même temps une idée du bon goût de l'époque.

Pantalon, riche négociant de Venise, a fait fortune; il s'est retiré à Sorrente, dans la baie de Naples, et quoiqu'il ait déjà deux enfans d'un premier mariage, M. Octave et M<sup>lle</sup> Rosaure, il a épousé en secondes noces donna Beatrice, fille d'un commerçant napolitain. Pantalon et donna Beatrice ne tardent pas à faire mauvais ménage. Pantalon, cependant, est sage et d'un caractère accommodant; mais sa nouvelle femme est coquette, méchante, vindicative, et de plus elle a des sigisbés. La conduite des enfans augmente encore le désordre de la maison : Octave est un libertin, Rosaure une sotte; Octave a des maîtresses et Rosaure un amant. Pantalon est raisonnable, il sermonne donc tour à tour chacun des membres de sa famille, qui l'injurient ou font la sourde oreille. Comme il est fort prudent, ce n'est qu'après avoir vainement essayé de la douceur qu'il a recours à des moyens plus efficaces : après avoir grondé, il menace; mais ses menaces ne produisent pas plus d'effet que ses représentations. On s'en irrite ou l'on s'en moque; mère, fille et fils sont déchaînés contre le pauvre Pantalon, qui leur cède la place et s'enfuit.

Beatrice, que les menaces de son mari ont mise hors d'elle-même, et qui prête l'oreille aux conseils d'un sigisbé fripon, cherche à se venger, c'est-à-dire à se défaire de Pantalon. Elle voudrait avoir pour complices son beau-fils et sa belle-fille, mais Octave seul est décidé

à la seconder; Octave achète donc du poison, et sa belle-mère se charge de le faire prendre à son mari. Elle saisit le moment où le cuisinier de la maison a le dos tourné, pour jeter le poison dans un potage destiné à l'homme prudent. Ici la farce tourne au tragique, mais la tragédie retombe aussitôt dans la farce. En effet, tandis que le potage empoisonné cuit à petit feu, la chienne favorite de Rosaure, *par l'odeur alléchée*, aboie aux fourneaux. Rosaure, pour régaler sa chienne, n'hésite pas à écorner le déjeuner paternel. L'animal mange quelques cuillerées de potage, tombe dans des convulsions et meurt. Tandis que Rosaure se désole, arrive son amant. C'est un Napolitain rusé qui devine sur-le-champ d'où le coup est parti, et comme il pense fort judicieusement qu'en faisant pendre Octave et Beatrice, il se débarrassera à la fois d'un beau-frère futur et d'une future belle-mère, et que l'héritage de Rosaure s'accroîtra d'autant, il va tout aussitôt dénoncer le crime à la justice. A peine est-il parti, que Pantalon, à la recherche de son déjeuner qui se fait attendre, arrive et trouve Rosaure, qui lui fait part de son agréable découverte. L'homme prudent se décide naturellement à se passer de déjeuner; il fait plus, il jette la marmite et le potage par la fenêtre. Sur ces entrefaites, les sbires se présentent et s'emparent de Beatrice et d'Octave. Nous assistons ensuite à leur procès, et c'est alors que la générosité de l'homme prudent brille de tout son éclat. Pantalon refuse, en effet, de charger les accusés; il fait plus, il se porte leur défenseur. Goldoni, dans cette occasion, se souvient que la veille il était avocat, et met dans la bouche de Pantalon une longue harangue pathétiquement burlesque. L'effet de la péroraison est surtout irrésistible : l'orateur, évoquant un nouveau témoignage à l'appui de l'innocence de sa femme et de son fils, fait tout à coup sortir de dessous sa robe une chienne vivante, absolument semblable à celle qui est morte du poison; l'animal s'élance au milieu de la salle en aboyant; le tribunal ne résiste plus à cette bruyante éloquence, il se déclare suffisamment éclairé, et absout les accusés. Pantalon triomphe, l'honneur de la famille est sauvé; mais comme il ne s'appelle pas *l'homme prudent* pour rien, il se promet bien de ne jamais manger de potage le matin et de mettre toujours le dernier la main au plat.

La réussite de pareils ouvrages fait peu d'honneur au public vénitien du siècle dernier, et donne une haute idée des acteurs qui les faisaient valoir. Quelle prodigieuse dépense de verve et d'esprit ne devaient pas faire les Golinetti, les Darbes, les Sacchi, pour rendre supportables et même intéressantes les drôleries d'Arlequin, les gros-

sièretés de Brighella et les lourdes et grotesques tirades du moraliste Pantalon! Le charmant patois vénitien venait, il est vrai, en aide aux auteurs et aux acteurs; c'est le plus doux et le plus gracieux des dialectes de l'Italie: Goldoni, qui l'employa de préférence à tout autre, en convient dans ses Mémoires. — La prononciation, dit-il, en est claire, délicate et facile; les mots sont expressifs, et pour nommer chaque chose, les termes abondent et semblent composer à souhait des phrases spirituelles et harmonieuses. — L'amour du plaisir, l'insouciance aimable et la douce gaieté formaient dans le dernier siècle le fonds du caractère vénitien; il ne faut donc pas s'étonner si le langage du peuple se prête si admirablement à la plaisanterie. Goldoni n'est jamais plus vraiment, plus franchement comique, que lorsqu'il peint naïvement les mœurs vénitiennes et qu'il se sert du langage national. S'il a quelque chose du laisser-aller du génie, c'est surtout lorsqu'il se renferme dans cette précieuse spécialité; il cesse d'être original et tombe souvent au-dessous du médiocre, quand il emploie sa merveilleuse facilité à combiner de longs et pénibles imbroglios, ou de lourdes comédies de caractère. Sans doute, pour que l'inspiration vienne, il faut s'avancer à sa rencontre; mais si on la sollicite à toute heure, elle s'éloigne, devient ombrageuse et finit par délaisser les importuns sans retour.

Goldoni a fait école en Italie, et c'est surtout sa mauvaise manière qu'on a copiée. La plupart de ces misérables faiseurs, ne pouvant peindre la société, qu'ils n'ont jamais vue, s'attaquent à des travers qu'ils imaginent, ou peignent des mœurs si basses, que l'on est plutôt porté à prendre en pitié leurs originaux qu'à s'égayer à leurs dépens. Un poète, pour eux, est toujours un pauvre diable un peu timbré, qui ne fait jamais une visite à un ami sans lui emprunter un écu. Un négociant est un coquin qui vend à faux poids, et qui se vante de sa friponnerie comme d'une adroite spéculation. Les juges acceptent de toutes mains, et donnent gain de cause à celui dont la bourse est la mieux garnie; les avocats plaident à tant l'heure, et sont toujours prêts à soutenir dans la même séance le pour et le contre. Les médecins parlent encore le latin de Molière, tuent effrontément leurs malades, ou, s'ils les laissent vivre, c'est pour subsister eux-mêmes aux dépens de la maladie. Les militaires sont toujours insolens et n'ont de bravoure qu'en paroles; comme le matamore de Corneille, ils disent au rival qui marche sur leurs brisées et courtise leur maîtresse :

Je te donne le choix de trois ou quatre morts :
Je vais d'un coup de poing te briser comme verre,
Ou t'enfoncer tout vif au centre de la terre,
Ou te fendre en dix parts d'un seul coup de revers,
Ou te jeter si haut au-dessus des éclairs,
Que tu sois dévoré des feux élémentaires.
Choisis donc promptement, et pense à tes affaires.

Mais si ce rival, au lieu de tourner les talons, leur répond résolument :

Pas tant de bruit,
J'ai déjà massacré dix hommes cette nuit (1),

Ils se soucient peu de compléter la douzaine, battent prudemment en retraite, et au besoin font même les honneurs de leur maîtresse à ce rival qui leur tient tête.

Ce qui manque à ces pauvres auteurs, c'est moins le savoir-faire et la verve que l'esprit et la connaissance du monde. C'est là ce qui les rend si grossiers et si faux, et ce qui, pour nous autres Français du moins, détruit en grande partie l'intérêt de leurs ouvrages, de ceux surtout dans lesquels ils se proposent de peindre la société. Mais revenons aux quatre masques du théâtre.

Ces personnages ont perdu un peu de leur vogue d'autrefois. Le Docteur est relégué à Bologne; et, dans toute la Lombardie, à Bergame comme à Milan, Meneghino a remplacé Arlequin et Brighella. Meneghino est l'enfant gâté des Milanais, le héros du théâtre de la Stadera; son talent consiste surtout dans une espèce de gaucherie adroite, dans la façon plaisante avec laquelle il se heurte contre les murailles et trébuche contre les saillies du parquet sans jamais tomber ni sans rien perdre de son sang-froid. Enfin Pantalon lui-même est accueilli à Venise avec indifférence, je dirais presque avec froideur : le bonhomme, ainsi que ses valets, ne défraie plus que le répertoire des théâtres du troisième ordre.

Arlequin cependant est toujours ce maladroit plein de souplesse, ce malicieux imbécille que nous connaissons. Si, par exemple, il veut vendre sa maison, il dit à l'homme avec lequel il est en marché, en tirant un moellon de sa poche : Comme je n'ai pas voulu vous déranger pour si peu de chose, je vous ai apporté un échantillon de la marchandise. — Un jour il arrive avec son casaquin tout en lambeaux,

(1) Corneille, *l'Illusion comique*, acte III, scène x.

il est aussi gueux que possible, et il demande l'aumône. Pantalon, à qui il s'adresse, en disant comme les Napolitains : *Fate mi ben per voi?* lui donne une pièce de six sous, et lui en redemande cinq. Arlequin fouille long-temps dans ses poches et ne trouve rien. — J'aurai oublié, dit-il, ma monnaie en changeant d'habit, — et il escamote la pièce entière. Pantalon se résigne et veut se venger par des railleries. — Combien as-tu de pères? lui demande-t-il d'un ton goguenard. — Mais je n'en ai qu'un, excellence. — Comment, drôle, tu n'as qu'un père. Voyons, cherche bien, tu en trouveras sans doute quelque autre? —Arlequin, après avoir réfléchi un moment : — J'ai beau chercher, je ne trouve rien; c'est que, voyez-vous, M. Pantalon, je ne suis qu'un pauvre homme; si j'étais riche comme vous, peut-être aurais-je aussi trente-six pères.

Arlequin est souffrant, le docteur lui ordonne de prendre un bain; puis, quand il le revoit, il lui demande comment il a trouvé ce bain? — Bien humide, lui répond le malade. Le docteur réclame ensuite son salaire; Arlequin n'a pas le sou et refuse net de payer. Le docteur l'appelle *Birbante* et le fait assigner. Lorsqu'ils sont devant le juge, Arlequin prend la parole : — Que le docteur dépose au greffe ma maladie, dit-il, je suis prêt de mon côté à déposer la santé qu'il m'a rendue; chacun de nous reprendra ce qui lui appartient, et partant nous serons quittes. — Arlequin donne aussi son petit coup de patte à la noblesse. — Quel dommage qu'Adam ne se soit pas fait nommer baron! dit-il, nous serions tous nobles.

Pantalon charge son valet Arlequin de porter à un de ses amis une cruche de vin de Chypre; mais comme il se méfie du drôle, qu'il connaît pour une mouche de cuisine des plus gourmandes, il a grand soin de cacheter le bouchon qui ferme la cruche. Arlequin fait un trou par-dessous, vide à moitié la cruche et la rebouche. L'ami à qui la cruche était adressée, l'ouvre et s'aperçoit aussitôt du déchet; il regarde le fond de la cruche et aperçoit un trou. — Ah! coquin, dit-il à Arlequin, c'est toi qui as fait un trou par-dessous la cruche et qui as bu le vin. —Vous n'en croyez rien, monsieur, reprend naïvement le fripon, car vous voyez bien que ce n'est pas par-dessous, mais par-dessus que le vin manque.

Parmi les farces où figure Arlequin, les plus vieilles sont encore les meilleures. *Arlequin empereur dans la lune* est une de ces anciennes bouffonneries qui ont fait le tour de l'Europe, et dont en Italie, quand vient le carnaval, les troupes de comédiens du second ordre ne manquent jamais de régaler leurs habitués. Cette pièce, qui n'est guère

qu'un canevas que chacun remplit à sa guise, est pleine d'un bout à l'autre de folies plus ou moins divertissantes, et les grossièretés y abondent. Cependant, au fond de toutes ces scènes de parade, dignes des tréteaux de la foire, on rencontre par instans de ces coups de pinceau inattendus, de ces traits de satire philosophique qui distinguent la plupart des vieilles farces populaires, et qu'on croirait dérobés à Machiavel ou à Rabelais : témoin ce dialogue d'Arlequin empereur et du Docteur.

Le docteur. — Oserais-je demander à votre hautesse de quelle humeur sont vos sujets?

Arlequin. — Mes sujets, ils sont quasi sans défauts, si ce n'est que l'intérêt et l'ambition seuls les gouvernent.

Le docteur. — C'est tout comme ici.

Arlequin. — Chacun tâche de s'établir du mieux qu'il peut aux dépens d'autrui; et la première des vertus dans mes états, c'est d'avoir beaucoup d'argent.

Le docteur. — C'est tout comme ici. Et dans votre empire, seigneur, fait-on bonne justice?

Arlequin. — On l'y fait à peindre.

Le docteur. — Les juges ne se laissent donc pas un peu corrompre?

Arlequin. — Les femmes comme ailleurs les sollicitent, leur font parfois de petits présens; leur conscience sait ce qu'il en advient; mais, à cela près, tout se passe dans l'ordre.

Le docteur. — C'est encore tout comme ici!...

Au commencement de la pièce, Arlequin, qui n'a pas encore eu l'heureuse idée de se faire empereur de la lune, apprend que le Docteur veut marier Colombine, sa servante, à un fermier; il se désole dans un fameux monologue, qui est le triomphe et la pierre d'achoppement des acteurs qui jouent ce rôle.

« Malheureux que je suis! le docteur veut marier Colombine à un fermier, et je vivrais sans Colombine! non, je veux mourir. Docteur ignorant! ingrate et inconstante Colombine! misérable fermier! déplorable Arlequin! oui, je veux mourir; je veux qu'on lise dans l'histoire ancienne et moderne: Arlequin est mort pour Colombine. Allons dans ma chambre; j'attacherai une corde au plafond, je monterai sur une chaise, je me passerai un nœud coulant autour du cou, je donnerai un coup de pied à la chaise, et me voilà pendu. Ouf! (Il prend la posture d'un pendu.) — Mais fi donc, Arlequin, vous tuer pour

une fille! ce serait une grande sottise. — D'accord, mais cette fille trahit un honnête homme, c'est une grande scélératesse. — Soit; mais quand vous seriez pendu, en seriez-vous plus gras? — Non, certes, et j'en deviendrai même beaucoup plus maigre. — Alors, pourquoi vous pendre? — Parce que je le veux. — Vous ne vous pendrez pas. — Je me pendrai. — Je vous assure que non. — Je vous jure que oui. — Vous ne vous pendrez pas, vous dis-je. — Attends, drôle, je saurai bien me délivrer de ton importunité. (Il tire sa batte, s'en donne de grands coups sur le dos, et se met à courir.) Ah! voilà notre raisonneur parti; maintenant, allons nous pendre. (Il fait quelques pas, et s'arrête tout court.) Mais non, se pendre, c'est bien commun, cela ne me ferait pas honneur: cherchons quelque mort extraordinaire, héroïque, quelque mort digne d'Arlequin. »

Il essaie tour à tour divers genres de mort, soit en retenant sa respiration, soit en se tenant les jambes en l'air, et la tête en bas; mais il ne peut réussir: il a beau se boucher le nez et fermer la bouche, il ne vient pas à bout de mourir. — Il faut que le vent s'échappe par quelque issue. — Imbécille que je suis! Ah! j'ai trouvé! — Et il indique par une pantomime expressive quelle peut être cette issue. Il se tourne alors vers le parterre, qui rit aux éclats.

— Vous riez, vous autres: hé bien! je parie que vous n'êtes pas plus malins que moi, et qu'il n'y a pas un seul d'entre vous qui voulût me servir de modèle et me montrer, par son exemple, comment je dois m'y prendre pour mourir? Mais votre gaîté me donne une idée: j'ai lu dans les histoires que des hommes étaient morts à force de rire; si je pouvais mourir en riant; essayons, ce serait drôle. Comme je ne suis guère joyeux, je vais me chatouiller: de cette façon je serai bien obligé de rire.

Il se chatouille en effet, tombe à terre en riant aux éclats et faisant mille folies et mille tours d'adresse; il est sur le point de se pâmer, quand un ami arrive, le console et l'emmène. C'est à la suite de ces tentatives de suicide qu'il se fait passer d'abord pour un envoyé de l'empereur de la lune, puis pour l'empereur lui-même, et qu'enfin il épouse la servante du Docteur, auquel il escroque sa belle bague ornée d'un brillant et six pièces d'or, lui donnant en revanche la place du scorpion dans le zodiaque.

Sous toutes ces bouffonneries, on retrouve encore, comme il est aisé de le voir, la lutte du matérialisme et de l'intelligence, du corps et de l'esprit; c'est l'esprit qui, dans le monologue comique d'Arlequin résolu à se pendre, bâtonne le corps, et cependant c'est le corps

qui finit par avoir le dessus, regagnant tout à coup, par un détour et à l'aide d'une flatterie, le terrain qu'il vient de perdre.

Arlequin, dans ses pièces renouvelées de l'ancien répertoire et dans d'autres pièces plus modernes, cherche toujours à tirer parti de son agilité. Il joue habituellement le rôle de valet dans les comédies, et celui de niais dans les monstrueux mélodrames empruntés au théâtre allemand; mais il n'est jamais plus à son aise que dans ces petites comédies bouffonnes qu'au moment du carnaval on daigne parfois composer pour lui, et qui, dans leur genre, sont des chefs-d'œuvre, surtout lorsque des gens d'esprit comme Antonio Cesari, Carlo Porta ou Anelli, le fameux faiseur de libretti, se sont donné la peine de les rimer. Anelli, pendant vingt ans, a eu le talent de se moquer tour à tour des Français et des Allemands, sans que ni les uns ni les autres aient pu s'en fâcher. Dans l'*Italiana in Alghieri*, il eut même l'audace de se moquer de la nullité du sénat milanais, qu'il caractérisa par ce vers devenu proverbial :

Mangiar, bere e lasciar fare.

Comme la pièce faisait fureur, on eut le bon esprit de ne pas paraître comprendre l'épigramme et de *laisser faire*.

L'analyse d'une de ces pièces bouffonnes, en montrant ces masques en action, fera connaître ce genre de comédie populaire mieux qu'une longue appréciation. Nous choisirons, comme nous l'avons fait jusqu'ici, la pièce qui a toujours obtenu le plus grand succès. C'est une imitation du *Macco* d'Antonio Cesari : cette pièce a pour titre les *Trois Poltrons*.

Ambrogio Barlamatti, noble Véronais, et plusieurs de ses amis Vénitiens, sont en villeggiature dans l'un des jolis casinos de la Brenta. L'automne est arrivé; c'est la saison des tempêtes dans ces provinces de l'Italie situées au pied des Alpes. Il pleut, il vente, il tonne. La chasse, la pêche, la promenade, divertissemens favoris de ces jeunes gens oisifs, ne leur sont plus permises, et, s'ils ne trouvent quelque autre façon de passer le temps, nos prisonniers vont mourir d'ennui. Burlamatti et Stefano son ami se creusent la tête et ne peuvent rien imaginer. Tout à coup Ambrogio pousse un cri de joie, et s'adressant à Stefano : — Sois tranquille, mon ami, lui dit-il, nous voilà désensorcelés; nous ne mourrons pas encore cette fois, je puis même t'assurer que cette nuit nous allons rire. — Tant mieux, car j'aimerais tout autant digérer mon ennui entre deux draps qu'autour d'une table de jeu où l'on se ruine. — Écoute-moi : tu sais que

Meneghino, mon sommelier, est mort ce matin; eh bien! c'est à cette occasion que nous allons nous divertir. — Comment, à l'occasion d'un mort? — Précisément. Tu sais que dans ce pays il est d'usage de faire veiller le mort par quelqu'un de ses compagnons; eh bien! je compte donner à celui-ci pour veilleur un personnage qui ne peut manquer de nous amuser, Pantalon, ce rustre, fils d'un marchand de Venise qui s'est ruiné, et que j'ai pris à mon service. Ce monstrueux personnage, de sept pieds de haut, a l'encolure et la pesanteur d'esprit d'un bœuf; c'est un maladroit si renforcé, qu'un poisson cuit s'échapperait de ses mains. C'est lui qui, cette nuit, veillera le mort. — Je ne vois pas qu'il y ait là rien de si divertissant. — Écoute-moi encore. Le balourd se prétend un Hercule de courage, que sais-je? un Ferragus, un Roland, toujours prêt à pourfendre ou à assommer; au fond, c'est le plus grand poltron que je connaisse, et, quand il fait nuit, sa main droite, je crois, a peur de sa main gauche. Je me propose donc de mettre son grand courage à l'épreuve. — Et comment cela? — Arlequin, mon valet de chambre, prendra la place du mort dans le lit, et je me fie assez à son adresse et à son humeur joviale, pour croire qu'il nous donnera quelque bonne comédie; de cette fenêtre, nous verrons tout ce qui se passera dans la chambre du mort.

Ambrogio fait sur-le-champ venir Pantalon. Celui-ci raconte en arrivant qu'il était à panser le cheval de son excellence, qui a les amygdales enflées. Il a passé plus de deux heures à cette occupation fatigante; il n'en peut plus. — Je n'ai nul besoin de savoir cela. — Et moi, j'ai besoin de vous le dire, pour que vous sachiez quel homme vous avez à votre service. — D'accord; mais, à propos, aurais-tu peur des morts? — Peur des morts! vous voulez rire. Comment aurais-je peur des morts, moi qui n'ai jamais redouté les vivans? — Voilà qui est parler. Aussi, mon brave Pantalon, n'ai-je jamais mis ton courage en doute. Écoute-moi donc. Tu sais que Meneghino est mort ce matin? — Hélas! oui, excellence; le docteur l'a tué. — Tu as raison; mais ce qui est fait est fait. Je sais que tu étais l'ami du défunt, et j'ai décidé que tu le veillerais cette nuit. — Pantalon prend un air piteux et commence à trembler. — Je veillerais le mort? — Eh quoi! n'aurais-tu pas le courage qu'il faut pour cela? — Pantalon, se redressant : — Le courage! est-il besoin de courage pour veiller un mort? J'en veillerais dix mille s'il le fallait. — Alors c'est une chose convenue. A l'heure de l'*Ave Maria*, tu iras t'établir dans la chambre du mort et tu y resteras toute la nuit jusqu'à ce que le prêtre vienne demain

enlever le corps; tu entends? Ainsi donc, à ce soir. — A ce soir. — Et Pantalon, qui a peine à cacher son émotion, s'éloigne l'oreille basse. Dès qu'il est dehors, le comte appelle Arlequin et le met au courant. — Tu transporteras le corps de Meneghino dans quelque caveau, lui dit-il, et tu prendras sa place dans le lit. Tu sais ensuite ce que tu auras à faire quand tu te trouveras en tête-à-tête avec Pantalon, ton veilleur; mais je te préviens d'une chose, c'est que nous voulons rire. — Vous rirez, et comme vous n'avez jamais ri; moi-même j'en ai déjà mal à la rate.

Le comte ne s'arrête pas en si beau chemin; il veut, comme il le dit, prendre trois dindons avec la même noix. Deux dindons sont déjà trouvés; Brighella, son homme d'affaires, sera le troisième. — J'ai quelque part dans mes greniers la défroque d'un diable ; tête de lion, museau de crocodile, peau de bouc, pied de satyre, queue d'âne, rien n'y manque; Brighella, mon ami, tu endosseras ce costume, et tu descendras par une fenêtre dans la chambre où Pantalon sera occupé à veiller Meneghino. Ton arrivée causera certainement une agréable émotion à ce brave Pantalon, et cette émotion ne peut manquer de nous divertir tous, et toi le premier. — Brighella est ravi du rôle qu'on lui donne; il se frotte les mains en songeant au bon tour qu'il va jouer à Pantalon, son rival, et à la belle peur qu'il va lui faire. Le comte, de son côté, rit sournoisement dans sa barbe, car il s'est bien gardé de dire à Brighella qu'Arlequin devait prendre la place du mort et de prévenir Arlequin que Brighella devait compléter la comédie et jouer le rôle du diable. Il est si content, il se promet tant de plaisir de la merveilleuse combinaison qu'il vient d'imaginer, qu'il embrasse Stefano, et que tous deux chantent en chœur de vifs et joyeux couplets qui terminent ces premières scènes.

L'acte suivant se passe dans la chambre de Meneghino. Arlequin, enveloppé d'un grand drap et tout barbouillé de blanc, est couché sur le lit du mort; il n'est rien moins que rassuré, il a même très peur, et, par momens, il se tâte pour s'assurer que réellement il n'est pas mort. Du reste, il se propose bien de se venger tout à l'heure de sa peur sur le pauvre Pantalon, dont la présence le rassurera. Cependant, comme Pantalon tarde à venir, il se livre à des réflexions philosophiques que lui inspire son étrange position. — Aujourd'hui, dit-il, je fais le mort pour rire, mais un jour viendra où je le ferai au naturel; ce jour-là on me portera au cimetière pour engraisser les raves; encore si je pouvais les manger... — Sur ces entrefaites Pantalon arrive. — Va-t-en, dit-il à un homme qui l'a accompagné jus-

qu'à la porte; c'est à moi seul de garder ce mort; ceux qui viendraient pour l'enlever auraient de bons bras s'ils en venaient à bout. Je le défendrais, s'il le fallait, contre une batterie de canons. — Pantalon, resté seul, s'assied cependant le plus loin qu'il peut du mort, et pose soigneusement à côté de lui un *fiasco* rempli de vin du Frioul. — C'est là dedans qu'est la vie, dit-il, et l'on a grand besoin de la vie dans la maison de la mort. En achevant cette réflexion philosophique, il s'approche du lit du mort avec précaution. — Ce pauvre Meneghino, le voilà donc! Comme il est blanc.... Un autre en aurait peur.... Moi... moi... je... je... je... n'ai pas peur.— En disant cela, il tremble de tous ses membres. — Mais le temps s'est bien refroidi... Je sens comme un frisson, mon sang se fige, et il me semble que j'éprouve par tout le corps comme un petit ressentiment fébrile... comme un faible commencement d'inquiétude. La nuit sera bien longue; si j'appelais un camarade pour jouer aux dés ou à la *morra?*... Fi donc! on dirait demain que Pantalon a eu peur. Qu'ai-je besoin, d'ailleurs, d'un compagnon? n'ai-je pas là une excellente compagne? — Il prend la bouteille. — A la bonne heure! voilà ce qui réconforte, cela redonnerait la vie à un mort.— Un peu raffermi par cette réflexion, il chante à demi-voix des couplets burlesques dans lesquels il défie le diable et la mort en personne. Il remplit ensuite son verre; mais, au moment où il l'approche de sa bouche, Arlequin pousse un long soupir et se retourne sur le ventre. Pantalon laisse tomber son verre et veut fuir; ses jambes flageolent et refusent de le porter; il regarde le mort à la dérobée. Arlequin fait le saut de carpe et reprend sa première position. A cette vue, Pantalon tombe à genoux, joint les mains, et lorsqu'il pense que le mort ne peut le voir, il essaie de se glisser dans cette position vers la porte; Arlequin se dresse lentement sur le lit; Pantalon tombe à plat ventre. Dans ce moment on entend un grand bruit de chaînes à l'extérieur. Arlequin se recouche lestement; Pantalon reste immobile, regardant tantôt le lit, tantôt la porte. Le bruit approche; Arlequin ne fait plus de culbutes; il est maintenant presque aussi terrifié que Pantalon. C'est alors que Brighella, dans son costume de diable et une torche à la main, paraît sur le seuil de la porte. A cette vue, Pantalon se redresse; il veut fuir. Brighella le repousse; et tandis qu'il est occupé à lui griller le poil avec sa torche, on entend Arlequin, que la peur cloue sur le lit, murmurer d'une voix éteinte des plaintes entrecoupées. — Miséricorde! où suis-je venu me fourrer? C'est Satan lui-même..... Satan en personne, qui vient pour enlever Meneghino..... Me trouvant à sa place, il va me prendre pour lui et

m'emporter tout vivant!... Si je pouvais m'échapper? — Il se soulève lentement, et, se glissant le long du mur, tâche de gagner la porte, lorsque tout à coup Brighella, toujours occupé à échauder Pantalon, se trouve nez à nez avec lui. — Satan! — Le mort! — Et tous deux tombent à la renverse. — C'en est fait de moi, s'écrie Pantalon, et il tombe entre les deux. Mais bientôt tous trois se relèvent et courent par la chambre, comme des insensés, s'évitant, s'entre-choquant et se culbutant les uns les autres. — A moi, mes camarades, au secours! au mort! au diable! au revenant!... — Quel diable est-ce là? s'écrie Arlequin. — Qu'est-ce qu'un pareil mort? reprend Brighella. A la fin, les trois braves s'arrêtent chacun dans un coin, à demi morts de fatigue, et se regardent d'un air consterné. Pantalon beugle, Arlequin gémit, le diable hurle. Dans ce moment, le comte Ambrogio, suivi de ses amis, ouvre la porte, et s'élance au milieu de la chambre en riant aux éclats. — Taisez-vous, poltrons, dit-il, taisez-vous, ou je vous fais tous bâtonner.

BRIGHELLA. — Je suis mort!

ARLEQUIN. — Je n'ai plus ni jambes ni rate!

PANTALON (se tenant le ventre). — Miséricorde, quelle colique!

ARLEQUIN. — Voyez le mort!

BRIGHELLA. — Voyez le diable!

PANTALON. — Voyez-les tous deux.

LE COMTE. — Encore un coup, taisez-vous, misérables poltrons, ou je vous fais taire avec ce gourdin. Qui croirait jamais qu'un mort fasse peur au diable, et que le diable fasse peur à un mort? Et toi, intrépide Pantalon, qu'as-tu donc fait de ton courage?

PANTALON. — Vous en parlez bien à votre aise, seigneur comte; j'aurais voulu vous voir entre un diable et un mort.

Il est impossible de faire comprendre par une analyse toute la folie de cette scène, qui rappelle d'une manière éloignée l'entrevue des deux ours dans l'excellente farce de *l'Ours et le Pacha*. Jouée par ces acteurs un peu grossiers, mais pleins de verve, que l'on rencontre à chaque pas en Italie, elle est toujours accueillie par un fou rire, et met le spectateur en belle humeur pour toute la soirée. Le dialogue qui accompagne la reconnaissance des trois masques est aussi fort comique. Ils s'en veulent l'un l'autre de la peur qu'ils se sont réciproquement faite, au point qu'ils en vont venir aux mains. Ils s'injurient, se menacent, et le comte est obligé d'interposer son autorité. — Vous tairez-vous, bavards, s'écrie-t-il de nouveau ; ces drôles-

là ont autant de langue qu'ils ont peu de cœur. Or ça, messieurs les poltrons, je pense qu'il ne serait pas hors de propos de vous administrer quelques remèdes pour prévenir les suites de la peur que vous vous êtes faite les uns aux autres. Ces remèdes, les voici : on va défoncer sous le vestibule un baril de vin, on vous apportera deux grands poulets d'Inde et un gros jambon, vous mangerez et vous boirez à discrétion, et, quand vous serez bien repus, la Nicolosa, la Brunetta, la Tancia, la Tina, et toutes ces drôlesses qui jouent si bien de l'escarpin, vont arriver en gambadant, et alors vive la danse et vive la joie! Meneghino sera content de ses funérailles. — Arlequin, Pantalon et Brighella, que ces dernières paroles ont tout à la fois rassurés et reconfortés, remercient le comte Ambrogio, et tous trois chantent en chœur des couplets d'une expression et d'une harmonie admirablement bouffonnes.

Si nous avons analysé cette bagatelle avec quelque détail, c'est que chez nous ce genre de comédie n'a pas d'analogue. Ce n'est, à proprement parler, ni de la comédie, ni du vaudeville, ni de l'opéra bouffe. Ce sont des parades pleines de caprices, écrites souvent en vers charmans, et mêlées parfois de danses et de chants. C'est un genre tout-à-fait italien, comme le fut autrefois la comédie pastorale, si complètement abandonnée de nos jours; genre que l'on fait remonter à *l'Anfiparnasso*, d'Orazio Vecchi, qui fut représentée vers 1595. Dans cette comédie mêlée de musique, Pantalon, Arlequin, Brighella, et le capitan Cardon, matamore espagnol, jouent déjà chacun leur rôle. Ces personnages parlent castillan, italien, bolonais, bergamasque et même hébreu. Si ces joyeux masques ont survécu aux Myrtils, aux Tircis et aux Sylvio de la comédie pastorale, c'est à leur belle humeur inaltérable et à leur robuste gaieté qu'ils doivent leur existence prolongée. Ces joyeux boute-en-train ont une constitution bien autrement vigoureuse que les mélancoliques au cœur tendre. Pantalon, Arlequin et Brighella, sans être accueillis avec le même empressement qu'autrefois, n'ont donc pas encore lassé la constance du public italien, et sont encore aujourd'hui fort vivans. Quand mourront-ils? Dieu le sait.

## V.

## La Comédie italienne, le Drame moderne et les Acteurs.

Lorsque l'on voit Bossuet condamner si hautement la comédie, ce pernicieux plaisir qui, dit-il, ne flatte que les passions des hommes dont le fond est grossier, qui ridiculise la vertu et la piété, excuse la corruption qu'il rend plaisante, offense la pudeur toujours en crainte d'être violée par les derniers attentats; quand, non content de proscrire un plaisir où l'homme, selon ses expressions, se fait à la fois un jeu de ses vices et un amusement de la vertu, on le voit s'attaquer à Molière, le traiter d'infâme et le poursuivre même dans la tombe de désolans anathèmes, on a peine à concevoir que la cour d'un pape, chef de cette religion dont Bossuet n'était que l'un des ministres, ait été le berceau de la comédie renaissante : et de quelle comédie? de cette comédie italienne si pleine de prostitutions! s'écrie encore Bossuet. Ce pape, il est vrai, c'est l'aimable Léon X. Poète, musicien, grand chasseur, et par-dessus tout homme d'esprit, ce chef de l'église eut à la fois les goûts d'un artiste et ceux d'un souverain, et, pendant les neuf années qu'il occupa la chaire de saint Pierre, sa cour ressembla plutôt à celle d'un prince séculier qu'à celle du successeur du prince des apôtres.

Nous ne considérerons ici Léon X que comme poète et homme d'esprit, car c'est à ce titre qu'il choisit pour secrétaires Sadolet et Bembo, et Béroalde pour bibliothécaire; qu'il protége le vieux Lascaris; qu'il correspond avec Érasme et tous les beaux esprits du temps; qu'il établit une université romaine et s'entoure d'une légion de poètes, d'écrivains et d'artistes. Ce pape et tous ces jeunes cardinaux, riches, spirituels, amis du plaisir comme lui, les Sigismond Gonzague, les Bibbiena, les Hippolyte d'Este, avaient pris la religion du côté riant, et ne semblaient préoccupés que d'un seul objet, de jouir gaiement de la vie.

Quelques beaux et grands esprits, comme les Machiavel, les Bibbiena, l'Arétin et l'Arioste, avaient composé des comédies d'autant plus libres et plus hardies, que leurs auteurs occupaient, dans la société de cette époque, un rang plus élevé, et pouvaient beaucoup se permettre. Le pape Léon X, qui aimait toute espèce de plaisirs, et surtout les plaisirs de l'intelligence, voulut que ces

comédies fussent jouées devant lui, non par esprit de libéralisme philosophique, comme on l'a dit mal à propos, mais tout bonnement par épicuréisme, et pour se donner un agréable passe-temps. Le cardinal Bibbiena avait autant de gaieté dans l'esprit que son maître; il aimait, comme lui, à railler les pédans et à mystifier les sots. Dans ce but, il conduisait au Capitole, pour y être couronné, le mauvais poète Baraballo qu'il avait grotesquement installé sur un magnifique éléphant, ayant soin au retour de le faire bien siffler par la canaille; ou bien il applaudissait avec un grand sérieux aux mauvais vers du poète Querco, et le présentait malicieusement à son maître. Léon X s'empressait d'admettre à ses soupers le poète parasite; ce ridicule personnage, qui restait près d'une fenêtre, mangeant debout les morceaux qu'on lui jetait comme à un chien, se regardait néanmoins comme très honoré de cet accueil. Le pape par instans se rappelait que le pauvre poète était là : — Querco! lui criait-il en lui envoyant sa coupe pleine de vin, fais-moi sur-le-champ des vers sur la gourmandise, et je te permettrai de vider cette coupe. — Si les vers étaient bons, Querco buvait le vin; s'ils étaient mauvais, on remplissait la coupe d'eau, et le malheureux était obligé de la vider. Croirait-on qu'un tel personnage eût de la vanité? Un jour, le bandeau dont la sottise lui couvrait les yeux étant tombé, il s'aperçut qu'on se moquait de lui, et qu'on ne le traitait guère mieux qu'un bouffon; ce jour-là, il se retira fièrement de la cour. La vanité lui avait tourné la tête, la misère l'acheva; Léon X étant mort, il s'ouvrit le ventre avec une paire de ciseaux, et se découpa les entrailles.

On a cru découvrir, dans ces mystifications auxquelles se plaisaient Bibbiena et son maître, un désir secret de rabaisser le talent littéraire; nous ne voyons pas trop comment, en s'attaquant au pédantisme et à la sottise, on peut nuire au talent véritable. N'est-ce pas plutôt rendre service aux vrais poètes que de remettre à leur place ces auteurs faméliques qui veulent à toute force produire leur impuissance et leur sottise?

Le Bibbiena, lui, fut vraiment un esprit supérieur. Nous ne voudrions pas être accusé de pruderie, et cependant nous avouerons qu'il nous serait, sinon impossible, du moins fort difficile, d'analyser sa comédie de *la Calandria*, cette comédie jouée devant un pape et qu'applaudissait le sacré collége. Les incidens de cette pièce, imitée en partie des *Ménechmes*, et dont l'intrigue roule sur la ressemblance de deux jumeaux de sexes différens, sont si nombreux, et les quiproquo

produits par cette ressemblance si fréquens, que l'analyse, à moins d'être fort développée, en serait incompréhensible. Ces quiproquo sont toujours amenés par les déguisemens de Santilla, la jeune fille, en homme, et de Lidio, son frère, en femme; ils sont des plus hasardés, et, quoique conduite avec art, l'intrigue, trop compliquée, finit par amener l'ennui. Disons-le, *la Calandria*, si souvent citée par les critiques italiens, et que les Florentins tiennent encore aujourd'hui en si haute estime, n'a dû ce long succès qu'à la finesse et à l'esprit du dialogue, et surtout à la perfection de la forme, que le parti toscan proclame excellente et met sur la même ligne que le style des nouvelles de Boccace et des comédies de l'Arioste et de Machiavel.

Machiavel! ce nom ne rappelle d'abord que de graves et sombres idées, et cependant ce terrible politique est l'auteur de la plus vive, de la plus leste et de la meilleure des comédies italiennes. *La Mandragore*, en effet, est supérieure à *la Calandria*. Le sujet est plus intéressant, l'intrigue plus simple et mieux conduite, et le dialogue aussi vif. *La Mandragore* et *la Calandria* sont en quelque sorte les *origines* de la comédie italienne. C'est dans *la Mandragore* surtout qu'on retrouve le type de cette manière rapide, compliquée, dégagée de scrupule, de pudeur même, qui a prévalu pendant deux siècles; il est donc nécessaire de jeter un coup d'œil sur l'œuvre de Machiavel, pour arriver à la parfaite intelligence des révolutions du théâtre en Italie.

Le sujet de *la Mandragore* est bien connu. Chacun sait l'histoire de messer Nicia Calfucci, ce bourgeois de Florence, que tourmentait un si violent désir de paternité; chacun sait comment son ami Callimaque, amoureux de Monna Lucrèce, sa femme, ne pouvant triompher de la vertu de la dévote Florentine,

Ne savait plus à quel saint se vouer,
Quand le mari, par sa sottise extrême,
Lui fit juger qu'il n'était stratagème
Où le pauvre homme à la fin ne donnât.

Chacun sait encore comment Callimaque, médecin par occasion, proposa à son ami une recette qui devait infailliblement le rendre père.

Cette recette est une médecine
Faite du jus de certaine racine
Ayant pour nom mandragore...

Mais ce jus a des qualités très malignes; il fait mourir le premier qui partage la couche de celle qu'il doit rendre mère.

Nice reprit aussitôt : — Serviteur;
Plus de votre herbe... il n'en est pas besoin.

Il y a remède à tout, lui dit l'amant; — Que faire donc? — Que faire? écoutez :

Il nous faudra choisir quelque jeune homme
D'entre le peuple, un pauvre malheureux
Qui vous précède... attire et prenne en somme
Tout le venin. . . . . . . . . . .
Nice d'abord eut peine à digérer
L'expédient, allégua le danger,
Et l'infamie. . . . . . . . . .

Il finit, cependant, par consentir à tout. Le plus difficile maintenant était de décider madame Lucrèce.

De prime-abord elle crut qu'on riait :
Puis se fâcha, puis jura sur son ame
Que mille fois plutôt on la tuerait.
. . . . . . . . . . . . . . .
Lucrèce étant de la sorte arrêtée,
On eut recours à frère Timothée.
Il la prêcha, mais si bien et si beau,
Qu'elle donna les mains par pénitence.

Le mari, d'un autre côté, l'encourageait de toutes ses forces.

Vous savez bien qu'il y va de ma vie;
N'allez donc pas faire la renchérie!
Montrez par là que vous savez aimer
Votre mari... Que si cette pécore
Fait le honteux, envoyez sans tarder
M'en avertir... nous y mettrons bon ordre (1).

On devine que ce rustre, qui devait emporter le premier venin de la mandragore, n'était autre que Callimaque. Ce jus de la mandragore se composait d'un verre d'hypocras. Son effet n'en était pas moins assuré, et Lucrèce, le lendemain de l'expérience, voulait Callimaque pour compère.

Ce cadre, comme on voit, est des plus lestes; les détails ne le sont pas moins, et certaines touches arrivent même à la plus extrême crudité, les consultations latines du prétendu docteur par exemple; il

(1) La Fontaine, *la Mandragore*.

fallait que dans ce temps-là on fût habitué à tout dire comme à tout faire. Quoi qu'il en soit, *la Mandragore* étincelle de beautés du premier ordre. Les caractères des personnages principaux, du parasite Ligurio, de Monna Lucrezia, femme coupable sans le vouloir et sans le savoir, de messer Nicia, ce mari dupé et content de l'être, si souvent mis en scène par Molière; du frère Timothée, ce type du moine de l'époque, grossier, intrigant, avide, et qui, loin de ressembler au Tartuffe, comme on l'a dit à tort, a la bonne foi de sa fragilité, et en quelque sorte la naïveté du vice : tous ces caractères sont tracés de main de maître. Ce sont de ces portraits qu'un grand peintre fait en se jouant, mais qu'un grand peintre seul peut faire. On ne sait trop ce que l'on doit le plus admirer de la netteté et de la fermeté du dessin et de la vigueur de la touche un peu heurtée, ou de la vivacité du coloris et de la science de l'effet. L'admirable choix des détails et la savante sobriété des accessoires dénotent également un écrivain de génie.

Sans nul doute l'homme qui composa ce chef-d'œuvre, dans un moment de chagrin, pour se distraire (1), n'a envisagé que le côté triste de la vie. Que voit-on en effet dans sa pièce? des niais, des fripons, des personnages qui vivent aux dépens des premiers et avec l'aide des seconds, et pas un seul honnête homme; mais la gaieté et la vivacité de la forme sauvent la tristesse du fond. Les saillies spirituelles et les mots plaisans tiennent d'un bout à l'autre du drame le spectateur en haleine, et ne lui permettent pas de retomber sur lui-même. Dans quelques-uns de ces mots éclate le meilleur comique, le comique de situation : ainsi, lorsque Nicia, le mari, apprend que l'on a enfin décidé Lucrèce à recourir à l'étrange moyen qui doit emporter le venin de la mandragore, il se frotte joyeusement les mains et s'écrie : *Io son il più content' uomo del mondo.* Ce mot du mari trompé, et si heureux de l'être, semble dérobé à Molière.

Le dialogue de Sostrata, la mère, qui encourage sa fille Lucrèce, et du frère Timothée, qui vient à son aide, est aussi d'une grande vérité.

— De quoi as-tu peur, pauvre sotte? dit la mère; il y a cinquante femmes de ce pays qui lèveraient les mains au ciel si pareille aubaine leur arrivait? — Je me résigne; mais je ne crois pas être encore en

(1) D' un uom... che s' ingegna
Con questi van pensieri
Fare il suo tristo temp più soave.
(*La Mandragola*, prologo.)

vie demain matin. — Ne craignez rien, ma fille, reprend frère Timothée; je prierai Dieu pour vous, et je dirai l'oraison de l'ange Raphaël pour qu'il vous tienne compagnie. — Dieu et la Madone me soient en aide! ils savent si j'ai intention de mal faire!

Cette pudeur et cette simplicité de Lucrèce donnent un grand charme à la gracieuse figure de cette jeune femme, complice malgré elle des ruses de son amant.

Les monologues du frère Timothée ne sont pas moins hardis que le reste de la pièce; c'est là cependant que se trouve la moralité du drame. Écoutons plutôt les réflexions qu'il fait lorsqu'il se trouve la nuit, hors de son couvent, travesti et prêt à venir en aide aux projets d'un jeune débauché : « Ceux qui disent que la fréquentation de la mauvaise société peut conduire un homme à la potence ont bien raison; il arrive également malheur à celui qui est trop bon et trop facile et à celui qui est vraiment méchant. Dieu sait si je pensais à nuire à personne. Je me tenais tranquille dans ma cellule, je disais mes offices, je soignais mes bonnes dévotes. Ce diable de Ligurio m'est venu prendre; il m'a fait mettre un doigt dans l'erreur; le bras s'y est bientôt trouvé pris en entier, et maintenant voilà toute ma personne engagée. Je ne sais trop vraiment où cela pourra me mener. »

Le monologue qui commence le cinquième acte est également curieux; il fallait que le pouvoir ecclésiastique fût alors bien fort et eût en même temps une singulière confiance dans cette force, pour tolérer de pareilles plaisanteries, et, qui plus est, pour en rire.

Cette extrême liberté, pour ne pas dire cette licence, que la comédie s'était acquise tout d'abord, elle la conserva jusqu'à la fin du dernier siècle, et les comédies de Machiavel, du Bibbiena et de l'Arioste servirent de poétiques et de modèles aux écrivains des âges suivans. Plaute et Térence furent également imités ou copiés; seulement les personnages des poètes latins changeaient d'habits et de condition. Le Cerchi, par exemple, remplaçait sans façon par deux sœurs grises qui parlaient de leur habit, de leur couvent, et disaient leur chapelet, les deux courtisanes qui mènent l'intrigue de la *Cistellaria* de Plaute. Le sujet de la plupart de ces pièces est toujours quelque bon tour joué à un avare, à un mari jaloux ou à quelque vieux docteur. Les déguisemens ridicules que les personnages revêtent, et les coffres au fond desquels ils se cachent tour à tour, sont à peu près les seuls ressorts dramatiques à l'aide desquels l'action marche et se débrouille. Il semble par instant que tous ces personnages jouent entre eux à la cligne-musette, l'intérêt roulant, la plupart du temps, sur la chance

qu'ils courent d'être ou non découverts. Du reste, l'amour finit toujours par triompher, quelques soufflets qu'il faille, pour cela, donner à la décence et à la morale. Au commencement du XVIIe siècle, les poètes de l'âge précédent sont déjà bien dépassés. Il est telle comédie du Guarini, par exemple, le charmant auteur du *Pastor fido*, qui, dans ce genre, va au-delà de tout ce qu'on peut imaginer de plus fort. Cette comédie a pour titre l'*Idropica*. Une jeune et jolie fille en est l'héroïne, et l'on devine aisément la nature de l'hydropisie dont elle est atteinte. La pièce roule d'un bout à l'autre sur la cause et le traitement de cette singulière maladie; enfin la malade arrive sur la scène dans un état si critique, que l'on peut croire un moment que l'on va assister à la cure infaillible de cette sorte d'hydropisie. L'*Idropica* fut jouée en 1608 à la cour de Mantoue, pour le mariage de l'un des fils du duc.

Dans toute la durée de ce siècle, les mœurs théâtrales et le fond des pièces restèrent à peu de chose près les mêmes; seulement, plus on s'éloignait des premiers temps de la comédie, et plus la forme se compliquait. La conduite de l'intrigue faisait négliger l'étude et le développement des caractères; il était déjà facile de présager le prochain triomphe de l'imbroglio romanesque (*commedia romanzesche*) dont Jean-Baptiste Porta, le savant philosophe, Bernardo Accolti et Rafaël Borghini furent les promoteurs. La pièce des Intrigues Amoureuses, *Gli intrighi amorosi*, attribuée au Tasse, est le chef-d'œuvre de cette nouvelle manière. La trame en est tellement compliquée, que Vénus elle-même, dans le prologue, prend soin d'annoncer que jamais son fils n'en noua de semblable. On y trouve, en effet, seize personnages principaux et à peu près autant d'actions parallèles, et un nombre infini de déguisemens et de reconnaissances. C'est un véritable labyrinthe dramatique, dont il est fort difficile de ne pas perdre le fil; le dialogue, plein de vivacité et de nerf comique, a seul empêché cette pièce extravagante d'être considérée comme une parodie du genre.

L'imitation du théâtre espagnol, alors en grande vogue dans toute l'Europe, dominait dans ces comédies et dans les *fables pastorales* que le Tasse et le Guarini avaient popularisées. Vers la fin du XVIIe siècle, Girolamo Gigli, de Sienne, voulut faire sortir la comédie italienne de cette voie déjà trop battue, et fit jouer à Rome deux pièces imitées du théâtre français, *Don Pirlone*, calque du *Tartufe* de Molière, et *I Litiganti*, traduction des *Plaideurs* de Racine. Quelques critiques ont prétendu que Girolamo Gigli mérita bien de la comédie ita-

lienne en lui donnant cette nouvelle impulsion et en appelant l'attention des poètes de l'époque sur les chefs-d'œuvre du théâtre français. Nous ne partageons pas cet avis. Gigli, selon nous, ruina du même coup la nationalité du théâtre italien qui allait naître et annula son originalité. Fatigués d'imiter tour à tour Térence, Plaute, les Espagnols et les grands comiques du XVIe siècle, quelques écrivains (1), vers cette époque, s'essayaient en effet dans un genre de comédie qu'on eût pu appeler *provinciale;* ils peignaient des ridicules locaux, et songeaient à tirer parti des données si fécondes de la comédie *dell' arte,* qui, après avoir long-temps cheminé parallèlement à la comédie régulière sans jeter trop d'éclat, avait tout à coup prévalu dans les premières années du XVIIe siècle. Ce mouvement fut, sinon suspendu, du moins neutralisé; l'imitation des pièces françaises succéda à celle des pièces latines ou espagnoles. Goldoni lui-même, si original quand il voulait l'être, aima mieux se traîner à la remorque de Molière. Il est resté à ce grand homme ce que Metastase et Apostolo Zeno sont à Racine et à Corneille. Il eût été, s'il l'eût voulu, le restaurateur de la scène italienne.

Le marquis Maffei, ce savant et spirituel Véronais, combattit cette nouvelle tendance à l'imitation dans ses comédies de la *Cérémonie* et de *Raguet*. Dans cette dernière pièce surtout, il s'efforce de ridiculiser les Italiens qui dénaturent la langue nationale en se servant à tout propos de locutions françaises. Ces comédies, élégamment dialoguées, étaient trop littéraires et partant trop froides pour avoir une influence sensible et déterminer une réaction. Au lieu de dire ce qu'il fallait faire, il eût mieux valu prêcher par l'exemple. Maffei tirait à la fois sur les Français et les Florentins. Sa comédie du *Cruscante devenu fou* est une bonne satire de l'académie ultra-puriste de la Crusca. La comédie italienne, vers cette époque, tomba dans le pédantisme; Giulio Cesare Becelli, en guerroyant contre les pédans de son temps, donna dans leurs travers; ses comédies, qui ont pour titre : *I falsi litterati*, *I poeti comici*, *l'Ariostita*, *Il Tassista*, s'attaquent à des conceptions trop raffinées pour ne pas être toujours froides. Ce sont des satires littéraires, plus ou moins dramatisées, et qui prêtent peu à rire. Molière seul a su être amusant en combattant des travers et des affectations du même genre, lui seul a pu faire *les Précieuses ridicules*.

(1) Giulio Cesari Cortèse, 1630; Gio-Batista Fagioli, Florentin; Pasquale Cirillo, Napolitain.

Les partisans de la comédie nationale, au lieu de combattre, par des raisons ou par leurs œuvres, cette influence française, ont mieux aimé la nier. Loin de poursuivre de leurs critiques les copistes ou les parodistes de Molière, ils ont récriminé contre ce grand comique, l'accusant de plagiat, et lui refusant toute espèce d'originalité. — Nous ne devons rien à Molière, ont-ils dit, et Molière nous doit tout. Il a mis effrontément nos vieux écrivains à contribution. Il a pris à Barbieri, l'auteur de l'*Inavvertito,* sa comédie de *l'Étourdi,* le sujet et l'intrigue du *Dépit amoureux* à l'*Interessa* de Sacchi, et la fameuse scène de la cassette à la *Sporta* de Gelli. Il y a plus, vous retrouvez sa pièce de *Tartuffe* dans une vieille comédie du xv[e] siècle, qui a pour titre *il Dottore Bacchettone.* Non content de dépouiller ces auteurs, il a puisé à des sources analogues ses comédies de *l'École des Maris*, de *George Dandin*, de *l'Avare,* etc., etc. Chacun sait ensuite tout ce qu'il doit aux pièces mimiques et à la comédie *dell' arte;* c'est là qu'il a dérobé sa précieuse gaîté, son esprit et sa verve merveilleuse. — Molière s'est chargé de répondre à ces accusations ridicules, et sa réponse est bien connue : — *J'ai pris mon bien où je le trouvais.*

Ces reproches de plagiat, que les critiques italiens renouvellent encore de nos jours, ne méritaient pas une autre réponse; le mépris seul doit en faire justice. Au lieu de déclamer contre un maître qui leur montra comment on devait dégrossir des diamans bruts et enfouis, ces écoliers impuissans devraient suivre son exemple et montrer un moins grand dédain pour la comédie *dell' arte* et les types nationaux. Loin de refaire Goldoni, qui lui-même avait voulu refaire Molière, ils devraient utiliser ces types et leurs vieux canevas, et chercher la comédie où elle se trouve. Une chose digne de remarque, et qui vient à l'appui de cette assertion, c'est que les poètes comiques qui, depuis un quart de siècle, ont obtenu en Italie le succès le plus franc, sont ceux qui se sont rapprochés, soit par le choix de leurs sujets, soit par la manière de les traiter, de la simple et naïve comédie populaire. Le comte Giraud, Sografi, Frederici, sont, à proprement parler, des poètes populaires, d'habiles metteurs en œuvre de données assez vulgaires. Sografi surtout, si admirablement comique dans ces pièces où il peint l'intérieur et les mœurs des troupes dramatiques italiennes (1), n'a dû son grand succès qu'à l'habile emploi des caractères et des dialectes provinciaux, génois, bolonais ou romain. En

(1) *Le Convenienze teatrali, le Inconvenienze teatrali,* par Simone Sografi.

dessinant des portraits, il a créé des caractères qui resteront; *Dazia Garbinati de Procoli*, l'altière et capricieuse prima donna, qui chantait hier dans la rue, et qui aujourd'hui raconte à tout venant qu'elle a refusé de prendre un engagement avec l'Angleterre, voulant faire un cadeau (*regalo*) de son talent à la noblesse et aux dilettanti de Lodi; *Procolo*, son mari, si soumis avec elle, si brutal avec les autres, qu'on prendrait à la fois pour son singe et son perroquet, tant il copie fidèlement ses gestes et répète littéralement ses boutades; *Gennariello*, le célèbre maestro; *Giuseppina Pappa*, le primo musico; *la Tata*, cette intrépide ballerine qui estropie chaque mot avec une naïveté enfantine; *Luisa Sgannagalli*, la cantatrice bolonaise; *Guglielmo Knollemanhilverdinchsprafchmaester*, le tenore allemand; enfin, chacun des personnages de ces petites pièces si vives sont autant d'excellens originaux, esquissés d'après nature, et que l'on peut rencontrer dans toutes les petites villes de l'Italie. Sografi fait ressortir avec une véritable gaieté et un naturel parfait leurs ridicules si variés, et cela sans être ni commun ni trivial. Malheureusement le besoin, ce mortel ennemi des plus beaux génies italiens, a perdu celui-là comme tant d'autres. Sografi s'est mis aux gages d'*impresarii* avides et sans goût; il a moins cherché à bien faire qu'à beaucoup faire. Renonçant à mettre habilement en œuvre la comédie populaire, comme il l'avait tenté dans ses premiers essais, il s'est laissé absorber par elle, et n'a plus composé que des canevas. Ce que nous venons de dire de Sografi peut s'appliquer à Frederici, l'auteur du *Chapeau parlant*, de *la Philosophie des Brigands*, etc. Nous nous plaisons à rendre justice aux qualités de ces écrivains faciles; nous regrettons seulement l'abus qu'ils ont fait de cette facilité et de ces qualités.

Les critiques italiens, toujours un peu guindés, et qui n'ont de sympathie que pour la comédie *noble* ou *soutenue*, dédaignent Sografi, et font grand cas d'Alberto Nota, qu'ils mettent au premier rang. Nous sommes loin de partager leur opinion à l'égard de ce prétendu continuateur de Goldoni, et nous n'aurons pas de peine à prouver, par une appréciation sommaire, que notre sévérité n'est que de la justice. Examinons d'abord celle des pièces de cet auteur qui a obtenu le plus grand succès, et qui a commencé sa réputation, cette comédie des *Premiers pas vers le mal* (*I Primi passi al mal costume*), que M. Casimir Delavigne n'a pas dédaigné d'imiter en partie dans son *École des Vieillards*.

L'intrigue se développe péniblement, et à l'aide d'interminables dialogues entre une jeune femme sans principes et sans force morale,

un mari maussade et raisonneur, une amie dévote, méchante et jalouse, un séducteur des plus vulgaires, un père brutal, et des valets qui spéculent sur les *bonnes mains* des soupirans de madame. Don Fulgence, le mari, voit fort clair dans la conduite de sa femme; il la défend néanmoins contre les accusations du colonel Odoardo, son père, et contre les insinuations de ses valets et de sa sœur; puis, tout à coup, se ravisant aux premières apparences d'infidélité, il lui défend brutalement d'aller à un bal où il sait que le lieutenant Guillaume, son amant, doit se trouver. Donna Camille s'indigne, s'irrite, crie, pleure, supplie, mais en vain, quand tout à coup, sur une pensée qui lui vient à l'esprit, Fulgence change encore une fois d'avis, et promet de la conduire à ce bal. Tous deux, en effet, s'y rendent masqués. Ils y rencontrent le lieutenant. Celui-ci, connaissant la défense du mari, mais ignorant sa nouvelle résolution, y a mené une femme galante. Camille, cachée par son masque, entend les discours du lieutenant et de sa rivale; elle ne peut plus douter de la perfidie de celui qui se disait son amant; elle profite du moment où il montrait à sa rivale son portrait qu'elle avait eu la faiblesse de lui donner, pour le lui escamoter adroitement, et se retire avec son mari. On devine le reste. Guérie par cette épreuve et par une scène fort ridicule que lui fait son mari, de retour du bal, scène dans laquelle il feint assez mal à propos de se séparer pour jamais de la coupable repentante, Camille congédie le lieutenant et implore son pardon. Don Fulgence n'a garde de le refuser, et tous deux se rendent à la campagne pour retremper leur amour dans la solitude. Cette donnée, comme on voit, est celle de *l'École des Vieillards*, avec cette différence cependant, que Fulgence est beaucoup trop jeune pour jouer convenablement le triple rôle de sot, de jaloux et de donneur de leçons. L'exécution, à notre avis, est loin de sauver ce que le sujet a de commun; l'exécution a fait tout le succès de la pièce de M. Delavigne. Le style du drame de Nota a quelque chose à la fois d'élégant et de vulgaire qui peut plaire à la foule, mais qui ne saurait satisfaire un goût délicat. On dirait un conte moral de Marmontel dialogué et mis en action. Les personnages sont tout-à-fait à la hauteur de leur situation, c'est-à-dire que nul d'entre eux n'est intéressant, ni même amusant; ce sont des gens grossiers et mal élevés qui ont mis de beaux habits neufs dans lesquels ils sont gênés, et qui, se trouvant en société, s'efforcent de se tenir et d'agir le plus convenablement qu'ils peuvent, mais trahissent toujours, par leur langage, des habitudes et une condition vulgaires. Quelque bonne volonté qu'on ait, on ne se résigne

que difficilement à passer une soirée tout entière avec des gens de cette espèce; leur manque d'usage déplaît, il n'amuse pas. C'est bien là ce *ridicule bas et fade* que La Bruyère proscrit de la scène.

Voyons quels sont ces personnages : Camille, la jeune femme, sur laquelle l'auteur a voulu concentrer tout l'intérêt, met des colliers en gage pour jouer au pharaon, ne pense qu'à la belle robe qu'elle doit mettre le soir, et s'entend avec sa femme de chambre pour tromper son mari. Lorsqu'elle a enfin décidé celui-ci à la conduire au bal, veut-on voir dans quel style elle s'en félicite : « Apprends, dit-elle à sa servante, apprends que j'ai déployé tout notre savoir-faire dans l'art de mener les hommes. Cris, larmes, plaintes, désespoir, j'ai tout employé. Qu'est-ce que cela coûte si on arrive à ses fins? » Il n'est pas surprenant que Camille se laisse, à peu de chose près, séduire par un homme de mauvaise compagnie, qui ne l'aime pas, et qui lui tient effrontément des discours qu'une sotte ou qu'une femme galante peut seule écouter. « Si, dans le commencement, vous craignez de rendre votre mari jaloux, lui dit-il, c'est fait de vous. Vous ne pourrez même plus sortir quand vous voudrez. Votre mari sera votre tyran, et vous tiendra dans une sorte d'esclavage perpétuel. Voyez donna Octavie, donna Eugénie, donna Hortense, chacune d'elles a son cavalier; le monde applaudit à leur choix, et leurs maris, qui sont des gens d'esprit, loin de s'inquiéter de semblables bagatelles, laissent les choses suivre leur cours naturel. — Mon mari, lui, n'est pas de cette humeur-là. — Il y viendra, mais cela dépend de vous. » Le père est un brutal qui querelle sa fille sur les robes qu'elle achète, l'argent qu'elle perd au jeu et les gens qu'elle reçoit, et qui, sur l'assurance que lui donne la caméristc que les hommes qui viennent voir sa maîtresse se tiennent assez éloignés d'elle pour que deux carrosses passent de front dans l'intervalle, s'apaise aussi facilement qu'il s'est irrité. Le mari lui-même, le personnage raisonnable de la pièce, est si maussade, si froidement calculateur, et en même temps si brusque dans sa manière de diriger sa femme, que l'on concevrait sans peine que celle-ci poussât les choses fort loin. Danville, dans *l'École des Vieillards*, est aussi quelque peu chagrin ; mais cette humeur est de son âge, et sa sévérité est rachetée par un grand fonds de tendresse et de bonté; il s'emporte, mais il revient sur-le-champ. Fulgence, plus jeune, est toujours de sang-froid. Lorsque sa femme, poussée à bout par son calme et sa dureté, s'écrie : Vous me mettez en fureur! — loin de s'échauffer et de s'irriter comme elle, il se contente de lui dire : — Je

vais voir si votre père est éveillé... Nous causerons demain. — Ce mari italien est si froidement jaloux, si amèrement aimable, qu'on peut le croire capable de tout, même de battre sa femme dans un moment d'humeur. La dévote Christine est bien la digne sœur de Fulgence; elle calcule comme lui, mais dans un but différent. Fulgence, au fond, veut le bien, sa sœur veut le mal et ne cherche qu'à nuire; à cet effet, elle écoute aux portes, dénonce, calomnie, envenime les actions les plus innocentes. Ce caractère est trop noir pour être plaisant, il impatiente trop pour que l'on songe à s'en moquer.

Veut-on maintenant avoir une idée des mœurs délicates des personnages secondaires de la comédie de Nota, de Flamminia, la femme galante, de Filucca, le ci-devant jeune homme, du poète Raymond? L'extrait suivant de quelques scènes du quatrième acte nous les fera connaître. Le lieutenant Guillaume, ne pouvant mener Camille au bal, comme il l'espérait, y a conduit Flamminia. Camille, qui accompagne son mari, les rencontre et les examine.

— Ce masque vous a remarqué avec attention, dit Flamminia au lieutenant. — C'est quelque belle qui cherche fortune. Voulez-vous que nous prenions du café? — Je préfère du rosolio. — Garçons, du café et du rosolio. — Vous ne me parlez pas de Camille; elle doit être furieuse de ne pas venir à ce bal? — Je le crois volontiers, la pauvre femme! — ....... Cette conversation vous est peut-être désagréable? — Pourquoi donc? pensez-vous, par hasard, que je sois amoureux de Camille? — Elle meurt d'amour pour vous, chacun le sait et le dit. — Je ne puis l'empêcher d'avoir de l'inclination pour moi, mais cela me touche peu : elle est si jeune, si gauche, elle a si peu d'esprit et de grace. Un petit nombre de femmes, chère Flamminia, ont le bonheur de vous ressembler. — Cependant, sans la défense de son mari, vous l'auriez accompagnée ce soir, ingrat que vous êtes! — Vous êtes bien injuste, car la vérité est que j'avais déclaré à donna Camille que je vous avais promis mon bras pour ce soir. (*A part.*) Mentir avec les femmes, c'est leur rendre la monnaie de leur pièce. — ...... Ce rosolio ne vaut rien. — Ce qu'on prend au théâtre est rarement bon..... Voulez-vous que nous retournions dans la salle du bal? — Non, j'aime mieux faire un tour dans le salon de la Redoute. — Pour jouer, peut-être? — Vous avez deviné; je suis masquée, et je profiterai de l'occasion pour risquer quelques sequins. — La joueuse! je ne suis pas surpris qu'elle ait ruiné son mari. — Vous ne venez pas avec moi? — Je ne veux pas jouer. Je vais re-

tourner un moment au bal. — Convenons donc que nous nous retrouverons ici.

Dans ce moment Flamminia et le lieutenant rencontrent Filucca qui sort du bal. Filucca raconte que sa goutte le fait souffrir, que, pour se distraire, il a hasardé quelques sequins, et qu'il vient d'en gagner vingt.

— Je me suis retiré avec ce petit bénéfice. — Qui a gagné, dites-vous? reprend Flamminia. — Moi, belle dame. — A merveille; confiez-moi donc vos vingt sequins. — Qu'en voulez-vous faire? voudriez-vous les garder? — Non, non; mais donnez toujours. — Filucca donne les vingt sequins. — A présent, dites-moi ce que vous voulez en faire? — Je veux les jouer pour votre compte.

Vers la fin du bal, le lieutenant et Raymond le poète se retrouvent de nouveau avec Filucca. Filucca s'adresse à Raymond :

— Sortez-vous du jeu? — Oui. — Auriez-vous rencontré donna Flamminia? — Oui; la pauvre dame a une mauvaise veine. — Hélas! mes pauvres sequins! — Elle est venue me cajoler, me priant de risquer pour elle un écu sur le tapis; je m'en suis fort gracieusement dispensé.

Flamminia a tout perdu, et la fête tire à sa fin; elle rentre échevelée, et s'adressant au lieutenant : — Partons, lui dit-elle, j'ai tout perdu; je ne veux pas rester un moment de plus à cette maudite fête. — Le lieutenant, occupé de rattraper le portrait qu'on vient de lui enlever, lui répond brusquement : Raymond vous accompagnera, laissez-moi. — Je suis désolé, dit Raymond, mais je ne le puis. (*A part.*) Je ne veux pas payer la voiture.

En vérité, les folies des masques et des personnages populaires de la comédie *dell' arte* sont autrement divertissantes que ces froides platitudes; encore une fois, ces mœurs basses révoltent, et, avec la meilleure volonté du monde, on ne peut s'en amuser.

Nota, comme tous les esprits froids et timides, s'est presque constamment placé à la suite d'un autre. Il imite indifféremment Goldoni, Molière ou Colin d'Harleville; mais il imite en dénaturant. Il ôte à Colin d'Harleville sa finesse et sa bonhomie, à Goldoni son feu, à Molière sa verve comique, et quand il a refondu péniblement les meilleurs ouvrages de ces divers auteurs, il les jette dans son moule uniforme, d'où ils sortent contrefaits et méconnaissables. Croirait-on, par exemple, que l'avocat piémontais ait eu l'incroyable prétention de refaire *le Malade imaginaire* de Molière? C'est là surtout que se

trahit la faiblesse de son procédé habituel. Que fait-il en effet? Il remplace le vieil Argant, si naturellement et si plaisamment entêté dans ses appréhensions, par un jeune homme sentimental, qui écoute avec la même confiance et la même tranquillité que le crédule vieillard de Molière les burlesques consultations de ses médecins. Comment l'auteur italien n'a-t-il pas senti que l'âge seul pouvait justifier cette faiblesse et cette crédulité? Comment n'a-t-il pas compris combien ce caractère de jeune homme qui a peur d'aimer, parce qu'il a peur de mourir, est contre nature? La jeunesse va droit devant elle; elle n'a ni vains ménagemens, ni ridicules terreurs. L'homme qui, dans la fleur de l'âge, consulterait son baromètre pour savoir s'il doit sortir du lit, et son médecin pour savoir s'il doit aimer, et qui écouterait de sang-froid les burlesques et interminables consultations de messieurs Chrysalide et Castoreum, loin d'être un malade imaginaire, serait bien réellement malade.

Alphonse, le malade d'Alberto Nota, est entouré d'intrigans comme l'Argant de Molière; mais ces intrigans sont encore de l'espèce la plus vile. C'est une Aspasie, sœur du malade, qui ne songe qu'à escroquer son frère en détail ou à détourner sa fortune, et qui, dans ce but, donne aux médecins qu'il consulte force doublons d'Espagne pour qu'ils le déclarent très malade; c'est M. Raymond, parasite et vil flatteur, qui, de son côté, exploite Aspasie, dont il convoite la main, et qui, voyant les espérances qu'il fondait sur sa fortune s'évanouir, reprend soigneusement les présens qu'il avait faits, et s'échappe en disant grossièrement : — Moi, épouser une femme maussade et qui n'a pas de dot! je ne suis pas si bête. — Sont-ce donc là réellement les mœurs de la société italienne? Nous ne le croyons pas; tant de bassesse et de cupidité nous semble impossible; nous aimons mieux supposer que l'auteur, pour exciter l'intérêt, s'est cru obligé de *charger*, et cependant Alberto Nota passe, avant tout, pour un écrivain sage, et ses pièces ont obtenu cette sorte de succès d'estime qu'on accorde à des portraits fidèles.

Ces remarques s'appliquent aux autres pièces de Nota, à la *Fiera*, au *Philosophe célibataire*, à la *Donna ambitiosa*, etc., etc. Ce sont toujours les mêmes mœurs communes, les mêmes situations vulgaires, le même style élégant, froid, tout d'une venue. Ses drames de *la Marquise de Ganges*, de *Laure et Pétrarque*, n'ont d'autre mérite que celui d'une exécution patiente. Dans ces pièces ternes, inanimées, la vérité historique est outrageusement violée, sans profit pour l'art ni pour l'intérêt. Nota, par exemple, fait partager à Laure l'ardent amour

de Pétrarque, et nous assistons à des querelles de ménage entre elle et son mari, querelles dont l'effet, assez étrange, est de la rendre prude et intraitable. Cela tient au système de Nota, grossier dans le choix des détails, et néanmoins tendant toujours au but moral.

Le poète piémontais a fait école; mais ses imitateurs, à force de viser au sérieux et au *soutenu,* comme ils disent, en sont venus à proscrire le rire de la comédie, — le rire, selon eux, ne convenant guère qu'à la farce, — et sont tombés dans le drame larmoyant de La Chaussée ou dans le drame moral de Sedaine. Les gens de talent, dégoûtés de ce genre bâtard, et manquant d'ailleurs de toute la liberté nécessaire au poète comique, au lieu de batailler avec la censure, ont mieux aimé renoncer à la peinture des mœurs et des ridicules contemporains, et se sont rejetés sur le drame historique et la tragédie, que plusieurs d'entre eux ont entrepris de pousser dans des voies nouvelles. Lorsque Alfieri tenait le sceptre de la tragédie, on put croire que tous les poètes de l'Italie allaient se précipiter à sa suite dans une aveugle imitation, comme ils firent au temps de Pétrarque. Ce mouvement dans les esprits eut lieu en effet, mais il fut de courte durée; Monti et Pindemonte sortirent seuls avec honneur de la foule de ces imitateurs. Manzoni, Pellico et Niccolini, qui vinrent immédiatement après eux, s'écartèrent sagement du sentier battu. Chacun de ces poètes a son genre de mérite et son caractère propre. Pellico, l'auteur d'*Esther,* de *Gismonda* et de *Francesca de Rimini,* se distingue d'Alfieri plutôt par le fond que par la forme. Pellico est le poète des sentimens tendres, comme Alfieri est le poète de la colère, de la vengeance et des sentimens violens. On retrouve déjà dans l'*Esther* et la *Francesca* cet esprit de résignation humble et soumise qui éclate à chacune des pages du livre des *Prisons;* sentiment de componction méritoire sans doute, mais dangereux et quelque peu dégradant, car, ainsi que l'humilité et la résignation chrétienne exagérées, il ne tend à rien moins qu'à annihiler la fierté humaine et l'indépendance de l'individu au profit de la tyrannie triomphante, en un mot, à justifier l'oppresseur aux dépens de l'opprimé. Niccolini est l'auteur de *Jean de Procida*, de *Louis le Maure* et de ce singulier drame de *Nabucco,* dans lequel il met en scène Napoléon sous le nom du personnage allégorique, héros de la pièce. Niccolini marque la transition de Pellico à Manzoni : la forme chez lui prend plus d'ampleur, et le détail plus d'importance; la peinture des mœurs se substitue insensiblement à celle des caractères, et l'étude du costume et des usages à celle des passions. Manzoni, dès son début, montra plus de hardiesse encore.

Il introduisit tout d'abord dans le drame national les développemens qui distinguent le drame anglais et allemand, et l'homme de génie qui plus tard, dans son roman des *Promessi sposi*, rappela Walter Scott, moins la fécondité et l'*humour*, se plaça glorieusement, comme écrivain dramatique, à la suite de Shakespeare et de Schiller. Manzoni peut être regardé comme le chef poétique de cette école lombarde qui, en littérature, s'est mise, dans tous les genres, à la tête des novateurs. Les Piémontais d'un côté, les Napolitains de l'autre, n'ont pas tardé à suivre cette impulsion, contre laquelle Florence lutte encore. Malheureusement Pellico et Manzoni se reposent. Le mysticisme a absorbé toutes leurs facultés, et, comme Racine, ils font pénitence de leurs chefs-d'œuvre. Une nouvelle génération de dramaturges les a remplacés. Marenco, l'auteur de *Berenger*, Brofferio, l'auteur de *Vitige re dei Goti*, Giacometto, le peintre de la *Famiglia Lercari*, ne sont guère que de médiocres continuateurs de l'école d'Alfieri.

Battaglia, Turotti et Giuseppe Revere ont conduit le drame dans des voies plus modernes. Imitateurs de Manzoni, ils ont transporté sur la scène le roman historique, et tous trois ont fait choix de sujets nationaux. Battaglia, l'auteur de *Louise Strozzi*, est le plus habile de ces écrivains. Il sait habilement concentrer l'intérêt sur un personnage, combiner les incidens du drame et ralentir ou précipiter l'action pour le plus grand plaisir du spectateur. Battaglia a essayé d'un compromis entre l'école classique et l'école romantique. Dans ce but, il a tenté d'approprier les formes anciennes, en leur donnant l'élasticité dont elles manquaient, aux incidens plus variés du drame moderne; c'est le Casimir Delavigne de l'Italie. Giuseppe Revere, l'auteur de *Lorenzino de Medicis*, est l'ennemi déclaré de toute transaction de ce genre; aussi a-t-il rassemblé tant de personnages dans son drame et donné une telle ampleur à chacune de ses scènes, que la représentation en serait matériellement impossible et durerait plus d'un jour. Il a voulu tout à la fois présenter un tableau complet de l'époque, comme un historien aurait pu le tenter, et faire une œuvre dramatique : il n'a réussi qu'à demi. L'amour de la patrie, la haine de la tyrannie, les sentimens religieux, la peur du diable, l'amour délicat et le libertinage se mêlent confusément dans ce drame, où l'auteur semble s'être imposé l'obligation de parler de tout et de ne rien oublier de ce qui se rapporte à ses personnages. M. Alfred de Musset, qui a traité le même sujet dans une vive esquisse où l'on retrouve tout l'imprévu et toute la délicatesse de son esprit, à la fois

si fin et si énergique, est moins savant peut-être que M. Giuseppe Revere, mais il est bien autrement vrai et intéressant; il est surtout bien autrement dramatique.

M. Turotti, le plus jeune des trois auteurs que nous venons de citer, est un débutant du plus grand espoir; les critiques italiens, en s'occupant de son drame du *Comte d'Anguissola*, l'ont salué de ces louanges dithyrambiques dont ils sont malheureusement trop prodigues, et qu'ils devraient réserver pour ces combattans vieillis dans les triomphes, pour les Manzoni et les Pellico. Quoi qu'il en soit, le drame de M. Turotti est peut-être l'œuvre dramatique la plus importante de ces dernières années; la contexture du drame est vive, quoique travaillée, l'intérêt est habilement gradué, et le coloris séduisant. Le sujet de ce drame est fort simple: Pierre-Louis Farnèse s'est rendu maître de Plaisance, et appesantit son joug sur la noblesse; Giovani Anguissola, homme d'un caractère énergique et résolu, ourdit contre le tyran une conjuration que Ferrante Gonzague de Milan doit seconder. Tandis que l'Anguissola s'est rendu à Milan pour s'entendre avec ce prince, Farnèse fait saisir et emprisonner sa maîtresse, Teresa della Casa Bianca. L'Anguissola, de retour, ne songe plus qu'à se venger, et le 10 septembre 1547, il tue d'un coup de poignard Pierre-Louis Farnèse. Turotti a couvert, par la nouveauté des détails et le choix des ressorts qu'il a mis en usage, la nudité, et, s'il faut le dire, la vulgarité de ce sujet. C'est une œuvre toute de passion; la soif du pouvoir, le désir de la vengeance, l'insolence de l'oppresseur, la noble colère de l'opprimé, et le double amour de la mère et de l'amante se partagent les scènes rapides et colorées de ce drame saisissant; les Italiens en vantent le beau style : *Il l'inguagio e sempre sostenuto*, disent-ils. Nous l'aimerions mieux plus simple et plus naturel. Il est inutile de dire que, par le temps qui court, on ne joue pas un pareil ouvrage par-delà les Alpes; c'est déjà surprenant qu'on en tolère l'impression.

Le Napolitain de' Virgiliis, que nous avons placé au nombre des poètes dramatiques modernes de l'Italie, se sépare essentiellement du groupe que nous avons fait connaître; c'est un esprit original, mais confus. Sa grande *Comédie du* XIX^e^ *siècle*, ouvrage de proportions colossales, rappelle à la fois le *Faust* de Goethe, le *don Juan de Marana*, de M. Dumas, et la *Fiera* de Buonarotti le jeune, cette pièce singulière qui a vingt-cinq actes et qu'on ne peut représenter qu'en cinq jours. Le ciel, la terre, les passions humaines, surnaturelles ou plutôt extra-naturelles, se confondent assez malheureu-

sement dans l'œuvre de M. de' Virgiliis; c'est une de ces conceptions qui n'ont d'autre mérite que leur singularité, que le goût désavoue, que réprouve le sens commun.

Au-dessous de ces auteurs, qui, du moins, ont le mérite de l'originalité, se groupe l'armée des arrangeurs, qui traduisent nos mélodrames et nos vaudevilles, faisant souvent de deux pièces une seule, ou d'une seule pièce deux *libretti*, selon que l'étoffe prête plus ou moins. Ce sont nos théâtres du boulevart qu'ils mettent de préférence à contribution, et c'est aux pièces les plus insignifiantes, et par cela même plus faciles à mettre à portée de la foule, qu'ils s'attaquent d'ordinaire. Les tableaux de mœurs locales, fins de ton et d'un dessin délicat et naïf, seraient, pour l'ouvrier, trop mal aisés à reproduire, et pour le public trop difficiles à comprendre. Quelques-uns de ces faiseurs essaient bien de temps à autre de puiser dans leur propre fonds, et de faire du vaudeville et du mélodrame indigènes; mais le succès a rarement couronné leurs efforts, et la plupart, trouvant que les profits ne couvraient pas les frais, ont mieux aimé suivre le troupeau des imitateurs. Felice Romani à Venise, Francesco Bon à Turin, ont seuls persisté. Felice Romani compose de grands mélodrames à la Pixéricourt, auxquels il donne quelques beaux titres, tels que *le Solitaire des Asturies*. Francesco Bon vise plus haut; il fait du mélodrame passionné, et s'inspire du *Joueur* ou de *la Tour de Nesle*, ces mélodrames modèles. Son drame du *Vagabond*, représenté à Turin l'hiver dernier, a obtenu un de ces succès de vogue qui s'attachent passagèrement à ces sortes d'ouvrages.

Le vagabond a joui d'une honorable aisance, mais ses vices l'ont réduit à la plus extrême misère; sa femme est épuisée par la maladie, et comme Ugolin dans la Tour de la Faim, il est entouré d'enfans qui lui crient : Père, j'ai faim! Quoique vicieux, cet homme est trop fier pour mendier. Il aime mieux s'en prendre à Dieu et aux hommes de son infortune, et repousse par des imprécations et des blasphèmes les consolations de sa femme. Cette femme est l'image de la vertu, elle aime son mari, tout vicieux qu'il est, et conserve sur lui un reste d'empire. Elle sait que le malheureux hésite entre le crime et le suicide; elle s'efforce de réveiller son courage, et de relever son ame abattue. Deux inconnus obsèdent le vagabond; ils lui offrent à la fois le moyen de s'enrichir et l'occasion de se venger d'un ennemi puissant. Qu'il enlève la fille de cet ennemi, qu'il la leur livre, et une somme considérable sera sa récompense. L'honneur l'eût peut-être emporté sur la cupidité, l'honneur est trop faible contre le

besoin de la vengeance et la cupidité réunis; l'infortuné cède et donne un rendez-vous aux inconnus dans un endroit écarté. C'est de là qu'il doit partir avec eux pour les guider dans l'exécution du complot, car l'homme dont il veut se venger est son parent, et il sait comment on peut pénétrer dans sa maison. Un grand crime va être commis, mais la femme du coupable, cet ange gardien que le mélodrame ne manque jamais de donner à la vertu qui chancelle, a épié ses démarches, et dans une scène pathétique lui arrache d'abord l'aveu de son projet; elle le conjure au nom de ses enfans de renoncer à cet infame complot; enfin, réveillant habilement la générosité naturelle de son époux, elle l'amène à ne se venger de son ennemi que par un bienfait. Cette scène, parfaitement conduite, et qui rappelle la grande scène de la prison dans *la Tour de Nesle,* a fait la fortune de la pièce. Le vagabond, ramené à la vertu, arrache la fille de l'homme qui l'a ruiné des mains de ses ravisseurs, la lui rend, et la fait épouser par ce grand seigneur qui a voulu lui ravir l'honneur. Le père, reconnaissant, se réconcilie avec son noble ennemi, et lui rend les biens qu'il lui avait enlevés. De cette façon, la vertu est récompensée, le crime puni, l'innocence protégée, et tout finit pour le mieux.

Il était naturel qu'un ouvrage si raisonnablement pathétique obtînt un grand succès, étant joué surtout par des acteurs chaleureux, qui se livrent corps et ame à leurs rôles. En Italie, ces acteurs, remplis sinon de talent, du moins de cette verve qui en tient lieu, de ce feu qui remplace l'étude, ne sont pas rares, et c'est habituellement sur les théâtres secondaires qu'on les rencontre. Gottardi, dans la pièce que nous venons d'analyser, enlevait, par sa manière impétueuse et quelque peu sauvage, les applaudissemens des spectateurs les plus froids; la Bettini le secondait admirablement. Elle avait surtout un élan qui électrisait la salle entière et faisait verser des larmes à chacun des spectateurs, lorsque, dans la grande scène de la conversion, elle criait à son mari : *Guardami, sono la madre de' tuoi figli.*

Ces acteurs singuliers, si misérables d'ordinaire et si vulgaires par instans, connaissent merveilleusement tous les moyens d'émouvoir. Ils savent se servir adroitement de leur grossièreté, de leur laideur, de leurs infirmités, souvent même d'un tic et d'un ridicule. Casaciello, à Naples, entrait en scène presque toujours ivre, ayant toutes les peines du monde à se tenir sur les jambes, et l'on n'imaginerait jamais tout le parti qu'il tirait de son ivresse, principalement dans les

rôles bouffes un peu chargés. Il avait une manière unique de perdre son centre de gravité, soit en croisant les jambes lorsqu'il était assis, soit en trébuchant lorsqu'il était debout. En tombant, il se retenait à son voisin, ce voisin se rattrapait au plus proche, qui en saisissait un quatrième. Casaciello était énorme, sa chute entraînait nécessairement celle du chapelet tout entier, de sorte qu'en un instant tous les personnages en scène culbutaient comme des capucins de cartes, aux applaudissemens délirans du public. En temps de carnaval, ces cascades bouffonnes s'étendaient jusqu'à l'orchestre et menaçaient de gagner le parterre, où les garçons de café et les abbés se ruaient les uns sur les autres en hurlant de joie.

L'Italie a encore d'excellens acteurs bouffes, qui, en général, ont chacun leur spécialité. Il est tels acteurs qui ne jouent que les rôles de gondoliers ou de cochers boiteux, tels autres les rôles de bègues ou de borgnes, et cela parce qu'ils sont naturellement boiteux, bègues ou borgnes. Les Italiens s'amusent facilement d'une chose, et s'en amusent long-temps. La première fois que je passai à Venise, on jouait, sur l'un des petits théâtres du Rialto, une pièce dans laquelle des matelots de Trieste se battaient entre eux. (S'il y a quelque mauvais coup à faire, les Vénitiens en chargent volontiers ces voisins, dont ils sont jaloux.) L'un des matelots finissait par appliquer un si terrible coup de poing à son adversaire, qu'il lui faisait sortir l'œil de la tête. On appelait un chirurgien. C'était un gros homme, revêtu d'un habit galonné, qui arrivait en tenant un énorme sac d'outils, et qui, en tirant un bistouri prodigieux et d'immenses pinces, opérait silencieusement le blessé. Lorsque, après avoir bien tenaillé son homme, il se préparait à se retirer : — Ai-je perdu l'œil? lui demandait le patient. — Non, lui répondait le chirurgien, car le voici dans ma main. — La parfaite tranquillité avec laquelle le gros homme débitait sa terrible réponse, le geste plaisant dont il l'accompagnait, faisaient à la fois rire aux éclats et frémir les assistans. Trois ans après, je repassais à Venise; je me rendis par curiosité à ce même théâtre : on y donnait la même pièce, le même homme jouait et faisait la même repartie, qu'accueillaient les mêmes éclats de rire et les mêmes frémissemens. Je sus plus tard que l'on avait donné cette comédie plus de cent fois chaque année, et que, grace à cette réponse du chirurgien, elle avait toujours attiré la foule. C'est sans doute à cette constance rare que les bouffons provinciaux et les quatre masques du théâtre doivent leur succès si prolongé. Elle a fait aussi la fortune du joyeux et sensé curé Arlotto, de Bertoldo et Bertoldino,

son fils, ce paysan rusé et sententieux dont les Génois et les Milanais s'amusent, je crois, depuis le temps d'Alboin et du roi Didier; du rustre florentin Arzigogolo, ce cousin de maître Patelin, qui, accusé de vol, contrefait l'insensé d'après le conseil de son avocat, et ne répond aux questions du juge que par un sifflement aigu. Celui-ci le renvoie absous. Vient l'avocat, qui réclame son salaire, et auquel le rusé paysan ne répond aussi que par le même sifflement. Les acteurs qui se sont emparés une fois des sympathies du public peuvent donc compter qu'il leur restera long-temps fidèle.

Aujourd'hui le meilleur acteur comique de l'Italie est sans contredit Gattinelli. Il tient le sceptre de la déclamation bouffonne, comme Moriani celui du chant. A Paris, nous ne pouvons manquer de faire connaissance avec Moriani, dont le talent depuis deux ans a atteint une rare perfection. Ses admirables *fa sol la* retentiront un jour sous les voûtes du Théâtre-Italien; mais je doute fort que nous ayons jamais la visite de Gattinelli, et c'est un véritable malheur, car Gattinelli est le modèle le plus complet de l'acteur italien, qui, à la verve comique, à l'aptitude morale, doit joindre une grande souplesse physique. Faites un composé de Bouffé, de Frédéric Lemaître et de Mazurier, et vous aurez l'analogue de Gattinelli. Cet excellent acteur du théâtre *Re*, à Milan, égale, s'il ne le surpasse pas, le fameux Vestris, qui n'avait pas de rival en Italie dans les pièces bouffonnes, il y a vingt-cinq ans.

Ce ne sont donc pas les acteurs qui manquent aujourd'hui aux bons ouvrages, ce sont les bons ouvrages qui manquent aux acteurs, condamnés à représenter éternellement les froides esquisses de Nota, les banales moralités des poètes de son école, ou quelques drames dans lesquels la nature est trop souvent sacrifiée à de bruyans effets de scène. Goldoni et Alfieri, tout imparfaits qu'ils sont, n'ont pas été remplacés, et la plupart de leurs continuateurs ne s'élèvent guère au-dessus du médiocre. D'un autre côté, les romantiques qui marchent à la suite de Manzoni écrivent des romans dialogués que l'excès des développemens et la difficulté de la mise en scène empêcheraient de jamais représenter, quand même la censure ne les interdirait pas. Deux ou trois débutans, jeunes encore, donnent quelque espoir; mais quelle constance ne leur faudrait-il pas pour persévérer dans cette route ingrate, semée d'épines, qui leur promet à peine un peu de gloire! La comédie est tombée plus bas encore que le drame. Il est vrai qu'avec le système politique actuel des gouvernans elle n'est guère possible; Nota lui-même, persécuté un moment, caressé plus

tard, n'écrit plus, et s'il a des imitateurs, on ne peut guère appeler comédies ces pièces niaisement honnêtes et trivialement morales, que hasardent de temps à autre sur le théâtre de leur petite ville quelques *poetastri* qui ont étudié le cœur humain dans leur grenier.

Nous avons déjà vu quels étaient les mœurs et les caractères reproduits par ces écrivains de bas étage qui, lorsqu'ils ont donné un but moral à leurs plates rapsodies, croient avoir fait de la comédie philosophique, et s'intitulent les Molières de l'Italie, comme si en pareille matière un but moral remplaçait jamais la verve et la gaieté. La haute comédie n'existe plus en Italie, et n'y a peut-être jamais existé que d'une manière incomplète. Le développement précoce que l'art dramatique prit au-delà des Alpes à une époque où dans le reste de l'Europe il n'était pas même à l'état d'enfance, promettait une maturité vigoureuse; l'art cependant, stationnaire quelques instans, n'a pas tardé à décliner. Les Italiens nous avaient devancés, nous les avons surpassés. Je doute fort qu'ils reprennent jamais le dessus, qu'ils parviennent même à nous égaler. Il faudrait pour cela changer le caractère de la nation, tâche plus difficile que l'apparente mobilité des individus ne pourrait le faire soupçonner. En effet, les modifications apportées par l'étranger au caractère national des Italiens ne sont jamais durables. Espagnols, Allemands, Français, ont laissé dans les mœurs du peuple des traces de leur passage, aucun d'eux ne les a ni transformées ni modifiées sérieusement. L'Italien est encore aujourd'hui ce qu'il était du temps de Léon X et de Machiavel, tout à l'instinct et à la passion. Les individus se civilisent, le fonds de la nation garde ses mœurs quelque peu sauvages et ce tour d'esprit qui nous semble si grossier. Aujourd'hui comme il y a quarante ans lorsque l'invasion française les visitait, comme il y a cent ans lorsque Duclos et l'aimable Desbrosses les observaient, comme il y a trois siècles lorsque Montaigne arrêtait sur eux son attention curieuse, ces enfans de la nature se laissent aller au bien et au mal avec la même facilité; ainsi qu'on l'a dit si judicieusement, ils ne font rien parce qu'on les regarde, ne s'abstiennent de rien parce qu'on les voit. C'est tout l'opposé des Français. Un tel peuple prête peu à la comédie de mœurs et de caractère, le ridicule pour lui n'étant pas une chose bien positive ni bien saisissable.

Une autre cause de décadence et d'infériorité pour la comédie, c'est la trop grande facilité du public, toujours prêt à se passionner, à se livrer à l'auteur et à s'assimiler au personnage. Lorsqu'un improvisateur napolitain a raconté aux gens du peuple qui l'entourent

quelque tragique histoire qui finit mal, ses auditeurs s'éloignent de mauvaise humeur et battent leurs femmes en rentrant chez eux. Les gens du monde eux-mêmes pensent encore, en s'éveillant le lendemain, au dénouement fatal du drame de la veille. La foule qui fréquente les théâtres est donc par trop facile à satisfaire; elle se contente de l'*à peu près*. Les poètes qui travaillent pour elle ne se croient pas obligés de faire de grands efforts ni de se livrer à de bien pénibles études, assurés qu'ils sont d'exciter la sympathie et de ne recueillir que des applaudissemens. Quelle bonne fortune pour un poète que ce public si bien préparé! mais il faudrait que ce poète, au lieu d'exploiter en vue de sa fortune ces heureuses dispositions de ses auditeurs, cherchât à les mettre à profit pour sa gloire.

La constance du public italien, son naturel poussé à l'excès, et cette espèce de parti pris de s'amuser de tout, expliquent le succès durable de la comédie populaire, de celle surtout qui s'attaque aux ridicules provinciaux, si aisément saisis par le peuple. Ce genre de comédie a seul peut-être encore de l'avenir; perfectionnée et développée, la comédie populaire pourrait en effet s'élever à des résultats inattendus. Aujourd'hui elle ne sert guère que d'accompagnement burlesque aux drames assommans ou aux lourdes comédies nobles du théâtre moderne. Molière, que l'on querellait sur les bouffonneries de Scapin, répondait fort sagement : — J'ai vu le public quitter *le Misanthrope* pour Scaramouche; j'ai chargé Scapin de le ramener. — Les Scapins d'aujourd'hui n'ont plus de pareils chefs-d'œuvre à faire valoir, mais eux-mêmes ne sont pas sans valeur personnelle. Maniée par un homme de génie et dirigée dans certaines voies que les Annelli, les Cesari, les Sografi n'ont fait qu'indiquer, cette comédie populaire, si vivace encore au-delà des Alpes, déterminerait sans nul doute une heureuse révolution dans l'art dramatique, et amènerait peut-être la résurrection de la vraie comédie italienne, morte si tôt après être née.

FRÉDÉRIC MERCEY.

# LETTRES DU NORD

ET

# DU MIDI DE L'EUROPE.

## V.[1]

## LA SICILE.

« Vous avez souvent entendu parler de Syracuse, la plus grande des villes grecques, la plus belle de toutes, » écrivait Cicéron en commençant une longue description que lit immanquablement tout voyageur un peu instruit, en mettant le pied au milieu des ruines actuelles de Syracuse, si toutefois on peut donner le nom de ruines aux rares vestiges de monumens antiques qui s'offrent devant vous. Encore, s'il ne restait à Syracuse que des ruines, comme à Palmyre, si l'on errait, comme à Balbek, dans un immense labyrinthe de temples détruits, de colonnes renversées, du milieu desquelles se font entendre, non des voix humaines et le bruit actif de l'industrie, mais les cris des chacals et des grands aigles réfugiés sous les voûtes des monumens abandonnés, on trouverait l'émotion qu'on cherche et

(1) Voyez les livraisons du 15 juillet et 1er octobre 1838, du 1er mai et 15 juin 1840. Cette lettre complète la série sur la Sicile.

qu'on attend quand on se dit qu'on entre dans les murs de l'ancienne rivale d'Athènes. Par malheur, l'approche de Syracuse ne vous attriste pas. La plaine qui l'entoure est riante, entrecoupée de jolis coteaux, semée de blé, de fèves, coupée par des champs de vigne où se mêlent gaiement des amandiers, des orangers et des figuiers qui vous offrent l'ombre sous leurs longs bras tordus. En avançant, on vous montre, il est vrai, quelques restes d'amphithéâtres, de catacombes, passage aride, mais dont la vue est moins attristante que celle des carrières qu'on aperçoit aux portes de Paris; et bientôt on arrive à l'entrée de l'île d'Ortygie, où est la ville de Syracuse actuelle, petite ville forte, bien défendue par sept portes et par un excellent système de fossés. Une petite population assez active s'agite tumultueusement dans les deux ou trois principales rues de cette étroite cité, où vous trouvez la meilleure auberge de la Sicile, véritable *inn* anglaise, dont le service comfortable achève de vous arracher à vos dernières réminiscences de l'antiquité.

L'histoire des agrandissemens successifs et de la décadence de Syracuse a quelque chose de philosophique dont il est impossible de ne pas être frappé dès les premiers pas qu'on fait dans cette petite île d'Ortygie. Vers l'époque de la fondation de Rome, au dire de Thucydide, vint de Corinthe en Sicile un certain Archias. Jeté par une tempête sur ce rivage, il s'y trouva bien et y fonda une ville à l'aide de quelques Héraclides qui l'accompagnaient. L'île d'Ortygie suffit longtemps à la colonie; mais enfin, le nombre des habitans s'étant accru, Syracuse étendit son enceinte sur l'isthme qui joint l'île. Cinq quartiers immenses en couvrirent toute l'étendue. L'île fut attachée à la terre ferme par une digue et un pont, et la ville qu'on y avait bâtie primitivement devint une citadelle où l'on enferma, à l'abri de toute attaque, les dieux de Syracuse, ses rois morts et ses rois vivans. Pour les Syracusains, laissant à Ortygie les temples, les palais des princes et leurs tombeaux, ils s'établirent dans les beaux et somptueux quartiers de l'Acradine, de Tycha, d'Épipoli et de Néapolis. A droite et à gauche d'Ortygie, devenue la tête de pont de la capitale, se trouvaient et se trouvent encore aujourd'hui deux ports. L'un, dit le grand, celui que Virgile nommait *Sicaniæ sinum*, a une lieue et demie de tour; des flottes entières y trouvaient jadis un refuge, et de là sortirent les innombrables vaisseaux qui soutinrent les doubles attaques des marines de Carthage et d'Athènes. Ce port était fermé, d'un côté, par l'île d'Ortygie, qui forme en partie la rade, et de l'autre, par le promontoire de Plemirium, aujourd'hui Plemirio, où les Syracusains

avaient bâti un fort surmonté de signaux inventés par Archimède. Le fort a disparu, le port s'est ensablé par l'action des vagues, et l'entrée, large de cinq cents toises, défendue autrefois par une ligne de galères enchaînées, est interdite aux vaisseaux ennemis par quelques travaux de peu d'importance. Le petit port, jadis entouré de quais de marbre, reçoit maintenant quelques bricks de commerce, des polacres, des spéronares qui reviennent du cabotage, et de légères balancelles qui exportent les fruits, le vin et les grains. Ce petit port, les sales et étroites rues qui traversent l'île d'Ortygie, les remparts déserts qui l'entourent, et le long desquels on voit de misérables filles publiques étendues au soleil ou jouant de la guitare à la porte de leurs masures, c'est là tout Syracuse aujourd'hui. La grande Syracuse qui s'étendait le long de l'Anape avec ses deux ports, ses temples de Jupiter, de la Fortune, de la Concorde, de Diane et de Minerve, ses fontaines grandes comme des mers, avec ses prytanées, ses portiques, ses théâtres, est rentrée modestement dans la pauvre petite île d'Ortygie, d'où elle était sortie. Archias, s'il revenait au monde après deux mille cinq cents ans, la trouverait à peu près telle qu'il l'avait fondée, vivant philosophiquement dans ses limites exiguës et dans son obscurité, comme si elle n'avait rien perdu, et se souvenant à peine qu'elle a figuré parmi les cités reines du monde. Je vais un peu trop loin toutefois en disant que Syracuse a oublié sa grandeur. On y trouve quelques hommes fort estimables sans doute, mais qui prennent soin de vous entretenir de la gloire passée de leur ville avec une persévérance dont quelques voyageurs, plus ingrats que moi, se sont lassés.

Dès qu'on touche le sol de Syracuse, on est en pleine histoire. En venant du côté de Catane et du fort d'Augusta, le long de la mer, on trouve une petite presqu'île et un promontoire qui portent le nom de Magnisi, et que le savant Cluver nomme, si je ne me trompe, Tapsus, dans sa carte de la Sicile antique. C'est là que débarquèrent les Athéniens lorsqu'ils méditèrent une attaque contre Syracuse, par le faubourg d'Épipoli. Ce lieu, à égale distance de Syracuse et d'Augusta, paraît très favorable à l'établissement d'un grand lazareth pour les retours d'Orient, station que réclament les besoins du commerce des Deux-Siciles. Je savais que plusieurs voyageurs distingués avaient déjà appelé dans ce but l'attention du gouvernement napolitain sur cette petite anse et le promontoire qui la termine, et à mon retour à Naples, un jour de baise-mains, me trouvant en présence d'un auguste personnage, je pris la liberté de vanter les avantages que procureraient

un grand lazareth à Magnisi, et un autre sur la côte méridionale du royaume de Naples. Un sourire m'apprit que je m'étais trompé, et je vis, par la réponse qu'on daigna faire, qu'examiner curieusement un pays qu'on traverse ne suffit pas pour apprécier avec justesse ses avantages et ses nécessités. Cette réponse, la voici : « Qui oserait établir un lazareth pour les cas de peste dans un pays qu'un garde de la côte ou de la santé n'hésiterait pas à exposer à la contagion, si on lui offrait quelques ducats? »

Il est impossible de ne pas rendre hommage aux sentimens de sollicitude qui s'opposent à la formation d'un établissement sanitaire sur cette côte, surtout quand on songe qu'en écartant ces nobles scrupules, on ferait bientôt de l'excellent havre de Syracuse une station navale de la plus haute importance, bien préférable à Malte, et un vaste entrepôt du commerce avec l'Adriatique, la Morée, l'Égypte et le Levant, tandis qu'aujourd'hui tout le commerce de Syracuse consiste en exportations de vins, d'huiles, de grains et de poissons. Cependant le port appelle, par sa sûreté et sa grandeur, les vaisseaux de toutes les nations. On n'a pas oublié que Nelson vint s'y ravitailler en 1798, et c'est de là qu'il repartit pour rejoindre la flotte française et la combattre dans une journée mémorable et fatale à la fois pour les deux nations.

Le monument de Marcellus est à l'extrémité de cet isthme de Magnisi. On nomme dans le pays *Aguglia*, l'aiguille, cette colonne dont il ne reste que la vaste base, et qui fut élevée en commémoration de la victoire remportée par Marcellus sur les Syracusains. Un tremblement de terre la renversa en 1542. Le Symèthe coule près de là. C'est le plus complet des monumens de Syracuse, si l'on excepte le temple de Minerve, dans Ortygie, édifice entièrement défiguré par sa transformation en cathédrale. Dans cette pauvre ville, trois restes de colonne d'ordre gréco-sicule, cachées sous les boiseries d'une maison de la rue Trabochetto, représentent le temple de Diane; un égout marque la place de la charmante et célèbre fontaine Aréthuse; vingt-quatre colonnes sans bases, emplâtrées dans le mur d'une église, vous sont données pour ce temple de Minerve dont je viens de vous parler; deux pierres informes dans une plaine, au bord du fleuve Anape, sont tout ce qui reste du fameux temple de Jupiter, à qui Denys l'Ancien vola le manteau d'or dont l'avait revêtu Phidias; enfin le chef-d'œuvre qu'on admire à genoux, la divine Callipyge, est privée d'un bras, et nul antiquaire ne sait vous dire ce qu'est devenue la charmante tête qui surmontait cette délicieuse statue.

Pour ceux qui savent se contenter de simples vestiges, et dont l'érudition et l'imagination suppléent à ce qui manque aux yeux, Syracuse renferme encore de nombreux et notables restes. Je vous ai dit que la ville, bâtie hors de l'île d'Ortygie, se divisait en quatre districts : le plus noble, le plus recherché de ces districts, était celui d'Acradina, situé du côté de la mer. On assure que sa population s'élevait à 400,000 ames; tout Syracuse en contient aujourd'hui 15,000! Une muraille d'une grande hauteur séparait ce quartier de ceux de Tycha et de Néapolis, on en voit encore les traces en les cherchant avec quelque attention; on y trouve aussi des restes de thermes, un débris du palais nommé les Soixante Bains, élevé, dit-on, par Agathoclès, et assez d'inscriptions pour jeter pendant quelques siècles le trouble et la division parmi les antiquaires.

Tycha, le district voisin, était le quartier des gens opulens, la chaussée d'Antin de Syracuse; mais comme les édifices y étaient bâtis sur le roc, les fondations n'étant pas nécessaires, il reste peu de traces de ses monumens et de ses maisons. Pour plus de ressemblance avec le quartier de Paris auquel je viens de le comparer, le quartier de Tycha se termine par un sol crayeux et des carrières à l'entrée desquelles on vous montre une petite grotte surmontée d'un reste de bas-relief. Cette grotte est, dit-on, le tombeau d'Archimède, découvert un jour par Cicéron en personne, qui reconnut la sépulture du grand géomètre à la sphère et au cylindre sculptés sur le fronton triangulaire qui décore l'entrée.

Dans Néapolis, d'où l'on voyait le port, se trouve ce qui fut le temple de Jupiter, le théâtre, l'amphithéâtre, la prison connue sous le nom d'Oreille de Denys, et une grotte taillée de main d'homme, et nommée *Linfeo*, parce qu'on y chantait des hymnes à Apollon. Le temple de Jupiter se compose, comme je l'ai dit, de trois fragmens de colonnes; le théâtre est formé, comme tous les théâtres antiques, par des degrés circulaires, coupés par des diazômes. Ceux-ci sont taillés dans le roc et très étendus, autant qu'il est permis d'en juger par les décombres. Jadis ils étaient recouverts de marbre; on y a bâti deux moulins, sans respect pour l'antiquité et les souvenirs de Syracuse. L'amphithéâtre est aussi taillé dans le roc. Tacite parle quelque part d'un sénatus-consulte donné sous Néron, en vertu duquel on accorda aux Syracusains le droit d'entretenir un plus grand nombre de gladiateurs. L'amphithéâtre où ils combattaient ne méritait pas ce sénatus-consulte. Il est fort au-dessous des monumens de ce genre qu'on voit à Pompeïa et à Rome. Pour l'Oreille de Denys,

c'est une suite de cavernes disposées sur un plan qui a, en effet, la forme du tympan de l'oreille humaine. Cette caverne, ainsi disposée, et formant une courbe parabolique géométriquement exacte, était naturellement revêtue d'une couche de stalactites qui donnait une grande étendue et une sonorité parfaite aux répercussions. Denys, dit-on, voulant savoir les secrets de ses captifs, se plaçait extérieurement à l'extrémité de cette galerie convexe, et y recueillait jusqu'aux moindres paroles. Je ne sais si les captifs se plaignaient plus haut et plus énergiquement que les ciceroni qui font entendre aujourd'hui leur voix aux voyageurs curieux; mais l'Oreille de Denys m'a semblé un peu sourde.

Dans Néapolis, ce quartier qui représentait le goût moderne de la Syracuse antique, devait naturellement se trouver le théâtre. Le théâtre était, vous le savez, chez les anciens, non-seulement un lieu destiné aux divertissemens et aux représentations scéniques, mais aussi l'arène où l'on débattait les intérêts politiques. Le peuple, c'est-à-dire les citoyens, s'y assemblaient pour délibérer des affaires de l'état; chacun d'eux avait sa place marquée, sa staile; et ainsi, en venant s'asseoir au théâtre, un Syracusain jouissait en quelque sorte d'un droit politique. Ce vieux cirque à trois étages de gradins taillés dans le roc a donc été le théâtre de tous les grands évènemens de la cité. C'est là que Gélon, après avoir invité tous les habitans à prendre les armes, se rendit devant eux en simple toge, pour leur rendre compte de son administration. Là aussi Agathocles demanda compte du sang versé et du massacre des meilleurs citoyens; et sur un de ces siéges de pierre, Timoléon, le vieux et illustre aveugle, donnait ses conseils au peuple, après l'avoir délivré de la servitude. C'est encore là que les Syracusains, avides de beaux-arts et épris du pur langage de la Grèce, dont ils étaient originaires, amenaient les soldats athéniens prisonniers, et leur faisaient réciter les tragédies d'Euripide. Tant de souvenirs et d'autres dont l'impression fugitive s'est effacée depuis de ma mémoire, nous avaient doucement surpris, et nous berçaient, nous qui n'avions vu d'abord, en venant nous asseoir sur ces degrés, que des pierres écroulées et de tristes escaliers de roches surmontées d'un vulgaire moulin moderne. Nous sentîmes bientôt que cette profanation même ajoutait un charme à l'aspect mélancolique du tableau. Le génie des grands tragiques grecs, la pompe des fictions antiques, l'effet imposant des chœurs, l'éloquence et la grandeur d'ame des hommes d'état et des guerriers qui avaient aussi figuré sur cette scène, tout avait disparu; mais le temps avait accu-

mulé la terre végétale sur les degrés de pierre; de grands arbres s'y étaient élevés, et, protégeant ce lieu de leur feuillage, lui donnaient l'aspect solennel d'un immense tombeau. En même temps, les eaux d'un aqueduc sarrazin, amenées pour le moulin, sortant avec force des étages supérieurs, couvraient de leurs nappes fraîches tout ce vieux monument et invitaient à rêver par le bruit régulier de leurs cascades. Enfin, la mer, le golfe, la plaine, se déroulaient au loin et augmentaient encore la magnificence de ce spectacle dont nous étions bien loin de soupçonner l'effet en pénétrant dans ces misérables ruines. Sur une des plinthes du théâtre, on lit, en grands caractères grecs : ΒΑΣΙΛΙΣΣΑΣ ΦΙΛΙΣΤΙΔΟΣ. Le reste est caché par un mur contre lequel s'appuie le moulin, malgré les efforts d'un antiquaire distingué, le chevalier Landolina, qui avait proposé de reculer ce mur à ses propres frais, mais qui n'a pu faire agréer sa demande par le gouvernement. Ce mur, ou plutôt cette inscription, fait le désespoir des savans. La reine Philistide était-elle une souveraine de Syracuse que l'histoire a oubliée, ou le titre de Basilissas qui lui est donné désigne-t-il simplement la grande prêtresse de Bacchus, auquel le théâtre aurait été dédié? C'est ce qu'on ignore; mais de nombreuses médailles portant le même nom à l'exergue, représentant une femme d'une grande beauté, et frappées à diverses époques, ont été trouvées dans les fouilles. On en conclut que cette Philistide, soit prêtresse, soit reine, a vécu ou régné long-temps.

A la gauche du théâtre est une voie sépulcrale formée de deux rangées de tombeaux; elle mène à une voie semblable et à des monticules de roc dans lesquels on a creusé les réduits funèbres. C'est en se promenant philosophiquement dans ces nécropoles, que Cicéron, alors questeur de la province Lilibétane, découvrit le tombeau d'Archimède, que surmonte, dit-on, celui de Timoléon.

En faisant la même promenade que Cicéron, on arrive au quartier d'Épipoli, qui était comme la banlieue de Syracuse, et aux latômies ou carrières qui s'y trouvent. Quelques-unes de ces carrières servaient de tombeaux aux vivans quand ils avaient eu le malheur de déplaire aux despotes, et on y montre encore le caveau où le philosophe Philoxène voulait qu'on le ramenât quand Denys lui lut ses mauvais vers. Le village de Belvedère a remplacé la citadelle qui terminait la nouvelle ville de ce côté; or ce village est maintenant à plus de deux milles de la ville actuelle. Mais la plus curieuse des latômies est nommée le Palombino; elle appartient à un joli couvent de capucins nommé Selva, qui s'élève sur les latômies elles-mêmes, dans le quar-

tier d'Acradina. Les moines y ont créé un jardin dont la fertilité est remarquable. Le couvent ressemble un peu à une place forte. On y entre par un pont-levis, qui n'était pas une précaution inutile avant notre conquête d'Alger, quand les corsaires barbaresques venaient visiter cette partie de la Sicile. Aujourd'hui encore, les côtes de la Calabre et de la Sicile sont exposées à des dangers de ce genre, et pendant mon dernier séjour à Naples, le jeune roi quitta tout à coup son palais et s'embarqua brusquement sur un bateau à vapeur armé en guerre, pour aller en personne donner la chasse à des corsaires grecs qui s'étaient montrés dans le golfe de Sainte-Euphémie. Au reste, la brillante activité du roi de Naples s'accommode à merveille de ces incidens aventureux.

Les latômies de Syracuse sont immenses; il s'en trouve dans presque tous les anciens districts situés hors de l'île d'Ortygie. Denys le tyran avait à sa disposition douze prisons qui sont autant de latômies ou passages souterrains. On assure qu'un de ces passages conduisait jusqu'à Ortygie, et qu'un corps de fantassins pouvait y passer debout avec ses casques et ses piques. De ces cavernes, les unes servent aux cordiers pour travailler le chanvre; d'autres ne sont plus que des fosses ouvertes, au fond desquelles on ne trouve que des pierres et des ronces; enfin celle dont j'ai parlé, et où les capucins ont élevé leur monastère, est un beau verger souterrain dont les parois ont plus de trente-trois mètres d'élévation; le sol est couvert de grenadiers, de pampres et d'orangers. Les plus vastes de ces catacombes, parmi lesquelles je compte les Capucins, s'étendent sous le sol d'Acradina, près de la mer, en trois lignes parallèles et semi-circulaires. Celle qui porte le nom de San-Giovanni est une ville tout entière. Les rues, les places, les carrefours de cette nécropole se déroulent sans fin devant vos pas, et vous les parcourez entre deux rangées de niches où sont creusées d'innombrables tombes. Ces tombes se présentent par groupes, et forment des chambres sépulcrales qui appartenaient aux différentes familles. Elles sont sans ornement, taillées dans le roc d'une manière uniforme, et donnent à la fois l'idée de l'ordre et de l'esprit d'égalité qui régnait dans la population de Syracuse. Au-dessous de chacune de ces tombes, le roc a été creusé en arceaux à jour, et les regards peuvent ainsi pénétrer dans la voie sépulcrale qui est parallèle. Toutes sont assez vastes pour laisser passage à une voiture, les voûtes en sont élevées, et les cérémonies religieuses qui y avaient lieu jadis devaient être singulièrement imposantes. A défaut d'ornement architectural, on y voit des inscriptions,

des chiffres, des objets votifs, placés là dans différens siècles, et offrant le symbole des croyances qui ont successivement dominé dans le pays, ainsi que les images du christianisme, qui les a remplacées. Quant aux épitaphes, elles ont été pieusement arrachées des tombes par les antiquaires, et figurent dans le musée de Syracuse, où l'on retrouve de déplorables et nombreux témoignages de toutes les spoliations faites de nos jours au nom de la science.

Dans le quartier de Tycha, situé entre l'Acradina et Epipoli, vivaient le bas peuple, les gladiateurs, les vendeurs. On y voyait le temple de la Fortune, assidument fréquenté par une foule misérable qui s'efforçait laborieusement de mériter les faveurs de la déesse. C'est dans le quartier de Tycha que se trouvait la maison donnée par le sénat et le peuple de Syracuse à Timoléon, leur libérateur.

Dans Ortygie, l'enceinte sacrée, la demeure du chef ou du prince, régnaient dans de beaux temples, Diane et Minerve. Ce dernier temple est debout, et j'y assistai, en présence de l'archevêque, de tout le clergé et de la garnison, à une messe solennelle d'actions de grace pour l'éloignement du choléra-morbus, qui avait fait disparaître la moitié de la population de Syracuse. Je vous ai dit qu'un mouvement populaire avait éclaté à l'apparition de la maladie, qu'un grand nombre de malheureux, accusés de vouloir empoisonner le peuple, avaient été massacrés, et que la populace sanguinaire était restée quelques jours maîtresse de la ville, où commandait le général Tanzi, vieillard respectable, mais vieillard, et vieillard de soixante-quatorze ans, lequel n'avait pour se défendre qu'une garnison de quatre cents hommes. Une sortie du château-fort, où ces quatre cents hommes étaient enfermés, eût suffi à détruire les barricades élevées dans la rue principale, et à dissiper les mutins, qui, du reste, n'avaient aucun dessein politique, et jetaient partout le désordre aux cris de *viva el re è santa Lucia!* (sainte Lucie est la patronne de Syracuse). A Augusta, près de Syracuse, un pareil soulèvement avait eu lieu; mais le colonel Bagni, commandant du fort et homme résolu, avait rétabli l'obéissance aux lois, en faisant une vigoureuse attaque. Faute d'un homme semblable, ou plutôt faute d'hommes, car la garnison était trop faible, Syracuse, abandonnée par la noblesse et par toutes les personnes de distinction qui avaient pris la fuite, Syracuse resta livrée aux horreurs d'une maladie effroyable, augmentée par la licence et l'oubli de tous les devoirs sociaux. Une chaloupe canonnière, qui apportait l'effectif nécessaire aux hôpitaux, fut prise et brûlée. Le château fut bloqué, et pendant ce temps les malades étaient abandonnés dans les maisons

ou dans les rues, si le mal les surprenait. Des orgies, des débauches, des violences de toute espèce, se succédaient sans interruption; et rien ne semblait pouvoir arrêter le désordre, quand il cessa tout à coup comme par grace divine, avant même que le général del Caretta, investi des pouvoirs de l'*alter ego*, se fût présenté devant la ville. C'est de ce retour inespéré au calme et de la cessation de la maladie, qui avait causé tant de crimes, que nous rendions grace à Dieu, au son d'une belle musique, par une brillante matinée de novembre, dans le temple de Minerve à Syracuse.

L'évêque de Syracuse et le général prince Pignatelli Monteleone, nouveau commandant militaire de la ville, assistaient à cette messe métropolitaine; mais les autres autorités étaient absentes. Je demandai où se trouvaient les magistrats, l'intendant, les syndics. On me répondit qu'ils étaient en exil. J'appris plus tard que toutes ces autorités avaient été, non exilées, mais transférées à Noto. Voici les motifs de cette mesure rigoureuse, qui a été révoquée lors du dernier voyage du roi. A son arrivée à Syracuse, le marquis del Caretta, investi des pouvoirs *d'alter ego*, trouva l'ordre et le calme rétablis dans la ville. Une garde civique s'y étant organisée d'elle-même, s'était rendue maîtresse de la population, et le soulèvement populaire, qui avait eu un caractère politique à Catane, n'avait pas même produit le déploiement d'un autre drapeau que la grande bannière royale que portaient les bateliers syracusains, tout en méconnaissant l'autorité des délégués du roi. Toutefois le marquis del Caretta jugea à propos de prendre un arrêté par lequel la ville de Noto reçut le titre de chef-lieu de la vallée, que portait alors la ville de Syracuse. En conséquence, le chapitre métropolitain, les tribunaux, l'intendant, reçurent l'ordre de se rendre dans cette petite ville, presque déserte, à demi bâtie, où l'on voit un ou deux palais, trois ou quatre belles églises, et à peine cent maisons. L'évêque, âgé et malade, fit douloureusement le voyage de Noto; mais à la vue de la demeure qui lui était destinée en échange de son magnifique palais de Syracuse, son état maladif s'aggrava sensiblement. Il reprit aussitôt la route de son ancienne résidence, et jura qu'il y finirait ses jours. Le marquis de San-Alfano, intendant de la vallée, possédait un beau palais à Noto, et fut le moins malheureux; mais les magistrats et les fonctionnaires me donnèrent un risible spectacle quand je visitai Noto quelques jours après leur installation dans le nouveau chef-lieu. Les uns, les plus considérables sans doute, avaient établi leur cabinet dans l'unique café de la ville, composé d'une sale et étroite chambre. Les autres

n'avaient trouvé pour abri que des édifices à demi couverts, peu dignes de si hauts personnages, et qui n'avaient été habités jusqu'alors que par les muletiers et leurs animaux, et leurs visages sillonnés de petites tumeurs montraient que les taons et les moustiques d'Afrique, dont la côte est voisine de ce coin méridional de la Sicile, leur avaient fait payer cher la triste hospitalité qu'ils avaient trouvée dans les écuries de Noto. D'autres, plus malheureux encore, erraient au soleil sur les places assez vastes de cette cité montueuse, regrettant les rues étroites, mais ombragées d'Ortygie, et les eaux souillées de la fontaine d'Aréthuse. Un instant je me crus transporté à Pontoise, au temps où le chancelier Maupeou y exila le parlement; mais Pontoise, comparé à l'horrible bourg qu'on nomme la ville de Noto, est une véritable capitale, et les présidens, conseillers, avocats et clercs du parlement de Paris n'étaient pas forcés de se rendre à cheval à leur exil, faute de routes, d'y écrire sur un billard et de coucher sur une maigre litière de paille, avec des mulets, et, ce qui est pire, avec des muletiers. Ces juges siciliens et ces magistrats qu'on transportait ainsi, par un décret, d'une ville à une autre, sont tous amovibles. Cependant le code Napoléon est en vigueur en Sicile, mais en partie seulement, et les deux codes, pénal et d'instruction criminelle, ont été remplacés par d'autres dispositions. L'institution du jury a également été supprimée, mais on a conservé la publicité des débats judiciaires et toutes les formes des tribunaux français. Par suite des émeutes qui eurent lieu à l'occasion du choléra, et qui amenèrent des mesures de rigueur, la cour suprême ou de cassation fut transférée à Naples. Jusqu'alors les Siciliens, qui sont très processifs, avaient le privilége de se faire juger en dernier ressort devant les tribunaux de Sicile. Aujourd'hui, quand ils ont épuisé leurs huit degrés de juridiction, passé par les conciliateurs, les tribunaux d'arrondissement, les tribunaux d'instruction, les tribunaux civils, les grandes cours criminelles, les grandes cours spéciales, les grandes cours civiles, ils se voient forcés de franchir le détroit et d'aller demander justice à Naples. Le côté véritablement fâcheux de cette mesure pour la Sicile, c'est qu'elle enlève à ses habitans un certain nombre de places de magistrats qui leur étaient dévolues par le décret du 11 novembre 1816, en vertu duquel tous les emplois civils au-delà du Phare devaient être donnés aux Siciliens.

Parmi les personnages déportés de Syracuse à Noto, se trouvaient aussi l'intendant, le syndic et tout l'état-major administratif de la vallée. Je vous ai déjà dit, dans une de mes lettres et vous le

saviez sans doute avant de les lire) que la Sicile est divisée en sept intendances ou vallées (1). Ces vallées sont divisées en districts. L'intendant est le préfet français ; il a les mêmes attributions et le même rang dans la hiérarchie des fonctionnaires. La commune est administrée par un syndic ; c'est notre maire. Il a deux adjoints (*eletti*), un trésorier et un archiviste. Un conseil communal, nommé décurionnat, et composé de dix à trente membres, selon l'étendue de la commune et sa population, assiste ce magistrat dans ses travaux. C'est le décurionnat qui forme le projet du budget sur la proposition du syndic et les renseignemens qu'il fournit ; et ce conseil examine annuellement la gestion du syndic qui le préside. Pendant cet examen, la présidence est déférée au plus ancien des décurions. Ce système municipal est particulièrement soutenu par la noblesse et les classes inférieures, qui y trouvent un appui contre l'influence toujours croissante des gens de loi enrichis, des marchands et de la bourgeoisie des villes. L'ancienne aristocratie s'applique, comme il arrive

(1) Voici la division de ces vallées, telle que j'ai pu la recueillir d'après le dernier état, fait trois ans avant mon passage en Sicile :

| VALLÉES. | DISTRICTS. | COMMUNES. | POPULATION. |
|---|---|---|---|
| Val de Palerme. . . | Palerme. | 24 | 218,977 |
| | Corleone. | 9 | 46,088 |
| | Termini. | 23 | 79,682 |
| | Cefalù. | 16 | 60,585 |
| Val de Messine. . . | Messine. | 29 | 96,297 |
| | Castroreale. | 27 | 54,429 |
| | Patti. | 28 | 52,770 |
| | Mistrella. | 12 | 33,288 |
| Val de Catane. . . . | Catane. | 41 | 160,774 |
| | Calatagirone. | 11 | 69,595 |
| | Nicosia. | 14 | 59,037 |
| Val de Girgenti. . . | Girgenti. | 25 | 133,560 |
| | Bivona. | 13 | 48,385 |
| | Sciacca. | 7 | 41,938 |
| Val de Syracuse . . | Syracuse. | 14 | 57,064 |
| | Noto. | 9 | 43,588 |
| | Modica. | 11 | 92,418 |
| Val de Trapani. . . | Trapani. | 5 | 55,936 |
| | Mazzara. | 6 | 53,766 |
| | Alcamo. | 8 | 45,010 |
| Val de Caltanisetta. | Caltanisetta. | 15 | 65,878 |
| | Piazza. | 8 | 52,783 |
| | Terranova. | 5 | 36,564 |

en France, à recouvrer dans les communes, par la considération qui s'attache à la propriété et par l'influence de ses lumières, le crédit et le pouvoir que lui a fait perdre l'abolition de la féodalité. En ce qui est des intendances, on a placé près d'elles un conseil provincial composé de quinze membres. A Palerme, le conseil en compte vingt. Ce conseil s'assemble tous les ans; sa session dure vingt jours. L'intendant en fait l'ouverture et dépose sur le bureau du président tous les documens relatifs à l'administration. Il y a de plus un conseil d'intendance auquel on adjoint un secrétaire-général qui examine les comptes de tous les administrateurs de la province, même ceux de l'intendant, qui, alors, n'a pas voix délibérative dans le conseil. Le roi nomme les intendans, les secrétaires-généraux et les conseillers d'intendance, ainsi que les présidens des conseils provinciaux. Tous les quatre ans, les intendans forment des listes d'éligibles au décurionnat; ils sont pris parmi les propriétaires, les commerçans (1) et les artisans, qui ont ou qui gagnent un revenu de quelques centaines de francs. Le roi choisit les décurions sur cette liste pour les communes au-dessus de 6,000 ames; au-dessous, c'est le *luogo-tenente* (le vice-roi) qui les nomme. Les candidats aux places de syndic et d'adjoint sont choisis par le décurionnat sur la liste des éligibles de la commune. Le droit de nommer à ces places est réservé au roi dans les communes de Palerme, de Messine et de Catane, et à Palerme, le syndic prend le titre romain de *préteur*. Le luogo-tenente exerce ce droit de nomination dans les communes qui ont plus de 3,000 habitans, et les intendans en sont investis dans les autres communes. Il en est ainsi pour les places de conseillers provinciaux. Les conflits entre l'autorité judiciaire et l'autorité administrative sont jugés par le luogo-tenente, et les recours contre les décisions des conseils d'intendance, en matière administrative, sont portés devant la cour des comptes, dont l'office est, en outre, d'examiner les comptes de tous les administrateurs publics de la Sicile. Enfin, pour sortir de cette aride matière, je vous dirai un dernier mot sur l'impôt. Il se perçoit au moyen de deux directions, celle des droits directs et des droits indirects, qui embrasse l'impôt foncier, les droits de mouture, de douanes, et autres, et la direction des droits divers, sans parler des directions de la loterie, du *stralcio* (l'ar-

(1) Les commerçans ne paient pas de patente en Sicile, mais une commission est chargée de taxer chaque commerçant selon sa fortune, de manière à completer la somme que doit payer le commerce en masse, et qui est fixée par le budget. Le procédé est un peu turc.

riéré) de la poste, etc. Toutes ces directions ont pour chefs de nobles Siciliens pleins de capacité et pénétrés des devoirs que leur imposent ces fonctions. Les recettes sont versées chez le trésorier-général, à Palerme. Le budget, fixé en 1829 à 1,860,329 onces (20,463,619 francs), s'est élevé en 1833 à 1,897,495. Il offre, ainsi que les subséquens, un déficit de 100 à 120,000 onces environ (1,500,000 francs). Le droit de mouture, qui figurait dans le budget pour 525,000 onces, a été beaucoup diminué, et la popularité du roi s'est augmentée d'autant par cet allègement d'un fardeau qui était particulièrement odieux aux Siciliens. Il est vrai que le gouvernement comptait trouver une compensation dans les bénéfices que lui promettait le marché des soufres avec la compagnie française; mais, bien que ce marché ait été résilié, il serait très impolitique de rétablir le droit de mouture tel qu'il était avant sa conclusion. Peut-être se décidera-t-on à diminuer le budget des dépenses en réduisant la part de frais de la liste civile que supportent les Siciliens, et qui est de 173,532 onces, sans compter leur part des dépenses communes aux deux royaumes, qui, pour un quart, s'élève à 853,400 onces. D'un autre côté, l'amortissement appliqué à la dette publique sicilienne, et particulièrement aux 11,000,000 de francs empruntés en 1828, dégrèvera graduellement le budget e finira par combler le déficit, qui provient principalement des charges d'une rente perpétuelle peu proportionnée aux ressources du pays. — Mais la digression est un peu longue. Hâtons-nous maintenant de nous enfuir de ce dédale de chiffres profanes, où je suis entré presque involontairement, et de nous réfugier dans l'enceinte deux fois sainte et sacrée du temple de Minerve, dédié maintenant à la véritable sagesse et au vrai Dieu.

Le temple est resté debout dans toute la splendeur de ses belles proportions. Ce temple est trop vaste pour la Syracuse actuelle; il contiendrait, au besoin, toute sa population, et il écrase de sa grandeur cette mesquine petite cité. En approchant par une rue étroite, on ne voit rien qu'une façade de mauvais goût, à fronton brisé, comme sont généralement en Italie les églises bâties par les jésuites, ou, à mieux dire, pour les jésuites. Les architectes chrétiens de l'époque barbare où ce temple fut converti en cathédrale, pensèrent sans doute qu'un pur et noble *pronaon* antique ne pouvait servir d'introduction à une église orthodoxe, et ils firent, en conséquence, ce chef-d'œuvre. Heureusement, ils n'ont pu défigurer le gracieux et irrégulier parallélogramme de l'édifice antique, flanqué sur les côtés de magnifiques colonnes cannelées, sans bases, et conçues dans le

simple et élégant style dorique. Une haute frise, ornée de triglyphes, surmonte la colonnade, qui rappelle la disposition des temples d'Agrigente et de Pœstum. N'ayant pu abattre ces colonnes, les constructeurs modernes les ont du moins encastrées dans d'épaisses murailles qui ne permettent plus qu'à la pensée, et non à l'œil, d'apprécier la légèreté aérienne que devait avoir, dans sa première forme, cet immense monument. Dans l'intérieur de l'édifice, au contraire, loin de cacher les colonnes dans la pierre des murailles, on a taillé les piliers et les arceaux plâtreux de la nef dans les murs unis de l'antique cella. Enfin, une partie de la base extérieure est cachée sous la terre qui s'est exhaussée comme à Rome et dans d'autres villes antiques, et il ne reste plus que deux des cinq marches qui servaient à monter à l'autel de Minerve. Ce temple a du moins péri noblement, et les noms de ses spoliateurs ont passé à l'immortalité. Le consul Marcellus, qui surprit les Syracusains dans les libations et les débauches de la fête de Minerve et de Diane, ces deux patronnes des hommes sobres et des chastes femmes, porta le premier la main sur les trésors de ce temple et de celui d'Hécate, qui en était voisin. Les bas-reliefs d'ivoire, les gonds et les clous d'or, les portraits des tyrans, les statues, disparurent sans doute à cette époque du sac de la ville, et ce que laissa Marcellus tomba plus tard sous la main du préteur Verrès, l'homme que l'éloquente prose de Cicéron livre, depuis des siècles, à la juvénile indignation de tous les écoliers. Je soupçonne toutefois le grand rhéteur d'avoir exagéré les richesses du temple de Syracuse, d'abord pour arrondir ses phrases, comme fait tout bon rhéteur, puis pour grandir aux yeux des Romains l'énormité des crimes de Verrès; car, quelque riche que soit l'ordonnance, quelque noble que soit l'architecture de ce vaisseau, elles ne dépassent pas en fini et n'égalent même pas en élégance les vieux monumens antiques de l'Italie.

En se dirigeant vers le rempart, on trouve à l'extrémité de l'île d'Ortygie, à peu de distance du temple de Minerve, un lieu non moins fameux dans l'histoire, la fontaine d'Aréthuse. Qui n'a lu dans Ovide et dans un des dialogues de Lucien la charmante histoire de la fille de la nymphe Doris, la timide nymphe Aréthuse, qui vivait innocente et heureuse dans les campagnes d'Élos, la plus belle contrée du Péloponèse, quand un fleuve ardent et libertin, le fougueux Alphée, l'aperçut au milieu de ses sœurs, et se mit à sa poursuite? On sait comment la chaste Diane, la protectrice de toutes les vierges éperdues de l'Arcadie, eut pitié de son embarras, et la changea en fontaine au moment où le dieu-fleuve la saisissait dans ses bras.

C'était près de la mer. Aréthuse, toute fille du fleuve Nérée et toute fontaine qu'elle était, ne continua pas moins de fuir pour échapper aux torrens que répandait le fleuve amoureux, et qu'il voulait mêler à ses ondes. Alphée la poursuivit, et s'engouffrant près d'Olympie, il roula sur ses traces à travers la mer jusqu'à l'île sicilienne d'Ortygie, un des domaines de Diane, où Aréthuse avait trouvé un refuge. L'Alphée coule en effet à peu de distance du grand port de Syracuse, où la fontaire d'Aréthuse verse ses eaux en oubliant la prière de Virgile, qui la suppliait, en si beaux vers, de ne pas laisser altérer sa virginité par le contact des flots de la mer d'Ionie (1). L'Alphée de Syracuse, il est inutile de vous le dire, n'a rien de commun avec celui qui se perd près d'Olympie en Grèce; mais c'est une délicieuse fiction, une superstition presque respectable, que celle qui rattachait les fontaines et les fleuves, ces charmes de la patrie absente et regrettée, aux eaux qui rafraîchissaient le sol d'exil de la patrie nouvelle où s'étaient confinés les colons venus de la Grèce pour fonder Syracuse.

Quant à la pureté d'Aréthuse, elle a cruellement souffert, d'abord des infiltrations de la mer, que de nombreux tremblemens de terre ont conduite par mille canaux souterrains vers la source, dont les ondes ont pris une exhalaison saline; puis de mille autres genres de profanation. En passant vite devant quelques mauvais lieux, au seuil desquels se montrent des nymphes peu dignes de vivre dans un lieu consacré à Diane, on se trouve près d'un haut parapet demi-ruiné, qui surmonte un réservoir triangulaire rempli d'une eau souvent bourbeuse. On est tenté de s'éloigner en toute hâte de cet égout, mais le guide vous arrête. C'est le lieu que vous cherchez, c'est là ce qu'ont chanté Pyndare, Bion, Moschus et Virgile! C'est en faveur de ce fossé fangeux, et des souvenirs qui s'y attachaient, qu'un vainqueur irrité épargna Syracuse! L'aspect en est affreux. Tantôt des tanneurs y trempent leurs cuirs, tantôt des lavandières, malheureusement nues, et qui rappellent plus les commères des dialogues de Théocrite que les bergères de ses idylles, y battent en cadence des guenilles; d'autres fois de lourds *aquajoli* viennent y puiser l'eau nécessaire à la consommation des bourgeois de la ville. Et pour comble d'abaissement et d'humiliation, une autre source, qu'on nomme *l'Œil de*

(1) Extremum hunc, Arethusa, mihi concede laborem.
Sic tibi, etc.

(Egl. X.)

*Cilica* (*Occhio della Cilica*), bouillonne à quelques centaines de pas de là, au niveau même de la mer, et fait jaillir à sa surface une onde pure, claire, et agréable au goût!

En continuant cette excursion mythologique à travers les marais de l'Anapo, qui bordent le grand port, je ne tardai pas à trouver sur ma route une autre nymphe métamorphosée de la même manière. Celle-ci vivait dans les champs de l'Etna, au centre même de la Sicile, où Pluton vint enlever Proserpine. Cyane était une des compagnes de Proserpine. Elle voulut s'opposer à son enlèvement et fatigua tant le ravisseur par les larmes qu'elle versa, qu'il la changea en fontaine. Comment se trouve-t-elle transportée du pied des hauteurs de Castrogiovanni à cette extrémité de l'île? On l'ignore. Toujours est-il qu'on peut chaque jour la surprendre se jetant gaillardement dans les bras du fleuve Anapo, et courant avec lui vers la mer Ionienne. Près de là sont les deux restes de colonnes, dernier débris du temple de Jupiter Urius, élevé par les Syracusains sur le champ même où ils défirent les Carthaginois, et avec l'or trouvé dans leur camp. Pour bien jouir du coup d'œil ravissant qu'offre l'union des deux cours d'eau, il faut prendre une barque près de la fontaine d'Aréthuse, traverser en ligne droite le bassin du grand port, et aborder à l'embouchure même de l'Anapo, où s'élèvent déjà les forêts de joncs entre lesquels serpente le fleuve. On débarque un moment sur le sable, et, tandis que les matelots portent la barque, on marche jusqu'au point où les eaux sont assez hautes pour la soulever. Là on se rembarque de nouveau et l'on remonte entre deux rives rapprochées qui encaissent l'Anapo et se déroulent sous les arbres, les fleurs, les herbes ondoyantes et les plantes aquatiques dont elles sont chargées. En quelques endroits même, les bords de la nacelle touchent les rives. L'eau est d'une grande profondeur; mais elle est naturellement si limpide, et l'ombre des arbres qui se projette sur elle la rend si transparente, qu'on aperçoit le sable et les petits rochers qui tapissent le lit de ce fleuve si riant. Bientôt, et toujours en remontant le cours de l'Anapo, on le voit se séparer en deux bras. La plus étroite de ces branches est formée par les eaux de l'antique Cyane, que le peuple de Syracuse nomme grotesquement la Pismôtta. Dès que vous pénétrez dans la rivière de Cyane, une surprise vous attend. Une forêt de longues, sveltes et vertes plantes, s'élance de l'eau. Leurs tiges sont triangulaires; les unes soutiennent un léger oignon de forme ovale; les autres, plus avancées dans leur floraison, portent une houpe délicate, arrondie, creuse comme un calice, et terminée par des aigrettes de

couleur d'or d'une délicatesse infinie, que le vent fait doucement écheveler. Ces plantes, qui ont déjà plus de six pieds du lit de la rivière jusqu'à sa surface, la dépassent encore souvent de dix pieds. Celles qui ont cette dimension offrent presque la grosseur du bras à leur racine. La vue de ce géant végétal étonne même dans la Sicile, où les yeux sont cependant habitués aux productions des latitudes torrides. On sent qu'une autre nature que celle de la Sicile méridionale et du nord de l'Afrique a déposé là ce produit inconnu. On consulte ses souvenirs, on s'interroge, et quand le peu de science botanique qu'on possède est en défaut, on se tourne vers les matelots qui semblent attendre fièrement votre question, et qui prononcent tous à la fois d'un air de triomphe le nom de *papyrus!*

On croit que ces plantes de papyrus furent envoyées d'Égypte par Ptolémée Philadelphe, à Hiéron, avec qui il entretenait des relations amicales. En Égypte, on se servait de la moelle spongieuse de cette plante gigantesque pour fabriquer le papier qu'on trouve en si grande abondance dans les tombeaux. Le cavalier Landolina a fabriqué du papier avec les papyrus de la rivière Cyane, et il a écrit sur ce papier une circulaire aux savans pour leur faire part de la réussite de son procédé; mais le papier ne manque pas en Europe, et les produits de l'industrie du cavalier Landolina ne seront jamais qu'une affaire de curiosité archéologique.

Je m'arrachai de Syracuse, où les ruines et les souvenirs de l'antiquité commençaient à m'intéresser trop, à mon gré, et je pris la route de Noto, mu par un sentiment de curiosité bien différent. Le calme commençait à renaître en Sicile, et il ne restait plus qu'un seul centre d'agitation dans la vallée de Modica, où s'était réfugié, disait-on, le marchesino de Saint-Julien, fils du chef, volontaire ou non, du mouvement politique de Catane. Une sorte de guérilla, composée de jeunes nobles et de paysans, s'était formée dans cette petite vallée peu distante du cap Passero, le dernier point méridional de la Sicile, du côté de l'Afrique. En peu d'heures, on peut se rendre, de ce cap ou de la pointe de Palo, à Malte. Le désir de voir de mes yeux la fin de cette insurrection, dont j'avais vu, par hasard, le berceau, m'entraînait irrésistiblement. Je me remis donc en route, et je suivis la plaine sablonneuse et inculte qui se prolonge le long de la mer jusqu'à Noto. L'ancienne *Nectum* était, comme je vous l'ai dit, remplie de magistrats et de fonctionnaires qui cherchaient un toit pour abriter leurs têtes. Sans m'y arrêter, je pris à travers les montagnes, pour me rendre à Modica, une route moins directe que celle qui passe par

Spaccaforno. Modica est une belle ville avec de belles églises, des couvens nombreux et une magnifique commanderie de Malte, où la noblesse passe son temps à gémir de la perte des grands priviléges dont elle jouissait, priviléges si grands, que les rois des Deux-Siciles appelaient Modica *Regnum in Regno*. Les esprits étaient agités, mais la ville était calme. On s'y inquiétait des mouvemens qui avaient lieu dans la vallée; mais bientôt je pus me convaincre, par mes yeux, que ces inquiétudes n'étaient pas fondées, car en descendant vers la mer, le long de la rivière de Ségura, j'arrivai à la pointe d'Alga au moment où une spéronare, chargée de fugitifs, gagnait le large. Depuis, la Sicile, quoique infestée de brigands et tourmentée par la misère de ses habitans, n'a pas été troublée sous le rapport politique, et il ne tient qu'à son gouvernement de rendre cette tranquillité plus sûre et durable. J'ai déjà dit dans ces lettres, et je répète en les terminant, que des routes, une protection éclairée assurée à l'industrie et au commerce, qu'un peu de prospérité matérielle, en un mot, empêcherait le retour des troubles et déjouerait les espérances des voisins jaloux qui convoitent cette position si importante dans la Méditerranée. Une bonne politique conseille au roi des Deux-Siciles d'agir ainsi; les sentimens d'humanité, la noblesse d'ame qui distinguent ce jeune prince, lui parleront encore plus haut que la politique en faveur de cette belle et malheureuse moitié de ses états.

*****

# LE TOMBEAU

# DE NAPOLÉON.

Encore quelques mois, et les cendres qui depuis vingt ans reposent à Sainte-Hélène auront traversé les mers et seront déposées sur le sol de France.

La poésie regrettera ce lointain mystérieux, ce rocher battu de la tempête, ce mausolée de création divine échangé contre une tombe de main d'homme. L'histoire à son tour pourra, par d'autres motifs, ne pas applaudir à cette translation; mais qu'importe? là n'est plus la question. Le fait est accompli : les cendres sont à bord du navire; elles arrivent, il leur faut un tombeau.

C'est sous la coupole de l'église des Invalides que ce tombeau doit s'élever. Confier la dépouille du grand capitaine à la garde de ses soldats mutilés, c'est une noble idée; encadrer, enchâsser pour ainsi dire sa mémoire dans un monument déjà consacré, c'est une idée habile, c'est de la politique : mais est-ce une idée d'artiste? Pour nous, c'est uniquement là ce que nous voulons examiner.

On peut bien dire à la tribune et répéter dans le Bulletin des Lois : Tel monument s'élèvera dans tel lieu. — Mais le monument sera-t-il

beau? sera-t-il digne de sa destination? Pour cela deux conditions sont nécessaires : il faut d'abord que l'artiste ait du talent; puis il faut, et avant tout peut-être, que le lieu soit fait pour recevoir le monument.

Nous sommes prêt à en convenir, quelque lieu qu'on eût choisi, quelque programme qu'on eût adopté, construire un monument funéraire pour Napoléon devait toujours être une entreprise à faire pâlir le plus audacieux génie, une œuvre à laquelle personne, de nos jours, n'est vraiment de taille à se mesurer. Il est de ces sujets désespérans parce qu'ils mettent tous les esprits en travail. Qui de nous n'a pas rêvé plus ou moins vaguement son tombeau de Napoléon? Qui ne se l'est figuré plus grandiose, plus imposant, plus formidable qu'il ne pourra jamais être? Quand l'artiste est ainsi en concurrence avec l'imagination de tout le monde, la lutte est presque impossible, il est vaincu d'avance.

Aussi je plains très sincèrement celui qui subira ce fardeau; mais je le plains surtout lorsque j'entre sous ce dôme, monument achevé, complet, dont chaque pierre est taillée selon l'esprit de son époque, dont les lignes, un peu molles, mais harmonieuses, forment un tout que rien ne saurait impunément troubler, dont les arcades, correspondant les unes avec les autres, doivent rester en libre communication sans qu'aucune masse intermédiaire vienne les obstruer; et c'est là, dans cette rotonde, au milieu de ce pavé, qu'il faut planter un monument, et pour qui? pour l'homme d'Arcole, d'Austerlitz et de Montmirail! Passe encore pour Louis XIV : je conçois une sorte de catafalque de marbre et de bronze, d'une hauteur moyenne, surmonté d'un monarque à genoux, la tête courbée devant l'autel; les larges plis de son manteau royal, les profils onduleux du monument, les figures qui se groupent à sa base, les ornemens qui les accompagnent, loin d'être des dissonnances choquantes avec le style de l'édifice, sembleront le compléter, en lui donnant un centre en accord avec toutes ses parties. Mais est-ce là le tombeau que nous pouvons offrir à Napoléon?

On a commencé par dire qu'on ne voulait qu'un bloc de pierre, une tombe austère, mais impérissable; pas une figure, pas un emblème : un nom et du granit, rien de plus.

C'était fort beau sur le papier : sur place, ce quartier de rocher eût été ridicule. Il est permis de faire des antithèses; mais un *dolmen* ou un *menhir* sous la coupole de Mansart! l'amour des contrastes ne peut aller jusque-là.

Il a donc fallu renoncer à ce projet de rusticité primitive et s'adresser à l'art, qui est en possession de faire les monumens funéraires, c'est-à-dire à la sculpture.

Les projets sont arrivés en foule : quelques-uns ont proposé tout simplement un sarcophage antique soutenu par quatre aigles, ou bien encore par quatre lions.

Rien de plus froid, comme on sait, que ces animaux transformés en portefaix. C'est même un spectacle choquant que des oiseaux, quelque forts qu'ils soient, supportant une masse de granit ou de porphyre; la force des aigles est dans leurs serres et non dans leurs épaules. Et, quant aux lions, un sculpteur doit y regarder à deux fois avant d'avoir affaire à ce roi des animaux. Le lion classique, le lion à tête frisée, est presque toujours si raide et si glacial! Et quant au lion réel, tel qu'on le fait aujourd'hui, c'est une espèce de sanglier ou de porc-épic dont les formes sont par trop heurtées pour accompagner des lignes monumentales. Je sais bien qu'on cite en faveur des lions ces deux admirables gardiens du tombeau de Clément XIII, et ce vieux serviteur de la monarchie sculpté dans le rocher de Lucerne. Mais d'abord ces lions-là ne portent rien sur leur dos, puis ils sortent du ciseau de Canova et de Thorwaldsen; enfin, ils sont tellement connus, que, sous peine de tomber dans la misère du plagiat, il serait presque impossible de les imiter avec bonheur.

Quant à l'urne antique pure et simple, il ne saurait en être question. Ce ne serait vraiment pas la peine d'avoir fait faire un si long voyage à ces cendres impériales pour les traiter comme celles du premier Parisien venu, qui, moyennant vingt-cinq louis, se couche au Père-Lachaise dans l'urne des Scipions.

Le sarcophage antique, avec ou sans supports, étant mis de côté, reste ce beau motif constamment en usage pendant les quatre ou cinq derniers siècles du moyen-âge, la statue couchée sur le tombeau. Je conçois cette noble figure, ce front puissant, ce profil héroïque, dessinés par la main ferme de M. Ingres, exécutés par un ciseau habile à travailler le marbre, celui de M. Pradier, par exemple; je vois sur un socle de forme simple et taillé à grands traits la pourpre du César retombant comme un drap mortuaire, largement, noblement, sans cassures inutiles, sans plis brisés ou tourmentés. Cet ensemble peut être beau, solennel; mais prenons-y garde, il faut à Napoléon autre chose que le monument d'un archevêque ou d'un abbé. Je sais bien que vous ne le représenterez pas les mains jointes; il saisira, tout endormi qu'il est, et sa main de justice et son épée. Cela ne suffit

pas. Quoi que vous fassiez, cette statue couchée ne peut être qu'un accessoire du monument; elle ne peut pas être le tombeau tout entier. C'est trop peu de chose aussi bien pour la grandeur de l'édifice que pour la grandeur du personnage. Au milieu de cette immense rotonde des Invalides, elle se perdra dans l'espace. N'espérez pas la faire grandir, n'essayez pas de lui donner des dimensions proportionnées à son importance; une règle impérieuse s'y oppose. Les statues couchées ne peuvent jamais être colossales. Comment les verrait-on? Le socle devant nécessairement grandir en proportion de la statue, le point de vue manquerait : il faudrait monter sur des échelles pour être à leur niveau.

Ainsi tous les types simples, vrais, naturels, ceux qui furent consacrés aux époques de goût pur et d'inspiration naïve, se trouvent ici hors de cause : faudra-t-il donc recourir aux types raffinés, aux formes pittoresques, aux scènes dramatiques, à toutes ces inventions d'une sculpture expirante et d'une ingénieuse barbarie? Ferons-nous de la tombe un théâtre, y ferons-nous monter le Temps son horloge et sa faux à la main, ou bien la Mort sous forme de squelette disputant sa proie à la patrie en pleurs? Évoquerons-nous cet éternel cortége d'allégories demi-chrétiennes, demi-païennes, et les sépulcres entr'ouverts, et les cercueils brisés par la gloire, par la reconnaissance, par l'amitié, et tant d'autres métaphores traduites en marbre, dont le chevalier Bernini, je crois, nous gratifia le premier, et dont on a fait chez nous un si prodigieux usage dans ces temps où tous les arts, débordés et s'envahissant les uns les autres, se livraient aux plus étranges saturnales?

Non, personne, que je sache, ne pense à ces aberrations; on peut bien, dans nos salons, ressusciter les magots, exhumer les caprices et jusqu'aux délires de la mode; mais faire à Napoléon un tombeau *rococo*, je défie que personne en ait eu la pensée.

Et sans même aller si loin, sans tomber dans les derniers écarts du goût, si nous passons en revue ces tombeaux composés avec tant d'art, ces catafalques si élégamment ajustés qui font la gloire et l'ornement des principales églises de Florence, de Naples et surtout de Venise, nous ne trouverons encore rien dont nous puissions profiter. Ce ne sont ni ces rideaux, ni ces draperies, ni ces baldaquins, ni ces fines colonnettes, ni ces délicats bas-reliefs qui pourront décorer la tombe de Napoléon. Tout cela devient mesquin et presque puéril quand on s'en sert pour une telle fin.

Il est donc parfaitement inutile de consulter les types connus, les

combinaisons consacrées; on y perdrait son temps et sa peine; il faut chercher ailleurs.

C'est là ce qu'a su comprendre un de nos artistes, homme d'esprit, qui déjà dans quelques compositions brillantes a fait preuve de cette hardiesse, de cette confiance qui sait marcher sans lisières. M. Marochetti a conçu le projet d'un tombeau qui a pour premier mérite de ne ressembler à aucun de ceux que nous connaissons. Il s'est peut-être inspiré çà et là de certains monumens célèbres, tels que les mausolées des La Scala, à Vérone, les tombeaux des Médicis dans la sacristie de Saint-Laurent; mais il en a fait un tout qui n'appartient qu'à lui, et dans les arts c'est là ce qu'on appelle création.

Si ce projet subit avec bonheur la plus redoutable des épreuves, l'exécution; s'il tient, quand il sera terminé, toutes les promesses qu'il nous fait sous cette forme d'ébauche si séduisante pour l'imagination, je ne crains pas de dire que les principales parties du problème seront résolues : l'impression sera saisissante, l'effet grandiose et majestueux.

M. Marochetti est parti de cette idée, que pour un géant il faut une sépulture colossale.

Toutefois, en déposant son héros, selon la coutume du moyen-âge, sur la tombe où seront renfermées ses cendres, il ne lui donne que sa grandeur naturelle; il le revêt de son habit de bataille; c'est là la réalité du tombeau, c'est sa partie matérielle, c'est par là qu'il se rattache à la terre.

Mais l'artiste a senti qu'au-dessus de cette dépouille mortelle, au-dessus de cette image terrestre, il fallait quelque chose qui parlât de gloire, de génie, d'immortalité, ou plutôt qu'il fallait deux monumens, l'un sépulcral, obscur, mystérieux, l'autre triomphal, lumineux, éclatant; l'un pour l'homme périssable, l'autre pour l'éternelle renommée.

Cette idée d'un cénotaphe, c'est-à-dire d'un tombeau commémoratif superposé à une tombe mortuaire, n'est pas une invention nouvelle. On voit en Italie beaucoup de monumens qui en offrent l'exemple; mais ce ne sont que des monumens de dimensions moyennes, et la plupart, étant adossés à des murailles, ne peuvent avoir aucun rapport avec celui qui nous occupe. Il en est toutefois quelques-uns qui sont isolés, tels que le mausolée de saint Dominique de Sienne, et un ou deux tombeaux à arcades dans la chartreuse de Pavie. Enfin, sans aller si loin, nous avons à Saint-Denis trois modèles célèbres de ce genre de composition, les tombeaux de Louis XII, de Fran-

çois I[er] et de Henri II. Néanmoins aucun de ces monumens n'est destiné à exprimer franchement cette double idée de mort et d'apothéose. En surmontant la tombe et la statue couchée d'un petit édifice de marbre tout à jour et si délicatement profilé, ce qu'on cherchait par-dessus tout, c'était une combinaison agréable aux yeux, un harmonieux ajustement; peut-être aussi voulait-on reproduire l'aspect d'un lit ou d'un dais d'honneur. A la vérité, sur la plate-forme que supportent ces élégantes arcades, on voit les monarques revêtus de leurs habits royaux, tandis que sur le sarcophage leur corps, amaigri et décharné par la mort, offre la plus hideuse image. Mais ce contraste est surtout une idée chrétienne; ce qui le prouve, c'est que ces puissans monarques sont à genoux priant Dieu, humiliant leur grandeur devant la majesté divine, et semblant demander pitié pour les actes de leur vie dont ces cadavres gisans sous leurs pieds sont un souvenir et une image.

En se servant de cette donnée, M. Marochetti en a complètement changé la signification, le caractère et les proportions. Ce n'est pas sous des arcades finement évidées, sous une brillante colonnade qu'il veut enfermer son sarcophage et sa statue, c'est dans les profondeurs d'un vaste soubassement, formé de quatre épaisses et impénétrables murailles. Il n'a que faire de ces pilastres délicatement festonnés, de ces rinceaux, de ces corniches si bien découpées et refouillées; tout ce luxe, toute cette coquetterie de sculpture, il n'en a pas besoin; ses murailles sont lisses comme la base d'un bastion. Quatre portes de bronze donnent accès dans la chambre funèbre, qui ne reçoit d'autre clarté que la lueur d'une lampe. Chaque porte est surmontée d'un énorme linteau dont l'épaisse saillie s'appuie sur deux pilastres massifs, et soutient un grand aigle aux ailes tombantes et reployées en signe de deuil, morne gardien de cette gloire dont il fut le symbole.

Jusqu'ici nous ne voyons que le soubassement, l'enveloppe du sanctuaire, le premier étage du mausolée; mais au-dessus de ce soubassement s'élève en retraite un socle immense, et aux quatres angles de ce socle sont assises quatre figures colossales, vieillards athlétiques, la tête enveloppée dans un vaste manteau qui retombe en flottant sur leur corps.

Quels sont ces vieillards? Ne demandez ni leur nom, ni leur patrie. Voyez entre leurs mains, sur leurs genoux, ce sceptre, cette épée, ces deux couronnes, et vous comprendrez à quoi ils pensent, ce qui vaut mieux que de savoir qui ils sont. Ces méditations dans lesquelles ils demeurent plongés, vous y entrerez comme eux, et vous saurez.

sans qu'on vous le dise, sur quel passé, sur quel avenir se porte leur pénétrant regard.

Ces veillards sont une allégorie anonyme que le spectateur a le droit de baptiser à sa fantaisie. Certains esprits aimeraient mieux peut-être quatre grenadiers de l'île d'Elbe, ou bien encore quelques divinités non équivoques, Mars, Hercule, Mercure, et peut-être aussi Thémis, pour représenter les cinq Codes. Un véritable artiste ne saurait tomber dans ces trivialités; il ne met pas des écriteaux à ses idées, et la langue qu'il parle est d'autant plus belle et plus expressive qu'elle est moins formulée. L'art doit s'entendre à demi-mot, ou plutôt il doit se sentir : des impressions, toujours des impressions, et jamais de définitions.

La conception de ces quatre vieillards suffirait, à mon avis, pour mettre le projet de M. Marochetti hors de ligne. Je sais bien que ces figures sont de la famille des prophètes et des sibylles de Michel-Ange, et surtout des quatre statues de la chapelle des Médicis; mais encore une fois, imiter à propos c'est créer.

Ainsi, sur chaque face du soubassement, une porte surmontée d'un aigle de bronze; aux quatre angles, quatre figures colossales également en bronze, et enfin au-dessus du socle sur lequel ces figures sont assises, un piédestal contre lequel elles s'appuient et qui sert de support au couronnement du tombeau, c'est-à-dire à la statue équestre de Napoléon, revêtu de ses habits d'empereur.

Cette statue équestre sera peut-être critiquée, et pourtant c'est elle qui donne au monument son caractère, son originalité, non-seulement comme symbole expressif de la puissance, de la conquête, de l'empire, mais au simple point de vue de l'art, comme couronnement nécessaire de la silhouette générale du monument. Pour surmonter une si grande masse pyramidale, une statue debout serait trop mince, trop pointue; assise, elle serait ridicule; à cheval, elle se groupe admirablement avec les étages inférieurs; elle est pour l'œil un repos, pour l'esprit une conclusion.

Il existe quelques exemples de statues équestres placées au-dessus de monumens funéraires. A Venise, dans l'église de Saint-Jean et Saint-Paul, sur le tombeau de Nicolas Orsini, on voit ce général représenté à cheval. Le joli monument de Louis de Brézé dans la cathédrale de Rouen, monument qu'on suppose avoir été conçu par Jean Goujon, se termine également par une statue équestre. Enfin, à Vérone, tous les La Scala sont sculptés à cheval au sommet de leurs mausolées. Je crois même qu'un de ces chevaux ne marche ni

ne trotte, et que l'artiste l'a représenté immobile, en arrêt pour ainsi dire sur le piédestal et s'avançant sur le vide qui est devant lui, comme pour en mesurer la profondeur. C'est une pose à peu près semblable que M. Marochetti a choisie pour son cheval, et s'il est permis d'en juger sur une esquisse, il a trouvé, dans cette pose, le moyen de donner à la statue et à tout l'ensemble du monument un grand caractère d'idéal et de fermeté.

Tel est donc ce projet, ou plutôt cette heureuse trouvaille qui nous promet un monument, je ne dis pas irréprochable, car plus une œuvre est originale, plus elle offre de prise aux censures, mais un monument qui aura le rare mérite de n'être ni plat, ni mesquin, ni commun.

Une seule chose m'inquiète : l'artiste, quand l'idée de son projet lui est apparue, quand il en a mûri la conception, s'est-il bien souvenu du programme? S'est-il dit dans quel lieu, sous quelles voûtes ce tombeau, de par la loi, devait être élevé? Nous-même, tout à l'heure, quand nous contemplions son œuvre, nous avions perdu de vue cette impérieuse condition. Il faut pourtant nous y soumettre : entrons donc sous cette coupole et voyons quel effet doit y produire le tombeau.

L'ensemble du projet, y compris la statue équestre, doit avoir plus de cinquante pieds de haut; il en a pour le moins trente ou trente-cinq de large à sa base, et cette base s'élève carrément à quinze ou vingt pieds du sol.

Représentez-vous une telle masse au milieu de cette rotonde qui, toute grande qu'elle est, n'a, au-dessus de l'entablement, que soixante-quinze pieds de diamètre, et soixante-cinq tout au plus dans le bas, au pied des colonnes. Ainsi la moitié au moins du vide de l'édifice se trouvera remplie par le tombeau. Et où se placera le spectateur? Comment se reculera-t-il assez loin pour saisir l'ensemble de la pyramide, depuis sa base jusqu'à la statue? Si les quatre petites nefs qui aboutissent à la rotonde se prolongeaient davantage, on pourrait, en s'enfonçant jusqu'à leur extrémité, trouver un point de vue convenable; mais on sait combien elles sont courtes : à peine ont-elles dix ou douze mètres de profondeur. Faudra-t-il donc pénétrer dans l'église, et, les yeux tournés vers l'autel, chercher, à travers les chandeliers et les ornemens sacrés qui le surmontent, la statue équestre et le sommet du monument? Mais comment tolérer, sans une sorte de profanation, qu'un homme domine ainsi l'autel et le tabernacle, qu'il devienne le maître apparent du temple saint, et qu'en voulant lui faire honneur, on se méprenne à le déifier?

Évidemment, si c'est seulement de l'intérieur de l'église qu'on peut voir à son plan cet immense tombeau, il faut y renoncer. Abandonnons à l'artiste le dôme, qui est un édifice à part, où les saints mystères ne sont pas célébrés, mais qu'entre le dôme et l'église un rideau soit abaissé, et défende aux regards de chercher au-dessus de l'autel autre chose que Dieu.

L'effet de perspective sera donc impossible, et ce n'est qu'en levant la tête avec effort qu'on pourra porter les yeux sur le monument. Si du moins c'était là le seul inconvénient de sa présence en ce lieu! Mais voyez, avec un pareil voisinage, ce que vont devenir et le dôme, et la coupole, et les pilastres, et les colonnes, et toute cette décoration calme, d'une noblesse élégante, sans éclat, sans recherche, mais aussi sans énergie et sans fermeté? A côté de ces masses de bronze, de granit ou de marbre, ces murailles de pierre blanche vont ressembler à du carton. Dans le tombeau, tout est carré; tout, sauf les figures, n'est que lignes droites, verticales ou horizontales; dans l'édifice, tout est adouci, tout est arrondi : quelle opposition, quel choc, quel combat pour les yeux!

Essaiera-t-on d'introduire un peu d'harmonie, de sauver du moins les plus fortes dissonnances en diminuant les proportions du monument? Mais pour qu'il n'écrase plus le dôme, il faut le réduire aux dimensions des tombeaux ordinaires, et aussitôt il devient bâtard, avorté, et presque ridicule. Un Hercule qu'on rapetisse n'est plus qu'un nain difforme. Que vont signifier ces portes sépulcrales, si un enfant peut seul passer dessous? et ces aigles, et ces vieillards, et cette statue, dont la première beauté est la grandeur, qu'allez-vous en faire, si vous leur imposez des dimensions raccourcies? Non, tout cet ensemble n'a de signification, d'esprit et d'effet, que s'il est colossal. Faites un autre tombeau, si vous voulez une hauteur moyenne; mais puisque vous préférez ce monument, parce qu'il est puissant et hardi, laissez-lui ce qui fait sa hardiesse et sa puissance, laissez-lui ses proportions.

On peut recourir à un autre expédient : ne rien changer à la grandeur du monument, mais diminuer en apparence sa hauteur en faisant descendre sa base en contrebas du sol où se trouve placé le spectateur. On sait en effet que le pavé du dôme proprement dit, par une disposition assez heureuse du plan, est déjà de quelques pieds plus bas que les chapelles et les petites nefs latérales. Il s'agirait de rendre cette différence de niveau plus saillante encore en creusant le sol dans le milieu du dôme et en prolongeant les escaliers circulaires.

Le tombeau, placé dans le fond, ne perdrait rien de sa hauteur réelle, mais sa grandeur relative serait diminuée de toute la profondeur de son enfoncement; et comme la partie la plus difficile à raccorder avec l'intérieur du dôme est le soubassement, à cause de sa grande masse carrée et anguleuse, on sauverait une partie de la difficulté en faisant disparaître pour ainsi dire une moitié de ce soubassement. Ce serait d'ailleurs ajouter encore à l'effet du monument que de placer ainsi ses fondemens dans une profondeur qui, échappant d'abord au regard, aurait quelque chose de mystérieux.

Malheureusement, quand on examine les lieux, on reconnaît que l'emplacement n'est pas assez large pour qu'on puisse, en creusant ainsi la partie du milieu, ménager les moyens d'y descendre facilement. Il faudrait, pour conserver une pente douce, se borner à creuser à peine de trois ou quatre pieds; ce qui serait insignifiant et sans conséquence. Les disparates ne seraient pas moins choquantes; l'effet serait doublement manqué.

Du moment qu'on ne peut pas diminuer les proportions du tombeau sans en altérer le caractère; du moment qu'on ne peut pas le faire descendre assez bas pour déguiser une partie de sa hauteur, l'artiste va probablement nous dire : Laissez-moi changer quelque chose à l'intérieur du dôme; laissez-moi faire disparaître ce qui est en si grand désaccord avec mon monument. Je donnerai à ces parois une apparence plus solide, plus robuste, en les couvrant d'un enduit ou d'un stuc, en changeant leur couleur trop claire, en enlevant sans pitié tous ces ornemens d'un goût indécis, semés çà et là sur les murs; en un mot, je referai le dôme, je le transformerai, je l'approprierai à mon tombeau.

Nous protestions tout à l'heure contre un projet de profanation envers l'autel; serons-nous plus tolérant pour cette autre espèce de profanation? Non; les monumens aussi sont chose sacrée, et surtout les monumens qui, comme le dôme des Invalides, sont les représentans d'une grande et glorieuse époque. Cette coupole n'est-elle pas le chef-d'œuvre d'un homme qui fut de son vivant non-seulement le premier architecte du roi, mais le premier architecte de France? Et quelle que soit l'opinion qu'on professe pour ce genre d'architecture, peut-on ne pas reconnaître dans ce grand édifice une légèreté, une élégance pleine de noblesse et de majesté? N'espérez pas qu'on permette aujourd'hui à qui que ce soit, même au nom de Napoléon, de porter une main profane sur l'œuvre de Mansart et de Louis XIV. Le gouvernement ordonne tous les jours à ses agens, d'un bout de la France à l'autre, de respecter les œuvres d'art que nous ont lais-

sées nos pères ; il proclame le principe de la conservation des moindres monumens historiques, il défend non-seulement qu'on les détruise, mais qu'en les restaurant on altère leur style et leur caractère. Irait-il donc, violant lui-même les ordres qu'il prescrit, changer ce qu'il doit respecter, rajeunir ce qu'il doit laisser vieillir? Non, un tel exemple ne sera pas donné par lui ; le dôme des Invalides, au dedans aussi bien qu'au dehors, restera tel qu'il est, tel que le temps et son auteur l'ont légué à notre époque.

Mais alors que faire?

Tout autre tombeau qu'un tombeau colossal nous semble mesquin et partant impossible.

Tout tombeau colossal placé dans l'intérieur de ce dôme l'écrase et en est écrasé.

Toute tentative de changer la décoration du dôme pour le mettre en harmonie avec le tombeau est déclarée profane et inadmissible.

Comment sortir de toutes ces impossibilités?

Le moyen est bien simple : il faut sortir du dôme.

Et, en effet, ce n'est pas sous des voûtes, quelque élevées qu'elles soient, ce n'est pas dans l'enceinte d'un édifice, quelle que soit sa grandeur, qu'il vous sera donné d'élever le monument qu'on attend de vous. Ce qu'il faut à votre héros, ce n'est pas une tombe dans une chapelle; c'est un tombeau qui soit sa chapelle à lui-même, c'est un édifice conçu, bâti, décoré pour lui, pour lui seul, et qu'il remplisse tout entier.

Les cendres de Charlemagne sous la coupole d'Aix-la-Chapelle n'avaient besoin que d'une pierre et d'un caveau : le cénotaphe, c'était l'église elle-même; Charlemagne l'avait bâtie.

Mais à Rome sous les Césars, mais dans l'Asie antique, quel monarque, quel guerrier illustre reçut jamais les honneurs funèbres dans une demeure qui ne lui fût pas spécialement consacrée? La sépulture de tout homme puissant était un édifice plus ou moins vaste, quelquefois immense. Aussi nos tombeaux modernes, même les plus riches et les plus grandioses, sont-ils des jouets d'enfant à côté des mausolées de l'antiquité. Sans parler de ces *tumulus* que les âges héroïques et les premiers siècles des civilisations naissantes ont laissés sur le sol, ouvrages grossiers, mais gigantesques, qui souvent se confondent avec ceux de la nature, nous n'avons qu'à porter les yeux sur les bords du Nil pour nous faire une idée des grandes sépultures antiques. Les pyramides, ces énormes *tumulus* de pierre, étaient des tombeaux ou plutôt des palais funèbres. Les labyrinthes, ces immenses et fabuleuses constructions, étaient aussi des tombeaux. Les

historiens, en décrivant les sépultures des rois d'Asie, celle de Mausole à Halicarnasse, celle d'Alyates, le père de Crésus, nous parlent de dimensions tellement extraordinaires, qu'on ne pourrait y croire, si les pyramides d'Égypte n'étaient pas là pour rendre tout vraisemblable. En Italie, long-temps avant la grandeur de Rome, nous voyons un roi d'Étrurie, Porsenna, se bâtir un tombeau dont le soubassement renfermait un labyrinthe aussi grand que celui de Crète, et dont les étages supérieurs étaient surmontés de je ne sais combien de pyramides plus élevées les unes que les autres. A Rome, enfin, les tombeaux des empereurs n'étaient-ils pas de véritables forteresses, des tours énormes, témoins cette grande masse du château Saint-Ange, qui n'est que l'ancienne base du mausolée d'Adrien, et cette autre vaste construction circulaire non loin de *Porto Ripetta*, qu'on nomme le tombeau d'Auguste? Au-dessus de ces piédestaux immenses s'élevaient une succession de terrasses, et sur chacune de ces terrasses des jardins, des colonnades, des statues, puis enfin, au sommet de cette masse pyramidale, le quadrige de l'empereur. Tel était aussi le fameux *Septizonium*, énorme construction à sept étages, ainsi que l'indique son nom, que Septime-Sévère consacra de son vivant à sa propre mémoire.

Et ce n'étaient pas seulement les empereurs qui faisaient de leurs tombeaux des édifices; on voyait les simples citoyens se bâtir à l'envi des maisons mortuaires aussi belles, aussi grandes que les palais qu'ils habitaient. La plupart étaient placés entre les bords du Tibre et la voie Flaminienne. Aussi le voyageur qui entrait par la porte du Peuple s'étonnait de trouver Rome déserte et silencieuse; il parcourait de longues rues bordées de splendides monumens; il se croyait dans Rome, dans la ville des vivans, il n'était encore que dans celle des morts. N'est-il pas étrange que dans tout ce quartier on ne trouve aujourd'hui d'autre trace de ces grands tombeaux que le soubassement de celui d'Auguste? Mais, hors la ville, le sépulcre d'Albano, celui de la famille Plautia, près de Tivoli, l'admirable tour de Cecilia Metella, et dans l'intérieur des remparts cette pyramide de Caïus Cestius, si finement décorée au dedans, si belle et si imposante au dehors, nous apprennent, mieux encore que Pline et tous les historiens, ce que devaient être chez les Romains les sépultures des familles, même plébéiennes. Il n'y eut pas jusqu'au barbier d'Auguste, Licinius, qui se fit construire un tombeau magnifique. On connaît le distique de Varron :

Marmoreo Licinius tumulo jacet...

Il est vrai que Varron ajoute :

At Cato parvo.
Pompeïus nullo, quis putet esse Deos ?

Faut-il conclure de cette épigramme qu'avant qu'il y eût des empereurs, le luxe et surtout la grandeur des sépultures étaient inconnus? Mais le tombeau de Cecilia Metella, ce mausolée, plus robuste, plus imposant qu'un donjon de citadelle, n'indique-t-il pas, par ses profils si fermes, par son ornementation chaste et sévère, qu'il appartient à une époque antérieure à Auguste? Et enfin, si je ne craignais de m'engager, sans y prendre garde, dans une véritable digression, ne trouverais-je pas un argument sans réplique dans cette découverte si curieuse qu'on a faite récemment au pied de la porte Claudia, ce tombeau d'un boulanger et de sa femme, construction authentiquement et incontestablement républicaine, voire même d'une époque assez reculée, et qui, par l'importance de ses dimensions, par la grandeur des matériaux, par les statues dont elle était surmontée et par les charmans bas-reliefs qui la décoraient, ferait pâlir tous les cénotaphes de nos patriciens les plus fastueux?

Certes, quand nous citons les pompeuses folies de l'Orient et de Rome, nous ne prétendons pas les donner pour exemple. Il ne s'agit pas de parodier ces dimensions démesurées, ce luxe extravagant; mais n'y a-t-il pas dans cette manière de concevoir les sépultures quelque chose dont nous puissions profiter? Si jamais il fut une occasion de nous affranchir une fois des habitudes toutes modernes qui nous dominent, de voir dans un tombeau autre chose qu'une dépendance, un accessoire, je dirais presque un meuble d'église, d'en faire une construction architecturale, isolée, indépendante, un édifice mortuaire, c'est le jour où un grand peuple bâtit la dernière demeure de l'homme qui, tout en lui faisant tant de mal, lui a légué un si merveilleux héritage de gloire.

Je me hasarde à le prédire, si l'on persiste à faire construire pour Napoléon un tombeau renfermé, enveloppé dans d'autres murailles, si une autre voûte que le ciel doit abriter ce monument, il y a mille chances pour qu'il ne soit pas digne de sa destination.

Et si, comme je l'espère, c'est au projet de M. Marochetti que la préférence est donnée, il doit être démontré, ce nous semble, par tout ce qui précède, que, dans l'intérêt de ce projet, aussi bien que pour le salut du dôme de Mansart, il faut à tout prix qu'on permette à l'artiste de choisir un autre emplacement.

Quelques personnes proposeraient de ne pas sortir de l'Hôtel des Invalides, et de placer le tombeau au milieu de la grande cour à arcades. Nous ne pensons pas que cette idée puisse être adoptée. Un tel lieu n'est ni assez retiré, ni assez solitaire pour recevoir un tombeau : ajoutons que cette cour est aussi un chef-d'œuvre dans son genre, et qu'élever une si grande masse au milieu de ses quatre façades ce serait en changer complètement l'effet. Ne troublons pas cette belle et sévère harmonie, laissons l'œil suivre librement ces longues séries d'arcades, et pénétrer sans obstacles dans les galeries de ce cloître guerrier.

Pour nous, il est un autre emplacement, qui nous semblerait mieux choisi : c'est un lieu prédestiné en quelque sorte à recueillir cette dépouille mortelle de Napoléon, et plus d'une fois, long-temps avant qu'il fût question du retour de ses cendres, nous y avions rêvé son tombeau. Je veux parler de cette place où lui-même avait jeté les fondemens du palais du roi de Rome. Ce terrain, par sa grandeur, par son élévation, par son isolement, semble fait à dessein pour un tel monument. Je n'ajouterais au projet de M. Marochetti qu'un large et grand soubassement placé sur le haut de la colline, et auquel on parviendrait par les deux rampes actuelles. Ces rampes, revêtues de murs de terrasses, prendraient elles-mêmes un caractère monumental. Au-dessus du grand soubassement, je placerais, à la manière antique, un triple rang d'arbres toujours verts, et c'est au-dessus de cette masse de verdure épaisse et sombre que se détacherait sur le ciel la silhouette pyramidale du monument, si heureusement accidentée par les quatre figures assises aux quatre angles, si hardiment couronnée par la statue équestre.

C'est là que Napoléon voulait élever la demeure de sa dynastie naissante, c'est là que sa dynastie éteinte serait ensevelie avec lui. Il dominerait ce nouveau Paris dont il fut pour ainsi dire le créateur, ces rives de la Seine qu'il voulait couvrir d'une longue ligne de palais; à ses pieds, sous son regard, s'étendrait le Champ-de-Mars : le spectacle des manœuvres réjouirait encore son ombre, et quand vers le matin nos jeunes soldats viendraient s'exercer aux fatigues du métier des armes, ils verraient au-dessus de leur tête cette grande figure s'éclairer des rayons du soleil levant, comme un phare lumineux placé là pour leur montrer le chemin des combats et de la victoire.

L. VITET.

# POLITIQUE EXTÉRIEURE.

## L'ESPAGNE.

La situation de l'Espagne est toujours critique. Nous avons la ferme confiance que la monarchie constitutionnelle finira par l'emporter, mais il n'est pas douteux que cette monarchie ne passe en ce moment par une crise redoutable : l'admirable fermeté, l'habileté politique de la reine Christine, sont plus que jamais nécessaires pour la défense des droits de sa fille, menacés à la fois par les conspirations des sociétés secrètes et par les violences du despotisme militaire.

L'issue des évènemens de Barcelone est d'un bon augure. Ces évènemens, si menaçans à leur début, ont fini par tourner à la mystification de leurs auteurs. L'homme que les factieux des clubs et les séditieux de l'armée avaient choisi, d'un commun accord, pour en faire l'instrument de leurs desseins, Espartero, s'est arrêté à moitié chemin. Après avoir consenti à marcher à la tête d'une émeute factice, dans la nuit du 19 juillet, le duc de la Victoire s'est renfermé chez lui, et a refusé obstinément de pousser plus loin son triste avantage. Il a fait plus, comme on sait; il a mis la ville de Barcelone en état de siége, et réprimé lui-même les tumultes populaires qu'il avait permis d'exciter.

Cette conduite inattendue a dérangé tous les projets des exaltés. Un

ministère avait été formé le 20, sous la dictée d'Espartero. Dans ce ministère se trouvaient deux hommes appartenant au parti exalté proprement dit, MM. Gonzalès et Sancho. Ce dernier surtout, connu par ses rapports avec les sociétés secrètes, aurait pu donner quelque suite à l'impulsion révolutionnaire imprimée par les scènes de Barcelone. Mais, averti à temps des hésitations d'Espartero, M. Sancho a refusé, et de ce refus a daté le mouvement rétrograde qui a mis en quelque sorte au néant le grand triomphe remporté à Barcelone par l'ayuntamiento et le généralissime, sur une femme sans défense, la reine, et sur un vieillard de quatre-vingts ans, M. Perez de Castro.

Plus entreprenant ou moins instruit que M. Sancho, M. Gonzalès n'a pas abandonné la partie aussi vite que son collègue. Il s'est rendu à Barcelone, et là, il a présenté son programme à la reine. Ce programme n'était autre que ce qu'avait demandé Espartero dans ses fameuses entrevues de Lerida et d'Esparraguerra : révocation de la sanction donnée à la loi sur les ayuntamientos, dissolution des cortès et destitution des employés nommés par le dernier ministère. La reine, qui n'avait pas cédé au comte-duc à la tête de son armée et des émeutiers de Barcelone, n'a eu garde de céder à un ministère déjà désorganisé par la retraite du plus important de ses membres; elle a refusé, et M. Gonzalès, complètement abandonné par Espartero, a été forcé de donner, lui aussi, sa démission.

Nous n'en avons pas fini avec les démissions des ministres dans ces bizarres évènemens. Le ministère entier s'était retiré avec son président; mais les ministres n'étaient pas au bas de l'escalier du palais, que la reine a fait rappeler don Valentin Ferraz, qui faisait partie du cabinet démissionnaire comme ministre de la guerre. Sa majesté lui a offert de garder son portefeuille en prenant la présidence, et don Valentin Ferraz a accepté, et avec lui les autres ministres, à l'exception de M. Gonzalès. Quant au programme, il a été mis de côté; il a été convenu seulement que l'article de la loi sur les ayuntamientos, qui donne à la reine la nomination des alcades, serait déféré de nouveau aux cortès.

Ce qu'il y a eu de plus curieux dans ce revirement ministériel, c'est que le nouveau président, don Valentin Ferraz, est *ayacucho* comme Espartero, et comme tel ami intime du généralissime. Le comte-duc prêtait donc les mains à cette combinaison, dont la première condition était l'abandon de tout ce qu'il avait demandé jusqu'alors. La stupéfaction a été générale dans toute l'Espagne, quand cette incroyable nouvelle a été connue. Déjà la première composition du

ministère avait étonné, car, à part MM. Gonzalès et Sancho, les autres ministres désignés par Espartero étaient des hommes sans signification politique; mais ce nouveau pas en arrière passait tout ce qu'on avait pu attendre de la faiblesse et de l'irrésolution bien connues du généralissime.

Cependant la reine, toute désarmée qu'elle était en présence de l'armée et de la municipalité, avait repris d'elle-même, avec un courage qui contraste avec les timidités du duc de la Victoire, le libre exercice de son autorité. A la première nouvelle de l'attentat du 19 juillet, le général O'Donnell, commandant l'armée du centre, avait envoyé sa démission, pour protester contre la violence dont le chef de l'armée s'était rendu complice. La reine lui a renvoyé sa démission, en y joignant le grand cordon de Charles III. Elle a fait plus, elle a envoyé le cordon de son ordre à Mme Perez de Castro, femme du ministre que l'émeute avait déposé après avoir voulu l'assassiner, et elle a distribué également des récompenses à l'équipage de la frégate *Cortes,* qui avait reçu à son bord le comte de Cléonard, ministre de la guerre, poursuivi par les furieux de l'ayuntamiento et de l'état-major.

Espartero a assisté impassible à ces protestations si claires contre les actes coupables qu'il avait encouragés. Il n'a pas empêché davantage le général Diego Léon, comte de Belascoain, dont le dévouement à l'autorité royale n'est pas douteux, d'entrer à Barcelone avec la division de la garde, et d'amener ainsi à la reine des défenseurs pour le cas d'agressions nouvelles. Enfin, quand la reine a manifesté l'intention de quitter Barcelone, il ne s'est pas non plus opposé à ce départ, qui délivrait sa prisonnière. Il était dès-lors complètement rentré dans le rôle passif qu'il affectionne par tempérament et par système, et dont il n'est sorti un jour si malheureusement que parce qu'il y a été entraîné presque sans s'en douter.

Il n'est intervenu dans le ministère nouveau que pour un fait qui n'a rien de politique. A peine ce ministère a-t-il été constitué, que le généralissime, revenant à ses anciennes habitudes, a brusquement demandé, pour les besoins de l'armée, au ministre des finances, don José Ferraz, douze millions de réaux pour le lendemain, et cinquante-trois millions à des termes très rapprochés. On sait que le gouvernement n'a été long-temps pour Espartero, et il voudrait en être encore là, qu'un fournisseur secondaire, qu'il gourmandait sans cesse, et qui devait se prêter sans murmurer à ses plus excessives exigences. M. Ferraz a été tellement troublé des façons d'agir du généralissime,

surtout en présence de la situation actuelle des finances espagnoles, qu'il a eu une attaque d'apoplexie, et qu'il a donné sa démission. C'était la troisième en quinze jours.

MM. Gonzalès et Sancho avaient été déjà remplacés, comme on avait pu, le premier par M. Silvela, qui était à la Corogne, le second par M. Cabello, qui était à Madrid; M. Ferraz a été remplacé de même par M. Ségalès, directeur des rentes, qui était également à Madrid. Tous ces choix, faits sans le consentement des intéressés, n'avaient évidemment aucune valeur. On n'a pu encore savoir quelles sont les intentions de MM. Silvela et Ségalès; quant à M. Cabello, il a accepté, mais ce n'a pas été pour long-temps. Il était écrit que ce ministère, enfant équivoque des premières irrésolutions d'Espartero, n'aurait rien de viable, et qu'il ne pourrait faire un pas sans tomber en dissolution.

C'est au milieu de ces avortemens que le prince de Saxe-Cobourg est arrivé à Barcelone. Les journaux ont parlé de la réception qui lui avait été faite, mais cette réception, si nous en croyons des renseignemens particuliers, n'a eu rien qui ait dû le flatter. Il y avait à Barcelone, quand il y est venu, trois autorités distinctes, la reine, la municipalité, l'état-major, toutes trois mécontentes. La reine se renfermait dans son palais ou allait pêcher en mer; Espartero boudait et ne sortait de son lit que pour passer des revues; la municipalité, désabusée de ses espérances, affectait de ne se mêler de rien. C'est à peine si le prince a trouvé de quoi se loger et s'il a pu parler à la reine. Il est parti, dit-on, fort peu satisfait de ce singulier pays. S'il a jamais pensé à un mariage, comme on l'a dit, il est peu probable qu'il y pense encore.

Ce marasme général de Barcelone n'a pu même être altéré par la nouvelle que la reine se préparait à quitter cette ville. Une sourde agitation s'est répandue d'abord dans le public; les exaltés, frémissant à la pensée de laisser échapper cette femme qu'ils avaient déjà vaincue une fois, ont pensé un moment à soulever encore contre elle la clameur de la sédition; mais tous ces complots sont venus mourir aux pieds de l'immobile Espartero. Le généralissime se sentait blessé de la froideur que lui montrait la reine, et il n'avait pas le courage de rompre avec elle plus ouvertement. Il lui tardait donc d'en finir avec cette situation pénible et embarrassée, et au lieu de craindre l'éloignement de la reine, il le voyait avec un plaisir secret.

La reine est donc partie le 22 août, un mois et quelques jours après l'évènement du 19 juillet. Elle avait annoncé son départ pour

le 24; mais le bateau à vapeur qui devait la transporter étant arrivé le 21 au soir, elle a voulu s'embarquer dès le lendemain matin, tant elle avait hâte de sortir de Barcelone. Du reste, elle a pu tout disposer à son gré pour son voyage; elle a pu se diriger d'abord sur Valence, où l'attendait O'Donnell à la tête de l'armée fidèle du centre; elle a pu donner l'ordre au comte de Belascoain de se porter directement sur Madrid à la tête de sa division de la garde, et de l'y attendre. Trop vain pour reconnaître sa faute et solliciter son pardon, trop faible et trop combattu pour oser davantage, Espartero a laissé faire tous ces préparatifs, qui étaient évidemment dirigés contre lui; il a accompagné la reine jusqu'à son bâtiment, et n'a nullement insisté pour partir avec elle, quoiqu'il en eût été question précédemment.

Voilà donc cet épisode de Barcelone terminé. La reine et Espartero sont séparés; une nouvelle période commence. Déjà quelques faits peuvent indiquer le caractère de ceux qui suivront probablement. La reine est arrivée à Valence le 23; elle a été reçue avec acclamations par O'Donnell et son armée. Le télégraphe vient d'annoncer que la partie modérée de la population avait voulu donner une sérénade à leurs majestés, mais que les exaltés de Valence avaient menacé de s'y opposer par la force. Les ministres nommés par Espartero se sont rassemblés alors et ont décidé que la sérénade n'aurait pas lieu. Ils ont de plus demandé à la reine d'être autorisés à annoncer que la loi des ayuntamientos ne serait pas exécutée jusqu'à ce qu'il en soit déféré à de nouvelles cortès. La reine a refusé, comme ils devaient s'y attendre, et le ministère a donné sa démission pour la quatrième fois. Mais cette fois sera sans doute la dernière; les ministres ont vu que leur situation ne serait pas long-temps tenable, et ils n'ont dû faire leur dernière proposition que pour avoir un prétexte de retraite, car cette proposition est contraire au programme qu'ils avaient eux-mêmes arrêté avec la reine lors de la dernière reconstitution du cabinet.

Le ministère formé par Espartero s'est donc dissous de lui-même après un mois entier de l'enfantement le plus laborieux, dès qu'il n'a plus été sous la protection de l'épée du généralissime. Ce dernier trait manquait à la ridicule équipée de Barcelone. C'est sans doute la présence d'O'Donnell qui a défait ce qu'avait fait le duc de la Victoire. Il est probable en effet que le jeune général de l'armée du centre, loyal comme il est, dit-on, aura vu avec peu de sympathie ces ministres se rassembler pour décider qu'une libre manifestation de l'amour des Valenciens pour leur souveraine n'aurait pas lieu,

parce que l'émeute s'y opposait. Une concession à l'émeute avait élevé ce cabinet; une concession à l'émeute l'a renversé.

Que va-t-il arriver maintenant? Nul ne peut le dire; mais nous avons bon espoir dans la cause de l'ordre. Jamais dans aucun pays un parti politique n'a plus radicalement montré son impuissance que le parti exalté espagnol dans ces derniers évènemens. Ce parti a eu pour lui la fortune, qui lui a livré la reine désarmée; il a eu à la fois, chose sans exemple, la puissance des idées révolutionnaires et celle des souvenirs les plus antiques et les plus chers du pays, les souvenirs des libertés locales; il a eu toutes les municipalités de l'Espagne, dont la loi nouvelle doit détruire l'influence; il a eu enfin, outre ses armes ordinaires, les sociétés secrètes et les journaux, un généralissime à la tête de son armée victorieuse et en possession du pouvoir le plus absolu que jamais homme ait exercé; et, malgré ces moyens formidables, irrésistibles, malgré ce concours des circonstances et des hommes, il a échoué. Il a suffi de l'inflexible résistance d'une femme pour venir à bout de toutes ces forces combinées.

C'est que l'ascendant moral de la royauté est toujours immense en Espagne, quoi qu'on en dise. La royauté a été souvent humiliée, souvent vaincue dans ces dernières années; mais elle s'est toujours relevée par sa propre force, et elle a survécu à tous ses vainqueurs d'un jour. Tout n'est pas perdu dans un pays quand il lui reste encore un pareil levier. L'Espagne a toujours ses deux vieilles croyances, elle est monarchique et catholique; seulement, elle aspire à dégager ces deux grands principes de leurs propres excès, et à les concilier avec les besoins des sociétés modernes. Le problème est loin d'être insoluble; il faut espérer qu'il sera résolu. Ce qui permet de le croire, c'est la double victoire que la royauté constitutionnelle vient de remporter, l'une sur l'absolutisme personnifié dans don Carlos, l'autre sur l'esprit révolutionnaire un moment représenté par Espartero.

Nous disons qu'il y a eu victoire, quoique la lutte dure encore. Il nous semble, en effet, que les plus terribles épreuves viennent d'être subies, et qu'il ne peut plus se représenter de situation semblable à celle dont nous venons d'être les témoins. La reine délivrée va probablement appeler aux affaires un ministère modéré. Ce ministère aurait sans doute de grandes difficultés à vaincre; mais, appuyé sur la majorité des deux chambres, soutenu par la royauté, défendu par une partie de l'armée, il aurait aussi entre les mains de puissans moyens de gouvernement. L'expérience de Barcelone doit avoir dissipé bien des illusions d'un côté, et fait cesser bien des tâtonnemens

de l'autre. S'il y a dans le parti modéré espagnol quelque puissance, quelque vie, quelque chance d'avenir, voici le moment venu de se montrer et de prendre fermement les rênes. L'occasion est décisive.

Craindrait-on quelque résistance dangereuse de la part des municipalités? Mais cette résistance doit être bien ébranlée par ce qui est arrivé à la municipalité de Barcelone. Dans la première ivresse du succès, l'ayuntamiento de Madrid avait délibéré sur la réception qui serait faite à Espartero, quand il rentrerait dans la capitale traînant après lui la reine asservie. Il avait été décidé qu'on prendrait pour modèle ce qui eut lieu pour l'entrée de Charles-Quint emmenant François Ier prisonnier. L'allusion était claire et facile à saisir; mais quand on a su que la reine arrivait seule, et que Diego Léon et O'Donnell remplaceraient Espartero, il a bien fallu changer de programme. Il est arrivé en même temps que le capitaine-général de Madrid a défendu à l'ayuntamiento d'agiter la population par des manifestations publiques, et il paraît que l'ayuntamiento s'est montré disposé à se soumettre.

Toute la question est dans l'armée, dans la force publique qui doit faire respecter l'autorité. Or il est certain que, dans les chefs de cette armée, il en est plusieurs, et des plus braves, des plus aimés du soldat, qui brûlent de prouver leur fidélité à leur devoir. Ce serait une grande faute pour les modérés que de songer à licencier une partie de l'armée. Ce que les officiers craignent surtout, c'est la perte de leur grade et de leur solde; c'est en les effrayant sur leur avenir que les fauteurs de désordre peuvent les entraîner. Que le gouvernement déclare qu'il conservera l'armée sur son pied actuel, et l'armée suivra le drapeau. Quiconque porte une épée est naturellement ami de l'ordre et attaché à son serment. Il faut que le besoin parle bien haut pour que le soldat n'entende pas avant tout la voix de l'honneur.

Et qu'on ne dise pas que l'entretien de l'armée telle qu'elle est coûtera trop cher. Ce qui établit dans un pays le règne des lois ne saurait être cher. Si la force publique est insuffisante, si des émeutes périodiques continuent à troubler les villes, si des bandes impunies parcourent les campagnes, le recouvrement régulier des impôts demeurera impossible, et l'Espagne s'enfoncera de plus en plus dans le gouffre de la banqueroute. Si au contraire l'armée est assez nombreuse pour garantir la sécurité sur tous les points du territoire, si le gouvernement est durable et obéi, si les désordres sont réprimés, si les propriétés sont protégées, alors le sol admirable de la Péninsule produira de nouveau des trésors, et l'agriculture, l'industrie, le com-

merce, fourniront bien au-delà de ce qui sera nécessaire pour payer leurs défenseurs. C'est l'absence d'une armée qui serait coûteuse, et non la conservation de celle qui existe.

Les exaltés prétendent que l'intention des modérés est de faire un coup d'état, d'abroger par ordonnance la constitution de 1837, et de revenir au régime du bon plaisir. Cette accusation est absurde. A quoi bon la suppression de la constitution pour un parti qui est maître de la presque unanimité des deux chambres? Pourquoi se priverait-il de gaieté de cœur de la force que donne à un gouvernement l'adhésion certaine des représentans du pays? La loi sur les ayuntamientos, par exemple, n'est-elle pas plus puissante pour avoir été librement votée par des assemblées librement élues, que si elle émanait uniquement de la royauté? Ceux-là seuls font des coups d'état qui trouvent de la résistance dans les pouvoirs constitués; mais on ne fait pas de coups d'état contre soi-même, on ne prend pas par la violence et l'illégalité ce qu'on est sûr de se donner légalement et paisiblement.

Sans doute les modérés veulent se servir de leur majorité dans les chambres et dans la nation pour réparer par des lois nouvelles les maux que des révolutions de caserne et des émeutes soldées ont faits à l'Espagne; mais ils sont dans leur droit, dans leur droit incontestable, et il n'y a que la force matérielle qui puisse les en empêcher. Ils ont malheureusement manqué jusqu'ici de l'énergie qui aurait facilement triomphé des faibles élémens de désordre qu'ils avaient à combattre; mais si cette énergie leur est venue, il n'y a rien à dire. Les lois sont sauvées et non compromises, s'ils sont les plus forts. Ce sont les exaltés qui ont toujours procédé par les voies extra-légales; les modérés ont respecté les formes jusqu'à l'excès; ils ont obéi jusqu'à des constitutions imposées à l'Espagne par un sergent ivre qui ne savait pas de quoi il parlait.

Les progrès que les idées modérées ont faits depuis sept ans sont immenses. La plupart des hommes éminens qui ont appartenu au parti progressiste, sont maintenant du parti modéré. Tout le monde sait quel changement radical la pratique des affaires a opéré chez M. Isturitz. M. Mendizabal lui-même est presque complètement revenu de ses anciennes erreurs. Ce qui a fait avorter la révolution commencée à Barcelone, c'est moins encore le désistement subit d'Espartero que le peu de foi de tous les hommes de quelque valeur dans les idées progressistes. Pour trouver un véritable ministère exalté, il aurait fallu fouiller dans les clubs et dans les *bullangeros*. Il n'y a plus d'exaltés que là. Les modérés triompheront sans peine de ce qui en

reste, le jour où ils le voudront sérieusement, et en vérité ils seraient inexcusables de ne pas le vouloir dès aujourd'hui.

Reste un obstacle, un seul : c'est Espartero. Encore n'est-il pas bien sûr que ce soit véritablement un obstacle. Le généralissime a dû faire beaucoup de réflexions depuis son incartade de Barcelone. Son attitude montre qu'il s'est repenti, bien qu'il ne veuille pas en convenir. On parle beaucoup moins depuis quelque temps du fameux Linage. Le bruit s'était même répandu qu'il avait été nommé à un commandement qui l'éloignait du quartier-général. Ce bruit n'a pas été confirmé officiellement; mais qu'il soit fondé ou non, il n'est pas moins l'indice d'une situation nouvelle pour lui. Son ascendant paraît avoir baissé; celui de la duchesse de la Victoire s'est accru. Il se pourrait à la rigueur qu'Espartero rentrât dans le devoir et reprît le rôle qu'il n'aurait jamais dû quitter.

Disons pourtant avec franchise que nous ne l'espérons pas. Il ne faut pas se faire illusion. Il y aura toujours chez Espartero un terrible argument contre la soumission, c'est l'orgueil. Des adresses de municipalités lui arrivent encore de tous les côtés; le cri de *vive Espartero!* retentit encore sur bien des points plus haut que le cri de *vive la reine!* Bientôt va arriver l'anniversaire de la convention de Bergara. Les couronnes d'or vont pleuvoir à son quartier-général. Bien qu'il ait trompé toutes les espérances des exaltés, ils ne cesseront pas de l'entourer, car il est leur dernier espoir. Les commissaires anglais se multiplient depuis quelque temps autour de lui (1). Il s'entendra dire tous les jours par sa *camarilla*, car c'est là qu'est vraiment la camarilla aujourd'hui, qu'il est le plus grand homme et le plus méconnu du siècle, et que, s'il le voulait, il serait le maître de l'Espagne. Rien ne sera épargné en même temps pour lui rendre plus amères les attaques dont il va être l'objet, et pour lui grossir les mesures qui seront infailliblement prises pour diminuer le pouvoir dont il jouit.

Il faudrait être doué d'une bien grande vertu pour résister à de pareilles suggestions incessamment renouvelées. On doit d'ailleurs s'attendre, pourquoi ne le dirions-nous pas? à peu d'efforts du côté de la reine pour ramener Espartero. La reine a dit au généralissime, en partant de Barcelone, qu'elle ne gardait pas de rancune de la *jarana* (échauffourée) du 19 juillet; mais est-il possible qu'elle n'en conserve pas au contraire un vif ressentiment? Elle a dû être d'autant plus offensée de la conduite du comte-duc, qu'elle avait plus

(1) Le colonel Wylde vient de lui apporter le grand cordon de l'ordre du Bain.

compté sur lui. Elle est entourée, elle aussi, de serviteurs que l'ingratitude d'Espartero a blessés profondément, et qui ne cesseront pas de le représenter comme un traître et comme un rebelle. La duchesse de la Victoire avait excité, pendant sa haute faveur, les jalousies de toute la cour; ces jalousies ne pardonnent pas, et elles ont déjà tout mis en œuvre pour envelopper la duchesse dans la disgrace de son mari, et rompre ainsi l'unique lien qui aurait pu rapprocher la reine d'Espartero.

Toutes les probabilités sont donc pour une lutte entre le gouvernement de la reine et le généralissime. Avant les évènemens de Barcelone, cette lutte eût été impossible; depuis ces évènemens, les chances sont plus égales. Dans tous les cas, ce sera un terrible jeu que celui-là, et il serait bien à désirer que l'Espagne en pût être préservée; mais enfin, puisque tout l'annonce, il est bon de l'envisager d'avance de sang-froid. La victoire des exaltés n'est plus possible maintenant que par une révolution qui supprime la royauté; ils ne se serviront d'Espartero que dans ce but, et comme il leur a déjà échappé une fois au dernier moment, ils prendront leurs mesures pour s'assurer de lui ou se passer au besoin de son concours. Ce sera donc d'une révolution qu'il s'agira si la lutte s'engage, que le généralissime y consente ou non.

Espartero espère toujours se borner à faire le Walstein, et à se créer, à côté du gouvernement régulier, une sorte de principauté militaire indépendante. Il ne le pourra pas long-temps. Déjà les inspirations de son état-major lui ont fait prendre une attitude qui a quelque chose de ridicule à force d'être audacieuse. On sait que les révolutionnaires espagnols mêlent toujours la France dans leurs déclamations contre le gouvernement de leur pays, et qu'ils aiment à confondre dans la même répulsion le nom de la reine Christine et celui du roi Louis-Philippe. Pendant les évènemens de Barcelone, Linage et les siens disaient hautement que, si le gouvernement français faisait mine de vouloir soutenir la reine, cinquante mille Espagnols paraissant sur la crête des Pyrénées, et prononçant le mot de république, mettraient aussitôt la France en feu. Il paraît que ces belles imaginations ont gagné Espartero lui-même, car il groupe depuis quelque temps ses divisions sur la frontière de France, avec une affectation qui a déjà excité quelques alarmes dans la population des Pyrénées-Orientales.

Cette démonstration est si folle, qu'elle ne mériterait pas qu'on en fît mention, si elle n'était l'indice de l'état d'esprit du généralis-

sime. Il veut faire peur à la France, pour intimider plus sûrement la reine. Tout invincible qu'a été jusqu'ici le duc de la Victoire, cette entreprise de sa part a lieu d'étonner; elle a quelque rapport avec les témérités de ces héros castillans qui ont donné leur nom à la présomption militaire. On raconte aussi que, lors de son dernier triomphe sur Cabrera, il prenait plaisir à rejeter sur notre territoire les armées de don Carlos, disant qu'il était bon que ces hôtes incommodes donnassent de l'occupation au gouvernement français. Cette étrange hostilité s'explique parfaitement, quand on songe à ceux qui entourent Espartero: on peut en induire tout ce dont le généralissime est capable quand son orgueil est en jeu. Celui qui déclare presque la guerre à la France en ce moment pourra bien la déclarer plus tard à sa souveraine.

Eh bien! nous ne croyons pas au succès d'une révolution en Espagne, quand même le duc de la Victoire se mettrait à la tête de cette révolution. Il ne manque aux modérés que du courage et de l'ensemble; ce qui vient de se passer doit leur en donner. L'ascendant personnel de la reine Christine s'est nécessairement accru par les scènes qui auraient pu lui être fatales, et dont elle est sortie à son avantage, à force de tact, d'intelligence et de résolution. Encore un coup, avec l'autorité de la couronne, l'adhésion de la nation entière, la sympathie de tous les hommes raisonnables à l'étranger, le gouvernement constitutionnel espagnol doit triompher d'une poignée de factieux, et même de cet homme faible, indécis et vain, que sa gloire facile a enivré, et que son orgueil pousse à usurper la domination, quand son bon sens lui crie de s'en abstenir.

****.

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 août 1840.

La question d'Orient, telle que la convention du 15 juillet a prétendu la poser, est entrée dans sa seconde phase, et tout semble annoncer qu'elle ne pourra pas atteindre la troisième.

Après avoir signé le pacte anglo-russe, après avoir résolu de se faire les arbitres de l'Orient sans le concours et l'assentiment de la France, les signataires de la convention avaient un second point à fixer, un point qui, secondaire en apparence, était en réalité le point capital et le plus difficile à régler; je veux dire l'exécution du traité, ce qu'on a appelé les *moyens coërcitifs*.

Ici encore lord Palmerston s'est laissé égarer par des rapports exagérés et par de fausses suppositions. Il faut le dire, l'histoire de ces étranges négociations fournira plus d'une page curieuse aux annales diplomatiques de notre époque.

Pourquoi a-t-on conçu la pensée du traité du 15 juillet? Parce que lord Palmerston a supposé que notre cabinet poussait Méhémet-Ali à conclure un arrangement direct avec la Porte; parce qu'il a cru que l'offre de restituer au sultan sa flotte avait été un conseil de M. Thiers; parce qu'il s'est imaginé que le gouvernement français n'ayant d'autre but que d'enlever à la conférence de Londres la décision du litige, il importait de le gagner de vitesse; enfin parce qu'en prenant au pied de la lettre les exagérations de l'esprit de parti, il s'est persuadé que la France voulait réellement la paix à tout prix, et qu'elle se résignerait, pour la maintenir, à ne jouer dans les affaires du monde que le rôle du dieu d'Épicure. Toutes ces suppositions étaient gratuites; elles étaient même contradictoires; car un gouvernement qui voudrait la paix à tout prix ne s'engagerait pas isolément dans des voies détournées qui peuvent toujours aboutir au dissentiment et à la guerre.

Il était cependant bien facile de se tenir en garde contre ces vaines hypothèses, facile d'apprécier à son véritable point de vue la politique de la France dans les affaires de l'Orient.

On a supposé au cabinet français une politique toute de finesse et d'artifice.

On s'est trompé. C'est ainsi que se trompent souvent les hommes que le vulgaire qualifie d'habiles. Il est arrivé au gouvernement français ce qui arrive aux personnes véridiques. Sans le vouloir ils induisent en erreur les esprits méfians qui redoutent toujours le mensonge.

La politique de la France a été simple, franche, honnête. Elle a toujours voulu une solution pacifique de la question d'Orient, et une solution qui écartât tout empiétement d'une puissance européenne sur l'empire ottoman. Sans doute peu importe à la France que Méhémet-Ali conserve ou abandonne telle ou telle partie du territoire qu'il occupe. S'il prenait fantaisie au pacha de rentrer dans la vie privée ou de rendre au sultan le gouvernement de la Syrie, voire même celui de l'Égypte, la France n'y apporterait aucun obstacle. Mais la saine politique ne se fonde pas sur de folles suppositions. En fait, Méhémet-Ali occupe depuis long-temps ces provinces; il y est fortement établi; il n'est pas homme à s'en dessaisir de bon gré; le gouvernement français, en tenant compte de ces faits, des embarras de l'empire ottoman, des antécédens du pacha, de son habileté, de son influence en Orient, a compris que toute tentative sérieuse pour arracher au pacha ses conquêtes pourrait amener un choc funeste à la Porte et des complications dangereuses pour la paix du monde. La France, suivant cette politique calme, sensée, pratique, qui distingue éminemment la monarchie de juillet, en a conclu qu'il fallait, dans l'intérêt de l'empire ottoman et de l'équilibre européen, accepter les faits accomplis, et arriver, par une sage lenteur et par l'influence morale des puissances, à un arrangement qui, sans rien ôter de ses forces réelles à la Porte, la mît à l'abri de toute secousse et de tout démembrement. Méconnaître la politique de la France, c'est obéir à d'aveugles préventions ou à de coupables arrière-pensées. La politique de la France concilie les intérêts légitimes de tout le monde, tous les intérêts qu'on peut avouer. La politique contraire n'est qu'égoïsme, faiblesse et colère : en effet, les vues égoïstes de la Russie, la colère de lord Palmerston et de lord Ponsonby, la faiblesse des cabinets autrichien et prussien, excitées, encouragées par de fausses suppositions à l'endroit de la France, sont les mobiles de cette monstrueuse alliance, qui, incapable de rien produire de décisif, a cependant déjà fait beaucoup de mal par la perturbation et les alarmes qu'elle a jetées dans les marchés du monde.

Elle ne peut rien produire de decisif, car il en est des moyens d'exécution comme du principe même du traité : tout reposait sur de vaines suppositions. Les négociateurs, nous en sommes convaincus, n'ont pas osé fixer leur pensée sur l'énormité des moyens que la résistance de Méhémet-Ali pourrait rendre nécessaires; ils ne se sont pas représenté la France surveillant d'un œil justement jaloux et l'arme au bras toute tentative violente, la France prête à jeter, coûte que coûte, tout son poids dans la balance, le jour où l'équilibre européen paraîtrait sérieusement troublé. Non : ils ont cru, d'un côté, que l'insurrection de Syrie se chargerait de l'exécution de leurs arrêts, et de l'autre que la France, à tout évènement, ne ferait pas sortir un fusil de plus de ses arsenaux.

Qu'est-il arrivé? L'insurrection de Syrie a disparu comme un nuage; la France, la France unanime a pris à l'instant même l'attitude que sa dignité et son intérêt lui imposaient : les suppositions de lord Palmerston et de M. de Metternich ont fait place à de graves réalités. Mehémet-Ali, vainqueur de l'insurrection, développe ses moyens de défense et oppose aux sommations de la Porte un refus péremptoire : la France observe et se prépare à tout événement.

Les auteurs de la convention anglo-russe se trouvent ainsi jetés sur une mer où peuvent éclater de grands orages, et dont ils n'avaient pas soupçonné les écueils. Il est impossible que la prudence ne reprenne pas son empire sur des hommes blanchis dans les affaires, et qui ont à sauver le repos de leurs vieux jours et l'éclat de leur renommée. A l'heure qu'il est, plus d'un diplomate regrette, nous le pensons, d'avoir concouru à un acte qui n'est au fond qu'une étourderie.

Il suffit, pour s'en convaincre, de lire le *memorandum* adressé à la France le 17 juillet. Qu'est-ce qu'une convention sur l'Orient, conclue sans la France et se fondant sur deux suppositions que notre ambassadeur, M. Guizot, à l'instant même, a nettement et fortement contredites? On prétendait que l'arrangement proposé au pacha reposait sur des idées émises par le gouvernement français. Il n'en est rien. On prétendait que la France avait donné le droit de croire que dans aucun cas elle ne s'opposerait aux mesures prises par les puissances. La France, au contraire, jamais, à aucune époque, n'a aliéné sa liberté d'action. M. Guizot l'a constaté, et on n'a rien eu à lui répondre.

Loin de nous le desir, la pensée d'envenimer la querelle. S'il était en notre pouvoir d'effacer d'un trait de plume les incidens des six dernières semaines, et de rétablir à l'instant même entre l'Angleterre et la France, entre les deux grandes nations constitutionnelles de l'Europe, cette union intime qui était également utile et honorable aux deux pays, et qui seule garantissait la paix du monde, certes nous n'hésiterions pas à le faire. Cependant qu'on nous permette de faire remarquer au noble lord le singulier langage qu'il tient à la France à la fin du *memorandum*. Au moment où il quitte l'alliance française pour se jeter dans les bras de la Russie, au moment où il se propose de faire en Orient ce que la France désapprouve, c'est à la France qu'il demande de lui prêter son concours moral, l'appui de son influence! « Votre influence, nous dit-il, est toute-puissante à Alexandrie. » Ce langage est-il sérieux? S'il ne l'était pas, la France aurait le droit de s'en plaindre. Elle est trop grande dame pour que qui que ce soit au monde se permette avec elle l'ironie. Si ce langage, comme nous aimons à le croire, est sérieux, il approche de la naïveté. Quoi! la France emploierait son influence pour que la convention du 15 juillet, faite sans elle et en quelque sorte contre elle, ne reste pas une lettre morte! la France viendrait en aide à l'alliance anglo-russe! elle contribuerait à amoindrir l'homme qu'on déteste à Saint-Pétersbourg et que poursuivent de leur haine lord Palmerston et lord Ponsonby!

Encore une fois, libre au pacha de rendre, si bon lui semble, à la Porte toutes ses possessions; libre à lui de prendre peur, et de démentir, s'il le veut,

toute sa vie. La France, tant que la Porte seule agira, tant qu'elle restera seule maîtresse du pays, n'a rien à dire. Mais, quoi qu'on fasse au nom de la convention du 15 juillet, de la convention conclue clandestinement, sans inviter préalablement et formellement la France à la discuter et à y prendre part, certes, le gouvernement français n'y prêtera pas son concours. Son rôle, le *minimum*, pour ainsi dire, de son rôle, c'est l'observation armée. Le surplus dépendra des évènemens, de la prudence ou de l'audace des cabinets. La politique de la France est connue : elle est désintéressée, mais digne; la France ne demande rien, mais elle ne laissera pas impunément compromettre l'équilibre européen. Elle aime la paix, elle en connaît et apprécie les avantages; mais le jour où le droit et l'honneur le lui commanderaient, elle ferait la guerre comme la France peut la faire, et là où la France a le plus d'intérêt à la faire. Elle ne se laisserait pas assigner un champ de bataille, elle le choisirait.

L'Europe ne l'ignore pas, et si quelques doutes lui restaient encore, s'il se trouvait quelque part un homme trop confiant dans ses prévisions, ces doutes et ces croyances seront dissipés, nous le pensons, par ces nobles et vives paroles, par ces paroles si françaises et à la fois si utiles à l'Europe, qui ont été dites en haut lieu. Nous voudrions pouvoir redire tout ce qu'il y avait dans ces paroles augustes de haute raison, de fermeté patriotique, de dignité nationale. La couronne, le pays, le cabinet, sont unanimes, également fermes et modérés, également calmes et résolus. Dès-lors toute inquiétude serait vaine, toute agitation prématurée. Nous pouvons envisager la question de sang-froid, avec toute la confiance que nous inspirent le bon droit, l'honnêteté de notre politique, la force et les sentimens du pays, la sagesse et la résolution du pouvoir.

En présence de ces faits, posons de nouveau la question des moyens coërcitifs. L'insurrection de Syrie n'est plus; le pacha résiste, nous le supposons du moins. Que fera-t-on?

Le blocus de la Syrie? L'Angleterre a toujours soutenu, relativement à l'Espagne, qu'on ne pouvait pas faire accepter aux neutres le blocus des ports d'une puissance amie. Il n'y a pas là de blocus possible, car la Syrie est une province de l'empire ottoman. Or, les Anglais ne peuvent pas bloquer les ports de leur allié, et la Porte ne peut pas se *bloquer* elle-même. Le sultan pourrait déclarer que par mesure de police il ferme, à toutes les nations sans exception, tel ou tel port. Dans ce cas, les forces du sultan peuvent seules intervenir pour faire exécuter la mesure.

Le bombardement d'Alexandrie? Indépendamment de tout ce qu'il y aurait à dire sur la légalité, la moralité et la possibilité de cet expédient, qui réveillerait de tristes souvenirs, ce serait un singulier service à rendre à la Porte que de brûler, avec la flotte égyptienne, la flotte turque, que le pacha placerait, sans aucun doute, en première ligne. Serait-ce une preuve de la tendresse anglo-russe pour le sultan? Et si, comme nous le pensons, Méhémet-Ali préfère quelques pertes, même un désastre à l'ignominie, quel sera le résultat de ces efforts? quel profit en retirera le sultan? La lutte sera longue et acharnée,

et, comme l'a dit M. Guizot avec cette netteté d'expression qui le caractérise, la paix du monde sera livrée aux incidens et aux subalternes.

Le blocus, le bombardement! mais si le pacha irrité, fatigué, se résout à jouer le tout pour le tout et donne à Ibrahim l'ordre de franchir le Taurus, s'il sollicite le fanatisme musulman et couvre le territoire de l'empire de révoltes et d'insurrections, que feront les vaisseaux de la Grande-Bretagne? Hélas! ils iront prendre des cargaisons de Russes pour les porter en Égypte, en Syrie, que sais-je? En même temps une armée moscovite marchera sur Constantinople.

« Cela n'arrivera pas. » Il faut l'espérer; mais cela peut arriver, grace à votre traité. C'est là le résultat net de la politique de lord Palmerston; il n'y en a pas d'autres. Jusqu'ici la paix du monde était entre les mains des cabinets européens; disons-le, avant tout, elle était entre les mains de l'Angleterre et de la France. Aujourd'hui elle est tout entière entre les mains d'un Turc, d'un pacha qui, dans un coin de l'Afrique, peut calculer à son aise toutes les chances que lui présente une conflagration générale de l'Occident et de l'Orient. Et ces chances ne seraient pas à mépriser pour lui!

Cette remarque, qui est le point vital de la question, ne nous appartient pas. Espérons que ceux à qui elle a été faite avec une autorité et une force que nous ne saurions lui rendre, en feront leur profit et ne voudront pas nous faire répéter encore une fois le mot du chancelier suédois.

Au reste, l'énormité de l'intervention russe, que le pacha passe ou non le Taurus, paraît aujourd'hui reconnue par tout le monde. C'est là, ce nous semble, le fait caractéristique de la situation; c'est là ce qui la rend en réalité stationnaire, pour le moment du moins.

Les Anglais, whigs, tories ou radicaux, peu importe, à l'heure qu'il est, ne veulent pas entendre parler de l'emploi des troupes russes comme moyen coërcitif.

L'Autriche et la Prusse, à leur tour, ouvrent les yeux sur les résultats que pourrait avoir pareille intervention, et sont loin d'y consentir.

La Russie elle-même ne paraît pas très pressée d'arriver à ce dénouement.

L'attitude de la France modifie profondément la question. S'il faut porter ses regards du Rhin à Beyruth, en passant par Varsovie et Constantinople, la ligne est longue, et il vaut même pour la Russie la peine d'y penser longtemps.

Bref, dans ce moment nul ne désire ou n'ose employer les Russes pour l'exécution du traité.

Dès-lors, encore une fois, que devient cette fameuse convention, cette convention pour laquelle lord Palmerston n'a pas craint de porter à l'alliance française une si rude atteinte?

Il reste cependant à lord Ponsonby et à lord Palmerston une espérance, nous le croyons, l'espérance de ranimer l'insurrection de la Syrie. Les agens russes et anglais vont se mettre à l'œuvre pour exciter des troubles et provoquer des massacres; quelques armes, quelque argent, seront jetés sur les

côtes de la Syrie pour exciter ces malheureuses populations à une rébellion sanglante et inutile contre les troupes nombreuses et aguerries du pacha. La révolte rendra le gouvernement militaire du pacha de plus en plus tyrannique et inexorable. Qu'importe? pourvu qu'on puisse dire que le traité anglo-russe n'est pas une lettre morte, et que la nouvelle alliance porte ses fruits. Quels fruits!

En somme, on peut prévoir beaucoup de malheurs, mais point de résultats politiques décisifs et sérieux. Aussi espérons-nous que le bon sens de la nation anglaise, l'intérêt par trop évident de l'Autriche et de la Prusse, la force et la modération de la France finiront par conjurer l'orage qui menace le repos du monde.

Ne l'oublions pas cependant : il faut, pour le conjurer, autre chose que des paroles; il faut une attitude forte et persévérante, l'attitude que le cabinet, avec le complet assentiment du roi et du pays, vient de prendre, et qu'il saura maintenir et rendre, s'il le faut, de plus en plus forte et redoutable.

La reine d'Espagne n'a pas été bien accueillie par une partie de la population de Valence. Espartero, le faible, et nous espérons qu'on ne devra pas dire un jour le coupable Espartero, est toujours l'homme du parti révolutionnaire. Tandis qu'on prétend donner aux reines la leçon du silence, ou qu'on cherche à les troubler par d'ignobles vociférations, les acclamations des exaltés sont pour le général qui a tenté, dans Barcelone, de mettre son épée à la place de la loi.

Ajoutez la résistance des municipalités et la faiblesse du pouvoir central; on pourrait croire que l'Espagne est menacée d'une complète anarchie. Que deviendrait alors la royauté? Que deviendrait-elle si, effrayée des symptômes qui se manifestent dans ce malheureux pays, et du despotisme des généraux, la reine prenait un parti extrême en abandonnant l'Espagne à elle-même? Heureusement le courage et le génie politique de la reine doivent nous rassurer. Le nouvel ambassadeur, M. de la Redorte, paraît avoir promptement acquis une influence salutaire et se faire remarquer par des conseils habiles, pleins à la fois de modération et de fermeté.

En attendant, les affaires d'Espagne ont jeté en France trente mille réfugiés carlistes. L'humanité ne permet pas de les renvoyer dans un pays où malheureusement on ne connaît guère d'autre moyen de terminer les discordes civiles que le massacre de ses adversaires. Il faut donc les garder jusqu'au jour où leur rentrée en Espagne sera sans danger et pour la vie des réfugiés et pour la paix du pays. Mais l'asile qui leur est accordé n'est pas moins pour la France une charge fort lourde et un embarras sérieux, charge et embarras qui pourraient encore s'aggraver, si de nouvelles luttes entre les partis qui divisent l'Espagne amenaient sur notre territoire une émigration de modérés ou d'exaltés. La dépense du trésor pour les réfugiés espagnols se monte déjà à 600,000 fr. par mois. D'un autre côté, ce n'est pas un fait sans importance pour la bonne police du royaume que le séjour en France de tous ces hommes nourris de haines politiques et de guerre civile, et imbus d'opinions hostiles à notre sys-

tème politique. Le gouvernement doit prendre au plus tôt des mesures propres à atténuer ces inconvéniens. Si l'humanité commande de venir au secours des réfugiés, elle ne défend pas de soustraire les hommes valides à une oisiveté qui est également fâcheuse pour eux-mêmes et pour la paix publique. Le gouvernement ne tardera pas, dit-on, à prendre un parti à leur égard.

On annonce que douze comités électoraux viennent d'être formés à Paris, savoir, un comité par arrondissement. Le premier, qui seul, dit-on, est organisé, est présidé par M. Laffitte.

C'est aujourd'hui que doit avoir lieu à Châtillon le grand banquet radical. Le nombre des invités est, dit-on, de quatre mille. Espérons que tout se passera sans désordre. Nous ne redoutons nullement l'expression légale et régulière des opinions diverses qui divisent les esprits. C'est ainsi que le pays se forme peu à peu aux mœurs constitutionnelles, que la liberté s'enracine et se consolide par sa propre retenue et la régularité de ses développemens.

Il règne une grande activité dans les divers départemens ministériels, non-seulement aux ministères des affaires étrangères, de la marine et de la guerre, où les circonstances politiques ont donné lieu à un redoublement d'activité, mais aussi aux autres ministères, tels que l'instruction publique, la chancellerie, les travaux publics. Nous rendrons compte une autre fois des importans travaux qu'on vient d'accomplir ou qu'on prépare pour l'ouverture de la session.

---

Les graves complications qu'a fait surgir le traité de Londres, ont inspiré la lettre suivante qui nous arrivé d'Allemagne. Les vues qu'elle présente sur l'état des esprits au-delà du Rhin et sur l'action que la France peut prétendre à exercer dans les pays regis par la confédération, nous ont paru dignes de fixer l'attention des hommes politiques.

Monsieur,

Les partis politiques qui ont divisé la France jusqu'à ce jour, semblent se rallier au seul bruit d'une menace, même indirecte, de l'étranger. Il y a dans ce spectacle de quoi faire tressaillir de bonheur toutes les ames françaises. Mais, après cette manifestation d'un sentiment unanime, la discussion doit s'ouvrir sur ce qu'il convient de faire. Alors les avis se partagent, et, quelles que soient les modifications de détail, ils se rapprochent tous de deux opinions dominantes, manifestées aujourd'hui avec noblesse et énergie : l'une en faveur de la guerre défensive dans le *Journal des Débats*, l'autre en faveur du système de propagande européenne dans le *National*.

J'ai vu de près l'étranger pendant dix ans, et j'ai eu l'occasion de connaître quelques-uns des principaux hommes d'état de l'Allemagne. Me permettrez-vous de payer à la France, par votre organe, le tribut d'une opinion dont la publication me semble utile, et qui n'est ni celle du *National*, ni celle du *Journal des Débats?*

Ce dernier, en conseillant le système défensif, prend assurément pour point de départ un principe triomphant en matière de droit des gens; mais c'est parce qu'on a un principe fort dans la source, qu'il faut bien se garder de le laisser altérer dans ses conséquences. Or, comme à l'équité, qui est le plus fort des principes en matière judiciaire, on ajoute les lois écrites qui en sont l'explication, il ne faut pas conseiller à la France le système défensif, sans lui dire en quoi consiste ce système, sur quels traités il s'appuie, et quelle influence l'action défensive de la France peut, sans violer la lettre de ces traités, exercer sur le monde politique.

Raisonnons en ce sens, et disons: Bordée de trois côtés par la mer, la France, si la guerre éclate, devra tourner ses regards vers le continent. Au nord, elle verra la Hollande, intéressée à garder la neutralité, et la Belgique, qui ne peut manquer d'être notre alliée; au midi, le Piémont, que ses penchans pourront bien porter vers les intérêts autrichiens, mais seulement au-delà des Alpes, ce qui ne nous empêcherait pas d'en garder les issues de ce côté-ci. C'est l'Allemagne qui se présente à nous comme le champ sérieux où s'opéreront les premiers mouvemens de la politique européenne. Aussi, est-ce de l'Allemagne que je veux vous parler. Je suppose le système défensif adopté sincèrement par notre cabinet; je ne vous entretiens donc pas d'une guerre sur le Rhin, ni de nos frontières naturelles; tout ce qui peut rappeler la conquête reste étranger à ce système dont je veux examiner la force. Le *Journal des Débats* semble réduire la tâche de la France à la défense du territoire, et cette défense n'en est, à mon avis, que la seconde et dernière partie.

Trois puissances semblent, depuis 1815, avoir pris pied en Allemagne; et si ce grand et noble pays jouit encore d'une ombre de liberté, il le doit à la surveillance mutuelle que ces trois puissances exercent l'une sur l'autre.

L'Autriche, toujours inquiète sur l'Italie, et préoccupée de sa marine de Trieste ainsi que de sa navigation du Danube, a vu la Prusse s'avancer progressivement jusqu'à ses frontières de Bohême, espérant tôt ou tard enclaver ce beau pays dans son système de douanes allemand. Mais, comme en ce pays réside principalement l'industrie autrichienne, M. de Metternich dit à la Prusse : Ou laissez-nous le pays qui produit, ou enclavez avec lui ses voisins, qui ne produisent guère; et la Prusse n'insiste plus. Quelques villages du Tyrol embrassent la religion réformée; l'Autriche en est embarrassée, ne voulant ni tolérer la chose, ni persécuter les hommes. Alors le roi de Prusse offre gracieusement, dans ses états, un asile à tous les Autrichiens qui se sont faits protestans. Que répond M. de Metternich? Je ne le sais pas, je ne veux pas le savoir. Mais un an ne s'est pas écoulé que les catholiques du Rhin murmurent contre sa majesté prussienne, qui est obligée de faire arrêter un archevêque, et le hasard semble merveilleusement poser un levier catholique sur le sol de la Prusse, comme celle-ci avait posé imprudemment sur l'Autriche son levier protestant.

Querelles de douanes, querelles de religion sont étouffées en apparence par la politique et la censure; mais on sent que le terrain allemand est miné çà et

là; et si l'Autriche et la Prusse affectent sans cesse l'accord et l'harmonie, c'est qu'elles redoutent en commun une troisième influence, celle de la Russie.

La Russie joue l'indifferente; ce n'est qu'un crédit *purement moral* que le czar demande à l'Allemagne. Chaque année cependant, sous prétexte de prendre les eaux, il vient essayer sur ces populations l'effet de sa présence et de son esprit. Il ne veut rien, mais il passe des revues en Bohême. En Saxe, il ne veut rien non plus, mais il a une bonne sœur qu'il faut bien visiter. A Darmstadt, il trouve une princesse qui convient à son fils; puis, avec le temps, les familles se feront des visites réciproques. On l'accuse de vouloir prendre une position sur les bords du Rhin pour observer la France, une autre dans le duché d'Oldenbourg, afin d'entrer un jour par là dans la confédération germanique. Erreur! calomnie! il est vrai seulement que l'empereur Nicolas a auprès de lui à Saint-Pétersbourg un neveu, le prince Pierre d'Oldenbourg, qui n'a pas positivement renoncé à l'Allemagne; et comme ce prince a épousé la sœur du duc de Nassau actuel, il faudra bien que l'auguste couple et l'empereur, qui aime les deux époux comme ses enfans, viennent de temps en temps visiter le duché de Nassau, véritable position de quiconque tient à observer la France, mais qu'on ne prend que par hasard, et seulement pour se trouver en famille.

Contre cette triple influence, que peut l'Allemagne? Je le dirai tout à l'heure; mais il faut montrer jusqu'au bout comment elle est garrottée.

Les traités de 1815, dirigés principalement contre la France, ne purent refuser aux Allemands, qui avaient si noblement combattu pour leur indépendance, la garantie de leurs gouvernemens constitutionnels; et comme on tenait à avoir la signature de la France, afin qu'elle eût l'air d'adhérer elle-même à son abaissement, la France a signé ces traités. En ayant ainsi adopté les charges, elle en a acquis les avantages; or, le premier de ces avantages est celui-ci : que la France a garanti par sa signature l'indépendance de tous les états libéraux de l'Allemagne; que, par conséquent, attaquer un seul de ces états constitutionnels, c'est commettre un attentat contre la France, dont la signature et la foi sont choses sacrées.

Qu'ont fait les souverains d'Allemagne? Ils ont tourné une position qu'ils n'osaient attaquer ouvertement; et aux actes de Vienne a succédé un *acte final*, destiné à placer tous les états allemands sous l'autorité d'un pouvoir central appelé la *Diète germanique*.

Il faut apprendre ou rappeler au lecteur que la diète germanique est une haute assemblée politique, composée de ministres envoyés *ad hoc* pour représenter les princes confédérés de l'Allemagne. L'acte final du congrès de Vienne, en fixant les attributions et le pouvoir de cette assemblée, a eu soin de l'investir de tout ce qui a rapport à *la sûreté intérieure et extérieure* de l'Allemagne. Voilà donc tous les gouvernemens allemands dominés par un pouvoir supérieur, indépendant de leurs pouvoirs constitutionnels. Voilà des états où le prince et les deux chambres peuvent adopter une loi à l'unanimité, et où un courrier extraordinaire, expédié par une autorité arbitraire de Francfort, vient annoncer que la loi est repoussée et mise au néant par la diète, qui l'a

jugée contraire à *la sûreté intérieure et extérieure* de l'Allemagne. Ainsi, à Bade, les trois pouvoirs proclament-ils la liberté de la presse, la diète n'en veut pas; ainsi, dans le Wurtemberg, les chambres ont-elles résolu de réduire le budget militaire, la diète s'y oppose, sous prétexte qu'elle a le droit de prononcer souverainement sur ce qui concerne la sûreté de tout le pays. Voilà ce que l'on appelle en Allemagne l'indépendance des états allemands. Et cette indépendance, quelle est sa garantie? La signature de la France, dans laquelle l'Allemagne espère toujours.

Examinons maintenant la situation militaire. La confédération germanique, dit la *Feuille hebdomadaire de Berlin*, peut mettre sous les armes quatre cent mille hommes. Nous reconnaissons qu'elle le peut, en effet, mais *où?* Et je supplie le lecteur de bien peser l'importance de cette question.

Je sais parfaitement que chacun des trente-six états de l'Allemagne doit fournir au corps confédéré un certain nombre de soldats; mais ce que je sais aussi, c'est qu'aucun de ces états ne peut être occupé militairement sans voir son territoire envahi et son indépendance confisquée. Lorsque, sous prétexte de calmer des troubles, la diète a fait entrer à Francfort une garnison autrichienne, les priviléges de cette ville libre ont été foulés aux pieds, et la France a protesté, comme elle le devait, contre cette occupation militaire. Qu'a répondu la diète? Qu'elle avait ce droit d'invasion? Elle ne l'eût pas osé. Elle s'est bornée à alléguer que le sénat de Francfort avait sollicité lui-même au nom de la ville cette garnison nécessaire pour la sûreté publique.

Ce précédent consacre un principe essentiel qu'il est important de ne pas laisser oublier : c'est qu'un état de la confédération germanique ne peut subir l'occupation des forces même confédérées, à moins qu'il n'en ait fait lui-même la demande expresse. Occuper un de ces territoires avec une armée, ce serait un attentat manifeste à cette indépendance que la France a solennellement garantie. J'ai donc raison de demander à la feuille de Berlin *où* se fera la réunion de ses quatre cent mille hommes? Mettra-t-on deux cent mille hommes dans Mayence et deux cent mille dans Luxembourg? Je sais que les plans sont formés pour donner d'autres places fortes à la confédération, et je connais, dût cette révélation causer quelque scandale dans le cabinet de Berlin, je connais aussi le plan magnifique par lequel la ville libre de Francfort serait destinée à devenir ville prussienne, et à voir ses belles promenades reprendre la forme de bastions et de remparts. Mais Francfort peut être tranquille; la France a garanti son indépendance, et ne souffrirait pas un tel attentat.

On voit qu'en restant fidèle à la lettre des traités, la France peut en élargir le sens au point de les rendre insupportables à ceux qui les lui ont imposés comme une honte. Mais il faut aller plus loin.

Dans un de ces états dont la France a garanti la constitution, cette constitution a été déchirée. Le roi de Hanovre a foulé aux pieds les traités aussi bien que les droits de son peuple. La France a-t-elle protesté contre ce parjure? Je l'ignore. Dans tous les cas, si elle l'a fait, sa protestation a été sourde et timide, et elle a laissé croire à un peuple allemand, indignement trompé, qu'il ne lui

restait plus aucun appui sur la terre. Ceci a été une faute grave du gouvernement français.

Heureusement, la maladresse de la diète germanique est venue à notre secours. Elle avait institué un tribunal arbitral pour prononcer sur les contestations élevées entre les princes et les peuples, et elle a repoussé la plainte du peuple hanovrien, parce qu'elle ne s'exhalait pas d'après les formes prescrites par cette constitution, qui n'existait plus. Le droit de nommer de tels arbitres n'etait pas reconnu à la diète; en les faisant servir cette seule fois à la défense des interêts populaires, elle eût legitimé pour toujours sa compétence dans cette matière. Enfin, c'était peut-être la seule occasion où l'on pût donner raison à un peuple et tort à son prince sans risquer une révolution; car la victoire de ce peuple n'aurait abouti qu'à conserver une constitution déjà eprouvée, et qui n'avait alarmé personne. Par cette concession adroitement faite et cette réprobation lancée contre un souverain qui n'était pas Allemand, la diète eût fait croire à sa justice et à la bonne foi des puissances par lesquelles les constitutions avaient eté garanties à Vienne. Qui croira aujourd'hui à cette bonne foi? Personne. Ainsi se dénouent de hautes questions politiques devant un tribunal de chambellans auxquels le roi Ernest a quelques cordons à distribuer.

Il faut que le gouvernement français, qui a trop négligé de si graves intérêts, se tienne pour bien averti que la même question doit se représenter encore. A Cassel, dans notre ancienne Westphalie, règne un prince électeur et co-régent, dont le mariage avec la comtesse de Schombourg a produit des enfans inhabiles à régner aux termes des lois de l'etat. Ici donc, comme dans le Hanovre, un parent éloigné, un obscur général, viendra, en sa qualité d'agnat, réclamer ses droits à la couronne. Or, ici comme dans le Hanovre, cet agnat a déjà déclaré qu'il imiterait le roi Ernest, et déchirerait cette constitution à laquelle il n'a pas prêté serment. Voilà donc un peuple qui est instruit que sa loi fondamentale n'aura d'autre durée que celle de la vie de son prince, un peuple bien averti que sa constitution, garantie par les puissances, lui sera enlevée; et si on lui conseille d'en appeler à la diète germanique, il sait d'avance, par l'exemple du Hanovre, quel cas fait la diète des prières des peuples et de leurs droits. Dans une semblable extrémité, les citoyens de la Hesse-Electorale ne feront, en tournant leurs regards vers la France, que s'en rapporter à l'un des arbitres naturels de leur sort. « Quoi! diront-ils, parmi les puissances signataires des traités de Vienne, il n'en existera pas une seule qui protége notre independance, qu'elle a garantie, et nos droits, que sa foi a sanctifiés! Ah! malheur à la France, si elle n'accueillait pas nos plaintes, et si elle ne disait pas fièrement à l'Europe : Ce peuple sera et restera libre, d'abord parce que c'est justice, ensuite parce que moi, France, je l'ai signé. » Tel sera l'appel. Quelle sera notre reponse?

Vous devez remarquer, monsieur, avec quel soin, dans ce tableau de l'influence que peut exercer la France sur l'Allemagne, je respecte la lettre des traités qui ont constitué dans ce pays le droit politique et le droit des gens

N'allez pas me croire, pourtant, partisan de ces traités qui ont si long-temps humilié la France; ce que je voudrais seulement, c'est que ces mêmes cabinets qui crurent nous enlever à Vienne la force et la vie apprissent qu'avec un seul droit qu'ils nous ont laissé consigner dans ces actes, la France peut encore les tenir en échec, et se montrer redoutable, même chez eux.

C'est donc une propagande, mais littéralement légale, constitutionnelle, conforme aux traités et aux lois régulières, que je conseille à mon pays; propagande éclatante, avouée à la face du soleil, et qui apprenne à tous les peuples constitutionnellement organisés que s'attaquer à eux, c'est s'attaquer à nous-mêmes; que leurs principes et leurs droits seront défendus par nous à l'égal des droits et des principes du peuple français.

Mais, prenez-y garde, cette propagande n'est point celle du *National;* non que j'aie pour celle-ci la moindre aversion, mais parce qu'elle repose sur une erreur de fait qui exposerait nos hommes politiques à de dangereuses inconséquences. L'Allemagne veut être libre, mais elle ne veut pas être républicaine. Voilà une vérité dont le moindre voyageur peut s'assurer comme moi. La conquête et la république, voilà ce que redoute l'Allemagne. Garantissez-lui qu'elle n'a à craindre ni l'une ni l'autre, et tous ses peuples vous tendront la main.

Il ne faut pas s'y tromper, notre première révolution est très mal jugée à l'extérieur. La démocratie elle-même y redoute l'influence des démagogues à l'égal de celle de la tyrannie; et les préventions contre la propagande républicaine sont devenues si populaires en Allemagne, que ces gouvernemens qui redoutent tant la liberté ne prennent pas le moindre ombrage de la république. Promenez-vous sur les places, dans les lieux publics, fréquentez les jardins et les tables d'hôte; vous entendrez partout chanter *la République* de Béranger, et jouer *la Marseillaise,* qu'aucun gouvernement allemand ne songe à proscrire. Mais, si dans un salon vous élevez la moindre question constitutionnelle, on se tait, on vous observe, et vous devinez quelle est la matière inflammable dont on tremble de vous voir approcher.

A ce peuple froid que vous n'exalterez pas, promettez donc le maintien de ses institutions, la défense de ses priviléges contre d'arbitraires usurpations; promettez-lui votre protection en expliquant en faveur de ses droits la lettre des traités sans y déroger; qu'au lieu d'une propagande illégale, aventureuse et obscure, il entende le gouvernement français proclamer à sa tribune nationale, dont le monde entier est l'écho, que la France donne l'assurance positive de sa sympathie et de sa protection à tous les états constitutionnels; qu'elle ne souffrira ni la violation de leurs droits ou de leurs pouvoirs réguliers, ni celle de leurs constitutions garanties par les traités, ni enfin l'occupation même momentanée d'un territoire par les troupes d'un autre pays. Qu'elle identifie ainsi ses intérêts avec ceux de tous les peuples libres, prenant l'engagement de renoncer à toute conquête, mais de les secourir dans la guerre, comme elle-même compte en être secourue. Que de votre parlement cette déclaration retentisse dans l'Europe, et vous en verrez le résultat!

Le malheur de notre temps, c'est l'habitude que nous prenons, par suite de l'ignorance des faits, de fonder nos espérances sur de perpétuels anachronismes. Ainsi, dans ce moment même, *le National*, comme tant d'autres, prend en pitié le prince Napoléon-Louis, qui a cru retrouver en France les soldats et l'esprit de 1815, et en même temps ce journal, parlant de la propagande républicaine, et ne doutant pas de son succès, ne s'aperçoit pas qu'il a toujours devant les yeux l'Allemagne de 1815, et non plus celle d'aujourd'hui.

Quelle différence pourtant! Où est-il cet enthousiasme que les gouvernemens eux-mêmes savaient entretenir par de brillantes promesses? Où est-elle cette grande voix qui, dans les universités, entonnait avec attendrissement les chansons patriotiques de Uhland, le Béranger germanique? Ce peuple de frères, alors réuni comme un seul homme, aujourd'hui parqué dans trente-six états différens, qu'a-t-il pour centre, pour chef-lieu de la grande patrie allemande, si ce n'est une diète, assemblée ombrageuse et policière, qui n'a rien de constitutionnel ni de représentatif, et devant laquelle les représentations nationales et les constitutions sont comme si elles n'existaient pas?

Que l'on fasse des promesses à l'Allemagne, elle n'y croira plus; que l'on écoute ses universités, elles sont silencieuses et indifférentes. Le patriotisme local s'y est même refroidi par suite d'une impuissance perpétuelle et d'une défiance trop fondée à l'égard des princes qui feignent d'accorder gracieusement à leurs peuples aujourd'hui ce que demain ils leur feront défendre par la diète au nom de l'intérêt général de l'Allemagne confédérée. Dans un tel état de choses, les esprits se sont calmés et dégoûtés, les théories se sont enfuies, et l'intérêt matériel, caressé par les gouvernemens, est venu se substituer aux élans et à l'enthousiasme d'autrefois. L'Allemand, regardant la France avec envie, fait plus que d'être jaloux de notre sort; il nous blâme, à tort ou à raison, de ne jamais trouver notre situation supportable. Jugeant par comparaison, il se croirait au comble du bonheur s'il avait, non ce que nous désirons, mais ce que nous possédons, et il se trouve très courageux, lorsqu'en face des autorités du pays il ose faire l'éloge, non de notre opposition, mais de notre roi et de nos ministres. On se croit donc aujourd'hui très avancé en Allemagne quand on se déclare tout simplement *philippiste*. Certes, *le National* serait bien étonné s'il savait que la propagande partie des Tuileries serait plus puissante sur ce pays que celle de tous les républicains du monde, et cependant ceci est de la plus exacte vérité. Que le drapeau tricolore se montre au bord du Rhin, et il sera accueilli au cri de : *Vive le roi des Français!* popularité qui se maintient d'autant mieux au sein des masses, que tous les souverains d'Allemagne s'en montrent évidemment jaloux.

En un mot, c'est bien la propagande qu'il faut faire, mais la propagande constitutionnelle, proclamée hautement par le gouvernement français lui-même, venant en aide et en appui à tous les états représentatifs.

L'opinion de toute l'Allemagne se montre favorable à la France de juillet. Ne pouvant combattre ce mouvement des esprits, M. de Metternich a voulu

se donner les airs de le diriger. Je connais un voyageur français qui a vu le prince de Metternich à Tœplitz, et à qui ce ministre n'a pas caché sa sympathie pour notre gouvernement. Ce voyageur lui dit qu'il l'aurait cru plus attaché à la cause de la légitimité.

« La *légitimité!* répondit en propres termes M. de Metternich, la *légitimité!* Ils ont toujours ce mot à la bouche, et je n'en connais aucun qui soit plus fatal, aucun avec lequel on ait fait plus de mal à l'Europe depuis vingt ans. La *légitimité!* Et combien y en a-t-il de *légitimités!* Ces soldats de don Carlos qui combattent pour les vieilles lois de leur monarchie et pour la pragmatique de Philippe V, ne croient-ils pas défendre une cause *légitime?* Les fidèles sujets de Ferdinand, qui n'obéissent à sa veuve que par respect pour les volontés de leur roi mourant, et qui restent attachés au trône pour ne pas violer leur serment, ne défendent-ils pas aussi une cause *légitime?* En voilà deux contraires pourtant; laquelle faut-il choisir? En France, pouvons-nous empêcher les vieux serviteurs de la branche aînée de soutenir que leur cause seule est *légitime?* Et pourtant, quand une révolution est venue tout bouleverser, quand le peuple était dans les rues, déchaîné, tout-puissant, cette assemblée législative qui a rallié tous les esprits à l'ordre, ce roi qui a rétabli l'empire des lois et fondé un nouveau trône autour duquel a pu se rallier la France, n'ont-ils pas, aux yeux de tous les gens sensés, fait l'œuvre la plus *légitime*, une œuvre dont toute l'Europe doit être reconnaissante? Tenez, monsieur, examinons les droits de chacun, pesons-les avec calme, faisons la part des circonstances qui donnent aussi des droits nouveaux; mais n'employons jamais ce mot de *légitimité*. C'est un non-sens en politique. »

Cette conversation, que je rapporte fidèlement, ne semblera-t-elle pas caractéristique? N'est-il pas curieux d'entendre le prince de Metternich s'exprimer sur notre gouvernement comme parlerait un député du centre, et déclarer qu'il ne voit rien que d'absurde dans le mot de *légitimité?* Telle est la force de l'opinion. L'Allemagne, qui réclame la liberté, qui voudrait la tenir de la France, mais à laquelle notre passé faisait redouter de notre part l'esprit de conquête, a été à la fois émerveillée par la révolution de juillet et rassurée sur ses conséquences extérieures par l'esprit pacifique du roi des Français. De là l'immense popularité dont jouit ce monarque au-delà du Rhin. Se séparer des Tuileries en faisant la propagande, ce serait en négliger l'agent le plus puissant et les plus efficaces moyens.

Je pense avoir établi que le *Journal des Débats* n'étend pas assez son système défensif, et que *le National* espère trop de sa propagande. Il nous importe de prendre en Allemagne une position politique. En écoutant le *Journal des Débats*, les peuples allemands se croiraient abandonnés par la France; avec *le National*, ils se verraient menacés d'une irruption républicaine, et croiraient voir le trouble et la conquête, deux fléaux qu'ils redoutent également.

J'ai dit aussi quelle est l'attitude qui est, selon moi, devenue nécessaire. Les gouvernemens qui insultent la France ou la comptent pour rien, cachent

sous l'apparence d'une fierté quasi-guerrière la peur véritable qu'ils ont de nous. Je dis *la peur*, et des hommes d'état très haut placés savent bien qu'en parlant ainsi je n'exagère pas.

Il n'y a donc pas un moment à perdre. Il faut que la France prenne tout haut et immédiatement le rôle qui lui convient, et rassure tous les gouvernemens constitutionnels et représentatifs, en se déclarant leur protectrice et en confondant leur cause avec la sienne. Il faut que, traçant autour de tous les pays libéraux un large cercle avec son épée, la France dise au despotisme : Tu n'iras pas plus loin! Nos finances sont les meilleures de l'Europe, le sang français coule dans nos veines avec plus d'abondance et d'énergie que jamais. Oublions nos querelles intérieures; que les partis s'effacent, que les opinions se taisent, et que l'Europe pressente avec effroi ce que sera la force de la France rentrée dans le culte de ses deux génies tutélaires : la gloire et la liberté!

Agréez, etc.

---

## Commission des Affaires Coloniales.

L'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises, qui a dû être toujours considérée comme inévitable, est devenue maintenant une affaire prochaine. La proposition d'une loi d'émancipation pourrait bien terminer la session de 1841, ou, sinon, ouvrir la session de 1842. Vers le milieu du mois de mai, une commission a été nommée pour étudier la question. Elle a tenu un assez grand nombre de séances et produit ses premières conclusions, en vertu desquelles le ministre de la marine vient de transmettre aux gouverneurs des colonies une série de questions et des instructions nouvelles.

Ces questions et ces instructions ont un caractère différent de ce que le gouvernement a fait jusqu'ici, soit pour préparer les colonies à l'émancipation, soit pour indiquer les conditions auxquelles lui-même prétend l'accomplir. Le gouvernement n'admet plus de discussion sur le principe. La question de droit est résolue en faveur des noirs, et d'accord avec toutes les notions de juste et d'injuste qui sont aujourd'hui le fond des institutions et des mœurs en France. En faveur du propriétaire d'esclaves, la seule question à poser était une question *transitoire*, savoir, à quel prix la France introduirait dans ses colonies une législation nouvelle détruisant l'effet d'un ancien régime légal dont elle reconnaît les vices et les abus? La solution est digne d'un gouvernement fort et régulier : il a été reconnu que l'état devrait payer une indemnité. Dans l'intérêt du maître comme de l'esclave, reste à présent une autre question, une des plus graves dont la politique puisse avoir à s'occuper, lors même que la solution n'intéresse, comme chez nous, qu'un petit nombre de possessions : comment pourvoir au maintien du travail? comment organiser un régime nouveau, sans précédens dans l'histoire locale et dans les habitudes de la population? Là est toute la difficulté. C'est sur ce point aussi que la commission a concentré toute sa sollicitude. Il a été résolu, suivant le bon

sens et la raison, que le passage du travail esclave au travail libre devrait donner lieu à un régime intermédiaire. Les questions envoyées aux colonies se rapportent particulièrement à ce régime intermédiaire dont on cherche les meilleures conditions.

Voilà, certes, une grande tâche entreprise. La liberté en France demandait ce complément, et les hommes pénétrés de l'esprit réel de nos institutions, sans avoir besoin pour cela de s'abandonner aux exagérations d'un négrophilisme qui a fini par devenir, chez quelques Européens, l'hostilité contre leur propre race, ont dû souvent s'étonner et gémir de voir le drapeau de la France de 1830 flotter sur des pays à esclaves. D'où vient cependant que l'opinion publique, chez nous si prompte à s'enflammer, et quelquefois pour des sujets moins graves, s'émeuve à peine en cette occasion? car on peut encore accuser l'opinion publique d'indifférence, bien que depuis quelques jours elle semble se réveiller.

En Angleterre les choses se sont passées autrement, et peut-être, de l'autre côté de la Manche, trouverait-on l'exagération du zèle. La propagande de l'émancipation est devenue, chez nos voisins, une affaire religieuse. Aucune classe de la société n'y demeure étrangère, et l'on peut comparer l'enthousiasme qui s'est développé dans cette occasion à celui qui, aux XI^e^ et XII^e^ siècles, poussait l'Europe à la croisade. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas un des moindres contrastes entre les deux peuples, de voir celui qui a tant de choses à faire chez lui, en Écosse et en Irlande surtout, pour mettre les institutions en harmonie avec les véritables idées libérales, s'inquiéter, avant nous, de porter ces idées à une autre race et dans un autre hémisphère; tandis que le peuple qui jusqu'ici a réalisé la liberté politique et l'égalité ou plutôt l'unité civile sur la plus vaste étendue de territoire et au bénéfice de la population la plus nombreuse, semblait avoir oublié que sur l'Atlantique et dans la mer des Indes une population de 300,000 sujets français avait à réclamer justice. Au nombre des victimes de l'oppression dans nos colonies, il faut compter aussi les personnes de la race blanche : elles y sont privées en effet d'une partie des droits politiques et même des droits civils.

Serait-ce que nos colonies nous paraissent de trop peu d'importance? Ou bien nos vingt-cinq années de guerre continentale ont-elles distrait si longtemps notre attention des destinées de la France d'outre-mer, que nous ne puissions nous résoudre à rattacher ce qui concerne ces contrées au foyer commun des sentimens nationaux, et à juger leurs affaires comme nous jugeons les nôtres? Il y a un peu de ces deux causes dans notre indifférence; mais, au fond, cette indifférence est plutôt apparente que réelle. Surtout en ce qui se rapporte aux droits civils, la liberté est devenue, en France, un lieu commun. Le devoir imposé à celui qui fait travailler de payer un salaire raisonnable, le droit de celui qui travaille à débattre ses conditions au lieu de subir la contrainte, avec un peu de pâture pour compensation, tous ces premiers élémens du droit social sont aujourd'hui tellement acquis à la conscience publique, que personne n'oserait les nier ou s'y opposer en s'appuyant sur les principes con-

traires. Or, lorsqu'il n'y a pas de résistance, la force d'un sentiment ne peut se faire connaître : il faut la lutte pour que la passion se développe.

Les habitans des colonies paraissent s'être trompés sur le véritable caractère de la situation à leur égard. Ils ont pris la stagnation de l'opinion pour un gage de sécurité : c'est un danger pour leurs intérêts, mais ce n'est pas un signe favorable au maintien de l'esclavage.

De ce qu'il n'existe pas en France une propagande abolitionniste puissamment organisée, pénétrant la société par tous les pores, envoyant au loin ses journaux et ses missionnaires, et dispensant à pleines mains les dons de la charité, on a eu grand tort de penser que la nécessité de faire l'émancipation serait facilement éludée. Si l'esclavage n'a pas été attaqué, c'est qu'il n'est pas défendu. Quelques hommes d'état sérieux, plusieurs membres des deux chambres, se sont chargés du soin de conduire cette mesure : l'opinion s'en est reposée sur eux. Quand il en a été temps, ils ont agi sur le gouvernement, et le gouvernement a pris un parti. Quand il en sera temps, les deux chambres voteront la mesure, et sans discussion. Il n'y aura de tiédeur que pour l'indemnité : c'est là le danger que nous signalions tout à l'heure dans l'intérêt des colonies.

Les membres de la commission que le gouvernement vient d'instituer sont heureusement en position de parer à ce danger. Par leur consistance dans les deux chambres, par leur volonté bien arrêtée et par l'esprit de justice qui les anime, ils répondent aux légitimes exigences de tous les intérêts. En ce qui regarde le principe, ils sont les sûrs garans des droits du travailleur et des titres éternels de la liberté humaine que l'oppression n'a pu prescrire. Pour ce qui touche l'intérêt des anciens planteurs qui ont fondé, vaille que vaille, la civilisation et l'industrie dans ces contrées, ils savent qu'une loyale indemnité leur est due, et qu'il faut aviser, en outre, à ce que les institutions anciennes soient remplacées par une constitution meilleure du travail. Quant à l'intérêt qui prime tous les autres, le véritable intérêt public de la France, la régénération de notre puissance coloniale et maritime, ce sera, n'en doutons pas, la préoccupation dominante de tous les membres de la commission.

Les termes même de l'ordonnance qui a créé la commission permettent que la question soit posée dans toute son étendue. La commission doit se proposer l'examen, et par suite la réforme de l'ensemble des institutions coloniales. Elle a compris sans doute qu'il ne serait ni juste, ni possible de changer la condition d'une classe, sans pourvoir aux modifications qui devraient s'introduire dans les autres parties de l'état social.

Pour que l'esclavage existe encore au sein de populations régies par la France, il faut nécessairement que ces populations soient demeurées à peu près étrangères au mouvement des idées, des intérêts et des faits, qui s'est opéré dans la métropole depuis un demi-siècle. C'est, en effet, ce qui a eu lieu. La révolution de 1789 a bien pénétré dans nos colonies, puisqu'elle nous a fait perdre celle qui était alors la plus florissante, Saint-Domingue. Le commerce de la traite et l'esclavage ont même été abolis de fait par la France, à

un moment où l'Angleterre y songeait à peine. Ainsi, le principe qui a provoqué dans le monde l'abolition de la traite et de l'esclavage est sorti de la France. Mais la révolution de 1789 avait trop à faire chez elle, et même elle a eu trop grand' peine à assurer quelques résultats décisifs, pour que son mouvement outre-mer n'ait pas été fort irrégulier d'abord, et ensuite sans effet. L'esclavage dut être rétabli dans nos colonies, après une fausse tentative; et le noir, qu'aucune mesure de prévoyance n'avait préparé à la civilisation, fut ramené au travail par la contrainte. Le consulat remit en vigueur à peu près toutes les anciennes institutions coloniales. Elles se consolidèrent de nouveau sous le régime de la conquête anglaise et pendant la restauration. En 1828, ont commencé des réformes partielles, mal conçues et mal exécutées, dirigées par une administration qui n'avait conscience ni du point de départ ni du point d'arrivée, et qui, ne sachant rien vouloir par elle-même, se défendait par la force d'inertie, et finissait toujours par céder Ces concessions n'ont jamais abouti qu'à un système d'attermoiement dont l'effet a été funeste aux institutions anciennes, sans profit pour les nouvelles. Un fait donnera la mesure de l'imprévoyance de cette administration : dans un *Mémoire sur le Commerce maritime et colonial de la France*, écrit, dit-on, par un ancien délégué de la Guadeloupe, M. de Vaublanc, et qui a été publié en 1832 dans les *Annales maritimes*, il n'est pas même fait mention de l'existence du sucre de betteraves!

A part la question des sucres, qui est maintenant mieux comprise et qui vient de recevoir une solution provisoirement acceptable, la commission a trouvé les choses dans cet état. Sur la question de l'esclavage, elle avait devant elle deux actes récens, émanés de la chambre des députés : le rapport de M. de Rémusat, sur la proposition de M Passy, avec les délibérations des conseils coloniaux, qui, après avoir été consultés par le ministre de la marine, ont refusé d'adhérer aux réformes partielles indiquées dans le travail de la première commission; le rapport de M. de Tocqueville sur la proposition de M. Passy, reprise par M. de Tracy. Les conclusions de ce dernier rapport, fondées sur ce principe éminemment rationnel, que le noir ne peut pas être préparé à la liberté dans l'esclavage, aboutissent à une émancipation d'ensemble à la charge de l'état.

Si l'on avait pu croire un moment que la commission n'apporterait à l'œuvre qui lui est confiée ni décision ni énergie, ses premiers actes sont faits pour dissiper toute illusion. D'ailleurs le nom des membres composant la commission était déjà un commentaire significatif du préambule un peu vague de l'ordonnance.

M. le duc de Broglie est l'homme de cette question, depuis surtout qu'elle a pris dans la pensée du gouvernement le caractère général et complet qui lui est désormais acquis. M. le duc de Broglie y apporte sans doute un sentiment très vif en faveur des noirs, et cette religieuse ardeur contre toutes les oppressions, qui est depuis long-temps dans sa famille. Mais c'est avant tout la prévoyance de l'homme d'état qui lui donne hâte d'agir; car, aux yeux de l'homme

d'état, l'action est aujourd'hui nécessaire, non pas seulement dans l'intérêt de l'esclave, mais pour rendre à la propriété du maître la valeur qu'elle a perdue, et pour faire renaître dans ces régions, depuis si long-temps négligées par leur métropole, le crédit et la sécurité, principes générateurs de toute industrie. Refaire la France d'outre-mer, aujourd'hui en décadence et presque désorganisée, la refaire à l'image de la France de 1830, comme elle fut faite naguère à l'image de la France de Louis XIV, telle est l'œuvre dont M. le duc de Broglie a désormais la principale responsabilité, et qui, par cela même, sera conduite à bien. C'est un travail assez grand et assez compliqué pour occuper de préférence l'attention d'un homme d'état, fût-ce même de celui qui a si fermement tenu les rênes du gouvernement de son pays dans les jours les plus difficiles. Pour récompense du plus rare de tous les désintéressemens, celui de l'ambition, il est réservé à M. le duc de Broglie d'attacher son nom à la dernière chose sérieuse que la liberté ait à faire, en France, pour accomplir son œuvre légale.

MM. Passy et Victor de Tracy, comme promoteurs de la mesure dans la chambre des députés, avaient leur place marquée dans la commission. MM. de Sade, président, M. de Tocqueville, rapporteur de la commission parlementaire, étaient aussi désignés d'avance par le choix de leurs collègues de la chambre des députés.

Le commerce maritime est représenté par M. Wustemberg, de Bordeaux, M. Bignon, de Nantes. M. Reynard, de Marseille; l'expérience administrative par MM. de Saint-Cricq et d'Audiffret; la science économique et législative par M. Rossi; la pratique des affaires coloniales par deux chefs d'escadre, anciens gouverneurs de nos colonies. Le directeur des colonies et un chef de bureau de l'administration font également partie de la commission.

Il est peut-être à regretter que la commission n'ait pas été complétée par deux spécialités qui auraient apporté dans ses travaux un contingent utile. On se demande, par exemple, si le commerce maritime, principal créancier des planteurs, lié d'affaires avec les colonies suivant tous les erremens de l'ancienne constitution économique, et qui y exerce un plein monopole pour la fourniture des marchandises de consommation, pour le transport et la vente en commission des denrées du pays, est le meilleur juge des réformes qu'il y aurait à introduire pour accorder aux planteurs la juste part de liberté d'industrie qu'ils ont droit de réclamer, et surtout pour aviser aux moyens de faire fructifier l'indemnité sur le sol même des colonies. Les hommes de la banque et de la haute finance sont mieux placés peut-être pour voir l'ensemble des résultats industriels d'une réforme comme celle qui se prépare.

L'administration des douanes aurait pu être aussi appelée dans la commission. Les réformes porteront nécessairement sur l'impôt; or, dans les colonies, l'impôt presque tout entier est perçu par l'administration des douanes, soit à l'embarquement dans les ports d'outre-mer, soit à l'arrivée en France. Il y avait une considération plus puissante : les rapports de l'administration des douanes coloniales avec l'administration centrale dans la métropole ne

sont pas établis comme ceux des autres administrations. Celles-ci sont en quelque sorte détachées de l'unité nationale, ou n'y conservent que peu de liens, ce qui entraîne les plus graves inconvéniens pour le service et surtout pour la prospérité des colonies. L'administration des douanes coloniales, au contraire, ne fait qu'un avec l'administration centrale. Elle obéit aux mêmes règles, au même contrôle, à la même hiérarchie : c'est là ce qui nous semble l'état normal des colonies avec leurs métropoles, et ce qui sera tôt ou tard appliqué aux autres parties de l'administration coloniale : cultes, justice, enregistrement et domaines, administration civile.

M. le comte de Moges, retenu à la Martinique, n'a point pris part aux premiers travaux. Il apportera des élémens utiles dans la discussion. M. de Moges est un des officiers-généraux les plus distingués de notre armée navale; il connaît bien les colonies, et il en comprend l'importance. Pendant le cours de son administration, il s'est fait une place à part, en prenant une position active sur les deux points essentiels de la question coloniale. Aux planteurs il a dit qu'il fallait se préparer à l'émancipation, et on lui a répondu par le mot *impossible*. A la métropole il a dit que les colonies devaient avoir la faculté d'exporter au moins lorsque les prix de leurs denrées sont trop bas; de ce côté encore on lui a répondu par le mot *impossible*. L'avenir néanmoins résoudra ces deux questions dans le sens de ses actes.

M. de Mackau est moins arrêté dans l'ensemble de ses vues. Il paraît croire à la possibilité du *statu quo* et s'effrayer des résultats de l'expérience anglaise. M. de Mackau a cependant rapporté une impression favorable de la seule colonie qu'il ait visitée, Antigue. Il a jugé les autres possessions d'après des rapports de journaux ou de voyageurs. Dans le conflit actuel des opinions, ce sont des témoignages peu sûrs. Néanmoins l'opinion de M. de Mackau n'était pas sans importance pour donner à la discussion toute son étendue et faire envisager sous toutes leurs faces les difficultés sérieuses qu'il faudra résoudre. M. de Mackau, appelé au commandement de l'expédition de la Plata, est maintenant éloigné de la commission; s'il devait y être remplacé, le gouvernement songerait sans doute à une personne qui aurait l'habitude des affaires coloniales. M. Jubelin, gouverneur de la Guadeloupe, a demandé son rappel. Dans le cas où M. Jubelin reviendrait en France, sa place serait marquée dans le sein de la commission. M. Jubelin, qui a vieilli dans l'administration de la marine, est né à la Martinique; il a été successivement gouverneur du Sénégal, de la Guyane et de la Guadeloupe; il est depuis plusieurs années dans cette dernière colonie. Personne en France ne connaît mieux les ressorts pratiques et toutes les traditions des affaires coloniales. M. Jubelin mérite cependant quelques reproches pour avoir entièrement écarté, dans son dernier discours au conseil colonial de la Guadeloupe, la question d'émancipation. On dirait, à entendre parler ainsi un gouverneur, qu'il partage les illusions quelquefois volontaires de ceux qui, à la veille de la nomination de la commission, annonçaient qu'en France il n'était plus question d'esclavage, et qui ont eu la simplicité politique de considérer comme un ajour-

nement indéfini le retrait de la proposition de M. de Tocqueville devant la promesse d'un acte effectif de la part du ministère. Cette réserve excessive de M. le gouverneur de la Gaudeloupe était d'autant moins de circonstance, que les deux délégués de cette colonie, MM. de Jabrun et Janvier, ont pris à l'égard de leurs commettans une position de franchise et de sage avertissement, où tous les amis sérieux et sincères de la cause coloniale doivent s'efforcer de prendre leur part de solidarité.

Les colonies sont représentées légalement auprès de la métropole par un conseil de délégués. Le premier acte de la commission a été d'appeler le conseil des délégués à conférer avec elle. Le croirait-on? Le conseil des délégués a refusé de se rendre à l'invitation qui lui a été adressée, motivant son refus sur ce qu'il n'avait point mandat de s'expliquer. Qu'est-ce donc que le mandat de délégué, s'il ne permet pas de se présenter devant une commission nommée par le gouvernement du roi? Et sur quoi le conseil des délégués peut-il émettre son avis, s'il a la bouche close quant à l'esclavage et à la constitution politique des colonies? Depuis quelques années le conseil des délégués a beaucoup parlé et beaucoup écrit; il a toujours écrit, il a toujours parlé des mêmes choses sur lesquelles il allègue aujourd'hui son incompétence. Si encore il avait refusé de se rendre devant la commission de la chambre des députés, ce n'aurait pas été assurément une conduite habile, mais elle pouvait s'expliquer. Eh bien! c'est précisément le contraire qui a eu lieu. Le même conseil, composé des mêmes hommes, s'est rendu devant la commission de la chambre des députés, et s'est abstenu devant la commission du gouvernement. La première démarche avait été sans doute désapprouvée par quelques exaltés. Le conseil a saisi l'occasion de faire amende honorable. Il est impossible de pousser plus loin la haine et la pratique du mandat impératif. Ce qu'il y a de pire, c'est que le mandat impératif est aussi un mandat salarié. Une pareille position est le renversement de toutes les idées admises sur le caractère de la représentation politique. Quelques publicistes ont pu penser que l'exercice du mandat législatif devait donner lieu à une indemnité ou même à une rétribution : dans cette hypothèse, l'indemnité ou la rétribution serait payée par l'état; mais personne ne s'est encore avisé de demander que la rétribution fût payée directement par les colléges électoraux. C'est ce qui arrive cependant pour la délégation coloniale. Cette circonstance a privé le conseil des délégués de toute influence politique.

Il est à présumer que cette anomalie disparaîtra, et qu'une des premières réformes demandées par la commission sera la représentation directe des colonies dans les deux chambres. La nécessité a conduit les colonies anglaises à reconnaître que c'était la véritable garantie des possessions d'outre-mer contre l'oppression ou la négligence de la métropole. La France commencera par où l'Angleterre va finir. Il y a dans cette mesure, qui de prime-abord ne paraît pas très grave parce qu'elle se rapporte à des possessions d'importance secondaire, tout l'avenir du système colonial tel que le réclame l'état nouveau des lumières et de l'industrie. Si les métropoles n'opprimaient pas les colonies, elles ne songeraient pas à s'émanciper lorsqu'elles deviennent puissantes. Les

États-Unis d'Amérique, représentés au parlement d'Angleterre, n'auraient pas eu à souffrir des injustices qui ont entraîné la séparation. L'Espagne n'aurait point perdu ses colonies par l'insurrection, si elle ne les avait pas opprimées, et si elle-même avait eu, au moment de leur crise, un état social plus régulier.

En attendant, l'absence du témoignage officiel des délégués de nos colonies ne sera pas bien sensible en ce qui se rapporte à l'intelligence des véritables intérêts de nos possessions d'outre-mer; car, il faut le dire, l'administration de la marine a fait bien souvent, et le conseil des délégués a laissé faire, sans protestation, des fautes graves, dont l'effet a été arrêté quelquefois par des personnes que les colons regardent pourtant comme leurs ennemis. On vient d'en avoir un exemple cette année même. Une loi, tendant à introduire dans les colonies le régime hypothécaire du Code civil qui n'y est pas encore en vigueur, a été présentée à la chambre des pairs par l'administration de la marine, et sans opposition de la part des délégués. Cette loi, décisive quant à la propriété territoriale, qui est au moins la moitié de la fortune des colonies, présente en ce moment quelque chose de plus que des difficultés d'exécution : son application serait vraiment oppressive. Dans l'état actuel des choses, le sol et l'esclave ne font qu'un : ils sont immuables l'un et l'autre. Le sol et l'esclave sont le gage commun du créancier, mais ils sont aussi le moyen de libération du débiteur. Or, l'esclave est aujourd'hui sans valeur, puisque l'existence de l'esclavage est mise en question, et que le chiffre de l'indemnité n'est pas fixé. D'autre part, il y a un tel discrédit sur la propriété coloniale et une telle disette de capitaux dans ces régions, que les propriétés mises à l'enchère ne peuvent pas être vendues, même à vil prix. Au milieu de telles circonstances, la licitation judiciaire, quand elle est possible, n'est qu'un moyen frauduleux employé par le débiteur contre tous ses créanciers ou par le plus fort créancier contre les plus petits; le plus souvent elle demeure oppressive pour le débiteur et sans profit pour le créancier.

C'était là pourtant le moment choisi pour introduire la licitation judiciaire des biens immeubles dans nos colonies, mesure dont l'opinion publique ne s'occupait pas, et qui n'intéresse sérieusement que quelques négocians des ports de mer, créanciers des planteurs. Si jamais quelque chose a pu ressembler à un complot contre la propriété coloniale, c'est bien cette loi. Heureusement elle a trouvé des juges compétens dans la commission de la chambre des pairs, et il est probable qu'elle n'en sortira que pour retourner dans les cartons de la direction des colonies. Cette destinée ne lui eût pas été assurée déjà, que la question se trouverait tranchée par la nomination d'une commission ayant un objet plus général. Un des membres de la commission de la chambre des pairs, qui a le plus insisté sur les difficultés de cette introduction immédiate du régime hypothécaire dans les colonies, M. Rossi, fait aujourd'hui partie de la commission du gouvernement. En le voyant appeler, les colons ont dit : « C'est un ennemi de plus. » Les ennemis de ce genre valent mieux que certains alliés.

J'en dirai autant de M. de Tocqueville, autre ennemi, signalé aux colons

par des alliés du même genre. M. de Tocqueville n'a pas voulu motiver un acte de justice réparatrice sur un principe de barbarie sociale; il n'a pas voulu reconnaître au maître sur l'esclave un droit de propriété analogue a celui en vertu duquel nous possédons un cheval ou une bête de somme, et de là on a inféré qu'il s'opposerait à ce que le planteur fût indemnisé avant l'émancipation. M. de Tocqueville a été cependant bien explicite sur ce dernier point, et c'est lui qui a dit dans son rapport : « *Pour que l'émancipation réussisse, il faut que les colonies soient prospères.* » De la part d'un homme comme M. de Tocqueville, le mot est grave, et il ne l'a pas prononcé sans se rendre compte de sa portée. Qu'il agisse selon ses paroles, c'est tout ce que les colons ont à désirer. Mais c'est vouloir quelque chose de plus que l'impossible de demander que M. de Tocqueville reconnaisse l'esclavage comme un droit. Il ne le pouvait point sans démentir toutes ses doctrines, qui ne sont pas celles de la féodalité et du siècle de Louis XIV. Tout le monde n'est pas disposé à soutenir, en 1840, que l'esclavage est de droit divin, et à en puiser la preuve dans les textes de l'Écriture, sauf à dire ensuite que le saint père fait des concessions à l'esprit du siècle et dévie du catholicisme véritable, lorsqu'il confirme par une nouvelle lettre apostolique la condamnation qu'il a portée, depuis plusieurs siècles, contre la traite et l'esclavage. L'indemnité est due par l'état comme expiation de l'institution barbare qu'il a d'abord sanctionnée, qu'il a encouragée plus tard même par des lettres de noblesse, et qu'il condamne aujourd'hui, en vertu même des révolutions qui se sont opérées dans le droit écrit et dans les mœurs de la métropole. C'est à l'état de supporter, dans l'intérêt d'une bonne exécution de la réforme, les frais de ce grand déplacement.

La commission a entendu plusieurs témoignages sur la situation des colonies françaises et étrangères. Il est remarquable qu'aucune des personnes appelées n'appartient au parti abolitionniste proprement dit, soit en Angleterre, soit en France. M. Turnbull, en ce moment consul anglais à Granville, a été secrétaire du gouvernement de la Trinidad. M. Sully-Brunet a été pendant plusieurs années délégué de l'île Bourbon. M. Bernard est, en ce moment même, procureur-général de la Guadeloupe. M. Jules Lechevalier vient de remplir une mission d'exploration. Les procès-verbaux de la commission sont demeurés secrets, et l'on ne peut savoir rien de précis touchant les divers témoignages entendus.

On dit cependant que M. Turnbull, en affirmant les heureux résultats de l'émancipation, n'a pas dissimulé qu'il était possible d'aviser à des mesures d'exécution meilleures que celles qui ont été adoptées par le gouvernement anglais. La même opinion aurait été émise par M. Jules Lechevalier. M. Sully-Brunet aurait exposé de nouveau le plan d'émancipation qu'il a déjà publié, et qui aboutit à une sorte de servage. Il a insisté sur une réforme qui serait fort utile à nos colonies, l'introduction d'un peu plus de liberté dans la presse, placée encore sous le régime de la censure absolue. Ce n'est pas qu'il y ait lieu à une législation aussi libérale que celle de la métropole. Ici encore il faudra

ménager la transition. Dans les colonies anglaises, la liberté de la presse existe presque sans frein ; mais elle existe de fait seulement, non de droit. Les gouverneurs ont pouvoir de supprimer tout journal dont la tendance leur paraît contraire aux intérêts de la colonie. Cette faculté, fort difficile à exercer, est devenue illusoire. Aussi la presse locale, dans les colonies anglaises, a-t-elle fait peut-être plus de mal que de bien à la cause de l'émancipation, précisément parce qu'elle a trouvé son principal aliment dans les passions des planteurs. En raison de l'absence des classes moyennes dans les colonies et de la misère des autres classes, la presse se trouve placée dans des conditions tout-à-fait différentes de celles que l'on peut trouver dans la société européenne. Il faut donc tenir compte de cette différence. Mais, entre le silence absolu imposé par une censure sévère et la liberté de tout dire donnée à tout citoyen remplissant quelques conditions financières, il y a bien des degrés.

Au surplus, en ce qui concerne la nécessité de l'émancipation dans les colonies françaises, déduite de l'état des esprits et des affaires, il est notoire que les témoignages ont été unanimes. C'est le mode d'émancipation qui est désormais le seul point à débattre dans la question des noirs. Trois idées principales ont cours dans les discussions ouvertes à ce sujet.

Personne ne songe d'abord à une perturbation violente de la société coloniale; personne ne songe non plus à détruire l'esclavage sans y substituer un régime de transition destiné à donner au noir l'éducation religieuse qui lui manque entièrement dans nos colonies, et à préparer à la fois le maître et l'esclave au nouveau régime dont ils ont besoin l'un et l'autre de faire l'apprentissage. C'est par ce dernier point surtout que l'émancipation anglaise a péché. Elle n'a pas prévu les difficultés qui seraient suscitées par le mauvais vouloir de l'ancien maître et par sa propre inexpérience des voies et moyens d'un régime de travail salarié. La France est suffisamment avertie pour prévoir.

Aussi le mode d'émancipation proposé par la commission de la chambre des députés, et qui a prévalu jusqu'ici, s'écarte-t-il entièrement de l'apprentissage anglais. Il s'agit d'opérer immédiatement la rupture de tout lien de domination du maître sur l'esclave, et de racheter le noir pour le compte de l'état. Une équitable compensation pécuniaire serait donnée à l'ancien maître. L'état se chargerait alors de conduire graduellement l'ancien noir à la liberté civile, par l'éducation religieuse et en lui donnant les habitudes de famille et de travail. Les services de l'ancien esclave, devenu ouvrier pour son propre compte, mais sous la tutelle de l'état, seraient loués aux planteurs. Dans ce système, le rôle de l'ancien maître serait purement agricole et industriel : il n'aurait plus d'influence sur le sort moral de l'ancien esclave remis aux mains plus compétentes de l'état et du clergé.

Un autre mode d'émancipation générale a été conçu sur un principe opposé. Ici l'indemnité destinée à représenter la valeur en capital du travailleur serait le point accessoire; le principal dédommagement accordé au maître serait une continuation de travail gratuit et le maintien pour une période de vingt ans de sa tutelle sur l'ancien esclave. Le noir resterait attaché au sol de la

plantation et en suivrait la destinée. Ce système n'est qu'une aggravation de l'apprentissage qui a eu tant d'inconvéniens chez les Anglais, et qui, après avoir jeté le trouble dans leurs colonies, n'a pas pu arriver au terme de sept ans, fixé par le bill d'émancipation. Le principal vice de l'esclavage, c'est d'exiger le travail sans salaire; la plus grande difficulté de l'émancipation, c'est de déterminer le maître à payer de bonne volonté ce que naguère il obtenait presque pour rien. L'apprentissage ne prépare en aucune façon le changement qui doit s'opérer de part et d'autre. Il donne pour tuteur à l'esclave celui qui a le moins d'intérêt à ce qu'il devienne un travailleur libre, en état de débattre ses conditions, celui qui, par ses sentimens et ses habitudes, est le moins en mesure d'aimer et de comprendre l'état nouveau des relations sociales. Enfin, ce système, en maintenant le noir à la glèbe, ne fait qu'échanger l'esclavage contre le servage, deux noms différens donnés à une même chose. Qu'est-ce que la liberté, sinon la faculté de choisir celui à qui l'on vend son travail? Quelle est souvent la plus grande douleur de l'esclave? c'est de se trouver en face d'un maître qu'il n'aime pas. Quelle a été, au fond, la plus grande difficulté de la transition dans les colonies anglaises, sinon la multitude des conflits provenant de la présence forcée, en face l'un de l'autre, de celui qui avait été maître absolu et despote, et de celui qui devenait ouvrier libre, de celui qui avait châtié et offensé impunément, et de celui qui avait été offensé et châtié? Quel serait le meilleur moyen d'éviter ces conflits et de détruire à leur racine toutes les susceptibilités morales inhérentes à la position respective de l'ancien maître et de l'ancien esclave? Le plus souvent, un simple changement d'atelier pour l'ancien esclave. Celui qui travaillait avec répugnance sur telle plantation, deviendrait, sur telle autre, travailleur diligent et de bonne volonté. Évidemment, ce prétendu mode de travail libre n'est qu'une variante du travail esclave, et ne supporte pas la discussion.

Quant au troisième mode, c'est celui que l'on a nommé émancipation partielle. Il ne faut pas entendre par là ce faux-fuyant dérisoire, adopté par les défenseurs de l'ancien système colonial comme dernier refuge de la résistance, et qui consiste à présenter comme le plus sûr moyen d'éteindre l'esclavage le cours naturel des affranchissemens volontaires que les maîtres accordent à leurs esclaves. Ces affranchissemens volontaires n'intéressent pas la population rurale, celle où se trouvent les véritables esclaves : ils ne portent guère que sur la population des villes, et encore sur des serviteurs vieillis ou sur des femmes et de jeunes enfans. Le nombre des femmes et des jeunes enfans affranchis est assez considérable, et l'on conçoit facilement la cause de ces prédilections. Les affranchissemens partiels, dans une société où la masse des travailleurs est esclave et où il n'existe aucune prévision pour l'organisation du travail libre, ni même aucune place pour les professions d'arts et métiers, n'ont d'autre effet que de multiplier les vagabonds et de fournir des argumens à ceux qui prétendent que les noirs sont impropres au travail. A de pareilles conditions, les blancs y seraient encore moins aptes. En outre, les affranchissemens partiels tendent à frustrer le colon des deux avantages qu'il peut

attendre de la réforme, le remboursement d'une partie de son capital au moyen de l'indemnité, et l'adoption de bonnes mesures de police pour le maintien et l'organisation du travail.

Ce qu'il faut entendre par émancipation partielle, lorsqu'il s'agit d'un mode d'émancipation pris au sérieux, c'est le système qui a été proposé aux colonies par le ministère de la marine, après le rapport de M. de Rémusat, savoir, la sanction légale du pécule et du droit de rachat, moyennant des conditions fixes, indépendantes de l'arbitraire et du caprice de l'ancien maître. Un pareil mode, qui a le double inconvénient d'éluder le paiement intégral et en masse de l'indemnité, seule compensation suffisante au déplacement d'intérêt qui doit résulter de l'émancipation, et de rendre moins nécessaires les mesures de prévoyance pour l'organisation du travail, suppose encore le concours actif des planteurs. Les quatre conseils coloniaux, déjà consultés sur ces mesures d'émancipation partielle, s'étant trouvés d'accord pour les repousser, il n'y a pas lieu de compter sur ce concours, et par conséquent de faire essai du système pour lequel il est absolument indispensable.

Ainsi, des trois modes d'émancipation qui sont connus et proposés, le seul rationnel, c'est celui qui aboutit à une mesure d'ensemble entreprise et conduite par l'état, sauf établissement d'un régime intermédiaire. La direction de ce régime intermédiaire est sans doute une grave responsabilité; mais il faut bien que quelqu'un la prenne, et le gouvernement est, en définitive, mieux en mesure que personne. Il doit néanmoins se préoccuper de toutes les difficultés d'une pareille tâche. Le mauvais vouloir des anciens maîtres quant à la location du travail pourra susciter beaucoup d'obstacles.

Il est douteux d'abord que les conseils coloniaux se montrent favorables à l'émancipation, ou même résignés devant la résolution qui leur est transmise. Ils ont été déjà consultés plusieurs fois, et l'on a vu l'esprit de résistance se développer chez eux en suivant une progression ascendante. Aussi la commission a-t-elle jugé qu'une nouvelle tentative serait superflue. Le ministère de la marine, qui a bien quelques reproches à se faire quant à la fermeté des avis qu'il aurait pu donner aux colons, ne voudra pas user de cette rigueur, et il est probable que les gouverneurs coloniaux recevront ordre de réunir les conseils, ou qu'il leur sera laissé pleine liberté à cet égard. Si un rayon de lumière pouvait éclairer ces populations, placées malheureusement trop loin du centre des opinions métropolitaines, et qui n'ont entre elles et la métropole que des interprètes au moins maladroits; si elles consentaient à se départir d'une résistance sans profit pour entrer dans les voies de la conciliation, chacun y gagnerait, et les colonies elles-mêmes plus que personne. L'émancipation, opérée d'accord entre l'état et les planteurs, avec tout le profit qu'il est possible de tirer des résultats de l'expérience anglaise, ouvrirait pour les colonies une ère de sécurité, de crédit et de prospérité financière. Mais ne faut-il pas craindre le funeste effet des dispositions contraires déjà manifestées, et que trop de personnes ont intérêt à entretenir?

Il faut toujours prévoir ces résistances et envisager la réforme coloniale

comme une mesure que le gouvernement est appelé à conduire au milieu de difficultés dont les plus graves ne viendront pas seulement des colonies. Toutes ces difficultés provenant avant tout d'imprévoyance, d'ignorance et d'inertie, le gouvernement est tenu de prévoir, de savoir et d'agir en faveur de ceux qui s'oublient dans la misère du présent et dans l'insouciance de l'avenir.

En vue de cette situation, plusieurs questions bien graves se soulèvent d'elles-mêmes :

La transformation de la propriété en vertu de laquelle l'ouvrier cessera d'être valeur immobilière, et qui va fonder la richesse coloniale sur la même base qu'en Europe, c'est-à-dire sur la terre, n'entraînera-t-elle pas un remaniement dans l'assiette de l'impôt?

Les changemens à introduire dans le régime du travail ne devront-ils pas modifier la distribution des cultures et des industries, de telle sorte que la plupart des prohibitions du monopole colonial fassent place à la liberté du travail du maître, en même temps que le travail de l'esclave deviendra libre aussi?

Appendice négligé, dépendance accessoire d'un grand ministère qui a la responsabilité de nos flottes, et qui, en tout temps, mais en ce moment surtout, doit avoir un souci plus grave que d'assurer l'ordre intérieur de quelques possessions d'outre-mer, la direction des colonies a-t-elle, par elle-même, la spontanéité d'action et le degré d'influence que réclame l'exécution d'une réforme où l'état devra prendre une part directe et si grande?

Une telle œuvre n'exige-t-elle pas une masse de travaux et des connaissances spéciales qui excluent la possibilité de la réduire à un travail secondaire, à une affaire de détail, même pour l'homme d'état le plus exercé? Tout homme politique qui ne fera pas de cette œuvre son but particulier, au moins temporairement, son titre principal à la reconnaissance de son pays, ne reculera-t-il pas toujours devant la responsabilité de l'action, et n'aimera-t-il pas mieux, comme c'est arrivé jusqu'ici, se tenir sur la réserve et dans la dangereuse quiétude des temporisations?

Le gouvernement de nos possessions, pendant cette transformation avant tout civile et industrielle, doit-il être confié à des hommes de guerre, détournés par l'intérêt même de leur avancement de faire une résidence dans le pays?

L'administration des colonies ne serait-elle pas beaucoup mieux placée, au contraire, aux mains de fonctionnaires civils, habitués à manier des affaires d'intérêt matériel et à diriger les hommes d'après d'autres mobiles que ceux de la discipline des camps ou des vaisseaux?

Le traitement de ces hauts fonctionnaires doit-il être porté sur les budgets locaux ou sur le budget général de l'état?

Les conseils coloniaux doivent-ils rester pouvoirs législatifs et avoir dans leurs attributions le vote ou du moins le contrôle des traitemens de la magistrature et du clergé?

Le clergé lui-même, au moment où son assistance sera si utile, son action sur la population si importante et si difficile, pourra-t-il rester sans chefs épiscopaux?

Telles sont les questions qui se trouvent, comme nous l'avons dit, posées d'elles-mêmes devant la commission. La commission est à la hauteur de ces difficultés, mais elle doit en tenir compte dès le point de départ. Le plus grand malheur pour les colonies et pour le succès de l'émancipation en elle-même, serait qu'elle se présentât comme une mesure isolée. Des précédens fâcheux ont fait de la législation coloniale un chaos de mesures contradictoires, et de l'administration des colonies un véritable royaume de ténèbres. Sous peine de travailler en pure perte, comme on l'a fait jusqu'ici, il faut procéder par une législation d'ensemble et une réforme *radicale* dans le sens rationnel de ce mot. Quand une société a pour *racine* l'esclavage, et que l'on songe à faire disparaître l'esclavage, c'est toujours d'une réforme complète qu'il est question.

On ferait injure à la haute sagacité de M. le président du conseil si l'on ajoutait foi à ce qui se propage au sujet de son indifférence sur ces graves intérêts. La question coloniale ne doit pas être traitée comme une question de charité publique envers les noirs. Par le côté où elle touche à la liberté, c'est une question d'honneur national; car la charte de 1830 n'a pas à se glorifier de mettre l'esclavage sous la protection du drapeau tricolore, lorsque le drapeau anglais est devenu une bannière religieuse de libération pour la race africaine. Par le côté où elle touche à la politique pratique, c'est l'avenir de notre commerce maritime. Le commerce maritime ne se relèvera pas aussi long-temps que notre gouvernement de droit commun aura à solder avec ses départemens d'outre-mer le long arriéré d'une législation exceptionnelle. Le ministre qui a présenté et fait voter la loi des paquebots transatlantiques n'a pas, quoi qu'on dise, l'intention de localiser l'action de la France dans la Méditerranée. La puissance navale ne peut avoir de circonscription naturelle que la mer elle-même dans toute son étendue, *mare ubicumque est*. Avec l'avenir réservé à la navigation à vapeur, les colonies d'outre-mer n'ont-elles pas acquis une importance militaire plus grande, ne fût-ce que comme dépôt de combustibles? A la honte d'avoir perdu tant et de si belles possessions, faudrait-il ajouter la honte de ne pouvoir point défendre celles qui nous restent? Et le cas de guerre échéant, hypothèse formidable qu'il n'est plus permis de négliger aujourd'hui, ne serait-il pas plus avantageux à la France de se ménager, dans ses colonies, 250,000 sujets de plus pour aider à repousser l'ennemi, au nom d'une métropole libératrice, au lieu d'avoir, ce qu'elle aurait aujourd'hui, 250,000 esclaves rebelles appelant l'étranger à leur secours?... C'est ici surtout que l'émancipation ne se présente plus comme une question de philanthropie, si tant est qu'on la dédaigne à ce titre.

---

V. de Mars.

# JOURNAL

D'UN

# OFFICIER DE MARINE.

## Manille. — Canton. — Un Théâtre Chinois, etc.

### I.

Le 29 août 1838, à onze heures du matin, nous mouillâmes devant Manille, après avoir rapidement passé dans l'étroit canal formé par l'île verdoyante du Corrégidor et celle de Maribelle. Une forte pluie vint dérober à nos yeux la vue des noires fortifications et des nombreuses églises de la ville; ce n'était que le prélude de l'affreux déluge qui nous attendait.

Malgré la mer qui commençait à se faire grosse, M. Chaigneau, le vice-consul, vint à bord avec le capitaine du port, dans une de ces superbes chaloupes, armées de pierriers, que le gouvernement espagnol entretient pour transporter les autorités, et pour chasser les petits pirates qui infestent la côte vers Mindanao. Je lui remis les lettres que j'avais pour M. Barrot, notre consul, ne voulant aller à terre que le lendemain, une fois le mauvais temps passé. A ces lettres que je lui confiais, j'ajoutai une courte note contenant mes compli-

mens et une apologie *for my not going on shore*, apologie que l'état du ciel faisait beaucoup mieux que moi.

Le lendemain s'écoula, puis le surlendemain, et enfin le troisième jour, sans que la pluie parût vouloir cesser. Nous commençâmes à croire que le soleil était chose invisible à Manille, et M... et moi, décidés à ne pas perdre davantage un temps précieux, nous nous jetâmes dans un canot pour aller, malgré la mer, le vent et les torrens de pluie, faire une visite à M. Barrot, dont j'avais reçu une lettre fort aimable.

La ville est bâtie sur les bords d'une rivière qui se trouve encaissée jusqu'à la mer par deux belles chaussées, à l'extrémité desquelles s'élèvent d'un côté un petit phare et de l'autre un port bien bâti et en bon état. Les lames battaient avec fureur les murs solides de la forteresse, et couvraient d'écume la partie la plus haute du phare. Nous entrâmes avec peine, au milieu des brisans, dans le petit chenal marqué par des pierres qu'il faut suivre pour franchir la barre, et puis nous nous trouvâmes dans la rivière, où le courant, luttant contre la marée montante et le vent, soulevait des vagues courtes, mais droites et dures, qui se heurtaient dans tous les sens et entraînaient dans leurs sauts désordonnés notre embarcation d'une manière fort désagréable. Cependant le ciel, qui avait paru vouloir s'éclaircir, abaissa peu à peu vers la terre des masses énormes de nuages noirs, et, derrière nous, le bouillonnement des eaux nous annonça qu'il était temps de chercher un abri.

Un de ces immenses bateaux plats couverts de toitures mouvantes en paille, si utilement employés pour le transport des marchandises, se traînait péniblement le long de la jetée, cherchant à remonter le courant et à regagner son poste parmi les nombreux navires dont les mâtures rapprochées nous annonçaient les places où l'on pouvait débarquer. Nous atteignîmes bientôt le *casco* (c'est le nom qu'on donne à ces larges embarcations), et nous sautâmes tous à son bord, officiers et matelots, pour nous mettre à l'abri sous ses voûtes de nattes. Ceux de nos hommes qui étaient déjà mouillés se mirent sur la jetée, avec deux ou trois Tagals, à tirer la corde au moyen de laquelle le lourd bateau se halait de l'avant.

Le Tagal qui était à la barre nous salua fort poliment; il nous offrit du feu pour allumer nos cigarres; et, quand nous fûmes confortablement installés au milieu de quelques veaux dont le bateau était chargé, il parut tout disposé à lier conversation avec nous. Le pauvre diable attendait depuis trois jours un moment de beau temps pour

porter à bord d'un bâtiment en rade des provisions fraîches en animaux et en légumes; sa cargaison avait passablement souffert de ce retard; il venait d'essayer de sortir, mais l'état de la mer l'en avait empêché. Le ciel semblait avoir ouvert toutes ses cataractes; la chemise d'écorce d'ananas de notre pauvre patron indien était collée sur sa peau cuivrée sans qu'il parût y faire attention; cependant nous avancions toujours, grace à ceux qui nous traînaient sur la digue et à quatre hommes placés sur des saillies extérieures en bambou, qui poussaient de fond en appuyant contre leur épaule l'extrémité d'une immense perche.

Enfin nous arrivâmes devant un grand édifice carré, percé de nombreuses fenêtres, qu'on nous dit être la douane; et, reprenant notre embarcation, nous évacuâmes le *casco* hospitalier pour aller débarquer sur la rive opposée, laissant à notre droite la ville fortifiée, avec ses sévères bastions et ses grandes maisons emprisonnées dans les remparts, pour aller dans le faubourg de Binondo. Cet immense faubourg est le séjour des marchands et des personnes riches, qui se bâtissent sur les bords de la rivière, en dehors des murs à créneaux, des habitations délicieuses, où l'on respire un air plus libre, et que l'on peut quitter à toute heure de la nuit sans craindre la rencontre d'un pont-levis abaissé ou d'une porte fermée.

Nous avions l'adresse d'un bon hôtel tenu par un honnête Allemand nommé Antelmann, et nous nous y dirigeâmes en toute hâte, précédés par les porteurs de nos malles, qui galopaient de leur mieux, sous une horrible averse, et dans des rues qui ressemblaient à des rivières. Nous arrivâmes mouillés des pieds à la tête à l'hôtel Antelmann; les domestiques de la maison quittèrent leurs guitares pour venir prendre nos manteaux, et le maître, vrai Castillan par son flegme, sinon par son origine, nous donna des chambres propres et commodes, où nous nous débarrassâmes avec bonheur de nos vêtemens mouillés, en savourant une tasse de ce délicieux chocolat de Manille que les Espagnols seuls savent préparer. Nous passâmes ensuite dans une grande salle où nous attendait le déjeuner; quelques-uns des élèves de marine de *l'Artémise* y étaient déjà établis; ils venaient de quitter une table de billard placée dans le même appartement.

Nous fîmes un excellent repas, et, pendant une heure ou deux, nous oubliâmes qu'il pleuvait à verse. Il fallut cependant bien songer à quitter l'hôtel pour aller chez M. Barrot; mais à Manille les personnes comme il faut ne vont jamais à pied, quelque temps qu'il

fasse, et certes ce n'était guère le moment de songer à déroger aux usages reçus. Heureusement M. Antelmann, en *landlord* prévoyant, avait dans ses écuries cinq à six voitures et une vingtaine de chevaux; moyennant trois gourdes par jour, on a un joli *birlocho* avec deux petits chevaux fringans et un habile postillon. Cette espèce de voiture, à quatre roues et à deux places seulement, est très légère et très gracieuse; c'est la seule usitée à Manille; la mode en vient, dit-on, de Batavia; j'en avais vu de tout-à-fait semblables à Lisbonne.

Nous montâmes dans notre élégant équipage, M... et moi; le postillon, couvert d'un manteau à livrée, et la tête coiffée d'un immense *salacot*, s'élança sur un des chevaux, et nous partîmes, emportés comme le vent, à travers les rues boueuses, laissant rapidement derrière nous les magasins chinois, les guinguettes tagales, les vieilles églises, les maisons élégantes aux balcons saillans, et les sombres couvens aux fenêtres grillées. Notre course ne se ralentissait qu'au passage des petits ponts en pierre jetés sur les bras de la rivière qui s'avancent dans la ville; ces ponts, construits, je crois, pour le désespoir des cochers et la fortune des faiseurs de voitures, sont en dos d'âne, très raides; et ce qui augmente encore la difficulté du passage, c'est que les larges pierres de taille qui les couvrent s'arrêtent à l'endroit même où commence la rue. Cela fait, à l'entrée et à la sortie du pont, une espèce de marche d'escalier que les roues des voitures ne franchissent qu'aux risques et dépens des ressorts. Nous traversâmes une dernière rue bordée de mauvaises cases en feuilles de palmier, et, tournant habilement à droite, notre postillon entra par une porte étroite dans un pré où se trouvait la maison du consul. C'était anciennement une église appelée San-Miguel, et le nom en est resté à l'habitation.

Bâtie sur le bord de la rivière, dans une situation charmante, cette maison est une des plus agréables de Binondo; nous y fûmes reçus de la manière la plus aimable par M. Barrot, que nous trouvâmes étendu, en vrai colon, dans un vaste fauteuil chinois en bambou, et savourant un de ces délicieux cigarres de Manille que les étrangers finissent par préférer à ceux de la Havane. Tout le monde fume dans la capitale des Philippines : petits et grands, hommes et femmes, paient leur tribut à la manufacture royale, où plus de dix mille ouvriers travaillent sans relâche à rouler des feuilles de tabac. M. Barrot, après avoir résisté à cette passion générale, lorsqu'il habitait Lima et Carthagène, n'avait pu en faire autant à Manille; il nous présenta une assiette en laque noire pleine des précieux cigarres, et

la conversation sembla devenir plus gaie dès que l'assiette eut circulé et que chacun eut allumé son rouleau parfumé à un de ces bâtons-mèches qui brûlent toujours dans de petits bateaux en laque, inventés en Chine pour cet usage.

Nous sortîmes enchantés de notre jeune consul; et, comme nous devions venir dîner avec lui, nous le quittâmes pour aller faire un tour dans la ville, en attendant que la pluie nous forçât de retourner à l'hôtel.

Mais, avant de parler davantage de Manille, je vais rappeler en peu de mots l'origine de cette colonie, ses diverses révolutions et les élémens dont elle est composée.

On sait que Luçon, l'île la plus grande du groupe des Philippines, fut découverte par Magellan en 1519; mais ce ne fut qu'en 1571 que Juan de Salcedo, neveu du brave Legaspe, envoyé à Luçon par son oncle, fonda Manille sur les bords de la petite rivière de Passig, qui prend sa source à neuf ou dix milles de là, dans un lac immense parsemé d'îles d'une fertilité étonnante.

Salcedo battit les naturels du pays qu'on appelait Tagals, Panpangas, Zimbales, Pangasinans, Ilocos et Cayagans. Ces peuplades, d'une couleur olivâtre, ont les cheveux lisses et les traits presque entièrement semblables à ceux des Malais. Mais dans les forêts et sur les montagnes vivait une autre race entièrement différente, noire comme les races du centre de l'Afrique, avec les cheveux crépus et le nez épaté : les Otas ou Négritos fuyaient les autres habitans de l'île et se faisaient remarquer par un naturel indomptable. Les Espagnols renoncèrent bientôt à les civiliser, et se contentèrent de les repousser plus loin dans les gorges et les ravins inaccessibles de Luçon. Quant aux Tagals, qui promettaient de devenir des sujets dociles, on les traita assez humainement, et l'on prit, pour mieux s'assurer de leur fidélité, un moyen qui déjà avait été employé plusieurs fois avec succès en pareil cas : on travailla activement à en faire des chrétiens, et on y parvint en assez peu de temps. Ils furent alors répartis en petites congrégations, dont chacune, n'ayant guère à recevoir d'ordres que de son chef spirituel, semblait ne point obéir à une autorité imposée par la force. Mais les curés, dont l'influence sur les Tagals était presque sans bornes, étaient eux-mêmes en général les instrumens dociles des volontés de l'archevêque, qui se trouvait ainsi investi par le fait d'une puissance extraordinaire. Toutefois, il faut remarquer que, si le clergé régulier lui était complètement soumis, il n'en était pas tout-à-fait ainsi des ordres religieux, dont l'esprit indépendant fut même dans le principe la cause de bien des troubles.

En 1574, la colonie naissante fut attaquée par un pirate chinois qu'on nomme dans le pays le roi Limahou. Battu par Legaspe, cet aventurier fut heureux de s'enfuir avec une partie de ses soldats sur l'île Formose, tandis que le reste de ses troupes, refoulé dans l'intérieur de Luçon, se mêla aux indigènes et forma une race distincte plus blanche que les autres. En 1603, le faubourg de Binondo comptait plus de vingt-cinq mille Chinois, qui étaient entièrement maîtres du petit commerce de détail et très influens par leurs richesses. Une ambassade de la cour de Pékin vint à cette époque, sous un prétexte absurde, pousser à la révolte tous ces sujets du céleste empire, et, sans la révélation d'une Tagale mariée à un Chinois, c'en était fait de Manille. Les Espagnols, quoique avertis, furent si vigoureusement attaqués, qu'une partie des troupes fut massacrée. Sans les cruautés exercées par les Chinois envers les Tagals, la garnison eût même été obligée de mettre bas les armes; mais les Tagals, maltraités, se réunirent aux Espagnols, et dès-lors la victoire se déclara pour le parti européen.

Les Chinois firent encore, en 1639, une tentative de révolte qui se termina, comme la première, par une entière défaite.

Un tremblement de terre détruisit, en 1645, une grande partie des plus beaux édifices de Manille; enfin, en 1719, une attaque des Anglais vint mettre la colonie à deux doigts de sa perte. Après une héroïque résistance de la garnison et des indigènes, sous les ordres du chanoine Anda et d'un Français, il fallut rendre la ville au général Draper, qui l'abandonna au meurtre et au pillage, et lui imposa un tribut de 4 millions. La tranquillité se rétablit. Mais les Anglais avaient encore bien des ennemis à combattre; le chanoine Anda, exploitant habilement les préjugés religieux, avait insurgé contre eux tout le pays, et l'officier que Draper avait laissé pour commander la place était sur le point de se rendre, lorsqu'une frégate anglaise apporta la nouvelle de la paix conclue entre l'Angleterre et l'Espagne. La reddition de Manille était une des conditions du traité.

Anda, nommé capitaine-général, parvint à apaiser les troubles qui suivirent cette révolution, et rendit à la colonie sa première splendeur.

Ce ne fut que sous le règne de Napoléon que les étrangers obtinrent de l'Espagne le droit de s'établir à Manille, et bientôt leur industrie fit faire des progrès immenses au commerce de l'île. Massacrés en partie par une populace aveugle et féroce pendant le choléra de 1820, ils ont repris peu à peu dans le pays l'influence qu'ils avaient

perdue, et depuis quelque temps un changement total s'est opéré en leur faveur.

Manille est gouvernée à présent, comme aux temps de la conquête, par un capitaine-général qui doit être remplacé tous les six ans, et par un conseil colonial, composé d'un régent et de quatre *oidores* ou conseillers; puis vient l'archevêque, qui a trois évêques et douze chanoines sous ses ordres; enfin une puissance qu'il faut aussi compter, c'est celle de quatre ordres religieux, les augustins, les dominicains, les récollets et les franciscains. C'est dans le sein de ces ordres que se prennent en général les curés pour les provinces.

La garnison de Manille se compose habituellement de mille hommes de troupes réglées venues de la métropole. Cette force avait suffi jusqu'à présent pour assurer la tranquillité de la ville, malgré l'esprit remuant des métis; on l'a cependant doublée depuis peu. Une milice est instituée dans les provinces pour faire la police.

Possédant un bel arsenal et des chantiers de construction dans la petite baie de Cavite, non loin de la ville, l'Espagne avait autrefois une marine à Luçon; elle ne possède plus maintenant que quelques chaloupes canonnières. . . . . . . . . . . . . . . .

Nous avions, M... et moi, vu de si beaux échantillons des toiles que l'on fabrique à Manille avec les fibres d'une espèce d'ananas, que nous cherchâmes, en sortant de chez le consul, un magasin où l'on pût nous montrer cette précieuse marchandise. Après bien des courses infructueuses, on nous enseigna une maison renommée pour la beauté et la finesse du tissu de ses étoffes de *piña* (c'est le nom qu'on leur donne). Nous montâmes à un premier étage, et nous fûmes introduits dans un vaste appartement orné de glaces, garni de meubles de toute espèce, mais sans une seule pièce d'étoffe. Nous commencions à croire qu'on nous avait mystifiés, lorsque la maîtresse de la maison, accompagnée de deux ou trois de ses filles, vint nous inviter à nous asseoir, et nous dit qu'elle avait ce qu'il nous fallait. La mère et les jeunes filles, d'origine tagale, avaient l'élégant costume des femmes du pays. Une ample pièce d'étoffe rayée, qu'on appelle *tapiz*, leur serrait étroitement la taille et tombait avec grace sur de petits pieds nus tenant à peine dans des pantoufles en velours brodé. Ces pantoufles n'ont guère que la semelle et une extrémité si peu couverte, que le bout du gros orteil y entre seul; une courte camisole en piña leur couvrait la partie supérieure du corps, laissant à nu les bras et cette portion du buste trop haute pour être enveloppée par le tapiz, trop basse pour être protégée par la légère camisole. Leurs beaux cheveux noirs

étaient ramassés et noués derrière la tête. Quand elles sortent, les Tagales ajoutent à ce costume un mouchoir brodé qu'elles jettent sur leurs épaules, et un autre dont elles se couvrent la tête. Cette manière de se vêtir, si propre à mettre en relief les beautés d'une taille svelte et les proportions d'un corps bien fait, décèle bientôt aussi les ravages causés par l'âge ou les maladies; il faut de plus, pour que ce costume ait tout le charme possible, que la femme qui le porte ait la taille cambrée et des hanches bien prononcées, ce qui manque, il faut l'avouer, à la plupart des beautés indiennes de Manille.

Les métisses, qui sont de toutes les femmes les seules avec lesquelles les étrangers puissent former des liaisons passagères, ont adopté un costume qui tient le milieu entre le tagal et l'européen. Elles portent *la cambaye,* qui se plisse et ne se drape pas autour de la taille; ce vêtement ressemble aux robes de nos grisettes. La camisole est conservée, mais on la couvre souvent de superbes mouchoirs de piña, richement brodés. Un rosaire plus ou moins riche, depuis le simple grain de corail jusqu'au travail en or le plus exquis, sert de collier aux métisses comme aux Tagales, et c'est à la beauté de ce bijou consacré que l'on peut reconnaître la générosité d'un amant.

Nos petites marchandes de piña étaient dans le plus simple déshabillé, et les pauvres jeunes filles n'étaient pas assez jolies pour arrêter long-temps nos regards; mais elles avaient des manières gracieuses qui nous touchèrent beaucoup. Pendant que leur mère ouvrait les tiroirs pour en tirer des rouleaux de piña, les bonnes filles nous apportèrent de la limonade, du vin, et sur une assiette de porcelaine des cigarres avec le bétel; nous prîmes un cigarre, l'aînée nous offrit obligeamment le feu du sien, et nous fumâmes de compagnie, causant comme de vieilles connaissances. Nous restâmes là plus d'une heure, examinant avec admiration les tissus aériens que les indigènes font avec l'écorce d'ananas, et les magnifiques broderies dont les adroites Tagales couvrent ces mouchoirs que l'on ne connaît pas du tout en Europe.

Nous achetâmes chacun une petite pièce d'étoffe non brodée, de peur que les dessins des broderies que nous avions sous les yeux ne fussent plus de mode en France à notre retour; puis, après bien des remerciemens de notre part, nous quittâmes nos aimables vendeuses sans les payer, parce que nous n'avions pas assez d'argent sur nous. Il faut que la confiance soit bien grande chez ces gens-là, car nous étions en bourgeois, et, lorsque nous leur laissâmes nos cartes, il ne leur vint seulement pas à l'idée de nous demander qui nous étions.

En sortant de la maison, nous rencontràmes leur frère, grand garçon à la chevelure noire et raide, aux yeux obliques et un peu bridés, vêtu, comme tous les hommes du peuple et de la classe moyenne, d'un pantalon de couleur et d'une chemise en piña, rayée de grandes bandes verticales rouges et blanches, qui flottait sur le pantalon; le collet était brodé avec art, et le rosaire obligé pendait sur la poitrine de l'honnête Tagal, qui voulait à toute force nous faire rentrer pour jouir à son tour de notre société; mais nous étions pressés d'aller nous habiller: nous regagnàmes donc l'hôtel en toute hâte.

A quatre heures, nous fîmes un dîner charmant chez M. Barrot; il y avait le consul belge, M. Lanou, excellent jeune homme, tout dépaysé à Manille, et heureux d'avoir trouvé dans notre consul un ami qui lui fait supporter les ennuis d'un long exil. Nous vîmes aussi là M. La Géronnière, médecin français, fameux dans le pays par sa belle propriété de la Hala-Hala, située sur les bords du grand lac intérieur, et chasseur renommé entre tous les chasseurs de buffles sauvages, de cerfs et de sangliers. Parvenu après des fatigues inouies à s'établir seul au milieu des bois et parmi des peuplades sauvages, il avait enfin recueilli le fruit de tant de peines; mais la mort d'une femme qu'il avait choisie parmi les créoles de la ville, et qu'il aimait tendrement, l'avait déterminé à retourner en Europe, et il venait de céder la Hala-Hala aux frères Vidi, négocians français, avec lesquels il était depuis long-temps lié d'amitié.

M. Barrot avait arrangé une partie pour aller visiter cette belle habitation. Notre projet fut retardé plusieurs jours par différentes causes, et nous désespérions presque de le voir se réaliser. Enfin, le 21, à huit heures du matin, le consul, le commandant et moi, nous nous embarquâmes à San-Miguel dans une superbe *faloa* du gouvernement. Nous avions seize vigoureux rameurs tagals, de grandes et bonnes voiles latines si le vent était favorable, et d'excellentes provisions pour la journée, car il ne faut pas moins de tout un jour pour aller de Manille à la Hala.

Le derrière de l'embarcation était couvert d'un petit toit arrondi en toile vernie à l'épreuve des orages, et des rideaux à tringles, qu'on pouvait incliner à volonté, tombaient de cette légère voûte, suspendue sur des colonnettes en fer poli. A l'intérieur, l'embarcation était garnie de sabres aux formes étranges et de longs fusils qui complétaient, avec deux pierriers placés devant, l'armement de cette chaloupe, souvent employée par la douane.

Nous partîmes, et nos rameurs, se levant ensemble sur leurs bancs,

se laissaient tomber en mesure aux accens d'une chanson monotone, ajoutant ainsi le poids de leur corps à l'effort puissant de leurs bras. La *faloa*, poussée avec force et comme enlevée sur les avirons, avançait rapidement malgré le fort courant de la rivière. Bientôt les bords ne présentèrent plus que des arbres magnifiques, des forêts de bambous, et des rizières laissées à sec par la marée descendante. De temps en temps, on découvrait un couvent lourd et massif s'élevant au-dessus de la cime des arbres, et montrant de loin ses fenêtres grillées et son triste clocher. Des villas délicieuses contrastaient, par leur élégante architecture et leurs vertes jalousies, avec ces édifices sacrés, qui assombrissent toujours le paysage dans les contrées soumises aux Espagnols ou aux Portugais.

A mesure que nous avancions, les détours de la rivière devenaient plus fréquens, et la scène qui se présentait à nos yeux variait à chaque instant, mais pour devenir de plus en plus belle. Que de tableaux ravissans on aurait pu faire! Ici, sur une petite langue de terre, à l'ombre d'une épaisse touffe de bambous, un jeune enfant accroupi sur un buffle nous regardait passer avec admiration, tandis que le féroce animal, le cou tendu, l'œil fixe et les naseaux enflés de colère, faisait entendre ce souffle menaçant, signe infaillible d'une fureur qu'il est dangereux d'exciter. Là, sur un terrain incliné, s'élevait une de ces cabanes, demeure bruyante de milliers de canards que les Tagals élèvent après avoir fait éclore les œufs en les couvant eux-mêmes; la rivière en fourmillait, la plage en était couverte, et leurs gardiens, placés sur de petites pirogues, s'efforçaient de les rallier dans la case commune. Plus loin, sur le fond bleuâtre des eaux et des arbres, se dessinaient des radeaux de pêcheurs avec leurs petites cabanes et les immenses perches dont le mouvement de bascule fait plonger et soulève tour à tour un large filet. Enfin, presque à chaque pas nous rencontrions des maisons en paille, dont une partie en forme de balcon s'avançait dans la rivière, soutenue au-dessus de l'eau par des colonnes de bambous. Une foule de pirogues et de légères *bancas* se pressait autour de ces hôtelleries demi-flottantes, haltes ordinaires d'innombrables embarcations de toute espèce qui remontent et descendent continuellement. Qui pourrait peindre ce mouvement de nacelles chargées de fruits, l'empressement de leurs conducteurs au chapeau conique, à la chemise flottante, qui se poussent, se heurtent et jurent pour arriver auprès des distributeurs de riz et de bananes?

A dix heures, nous passâmes sous le pont en bambous du petit

village de Passig, qui a donné son nom à la rivière; de grands bateaux, aussi étranges de formes et aussi bizarrement peints que les jonques chinoises, étaient mouillés devant les cabanes de ce hameau entièrement habité par des pêcheurs. Il y avait encore là de charmans sujets de tableaux.

Enfin la riviere, au sortir du petit port de Passig, commença à serpenter au milieu d'une plaine marécageuse couverte de rizières, variée seulement par des bouquets de bambous et animée par des troupeaux de buffles qui se vautraient dans les bourbiers pour se couvrir de cette croûte épaisse de fange qui leur fait, en se séchant au soleil, une cuirasse à l'épreuve des cruelles morsures des moustiques; puis, les bambous, se resserrant, formèrent au-dessus des eaux comme une voûte gothique, au sortir de laquelle nous nous trouvâmes tout à coup dans le lac, espèce de petite mer intérieure qui a plus de trente lieues de tour et une profondeur de vingt à vingt-cinq pieds dans toute son étendue.

Tout avait été bien jusque-là; nous pûmes même déjeuner tranquillement, parce que le vent commençait à souffler du côté favorable, et que nos voiles suffirent pour nous pousser rapidement vers une des îles qui se trouvaient sur notre chemin. Mais, comme nous en approchions, le ciel se chargea tout à coup de sombres nuages, les montagnes disparurent sous un grain menaçant qui venait par notre travers avec un cortége peu rassurant d'éclairs et de tonnerre. Bientôt cette noire barrière arriva au-dessus de nos têtes et nous couvrit d'un déluge d'eau; nos Tagals s'empressèrent de serrer la grande voile, et se résignèrent ensuite à être mouillés des pieds à la tête, tandis que, grace à notre légère toiture en toile, nous étions sur nos coussins parfaitement à l'abri.

Cet orage passé, et en attendant ceux que nous voyions se former à l'horizon, nous fîmes de la voile. De temps en temps il fallait armer les avirons, et notre bon équipage, rafraîchi par la pluie, ramait avec ardeur; nous passions le long de grandes pêcheries établies au milieu du lac; nous longions des îles et des îlots couverts d'une verdure impénétrable, asiles des cerfs et des buffles sauvages. enfin, à cinq heures du soir, nous arrivâmes à la Hala-Hala.

L'ancienne habitation de M. La Géronnière, maintenant occupée par les frères Vidi, est située sur une langue de terre qui s'avance dans le lac; les murs, proprement blanchis et ornés de balcons, s'élèvent au-dessus de deux rangées de cases qui sont venues se grouper autour de la ferme européenne, formant ainsi un petit village avec sa mo-

deste église en chaume et son curé. De magnifiques plantations de cannes à sucre, des champs de riz et de maïs, s'étendent dans la plaine jusqu'aux flancs boisés de la montagne qui dépend de cette belle propriété, et qui lui forme une barrière protectrice.

Les deux frères Vidi nous reçurent sur la plage en vrais planteurs, le salacot sur la tête, les jambes et les pieds nus, et le poignard tagal, le fameux *bolo*, passé derrière le dos dans le mouchoir qui leur servait de ceinture.

La *faloa* fut amarrée à côté des pirogues du village, la tente fut dressée, et notre équipage reçut de M. Barrot l'argent nécessaire pour passer tranquillement les deux ou trois jours qu'il devait nous attendre; puis nous nous dirigeâmes vers la maison avec nos aimables hôtes. J'étais pour eux le seul étranger; mais, grace à la simplicité de leurs manières empreintes de la plus franche cordialité, je fus bientôt à mon aise comme une vieille connaissance.

A la Hala, on se lève avec le jour, et l'on prend en se levant une grande jatte de café au lait; à une heure on dîne copieusement, et à sept heures on soupe : ce souper, qu'on faisait très substantiel en notre honneur, se compose d'ordinaire, pour les maîtres de la maison, de thé au lait seulement. Le lait est fourni par la femelle du buffle, et pour la première fois je le trouvai bon; celui que nous avions pris jusqu'alors dans les pays malais était détestable; mais je suppose qu'il était falsifié ou recueilli dans des vases mal lavés.

On causa beaucoup, après le souper, des parties de chasse faites du temps de M. La Géronnière, de la quantité de cerfs qu'on trouvait toujours dans la montagne; on s'étendit surtout fort au long sur un sujet qui ne tarit jamais à la Hala, la férocité des buffles sauvages.

J'avais entendu raconter déjà, par le premier propriétaire de la maison, nombre d'aventures étonnantes dans lesquelles il avait souvent été acteur; car, en homme sûr de son coup, il prenait plaisir à braver, seul et à pied, la fureur d'un animal qu'on n'arrête qu'en le faisant tomber raide mort. Or, cela exige non-seulement une main exercée, mais un cœur intrépide. En effet, le buffle court sur son ennemi la tête haute et ne la baisse qu'au moment où il s'apprête à frapper; c'est à ce moment qu'il faut faire feu et lui loger une balle au milieu du front.

Les frères Vidi nous citèrent des anecdotes nouvelles entremêlées de beaucoup d'avis sur la manière d'éviter les *carabaos* (c'est le nom tagal du buffle sauvage), si nous allions chasser les cerfs. Dans ces parties, les naturels qui battent les bois poussent un cri d'alarme dès

qu'ils entendent ou voient le redoutable animal; le mot *carabao! carabao!* est répété au loin par les échos, et les chasseurs, qui doivent toujours se tenir dans le voisinage d'un arbre élevé, sont avertis de grimper le plus lestement possible pour éviter une rencontre presque toujours funeste à celui qui veut la braver. Si le buffle passe à côté de l'arbre où on est placé, on peut le tirer à l'aise et sans crainte; c'est le moyen ordinairement employé par les Tagals. Dans une chasse aux cerfs, M. Barrot, qui avait été obligé, comme les autres, d'escalader un arbre, manqua le carabao à une petite distance, quoiqu'il eût tué dans cette même partie deux cerfs à des portées très grandes.

Nous avions apporté notre attirail de chasse, espérant pouvoir faire une course dans la montagne contre les cerfs et les sangliers, mais il fallut y renoncer à cause de la pluie et des chemins rendus impraticables même pour les chevaux si agiles et si sûrs dont on se sert dans ces excursions. Nous fûmes obligés, le lendemain de notre arrivée, de nous rabattre sur les bécassines et les cailles, qui étaient bien peu nombreuses.

Nous fîmes, d'ailleurs, malgré la pluie, une partie fort amusante sur une petite île située à quatre ou cinq milles de la Hala, et qu'on nomme en tagal l'île aux Chauves-Souris. Ces animaux, qui s'y trouvent par myriades, et qui ne ressemblent en rien à ceux que nous voyons en Europe, sont, à ce que je crois, les roussettes des naturalistes; plusieurs voyageurs les ont désignées sous le nom de renards volans, et leur tête, en effet, ressemble assez à celle du renard; leur corps est, dit-on, un délicieux manger, et comme ils volent très bien dans le jour (1), on ne se douterait pas, à voir l'énorme dimension

(1) Les roussettes des Mariannes ont les mêmes habitudes diurnes que celles des Philippines; voici comment s'expriment à ce sujet MM. Quoy et Gaimard dans la zoologie du voyage de *l'Uranie:*

« Cet archipel n'a qu'un mammifère qui ne lui ait pas été apporté, c'est la roussette de Kerandren, dont les nombreuses troupes n'occasionnent point de dégâts, parce que les insulaires ne cultivent presque pas d'arbres à fruit.

« Nous avouons que nous fûmes étrangement surpris, lorsqu'étant avec M. Bérard sur la petite île aux Cocos, nous vîmes ces animaux, bravant l'éclat du soleil, voler en plein jour. Jusqu'à cet instant, nous avions cru que, fuyant la lumière, ils ne sortaient que pendant les ténèbres. Ils planent à la manière des oiseaux de proie, et s'accrochent, dans le repos, aux arbres ou bien sur les rochers. Les Mariannais en mangent la chair, malgré l'odeur désagréable qu'elle exhale. »

M. Salt a vu aussi à Mahavilly, dans le Mysore, des chauves-souris de quatre pieds d'envergure voler en plein jour. (*Voyage de lord Valentin.*)

de leurs ailes et la manière dont ils les font mouvoir, que ce sont des chauves-souris.

Nous partîmes dans la *faloa*, et nous fûmes bientôt devant l'île couverte d'arbres et de buissons presque impénétrables où nous devions trouver l'étrange gibier que nous cherchions. Des bouquets d'immenses bambous garnissaient la plage tout autour de l'île, et l'on distinguait facilement, au milieu de leur feuillage transparent, les chauves-souris suspendues aux branches comme des fruits énormes d'une couleur foncée. Quelques-uns de nos gens sautèrent à terre pour se frayer un chemin dans les broussailles et prendre les bambous à revers; M. Barrot et moi, nous restâmes dans l'embarcation.

Le feu commença. Les malheureux renards volans s'élevaient par centaines du milieu des arbres à chaque coup de fusil, et ils trouvaient la mort partout; nous fûmes un peu découragés, le consul et moi, de voir que nos victimes, au lieu de surnager, coulaient immédiatement quand elles tombaient dans l'eau, ce qui arrivait presque toujours à cause de notre position. Il aurait fallu les saisir tout de suite, mais nos rameurs étaient à terre. Nous prîmes alors le parti de descendre et de continuer la guerre sur l'île, pendant que les canotiers déjeunaient. Cependant la pluie commençait à tomber; nous marchions avec peine au milieu des herbes mouillées qui nous venaient jusqu'au genou; d'un commun accord, il fut décidé qu'on regagnerait le canot, et qu'à l'abri sous la tente, on continuerait le feu, tout en faisant le tour de l'île. Ce fut le plus amusant de la partie; nous avions à peine le temps de charger nos fusils, tant il y avait de chauves-souris passant et repassant sur nos têtes; un nuage immense de ces animaux planait et tournoyait au-dessus d'une autre île, voisine de celle où nous faisions un tel carnage. Nous allions nous diriger de ce côté, quand la trombe vivante vint à notre rencontre. Le ciel en était littéralement obscurci; jugez du massacre quand nous fûmes au milieu des pauvres bêtes. Enfin, nous cessâmes de guerre lasse; l'avant de la *faloa* était rempli de morts et de mourans; nous regagnâmes la Hala en triomphateurs, abandonnant les victimes aux Tagals qui en firent un superbe festin.

Voyant que le temps était décidément contre nous, nous quittâmes la Hala le 25 au point du jour. Nous étions de retour pour dîner à Manille, et le lendemain matin nous remontâmes à bord, où le service devait nous retenir quelques jours.

Lorsque je revenais à terre, et c'était aussi souvent que mes devoirs me le permettaient, je trouvais dans la maison de M. Barrot et dans

celle d'un jeune négociant anglais, M. Dyce, auquel il m'avait présenté, le plus aimable accueil. Le temps s'écoulait bien vite pour moi; mais il est vrai que je ne le passais pas dans l'oisiveté. M. La Géronnière avait vu dans mes portefeuilles quelques portraits; il me pria de faire le sien, qu'il désirait laisser comme un souvenir à une famille qu'il aimait beaucoup. Je réussis assez bien. M. Barrot voulut poser à son tour; puis M. D... me demanda le portrait d'une jeune fille fort jolie à laquelle il était attaché, puis le sien; enfin m'arriva une foule d'autres demandes que je ne pouvais refuser, car elles m'étaient adressées par des personnes qui m'avaient comblé de prévenances et d'attentions. Bref, si notre séjour se fût prolongé, j'aurais été bientôt sur les dents. Cependant je trouvai le temps de prendre quelques vues de la rivière, et de faire, pour le conserver, le portrait d'un beau Tagal qui était portier chez M. Barrot. Je fis aussi celui d'un petit *Negrito*, que M. La Géronnière me donna le moyen de voir.

Les Tagals ont un goût extraordinaire pour la musique, et, sans connaître une note, plusieurs de ces Indiens jouent et chantent on ne peut mieux. Quelques bons maîtres venus d'Europe ont réussi à former des troupes brillantes de musiciens pour les régimens qui composent la garnison. Le jeudi et le dimanche, à la retraite, les diverses gardes viennent défiler devant le palais du gouverneur, musique en tête, avec une grande lanterne transparente en toile peinte, sur laquelle sont inscrits le numéro et le nom du régiment. Il y a cinq régimens (fort incomplets), dont les cinq musiques jouent l'une après l'autre, et cela dure long-temps. Les voitures et les cavaliers se rassemblent alors sur la place, et l'on y reste à écouter des morceaux si bien exécutés, qu'on ne se croit guère à Manille quand on les entend. Le peuple accourt ces soirs-là devant le palais, et des enfans de huit ans répètent avec une voix juste les airs les plus compliqués. Je ne manquais jamais, lorsque j'étais à terre, d'aller écouter la musique; mais, quelque plaisir que j'eusse à entendre jouer mes airs favoris, ce n'était rien auprès de l'effet que produisait sur moi le chant des conducteurs de pirogues, lorsque, par une belle nuit, ils remontaient ou descendaient la rivière en fredonnant, accompagnés par des flûtes ou des guitares, des airs du pays. C'est sur la terrasse de M. Dyce, placée immédiatement au-dessus de l'eau, que l'on pouvait jouir de ce plaisir-là, et j'y allais souvent passer une heure ou deux; cela m'était d'autant plus facile, que dans les derniers temps je couchais chez lui, pour être le lendemain plus à portée de dessiner, soit pour lui, soit pour M. Marshall, dont

la maison était tout près. Parmi les soirées agréables que j'ai passées chez M. Dyce, il en est une surtout que je n'oublierai jamais. Nous étions dans le salon à prendre le thé, quand les sons d'une musique suave et mélancolique vinrent nous appeler sur la terrasse. Deux *bancas* ou *banquillas* (pirogues ornées d'une petite toiture en feuilles de palmier qui couvre l'arrière) étaient arrêtées devant le débarcadère de la maison, car chaque maison a deux entrées, une qui donne sur la rivière et l'autre sur la rue. On ne pouvait guère distinguer ce que ces embarcations contenaient; mais il paraissait y avoir deux ou trois guitares et deux flûtes, accompagnant la voix d'un homme, Tagal sans doute, quoique parlant parfaitement bien l'espagnol. Ce chanteur, dont la voix, peut-être un peu nasillarde, était extraordinairement juste, commença par la musique du *Barbier de Séville*. Il nous fit entendre les plus beaux morceaux de la partie si difficile de Figaro, et je ne savais ce que je devais le plus admirer de l'accord étonnant des musiciens, ou de la méthode et du goût de celui qu'ils accompagnaient.

Caché entre deux vases de fleurs, j'étais appuyé sur la terrasse, me recueillant de mon mieux, pour jouir à mon aise de l'état de rêverie délicieuse dans lequel tout contribuait à me plonger. La nuit était calme et silencieuse; à peine sentait-on par momens une petite brise, tiède dont l'haleine arrivait chargée du parfum des jasmins qui ornaient la terrasse. La rivière, éclairée par la lune, s'étendait à droite et à gauche, comme un ruban d'argent, passant sous les sombres arches du Pont-Royal, et reproduisant en reflets bizarres les mâtures des bâtimens, les murs élevés de la douane et les modestes cabanes suspendues sur des pieux qui s'avancent jusque dans l'eau.

M. La Géronnière demanda à nos ménétriers de jouer l'air national de leur pays, une espèce de chanson favorite que les naturels chantent souvent. Je fus content de l'accompagnement et du chant, quoiqu'il fût en partie défiguré par les voix nasillardes de deux ou trois femmes qui s'étaient déjà fait entendre auparavant dans un chœur.

Lorsque les *banquillas* qui contenaient les musiciens eurent disparu, M. D.... nous apprit que cette sérénade était une galanterie de sa maîtresse, qui faisait peut-être bien elle-même partie des chanteuses.

C'est ainsi que je passais doucement mon temps; mais enfin arriva le 16 octobre, jour fixé pour notre départ, et après un dîner chez M. Barrot, qui avait eu l'attention d'y inviter tous les amis dont nous allions nous séparer, nous revînmes à bord, et nous appareillâmes aussitôt.

## II.

Favorisés par une forte brise de nord-est, nous arrivâmes bientôt en vue des îles nombreuses qui gardent l'embouchure du Tigre. Le 22 octobre au soir, tandis que la terre paraissait à peine comme un nuage bleuâtre, et bien que la mer fût très grosse, nous avions autour de nous une grande quantité de bateaux pêcheurs. Des familles entières passent leur vie, dans ces espèces de maisons flottantes, à braver les rigueurs d'une mer souvent terrible, pour aller jusqu'à trente lieues au large chercher le poisson qui alimente la table des riches Chinois.

A chaque instant, nous passions à côté d'une de ces embarcations aux formes grossières, mais solides, aux voiles de nattes, à la poupe *enhuchée* et garnie de petites cabanes où fourmillait une multitude de petits enfans qui se pressaient pour voir la frégate. C'est une singulière vie que celle de ces braves gens. Naître et mourir sur l'eau, n'aller à terre que pour vendre ou acheter, et retourner avec indifférence à bord d'un frêle esquif, qui rassemble dans un espace de quelques pieds carrés tout ce qu'un homme peut aimer : une femme, des enfans, un autel avec sa divinité, et une profession qui suffit pour entretenir tout cela, jusqu'à ce qu'un typhon vienne engloutir ce petit monde en miniature !

Le 25 au point du jour, une embarcation légère, propre et volant sur l'eau comme un alcyon, vint, éveillée par le canon de la frégate, jeter à bord un pilote, et s'éloigna aussitôt. Conduits par le marin chinois dont nous avions quelque peine à comprendre le baragouin demi-anglais, nous donnâmes dans les passes, longeant de fort près des îles stériles, à l'aspect nu et triste, jusqu'à ce qu'enfin, laissant au loin sur notre gauche Macao, perdu dans la brume du matin, nous tournâmes la proue vers la plage plus riante où blanchissaient les maisons de Lin-tin.

Devenue fameuse par la contrebande d'opium qui s'y fait, l'île de Lin-tin a vu s'élever, sur le versant le plus ombragé de ses montagnes, une petite colonie chinoise, active, patiente et courageuse, qui gagne sa vie, malgré les rigueurs ou les exactions des mandarins, en facilitant l'introduction du poison précieux prohibé dans l'empire céleste. Le travail de la contrebande n'empêche pas celui de la culture; des terrasses soutenues par de solides murailles s'élèvent en gradins le long des collines, et présentent une série de champs de riz

dont le tapis, d'un vert uniforme, contraste avec des touffes de beaux arbres qui abritent les maisons propres et bien peintes du village.

Nous mouillâmes à une petite distance du rivage, et pendant que nous étions, la longue-vue à la main, à admirer la construction de ces toits aux bords ornés de porcelaines peintes, aux tuiles bien alignées et réunies par un ciment blanc et solide, le pilote descendit à terre pour chercher un élégant bateau de passage avec cabine et couchette, qui devait porter à Macao deux de nos officiers, désignés pour aller s'enquérir des moyens de se rendre à Canton.

Ces messieurs partirent à sept heures du soir avec une bonne brise qui dut les conduire en quatre heures à Macao; nous restâmes à bord, attendant avec impatience les nouvelles, car nous étions seuls, tout-à-fait seuls, sur la rade de Lin-tin, les navires marchands étant encore tous à Whampoa, point plus rapproché de Canton, mais qu'il ne leur est pas permis de dépasser.

Le lendemain, très tard, les officiers revinrent dans un immense bateau chinois parfaitement disposé pour recevoir des passagers; ils nous annoncèrent que le commandant et deux officiers pourraient, le soir même, partir pour Macao, où ils trouveraient trois *chops* (permissions) dont s'étaient pourvus des négocians qui avaient renoncé à en profiter. Avec ces *chops*, on pouvait, habillé en bourgeois, aller tranquillement à Canton; ils ajoutèrent que M. Beauvais et M. Durand, l'un négociant suisse et l'autre français, devaient, dans deux ou trois jours, venir avec une jolie goëlette de plaisance prendre tous ceux d'entre nous qui pourraient venir avec eux à Canton.

Le temps qui s'écoula jusqu'au jour si impatiemment attendu où nous devions quitter la frégate se passa à faire des comptes, à augmenter ou à diminuer les listes d'achats. Accablés de commissions, nous avions quelque peine à les classer, à les mettre en ordre; pour moi, j'avoue que je ne m'étais jamais vu dans des calculs de finance aussi compliqués. J'étais si occupé, que je n'avais pas même l'envie d'aller, comme quelques-uns de mes camarades, faire le soir une promenade à Lin-tin; ceux qui allaient dans cette île étaient parfaitement reçus des habitans, que l'on dit, je ne sais pourquoi, cruels et voleurs.

C'était le 29 octobre que nous devions partir. Cependant le jour se passa tout entier sans que nous vissions la goëlette, et nous commencions à être sérieusement inquiets. Enfin, entre dix et onze heures du soir, elle arriva; une heure plus tard, elle nous emportait vers Canton.

Poussés par une forte marée plutôt que par la brise, qui était très faible, nous glissions doucement sur l'eau, et déjà les montagnes de Lin-tin ne paraissaient, au clair de la lune, que comme des nuages bleuâtres suspendus sur l'horizon. Assis tranquillement sur le pont, nous fumions et nous causions sans songer à nous coucher; mais, en homme sage, M. Beauvais donna le signal de la retraite, parce qu'il fallait, disait-il, nous lever au point du jour pour voir les bouches du Tigre, la nuit devant s'écouler à traverser la grande étendue d'eau qui sépare Lin-tin de l'étroit passage qu'on appelle Bocca Tigris. Nous descendîmes donc, et bientôt il ne resta sur le pont que les *lascars* étendus çà et là dans les manœuvres, et le pilote, bel Indien à barbe noire, remarquable par une forêt de cheveux magnifiques dont les boucles s'échappaient avec profusion des plis d'un riche turban. Enveloppé d'une cape brune, il restait assis, tenant d'une main la barre, qu'il ne devait quitter ni jour ni nuit.

Je m'éveillai au point du jour, et je m'empressai de monter sur le pont. On ne pouvait être mieux placé que nous l'étions. Derrière nous, à portée de la main, s'élevaient quelques rochers noirs et arides, dont les tons de bistre contrastaient avec les teintes rosées du ciel; en avant, des terres élevées, ensevelies en partie dans la brume du matin, formaient, en se rapprochant, le détroit qu'il est défendu aux bâtimens de guerre de passer, et vers lequel nous nous dirigions. Déjà nous pouvions apercevoir dans le lointain les créneaux blancs des fortifications chinoises qu'en 1816 la frégate anglaise *l'Alceste* salua si bien de ses volées à boulets et à mitraille.

Nous fûmes bientôt près des misérables fortifications qui défendent une passe rendue plus étroite par l'île du Tigre, qui se trouve au milieu et qui présente un amas assez pittoresque de rochers rougeâtres. Une embarcation chinoise se détacha du fort de gauche, et nous diminuâmes de voiles pour attendre sa visite. Deux Chinois lestes et réjouis montèrent à bord, ne descendirent seulement pas dans l'entrepont, et disparurent après s'être contentés de prendre nos noms, qu'on leur dicta comme on voulut. Telle est la formalité à laquelle sont assujétis les bateaux de plaisance, car les autres sont bien réellement visités; quand on ne s'arrête pas pour attendre la visite des forts, ceux-ci font feu à boulet sur le bateau récalcitrant.

Une fois le détroit doublé, la campagne prend à droite et à gauche un air plus riant: des villages se montrent de distance en distance avec des rizières bien arrosées, et des bois touffus couronnent les collines au pied desquelles les maisons sont bâties. La rivière, encore

très large, est couverte de bateaux de toute espèce, et on voit s'élever, sur le haut d'une montagne plate, une de ces tours étagées, à toits saillans, dont on ne connaît ni l'origine, ni la destination, et qui donnent au paysage un caractère tout-à-fait chinois.

La brise était tombée; nous nous traînâmes péniblement avec la fin du flot jusqu'à la seconde barre, presqu'en face de la tour, et là, le jusant commençant à se faire sentir, il fallut mouiller. Nous courions les risques de passer la nuit dans cet endroit, et, bien que nous eussions d'excellentes provisions, nous étions trop pressés d'arriver à Canton pour prendre facilement notre parti sur ce retard; heureusement, à quatre ou cinq heures, la brise se leva, et, quoiqu'elle ne fût pas favorable, nous appareillâmes. Il fallut louvoyer dans des bras très étroits de la rivière, mais la goëlette marchait bien, et nous avancions beaucoup; d'ailleurs, notre peine était plus que compensée par le plaisir de voir s'animer de plus en plus la campagne et les bords de l'eau.

A onze heures et demie, nous arrivâmes à Whampoa; la lune était assez brillante, et nous pûmes jouir presque comme en plein jour de la belle vue qu'offre dans cet endroit le cours majestueux du Tigre. C'est là que sont mouillées, à dix lieues de Canton, les flottes marchandes de l'Angleterre et de l'Amérique. On voit une forêt de mâts s'élever sur les eaux profondes du fleuve et s'étendre avec elles à perte de vue. Bientôt nous glissâmes doucement au milieu des navires, et nous pûmes remarquer à loisir les belles formes, la bonne tenue de la plupart d'entre eux; nous cherchâmes en vain un bâtiment français, il n'y en avait aucun; l'apparition de notre pavillon dans ces parages si riches est un phénomène.

Les bords du Tigre à Whampoa sont bordés de maisons et de villages chinois; mais le peuple est si méchant sur ces côtes, que les bâtimens sont obligés de faire venir leurs provisions de Canton : il ne faut pas songer à descendre à terre sur cette rade inhospitalière, redoutable à plus d'un titre, car le choléra y emporte des centaines de matelots dans les mois de juillet et août.

A Whampoa, l'on a à choisir, pour se rendre à Canton, entre deux branches étroites et peu profondes, qui vont se réunir cinq lieues plus haut. Nous prîmes la plus courte, espérant que nous pourrions, malgré le vent, nous y frayer un passage, favorisés que nous étions par un fort courant; mais en avançant nous trouvâmes une telle quantité de bateaux mouillés ou sous voiles, qu'il était difficile de courir des bordées au milieu de tout cela. Nous nous obstinâmes cependant,

jusqu'à ce que, dans un revirement de bord manqué, nous vînmes nous jeter avec une grande vitesse au plus épais d'une multitude d'embarcations amarrées le long du rivage. Ce fut un beau vacarme, je crus que nous écraserions une douzaine de ces petites habitations flottantes avec les familles qu'elles contenaient; il n'en fut rien, elles cédèrent comme si elles eussent été en gomme élastique, et firent si bien, que nous vînmes bravement nous échouer dans la vase sans en avoir coulé aucune. Le courant nous eut bientôt fait abattre; nous quittâmes notre lit de boue, au milieu des cris de toute cette population aquatique si désagréablement réveillée, pour aller nous jeter sur des jonques, des champans et des barques de toutes les formes, dont les équipages à demi nus venaient en toute hâte repousser les assauts de notre maudit beaupré. Enfin nous nous tirâmes de là, et nous revînmes sur nos pas pour prendre l'autre branche, moins encombrée, appelée *rivière des jonques*. C'est là que sont mouillées les jonques de guerre avec leur lourde coque et leurs mâts immenses; nous passâmes au milieu de cette flotte, qu'un mauvais brick français ferait fuir. Après cela, nous gagnâmes nos lits pour nous y reposer un moment en attendant le jour.

En me réveillant à six heures, je fus tout surpris de ne sentir aucun mouvement, car je croyais être encore sous voiles; un bruit confus, un murmure insolite frappa mes oreilles; je montai sur le pont pour voir ce que c'était : nous étions mouillés à Canton.

Je restai les yeux ouverts, la bouche béante, me tournant à droite et à gauche, me tâtant pour voir si je ne dormais pas, car ce que je voyais ne ressemblait à rien de ce qu'on peut imaginer en Europe. Nous étions dans le courant de la rivière; à droite et à gauche se pressaient en rangs serrés (formant tout le long du fleuve, à perte de vue, une immense ville flottante) les bateaux servant de maisons, les bateaux restaurans, les bateaux de plaisance de toute espèce, appartenant à des mandarins ou à de riches particuliers, et les *flower boats* (bateaux à fleurs), ces temples du plaisir, si délicatement sculptés et peints, si bien dorés et si propres, dont l'œil européen convoite en vain les jouissances exquises que le Chinois réserve pour lui seul.

Dans les canaux étroits, espèces de rues laissées entre les diverses rangées de bateaux, circulaient par centaines, comme des fourmis dans un sillon, des *tancas* ou bateaux de passage, légers, courts, larges et ronds, ornés à l'arrière d'un petit toit en paille, séparé en deux parties, l'une pour le passager, l'autre pour les enfans et la famille de la batelière. Celle-ci dirige en godillant ce frêle esquif au

milieu des allans et des venans, malgré un courant très fort et sans craindre de chavirer dans ces eaux perfides, où, par le plus étrange des préjugés, personne ne peut vous empêcher de vous noyer (1).

Deux ou trois de ces petites tancas se pressaient autour de la goëlette, et leurs conductrices faisaient de leur mieux leur cour à M. Durand, pour nous transporter à terre; mais il était inflexible, parce qu'il attendait une batelière plus jeune et plus jolie qu'il connaissait déjà, et cependant celles que nous avions n'étaient pas mal avec leurs cheveux noirs si polis et si bien peignés, qu'on ne peut concevoir par quel artifice elles réussissent à former derrière la tête ce nœud parfait, retenu par un petit peigne en écaille ou en porcelaine qui s'attache on ne sait comment.

J'étais tout yeux pour ce qui se passait autour de moi; c'est à peine si je jetai un regard sur les beaux édifices des factoreries européennes, qui s'élevaient orgueilleusement avec leurs blanches colonnes et leurs bannières nationales bien au-dessus des bateaux les plus grands; ma curiosité, peu excitée par ce qui pouvait me rappeler l'Europe, était tout entière à la ville chinoise. Je suivais avidement de l'œil ces grands et beaux bateaux qui remontaient ou descendaient majestueusement la rivière, avec leurs jalousies dorées et leur élégante toiture surmontée de deux longs bâtons qui portaient des lanternes en papier peint, des banderoles brillantes et des guidons particuliers, marques distinctives d'un mandarin. Tout près de nous, les habitans de la première rangée de champans amarrés vaquaient tranquillement à leur besogne du matin; les uns, descendus au ras de l'eau, sur la petite plate-forme qui est à l'avant, prenaient dans de grandes cruches de quoi laver toute la maison; d'autres appelaient d'une voix aigre le barbier, dont on entendait la pince de fer qu'il fait résonner comme un diapason pour appeler ses pratiques, pendant qu'il glisse en tanca au milieu des demeures flottantes. Les riches fenêtres d'un *flower-boat* placé un peu plus loin s'ouvraient peu à peu et laissaient entrevoir une partie des belles tentures et des lustres qui ornaient l'intérieur de ces voluptueux appartemens, où le plus raffiné et le plus immoral des peuples vient tous les soirs chercher des femmes et des festins. Plusieurs domestiques frottaient avec soin les balustrades dorées et

(1) Si néanmoins, pendant que la mère tient la rame, un de ses enfans vient à tomber à l'eau, comme cela arrive quelquefois, il est promptement repêché, car il reste près de la surface de l'eau; une gourde creuse attachée à son cou, flottant alors en manière de bouee, sert à la fois à indiquer le lieu où il se trouve et à l'empêcher de descendre au fond.

les ciselures sans nombre qui ornaient l'extérieur de ce brillant logis. J'aurais voulu voir paraître à une fenêtre la tête d'une des divinités de ce petit temple; mais les belles de ces harems flottans ne paraissent que la nuit, et pour leurs sultans momentanés. Pendant que j'avais les yeux fixés avec curiosité sur le *flower-boat*, un vieux Chinois, les coudes appuyés sur sa fenêtre, me regardait, de son côté, avec non moins d'intérêt. Son bateau touchait presque la goëlette, et je vois encore d'ici ses yeux plissés si expressifs, son front rasé soigneusement autour de la naissance de la queue, et les poils gris clair semés de ses moustaches, qui allaient rejoindre sur le menton une mouche d'une longueur démesurée. J'étais à contempler ce singulier voisin, quand arriva à bord un jeune Français, M. Loffeld, employé chez le consul hollandais, M. Van-Baser; il venait chercher deux des nôtres pour leur offrir un logement au consulat, et il ne tarda pas à repartir en les emmenant avec lui.

Bientôt *Amouna*, la jolie batelière de notre excellent Durand, étant arrivée, nous entrâmes dans son bateau pour traverser la fourmilière d'embarcations qui nous séparait des quais. Amouna et sa compagne, qui ramait devant, justifièrent la bonne opinion que nous avions d'elles; leur légère tanca trouva moyen de se glisser dans les plus étroits passages; elle évita habilement les autres bateaux, parmi lesquels un abordage semblait inévitable à cause du rapide courant du fleuve, et nous fûmes débarqués sains et saufs sur un beau quai faisant partie de la grande place des factoreries. Nous laissâmes dans la tanca tous nos effets aux soins d'Amouna, et, conduits par Durand, nous nous dirigeâmes vers la somptueuse demeure du premier négociant anglais de Canton, M. Dent, le frère du riche collecteur de Gondelour. Nous y allions déjeuner, et nous arrivâmes à temps, car on était à table. M. Dent n'y était pas; mais, dans ces maisons princières, l'absence du maître n'empêche pas le service de table d'aller comme à l'ordinaire.

En sortant de cette maison, nous allâmes chez un jeune négociant, Portugais d'origine, M. Pereyra, où nous attendait un logement à côté de celui de Durand. Nous fûmes reçus avec une simplicité pleine de grace; l'hospitalité offerte ainsi, sans bruit et sans ostentation, comme une chose toute naturelle, en devient certainement dix fois plus précieuse. M. Pereyra nous montra nos chambres, qui étaient toutes trois sur le même palier; il fit venir l'intelligent Chinois qui devait nous servir, nous donna les heures pour le déjeuner et le dîner, et descendit à son bureau, nous laissant entièrement à nos affaires, que nous n'avions pas trop le temps de négliger. Bientôt

nous eûmes changé la redingote pour une veste blanche, le chapeau noir pour un chapeau de paille, et nous partîmes, avec nos listes d'achats, pour commencer nos emplettes.

En passant devant la belle maison de M. Van-Baser, dont la terrasse, espèce de salon immense, au toit supporté comme une tente par des colonnes, s'avance sur la place des factoreries, et embrasse le coup d'œil de toute la rivière, nous entrâmes pour faire une visite au propriétaire, chez qui nous devions dîner le soir même. Nous y trouvâmes nos deux jeunes compagnons de voyage, qui étaient logés comme des princes, et déjà au mieux avec M. Loffeld et un autre jeune homme, chancelier du consulat.

Ce qui me frappa d'abord dans la plupart des rues que nous parcourûmes, ce fut leur peu de largeur (c'est un grand bien contre la chaleur), puis les brillans étalages des magasins, et enfin un bruit, un mouvement continuel dont on ne peut se faire aucune idée en France. Dans ce labyrinthe inextricable de rues étroites et tortueuses qui se ressemblent presque toutes, il faut, si l'on est plusieurs, marcher au pas de course, à la suite les uns des autres, ne pas se perdre de vue, et surtout ne pas s'arrêter; car avec si peu d'espace pour se mouvoir, et au milieu d'une multitude empressée qui se croise dans tous les sens, si l'on s'arrête un instant, on produit sur ces flots d'allans et de venans l'effet d'un obstacle soudain opposé à un torrent; la rue s'encombre, et l'on est infailliblement renversé, si l'on ne se range à temps, ou si l'on ne reprend sur-le-champ la même course précipitée qui est l'allure reçue.

Ajoutez à cela la difficulté qu'éprouve un étranger, dont l'œil est fasciné par tant de choses nouvelles, d'arracher ses regards des différens magasins à côté desquels il passe, pour les porter en avant; et cependant, s'il oublie cette précaution, à chaque coin de rue, il peut être froissé, déchiré, blessé, et même renversé par les robustes portefaix au grand chapeau de paille, qui, vêtus d'un simple caleçon venant jusqu'au genou, et portant sur l'épaule un bambou flexible, aux deux extrémités duquel leur charge est suspendue, courent sans s'arrêter, en criant seulement à tue-tête un *gare* chinois qui est de l'hébreu pour les oreilles européennes.

Chaque rue est habitée par des personnes vouées aux mêmes métiers : ici sont les marchands de comestibles, dont l'étalage ferait envie à Chevet (1); plus loin une forte odeur de camphre annonce les faiseurs

(1) On n'a pas oublié sans doute le curieux récit que M. Adolphe Barrot a fait de son *Voyage en Chine* dans cette *Revue* (nos des 1er et 15 novembre 1839). La rela-

de malles, qui emploient ce bois précieux dans la composition des meilleures caisses de voyage que l'on puisse trouver; les marchands d'habillemens confectionnés, les ferblantiers, enfin toutes les professions ont leur quartier particulier. Nous arrivâmes bientôt à celui des magasins de porcelaines.

Je n'avais pas l'intention de faire des emplettes de ce genre; mais, quand je vis toutes les merveilles en services de table, en vases de toute espèce, qui se trouvaient étalées dans cette boutique, j'eus toutes les peines du monde à me contenir, et il me fallut livrer de violens combats pour me borner à acheter seulement quelques échantillons des curiosités les plus à la portée de ma bourse. Nous avons certainement en France mieux que tout cela, mais c'est tout autre chose, et la différence de prix est en faveur de la Chine; la proportion est comme un à dix.

M. Beauvais était venu nous joindre dans ce magasin, et ce fut grace à son extrême habitude des marchés de ce genre, et du baragouin anglais que parlent les marchands, que nous parvînmes à nous débrouiller et à en finir. A ce propos, je dois déclarer que, s'il n'a un excellent cicerone, un étranger ne peut absolument rien acheter à Canton sans être horriblement dupé et volé, parce qu'il ne pourra pas se faire entendre, et qu'il ne saura pas trouver ces marchands riches et favorisés des agens européens, qui ont un prix fixe pour tout le monde et des marchandises de premier choix. Mais, avec un bon conducteur, rien n'est plus commode que d'acheter en Chine; il fallait avoir autant d'affaires et aussi peu de temps que nous en avions, pour être fatigués de ce métier d'acheteur, car tout consiste à choisir ce que l'on veut: le marchand fait la liste des objets achetés, les met de côté, les emballe avec un soin inconnu en France, les envoie chez vous avec le *chop* ou permis de la douane (qu'on doit toujours exiger), et on acquitte la facture au porteur. Le plus souvent même on n'a pas besoin de s'occuper de cela : le *comprador* ou intendant de la maison qu'on habite se charge de recevoir les objets apportés; il les paie, et prend les *chops* qu'il garde pour les remettre ensuite à qui de droit au moment d'embarquer les caisses.

En quittant le marchand de porcelaines, nous allâmes chez le marchand de malles de camphre que patronisait Durand; notre complaisant cicerone était là, nous attendant au passage, et il fit pour

tion du jeune officier de marine pourra sembler, dans quelques détails, offrir des points d'analogie; mais nous n'avons pas cru devoir les faire disparaître, les deux récits empruntant à cette circonstance même un nouveau caractère d'exactitude.

nous toutes les opérations si fatigantes d'acheteur. Nous revînmes ensuite sur la place des factoreries, que nous traversâmes promptement, non sans remarquer cependant les petits établissemens portatifs des perruquiers et barbiers ambulans, qui sont sans cesse occupés à raser des têtes et des barbes, ou à tresser les longues queues, cet ornement indispensable du Chinois.

C'est sur cette place que donnent les deux belles rues de *China-Street* et *New-China-Street*, toutes deux parallèles, et remarquables toutes deux par leur largeur, leur beau pavé et le luxe extraordinaire de leurs magasins de bagues, d'ivoire, de rotins, de soieries, d'orfévrerie et de peintures; elles sont presque entièrement couvertes, et ressemblent beaucoup aux passages de Paris. C'est dans ces rues surtout que brillent des couleurs les plus vives ces longues planches posées debout et perpendiculairement au mur, de chaque côté des magasins, enseignes peintes sur les deux faces, et indiquant en caractères d'or, tracés sur des fonds rouges, blancs ou bleu de ciel, le genre de marchandises que renferme le magasin, et le nom du propriétaire, qui est écrit en outre en anglais sur un élégant écusson. Des lanternes transparentes, aux dessins vifs et variés, sont placées au-dessus de chaque porte.

Quant à l'intérieur de ces magasins, que l'on voit du dehors à travers un treillis formé des arabesques les plus délicates, et peint ou doré avec un art exquis, rien n'en saurait donner une juste idée. Éclairés par le haut, ils ne reçoivent qu'un demi-jour douteux, grace à la profusion de sculptures en bois et de reliefs dorés de toutes les formes qui garnissent les parties non occupées par les marchandises; et, lorsque ces marchandises se trouvent être des objets en laque, le premier coup d'œil a quelque chose d'étourdissant. On ne distingue rien d'abord : ces ors de différentes teintes, ces nacres de toutes les couleurs, ces vernis aux tons obscurs et pourtant variés, semblent les broderies d'un tapis travaillé pour le palais des fées; et, quand l'œil commence à détailler des formes, il ne sait sur quel objet s'arrêter : des tables magnifiques, des paravents, des boîtes de toutes les dimensions et de toutes les formes captivent tour à tour l'attention. Durand eut de la peine à nous arracher à la contemplation de ces brillantes curiosités, pour nous conduire chez un marchand de crépons et de foulards, où nous laissâmes une note qui devait nous coûter un peu cher quand viendrait le quart d'heure de Rabelais.

L'achat du nankin et de ce fameux *grass-cloth*, étoffe faite avec l'écorce d'ananas, compléta notre journée. Ce fut un vieillard à barbe

blanche qui nous vendit ces derniers objets. Élevé à la dignité de mandarin, il était fier de nous montrer son portrait, où il était représenté en grand costume. Le brave homme! il me semble le voir frappant sur le comptoir les pièces de nankin de sa main décharnée, et disant avec une voix cassée, que l'absence de dents rendait plus étrange : *That number one, this number two;* — cela n° 1, et ceci n° 2; — ce qui veut dire en argot anglo-chinois : Voilà la première qualité, et voici la seconde. Cette désignation par chiffres est employée non-seulement pour les choses, mais aussi pour les hommes : on dit le frère n° 1 pour le frère aîné, un marchand n° 1 pour un négociant en chef, etc.

Nous rentrâmes à la maison, harassés et la tête en feu; heureusement nous ne devions dîner qu'à six heures, ce qui nous donna le temps de nous reposer un peu. Le dîner fut, comme tous les dîners anglais, très beau, mais très long; ce qui m'amusa le plus, ce fut de considérer la foule de domestiques, tous chinois, qui servaient leurs maîtres à table; tous jeunes et alertes, il fallait les voir fixer leurs yeux obliques sur le convive derrière lequel ils se trouvaient, devinant ses moindres besoins, et courant alors, leur longue queue flottant à chaque pas, pour chercher une assiette ou un plat. Je commençais à me faire à ce costume simple et commode, à ces souliers brodés si fins, dont la semelle a un pouce et demi d'épaisseur sans paraître lourde; je trouvais une expression marquée de finesse et de bonté dans ces yeux bridés; enfin cette immense queue tombant d'une tête parfaitement rasée et se terminant par un gland de soie, me semblait battre avec beaucoup de grace des jambes proprement enveloppées dans des bandelettes blanches qui venaient s'attacher aux genoux avec des jarretières de la même couleur sous l'extrémité d'un large caleçon. Parmi les plus jeunes de ces Chinois, il y en avait qui étaient réellement fort bien.

Nous nous retirâmes de très bonne heure, parce qu'il fallait, rendus dans nos chambres, nous mettre à faire des comptes; nous avions à préparer ceux du lendemain, et à régler les dépenses de la journée.

Le lendemain, 1er novembre, nous nous levâmes avec le jour pour recevoir et payer les marchandises achetées la veille; puis nous descendîmes déjeuner avec M. Pereyra. Comme nous nous proposions d'acheter notre thé le jour même, nous prîmes des informations sur la qualité à choisir. M. Pereyra, comme toutes les personnes que nous avions vues jusqu'alors, et surtout l'inspecteur-général des thés, à

qui M... avait fait beaucoup de questions à ce sujet, nous dit que le seul thé réellement bon et bienfaisant, celui qui est préféré par les Anglais et les Chinois, est le *souchong*, thé noir, moins cher que le *péko*, mais généralement estimé. On discourut long-temps sur cette matière, et le résultat fut que nos achats devaient consister en *souchong* seulement; d'ailleurs, les excellentes raisons que nous donna M. Pereyra eussent-elles été insuffisantes pour nous décider en faveur de ce thé, celui que nous prenions à déjeuner nous aurait entièrement convertis par son parfum exquis et par cette douce saveur que nous n'avions jamais connue. Au sortir de table, nous allâmes, conduits par Durand et dirigés par les instructions de toutes nos connaissances, dans un magasin magnifique parfaitement monté en soieries et en thés.

Le 2 novembre fut consacré aux achats des petits objets de fantaisie. Je passai quelques momens fort agréables dans les ateliers où les Chinois font des copies si exactes de nos gravures et des meilleures têtes de nos maîtres. Ils ont un talent inoui d'imitation, et ceux d'entre ces peintres à longue queue qui ont pris quelques leçons d'un artiste anglais distingué, résidant à Macao, font des portraits à l'huile de grandeur naturelle qui surprendraient bien notre excellent C., s'il les voyait jamais.

Les Chinois broient et préparent leurs couleurs à la manière européenne, seulement leurs brosses sont faites d'un poil blanc aussi fin que le poil de martre, et la hampe est en roseau, au lieu d'être en bois. Il n'y a guère à Canton que deux artistes distingués; on peut même dire qu'à l'exception du fameux Lamcqua, les autres ne sont bons qu'à faire des copies exactes, mais trop léchées, des tableaux de Dubuffe, ou à dessiner laborieusement sur du papier de riz les costumes et les scènes du pays, dont les étrangers ne manquent jamais de garnir leurs albums. Ils emploient pour ce travail des couleurs à l'eau, gouachant par-dessus pour dessiner les ornemens et les détails. Il faut beaucoup de patience pour travailler sur ce papier, qui se gonfle horriblement à chaque coup de pinceau; mais rien n'est si doux, rien ne donne une finesse plus exquise aux figures et aux vêtemens que le velouté naturel à cette espèce de papier.

Durand nous conduisit assez loin chez un marchand de curiosités antiques, dont le superbe magasin ferait certainement tomber en pâmoison bien des amateurs européens. Pour y arriver, nous passâmes par *Physic-Street*, la plus gaie et la plus pittoresque des rues de la ville vraiment chinoise, car *New-China* et *China-Street* ont encore quelque chose d'européen dans leur construction.

C'est dans *Physic-Street* que sont tous les apothicaires, et c'est un coup d'œil charmant que celui de cette rue aux enseignes peintes de toutes les couleurs. Quand le soleil l'éclaire à travers les tentes qui la couvrent en plusieurs endroits et que ses rayons jouent de mille manières sur les brillans étalages des droguistes chinois, je ne puis comparer cette rue qu'à une décoration de théâtre. Les grandes planches verticales aux faces chargées de lettres d'or, qui servent d'enseignes aux boutiques, faisant saillie depuis le pavé jusqu'au haut de la porte, le mouvement de la rue, quand on la regarde en enfilade, semble avoir lieu sur une scène étroite, mais prolongée, où l'on aurait multiplié à l'infini et dans le goût le plus piquant les décorations partielles qui forment les coulisses. Durand nous fit remarquer, en passant, quelque chose d'assez curieux : nous étions souvent assourdis du tapage fait par des Chinois, hommes, femmes ou enfans, que nous rencontrions à chaque pas dans les boutiques ou sur la porte, frappant l'un contre l'autre deux morceaux de bois dur, dont le son aigre et désagréable remplissait les rues. Je m'étonnais de la patience avec laquelle un tranquille marchand restait à son comptoir, fumant sa pipe, tandis qu'une vieille femme était sous son nez à frapper avec force ses maudits bâtons. — Cette femme que vous voyez, me dit alors Durand, est une mendiante qui demande l'aumône; c'est un droit acquis par ces gens de venir d'abord sur le seuil de la porte faire entendre leur infernale musique. Si le propriétaire de la maison donne quelque chose, c'est fini, le trouble-repos passe et va plus loin; mais, si on fait la sourde oreille, le bruit redouble, l'importun quêteur entre peu à peu, vient s'établir jusqu'auprès de sa victime, et la lutte ne finit que par la fatigue du bourreau ou par la générosité forcée du patient, qui, n'y tenant plus, achète pour un peu d'argent quelques instans de paix. Il faut être Chinois pour supporter des usages pareils.

Enfin nous entrâmes dans un grand magasin, qui se composait de deux salles éclairées par des lucarnes ménagées dans le toit. Là se trouvaient les objets antiques les plus curieux en agate, en jaspe, en porcelaine, en racine de bambou, en cuivre et en bronze, en ivoire, en peinture, etc. Par terre, on voyait, montés sur des bases élégantes, des morceaux de rochers noirs aux formes étranges, imitant pour la plupart des cascades ou des jets d'eau. Je remarquai, parmi les objets dont le prix était exorbitant, un réchaud ou cassolette à parfums, en bronze d'un travail exquis. Deux dragons servaient d'anses pour le couvercle, et les signes du zodiaque se

trouvaient sculptés sur le pourtour du vase, au milieu des reliefs les plus délicatement exécutés. Certainement les plus beaux modèles de l'antiquité grecque et romaine ne sont pas supérieurs à cela. Il y avait aussi des vases en jaspe et en agate qu'on nous dit venir des premiers empereurs chinois, et dont on ne voulait pas nous dire le prix ; quand nous importunions le marchand pour le savoir, il branlait la tête en souriant, comme pour dire : — Vous êtes des profanes qui ne pouvez apprécier tant de beauté ; — et il avait tort, car pour moi j'étais enthousiasmé.

Je voulus marchander des babioles, des cachets en jaspe d'une petitesse extrême et très simples ; mais c'était hors de prix, et nous savions que l'antiquaire était inexorable, car M. Prinsep, de Calcutta, alors à Macao, avait acheté chez lui pour plus de huit cents gourdes d'objets différens sans qu'il voulût lui rabattre un sou. Le hasard me fit tomber sur deux chandeliers et deux vases en bronze très mutilés et très vieux, que j'eus pour quatre gourdes, je ne sais pourquoi, car il y avait à côté des débris de vase couverts de vert-de-gris et rongés par le temps, dont on demandait trente gourdes. C'est que probablement mes vases et mes chandeliers n'avaient que deux ou trois siècles d'existence.

Revenus de cette course, nous trouvâmes un jeune Anglais, nommé Morrison, le seul de sa nation qui ait pu apprendre parfaitement le chinois; il nous cherchait pour nous conduire au théâtre, car il y avait ce jour-là une représentation curieuse, chose assez rare.

Nous voilà donc partis de plus belle; nous étions en tout neuf personnes. Le jeune Morrison, maigre, ingambe et connaissant parfaitement les inextricables rues de Canton, s'était mis à notre tête, et nous venions à la file les uns les autres, nous tenant pour ainsi dire par les pans de nos habits pour ne pas nous perdre au milieu de ce dédale de ruelles étroites et populeuses que nous traversions au galop. Il y avait à peu près un quart d'heure ou vingt minutes que nous allions de ce train, quand notre guide nous fit arrêter près d'une chétive maison dont la cour servait de salle de spectacle. Nous entrâmes, et, figurez-vous notre désappointement, les acteurs étaient partis, la foule s'était écoulée, nous étions venus trop tard! Heureusement Morrison s'aboucha avec un Chinois, et, après quelques mots échangés, il nous dit : Partons et dépêchons-nous ; il y a un autre théâtre où l'on joue, un peu plus loin : j'espère que je le trouverai. — Et là-dessus, sans attendre de réponse, le voilà qui reprend sa course, et nous de suivre, sans avoir le temps de respirer ou de souffler un mot.

Cette fois, nous nous enfonçâmes dans des quartiers si retirés, que notre présence parut produire un effet extraordinaire. Des agens de la police chinoise, inquiets de voir neuf Européens courant ainsi en toute hâte dans la direction des portes de la ville qui leur sont interdites, vinrent, l'éventail à la main et l'air courroucé, parler à Morrison, qui n'eut pas l'air d'y faire attention et continua toujours son chemin. Il était tard, nous étions sans armes (c'est-à-dire sans bâtons, seule arme permise), et une vingtaine de Chinois auraient pu, dans ces rues étroites et sombres, nous assommer à coups de bambou sans qu'il nous fût possible de nous défendre. Si, en outre, un de nous s'était laissé arriérer, s'il eût perdu de vue notre guide, il était certain de passer une nuit des plus désagréables. Maltraité, volé et baffoué par ceux auxquels il aurait demandé son chemin, il aurait eu toutes les peines du monde à revoir les factoreries. Nous faisions ces tristes réflexions, et nous commencions à nous dire que c'était assez, qu'il était inutile de courir les chances de recevoir une bastonnade pour trouver peut-être le spectacle fini ; mais tout cela était sans résultat, il fallait suivre notre enragé Morrison, qui, ouvrant tout à coup une porte, s'élança dans une avenue déserte, où nous entrâmes haletant de fatigue et pestant à qui mieux mieux contre les comédiens chinois. Cependant nous étions arrivés au terme de nos souffrances pour le moment ; car, à l'extrémité de l'allée, nous découvrîmes une vaste cour entourée d'échafaudages garnis de spectateurs, et au fond, sur un théâtre en plein vent comme les loges, les acteurs étaient à débiter leurs rôles ; la rivière et ses innombrables bateaux formaient le dernier plan du tableau.

Songer à pénétrer au travers de la foule qui encombrait le parterre (la cour), était chose inutile ; mais, grace encore à l'éloquence de Morrison, nous entrâmes dans une maison que nous traversâmes après avoir payé une demi-gourde chacun, et nous arrivâmes sur un des échafaudages, qui se trouvait de plain-pied avec le premier étage de la maison. Il y avait plusieurs banquettes disposées en gradins ; nous nous plaçâmes sur les plus élevées pour mieux jouir de l'ensemble du spectacle.

Voici quelle était à peu près la disposition du théâtre : un enclos plus long que large était bordé sur ses grands côtés par deux galeries couvertes élevées sur des poteaux et où se trouvaient assis les spectateurs payans ; la scène, supportée aussi sur des piliers, et couverte, non pas en nattes comme les galeries, mais en toiles peintes, formait un des petits côtés du rectangle et s'étendait sur le bord de l'eau ;

enfin, un mur qui joignait la maison par laquelle nous étions entrés à une autre maison située en face et formant comme celle-ci le prolongement de l'amphithéâtre, complétait la clôture de l'enceinte, laissant seulement une porte ouverte à la foule qui entrait gratis dans le parterre.

Au moment où nous arrivâmes, un habile faiseur de tours, appartenant à la troupe, remplissait un entr'acte en passant entre les barreaux d'une échelle, sautant par-dessus des chaises, comme le font nos bateleurs en France. Cela n'excitait que très faiblement mon intérêt, de sorte que je donnai toute mon attention à l'assemblée dans laquelle nous nous trouvions et où nous étions les seuls Européens. Je remarquai d'abord vis-à-vis de nous, au milieu de toutes ces graves têtes de Chinois portant calotte noire ou chapeau conique, quelques jolies têtes de femmes, dont la coiffure, ornée de fleurs et d'épingles d'or, ne différait pas de celle des batelières. Leur costume, quoique très simple, était cependant plus soigné; mais, bien qu'elles eussent le petit pied, ces belles aux yeux obliques devaient être d'une classe inférieure, les femmes des classes élevées ne se montrant jamais en public. Du côté où nous nous trouvions, mais tout-à-fait à l'extrémité, il y avait aussi trois ou quatre jeunes filles; on semblait craindre de nous voir approcher d'elles. A nos pieds, sur les banquettes voisines, de bons bourgeois de Canton, établis sur le même banc depuis le matin peut-être, mangeaient des fruits et des bonbons que distribuaient des marchands ambulans; d'autres fumaient tranquillement ces pipes en métal dont l'étroit fourneau ne contient qu'une pincée de tabac; un domestique chargeait la pipe, l'allumait avec une espèce de mèche phosphorique, et ce manége se renouvelait souvent, car une longue aspiration suffisait pour en consumer le contenu. Tout ce monde m'intéressait beaucoup; mais ce qui était réellement étonnant, ce que nous ne pouvions nous lasser de regarder, c'était le parterre. Figurez-vous des milliers de Chinois qui se sont mis nus jusqu'à la ceinture pour ne pas déchirer leurs habits, et qui ont roulé autour de leur tête leur longue queue, de peur qu'elle ne soit tiraillée dans la foule, se ruant, se pressant dans cette enceinte jusqu'à ne former qu'une seule masse compacte, un seul bloc de corps humains parfaitement joints, dont tous les vides ont été calés pour ainsi dire avec d'autres corps d'hommes; imaginez ensuite, s'il est possible, l'effet d'un semblable tableau pour un spectateur placé aux premières loges. C'est une mer de têtes tondues de la même forme et de la même couleur; on dirait la tête d'un seul homme répétée mille fois par un miroir à

facettes. Tantôt calme ou agitée d'un mouvement insensible, la surface de cette mer présente l'aspect d'un tapis jaunâtre moiré de nez camus et d'yeux bridés qui grimacent à l'envi; tantôt ses flots, quelque temps endormis, soulevés tout à coup par une cause inconnue, se heurtent, se poussent et se repoussent avec une force irrésistible, avec un bruit sourd, un murmure confus de voix qui rient, jurent, pleurent et menacent. Les lourds poteaux qui supportent le théâtre résistent alors à peine aux secousses imprimées par ces vagues vivantes. En vain ceux qui en sont proches s'efforcent-ils de faire arc-boutant et de s'opposer au débordement qui les menace, leurs bras cèdent, et ils sont entraînés sous l'échafaudage jusque dans la rivière.

Si tout dans cet étrange théâtre nous paraissait curieux et nouveau, notre présence produisait certainement le même effet sur l'assemblée; car, outre les investigations partielles dont nous étions continuellement l'objet, on n'applaudissait pas les acteurs une seule fois sans que, depuis la jeune Chinoise et les tranquilles fumeurs jusqu'aux malheureux formant la plate-bande de têtes pelées, tout le monde ne levât vers nous des yeux qui semblaient chercher le degré d'intérêt que nous prenions au spectacle.

Cependant le jongleur avait fini ses tours, et les acteurs, qui s'étaient habillés dans une tente pratiquée sur le derrière de la scène, venaient de paraître, au grand contentement du public. Rangés à droite et à gauche d'une espèce de table élevée, ils attendaient que le directeur eût donné aux spectateurs l'explication de la pièce qu'on allait jouer pour entrer en action. Quand cette formalité, qui est de rigueur en Chine, eut été remplie, trois ou quatre personnages, couverts de magnifiques costumes dont le prix est, dit-on, énorme, arrivèrent majestueusement sur le théâtre. L'un d'eux, celui qui, pour marque de la dignité suprême, portait à son bonnet, en guise de cornes, les deux longues et belles plumes qui ornent la queue du faisan de Tartarie, vint s'asseoir auprès de la table, tandis que les grands de sa cour, exécuteurs des hautes-œuvres, écrivains et peuple, restèrent debout, respectueusement rangés sur deux lignes. Je fus étonné de trouver dans tous ces costumes une reproduction exacte de ceux que j'avais vus représentés dans les dessins chinois : ces riches vêtemens tout chamarrés d'or et d'argent, ces ailes empesées attachées à la coiffure, ces pavillons sortant par derrière et de chaque côté des plis de la robe, et surtout cette bizarre peinture, ces lignes noires, blanches, rouges et jaunes, qui forment sur le visage un masque digne de Satan. On me dit que c'était un souvenir des pre-

mières cours chinoises, où l'on assure que les costumes étaient exactement semblables, et que les grands, suivant leurs grades et leurs fonctions, devaient se barbouiller la figure de manière à la rendre méconnaissable. D'où venait cet usage? Était-ce une vaine obligation d'étiquette, ou bien se masquait-on ainsi dans les jugemens ou les grands conseils seulement pour que les votes fussent donnés avec plus d'assurance? C'est ce que je ne pus savoir.

Mais revenons à la pièce, qui rappelait sans doute un de ces anciens faits historiques dont les Chinois aiment à faire le sujet de leurs drames.

Le souverain, ou le chef qui siégeait près de la table, après une suite de conversations et de gestes incompréhensibles pour nous, parut accuser un des grands personnages mêlés à ses courtisans. Celui-ci, tout vêtu de noir et paraissant par son costume appartenir plutôt à la classe lettrée qu'à la classe guerrière, sortit des rangs à cet appel, et, se jetant à genoux, marmotta sur un ton lamentable une longue prière en se frappant le front contre terre. Le juge insensible prononça probablement une sentence, et à chaque phrase les gardes et les assistans poussaient en chœur un cri aigu et discordant que l'on me dit être un signe d'acquiescement à la volonté du prince. Tout à coup une femme éplorée (c'est un eunuque qui remplit ce rôle) se précipite sur la scène; c'est probablement la femme de l'accusé : elle vient aussi se jeter aux pieds des juges, mais ses larmes et ses supplications sont aussi vaines que les longs discours qu'elle prononce d'un ton criard en se tournant vers le public.

Là se termina un acte de cette pièce, qui paraissait intéresser vivement tous les spectateurs; en effet, leurs applaudissemens tonnaient avec fureur et dominaient par momens le bruit des tam-tams, des gongs et des autres instrumens à sons discordans, instrumens moins discordans toutefois et moins aigres que la voix des acteurs, qui s'égosillaient pour se mettre au diapason de cette musique infernale. Les efforts que faisaient ces malheureux pour se faire entendre étaient pénibles à voir; les yeux leur sortaient de la tête, et les veines de leur cou étaient gonflées à crever.

Chacun de ces acteurs, avant de parler, avait eu soin de venir sur le bord du théâtre annoncer qui il était et quel rôle il remplissait; tous ces préambules, qui prêtent fort peu à l'illusion, ne diminuent en rien, pour le Chinois bénévole, l'intérêt de l'action; bien plus, comme les décors du théâtre sont très peu variés, il faut aussi souvent des explications pour faire comprendre le lieu de la scène. Ainsi, un acteur,

montrant un mur, dit : — Il y a ici une porte et puis un bel appartement; je passe la porte, j'ai passé, je suis dans l'appartement. — Et le spectateur à imagination complaisante le voit dans sa nouvelle demeure. De la même manière, avec deux mots et sans frais de poste, un courrier fait deux cents lieues sur un théâtre chinois le plus lestement du monde; il fait le geste de monter à cheval, il déclare qu'il part, puis qu'il est revenu, et personne n'en doute.

Au second acte, nouvel apparat, nouveaux costumes plus beaux que les premiers. Cette fois, le théâtre est couvert d'un nombreux cortége, la garde est doublée, les bourreaux se tiennent derrière, et les instrumens du supplice brillent de toutes parts. Le coupable est amené devant le trône; là on le dépouille, pièce à pièce, de tous ses habits, ne lui laissant qu'une simple robe; puis, malgré ses cris et ses prières, il est étendu la face contre terre. Six bourreaux armés de bambous s'avancent lestement et font pleuvoir sur lui une grêle de coups; mais voilà que sa femme, vêtue en légère amazone, tombe comme la foudre au milieu de l'auguste réunion; elle tient à la main droite un glaive étincelant qu'elle agite et fait tournoyer sur sa tête en bondissant comme une panthère autour des bourreaux qu'elle terrasse, des gardes qu'elle disperse, et même des juges et du monarque, dont la fuite honteuse la laisse maîtresse du champ de bataille avec son mari moulu de coups de bâton!

Ici vient une scène d'attendrissement : la vaillante épouse chante et déclame un morceau qui fait saigner les oreilles, et le mari lui débite je ne sais quoi de la voix d'un homme qui crie au secours. Voilà le second acte, ou peut-être le dernier; car, à cette période du spectacle, j'étais tellement fatigué d'entendre les miaulemens des acteurs et les assourdissantes vibrations des gongs, que je n'en pouvais plus, et je n'aspirais qu'au moment de partir, jetant seulement de temps en temps un coup d'œil sur la scène pour voir les costumes des acteurs. Malheureusement, dès le commencement, Morrison, appelé par quelque affaire, nous avait laissés seuls, et il ne fallait pas songer à quitter la salle avant d'avoir un guide. La nuit approchait, et nous commencions à être assez inquiets, lorsqu'arriva un jeune Américain, nommé Hunter, envoyé par Morrison pour nous prendre. S'il était venu plus tôt, comme il parle chinois, il aurait pu nous donner bien des explications qu'il était maintenant trop tard pour lui demander; mais nous allions partir, et c'était le principal.

Nous avions à refaire tout le chemin que nous avions suivi avec Morrison, et c'était bien assez; malheureusement, notre guide voulut

à toute force nous faire passer devant les portes qu'il est défendu aux Européens de franchir. Ceux-ci ne bravent cette défense que pour aller eux-mêmes remettre au mandarin des placets non parvenus à leur adresse, et ils le font armés de bâtons en courant la chance d'être rossés.

Nous voilà donc encore une fois à courir les rues, maintenant tout-à-fait noires, de Canton ; il faisait chaud, et en outre, à cette heure avancée, les petits autels domestiques placés dans les boutiques et devant les portes répandaient une fumée épaisse produite par les bâtons parfumés qu'on y brûlait en guise d'encens; les lampes allumées joignaient à cela leur odeur d'huile de coco. Enfin, c'était une horrible corvée que nous faisions là, une corvée que je ne voudrais pas recommencer pour tous les spectacles chinois les plus curieux.

Nous vîmes les fameuses portes, qui sont absolument comme toutes celles que l'on rencontre à chaque instant dans les rues non interdites aux Européens, c'est-à-dire presque invisibles, et ne présentant que des arcades vermoulues couvertes d'affiches rouges ou bleues; ce sont des barrières qui n'ont de force que celle que leur donne la loi.

A six heures, nous arrivâmes exténués à la maison, et nous n'eûmes que le temps de nous habiller pour aller chez M. Dent, où nous devions dîner. Ce fut un splendide repas de plus de quarante couverts, où notre hôte, aussi gai qu'aimable et hospitalier, fit au dessert, non sans quelque péril pour lui-même, tout ce qu'il fallait pour griser ses convives à force de toasts.

Nous fûmes assez heureux pour que M. Dent obtînt du riche *haniste* chargé de ses affaires de nous donner un grand dîner chez lui. C'était une bonne fortune à laquelle nous ne devions pas nous attendre et qui nous transporta de joie. Vous savez probablement que la société qu'on appelle *Hong-Society* se compose de douze marchands, appelés *Hong-Merchants* ou *Hanistes*, choisis par l'empereur parmi les riches négocians chinois, pour fournir aux factoreries tout ce qu'elles demandent, et pour servir de consignataires aux navires qui viennent d'Europe.

Min-qua, chez qui nous devions dîner, est naturellement le plus riche des douze hanistes, étant chargé des affaires de la maison Dent, la plus puissante de Canton. Il a pour logement de ville une belle maison qui fait un des coins de la place des factoreries. Dès le 2, nous avions reçu nos lettres d'invitation, écrites en chinois, sur papier rouge; et le 4, à six heures du soir, nous nous rendîmes à la maison du

haniste. Les deux frères Min-qua nous attendaient à l'entrée du salon de réception. M. Dent nous présenta tous; nous étions huit officiers de la frégate en y comprenant le commandant et les élèves; il y avait en outre M. Prinsep de Calcutta, Durand, et quatre individus que je ne connaissais pas. Les deux Min-qua, ainsi qu'un de leurs amis qu'ils avaient invité pour les aider à faire les honneurs du dîner, étaient en grand costume. Leurs longues robes en soie bleue brochée portaient sur la poitrine la riche plaque au griffon brodé; un chapeau conique en paille blanche, couvert d'une aigrette en peluche de soie rouge, leur servait de coiffure. Jeunes et d'une figure distinguée, ce costume leur allait très bien; il y avait dans leur air quelque chose de grave et de digne que l'on croirait en France incompatible avec un chapeau pointu et une longue queue.

Nous fûmes introduits dans une vaste salle éclairée par des files de lanternes de toutes les formes et de toutes les couleurs, suspendues au plafond en guise de lustres; l'ameublement fort simple de cet appartement consistait en une suite de petites tables à thé qui en faisaient le tour; chaque table était placée entre deux fauteuils en rotins. Des domestiques entrèrent, portant le thé sur de grands plateaux; je m'empressai de m'asseoir auprès d'une des tables pour goûter du merveilleux breuvage dans toute sa pureté native; il était servi dans de petites tasses de forme conique et sans anses, avec deux soucoupes, l'une sur la tasse, l'autre dessous comme à l'ordinaire. Cette dernière est destinée à conserver la chaleur du thé et à empêcher celui qui le boit d'avaler les feuilles qu'on laisse toujours mêlées au liquide. J'en pris une gorgée, et, bien que le parfum en fût excellent, je ne pus trouver bon ce thé sans sucre, dont le goût me parut âpre et sec; j'essayai encore, mais, malgré ma bonne volonté, je fus obligé de laisser ma tasse inachevée. Je me consolai en voyant que mon goût était partagé par les autres convives.

Au bout de quelques minutes, M. Dent vint avec une liste appeler cinq des plus notables personnages invités, et quitta la salle avec eux; il revint ensuite deux fois encore pour appeler les deux dernières divisions de cinq qui restaient, et nous nous trouvâmes alors tous réunis dans la salle du banquet où nous attendaient nos hôtes.

Éclairée comme l'autre par des lanternes ornées de dessins brillans et de glands de soie, cette salle était vraiment riche en décorations de toute espèce. Des châssis immenses à vitraux coloriés formaient, au lieu de mur, le fond de l'appartement, qui avait pour

tentures, sur ses autres faces, des rouleaux déployés de papiers couverts de sentences morales en caractères chinois. Un superbe tapis couvrait le plancher, et toutes les chaises, faites en beau bois verni, étaient ornées de housses en drap bleu chargées de broderies de soie représentant des fleurs. Des dressoirs, disposés autour de la salle, pouvaient servir à porter les plats et la vaisselle ou à découper les rôtis; enfin, au milieu, trois tables, placées en triangle et séparées entièrement les unes des autres, devaient recevoir chacune cinq convives et un des maîtres de la maison destiné à en faire les honneurs. Il faut remarquer ici que cette disposition en triangle n'est pas seulement une affaire de mode, mais bien de nécessité; en effet, les grands dîners chinois sont toujours accompagnés de danses ou de tours de jongleurs; pour que tout le monde puisse voir sans se déranger, il faut donc que les tables soient disposées ainsi et que l'un de leurs côtés soit inoccupé; c'est ce qui avait lieu ici. C'était l'ami des Min-qua qui faisait les honneurs de la table à laquelle j'avais été placé. Nous avions chacun devant nous une soucoupe en porcelaine, deux petits bâtons en ébène garnis en argent à leur extrémité, et dans un triangle de papier rouge et blanc un cure-dent fait avec l'articulation de l'aile d'une chauve-souris, puis enfin, pour compléter notre couvert, une toute petite tasse pour boire le *cam-chou*, et une petite soucoupe pleine d'une sauce noire faite avec des cloportes. Une douzaine de bols en porcelaine à fleurs bleues contenant des mets fort délicatement apprêtés, mais tout-à-fait étrangers pour nous, couvraient une grande partie de la table; l'autre, celle qui était sans convives, destinée à flatter l'œil et à rester intacte, était ornée d'une profusion de bols pleins de fleurs et de fruits; on y voyait aussi des gâteaux couverts de pépins d'oranges si artistement piqués et dans des formes si bizarres, qu'on cherchait en vain un nom pour ces plats déguisés.

Le repas commença. Le Chinois qui présidait à notre table savait quelques mots d'anglais; nous pouvions donc nous faire comprendre et demander ce qu'il fallait faire. D'ailleurs, Durand, habitué à la Chine comme un vieux Mantchou, nous guidait dans la périlleuse entreprise de faire honneur à cet étonnant festin. Prenant artistement ses deux bâtons d'une main, il se mit à piocher à droite et à gauche dans chaque plat (c'est de bon goût), goûtant tout avant de se décider pour une des merveilles culinaires qui nous étaient offertes; nous voulûmes faire comme lui, mais notre maladresse était désespérante. Ayant d'abord la plus grande difficulté à placer dans nos doigts les bâtons rebelles, nous finissions toujours par laisser tomber le mor-

ceau saisi, soit dans le plat, soit dans le trajet de la soucoupe à la bouche. J'eus un moment de désespoir, et je commençais à croire que j'allais jouer le rôle désagréable de la cigogne dans le repas du renard; mais quelques leçons du bon Chinois m'eurent bientôt mis au fait, assez du moins pour ne pas mourir de faim. Vous verrez d'ailleurs que je ne devais pas mettre beaucoup en pratique ce nouveau talent pendant le dîner.

Je pêchai d'abord quelques morceaux d'un salmigondis composé de je ne sais combien d'élémens hétérogènes parmi lesquels je reconnus des tranches de concombre, des cornichons, des saucisses, etc.; en somme, ce n'était pas mauvais, quoiqu'il y eût dans ce ragoût des ailerons de requins séchés et fumés. Je goûtai ensuite une friture qu'on me dit être faite avec des hirondelles; c'était encore bon, très bon; seulement je retrouvais là un certain goût fort et nauséabond que j'avais senti dans le premier mets. Je laissai ce que j'avais pris pour essayer d'une soupe de nids d'hirondelles, le mets royal, le plat le plus recherché des Chinois, qui paient jusqu'à vingt piastres (cent dix francs) la livre ces nids, formés dans les rochers des Philippines et des Moluques par une hirondelle nommée *salangane* : c'était fade, mais pas trop mauvais. Après cette soupe vint le tour d'un autre plat dont je voulus goûter aussi; mais cette horrible odeur, qui me poursuivait dans tout ce que je mangeais, m'avait tellement bouleversé, que j'avais le cœur sur les lèvres, et force fut de m'arrêter.

Cependant Durand m'encourageait de l'œil, car il est impoli dans un dîner chinois de laisser quelque chose sur son assiette ou de trouver quelque chose mauvais. Je m'efforçais donc de tromper mon palais européen en avalant des marrons crus et des amandes que nous avions chacun à côté de nous dans de petites soucoupes; puis je prenais en tremblant un morceau dans les ragoûts empoisonnés qu'on nous servait maintenant sans interruption dans deux bols, non pas placés comme au commencement sur la table, mais devant chaque convive, et je l'avalais avec une répugnance qui allait toujours en croissant. Il était évident qu'un même assaisonnement, un assaisonnement infernal et inconnu à la cuisine européenne, entrait dans la composition de tous ces mets, parfaitement préparés du reste. Je demandai ce que ce pouvait être, et j'appris que c'était... je vous le donne en mille à deviner... de l'huile de ricin! Oui, c'était de l'huile de ricin! et il faut bien prendre son parti d'un goût aussi bizarre chez les Chinois, quand on pense que les habitans de la Terre de Feu mangent le poisson cru, que les Siamois font leurs délices des œufs

gâtés, que les Groënlandais, les Nouveaux-Zélandais, les Lapons, boivent avec délices l'huile de baleine et de loup marin.

Chez Min-qua, ce n'était pas de l'huile de baleine qu'on nous donnait à boire; mais à chaque instant un domestique empressé, portant un vase en argent d'un travail curieux, venait remplir de *cam-chou* la petite tasse dont on m'avait muni à cet effet. Le cam-chou est une boisson que l'on sert chaude, une espèce de vin blanc aigre-doux fait avec du riz fermenté et d'autres ingrédiens : ce breuvage déplaisant ne peut être trouvé tolérable que par comparaison avec les mets qu'il arrose. Je me serais bien dispensé d'en boire, et j'aurais donné beaucoup pour pouvoir avaler quelques verres d'eau ; mais l'eau et le pain sont étrangers à un dîner chinois, et l'étiquette venait encore ici me contrarier avec ses éternelles exigences. A chaque instant, mon voisin le Chinois me portait des santés auxquelles j'étais obligé de répondre en vidant entièrement ma tasse, après l'avoir tenue un moment des deux mains et remué la tête comme les Chinois du *Cheval de Bronze;* il fallait ensuite renverser la tasse pour prouver qu'il n'y restait plus rien, et aussitôt après, le maudit échanson, avec son impitoyable cafetière, arrivait pour la remplir. Quand mon voisin était en repos, c'étaient les Min-qua ou M. Dent lui-même qui me proposaient des santés à qui mieux mieux ; je finis par prendre le parti de ne plus faire que tremper mes lèvres dans le cam-chou.

Je n'ai pas parlé des domestiques qui nous servaient : ils étaient nombreux, jeunes et vêtus uniformément, portant tous une robe jaune flottante, serrée à la taille seulement par une ceinture, et un petit chapeau conique orné d'une houppe de soie rouge.

Dès le commencement du dîner, deux jongleurs et deux petits danseurs de Nankin s'étaient établis sur la base du triangle formé par nos tables : ils devaient, chacun à son tour, occuper nos loisirs pendant le repas. Les deux enfans commencèrent. Ils étaient vêtus d'une robe en crépon blanc, serrée autour de la taille par une écharpe en soie rose, dont les bouts tombaient gracieusement sur le côté. Leur tête était nue, rasée avec soin, et n'avait d'autre ornement qu'une queue bien nattée, avec son cordon de soie à glands, dont l'extrémité atteignait les pantalons à pied qui se montraient sous les plis nombreux de la robe, coquettement coupée à mi-jambe. Ces deux jolis enfans s'avancèrent dans l'espace qui séparait nos tables de celles qui avaient été disposées pour les jongleurs, et, tandis que ceux-ci les accompagnaient avec une espèce de mandoline, ils commencèrent à chanter, sur une mesure lente et mélancolique, des

airs pleins d'une expression douce, qui nous surprit dans un pays dont on connaît le goût en musique; ils faisaient en même temps des passes et des gestes d'une grace ravissante, qui nous rappelaient tout-à-fait les danses des bayadères de l'Inde.

Ceux des convives qui, plus habitués à la cuisine chinoise, faisaient honneur aux milliers de plats de nos amphitryons, oublièrent leurs bols et laissèrent tomber leurs petits bâtons pour regarder les gentils danseurs. Pour moi, convié oisif de cet abominable festin, je laissai volontiers de côté les salmis de chats, les blanquettes de chenilles, etc., pour m'occuper exclusivement de cette représentation trois fois bien venue. Tout-à-fait captivé par les accens doux et mélancoliques et la suave harmonie de ces voix argentines, j'aurais donné beaucoup pour connaître le sens des paroles, qui, autant que j'en pouvais juger par les airs, devaient être fort tendres; mais le Chinois mon voisin, qui comprenait l'idiome particulier de Nankin, ne s'exprimait pas assez bien en anglais pour pouvoir satisfaire ma curiosité. Je fus donc obligé d'attacher moi-même un sens à chaque geste, à chaque modulation de voix des acteurs, et je suis porté à croire que mon imagination ne m'écarta pas beaucoup de la vérité.

Quand les petits danseurs de Nankin se reposaient, les deux jongleurs commençaient à faire leurs tours d'escamotage. Ils étaient fort habiles sans doute, mais fort ennuyeux par leurs éternels dialogues, l'un jouant le nigaud qui s'étonne de tout, et l'autre l'habile homme qui semble n'attacher aucune importance à tous les prodiges qu'il fait naître. Par momens, le plus petit des deux enfans se mêlait à leurs tours d'adresse, et, plaçant sur l'extrémité d'une baguette en baleine une assiette de porcelaine, il la tenait dans un mouvement continuel de rotation, tout en prenant lui-même toutes les positions possibles : assis, couché, la main derrière le dos, sous la jambe, marchant ou se roulant sur le tapis. M. Dent lui jeta une poignée de gourdes, et mit fin à cet exercice.

Enfin, on se leva de table. Il y avait au moins deux heures que nous étions assis, et nous nous félicitions, croyant que c'était fini; les Chinois fumaient leurs pipes, nous autres des cigarres; il semblait que le moment du départ allait arriver. Pas du tout; il fallut se remettre à table : nous n'avions vu que le premier service! Les nids d'hirondelles et toutes les horreurs du commencement reparurent sous des formes nouvelles, avec des cailles frites, etc., puis vinrent des rôtis magnifiques portés en grande pompe par plusieurs domestiques; chaque pièce fut présentée aux convives, puis portée

sur des dressoirs où d'habiles écuyers tranchans la découpaient. Une heure plus tôt, j'aurais volontiers goûté de ces viandes, qui semblaient fort appétissantes; mais j'étais encore si plein de l'odeur d'huile de ricin, que chaque chose m'en paraissait imprégnée et que j'avais de la répugnance pour tout.

Je me remis donc avec résignation à regarder les petits Nankinois, qui commençaient une danse nouvelle. L'un portait en bandoulière un tambour en forme de deux troncs de cônes réunis par le sommet, couvert d'une peau de serpent et orné de glands très longs en soie rouge. Il en jouait avec deux petites baguettes, frappant avec beaucoup de grace et d'habileté tantôt sur une seule face, tantôt sur les deux en même temps. L'autre portait un gong dont les éclatantes vibrations faisaient, avec le tambour, une musique vraiment tartare. C'étaient alternativement des danses accompagnées de chants plus vifs que ceux que nous avions déjà entendus, puis la musique ou la danse seulement.

Les jongleurs vinrent à leur tour, et avec eux aussi un découragement si fort, une envie de dormir si générale, que tous les convives, surtout ceux qui avaient fait honneur au dîner, fermaient à chaque instant les yeux, malgré les efforts évidens qu'ils faisaient pour rester éveillés. C'est dans un de ces momens probablement que M. Prinsep et T... avalèrent une espèce d'amandes fort proprement servies, qu'ils prirent pour des pralines, mais qui étaient en réalité de belles et bonnes gousses d'ail cru, bien nettes et bien pelées : il fallait voir leurs grimaces et leurs contorsions!

Après avoir vu passer je ne sais quelle quantité de plats, après avoir goûté du dîner de famille que l'on sert toujours dans ces grands galas à la fin, comme par contraste, on en vint à faire circuler des jattes de riz à l'eau avec lequel les amateurs complétèrent la plus horrible cargaison que jamais estomac d'homme ait embarquée, et en dernière analyse on but le thé pour délayer tout cela, si c'était possible. Alors ce fut déclaré fini, irrévocablement fini. Au fait, le supplice n'avait guère duré que six heures!

Le *camcha* ou présent fut apporté en grande pompe par deux domestiques aux jongleurs et aux jeunes danseurs. C'était une somme de treize ou quatorze gourdes en *sapecks*, espèce de monnaie de zinc enfilée sur des cordons. Il y a, je crois, huit cents sapecks dans une gourde : tout cela était étalé sur une grande planche.

Avant de partir, on nous invita à nous approcher de l'extrémité vitrée de l'appartement qui donnait sur la cour : c'était pour voir

tirer en notre honneur un petit feu d'artifice. La principale pièce et la plus curieuse pour nous se composait d'un grand vase suspendu au niveau de la fenêtre où nous étions. Le feu prit à ce vase après l'explosion de plusieurs magnifiques soleils de toutes les couleurs, dont les rayons enflammés furent près de mettre le feu au beau tapis de la salle à manger; alors on vit un gros arbuste que le vase contenait se couvrir de fruits ronds et bleuâtres, ressemblant assez à de belles prunes. Quoique formés par une flamme colorée, ces fruits faisaient complètement illusion; au bout de quelque temps, ils commencèrent à prendre une teinte plus rouge et à diminuer de volume comme s'ils se flétrissaient; ils tombèrent enfin un à un, et la cour fut rendue à sa première obscurité. Ce petit échantillon de l'habileté des Chinois en pyrotechnie nous prouva qu'il n'y avait rien d'exagéré dans les récits merveilleux que font les voyageurs des grands feux d'artifice que l'on tire à Pékin.

A une heure du matin, je me jetai sur mon lit, content d'avoir vu un dîner chinois, mais jurant bien qu'on ne m'y reprendrait plus.

Le 5 était le jour fixé pour le départ. Grace à M. Pereyra, nous avions retenu à temps une de ces goëlettes qui, moyennant cinquante gourdes, prennent jusqu'à six passagers pour aller à Macao; d'ailleurs, quel que soit le nombre des passagers, le prix est le même. Cette goëlette ne nous servit que pour le transport de nos caisses, qui l'encombraient tellement, que nous aurions eu peine à nous y caser nous-mêmes. Durand s'était chargé de nous emmener sur un autre bâtiment, et cela l'obligea à partir de Canton quelques jours plus tôt qu'il ne l'avait d'abord résolu.

M. Beauvais nous avait tous retenus d'avance pour dîner chez lui le jour du départ. Nous passâmes donc encore quelques heures avec cet excellent homme, à qui nous devions, ainsi qu'à Durand, de n'avoir pas été jetés, comme des fous qui ne savent où donner de la tête, dans cette ville étrange où un guide est une chose indispensable. A cinq heures et demie, nous nous rendîmes au rivage accompagnés de toutes nos connaissances; nous prîmes une tanca pour nous transporter à bord de la goëlette, et, après les serremens de main et les accolades d'adieu, nous nous éloignâmes, laissant à regret cette ville merveilleuse dont nous n'avions joui qu'en courant.

*Le Sylphe* avait levé l'ancre et glissait tranquillement emporté par la marée quand nous l'atteignîmes. La nuit s'avançait, une nuit calme et délicieuse, et le fleuve, éclairé de mille feux, réfléchissait partout la lumière diversement colorée des lanternes, dont les lignes mou-

vantes s'étendaient à perte de vue devant et derrière nous. Les *flower-boats*, ces riches salons flottans, laissaient échapper des faisceaux de lumière à travers leurs stores et leurs persiennes dorées. Partout, sur ces eaux si animées, le plaisir semblait faire entendre sa voix, appelant, avec les ombres de la nuit, les Chinois de toutes les classes à dépenser dans la débauche une partie de l'argent laborieusement acquis pendant la journée. A mesure que nous avancions, un bruit continuel de gongs et d'autres instrumens bruyans paraissait nous suivre, et l'odeur d'huile de ricin se mêlait à tout cela, pour donner à cette soirée le caractère le plus chinois du monde. Enfin nous laissâmes derrière nous les longues lignes illuminées de la ville flottante, qui, dit-on, ne compte pas moins de trois cent mille ames (Canton en contient près d'un million), et, lorsque nous passâmes à Whampoa, tout dormait dans cette rade si peuplée, dont les rives fourmillent de maisons.

Le 7, à onze heures du matin, nous arrivâmes, après avoir été contrariés par le calme, à côté de la frégate, qui avait quitté Lin-tin la même nuit pour mouiller devant Macao, à cinq milles de la ville.

Avec ses couvens fortifiés couronnant les hauteurs et ses longues rangées de maisons blanches sur une grève aride, Macao n'offre pas un coup d'œil bien gai, quoiqu'assez pittoresque, et cette ville sent le Portugais d'une lieue. Nous débarquâmes, au milieu des jonques de guerre et des champans de toutes les formes, devant la partie chinoise de la ville; c'est là que sont les chantiers de construction et les bazars tortueux qui rappellent un peu les rues si bruyantes et si animées de Canton.

Il nous fallut grimper des sentiers ardus, des rues aux larges dalles échauffées par un soleil ardent, qui nous conduisaient dans la partie de cette ville morte et silencieuse où se trouve la belle maison de M. Inglis. Durand avait aussi un appartement dans cette demeure hospitalière, ainsi qu'un jeune homme nommé Borgès, qu'il avait amené avec lui de Valparaiso. Je fus présenté au maître de la maison, et nous montâmes ensuite chez M. Borgès, que nous trouvâmes entouré de dessins et de peintures, occupé à finir un petit tableau représentant une vue de Canton. M. Borgès est un amateur de dessin distingué, qui ne voyage que pour satisfaire son goût pour cet art, devenu chez lui une vraie passion. Après avoir admiré les nombreux croquis qu'il a faits en traversant les Cordilières des Andes, après avoir respiré encore une fois avec bonheur cet air d'atelier que je n'avais pas senti depuis long-temps, je me mis à la disposition de

Durand pour aller voir nos bons missionnaires français, sur le compte desquels on ne tarissait pas d'éloges à bord de la frégate. Ces excellens prêtres attendaient avec anxiété les momens où les officiers et les élèves allaient à terre pour courir au-devant d'eux et les emmener à leur logis; nos gens y trouvaient une table presque recherchée et de bons lits, choses réservées pour les étrangers et prodiguées pour des compatriotes, mais dont les missionnaires eux-mêmes ne font pas usage.

Durand me mena d'abord chez les lazaristes : c'est une société différente de celle des Missions Étrangères, quoique poursuivant le même but. Leur maison, située un peu plus loin et dans un quartier écarté, est parfaitement disposée et surtout bien aérée, ce qui est à Macao une condition indispensable. M. Torrette, le directeur, nous reçut à merveille et nous rappela pour le soir même une invitation à dîner qui avait déjà été faite à bord. Après les lazaristes, nous visitâmes les autres missionnaires, dirigés par un prêtre aussi distingué que bon, M. Legrégeois. Plein d'instruction et d'une conversation extrêmement agréable, M. Legrégeois me captiva, comme il avait captivé mes camarades, par son esprit et sa simplicité.

Un Américain établi à Manille m'avait donné une lettre d'introduction pour M. Chinery, peintre anglais résidant à Macao. Arrivé à Lintin, j'envoyai cette lettre à son adresse, avec un billet où je donnais les raisons qui m'empêchaient de me rendre moi-même à la ville portugaise avant d'aller à Canton. Je reçus une réponse aussi aimable que possible. On m'offrait l'atelier de l'artiste et un logement de garçon, puis des courses dans la campagne pour dessiner, etc., etc. J'étais donc presque attendu chez M. Chinery, lorsque nous y arrivâmes avec Durand, un de ses plus grands admirateurs. Je trouvai un petit homme d'une cinquantaine d'années, mais frais et robuste, à l'humeur joviale, original comme un artiste, généreux comme un Anglais. Nous parlâmes beaucoup de M. Barrot, qu'il avait connu pendant son séjour à Macao; nous visitâmes ensuite quelques-uns de ses innombrables et précieux albums. Je m'extasiai devant ses peintures fraîches et hardies, gémissant intérieurement de voir un talent aussi distingué enfoui dans une ville portugo-chinoise, au bout du monde; mais, établi depuis long-temps à Macao, M. Chinery y a pris ses habitudes : maintenant il devient vieux, et, quoique d'une incroyable activité pour son âge, il ne peut songer sans frémir à traverser les mers pour aller sous le ciel brumeux de l'Angleterre. Il mourra donc en Chine, où il vend ses moindres pochades au poids de l'or; et ses

immenses matériaux sur ce pays curieux, ses gouaches, ses huiles, ses aquarelles et ses esquisses si spirituelles, deviendront peut-être la proie d'un barbare qui ne saura pas les apprécier! Je pensais à tout cela en regardant des dessins remarquables dans tous les genres, car M. Chinery excelle dans les figures, dans le paysage, et il fait la marine à merveille.

Cependant le jour baissait, il était temps de se retirer. Durand m'entraîna hors de cette maison, où je serais resté volontiers tout le reste de la journée sans manger, ne songeant à rien qu'au dessin; nous laissâmes l'aimable artiste, qui nous fit promettre de venir déjeuner avec lui le lendemain matin à huit heures.

Le soir, comme je l'avais bien prévu, nous fîmes un souper des plus agréables; les bons pères étaient heureux de nous fêter chez eux; on but d'excellent vin, on porta des santés chères à tous, et chacun était enchanté. Pour moi, quand on but à la santé des missionnaires et à la prospérité de la société, je ne pus m'empêcher d'ajouter avec émotion : « Puissent ces vœux être exaucés pour les absens aussi bien que pour les présens! » et je fus compris, car on avait parlé long-temps des périls inouis courus par les apôtres de la Chine et de la Corée. On devina la cause de mon émotion; mais ces victimes, dévouées au sacrifice et habituées à envisager la mort comme une récompense, ne purent avoir une idée du mélange d'horreur et de pitié dont je fus saisi en pensant qu'à l'instant même où nous parlions plusieurs missionnaires expiraient peut-être dans les tourmens, comme ce malheureux qui venait d'être coupé en morceaux en Cochinchine, ou souffraient sans espoir dans des prisons plus redoutables que la hache du bourreau, comme le père Jacquart, actuellement enfermé à Hué-fo dans une cage de fer.

Ces pensées tournèrent à la tristesse mes idées jusqu'alors si gaies; je me voyais entouré de jeunes prêtres de vingt-cinq à trente ans, beaux, instruits, nés dans les classes aisées de la société dont ils auraient pu être l'ornement, et qu'ils avaient fuie pour venir mourir sur une terre barbare. Ils causaient du monde et de ses plaisirs comme s'ils en faisaient encore partie, je les voyais rire avec mes camarades de ce rire de jeune homme qui inspire la gaieté, et un étranger les eût pris pour des officiers d'un autre bâtiment français, car ils étaient vêtus comme nous, avec le pantalon blanc et la veste blanche : livrée de laïque qu'ils sont obligés de porter pour échapper à l'inquisition chinoise, qui ne permet qu'à un nombre limité de missionnaires de séjourner à Macao. Cependant tous ces jeunes hommes étaient voués

au plus pénible, au plus dangereux apostolat. Oh! c'est une horrible chose que de voir ainsi les talens et la jeunesse aller au-devant des bourreaux! Mon cœur était profondément ému à l'aspect de cette joie et de ce festin, le dernier de ce genre auquel devaient assister tous les missionnaires présens, à l'exception peut-être de M. Legrégeois et de M. Torrette, obligés tous deux de rester à Macao pour diriger les missions.

Le lendemain, au point du jour, nous nous levâmes pour aller visiter les belles pagodes des marins chinois. Nous y trouvâmes M. Prinsep; il était déjà en train de dessiner. M. Borgès suivit son exemple; Durand et moi, nous montâmes parmi les blocs de rochers taillés que l'on a trouvé moyen de faire servir à la construction de temples charmans. Le plus beau de ces temples est sur le bord de la mer, et adossé à la montagne; des arbres magnifiques ombragent, par une exception extraordinaire, ce monument de la piété des marins; on ne peut rien voir de plus pittoresque comme ensemble, et les détails sont d'un travail exquis. J'aurais voulu dessiner ce temple, mais j'avais à peine le temps de regarder.

Nous prîmes un des sentiers nombreux conduisant aux petits temples qui s'élèvent en étages au-dessus du premier; il a fallu certainement toute la patience et tout le talent des Chinois pour tirer ainsi parti d'une montagne aride qui n'est réellement qu'un seul rocher formé de plusieurs blocs amoncelés.

Chaque pagode était soigneusement balayée; la lampe, constamment allumée devant l'image du dieu, annonçait la place où il fallait venir brûler les petits bâtons ou les artifices qui servent d'encens, et nous ne fûmes pas long-temps sans voir arriver des dévots qui se mirent tranquillement à genoux comme si nous n'eussions pas été là, se prosternant par momens et faisant leur offrande à la divinité avec toute la piété possible.

Enfin, séduit par le toit délicat et les jolis ornemens du plus haut de ces temples, j'avais tiré mon album et je commençais à en faire une esquisse, lorsque les cris de tous ces messieurs restés en bas nous forcèrent de laisser un des plus jolis sites que j'aie vus. Nous nous hâtâmes, car il était temps d'aller déjeuner chez M. Chinery. Lui aussi venait de faire sa petite course d'artiste; il n'y manque jamais, ajoutant ainsi tous les jours quelques croquis à cette belle collection de dessins qu'il possède. Il nous avait promis la veille de faire une gouache devant nous, et il se mit à l'œuvre en quittant la table. En un quart-d'heure, nous vîmes sortir de son habile pinceau

une jolie barque chinoise, se mirant dans l'eau calme d'une rade éclairée par les rayons du soleil levant; cette rapide ébauche achevée, il me l'offrit, et je n'eus garde de la refuser. Nous commençâmes à feuilleter ses albums, et les heures n'étaient plus que des minutes pour nous, quand l'impitoyable Durand, toujours là pour nous rappeler à l'ordre, donna le signal du départ. Nous nous rendîmes chez M. Legrégeois, qui proposa, malgré la chaleur, une course à la grotte du Camoëns. Il fallut traverser toute la ville, les bazars chinois, pour parvenir au beau jardin anglais où se trouve le fameux rocher qui vit écrire *la Lusiade*.

Sur un monticule assez escarpé, compris dans l'enceinte du jardin, se trouve une roche nue, percée dans le sens de sa largeur en forme d'arche; dans le passage formé par cette ouverture, on voyait une anfractuosité qui pouvait servir de siége : c'est là que le Camoëns aimait à venir rêver et écrire. Maintenant, depuis que M. Rienzi a passé par Macao, la niche du rocher n'existe plus; elle a été plâtrée pour contenir une longue inscription en vers français assez mauvais, dont le cerveau de M. Rienzi a fort laborieusement peut-être, et, à coup sûr, fort malencontreusement accouché en l'an de grace 1828 ou 1830. On a bâti aussi sur la cime du rocher un petit belvédère qui domine toute la ville; on y jouit d'une belle vue, un peu obstruée cependant par les arbres du jardin.

Nous revînmes assez satisfaits de notre promenade, mais horriblement fatigués. Le jour suivant, il y eut un bal chez l'excellent M. Van-Baser, qui fit les honneurs de sa jolie maison avec l'inaltérable gaieté et la bonne grace dont nous avions eu déjà tant d'exemples à Canton.

Enfin, le 10 novembre 1838, nous appareillâmes. Le capitaine Elliot, les missionnaires et tous nos amis de Macao étaient venus la veille à bord nous présenter leurs adieux; ils firent un dernier déjeuner sur cette frégate qui rappelait si vivement la France à des exilés presque tous condamnés à ne plus la revoir. Ce fut avec une émotion bien sincère que nous leur serrâmes la main et que nous les embrassâmes en les accompagnant à l'échelle, quand la nuit vint leur donner le signal du départ.

*****

# POÈTES

ET

# ROMANCIERS MODERNES

## DE LA FRANCE.

---

### XL.

### M. EUGÈNE SUE.

(*JEAN CAVALIER.*[1])

On commence à répéter souvent, parce qu'en effet cela devient chaque jour plus sensible, que la littérature de ces dix dernières années se sépare de celle de la restauration par des traits fort tranchés et par une physionomie qui marque véritablement une nouvelle époque. Sous la restauration, il y avait plus de régularité et de prudence, même dans l'audace; ce qui faisait scandale était encore *relativement* décent. L'antagonisme régnait assez exactement entre les écoles littéraires comme entre les partis politiques; c'étaient des batailles à peu près rangées; l'on y pouvait remarquer de la disci-

(1) Gosselin, 9, rue Saint-Germain-des-Prés.

pline et une sorte d'évolution dans l'ensemble. Les questions de forme ne se séparaient pas des questions de fond; la joûte se passait dans un camp tracé. Il est arrivé au moment de la rupture ce qui arrive dans l'orage à un lac ou à un bassin que l'art ne défend plus. Toutes les écluses ont été lâchées, et les ruisseaux aussi. La haute mer a fait invasion, et les bas-fonds ont monté. Il a fallu quelques années pour que, dans les flux et reflux de cette étendue confuse, on retrouvât un niveau et de certaines limites. En attendant, une foule de pavillons plus ou moins aventureux ont fait leur entrée, ont imposé et illustré leurs couleurs. Aujourd'hui, quand on veut reconnaître cette rade immense (si rade il y a), l'aspect a tout-à-fait changé.

Dès les premiers jours de 1831, sous la rubrique assez énigmatique de *Plik et Plok*, un nouveau venu se glissait, un peu en pirate d'abord; mais qu'importe? Une fois entré, il le disait lui-même, il était bien sûr de s'y tenir, d'y jeter l'ancre; et il l'a prouvé.

Depuis 1831, M. Eugène Sue n'a cessé de produire; ses nombreux romans se pourraient distinguer en trois séries : romans maritimes, par lesquels il a débuté (*Atar-Gull*, *la Salamandre*, etc., etc.), romans et nouvelles de mœurs et de société (*Arthur*, *Cécile*, etc., etc.), romans historiques enfin (*Latréaumont*, *Jean Cavalier*). Le roman maritime l'ayant mené à étudier l'histoire de la marine francaise, cette histoire elle-même l'a conduit bientôt à se former, sur le règne et le personnage de Louis XIV, certaines vues particulières. Ce sont ces vues qu'il poursuit et met en action dans *Latréaumont* et dans *Jean Cavalier*. Nous avons à examiner aujourd'hui ce dernier ouvrage, remarquable, intéressant, et traité avec conscience. Ce nous est une occasion, trop retardée, de tâcher auparavant de saisir en général le caractère du talent de M. Sue.

M. Sue représente pour moi assez fidèlement ce que j'appellerai *la moyenne* du roman en France depuis ces dix années; il la représente avec distinction, mais sans un cachet trop individuel et sans trop d'excentricité, tellement que c'est l'époque même qui semble plutôt lui imprimer son cachet à elle. M. de Balzac certes, en de curieuses parties d'observation chatoyante et fine, offre un échantillon incomparablement exquis du genre (bon ou mauvais) du moment; mais ce n'a été que par endroits qu'il a paru saisissable, et il échappe vite par des écarts et des subtilités qui ne sont qu'à lui. Parmi les romanciers féconds, M. Frédéric Soulié encore a trouvé bien des veines (quelconques) du genre actuel, et les a poussées, les a labourées avec ressource et vigueur; mais chez lui, trop souvent, à travers le mouve-

ment incontestable, où est la finesse? M. Sue, si l'on prend l'ensemble de ses œuvres et si l'on se représente bien la famille de romans dont il s'agit, se trouve en combiner en lui l'esprit, la mode, la *fashion*, l'habitude, avec distinction je l'ai dit, avec sang-froid, avec fertilité, avec une certaine convenance. A tel ou tel de ses confrères célèbres, il a laissé le droit de déraison; lui, s'il se jette dans l'excès de crudité, c'est qu'il l'a voulu. Sa plume se possède, et il possède sa plume. Sans prendre la peine d'entrer précisément dans la conception laborieuse de l'art, il s'est trouvé par position à l'abri du mercantilisme littéraire. S'il n'a pas d'ordinaire composé avec une concentration très profonde, il a presque toujours fait avec soin. Il n'a obéi à d'autre nécessité qu'à son goût personnel d'observer et d'écrire; jusque dans ses productions les moins flatteuses, on sent de l'aisance.

Sa première spécialité semblait être le roman maritime, mais il ne s'y est pas renfermé. Il s'agissait pour lui, à son début, de se faire jour dans le monde littéraire par quelque chose d'original et qui attirât l'attention. Il savait la mer, du moins il l'avait tenue à bord d'un vaisseau de l'état durant six mois (1); il avait rangé bien des côtes. Il exploita, en homme d'esprit et d'imagination, ses rapides voyages et les impressions dont sa tête était remplie. *Le Pilote* et *le Corsaire rouge* de Cooper avaient mis le public français en goût de cette vie de périls et d'aventures; on admirait à chaque salon Gudin. M. Sue se dit que, lui aussi, il pourrait arborer et faire respecter le pavillon. Le genre qu'il importait chez nous fut à l'instant suivi et pratiqué avec succès par plusieurs; les juges compétens paraissent reconnaître que de nos romanciers de mer le plus exact à la manœuvre est M. Corbière. Je crois que M. Sue ne visait d'abord qu'à une exactitude suffisante; il écrivait avant tout pour Paris; son ambition était moins de remplir le Havre que de remonter la Seine. Ce n'est jamais pour les vrais bergers qu'on écrit les idylles. Depuis il a fortifié ses études de marine en les dirigeant sérieusement sur l'histoire de cette branche importante. Par malheur l'historien doit être comme la femme de César, ne pas même pouvoir être soupçonné d'infidélité. M. Sue avait été trop évidemment et trop habilement conteur pour ne pas mériter un premier soupçon. On ne lui a peut-être pas assez tenu compte jusqu'ici de son second effort. Nous-même, en ce moment, nous n'irons pas avec lui au-delà du romancier. A celui-ci du moins

(1) On peut voir quelques détails biographiques dans un article de M. Legouvé (*Revue de Paris*, tome XXVII, 1836).

l'honneur d'avoir le premier risqué le roman français en plein Océan, d'avoir le premier comme découvert notre Méditerranée en littérature!

Mais, encore une fois, ce n'était là pour lui qu'un acheminement, qu'une forme d'introduction, et M. Sue visait surtout à exprimer certains résultats de précoce et fatale expérience, certaines vérités amères et plus qu'amères que l'excès seul de la civilisation révèle ou engendre. Parmi ses amateurs de mer, ceux de sa prédilection comme Zsaffie, Vaudrey, l'abbé de Cilly, Falmouth, sont des hommes déjà brûlés par toutes les irritations des cités. Ainsi, bien vite chez lui, et dès *la Salamandre,* le vaisseau ne devint autre chose qu'une diversion et un cadre au spleen, un yacht de misanthropie ou de plaisance, une manière de vis-à-vis du *Bois* ou du Jockey-Club.

La génération spirituelle, ambitieuse, incrédule et blasée, qui occupe le monde à la mode depuis dix ans, se peint à merveille, c'est-à-dire à faire peur, dans l'ensemble des romans de M. Sue. Lord Byron était un idéal; on l'a traduit en prose; on a fait du don Juan positif; on l'a mis en petite monnaie; on l'a pris jour par jour à petites doses. Beaucoup des personnages de M. Sue ne sont pas autres. Le désillusionnement systématique, le pessimisme absolu, le jargon de rouerie, de socialisme ou de religiosité, la prétention aristocratique naturelle aux jeunes démocraties et aux brusques fortunes, cette manie de régence et d'orgie à froid, la brutalité très vite tout près des formes les plus exquises, il a exprimé tout cela avec vie souvent et avec verve dans ses personnages. L'espèce très exacte, et avec ses variétés, si elle se perdait un jour, se retrouverait en ses écrits; et voilà comment je dis qu'il représente à mon gré *la moyenne* du roman en France.

Sans se faire reflet ni écho de personne en particulier, il s'est laissé couramment inspirer des divers essais et des vogues d'alentour, et en a rendu quelque chose à sa manière. En un mot, la gamme du roman moderne est très au complet chez lui, et en même temps aucun ton trop prédominant n'y étouffe les autres.

Est-ce une nature vraie, légitime, une société saine qu'a exprimée M. Sue? Non assurément, et il le sait bien. Mais j'ose affirmer que c'est une société réelle. De braves gens qui vivent en famille, des hommes sérieux régulièrement occupés, des personnes du monde tout agréables et qui ne veulent pas être choquées, peuvent dire : « Où trouve-t-on de tels personnages? Ils n'existent que dans le drame moderne ou dans le roman. » Je ne nie pas qu'il n'y ait maintefois de la charge et du cumul dans l'expression; mais, pour prendre

le meilleur selon moi, le plus habile et le plus raffiné des romans de mœurs de M. Sue, *Arthur* par exemple, je dis que le personnage est vrai et qu'il y a de nos jours plus d'un Arthur.

Et, avant tout, qu'on me permette une remarque que j'ai eu très souvent occasion de faire en ce temps où la littérature et la société sont dans un tel pêle-mêle, et où la vie d'artiste et celle d'homme du monde semblent perpétuellement s'échanger. S'il devient banal de redire que la littérature est l'expression de la société, il n'est pas moins vrai d'ajouter que la société aussi se fait l'expression volontiers et la traduction de la littérature. Tout auteur tant soit peu influent et à la mode crée un monde qui le copie, qui le continue, et qui souvent l'outrepasse. Il a touché, en l'observant, un point sensible, et ce point-là, excité qu'il est et comme piqué d'honneur, se développe à l'envi et se met à ressembler davantage. Lord Byron a eu depuis long-temps ce rôle d'influence sur les hommes; combien de nobles imaginations atteintes d'un de ses traits se sont modelées sur lui! Depuis ç'a été le tour des femmes; l'émulation les a prises de lutter au sérieux avec les types, à peine apparus, d'*Indiana* ou de *Lélia*. Je me rappelle avoir été témoin, certain soir et dans un hôtel de la meilleure compagnie, d'un drame domestique réel très imprévu, et qui justifiait tous ceux de Dumas. Un magistrat m'a raconté qu'ayant dû faire arrêter une femme mariée qui s'enfuyait avec un amant, il n'en avait pu rien tirer à l'interrogatoire que des pages de Balzac qu'elle lui récitait tout entières. Au temps de D'Urfé une société allemande se mit à vivre à la manière des bergers du Lignon. C'est toujours le cas de dire, même quand ce sont si peu des Ménandre : *O vie! et toi Ménandre, lequel des deux a imité l'autre?*

Beaucoup des personnages de M. Sue sont donc vrais en ce sens qu'ils ont, au moins passagèrement, des modèles ou des copies dans la société qui nous entoure. Mais, pour l'aborder plus à l'aise avec ma critique, je la concentrerai d'abord sur *Arthur*, qui est un roman tout-à-fait distingué et où il y a fort à louer, tant pour la connaissance morale que pour la façon. Arthur, doué de toutes les qualités de la naissance, de la fortune, de l'esprit et de la jeunesse, Arthur, doué d'une puissance rare d'attraction et du don inappréciable d'être aimé, a reçu de bonne heure, d'un père misanthrope, un ver rongeur, la *défiance;* la défiance de soi et des autres. Les mortelles leçons de ce père trop éclairé et inexorable d'expérience ne sont, selon moi encore, que trop vraies (je parle en général); c'est du La Rochefoucauld développé et senti, c'est du Machiavel domestique; bien des

pages du chapitre intitulé *le Deuil* ont même de certains accens de morose éloquence. Mais cette science amère, ce résidu et comme cette cendre de la vie, que ce père imprudent de sa main mourante sème au cœur de son fils, va petit à petit l'empoisonner. Ce scepticisme corrosif, distillé goutte à goutte dans le vase récent, se retrouvera au fond de tout. Avant de quitter le château paternel, Arthur aimait sa cousine Hélène, pauvre, mais belle, digne et pure, et qui ellemême l'aimait. Il s'enchante insensiblement près d'elle; tous deux s'entendent sans se le dire; puis vient l'aveu : ils vont s'épouser. A ce moment une fatale pensée traverse l'ame d'Arthur; les avis funèbres de son père se réveillent, le germe de méfiance remue en lui : n'est-il pas dupe d'une feinte intéressée? Est-ce bien lui en effet, ou sa fortune, qu'aime sa cousine Hélène? Et Arthur tout d'un coup brise ce tendre cœur de jeune fille, sans pitié, avec un sang-froid odieux. Ce n'est là que le premier acte. Arthur vient à Paris; il connaissait déjà la haute compagnie de Londres, et du premier jour il n'a rien de neuf dans notre monde élégant. Que de piquans et de gracieux portraits d'hommes et de femmes, M. de Cernay, M^me^ de Pënâfiel! Celle-ci, adorable figure, femme à la mode aussi calomniée que courtisée, captive bientôt Arthur. Dès la première scène de l'aveu qu'elle-même lui fait (comme déjà avait fait Hélène), sa méfiance, à lui si poli, éclate presque brutale; cela pourtant se répare; il est aimé, il croit, il est heureux : les jours de soleil se succèdent. Puis tout d'un coup, au comble du bonheur, cette méfiance incurable, cette *peur d'être dupe*, revient plus féroce, et il renverse comme d'un coup de pied l'idole. Cette espèce de crime se renouvelle encore deux autres fois, et dans l'une des deux à propos non plus d'un amour de femme, mais d'une amitié d'homme. Les analyses qui précèdent et expliquent ces réveils frénétiques d'égoïsme sont parfaitement déduites et dans une psychologie très déliée, surtout pour les deux premiers cas : « C'était enfin une lutte perpétuelle entre mon cœur qui me disait : *Crois, — aime, — espère*....., et mon esprit qui me disait : *Doute, — méprise, — et crains!* » Je ne puis indiquer en courant tout ce qu'il y a de parfait de manière et de bien saisi dans les observations et les propos de monde jetés à travers (1). Arthur lui-même, à part ces cruels momens, est accompli de façon et presque charmant de cœur; et cependant le dirai-je? comme Vaudrey dans *la Vigie*, comme les moins bons des héros de l'auteur, il a de l'odieux; on ne peut le suivre jusqu'au bout

(1) La conversation entre Arthur et M. de Cernay, tome II, page 1; la jolie causerie de *prima sera*, II, 65; les jeunes chrétiens de salon, II, 133.

sans une impression écrasante; après la récidive, et dès qu'on le voit incorrigible, il devient intolérable (1). C'est qu'il ne suffit pas que le personnage et le caractère soient réels pour avoir droit à être peints. M. Sue me pardonnera de lui proposer toute ma pensée. Non, il n'est jamais permis à l'art humain d'être vrai de cette sorte; quand même on aurait le sujet vivant, l'espèce sociale en personne sous les yeux, c'est là encore, si l'on peut dire, de l'art contre nature. Les grands et éternels peintres qui certes savaient le mal aussi, les Shakspeare, les Molière, l'ont-ils jamais exprimé dans ces raffinemens d'exception, dans cette corruption calculée? Le mal tient-il cette place, à la fois première et singulière, dans leurs vastes tableaux? La saine nature n'est-elle pas là tout à côté qui rejaillit aussitôt, qui retrempe et qui console? Arthur n'est pas né méchant, mais il s'est rendu méchant. Or ce que Bossuet dit des héros de l'histoire, je le redirai à plus forte raison des héros du poème ou du roman : « Loin de nous les héros « sans humanité! Ils pourront bien forcer les respects et ravir l'ad- « miration, comme font tous les objets extraordinaires, mais ils n'au- « ront pas les cœurs. Lorsque Dieu forma le cœur et les entrailles de « l'homme, il mit premièrement la bonté, comme propre caractère « de la nature divine, et pour être comme la marque de cette main « bienfaisante dont nous sortons. La bonté devait donc faire comme « le fond de notre cœur et devait être en même temps le premier « attrait que nous aurions en nous-mêmes pour gagner les autres « hommes... Les cœurs sont à ce prix. » Ce qu'ici je traduirai de la sorte : la vraie gloire de l'art humain légitime est à ce prix.

Ce n'est pas à dire peut-être que le bien plus que le mal fasse le fond de l'humaine vie; tout n'est que confusion et mélange. Non-seulement il y a le mal à côté du bien, mais l'un sort même souvent de l'autre. Pourtant l'art a été donné et inventé précisément pour aider au départ de ce qui est mêlé, pour réparer et pratiquer la perspective, pour orner et recouvrir de fresques plus ou moins récréantes le mur de la prison. On peut avoir par devers soi bien des observations concentrées et comme à l'état de poison; délayez et étendez un peu, vous en faites des couleurs; et ce sont ces couleurs qu'il faut offrir aux autres, en gardant le poison pour soi. La philosophie peut être aride et délétère, l'art ne doit l'être jamais. Même en restant fidèle,

(1) En vain l'auteur semble le croire corrigé vers la fin, dans sa vie heureuse avec Marie; le temps seul lui a manqué pour rompre encore; un an ou deux de plus, et je réponds qu'Arthur aurait traité cette Marie comme il avait traité Catherine, Marguerite et Hélène.

il revêt et anime tout; c'est là sa magie; il faut qu'on dise de lui : *C'est vrai*, et pourtant que ce ne le soit pas.

D'abord jeune, en écrivant, si l'on est déjà piqué d'amère ironie, on voudrait étreindre toute la vérité, dire tout le mal qu'on devine, le proférer à la face du ciel et de la société avec dédain et colère. Plus tard, en avançant dans la vie, on voit qu'on ne peut dire assez, que le fond échappe toujours, que c'est inutile de trop presser. On se détend alors; on consent, après avoir dit beaucoup, à s'envelopper, si on le peut, dans la grace, dans une sorte d'illusion idéale encore. Voyez la *Colomba* de Mérimée; toute l'ironie s'y est voilée et y est redevenue comme virginale.

M. Sue sait tout cela aussi bien et mieux que nous, lui qui, dans *Arthur* même, nous a si bien motivé en deux endroits sa préférence pour Walter Scott sur Byron (1); lui qui nous dit encore par la bouche de son héros que, « si le monde pénètre presque toujours les senti« mens faux et coupables, jamais il ne se doute un instant des senti« mens naturels, vrais et généreux. » M. Sue ne nie pas les bons sentimens, mais plutôt leur chance de succès ici-bas. Il nous a permis au reste de suivre les diverses transformations de sa pensée sur cette question même. Il a débuté par une crudité systématique; dans Brulart d'*Atar-Gull*, il a exprimé le mécompte violent poussé jusqu'à la rage contre l'humanité; dans Zsaffie de *la Salamandre*, il a rendu l'ironie calculée qui va à tout flétrir. Avait-il bien dessein en cela, comme il le déclare dans la préface de *la Vigie*, d'amener, d'induire, par les critiques même qu'on lui ferait, le parti libéral et philosophique à reconnaître *qu'il n'est pas de bonheur pour l'homme sur la terre si on lui arrache toute illusion?* C'était prendre une voie bien indirecte, on l'avouera, pour reconstruire ces illusions; c'était frapper trop fort pour qu'on lui dît : *N'allez pas si loin*. Méthode scabreuse de faire marcher l'ilote ivre devant le Spartiate pour dégoûter celui-ci de l'ivresse! Il faut être, avant tout, bien Spartiate pour être sûrement guéri. Quoi qu'il en soit, dans la préface d'*Arthur*, et auparavant dans celle de *Latréaumont*, l'auteur semble près de s'amender; il ne croit plus au mal absolu ni à son triomphe inévitable sur le bien; du point de vue plus élevé d'où il juge, « les illusions du vice lui pa« raissent, dit-il, aussi exorbitantes à leur tour que lui paraissaient « jadis celles de la vertu. » L'auteur arrive évidemment à sa maturité d'éclectisme et de scepticisme. Ce progrès, cette rectification qui se

(1) Tome II, pages 36 et 88.

manifeste déjà avec sincérité dans *Arthur*, doit profiter à M. Sue pour les futurs romans de mœurs qu'il produira. Tout en continuant de peindre les tristes réalités qu'il sait, il évitera de les forcer, de les trancher outre mesure; sa manière, dans le détail même, y devra gagner en fusion.

Nous n'avons pris M. Sue jusqu'à présent que sur le type fondamental qu'il a presque constamment affecté et reproduit dans ses plus longs ouvrages. Dans une foule d'opuscules et de nouvelles, il s'est montré plus libre et a obéi à des qualités franches. M. Sue a une veine de comique naturel; il en use volontiers et même surabondamment. Dans *M. Crinet* de *la Coucaratcha*, dans *le Juge* de *Deleytar* (1), il a poussé un peu loin la pointe, il a grossoyé et charbonné à plaisir la raillerie; mais l'entrain certes n'y manque pas. Il se plaît encore et réussit fort bien à un comique plus sérieux et contenu, à un comique d'*humour*, comme dans *mon ami Wolf*. Ce Wolf est un original qui, s'étant laissé aller un soir d'ivresse à faire une confidence indiscrète à un ami qu'il n'avait jamais vu jusque-là, va le forcer le lendemain matin à se couper la gorge avec lui, pour que le secret ne soit plus partagé. Dans un autre genre, et visant au petit livre, M. Sue a esquissé la nouvelle de *Cécile*, histoire analytique d'une mésalliance morale. Toute la partie de la femme y est délicatement traitée; mais Noirville, l'époux de Cécile, a paru de beaucoup trop chargé et d'un comique par trop bas. M^me^ de Charrière, dans les lettres de mistriss Henley, a su exprimer cette même mésintelligence intime par des contrastes qui sont encore des nuances, et qui n'ont rien de désagréable au lecteur. Ce n'est pas à dire pourtant qu'il n'y ait dans *Cécile* bien des mots touchans et vrais : « Aussi qu'elle est *heureuse!* dit le monde... Le monde!... ce froid égoïste, qui vous fait heureux pour n'avoir pas l'ennui de vous plaindre, et qui ne s'arrête jamais qu'aux surfaces, parce que les plus malheureux ont toujours une fleur à y effeuiller pour cacher leur misère aux yeux de ce tyran si ingrat et si insatiable! »

J'en viens aux romans historiques de l'auteur. — Au moment même où, dans la préface de *Latréaumont*, M. Sue semblait en voie de rétracter ses précédentes assertions pessimistes trop absolues, il lui

(1) *Deleytar*, recueil de contes, du mot espagnol qui signifie *amuser*; *Coucaratcha, mouche causeuse*. Ces titres bizarres sont de rigueur, on le sait, dans le roman moderne. L'éditeur les réclame d'abord, et, une fois qu'il les tient, il ne les lâche plus. Le roman suit, comme il peut, le titre, et s'y conforme bon gré mal gré. M. Sue, depuis *Plik et Plok*, a porté plus galamment que personne cette cocarde-là.

arrivait, peut-être à son insu, de ne pouvoir s'en débarrasser du premier coup et de s'en tirer par un détour. Dans le corps humain, on le sait trop, une humeur âcre, qui est restée long-temps vague et générale, menaçant et affectant toute l'organisation, ne se guérit guère qu'en se jetant et se fixant en définitive sur un point déterminé. De même au moral (que M. Sue me passe la comparaison), de même chez lui ce pessimisme déjà ancien, qui s'en prenait à l'humanité entière, ne pouvait disparaître et fondre un peu dans son ensemble qu'en se concentrant vite sur quelque objet. M. Sue abordait le XVIIe siècle et l'époque de Louis XIV; au moment donc où il avait l'air de se corriger, son pessimisme se déplaçait et se reportait sur la personne même de Louis XIV, sur cette auguste et égoïste figure qui était censée représenter à elle seule toute l'époque. De là cette grande querelle qu'il s'est faite, et que nous allons, bien que plus modérément, continuer. C'est déjà, ce nous semble, atténuer le tort de M. Sue que de l'expliquer ainsi, d'en bien saisir la transition, et de le montrer à son origine presque naturel et ingénieux.

Dans *Latréaumont*, M. Sue s'est attaqué à Louis XIV de 1669 à 1674, c'est-à-dire au cœur de sa gloire, comme s'il l'avait voulu humilier et rabaisser dans sa personne même jusque sur son char de triomphe. Dans *Jean Cavalier* il s'est attaqué à la grande erreur politique de ce règne, à la révocation de l'édit de Nantes, et a retracé les révoltes et les désastres qui s'en suivirent. Dans les deux romans, il est naturellement du parti des opposans à Louis XIV, dans *Latréaumont* du parti de M. de Rohan et des libertins, dans *Jean Cavalier* du parti des puritains et des religionnaires.

*Latréaumont*, à titre de roman, a de l'intérêt et de l'action : le talent dramatique de M. Sue s'y déploie avec combinaison et développement. Si le personnage de Latréaumont y est chargé à la Stentor, celui du chevalier de Rohan n'y est pas trop idéalisé et a de la vraisemblance dans ses contraires. Si dans bien des scènes, dans celles par exemple de la marquise de Villars et du chevalier Des Préaux, on peut s'étonner de retrouver la phraséologie amoureuse moderne, il en est d'autres, telles que la conversation des filles d'honneur de la reine, où une couleur suffisamment appropriée se joue en grace exquise. Mais une question, une querelle, je l'ai dit, domine tout le reste, et il est déjà fâcheux, eût-on raison, de se faire une querelle à travers un roman, c'est-à-dire dans un écrit fait pour distraire et pour séduire. Louis XIV était-il en effet un *belâtre* assez niais et rengorgé (1)? Les termes de

(1) Tome I, page 246

*personnalité sordide* et de *grossière fatuité* (1), que j'ose à peine transcrire, expriment-ils (solennité et perruque à part) le fond exact de sa nature? Est-ce trop peu encore de qualifier à ce taux son égoïsme en bonnes fortunes et en toutes choses, faut-il aller avec lui jusqu'aux *lâches méchancetés* (2), et le *bélître* vise-t-il en de certains momens au *Néron* (3)? M. Sue a évidemment compromis son paradoxe en le poussant aux extrêmes. Saint-Simon de son temps, Lemontey du nôtre, ont beaucoup dit sur le grand roi; j'en pense volontiers tout le mal qu'ils articulent, à l'endroit de l'égoïsme qui chez lui était monstrueux et que soixante années d'idolâtrie cultivèrent. Mais est-ce une raison de méconnaître ses qualités et sa grandeur, un sens naturel et droit, un haut sentiment d'honneur et de majesté souveraine, l'ordonnance de son règne si bien comprise, le discernement des hommes, de ceux qui ornent et de ceux qui servent, la part faite à chacun des principaux et assez librement laissée, l'art du maître, le caractère royal enfin, indélébile chez lui, et l'immuabilité dans l'infortune? Que Louis XIV vieillissant se donnât des indigestions de petits poix; qu'au temps de sa jeunesse il se montrât un sultan jaloux et sans partage; qu'il fût dur avec ses maîtresses et avec les princesses de sa famille; qu'il fît courir en carrosse à sa suite avec toutes sortes de cahottemens M^me de Montespan ou la duchesse de Bourgogne enceintes, au risque de les blesser : ce sont là des inhumanités de roi ou des infirmités d'homme. Mais Napoléon, par exemple, n'était-il donc pas dur aussi et inexorable d'étiquette avec les femmes de sa cour? Après le désastre de Russie, ne fallait-il pas que toutes les dames du palais fussent sous les armes en habits de fête? Ne fallait-il pas que les quadrilles du château se reformassent au complet malgré les pieds gelés des hommes et les larmes dans les yeux des femmes et des mères? Voilà qui est atroce assurément; mais qui ferait un portrait de Napoléon sur ce pied-là ne se montrerait-il pas à son tour souverainement injuste? Pareille méprise est arrivée à M. Sue. Il n'a vu, il n'a voulu voir qu'un côté, le petit et le vilain, d'un grand règne; il a parlé de Louis XIV en opprimé presque, en homme lésé; il s'est mis passionnément de la cabale des gens d'esprit et des libertins contre le grand roi; il a fait cause commune avec Vardes, Bussy, Lauzun, Rohan, les Vendôme, avec tous ceux qui regrettaient ou qui appelaient la précédente ou la future régence; durant une oraison funèbre

(1) I, 122.
(2) I, 249.
(3) Tome II, page 470, épigraphe.

de Bossuet, durant les chœurs d'*Athalie* ou d'*Esther*, il a continué de chanter *à la cantonade* quelque noël satirique. A la bonne heure! la vivacité de son injustice témoignerait au besoin de l'intimité de ses études sur le grand règne. On n'en veut jamais de cette sorte à un homme et à un roi sans avoir de très proches raisons.

La contre-partie du paradoxe l'a conduit dans sa spirituelle fantaisie de *Létorière* à faire de Louis XV à diverses reprises le plus *adorable* maître et à ne l'appeler que *cet excellent prince*. C'est peut-être un des droits piquans du roman historique que de risquer ces reviremens soudains de jugemens. Ils y sont du moins plus de mise que dans l'histoire, qui en a tant abusé de nos jours. Tel n'a rabaissé Charlemagne que pour faire à Louis-le-Débonnaire un pavois.

*Latréaumont*, malgré l'habileté de l'agencement, manquait d'un genre de ressources : la tentative de livrer Quillebeuf aux Hollandais et de soulever la Normandie en 1674, était par trop dénuée de raison; une telle échauffourée n'allait même pas à se colorer selon les perspectives du roman. Il en est autrement dans *Jean Cavalier* : la révolte des Cevennes, qui ensanglanta les premières années du XVIII^e^ siècle, fut sérieuse; elle sortit du plus profond des misères et du fanatisme des populations; elle coïncida avec les grands évènemens de la guerre de la succession; elle fit ulcère au cœur de la puissance déclinante de Louis XIV. Villars, vainqueur d'Hochstedt, y fut employé, et y parut tenu en échec un moment. Enfin cette révolte désespérée produisit son homme, son héros, héros assez équivoque sans doute, figure peu achevée et très mêlée d'ombre, mais par cela même un commode personnage de roman, Jean Cavalier.

Il faut rendre d'abord à M. Sue cette justice qu'il a sérieusement étudié son sujet, et non-seulement dans les sources ouvertes et faciles, mais dans les plus particulières. On lui doit, à la fin de son quatrième volume, la publication de lettres manuscrites d'une sœur Demerez de l'Incarnation, véritable gazette où sont notés au fur et à mesure par une plume catholique les principaux contre-coups et les terreurs de cette guerre des Cevennes. L'introduction qui précède le roman, et qui m'a rappelé un peu *le vieux Cenevol* de Rabaut-Saint-Étienne, rassemble avec vivacité les diverses phases de la persécution. Ici les reproches de l'auteur contre Louis XIV deviennent fondés ou du moins plausibles; il est piquant et il n'est peut-être pas faux de soutenir que les rigueurs contre les protestans augmentent graduellement en raison directe des scrupules et des remords du grand roi, et qu'il croit, à la lettre, faire pénitence à leurs dépens. Mais M. Sue

oublie trop toujours l'atmosphère singulière de ce règne et le souffle universel qu'on y respirait, l'illusion profonde que se firent si naturellement alors les hommes les plus illustres et les plus sages dans les conseils du monarque. Bossuet, le chancelier Le Tellier et tous les autres, en effet, n'eurent qu'un avis, qu'un concert d'acclamation pour célébrer la sagesse et la piété du maître quand il révoqua l'édit. Le grand Arnauld, banni lui-même, se réjouit de cette révocation; persécuté, il applaudit de loin aux persécutions et aux premières conversions en masse avec une naïveté incomparable. En étudiant beaucoup les faits, les matériaux et les pièces du temps, M. Sue n'a pas voulu les replacer, pour ainsi dire, dans la lumière qui seule les complète, ni entrer dans cet esprit général et régnant qui a été comme la longue ivresse et l'enchantement propre de l'époque de Louis XIV; il y fallait entrer pourtant à quelque degré, sinon pour le partager, du moins pour le juger, et pour y voir personnes et choses dans leur vraie proportion. Cet inconvénient perce surtout dans l'introduction historique, et s'y trahit par de certains anachronismes d'expression, comme lorsque, par exemple, l'auteur nous dit qu'à cette époque le clergé français, sauf quelques exceptions, était *profondément déconsidéré*. Certes, ni le mot ni la chose n'existaient et n'avaient cours sous Louis XIV.

Comme c'est là le seul grave reproche que j'aie à adresser en général à l'intéressant et instructif roman de M. Sue, on m'excusera de m'en bien expliquer. J'ai (et sans superstition, je crois), j'ai une si grande idée de l'époque de Louis XIV, je la trouve si magnifiquement et si décidément historique, que je me figure que rien n'est plus difficile et peut-être plus impossible que d'y établir, d'y accomplir à souhait un roman. Et, pour m'en tenir au langage, qui est chose si considérable dans un livre, comment l'observer, le reproduire fidèlement, ce langage d'alors, dans son unité, son ampleur merveilleuse et son harmonie? Avec toute autre époque on peut, je m'imagine, éluder jusqu'à un certain point; on emprunte quelque appareil de ce temps-là, quelques locutions qui sentent leur saveur locale; on se déguise, on jette du drame à travers, et l'on paraît s'en tirer. Mais ici comment éluder? Ce langage du beau siècle et qui en reste la manifestation vénérée, nous l'avons appris d'hier, nous le contemplons par l'étude, il subsiste vivant dans notre mémoire, il retentit à nos oreilles, mais nos lèvres ne savent plus le proférer. Si je m'échappe à dire d'un roi qu'il est *expérimenté* par l'infortune, si je dis d'un voyageur que l'aspect de certains lieux sauvages *l'impressionne* désagréablement,

j'ai déjà blasphémé; me voilà rejeté à cent lieues du siècle que je veux aborder, et qui me renvoie les échos de ma voix qu'il ne connaît pas. Mais que sera-ce donc si j'ai à faire parler dans mon récit un de ces hommes dont le nom seul enferme tout un culte et un héritage évanoui de vertu, de gravité et d'éloquence, quelque Daguesseau, quelque Lamoignon? M. Sue, en produisant M. de Bâville et en le mettant aux prises avec Villars, a fait preuve d'une remarquable habileté de dialogue; mais l'habileté ici ne suffit pas. M. de Bâville a-t-il jamais pu parler à son fils comme il le fait dans le roman; a-t-il pu l'entretenir de la France et de la religion politiquement, en homme qui a lu De Maistre, ou en disciple récent de nos historiens de la civilisation moderne? « Quand l'expérience aura mûri votre raison, mon fils, vous verrez toute la vanité de ces distinctions subtiles. Qui dit catholique, dit monarchique; qui dit protestant, dit républicain, et tout républicain est ennemi de la monarchie. *Or la France est essentiellement, je dirai même plus, est géographiquement monarchique*. Sa puissance, sa prospérité, sa vie, tiennent essentiellement à cette forme de gouvernement. *L'élément théocratique qui entre dans son organisation sociale* lui a donné quatorze siècles d'existence (1)... » A-t-il bien pu, lui, M. de Bâville, dans le courant de la phrase, dire *Bossuet* tout court, citer d'emblée et sur la même ligne *Pascal*, *Molière* et *Newton*, Molière un comédien d'hier, Newton que Voltaire le premier en France vulgarisera? Ce qu'il n'a pas pu dire, je le sais bien; comment il aurait pu parler, qui le saura, à moins d'avoir eu l'honneur d'être familier autrefois en cette maison même des Malesherbes? Voilà des difficultés insurmontables. Walter Scott, si véritablement historique par le souffle et l'esprit divinateur, Walter Scott, avec tout son génie d'évocation, n'avait du moins dans ses *Puritains d'Écosse* qu'à peindre des temps plus voisins, plus épars, sans idéal vénéré encore, et à reproduire un langage local dont il savait l'accent comme il savait le son de ses cornemuses et l'odeur des bruyères.

Après cela, M. Sue nous répondra qu'heureusement pour lui et pour son sujet, Jean Cavalier n'est qu'un partisan et un révolté dans le règne de Louis XIV, que la scène se passe hors du cercle et de la sphère harmonieuse, que c'en est un épisode irrégulier, une infraction sanglante et cruelle, qu'ainsi donc les difficultés s'éludent. Il a raison; mais encore, comme le cadre de ce règne est partout à l'entour, il vient un moment où l'épisode sauvage y va heurter; si loin

(1) Tome II, page 237.

qu'on soit du centre, la révolte, avant d'expirer, passe à une certaine heure sous un brillant balcon, et sur ce balcon sont trois hommes du pur grand siècle, Bâville, Villars et Fléchier.

Les lettres de ce dernier nous ont laissé des renseignemens prochains et des impressions fidèles sur les camisards et Jean Cavalier. Le prélat se trouve assez d'accord avec la sœur Demerez. M. Sue, dans le portrait de son héros, a bien tenu compte des principales données de l'histoire. Cavalier, simple boulanger d'abord, et fils d'un paysan des Cevennes, prit vite dans l'insurrection un rang que tant d'exemples analogues dans toutes les Vendées qui ont suivi nous font aujourd'hui aisément comprendre : c'était alors une énigme inexpliquée. Ce jeune homme avait évidemment quelque étincelle du génie militaire; après quelques combats, Villars le jugea digne en effet d'une conférence réglée. Dans le jardin des Récollets de Nîmes où le jeune chef se rendit (mai 1704), le peuple admira, au passage, sa jeunesse, son air de douceur, sa belle mine; et, en sortant du jardin, est-il dit, on lui présenta plusieurs dames *qui s'estimaient bienheureuses de pouvoir toucher le bout de son justaucorps*. Dans la suite, Cavalier, retiré en Angleterre où il avait le grade d'officier-général, écrivit, à ce qu'il paraît, ses mémoires en anglais; il y exposa l'ensemble de sa conduite, de ses desseins, les conditions qu'il stipula, assure-t-il, pour les siens, et qu'on n'observa point. Mais la sincérité du narrateur est loin d'être avérée, et certains détails controuvés autorisent le soupçon. Ainsi Cavalier, avant de sortir de France, alla à Paris et vit le ministre Chamillard à Versailles. « Chamillard, écrit un historien (1), écouta Cavalier. On assure que le roi le voulut voir : on le plaça pour cela sur le grand escalier où sa Majesté devait passer. Ce monarque se contenta de jeter les yeux sur lui et haussa les épaules. Cavalier assure qu'il eut un long entretien avec lui : il en rapporte même les termes...; ce qui ne contribue pas peu à décréditer ses mémoires. » M. Sue a très bien démêlé ou construit ce caractère qui passe à un certain moment du sincère à l'ambitieux, que la vanité et la gloire exaltent, qui, à peine à la tête des siens, s'aperçoit qu'il n'est pas là à sa place, et qui fait tout pour la gagner. De l'aventurier au héros, il n'est qu'un pas, et Cavalier ne put le franchir. L'interprétation du caractère et en général des mobiles du personnage dans le roman demeure encore historiquement la plus probable.

(1) *Histoire des troubles des Cevennes*, 3 vol. Villefranche, 1760.

La *belle Isabeau*, qui joue un si grand rôle à ses côtés, est un autre personnage historique; mais, par une licence très permise, l'auteur ici a rapproché des temps un peu différens. C'est dans les années 1688 et 1689 qu'éclata dans le Dauphiné et le Vivarais la première épidémie de fanatisme et de prophétie; la belle Isabeau était une des prophétesses. C'est aussi à cette date de 1688 que se rapporte l'histoire du gentilhomme verrier Du Serre, qui tenait école de petits prophètes. Pour justifier M. Sue d'avoir transporté et concentré ces particularités en 1704 autour de Jean Cavalier, il suffit que l'épidémie des visionnaires se soit prolongée jusque-là. Chaque chef camisard avait, en effet, son petit prophète, son mignon, comme disaient les catholiques. M. Sue en a tiré un très grand parti en donnant l'enfant Ichabod pour prophète au féroce Éphraïm, et en réservant ces deux petits anges de Gabriel et de Céleste à Cavalier. Je trouve pourtant que le gentilhomme Du Serre est par trop machiavélique dans ses procédés de fascination : du moins l'auteur a trop cherché à nous expliquer, par des moyens physiques et physiologiques, et même à l'aide de l'opium, ce qu'il eût été mieux de laisser à demi flottant sous le mystère.

L'ouverture du roman a vraiment de la beauté : la douceur du paysage qu'admirent les deux enfans, la ferme de Saint-Andéol, le repas de famille et l'autorité patriarcale du père de Cavalier, l'arrivée des dragons et des miquelets sous ce toit béni, les horreurs qui suivent, la mère traînée sur la claie, tout cela s'enchaîne naturellement et conduit le lecteur à l'excès d'émotion par des sentimens bien placés et par un pathétique légitime. Mais, à partir de ce moment, on entre dans la guerre civile, dans les représailles sanglantes et sans issue. L'intérêt se trouve, en avançant, un peu disséminé. La comédienne Toinon et son sigisbée Taboureau jetés à travers l'action, servent à la renouer, et reposent d'ailleurs en faisant sourire. Cette dévouée Toinon, qui ne songe qu'à sauver son beau capitaine Florac, a par momens quelque faux air de la Esmeralda suivant son Phœbus. Claude Taboureau est d'un bout à l'autre très divertissant, et ajoute une figure heureuse au groupe des originaux et des grotesques dus à la verve de M. Sue. Éphraïm, avec son petit prophète Ichabod et son cheval Lépidoth, est rigoureusement conçu et soutenu sans fléchir : Walter Scott l'avouerait.

Bien que le paysage des montagnes semble par endroits assez largement tracé, je regrette qu'il ne soit pas constamment plus précis, plus sobre, plus conforme à cette sévère nature de notre midi. La

petite maison isolée où Cavalier trouve moyen à un moment de loger Toinon et Taboureau, ce jardin gracieux avec ses orangers, ses *magnolias*, ses *troënes du Japon* et ses *acacias de Constantinople*, ressemble déjà à l'habitation enchantée d'Arthur, l'homme à la mode de 1839. Sous Louis XIV, même en pleine révolte, on n'improvisait pas des jardins ainsi. Je me suis demandé pourquoi l'auteur n'avait pas tenté, dans quelque excursion de Cavalier sur Nîmes, de le faire camper sous le pont même du Gard, au pied de ces massifs romains, aux flancs de ces rochers à demi creusés tout exprès comme pour l'habitation des prédicans sauvages. Le réveil de ce camp agreste eût été beau au matin sous l'ardent soleil, au sein de cette végétation rare et forte, aux hautes odeurs. Cavalier monté au dernier étage des arches, avec sa lunette, aurait au loin sondé la vallée. L'exacte bordure du paysage est bien essentielle dans ce genre de romans. Cooper y a excellé dans ses *Puritains d'Amérique*, et en général dans ses meilleurs ouvrages, se dédommageant de ne pouvoir lutter avec Walter Scott pour les caractères.

Je pourrais continuer plus ou moins long-temps ces remarques, mais je me ferais mal comprendre, si je ne concluais nettement que *Jean Cavalier* ajoute, dans un genre nouveau, à l'idée qu'avaient déjà donnée de M. Sue plusieurs romans, et notamment *Arthur*. Toutes ces critiques au reste, ces observations mêlées d'éloges et de réserves, l'auteur qui en est l'objet et à qui nous les soumettons nous les passera; elles sont même, disons-le, un hommage indirect que nous adressons en lui à une qualité fort rare aujourd'hui et presque introuvable chez les hommes de lettres et les romanciers célèbres. Nous ne nous fussions pas hasardé à critiquer de la sorte bien des confrères de M. Sue, gens de talent toutefois; nous eussions mieux aimé nous taire sur leur compte, que de nous jouer à leur irritabilité. M. Sue, au contraire, a toujours, avec une convenance parfaite, essuyé la critique sans la braver; il n'y a jamais en aucune préface riposté avec aigreur; homme du monde et sachant ce que valent les choses, il a obéi à son talent inventif d'écrivain et de conteur, sans faire le grand homme à tout propos. Ce bon goût que sans doute il a pu, comme nous tous, choquer plus d'une fois dans bien des pages écrites, il l'a eu (mérite plus rare) dans l'ensemble de sa conduite littéraire.

SAINTE-BEUVE.

# DE LA DÉMOCRATIE

## EN AMÉRIQUE,

### PAR M. A. DE TOCQUEVILLE.[1]

De tous les faits généraux de notre époque, il n'en est pas de plus puissant et de plus fécond que l'envahissement général de la démocratie. Si elle ne *coule à pleins bords* qu'en Amérique, en France, en Suisse, elle s'infiltre dans le monde entier : partout elle mine le privilége dans ses bases, partout elle dissout les fondemens de la vieille société et prépare les élémens d'une société nouvelle. Désormais, rien ne peut lui résister. Le despotisme, l'aristocratie, reculent devant elle, perdent tous les jours du terrain et s'estiment trop heureux lorsqu'une transaction temporaire leur donne le temps de respirer et vient les bercer de quelque vaine espérance. A ceux qui douteraient encore de ce fait, nous ne voulons en citer qu'une seule preuve; mais cette preuve est irrécusable et complète; c'est le signe du temps. Il n'y a plus aujourd'hui un pouvoir, quels qu'en soient le nom, la forme, l'antiquité et la nature, qui ne se trouve obligé de plaider

(1) Tomes III et IV, chez Gosselin. Paris, 1840.

sa cause devant les peuples, qui ne sente la nécessité d'avoir raison dans l'esprit des masses. Il est, dans le monde moderne, un tribunal qu'on n'aperçoit nulle part, et qui existe cependant en permanence et partout, un tribunal inexorable devant lequel paraissent, bon gré, mal gré, l'ame pleine de crainte et d'amertume, ayant à la bouche d'adroites paroles et d'ingénieux sophismes, tous les puissans de la terre. Le sultan voudrait faire oublier aux Turcs leurs défaites et leur abaissement par des réformes libérales et la rhétorique de ses édits; le czar ordonne à ses journalistes de persuader à l'Europe qu'il n'est pas l'oppresseur des Polonais et le persécuteur des catholiques; l'Autriche elle-même, l'habile et taciturne Autriche est forcée de rompre le silence et de plaider sa cause devant le public, dans des articles de journaux où percent quelquefois, d'une manière si plaisante, sa morgue et son dépit : on dirait un de ces jeunes lords anglais qu'on voit de temps à autre paraître devant le bureau de police pour s'excuser de quelque tapage nocturne.

C'est le droit d'examen qui envahit le monde, c'est le principe d'autorité qui s'en va, malgré les efforts qu'on a faits, même tout récemment, pour le réhabiliter et lui conserver quelques parties de son empire. Vaines et contradictoires tentatives! Les moyens contrastaient avec le but. Le principe d'autorité peut s'imposer à la foi, à la foi politique comme à la foi religieuse, aux peuples dans l'état comme aux enfans dans la famille. Mais lorsque, impuissant pour s'imposer, il cherche à se faire accepter et en est réduit à discuter ses titres, c'en est fait de lui : il n'est déjà plus. Il en est des principes comme des hommes; ils ne plaident que devant un supérieur. Le principe d'autorité, en cherchant à se légitimer, a reconnu qu'il avait un juge, la raison individuelle. Dès-lors il faut lui appliquer ce que l'Arioste disait de ce guerrier qui combattait encore après qu'un coup d'épée lui avait tranché la tête : *Credera d'esser vivo, ed era morto.* Qu'on y songe : la raison individuelle dans le plein et libre exercice de sa puissance, c'est la démocratie à sa plus haute expression. Aussi, redisons-le, rien ne constate mieux l'envahissement général du principe démocratique que le triomphe du droit d'examen.

Cependant le fait matériel ne se met jamais, du premier coup, en parfait accord avec le fait moral : les institutions résistent plus ou moins long-temps à l'action d'un nouveau principe; c'est ainsi que le principe démocratique ne circule en Angleterre que sous les masses toujours imposantes, et, dit-on, solides encore de l'antique féodalité, tandis qu'en France, après avoir tout renversé, il a tout recon-

struit à sa guise et n'a fait au principe historique que de faibles et dédaigneuses concessions. L'influence de la démocratie se proportionne ainsi aux circonstances particulières de chaque pays, et le monde dans ses diverses transformations offre aujourd'hui à l'observateur un sujet tout nouveau et très varié de recherches et d'analyse.

Il ne faut pas s'y tromper: si le mot de démocratie est ancien, les sociétés vraiment démocratiques sont un fait tout moderne; elles ne datent, à vrai dire, que de 1789, car la démocratie, c'est l'égalité civile, la même loi pour tous, pour tous la même protection et la même sécurité. Dans le monde ancien où la force laissait si peu de place au droit, où l'esclavage et toutes les sortes d'assujettissement de l'homme à l'homme formaient le droit commun des peuples, le principe de l'égalité civile était également méconnu dans la pratique et dans la théorie, dans les lois de l'état et dans les écrits des philosophes. Le privilége régnait sans partage, dans l'école comme au sénat : il n'y avait pas de désaccord entre les faits et les idées.

Ce désaccord n'a commencé que le jour où la loi chrétienne est sortie du sanctuaire pour se substituer au droit ancien dans l'ordre civil, le jour où elle a pris possession des personnes et des choses, des faits et des esprits, et rendu vulgaires les notions du bien et du mal, du juste et de l'injuste; l'égalité civile n'est qu'une application des principes éternels de la justice. C'est dans ce sens qu'un pontife, de vénérable mémoire, avait dit que tout sectateur sincère et zélé de l'évangile était un démocrate.

L'humanité ne pouvant pas se reposer indéfiniment dans une contradiction, force était à la civilisation chrétienne d'abattre le privilége ou de lui abandonner de nouveau, en s'annihilant elle-même, l'empire du monde.

Ce qui prouve, pour le dire en passant, combien les hommes du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui par leurs écrits préludaient à la naissance de l'ère nouvelle, méconnaissaient les origines de leur grande mission, lorsque, non contens de flétrir les vices d'un sacerdoce dégénéré pactisant avec le privilége, ils attaquaient le christianisme lui-même, et voulaient, en déchirant l'Évangile, nous enlever le fondement moral de nos libertés.

Dieu en soit loué! le christianisme est impérissable; c'est donc au privilége de succomber. C'est là l'histoire présente ou future, mais également certaine, de tous les pays chrétiens. Le travail de régénération peut être, selon les circonstances et les lieux, plus ou moins long et pénible; le résultat, partiel et incomplet d'abord : car, les voies

de l'humanité sont lentes; l'homme, dans sa liberté et sa faiblesse, ne les parcourt pas sans haltes ni détours. Mais, s'il est donné aux individus de retarder leur marche, de s'écarter du but et de rehausser ainsi, par la comparaison, le mérite de ceux qui l'atteignent les premiers, il n'est pas donné à l'humanité de trahir ses destinées, de ne pas accomplir la carrière que le doigt de la Providence lui a tracée.

Remarquons en même temps que, quelle que soit la puissance d'un principe nouveau, il ne détruit jamais complètement, dans ses applications, l'œuvre des temps passés. La vie des nations est comme un travail incessant et complexe qui paraît ne s'achever jamais; son unité, réelle cependant, échappe souvent à nos faibles lumières. Tous les actes de ce grand drame s'enchaînent les uns aux autres par des liens dont l'histoire forme les nœuds, et dont elle peut seule nous donner l'explication. Par une conséquence nécessaire, plus on avance dans le cours des siècles, plus les grands évènemens se succèdent et se multiplient; plus sont compliqués et difficiles les problèmes que présente à l'écrivain l'histoire des sociétés humaines.

On admire avec raison les grands historiens de l'antiquité : on ne loue jamais assez la beauté des formes, la majestueuse simplicité, le fini de leurs admirables compositions. Thucydide et Tite-Live se plaçaient en quelque sorte au même point de vue que Phidias et Sophocle, au point de vue de l'art, cherchant avant tout à saisir le beau, à nous en laisser des modèles irréprochables. C'était là le but principal de leurs efforts, leur travail capital. Le vrai, ils le trouvaient sous leur main; ils le croyaient, du moins, et n'en prenaient pas grand souci. Voulaient-ils raconter les origines de leur nation? Les historiens vraiment artistes acceptaient sans scrupule les traditions populaires, et croyaient avoir rempli toutes les conditions de la critique historique lorsqu'ils n'avaient pas dissimulé les origines quelque peu fabuleuses de leurs récits. Voulaient-ils faire connaître les évènemens de leur temps, les guerres, les conspirations, les intrigues, les révolutions, dont ils avaient été témoins ou complices? Ils n'apercevaient rien d'obscur, rien de compliqué dans le sujet qu'ils prenaient à développer. Qu'étaient, en effet, chez eux, la politique, la diplomatie, la police, comparées à ce qu'elles sont de nos jours? Que de mémoires, que de volumes sur la politique de Louis XIV! Et cependant, tout récemment encore, on nous a fait connaître de curieux détails; on nous a présenté, sous un jour assez nouveau, quelques-uns des grands faits de son règne. Aujourd'hui même, tous les avis ne sont pas unanimes sur le génie politique du grand roi; il est

encore sur l'histoire de son règne des incertitudes et des doutes que les anciens n'ont jamais éprouvés en nous racontant les faits d'Alexandre et de César.

Le mécanisme des sociétés anciennes était simple : les ressorts n'en étaient ni compliqués, ni nombreux, ni cachés. L'esclavage, en augmentant le nombre des *choses* et en diminuant d'autant celui des *personnes*, supprimait en quelque sorte l'histoire pour une grande partie de l'humanité. Les institutions, les lois, la vie sociale, la vie politique, n'appartenaient qu'à une faible minorité. Ajoutons que, dans les républiques, à Rome comme à Athènes, les affaires de l'état se faisaient, je dirai presque *sub dio*, sur la place publique, et que, dans les vastes monarchies de l'Asie, les ressorts de la machine politique n'offraient à l'observateur aucune de ces complications qui distinguent les pays où le gouvernement ne se résume pas dans la volonté absolue d'un seul homme.

Dans les sociétés modernes, au contraire, tout est complexe. Des croisemens successifs de races; des civilisations diverses superposées, mêlées, combinées les unes aux autres; des religions différentes; des législations très compliquées; un commerce étendu; une diplomatie qui embrasse dans ses vastes combinaisons l'univers; des systèmes politiques mettant en jeu des forces sociales très variées, qui ne se coordonnent qu'avec peine et ne réalisent l'unité d'action qu'à l'aide de subtils artifices et de combinaisons laborieuses, tout devient pour l'observateur une cause d'embarras et de difficultés. Tout objet se présente à lui sous mille faces diverses; tout problème historique lui laisse entrevoir des profondeurs où le courage le plus persévérant et l'investigation la plus habile peuvent seuls faire pénétrer un rayon de lumière.

Ces remarques ne nous écartent point du but que nous nous sommes proposé. Parler de la démocratie, de la puissance de ce fait social, de la difficulté de le suivre et de le bien observer à travers toutes les complications des sociétés modernes, c'est parler du livre de M. de Tocqueville, et, en particulier, de la seconde partie de sa grande monographie, des deux volumes qu'il vient d'ajouter à ce bel ouvrage qui le plaça, lui si jeune encore, au rang des écrivains consommés et des penseurs éminens de notre temps.

C'est l'honneur de M. de Tocqueville d'avoir, au début de sa carrière de penseur et d'écrivain, compris nettement que le monde allait se transformant par la diffusion d'un principe nouveau, puissant, irrésistible, et que presque tous les problèmes moraux et politiques

des sociétés modernes seraient insolubles pour celui qui ne chercherait pas dans ce principe le moyen de solution.

Ces vérités étaient dans son esprit un germe fécond qu'a promptement développé l'influence du climat américain. En passant de France en Amérique, M. de Tocqueville passait de la démocratie contestée et militante à la démocratie triomphante et souveraine maîtresse du pays, de la démocratie déguisée sous les pompes fanées du privilége à la démocratie toute simple, tout unie du nouveau monde; de la démocratie quelque peu honteuse d'elle-même et cherchant à imiter les manières et à balbutier le dialecte de l'aristocratie, à une démocratie fière de ses œuvres, de son droit, et imposant à tout ce qui en approche ses formes, sa langue, son maintien. Les vérités qu'il avait entrevues en France lui apparurent, en Amérique, dégagées de tout nuage; le nouveau fait social brillait à ses yeux d'une vive et pure lumière qui dissipait tous les doutes. Désormais à ses yeux la démocratie était le fait dominant des sociétés modernes; le fait qui transforme le présent et prépare l'avenir; une cause dont les effets sont inévitables; une force toujours prête à écraser tous ceux qui refusent de l'accepter et de s'associer à sa puissance.

Il fut évident pour lui que les esprits sérieux devaient s'appliquer à l'étude de la démocratie, de cette transformation sociale que le christianisme avait lentement préparée et que le XVIIIe siècle avait commencée.

M. de Tocqueville se voua lui-même tout entier à l'étude de la démocratie. Il se mit à l'observer dans tous ses développemens, dans toutes ses manifestations, sous toutes ses faces. Il ne se prit pour elle ni d'amour ni de haine; il fit mieux, il se laissa aller aux impressions diverses qu'il en recevait: blessé aujourd'hui, charmé demain, M. de Tocqueville, dans la mesure de son esprit contenu, réservé, a tout laissé entrevoir, ses sympathies comme ses répugnances, ses espérances comme ses craintes. Tout en préférant parler des faits et des idées qu'il observe, plus encore que des sentimens qu'il éprouve, M. de Tocqueville n'a pas affecté une impassibilité, une indifférence qui serait à peine concevable dans l'observateur d'un nouveau minerai. Devant les faits qu'il observait, il est resté homme et citoyen et n'a rien caché de ses impressions successives et diverses.

Cette sincérité de l'écrivain qui laissait ainsi se réfléchir dans son livre, non-seulement le travail de son esprit, mais les sentimens de son ame, a fait dire à quelques personnes, en parlant de son premier ouvrage, que l'auteur avait, sur le compte de la démocratie, changé

d'avis, chemin faisant; que son livre avait été commencé et achevé sous l'empire de deux sentimens opposés. Nous ne saurions partager cette opinion; ce n'est pas l'auteur qui change, c'est la démocratie qui, comme toutes les choses humaines, est loin d'être la même dans toutes ses manifestations et dans tous ses effets.

Les deux parties de l'ouvrage de M. de Tocqueville, celle qu'il a publiée il y a cinq ans et celle qui vient de paraître, se complètent l'une par l'autre et ne forment qu'une seule œuvre. Dans la première, l'auteur a étudié l'influence de la démocratie sur les lois, les institutions et les mœurs politiques de la société américaine; dans la seconde, il cherche à nous faire connaître les changemens que l'esprit démocratique a introduits dans tous les autres rapports sociaux, les opinions et les sentimens auxquels il a donné naissance; bref, l'aspect de la société civile qu'il a créée.

Cette division de son sujet, irréprochable en soi et complète, puisque l'organisation sociale et l'organisation politique, le but et le moyen, embrassent tout ce que la société civile peut offrir aux méditations du philosophe, ne laisse pas d'introduire, entre les deux parties de l'ouvrage, des différences notables. On chercherait en vain dans la seconde ces contours exacts et bien tracés, ces résultats positifs, ces démonstrations irrécusables qui distinguent la première. M. de Tocqueville ne pouvait pas changer la nature des choses et faire l'impossible. L'organisation politique d'un pays est un champ nettement circonscrit; quelle qu'elle soit, bonne ou mauvaise, simple ou complexe, il n'est pas très difficile d'en saisir les principes, d'en apprécier les résultats. Les sciences politiques ont fait de tels progrès, que les instrumens ne manquent pas aujourd'hui à l'observateur. S'il est, en pareille matière, des travaux mal faits, des analyses incomplètes, on peut, sans crainte d'injustice, affirmer qu'on n'a pas apporté, dans les recherches, toute l'attention, toute la sagacité nécessaire.

Mais, lorsqu'on se propose d'étudier la société tout entière, sous toutes ses formes, dans toutes ses manifestations, lorsqu'on veut en sonder toutes les profondeurs, en pénétrer tous les replis à l'effet de constater en toute chose l'influence d'un certain principe, les modifications dont il est la cause, on s'impose une tâche effrayante. C'est là un champ immense, et j'oserais presque dire sans limites; elles sont du moins peu certaines, mal déterminées, et ce qui reste de vague dans le sujet ôte nécessairement au travail de l'observateur, même le plus habile, quelque peu de précision et de netteté.

Un coup d'œil jeté sur la table des matières de la première et de la

seconde partie du livre de M. de Tocqueville fera comprendre nettement notre pensée. De quoi traitaient essentiellement les deux premiers volumes? du principe de la souveraineté du peuple en Amérique, du système communal, des trois pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire, de la constitution fédérale, des partis, de la liberté de la presse, du vote universel, de l'omnipotence de la majorité aux États-Unis, et ainsi de suite; vastes et importans sujets, sans doute, mais où tout est connu, défini, les idées comme le langage. On peut admettre ou repousser la souveraineté du peuple, le vote universel, l'omnipotence de la majorité, la séparation des pouvoirs; mais il n'est pas deux manières d'entendre ces principes et ces faits. Tout homme doué de quelque instruction a une idée nette du sens de ces expressions; il ne conçoit, en les entendant, ni plus, ni moins qu'un autre homme.

Dans la seconde partie, M. de Tocqueville traite premièrement de l'influence de la démocratie sur le mouvement intellectuel, puis de son influence sur les sentimens; troisièmement, de son influence sur les mœurs proprement dites; enfin il traite, dans une dernière division, de l'influence qu'exercent les idées et les sentimens démocratiques sur la société politique. Pourrait-on affirmer que ces titres de section, que ces étiquettes présentent à l'esprit du lecteur un champ parfaitement délimité, des idées aussi nettes que celles que lui présentaient les titres de la première partie? Évidemment non : la limite entre le mouvement intellectuel et les sentimens, entre les sentimens et les mœurs, est réelle sans doute, mais elle est difficile à saisir. Demandez à dix personnes le détail par chapitre de chacune de ces sections, vous obtiendrez probablement dix plans différens. Demandez à dix personnes les subdivisions d'un traité sur la séparation des pouvoirs, probablement vous ne remarquerez dans les détails que de légères différences. Encore une fois, cette diversité tient à la nature même des choses, et nous ne reprochons point à M. de Tocqueville ce qu'il peut y avoir de vague dans ses grandes divisions,

Loin de là ; notre remarque n'a d'autre but que d'expliquer à plus d'un lecteur la cause réelle d'une sorte de mécompte qu'ils ont éprouvé en lisant un livre qu'ils attendaient avec une juste impatience et dont ils se sont avidement emparés. C'est qu'ils y cherchaient ce qui ne devait pas s'y trouver, je veux dire une véritable continuation, et pour la forme et pour le fond, du premier ouvrage. Dans la première partie, l'auteur a appliqué la méthode de Montesquieu à une organisation politique toute nouvelle; dans la seconde

partie, il s'est plutôt mis sur les traces de Pascal et de La Bruyère. Dans ce vaste tableau des passions et des mœurs, des grandeurs et des faiblesses de la démocratie, il est des peintures que l'auteur des *Caractères* n'aurait pas désavouées.

Mais en général l'ouvrage de M. de Tocqueville, c'est le livre d'un penseur qui ne craint pas d'aborder en peu de lignes les questions les plus ardues de la philosophie, du droit, de l'art, de l'économie politique, la société qu'il observe et qu'il analyse lui présentant ou le germe, ou le développement, ou l'application de toutes choses.

La méthode philosophique, les croyances religieuses, l'éloquence, la poésie, le théâtre, l'éducation, l'*individualisme*, le goût du bien-être matériel, les rapports de société, la famille, l'esprit d'association, la question des salaires, les armées et leur discipline, tout, en un mot, est pour M. de Tocqueville un sujet d'analyse et d'étude, toujours dans le but de reconnaître l'influence de l'esprit démocratique.

Dans cette grande variété de sujets, d'opinions, de jugemens, il est sans doute impossible que plus d'un lecteur ne se trouve sur plus d'un point en désaccord avec l'auteur; mais il n'est pas de lecteur impartial qui n'admire à chaque page cette pureté de formes, cette finesse d'observation, cette sagacité de jugement, ces traits ingénieux, ce style simple et vif, ferme et gracieux qui caractérisent la manière de M. de Tocqueville. Son livre est d'un travail exquis, d'un fini qui ne laisse rien à désirer, si ce n'est peut-être quelque négligence.

Quant au fond, l'auteur, dans cette seconde partie de son ouvrage, avait à lutter avec d'immenses difficultés. Nous avons essayé de le faire comprendre. Il devait, pour ainsi dire, tout connaître; analyser, comparer, résumer toutes choses. Comment nous expliquer sans cela les influences du principe démocratique sur toutes les parties d'un être aussi varié, aussi complexe, aussi mobile que la société civile? Comment reconnaître ce qui est et ce qui n'est pas, ce qui est ancien et ce qui est nouveau, ce qui est l'effet de la cause nouvelle et ce qui est dû aux causes préexistantes? Comment, dans l'étude des effets, attribuer à chaque cause sa juste part, si on ne connaît pas exactement et l'étendue des effets et la puissance relative de toutes les causes? M. de Tocqueville nous a dit qu'en traitant l'immense sujet qu'il a voulu embrasser, il n'est point parvenu à se satisfaire. Qu'il se console : il n'est pas d'homme qui puisse suffire à toutes les conditions d'un semblable problème; il est beaucoup d'hommes qui seraient facilement parvenus à se satisfaire.

M. de Tocqueville est du petit nombre de ces écrivains d'élite qui ont droit à la vérité tout entière : c'est le moyen de leur rendre tout l'honneur qui leur appartient. Aussi, dirons-nous sans détour que M. de Tocqueville ne nous semble pas avoir toujours évité tous les écueils qui se cachaient dans les profondeurs de son sujet.

On ne se livre pas, sans en être fortement préoccupé, à l'étude exclusive d'un principe, à l'investigation minutieuse de toutes ses influences et de tous ses effets. Pour qu'un esprit éminent consacre pendant long-temps ses veilles et ses travaux à l'observation des mêmes phénomènes, à l'étude de la même cause, il faut qu'une intuition puissante, qu'une sorte de foi le lui commande. C'est ainsi que naissent les systèmes, Dieu merci ; car, c'est au fond des systèmes qu'est la science, c'est aux systèmes que nous en devons les progrès. Que saurions-nous sans les systèmes? Les esprits systématiques, je parle de ceux qui le sont par nature et non par imitation et servilité de disciples, ne pèchent que par excès. C'est le péché de la force; aussi les hommes de génie n'y ont-ils jamais échappé. Tout ramener au principe dont on est en quelque sorte le révélateur et l'apôtre; apercevoir partout les traces de son influence, en agrandir les effets, atténuer ou méconnaître l'efficacité des causes concomitantes, ce sont là les tentations dont l'esprit humain, dans l'ardeur de ses conquêtes, se défend avec peine. M. de Tocqueville est-il parvenu à s'en défendre toujours? A-t-il pu lutter en toute occasion avec le même bonheur contre cette pente naturelle de notre esprit? « En me voyant (dit-il) attribuer tant d'effets divers à l'égalité, le lecteur pourrait en conclure que je considère l'égalité comme la cause unique de tout ce qui arrive de nos jours. Ce serait me supposer une vue bien étroite. » M. de Tocqueville ne saurait craindre une pareille supposition. L'homme qui pourrait se la permettre ne serait pas au nombre de ceux dont le jugement peut avoir quelque poids aux yeux de l'auteur. M. de Tocqueville « sait qu'il y a, de notre temps, une foule d'opinions, de sentimens différens qui ont dû la naissance à des faits étrangers ou même contraires à l'égalité. » — « Il reconnaît l'existence de toutes ces différentes causes et leur puissance, mais son sujet n'est point d'en parler. Il n'a pas entrepris de montrer la raison de tous nos sentimens et de toutes nos idées, il a seulement voulu faire voir en quelles parties l'égalité avait modifié les uns et les autres. »

Tout cela est irréprochable. Mais l'exécution a-t-elle toujours répondu à la pensée? Dans ce partage si difficile, l'auteur n'a-t-il pas ouvert un peu trop la main au profit de son principe? Et pouvait-il

s'en défendre, lorsque précisément la démocratie, l'objet de ses travaux, le sujet de son livre, était, pour ainsi dire, là, devant lui, réclamant sa part, et que toutes les autres causes se tenaient dans l'ombre, en silence, l'écrivain leur ayant fait entendre qu'il n'y avait pas de place pour elles dans son livre? Enfin, peut-on assurer qu'en observant les pays démocratiques, l'auteur, qui ne voulait rien omettre, qui, dans ce but, cherchait dans son esprit tout ce qu'un peuple peut avoir d'idées, de sentimens, de tendances, pour les soumettre à la même question : — Quelle a été sur cela l'influence de la démocratie? — peut-on, dis-je, assurer qu'il n'a jamais laissé de côté l'observation des faits pour nous donner à la place les conceptions de son esprit?

Un exemple fera mieux comprendre le doute que nous indiquons ici. Dans un des chapitres de son livre (Ire partie, chap. VII), l'auteur se propose de rechercher *ce qui fait pencher l'esprit des peuples démocratiques vers le panthéisme*. Qu'on nous permette de transcrire ce court chapitre. Ceux de nos lecteurs qui ne connaissent pas encore l'ouvrage de M. de Tocqueville, verront par là qu'il n'y avait pas l'ombre d'exagération dans tout ce que nous avons dit de la beauté et du fini de son travail. Cependant le chapitre que nous transcrivons n'est pas des plus remarquables.

« Je montrerai plus tard comment le goût prédominant des peuples démocratiques pour les idées très générales se retrouve dans la politique; mais je veux indiquer, dès à présent, son principal effet en philosophie.

« On ne saurait nier que le panthéisme n'ait fait de grands progrès de nos jours. Les écrits d'une partie de l'Europe en portent visiblement l'empreinte. Les Allemands l'introduisent dans la philosophie, et les Français dans la littérature. Parmi les ouvrages d'imagination qui se publient en France, la plupart renferment quelques opinions ou quelques peintures empruntées aux doctrines panthéistiques, ou laissent apercevoir chez leurs auteurs une sorte de tendance vers ces doctrines. Ceci ne me paraît pas venir seulement d'un accident, mais tenir à une cause durable.

« A mesure que, les conditions devenant plus égales, chaque homme en particulier devient plus semblable à tous les autres, plus faible et plus petit, on s'habitue à ne plus envisager les citoyens pour ne considérer que le peuple; on oublie les individus pour ne songer qu'à l'espèce.

« Dans ces temps, l'esprit humain aime à embrasser à la fois une

foule d'objets divers; il aspire sans cesse à pouvoir rattacher une foule de conséquences à une seule cause.

« L'idée de l'unité l'obsède, il la cherche de tous côtés, et, quand il croit l'avoir trouvée, il s'étend volontiers dans son sein et s'y repose. Non-seulement il en vient à ne découvrir dans le monde qu'une création et un créateur; cette première division des choses le gêne encore, et il cherche volontiers à grandir et à simplifier sa pensée en renfermant Dieu et l'univers dans un seul tout. Si je rencontre un système philosophique suivant lequel les choses matérielles et immatérielles, visibles et invisibles, que renferme le monde, ne sont plus considérées que comme les parties diverses d'un être immense qui seul reste éternel au milieu du changement continuel et de la transformation incessante de tout ce qui le compose, je n'aurai pas de peine à conclure qu'un pareil système, quoiqu'il détruise l'individualité humaine, ou plutôt parce qu'il la détruit, aura des charmes secrets pour les hommes qui vivent dans les démocraties; toutes leurs habitudes intellectuelles les préparent à le concevoir et les mettent sur la voie de l'adopter. Il attire naturellement leur imagination et la fixe; il nourrit l'orgueil de leur esprit et flatte sa paresse.

« Parmi les différens systèmes à l'aide desquels la philosophie cherche à expliquer l'univers, le panthéisme me paraît l'un des plus propres à séduire l'esprit humain dans les siècles démocratiques; c'est contre lui que tous ceux qui restent épris de la véritable grandeur de l'homme doivent se réunir et combattre. »

Évidemment c'est là une conjecture plutôt qu'une observation. Il n'y a peut-être pas dix personnes en Amérique qui sachent d'une manière un peu exacte ce que c'est que le panthéisme, il n'y en a peut-être pas une seule qui l'ait adopté comme doctrine religieuse et philosophique. En France même, où sont les panthéistes? Nulle part. Une secte éphémère avait montré dans ses rêves quelques tendances panthéistiques. Tout cela n'est plus. C'était une de ces ébullitions passagères qui ne sont qu'un symptôme de l'inquiétude, de l'agitation des esprits. Ce ne sont pas là des tendances sérieuses, permanentes, moins encore des croyances établies, des doctrines reçues. Que reste-t-il hors de là? Quelques poésies, quelques romans où des imaginations vagabondes ont jeté quelques aperçus de panthéisme, uniquement dans le but de parler de toutes choses, et surtout des choses qu'on sait le moins, et pour oser dire ce que nul ne pense. Encore une fois ce n'est pas là, ce nous semble, un fait assez général, un fait pouvant servir de base à une induction.

Reste l'Allemagne, où les doctrines du panthéisme paraissent en effet avoir acquis un certain nombre de prosélytes parmi les croyans en philosophie. Mais quelle que soit l'importance de ce fait qui probablement est aussi moins sérieux qu'on ne le pense, il est impossible de ne pas faire remarquer que l'Allemagne est, de tous les pays qu'embrasse la civilisation européenne, précisément celui où la démocratie, et comme idée et comme fait social, est le moins avancée.

Nous ne voulons pas faire ici, à notre tour, des conjectures ambitieuses et des rapprochemens hasardés. Nous pourrions sans cela soutenir d'une manière plausible que rien n'éloigne du panthéisme comme la démocratie, et que les doctrines panthéistiques ne prennent racine et ne se développent que dans les pays où règne la théocratie, l'aristocratie, le despotisme. Au fait de l'Allemagne, qui est encore le pays le plus aristocratique et le plus immobile de l'Europe, nous pourrions ajouter le fait de l'Égypte ancienne, de l'Inde moderne, et le Thibet, et la Chine et le Tonquin, pays où le panthéisme s'est développé sous des formes et avec des modifications diverses, et là, certes, il n'a pas été secondé par l'esprit démocratique.

Le panthéisme, dirions-nous, est la consolation de ceux que l'inégalité opprime ici-bas. Ils se reposent dans leur abjection, en pensant qu'ils ne sont responsables de rien, que tout ce qui les afflige n'est qu'un phénomène passager, une apparence après laquelle oppresseurs et opprimés se trouveront également absorbés dans la grande unité. Cette doctrine de résignation, d'immobilité et d'irresponsabilité convient également à ceux qui oppriment et à ceux qui ne se sentent pas l'énergie nécessaire pour résister à l'oppression.

Nous pourrions ajouter, et nous serions de plus en plus dans le vrai, que le panthéisme est le terme auquel aboutissent souvent le mysticisme religieux et l'abstraction philosophique.

D'où il résulte que la démocratie et le panthéisme sont choses à peu près incompatibles. D'un côté, l'esprit démocratique c'est la puissance individuelle et la responsabilité personnelle à leur plus haute expression. De l'autre, les religions des peuples démocratiques n'affectent guère le mysticisme, et leur philosophie, loin de se jeter dans le champ indéfini des abstractions, se rapproche tellement du positif et de l'utile, qu'il y a une sorte de courtoisie à lui conserver le nom de philosophie.

Mais c'est trop s'arrêter sur une petite question particulière, sur un des points les moins importans de l'ouvrage de M. de Tocqueville. Il était, on peut dire impossible, d'échapper à tous les dangers qu'of-

frait naturellement le sujet. En cherchant à saisir toutes les questions qu'il présente, un esprit subtil et fécond pouvait-il éviter d'y mettre quelque chose du sien, et ne pas attribuer à la démocratie un peu plus d'efficacité qu'elle n'en a réellement? Est-il facile, dans les matières morales et politiques, de suivre rigoureusement la méthode *inductive*, de ne rien admettre qui ne soit le résultat direct et positif de l'observation?

M. de Tocqueville aurait pu traiter son sujet plutôt en historien qu'en philosophe; au lieu de ces analyses fines, ingénieuses, de détail, qui vous font pénétrer jusqu'au cœur, jusque dans les derniers replis de la société démocratique, il aurait pu prendre la société américaine par grandes masses, nous la décrire à grands traits, en donnant à son style plus de mouvement, un coloris plus vif, des formes plus variées. Il aurait ainsi échappé complètement aux observations que nous avons entendu faire au sujet de son livre : Il n'y a chose au monde, grande ou petite, importante ou non, à laquelle M. de Tocqueville ne mêle la démocratie; la forme du livre est quelque peu monotone; la lecture ne laisse pas que d'en être fatigante.

Nous n'avons pas dissimulé ce qu'il peut y avoir de fondé dans la première observation; mais il est juste d'ajouter qu'elle ne peut s'appliquer qu'à un très petit nombre de pages et à des points secondaires. Partout ailleurs M. de Tocqueville est dans le vrai, et si quelques-uns des effets qu'il attribue à l'influence démocratique paraissent de prime-abord contestables, c'est que le lien de cause à effet en pareille matière n'est pas facile à saisir.

Aussi reconnaissons-nous que la lecture du livre de M. de Tocqueville n'est pas de celles qu'ont coutume de faire les hommes d'aujourd'hui. Elle n'exige pas seulement des yeux, mais de la réflexion. Elle n'est pas un amusement, elle est un travail. Elle intéresse fortement, mais elle n'est pas une distraction.

C'est dire que M. de Tocqueville a fait le livre qu'il voulait faire, et que nous le remercions d'avoir fait un livre de haute philosophie politique, une analyse profonde et consciencieuse d'un état social très complexe, mais d'autant plus digne d'être étudié, qu'il recèle dans ses profondeurs l'avenir du monde.

Qu'on ne se méprenne pas sur le sens de nos paroles. Nous ne voulons pas dire que tôt ou tard tous les états des deux mondes seront jetés, pour ainsi dire, dans le moule américain. Loin de là; nous croyons, au contraire, que tôt ou tard les États-Unis subiront des transformations qui les rapprocheront de nos sociétés européennes.

Nous voulions dire seulement que l'avenir du monde, sous une forme ou sous une autre, c'est la démocratie, c'est-à-dire l'abolition du privilége, l'établissement de l'égalité civile.

Quoi qu'il en soit, nous regrettons de ne pouvoir entrer ici dans les détails de l'ouvrage. D'ailleurs, nous serions embarrassé pour le choix. Le nombre des questions à la fois importantes et curieuses que M. de Tocqueville a soulevées est si grand, qu'on n'a pas plutôt mis le doigt sur l'une d'elles, qu'on éprouve le regret de ne pas avoir choisi l'autre.

Qu'on nous permette seulement de rappeler ici une question qui nous semble des plus propres à faire connaître l'ingénieuse sagacité, et je voudrais pouvoir dire la curiosité, des recherches de M. de Tocqueville. Cette question, la voici : Pourquoi l'étude de la littérature grecque et latine est particulièrement utile dans les sociétés démocratiques? La solution que le lecteur trouvera dans le chap. xv du premier volume peut se résumer en ces mots : Les écrivains de l'antiquité n'ont écrit que pour les connaisseurs; rien dans leurs œuvres ne semble fait à la hâte ni au hasard; la recherche de la beauté idéale s'y montre sans cesse. Les littératures démocratiques, au contraire, fourmillent toujours (dit M. de Tocqueville) de ces auteurs qui n'aperçoivent dans les lettres qu'une industrie, et, pour quelques grands écrivains qu'on y voit, on y compte par milliers des vendeurs d'idées. Prise dans son ensemble (dit-il ailleurs), la littérature des siècles démocratiques ne saurait présenter, ainsi que dans les temps d'aristocratie, l'image de l'ordre, de la régularité, de la science et de l'art; les formes s'y trouvent d'ordinaire négligées et parfois méprisées. Le style s'y montre souvent bizarre, incorrect, peu soigné et mou, et presque toujours hardi et véhément. Les auteurs y viseront à la rapidité de l'exécution plus qu'à la perfection des détails. On tâchera d'étonner plutôt que de plaire, et l'on s'efforcera d'entraîner les passions plutôt que de charmer le goût.

Je ne veux pas demander à l'auteur d'où lui sont venues toutes ses observations si judicieuses, si spirituelles, sur la littérature des peuples démocratiques. Ce n'est pas, à coup sûr, d'Amérique. « Les habitans des États-Unis n'ont point encore, à proprement parler, de littérature. Les seuls auteurs qu'il reconnaisse aux Américains, sont des journalistes. » Nous pourrions bien soupçonner M. de Tocqueville d'avoir, en écrivant plusieurs de ses chapitres, regardé du coin de l'œil ailleurs qu'en Amérique. Il ne procède pas autant qu'il en a l'air, *à priori*, et par voie de divination. La démocratie améri-

caine n'est pas la seule qui ait fourni des couleurs à sa palette. Aussi aurions-nous pu, sans crainte d'erreur, lorsque la lecture de certains chapitres excitait chez nous un sourire qui n'était pas sans quelque malice, dire à certains Européens : *de te fabula narratur.* Mais nous ne voulons pas trahir les secrets de l'auteur. Au dire de M. de Tocqueville, les littératures démocratiques manquent de sagesse, de goût, de beauté idéale; l'étude des chefs-d'œuvre de l'antiquité est la plus propre à combattre ces défauts littéraires. C'est là un point de vue ingénieux, nouveau; nous le recommandons à ces idolâtres des temps modernes qui voudraient arracher des mains de nos enfans Homère et Virgile, et renouveler contre le grec et le latin le décret solennel de proscription dont s'empressa de les frapper une de ces républiques éphémères que la révolution française fit éclore en Italie.

Rien de semblable n'est à craindre aujourd'hui. Aussi ce n'est pas pour rassurer les amis des études classiques que nous avons rappelé l'ingénieuse observation de M. de Tocqueville. Nous voulions préparer par là quelques considérations générales qui s'appliquent à l'ensemble, aux tendances, à l'esprit de son ouvrage.

M. de Tocqueville n'a rien dissimulé sur la démocratie, ni le bien ni le mal, qui, comme dans toutes les choses humaines, s'y trouvent mélangés, et qui ont donné naissance à tant d'hymnes et à tant de satires, les uns et les autres également éloignés de la vérité. Avec une ame noble, un caractère élevé, un goût exquis, M. de Tocqueville ne se résigne pas facilement à ce que la démocratie lui a laissé voir de vulgaire, de désordonné, de trop individuel; ami sincère, éclairé, de la liberté et du progrès de l'humanité, il ne voudrait certes pas, en eût-il le pouvoir, nous ramener au privilége, et acheter l'élégance, le luxe, la haute culture d'esprit, la puissance morale d'une caste, par la pauvreté, l'ignorance et l'asservissement des masses. Il accepte la démocratie, non-seulement comme un fait nécessaire, comme le développement naturel des nations, il l'accepte aussi comme un progrès, comme un bien, mais comme un bien qui n'est pas sans mélange et qui laisse quelque chose à désirer.

Dès-lors il ne s'est pas seulement appliqué à nous faire connaître l'influence naturelle de la démocratie sur le mouvement intellectuel, sur les sentimens et les mœurs; il n'a pas mis sous nos yeux avec une sorte d'indifférence philosophique les conséquences fâcheuses de certaines tendances démocratiques, comme un naturaliste parlerait des épines et des poisons de certaines plantes. M. de Tocqueville, partout où il a été frappé d'un inconvénient, a cherché avec soin le

correctif, soit dans la démocratie elle-même, soit dans d'autres institutions, qui, loin d'être incompatibles avec elle, peuvent au contraire s'y rattacher et la modifier utilement.

C'est ainsi qu'il demande aux études classiques de corriger ce qu'elle a d'incorrect et de vulgaire dans ses productions.

C'est ainsi qu'il demande à la liberté politique de tirer par des institutions larges les hommes de leurs intérêts individuels, de les arracher de temps à autre à la vue d'eux-mêmes, et de les forcer à s'oublier en quelque sorte eux-mêmes et à songer à leurs semblables, ne fût-ce que par ambition. « Quand le public gouverne, il n'y a pas d'hommes qui ne sache le prix de la bienveillance publique et qui ne cherche à la captiver en s'attirant l'estime et l'affection de ceux au milieu desquels il doit vivre. Plusieurs des passions qui glacent les cœurs et les divisent sont alors obligées de se retirer au fond de l'ame et de s'y cacher. L'orgueil se dissimule, le mépris n'ose se faire jour; l'égoïsme a peur de lui-même. »

C'est ainsi encore qu'il demande aux journaux de rendre la possibilité de s'entendre et d'agir en commun à des hommes qui ne sont plus liés entre eux d'une manière solide et permanente, comme dans les aristocraties. « Les principaux citoyens qui habitent un pays aristocratique s'aperçoivent de loin; et s'ils veulent réunir leurs forces, ils marchent les uns vers les autres, entraînant une multitude à leur suite. » Dans les démocraties, « cela ne peut se faire habituellement et commodément qu'à l'aide d'un journal; il n'y a qu'un journal qui puisse venir déposer au même moment dans mille esprits la même pensée. Les journaux deviennent donc plus nécessaires à mesure que les hommes sont plus égaux, et l'individualisme plus à craindre. Ce serait diminuer leur importance que de croire qu'ils ne servent qu'à garantir la liberté; ils maintiennent la civilisation. »

Enfin, c'est à l'esprit d'association qu'il demande de corriger ce que l'*individualisme* met de décousu et par-là de faiblesse, d'impuissance chez les peuples démocratiques. Ainsi qu'il le fait observer, « il existe un rapport nécessaire entre les associations et les journaux : les journaux font les associations, et les associations font les journaux; et, s'il a été vrai de dire que les associations doivent se multiplier à mesure que les conditions s'égalisent, il n'est pas moins certain que le nombre des journaux s'accroît à mesure que les associations se multiplient. »

Cette partie de son travail où M. de Tocqueville s'applique à mettre en lumière tout ce qui peut atténuer et faire disparaître les incon-

véniens de la démocratie, donne à son livre je dirai presque un parfum de haute moralité, et attache singulièrement le lecteur à l'écrivain, le lecteur demeurant de plus en plus convaincu que l'esprit et l'ame de l'écrivain ont également contribué à son ouvrage.

Au surplus nous ne voulons pas dissimuler en terminant que nous n'éprouvons pas les craintes que la démocratie paraît inspirer, même à plusieurs de ses amis. Ces craintes sont dues, nous le croyons, à une confusion de deux idées que M. de Tocqueville lui-même n'a peut-être pas suffisamment distinguées et séparées : je veux dire l'égalité civile et l'égalité des conditions.

C'est l'égalité civile, en d'autres termes l'abolition du privilége et l'établissement du droit commun qui constitue la véritable démocratie, ce principe dont la France du XVIII^e siècle a été l'apôtre, et qui, grace à elle, se trouve aujourd'hui réalisé dans une partie des deux mondes. C'est là le principe dont les conquêtes sont certaines ; c'est la loi qui prendra tôt ou tard possession de l'univers ; car l'égalité civile, c'est la justice.

Quant à l'égalité des conditions, à l'égalité de fait, à l'égalité matérielle (peu importe le nom), elle n'existe nulle part, elle n'a jamais existé, elle n'existera jamais, parce qu'elle est contraire à la nature humaine, contraire au droit : c'est l'injustice.

L'injustice opposée, c'est-à-dire le privilége, a pu exister longtemps, parce qu'elle avait pour elle les faits extérieurs, l'apparence, et qu'on a pu conclure à tort de l'apparence au droit. Aristote lui-même s'y est trompé. Mais l'égalité des conditions, voulant s'ériger en principe, n'aurait pour elle ni le fait ni le droit, ni la réalité ni l'apparence.

Dès-lors la plupart des inconvéniens qu'on signale dans les démocraties ont peu d'importance. Si on veut y réfléchir, on pourra facilement se convaincre qu'ils ne seraient à redouter que dans un pays où le sol ne serait pas approprié. Aussi, ceux qui demandent l'abolition de la propriété foncière sont dans leur système parfaitement fondés et conséquens.

Avec l'inégalité inévitable des conditions et l'appropriation du sol, les pays démocratiques n'ont rien de sérieux à craindre de l'excès de l'*individualisme*. L'édifice social ne manque ni de base ni de ciment.

A cet égard nous persistons à croire que les États-Unis présentent à l'observateur des faits qui, généralisés, conduiraient à de fausses inductions. Pays neuf, sans antécédens, sans histoire, et placé dans

des circonstances économiques toutes particulières, l'Amérique offre entre l'égalité civile et l'égalité de fait un rapprochement qui n'appartient qu'à elle, qui n'existe pas et n'existera jamais dans nos vieilles sociétés, et qui cessera d'exister en Amérique à mesure que ce pays vieillira, que la population en deviendra de plus en plus dense, lorsqu'il n'y aura plus de terres fertiles vacantes, et qu'un nombre plus ou moins considérable d'Américains, gorgés enfin de richesses, deviendront des hommes de loisir et commenceront à éprouver d'autres besoins que celui de gagner de l'argent.

Tout cela existe depuis long-temps chez nous, et on se tromperait fort si on imaginait que cela va disparaître. Les hommes faits ne reviennent pas à l'enfance; c'est l'enfance qui marche vers la virilité. C'est l'Amérique qui, à sa manière, marche vers l'Europe; l'Europe ne peut se faire américaine.

Rossi.

# MÉHÉMET-ALI.

***APERÇU GÉNÉRAL SUR L'ÉGYPTE,***

PAR CLOT-BEY.

Méhémet-Ali a beaucoup d'admirateurs en Europe. Je ne voudrais point cependant le juger d'après les éloges de ses panégyristes. Ils admirent surtout dans Méhémet-Ali l'homme qui a beaucoup emprunté à l'Europe; j'admirerais plutôt, quant à moi, l'homme qui a beaucoup gardé de l'Orient. Ainsi j'entends dire partout que Méhémet-Ali a voulu créer un empire arabe; c'est de cela qu'on le loue, et même M. Clot-Bey, un de ses derniers panégyristes, dans son *Aperçu général de l'Égypte*, trouve que, quoique le pacha ait beaucoup fait pour accomplir l'œuvre de l'empire arabe, il n'a pas cependant encore fait assez; il aurait voulu que le pacha proclamât son indépendance absolue. « L'idée de la fondation d'un empire arabe n'est pas chimérique, dit M. Clot-Bey, comme l'ont prétendu quelques personnes. Cette idée, d'ailleurs, a la sanction de Napoléon, à défaut d'autres. » Et là-dessus M. Clot-Bey cite un passage des *Mémoires de Sainte-Hélène* où Napoléon dit que, si le pouvoir en Égypte eût été confié à un pacha qui, comme celui d'Albanie, se fût recruté dans le pays même, l'empire arabe, composé d'une nation tout-à-fait distincte, qui a son esprit, ses préjugés, son histoire et son langage à part, qui

embrasse l'Égypte, l'Arabie et une partie de l'Afrique, fût devenu indépendant comme celui du Maroc. »

Quoiqu'il soit téméraire, surtout de nos jours, de douter de l'infaillibilité des paroles de Napoléon, je me permettrai de faire remarquer que Méhémet-Ali me semble avoir fait justement le contraire de ce que voulait Napoléon, et c'est peut-être pour cela qu'il est encore debout et qu'il a fondé un grand pouvoir, sinon l'empire arabe. Ainsi Méhémet-Ali a recruté ses soldats en Égypte, je l'avoue, mais il n'a pris parmi les Égyptiens aucun officier : le commandement appartient partout aux Turcs ou Mameloucks; ainsi il n'a pas mis, comme en Albanie, l'autorité entre les mains des habitans du pays, et par là il a échappé, et l'Égypte avec lui, à cette anarchie qui est l'état permanent de l'Albanie. Enfin, il n'a jamais fondé ni voulu fonder d'empire arabe, car il s'est toujours reconnu sujet de la Porte ottomane, en dépit de ses admirateurs européens, qui lui conseillaient, comme M. Clot-Bey, de proclamer son indépendance absolue.

Que croire donc maintenant? M. Clot-Bey, dans sa pensée favorite d'un empire arabe, a contre moi Napoléon; mais contre M. Clot-Bey, j'ai pour moi Méhémet-Ali. M. Clot-Bey lui-même serait embarrassé de choisir.

Je reviendrai plus tard sur ces idées d'indépendance et sur ce que Méhémet-Ali me paraît lui-même en penser. Je veux venir, sans plus attendre, à un autre reproche que M. Clot-Bey fait à Méhémet-Ali, parce que ce reproche me paraît encore un éloge, et que, par je ne sais quel malencontreux hasard, où M. Clot-Bey voit un tort dans son héros, je vois presque un mérite.

« Les rayas, dit M. Clot-Bey, ne participent ni aux mêmes charges ni aux mêmes avantages politiques que les musulmans... Opérer un rapprochement entre les rayas et les musulmans, en accordant à ceux-là l'égalité des droits, tel est le but que doit se proposer en Turquie toute politique prévoyante et qui veut sincèrement la régénération de l'empire ottoman..... Pour ma part, si j'avais un avis à donner au vice-roi d'Égypte, je lui conseillerais d'établir l'égalité civile et politique entre ses sujets musulmans et ses sujets rayas. » C'est ce que Méhémet-Ali n'a point fait, et c'est ici surtout que je remarque la différence entre lui et ses admirateurs; ses admirateurs, qui raisonnent avec leurs idées européennes, et qui ne trouvent bon que ce qui est européen; Méhémet-Ali, qui veut bien emprunter à l'Europe ses arts, ses machines, ses sciences, son industrie, mais qui

veut, avant tout, rester oriental, c'est-à-dire Turc et musulman. Ces deux mots sont précieux, car ils contiennent un système complet de gouvernement.

Méhémet-Ali est Turc; il ne parle que le turc, c'est aux Turcs qu'il a partout confié l'autorité; mais ce n'est pas par esprit de corps, si j'ose ainsi parler, qu'il a agi de cette manière, c'est par une juste appréciation de l'état de l'Égypte et du caractère des diverses nations qui l'habitent.

Je ne sais pas si sous les Pharaons la nationalité égyptienne était forte ou non; mais depuis ce temps elle est morte et bien morte. Conquise par tous les peuples qui ont joué un grand rôle sur la terre, l'Égypte a perdu depuis long-temps l'habitude de s'appartenir à elle-même. Il y a dans ce pays plusieurs races de vainqueurs, vaincus à leur tour et asservis. Les Arabes sont eux-mêmes un de ces peuples qui, après avoir conquis l'Égypte, l'ont laissé conquérir. Les Turcs sont les derniers conquérans. Il n'y a donc en Égypte aucune race, sauf les Coptes peut-être, qui puisse se targuer d'être la race nationale; et c'est là aussi bien l'état de l'Orient presque tout entier, vieille terre occupée par toutes les nations, antique auberge où passent tous les peuples sans qu'aucun puisse dire, à meilleur titre qu'un autre, Cette terre est la mienne. Dans ces pays de conquête immémoriale, la différence des races est tout, et c'est cette différence qui fait les maîtres et les sujets. Les Turcs en Égypte sont la race militaire, la race habituée à commander, et elle a le talent du gouvernement. Les Turcs ont l'intelligence moins prompte et moins ardente que les Arabes; mais ils ont le caractère plus ferme et plus persévérant, et c'est par le caractère qu'on gouverne bien plus que par l'esprit. C'est une vérité éprouvée en Orient, et dont l'Occident aussi fera peu à peu l'expérience.

La différence entre la race turque et la race arabe, en Égypte, est un curieux sujet d'études et de réflexions. L'Arabe, pris individuellement, est, disent les voyageurs les plus éclairés, supérieur au Turc. Mais, dans la lutte entre nations, la supériorité des individus est peu de chose : ce qui donne l'ascendant, c'est ce que j'appellerais volontiers le penchant à la cohésion, c'est-à-dire l'esprit d'ensemble, l'aptitude à commander ou à obéir, qui, vue de haut, est la même chose. C'est sous ce point de vue que la race arabe est inférieure à la race turque. Enthousiaste, spirituelle, pleine de grace, faite pour la poésie et pour les aventures, sobre, dure à la fatigue, aussi gaie et aussi mobile que la race turque est sérieuse et grave,

la race arabe est encore ce que nous la voyons dans l'histoire, ce sont encore les Arabes de Grenade et de Cordoue. Mais quand, oubliant un instant l'éclat de leurs conquêtes, nous examinons de près, même dans l'histoire, le caractère de la race arabe, que voyons-nous? une race dont l'enthousiasme religieux a fait une armée plutôt qu'une nation, qui a conquis une partie du monde, mais qui n'en a pas fait un empire, comme ont fait les Romains; elle en a fait je ne sais combien d'empires divers; et ces empires, qu'ils ont été courts et passagers! Que de dynasties précipitées les unes sur les autres! quel chaos, et dans ce chaos quel mouvement rapide et tumultueux! L'unité et la durée, voilà ce qui a toujours manqué aux pouvoirs créés par la race arabe. Venus du Midi, ces pouvoirs ont eu pour ainsi dire la vie des plantes de leurs climats, une végétation brillante et courte; tandis que, venue du Nord, la race turque a fondé un empire qui expire aujourd'hui, mais qui dure depuis cinq cents ans et plus. Pour un empire en Orient, cinq cents ans de durée, c'est l'éternité.

Ainsi l'histoire, de ce côté, s'accorde avec le jugement de Méhémet-Ali. Même dans ses beaux jours, la race arabe n'est pas faite pour le commandement. Dégradée en Égypte par un long esclavage, elle n'a rien de ce qu'il faut pour gouverner. A ce sujet, je ne veux point d'autre témoignage que celui de M. Clot-Bey. M. Clot-Bey est très favorable à la race arabe. Il énumère avec complaisance tout ce que Méhémet-Ali a fait pour régénérer la race arabe, et il l'en loue beaucoup; puis il continue : « Les Égyptiens n'ont point l'instinct du commandement, voilà pourquoi le vice-roi n'a pas pu leur confier les premiers postes. Quoique très intelligens, *s'ils ne sont pas dirigés, ils ne savent rien mener à fin*. Les Turcs, au contraire, accoutumés à la supériorité, ont cette tenue, cette dignité, cette confiance en soi, qui sont nécessaires à ceux qui gouvernent. » J'ajouterai au témoignage de M. Clot-Bey un autre témoignage qui confirmera encore la justesse du système de Méhémet-Ali à l'égard des Arabes. Les religieux de la Terre-Sainte ne se recrutent pas parmi les habitans du pays; les pères sont tous Européens, et comme quelqu'un leur demandait la cause de cette exclusion : « On ne peut jamais faire complètement fond sur un Arabe, répondit un des pères, et le saint-siége ne veut pas leur confier l'exercice du pouvoir sacerdotal. » Ainsi Méhémet-Ali et le pape jugent de la même manière la race arabe. Ils lui trouvent beaucoup d'esprit et d'intelligence, et la regardent cependant comme incapable de se gouverner elle-même, soit dans l'ordre civil, soit dans l'ordre religieux.

Je voudrais expliquer en passant pourquoi M. Clot-Bey est favorable à la race arabe; cette explication, d'ailleurs, ne m'écartera pas beaucoup du sujet que je traite en ce moment.

M. Clot-Bey est directeur-général du service médical en Égypte. Il a fondé l'enseignement de la médecine dans ce pays; il a eu des Arabes pour élèves, et, comme tous les hommes qui ont été chargés d'enseigner quelque chose aux Arabes, il a été frappé de leur facilité à apprendre. Quelques observateurs attentifs ont pensé que la race arabe avait surtout cette faculté d'imitation qui caractérise aussi les Slaves, mais qu'elle n'avait pas cette intelligence ferme et forte qui s'approprie la science et qui la féconde par son travail. La mémoire chez les Arabes agit plus que le jugement : ils apprennent vite et oublient de même. Cette facilité à apprendre doit naturellement séduire les hommes qui sont chargés de les instruire, surtout si ces hommes sont des étrangers qui passent quelques années dans le pays et s'éloignent ensuite sans savoir si l'effet de leurs leçons est efficace et durable. Si cette observation sur les facultés imitatrices de la race arabe est juste, il est curieux de voir comment l'Europe a, pour ainsi dire, à ses deux pôles, au nord et au midi, deux races, l'une, la race slave, et l'autre, la race arabe, destinées par la nature même de leur esprit à recueillir l'héritage de la civilisation européenne sans l'augmenter, et à s'approprier de cette civilisation tout ce qu'elle a de mécanique et d'extérieur, c'est-à-dire ses sciences et son luxe peut-être, sans pouvoir prendre ce qui en fait la sève et la vertu; races que la Providence semble appeler aux époques de transition, pour conserver et pour transmettre le dépôt de la civilisation, mais qui ne créent ni une idée, ni une science nouvelle. J'ajouterais, si je ne craignais pas de pousser trop loin la subtilité, qu'aux époques où ces races prennent l'ascendant dans le monde, il se fait ordinairement dans la civilisation même qu'elles sont destinées à imiter un travail curieux de nivellement, je veux dire que cette civilisation descend alors et se met à la portée de tous, soit pour les idées, soit pour les sciences, qu'elle se répartit et qu'elle se distribue plus également. C'est l'époque où tout le monde a de l'esprit, où toutes choses s'expliquent à tous avec grace, avec facilité, où tout se comprend, où tout le monde a l'air d'avoir du génie, soit en politique, soit en littérature, parce que la mémoire supplée à la pensée et le dire au savoir, c'est enfin l'époque des journaux et des journalistes. Mais, en se répandant de cette manière, cette civilisation se diminue et s'amincit, il faut l'avouer, et cet affaiblissement même la prépare et la propor-

tionne à l'esprit des races imitatrices qui doivent en devenir les dépositaires.

En mettant la race arabe au second rang et la race turque au premier, Méhémet-Ali n'a donc pas suivi seulement l'habitude et la routine, il a eu de bonnes raisons, des raisons philosophiques. Ces raisons, les sait-il telles que nous venons de chercher à les donner? Non, à Dieu ne plaise! C'est la supériorité du bon sens sur la philosophie d'agir comme s'il était philosophe et de ne pas l'être, c'est-à-dire de trouver la vérité comme le philosophe, mais de la trouver sans tâtonnement, sans hésitation, sans se demander si c'est bien la vérité. Méhémet-Ali n'a point raisonné sur l'infériorité de la race arabe à l'égard de la race turque; mais il l'a sentie et il a agi en conséquence. « J'ai fait, disait-il à un voyageur français, j'ai fait en Égypte ce que les Anglais ont fait aux Indes. Leurs soldats indiens sont commandés par des officiers anglais, et vous-mêmes, si vous formez à Alger des régimens arabes, vous n'y placerez que des officiers français. Le Turc est bien plus propre à la guerre et au commandement que l'Arabe; il se sent fait pour ordonner, et l'Arabe, en sa présence, sent qu'il est fait pour obéir. J'ai vu une fois un rassemblement de trois mille Arabes; il semblait qu'ils allaient tout détruire. J'ai envoyé un de mes officiers avec trente Turcs, et toute cette multitude s'est dispersée. Dans la guerre de 1832, les Arabes se sont bien battus; c'est qu'ils suivaient leurs officiers. Tout mon art, c'est de m'attirer des officiers turcs. Heureusement pour moi que le sultan donne de faibles appointemens; j'en ai donné de plus considérables, et les officiers sont venus chez moi. Il m'a fallu ensuite m'assurer de leur fidélité; j'en ai trouvé le moyen en les empêchant de devenir propriétaires et de se créer à eux-mêmes une influence personnelle sur la population. »

Méhémet-Ali n'est pas seulement Turc parce qu'il se sert des Turcs pour gouverner; il est Turc surtout parce qu'il veut être un pacha faisant partie de l'empire turc; il est Turc par sa soumission à l'égard de la Porte ottomane. Cette soumission, aux yeux des Européens, a l'air d'une plaisanterie; singulière soumission, en effet, que celle d'un homme qui, en deux ans, a fait deux fois la guerre à son souverain, qui l'a vaincu, qui lui a arraché des provinces par la force des armes. Mais dans les idées de l'Orient, tout cela n'empêche pas que Méhémet ne soit l'esclave du glorieux sultan; seulement c'est un esclave qui bat son maître. Cela d'ailleurs n'étonne et n'embarrasse nullement les Orientaux, et je me hâte de dire qu'il n'y a tout au plus que

deux cents ans que nous sommes en Occident plus difficiles en fait de soumissions. Pendant long-temps, sous le régime féodal, nous avons vu des vassaux faisant la guerre à leur suzerain, et, jusque sous Louis XIV, le prince de Condé faisant la guerre au roi, sans que pour cela le vassal crût avoir rompu tout lien avec son suzerain. La guerre ne détruisait pas les titres de vassalité et de suzeraineté; elle en suspendait tout au plus l'effet. Tel est encore l'état des choses en Orient, où le moyen-âge, que nos poètes et nos historiens cherchent tant, est encore tout vivant avec ses mœurs, ses idées et ses habitudes. En Turquie, un pacha fait la guerre au sultan; s'il est vaincu, il a le cou coupé; s'il est vainqueur, il est honoré et caressé jusqu'à ce qu'on puisse l'étrangler : tout cela paraît dans l'ordre. C'est l'histoire de l'empire turc depuis sa fondation, et personne ne s'en étonne. La guerre de Méhémet-Ali contre le sultan, qui, en Occident, nous paraît une énormité, en Orient paraît chose toute simple. Voilà ce que Méhémet-Ali sait très bien, et c'est sur cette idée qu'il a réglé toute sa conduite.

Les deux attributs de la souveraineté en Orient sont la prière et la justice. La prière, en Égypte, se fait au nom du sultan, et la justice se rend aussi au nom du sultan. M. Clot-Bey dit que le sultan envoie chaque année au Caire un grand kady dont la juridiction s'étend sur toute l'Égypte. Jamais Méhémet-Ali ne manque une occasion de témoigner son respect pour le sultan : il l'envoie féliciter sur la naissance de ses enfans; il a partout le ton d'un sujet à l'égard de son maître, et je crois que ce ton est sincère. Méhémet-Ali veut gouverner absolument ses pachalicks, et il veut en avoir plusieurs; mais en Orient l'autorité, même déléguée, est toujours absolue. Un pacha est maître dans sa province. Ce n'est point un préfet qui reçoit ses directions d'un ministre, c'est un homme qui commande à ses risques et périls. Méhémet-Ali veut avoir plusieurs pachalicks pour être plus puissant, mais non pour être indépendant, à peu près comme nos anciens vassaux cherchaient à avoir le plus de fiefs possible. Rien dans cette sorte de prétentions ne choque les idées des Orientaux. Il les choquerait s'il proclamait son indépendance, parce qu'en Orient, la religion et l'état ne faisant qu'un, proclamer son indépendance, c'est faire schisme, et les Orientaux qui excusent la révolte détestent le schisme. Aussi, voyez ce que Méhémet-Ali demande aujourd'hui; ce n'est pas l'indépendance, mot qui vient d'Europe, mot qui flatte la vanité, mais qui en Orient ne signifie rien, parce que là où il n'y a aucune centralisation, là où il n'y a pas de dépen-

dance, l'indépendance ne peut rien signifier : ce n'est donc pas l'indépendance que demande Méhémet-Ali, c'est l'hérédité des pachalicks qu'il possède en ce moment. En Europe, où la logique maîtrise beaucoup trop la politique, on voudrait, parce que Méhémet-Ali n'obéit plus au sultan, on voudrait qu'il le dît bien haut. Ce serait plus logique, mais ce serait moins sage. Méhémet aime mieux consolider son pouvoir que de le proclamer. Il demande donc l'hérédité de ses fiefs, et en cela c'est encore une idée féodale qu'il manifeste, l'Orient ne comportant que les idées de ce genre. Au lieu de ce pouvoir précaire confié aux pachas et dont les pachas sont toujours tentés d'abuser, parce qu'ils savent qu'ils l'ont pour peu de temps, Méhémet-Ali demande un pouvoir héréditaire. Il veut fonder les grands vassaux dans l'empire turc; et, à voir l'état de la Turquie, l'hérédité des grands fiefs serait assurément un progrès, et un progrès qui ne contrarierait pas les idées des Orientaux. Le sultan serait toujours le chef de la religion et de l'état; seulement il aurait sous lui de grands vassaux qui ne lui obéiraient pas toujours; mais les pachas lui obéissent-ils mieux? Ces vassaux étant plus forts soutiendraient l'empire contre les infidèles. Le sultan y perdrait peut-être quelque chose, et quant à son autorité, elle serait contenue et bridée; mais la Turquie y gagnerait; et après tout, pour tous ceux qui en Turquie regrettent dans les janissaires non-seulement la milice qui défendait l'empire, mais le corps qui contenait et modérait l'autorité illimitée du sultan par la crainte d'une révolte toujours prête, pour tous ceux qui regrettent ce veto armé, et le nombre de ces regrettans est considérable, l'hérédité des fiefs et l'établissement des grands vassaux rétablirait cette barrière qu'ils se plaignent d'avoir vu renverser. De ce côté, les prétentions de Méhémet-Ali ne blessent pas plus l'Orient que sa révolte même.

Méhémet-Ali dit parfois que, s'il ne s'est pas déclaré indépendant, c'est par égard pour les représentations et les conseils de la France. Je ne crois pas un mot de cette politesse. Si Méhémet-Ali n'a pas proclamé son indépendance, c'est par égard, non pour nous, mais pour l'Orient, c'est parce qu'il ne veut pas être indépendant, et qu'il n'a pas besoin de l'être.

Une idée que Méhémet-Ali a souvent caressée, une idée qui étonne beaucoup les Européens, qui paraît aux Orientaux très simple, très naturelle, et qui achève enfin de montrer jusqu'à quel point Méhémet-Ali est Turc, c'est l'idée de venir à Constantinople et de s'y faire proclamer visir. Je me souviens qu'à Constantinople, l'année dernière,

après la mort du sultan Mahmoud, tout le monde croyait que Méhémet-Ali allait arriver, et personne ne doutait qu'il ne fût reçu avec enthousiasme par toute la population empressée de saluer en lui le seul musulman qui de nos jours ait de la gloire et de la grandeur. Et quand je demandais : « Mais que fera-t-il du jeune sultan? — Il sera son visir et son tuteur. — Mais le tuteur ne fera-t-il pas un beau jour disparaître le pupille? » — C'est à peine si on me comprenait ; on eût compris que j'eusse craint que le sultan fît un jour étrangler ce visir incommode, s'il pouvait en trouver l'occasion ; mais que le visir fît périr le sultan, cela paraissait impossible, tant l'idée de la légitimité de la race d'Othman est profondément enracinée dans les esprits!

Avant la mort de Mahmoud, quand Méhémet-Ali parlait de son projet de venir à Constantinople, alors il s'agissait pour lui de détrôner le sultan et de mettre Abdul-Medjid à sa place. La mort a fait la besogne que voulait faire Méhémet-Ali. Aujourd'hui Méhémet-Ali n'aurait plus qu'à être le visir et le régénérateur de l'empire ottoman. Cette gloire le flatte. Il mêle aussi à l'idée de cette régénération politique ses projets agricoles et commerciaux. Il énumère les riches produits du territoire turc, cette admirable fertilité du sol qui manque seulement de bras, cette heureuse situation géographique qui fait qu'il est placé au centre même du commerce entre l'Europe et l'Asie, et qu'il a autant de débouchés qu'il peut avoir de produits. Méhémet-Ali s'anime à la pensée de rendre à cette vieille terre son antique prospérité. C'est un des caractères du gouvernement de Méhémet-Ali d'avoir mêlé aux soins de la politique les soins de l'agriculture et du commerce. Il est le seul propriétaire et le seul commerçant de l'Égypte. Les fellahs cultivent pour lui, récoltent pour lui, et il vend lui-même le blé et le coton de son vaste domaine. Il a, pour ainsi dire, appuyé un empire sur une ferme. C'est l'Égypte qui est cette grande ferme, et ce pays, après tout, se prête admirablement à la grande culture; c'est même la seule culture qu'il comporte. La nécessité d'entretenir les canaux qui répandent l'eau du Nil pendant l'inondation amène la nécessité d'un pouvoir central et unique. Cette grande exploitation agricole a besoin d'unité. Partagez l'Égypte entre de petits cultivateurs, les uns paresseux, les autres ignorans, tous indifférens les uns aux autres et incapables d'accord, les canaux qui portent l'eau du Nil des fonds supérieurs aux fonds inférieurs s'engorgeront, et la stérilité, toujours prompte sous un climat brûlant, envahira peu à peu l'Égypte. Méhémet-Ali, en se

faisant ainsi grand cultivateur, a donc parfaitement compris la nature de l'Égypte; mais ce génie agricole qu'il a montré en Égypte, il voudrait l'appliquer aussi à la Turquie. Son fils Ibrahim semble animé du même esprit, et ce n'est point un des traits les moins curieux de cette dynastie égyptienne qui cherche à s'établir, que ce mélange bizarre et peu connu en Occident de guerre et de culture, d'entreprises agricoles et d'entreprises militaires. Produire et détruire, n'est-ce pas là aussi bien de tout temps le grand emploi de l'activité humaine? L'agriculture et la guerre n'ont-elles pas été de tout temps l'œuvre favorite des peuples qui ont été forts et puissans dans le monde? Le mélange d'institutions militaires et agricoles qui caractérise le gouvernement de Méhémet-Ali est donc encore, de ce côté, une idée simple et juste, et, nous ne cesserons de le répéter, ces idées simples et justes sont tout-à-fait à la portée de l'Orient, qui, malgré son antiquité, est resté plus près de la nature que notre Occident.

Cette activité du gouvernement égyptien fait un contraste frappant avec l'engourdissement et l'inertie du gouvernement turc. Cela a été visible après la conquête de la Syrie. A peine maître du pays, Méhémet-Ali faisait essayer la culture du café, du coton, de l'indigo; trois cent mille pieds d'oliviers étaient plantés dans les environs de Saint-Jean-d'Acre. Cette stérilité qui semble, depuis le moyen-âge, le lot de la terre d'Asie, déplaît à Méhémet-Ali. Il veut, pour ainsi dire, utiliser ce vieux jardin de l'humanité, laissé désert et stérile par le malheur des temps. Méhémet-Ali n'est point un guerrier et un conquérant, quoiqu'il sache faire la guerre; c'est surtout un administrateur; c'est, et ce mot rend mieux ma pensée quoiqu'il la rende en mal, c'est un exploitateur : il en a les qualités, il en a aussi les défauts; il est actif, intelligent, plein de bon sens; et, des projets infinis que lui a apportés le génie charlatan de l'Europe, il n'a choisi, sauf quelques inévitables duperies, que ceux qui sont praticables. En même temps, il est dur, il a l'esprit fiscal; il aime l'argent comme un Turc, c'est tout dire; il est vrai qu'il en a grand besoin pour sa flotte et pour son armée. Ce qu'il paraît reprocher surtout au gouvernement turc, c'est qu'il ne fait rien et qu'il nuit à qui veut faire. Aussi, ces belles provinces où la Porte ottomane ne sait entretenir que l'anarchie et la misère, Méhémet-Ali voudrait les avoir entre ses mains pour en tirer parti. Le bien perdu l'indigne. « Qu'est-ce que le sultan fait de son pachalick de Bagdad? disait Méhémet-Ali à un voyageur; il n'en tire pas un para, et souvent même il est forcé d'y envoyer des troupes pour soutenir ses pachas, ce qui n'em-

pêche pas que ceux-ci ne soient, de temps en temps, les uns assiégiés, les autres déposés, quelques-uns étranglés. S'il me donnait ce pachalick, je lui paierais un fort tribut, et cependant j'y gagnerais encore; car, en assurant la tranquillité du désert, le commerce de l'Inde reprendrait son cours de ce côté. C'est là une des routes de l'Inde, comme l'Égypte. Ce parti serait assurément le meilleur pour tout le monde, pour l'Europe, pour la Porte et pour moi; mais l'Angleterre ne voudra pas que je lui serve de préfet de police sur l'Euphrate; c'est à peine si elle me veut à ce titre sur le Nil, pas plus que la Russie ne m'a voulu pour visir à Constantinople en 1832, et elle a raison; mais ce qui m'a toujours étonné, c'est que vous autres Français, vous ne m'ayez pas voulu non plus à Constantinople : vous y avez beaucoup perdu. »

Ces paroles, dont je puis au moins garantir le sens, ces paroles sont curieuses à étudier en ce moment.

L'Angleterre ne veut pas de Méhémet-Ali pour préfet de police en Égypte, et l'avenir dira si en cela elle a tort ou raison. Que peut désirer en effet l'Angleterre? une route dans l'Inde, une route qui soit courte, une route qui soit sûre. Or, l'Égypte est précisément cette route courte, et, avec Méhémet-Ali, cette route sûre. L'Angleterre croit-elle que cette sûreté serait plus grande, si elle était chargée elle-même de l'établir? croit-elle qu'avec une suite de postes fortifiés dans l'isthme de Suez, elle assurerait à son commerce un plus libre passage que ne le fait Méhémet-Ali? Non certes. Pense-t-elle que Méhémet-Ali veuille jamais lui fermer ce passage? Il ne le peut pas. Car, d'une part, interdire l'isthme de Suez au commerce anglais, ce serait priver l'Égypte d'une grande richesse, et Méhémet-Ali calcule trop bien pour jamais faire cela; et d'une autre part, l'Angleterre, avec sa supériorité maritime, a prise sur le pacha de deux côtés, par la Méditerranée et par la mer Rouge. L'Angleterre n'a donc rien à craindre à ce sujet. Est-elle sensible à la gloriole d'arborer son pavillon sur quelques petits fortins et de faire elle-même la police du désert, police coûteuse quand elle sera faite par des Européens contre les Arabes? Nous ne croyons pas cela. Quand il y a en Égypte un pouvoir civilisé, personne n'y gagne plus que l'Angleterre, car elle a une route ouverte dans l'Inde, sans en faire les frais. Si donc nous écartons du débat les vanités nationales, l'intérêt évident de l'Angleterre et de l'Europe entière en Égypte, c'est que l'Égypte soit une grande route dont la police soit faite par une puissance neutre. Le pouvoir de Méhémet-Ali résout admirablement ce problème.

Je lisais récemment dans *la Phalange*, journal de l'école sociétaire, que le moyen de résoudre la question égyptienne, c'est de créer une grande compagnie cosmopolite chargée de construire un chemin de fer dans l'isthme de Suez, et l'idée dominante de cette proposition, c'est de tenir ce passage toujours ouvert à tout le monde, c'est en un mot de le neutraliser à l'aide de la compagnie cosmopolite. Je suis porté à croire en effet que, s'il était possible de mettre dans les mains de grandes compagnies cosmopolites, ou, ce qui revient au même, de neutraliser quelques-uns de ces lieux qui servent nécessairement de passage au commerce du monde, quelques-unes de ces fortes positions qui donnent l'ascendant à leur possesseur et que les nations se disputent, l'isthme de Suez, le Bosphore et l'embouchure du Danube en Europe, l'isthme de Panama en Amérique, cet isthme qui sera la clé du commerce du Nouveau-Monde, et qui sera aussi la pomme de discorde; je crois, dis-je, que, s'il était possible d'amortir politiquement ces fortes positions, en leur laissant en même temps toute leur importance commerciale, je crois que les chances de la guerre seraient singulièrement diminuées dans le monde, et que ce serait un grand acheminement vers la paix universelle. Mais pour arriver là, que de temps encore! Et n'est-il pas profondément regrettable qu'en attendant l'établissement de ces neutralités d'un nouveau genre, l'Europe en ce moment s'occupe à détruire les deux neutralités que le sort semblait avoir créées, la neutralité de l'isthme de Suez sous Méhémet-Ali, et la neutralité du Bosphore sous le pouvoir long-temps respecté de la Turquie?

L'Angleterre me paraît se tromper dans ses intérêts en ne voulant pas du pacha pour préfet de police dans l'isthme de Suez; mais la Russie ne me paraît pas se tromper en ne voulant pas de Méhémet-Ali pour visir à Constantinople, car le visirat de Méhémet serait la régénération de la Turquie. Or, la Russie a besoin que la Turquie soit faible. C'est ici le cas du cruel axiome : *Vita Corradini, mors Caroli, vita Caroli, mors Corradini;* la Russie et la Turquie ne peuvent pas être fortes l'une et l'autre.

Je me souviens, à ce sujet, qu'à Constantinople je trouvais beaucoup de personnes dans la diplomatie qui semblaient regretter qu'en 1832 Ibrahim ne fût pas arrivé à Constantinople après la bataille de Koniah. Ç'avait été, selon ces personnes, un de ces momens qui ne se retrouvent pas dans la vie des nations. Ibrahim arrivant à Constantinople, le sultan était détrôné et tué; mais une régence gouvernait au nom de son fils Abdul-Medjid. Méhémet-Ali était régent; il relevait

l'empire turc, il en refaisait une barrière contre la Russie. Méhémet-Ali avait ce qu'il fallait pour régénérer la Turquie; car c'est un réformateur, mais ce n'est point un révolutionnaire comme l'était le sultan Mahmoud, qui imitait l'Europe sans tact et sans discernement, détruisant ce qui faisait la vieille force de son empire, sans lui donner aucune force nouvelle. Méhémet-Ali, au contraire, sait faire un choix entre les emprunts que l'Orient doit faire à l'Occident. Il se fortifie en imitant, tandis qu'en imitant Mahmoud s'affaiblissait. Méhémet-Ali était donc l'homme qu'il fallait à la Turquie pour lui rendre la vie, et l'homme qu'il fallait à l'Europe pour la protéger sur le Bosphore contre la prépondérance de la Russie. A ce propos on me citait les paroles de M. de Metternich dans les négociations pour l'établissement du royaume de Grèce. « Nous désirons qu'on enlève le moins possible à la Turquie pour donner à la Grèce; mais nous assisterions de tous nos moyens quiconque voudrait établir à la place de l'empire turc un empire fortement organisé, que cet empire soit grec ou qu'il ait tout autre nom. » Sages et profondes paroles, dignes de la prévoyance de l'Autriche; et aussi bien, en ce moment encore, ce n'est pas de prévoyance que manque l'Autriche.

Ce gouvernement fortement organisé que souhaitait M. de Metternich, Ibrahim-Pacha l'apportait à Constantinople en 1832. Qui l'a empêché de l'y installer? Il est piquant que ce soit la France qui l'en ait empêché; cela est piquant surtout après le traité de Londres. Peut-être avons-nous eu tort, en 1832, de ne pas laisser se dénouer brusquement la querelle entre le sultan et le pacha. En ajournant le dénouement, en prolongeant la querelle, nous n'avons pas fait Méhémet-Ali plus fort, ni surtout la Turquie moins faible. Ce qui n'a pas été fait en 1832 est-il encore possible aujourd'hui? Les difficultés sont assurément plus grandes, puisqu'en 1832 l'Europe était prise au dépourvu, et qu'en 1840 le traité de Londres a été fait pour fermer à Ibrahim les portes de Constantinople.

Cependant, quoique ce traité ait mis en face de Méhémet-Ali quatre puissances européennes, au lieu de la Turquie seule et faible comme en 1832 et en 1839, les chances ne sont pas encore aussi mauvaises pour lui qu'on pourrait le croire. C'est ici qu'il est à propos de dire quelques mots de l'ascendant que Méhémet-Ali exerce dans tout l'Orient et de ses causes : cela rentre dans notre sujet, car c'est parce qu'il a eu le bon esprit de rester Turc et musulman, que Méhémet-Ali domine en Orient par son nom, là où il ne domine pas par son pouvoir.

Dès qu'on a passé Malte, dès qu'on entre en Orient, il n'y a plus

qu'un nom qui retentit partout, qu'on entend répéter en haut, en bas, à droite, à gauche : c'est le nom de Méhémet-Ali. Sa renommée, son influence, son pouvoir est partout. C'est lui qui représente vraiment l'Orient; c'est lui qui en est le dernier homme. J'ai souvent demandé aux hommes qui connaissaient le mieux le pays, s'il y avait quelque part en Orient, soit en Turquie, soit en Grèce, soit en Asie-Mineure, soit en Albanie, quelque part enfin, un de ces hommes hardis et forts qui soutiennent les nations et les états. « Personne, depuis la mort de Mahmoud, me disait-on, personne que Méhémet-Ali et son fils! » La race de ces grands hommes propres à la Turquie, de ces barbares cruels et durs, mais hardis et forts, cette race semble éteinte. Otez Méhémet-Ali et son fils, plus de centre possible pour les nations musulmanes. Tout se disperse et s'éparpille; il n'y a plus que des individus et des familles turques, arabes, syriennes, albanaises, etc.; il n'y a plus de société. Voulez-vous détruire en Orient? vous serez à votre aise, car les élémens de destruction y abondent; mais si vous voulez organiser, il n'y a qu'un homme qui puisse organiser, c'est Méhémet-Ali; et c'est là ce qui rend la lutte qui va s'engager entre Méhémet-Ali et les quatre puissances curieuse, même pour le philosophe : Méhémet-Ali représente le dernier effort que l'Orient va tenter contre les envahissemens de l'Occident. L'Angleterre et la Russie semblent en effet s'être accordées dans cette pensée fatale que, quitte à se disputer plus tard pour savoir à qui des deux appartiendra l'Orient, l'intérêt commun de toutes les deux est, en ce moment, que l'Orient ne s'appartienne pas à lui-même. Elles veulent, pour ainsi dire, par la destruction de Méhémet-Ali, niveler l'Orient, avant de le partager.

Méhémet-Ali ne représente pas seulement, aux yeux des Orientaux, l'antique grandeur des musulmans; il représente aussi la religion musulmane. Tandis qu'à Constantinople on imitait sottement de l'Europe jusqu'à ses esprits forts, et qu'on semblait mépriser la religion mahométane, Méhémet-Ali, plus habile ou plus pieux, s'en faisait le protecteur. Il avait détruit les Wahabites, il avait rendu la Mecque aux pèlerinages. Ce sont là des services dont la foi mahométane lui a tenu compte. Sans fanatisme, mais sans incrédulité, Méhémet-Ali exprime fidèlement les sentimens de l'Orient, où le fanatisme s'affaiblit, grace aux perpétuelles communications avec l'Europe, et où l'incrédulité ne s'est point encore accréditée, où même elle aura de la peine à s'accréditer, tant l'incrédulité est peu naturelle aux Orientaux!

Avec un pareil pouvoir sur l'esprit de la population musulmane, d'un mot Méhémet-Ali peut exciter une insurrection dans l'Asie-Mineure, et cette insurrection, marchant devant l'armée d'Ibrahim, arrivera avant lui à Constantinople, dont elle lui ouvrira les portes.

Ici se présentent deux obstacles, les Russes et les conseils de la France : les Russes, qui marcheront en Asie-Mineure à la rencontre de l'armée égyptienne; la France, qui a, dit-on, conseillé à Méhémet-Ali de ne point franchir le Taurus.

Quant aux Russes, il y a lieu de douter qu'ils soient fort pressés de s'avancer dans l'Asie-Mineure. Si Constantinople est menacée par Ibrahim, ou si, chose très probable, une révolte éclate à Constantinople, les Russes négligeront-ils de protéger Constantinople par une occupation qu'ils se feront demander? Aimeront-ils mieux aller combattre Ibrahim dans l'Asie-Mineure? Cela est fort douteux. La Russie comprend très bien que dans le traité de Londres, si ce traité doit être exécuté, l'avantage sera à celui qui saura le premier se garnir les mains; car les puissances contractantes, se défiant les unes des autres, seront pressées de prendre un gage, et le meilleur possible. Or, c'est un beau gage que Constantinople, un gage qui assure contre toutes les duperies contenues dans le traité.

Mais supposez que les Russes aillent combattre Ibrahim dans l'Asie-Mineure; sont-ils sûrs du succès? En 1833, après la première guerre de Syrie, quelqu'un demandait à Ibrahim-Pacha s'il avait cru que les Russes dussent venir l'attaquer. « J'étais prêt à les recevoir, répondit Ibrahim; et comme on croyait qu'ils allaient venir, je recevais de toutes les populations turques de l'Asie-Mineure des adresses qui me demandaient des ordres pour ce cas. J'aurais profité de cette bonne disposition. Je ne me serais pas risqué, en commençant surtout, à combattre les Russes en bataille rangée. Je les aurais laissé pénétrer dans le pays; alors j'aurais fait retirer les populations à l'approche de leur armée; je lui aurais coupé les vivres et ôté tout moyen de subsistance. Je l'aurais harcelée avec mes troupes légères et avec les populations qui se seraient toutes insurgées. Nous avions, de cette manière, bonne espérance d'en venir à bout. » Ce qu'Ibrahim voulait faire en 1833, il peut le faire encore en 1840. Les populations musulmanes n'ont pas changé de sentimens à l'égard des Russes, et ceux-ci auraient beau marcher au nom du sultan, personne ne serait la dupe de ce nom. C'est, d'ailleurs, une idée reçue parmi les mahométans que s'allier aux chrétiens pour combattre les mahométans, c'est commettre un sacrilége. La guerre entre mahométans est chose reçue;

mais c'est pécher que d'invoquer, dans de pareilles guerres, l'appui des infidèles.

Ce n'est pas la peur des Russes qui retiendra Ibrahim-Pacha en-deçà du Taurus. Seraient-ce les conseils de la France? Mais pourquoi, en vérité, lui donnerions-nous encore aujourd'hui de pareils conseils? Tant qu'on a pu conserver l'espoir de dénouer la question par une convention faite en commun entre les cinq puissances, ces conseils de modération étaient de saison. Il était juste que la France contînt celui pour qui elle transigeait. Aujourd'hui l'Europe a rejeté l'entremise pacificatrice de la France, et le ministère français ne peut plus avoir aucune illusion, je le suppose, sur la vanité profonde de toutes les espérances de conciliation dont il s'est flatté. Les quatre puissances veulent l'exécution du traité de Londres : eh bien! qu'elles l'exécutent. Pourquoi nous-mêmes nous opposer plus long-temps à ce que la situation enfante tout ce qu'elle porte dans son sein? pourquoi ne pas laisser Ibrahim prendre conseil de sa fortune et de son courage? pourquoi souhaiter qu'il reste en Syrie au milieu des populations insurgées contre lui, au lieu de s'élancer dans l'Asie-Mineure au milieu des populations insurgées pour lui? Méhémet-Ali est désormais le représentant et le champion des musulmans; il est le défenseur de l'islamisme : laissons-lui jouer hardiment sa dernière carte. Tant que nous avons pu négocier, nous avons bien fait de négocier; aujourd'hui les négociations sont finies. Il ne dépend plus de nous d'ajourner la crise; elle est imminente. Pourquoi la craindrions-nous, quand c'est elle seule peut-être qui peut nous sauver, quand les difficultés d'exécution du traité de Londres sont une de nos plus grandes ressources, et que ces difficultés doivent surtout se montrer à l'œuvre? Il est des situations qui ne peuvent être corrigées que si elles sont poussées jusqu'au bout : il est des orages qu'on diminue en les hâtant. Ah! si nous avions à prendre la responsabilité des évènemens, il faudrait peut-être hésiter; mais cette responsabilité, d'autres l'ont prise. Nous sommes, quant à nous, en face de la nécessité, et la nécessité met à l'aise tous ceux qu'elle n'effraie pas.

Saint-Marc Girardin.

# D'UN LIVRE

SUR

# LA SITUATION ACTUELLE

PUBLIÉ EN 1800.

Il y a précisément quarante ans, au mois d'octobre 1800, que parut un écrit très remarquable. C'était l'ouvrage du comte d'Hauterive. Il avait été composé sur des notes données par le premier consul lui-même. Ce livre traitait de la situation de la France à la fin de l'an VIII, c'est-à-dire aux premiers jours de ce siècle où nous vivons. Nous jetterons un coup d'œil sur cet ouvrage important. Ce ne sera pas, nous le croyons, s'occuper de faits et d'évènemens hors de propos.

M. d'Hauterive débutait en traçant la situation politique de l'Europe avant la guerre, et en examinant les causes qui, dès l'origine de la révolution, avaient exalté à un si haut degré la plupart des gouvernemens européens, et attiré à la France une guerre presque générale. C'était à la veille de plus grandes guerres, et long-temps avant la formation d'une nouvelle coalition dont les causes n'existaient pas encore, que M. d'Hauterive se livrait avec sang-froid

à son examen, ne considérant les passions que comme les résultats d'une longue suite d'évènemens, et se plaçant à dessein sur le terrain d'une époque antérieure, afin, disait-il, de dégager la discussion de tout ce qui tient à la susceptibilité, aux ressentimens et à l'amour-propre. Il s'agissait d'éclairer la France et l'Europe prêtes à en venir aux mains, de leur faire connaître les avantages réels qui résulteraient de l'état de paix, et l'écrivain ne pouvait le mieux faire, disait-il encore, qu'en prouvant que dans les dernières et récentes guerres, vaincus ou vainqueurs avaient été également dupes de l'ignorance ou de l'oubli de leurs intérêts.

Il faut dire d'abord, avec M. d'Hauterive, qu'avant la révolution, et comme aujourd'hui peut-être, presque tous les états de l'Europe étaient dans une position contrainte et fausse à l'égard les uns des autres, oppressive et ruineuse à l'égard de leurs sujets. Les rapports politiques n'étaient pas moins indécis, pas moins discordans, pas moins précaires qu'ils ne le sont aujourd'hui.

M. d'Hauterive, qui proposait la paix à l'Europe, et lui en vantait les avantages, au nom de la France et de Bonaparte jeune et vainqueur, remonte à l'établissement du droit public des temps modernes, et le fixe avec justesse à l'époque du traité de Westphalie. Actuellement il faudrait reporter cette époque au traité de Vienne. Toutefois, il se hâte de remarquer, en même temps, que dès la conclusion de ce mémorable traité, les puissances européennes travaillèrent à l'enfreindre, tout en l'invoquant, et que l'autorité de ces lois fut souvent plus théorique qu'effective. Le traité de Vienne n'a pas réglé en réalité le droit public, comme a fait le traité de Westphalie; ses décisions n'auront régné réellement que vingt-cinq ans, au lieu de cent cinquante-deux années que durèrent les actes de 1648, et le monde n'a pas eu, dans cette première et plus courte période, les grandes guerres qui eurent lieu pendant le siècle et demi qui précéda la révolution; mais les infractions n'ont pas été moins fréquentes, et les cabinets se retrouvent, comme alors, aussi gênés, aussi agités par ceux des actes du traité de Vienne, auxquels ils obéissent, que par les violations de quelques autres de ces actes qu'ils ont commises.

Les violations subies par le traité de Westphalie avaient graduellement détruit, en Europe, le système du droit public, au moment de la révolution française; les violations du traité de Vienne ont altéré la constitution donnée à l'Europe en 1815. Et maintenant que la France a tiré avantage, avec justice et mesure toutefois, de ces vio-

lations des autres puissances, celles-ci se trouvent embarrassées de leur propre marche et voudraient revenir en arrière. Nous verrons bientôt s'il en est encore temps. Remarquons seulement qu'en 1813 l'Europe a fait la guerre à notre politique ambitieuse, et qu'aujourd'hui elle la fera, si elle s'y décide, à notre modération.

Je reviens au livre de M. d'Hauterive. Il fait ressortir trois évènemens qui lui semblent propres à jeter le plus grand jour sur l'affaissement général du système politique de l'Europe à l'époque où il se place : la formation d'un nouvel empire au nord de l'Europe, l'élévation de la Prusse au rang des grandes puissances, et l'accroissement général du système maritime et commercial des nations.

Pour la Russie, M. d'Hauterive fait d'abord remarquer que tous les degrés de l'ascendant qu'elle a su prendre en Europe ont été successivement marqués par des atteintes plus ou moins graves portées à la sûreté ou à la puissance d'une grande partie des états qui la composent. Ce n'est que pour indiquer la position que la France aurait pu prendre, seulement depuis dix ans, par l'effet même de cette marche toujours plus marquée de la Russie, que je suivrai M. d'Hauterive dans les développemens qu'il donne à sa pensée.

La Turquie s'est laissé enlever tout, on peut dire, par l'empire russe : la Tartarie, la Crimée, les forteresses de ses provinces méridionales, le domaine maritime de la mer Noire, le commerce de la Perse, la suprématie dans les principautés, et puissions-nous ne pas ajouter bientôt, elle s'est laissé enlever tout, même Constantinople. Pendant ce temps, la Turquie abandonnait la Pologne, la Suède, la France elle-même, qui réclamaient une diversion. D'un autre côté, la Pologne se laissait vaincre, la Suède se voyait enlever la Finlande, une partie de la Poméranie; la Livonie, la Courlande, l'Ingrie, augmentaient le territoire déjà si grand de l'empire. Et qu'a fait la France? Toujours généreuse et désintéressée dans sa conduite, au lieu d'imiter cette politique qui consiste à anéantir les états voisins et de moindre importance, elle a favorisé, dans ces derniers temps, l'établissement du royaume de Grèce, le développement de la vie politique et de l'indépendance en Espagne, appuyé toutes les nationalités souffrantes autant que le permettaient les traités qui la liaient, traités de bonne foi et d'honneur que nous étions destinés à voir enfreindre par les cabinets que ces traités avaient le plus favorisés. Une seule fois la France, obéissant au sentiment de sa sûreté territoriale, a été politique en favorisant la séparation de la Belgique et de la Hollande. Encore, obéissant, comme malgré elle, à ses

instincts d'abnégation, elle a refusé l'adjonction volontaire des provinces belges aux siennes, quand, au milieu des ressources de cet agrandissement, elle eût trouvé Anvers, ce port que Napoléon nommait « une bouche de pistolet sur la gorge de l'Angleterre, » et où flotterait à cette heure notre pavillon!

Passons maintenant avec M. d'Hauterive, à la Prusse.

« La paix de Westphalie, dit-il, avait eu pour objet d'accorder deux intérêts qui, bien qu'ils soient connus sous les dénominations d'intérêt protestant et d'intérêt catholique, ne furent pas moins combinés sur des vues d'indépendance pour les états faibles, et de prépondérance pour les états forts. » — Et sous ce rapport, M. de Hauterive examine les effets de la création d'une puissance nouvelle dans l'empire germanique, puissance protestante, dont l'influence fit bientôt moins rechercher l'intervention de la France dans les démêlés entre les chefs de l'empire et ses membres, ce qui a rendu la France presque étrangère aux affaires intérieures de l'Allemagne, où, on doit le dire, elle ne se mêlait que pour apaiser les différends.

Le traité de Vienne, fait sous l'empire d'autres circonstances, avait un autre but, celui d'accorder des intérêts qui venaient de se former, et qui devaient se trouver en présence bien fréquemment dans la période pacifique qui s'ouvrait alors. Je parle du système constitutionnel et du système absolu. La France s'était déclarée jadis patronne du parti protestant en Allemagne; il était bien naturel et bien plus légitime de se porter comme protectrice des états constitutionnels dans le Nord, et elle avait tout à gagner à faire entrer la Prusse au nombre de ces états. Ces efforts ont-ils été tentés? Je l'ignore; mais de fait, la Prusse s'est placée à la tête d'un parti bien puissant en Allemagne, le parti matériel et commercial. Son association de douanes l'a faite, comme on sait, le point central d'un cercle où sont entrés tous les partis mécontens ou non du déni de garanties politiques de ce gouvernement, vaste cercle où il croit pouvoir braver toutes les influences du dehors, qu'elles s'appuient sur les principes religieux ou sur les idées politiques. M. d'Hauterive peint le grand-électeur, ce prince qui fonda la grandeur de la Prusse, et la prépara à devenir réellement digne du nom de royaume, comme un homme qui affectait de ne songer qu'aux affaires financières et à des théories de tactique militaire assez futiles, tandis que sa maxime était de s'agrandir sans cesse et sans relâche aux dépens des peuples voisins. N'y a-t-il pas quelque chose de semblable dans la politique actuelle de la Prusse, qui semble ne s'occuper que de droits d'entrée et de sortie et d'améliora-

tions de routes, tandis que, surmontant les justes appréhensions que doit lui donner sa situation géographique, elle donne les mains à un traité qui peut tôt ou tard, dans un sens ou dans un autre, selon la chance des batailles, amener un nouveau remaniement de l'Europe.

En se disposant à montrer les conséquences du troisième évènement qu'il a indiqué, l'habile confident des pensées de Napoléon pose un principe qui ne sied qu'à un homme certain de la résolution et du courage de son pays. C'est, à savoir, que le mal produit par des évènemens de la nature de ceux qu'il cite, ne peut être imputé aux gouvernemens qui les ont fait servir aux progrès de leur puissance, et qu'il faut en accuser bien plus la politique des cabinets qui n'ont su ni les apprécier ni les prévoir. Ajoutons toutefois à ce que dit M. d'Hauterive, qu'il ne faut pas se hâter de juger les cabinets, et qu'avant de les accuser, on doit attendre que des circonstances formelles aient donné la clé de leur conduite.

Au moment où une coalition se forma de nouveau contre la France, Bonaparte adressait, par la bouche de M. d'Hauterive, ces paroles aux gouvernemens européens : « La source du mal est dans l'indiscernement des hommes d'état qui ont cru que la force valait mieux que la politique, qui ont pensé qu'il était au-dessous d'eux de réfléchir avant de se décider pour les partis extrêmes, et que la guerre était un plus noble moyen d'agir que les négociations. Ils n'ont écouté que la voix de la défiance, de la jalousie, de la vanité; ils se sont fait une idée monstrueuse de la prééminence de la France; ils ont écouté avec défiance ses conseils, ils ont dédaigné son appui, et quand ils ont vu que, par l'effet de leurs imprudentes combinaisons, des états dont leur imprévoyance avait favorisé l'accroissement, étaient devenus dangereux, ils s'en sont pris à la France... » — Eh bien! ne peut-on pas dire aujourd'hui que les successeurs de ces hommes d'état ont également recouru sans discernement à la force matérielle, dont les effets sont toujours incertains, et qu'ils sont arrivés à la même détermination que leurs prédécesseurs par des motifs tout contraires? Ils ont peut-être aussi écouté la voix de la défiance et de la jalousie; mais en même temps ils ont été mus par l'idée fausse qu'ils se sont faite de la faiblesse de la France, dont leurs agens ont exagéré les divisions intérieures et mal apprécié la conduite prudente et sage.

Jadis, au moins, la France, placée par ses alliances dans une inattaquable position, n'était pas tout-à-fait intéressée, comme le remarque M. d'Hauterive, à l'équilibre, au maintien des rapports existans, et elle agissait en conséquence. Maintenant, au contraire, c'est

la France qui s'est montrée le plus sincèrement préoccupée du maintien de l'équilibre européen, et si elle a recherché l'alliance des gouvernemens qui adoptaient ses principes, elle n'a rien fait pour inquiéter l'existence des autres. Sous certains rapports, on peut dire qu'elle a sacrifié à la paix des ambitions presque légitimes, ou qui l'étaient autant que celle qui pousse la Russie vers Constantinople et l'Angleterre contre l'Égypte. Il est vrai, et je me hâte de le dire, que, dans les derniers temps, la France attendait son avenir de la paix, et un grand, un sûr avenir. Les puissances le savent sans doute; et ce n'est en effet qu'en leur attribuant cette conviction qu'on peut expliquer plausiblement l'espèce d'insouciance et de légèreté qui les porte à livrer leur propre avenir aux chances hasardeuses de la guerre. N'est-ce pas toutefois donner encore, dans ce jeu-là même, quelques chances à la France, que de la laisser mettre de son côté, aux yeux des peuples déjà si agités, la modération, la loyauté et le respect inviolable des engagemens?

Je viens enfin au troisième évènement indiqué par M. d'Hauterive : l'accroissement général des forces maritimes (commerciales ou autres) en Europe.

Le véritable fondateur du système maritime, le véritable auteur des guerres maritimes de l'Europe, on le sait, et M. d'Hauterive le rappelle très bien, ce fut Cromwell. « Considérant, dit-il, la position isolée de l'Angleterre et le caractère à la fois actif et tenace des hommes qui l'habitent, Cromwell conçut l'idée de constituer leur industrie dans un état permanent de contradiction et de guerre avec toutes les industries, et de séparer à jamais leurs intérêts des intérêts de l'Europe. » — Cette idée fut mise en œuvre par le fameux acte *de navigation*, qui fut un coup d'usurpation décisif et hardi sur les droits et les intérêts commerciaux de toutes les nations. Dès-lors, l'Angleterre se trouva en fait, et se crut en droit, maîtresse de la législation générale de la mer; elle y frappa tous les navires de ses injonctions impérieuses, et nous avons vu les prétentions établies par cet acte, maintenues jusqu'à l'issue de la dernière guerre maritime soutenue par la France et quelques autres nations du continent contre l'Angleterre, donner lieu à des actes d'hostilité et à des représailles de la part des nations neutres. Les principes politiques professés par l'Angleterre à l'égard des autres peuples changent même si peu, que, si pareille guerre éclatait de nouveau, nous verrions ces doctrines reparaître, et des difficultés s'élever avec les états alliés à elle ou avec les états neutres, sur la question du pavillon, question tant

controversée, mais toujours inébranlablement maintenue par l'Angleterre dans le sens que lui donnent la situation et les nécessités particulières de ce pays. Les États-Unis de l'Amérique septentrionale surtout, malgré tous les efforts que fait depuis vingt ans leur gouvernement pour isoler sa politique, ne pourraient assister long-temps, sans y prendre part, à une lutte où l'Angleterre voudrait faire dominer ses principes en matière maritime, et l'Angleterre n'y manquera pas. L'acte de navigation eut un second résultat, que M. d'Hauterive signalait, il y a quarante ans, avec sa sagacité habituelle : l'alliance indissoluble de la puissance de l'état et de l'intérêt commercial de la nation anglaise. De là cette application du gouvernement anglais, cette nécessité qu'il éprouve de découvrir, de favoriser tout ce qui peut étendre les relations de l'industrie anglaise; cette habitude violente de se ruer contre tout ce qui les entrave ou les menace pour l'avenir, et ce besoin constant de s'ouvrir de nouveaux débouchés, de nouvelles routes commerciales. Rien n'a changé depuis le temps où M. d'Hauterive signalait ces résultats du grand acte de Cromwell; cette tendance, ces vues, cette ardeur commandée par la nécessité, sont restées les mêmes. En jetant ses regards en arrière de lui et sur les évènemens de son temps, M. d'Hauterive voyait l'Angleterre luttant à l'extrémité méridionale de l'Asie pour donner un débouché grand comme l'Europe à son négoce, combattant la France du temps de M. de la Bourdonnaye et de Dupleix, chassant les Portugais de l'Inde pour écarter tous les concurrens, explorant déjà la partie orientale de l'Asie, dépouillant au sud de l'Afrique les Hollandais de leur plus belle colonie, soulevant au nord de cette partie du monde les puissances barbaresques contre nous, s'avançant avec hardiesse en Amérique, et se présentant partout en Europe un traité de commerce dans une main, en montrant de l'autre les batteries de ses vaisseaux de guerre! Depuis, l'Angleterre s'est encore affermie dans toutes ses possessions; mais plus elle les a étendues, plus les besoins de son commerce lui ont commandé d'élargir le cercle, et nous la voyons aujourd'hui faire remonter l'Indus par ses flottes, assiéger toutes les places des côtes du golfe Persique, se préparer à couvrir l'Euphrate de ses bateaux à vapeur, convoiter Bassorah, courir jusqu'à la Chine, et remettre tout en question pour s'assurer la libre domination de la mer Rouge. Sans doute c'est là une grande et magnifique suite d'efforts, et on ne peut refuser son admiration à l'enchaînement d'idées patriotiques, à la ténacité qui se perpétue de la sorte; mais tout en appréciant la grandeur des résultats qui découlent de ces causes, on ne peut s'em-

pêcher de penser que cette fois l'Angleterre pourrait bien avoir dépassé le but. A moins toutefois que, fidèle à ses principes et décidée à ne renoncer en rien aux traditions successionnelles de sa politique, elle ne soit déjà résolue, l'Égypte une fois conquise, de soutenir dans peu d'années une lutte terrible avec la Russie pour la suprématie dans l'Asie centrale et la possession de Constantinople! Je ne parle pas de la France, qui aurait certes un rôle important à jouer dans ces débats, où l'Angleterre nous aurait fait entrer bien malgré nous, et dans des vues bien différentes de celles que nous avaient fait adopter depuis dix ans notre politique et nos penchans.

N'allons pas trop loin nous-mêmes toutefois. On dit aujourd'hui : Lord Palmerston a voulu insulter la France. Nullement : il n'a pas plus voulu nous insulter que le gouvernement de son pays ne voulait insulter le nôtre quand il se jeta, au commencement de ce siècle, dans les aventures d'une guerre qui eût peut-être amené des chances bien différentes sans le goût immodéré de Napoléon pour les conquêtes. En matière de commerce, on rivalise, on nuit de son mieux à son concurrent, mais il n'y a jamais insulte; et les affaires politiques de l'Angleterre ne sont en tout temps que des actes mercantiles, que des questions d'argent. Qui sait si de mauvais vouloirs, encore indécis et flottans, n'ont pas pris librement leur cours le jour où la banque de Londres s'est vue dans sa détresse forcée de venir à la banque de France, qui a accueilli sa demande si fraternellement?

En 1800, quand M. d'Hauterive cherchait à s'expliquer les causes et la nature de la guerre, il avait reconnu les unes dans un état de choses à peu près semblable à celui où nous nous trouvons; et quant à la nature de la guerre, il en expliquait ainsi les motifs: — « La guerre a été irréfléchie, parce qu'elle était un résultat forcé de la position incertaine et fausse des états de l'Europe; elle a été générale, parce que les mêmes causes agissaient de la même manière; elle a été violente, parce que tous les gouvernemens étaient, sous les rapports administratifs, militaires et politiques, dans une attitude également contrainte; elle n'a eu aucune uniformité de direction, parce qu'elle ne pouvait avoir d'objet commun (et en effet, dirai-je ici en appliquant à ce qui se passe la pensée de M. d'Hauterive, en effet, la crainte des idées constitutionnelles et le désir de les étouffer pour les remplacer par le despotisme, ne peuvent être à la fois la pensée et le but de l'Angleterre comme de la Russie); enfin, la guerre devait être difficile à terminer, ajoutait M. d'Hauterive, parce que nul motif tiré d'un intérêt général, nul principe de droit public

n'avait présidé à son entreprise. » — Et que serait la guerre en 1840? Aurait-elle un autre caractère? Supposant même que les peuples restassent passifs, et se fissent une loi de n'entraver en rien les projets des trônes et des cabinets, quel but atteindrait-on? La guerre, si elle a lieu, la guerre sera l'effet répété de ces causes nées, comme jadis, de l'imprévoyance des gouvernemens, des embarras intérieurs auxquels ils ne savaient comment porter remède; incurie, ignorance, irréflexion, qui, il faut bien le dire, se manifestent hautement à l'égard de la question d'Orient dans les deux cabinets de qui l'Europe a reçu l'impulsion fatale qu'elle éprouve en ce moment.

Qu'on vienne maintenant nous dire que les dispositions hostiles des cabinets tiennent à l'avénement et à l'existence de tel ou tel ministère! Le mouvement hostile actuel éclate des choses elles-mêmes, aucun ministère ne l'a provoqué; il vient de l'Angleterre, de ses inquiétudes commerciales, de son peu de confiance dans sa situation intérieure. Or, il n'est pas de ministère français, à quelque parti qu'il appartînt, qui voulût, je le suppose du moins, apaiser ces inquiétudes en abandonnant les intérêts les plus impérieux de la France.

Là gît surtout le principe de la discorde, et il ne reste au gouvernement, à qui se trouve confié le soin de ces intérêts, qu'à se préparer à les soutenir. S'il peut éviter honorablement de les défendre par les armes, il n'aura pas dévié de son devoir, car la France n'a pas encore été mise dans la nécessité absolue d'y recourir. Elle n'a pu faire dominer son opinion dans les conseils européens, mais ce n'est pas là subir une insulte. Elle se trouve exclue de la participation d'un traité qui touche des questions dont la solution ne peut, ne doit avoir lieu sans elle; qu'elle proteste, et, si les choses vont plus loin, qu'elle agisse. Nous serons les premiers à le demander, et à proclamer cette vérité politique que Napoléon, alors chef d'un peuple libre, dictait, il y a quarante ans, à M. d'Hauterive : « Tout peuple qui tolère une injure, mérite de plus grands reproches que celui même qui serait coupable d'une injuste agression. »

La situation du gouvernement est au moins singulière. On l'accuse de réprimer l'émeute au moment où il devrait, dit-on, s'occuper uniquement des grandes affaires qu'il a dans nos ports et à nos frontières, comme si l'ordre intérieur n'était pas la première condition de la force. On l'accuse en même temps d'inertie, parce qu'il assiste au drame qui commence seulement, en spectateur actif et intéressé à en prévoir la marche, tout en s'occupant d'augmenter nos forces de terre, de doubler le nombre de nos vaisseaux, de fondre des canons,

de compléter notre cavalerie, de remplir nos arsenaux et de fortifier nos villes. Si le ministère faisait plus, ne dirait-on pas avec raison qu'il va au-devant de la guerre, ou qu'il obéit à sa destinée, à sa nature, qui sont de l'amener?

Que faire donc? Courir en Orient? Mais nos vaisseaux croisent dans la Méditerranée et protégent nos intérêts. Y guerroyer? Mais pourquoi si loin? L'Océan, au besoin, serait plus près de nous, et les côtes de l'Irlande, où souffrent, la rage dans le cœur, cinq millions de catholiques, sont moins éloignées que les eaux de l'Égypte. En se réservant pour des actes plus décisifs, on aurait en même temps les avantages de la circonspection et de la prudence, et, le cas échéant malgré elle, malgré ses efforts pour réparer le mal qu'elle n'a pas fait, la France n'aurait pas besoin de lancer bien loin sa flotte et ses soldats pour rencontrer ceux qui se seraient fait un jeu de quitter le rôle d'amis pour prendre celui de ses plus actifs adversaires. Quant à l'Autriche et à la Prusse, la Russie se chargerait bientôt de nous venger; le repentir les attendrait, l'une dans les principautés et l'autre dans ses provinces du nord, comme aussi l'Angleterre, qui trouvera à Constantinople, occupée par les troupes russes, la récompense de sa fidélité aux alliances et de son respect pour les engagemens!

A ceux qui voudraient voir le gouvernement prendre l'initiative, et se jeter avec brutalité au milieu des évènemens, on peut demander s'ils se sont bien rendu compte de la situation de la France et des désirs qu'elle doit avoir. Que veut-elle? Ne pas être isolée; mais on ne se donne pas des alliés à coups de canon. Ce que la France peut se proposer dans ses desseins, c'est qu'on ne remanie pas l'Europe sans elle, et ce serait la remanier en effet que d'ajouter à la force de deux puissances européennes la force que leur donnerait la possession de l'Égypte et de l'Asie mineure. Ce qu'elle peut vouloir, c'est que le *statu quo* soit respecté, que nulle intervention n'ait lieu, fût-elle déguisée par le pavillon ottoman, avant que les cinq grandes puissances soient parvenues à s'entendre. Eh quoi! après deux guerres funestes, après les désastres de la campagne de Russie, après l'envahissement de notre territoire, il ne s'est pas trouvé un seul homme d'état, même parmi les plus acharnés contre nous, qui osât nous exclure des conseils de l'Europe qui s'ouvraient à Vienne, et en 1840 on voudrait en écarter la France, quand on y traite d'intérêts brûlans pour elle, ou passer outre sans l'écouter, si on l'y admet? La France s'est-elle donc, par hasard, plus affaiblie, aux yeux des puissances, en vingt-cinq ans de paix, qu'elle n'avait fait en vingt-

cinq années de sanglantes guerres? S'il en est ainsi, le cas n'est plus douteux : il faut se réhabiliter.

Quelques puissances disent, il est vrai : Nous avons assisté paisiblement au siége d'Anvers et à l'expédition d'Ancône. — Mais Ancône fut occupé du consentement de l'Europe, ou du moins en vertu du principe de non-intervention, qu'elle ne contestait pas ouvertement. Et qu'est Anvers, d'ailleurs, près de Constantinople et d'Alexandrie? Anvers ne concernait que l'Angleterre, et l'Angleterre coopérait avec nous. La Belgique n'était-elle pas reconnue par les puissances, son territoire délimité d'un commun accord? La France n'avait-elle pas donné des garanties de son désintéressement en refusant la souveraineté de ce pays pour elle d'abord, puis pour un des fils de son roi? Et cette modération, la France en donnait l'exemple à des puissances qui avaient presque toutes des envahissemens à se reprocher depuis l'époque des arrangemens de Vienne!

Après tout, il est superflu de tant discourir. La liberté s'acquiert par le sang, les conquêtes aussi. La France a payé généreusement et avec héroïsme ces deux dettes. Il paraît que la prospérité intérieure, le développement progressif de la civilisation, les améliorations de la vie sociale doivent s'acheter non moins chèrement. Eh bien! si on nous y force, acquittons-nous de cette dernière obligation; conduisons encore, s'il le faut, si l'Europe le veut, notre belle génération sur les champs de bataille; semons-y nos trésors. Il y a cinquante ans, l'Europe nous a vendu bien cher la liberté; elle nous a fait payer à plus haut prix encore les conquêtes de Napoléon; si elle veut nous imposer une autre rançon, ne marchandons pas avec elle. Depuis huit cents ans que la France se montre dans les combats, elle ne s'y sera jamais avancée pour une cause plus juste et qui intéresse autant tous les peuples, car notre prospérité n'est pas incompatible avec la prospérité de nos voisins et de nos alliés, comme est celle de l'Angleterre. Ajoutons que notre liberté, entourée de garanties d'ordre, est un bien commun à l'Europe. Nous en avons seulement le dépôt, et ce n'est peut-être que pour porter la main sur ce dépôt que quelques cabinets ont signé le traité de Londres, où les intérêts mal compris de deux ou trois trônes ont été préférés au bonheur des nations.

****

# POLITIQUE EXTÉRIEURE.

## L'ESPAGNE.[1]

La lutte prévue est engagée en Espagne, et pour le moment les apparences sont toutes contre la monarchie constitutionnelle. Ce n'est pas la première fois que cette monarchie paraît sur le point de s'abîmer, et elle a toujours survécu. Lors de l'insurrection des juntes contre M. de Toreno, lors des évènemens de la Granja, et, plus récemment encore, lors des scènes de Barcelone, on aurait dit, comme aujourd'hui, que l'anarchie triomphait. Qu'en est-il résulté? et que résultera-t-il du nouveau mouvement qui semble mettre en péril l'existence même d'un gouvernement en Espagne?

Les exaltés et les modérés espagnols n'ont pas changé. Les exaltés sont toujours ce parti ardent, audacieux, bruyant, mais peu nombreux, qui excelle à faire un coup de main, mais qui ne sait pas, qui ne peut pas organiser sa victoire, parce qu'il rencontre une résistance invincible, quoique passive, dans les mœurs du pays. Les modérés sont toujours ce parti considérable, puissant, mais timide, qui laisse passer sans opposition le premier choc de l'insurrection, et qui reprend ensuite peu à peu ses avantages, comme l'eau d'un lac reprend son niveau après que la chute d'un rocher l'a facilement troublée dans ses profondeurs.

(1) Voyez les dernières livraisons.

Il est sans doute fâcheux, très fâcheux, que les modérés soient ainsi, mais il paraît que c'est là leur nature. Il faut en prendre son parti. On aurait cru que l'expérience répétée de l'impuissance de leurs adversaires aurait dû leur donner un peu d'énergie. Ils n'en ont pas plus montré cette fois que dans les crises précédentes. Au premier bruit qui se fait dans la rue, ils se cachent et attendent. Ils ont peut-être raison d'en agir ainsi, car ils finissent toujours par reparaître; toutefois on aimerait à leur voir plus d'initiative et de fermeté. La reine Christine est la seule qui reste sur la brèche jusqu'au bout, et qui ne cède qu'au dernier moment; ce courage isolé n'en est que plus admirable.

Quoi qu'il en soit, que les modérés aient bien ou mal fait d'avoir recours à leur système habituel de prudence et de temporisation, on peut induire du passé ce qui aura lieu dans l'avenir, et présumer que le soulèvement actuel des exaltés finira comme les autres. Nous serions bien trompés s'il en était autrement. Déjà quelques symptômes d'atténuation commencent à se manifester; les plus animés parlent de transaction. Attendons la fin. La monarchie constitutionnelle est plus forte en réalité qu'elle n'a paru l'être dans tout ce tumulte; nous verrions la reine captive des révoltés ou obligée de quitter momentanément le territoire de la Péninsule, que nous croirions encore à son triomphe définitif.

Ce qui se passe en ce moment ne prouve que ce qu'on savait déjà, c'est-à-dire que l'établissement d'un gouvernement régulier en Espagne a contre lui, par des motifs différens, la confédération des municipalités, les sociétés secrètes et Espartero. Nous ne sommes pas de ceux qui ont pu espérer que le duc de la Victoire rentrerait dans le devoir. L'orgueilleux triomphateur peut hésiter quelquefois quand sa vieille loyauté se réveille et lui montre tout le mal qu'il fait à son pays; mais l'habitude de la dictature reprend bientôt son ascendant et le pousse encore plus loin dans la voie où il est entré. Il n'est pas étonnant qu'il y ait fait un pas de plus; l'autorité illimitée qu'il exerce et qu'il veut garder est incompatible désormais avec toute organisation politique.

Quant aux municipalités, elles sont très peu d'accord au fond avec Espartero; mais il est tout naturel qu'elles conspirent avec lui contre l'autorité centrale, qui est l'ennemi commun. Le pouvoir des municipalités, tel qu'il est établi par la constitution de 1812, est immense; ce sont elles qui perçoivent les impôts, elles qui disposent sans contrôle de la garde nationale, elles qui dressent et remanient

à leur gré les listes électorales. Chaque ville est en ce moment une république indépendante. On conçoit que ceux qui sont en possession d'un pouvoir aussi exorbitant ne veuillent pas le laisser échapper, et qu'ils fassent de grands efforts pour le retenir; et cependant il est bien évident que ce pouvoir n'est pas plus conciliable avec un ordre politique quelconque, que le despotisme d'un général victorieux.

Enfin on savait très bien que les sociétés secrètes s'agitaient contre la reine Christine et contre le pouvoir royal. Les sociétés secrètes sont en Espagne ce qu'elles sont partout, révolutionnaires jusqu'à la folie. Ce qu'elles veulent, ce n'est certainement ni l'absolutisme militaire, ni l'absolutisme municipal, mais le bouleversement de la société constituée, l'égalité républicaine, quelque chose comme la terreur de 93 et le comité de salut public. Livré à lui-même, cet esprit ultra-révolutionnaire a très peu de crédit en Espagne; mais en s'unissant aux élémens de désorganisation qui abondent dans ce pays, il peut faire un moment illusion. C'est ce qu'il a fait, c'est ce qu'il devait faire.

Il n'y a donc rien de nouveau, rien d'inattendu dans le mouvement actuel de l'Espagne; la conclusion est la même après qu'avant. Les forces coalisées contre la monarchie constitutionnelle peuvent jeter beaucoup de désordre dans un moment donné, car l'Espagne est toujours prête pour le désordre; elles ne peuvent rien établir de durable : il faudra toujours en revenir à ce qui est. Il n'y a pas la moindre unité dans les trois principes de la révolte. Si, par malheur, ils arrivaient à triompher de la royauté, l'Espagne serait plongée dans le plus effroyable chaos qu'elle ait encore vu; une lutte terrible s'établirait entre les vainqueurs, et il serait impossible de prévoir le terme des maux que cette lutte entraînerait.

Jamais, quoi qu'elles fassent, les sociétés secrètes ne seront maîtresses de l'Espagne. Leurs doctrines font horreur à cette nation monarchique. Dans chacun de ces mouvemens populaires qui s'accomplissent en Espagne avec une si déplorable facilité, l'esprit révolutionnaire a toujours été le moteur secret; mais dès qu'il a voulu se montrer au grand jour, il a été réprimé. Le rêve du comité de salut public, souvent essayé, n'a jamais pu se réaliser. Cette fois encore, il vient de montrer son impuissance. Un journal qui avait un titre accommodé à son but, *l'Ouragan*, a trahi la pensée des meneurs en exposant naïvement un plan de rénovation et de violence anarchique renouvelé de la convention. Le mouvement de dégoût et de répulsion a été si général dans la garde nationale de Madrid, que l'auto-

rité insurrectionnelle a été obligée de faire saisir *l'Ouragan*. Voilà les sociétés secrètes déjà vaincues sans avoir combattu.

Il est vrai que la junte n'en essaie pas moins de suivre de loin le programme, mais avec de tels tempéramens qu'il cesse d'être lui-même. En pareille matière, il faut tout ou rien; on n'est pas persécuteur à demi. La junte porte peine de mort contre beaucoup de gens, mais elle n'a encore tué personne; elle ordonne des levées en masse de dix-huit à quarante ans, et procède à des destitutions générales, mais le pays n'a guère l'air de prendre tout ce fracas au sérieux. Nous ne disons pas que le parti représenté par *l'Ouragan* n'essaiera pas de reprendre la direction du mouvement et de remettre l'énergie en vigueur; mais s'il réussit un moment, il effraiera, il repoussera encore une fois tout le monde; et s'il ne réussit pas, la révolution sera de plus en plus ce qu'elle est, c'est-à-dire si bénigne, malgré le bruit qu'elle fait, qu'elle cessera d'être une révolution et qu'on se permettra de se moquer d'elle.

Les municipalités sont plus fortes que les sociétés secrètes, elles ont de bien plus profondes racines dans le caractère national, et cependant elles ne sont pas plus destinées à vaincre. Les communes de Castille ont beau faire, elles ne se relèveront jamais de la bataille de Villalar. Il n'est pas vrai d'ailleurs que les *ayuntamientos* qui se révoltent en ce moment soient les vieilles communes d'Espagne; ce sont les communes révolutionnaires telles qu'elles ont été organisées par la constitution de 1812; elles n'ont de leurs devancières que le nom et l'apparence. Les provinces du nord, qui sont les vraies gardiennes des antiques libertés espagnoles, ne s'y sont pas trompées; elles ont repoussé le mouvement, comme toute l'Espagne le repoussera dès qu'elle en aura bien démêlé le véritable caractère.

Pour se donner du crédit, les premiers fauteurs de l'insurrection ont prononcé un mot qui aura toujours beaucoup de faveur en Espagne; ce mot est celui de *fédération*. Malheureusement pour eux, c'est un mensonge dans leur bouche. Ils ne peuvent pas plus vouloir d'une organisation fédérative que la convention n'en a voulu. L'esprit municipal et provincial est pour eux un moyen et non un but. Ils s'en servent pour détruire; ils ne s'en serviraient pas pour reconstituer. Il n'y a de fédération possible en Espagne qu'à la condition d'une autorité royale très forte et très respectée. C'est ce que tous les Espagnols savent parfaitement, et voilà pourquoi la conspiration antimonarchique ne pourra pas se cacher long-temps sous le manteau

de la vieille Espagne. Le véritable esprit municipal et provincial lui est antipathique.

Cela est possible, dira-t-on peut-être, mais d'où vient alors que le mouvement actuel des municipalités ait tous les caractères d'une manifestation nationale? A cela nous répondrons d'abord qu'il faut être très sobre de ces mots: *nation*, *national*, quand il s'agit de l'Espagne. De tous les mots nouveaux importés dans ce pays par l'invasion des idées françaises, le mot de *nation* est de ceux qu'il comprend le moins. Quand Ferdinand VII reprit l'exercice absolu de l'autorité royale, après les cortès de 1820 qui avaient beaucoup parlé d'institutions nationales, le peuple de Madrid criait en même temps: *viva el rey netto!* vive le roi tout court! et *muera la nacion!* meure la nation! Nous ne donnons pas ce cri étrange pour l'expression définitive des idées en Espagne, mais il peut mettre sur la voie de la vérité.

Ce qu'on appelle, dans la langue politique, la nation, n'apparaît aujourd'hui que très rarement en Espagne. Ce pays est si profondément divisé, ou plutôt il est si indécis, si sceptique en tout ce qui touche la politique, qu'un mouvement franchement national y est encore pour long-temps à peu près impossible. En revanche, rien n'est plus aisé que de s'en donner les apparences; l'inertie générale y sert merveilleusement. Il ne faut donc pas prendre au pied de la lettre tout ce qui se dit en ce genre; la langue du pays abonde en mots ironiques pour désigner ce qui paraît être et ce qui n'est pas.

L'importance de la *glorieuse* révolution du 1er septembre à Madrid se réduit beaucoup pour quiconque sait ce qu'est en général une émeute espagnole. Il est arrivé mille fois, depuis que la Péninsule est en travail d'une réorganisation politique, qu'une municipalité s'est réunie à l'insu de toute la ville, et qu'elle a rédigé une proclamation portant que l'on cesserait d'obéir au gouvernement. Le public n'est averti de ce qui se passe qu'en voyant afficher la proclamation, et en entendant le coup de tambour qui réunit la milice. Le premier mouvement d'un Espagnol qui est appelé par une autorité quelconque, c'est d'obéir. La milice obéit machinalement, et le journal du lieu célèbre en style pindarique le soulèvement héroïque de la population.

Les citoyens d'une ville espagnole connaissent à peine le gouvernement central; il ne peut leur répugner beaucoup de se prononcer contre lui. Le pouvoir qu'ils connaissent le plus, parce qu'il

est plus près d'eux, c'est celui de la municipalité. Ils ont d'ailleurs entendu dire qu'ils étaient libres, et pour quiconque n'a pas approfondi la notion si complexe de la liberté moderne, être libre, c'est avoir le droit de faire du bruit dans la rue. Le plus grand soin de tous en pareil cas, c'est d'éviter l'effusion du sang. A quoi bon des Espagnols se tueraient-ils entre eux pour des questions politiques qu'ils ne comprennent pas parfaitement? L'émeute prend bien garde à ne se montrer que lorsqu'elle est sûre de ne pas trouver de résistance; de son côté, la résistance disparaît et fraternise avec l'émeute. Si quelques coups de feu sont échangés dans le premier désordre, on ne manque pas de vous dire, comme on l'a fait pour ce qui s'est passé à Madrid entre l'escorte du général Aldama et un poste de milice, que c'est l'effet d'un *malentendu*.

Le 1er septembre, un voyageur français se promenait dans Madrid. Étonné de l'appareil militaire qui remplissait les rues, et de l'air fort peu animé des miliciens sous les armes, il s'approcha de plusieurs groupes pour demander ce qu'il y avait: *Nada*, rien, lui répondaient les miliciens en fumant leurs cigarettes avec cet inimitable sang-froid espagnol qui sert de correctif à l'exagération nationale. Pas un cri n'était proféré; personne à peu près ne savait de quoi il était question, et ce que voulait le corps municipal. Une petite pluie survint; chacun laissa son fusil et courut s'abriter de son mieux sous les portes en maudissant son service; il n'y avait en belle humeur que les *manolas* ou grisettes de Madrid, pour qui une émeute est un jour de fête, et qui agaçaient les miliciens de bonnes grosses plaisanteries à l'espagnole.

Les autorités de Madrid n'ont fait aucune résistance. Le chef politique ou préfet s'est laissé prendre dès les premiers momens; il s'est porté avec sept ou huit hommes au milieu d'un rassemblement dirigé par le premier alcade, qui l'a fait prisonnier. Quant au capitaine-général, c'est un homme de cœur, mais qui a promptement perdu la tête. Il avait plus de forces qu'il n'en fallait pour contenir l'émeute, mais il a manqué le bon moment; il a laissé cinq heures entières à la milice pour occuper les positions les plus militaires. Or, en Espagne encore plus que partout ailleurs, quand les chefs manquent, tout manque à la fois. Dès que le chef politique a été annulé, il n'y a plus eu de gouvernement; dès que le capitaine-général s'est replié sur le Retiro, il n'y a plus eu d'organisation militaire.

La garde nationale de Madrid se compose de huit bataillons, sans compter la cavalerie, en tout environ neuf mille hommes. Les exaltés

sont en majorité dans trois bataillons seulement; les autres sont modérés. N'importe : tous ont pris part au mouvement; la garde nationale en Espagne ne comprime pas l'émeute, elle la fait elle-même pour en être maîtresse; c'est un autre moyen d'aborder la difficulté. Elle a tort, sans doute, mais ce peuple est ainsi fait. On peut être sûr qu'une révolution qui a de pareils instrumens n'ira pas loin. Quand ce sont des bourgeois qui font le tapage, il n'est pas bien grave. Avec de telles habitudes, on n'a pas d'ordre durable, mais le désordre n'est pas sérieux.

On voit que le *pronunciamento* qui vient d'avoir lieu, est loin d'être aussi significatif qu'il en a l'air. Quant à son étendue, elle a été aussi exagérée; il a été comprimé à Murcie, Séville, Cordoue, Valladolid; dans la moitié de l'Espagne, il n'a pas même été tenté; il n'embrasse réellement jusqu'ici que Madrid, Barcelone, Sarragosse, Cadix et les petites villes qui dépendent de ces capitales progressistes. S'étendra-t-il encore? c'est ce qui est probable, car l'intérêt des corps municipaux est le même partout; mais c'est déjà un fait important qu'il n'ait pas partout réussi, qu'il n'ait pas été partout essayé. Sans la défection d'une partie de l'armée, ce ne serait rien, et ceci nous ramène au véritable mal, au danger réel de la situation, qui n'est ni dans les sociétés ni dans les municipalités, mais dans l'armée.

Le duc de la Victoire portera dans l'histoire une des plus grandes responsabilités qui ait jamais pesé sur la tête d'un homme. Il ne faut pas se lasser de le dire : s'il s'était entendu à Barcelone avec la reine régente, la question intérieure était résolue; l'Espagne avait un gouvernement. La reine Christine a tout fait pour satisfaire son ambition; elle l'a comblé de titres et d'honneurs, elle est venue le trouver à son quartier-général avec sa fille, elle s'est confiée à lui sans défense, malgré les représentations de tous ses conseillers, et il a indignement répondu à toutes ces prévenances. Cette femme qui venait si généreusement se mettre entre ses mains, pourquoi l'a-t-il laissé insulter par le premier venu? cette reine qui venait lui demander de protéger son trône et la constitution de son pays, pourquoi a-t-il voulu la forcer à avilir sa couronne par un outrage public aux deux chambres et une violation manifeste de la loi?

C'est la prétention inconstitutionnelle d'Espartero qui est la difficulté unique. Si cette prétention n'existait pas, si le héros de Bergara et de Morella avait consenti à être le premier sujet de la couronne et de la constitution, tout était dit; ce pays, que la guerre civile paraît sur le point d'embraser, serait maintenant dans la paix

la plus profonde. Cette loi des municipalités, qu'on repousse avec tant d'emportement, serait exécutée sans conteste. Tant qu'on a pu croire à Madrid que le chef de l'armée ferait respecter l'autorité, les ennemis de l'ordre n'ont pas bougé. La loi a été discutée et votée tranquillement; les orateurs de l'opposition ont reconnu eux-mêmes son utilité. Ce n'est que lorsque le duc de la Victoire a voulu s'arroger le pouvoir suprême que les soulèvemens ont commencé.

On a dit sans doute que la reine aurait dû céder à Espartero, mais c'est là une de ces erreurs de bonne foi qui font plus de mal aux empires que toutes les violences des partis ardens. Dès le jour où la reine cédera à Espartero, et ce jour est peut-être arrivé si la reine suit des conseils funestes, la monarchie constitutionnelle sera suspendue; le despotisme militaire l'aura remplacée. Même alors, il est vrai, nous ne désespérerions pas du salut de la monarchie et de la liberté; mais ce serait le plus grand malheur qui leur pût arriver. Quelque court que doive être le règne de la force, il ne peut jamais être accepté comme l'état régulier de la société par ceux qui sont les dépositaires du droit. En livrant le dépôt qu'ils sont chargés de garder, ils lui laissent faire une blessure plus profonde que s'ils devaient le défendre sans succès, et la perturbation qui en résulte est bien plus radicale, en ce qu'elle ôte à l'attentat son caractère et tend à confondre le juste et l'injuste, le bien et le mal.

Tant qu'il restera autour de la reine un soldat fidèle, elle doit résister; quand même elle serait abandonnée de tous, elle doit résister encore. La révocation d'une sanction donnée à une loi votée par les deux chambres est un acte tellement monstrueux, qu'il ne peut s'accomplir sans tout détruire. Si l'Espagne doit passer sous le joug militaire, il faut que ce joug soit vu dans toute sa nudité, et non déguisé sous la pourpre déchirée du trône. Si la reine résiste, le duc de la Victoire devra se porter à des extrémités qui le feront peut-être reculer, irrésolu comme il est. Dans tous les cas, il faudra qu'il compte alors avec les sociétés secrètes et les municipalités qui conspirent niaisement aujourd'hui à lui donner l'autorité absolue, et qu'il trouvera en face de lui dès qu'il ne sera plus leur complice, mais leur maître.

Avec le concours de l'autorité royale, il viendrait aisément à bout de ses ennemis; sans ce concours, il serait bientôt dévoré par eux. Les sociétés secrètes sont déjà fort peu satisfaites de ses hésitations et de ses ménagemens; il est condamné dans leurs conciliabules tout en étant prôné dans leurs publications. Quant aux municipalités, il s'est

fait avec elles plus d'une affaire. Lorsqu'arriva à Barcelone l'invitation de la municipalité séditieuse de Madrid, il fit appeler le président de l'ayuntamiento, et l'engagea à ne pas prêter les mains à ce que l'exemple de la capitale fût suivi; le président ayant insisté, Espartero lui tourna le dos et rentra dans son cabinet sans le saluer. Plus récemment, il a réprimandé Zurbano pour avoir permis à Lerida de faire son mouvement, et il lui a prescrit d'y rétablir les autorités qui avaient été déposées. Tout cela lui serait compté dans l'occasion.

Pendant qu'il rencontrerait des obstacles dans les élémens révolutionnaires de l'Espagne, il en trouverait d'un autre genre dans les élémens conservateurs du pays. Il faut espérer que les modérés se réveilleraient enfin alors, ou que, s'ils sont décidément incapables de tout mouvement actif, ils se renfermeraient au moins de plus en plus dans cette protestation passive, qui est leur plus grande force. La garde nationale n'irait plus sans doute grossir les rangs de l'insurrection, quand il serait bien avéré qu'il ne s'agirait de rien moins que de substituer un dictateur éperonné à la royauté constitutionnelle. C'est la protestation de la garde nationale de Madrid qui a étouffé la voix de *l'Ouragan* divulgant avant l'heure les projets des clubs; cette protestation, quelque sourde qu'elle fût d'abord, grossirait bientôt assez contre l'usurpation d'Espartero pour ébranler l'armée elle-même.

Une partie de l'armée s'est réunie à Madrid à la garde nationale, comme la garde nationale s'était réunie à la municipalité. Ces troupes, dont la plupart se plaignent aujourd'hui d'avoir été trompées, n'ont fraternisé avec les révoltés que parce qu'elles croyaient l'autorité royale hors de la question. Du jour où leur chef sera obligé de marcher ouvertement contre la reine, beaucoup le quitteront. Quelques-uns de ses lieutenans se sont déjà déclarés contre lui; d'autres suivront. On pourrait même aller chercher à Gibraltar, pour le lui opposer, un de ces généraux qu'il a persécutés et réduits à quitter l'Espagne, Narvaez. L'instrument de sa puissance une fois brisé entre ses mains, que lui restera-t-il? Est-il doué d'un de ces génies puissans qui conjurent la fortune et luttent seuls contre tous? Qu'on le demande à Linage lui-même.

Ce n'est donc pas la reine qui doit craindre, c'est Espartero. Pourquoi céder alors? Pourquoi renoncer à son droit? Pourquoi déserter la cause constitutionnelle? Tout n'est pas encore perdu, Dieu merci. Indépendamment des points d'appui qu'elle a eus jusqu'ici, la reine en a un nouveau dont nous n'avons pas encore parlé et qui est puis-

sant, c'est celui des carlistes ralliés. Les carlistes ralliés sont une des plus fermes espérances de la royauté constitutionnelle en Espagne; depuis qu'ils ont compris combien le triomphe de l'absolutisme aveugle de don Carlos serait désormais funeste, ils se sont franchement attachés à la jeune Isabelle. C'est dans les provinces basques surtout que cet esprit domine. Ces généreuses provinces ont protesté contre le mouvement de Madrid : sur quelques points, on a proposé de marcher contre la capitale. La reine Christine et sa fille y trouveraient au besoin un asile inviolable, et les plus grands ennemis d'Espartero seraient ceux qu'il a gagnés lui-même à l'Espagne nouvelle par la convention de Bergara.

Quant à nous, Français, nous devons désirer pour plus d'un motif que la reine résiste et l'emporte. Il y a entre le soulèvement qui la poursuit et la situation actuelle de la France en Europe une singulière coïncidence. La véritable cause de ce redoublement de passion, ce n'est pas l'état de l'Espagne, mais l'état de l'Orient; l'Angleterre ne se contente plus de lutter contre notre légitime influence dans un pays qui nous a déjà coûté tant de sacrifices, elle veut encore le tourner contre nous; ses intrigues sont les liens secrets qui unissent cette triple conspiration des sociétés secrètes, des municipalités et d'Espartero. Un journal révolutionnaire de Madrid, l'*Éco del Comercio*, a révélé cette tactique dans un article violent contre la France et contre son ambassadeur; il y est proposé en propres termes de se joindre à nos ennemis, si la guerre éclate.

Que la reine cède ou soit vaincue, qu'Espartero parvienne à faire contresigner par elle ses volontés, et nous aurons à défendre nos frontières du côté des Pyrénées aussi bien que du côté des Alpes et du Rhin. Espartero appartient maintenant aux Anglais; il a besoin d'eux comme ils ont besoin de lui. On a pu lire une lettre que lui a écrite le duc de Sussex, oncle de la reine Vittoria, et qui était jointe au grand cordon de l'ordre du Bain. Jamais un grand dignitaire anglais n'a écrit à un étranger avec ce degré d'adulation; Espartero y est loué de son dévouement et de son respect pour sa souveraine, ironie étrange de la part d'un prince après les évènemens de Barcelone. Quel langage doivent tenir au duc de la Victoire les agens anglais qu'il a toujours auprès de lui, quand de semblables paroles lui viennent des marches du trône britannique!

Si au contraire la reine est la plus forte, ce n'est pas seulement la liberté constitutionnelle qui l'emporte avec elle; c'est encore le parti français. La France alors peut être tranquille sur les Pyrénées; elle

peut même puiser quelque secours dans l'adhésion d'un gouvernement régulier en Espagne. Les ports de la Péninsule sur la Méditerranée ne sont pas sans importance pour le cas d'une guerre maritime. Nous pouvons d'ailleurs inquiéter par-là la puissance anglaise dans le Portugal. L'importance que les Anglais attachent en ce moment à s'assurer de l'Espagne révèle assez quel intérêt la France doit y mettre de son côté. Certes il ne peut être question de porter atteinte à cette indépendance nationale qu'on se plaît à dire menacée par nous; mais l'Espagne est notre voisine, notre vieille alliée, et son amitié est en quelque sorte notre bien.

Il y a des gens, nous le savons, qui conseillent à la France de s'allier avec les exaltés et Espartero. Cela est tout simplement impossible. On ne change pas en un jour les sympathies établies de longue main. Les exaltés sont le parti anglais; les modérés sont le parti français; il n'y a pas moyen de sortir de là. Que ce soit un bien, que ce soit un mal, c'est un fait. Tout Français qui vient en aide aux exaltés porte secours aux ennemis de la France, qu'il le veuille ou non. Nous pensons, nous, qu'il est bien que les rôles soient ainsi divisés, et que la France a la bonne part; nous pensons qu'il est digne de notre société reconstituée, de notre monarchie nouvelle, de notre liberté légale, de donner la main à la société en travail, à la monarchie régénérée, à la liberté laborieuse de l'Espagne, pour les conduire dans les mêmes voies; mais, enfin, il en serait autrement, que nous ferions encore des vœux pour ceux qui font des vœux pour la France.

****

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 septembre 1840.

L'attention publique, ces jours derniers, a été un moment distraite de la question étrangère par le trouble qu'avaient jeté dans les esprits les coalitions d'ouvriers. On a pu craindre un moment de voir l'émeute ensanglanter de nouveau les rues de la capitale; on a pu craindre que l'étranger n'eût à se réjouir de nos luttes intestines, et qu'il ne vît dans nos discordes civiles un gage de notre faiblesse dans les grandes questions politiques qui agitent le monde. Heureusement ces sinistres présages se sont promptement évanouis : les ouvriers ont mis fin à ces imprudentes réunions qui commençaient à dégénérer en attroupemens coupables; ils ont écouté les conseils de la raison et repris leurs travaux. Cet heureux résultat, nous l'attribuons également au bon esprit et aux sentimens patriotiques des classes ouvrières, à la fermeté éclairée et prudente du pouvoir. Certes, s'il eût été indispensable de rétablir l'ordre au moyen de la force, nous n'aurions, tout en gémissant de cette douloureuse nécessité, trouvé que des paroles d'éloge pour le gouvernement repoussant avec vigueur des attaques criminelles contre les institutions et les lois du pays. Mais il aurait été trop fâcheux de se voir poussé à cette extrémité contre des masses qu'égarait une erreur plutôt que l'esprit de révolte, contre des hommes qui, tout en étant de mauvais économistes, n'étaient pas moins de bons et loyaux Français.

Aussi devons-nous remercier l'autorité de n'avoir rien omis pour prévenir une lutte, pour en ôter l'envie même aux plus téméraires. Au premier abord, on a pu s'étonner de cet immense développement de forces qui a fait un moment de la capitale comme un vaste camp tout prêt à écraser l'ennemi qui oserait l'attaquer. Les moyens semblaient hors de proportion avec le but, les précautions infiniment plus grandes que le danger. Mais en y réfléchissant, nous croyons que l'autorité a tenu compte de la nature toute particulière des rassemblemens qui menaçaient la paix publique. Sans doute le pouvoir doit toujours chercher à prévenir, dans la mesure de ses moyens légaux, les malheurs et les crimes; mais ce devoir est encore plus impérieux, aux yeux de la

morale comme aux yeux de la politique, lorsque l'attaque dont on est menacé ne vient pas d'ennemis déclarés, levant hautement un étendard hostile, proclamant le renversement de nos institutions, l'abolition violente de nos lois. C'est alors que les mesures préventives ne sont jamais exorbitantes, c'est alors qu'il faut pouvoir se dire : Je n'ai rien omis de tout ce qui était légalement en mon pouvoir pour prévenir la collision. Car, d'un côté on s'exposerait à frapper l'erreur plus encore que le crime; de l'autre, une collision sanglante donnerait aux ennemis du gouvernement la chance de voir se jeter dans leurs rangs ces troupes nombreuses de travailleurs qui se sont montrées aujourd'hui complètement étrangères à nos querelles politiques.

C'est ainsi qu'un orage qui aurait pu grossir en attirant à lui d'épais nuages des points les plus opposés de l'horizon, s'est paisiblement dissipé, et nous en avons été quittes pour quelques inquiétudes et quelques précautions. Le gouvernement, et en particulier M. le ministre de l'intérieur et M. le préfet de police, en suivant avec un calme inaltérable une règle de conduite qu'avouaient également la morale et la politique, nous ont épargné de grands malheurs. Ils sont parvenus, pour la première fois, à étouffer dans son germe une émeute imminente, et qui aurait pu être des plus graves.

Aujourd'hui tout le monde est averti : le pays peut compter sur la fermeté, la résolution, la prudence et les moyens du gouvernement, et tous ceux que des intentions hostiles ou de déplorables égaremens jetteraient décidément dans la révolte, ne pourraient plus imputer qu'à eux-mêmes les terribles conséquences de leurs excès.

Après cet épisode, la question étrangère a de nouveau absorbé l'attention publique tout entière. Les sommations faites à Méhémet-Ali, les menaces du commodore Napier et ses captures, le commentaire que les consuls des signataires du traité de Londres ont remis au pacha, les réponses de Méhémet-Ali et de ses lieutenans en Syrie, l'arrivée des forces navales de l'Angleterre sur les côtes de l'Asie et devant Alexandrie, les clauses du traité de Londres qui commencent à transpirer, le voile qui cache encore les évènemens qui se préparent, les accidens qui peuvent s'y mêler, tout devient dans le public un sujet de discussion, une cause d'irritation pour les uns, d'alarmes pour les autres. Les uns craignent que notre impétuosité ne nous jette dans une guerre inopportune, intempestive, sans cause suffisante et proportionnée à la grandeur de l'entreprise. Les autres redoutent au contraire notre amour du repos et de la paix, et s'irritent à la pensée de l'inaction de la France lorsque l'étranger s'arroge de disposer du monde à son gré et de dicter la loi à l'Orient au nom de l'Europe, comme s'il en représentait seul la volonté et la puissance.

Au milieu de ces doutes, dans ce conflit, tous les regards se portent vers le gouvernement, chacun lui demande sa pensée; tous lui demandent (il est juste de le reconnaître) de sauver à tout prix l'honneur et l'intérêt français; mais les uns veulent être assurés par ses paroles qu'il n'agira pas à la légère, en téméraire, qu'il ne fera pas bon marché du sang et des trésors de la France; les autres, qu'il ne se paiera pas de vaines promesses, de méchans

palliatifs, qu'il ne voudra pas la paix à tout prix. L'inquiétude nous rend impatiens.

Cette impatience est à la fois fort naturelle et fort déraisonnable.

Rien de plus naturel que de s'inquiéter de l'honneur, des intérêts, de la sûreté, de l'avenir de son pays, et toute incertitude, toute méprise sur ces immenses questions est poignante. Tout est en jeu, les intérêts matériels comme les intérêts moraux, les fortunes particulières comme la fortune publique.

Mais est-il au pouvoir du gouvernement de dissiper les doutes, de répondre aux questions, de publier sa pensée, son secret? Nul n'oserait l'affirmer. Ce serait de la part du gouvernement plus qu'une légèreté, ce serait une trahison.

Dans je ne sais quelle campagne, au commencement d'une de ces grandes journées qui décidaient du sort des empires, Napoléon, la main derrière le dos, se promenait silencieux devant les lignes formidables de la garde impériale. Le canon commençait à gronder, et quelques boulets arrivaient jusqu'à la jeune garde, qui trépignait d'impatience. Elle aurait voulu savoir si elle donnerait, à quel moment elle donnerait, et les propos circulaient dans les rangs, et si on l'avait osé, c'est l'empereur lui-même qui aurait été assailli de questions. « Jeunes gens, dit-il, quand vous aurez assisté à trente batailles, vous apprendrez à rester l'arme au bras devant le feu de l'ennemi et à attendre patiemment les ordres de vos chefs. »

Le devoir le plus strict commande à tous les gouvernemens de faire la même réponse au public. Cela est désagréable pour tout le monde, pour le public qui ne sait pas tout d'abord ce qu'il désire le plus de savoir, et pour le gouvernement dont le silence est interprété de mille manières, et l'expose à toute sorte d'accusations et de reproches. Il faut s'y résigner.

Nous blâmerions sévèrement le gouvernement, non-seulement s'il révélait le secret de l'état, la situation intime des affaires, les négociations s'il en existe, les projets en cas d'attaque, mais aussi s'il nous faisait connaître quels sont pour lui les *casus belli*.

Quoi! notre gouvernement publierait une théorie au profit des Russes et des Anglais! Il dirait aux signataires du traité de Londres : Ce n'est que lorsque vous aurez poussé les choses jusqu'à tel ou tel point que je vous en demanderai raison!

Mais c'est une des forces du gouvernement que le secret de sa pensée, que l'incertitude de l'Europe à cet égard, que la pleine liberté d'action que nous devons et voulons conserver. Il y a dans ce monde plus d'un diplomate qui s'estimerait bien habile s'il pouvait pénétrer la pensée de la France, et savoir au juste à quoi s'en tenir sur la mesure de sa longanimité.

Quant à nous, nous nous résignerons à l'ignorance; et s'il nous arrivait, ce qui certes n'est pas, de deviner pareil secret, nous nous regarderions comme tenus au silence le plus absolu.

Ce que nous demandons au gouvernement, ce n'est pas de nous dire ses pensées, ni la situation intime des affaires, mais de résoudre nettement pour lui-

même, s'il ne l'a déjà fait, les questions que cette situation lui présente, et de redoubler, si c'est possible, d'activité pour mettre le pays en état d'affronter avec honneur toutes les éventualités.

Les questions qu'offre la situation sont graves, mais ne sont pas très nombreuses. Le cercle des hypothèses quelque peu probables, en y comprenant même des hypothèses extrêmes, n'est pas long à parcourir. Les unes pourraient se réaliser demain, les autres ne le pourraient que dans un temps plus éloigné. Peu importe. Le cabinet aurait tort de vivre au jour le jour, en attendant que l'une ou l'autre hypothèse se réalise pour résoudre alors à la hâte, sous l'impulsion du moment, les questions qu'elle présente. En matière aussi grave, il faut avoir tiré d'avance ses grandes lignes, fixé ses jalons. Il faut savoir d'avance quels principes on prend pour guides, où l'on veut, où l'on peut aller, sauf les modifications que les évènemens et les incidens apportent toujours avec eux. Ce travail tout intérieur et de haute politique est-il fait? Nous l'ignorons complètement, mais nous devons le croire. Le gouvernement s'est montré tellement pénétré de l'importance et de la gravité de la situation, qu'il y aurait injustice à supposer qu'il est resté dans de vagues généralités, qu'il vit au jour le jour et se laisse pousser par les évènemens et par le bruit public, pour se trouver peut-être un jour, comme à son insu, acculé dans quelque situation intenable. Le jour où tout pourra être dit, le jour où la tribune pourra, sans danger pour la France, retentir des débats solennels sur ces grandes questions, nous sommes convaincus que M. le président du conseil pourra, avec sa parole puissante et lucide, prouver, pièces en main, même aux plus incrédules, que le cabinet n'a pas plus manqué de prévoyance que d'activité.

L'activité du gouvernement pour les préparatifs militaires est un fait trop patent pour être contestable. Sur ce point d'ailleurs nous avons tous droit de surveillance et de contrôle; car en présence du traité du 15 juillet, il n'y a pas un Français, quelles que soient d'ailleurs ses opinions politiques, qui pût imaginer de laisser la France désarmée. Il n'y a pas un Français qui ne demandât au ministère de mettre sur un pied formidable nos flottes, nos armées, nos places fortes, nos magasins, tout l'état militaire du pays, de nous préparer également à la défense et à l'attaque, dans les suppositions les plus extrêmes; car nul ne sait ce que peut cacher le traité du 15 juillet, et ce que peuvent amener les évènemens en s'engrenant les uns dans les autres. Encore une fois, c'est ici que le public et la presse sont dans leur droit en tenant, pour ainsi dire, l'épée dans les reins au gouvernement, et en ne lui laissant ni trève ni repos qu'il n'ait accompli tout ce qu'exigent de lui l'honneur et la sûreté de la France.

Mais aussi est-il juste de reconnaître que l'administration ne laisse rien à désirer sous ce rapport. Le public ne l'ignore pas. L'armée et la marine, les arsenaux et les places fortes ont également attiré l'attention, éveillé la sollicitude du gouvernement. La garde nationale, cette réserve si précieuse, cet auxiliaire si puissant de nos armées, ne tardera pas à voir préparer l'organisation

de ses bataillons mobiles. Nous croyons que tout est prêt pour cette mesure importante, et qu'elle ne tardera pas à être réalisée.

Cet ensemble de préparatifs vient de recevoir, pour ainsi dire, son couronnement par la résolution que le gouvernement a prise de fortifier Paris. C'est là une grande mesure, une mesure décisive, que les amis éclairés de la puissance nationale attendaient avec impatience. Lorsqu'une grande capitale, une capitale dont la perte décide du sort du royaume, est aussi rapprochée des frontières et des champs de bataille historiques que l'est Paris, c'est tout jouer sur un coup de dés que de ne pas la mettre à l'abri d'un coup de main, d'une marche hardie, aventureuse de l'ennemi. Les faits sont ici sans réplique. C'est Paris, ville ouverte, sans défense, qui a rendu inutiles les prodiges de cette admirable campagne de 1814, où le grand capitaine luttait avec une poignée d'hommes contre l'Europe entière.

Si la capitale eût été fortifiée, aurait-on osé, contre toutes les règles de l'art de la guerre, marcher sur Paris, en laissant derrière soi l'empereur, son armée, de nombreuses garnisons, des populations irritées? Et si on l'eût osé, croit-on sérieusement que les Cosaques auraient bivouaqué aux Champs-Élysées? Un immense désastre aurait frappé les alliés sous les murs de la capitale, et cette retraite que l'ennemi fut sur le point d'exécuter, lorsqu'il hésitait à Langres sur la résolution à prendre, n'aurait été qu'une grande défaite, si elle eût dû commencer sous les murs de Paris. Les hommes qui, en 1814 et en 1815, ont été accusés de trahison ou de faiblesse, auraient été à l'abri de tout soupçon et auraient échappé à tout reproche, si Paris fortifié leur avait inspiré une confiance que ne leur inspirait point Paris ville ouverte et désarmée, s'ils avaient été convaincus que cette grande capitale pouvait réellement devenir la base d'une défense sérieuse et prolongée!

Paris fortifié ajoute à nos armées une excellente armée de cent mille hommes; car, s'il est absurde d'imaginer qu'une population non-militaire, quelle que soit d'ailleurs sa bravoure, puisse du jour au lendemain, et avec quelques chances de succès, se mesurer à découvert avec des armées victorieuses et aguerries, il n'est pas douteux que cette même population, lorsqu'elle est aussi brave, aussi habituée au maniement des armes que l'est la population parisienne, peut fournir, avec quelques artilleurs et quelques soldats de ligne, une formidable garnison à une ville fortifiée, et préparer, par une énergique résistance, la destruction d'une armée d'invasion.

Que le gouvernement poursuive avec énergie, avec promptitude, le plan qu'il vient d'adopter, et il aura rendu au pays un de ces services que la reconnaissance publique n'oublie pas. Il n'aura pas seulement mis Paris à l'abri d'un coup de main; il aura changé, en l'élevant et en la fortifiant, la position politique et militaire de la France.

Encore une fois, que le gouvernement persiste dans ses mesures, qu'il les exécute avec persévérance, avec suite, avec énergie, qu'il les complète l'une par l'autre, qu'il ne laisse rien d'inachevé, qu'il mette la France en état de venger immédiatement tout affront, de braver toute menace, d'obtenir à l'in-

stant même réparation des torts qu'elle pourrait éprouver; pour le moment, nous ne lui demandons rien de plus. Cela seul nous rassure, car il nous est impossible d'imaginer que des hommes qui ne sont ni fous ni idiots, des hommes auxquels il est difficile de refuser quelque peu d'intelligence et de bon sens, voulussent de gaieté de cœur faire dépenser au pays des centaines de millions, enlever notre jeunesse au travail des ateliers et des champs, appeler la France à ceindre l'épée, à revêtir le casque et la cuirasse pour la préparer ainsi à subir tout armé un affront sans ressentiment, une diminution de puissance sans réparation. Et, d'ailleurs, on peut dire que les hommes ne font rien à l'affaire. Les ministres le voudraient, que la France armée, forte, ne le voudrait pas. Les ministres tombent, la France reste. Cela s'est vu plus d'une fois.

Sérieusement parlant, le cabinet n'a donné à personne le droit de le suspecter de faiblesse vis-à-vis de l'étranger et d'indifférence pour l'honneur national, pas plus qu'il n'a donné le droit de le taxer d'audace, de témérité, d'imprudence. Le gouvernement a fait ce que toute administration ferme et prudente n'aurait pas manqué de faire, ce que devait désirer tout ami sincère du pays, de sa dignité, de sa grandeur.

Aussi, nous ne concevrions pas que, dans la situation grave où nous nous trouvons, il pût tomber dans l'esprit d'hommes sensés de susciter des querelles de personnes, de nouer des intrigues de portefeuille, de rabaisser la grande question du jour à une lutte de prétendans ministériels. Des faits de cette nature, dans ce moment, accuseraient une telle absence de dignité personnelle et de patriotisme, que nous refusons d'une manière péremptoire toute croyance aux bruits qui se répandent à ce sujet. Nous sommes certains, du moins, qu'aucun des hommes éminens dont le nom se trouve mêlé à ces bruits, ne trempe dans ces intrigues, si par aventure elles ont quelque réalité. Mais, répétons-le, il nous est impossible d'y ajouter foi. Des combinaisons ministérielles aujourd'hui ! Et pourquoi ? Et que pourrait faire le nouveau cabinet? Ce que fait le cabinet actuel? Pourquoi le renverser? Autre chose? Désarmer la France ? Vraiment !

Laissons ces misères. Vrais ou faux, le pays ne s'occupe point de ces bruits, et le pays a parfaitement raison.

Les signataires du traité de Londres paraissent décidés à pousser le pacha d'Égypte l'épée dans les reins. Si le pacha résiste, les prévisions du traité de Londres ne tarderont pas à être épuisées. Il faudra songer à des mesures de la dernière énergie, bref, à l'envoi d'une armée. De quelles troupes sera-t-elle composée? De troupes turques? Il est difficile de croire que le faible successeur du vaincu de Nézib puisse, si une formidable insurrection n'éclate pas en Syrie, reconquérir cette province par la force. Si le pacha résiste, ce qu'il y a de plus probable, c'est qu'on reconnaîtra bientôt la nécessité d'une armée russe. Lord Palmerston pourra se vanter, si mieux il n'aime avoir fait une œuvre ridicule, d'avoir ouvert aux Russes les portes de l'Asie. Nous verrons quels remerciemens le parlement anglais sera disposé à lui voter pour ce noble exploit.

Le traité du 15 juillet ne prévoit l'entrée des Russes que pour le cas où il deviendrait urgent de défendre Constantinople, la ville même de Constantinople, et la ville seulement. Toujours est-il qu'un ministre anglais a signé un traité qui autorise les Russes à occuper la capitale de l'empire ottoman. Lord Palmerston a cru pallier l'énormité de ce fait par une disposition qui rétablit la clôture du Bosphore pour les vaisseaux de toutes les nations indistinctement.

Il s'efforcera de persuader au monde que par cette clause il a soustrait la Porte au patronage exclusif des Russes et anéanti, la Russie y consentant, le traité d'Unkiar-Skelessi. Quel sophisme! Il s'agit bien aujourd'hui du traité d'Unkiar-Skelessi! Ce traité n'était pour la Russie qu'une pierre d'attente. Fort habilement, la Russie, en troublant, à l'aide de ce traité, l'imagination inquiète du noble lord, a obtenu tout ce qu'elle pouvait espérer de plus énorme, le droit d'occuper Constantinople du consentement de l'Angleterre! Que lui importe dès-lors le traité d'Unkiar-Skelessi?

Les Russes, fort habiles logiciens, ne manqueront pas, si le pacha résiste, de représenter au noble lord que la clause relative à la ville de Constantinople n'empêche point que les troupes russes n'aident la Porte, concurremment avec les Anglais, à expulser Méhémet-Ali de la Syrie. Le traité du 15 juillet dit, à ce qu'on prétend, d'une manière générale et un peu vague, qu'on fera tout ce qui est nécessaire pour atteindre ce but. Si des vaisseaux et des bombes ne suffisent pas, s'il faut des troupes de terre, pourquoi le noble lord n'emploierait-il pas les baïonnettes de son fidèle allié? Il y aurait discourtoisie et méfiance injurieuse à les refuser. On peut donc espérer de voir bientôt les Anglais, qui connaissent si bien toutes les routes de l'Asie, servir de guide aux Moscovites, et ceux-ci n'auront garde d'oublier les bonnes directions que l'Angleterre leur aura données.

Nous nous sommes demandé plus d'une fois quelles pourraient être les conséquences dernières de ces étranges combinaisons. Passons par-dessus toutes les phases intermédiaires : en dernier résultat la Russie peut-elle se flatter que l'Angleterre, je ne dis pas lord Palmerston, je dis l'Angleterre, lui permette de s'emparer de Constantinople, quand même la Russie consentirait, comme compensation, à l'occupation de l'Égypte par les Anglais? Si ce partage était en effet la pensée secrète de ces deux puissances, si l'Angleterre pouvait ainsi préparer de ses propres mains le vaste champ de bataille où elle ne tarderait pas à rencontrer les Russes, et où toutes les chances seraient contre elle, la Prusse et l'Autriche auraient été doublement dupes en signant la convention du 15 juillet. La France saurait bien rétablir à tout prix l'équilibre, et la Russie, occupée à la garde de la Pologne et de ses possessions orientales, aurait assez d'affaires sur les bras sans en chercher ailleurs.

Il nous est impossible de croire à un pareil aveuglement de l'Angleterre. Le cabinet anglais s'est jeté dans une route trop contraire aux intérêts essentiels de son pays pour qu'il lui soit permis d'y persister long-temps. Il est possible, bien que fort difficile, d'empêcher la Russie de pénétrer dans l'Orient; mais il est impossible de ne pas voir que le jour où elle y aurait enfin

pénétré, c'est elle qui en serait la maîtresse. C'est là ce qui prouve combien est monstrueuse l'alliance anglo-russe.

Chose singulière en apparence, mais vraie cependant! L'Angleterre comme la Russie ne peuvent avoir qu'un allié naturel, et cet allié, c'est la France.

L'Angleterre, parce que la France est la seule puissance qui aurait pu l'aider sérieusement à contenir la Russie dans ses limites;

La Russie, parce que la France n'a pas, soit en Orient, soit en Occident, des intérêts absolument incompatibles avec les vues et les intérêts de la Russie. C'est ce que l'empereur Alexandre s'efforçait de faire comprendre à Napoléon dans leurs fameuses conférences. Si Napoléon eût été moins exclusif et moins ambitieux, probablement la Russie serait depuis long-temps maîtresse de Constantinople, et Napoléon serait mort sur le plus beau trône du monde.

Mais laissons de côté toute vaine hypothèse et revenons aux choses positives, telles que les ont faites les erreurs et les passions des hommes. Nous ne cesserons pas de le répéter : quels que soient les évènemens qui se préparent, la France n'a dans ce moment qu'une chose essentielle à faire : armer, armer, armer.

Une fois cela fait, tout est facile, tout peut être honorable. La France désarmée verrait bientôt ses intérêts les plus chers profondément lésés, sa dignité et son honneur compromis.

— M. le vicomte de Falloux vient de publier, sous le titre de *Louis XVI;* une histoire détaillée et intéressante dans laquelle il a su, sans exagération, avec gravité et douceur, rassembler tous les traits de cette royale et vertueuse destinée. « Beaucoup de livres, dit-il dans sa préface, ont été publiés sous le titre de Vie ou d'Histoire de Louis XVI; mais les uns dépassent promptement leur cadre, les autres se renferment systématiquement dans l'éloge, tous peut-être laissent encore place à une simple biographie. » Ce dessein modeste, et qui est né chez lui d'un sentiment pieux, M. de Falloux l'a dignement rempli; pour ceux même qui ne prennent au malheureux monarque qu'un intérêt humain et sans culte singulier, il y a profit à trouver rassemblés par une plume élégante et judicieuse, tous les actes, les évènemens successifs, les motifs et les intentions combattues qui composent sa triste fortune, et qui font comme l'enchaînement de la trame. L'histoire s'éclaire ici de plus d'une vue du biographe; des citations habilement rapprochées et contrastées permettent au lecteur de conclure sans que l'auteur ait besoin de discuter. L'écueil de ce sujet était une sorte de déclamation traditionnelle; M. de Falloux a su s'en garder, et, tout en demeurant sous l'empire d'un sentiment profond, il ne l'a produit qu'avec discrétion, avec goût, et seulement à l'aide des faits.

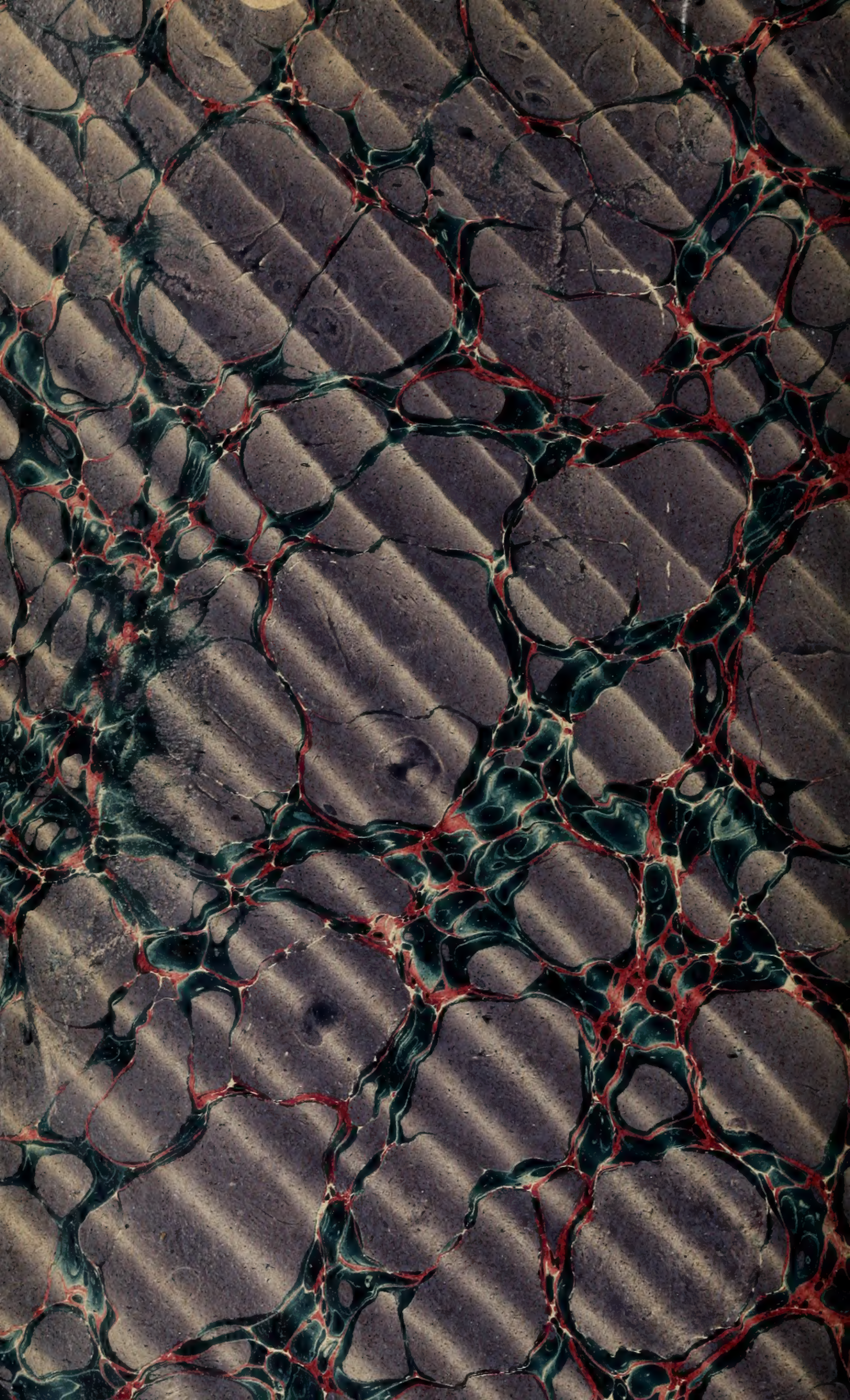
V. DE MARS.

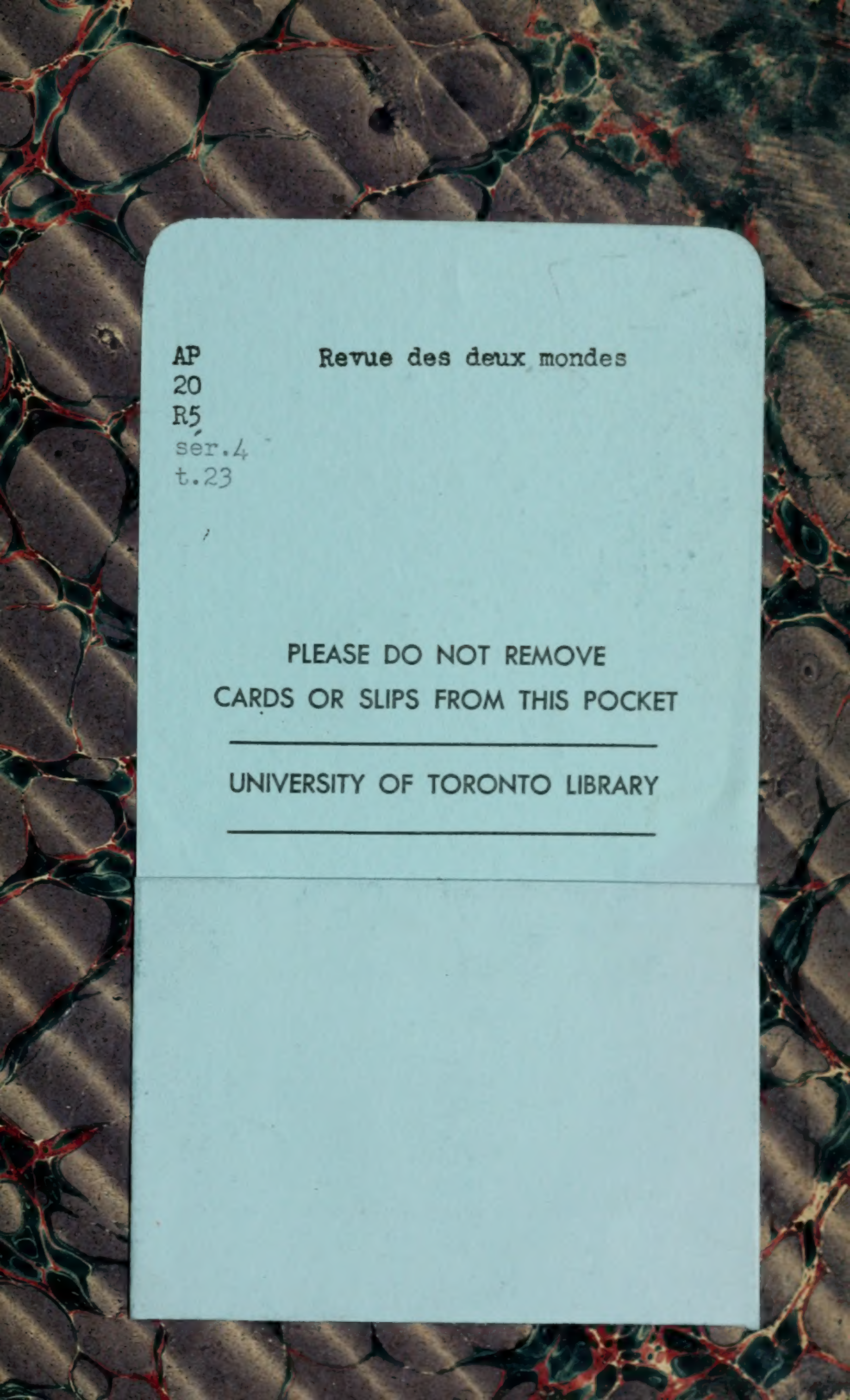
# TABLE

## DES MATIÈRES DU VINGT-TROISIÈME VOLUME.

(QUATRIÈME SÉRIE.)

FIN DE LA TABLE.




AP
20
R5
sér.4
t.23
Revue des deux mondes
PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET
UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

